



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



c/97

120,00





INVENTAIRE SOMMAIRE  
DES  
ARCHIVES COMMUNALES

---

VILLE DE NANTES



**DES**

## ANTÉRIEURES A 1790

**RÉDIGÉ PAR**

# S. DE LA NICOLLIÈRE-TEIJEIRO

**ARCHIVISTE**

# TOME PREMIER

**SERIES AA, BB, CC, DD.**

# VILLE DE NANTES



# NANTES

4 et 6, rue Scribe — IMPRIMERIE DU COMMERCE, G. SCHWOB ET FILS — rue Scribe, 4 et 6

1888

CD

1217

N3

A47

v.1

# INTRODUCTION

---

Aussi loin qu'il est permis de remonter dans le passé pour retrouver un document sur notre ville, nous voyons l'antique tribu gauloise des NAMNETES caractérisée par l'emblème de la navigation et du commerce. Les beaux statères d'or de nos premiers ancêtres, présentent déjà la barque primitive, futur blason nantais, simple barque, jusqu'à la reine Anne, transformée en élégante caravelle au XVI<sup>e</sup> siècle, puis successivement vaisseau ou frégate suivant la fantaisie de l'artiste ou les exigences de l'époque.

Le premier acte transcrit sur le LIVRE DES PRIVILÈGES débute ainsi : « A tous ceulx qui ces présentes lettres verront et oïront, Jahan duc de Bretagne, visconte de Lymoges, Salut en notre Seigneur. De la partie des Bourgeois de Nantes, et des marchans de sur la mer et de sur Loyre, frequentans nostre cité de Nantes, o pluseurs et diverses marchandises, Nous a esté signifié... » C'est un accord, passé en novembre 1331, entre le duc Jean III et les bourgeois de Nantes, par lequel le prince diminue les redevances perçues, sous le nom de dons, par la Prévoté de Nantes, et supprime le droit d'enregistrement des marchandises.

En 1564, la Mairie fut régulièrement constituée afin de permettre aux habitants d'établir des Juges-Consuls, c'est-à-dire un tribunal de commerce, dont ils ne pouvaient plus se passer. Ainsi cette longue suite de siècles nous montre l'industrie maritime et commerciale comme le principal mobile des grands actes de la cité et du développement de ses institutions.

A l'époque gallo-romaine l'inscription :

DEO VOL PRO SALVTE VIC POR ET NAV LIG

pour le salut des habitants du port et des navigateurs de la Loire, nous révèle

l'importance et la prospérité du commerce. Une autre, la plus célèbre parmi les documents de ce genre, confirme cette appréciation :

NVMINIB            AVGVSTOR  
DEO                VOLIANO  
M. GEMEL SECVNDVS ET C SEDAT FLORVS  
ACTOR VICANOR PORTENS TRIBVNAL CM  
LOCIS EX STIPE CONLATA POSVERVNT

Alors la cité des Namnetes, CIVITAS NAMNETUM, faisait buriner ses fastes sur les pierres qui nous ont transmis les noms de quelques édiles. Une longue interruption se produit à la suite des invasions barbares, et pendant le cours du moyen âge. Puis au XIV<sup>e</sup> siècle, lorsque la bonne ville « clef de la duché de Bretagne, » obtient de la bienveillance des ducs, une concession, un droit, un privilège, le velin est chargé d'en perpétuer l'authentique souvenir.

Les archives communales devraient donc être riches en documents de toutes sortes et former une collection remarquable. Malheureusement, le temps, les révolutions politiques, l'indifférence aussi peut-être, ont contribué dans une trop large part à la perte, à la destruction des pièces relatives à l'histoire de Nantes.

La date de 1331, citée plus haut, nous reporte à la veille de la guerre de succession qui déchira la Bretagne pendant vingt-trois ans, 1341-1364. Tour à tour aux mains de Montfort et de Charles de Blois, Nantes reçut des deux compétiteurs des preuves multiples de sympathie. Après la victoire d'Auray, Jean IV garda aux Nantais une profonde rancune de leur préférence pour son adversaire, dont il fit détruire les mandements, que le hasard seul permet de retrouver aujourd'hui à l'état de copie ou de *vidimus*, dans les archives particulières.

Sous Jean V, l'administration civile est formée. Ses lettres de 1410, renouvelées en 1420, après la trahison des Penthievre constituèrent réellement le *Conseil des Bourgeois*, en lui donnant un chef dans la personne du *Procureur-Syndic*, qui, sous quelques réserves, répondait à peu près au maire d'aujourd'hui. « Voulons et octrions à nozditz bourgeois et habitans que de noz licence et octroi, pour ce que aultrement ne le pevent faire, que par l'avisement et ordonnance d'eulx, ou de la maire (majeure) et plus saine partie d'iceulx, ilz facent, constituent et ordonnent un ou deux procureurs pour poursuivre, garder et deffendre leurs droiz,

franchises libertez et prérogatives, et besoigner pour eulx es chouses qui toucheront les faiz et négoces de ladite ville et desdits bourgeois et habitans, et ainsi qu'ilz verront estre expédient et nécessaire. » Elles contiennent en outre la faculté d'établir un lieu propre à recevoir tous les droits de péage, de nommer les portiers et le gouverneur de l'horloge, de défendre la vente du vin dans les établissements deshonnêtes, de visiter et tarifer le poisson de mer, etc... »

Aussi dès 1436, l'administration nouvelle se préoccupe de ses archives, et le compte du miseur des ponts de cette année, le plus ancien que nous possédions, contient un article de 10 sous, 10 deniers « pour l'achapt de iij clefs pour le coffre de la ou sont les lectres et comptes de la Ville. »

Déjà, sans doute, il existait des amateurs, ou plutôt peut-être des intéressés plus ou moins scrupuleux, fort peu en peine des pièces qu'ils pouvaient détenir induement. C'est ce qui résulte de la mention suivante du compte de Pierre Bernard, 1449-1451. « Item, se descharge avoir payé pour une amonicion générale de Monseigneur Levesque de Nantes, qu'il a faicte pour les gens de ladite ville, sur celx qui detiennent et recellent aucunes lettres ou autres enseignemens qui touchent les libertez de ladite ville, la somme de cinq solz. »

Le compte de 1465-1468, mentionne : « A Pierre Lebel, Pierre Bernard et Guillaume Fagot, 68<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>; à Guillaume le Clerc, gaisnier, pour ung coffret carré, garny de fer blanc, à metre les letres des previllèges de la ville, 30<sup>s</sup>; à Henry Lucas, claveurier, pour deux couplez, ung crampon, 5 sous; à Pierre Quiolle pour deux crapaux, à fermer ledit coffret, 10 sous... »

Le 12 janvier 1486 (1487 N. S.), il est accordé « à Eonnet Artur, pour viii estuiz de fer blanc, pour mettre les seaulx des lettres des previllèges de la ville, à viii<sup>d</sup> chacun, v<sup>s</sup> iiii<sup>d</sup>... »

En ouvrant le compte du miseur des ponts de 1507, nous y voyons au second folio, « a esté payé à dix hommes qui descendirent de la maison feu Jamet Thomas, seigneur de la Chollière, ung grant couffre où sont les lectres anxiennes de la ville, et quel coffre fut porté au chateau durant le temps des comptes précédemment, pour tout ce v<sup>s</sup>... A Denys Preudhomme, claveurier, pour deux claveures à boce et rabotz, pour mettre oudit couffre de la ville, avecques les cleffs, vallans x<sup>s</sup>... »

Or ce *grant couffre*, qui nécessitait l'emploi de dix hommes pour le porter, ne devait pas seulement sa pesanteur à sa forme massive ou à l'épaisseur de ses panneaux, mais aussi aux dossiers qu'il renfermait, aux chartes de parchemin, aux grands sceaux des Ducs. Toutefois n'était-ce pas déjà une inévitable occasion



de perte et de dispersion pour ces *lectres anxieuses*, ainsi déposées dans un bahut dont il fallait souvent refaire la serrure, et abandonnées aux soins peu empressés de ceux qui en avaient la garde.

Nous lisons en effet, cette note concluante dans le compte du miseur Mahé Aloff, signé le 21 février, 1459 (1460 N. S.) : « a esté ordonné par mondit seigneur (Guillaume Chauvin, chancelier de Bretagne), que les lectres contractz et autres ensaigemens de ladite ville et qui pevent servir au bien d'icelle et des habitants en icelle, en perpetuel, seront retirez des lieux ou ils pourront estre trouvées, pour ce que pluseurs d'icelles lectres ont esté prinses et tirées hors des coffres de ladite ville, pour servir en aulcunes matières quand mestier estoit, qui n'ont pas esté rapportées esdits coffres. Et quant à ce faire et y vacquer, ont esté par mesdits seigneurs commis, maistres Jehan Blanchet et Jehan Préseau, ung clerc appelé en leur compagnie; et, icelles retirées, avec les aultres estans esdits coffres de ladite ville, seront enrégistrées en ung livre de parchemin, ouquel seront incorporées de mot à mot autanques, et passées en l'endroit de chacune lettre et contract. Et ce fait, les remectront ausdits coffres avecques ledit livre... »

Le registre CC 287 porte : « à ung lanternier pour une casse de fer blanc, pour loger ung seau d'ung mandement estant dedans le coffre de la ville, 20<sup>d</sup>. A ung librayre, pour ung petit papier pour extroyre les mandemens que l'on tireroit dehors dudit coffre, affin de les recouvrer, 20<sup>d</sup>. A ung parchemynier, pour treze peaulx parchemyn pour meptre au grand *Dial rouge de la Ville*, pour incérer plusieurs mandemens, 20<sup>s</sup>. »

Enfin, en 1553, si nous voyons encore le coffre en service, nous apprenons aussi la confection d'une armoire pour renfermer les archives, CC 297. « Pour une cleff au coffre de la Provosté, ou sont les lettres de ceste ville, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. La ferrure de huit guischez à une grande paire d'armoires, estant à la Prévosté, pour mettre les lectres; à chacun guichet deux fiches à double charnière et une serrure, 4<sup>l</sup>. »

Une mention que nous n'avons garde de négliger, est celle du registre CC 299. « Pour une assemblée, tenue, en la maison de ville, le 28 septembre 1556, pour l'avoir escripte deux foiz, contenant six feilles en papier, 3<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Trois extroictz des registres d'assemblées de ville contenant trois feilles de papier 2<sup>s</sup>... »

Les *registres d'assemblée de ville*, existaient donc alors. D'un autre côté nous lisons dans le procès-verbal fait par Monsieur Duplessis : « ... Et par autre ancien livre du greffe desdits bourgeois, commençant le vingt troisième jour

de may l'an mil quatre cens soixante cinq en ces mots : Par les grandz gens sages, estans au conseil, a esté délibéré et advisé que doresnavant, pour la seureté et garde de ceste dicte ville, y aura quatorze hommes d'église et quatorze de la ville, qui visiteront chacune nuict les portes de la ville etc... ; et au dernier feuillet d'icelui, écrit du quatrième jour d'aoust mil quatre cens quatre vingt huit, est rapporté au conseil de la ville de Nantes... »

*L'ancien livre du greffe des bourgeois, 1465-1488, les registres d'assemblée de ville de 1556*, faisaient partie, évidemment, d'une série embrassant l'administration des procureurs-syndics, c'est-à-dire une période de plus d'un siècle, 1443-1564. Le plus ancien registre des Délibérations, composé de feuilles détachées, mais reliées ensemble, ne date que de 1555, un siècle après celui du greffe des bourgeois. Comment se fait-il qu'une suite aussi intéressante ait disparu tout entière, ne laissant d'autres traces, que ces deux indications sommaires, que le hasard a fait tomber sous nos yeux?... Lorsque l'abbé Travers, travaillait à réunir les matériaux de son histoire des Evêques de Nantes, il ne trouva à la mairie aucun fragment de ces registres, car il l'eut certainement utilisé; ce qui prouve, qu'au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'en était plus question. Perte irréparable, lacune des plus regrettables pour l'histoire des développements de la commune de Nantes aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles.

Le numéro 291, de la série DD, nous fait connaître aussi une autre suite, moins importante, il est vrai, mais qui néanmoins avait bien sa valeur. Un acte de ce dossier débute ainsi : « Par arrêt du Conseil du 18 juillet 1681, *référé dans le septième tome du Livre de la Mairerie, page cinq*, il est fait mention d'une somme de 36 livres que la communauté paie annuellement au propriétaire de la terre de la Hautière... » De ce septième tome, comme de ceux antérieurs ou postérieurs, plus rien !....

En 1567, à la suite d'un procès intenté au sieur Jean Apuril, trésorier des États de Bretagne, le Roi par lettres patentes du 18 mars 1568, ordonna « au premier de ses amés et féaux conseillers, présidents de sa Cour de Parlement, Chambre des Comptes de Bretagne, baillifs, sénéchaux, etc..., de faire ouvrir les Archives de sa Chambre des Comptes, même par force, et de remettre les papiers saisis, au sieur Bernard Gérard, sieur du Haillan. Même commission était expédiée à l'égard de l'Hôtel-de-Ville, pour tous les comptes, acquits, liasses de deniers communs, dons, octrois, etc..., rendus depuis 1551. Le maire et les échevins voulurent garder les originaux, et délivrer des copies; refus absolu du sieur de Gérard qui emporta toutes ces pièces. Que sont-elles devenues?...

L'abbé Travers, t. II p. 397, dit qu'il n'en revint qu'un très petit nombre. Un inventaire porte une annotation marginale, constatant la remise de.... *seize pièces!*...

C'était en prévision, sans doute, de cette fâcheuse éventualité, que le 23 janvier 1568, avait été prise la délibération suivante, BB 7, fol. 9. « Sur le requisitoire du procureur des Bourgeoys, a esté conclud et arresté que l'Inventaire par cy devant encommancé, des chartes, lettres, documens et enseignemens de ceste ville sera faict et parachevé. Et auparavant tout euvre sera le commencement et ce qui a esté inventarié, recollé sur ledit Inventaire, pour savoir si lesdites lettres, raportées par ledit Inventaire, sont à ladite maison de ville. Et commandé audit procureur des Bourgeoys de faire poursuivre contre ceulx qui peuvent avoir lettres de ladite ville de les faire apporter en la maison commune de ladite ville, lieu statué pour la garde desdites lettres. Et a esté délibéré et plus arresté que le lieu ou seront mises lesdites lettres y aura trois claveures et troys cleffz, pour faire sure garde desdites lettres; dont l'une desdites cleffz en sera garny le maire, et les deux aultres mises entre les mains de deux fides personnes qui seront par cy après nommez en la compaignye. Lesquelz, lors quelz se absenteront remectront lesdites cleffz entre les mains d'aultres qui seront nommez par ladite compaignye pour voir lesdites lettres lors qu'il en sera requis. Et doresnavant ne sera loysible, à personnes quelconques, de voir esdites lettres sans l'expresse permission du corps de ladite compaignye, pour quelque cause que ce soit et puisse estre. »

Ces sages mesures font honneur à l'administration, mais l'inventaire n'est point parvenu jusqu'à nous.

En 1578, la ville devenait acquéreur de l'Hôtel Bizard, ou des Dervallières, la mairie actuelle, et voici les renseignements que nous donne sur la nouvelle installation des Archives la liasse CC 123, compte de Pierre Langlois, qui demande « mise de cinq escuz tiers payés à M<sup>e</sup> Jean Couvrechef, maistre menuzier, pour avoir deffaict et desmembré les grandes armoires de noyer, ou on retire les lettres de ladite ville qui estoient en la maison de ville aux Changes; et, icelles armoires avoir rejointes et redressées en la maison commune de ville, seize en la rue de Verdun, et y avoir adjousté et fourny grand nombre de planches. Au même, dix sept escuz, quinze sols tournois, pour avoir faict neuf grandes armoires, propres à mettre les lectres de la ville. »

Les archives municipales étaient enfin logées; mais ne se trouvaient pas

pour cela à l'abri de toute atteinte. La ligue régnait alors, et malgré les préoccupations qui agitaient si profondément les esprits, le compte de 1591-1594 nous apprend que cette importante collection n'était point oubliée et qu'on attachait un grand prix à sa bonne conservation.

« A Jan Hanry, marchand, la somme de vingt six escus deux tiers, que ledit comtable luy a payée et dellivrée comptant, pour l'achapt, fait avecques luy par lesdits sieurs maire et eschevins, de deux barilz de fer blanc, lesquels auroinct au mesme instant estez portez en la Maison Commune, et depuis employez à couvrir les armoyres de boys servans d'archives d'icelle, tant dessus que dessous et par le derrière, pour la conservation des papiers et chartes de ladite ville, et empescher qu'elles ne fussent à l'advenir mangées et rompues de ratz et souritz, comme il y avoit apparance, sy de brief il n'eust esté pourveu....

« A Pierre Guyneau et Julien Sivel, maistres menuziers, la somme de vingt trois escuz, à laquelle auroit esté verbalement convenu et acordé avec eulx par lesdits sieurs maire et eschevins, pour refaire et acomoder, ainsi qu'ilz auroinct faict, les grandes armoyres de boys estans en la chambre prochaine à costé du Grand Bureau de la Maison Commune de ladite ville, servant à resserrer et mettre les lettres papiers et chartes d'icelle, tant par le dedans que dessus et dessous, ou lesdites armoyres estoinct en divers endroictz tellemant entrouvertes et disjointes, par les jointures d'icelles, que lesdites lettres papiers et chartes estoinct gastées et endommaigées par les ratz et autres vermines, quelz pouvoinct entrer par lesdites ouvertures et jointures. » CC 141.

Là toutefois, ne se bornait pas la sollicitude de la municipalité, qui tenait à avoir en quelque sorte sous sa main un dépôt dont elle comprenait l'importance. Elle pensa également à ranger ces titres dans un certain ordre propre à faciliter le moyen de les consulter, et en fit dresser un inventaire, sinon le plus ancien du moins le premier dont nous trouvons trace, et qui n'existe plus. Le dernier feuillet de ce même compte, incomplet aujourd'hui, nous faict en effet connaître qu'il fut alloué : « A Maistre Pierre Riotteau, sieur de la Pillardière, conseiller et eschevin, et Louys Michel, sieur de la Garnison, procureur-sindic de ladite ville, la somme de deux cens trante troys escuz ung tiers, qui leur auroit esté taxée et ordonnée par moictié esgallemant par l'ordonnance desdictz sieurs maire et eschevins du jeudi xvij mars M<sup>v</sup> III<sup>xx</sup> XIII pour leurs paines et vacacions à la confection de l'inventaire qu'ils auroinct faict et arrêté, par l'ordonnance verballe desdictz sieurs, des lettres et chartes de ladite ville; et y auroinct vacqué le temps et espace d'ung an antier et plus....

« Audict sieur de la Garnison Michel, procureur susdit, la somme de dix escuz luy pareillement ordonnée par lesdictz sieurs maire et eschevins, par leur ordonnance du quatriesme jour d'aoust m v<sup>e</sup> miii<sup>xx</sup> xiiii pour semblable somme qu'il auroit payée et avancée de ses deniers pour avoir fait escrire et copier en Grand Papier, l'inventaire des chartes et papiers de ladite ville sus mentionné.... »

Lors de la soumission de la ville à Henri IV, 1598, après la longue persistance dans la rebellion de la Ligue ambitieusement soutenue par le duc de Mercœur, les notables nantais dévoués au duc, craignant les justes ressentiments du Béarnais, n'eurent rien de plus pressé que de livrer au feu, les registres, les dossiers, les pièces compromettantes, anéantissant ainsi toute la période historique de cette époque si mouvementée dans notre contrée.

Les diverses mentions que nous offrent les registres du xvii<sup>e</sup> siècle, accusent un désordre qui dut être des plus préjudiciables à la collection municipale. Ainsi le 9 juillet 1615, BB 28, fol. 16, le procureur-syndic demande « qu'il soit fait inventaire au vray de toutes les lettres et chartes de la ville, pour la confusion qu'y a esté reconnu long temps. » Le maire et les membres du Bureau sont désignés pour surveiller ce travail. Au folio 421 du même registre nous lisons : « Messieurs de la Turmelière, président en la Chambre des Comptes, maire, de la Rougeraie, avocat du Roy au siège, soubzmaire, de la Guyonnyère Berthelot, conseiller du Roy audit siège, du Plessix Maillard, avocat en la Cour, conseillers eschevins de la ville, deputez, pour, en la présence de M<sup>e</sup> François Tourayne, avocat en la Cour, procureur-syndic de ladite ville pareillement député à ladite fin, apporter quelque ordre aux actes qui sont aux archives de ladite ville. Et que suivant ladite commission lesdits sieurs maire, eschevins et syndic y auroient vacqué puis ledit temps par diverses journées jusques à ce jour, mis les actes par ordre, les auroient describez, inventariez et cottez, et mis séparément par chappitres, en telle sorte que sur ledit Inventaire général, on peult reconnoistre les actes qui seront nécessaires aux occurrences pour la conservation et deffiance des droictz de ladite ville, et les trouver facilement aux archives. L'inventaire desquelz actes auroit esté présentement aparü; et iceluy veu considéré, et ayant esgard à la longueur dudit Inventaire et du temps employé à cest effect, a esté taxé ausdits sieurs de la Turmelière, maire, de la Rougeraie, de la Guyonnyère, du Plessix Maillard et Tourayne, syndic, la somme de huit cens livres. Et outre, pour deux copies dudit Inventaire a esté taxé à M<sup>e</sup>... (blanc)... contant la somme de cinquante livres..... le second jour de juillet 1617.

« Par mesme délibération du Bureau, a esté establi et esleu M<sup>e</sup> Guillaume

Guillocheau, en la charge de garde des chartes de la ville, » aux appointements de trente livres par an. Le greffier et le contrôleur, reçoivent une somme de cent francs pour leur participation au travail de l'inventaire, dont, malgré les deux copies, nous n'avons plus la moindre feuille.

Une autre délibération du premier décembre 1647, BB 41, f° 151, nous apprend « qu'il a cy devant esté osté et diverty plusieurs actes de concequance des archives de la ville, et particulièrement ung vieil papier couvert de cuir sur esse de boys, avecq des fermetures de cuivre, armoyé au premier feillet verso d'ung escusson et des armoiryes de ladite ville, auquel papier sont incerées la plus part des Chartres et privileges d'icelle, lesquels papier et actes n'ont point esté remis.... » Des mesures furent prises, mais sans aucun résultat.

Quarante et un ans plus tard, en 1688, un monitoire de M<sup>e</sup> Mathurin Terrien, prêtre, vicaire général et official, adressé à tous les recteurs de la ville, les invite à publier au prône, que les maire et échevins de Nantes, « se complaignent de ceux et celles qui savent et ont connoissance que certains particuliers malefacteurs recellent et retiennent induement plusieurs papiers et titres concernant les droits et privilèges de la communauté des habitants de cette ville... »

Les titres dérobés ne furent jamais rapportés; et parmi eux l'un des plus précieux était sans contredit le « vieil papier » que nous pourrions nommer le Cartulaire de la ville de Nantes, ou *Livre des privilèges*, manuscrit sur velin, comprenant les actes émanés des ducs depuis Jean III 1331, jusqu'à la duchesse Anne 1514, et dont il avait été fait deux copies. Cependant cette perte, toute fâcheuse qu'elle soit, nous avons pu la réparer, en partie, et combler ainsi le vide qu'elle laissait dans la première série des Archives Municipales. Les Archives Départementales de la Loire-Inférieure, possèdent une copie de ce cartulaire, si spécialement consacré à la Ville de Nantes. Elle date de la fin du xv<sup>e</sup>, ou mieux du commencement du xvi<sup>e</sup> siècle. Sur nos instances, la Société des Bibliophiles Bretons et de l'Histoire de Bretagne, en a publié, en 1883, une belle édition in-4° dans laquelle nous avons inséré plusieurs pièces, qui ne se trouvaient pas dans la copie de la Chambre des Comptes, et complètent cet ensemble si important pour l'histoire de la communauté de Nantes.

Enfin, pour achever de peindre le peu de soin apporté à la conservation des archives, citons un fait soumis au Bureau, le 14 mars 1694, BB. 60, f° 142. « A esté par mondit sieur le procureur du Roy sindic, remontré qu'aux murailles de la chambre où estoient les archives de la ville et communauté de Nantes, il a esté fait des ouvertures pour y faire une porte et des croisées; et lesdites archives et les

armoires qui les contenoient ont esté transportées dans la grande salle de l'Hostel-de-Ville, et qu'il a appris que c'estoit les nommés Guerinet, charpentier et Planchot, architecte, qui ont enlevé et fait porter les archives dans ladite salle, sans ordre ou délibération de Messieurs de ladite ville et communauté. Que c'est un lieu beaucoup exposé et mal sain, veu que c'est là ou se fait le concours du peuple lors des assemblées publiques, et qu'il y a quelques fenestres, vers la rue Saint-Léonard, qui ne ferment point, on peut entrer dans la salle, forcer les armoires, et emporter les archives, ce qui est extrêmement à craindre. C'est pourquoi il requiert que lesdits Planchot et Guerinet soient mandés pour être ouys au Bureau, et que lesdites archives et les armoires soient replacées dans la chambre où elles estoient auparavant, et qu'incessamment les portes et ouvertures de ladite chambre soient fermées, en sorte que lesdites archives y soient seuremant, et qu'il soit décerné acte de ses protestations que lesdites archives sont et demeurent aux risques, périls et fortune de ceux qui se trouveront les avoir fait enlever. »

L'affaire mise en délibération il fut décidé « qu'il sera tardé jusqu'au retour de M. le Maire. » Nous n'avons pu connaître la résolution prise par ce magistrat, alors à Paris, et qui revint peu après.

M. Jacques Frémon du Bouffay, pendant sa mairie, 1679-1682, fit un inventaire, comprenant vingt sacs, dans lesquels les titres étaient à peu près placés par ordre de matières. Ainsi le second sac, renfermait les *Droits honorifiques de Messieurs les Maires et Eschevins étant en trois liasses*; le troisième, *les actes et tiltres concernans l'acquest de la Maison Commune*; le onzième, *pièces concernant les séances du Parlement*; le dix-huitième, *procédure d'entre Messieurs les Maires et Eschevins de Nantes, contre Monsieur le Sénéchal, au sujet de l'emprisonnement du trompette*. Mais si cet inventaire est intéressant au point de vue de l'analyse de certaines pièces, qui n'existe plus, il ne peut être considéré que comme incomplet, et ne mentionnant qu'une petite partie des pièces qui existaient alors. Puis l'étiquette des sacs est souvent trompeuse, dans ce sens surtout que le sac renfermait bien plus qu'elle ne l'indique.

Ce manuscrit, très soigné, est parfaitement relié aux armes du maire sur les plats, avec deux fermoirs en cuivre, ornés du blason de la ville. Il compte 149 feuillets, sans ceux de la table des matières placée en tête. Le troisième feuillet porte : cet inventaire a esté fait dans les deux dernières années du Mairat de M. Frémon; il le commença en l'an 1681, et le paracheva en l'an 1682. Un sonnet, — mais qui ne vaut pas un long poème, — écrit par M. Le Noble, pour l'auteur, occupe le second feuillet après le titre.

Frémon, sans tes travaux, sans tes soins assidus,  
Qui te rendront fameux à nos races futures,  
Nantes verroit encore ses archives obscures  
Entasser de nos droits les titres confondus.

Les uns trop négligés et les autres perdus,  
Des siècles dévorans éprouvoient les injures;  
Mais ta main les tirant, de leurs poudres impures,  
Dans un bel ordre icy, tu nous les as rendus.

Q'heureux fut ce moment, quand de ta chère Nante,  
Ton grand Roy, secondant le suffrage et l'attente,  
Fit de toy, sur tout autre un équitable choix.

Que ne devons nous point aux soins de ta Mairie,  
Ta plume infatigable a rétabli nos droits,  
Jouis long temps du fruit, qu'en reçoit ta patrie.

Gérard-Mellier, dont la magistrature fut si marquante, par l'impulsion habile qu'il donna à toutes les branches de l'administration, et les magnifiques travaux d'embellissement qu'il fit exécuter, ne pouvait oublier les archives.

Installé maire, le 1<sup>er</sup> juillet 1720, nous le voyons le 7 du même mois, dans une séance tenue à dix heures du matin, informant le Bureau, « que s'étant transporté aux archives de la communauté, et l'ouverture ayant été faite avec les trois clefs différentes, il a été reconnu que pour le soutien des droits de la communauté et pour le service du public il est indispensable de ranger les titres en meilleur ordre, et de faire procéder à un inventaire exact et raisonné, dont l'original sera mis aux archives, et la copie au greffe de la communauté, pour y avoir recours au besoin. Mais qu'un inventaire de cette importance ne peut être fait qu'avec précaution, qu'il est nécessaire d'y employer un homme d'expérience, au fait des anciennes écritures, de la qualité et dénombrement des titres, qu'il doit être de confiance, qu'il doit encore être en état de répondre des pièces qui lui seront représentées; qu'après avoir réfléchi sur les sujets les plus propres à être chargés de cet examen et de l'inventaire, il estime qu'il convient de proposer M. Triberge, garde des archives de la Chambre des Comptes de Bretagne, dont l'expérience et la probité sont suffisamment reconnues, puisque des archives aussi importantes que celles de ladite Chambre lui ont été confiées. »

L'intendant approuva immédiatement ce projet qui nous a valu un inventaire dont la copie seulement existe encore. Dans la préface, M. Triberge dit : « Cette délibération était trop flatteuse, trop honorable pour ne pas engager celui qu'on en



avait chargé; il ne dissimulera cependant pas que la vue de plus de vingt mille pièces difficiles à déchiffrer, dont les unes enfermées dans des sacs, fort mal arrangées, les autres jettées au hasard dans les armoires, qui renferment les archives, l'effraya jusqu'à lui faire perdre courage. L'éloquence victorieuse de M. Mellier, qui persuade tout ce qu'elle veut, et qui semble en persuadant aplanir toutes les difficultés, ne l'auroit jamais déterminé s'il n'avait promis le secours de ses lumières, et celles de son illustre compagnie, pour la perfection de cet inventaire, en prescrivant l'ordre qu'on y devoit garder. »

Remarquons en passant que les pièces inventoriées, sans qu'il ait été possible d'« observer l'ordre chronologique, ny mettre les matières de même nature ensemble », furent empilées dans cinquante-trois sacs, dont quelques-uns, à en juger par le nombre de celles qui s'y trouvèrent accumulées, devaient être d'assez belles dimensions. Si le *Livre des Privilèges*, les *registres des délibérations du Conseil des Bourgeois*, les tomes du *Livre de la Mairerie*, le grand *Dial rouge* n'y figurent pas, en revanche nous y voyons que la série des comptes des miseurs s'ouvre, comme à présent, par celui de 1443, les registres du greffe de l'Hôtel-de-Ville par celui de 1555-1562, mais dans cette dernière suite divers registres inscrits sous les numéros xvii, 1589-1590, xviii 1590-1591, xix 1595-1596, de même que plusieurs autres ont disparu depuis.

En 1755, BB, 94, fol. 73, le procureur-syndic représenta à la séance du 13 février « que M. Hublot, avocat, choisi par délibération du 21 février 1753, approuvée par l'intendant, pour l'arrangement général des archives de la ville, et pour la rédaction de l'histoire de Nantes, sur les mémoires de feu M. Travers, a été obligé de suspendre l'an dernier le travail qu'il avoit commencé, pour se livrer pendant quelque temps aux affaires les plus pressantes du commerce qui l'a nommé son conseil; mais pour qu'il n'y eut point d'interruption dans le travail dont la communauté de ville lui a confié les soins, M. Greslan, avocat, son beau-frère, ancien magistrat sous-maire de cette ville, et qui a pris pendant ses trois années de service une connaissance particulière des archives et des affaires de la ville, a bien voulu, avec l'agrément et du consentement du Bureau, le suppléer dans ce travail long et pénible depuis le temps qu'il s'y est attaché avec tout le zèle d'un citoyen pour le bien public, il a conçu le dessein d'un ouvrage qui sera encore d'un plus grand soulagement et d'une utilité plus sensible pour les officiers municipaux que l'inventaire ou répertoire raisonné dont est fait mention dans la susdite délibération.

« Ce projet, dont M. Greslan s'occupe déjà, est de vérifier, rectifier et refondre,

de concert avec MM. du Bureau et M. Hublot, les anciens inventaires généraux et particuliers, presque tous superficiels et défectueux des archives de la ville, d'en ranger les pièces par ordre alphabétique de date et de matières.....

« A été de nouveau arrêté qu'il sera incessamment fait des armoires sûres et commodés, en nombre suffisant, pour y déposer par ordre tous les actes titres et papiers et registres des archives, lesquelles armoires comme les anciennes fermeront à trois clefs différentes... »

Toutefois une considération d'un ordre assez particulier vint entraver ces beaux projets. Les archivistes, les Feudistes, ainsi qu'ils étaient alors dénommés, jouissaient croyions-nous de l'estime et des égards, non-seulement de ceux qui les employaient, mais aussi du public en général, qui voyait en eux des hommes instruits et des spécialistes. Or M. Hublot va nous donner une toute autre opinion; opinion vraisemblablement fausse, tout au moins exagérée, et qui a lieu de surprendre de la part d'un avocat, sauf cependant à conclure que c'était un motif mis en avant pour se débarrasser d'une mission que ses travaux pour le commerce ne lui laissaient plus la facilité d'accomplir, ou qu'il trouvait par trop pénible.

Entré au Bureau, le 3 mai de la même année, BB 94 fol. 92, il exposa : « qu'il luy étoit revenu que de ces jours derniers, on répendoit dans le public que l'emploi qu'on lui a confié de réviser l'histoire de Nantes par le feu sieur Travers, et de travailler à l'arrangement des archives, devoit l'empescher de prétendre pendant cet exercice aux honneurs de l'échevinage, et même se trouvoit contraire à l'honneur de sa profession d'avocat. Qu'ayant lieu d'estre sensible à cette façon de penser, et n'ayant rien tant à cœur que de se conserver dans toute la pureté et la délicatesse qu'exige une pareille profession, il a supplié le Bureau d'accepter sa démission dudit emploi et de vouloir bien recevoir les six cens livres qu'il a reçues jusqu'icy à ce sujet, de luy en donner acte, et d'arrester qu'il luy sera délivré une expédition de la délibération qui va estre prise.... Le Bureau reconnoissant qu'il y a lieu de regretter l'abdication que fait ledit sieur Hublot, sur l'expérience le goût et les lumières duquel il avoit tout lieu de se reposer pour des opérations aussi importantes..., » lui donne acte de sa demande.

Ce classement devait être, en effet, une œuvre décourageante et hérissée de difficultés. Dans la séance du 3 octobre 1772, le procureur-syndic, revient encore sur cette interminable question, en répétant que : « les archives de la communauté sont dans la plus grande confusion, tous les titres et papiers qui en dépendent sont déposés sans ordre ni arrangement dans plusieurs armoires dispersées dans tous les appartements et dans presque toutes les chambres de l'Hôtel-de-Ville.

De sorte que dans le cas où il est besoin d'avoir recours à d'anciens titres et de les vérifier pour l'expédition d'affaires nouvelles, on néglige de le faire, à cause de la difficulté des recherches, ou si on l'entreprend, on est exposé à employer un temps considérable, qui, le plus souvent devient infructueux. Cet inconvénient, plus d'une fois préjudiciable aux intérêts de la communauté, justifie suffisamment la nécessité de rassembler ces archives dans une seule chambre, pour parvenir plus aisément à les tirer du désordre où elles sont, dès que les circonstances le permettront. »

Greslan, qui lui avait été adjoint, était très capable de le remplacer et de mener à bien l'entreprise. Il est l'auteur de l'article *Nantes*, dans le dictionnaire d'Expilly, et connaissait parfaitement l'histoire de notre ville. Mais comme il ne reste aucune trace de son travail, nous sommes portés à croire qu'il ne persévéra pas. Ce qui semble le prouver, du reste, c'est qu'en 1779, séance du 28 août, BB 106, fol. 106, le procureur-syndic représenta ; « qu'ayant été chargé de rechercher dans les archives de la ville des titres papiers et enseignements qui lui seraient nécessaires pour régler différentes affaires qui intéressent la communauté, entre autre un traité passé entre elle et les cy-devant Jésuites de Nantes, à l'occasion de la maison de retraite des femmes, et un procès-verbal d'alignement dressé, depuis plusieurs années, déterminant la largeur des quais qui longent la prairie Lévesque, et autres prairies adjacentes, il avoit à différentes reprises passé plusieurs mois à faire des recherches presque toujours inutiles; que celles qu'il venoit de faire des deux pièces cy dessus refférées n'avoient pas été plus heureuses. Qu'étant incertain que de nouveaux soins eussent eu plus de succès, ce travail extraordinaire ne pouvant d'ailleurs se concilier avec les occupations journalières de sa place, il avoit pris le party de chercher un sujet qui put faire cette recherche sous ses yeux. Que depuis le neuf juillet dernier, il employoit à ce travail le sieur Greslier, dont on luy avoit rendu les témoignages les plus avantageux... » Faisant droit sur les conclusions du procureur-syndic, le Bureau, arrête « que le sieur Greslier continuera de travailler jusqu'à nouvel ordre à l'arrangement des titres papiers et enseignemens qui composent les archives de la ville, avec toute l'assiduité et l'activité dont il est capable, et qu'il luy sera payé en nature d'appointemens la somme de 50<sup>l</sup> par mois, le Bureau se réservant de lui faire dans la suite un traitement plus avantageux par forme de gratifications... (1) »

(1) Pierre Greslier était déjà connu par sa collaboration active au Dictionnaire d'Ogée. Les *documents biographiques*, publiés sur lui par A. Guéraud, en 1851, nous apprennent qu'il commença le travail du classement des archives vers les premiers mois de 1779 et qu'il y consacra deux ou trois ans. En 1787 il fut nommé inspecteur général de la Librairie; en 1790, secrétaire de l'administration centrale du département de la Loire-Inférieure; en l'an III, procureur-général-syndic du même département; en l'an IV, député au Conseil des Cinq-Cents.

Toutefois, cette délibération, ainsi que toutes les précédentes, ne devait aboutir qu'à un résultat négatif. Les archives de la ville de Nantes semblaient vouées à une dispersion continuelle, à une confusion toujours croissante, à un désordre sans fin, contre lesquels ces mesures passagères ne pouvaient rien.

Le sieur Ménard de Rochecave, nommé secrétaire greffier en 1789, adressa à l'administration un rapport assez long, au sujet de ses fonctions dont nous ne citerons que les premières lignes.

« Messieurs, vous dire que vos archives sont dans un mauvais ordre, c'est rappeler à votre mémoire une vérité dont vous n'êtes déjà que trop convaincus..... Le cahos où elles sont plongées, le peu d'ordre qui y regne exigent un travail pénible et assidu et un homme intelligent!... » Les événements qui suivirent ne laissèrent ni le temps ni le loisir de s'occuper de cette question d'un intérêt et d'une utilité capitale.

Il est cependant à noter, qu'en 1790, lorsque la municipalité, au milieu des plus graves préoccupations, avait tout à réorganiser, elle trouvait encore une pensée pour ses archives. Le 9 mars, procédant à la distribution du travail entre ses membres, ceux-ci rédigeaient une série d'articles généraux sur le service, parmi lesquels le vi<sup>e</sup> est ainsi conçu : « Ayant été vérifié, depuis quelques jours, que les armoires qui contiennent les archives de la ville, sont dans le plus mauvais état, il sera incessamment pourvu à leur arrangement, et à leur réunion dans un seul local, autant que faire se pourra. »

A la vérité, le désordre était tel que l'expédition des affaires urgentes devenait impossible. Le 7 avril 1791, un notable ayant été chargé de faire les recherches nécessaires pour retrouver les titres, provisions, quittances et pièces concernant les offices des anciens Maires, Échevins et Lieutenants généraux de police, ne put remplir son mandat, et demanda un aide qui lui fut accordé, mais avec une mission déterminée et bornée.

Le six messidor an II (24 juin 1794), le registre nous apprend que :

« Sur la demande des parchemins inutiles, faite par l'Administration du District à la Municipalité, par ordre du comité de Salut Public, pour être employés à faire des gargousses, le Conseil a arrêté, que tous les parchemins existants à la maison commune, seront vérifiés par les citoyens Guérinaud et Paumard, nommés pour faire ces vérifications, en présence des citoyens David et Girardin, commissaires de la Municipalité, pour, d'après ladite vérification, tous les titres féodaux, ou concernant les ci-devant maîtrises, confrairies, mommeries ecclésiastiques,..... être remis, pour l'usage indiqué par le comité de Salut Public. »

Chacun sait comment opérèrent ces commissions de triage. Ce fut, sans doute, une nouvelle et désastreuse mutilation ; néanmoins une suite assez importante de documents sur les jurandes et maîtrises de Nantes, échappa à leur atteinte, peut-être protégée par la confusion qui régnait dans cette partie du service, ou l'obscurité malsaine au milieu de laquelle elle était reléguée.

L'absence complète de documents sur Carrier pourrait à bon droit étonner. Un arrêté de la Convention Nationale du 2 frimaire an III (22 novembre 1794), donne le véritable motif de cette autre lacune. En vertu de l'article 1<sup>er</sup>, « toutes les pièces originales relatives à l'affaire de Carrier, et qui se trouvent à Nantes, notamment les arrêtés des 27 et 29 frimaire, les pièces originales relatives au procès de Fouquet, et Lamberty et à la compagnie Marat, seront rapportées sans délai au Comité de Sureté général, après avoir été cotées et paraphées par l'agent national qui en constatera l'état..... »

Quatre-vingt-huit pièces furent envoyées, et ne reparurent jamais.

M. de Loynes, appelé à la Mairie par décret du 7 prairial an XI (27 mai 1803), avait accepté un logement à l'Hôtel-de-Ville. Cet incident, en apparence sans importance, aggrava encore la triste situation du malheureux dépôt municipal, sur lequel pesaient déjà tant d'années d'oubli et d'abandon immérités. Il fallut déménager au plus vite les Archives disséminées dans les divers locaux destinés au maire, et les jeter pêle-mêle, sans aucun souci, sous les combles et dans les greniers poudreux.

L'ingénieur-voyer de la ville P.-Nicolas Fournier, amateur d'antiquités, profita de la circonstance pour déposer au bureau des Travaux publics environ 57 portefeuilles et une soixantaine de liasses, qu'il sauva ainsi de ce nouveau naufrage.

Ces indications sont données par des notes assez intéressantes qui servirent en décembre 1812, au maire de Nantes pour répondre à diverses questions posées par le Préfet sur l'état des archives.

D'après ces notes, les archives antérieures à 1789 étaient encore considérables, bien que les Administrateurs, du temps de la Révolution en eussent enlevé beaucoup de liasses, de portefeuilles et de cartons, sous prétexte d'exécuter les lois concernant le régime féodal. Le nombre de ces vieux documents était si grand, et les recherches qu'on y avait faites, les avaient laissés dans un tel bouleversement, qu'il était impossible de pouvoir en évaluer la quantité même approximative. Du reste, ils étaient en grande partie détériorés par l'humidité, rongés par les insectes et les rats. Quant aux registres, ils étaient répartis entre les divers bureaux, suivant leurs attributions ; ceux des délibérations étaient renfermés dans une grande armoire.

A la question : Si l'on avait connaissance que certaines archives fussent restées

entre les mains d'anciens fonctionnaires publics?... une note répondait : « On a entendu dire que le feu sieur F....., pendant qu'il était administrateur, ayant fait de fréquentes visites nocturnes aux archives de la Commune, en avait soustrait des pièces pour lui importantes. Malgré le fort soupçon qu'on a toujours eu de cette soustraction, il était trop délicat d'éclairer le fait, et aucun administrateur n'a osé l'entreprendre faute de preuves matérielles. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'à l'aide de la soustraction de ses titres la Commune a été dépouillée de sa propriété sur les atterrissements de la Loire. »

Enfin, en réponse à la question sur l'archiviste, le même document ajoutait : « Lorsque les finances de la mairie auront permis de faire la dépense d'une salle d'archives, on pourra nommer un archiviste, qui sera chargé du travail général, du triage et du classement des titres, pièces et registres de l'ancienne et de la nouvelle administration municipale, de dresser des sommiers analytiques et chronologiques. Le travail sera immense, attendu le bouleversement et le désordre des anciennes archives; il ne pourra s'exécuter dans une année, et c'est une vérité que reconnaîtra toute personne qui a déjà travaillé dans ce genre, qui est aussi fatigant que fastidieux. »

Le 12 juin de la même année 1812, M. Saveneau, secrétaire de la Mairie, écrivait au baron Bertrand-Geslin, maire de Nantes : « Ayant besoin de faire la recherche des anciens registres tenus par le comité des subsistances de la Mairie..., j'ai été examiner les registres et papiers, d'abord déposés dans le petit grenier qui sert aujourd'hui d'arsenal, et ensuite transportés dans le grenier au-dessus du cabinet de M. le Maire, où tout y est pêle-mêle... »

Dans le « *décombrement* » qu'il fit faire se trouvèrent quatre cartons contenant des cartes géographiques, des planches des sièges des places-fortes, pendant la guerre de sept ans (1756-1763), qui furent portées à la Bibliothèque, puis quelques jours plus tard, il écrit de nouveau :

« J'ai continué à faire trier les vieux papiers et registres, transportés en l'an xi, des différents bureaux dans les greniers du bâtiment neuf, et depuis réunis dans le grand grenier au-dessus de votre cabinet, le dépôt des fusils de la Garde-Nationale ayant été placé dans le petit grenier qui contenait partie de ces objets. Outre les ouvrages portés à la Bibliothèque, il s'est trouvé parmi ce fatras, dont les rats et l'humidité ont détruit une grande partie, les objets ci-après... »

Ici, M. Saveneau cite une cinquantaine de registres, au nombre desquels il en était trois, « deux venant du Comité Révolutionnaire, un concernant les séances du Club des Carmes, » que ne possèdent plus les archives (ce qui prouve que les

dilapidations continuaient toujours), et un certain nombre de liasses « dont la plupart sont rongées par les rats et pourries, tant par les ordures de ces animaux que par l'humidité. »

Ainsi qu'il est facile de s'en convaincre par ces citations nombreuses, et toutes d'une unanimité désespérante, les archives municipales étaient, sous le premier Empire, dans un état qui devait bientôt en déterminer la perte complète. Après avoir été tour à tour reléguées dans toutes les parties de l'Hôtel-de-Ville, les pièces échappées par miracle à une destruction inévitable, étaient encore éparpillées dans les bureaux, ou gisaient dans les greniers. Cependant, en 1816, allait sonner l'heure du sauvetage.

Par un arrêté du 29 janvier, M. du Fou, maire de Nantes, « ayant à pourvoir à l'emploi vacant d'Archiviste, chargé en même temps du Contentieux de la Commune ;

« Considérant, qu'il importe aux intérêts de cette Commune, et qu'il est on ne peut plus urgent de réparer le désordre de ses archives, et de tirer du cahos où ils ont été laissés depuis longues années les titres et papiers de cette Mairie.....

« Arrêtons ce qui suit :

« Art. 1<sup>er</sup>. — M. Faye (Germain), est nommé Archiviste, chargé du Contentieux de cette Mairie, aux appointements de 1,500 fr. par an. Il entrera en fonctions au 1<sup>er</sup> février prochain..... »

Tous ces documents épars, furent enfin réunis dans une petite pièce située à l'extrémité Ouest de la galerie du premier étage, et attenant au bureau des contributions. Des travées, des rayons y furent installés ; et sur la porte le public put bientôt lire, tracé en grosses lettres noires, le mot : ARCHIVES (1).

Un mois après sa nomination, M. Faye rendait compte à M. Etiennez, secrétaire en chef de son travail préparatoire « long et ennuyeux, mais nécessaire pour arriver à diviser les casiers des archives par ordre alphabétique. » Le 16 septembre il écrivait au maire : « Je le confesse, je fus effrayé avant de commencer ce travail, dont je redoutais la fin ; mais je n'ai pas tardé longtemps à m'apercevoir que la prodigieuse quantité de papiers qui se trouvoient confondus, et qui remplissoient la salle des archives, ainsi que les greniers, n'étoient en majeure partie que des impressions répétées, et sans nombre, d'arrêts du Conseil d'État sur les octrois, de règlements et d'ordonnances de police, d'affiches et d'avis de la Mairie, et enfin d'une collection de lois nouvelles, dont une générale est au bureau du secréta-

(1) C'est aujourd'hui 1888, la *salle des Commissions*, en face la porte de la grande salle des séances du Conseil municipal.

riat. J'ai sortis plusieurs exemplaires de chacun de ces objets que j'ai placé dans l'ordre qui leur incombait, et, du surplus, j'ai fait des liasses de papiers inutiles à conserver, et déposées dans les greniers de la mairie.

« Tous les papiers utiles et susceptibles de composer les archives ont été soigneusement conservés et déposés dans des cartons que j'ai fait faire pour les soustraire à la rigueur du temps et à la poussière.....

« Je ne dois pas vous laisser ignorer que les archives de cette ville ont été pendant des siècles dans un tel état d'abandon, que la recherche la plus exacte et la plus soignée, n'a pas produit l'effet qu'on avait lieu d'en attendre ; et que la Mairie aura à regretter une foule énorme de titres qui ont été dévorés par le laps de temps, ou par défaut de soins. Parmi tous les papiers que j'ai conservés, si l'on en excepte quelques titres de propriétés, le surplus est plutôt matière historique que titres d'archives... »

Le Maire ordonna la vente de ces « vieux imprimés, tous fort inutiles, et sans objet aujourd'hui, » elle produisit 259 fr. 50 c. Les imprimés étaient garantis en bon état ; et parmi eux peut-être se rencontraient des pièces bonnes à conserver. C'est à cette occasion que A. Guépin dit : « Elle (l'Administration) fit vendre comme inutiles beaucoup de papiers des archives : dans le nombre se trouvaient sans doute les procès-verbaux des fêtes républicaines ; l'ingénieur Fournier les avait mis en ordre, comme on peut s'en assurer en lisant ses écrits ; mais il importait trop à quelques-uns des grands royalistes de l'époque de déchirer leur passé pour que ce monument de faiblesse et de honteuses tergiversations put être conservé » (1).

M. Faye s'était borné à classer les titres déjà inventoriés et annotés à différentes époques, et ainsi mis de côté comme offrant un certain intérêt. Ils remplissaient environ 150 cartons, assez minces, dont le détail se trouve sur le répertoire qui les accompagnait. Une quantité beaucoup plus grande restait enserrée sur les tablettes supérieures des étagères des bureaux, au fond de vieilles armoires, ou encore dans les greniers.

En 1820, lors des travaux exécutés dans le but d'isoler l'Hôtel-de-Ville, vers la rue Saint-Léonard, d'anciennes constructions joignant, du côté du jardin, le corps de bâtiment dans lequel les archives étaient jadis placées furent démolies. Ce travail mit à jour une énorme quantité de pièces et de parchemins tout à fait oubliés. Trois cent douze cartons bourrés de pièces émanées de Gérard Mellier, 1710-1730, soit comme subdélégué de l'intendant, soit comme maire de Nantes, vinrent

(1) *Histoire de Nantes*, 2<sup>e</sup> édition, Nantes, 1839, p. 529.



prendre place aux archives. Papiers et parchemins furent remisés aux greniers, en attendant un examen que le départ de M. Faye ajourna indéfiniment.

En 1839, François Verger nous apprend en ces termes le fâcheux état dans lequel restait ce dépôt si éprouvé (1).

« Aujourd'hui les archives de la Mairie sont dans une seule pièce, mais sa destination n'est pas unique : malheureusement elle sert, ou servait naguères, de bureau des contributions, et de plus, dans les jours de grandes réunions dans la salle des cérémonies, les jours de concerts publics, cette salle est ouverte à tout le monde pour servir de dépôt de cannes, de parapluies, de manteaux et d'instruments de musique. Il y a beaucoup de désordre et les recherches y sont difficiles. Un grand nombre de titres, et surtout de registres de miseurs, sont endommagés par l'humidité et par les rats. Depuis que nous nous occupons de ces archives précieuses, nous n'avons pas manqué d'attirer l'attention de l'autorité sur ce sujet et elle a pris nos demandes en considération. Il faut d'abord un local spécial et assez vaste, des armoires pour garantir tous ces titres de la destruction ; l'adoption d'un ordre quelconque, soit par dates soit par genres d'affaires, et enfin un employé qui reçoive ce dépôt sur un catalogue détaillé et qui le rende avec la même formalité. Pour que les archives soient entières et intactes, il faut un homme responsable ; or, aujourd'hui cette condition de sûreté manque totalement ; personne ne peut répondre d'un dépôt ouvert au premier venu, sans surveillance. — Dans le projet d'agrandissement de l'Hôtel-de-Ville, les archives doivent avoir une chambre voûtée en pierres et une porte de fer. Nous faisons des vœux pour la réalisation de ce projet.

Ces justes observations, sauf toutefois l'idée de la fermeture avec *une porte de fer*, ne devaient être exécutées que huit ans après, malgré différentes tentatives renouvelées à plusieurs reprises sans succès. Citons, aussi à côté de Verger, Camille Mellinet, le sympathique auteur de *La Commune et la Milice de Nantes*, qui, ayant recueilli la plus grande partie de ses douze volumes en dépouillant les titres de la Ville, était plus à même que personne, d'en apprécier l'importance, et de chercher à sauvegarder d'une ruine certaine ce qui pouvait en rester.

Membre du Conseil municipal, Mellinet, lut dans la séance du 21 août 1841, un rapport largement motivé débutant ainsi :

« Messieurs, nos archives sont dans un déplorable état. Il est indispensable qu'elles aient un surveillant immédiat, qui en fasse un catalogue raisonné après

(1) *Archives curieuses de la ville de Nantes et des départements de l'Ouest*, recueillies et publiées par F.-J. Verger, Nantes, Forest, 1840, t. III, p. 276.

un classement méthodique ; et surtout qu'on leur donne un asile, qui ne soit pas, comme la chambre actuelle, accessible à tout le monde ; à ce point que, pendant les concerts c'est là qu'on accorde les instruments et que se tiennent les artistes, assez peu respectueux envers les titres de noblesse de la cité. Croiriez-vous, Messieurs, que des pianistes prennent aux Archives des registres pour rendre leurs chaises moins basses. C'est un fait que j'atteste parce que j'en ai été témoin... »

Il propose en terminant, d'admettre en principe qu'un archiviste sera nommé et qu'une somme de 600 fr. sera inscrite à cet effet au budget de 1842, conclusions adoptées par le Conseil.

A la suite de deux ou trois nominations, dont les titulaires n'aboutirent qu'à des résultats insignifiants, M. H. Etiennez, fils de l'ancien secrétaire en chef de la Mairie, fut désigné comme archiviste de Nantes, par arrêté du 13 octobre 1848, signé : E. Colombel, maire.

Il se mit résolument à l'œuvre ; centralisa les archives dans un appartement situé au second étage de l'aile ouest de la Mairie ; en opéra le triage, et fit un premier classement par ordre alphabétique de matières. La circulaire du 16 juin 1842, pour les archives modernes était déjà connue, mais M. Etiennez, dans son travail provisoire ne paraît pas s'en être préoccupé. Pour les archives antérieures à 1790, la circulaire réglementaire du 25 août 1857 n'avait pas encore été publiée ; aussi dans son ordre alphabétique, M. Etiennez n'avait tenu aucun compte de la grande division : Archives antérieures à 1790, archives postérieures. Souvent des pièces des XV<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles se trouvaient dans le même dossier. Puis cet ordre alphabétique n'était plus en rapport avec la division des séries : par exemple, l'Agriculture et le Commerce, qui formaient la série AA de M. Etiennez, doivent, d'après les instructions ministérielles, adoptées dans toute la République, être reportées à la série HH.

Néanmoins son œuvre, œuvre de patience et de persévérance, mérite d'être signalée. Grâce à son dévouement intelligent, les titres de la Ville débarrassés de cette poussière malsaine, qui les rongeaient depuis des siècles, reposent parfaitement à couvert dans des cartons. Une ère nouvelle s'est ouverte pour eux. L'exil dans les cabinets noirs avait pris fin, la rélegation dans les greniers était terminée. Ils ont désormais un logement sinon convenable, au moins sérieusement respecté.

Tel qu'il est encore, ce dépôt, disons-le sans crainte d'être accusé d'exagération, mérite une place honorable et distinguée parmi ceux dont s'honorent les plus grandes villes de la République. Les séries sont fort riches, malgré les causes

de destruction qui les ont décimées ; et leur état actuel montre ce qu'elles eussent été avec un peu plus de soin et d'attention.

L'histoire de Nantes s'y retrouve presque en entier malgré de nombreuses lacunes. Non-seulement les origines de ses institutions municipales se suivent pas à pas depuis le XIV<sup>e</sup> siècle ; mais aussi leur rapide développement, sous le duc Jean V, et surtout sous François II et la reine Anne. Puis vient l'union de la Bretagne à la France, avec le roi François I<sup>er</sup>, et l'établissement d'une Mairie régulière sous Charles IX.

L'abbé Travers (histoire des évêques de Nantes), effleure à peine les faits principaux de nos annales municipales ; A. Guépin, ne pouvait les développer dans le cadre étroit qu'il s'était tracé ; Mellinet s'est attaché, il est vrai, à les faire ressortir, mais particulièrement à l'époque de la révolution. Il nous a donc paru utile pour affirmer l'importance de nos archives de donner autant que possible un extrait des pièces principales des dossiers, au lieu de se borner à une sèche énumération. C'était une occasion de les recommander à la bienveillance éclairée du Conseil, et d'arriver à obtenir un local, une place en harmonie avec la précieuse importance de cette belle collection, dont Nantes, à juste titre, doit se montrer jaloux et fier.

Essayons de résumer en quelques lignes les principaux sujets compris dans les quatre séries formant ce volume, afin que d'un simple coup-d'œil il soit possible d'en apprécier l'importance et la valeur.

Dans la série AA, *Actes constitutifs et politiques de la Commune*, le plus ancien titre est de 1344, tandis que celui inscrit en tête du *Livre des Privilèges*, le curieux cartulaire de la Ville, était de 1331. Les chartes des Ducs, des Rois de France, les lettres patentes, les mandements, sont nombreux et du plus haut intérêt pour notre histoire ; les franchises de la Ville, le droit de bourgeoisie, les Francs-fiefs y occupent une large place, de même que la correspondance des souverains, les entrées solennelles, les députés aux États de la province et à la Cour.

La série BB, *Administration communale*, débute en 1449, et présente une suite assez suivie de registres des délibérations, 1555-1790 ; puis viennent les élections et nominations des maires, échevins, procureurs-syndics, les privilèges de la Mairie, le personnel ; les offices municipaux, achetés, aliénés, rachetés de nouveau, au grand détriment des ressources municipales.

La série CC, *Impôts et Comptabilité*, renferme la longue énumération des différents droits, impôts, et les comptes des finances ; ceux-ci divisés en comptes des miseurs des deniers communs et d'octroi (receveur municipal chargé des recettes et des mises ou dépenses) ; le premier registre est de 1438 ; la miserie des ponts,

commence en 1436. Cette suite est des plus précieuses pour les XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, au point de vue des prix des journées d'ouvriers, des outils, des divers matériaux, etc... Les revenus de la ville, les octrois, la capitation donnent à cette série un total de 474 numéros.

La série DD, *Propriétés communales, Travaux publics*, renferme des données fort étendues, sur les propriétés de la Ville, les hôpitaux, les collèges, les atterrissements de la Loire, cédés à l'Administration par l'État, l'entretien des ponts, les pêcheries et leur suppression, la construction et l'entretien des quais, des quartiers neufs, l'île Feydeau, Graslin, les rues et les places.

Sur la page du titre est reproduit le sceau des maire et échevins, gravé d'après la seule empreinte que possèdent les archives, BB. 114, appliquée au bas du procès-verbal d'élection du maire Jacques Grignon, le 28 décembre 1574.

A la fin de cette introduction est le revers du jeton de 1582, le plus ancien de ces monuments de la municipalité nantaise.

A la page 395, se trouvent les armes de Nantes, entourées de la cordelière de la reine Anne, d'après un dessin placé au haut d'un placard du milieu du siècle dernier.

Ces pièces, déjà publiées dans notre édition du *Livre Doré*, 1873, proviennent des archives et peuvent, à ce titre spécial, figurer ici.

S. DE LA NICOLLIÈRE-TEJEIRO.





VILLE DE NANTES  
(DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE.)

INVENTAIRE-SOMMAIRE  
DES  
ARCHIVES COMMUNALES ANTÉRIEURES A 1790.

SÉRIE AA.

ACTES CONSTITUTIFS ET POLITIQUES DE LA COMMUNE.

AA. 1. (Liasse.) — 2 pièces parchemin.

**1344-1395.** — LETTRES de Charles de Blois, duc de Bretagne, auquel ses « amez bourgeois de Nantes, ont accordé de lever les impositions. Il reconnaît que cette concession ne pourra « porter préjudice au temps à venir, auxdiz bourgeois, à leurs hoirs aus franchises et libertez de la ville » et que ni lui ni aucun autre ne pourra lever de nouveaux impôts « si ce n'est par l'assentement et volonté de nous et de nos dits bourgeois ». Ces impositions ne devaient servir qu'aux réparations de la ville et à en payer les « soldoiers ». Ploërmel, le 26 décembre 1344.

LETTRES PATENTES du duc Jean IV, par lesquelles, à la requête et supplication des habitants, il défend à tout autre, qu'aux bourgeois et habitants de vendre « à détail vins ne draps ». Nantes, le 20 septembre 1395.

AA. 2. (Liasse.) — 8 pièces parchemin ; 4 pièces papier, huit sceaux, la plupart en mauvais état.

**1407-1549.** — LETTRES PATENTES du duc Jean V, contenant entre autres concessions : 1° la faculté d'instituer « des gens suffizans et scavans pour gauger et mesurer les futz et vesseaulx de vins ; 2° la création d'une foire franche, devant durer quinze jours, quitte de tous devoirs d'entrées et nouveaux impôts, pour toutes les marchandises à l'exception des

blés et vins venus des pays d'amont et des sels venus d'aval au port de Nantes, excepté les anciens devoirs et devoirs de sortie ; 3° exemption de fouages pour les habitants. Rennes, le 22 décembre 1407. *Original signé par le Duc.*

LETTRES PATENTES du même, confirmatives des privilèges, franchises et libértés, dont jouissaient déjà les nobles bourgeois de Nantes et concédant en outre : 1° la faculté d'établir deux procureurs pour diriger les affaires communes de la ville, avec droit de police sur le pain ; 2° l'autorisation de choisir un lieu destiné à percevoir les péages ; 3° la nomination des portiers de la ville et le règlement de leurs gages ; 4° la nomination de deux personnes pour visiter et tarifer le poisson de mer ; 5° enfin faisant défense aux gens de métier, barbiers, maréchaux, tanneurs et corroyeurs, cordonniers et bouchers de vendre du vin dans les maisons où ils exercent leur état. Ploërmel le 21 février 1440 (1441. N. S.)

LETTRES PATENTES du même confirmatives des privilèges, et spécialement de ceux accordés par son père, le duc Jean IV, en 1395. Vannes, le 18 mai 1444.

LETTRES PATENTES du même duc Jean V, contenant, en quinze articles, chacun desquels est signé : Grimaut, la confirmation des privilèges de la ville ; le

droit de nommer les portiers et les dispositions à prendre pour la garde des portes, l'autorisation de prélever le dixième denier, sur les vins vendus en détail, plus divers droits sur leurs entrées et sorties; la faculté d'élire deux procureurs-sindics (1); la permission d'amener des blés à Nantes; la perception des devoirs sur les laines, merceries et épiceries. Vannes, le 19 septembre 1420.

LETTRES PATENTES *du même*, accordant: 1° la confirmation des anciens privilèges et l'ordre de faire le guet et garde aux portes, hormis les pauvres femmes veuves mendiants; 2° portant révocation des lettres d'octroi, du dixième denier, des vins vendus en détail, au chapitre de Saint-Pierre pour la construction du clocher et restitution de ce droit aux habitants pour être employé aux réparations et fortifications de la ville; 3° ordre au capitaine de faire choix de gens suffisants, pour la garde des portes avec défense d'y employer leurs valets et officiers; 4° « que doresnavant ses sujets ne seront traités hors leur juridiction ordinaire si ce n'est es grands cas »; 5° autorisation d'élire notables qui aient puissance d'établir un ou plusieurs procureurs pour la défense ou poursuite des affaires communes; 6° ordre de répartir, sur tous indistinctement sans privilège ou franchise, la rente dite de Toussaint que les habitants sont tenus de lui payer chaque année, à cette fête, pour jouir des privilèges à eux accordés par les ducs ses prédécesseurs. Vannes, le 18 février 1424. (1425. N. S.)

LETTRES PATENTES *de François II*, duc de Bretagne, en faveur des « bourgeois et habitants des villes et foursbourg de Nantes », par lesquelles il règle la perception de « la taille de Toussaints » en vertu de laquelle ces derniers sont exempts des droits de ventes lodes et nouveaux acquets, peuvent posséder four et moulin dans leurs maisons, cuire et moudre ou bon leur semblera, et avoir poids, crocs et balances sans payer aucun droit. Nantes, le 16 mai 1466.

MANDEMENT *du même*, confirmant les privilèges accordés par le duc Jean V, qui défendent à tout étranger de venir vendre ses marchandises dans la ville de Nantes, excepté à certains jours et dans certains lieux déterminés. Nantes, le 15 décembre 1480.

(1) Il n'y en eut jamais qu'un, et jusqu'à l'établissement de la mairie, il exerça des fonctions presque analogues à celles attribuées au maire.

LETTRES PATENTES *du roi Charles VIII*, confirmatives des privilèges: 1° pouvoir de faire assemblées de villes; 2° faculté d'élire une fois l'an, un procureur, un miseur, un contrôleur et dix à douze habitants pour « affiner » les comptes; 3° droit d'acquérir des francs-fiefs; 4° droit de four et de moulin; 5° exemption de lods et ventes sous le fief de la Prévosté; 6° droit d'avoir une foire franche; 7° droit de vendre des denrées en détail; 8° droit de lever des deniers pour le nettoisement des rues. Nantes, mars 1490 (2).

LETTRES PATENTES *du même roi*, portant confirmation du droit d'exemption d'aides, dont les habitants jouissaient depuis longtemps, exemption omise dans les lettres précédentes. Nantes, le 29 décembre 1493.

ATTACHE DE L'AUTORISATION *du sieur Jean François*, général des finances, datée du 22 Janvier 1493 (1494 N. S.), et scellée de son sceau.

LETTRES PATENTES *du roi Henri II*; par lesquelles il confirme les « previlleiges, dons, octroiz, libertez, affranchissemens et exemptions donnés et octroiez aux gens d'église, nobles, bourgeois, manans et habitants de notre ville de Nantes », ainsi qu'ils leur avaient été donnés et octroies par ses prédécesseurs rois et ducs de Bretagne et confirmés par le roi François I<sup>er</sup>, son père. Reims, juillet 1547.

LETTRES DE SURANNATION au sujet des précédentes, qui n'avaient pas été enregistrées en temps voulu, accordées par le même roi Henry II. Vannes, le 14 septembre 1549.

#### Mairie de Nantes.

AA. 3. (Liasse.) — 23 pièces parchemin; 5 pièces papier; 6 sceaux en très-mauvais état.

1560-1733.—LETTRES PATENTES *du roi François II*, par lesquelles il crée et établit dans la ville de Nantes « ung corps college et communauté », composé « d'ung maire esleu et choisi d'an en an, et dix eschevins de trois ans en trois ans, par lesquels les affaires communs de ladite ville seront doresnavant conduictz, dirigez, traictez, policez et gouvernez »

(2) C'est la confirmation de tous les privilèges dont jouissaient les habitants, accordée par le roi après la réduction de la Ville en son obéissance, et en considération de la brillante réception que lui firent les Nantais.

et qui « joyront de tous telz et semblables privileges, preeminances, pouvoirs, immunités, franchises, libertés que les maires et eschevins de nostre ville de Angiers ». Blois, au mois de janvier 1559 (1560 N. S.) (1).

LETTRES PATENTES du roi Charles IX, portant confirmation de l'érection du corps collège et communauté de la Ville de Nantes, et ordonnant de faire observer et respecter son édit malgré toutes les oppositions formées contre son exécution. Cholet, le 6 octobre 1565.

LETTRES PATENTES du même, approuvant les demandes faites par les maires et échevins, sur le service et les attributions de la mairie, notamment au sujet du droit de police sur les artisans et la préséance du Maire et des Echevins, sur les juges et consuls aux processions. Cholet, en Anjou, octobre 1565.

LETTRES PATENTES du même prince, portant défense expresse aux juges de Nantes, de troubler à l'avenir les maires et échevins dans l'exercice des fonctions de police qui leur sont attribuées, et autorisant ces derniers à acquérir une nouvelle maison commune. Moline, le 7 mars 1566.

AUTRES LETTRES du même, enjoignant au Parlement d'avoir à enregistrer l'édit de création de la mairie de Nantes, et de restituer l'original. Paris, le 9 juillet 1566. (2)

LETTRES PATENTES de Charles IX, aux gens du Parlement de Bretagne: « Vous mandons, comectons et très expressement enjoignons, ceste fois pour toutes, et sans plus y retourner, que vous ayez incontinent après la réception de ces présentes, à procéder à la lecture et publication de nosdictes lectres, et tout le contenu en icelles faire garder, entretenir et observer inviolablement sans plus tenir la chose en longueur. » Fontainebleau, le 3 mars 1567.

(1) Par suite de l'opposition de la Chambre des Comptes, du Parlement, des différents officiers de justice, ces lettres ne reçurent leur exécution qu'à la fin de 1564. Le 28 novembre, le premier maire, Geoffroi Drouet, fut élu et les dix échevins les 29 et 30. L'installation eut lieu le 1<sup>er</sup> décembre, et l'entrée en fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 1565, date de l'adoption du calendrier grégorien à Nantes.

(2) A cette pièce est attachée la requête des Maires et Echevins au roi pour obtenir du Parlement la restitution des lettres d'érection de la Mairie, que la haute cour refusait de rendre.

AUTRES LETTRES du même prince, confirmant et augmentant les attributions et la juridiction au sujet de la police, antérieurement accordées aux maires et échevins de Nantes, qui jouiront « des privilèges, pouvoirs, auctoritez, juridiction, cohertion » dont jouissent les maires et échevins des autres villes du royaume. Paris, le 29 août 1570.

AUTRES LETTRES du même, par lesquelles il ordonne que lors des levées extraordinaires, en Bretagne, l'assiette et la répartition en seront faites par le maire et les échevins. Paris, le 6 juillet 1573.

AUTRES LETTRES du même, réduisant à six le nombre des échevins primitivement porté à dix. Paris, le 20 août 1573.

LETTRES PATENTES du même, qui dit, déclare et ordonne que « les maires et eschevins de Nantes puissent faire exercer le jaugeage par toute l'évesché de Nantes, par leurs commis jurez, suivant et en la forme et manière que les jaugeurs de Paris ont acoustume faire. » Paris, le 13 septembre 1573.

LETTRES PATENTES du roi Henri III, portant réduction du nombre des échevins à six, et confirmation pour « lesdits maire, soubz maire, eschevins, procureur et greffier, et leur postérité, des auctoritez, prérogatives, préeminances, franchises, libertez, exemptions qui leur sont concedez par l'édit d'érection et établissement premier. » Paris, au mois d'août 1581.

A cette pièce est annexé l'arrêt du Parlement qui en ordonne l'enregistrement, le 24 avril 1582.

MANDEMENT de Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur, gouverneur de Bretagne, qui prescrit de reporter à dix, conformément à l'édit de création, le nombre des échevins. « Avons, dit l'acte, attendant la presance d'un Roy reconeu catholicque, remys et restabily remettons et restablissons par ces présentes ledit nombre de quatre eschevins. » A (blanc), le 4 janvier 1594.

AUTRE MANDEMENT du même prince, à la cour du Parlement, séant à Nantes, pour l'exécution du précédent. Nantes, le 26 mars 1594.

MANDEMENT ITÉRATIF du même, à la cour du Parlement, pour l'exécution de son mandement du 4 janvier 1594. Nantes, le 5 avril 1594.



LETTRES PATENTES *du roi Henri IV.* « Puisque par la bonté divine, nous nous voyons paisibles possesseurs de ceste ville... nous y établissons ung ordre et reiglement asseuré pour l'advenir,... statuons et ordonnons que pour procéder à une légitime et non suspecte ne précipitée eslection des maires et eschevins, que nous entendons demeurer au même nombre que par le passé, il sera par le peuple au jour préfix pour l'assemblée solennelle que nous voulons estre faicte doresnavant, par chacun an au premier jour de may, avec la solemnité accoustumée, nommé trois personnes pour estre l'un d'eulx estably maire et trois autres pour chacun des eschevins, faisant ensemble dix-huit... » (1) Nantes, au mois d'avril 1598.

AUTRES LETTRES *du même prince*, prescrivant l'exécution des précédentes et ordonnant de remettre les noms des élus au gouverneur de la province, ou au lieutenant général, ou au capitaine et gouverneur de la ville, ou au président-présidial, ou au sénéchal, en l'absence les uns des autres, « subsécutivement » chargés de les envoyer « pour entre iceulx, nous mesmes seulz faire l'ellection de ceulx que nous jugerons capables desdictes charges ». Fontainebleau, le 23 mai 1599.

LETTRES PATENTES *du roi Louis XIII.* « Comme nos prédécesseurs de bonne mémoire les ducs de Bretagne et après eux les rois de France depuis l'union dudit pays à la couronne, eussent concédé et octroyé, plusieurs beaux privilèges, dons et octrois, libertés, affranchissemens et exemptions, à nos chers et bien amés les gens d'église, maire et eschevins, nobles, bourgeois et habitants de notre ville et fauxbourgs de Nantes ». Paris, 1510. (2).

LETTRES PATENTES *du même*, autorisant la création de huit offices de sergents de la Mairie de Nantes, à l'instar des sergents de la Mairie d'Angers. Tours, février 1616.

LETTRES PATENTES *de Louis XIV*, confirmatives de tous les privilèges des habitants de la ville et faubourgs de Nantes. Paris, mars 1644.

(1) Jusqu'alors, le maire et les échevins avaient été nommés par le seul fait de la majorité des suffrages de leurs concitoyens.

(2) Ces lettres énumèrent tous les anciens privilèges, les confirment, et se terminent par l'injonction à MM. du Parlement et de la Chambre des Comptes de Bretagne, d'en laisser et faire jouir pleinement et paisiblement les habitants.

LETTRES PATENTES *de Louis XV*, confirmant tous les privilèges accordés aux habitants de Nantes, par les anciens ducs de Bretagne et les rois de France. Versailles, septembre 1733.

Devoirs communs, méage, pavage, etc.

AA. 4. (Liasse.) — 23 pièces parchemin ; 2 pièces papier ; 10 sceaux presque tous brisés, celui de la reine Anne assez bien conservé.

1400-1508. — LETTRES PATENTES *de Jehanne*, fille de roy de Navarre, duchesse de Bretagne, comtesse de Montfort et de Richemond, par lesquelles elle confirme les lettres données le 29 août 1397, par le duc Jean IV, (son mari), qui accordaient aux habitants de Nantes « les dous soulz accoutumez estre »  
 » levez par an de sel, bled et vins en nostre ville  
 » de Nantes, tant montant que bessant, et le denier  
 » par livre, et généralement toutes et chacunes les  
 » revenues qui ont accoustume estre levés, pour convertir et employer es réparations de nostre ville et  
 » pons de Nantes et de nostre chastel de Piremil,  
 » jusqu'à troys ans,.... et en cas que nos pons romproint par forces de glaces ou autrement, ledit  
 » temps durant, nous voullons que le devoir du passage soit converty en la reparation desdits pons.  
 » A en faire faire et recepvoir les levées et revenues  
 » nos dits bourgeois et habitans par telles personnes  
 » comme ils voudront, et ordonner de les bailler  
 » à fermes à celluy qui meilleur leur semblera et  
 » verront le plus profitable à faire, et y mettre et  
 » ordonner ung tailleur de par eulx. » Redon, 20 juillet 1400.

LETTRES PATENTES *de Jean V, duc de Bretagne*, qui, considérant que les deniers, précédemment accordés aux bourgeois de Nantes, par ses prédécesseurs et sa mère la reine d'Angleterre, sont bien employés aux réparations de la ville, confirme la continuation du droit de les lever pour le même usage. Rennes, 22 septembre 1405.

LETTRES PATENTES *du même prince*, autorisant la continuation, pendant quatre ans, des deniers ordonnés par lui pour la réparation des pavés de la ville « savoir : sur chascune charrete deux deniers, sur »  
 » somme de busche ung denier, sur chascune somme  
 » d'autres marchandises deux deniers. » La Heme-riaye, 3 juillet 1439.

AUTRES LETTRES PATENTES *du même*, « comme pour » la fortification et emparement de nostre ville de

» Nantes, qui est une des principales gardes et clefs  
 » de nostre pays et duché, nous avons ou temps passé  
 » voulu et ordonné que par certain temps ait esté  
 » levé en nostre dite ville et es forsbourgs d'icelle,  
 » et aucunes parroisses environnantes, le x<sup>e</sup> denier  
 » de la vynée des vins y venduz par détaill, pour le-  
 » quel x<sup>e</sup> les mesures a vin ont esté apeticées de la x<sup>e</sup>  
 » partie. Par le moyen duquel appetitement lesdites  
 » fortifications et emparement ont esté grandement  
 » augmentez... Pourquoi Nous, ces choses considé-  
 » rées et le grand et eminent perill de guerre qui a  
 » présent est..., voulons que ledit appetitement soit  
 » encore continué et levé par le receveur et miseur à  
 » ce ordonné... jusques a seix ans prochains venans. »  
 Ploermel, le 23<sup>e</sup> jour de novembre 1439.

LETTRES PATENTES *du duc Pierre II*, concédant pour six nouvelles années un droit de billot, ou appetissement, sur les vins vendus en détail, dans la ville et les paroisses circonvoisines sujettes au guet de ladite ville, les deniers devant être employés aux fortifications et emparements. Ces lettres régularisent les levées faites après l'expiration de la précédente concession et ordonnent que toutes personnes seront soumises à ce devoir, notamment les gens d'église qui s'obstinent à vouloir vendre le vin à une mesure particulière « qu'ilz appellent à la grant mesure et dient ne devoir payer celui devoir. » Château de l'Hermine, le 4<sup>e</sup> jour de novembre 1455.

LETTRES PATENTES *du duc François II*, pour la continuation de la perception des devoirs de billot et d'appetissement employés aux fortifications, et mesures pour réprimer les nombreuses fraudes et abus qui lui ont été signalés « de la part de plusieurs des gens » d'église, nobles bourgeois, manans et habitants qui » avoient et ont le cueur et l'oeill (*l'œil*) au bien pu- » blique de nostre dite ville. » Nantes, le 10 décembre 1469.

AUTRES LETTRES PATENTES *du même duc*, réglant la manière dont le droit d'appetissement sera perçu à l'avenir. « C'est assavoir : que si le pris de la vente du » vin estoit à ung denier la quarte, seroit levé vingt » deniers par pippe, et si la vente estoit à deux deniers » la quarte, seroit levé troys solz quatre deniers ; si a » troys deniers, seroit levé cinq solz, et ainsi à l'équi- » polent de plus grant pris, o pouvoir esdits miseur et » contrerolle, leurs fermiers, soubz fermiers, clerks » et commis, pour recevoir et esliger ledit devoir de

» aler et entrer es caves et celiers des vendens ledit  
 » vin de quelque estat et condition qu'ilz feussent... »  
 Donné en nostre ville de Nantes, le 26<sup>e</sup> jour de décembre 1470.

LETTRES *du même duc*. « De la part de nos amez » feaulx et subgez les gens d'église, nobles bourgeois, » manans et habitans de nostre ville de Nantes, nous a » esté exposé, le grant et magnifique et sumptueux » ouvraige en la fortification de nostre dicte ville, » tant en portaux, tours, sainture de muraille, be- » louars, ponts, artillerie et autres choses plusieurs » qui ont été et encore seront de grande mise a para- » chever et entretenir, ainsi que en suymes bien in- » formez, et que es temps passez pour lesdits ouvraiges » et fortifications par mes predecesseurs avoit esté » estably et ordonné entres autres devoirs ung devoir » appellé le denier pour livre et ung autre appellé le » meage, quels sont constituez savoir, le denier pour » livre sur toutes les marchandises vendues en gros » troquées et retroquées esdites villes fauxbourgs et » banleue par marchans estrangiers, autres que les » demourans esdicte ville..., et le devoir de meage est » constitué sur les marchandises qui se livrent à me- » aige comme blez vins selz et autres, et est deux solz » par muy... avons concedé et octroyé pour le bien de » ladite ville fortification et reparation d'icelle, des » ponts et autres choses... a avoir cette presente con- » cession durée jusques à vingts ans prochains ve- » nans. » Au Brossay, le 13 décembre 1471.

LETTRES PATENTES *du même duc François II*, prorogeant de 10 années le devoir de billot ou appetissement des vins, pour les fortifications, et le devoir « de pa- » vaige pour employer à l'entretienement des grans » chemins prochains de nostre dicte ville. » Au Brossay, le 13 décembre 1471.

AUTRES LETTRES *du même*, pour régler la perception du droit d'appetissement sur les vins dont les deniers doivent être employés aux fortifications de la ville de Nantes. Au Brossay, le 13 décembre 1471.

LETTRES *du même prince*, des 10 décembre 1469, 26 décembre 1471, délivrées par « Coppie collationnée » auxparautans, inscriptz en ung papier de velin » relié, estant aux archives de la ville de Nantes, » auquel sont escriptes plusieurs lectres d'octroiz de » devoirs à ladite ville... par moy greffier de la Mai- » rerie de ladite ville de Nantes, le 9 janvier 1614. »

AUTRES LETTRES *du même duc*, accordant prolongation pour dix années des devoirs de billot et pavage, pour les fortifications de Nantes. Nantes, le 18 octobre 1472.

NOUVELLES LETTRES *du même François II*, lequel « A » plain acertainez des beaulx grans et sumptueux eu- » vres edifices et reparations qui ont esté faiz et en- » commencez en nostre dicte ville..., et aussi de l'ar- » tillerie qu'ilz ont fait faire et garnir avecques » provision de pouldre et salpestre pour servir au » traict de ladicte artillerie, et autres choses necessaires » pour l'emparement et deffense d'icelle ville..., (ac- » corde), à ses bien amez et feaulx subgez les gens » d'église, nobles bourgeois, manans et habitans », la prolongation pour dix années, de la levée des devoirs de billot et de pavage. » Nantes, le 20 décembre 1481.

LETTRES PATENTES *de François II*, par lesquelles il révoque l'exemption du droit d'appétissement, jadis accordée par lui aux habitans de « la terre et seigneu- » rie du Pont de Vretais, assiise es paroisses de » Saint Sebastien et de Rezay, appartenant à deffunct » Pierre Landoys et Jehanne de Moussy sa femme, » exemption contre laquelle « nosditz bourgeois n'avoient » osé débattre ne opposer pour la inestimable crainte » qu'ilz avoient dudit Landoys, a cause de l'auctorité » qu'il avoit en nostre service, et proximité que lui » donnions à l'entour de nous. » Nantes, le 30 décembre 1485.

AUTRES LETTRES *du même duc*, qui impose « par cha- » cune maison, en quelque rue que elle soit, et sur » les y demourans, ung denier sur chacune somme de » marchandie qui doresnavant y sera applacée pour y » vendre et détailler ..., jucques au temps de doze » ans, » pour être employé au nettoiemment des rues, en » raison de ce que les habitans, lui ont « en sup- » liant remonstré : que de nostre temps nous et les » gens de nostre maison avons fait la plus continuelle » résidence en ceste nostre ville, et aussi plusieurs » gens de diverses nacions se y sont renduz et y ont » fait par divers temps residence et demourance, et » encores de jour en autre se y rendent et affluent, » tant pour noz affaires que pour le bien publicque de » nostre pays. A l'occasion de laquelle demourance et » residence, lesdits supplians ont fait faire et construire » en nostre dite ville plusieurs maisons en icelle déco- » rant et pour plus facilement y recueillir et loger les » gens de nostre maison et les affluans en icelle. Et

» en ce faisant en plusieurs et diverses rues y a eu des » estables et amenagemens neufz par lesquelz se sont » trouvez grande quantité de terriers, bourriers, sem- » broy qui ont été et encores sont accumulez et amas- » sez. Queulx terriers et bourriers lesdits habitans » désirent, avec notre bon aide, congié et licence, » faire vuyder hors nostre dite ville et icelle nectoier » et tenir necte doresnavant, a ce que par les va- » peurs desdits terriers et bourriers aucun inconve- » nient de maladie ne avienne... » Nantes, le 5 fé- » vrier 1487.

LETTRES PATENTES *du roi Charles VIII*, contenant la prolongation pour 40 années, 1<sup>o</sup> du droit de méage ; 2<sup>o</sup> du denier pour livre ; 3<sup>o</sup> du droit de billot ou d'appétissement ; 4<sup>o</sup> du droit de pavage ; 5<sup>o</sup> de l'exemption de toutes aides tailles fouages et autres subven- tions, en considération des dommages éprouvés par les habitans pendant les dernières guerres. Nantes, le 26 mars 1490

MANDEMENT *du même prince*, pour l'exécution des lettres précédentes. Tours, le 20 septembre 1491.

LETTRES PATENTES *de la reine Anne, duchesse de Bre- tagne*, confirmant, à l'exemple de ses prédécesseurs, les droits de méage, de denier pour livre, de billot et de pavage. Nantes, le 22 novembre 1498.

AUTRES LETTRES *de la même princesse*, prolongeant de 10 ans les précédentes. Lyon, le 29 mai 1508. On y remarque le préambule : « Comme le bon plaisir et » voulloir de monseigneur ayt esté et soit nous laisser » et acorder la totalle disposicion des droitz et affaires » de nostre pays et duché, et a ceste cause, nos chers » et bien amez les bourgeois marchans manans et » habitans de nostre ville et cité de Nantes, se soient » tirez devers nous... »

LETTRES PATENTES *du roi Louis XII*, confirmant les lettres accordées par la reine le 29 mai 1508, et octroyant « a iceulx bourgeois marchans, manans et habi- » tans de la ville de Nantes, les mêmes droits et pri- » vileges. » Blois, le 4 février 1508.

AA. 5. (Liasse.) — 1 cahier de 26 pages ; 29 pièces parchemin ; 5 pièces papier ; 5 sceaux.

1516-1574. — LETTRES PATENTES *du roi François I<sup>er</sup>* prolongeant pour dix ans le droit de méage, le denier pour livre, le droit de pavage, l'exemption de toutes

aides, tailles, fouages et autres subventions. Paris, le 3 février 1516.

LETTRES *du même*, et de semblable effet. Saint-Germain-en-Laye, le 21 janvier 1526.

A cette pièce sont annexés : 1° l'arrêt d'entérinement de la Chambre des Comptes, 21 mars 1526; 2° deux copies de la requête des habitants de Nantes, au Roi, demandant la continuation des impôts ci-dessus.

AUTRES LETTRES *du même* et de semblable effet. Amiens, le 14 juin 1435. Lettres patentes pour l'entérinement, 2 juillet 1538, et arrêt de la Cour des Comptes du 13 juillet 1538.

LETTRES PATENTES *du roi Henri, dauphin de Viennois et duc de Bretagne*, portant prolongation des mêmes droits pour 8 ans. Angoulême, le 19 novembre 1542.

Arrêt de la Chambre des Comptes, et consentement du superintendant des finances de Bretagne.

LETTRES PATENTES *du roi Henri II*, prolongeant de 5 années les mêmes devoirs. Joinville, le 30 mars 1551. Arrêt de la Chambre des Comptes, portant qu'avant qu'il soit procédé à l'entérinement des lettres précédentes, les habitants de Nantes rendront compte des deniers accordés antérieurement, 26 janvier 1552. Consentement du général des finances, 15 mai 1552; Arrêt d'entérinement du 3 juillet 1555.

LETTRES PATENTES *du même roi*, prolongeant de 4 années la perception des droits de méage et autres. Blois, le 16 janvier 1555. Consentement du général des finances, 21 février 1555; arrêt d'entérinement du 1<sup>er</sup> juillet 1556.

MANDEMENT *du roi Henri II*, au sénéchal de Nantes, son lieutenant et autres officiers, autorisant les habitants à lever certains deniers destinés à rembourser les sommes considérables qu'ils ont été obligés d'emprunter pour payer les 19,200 livres auxquelles ils avaient été taxés dans les 132,000 livres promises au roi pour l'abolition de la *Traite foraine*. Blois, le 3 février 1555.

LETTRES PATENTES *du roi Henri II*, autorisant les habitants de Nantes à s'assembler « en l'hostel de ladite » ville, appelé nostre procureur, les gens des trois » Estatz de nostre dite conté de Nantes, et autres qui » pour ce seront à appeller, et lesquelz nous y voulons » estre convoquez et assemblez, pour, en ladite assem- » blée coctiser, asseoir et imposer, tant sur les gens

» dudit conté que sur les marchandises passantes par » ladite ville et celles qui y seront vendues et débi- » tées, le plus justement et egallement que faire » pourront, la somme de quinze mille livres tournois; » c'est assavoir dix mille livres tournois qu'ils nous » ont fourniz comptant et cinq mille livres tournois » qu'ils sont tenuz rembourser a ceux de la ville de » Rennes; et telle autre somme à laquelle ilz verront » que les interestz, ports, changes, rechanges et autres » pertes de finances qu'il leur a convenu et convien- » dra faire et paier pour le prompt recouvrement d'i- » celle somme de quinze mille livres. » Ces 15,000 livres avaient été données au roi pour obtenir la séance du Parlement, à Nantes, et la confirmation des privilèges de la ville. Compiègne, le 25 juin 1557.

LETTRES PATENTES *du même Henri II*, confirmatives des précédentes, et autorisant la levée d'un devoir pour solder les dépenses faites et les deniers présentés au roi afin d'obtenir le siège du Parlement à Nantes, et la confirmation des privilèges de la ville, avec défense, sous les peines les plus sévères, de continuer cette perception après l'acquittement des dépenses. Saint-Germain-en-Laye, le 23 décembre 1558.

LETTRES PATENTES *du roi Charles IX*, pour la prolongation pendant trois années des devoirs de méage denier pour livre et pavage, accordée en dernier lieu en 1559 par le roi François II. Troyes, le 4 avril 1564.

AUTRES LETTRES *du roi Charles IX*, autorisant les habitants de Nantes à continuer de lever leurs deniers communs, et en outre à doubler la ferme du pavage, à tripler le denier pour livre, et à lever, au lieu du méage, un devoir sur le sel qui se déchargera au port de Nantes, Cordemais et autres lieux, et sur le vin qui se tirera hors le comté, pour employer exclusivement les deniers qui en proviendront à la réparation des ponts ruinés « l'hiver passé par l'inun- » dation des eaues, et du besoing de la reparacion » d'iceulx qu'ils prétendent faire de pierre de mac- » zonnerie pour estre de plus longue durée. » Le roi accorde de plus 2,000 livres, à prendre chaque année sur les deniers de sa recette générale, destinées au même objet tant que les travaux dureront. Angers, le 7 novembre 1565. A la suite se trouve l'état des deniers communs et d'octroi percus dans la ville et les faubourgs de Nantes; puis le consentement du

général des finances à l'exécution des lettres patentes, 20 novembre 1565, et la vérification à la Chambre des Comptes, 20 décembre même année.

AUTRES LETTRES *du même roi*, explicatives des précédentes, en ce qui concerne la perception des devoirs accordés. Moulins, le 3 mars 1566.

LETTRES PATENTES *du roi Charles IX*, accordant aux habitants de Nantes la faculté de lever pendant trois années un devoir sur les marchandises débitées et vendues passant par la rivière de Loyre, pour employer les deniers au racquit des dettes de la ville, évaluées à 33,107 livres, 14 sous, 4 deniers, à charge au miseur de faire recette de la vente des blés et vins déposés au château. Angers, le 8 novembre 1565. A cette pièce sont joints : 1° le consentement du général des finances, 20 novembre 1565 ; 2° une copie sur papier, non signée ; 3° la pancarte des « devoirs » que ont intention les nobles bourgeois manans et » habitans de la ville de Nantes de lever sur les marchandises débitées vendues passantes par la rivière de Loyre, po urve qu'il plaise au Roy leur en » donner permission, affin qu'ils puissent satisfaire » a plusieurs créditeurs qui ont presté la somme de » 50,000 livres, qui courent a interet sur la dicte » ville, pour survenir aux grans frais et mises qu'il » leur a convenu faire ceste année dernière tant pour » faczon d'artillerye, montement d'icelle, achaptz de » pouldres et salpestres, boulets, fortifications et em- » parement d'icelle, entretenement de gens de » guerre, voaiges de la court pour avertir ledit sieur » Roy de ce qu'il estoit requis de fayre, que aultres » mises ensuyes. 13 mars 1563. »

LETTRES PATENTES *du même roi*, pour continuation, la première de 3 années, la 2° de 4, des droits de méage denier pour livre et pavage. La première, du 4 janvier 1568, copie vidimée du 12 février 1577 ; l'autre donnée au château de Boullogne, le 22 juillet même année.

LETTRES PATENTES *du roi Charles IX*, autorisant « ses chers et bien amez les maire eschevins, manans et habitans » a lever une certaine somme de deniers sur les marchandises entrant et sortant par la rivière de Loire, pour acquitter leurs dettes ; « outre » lesquelles seroit l'hiver dernier advenu que les rivières et inundacions deaues qui ont esté si grandes » et desbordées, qu'il n'est mémoire de plus, ont tel-

lement rompu brisé et emporté les pontz de ladite » ville, qui sont de bois, et qui durent ung grand » quart de lieue et plus, qu'il seroit impossible de les » reffaire et racoustrer pour trente mil livres, et tumberont du tout, qui rendroict la dicte ville inutile » et nous porteroit dommaige inestimable si n'y estoit » promptement pourveu, ce qui seroit a present impossible ausdits exposans pour leur paouvreté, mais » desireroient y employer seulement la somme de dix » mil livres pour les racoustrer, actendant qu'ilz aient » le pouvoir et moyen de les reffaire comme il est » requis. Aussi nous ont fait remonstrer que ladite » ville et faulx bourgs estans maritimes, sont fort » subiectz à peste et contagion, et que a l'occasion » qu'il n'y a maison ne aulmosnerie pour loger et » traicter les pestiferez et malades de ladite maladie, » il est souvent advenu, et mesme en l'année dernière, » que plusieurs habitans seroient morts de peste ; » pourquoy pourveoir et remedier ilz ont ensemblement » ment advisé conclu et resolu de faire bastir une » maison et une aulmosnerie et y employer cinq » mille livres tournois. » Paris, le 2 mai 1571. A cette pièce sont joints : 1° le consentement du sieur de Cornulier, trésorier de France, du 20 juillet 1571 ; 2° l'enterinement de la Chambre des Comptes, 10 juillet ; 3° la requête des habitants, maire et échevins, au roi ; 4° la pancarte des devoirs « qu'ils supplient » très humblement La magesté du Roy leur permectre » lever pour l'acquit de leurs debtes. »

LETTRES PATENTES *du roi Henri III*, portant prolongation pour trois ans des droits de méage, denier pour livre et pavage. Lyon, 20 octobre 1574.

AA. 6. (Liasses). — 51 pièces parchemin ; 42 papier ; 11 sceaux, en grande partie brisés, ceux du duc de Mercœur sont intacts.

1576-1617. — LETTRES PATENTES *du roi Henri III*, accordant aux maire, échevins et bourgeois de Nantes, l'autorisation de prélever les devoirs imposés sur les marchandises passant par la rivière de Loire, pour six années à dater de l'expiration de l'octroi fait par le feu roi, 1° pour l'acquit des dettes de la ville ; 2° la réparation des ponts ; 3° la construction de la maison des pestiferez ; 4° l'achat d'une maison et arsenal pour loger les munitions. Parmi les dettes figurent l'équipement des navires destinés à la reprise de Belle-Isle, et les dépenses occasionnées par la conduite de l'artillerie aux camps du Poitou. Paris, le 12 août 1576.

A cette pièce sont joints : 1<sup>o</sup> Arrêt de vérification et d'entérinement de la Chambre des Comptes du 17 avril 1577 ; cet arrêt n'accorde le devoir que pour trois ans, et prescrit de ne donner le bail à ferme que pour le même temps ; 2<sup>o</sup> requêtes des maire, échevins et habitants au Roi ; déclaration des deniers qu'ils demandent à lever ; mémoires relatifs aux frais faits pour l'équipement des navires et l'artillerie ; avis de M. de Cornulier, trésorier des finances ; projet de lettres patentes à soumettre à la signature du Roi ; avis des officiers du présidial de Nantes.

LETTRES PATENTES *du même Roi*, prolongeant pour 4 ans le méage, le denier pour livre et le pavage, ainsi que l'exemption des aides, tailles, fouages et autres subventions. Blois, le 18 décembre 1576.

LETTRES PATENTES *du même*, portant que les 5000 livres prélevées annuellement, pour l'entretien des fortifications, sur les deniers accordés pour six ans le 2 mai 1571, par le roi Charles IX, devront être perçues, par continuation sur le même devoir prorogé pour les maire, échevins et bourgeois de Nantes, pendant six nouvelles années. Paris, 18 mars 1578,

AUTRES LETTRES *du même prince* ; prolongation du méage, denier pour livre et pavage ; 23 février 1579 pour 4 ans ; 14 décembre 1580 pour 3 ans ; 22 juin 1584 pour 6 ans.

AUTRES LETTRES PATENTES *du même prince* ; prolongation pour six ans du devoir spécial pour l'acquit des dettes de la ville, la réparation des ponts et autres affaires communes. 28 octobre 1581 et 30 avril 1583.

LETTRES PATENTES *de Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur et de Penthièvre, pair de France, etc... gouverneur de Bretagne*, accordant pour une année la prolongation de la levée des deniers sur les marchandises entrant à Nantes ou en sortant, pour les travaux des fortifications commencés par ses ordres. Vannes, le 18 avril 1592. Original signé : *Phlemmanueldelorraine*.

Quatre autres lettres du même prince, de pareil effet des 10 mai 1593 ; 10 avril 1593 portant la mention : » pour l'absence d'un Roy recogneu catholicque et » attendant l'assemblée des Estats généraux de ceste » province » ; du 27 avril 1596 et 20 avril 1607.

AUTRES LETTRES *du même duc*, continuant pour six ans, la permission de lever les devoirs sur les denrées et marchandises pour le rachat des dettes de la ville, la

subvention du principal et des régents du collège, la nourriture des pauvres et autres dépenses extraordinaires, à la condition de prélever annuellement 5000 livres pour les fortifications construites à la Villeneuve (le faubourg du Marchix). Nantes, le 10 décembre 1592.

ARRÊT *de la Chambre des Comptes*, prescrivant que les bourgeois, manans et habitants de Nantes jouiront des devoirs et exemptions à eux accordés : 1<sup>o</sup> par le duc de Mercœur, le 10 décembre 1592 ; 2<sup>o</sup> par le duc Jean IV, 29 août 1397 ; 3<sup>o</sup> la duchesse Jeanne de Navarre, 20 juillet 1400 et 4 décembre 1402 ; le duc François II, 13 décembre 1471 ; la reine Anne, 20 novembre 1498 ; le roi Henri III, 22 juin 1584. Nantes, le 11 mai 1593.

LETTRES PATENTES *du duc de Mercœur*, continuant pour six ans les mêmes droits de méage. Nantes, le 15 décembre 1593.

AUTRES LETTRES *du même*, continuant pour six ans le devoir spécial pour le rachat des dettes. Nantes, le 15 décembre 1595.

LETTRES PATENTES *du roi Henri IV*, prolongeant de neuf années le devoir spécial sur certaines marchandises, à la condition qu'il sera prélevé chaque année 1606 écus, pour la fortification de la ville neuve. Nantes, le 4 mai 1598.

AUTRES LETTRES *du même Roi*, permettant aux maire, échevins et habitants de lever pendant neuf ans, un sol par pot de vin étranger, et trois deniers par pot de vin nantais et cidre, vendus en détail dans la ville et les paroisses voisines, et de prendre pendant le même temps la moitié du revenu des Papegaux qui se tirent chaque année dans la ville, à partager avec les rois qui les abattent, pour payer exclusivement les dettes de la Ville. Paris, le 30 mars 1602.

AUTRES LETTRES *du même Roi* et de semblable effet ; des 19 août 1606, 3 décembre 1609 et 4 mai 1610 (1).

LETTRES PATENTES *du roi Louis XIII*, pour l'exécution de l'arrêt du Conseil du 21 mars 1613, prolongeant de quatre années le devoir de 12 sols par pipe

(1) Les États de Bretagne s'opposèrent à la perception de ce devoir qui de 20 sous, sur chaque pipe de vin, fut successivement réduit à 12 et à 10 sous, ainsi que l'indiquent les lettres de 1613 et 1617.

de vin, pour l'acquit des dettes. Cette prolongation est accordée en considération des grandes dépenses et des pertes occasionnées à la Ville : 1<sup>o</sup> par l'entretien « des mallades estrangers qui viennent audict Nantes » tant par mer que par la rivière de Loyre ; 2<sup>o</sup> par l'entretien du Collège ; 3<sup>o</sup> par la construction des ponts de pierre ; 4<sup>o</sup> par la suppression faite en août 1608, du droit d'un liard pour livre ; 5<sup>o</sup> par les maladies contagieuses ; 6<sup>o</sup> par la réduction à 12 sols, depuis deux ans, du devoir de 20 sols par pipe de vin étranger. Paris, le 21 mars 1613.

AUTRES LETTRES PATENTES *du même Roi*, contenant la prolongation, pour 3 ans, du devoir de 12 sols, sur chaque pipe de vin, hors du cru, destiné à l'acquittement des dettes de la ville. Par suite de l'opposition constante faite par les États de Bretagne à la perception de ce devoir il est réduit à 10 sols. Le 20 février 1617.

Accord entre les députés des États et ceux de la Ville, pour fixer à 10 sous le devoir à lever sur chaque pipe de vin. Original sur papier portant les signatures de : H. de Rohan, P. de Cornulier, Jean de Montboucher, Bernard, maire, Berthelot, Maillard, De la Pelonnye, Jean de Harouis, procureur des États, etc... Arrêt du Conseil du 14 août 1626, rendu contre les marchands de la rivière de Loire qui prétendent empêcher la levée des dix sous ; signé : Par le Roy en son Conseil, « de Choisy. »

AA. 7. (Liasse.) — 17 pièces parchemin ; 39 pièces papier ; 3 sceaux.

LETTRES PATENTES *du roi Henri IV*, continuant les devoirs de méage, deniers pour livre et pavage, précédemment accordés pour les fortifications de la Ville, et l'exemption de tailles, fouages, aides et autres subsides. Nantes, le 4 mai 1598.

ARRÊT *du Conseil d'État*, qui proroge pour neuf ans les devoirs communs de la Ville et prescrit que dorénavant celui de ces devoirs nommé *le liard pour livre*, se lèvera une fois seulement mais sur toutes les personnes. Paris, le 1<sup>er</sup> mars 1608 (1). — Lettres patentes *d'Henri*

(1) Quelques habitants s'opposèrent à cette taxe, la considérant comme contraire à leurs privilèges, et traduisirent les fermiers devant le Présidial. Instruit de cela, Henri IV, par arrêt du 17 juin, pour punir les Nantais de leur rébellion et de l'opposition qu'ils faisaient au règlement inséré dans les lettres de concession, revoqua la confirmation des octrois qu'il venait d'accorder et manda le maire Michel Lorient, à Paris. Le Roi satisfait des explications de ce dernier, qui lui donna à entendre que l'action intentée contre les fermiers, contraire à une délibération du Bureau, n'était

IV, pour l'exécution de l'arrêt du Conseil du 2 août 1608. Le Roi, à la requête des maire et échevins, et sur la recommandation du duc de Montbazon, restitue aux habitants de Nantes leurs devoirs communs, supprimés par arrêt du 17 juin 1608, et révoque le devoir du *liard pour livre*. Paris, le 2 août 1608. — Mandement du Roi, au sénéchal de Nantes d'informer sur un rassemblement de trois à quatre cents personnes qui se seraient portées à l'Hôtel-de-Ville pour s'opposer à l'exécution de l'arrêt du Conseil relatif à la continuation de la levée du *liard pour livre*. Mai 1608. Extraits des délibérations des assemblées générales. Requêtes des habitants au Présidial. Arrêts du Parlement. Sentence du Présidial. Nominations de députés vers le Roi. Requêtes des maire et échevins. Lettres des habitants au duc de Sully, réponse de celui-ci. Lettre au duc de Montbazon.

LETTRES PATENTES *de Louis XIII*, accordant la continuation de la levée du sol par pot de vin vendu en détail, des droits de méage et pavage, pour faire face aux dépenses occasionnées, par son entrée en 1614, par la tenue des États, l'entretien des ponts de Pirmil, par l'engrèvement de la Loire à quatre lieues au-dessus et au-dessous des ponts ce qui empêche les navires et bateaux d'aborder, par le mauvais état des fortifications. Paris, le 29 janvier 1620.

AUTRES LETTRES, portant prolongation des mêmes impôts, pour solder les dépenses, de l'entrée du Roi en 1622, de l'entretien de 600 prisonniers faits à la déroute de Rié, du rabais adjugé aux fermiers des octrois, de la tenue des États, de l'entretien des ponts, de la continuation des quais. Paris, le 19 avril 1625.

AUTRES LETTRES *de même nature*, pour solder l'entrée du Roi en 1626, la tenue des États, les vivres et provisions envoyées à l'île de Ré, les habits fournis aux soldats, l'achat de vaisseaux envoyés pour servir à la digue de la Rochelle, la maladie contagieuse, la réparation des ponts, portes et fortifications, la continuation des quais pour remédier à l'amoncellement

point du fait de la ville, mais de celui de quelques particuliers turbulents et mal conseillés, rendit en son Conseil d'État l'arrêt du 2 août, qui rétablit les octrois, révoqua la levée des trois deniers pour livre, cassa la procédure introduite devant le Présidial, et défendit à cette cour de s'immiscer à l'avenir dans les affaires de la Ville. Les pièces afférentes à diverses séries ont été laissées ensemble, afin de former un dossier complet sur cette affaire. Elles sont du reste presque toutes extraites du registre de la série BB. 31, 1606-1609.

des sables qui obstruent la rivière. Paris, le 19 décembre 1629.

AUTRES LETTRES prolongeant les mêmes devoirs, toujours pour 6 ans, en considération des dépenses occasionnées à la ville par : 1<sup>o</sup> l'achat de 20,000 septiers de blé distribués aux pauvres pendant la disette de 1631-1632; 2<sup>o</sup> la tenue des États; 3<sup>o</sup> l'entretien des prisonniers espagnols, pris en mer; 4<sup>o</sup> le procès contre le curé de St-Julien-de-Vouvantes; 5<sup>o</sup> « grands et excessifs fraiz pour couper des rochers estans au chemin proche la ville du costé de Rennes »; 6<sup>o</sup> la construction du Pont Rousseau; 7<sup>o</sup> la construction des quais. Paris, 16 avril 1638.

AUTRES LETTRES de prolongation pour 6 ans des mêmes impôts destinés au paiement des dettes, réparations, ponts, quais, etc... Paris, le 27 avril 1643.

AA. 8. (Liasse.) — 27 pièces parchemin; 13 pièces papier; 2 sceaux.

1649-1706. — LETTRES PATENTES de Louis XIV, prolongeant de neuf années la perception des droits de pavage, de méage, d'un sol par pot de vin, pour les mêmes motifs que son prédécesseur. Paris, le 30 juin 1649.

LETTRES du même, portant prolongation (*temps en blanc*) des mêmes impôts pour l'Assemblée des États, la construction d'un collège et d'un hôpital, et les réparations des ponts. Paris, le 3 juin 1658.

LETTRES de même effet, pour des causes semblables; en plus la reconstruction de la Grosse Horloge (Le Bouffay). Paris, 28 mars 1667.

LETTRES de pareil effet, pour 1677.

AUTRES LETTRES semblables, du 18 juin 1686, moins le droit de méage, réuni au domaine du Roi par arrêt du Parlement de Bretagne du 12 septembre 1634.

ARRÊT DU CONSEIL, accordant à la ville permission d'aliéner pour 22 ans, les fonds, devoirs et perception de ses impôts, à charge par l'adjudicataire, de payer notamment 150,000 livres de don gratuit au roi; 7 juin 1689. L'aliénation fut prorogée de 1 an, 11 mois, 11 jours par un autre arrêt du 14 novembre 1690.

AUTRE ARRÊT DU CONSEIL, autorisant les habitants à lever 100,000 livres sur les propriétaires des mai-

sons situées dans le fief de la Prévôté, et 6 deniers par pots de vin, jusqu'à concurrence de cent mille autres livres destinées au Roi pour le maintien des droits de lods et ventes. Du 11 novembre 1692.

ARRÊT DU CONSEIL, portant permission de prolongation jusqu'à 1713, du bail des 6 deniers par pots de vin, commencé le 1<sup>er</sup> février 1693 et finissant le 31 juillet 1693. Cette prolongation eut lieu pour aider la Ville à payer notamment les finances des offices de milice bourgeoise et de contrôleur des deniers patrimoniaux. Du 5 juillet 1693.

ARRÊT DU CONSEIL, portant autorisation de lever un nouveau droit de 6 deniers par pot de vin, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1702, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1706, pour l'entretien des lanternes. Du 18 février 1698 (1). — Arrêt du Conseil, portant continuation du devoir précédent, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1706, avec autorisation de le donner en adjudication, pour l'entretien des lanternes et le remboursement de diverses sommes dues par suite de la suppression des offices d'Inspecteurs généraux, commissaires, visiteurs, contrôleurs des manufactures. 5 octobre 1706.

AA. 9. (Liasse). — 4 pièces parchemin; 39 pièces papier.

1724-1769. — ARRÊT DU CONSEIL, autorisant la réformation de la pancarte des devoirs anciens communs et patrimoniaux, du 23 avril 1598.

Deux projets d'arrêt du conseil, en vertu des délibérations de la Mairie des 10 octobre 1728 et 9 avril 1729, portant ordre à l'Intendant de procéder à l'adjudication du bail des octrois pour l'espace de neuf années, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1733, à charge pour l'adjudicataire de fournir 120,000 francs destinés à la construction du quai d'Estrées, et à l'achèvement de la Bourse.

ARRÊT DU CONSEIL portant prorogation des précédents, pour 9 autres années, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1751. 14 novembre 1741.

ARRÊT DU CONSEIL pour les mêmes fins. 2 juin 1750.

AUTRE, du 15 mai 1759, portant autorisation d'opérer

(1) Dans cette pièce est cité l'édit de juin 1697 qui ordonne l'établissement des lanternes, établies et entretenues au moyen d'un impôt prélevé sur les maisons, et devenu trop onéreux.



la levée des droits d'octroi et deniers patrimoniaux, et d'en faire faire la régie. A la suite sont les lettres patentes sur ledit arrêt datées du 22 juin 1739.

LETTRES PATENTES, en date du 15 février 1769, sur arrêt prolongeant de 9 ans la perception précédente.

AA. 10. (Liasse.) — 2 cahiers parchemin, l'un de 68, l'autre de 48 f°; 3 pièces parchemin; 40 pièces papier.

1778-1785 — ARRÊT DU CONSEIL, portant prorogation des octrois de la Ville de Nantes, pour cinq ans, avec validation de la perception faite au-delà de la concession précédente. 18 janvier 1780.

LETTRES PATENTES de Louis XVI, confirmatives de l'arrêt précédent, 23 mai 1780.

ARRÊT du Parlement de Bretagne, relatif à l'exécution de l'arrêt et des lettres précédentes. 5 juillet 1782.

LETTRES PATENTES du Roi, prescrivant à la Chambre des Comptes, d'avoir à enregistrer les lettres du 23 mai 1780, malgré leur surrannation. 2 mai 1785.

Lettres à l'Intendant, réponses, correspondance, mémoires, délibérations du Conseil Municipal, observations des négociants et Juges-Consuls, sur la prorogation et la perception des droits d'octroi. 1778-1785.

AA. 11. (Liasse.) — 4 cahiers parchemin, de 58, 38, 16 et 22 f°; 1 pièce parchemin; 47 pièces papier.

1785-1787. — ARRÊT du Conseil, accordant pour une période de neuf ans la continuation de la levée des octrois, 5 avril 1785. A la suite de cet arrêt se trouve une pancarte des droits d'octrois.

LETTRES PATENTES de Louis XVI, sur l'arrêt précédent. 29 octobre 1735.

ARRÊT DU CONSEIL sur l'interprétation de l'arrêt et des lettres patentes qui précèdent. 7 mars 1786.

LETTRES PATENTES du Roi, sur l'arrêt précédent. 26 avril 1786.

Arrêt d'enregistrement au Parlement de Bretagne des quatre pièces précédentes. 13 juillet 1786.

Correspondance, mémoires, extraits des délibérations des États, pancartes des droits d'octrois, procès-verbaux de conférences tenues à l'Hôtel-de-Ville, pièces diverses.

#### Francs-Fiefs.

AA. 12. (Liasse.) — 17 pièces parchemin; 31 pièces papier; 6 sceaux.

1554-1575. — REQUÊTE présentée au Roi, par les habitants, afin d'être maintenus dans leurs privilèges et exemption des francs-fiefs; 17 janvier 1554. Avis de la Chambre des Comptes sur cette requête, 17 octobre 1555.

LETTRES du roi Henri II, demandant l'avis de la Chambre des Comptes. 1554.

LETTRES PATENTES de Henri II, qui accorde aux manans et habitants de la ville de Nantes, « en reconnaissance de la vraie amour, fidélité et obéissance qu'ils nous ont toujours portée, de pouvoir acquérir, tenir et posséder en nostre dit pais et duché de Bretagne, tous fiefs et héritages nobles, encores que aucuns d'iceux habitans acquéreurs desdits fiefs et terres nobles ne soient nobles ny ex-traictz de noble lignée, et ce nonobstant ladite ordonnance et consitution dudit feu duc Pierre..... » Blois, le 16 janvier 1555. Arrêt de la Chambre des Comptes pour l'entérinement de ces lettres, 16 mai 1556. Vidimus des lettres du 16 janvier 1555, délivré en Parlement à Nantes, le 28 mai 1636.

AUTRES LETTRES PATENTES du même prince, confirmant les précédentes et les étendant aux habitants des faubourgs, moyennant la somme de 800 écus d'or au soleil, versée à Andrée Rageau, conseiller du Roi et secrétaire de ses finances (dont la quittance est annexée sous le grand sceau en cire brune sur lacs de soie rouge et verte). Paris, au mois d'août 1556.

LETTRES PATENTES du même prince, portant homologation d'une délibération du conseil des bourgeois, et permission de lever 800 écus pour acheter l'exemption des droits de francs-fiefs. St-Germain-en-Laye, le 4 décembre 1556 (1).

LETTRES PATENTES du roi François II, confirmatives des privilèges « mesmes de pouvoir acquérir fiefs nobles, et en iceulx tenir bordiers et mestiers francz

(1) Par délibération des nobles bourgeois et manans assemblés les 21 et 22 juillet 1556, il fut décidé que « les manans demourans aux forsbourgs de ladite ville, chapelanyes, communaultez et frayes soient exempts à la contribution des francs-fiefs et unis à tels et pareils privilèges que les habitans de ladite ville, moyennant la somme de huit centz escuz » payables dans un mois à la dame de Bouillon. (Voir série BB liasse 3.)

» et exempts de toutes tailles, fouages et autres sub-  
» cides, » et de toutes les autres immunités et fran-  
chises jadis accordées par ses prédécesseurs. Blois,  
janvier 1559.

MANDEMENT *du roi Charles IX*, adressé aux sénéchaux  
et alloués de Bretagne pour procéder à la taxe et cotisa-  
tion de tous ceux qui sont soumis aux droits de francs-  
fiefs et nouveaux acquêts. Châteaubriant, le 27 octobre  
1565. Sentence du sénéchal de Nantes, au profit des  
nobles bourgeois, manans et habitants, contre le pro-  
cureur du Roi qui poursuivait l'exécution du mande-  
ment précédent. 5 juillet 1567.

Consentement du procureur du Roi à ce que les  
habitants de Nantes soient déclarés non contribuables  
aux droits de francs-fiefs et nouveaux acquêts. 12  
novembre 1566.

Copie d'un arrêt du Conseil du Roi au sujet de la  
perception des droits de francs-fiefs. 16 février 1569.

Copie des lettres royaux et arrêt des commissaires  
des francs-fiefs, concernant l'immunité et exemption  
des francs-fiefs accordés aux maire, échevins et habi-  
tants d'Angers. 18 avril et 3 mai 1580, 2 et 29 mai 1572.

LETTRES PATENTES *du roi Charles IX*, à l'effet de taxer  
les contribuables aux francs-fiefs nouveaux acquêts et  
amortissements. 5 septembre 1571 et 8 juillet 1572.  
Acte d'opposition fait par les habitants de Nantes à  
l'entérinement des lettres qui précèdent. 8 août 1572.

MANDEMENT *du même prince* aux membres de la  
Chambre des Comptes de Bretagne d'avoir à vérifier  
et entériner le traité passé entre Henri II et les ha-  
bitants de Nantes, pour l'exemption des droits de  
francs-fiefs. Paris le 23 novembre 1572.

Copie des lettres patentes de janvier 1555, août  
1556, 23 novembre 1572, et de l'arrêt de la Chambre  
des Comptes du 15 décembre 1572, touchant l'exemp-  
tion de francs-fiefs.

Arrêt de vérification du traité de Henri II avec  
les habitants de Nantes. 15 décembre 1572.

Sentence des commissaires des francs-fiefs, par  
laquelle il est ordonné au procureur syndic de pro-  
duire les lettres de privilèges et exemptions des  
habitants. 28 janvier 1573.

Sentence des commissaires des francs-fiefs par  
laquelle le procureur-syndic des habitants de Nantes  
est renvoyé à se pourvoir devant le Roi ; 7 février  
1573. Acte de présentation de l'assignation au Con-  
seil du Roi.

Sentence des commissaires des francs-fiefs ordon-  
nant la main levée de la saisie apposée sur les terres  
et seigneuries des habitants de Nantes. 3 mars 1573.

Sentence des commissaires des francs-fiefs, par  
laquelle il est ordonné que les maires et échevins  
donneront déclaration du revenu de leurs terres,  
faute de quoi il sera passé outre au bail d'icelles. 14  
avril 1573.

Procuration des maire et échevins pour soutenir  
devant le Conseil du Roi les privilèges et exemptions  
des droits de francs-fiefs et nouveaux acquêts dont  
jouissent les habitants. 18 avril 1573.

LETTRES PATENTES *du roi Charles IX*, qui confirme  
aux habitants de Nantes l'exemption des francs-fiefs.  
3 septembre 1573. Arrêts de vérification des lettres  
précédentes ; l'un en Parlement du 1<sup>er</sup> mars 1574,  
l'autre à la Chambre des Comptes, le 11 mai 1574.

LETTRES PATENTES *du roi Henri III*, portant confir-  
mation des privilèges et exemptions accordés aux  
habitants de Nantes. Octobre 1574. Quittance de 100  
écuss sol, pour la confirmation des privilèges de la  
Ville. Arrêts de vérification des lettres précédentes ;  
l'un en Parlement du 22 avril 1575 ; l'autre à la  
Chambre des Comptes du 3 juin 1575.

AA. 13. (Liasse.)— 3 pièces parchemin ; 110 pièces papier.

1641-1754. — DÉLIBÉRATION DE LA VILLE accordant  
au Maire l'autorisation de s'entendre avec M. de  
Brequigny, pour la confirmation et l'exemption des  
francs-fiefs et nouveaux acquêts. 22 août 1641. —  
Traité avec M. Palléologo, munitionnaire général des  
vivres des armées pour la confirmation de l'exemption  
des francs-fiefs. 6 février 1642. — Arrêt du Conseil d'État  
déchargeant les habitants de Nantes du paiement de  
la confirmation des francs-fiefs, moyennant 10,000  
livres qu'ils payeront au sieur Palléologo, plus 2,000  
francs pour les frais ; 8 mars 1642. Quittance des  
12,000 livres, 14 avril 1642.

Saisies et exécutions chez des bourgeois de Nantes,  
pour le paiement des francs fiefs. 1659-1660.

Acte notarié ; protestation des habitants pour la  
conservation de leur privilège d'exemption du droit  
de francs-fiefs. 16 mars 1693.

Présentation au Roi de deux pièces des 12 mars  
et 22 avril 1693, pour justifier de l'exemption du droit  
de francs-fiefs accordée à la ville (vers 1700). Deux  
copies de la délibération de la Mairie du 13 décembre

1700, justifiant de l'exemption des francs-fiefs, à l'occasion de poursuites exercées contre plusieurs habitants.

Actives démarches de la Communauté de ville, pour obtenir la confirmation de l'exemption des droits de francs-fiefs, procès verbaux de délibérations capitulaires des diverses paroisses de la ville; lettre autographe du maréchal d'Estrées; lettre autographe du Maire (Julien Proust, du Port Lavigne), alors à Paris, qui signe simplement : *Le Maire de Nantes*; soumission pour payer au Roi les 20,000 livres et les deux sols pour livre qu'il exige pour la confirmation des francs-fiefs; copies de l'arrêt du Conseil accordant cette confirmation; procès-verbaux des déclarations d'habitants ayant été contraints à payer les francs-fiefs; état des sommes payées au commis préposé au recouvrement de ces droits et qui doivent être déduites du total à solder au Roi. 1701-1703.

ARRÊT du Conseil d'État, portant confirmation aux habitants de Nantes de l'exemption des droits de francs-fiefs, moyennant la somme de vingt mille livres et les deux sols pour livres « que les suppliants, pour » marquer leur zèle, auroient offert de payer. » Versailles, le 23 novembre 1702.

Délibération de la Communauté du 2 février 1716 et notification aux États de Bretagne, séant à Saint-Brieuc, de l'arrêt du Conseil du 23 novembre 1702. 7 février 1716.

Correspondance de M. Mellier, Maire de Nantes, mémoires, inventaires de pièces extraites des Archives, état des frais faits et notes diverses, relatifs aux francs-fiefs. Février 1721 à novembre 1729 (1).

Nouvelles instances de la Communauté pour l'exemption des francs-fiefs concédée, en 1731 et 1732, aux villes du Mans et d'Angers; délibérations de la Ville; mémoire au Roi; lettres du comte de Toulouse, de M. de la Tour, intendant; de M. Védier, Maire, général des finances, et subdélégué de l'intendant, qui

(1) Par l'arrêt du 23 novembre 1702, les Nantais avaient été confirmés dans l'exemption des droits de francs-fiefs. Néanmoins, dans les premiers mois de 1721, le fermier des droits de francs-fiefs, prétendit assujétir la ville à ces droits.

La Communauté réclama et offrit successivement au Roi des sommes de plus en plus fortes, afin d'obtenir de nouveau la confirmation de ses privilèges. Mais comme l'indique la lettre du 2 août 1724, ainsi que celles qui suivent, il paraît que ces offres ne furent pas agréées, et contrairement à ses anciens privilèges, Nantes se vit déposséder de l'exemption des francs-fiefs.

conclut à l'inutilité des démarches entreprises. 1732 à 1734.

#### Foire Franche.

AA. 14. (Liasse.) — 2 pièces parchemin; 1 pièce papier.

1493. — LETTRES PATENTES du roi Charles VIII, demandant l'avis de ses officiers de finances et de la Chambre des Comptes sur la requête des habitants désireux d'obtenir qu'une des foires franches de la ville de Lyon soit transférée à Nantes, en raison de ce que cette ville, « par avant les dernières guerres » advenues, estoit fort riche et opulante en biens, » en richesses, grandement famée, renommée, peu- » plée et habituée pour la continuelle résidence qu'y » faisoient les princes, par le moyen desquels il de- » mouroit chacun an grand nombre de finance et » tous biens y habondoient, dont lesditz habitans » estoient fort enrichiz. Mais depuis leur decez et à » l'occasion desdites guerres, nostre dite ville avoit » supporté de grans et intollerables pertes, inconve- » niens et dommages, tellement qu'elle estoit fort » appauvrie, diminuée et dépeuplée et appauvrissoit de » jour en jour... » Moulins, le 1<sup>er</sup> mars 1493 (N. S.).

LETTRES PATENTES du même prince, contenant la translation et l'institution dans la ville de Nantes de la « foire dicte l'apparucion, qui se souloit tenir » en nostre dicte ville de Lyon, commençant le lundy » d'après la feste de l'Épiphanie, durant quinze jours » ouvrables continuelz et consécutifs »; avec exemption de toute entrée et issue, impositions et subventions quelconques accordées aux marchands allant, séjournant et retournant, ainsi qu'on le pratiquait à Lyon à cette foire. Nantes, décembre 1493.

#### Droit de Bourgeoisie.

AA. 15. (Liasse.) — 10 pièces papier.

1600-1647. — Articles présentés par les bourgeois des ville et faubourgs de Nantes pour obtenir le droit de bourgeoisie. — Avis de MM. les députés chargés de voir les articles présentés par les marchands de Nantes, pour obtenir le droit de bourgeoisie.

LETTRES PATENTES du roi Henri IV, concédant aux marchands de Nantes le droit de bourgeoisie (2).

(2) Ces lettres, en double expédition, sur papier, ne sont ni signées ni datées, et semblent devoir être considérées comme un projet.

**ARRÊT du Conseil d'État**, sur le procès entre les Hollandais et MM. de la Ville au sujet du droit de bourgeoisie. 9 août 1646. — Requête de la Communauté de Ville, au Roi, au sujet du procès pendant entre elle et les marchands hollandais, 1647. Sentence des Juges-Consuls.

**Exemption des Aides.**

AA. 16. (Liasse.) — 4 cahiers de 28, 72, 16, 5 folios; 13 pièces parchemin; 13 pièces papier; 2 sceaux

**1574-1649.** — Copie d'arrêtés de la Chambre des Comptes, des 12 juin 1574, 24 février 1584, et d'arrêt du Conseil d'État du 21 octobre 1583, concernant la perception des aides.

**ARRÊT de la Chambre des Comptes** qui fait défense aux receveurs généraux et autres de contraindre le miscur de la Ville au paiement des sommes prétendues par le sieur De Lafond, commis à la recette des aides. 22 juin 1583.

Requête des maire et échevins, contre Pierre Fyot, receveur général des finances en Bretagne, qui contrairement à leurs exemptions et privilèges, prétend faire payer aux habitants, le sou pour livre des aides. (1584?) (1).

Requêtes au Parlement de Bretagne pour l'enregistrement des privilèges de la Ville. 21 juin 1598; 30 avril 1599; 9 novembre 1601.

Ordonnance de M. Miron, général des finances en Bretagne, par laquelle il est prescrit que les procureurs syndics, des villes exemptes ou non des Aides, les miseurs ou deux des habitants seront contraints au paiement du sou pour livre de ce qu'ils sont taxés aux dites aides. 25 septembre 1600.

Requête des habitants de Nantes à la Chambre des Comptes, tendant à être déchargés du prétendu sou pour livre de l'exemption des aides (conformément aux lettres patentes et à leurs privilèges). 29 novembre 1600. Raisons à l'appui de cette requête, présentées par le maire et les échevins. 19 janvier 1601.

Lettres de surannation données par le Roi touchant les privilèges de la Ville. 17 septembre 1601.

Arrêt de la cour de Parlement autorisant les habitants de Nantes à produire tous les titres nécessaires

(1) Cette requête a évidemment trait aux lettres patentes du 22 juin 1584 (AA. 6), dans lesquelles, comme dans toutes les lettres de même nature, le Roi avait continué aux Nantais la confirmation de l'exemption des Tailles, Fouages, Aides et autres subventions quelconques.

au soutien de leurs droits, exemptions et privilèges. 18 septembre 1601.

Autre arrêt du Parlement ordonnant l'exécution du précédent. 2 janvier 1602.

Procès-verbal fait par M. François Du Plessis, conseiller au Parlement de Bretagne, et commissaire délégué pour vérifier les privilèges des habitants sur les actes et titres anciens déposés aux archives de la Maison de Ville, 15 juin 1603 et jours suivants. Minute signée : Duplessis, Fontaine, Billy (2).

Enquête civile faite sur la réquisition des maire et échevins, au sujet des privilèges et exemptions dont jouit la ville de Nantes, par F. Du Plessis. Onze témoins, notables habitants, sont entendus. 17 juillet 1603.

Arrêt du Parlement de Bretagne rendu en exécution du procès verbal précédent sur les privilèges et exemptions de la ville de Nantes. 6 août 1603.

Arrêt de la Chambre des Comptes touchant la vérification des lettres patentes données à Paris au mois de juin 1610, et qui confirment les privilèges et exemptions d'aides, immunités, franchises et libertés des habitants de la Ville de Nantes. 13 novembre 1610.

Réclamation au sujet du droit des aides; mémoire des habitants des communautés de Bretagne; extrait du compte du receveur ordinaire des aides des villes et gros bourgs de Bretagne; 1610; 1611; 1614.

**LETTRES PATENTES du roi Louis XIII**, données en confirmation de celles des rois ses prédécesseurs et des lettres accordées par lui-même en 1610, et dans lesquelles le mot « d'Aydes avoit esté obmis par erreur et inadvertance », avec injonction de laisser les bourgeois de Nantes jouir de ladite exemption ainsi que de tous les autres privilèges, franchises et immunités dont ils sont en possession. Paris, 30 septembre 1617. A la suite est l'arrêt d'entérinement de la Chambre des Comptes.

Arrêt de la Chambre des Comptes, concernant l'exemption du droit d'aides, et sur l'opposition du fermier, limite cette exemption à neuf années. 23 février 1618.

Arrêt du Conseil d'État, qui prescrit qu'à la poursuite du procureur général de la Chambre des Comptes, les villes de Nantes, Rennes, Vitry, Dinan, Dol, Saint-

(2) Ce procès-verbal des plus intéressants a été imprimé dans la plupart des recueils des privilèges concédés à la ville de Nantes, notamment dans celui édité par Nicolas Verger en 1734, ce qui dispense de plus amples détails.

Malo, Morlaix, Quimper, Vannes et Malestroit, seront contraintes au paiement de certaines sommes dues par elles en forme d'aides, pour l'exemption de fouages qui leur a été accordée. 13 février 1621.

LETTRES PATENTES du Roi renouvelant le privilège de l'exemption des aides pour six années. Paris, 12 mars 1627. Arrêt d'entérinement de ces mêmes lettres par la Chambre des Comptes. 27 novembre 1627.

AUTRES LETTRES PATENTES portant l'affranchissement d'aides pour six ans, avec validation du passé. 12 avril 1639. Arrêt d'enregistrement de la Chambre des Comptes. 15 juillet 1639. Consentement du général des finances à l'exécution de ces lettres. 23 juillet 1639.

LETTRES PATENTES du roi Louis XIV, accordant pour cinq années la continuation de l'exemption du droit d'aides. Compiègne, 12 août 1649.

#### Privilège de Jauge.

AA. 17. (Liasse.) — 1 cahier de 20 pages, 3 pièces parchemin; 2 pièces papier.

1560-1612. — LETTRES PATENTES du roi François II, confirmatives du privilège déjà accordé par ses prédécesseurs les ducs de Bretagne « de pouvoir commectre » et instituer tels personnages ydoines et experts qu'ils » (les bourgeois) adviseroient pour jaulger et mesurer » les pipes, tonneaux et vaisseaux à vin tant amenez » plains ou vuydes en la ville, port et marchez dudit » Nantes, pour y estre venduz et distribuez, que ceulx » qui seroient faitz et fabriquez en ladite ville et » seneschaulcée..... » Loches, 23 mai 1560.

LETTRES PATENTES de surannation données par le roi Charles IX, pour l'enregistrement des lettres précédentes. Moulins, 12 février 1566.

Vidimus des lettres patentes de François II, du 23 mai 1560, auxquelles sont jointes les lettres patentes du duc Jean V, du 2 décembre 1407, et les lettres de surannation de Charles IX. 27 septembre 1667.

Extrait fait par Mathurin Guischard, sieur de Martigné, de différents actes déposés aux Archives, concernant les privilèges de la Ville et la juridiction des Maires, sur le fait de la jauge et des tonneliers. 10 et 11 mai 1612.

#### Lods et Ventes.

AA. 18. (Liasse.) — 2 pièces parchemin; 6 pièces papier.

1688-1733. — Copie de la délibération de la Ville, du 23 août 1688, en vertu de laquelle une députation est envoyée à Tours, vers M. de Béchameil, intendant de Bretagne, pour obtenir l'exemption des droits de lods et ventes.

ARRÊT du Conseil d'État, portant exemption des droits de lods et ventes en faveur des habitants de Nantes. 9 août 1689.

AUTRE ARRÊT, portant la même exemption moyennant l'offre faite par les Nantais, qui « ont estimé que dans » la conjoncture présente des affaires de l'État, il étoit » de leur honneur et de leur devoir de donner à Sa » Majesté tous les secours dont ils sont capables et, » pour cet effet, par une assemblée générale du 20 du » mois de mars de la présente année 1692, il auroit » été arrêté d'offrir une somme de 200,000 livres, » laquelle lesdits habitants auroient très-humblement » fait supplier Sa Majesté de vouloir accepter..... » Versailles, 11 novembre 1692.

ARRÊT du Conseil du Roi qui confirme les habitants de Nantes dans l'exemption du droit de lods et ventes. Versailles, le 8 avril 1732.

Additions au mémoire fourni, imprimé et signifié de la part des sieur et dame Doudet et consors, contre le fermier général qui prétendait toucher les droits de lods et ventes, sur les terrains formant l'île Feydeau, droits que les propriétaires refusent de payer, leurs terrains relevant du fief de la Prévôté de Nantes, exempt de ces droits.

#### Fouages.

AA. 19. (Liasse.) — 10 pièces parchemin, très belles; 1 pièce papier.

1512-1534. — COMMISSION donnée par le roi Louis XII au maréchal de Rieux, au chancelier de Sens, au vice-chancelier Berthelot, au sieur de Mondragon capitaine de Rennes et de Nantes, et autres personnages, pour se présenter aux États de Bretagne et y demander en son nom, un fouage, avec l'impôt du vin et l'aide sur les villes non contribuables au fouage. Cette imposition est destinée à subvenir aux frais nécessités par la coalition de plusieurs rois et princes contre lui; par la grave maladie de sa compagne (la reine Anne); l'entretien de sa maison; la solde des morte-

paies, l'approvisionnement des places fortes, « l'adoub, » l'équipage et advitaillement de la grande nef nommée la *Cordelière* et autres navires et barques, remontement et acoustrement de l'artillerie. » Blois, le 19 août 1512.

COMMISSION donnée par le même Roi au comte de Laval, au chancelier de Sens, et autres personnages désignés ci-dessus, de demander aux États de Bretagne les mêmes impôts, absolument pour des motifs semblables. Corbie, le 15 septembre 1513.

COMMISSION donnée par le roi François I<sup>er</sup> au sire de Rieux, maréchal de Bretagne, et autres personnages, de se présenter aux États de Bretagne pour y demander, en son nom, un fouage et devoir d'impôt avec l'aide des villes et droits accoutumés. Afin de justifier sa demande, le Roi rappelle les grands frais auxquels a été entraîné Louis XII, son beau-père et prédécesseur, pour résister au roi d'Angleterre, qui, avec ses alliés, l'Empereur, le roi d'Espagne, les Suisses et les Flamands, avait envahi la France; de sorte que, voulant le repos de ses sujets, il avait été obligé d'épouser la sœur même du roi d'Angleterre, la reine Marie à présent douairière. Lui-même pour consolider la paix a promis sa sœur Renée de France, en mariage à l'archiduc d'Autriche. Il expose en même temps la nécessité où il se trouve de lever de grandes armées pour faire la conquête de son duché de Milan. Lyon, le 26 juillet 1515.

LETTRES DE COMMISSION du roi François I<sup>er</sup> au comte de Laval, à Jean Briçonnet, son chancelier, et autres personnes, de se présenter à l'assemblée des trois États de Bretagne, convoquée à Rennes, pour les prier, en son nom, de lui accorder un fouage. Il rappelle les sommes considérables qu'il a coûtées la paix qu'il a cru devoir conclure avec le Roi catholique, le roi d'Angleterre et les Suisses, dans l'intérêt de son royaume et pour la tranquillité et l'avantage de ses sujets; il énumère les dépenses occasionnées par la maison de la Reine et de sa sœur, de leurs barons, seigneurs et gentilshommes, la solde de cent gentilshommes et cent archers, attachés à leur personne, la solde des mortepaies, le ravitaillement des places fortes. Rouen, 18 août 1517.

COMMISSION SEMBLABLE donnée par le même Roi au seigneur de Châteaubriant et autres seigneurs. Parmi les dépenses alléguées pour justifier sa demande, le mo-

narque cite : le rachat de la ville de Tournay, le baptême du duc d'Orléans, son fils, la solde des garnisons du duché de Milan, l'entretien de sa Maison, de celles de la Reine et du Dauphin. Blois, 7 septembre 1519.

MÊME COMMISSION donnée au comte de Laval, lieutenant-général en Bretagne, et autres officiers, pour pourvoir à l'entretien de l'armée levée contre le Roi catholique, lequel malgré tous les efforts faits pour rester en bonne amitié avec lui et la proposition de lui donner sa fille en mariage, s'apprête à envahir la France. Autun, 11 août 1521.

SEMBLABLE COMMISSION donnée au même et à d'autres officiers. François I<sup>er</sup> expose que le roi d'Angleterre, après avoir été son allié, s'est rangé du côté de l'Empereur pour lui déclarer la guerre et ruiner son royaume, principalement le duché de Bretagne, où il a déjà pillé et brûlé la ville de Morlaix. En raison de quoi il a dû faire revenir les troupes destinées à reprendre le duché de Milan, et les envoyer là où se trouvait le danger de l'invasion, « promettant bien de sy rendre lui-même pour s'y employer et exposer sa personne. » Paris, 25 août 1522.

Articles et remontrances adressés au comte de Laval par les gens des États pour la sauvegarde des droits du duché de Bretagne. Quant aux deniers demandés par le Roi, ils accordent six livres par feu, vu les grosses et urgentes affaires de Sa Majesté, ainsi « que le grand » coustaige qui pourra estre à l'inhumation du corps » de la feuée princesse de bonne mémoire, la roine » et duchesse leur souveraine Dame » (la reine Claude). 27 septembre 1524.

COMMISSION donnée au comte de Laval, dans le même but que les précédentes. Le Roi, parmi ses motifs, allègue l'entretien des nombreuses armées destinées à combattre l'Empereur élu, qui l'a contraint de signer à Madrid, pendant sa captivité, un traité honteux auquel il ne peut se soumettre, et qui retient ses deux fils, le dauphin et le duc d'Orléans en otage. Compiègne, 6 septembre 1527.

AUTRE COMMISSION donnée au sire de Châteaubriant. Les produits du fouage de l'impôt sur le vin, et l'aide seront employés à garnir les frontières d'artillerie et de munitions; à réorganiser la gendarmerie; à lever un certain nombre de légions qui seront maintenues en temps de paix comme en temps de guerre et lo-

geront dans leurs maisons ; à l'entretien du dauphin duc de Bretagne ; à solder les gages des officiers de justice et d'armée ; à solder les pensions des barons, seigneurs et gentilshommes. Longpont, 2 mai 1534.

AA. 20. (Liasse). — 32 pièces papier.

**1678-1732.** — Arrêts du Conseil d'État concernant la perception des fouages en Bretagne, 22 septembre 1678, 18 mars 1679, 11 janvier 1680, 11 octobre 1686 (1), 5 mai 1711 (copie) 20 août 1726 (2), mandement pour la levée des fouages extraordinaires de 1754 (3).

Exemption de fouages, prétendue par M. David de la Botardière, sur une métairie de Couëron, 1714 ; lettres de M. Mellier, de M. Ferrand, intendant de Bretagne, procès-verbaux, mémoires.

Réclamation de M. Moricaud de la Haye (procureur-syndic), pour être exempt de payer les fouages. 1715.

Instances de la Communauté de ville, pour obtenir que par interprétation des arrêts du Conseil et lettres patentes des 19 février et 20 août 1726, les habitants de Nantes soient maintenus dans l'exemption de fouages, conformément à leurs privilèges. Mars 1727.

Quatre mémoires sur l'exemption des fouages ; l'un entre autres « sur la question importante : si les habitants tant des villes et autres prétendus privilégiés doivent être exempts des fouages ordinaires et extraordinaires, pour les terres dont ils jouissent. » (Il s'agit de la paroisse de Saint-Sébastien contre des habitants de Nantes.) 1732 à 1736.

Arrêt de la cour de Parlement, qui maintient les habitants de la ville et faubourgs de Nantes, dans l'exemption des fouages, pour les terres dont ils jouissent par main dans la banlieue. 17 mai 1732.

#### Répartition et levée des impôts.

AA. 21. (Liasse.) — 4 pièces parchemin ; 19 papier ; 2 sceaux fragmentés.

**1553-1733.** — LETTRES PATENTES du roi Henri II, portant que tous les procureurs, avocats, notaires, leurs veuves, héritiers et autres se disant nobles, contribueront aux emprunts et subventions, qu'il lui plaira lever en la ville de Nantes. Compiègne, le 24 juillet 1553.

Lettres confirmatives des précédentes. St-Germain, 25 janvier 1554.

(1) Imprimés à Vannes.

(2) Imprimés à Nantes.

(3) Grand placard in-f° avec la mention de publication au prône de la paroisse de Saint Jean-de-Bouguenais.

Lettres patentes ordonnant l'entérinement des deux précédentes. Blois, le 2 février 1555.

LETTRES PATENTES du roi Charles IX, prescrivant que dorénavant la répartition des deniers levés extraordinairement dans la ville de Nantes et ses faubourgs, sera faite par les officiers du Roi, dans l'Hôtel commun de la ville, en présence du maire, des échevins et autres bourgeois à ce commis, et non ailleurs. St-Germain, le 31 décembre 1573. Arrêt d'enregistrement du Parlement, 27 août 1574. Requête au Roi des habitants de Nantes, maire et échevins, tendant à l'obtention des lettres précédentes.

Copie sur papier, sans date ni signature, mais du temps, des lettres patentes de Henri III, relatives à la manière dont devront se faire les levées des deniers extraordinaires. Blois, 10 février 1577.

Autre copie de lettres patentes du même prince, portant défense de faire à l'avenir des levées de deniers, sans lettres patentes dûment expédiées et vérifiées par les Trésoriers généraux de France. Paris, 20 décembre 1578.

ARRÊT du Conseil d'État, en date du 16 avril 1581, rendu sur la plainte des habitants, et portant que les subventions et emprunts extraordinaires qu'il a plu au Roi de lever, seront imposés « sur les exemptz et non exemptz, previllegez et non previllegez, sans aucun en excepter, synon les ecclesiastiques. » Dans la requête qui précède l'arrêt, on lit : que toute personne, de quelque qualité et condition qu'elle soit, doit contribuer et être cotisée, « ce que toutes foiz n'ont voulu et refuzent encore faire, plusieurs particulliers desdites villes et faulxbourgs, et pres que tous les plus riches d'icelle ville et faulxbourgs, se disans estre exsans à cause de leurs estatz et quallitez, pour estre les uns officiers de voustre Court de Parlement ; les aultres du Présidial ; les aultres de la Chambre des Compte et des Finances ; les aultres de l'Université ; les aultres de la Monnoye ; les aultres se disans estre nobles et veufves de personnes nobles encores qu'ilz tiennent estatz, et soient habitans, demourans ordinairement en ladite ville et faulxbourgs.... »

LETTRES PATENTES du roi Henri III, ordonnant que « tous indifférentement, les habitans de la ville soient taxez aux tailles, nonobstant tous privilèges ou arrestz à ce contraire. » Blois, le 16 avril 1581. Copie authentique sur papier.

Protestation de la Communauté de ville contre la contribution au ban et arrière-ban, auquel on veut soumettre les habitants malgré leurs privilèges. 1697.

Démarches faites par la Ville pour obtenir la confirmation de ses privilèges. Arrêt du Conseil du 7 septembre 1733.

**Impôts extraordinaires.**

AA. 22. (Liasse). — 4 pièces parchemin ; 1 sceau.

**1434-1485.** — Copie, sous le sceau de la Cour de Nantes, des lettres patentes, par lesquelles le duc Jean V, ordonne à son trésorier et receveur de lever « sur nos bonnes villes fermées et celles de nos pre-laz et barons qui sont franchises de fouayge, les » sommes qui ensuivent » pour pourvoir à la défense du pays, attendu « les grans maux, oultraiges et » exeix que font chacun jour sur notre peuple les » Anglois. » En cas d'opposition, le duc autorise son trésorier « de prendre et arrester des corps, ceulx » desdits habitants qu'il lui plera, jucques ad ce que » ladite taillée soit faicte. » Trente et une villes y sont désignées nominativement avec le chiffre de leur quote part. Nantes, 1,500 livres ; Guérande, 40 livres. Malestroit, le 24 août 1434.

MANDEMENT du duc François I<sup>er</sup>, qui, sur les plaintes des habitants de Nantes, défend à tout marchand refusant de contribuer aux charges, de faire le commerce et d'user de bourse commune, sous peine de 1,000 livres d'amende. Nantes, le 28 février 1447.

MANDEMENT du duc Pierre II de pareil effet. Vannes, le 26 février 1450.

LETTRES du duc François II, par lesquelles il est défendu, sous peine de concussion, amende et peine corporelle, de prendre plus de 40 deniers, sur les vins amenés au port de Nantes, de La Rochelle, Bordeaux, Bayonne et pays circonvoisins. Ces lettres furent rendues à l'occasion d'une armée navale, équipée par le vicomte Du Fou, vice-amiral de Bretagne pour protéger les marchands contre les pirates, larrons et écumeurs de mer (1). Nantes, le 12 janvier 1485.

(1) Les remontrances présentées par les marchands de Nantes indiquent qu'à cette époque les vins de Tours, Anjou, Orléans, Beaune, étaient préférés aux vins de La Rochelle et de la Gascogne, auxquels on n'avait recours que lorsque la vinée des pays d'amont venoit à manquer.

AA. 23. (Liasse). — 25 pièces parchemin ; 11 pièces papier ; 12 sceaux ou cachets.

**1523-1567.** — Copie de lettres patentes du roi François I<sup>er</sup>, donnant ordre à tous les procureurs des villes franchises de Bretagne, de se rendre au conseil et chancellerie du duché, pour assister à la répartition des 12.000 écus imposés du consentement des États, sur ces villes, pour la défense du pays. Nantes, le 29 août 1523. A la suite est l'assignation adressée à n. h. Jean Spadinc, seigneur du Housseau, procureur des bourgeois, en date du 11 septembre 1423.

ARRÊT de la Chambre des Comptes, rendu en vertu des lettres du Roi du 5 avril 1524 (y relatées), portant qu'il sera levé sur les villes franchises de Bretagne, 12,000 livres destinées à solder 130 hommes d'armes, employés, du consentement des États, à défendre le duché contre l'invasion des Anglais, et ordonnant qu'il sera procédé immédiatement à la répartition et au paiement des 3,800 livres qui incombent à la ville de Nantes. Nantes, le 29 avril 1524.

LETTRES PATENTES du même Roi, prescrivant aux habitants, même aux privilégiés, de contribuer au paiement des 12,600 livres mentionnées ci-dessus. Blois, le 4 juillet 1524.

COMMISSION, pour lever, par forme d'emprunt sur les villes de Bretagne, des sommes de deniers destinées à l'entretien des troupes envoyées contre l'Empereur. Au Camp-lez-Avignon, 12 septembre 1536 (1).

LETTRES PATENTES du même roi François I<sup>er</sup>, autorisant les habitants de Rennes, à lever certains droits sur les vins et les cidres, afin de rembourser ceux qui ont avancé leur quote-part dans les 60,000 livres imposées par mandement du 23 mars 1543, sur les villes closes de Bretagne, pour l'entretien de 2,500 hommes de pied. Fontainebleau, 27 janvier 1544.

AUTRES LETTRES du même, faisant droit à la requête des habitants des villes closes, qui « depuis six ans » en za n'ont peu ne ne peuvent faire aucun trafic ne » faict de marchandise sur la mer, comme ilz sou-loient faire auparavant. »

(1) Nantes est taxée à 4,000 livres ; Rennes 3,000 livres ; Saint-Malo et les autres villes épiscopales à 1,000 ; ce qui démontre qu'alors Nantes passait pour la ville la plus riche de la province.



Le Roi ordonne que les habitants des villes non closes, seront compris dans la cotisation des 60,000 livres levées pour l'entretien des 2,500 hommes de pied. Saint-Marc-des-Fosse, 16 juillet 1544.

LETTRES PATENTES *du roi Henri II*, rendues sur la réclamation des habitants des villes closes de Bretagne, par lesquelles il est ordonné que les 15,000 livres, (antérieurement 30 000), imposées exclusivement sur les dites villes, le soient également sur les villes non closes, les gros bourgs et bourgades. Fontainebleau, le 2 décembre 1547. Copies sur parchemin, délivrées par la cour de Nantes, pour les villes d'Auray, Fougères, Landerneau et Saint-Pol-de-Léon.

Requête adressée par les habitants de Nantes, aux membres du Conseil et de la Chancellerie de Bretagne, pour obtenir une réduction dans la part qu'ils ont à payer sur les 60,000 livres levées sur les villes closes ; « En ladite ville de Nantes, qui est bien petite ville, » ne résident grand nombre de riches habitants..... Les » terres de ladite juridiction ne sont bien peuplées, » ains la plupart sont occupées de plusieurs grandes » et spacieuses forestz du Roy et des seigneurs barons, » et quasi tout le parsus de ladite juridiction, planté » en landes, esjons (ajoncs) et brandes, terres stériles, » infructueuses, vagues et presque désertes et inhabitées..... » Au bas est mentionné la copie vidimus en date du 17 mars 1547, signé Harouys, ce qui donne la date approximative. — Procès-verbal de l'assemblée des bourgeois du 15 avril 1548, d'après lequel il est décidé qu'on enverra des députés en Cour, pour obtenir une réduction dans la quote-part de la ville aux 60,000 livres imposées, et qu'on offrira 2,000 écus.—Autre requête du même genre que la précédente datée du 27 avril 1548. Au bas est écrit : « Les sup- » plians feront toutes diligences pour paier suyvnt » les commissions qui ont à ceste fin esté expédiées, » car les affaires du Roy ne pevent porter à faire » modération. Fait au conseil dudit seigneur tenu à » Vauluissant, le 27<sup>e</sup> d'apvril 1548. »

LETTRES PATENTES *du roi Henri II*, qui défend itérativement que pour la levée des deniers d'emprunt, les habitants d'une paroisse soient obligés de payer pour ceux d'une autre. Lyon, le 20 août 1548. A ces lettres sont jointes, sous le petit scel du Roi, les premières lettres patentes, déjà rendues sur le même sujet le 5 mai 1548.

LETTRES PATENTES *du roi Henri II*, qui demande

aux villes, bourgs et bourgades de Bretagne, la somme de 60,000 livres par forme d'emprunt. Fontainebleau, le 3 février 1551. Le préambule contient l'exposé détaillé et intéressant de la situation de la France vis-à-vis de l'Europe et des nécessités politiques du moment. — Mandement de la Chancellerie de Bretagne, enjoignant aux sénéchal, alloué et lieutenant de Nantes, de procéder à la levée des 11,500 livres 6 deniers, auxquelles leur juridiction (Guérande excepté) a été taxée dans l'emprunt de 60,000 livres, pour la solde de 4 mois de 2,500 hommes à pied. Rennes, le 21 mars 1551. — Délibération du Conseil des bourgeois, en vertu de laquelle il est décidé, que vu l'impossibilité de trouver les 11,500 livres demandées par le Roi, il sera perçu un nouveau subside sur le vin vendu en détail. 25 mars 1551. — Ordre au miseur de payer les frais du voyage fait à Rennes par Jean de Mallenoe, procureur des bourgeois, pour assister à la répartition des 60,000 livres dans lesquelles la ville de Nantes est taxée à 11,500 livres 6 deniers. 29 mars 1551.

LETTRES PATENTES *du même prince*, ordonnant que tous les habitants de la ville de Nantes, y compris les privilégiés, devront contribuer à l'emprunt pour la solde des troupes. Chalons, le 23 avril 1552.

Ces lettres avaient été motivées par une requête adressée au Roi, dont copie sur papier est jointe à l'original.

AUTRES LETTRES *du même*, ordonnant à Charles Le Frère, président au Parlement de Bretagne, de procéder, avec Nicolas de Troyes, à l'emprunt de 50,000 livres ordonné sur les gens riches des villes, bourgs, bourgades, et plat pays de Bretagne, pour la solde et le licenciement des soldats étrangers recrutés en prévision de la guerre. Paris, le 23 mai 1559. — Ordonnance de Ch. Le Frère et N. de Troyes, enjoignant au sénéchal d'avoir à fournir le rôle des gens riches de son ressort, et la part que chacun d'eux peut donner dans les 9,583 livres 7<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> auxquels ils ont été taxés. Nantes, 10 juin 1559. — « Estat du » département, assiette et cottization, de la somme » de 50,000 livres tournois, ordonnée par le Roi en » la charge et généralité de Bretagne, le plus juste- » ment et également que faire c'est peu, par les » juriditions du pays et duché. » Paris, le 24<sup>e</sup> juin 1559.

LETTRES *d'Henri II*, rendues sur la réclamation des

habitants de Nantes, qui affirment ne pouvoir payer leur part des 50,000 livres, et par lesquelles le Roi accepte l'offre qu'ils lui font, de lui faciliter l'emprunt de cette somme à Lyon pour sept mois et de payer leur quote-part des intérêts. Paris, le 13 juin 1559. Le Roi y détermine comment les villes pourvoiront au paiement des intérêts, et comment s'opérera le remboursement de la somme empruntée. — Ordonnance de MM. Ch. Le Frère et N. de Troyes, prescrivant au sénéchal de Nantes de prendre, sur les deniers communs des villes de son ressort, leur contingent dans les 3,500 livres, montant pour 7 mois, de l'intérêt des 50,000 livres, laissant toutefois, à ceux qui le préféreraient, la faculté de payer leur part du capital. Nantes, le 22 juin 1559. — Délibération qui prescrit au miseur de payer dans le temps voulu la somme de 678 livres, due pour les intérêts, et s'il n'a pas la somme disponible d'en aviser la Ville quinze jours à l'avance. 29 juin 1559. — Quittance donnée à la ville de Nantes, pour sa quote-part des intérêts de 50,000 livres prêtées au Roi par la ville de Lyon, et payés par le sieur André Ruys, marchand, soit 678 livres 15<sup>s</sup>, 11<sup>d</sup> tournois. 7 décembre 1559.

LETTRES PATENTES du roi Charles IX, par lesquelles il ordonne un impôt de 15,371 livres 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> sur les habitants de Nantes, pour la solde de 100 hommes de cheval et de 200 arquebusiers à pied. Vincennes. le 7 décembre 1562.

LETTRES PATENTES du même Roi, par lesquelles il concède aux habitants de Nantes, l'autorisation de lever sur eux-mêmes une cotisation, pour aider à rembourser ceux qui ont avancé les deniers destinés aux frais de son entrée dans la ville de Nantes au mois d'octobre 1565, ainsi qu'à celle de M. de Martigues. Délibération de la Communauté de ville au sujet de l'exécution des lettres précédentes. 5 novembre 1566 (1). — Arrêt du Conseil, rendu sur la requête des Evêque, Chapitre et clergé de Nantes, qui les exemptent de la cotisation des francs-fiefs, attendu qu'ils payent les décimes et subventions du Clergé, mais les oblige de contribuer aux frais de l'entrée du Roi. Paris, 29 janvier 1567.

Copies de lettres du roi Charles IX, relatives à un

(1) Ces délibérations ne sont que des extraits des registres qui figurent à la série BB ; et, par conséquent, peuvent sans aucun inconvénient rester au dossier des affaires qu'elles concernent.

emprunt de 500,000 livres destinées à la fortification des villes et places frontières, « à l'occasion des » assemblées que nous avons entendu estre faictes ou » en délibération de faire par aucuns princes nos » voisins. » La ville de Nantes est taxée à 20,000 livres. 1<sup>er</sup> décembre 1556 ; 8 avril, 2 mai et 25 septembre 1567. Plus deux délibérations, sur la même affaire.

#### Correspondance des princes et personnages.

AA. 24. (Liasse.) — 5 pièces parchemin ; 52 sur papier ; 2 imprimées ; 9 sceaux ou cachets en bon état.

1458-1787. — 1<sup>o</sup> DEUX LETTRES du duc de Bretagne François II. La première, « escript à Nantes, le xv<sup>e</sup> » jour d'avril, » adressée « A nos bien amez et feaulx, » les gens d'église, bourgeois et habitants de notre » ville de Nantes, » pour leur mander de choisir « seix » personnaiges des habitants de notre ville de Nantes des » plus entenduz, savoir : deux de l'église et quatre » séculiers, et les faictes se rendre au xxij<sup>e</sup> jour de ce » moys d'avril en notre ville de Redon, auquel lieu » avons délibéré faire tenir notre Conseil..... » dans le but de s'opposer à l'attaque que le roi de France médite contre la Bretagne. Signé *François*. — La seconde, escript à Rennes, le iiij<sup>e</sup> jour de may..... Nos » bien amez et feaulx, nous envoions presentement par » delà notre cher et bien amé cousin et feal, le » viconte de Coetmen, et lui avons chargé vous dire » aucunes choses de par nous. Si le vueillez croire et » acouster foy, comme si nous-mesmes le vous disions. » Et atant soit Dieu qui nos bien amez et feaulx, » vous ait en sa garde. » Signé *François*, et plus bas » *Gueguen* (1).

2<sup>o</sup> LETTRE du roi François I<sup>er</sup>, mandant aux habitants de Nantes de consentir au mariage de sa fille Louise de France, avec le roi d'Espagne. 20 décembre 1516. Signé *François*, et plus bas : par le roi, *Robertet*. — Lettre du même à la reine et duchesse Claude, afin qu'elle autorise les habitants de Nantes, à donner leur consentement au mariage de sa fille avec le roi d'Espagne. 7 février 1516 (1517 N. S.). — Lettre de la reine Claude, enjoignant aux habitants de Nantes de

(1) Cette dernière lettre, nous paraît être de la main de Gueguen (Guillaume), évêque de Nantes (1500 à 1506) alors vice-chancelier de Bretagne et conseiller de François II, dont la statue tombale, œuvre de Michel Columb, existe encore, mais cachée par les boiseries de la chapelle Saint-Clair, dans la cathédrale.

donner leur consentement à ce mariage. 12 février 1516 (1517). Signé *Claude*. — *Remontrances des habitants de Nantes*, « à la royne duchesse, » présentées par un député spécial, sur les inconvénients qu'ils trouvaient à consentir au mariage de sa fille avec le Roi catholique (1).

3<sup>e</sup> LETTRE de *Susanne de Bourbon* (2), adressée « à M. le procureur du Roy à Nantes, » dans laquelle elle l'assure qu'elle fera ce qu'il lui demande dans sa lettre; datée « d'Ancenis, ce ij<sup>e</sup> jour de mars 1563. » Signée : Votre bone mestresse *Susanne de Borbon*. « Monsieur, si non que je pensois feussiez venu icy, » je vous eusse envoie ce que demandiez, que vous » aurez demain. »

4<sup>e</sup> LETTRE de *Jeanne de Bretagne*, adressée « à Messieurs, les bourgeois, manans et habitans de la ville de Nantes, » et signée : « Votre entyèrement » bonne amye : *Jehanne de Bretaygne*. »

5<sup>e</sup> LETTRE du duc de *Montpensier*, datée « de Paris, » le xxx<sup>e</sup> jour d'oust, 1572, adressée « A Messieurs » les officiers de la justice, maires (*sic*) et eschevins » de la ville de Nantes », leur annonçant les massacres de la Saint-Barthélemy. Par là, dit-il, « l'intention » de Sa Majesté est assez congneue pour le traicte- » ment qui se doit faire aux huguenots des autres » villes..... » Signé : « Voustre bien bon amy, Loys de » Bourbon » (3).

6<sup>e</sup> LETTRE du roi *Charles IX*, adressée « A nos chers » et bien amez les bourgeois, manans et habitans de » notre ville de Nantes, donnant avis du rétablisse- » ment de sa santé, et priant les bourgeois, manans » et habitans d'avoir l'œil si sougneusement ouvert, » que toutes choses puissent continuer en repos et » tranquillité en la ville de Nantes. » Vitry-le-Fran- » çais, le xii<sup>e</sup> jour de novembre 1573. Signé *Charles*.

(1) Ces pièces ont été publiées par l'abbé Travers (*Histoire de Nantes*).

(2) Fille de Louis de Bourbon 1<sup>er</sup> du nom, prince de la Roche-sur-Yon, etc... et de Louise de Bourbon, comtesse de Montpensier, seconde femme de Claude sire de Rieux de Rochefort et d'Ancenis, décédée au mois de février 1570, et inhumée aux Cordeliers d'Ancenis.

(3) L'abbé Travers a publié cette lettre, t. II, p. 441. La nouvelle édition du Livre Doré la mentionne également, t. I, p. 143 et 144. On sait qu'à Nantes, il n'y eut aucun massacre de protestants à cette époque, et que cette lettre du gouverneur de Nantes, fut tenue secrète pendant plusieurs jours, soit par le maire Harouys, ce qui semble probable, soit par le sénéchal.

7<sup>e</sup> Copie, du temps, des lettres écrites à l'Hôtel-de-Ville de Paris, « ce 30 may 1574, jour de Pen- » thecoste, sur les six heures du soir, » par le prévost des marchands et les échevins de cette ville aux maire et échevins d'Orléans, pour leur annoncer la mort du roi Charles IX, et les inviter à reconnaître son successeur. — Copie, du temps, de la lettre des maire et échevins de Saumur, du 1<sup>er</sup> juin 1574, aux maire et échevins d'Angers, pour les inviter à prévenir sur le champ les villes voisines, et notamment la ville de Nantes, ainsi qu'ils l'ont été eux-mêmes par une lettre des maire et échevins de Tours. — Lettre datée du premier juin 1574, adressée aux officiers, maire et échevins de la ville de Nantes, par « les gens de justice, maire et échevins d'Angers, » pour les prier « par bons et prudentz advis, pour- » veoir à la garde de la ville et autres places du pays, » pour les tenir en l'oboisance du roy de Pologne, » vroy et légitime successeur à la couronne. » Signé : « Vos frères et très humbles serviteurs, les gens de la » justice, maire et échevins d'Angers. J. de Lesrat, » Louet, Deslandes. » — Lettre du duc de Montpensier, aux officiers de la justice du Roi, maire et échevins de Nantes, du 2 juin 1574, pour les informer de la mort du Roi et les inviter à rester fidèles à son successeur. — Lettre de M. de Bouillé, lieutenant du Roi, pour les mêmes motifs, 6 juin 1574. — Lettre du duc de Montpensier, aux mêmes, 9 juin 1574, pour les féliciter de leur intention de se rallier au roi de Pologne. — Lettre du duc de Montpensier, aux mêmes, 18 septembre 1573, pour leur exprimer ses regrets de ne pouvoir aller tenir les États; « les af- » faires de ce pauvre et affligé royaume, vont de mal » en pis, qui me font vous prier d'autant que je » vous ay tousiours congneuz bons et fidelles subjectz » et serviteurs du Roy, monseigneur en ce bon zele » et debvoir ayant l'œil plus que jamais ouvert à la » garde et conservation de votre ville..... » Datée de Champigny. Signée : « voustre entièrement bon amy » Loys de Bourbon. »

8<sup>e</sup> LETTRE du roi *Henri III*, à Paris, le xxiiij mai 1575, adressée « à nos chers et bien amez les maire et eschevins de notre ville de Nantes, » pour les inviter à deputer « l'un des eschevins, ou principal bour- » geois et cytoien, pour entendre aucunes choses que » nous avons à luy dire pour le bien et manutention » de nostre estat et affaire. » Signé : *Henry*. — Autre du même, de Bourgueil 19 juin 1577, pour les inviter à faire bonne garde.

9° LETTRES MISSIVES *du roi Henri III* ; 16 mai 1576, annonçant aux habitants de Nantes l'édit de pacification, avec invitation à s'y soumettre ; 16 septembre 1577, à M. de la Hunaudaye, gouverneur de Nantes, lui apprenant la paix faite le 14 du même mois ; 2 octobre 1577, aux maire et échevins, leur donnant avis de l'édit de pacification ; 16 mars 1587, aux maire, échevins, bourgeois, manants et habitants, pour les inviter à lui rester fidèles, et à se conformer à son édit de réunion de tous ses sujets à la religion catholique ; 16 avril 1587, aux mêmes, pour les féliciter et les remercier de la bonne disposition et du dévouement qu'ils lui témoignent.

10° LETTRES MISSIVES *du duc de Mayenne*. L'une datée du camp de Châteauduloir, le xii mai 1589, adressée à Messieurs les maire et échevins, manants et habitants de la ville de Nantes, pour les assurer de ses bonnes dispositions à leur égard, et leur faire part des heureux débuts de la guerre entreprise contre les ennemis de la religion. Signée : « Votre entierement affectionné et meilleur ami à jamais, Charles de Lorraine. » — La seconde de Paris le ix août 1589, adressée aux maire, échevins et conseil, pour leur envoyer la déclaration publiée et vérifiée par le Parlement, et les prier de « recevoir, avec tout honneur et respect, les princes, prélats, officiers de la couronne, seigneurs gentilhommes, et chérir et embrasser les habitants desdites villes (entrées dans la confédération), comme parents, amys et compatriotes. » — La troisième, de Soissons, le xxv avril 1590, aux mêmes, pour les informer, qu'il s'occupe de renforcer son armée, et les prier de lui « envoyer gens capables, zélés et instruits ; les munir contre les faux bruits, qu'il songeroit à traiter avec les hérétiques. »

11° *Projet d'adresse à la Reine-mère et au roi Louis XIII*, à l'occasion de la majorité de ce dernier, par les maire et échevins de Nantes. 30 octobre 1614 (1).

12° LETTRE *de Louis XIII*, du 24 avril 1617, adressée à « Nos chers et bien amez les maire, eschevins et habitants de nostre ville de Nantes, » pour leur apprendre la mort du maréchal d'Ancre : « Chers et bien amez, le désir que nous avons de donner la paix à ce royaume et assurer notre personne, nous a obligés de faire arrester le maréchal d'Ancre,

» lequel s'estant mis en deffence a esté tué. Nous vous en avons bien voulu donner advis, et par la mesme depesche vous asseurer de la continuation de notre bonne volonté en votre endroit et de la confiance que nous prenons de votre fidélité. Ne faictes donc faute de la nous continuer. » Signé *Louis*.

13° LETTRE datée de Port-Louis, le 4 janvier 1631, adressée à « Messieurs les maire et eschevins de la ville de Nantes, » par François de Cossé, duc de Brissac, les assurant qu'il a fait tout ce qui lui a été possible pour les « servir au rencontre de la traitte des bleds, » et leur témoignant « les effets d'une véritable affection comme estant sans esgal. »

14° LETTRE *de Louis XIII*, datée d'Abbeville, le 12 juin 1644, adressée « A nos chers et bien amez et bien-amez (*sic*) les Maire, Eschevins et habitants de notre ville de Nantes, » pour leur faire part de la rébellion et trahison du comte de Soissons et des ducs de Guise et de Bouillon, dont les « actions sont d'autant plus infames, qu'elles les unissent à ceux qui n'ont autre fin que la ruine de cet estat ; nous voulons qu'ils soient recogneus de tous nos sujets pour en estre ennemis déclarés, si dans un mois ils ne recognoissent leurs fautes et n'ont recours à notre clémence. » Signé *Louis*. — Lettre du même, aux mêmes, datée de Reims, le 14 juillet 1644, pour leur donner avis, de la victoire remportée le 6 juillet par les troupes du comte de Soissons sur l'armée royale et de la mort de ce prince. » (1)

15° LETTRE *de Louis XIII*, datée de Paris, le 17 septembre 1642, annonçant la prise de la ville et citadelle de Perpignan, le 9 dudit mois, par les maréchaux de Schomberg et de la Melleraye.

16° LETTRE *du même Roi*, datée de Paris, le 16 décembre 1642, adressée aux maire, échevins et habitants de la ville de Nantes, pour leur annoncer la mort du cardinal de Richelieu, et son remplacement par le cardinal Mazarin. Le Roi loue beaucoup le défunt ministre, le regrette, et espère le retrouver dans la personne de son successeur.

17° LETTRE *du roi Louis XIV*, du 15 mai 1653, adressée aux maire, échevins et habitants de la ville de Nantes, pour leur apprendre la mort de Louis XIII,

(1) Ne se trouve pas au registre des délibérations.

(1) Ces deux lettres ont été publiées par l'abbé Travers, t. III, pp. 306-308.

son père, et son propre avènement au trône. — Lettre de la reine-régente Anne d'Autriche, du même mois, sans date de jour, pour inviter le maire, les échevins, et habitants à maintenir le pays en repos et tranquillité (1).

18° LETTRE de Louis XIV, datée de Paris, le 17 août 1643, pour annoncer la prise de Thionville, et ordonner « que comme nous faisons icy chanter solennellement le *Te Deum*, pour rendre grâce à Dieu de ce succès, notre intention est que la même chose se fasse en l'église cathédrale de notre ville de Nantes, et que vous ayez à y assister. »

19° LETTRE de Louis XIV, en date, à Fontainebleau, du 1<sup>er</sup> jour de novembre 1661, annonçant la naissance du Dauphin, prescrivant d'assister au *Te Deum* qui sera chanté en l'église principale de Nantes. et recommandant « de faire faire des feux de joie et tirer le canon pour marque d'allégresse et de réjouissance publique. » (2)

20° LETTRE du duc de Chaulnes, gouverneur de Bretagne, en date, à Rennes, le 10 août 1682, annonçant la naissance du duc de Bourgogne, fils du Dauphin, et prescrivant des réjouissances.

21° LETTRE de Louis XV, au cardinal-archevêque de Paris, pour faire chanter un *Te Deum*, dans l'église de Notre-Dame de Paris, en action de grâces de l'heureux accouchement de la reine; en date, à Versailles, le 14 août 1727.

22° LETTRE du roi Louis XVI, en date, à Versailles, du 10 mai 1774, adressée « à Nos chers et bien amez les officiers municipaux de Nantes, » leur annonçant la mort de son aïeul et son avènement au trône. Signé : Louis. — Lettre du duc de la Vrillière, même date, transmettant la lettre du Roi. — Lettre de M. Dupleix, intendant de Bretagne, laissant la faculté de célébrer un service pour le Roi défunt, ce que S. M. n'exige pas, mais autorisant la distribution d'une somme d'argent aux pauvres (3).

23° LETTRE du Roi, datée de Versailles, le 19 décembre 1778, adressée « à Nos chers et bien aimez les maire

et échevins de notre ville de Nantes, » pour leur annoncer qu'il écrit aux archevêques et évêques « de faire chanter un *Te Deum* dans toutes les églises de leurs diocèses en action de grâces de la naissance d'une fille dont la Reine vient d'être heureusement délivrée, » les invitant à assister à celui qui sera célébré à Nantes et à faire faire des feux de joie. Signé : Louis. — Lettre de M. Amelot, du même jour, transmettant la lettre précédente. — Lettre du duc de Penthièvre, gouverneur de Bretagne, du 21 décembre, envoyant une copie de la lettre qu'il a reçue du Roi en cette circonstance. — Exemple (imprimé) de la lettre adressée par le Roi au duc de Penthièvre.

24° LETTRES du comte de Toulouse, gouverneur; 9 avril 1756, accusé de réception d'une lettre et d'un mémoire, à lui adressé le 25 du mois précédent; 31 octobre 1759, accusé de réception et remerciements de l'envoi d'un exemplaire du plan de Nantes, par Cacaault; 15 janvier 1778, remerciements des vœux et souhaits de bonne année. — Deux lettres du duc d'Aiguillon, gouverneur; 30 novembre 1759, remerciement de l'envoi du même plan; 26 mars 1762, remerciement d'une lettre de félicitation, à lui adressée par la municipalité nantaise, à l'occasion de la grâce que le Roi a daigné lui faire. — Une lettre du marquis de Brancas, gouverneur; 26 janvier 1778, vœux pour le 1<sup>er</sup> janvier. — Lettre de M. de Pontcarré de Viarmes, intendant, 19 janvier 1738, relative à la réception à la maîtrise, dans la corporation des sergers, des frères Mac-Olif, irlandais. — Lettre de M. Caze de la Bove, intendant, 4 janvier 1778, à l'occasion du nouvel an.

25° LETTRE de M<sup>re</sup> Gilles de la Baume Le Blanc, aux maire et échevins, en réponse à celle qui lui avait été adressée à l'occasion de sa nomination au siège épiscopal de Nantes, dont il avait pris possession par procureur, le 12 juin 1668. Paris, le 20 juin 1668 (4).

26° LETTRE de remerciements de M. Kermasson, datée de St-Nazaire, 25 janvier 1772 (2).

27° LETTRE du duc de Cereste Brancas, gouverneur de Nantes; Angers, 14 juin 1787, en faveur d'un sieur Balf, écuyer « qui conduit très bien sa troupe. »

(1) Autographe. Cet évêque était l'oncle de la duchesse de la Vallière.

(2) M. Kermasson fut nommé directeur d'un établissement sanitaire, ou Lazaret, établi à Saint-Nazaire; il ne voulut accepter aucune rétribution, et la Ville lui fit cadeau d'une bourse de cent jetons, aux armes du maire, Vincent Roger.

(1) Publiées par Travers.

(2) Imprimée dans Travers. Cette lettre fut apportée par un courrier exprès qui en laissa de semblables dans toutes les villes où il passa.

(3) Le chiffre n'est pas indiqué. Un service fut célébré à la Cathédrale, le 20 mai.

**Cérémonies, entrées solennelles des ducs de Bretagne rois et reines de France.**

AA. 25. (Registre.) — In-folio ; 140 fos. Très mauvais état.

**1642-1759.** — CÉRÉMONIAL DE NANTES, commencé le 27 août 1642, fini le 15 août 1709 (1). — Décès et enterrement de M. de Belabot Moreau, conseiller-magistrat-eschevin, 27 août 1642. — Cérémonies pour la mort de la Reine mère, 16 septembre 1642. — Cérémonial pour la venue de la Reine d'Angleterre, 11 août 1644. — Arrivée de M. l'abbé de Tressan, nommé à l'évêché de Nantes, 7 décembre 1717. — Procession de la Fête-Dieu, 16 juin 1719. Arrivé à l'église de Saint-Nicolas, il a été présenté à « M. le Maire, par une petite demoiselle, » un bouquet avec un nœud de rubans blancs et » noirs (couleurs de la ville) lequell M. le Maire » a receu et a donné le sien à la place, après » avoir baizé la demoiselle sur une joue seulement. » — Réjouissances au sujet de la convalescence du Roi, 7 septembre 1721. — Tenue des États à Nantes, octobre à décembre 1722 ; lettres du Roi ; arrivée des principaux personnages, leurs réceptions, compliments, présents, visites. — Pompe funèbre de M. Turpin de Crissé de Sanzay, évêque de Nantes, 4 avril 1746. — Arrivée et réception du duc et de la duchesse de Penthièvre, 7 février 1747. — Procès-verbal concernant la procession de la fête de l'Assomption. 15 août 1750.

AA. 26. (Liasse.) — 2 pièces parchemin ; 2 pièces papier.

**1449-1450.** — ENTRÉE du comte de Richemond, Arthur de Bretagne, seigneur de Parthenay, connétable de France, 1449. — Accusé de réception de quatre pipes de vin clair et d'Orléans et de Beaune, par Pierre Du Pon, maître d'hôtel du comte. 18 juillet 1449.

ENTRÉE de Pierre II, duc de Bretagne. — Quittances de Jean Préseau et Jamet Thomas, pour

(1) Ce titre est tracé sur la couverture même du registre. Un grand nombre de pages comprenant toute la période de 1646 à juillet 1709, ont été arrachées. Plus tard la pagination des folios a été reprise à partir du folio 7<sup>e</sup>, et continuée, de même que les faits inscrits, qui s'étendent jusqu'à la date du 15 août 1759. Il a dû exister des registres, ou au moins un registre antérieur à celui-ci ; nous ne savons ce qu'ils sont devenus.

leur « deffroy d'aller à l'entrée du duc à Rennes. » Quittance de Guillaume de Montigné, pour le même motif, 14 et 12 septembre 1450. Quittance de 40 s., donnée à G. Galopin, « pour jouer le jugement » au carrefour des Changes (Nantes), à la venue et entrée du duc ». 8 octobre 1450.

AA. 27. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 2 pièces papier.

**1500.** — ENTRÉE du roi Louis XII et de la reine Anne. — Fragment de compte du miseur, sans date, « mise faicte pour faire deux galiottes, » quelles furent commandées faire... pour la venue » du Roy et de la Royne. »

AA. 28. (Liasse.) — 1 pièce parchemin.

**1505.** — ENTRÉE de la reine Anne. — Ordre au miseur, de donner « à Denys Guillard, trompette, » la somme de cent soulz tournois, qui luy a esté » tauxée et ordonnée pour ung habillement a servir » à l'advenue de la royne. 1505. » Au bas est le reçu dudit Guillard (1.)

AA. 29. (Liasse.) — 2 cahiers papier in-folio, 10 fos ; 7 pièces parchemin ; 4 pièces papier.

**1518-1521.** — ENTRÉE du roi François I<sup>er</sup> et de la reine Claude. « Mises faites par Jehan Richerot, » miseur de ceste ville de Nantes à la joyeuse venue » et entrée des Roy et Royne noz souverains seigneur » et damme en ceste ville de Nantes qui fut le » ouictiesme jour d'Aougst, l'an mil cinq cens dix » ouiet » copie en double expédition. Deux bannies faites par le trompette de ville, contenant les mesures prescrites aux habitants, en vue de l'entrée du Roi et de la Reine. Quittances de frais divers. Fragment lacéré de parchemin contenant une partie de la délibération prise le 10 avril 1518 (1519 N. S.) au sujet des lices, contrelices, perrons, échafauds qui avaient été élevés et construits à l'occasion de l'entrée du Roi et de la Reine.

(1) Le registre du miseur pour l'année 1505, manque ; mais le registre du miseur des ponts Jean Spadinc, 1504-1505, voir série DD, contient sur les mises faites en cette occasion des détails intéressants, publiés dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, mai 1875.

AA. 30. (Liasse.) — 1 registre in-folio, 42 f<sup>os</sup> ; 1 registre in-folio, 12 f<sup>os</sup> ; 4 registres in folio, 6 f<sup>os</sup>, papier ; 8 pièces parchemin ; 5 pièces, papier.

**1532.** — ENTRÉE du roi François I<sup>er</sup> et de la reine *Éléonore*. — Assemblées des Bourgeois, pour les mesures à prendre, les préparatifs à ordonner, les présents à offrir. — « Mises faictes par Mathurin » Peletier, miseur des euures et repparacions de » ceste ville de Nantes à la joyeuse venue des » roi, royne et Monseigneur le dauphin, noz souve- » rains seigneurs et dame, en ceste ville de Nantes, » le xiii<sup>e</sup> jour d'Aougst » 1532. — Mises faites pour la recherche et l'achat en Basse-Bretagne de haquenées et de levriers destinés à être présentés au Roi, à la Reine et au Dauphin. — « Mises faictes pour le fait de l'artillerie de la ville, 2 feuillets. — Copie ou extraits des délibérations du Conseil ; ordres de paiements ; quittances. — Emprunt d'une somme de 500 livres tournois à la fabrique de la paroisse de Saint-Saturnin, grosse originale avec mention du remboursement, fait le 19 juillet 1536. »

AA. 31. (Liasse.) — 1 registre papier in-folio, 8 f<sup>os</sup> ; 1 pièce parchemin ; 15 pièces papier.

**1548-1549.** — ENTRÉE de Marie Stuart, reine d'Ecosse. — Mises faites « par Jullien Poullain, rece- » veur et miseur des deniers communs, pour la » joyeuse entrée de la jeune royne d'Ecosse en ceste » dicte ville de Nantes le xxii<sup>e</sup> jour de septem- » bre 1548 ; » copie des lettres du Roi, aux bourgeois, manans et habitans prescrivait de recevoir la jeune Reine « tout ainsi que nous mesmes ; » données à Macon, le 23 juillet 1548. — Quittance du 4 janvier 1548 (1549. n. s.), de « cinquante-six livres » tournois pour ung petit coffret de nuyet, faict » en façon de bahuz couvert de drap d'or et d'argent, » à frizure sur le mestier de haulte lice... » plus 67 livres 10 sous tournois « pour ung petite mesnaige d'argent » pesant 5 marcs d'argent. — Mémoires de diverses dépenses ; mémoire de l'apothicaire pour fruits confits, citrons, oranges, dragées musquées ; du pâtissier, quittances de sommes payées.

AA. 32. (Liasse.) — 1 cahier papier grand in-folio, 20 f<sup>os</sup> ; 1 de 16 ; 1 de 14 ; 3 de 6 f<sup>os</sup> ; 1 rouleau de 1 m. 65 et 1 pièce parchemin ; 92 pièces papier.

**1551.** — ENTRÉE du roi Henri II, et de la reine

(1) Le registre du miseur 1517-1520, série CC, contient des détails importants sur cette entrée.

*Catherine de Medicis*, 12 juillet 1531. — Comptes des mises générales, détails des mises pour les échafauds, mises pour les galions et ramberges, confection de deux poëles, quittances d'ouvriers pour arcs de triomphes, étoffes, fournitures diverses, deux dessins d'arcs de triomphe, nombreuses signatures, délibération du Conseil des Bourgeois, prescrivait aux « advocatz d'être revoistuz de robes de damas ou » taffetas noyr, de soye, de velours ou satin, montez » sur mulles ou chevaux bien enharnachez et houssez » de belles houses noyres, à peine de xx marcs d'ar- » gent ; » rôles des habitants des paroisses de Saint-Nicolas, Sainte-Croix et Saint-Saturnin, convoqués au château, pour assister à l'entrée du Roi et de la Reine (il ne se trouve que ces 3 paroisses, sur les 12 que comptait alors la Ville de Nantes, les autres rôles ont été égarés). Rouleau de parchemin, contenant les délégations données par le Conseil à 12 commissaires pour s'occuper de l'entrée du Roi, de la Reine et du Dauphin, déterminer les présents : un navire d'argent doré pour le Roi, une hermine dorée pour la Reine, et régler les mises et dépenses.

AA. 33. (Liasse.) — 1 cahier papier in-folio, 82 f<sup>os</sup> ; 1 registre papier in-folio, 144 f<sup>os</sup> ; 2 id. de 12, 3 de 10, 2 de 8 ; 2 pièces parchemin ; 234 pièces papier.

Entrée du roi Charles IX à Nantes, 13 octobre 1565.

**1565-1574.** — 1<sup>o</sup> Registre «, compte des receptes et mises faictes par Guillaume Bretagne, miseur des deniers communs de la ville de Nantes, pour l'entrée faicte audict Nantes, par le roy Charles ix<sup>e</sup>, le vendredy xiii<sup>e</sup> jour d'octobre l'an qu'on disoit 1565. »

2<sup>o</sup> Registre «, papier de l'entrée du roy Charles ix<sup>e</sup>, commencé le 20<sup>e</sup> aoust 1565, finy le 24<sup>e</sup> décembre 1567. »

3<sup>o</sup> Lettre du 21 septembre (1564), de Catherine de Médicis, annonçant son arrivée pour le 6 du mois prochain ; deux lettres de Sébastien de Luxembourg, sur le même sujet, des premiers et 30 août (1565). 3 pièces originales.

4<sup>o</sup> Clefs de la Ville, façon et argenture.

5<sup>o</sup> Artillerie et boites. Mises faites.

6<sup>o</sup> Combat représenté sur l'eau.

7<sup>o</sup> Galiotte destinée à amener le Roi.

8<sup>o</sup> Gabarre pour passer le Roi aux portes de la Chebuette.

9<sup>o</sup> Haquenées achetées pour être offertes.

10<sup>o</sup> Musiciens.

11<sup>o</sup> Peintures.

- 12° Sculptures.
- 13° Échafauds.
- 14° Etoffes de passementeries.
- 15° Objets divers.
- 16° Réparations des chemins et ensablement des rues.
- 17° Vins.
- 18° Compagnies de milice bourgeoise, accoutrement des officiers, sergents.
- 19° Présents donnés aux gens de la suite du Roi.
- 20° Voyage au-devant du Connétable et du Chancelier.
- 21° Emprunts (1).

AA. 34. (Liasse.) — 3 pièces papier ; 2 cachets.

Arrivée de Henri, roi de Pologne à Nantes, 21 juillet 1573.

1° 1573. — Lettre du comte de Retz (*Albert de Gondy*), pour informer les bourgeois de Nantes de la prochaine arrivée du roi de Pologne, de M. le duc et du roi de Navarre, et les inviter à faire les préparatifs nécessaires «..... Sa Majesté m'a commandé « vous escrire qu'il n'y désire point estre faicte « entrée, mais au contraire loger dans le faulx-« bourg, en la maison de Sr André Ruys..... « le vj<sup>e</sup> de juillet 1573. Votre entièrement meilleur « et plus assuré amy, A. de Gondy »... L'adresse est ainsi conçue :

« Messieurs les meres et eschevins de la Ville de Nantes ».

2° Lettre du même sur le même sujet, datée du camp (*de la Rochelle*) le ix<sup>e</sup> jour de juillet 1573.

3° Ordre du Sénéchal de Nantes, aux maire et échevins, d'envoyer dix hommes chercher et ramener « nombre de chevaux, aucuns sellés et hanoyés, » fait prendre par ordonnance et commandement du « roy de Polloigne, de plusieurs habitans pour le » conduyre et mener avecques sa suite jusques au » lieu ou il luy plaira..... », le 13 juillet 1573, et au revers « protestation des maire et eschevins ne » recongnoistre aucuns juges dudit Nantes, pour » faire commandement et injonction pour ordonner » des deniers communs de la ville. » Copie, signé : Pasmelé.

(1). Il est d'usage de composer les liasses de 150 pièces au plus. Mais ici, les dossiers au nombre de 21, forment, un ensemble complet, qu'il a paru difficile et inutile de diviser en deux.

AA. 35. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 3 pièces papier.

1661-1662. — ENTRÉE de Louis XIV, 1<sup>er</sup> septembre 1661. — Mesures à prendre pour l'entrée du Roi ; emprunts de 20,000 fr. ; achat de vins. Arrêt de la Chambre des Comptes, enjoignant aux fermiers des impôts de verser le prix de leur ferme entre les mains du miseur nonobstant, l'opposition mise par un orfèvre, en réclamation du prix des clefs de la ville présentées au Roi.

Entrées solennelles des grands personnages, gouverneurs de Bretagne et de Nantes, évêques, intendants ; présents offerts par la ville.

AA. 36. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 4 pièces papier.

1493-1553. — ENTRÉES de Jean d'Espinay et de G. Gueguen, évêques de Nantes ; vins présentés, quittances. Vins offerts à l'archidiacre de Vannes, qui avait obtenu du Pape un pardon en faveur de l'hôpital de Nantes.

AA. 37. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 4 pièces papier.

1500-1501. — ENTRÉE de Messire Jean Jacques, (Trivulse maréchal de France). Fragment du compte des mises faites (*une feuille*). Ordonnances de payements ; quittances, l'une de « quatre potés de confitures, quelles furent présentées par messieurs de ceste dicte ville. »

AA. 38. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 pièce papier.

1518-1526. — Vins blancs de Challocé, offerts à M. de Laval, lieutenant-général du roi-duc en Bretagne, pendant l'absence de M<sup>sr</sup> d'Alençon. Ordre au miseur de lui envoyer six lamproies et un saumon (1).

AA. 39. (Liasse.) — 20 pièces parchemin ; 4 pièces papier.

1522-1540. — Vins présentés à M. de Chateaubriant ; frais pour son entrée le 1<sup>er</sup> janvier 1531, lamproies, saumons, bassins « d'argent vermeils dorés, » tableaux à ses armes placés aux portes de la ville (2).

(1) Guy XV (*dit Guy XVI*), comte de Laval de Montfort et de Quentin, baron de Vitre, la Rochebernard, Acquigny, etc., mort en 1531. — Au dos de la seconde pièce est le prix des lamproies et du saumon.

(2) Jean de Laval, fils aîné de François de Laval et de Françoise de Rieux, nommé gouverneur de Bretagne en 1513, au décès du précédent, son cousin germain. Il mourut le 11 février 1542.



AA. 40. (Liasse.) — 11 pièces papier.

**1551.** — *RÉCEPTION des ambassadeurs d'Édouard VI, roi d'Angleterre* (le marquis de Northampton, l'évêque d'Ely, les comtes de Worcester, de Rutland et d'Osmond), chargés de remettre au Roi, alors à Châteaubriant, les insignes de l'ordre de la Jarretière, et de lui demander la main de sa fille Élisabeth, pour leur maître. Lettres d'Henri II, du connétable de Montmorency, du sire de Mendose; mises faites, mémoires et quittances.

AA. 41. (Liasse.) — 4 pièces papier.

**1550-1558.** — *Vins d'Anjou et d'Orléans, donnés à M. de Gyé* (1); à M. Dugast, président au parlement de Bretagne; à M. de Châteauroux, lieutenant de Monseigneur le gouverneur de Bretagne.

AA. 42. (Liasse.) — 1 cahier papier petit in-folio, 31 f<sup>os</sup>; 46 pièces papier.

**1562-1573.** — *ENTRÉE de M. le vicomte de Martigues*, le 2 juin 1565. Comptes des recettes et mises, argent prêté par la ville à M. de Martigues; lettre de Charles IX, informant les bourgeois de la nomination de M. de Martigues au gouvernement de la Bretagne; délibérations du Conseil; mesures à prendre pour l'entrée; menu du diner; mémoires; quittances; cadeaux; noms des bourgeois qui doivent se trouver à l'Hotel-de-Ville.

AA. 43. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 7 pièces papier; cachet de M. de Bouillé.

**1564-1577.** — *DÉPENSES faites par M. de Bouillé*, lieutenant au gouvernement de Bretagne et les gens de guerre de sa suite; lettres patentes du roi Charles IX à ce sujet; lettres de MM. de Bouillé et de la Hunaudaye aux maire et échevins.

AA. 44. (Liasse.) — 3 pièces papier.

**1577.** — *TROIS LETTRES MISSIVES*; la 1<sup>re</sup> de Henri III à M. de la Hunaudaye, pour le rassurer au sujet du voyage à Nantes de M. de Bouillé; la 2<sup>me</sup> de M. de la Hunaudaye aux maire et échevins de Nantes; la 3<sup>e</sup> de ces derniers à M. de la Hunaudaye, pour lui demander ses bonnes grâces.

(1) François de Rohan, baron de Château-du-Loire, seigneur de Gyé, du Verger, etc., mort avant 1564.

AA. 45. (Liasse.) — Cahier papier in-folio, 15 f<sup>os</sup>; 58 pièces papier; cachets du duc et de la duchesse.

**1570-1577.** — *ENTRÉES du duc de Montpensier*, gouverneur de Bretagne et de Catherine de Lorraine sa femme. Visites reçues; lettres du duc et de la duchesse; Requête des maire et échevins au Roi, pour prélever sur les deniers communs les frais d'entrées; mémoires; quittances; réquisitions de meubles, états de fourniture de linge (1.)

AA. 46. (Liasse.) — Cahier papier petit in-folio, 7 f<sup>os</sup>; 3 pièces papier.

**1577-1592.** — *MÉMOIRE ET ÉTAT de ce qui sera fait pour l'entrée du duc de Mercœur*, gouverneur et lieutenant général pour le Roi en Bretagne; mises faites pour le diner: réclamations de divers marchands; lettre du duc remerciant les maire et échevins d'avoir fait prendre de ses nouvelles.

AA. 47. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 1 pièce papier.

**1611-1620.** — *LETTRÉ du duc de Vendôme*, gouverneur de Bretagne, transmettant aux maire et échevins l'approbation de la Reine-régente pour la bonne garde qu'ils font de leur ville. Lettres patentes de Louis XIII, enjoignant au gens des États de Bretagne de payer au duc de Vendôme, les gratifications que les États accordent habituellement aux gouverneurs de la province.

AA. 48. (Liasse.) — 2 pièces papier.

**1665-1671.** — *Acte notarié* par lequel la ville s'engage à payer trois mille livres au tapissier pour meubles fournis au duc et à la duchesse de Mazarin; ordonnance de paiement à la veuve de ce tapissier.

AA. 49. (Liasse.) — 4 pièces papier; cachet du maréchal.

**1690-1707.** — *ENTRÉE du maréchal d'Estrées*, gouverneur de Nantes. Lettre autographe du maréchal informant le maire qu'il « seroit bien ayse d'éviter toute sorte de cérémonie »; délibération du Bureau au sujet des présents à offrir à la maréchale; ordonnance de l'Intendant pour le paiement des frais du

(1) La première entrée devait avoir lieu en septembre 1571; mais, les préparatifs faits, le duc ne vint pas à Nantes.

La seconde se fit le 23 décembre 1572, et la troisième le 25 septembre 1576.

service funèbre célébré à Nantes à l'intention du maréchal.

AA. 50. (Liasse.) — 3 pièces papier.

**1725-1746.** — « *Compliment* » adressé par M. Mellier, maire de Nantes, à M<sup>sr</sup> de Sansay, lors de son entrée dans sa ville épiscopale. Mandement du Chapitre à l'occasion du décès de ce prélat.

AA. 51. (Liasse.) — 2½ pièces papier ; 2 cachets.

**1727.** — ENTRÉE de M. le comte de Maurepas, ministre de la marine. Correspondance entre M. Mellier, maire de Nantes, et divers personnages, au sujet des honneurs à rendre et du cérémonial à observer en cette circonstance.

AA. 52. (Liasse.) — 1 pièce papier.

**1738.** — Copie de la commission délivrée par le Roi au duc d'Orléans, pour exercer les fonctions de gouverneur de Bretagne, pendant la minorité du duc de Penthièvre.

AA. 53. (Liasse.) — 70 pièces papier (2 imprimées).

**1736-1749.** — Copie des lettres de provision de la charge de gouverneur de Bretagne pour le duc de Penthièvre. Entrée de ce prince et de la duchesse de Penthièvre ; extraits du registre des délibérations ; ordonnances du maire ; cérémonial ; illuminations ; états de logements des officiers et des chevaux ; mobiliers fournis ; mémoires ; quittances.

AA. 54. (Liasse.) — 5 pièces papier.

**1752.** — ENTRÉE du duc et de la duchesse de Chaulnes. Délibération du Conseil ; compliment adressé au duc et à la duchesse ; listes de ceux qui ont prêté ou loué des chevaux.

AA. 55. (Liasse.) — 15 pièces papier.

**1753-1765.** — ENTRÉE du duc d'Aiguillon ; extrait du registre des délibérations ; cérémonial observé ; correspondances ; frais divers et quittances.

AA. 56. (Liasse.) — 1 pièce papier.

**1769.** — État de la dépense faite pour la fête donnée à l'entrée de M. le duc de Duras, à Nantes.

AA. 57. (Liasse.) — 1 pièce papier.

**1788.** — LETTRE de M. Bertrand de Molleville, intendant de Bretagne, annonçant au maire le passage des ambassadeurs de Typoo-Saëb, et donnant des ordres pour leur réception.

AA. 58. (Liasse.) — 12 pièces papier.

**1722-1753.** — Extraits des registres des délibérations, notes, mémoires de frais faits pour la réception ou le séjour à Nantes de MM. Feydeau de Brou, de la Tour, de Pontcarré de Viarmes et Le Bret, intendants de Bretagne.

#### Fêtes et Cérémonies diverses.

AA. 59. (Liasse.) — 1 cahier papier petit in-4°, 12 f<sup>os</sup> ; 1 pièce parchemin ; 87 pièces papier

**1492-1783.** — 1<sup>o</sup> OBLIGATIONS par Vincent Durand, miseur de Nantes, de payer au nom du comte de Vendôme, « en faveur et contemplation de l'âme de » feu haute et puissante dame feu Katherine de » Luxembourg, en son vivant duchesse de Bretagne, » 60 livres aux chapitres de St-Pierre et de la collégiale de Nantes, 60 livres au couvent de Ste-Claire, 100 écus au couvent des Chartreux, et 40 livres au couvent des Carmes de la même ville. 1492. — Les quittances sont au bas ou au dos des pièces.

2<sup>o</sup> Quittance d'Estampes, héraut d'armes de la reine Anne, de six florins, à lui donnés, pour avoir apporté lettres « de la naivité d'une belle princesse. 1499. »

3<sup>o</sup> Funérailles du cœur de la reine Anne ; mises faites par le miseur de la ville et quittances. 1514.

4<sup>o</sup> Ordre au miseur de payer un écu-soleil au chevaucheur qui a apporté la nouvelle de « l'enfantement de la royne, » la reine Claude. 1521. Au bas est la quittance.

5<sup>o</sup> Ordonnance municipale pour les feux de joie et illuminations à l'occasion de la paix de Nimègue, 1678.

6<sup>o</sup> Service funèbre pour Louis XIV. Lettre du comte de Toulouse aux maire et échevins ; adjudication des fournitures pour le service ; mémoire de ce qui doit être fourni. 1715.

7<sup>o</sup> Note sur un accident arrivé à Nantes, le jour de la fête de Louis XV. 1722. La foule, en passant sur le pont de la Poissonnerie, pour voir les jeux qui se donnaient sur l'eau, fit céder le garde-fou ; soixante personnes tombèrent dans la Loire, et trois furent noyées.

8° Réjouissances à l'occasion du rétablissement de la santé du roi Louis XV; 1721, 1726, 1728, cérémonies à l'église, feux d'artifices, illuminations, jeux, festins, danses, salves d'artillerie.

9° Réjouissances à l'occasion du mariage de Louis XV. *Te Deum*, vins distribués au peuple. 1725.

10° Reconstruction de l'autel de l'église de Saint-Sébastien, en exécution du vœu fait, au xvi<sup>e</sup> siècle, par la Communauté de ville, à l'occasion de la peste. Correspondance, adjudication des travaux. 1726.

11° Réjouissances à l'occasion de la naissance de Mesdames de France. *Te Deum*, feux de joie, illuminations, banquet. 1727.

12° Réjouissances à l'occasion de la naissance du Dauphin. 1729.

13° Réjouissances à l'occasion de la naissance du duc d'Anjou. 1730.

14° Réjouissances à l'occasion de la paix entre la France et l'Empire. 1739.

15° Réjouissances à l'occasion de la paix entre la France, l'Angleterre et la Hongrie. 1749.

16° Réjouissances à l'occasion de la naissance du duc de Bourgogne. 1751.

17° Réjouissances à l'occasion de la paix entre la France et l'Angleterre. 1763.

18° Service funèbre du Dauphin. 1766.

19° Service funèbre de la reine Marie Leccinska. 1768.

20° Réjouissances, à l'occasion du sacre de Louis XVI; des victoires remportées sur les Anglais en Afrique et en Amérique; de la paix entre la France et l'Angleterre. 1776.

**Députés en Cour, chargés d'affaires de la ville.**

AA. 60. (Liasse.) — 1 cahier papier, 8 f<sup>os</sup>; 12 pièces parchemin; 64 pièces papier; 18 cahets.

**1475-1658.** — 1° André (Julien), Cousin (Pierre); délibérations du Conseil; instructions données; correspondance; état des sommes payées. 1571-1585.

2° Ballue (Mathurin); ordre au miseur de lui payer huit écus au soleil pour les frais de son voyage à Rennes. 1534.

3° De Barberé; assemblée pour son élection; instructions données; réclamations pour obtenir le remboursement de ses dépenses de voyage. 1565-1576.

4° De Barberé; Michel de la Garnison; correspondance datée de Paris. 1579.

5° Beauteemps; correspondance de Fontainebleau et de Paris; affaires de la ville; nouvelles de la Cour; nouvelles politiques. 1566.

6° Bequet; lettre datée de Bordeaux, dans laquelle il déclare, qu'étant très malade, il n'a pu s'occuper des affaires de la ville. 1622.

7° Bernard (Laurent); ordres au miseur de payer à Bernard, ainsi qu'à plusieurs autres députés avec lui vers le Roi, les frais de leurs voyages pour obtenir décharge des deniers employés aux œuvres et réparations de la ville. 1531.

8° Bertho (Julien); paiement de ses deux voyages, l'un à Dijon, l'autre à la Cour. 1529 1530.

9° Bidé; lettre datée d'Auray, au sujet des affaires de la ville (*termes très vagues*). 1627.

10° Payment de frais de poste à M. de Bignolet, pour avoir été chercher et amener à Nantes, M. du Puy du Fou, capitaine de Nantes, qui était en son château du Puy du Fou. 1548.

11° Billy (Gérardin), Thomas (Gilles); paiement de 12 écus d'or au premier, reconnaissance par le second, d'un prêt de 30 écus d'or à lui fait par Jacques de Beaune, lorsqu'ils furent « par devers le Roy, » touchant le scellé et obligation des aliances d'Espaigne. » 1493-1494.

12° Billy (Pierre); inventaire des pièces à lui confiées, détail des dépenses de son voyage à Paris et à Châlons, pour obtenir du Roi l'autorisation de lever les deniers destinés à solder les entrées du Roi et de la Reine, et de Marie Stuart. 1551-1552.

13° Bintin; rend compte dans une lettre datée de Rennes, le 3 mars 1573, d'une sentence du Parlement, qui condamne la ville à payer 1,996 l. 14 s. (*motif non énoncé*).

14° Blanchet (Jean); deux quittances de remboursement de divers frais faits par lui pour la ville. 1473-1476.

15° Bonnet (Jacques); correspondance datée de Rennes, au sujet, de l'entérinement de lettres patentes, d'un mandement contre les vagabonds, et de la poursuite d'un procès fait par la ville à Messire Robert de Chaze, commandeur de St-Jean. 1573-1587.

16° Boucher et Pouponneau; lettre de Rennes, (1574) sur divers sujets assez vagues, entre autre les dépenses des galères stationnées en Loire. 1574.

17° De Brenezay (Antoine), maire de Nantes; lettres datées de Saumur et Paris, adressées aux sous-maire et échevins, concernant la garde de Nantes, l'achèvement de la Villeneuve, le boulevard de la porte de Sauve-Tour, le parlement de Bretagne. On y rencontre des détails sur la cour du Roi. 1580.

18° Brécieux; lettre de Rennes (1599); il y est

question d'un concordat passé entre la ville et lui au sujet d'un prieuré, qui n'est pas nommé (1.)

19° Bretin (Antoine), Jallier (François); compte des dépenses, quittances de l'argent reçu pour un voyage à la Cour, (150 écus d'or), afin d'obtenir la confirmation des privilèges. 1547.

20° De Briolay; deux lettres, Angers 1604, Rennes 1615, relatives à des procès soutenus par la ville pour les fouages et contre M<sup>me</sup> de la Muce. 1615.

21° Butet et Ragaud; demande de remboursement des frais qu'ils ont fait en 1638, pendant qu'ils étaient députés pour les affaires de la ville. 1638.

22° De Castelnau; copie, par-devant notaire, d'une quittance de 300 écus sol, frais d'un voyage à la Cour pour les affaires de la ville. 1560.

AA. 61. (Liasse.) — 1 cahier papier in-folio, 8 f<sup>os</sup>; 50 pièces papier; 21 cachets.

1572-1582. — Charpentier (Rolland); correspondance avec les maires et échevins; construction de la Villeneuve, nouvelles politiques, détails sur les États-Généraux tenus à Blois en 1576 et 1579. Compte des dépenses, privilèges des maires et échevins, constitution intérieure de la Mairie.

AA. 62. (Liasse.) — 2 pièces parchemin; 9 pièces papier; 5 cachets.

1530-1582. — 1° Charpentier (Rolland), Michel de la Garnison; ces députés apprennent à Chartres que la Cour est à Lyon; demande de fonds: « nous demourons cours d'argent et loin de notre pais, car des six cens livres qui nous furent ordonnées estre princes à Paris, n'en avons reçu que trois cens cinquante; les anciens privilèges sont à la taxe de cent escus »; nouvelles de la Cour et des Huguenots. 1574.

2° Chohoneau (Martin); il a remis à Rennes toutes les lettres dont il avait été chargé. 1567.

3° Courtois (Abel), Peltier (Mathurin); état des dépenses faites à Paris, pendant leur voyage, pour rappeler au Roi une requête qui lui avait été présentée à son départ de Nantes. 1532.

4° Coustureau, secrétaire du duc de Montpensier; assurances de dévouement envers MM. de la Ville

« pour les six bouteilles de vin qu'il vous a pleu m'envoyer, »; nouvelles du siège de Lusignan; traites foraine. 1579-1580.

5° Cyron (François); ordre de paiement et quittance des dépenses de son voyage en Cour, pour obtenir le maintien du parlement à Nantes. 1530.

AA. 63. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 17 papier; 9 cachets.

1500-1602. — 1° M. Dain, avocat à Paris; continuation des fortifications de la Villeneuve; procès intenté par les boulangers à la Municipalité et aux Administrateurs de l'hôpital; détails sur le baptême, à Paris, du fils de M. de Montbazon, gouverneur de Nantes. 1601-1602.

2° Daulfy (Julien); achat d'un cheval et de son « harnois, » pour le voyage à la Cour; mécontentement du président de l'Isle pour la mauvaise réception faite à sa femme à Nantes; procès entre le maire, les échevins et les juges-consuls au sujet de leurs attributions respectives; arrivée à Nantes du gouverneur; réception. 1561-1580.

3° Daulfy et Lorient; notes de frais et dépenses; quittance; élection des députés chargés d'aller supplier le Roi de prolonger les privilèges de la ville et la perception des octrois. 1561-1563.

4° Daulfy et Pillays; annonce de l'obtention d'un arrêt contre « le presche de la Religion; » démarches au sujet des octrois et du paiement des dettes de la ville, sans date.

5° Daulfy et Salmon; quittance de sept cents livres tournois, à eux allouées pour aller à la Cour « tant pour le fait de la Religion que pour obtenir lettres du Roy pour faire les taxes des deniers que doivent les habitants de Nantes. » 1563-1566.

6° Delaville (Jean); ordre au miseur de lui payer douze écus pour « partie de son deffroy du voeage où l'envoions presentement à Blays (Bloys) devers la Roynne, touchant l'apeticement. » Au bas est la quittance. 1500.

AA. 64. (Liasse.) — 79 pièces papier; 9 cachets.

1576-1587. — M. Denis; secrétaire du Roi à Paris; comptes de sommes à lui dues par la ville; lettre au maire et échevins au sujet de l'artillerie et des munitions fournies aux camps établis en Poitou; nouvelles des États de Blois; renseignements sur le nouveau Conseil formé par le Roi, sous le nom de Conseil d'État; procès avec les juges-consuls;

(1) Ce doit être le prieuré-cure de Saint-Julien-de-Vouvantes, annexé au collège de Saint-Clément. — Voir plus bas, AA. 68, n° 5.

création de l'ordre du Saint-Esprit ; gages de M. Denis, pension que lui fait la ville ; règlement établi par le Roi « de l'ordre de sa maison , et département des provinces à deux dudit Conseil, les sieurs de Lyen et de la Mothe Feneslon ont la Bretagne ; » lettre donnant avis au maire, d'une ligue entre les protestants et le roi d'Espagne , des mauvaises intentions de Messieurs de Guise, précautions à prendre ; détails sur les événements politiques, la ligue, les levées d'armées, les fortifications de Nantes : renseignements sur les officiers des monnaies. « la monnoye de Nantes est à la disposition de la Roynie de Navarre ; » démarches pour obtenir la continuation des octrois ; commerce ; approvisionnements de la ville.

AA. 65. (Liasse.) — 1 cahier papier in-folio, 20 f<sup>os</sup> ; 1 pièce parchemin ; 17 pièces papier ; 4 cachets.

**1494-1610.** — 1<sup>o</sup> Desbochaux (Richard) ; ordre au miseur de payer huit livres tournois, frais d'un voyage à Châteaubriant, pour les affaires de la ville. Au bas est la quittance. 1548.

2<sup>o</sup> Des Rigaudières (Jacques Dachon sr) , sous-maire ; lettres en termes très vagues datées de Paris, sur les affaires de la ville ; nouvelles de la guerre et de la Cour. 1610.

3<sup>o</sup> Drouet (Geoffroy), Mallenoe (Jean) : compte de cent cinquante écus soleil dépensés par eux pour faire « voyage à la Cour pour les affaires de mes dits seigneurs. » 1550.

4<sup>o</sup> Drouet (neveu du précédent), lettres écrites de Toulouse, sans importance. 1565.

5<sup>o</sup> Philippe du Bec (évêque de Nantes) ; lettre autographe datée de Paris, assurant les maire et échevins, qu'il sera bon solliciteur, et leur enverra ce qu'ils désirent. 1585.

6<sup>o</sup> Dubot (Guillaume) : mises faites pendant un voyage à la Cour pour les affaires de la ville. 1587.

7<sup>o</sup> Du Cellier, sénéchal de Nantes ; frais d'un voyage à Vannes, pour former opposition en Parlement contre la requête des habitants de Rennes, tendant à ce que la Chancellerie de Bretagne résidât exclusivement dans cette dernière ville ; frais d'un voyage à Amboise vers la reine Anne ; quittances. 1494-1498.

8<sup>o</sup> Duhoussay (Jean sr de la Clérissaye) ; frais d'un « voyage à la Cour pour les affaires de la ville ; » quittance. 1563.

9<sup>o</sup> Duluc (Jean) ; procureur des bourgeois, Biré (Michel) ; députés à la Cour pour diverses affaires

de la ville comptes de leurs dépenses, prix de copies d'actes, de consultations d'avocats, de signatures, quittances. 1557-1559.

AA. 66. (Liasse.) — 1 cahier papier in-folio, 12 f<sup>os</sup> ; 3 pièces parchemin ; 26 pièces papier ; 12 cachets.

**1501-1621.** — 1<sup>o</sup> Gaudin de la Chauvinière (Guillaume) ; greffier d'office de Nantes ; quittances pour informations faites et « mises du voyage que je voys promptement et présentement faire à la Cour pour les habitans dudit Nantes. » 1561-1562.

2<sup>o</sup> Gazet (Jean) ; lettres datées de Rennes, concernant un procès au Parlement, soutenu par la ville contre les Administrateurs de l'hôpital. 1585.

3<sup>o</sup> Girault, sr de Clermont ; lettre datée de Paris, détails sur une entretien avec le maréchal de Retz, au sujet de la construction de la Villeneuve ; sentence du sénéchal de Nantes, condamnant la communauté de ville à payer les frais de deux voyages faits par le sr Girault « par délibérations desdits maire et eschevins. » 1578-1581.

4<sup>o</sup> Grandamy ; lettre des maire et échevins lui annonçant « que son séjour par delà n'est plus nécessaire. » 1621.

5<sup>o</sup> Gravoil (Antoine), Martin (René) ; élection de ces deux députés pour aller en Cour ; « on dit quelques esmotions avoir esté au pays de Languedoc, touchant la religion , et dit l'on qu'il a esté tué sept ou ouiet vingt personnes de nostre relygion par les huguenotz. » Annonce d'un arrêt rendu contre les « marchands fréquentants la Loire, quel arrest est fort facheux aux huguenots d'Orléans. » Colère du gouverneur vers lequel on envoya une députation aux Essarts. « Nous pladoyons fort et ferme contre notre dit juge criminel. » Nouvelles diverses, on vient de perdre un receveur des tailles de Paris, et un trésorier des guerres ; « un homme tudesque fait (*faillit*), de tuer un conseiller du Chastelet nommé M. de Chastillon ; et pensant le tuer tua sa mule. » « Je prie Dieu me faire cette grâce de faire chose qui soit agréable et profitable à toute la République nantaise, vous promettant de y faire plus que pour moy. » Compte des frais de voyage. 1566-1575.

6<sup>o</sup> De Kermainguy ; ordre du miseur de donner une gratification de vingt écus soleil, comme récompense de ses peines et soins dans le voyage fait à Saint-Germain, pour obtenir la confirmation des privilèges de la ville. 1527.

7<sup>o</sup> Guillery (Jean) ; instructions à lui données ;

lettre très vague sur les affaires de la ville, adressée de Champigny « à Monseigneur le maire de Nantes. » 1577.

8° Guischart (Jacques); ordre au miseur de lui payer la somme ordonnée pour son voyage à la Cour au sujet des Aides. Quittances. 1501-1503.

AA. 67. (Liasse.) — 2 cahiers papier in-folio, 4 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 1 de 8, 1 de 12; 4 pièces parchemin; 35 pièces papier; 20 cachets.

1529-1647. — 1° Harouys (Olivier); Peltier (Mathurin); mis<sup>es</sup> extraordinaires de leur voyage à Fontainebleau pour les affaires de la ville; « savoir : argent ou lieu de l'appetissement et pour faire garder estat aux chartes de la résidence du Conseil. » Ordre au miseur de leur bailler, sauf règlement ultérieur, 200 livres tournois. 1531.

2° Harouys (Louis), mair<sup>e</sup> de Nantes; lettres adressées de Compiègne par le maire « A Messieurs du corps de ville, » au sujet de l'affaire de la traite domaniale. 1624.

3° Harouys (Jean); ordre au miseur de lui payer quarante-six écus, prix de deux voyages faits vers M<sup>sr</sup> le gouverneur, pour les affaires de la ville. Quittance au bas. 1564.

4° Kervela (Gilles); quittance de huit livres, outre douze écus, à lui soldés « pour salaire d'avoir vacqué par le temps de dix jours, en la ville de Poytiers, pour les affaires de la ville. » 1532.

5° De la Tullaye (René), maire de Nantes; lettres de Paris adressées par le maire, sur la suite donnée au Conseil du Roi à la requête concernant les deniers patrimoniaux, la réformation des domaines, l'autorisation de rendre l'Erdre navigable jusqu'au port Communeau, la jouissance des loges et places vagues. 1629-1630.

6° Laubier (Guillaume); lettres datées de Rennes, relatives aux dépenses énormes qu'occasionnent à la ville, le passage des troupes, « conduite et montemantz de canons, et aultres particuliers fraiz. » 1574.

7° Le Bozec (Julien); ordre au miseur de lui payer trente livres, ainsi qu'à Jean Vivien et Étienne Rivière, députés « devers le sire de Chasteaubrient, » pour luy porter lectres et luy remonstrer les affaires « et nécessités de ceste dicte ville. » 1531.

8° Le Feuvre (Philippe); état des frais faits à Paris pour l'obtention des privilèges des francs-fiefs et nou-

veaux acquêts; lettres sur les affaires de la ville. 1563-1574.

9° Le Fourbeur; mémoire des articles qu'il doit présenter au Roi; la ville est endettée de plus de 20,000 livres, les ponts et plusieurs maisons ont été emportés par les inondations; il doit supplier le Roi de renoncer à prendre pour l'arrenter « une place appelée le Bouffay, où est le marché public et le siège de la justice ordinaire... » requêtes, lettres sur les affaires de la ville, quittances. 1561-1581.

10° Le Marié; lettres de Rennes relatives à la confirmation des privilèges de Nantes; et au serment que les pères des pauvres viennent d'être condamnés à prêter devant le Bureau. 1603.

11° L'Enfant-Dieu; se charge, à Paris, des affaires de la ville, moyennant deux cents livres par an; accuse réception de divers documents à lui adressés; exprime ses regrets de ce que la ville l'ait remercié de ses services. 1574-1575.

12° Léonard, sr de la Rablais; lettre de Paris, dans laquelle il parle, en termes très vagues, d'un procès entre la ville et le sénéchal. 1647.

13° Le Pelletier; instructions à lui données; union de l'office de connétable aux fonctions de maire; attribution de la police au maire; choix d'un principal du collège de Saint-Clément; achats de poudres, de jetons, de fournitures de bureau; lettres. 1578-1585.

14° Lorient (Michel), Adam, Dugué, Thevin et Dubot; lettres de Poitiers et de Paris, contenant des nouvelles très peu explicites sur les affaires dont ils sont chargés, et qui semblent cependant se rapporter au séjour à Nantes du Parlement et de la Chambre des comptes, que réclamait la ville de Rennes. 1577-1586.

15° Loyson (Jean); ordre au procureur-syndic de faire venir à la Maison Commune le sieur Loyson, ci devant député à la Cour, pour rendre compte de sa mission et de ses dépenses. 1576.

AA. 68. (Liasse.) — 4 pièces parchemin; 85 pièces papier; 23 cachets.

1518-1605. — 1° Mahé (Jean-Paul), ancien sous-maire en 1573 et 1574; instructions à lui données; informations à prendre à Paris, au sujet d'une bourse commune; demander l'interdiction du transport des blés hors de Nantes, « attendu que la ville et conté de Nantes est un port où y habitent grand nombre de peuple, ville de frontière qui doit toujours être munye

de bledz, voire pour troys ans au moins; » choix d'un professeur pour le collège; lettres sur la marche que suivent ces affaires à Paris. 1577.

2<sup>o</sup> De la Maillardiére et Rousseau; vingt copies d'une circulaire du maire et des échevins, priant d'accueillir favorablement ces deux députés de la ville. 1577.

3<sup>o</sup> Marcel (G. S<sup>r</sup> de Maupas); instructions à lui données; lettres de Paris, adressées au maire, relativement aux affaires dont il est chargé. 1599.

4<sup>o</sup> Martin; lettres de Rennes et de Paris; procès contre les marchands d'Orléans; détails divers. 1566.

5<sup>o</sup> Michel de la Garnison (Louis); nouvelles de la Cour; à l'occasion des noces du duc de Joyeuse, « toutes les princesses et grandes dames s'assemblerent hier à Saint-Maur-des-Fossez, et tindrent leur synode » pour délibérer de leurs habitz et de la mariée; » adresses des messagers habituels de Nantes à Paris; « le Roy à présent ne signe point, et ne songe qu'à baller et dancer; » demande de fonds pour la reconstruction des ponts; démantèlement de la place de Montaigu; affaire de la châtellenie de la Musse et de M. de Vieillevisigne; ajournement de l'Administration, pour s'entendre condamner à payer au sieur Michel les frais déboursés par lui pour le maintien du Parlement à Nantes, entre autres 6,000 liv. qu'il a payé pour la ville au duc de Montpensier; requêtes, états de dépenses. 1560-1588.

6<sup>o</sup> Michel de la Garnison (Jacques); dispositions bienveillantes, envers la ville, du duc de Montbazou, qui se plaint « de ce que vous (les échevins) ny monsieur le mayre, qui est à présent en charge, ne luy avez escript pour responses à ses lettres; » procédures contre la duchesse de Mercœur; procès du clergé contre l'annexion de la cure de Saint-Julien-de-Vouvantes au collège de Saint-Clément. 1601-1605.

7<sup>o</sup> Morin (Bertrand), Motel (Jean); état des frais d'un voyage à la Cour pour la prorogation des franchises et de la perception des deniers communs, à l'occasion des 10,000 livres demandées à la ville pour la rançon des enfants de François I<sup>er</sup>, prisonniers en Espagne; ordres de paiements; quittances. 1528.

8<sup>o</sup> Morin et Rocas; inventaire des chartes remises au président Morin, chargé d'aller en Cour pour les privilèges de la ville; lettres concernant les démarches faites à ce sujet. 1580.

9<sup>o</sup> Mottay (Julien), Poullain (Julien); quittance

du 1<sup>er</sup>, de 150 l. tournois pour le voyage qu'il a fait à la Cour « avecques deux hommes et ung lacquays pour le faict de l'abolition de l'imposition et trecte foraine; » taxe imposée au 2<sup>o</sup> de 153 l. tournois, à raison de 60 sous par jour, pour le même motif. 1552-1554.

10<sup>o</sup> Motay (Jean); ordre au miseur de lui compter 120 l. pour le voyage qu'il doit faire avec le sénéchal à Angers, « par devers le Roy, pour aucunes affaires nécessaires pour le pays de Bretagne. » 1518.

11<sup>o</sup> Myron de la Grange; procès contre le duc de Mercœur; désordres à Nantes, le jour de la Fête-Dieu; nouvelles de la Cour; débats de préséances; détails sur le jugement du maréchal de Birou; extraits des centuries de Nostradamus, deux épitaphes sur la mort du maréchal. 1601-1602.

AA 69. (Liasse). — 1 cahier papier in-folio, 8 fo<sup>s</sup>; 5 pièces parchemin; 30 pièces papier; 16 cachets.

1490.-1622. — 1<sup>o</sup> Pasquier (Pierre); lettre relative à un procès intenté par la ville au président de la Grossetière. 1578.

2<sup>o</sup> Peltier (Mathurin); paiement des frais de voyage de ce député chargé d'aller au nom de la ville vers le seigneur de Châteaubriant, gouverneur, pour obtenir « les mandements du lac de Grand-Lieu, » c'est-à-dire le dessèchement du lac. 1534.

3<sup>o</sup> Pero (René), prévôt de Nantes; ordre au miseur de lui compter trente livres « à valoir sur son deffroi, » dans le voyage qu'il doit faire, avec le maréchal gouverneur de Nantes, vers le Roi, pour les affaires de la ville. 1490.

4<sup>o</sup> Poullain (Robin); ordre au miseur de lui compter « dix escuz pour partye de son deffroy de voyage devers la Royne nostre souveraine Dame » (la reine Anne). 1503.

5<sup>o</sup> Poullain (Louis); quittances de 115 livres tournois « pour employer aux fraix et mises du voyage que je voys presentement faire à la Cour, pour les bourgeois, manans et habitans dudit Nantes; » lettre contenant des détails sur les États tenus à Blois en 1577, « la guerre est toute seure. » 1561-1577.

6<sup>o</sup> De la Ragotière (Dachon), procureur-syndic; il rend compte de ses nombreuses démarches pour obtenir gain de cause dans un procès que la ville soutient contre le sieur de la Chaussée-Laubier et divers autres particuliers, au sujet de fournitures de poudres,

blés et pain faites aux troupes de sire de Nevers ; il se plaint beaucoup de la mauvaise volonté de M. de Maupeou à l'égard de la ville ; démarches près du gouverneur et du Roi pour le rétablissement de la Mairie de Nantes. 1600.

7° Rivière (Étienne) ; ordre au miseur de lui compter 17 livres, 10 sols, pour le voyage qu'il doit accomplir « devers Monsieur le Général de Bretagne pour la descharge de ceste dicte ville ; » autre, de 15 écus soleil pour lui et Jean Spadinc, procureur des bourgeois, pour « avoir esté porter lettres de par Messieurs de ceste dicte ville à la Roynne nostre souveraine Dame (la reine Claude), et à Madame la Régente, pour les supplier et requérir » que la somme de 12,000 livres tournois, imposée par le Roi sur les villes franches de Bretagne, ne soit pas levée sur la ville de Nantes. 1519.

8° Salmon (François) ; ordre au miseur de lui compter 100 écus ; comptes de ses dépenses, parmi les divers articles on remarque « 24 liv. 8 sols de mise pour huit lamproyes achaptées à Saint-Germain-en-Laye, pour donner aux seigneurs cy-après nommez, savoir est : à M. le garde des seaux quatre, à M. d'Estampes deux, et à M. de Gié deux ; » pour lui, son homme et deux chevaux pendant 124 jours, 372 liv. tournois ; lettres sur les difficultés que fait M. de Sanzay aux maire et échevins. 1554-1565.

9° Sandon de la Justonnière ; inventaire des pièces à lui remises pour le voyage qu'il va faire relativement aux dettes de la ville ; lettres de lui et du sieur Blanchard. 1607-1608.

10° De Sanzay, gouverneur de Nantes ; quittances des dépenses de son voyage et des frais faits par lui pour la ville. 1562.

11° Tourayne (François), procureur-syndic ; offre de 350,000 liv. faite par la ville pour la révocation de trois édits de nouvelle création, somme jugée insuffisante à Paris et refusée. 1621. Indications assez vagues sur un procès soutenu par la ville contre le sieur des Morandières pour la location d'un corps-de-garde. 1621.

12° Touzelin (René) ; inventaire de pièces à lui confiées ; lettre datée de Mont-de-Marsan, le 20 juillet 1565, nouvelles de la Cour, détails sur les démarches faites par lui près de divers personnages. 1565.

13° Villet, secrétaire du comte de Bouillé ; accompagné de M. François de Bruc, il présente une requête

au Conseil du Roi à Paris (sujet non indiqué) ; détails très-vagues sur plusieurs autres affaires dont il est chargé ; lettre de M. de Bouillé priant l'Administration de régler le compte de son secrétaire. 1567-1571.

AA. 70. (Liasse.) — 2 cahiers papier in-folio, 8 f°s ; 1 de 6, 1 de 5 ; 8 pièces parchemin ; 13 pièces papier.

1492-1578. — PROCURATIONS données à divers personnages pour s'occuper des affaires de la ville ; prix d'expéditions d'actes, d'écritures, de lettres pour la ville ; mises faites pour les affaires de la ville ; sommes payées « pour récompenser ceulx qui peinent et travaillent chacun jour pour le bien repos et soulagement de la chose publique. »

AA. 71. (Liasse.) — 2 cahiers papier in-folio, 4 f°s ; 2 pièces parchemin ; 53 pièces papier.

1533-1786. — 1° NOMINATIONS (antérieures aux Registres des délibérations) de députés de la ville chargés d'assister aux États de Bretagne ;

2° Nominations de députés (extraits des Registres des délibérations) ;

3° Listes des députés aux États. 1579-1746 ;

4° Lettres des ducs de Penthièvre et d'Aiguillon, pour aggréger aux députés différents personnages ;

5° Ordre du Roi pour l'élection des députés, procès-verbaux d'élections.

AA. 72. (Liasse.) — 1 cahier papier in-folio, 4 f°s, 49 pièces papier ; 3 cachets, dont un avec armoiries, et 4 obtenus au moyen de pièces d'argent (Louis XV), frappées à la monnaie de Nantes.

1500-1767. — 1° INSTRUCTIONS données aux députés de la ville aux États de Bretagne ;

2° Correspondance des députés ; Bouhier de la Brégeolière ;

3° Du Chatellier-Lyrot ; 4° Fontenay-Prudhomme ;

5° Hubert ; 6° Laubier et Rousseau ; Lebreton (Michel) et Roux ; 7° Libault ; 8° Sauvaget ; 9° Souchay et Bretineau. ( Cette correspondance est fort peu intéressante, et ne donne que des détails généraux.)

AA. 73. (Liasse.) -- 1 pièce parchemin ; 39 pièces papier.

1556-1762. — Frais, travaux, préparatifs, mesures de police à l'occasion de la tenue des États de Bretagne, à Nantes, et à Ancenis.



AA. 74. (Liasse.) — 86 pièces papier ; 20 cachets.

**1475-1784.** — LETTRES de convocations aux États. Lettres du duc François II, aux habitants de Nantes, pour les inviter à nommer des députés ; lettres de François I<sup>er</sup>, Charles IX, Catherine de Médicis, Henri III, Henri IV, Louis XIII, Louis XIV, Louis XV, Louis XVI, des ducs de Montpensier, de Mercœur, de la Meilleraie, de Mazarin, de Chaulnes, d'Aiguillon, de Penthièvre.

AA. 75. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 50 pièces papier, dont 7 imprimées.

**1574-1790.** — 1<sup>o</sup> RÈGLEMENT sur les assemblées des États de Bretagne, nominations, préséance, privilèges des députés ; 2<sup>o</sup> sur l'élection du président du tiers ; 3<sup>o</sup> lettres patentes ; 4<sup>o</sup> emprunts accordés aux États ; 5<sup>o</sup> preuves de noblesse exigées pour l'entrée ; 6<sup>o</sup> demandes pour pensions, secours, emplois ; 7<sup>o</sup> refus de la commission intermédiaire de continuer ses fonctions.

AA. 76. (Liasse.) — 28 pièces parchemin ; 15 pièces papier.

**1475-1606.** — Dépenses payées aux députés de la ville envoyés aux États. Quittances données par eux.

AA. 77. (Liasse.) — 1 cahier papier in-folio, 14 f<sup>os</sup>, 1 de 8 ; 11 pièces papier.

**1551-1621.** — Remontrances et sollicitations adressées au Roi par les États de Bretagne.

AA. 78. (Liasse.) — 1 cahier papier in-folio, 22 f<sup>os</sup> ; 1 cahier 14 f<sup>os</sup> ; 1 cahier 8 f<sup>os</sup> ; 2 cahiers 6 f<sup>os</sup> ; 8 pièces papier.

**1576-1588.** — Député nantais, non admis aux États généraux de Blois. États généraux de Blois ; doléances des habitants de Nantes ; discours et ordonnances du Roi. Détails sur ces États. Copie sans date (xvi<sup>e</sup> siècle), des remontrances faites par les États de Normandie, sur l'état de ruine de cette province.

VILLE DE NANTES  
(DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE)

INVENTAIRE-SOMMAIRE  
DES  
ARCHIVES COMMUNALES ANTÉRIEURES A 1790.

SÉRIE BB.

ADMINISTRATION COMMUNALE.

Délibérations et Assemblées du Conseil des Bourgeois.

BB. 1. (Liasse). — 17 pièces parchemin; 5 pièces papier.

1449-1499. — Vins de Beaune et d'Orléans, offerts à M<sup>sr</sup> de Richemond, connétable de France, pour certaines choses qui touchent et concernent le bien de la ville. — Ordre au miseur de payer les frais faits par Guillaume de Montigné, procureurs des bourgeois et autres gens notables, envoyés pour assister à l'entrée solennelle du duc Pierre II, à Rennes. — Assemblée en la maison de Jamet Thomas, sieur du Saz; rabais accordé aux fermiers des devoirs à l'occasion de la guerre et de la mortalité; indemnités pour travaux exécutés ou pertes éprouvées. — Nominations de Lambert Tanniou, comme garde de l'artillerie de la ville — Nomination de Jean Durant, comme barbier de la ville, à l'occasion de la peste; mesures prises à ce sujet; hôpitaux temporaires, 1484. — Immunités accordées à des marchands espagnols, pour des balles de laines employées et perdues pendant le siège de Nantes. — Achat de salpêtres, pour la défense de la ville contre les Français, 1487. — Élection et institution de M<sup>e</sup> Jean Hubert comme procureur-syndic. — Délibération en vertu de laquelle Guillaume Paticier, miseur, et Vincent Durant, contrerolle, sont maintenus dans leurs offices jus-

qu'à ce qu'ils aient été remboursés des avances par eux faites pour la construction de deux navires; du port de 1,000 tonneaux chacun, fournis au Roi. — Pension de Jacques Clate, professeur de droit à l'Université de Nantes.

BB. 2. (Liasse.) — 26 pièces parchemin; 8 pièces papier  
1 sceau fragmenté de 1501.

1500-1539. — Cadeaux à offrir à Messire Jean Jacques (Trivulse); galiottes construites pour la venue du Roi et de la Reine. — Nomination de sergents pour fermer les maisons des malades de la peste, « avec un certain sceau qui pour ce faire leur sera baillé. » — Pension de 12 livres accordée au trompette de ville. — Augmentation des pensions accordées aux pères des pauvres, en raison de la grande mortalité causée par la peste. — Délibérations relatives à l'établissement du collège de Sainte-Croix. — Refonte d'anciennes pièces d'artillerie, à « la façon de maintenant. » — Nomination de députés aux États de Bretagne, paiements de leurs dépenses.

BB. 3. (Liasse.) — 41 pièces parchemin; 48 pièces papier.

1542-1568. — Nominations d'administrateurs de l'hôpital. — Quêtes pour les pauvres. — Archers

du château envoyés chez ceux qui n'ont pas payé la taxe des pauvres. — Mesures et ordonnances de police. — Délégués à l'assemblée des marchands fréquentants la Loire, à Orléans. — Achats de salpêtres. — Paiements des frais faits lors d'un incendie, à la Corne-de-Cerf. — Achat de tapisseries pour la ville; réception de Marie Stuart. — Hôpitaux gouvernés par des laïcs; élection d'un maître des monnaies. — Réception d'Henri II et de Catherine de Médicis. — Emprunt de 60,000 livres, fait par le Roi, sur les villes closes. — Proposition d'adresser au Roi une demande d'élire un maire. — Levée de 16,000 livres, promise au Roi, pour l'extinction de la traite foraine. — Dons de diverses sommes, entre autres aux Saintes-Claïres, avec ordre de recevoir comme de coutume « les jeunes filles de la ville et forsbourgs, pour les endoctriner et leur apprendre leurs créances et heures. » — Nomination, comme architecte de Bretagne, de M<sup>e</sup> Jean de Lorme, en l'absence de Philibert de Lorme, son frère. — Voyage de dame Françoise d'Astoudille à la Cour pour les francs-fiefs. — Démarches pour le maintien du Parlement à Nantes. — Achat de corcelets et morions.

BB. 4. (Registre.) — Petit in-folio, 402 f<sup>os</sup>, papier (1.)

1555-1562. — Assemblée en la maison commune, pour recevoir les comptes de Julien Poullain, receveur et miseur. — Protestations contre la nomination d'un payeur spécial pour les gages des juges présidiaux. — Institution de François Germont en qualité de « M<sup>e</sup> maczon, des eupvres de la ville. » — Copie des lettres et titres, sur « le pappier rouge, » les originaux devant être déposés au coffre de la ville. — Sergent de ville privé d'une demi-année de ses gages pour n'avoir pas averti les habitants de se trouver à l'assemblée; injonction à tous les sergents de porter à l'avenir « les robes et livrées de la ville, avecques les bastons et autres armoyries accoutumées. » — Nomination de Jean Rochereul à la connétablie de Nantes, par le roi Charles IX.

#### Délibérations de la Mairie de Nantes.

BB. 5. (Registre.) — Petit in-folio, 148 f<sup>os</sup>, papier.

1565-1567. — Premier livre de la Mairie de la ville de Nantes, auquel sont contenues les ordonnances

(1) Ce registre a été formé par les feuilles volantes sur lesquelles le greffier rédigeait les procès-verbaux des séances du Conseil.

faites par MM. les maires et échevins. — Prix des blés. — Police des boulangers, bouchers, saisies de pain n'ayant pas le poids. — Legs de 300 livres fait aux pauvres par Antoine de Mirande, échevin, décédé. — Ordonnance prescrivant aux échevins de se trouver aux réunions de l'Hôtel-de-Ville, sous peine de 30 sous d'amende. — Institution des administrateurs des ladres. — Achat d'une horloge sonnante pour l'œuvre des ponts.

BB. 6. (Registre.) — In-folio, 38 f<sup>os</sup> écrits, sur 200; papier.

1567-1568. — Second livre (sans titre.) — Les noms du maire et des échevins présents sont inscrits, en tête des procès-verbaux. — Ordre au miseur de délivrer 15 livres à M. de Sanzay, pour envoyer un homme vers le gouverneur, afin de l'informer « des entreprises et desmenagements que font ceux de la religion réformée en ceste ville de Nantes et es environs, » folio 18. — Règlement de la police observé à Paris, donné par Charles IX, le 22 avril 1568. — Deux lettres de Cardin de Vallence, fontainier de Tours, pour une fontaine projetée à Nantes. — Commissaires et ordonnances pour les fortifications.

BB. 7. (Registre.) — In-folio, 64 f<sup>os</sup> écrits, sur 200; papier.

1568. — Papier du greffe, commencé le 2 janvier 1568, fini le 28 décembre dudit an. — Ordonnance pour faire inventaire des lettres et enseignements de la ville, qui seront ensuite placés dans un coffre fermé par trois serrures, dont une des clefs sera remise au maire, et les deux autres à des personnes sûres et fidèles. — Julien Rocaz, nommé capitaine de la Fosse, ne voulant pas accepter cette charge, sera condamné par prise de corps, à une amende de mille écus, applicable aux fortifications. — Ordre de prendre des couettes et des linceulx, chez ceux de la prétendue religion réformée, pour coucher les soldats du capitaine Trégouet; liste de noms, folio 33. — Le procureur des bourgeois, accuse les huguenots d'avoir tué trois prêtres, en la paroisse du Bignon, et d'avoir pris et volé plusieurs marchands, folio 59.

BB. 8. (Registre.) — In-folio, 275 f<sup>os</sup>, papier.

1570-1571. — Papier du greffe, commencé le 4 septembre 1570, fini le 19 mai 1571. — Les sieurs Darande et Boysleau, échevins, condamnent à cent sous d'amende, le maire et les autres échevins

défaillants aux assemblées. — M<sup>e</sup> Jean Ragaut, barbier des malades de la vérole, demande que la chambre dans laquelle ces malades sont traités, soit divisée en deux, afin de pouvoir mieux la chauffer. — Les paroissiens de Sainte-Radégonde se prétendent exempts de tous subsides et devoirs, en vertu de privilèges à eux accordés par les rois, ducs et princes. — Vives remontrances adressées par le maire de Nantes au procureur des États de Bretagne, qu'il a mandé et fait venir au Bureau. — Députation d'Antoine Gravoil, et maître Guillaume Catho, à l'assemblée des marchands « traictans et trafficquans par la ripvière de Loire. »

BB. 9. (Registre.) — Grand in-folio, 396 f<sup>o</sup>s, papier.

**1571-1572.** — Papier du greffe, commencé le 12 mai 1571, fini le 9 août 1572. — Remontrances du procureur-syndic contre les bouchers ; on y lit ces mots : « et en est ceste ville tellement estymée par toute la France, qu'elle est estimée la plus mal pollicée du royaume. » — Revendeuses saisies ; faux poids. — Accord au sujet de la maison de l'Asnerie, destinée aux pestiférés. — Ordre au sire de Launay, échevin, d'avancer 300 livres, afin de payer l'expédition de lettres obtenues pour l'acquit des dettes de la ville, et pour l'œuvre des ponts. — Entrée de M<sup>sr</sup> le duc de Montpensier, gouverneur. — Coupe d'argent doré donnée à l'Hôpital par le chanoine Jean Couppé, pour servir à boire du vin après la communion pascalle. — Autorisation de vendre des blés. — Prix des vins débités par les taverniers. — Lettre du duc de Montpensier sur le commerce des blés. — Lettre de l'amiral de Coligny, demandant un mémoire sur les mesures à prendre pour protéger le commerce contre la piraterie. — Maires, échevins, consuls, procureurs, greffiers, etc... exemptés par M<sup>sr</sup> de Montpensier du guet et garde, logement des gens de guerre, etc. — Pont de la chaussée du pré l'Évêque. — Contravention du maître du jeu de paume du Puits d'Argent, qui a ouvert pendant le service divin. — Requête du maire et des échevins contre les officiers du Roi, qui prétendent leur enlever l'exercice de la police. — Bail à ferme des deniers communs de la Ville, à Michel Lorient.

BB. 10. (Registre.) — In-folio, 336 f<sup>o</sup>s, papier.

**1572-1573.** — Papier du greffe, commencé le 9 août 1572, fini le 12 décembre 1573. — Remontrances

du procureur des bourgeois, sur la contagion qui règne dans la ville, provenant « en partie des revendeuses qui vont, portant des merceries, vendre par les rues, à ceux qui en veulent, des pourceaulx errants par les rues, etc. » — Assemblée générale pour recevoir le duc de Montpensier, gouverneur et lieutenant général, en Bretagne, qui doit venir à Nantes présider les États. — Noms des dames chargées d'aller « par la ville demander des vieux linges ou aultres, lesquelles et chacune sont priées d'y faire leur devoir, pour après en faire leur rapport aux gouverneurs des pauvres, » folio 61. — Proposition de réduire les dix échevins au nombre de six seulement — Liste des habitants condamnés à 50 sous d'amende, pour ne pas assister aux réunions du Conseil des bourgeois après avoir été prévenus. — Visite du pain chez les boulangers, fixation du prix, défense de faire du pain de méteil. — Prix du blé, défense de l'exporter.

BB. 11. (Registre.) — Grand in-folio, 389 f<sup>o</sup>s, papier.

**1572-1574.** — Papier du greffe, commencé le 30 juillet 1572 et fini le 15 décembre 1574. — Les 18 premiers feuillets sont remplis par des copies de mandements de Charles IX, lettres des ducs de Montpensier, Gontaut-Biron, etc... les délibérations ne commencent qu'au folio 19, à la date du 14 décembre 1573. — Règlement pour les sergents de la maison commune de la ville de Nantes. — Tuyaux pour fontaines déposés à Richebourg dans les greniers du sr de Saint-Lorans, chanoine. — MM. de Champeaux, Deslandes, Boutin et de Brenezay, avocats, souvent consultés pour les affaires de la ville, n'ayant rien voulu recevoir, le bureau décide qu'il leur sera offert « quatre beaulx pains de sucre fin de Madère, non excédans toutesfoiz plus de 15 livres pesans chacun. » — Amendes prononcées contre le maire et les échevins qui n'assistent pas aux séances. — Ordre d'amener « les barges, barques, gabarres, bateaulx et autres vaisseaulx qui sont sur la Loire entre Ingrandes et Saint-Nazaire, afin d'empêcher les rebelles de la religion prétendue réformée, qui sont à Rocheservière, Boués, et ailleurs, » de passer la Loire. — Le maître de la *Marquerite*, déclare que son navire, qui est au Pellerin, ne peut monter plus haut, parce que les marées sont basses, et demande à vendre sa cargaison sur place. — Défense aux marchands de vendre les dimanches et fêtes —

Règlement pour la garde de la ville et empêcher qu'elle ne soit surprise. — Emprunt de 30,000 livres pour la poursuite du rétablissement du Parlement à Nantes ; André Ruys, offre de faire l'avance de cette somme à la ville.

BB. 12. (Registre.) — Grand in-folio, relié en veau, 376 f<sup>os</sup>, papier.

1574-1575. — Papier et registre de la ville et police de Nantes, commençant le 18 décembre 1574, et finissant le 5 octobre 1575. — Election de M. Boutin, pour maire, et de M. Dubot, pour échevin. — Procès de la Ville contre le comte de Retz, pour le droit de mesurage sur les marchands de vins, et d'aiguille sur les bouchers. — Amendes prononcées contre les taverniers et boulangers. — Assemblées pour la vente des maisons de ville, et acquisition de l'hôtel de Bizart. — Assemblées pour les mesures à prendre en raison de « certaines entreprises et conspiration qui se fait contre la ville et le château de Nantes au non sceu des habitants. » — Augmentation des gages des six sergents de ville, portés à 60 livres par an. — Congé accordé à M. Dubot, échevin, pour aller aux champs. — Pierre Poupin, exécuteur de la haute-justice, devra saisir tous les pourceaux qu'il trouvera « vacquans et allans par les rues de ceste ville et forsbourgs. » — MM. Darande et Gobin, remettent un inventaire des lettres et privilèges de cette ville donnés à M<sup>e</sup> Jean Loison, pour être présentés à la Chambre des Comptes. — MM. Gesbaud, J. Monnyer, R. Mocquart, délégués, pour réunir les meubles destinées à meubler les hôtels de MM. de Montpensier et de Bouillé, rendent compte des refus qu'ils éprouvent ; le Bureau prononce une amende de 100 livres contre les récalcitrants, et ordonne d'ouvrir les portes des maisons et d'enlever les meubles.

BB. 13. (Registre.) — Grand in-folio, 380 f<sup>os</sup>, papier.

1575-1577. — Papier du greffe, commençant le 8 octobre 1575, fini le 8 mars 1577. — Paiement de 4 livres aux mortes-payes et archers du château qui avaient contraint les habitants à livrer leurs meubles, pour garnir le logis de Briort, où devait descendre le duc de Montpensier. — Lettres patentes de Henri III, accordant exemption de toutes tailles et subsides à André Ruys, marchand à la Fosse. — Paiement de 30 livres à M<sup>e</sup> Rolland Boudet, pour une demi-année de ses gages de chirurgien de l'Hôtel-Dieu. — Même

somme à Mathurin Destouches, charretier et tombe-rouleur de la ville pour nettoyer les rues et ruelles, un quartier de ses gages. — Salle du couvent des Carmes, occupée par la juridiction du Consulat. — Marché pour le ceintre de la grande voie du pont de Pirmil, passé entre le maire, les échevins et F. Caillaud, charpentier de la paroisse des Brouzils. — Révocation de M<sup>e</sup> Jean Ragault, « maistre chirurgien des pauvres verollez » de l'hôpital. — Election d'un consul et deux juges. — Marché de la grille et râteau de la muraille, entre la porte Sauvetout et le collège Saint-Jean. — Election de M<sup>e</sup> Michel Lorient, pour maire, et de quatre échevins. — Ordre au miseur, de payer à Mathurin Mesnard, 4 livres 15 sous « pour un livre de pappier blanc, relié, couvert de cuyr noir, pour enrégistrer les ordonnances et délibérations des assemblées générales et du Bureau. »

BB. 14. (Registre.) — Grand in-folio, 359 f<sup>os</sup>, papier.

1577-1579. — « Papier et registre de la ville où sont rapportées les délibérations faictes tant au Bureau de Messieurs les maire et eschevins, que, en assemblées générales, commençant le lundi 11 mars 1577, et finissant le 12<sup>e</sup> janvier 1579. » — Solde des soldats envoyés à Saint-Nazaire et à Ingrandes pour enlever les bateaux afin d'empêcher les ennemis de passer. — Solde des 25 hommes, commandés par M. de la Tullaye, pour garder le château. — Assemblée générale pour les affaires de la ville, signature des plus notables assistants. — Sentence contre Bruneau, pour neuf fûts qui doivent être détruits attendu qu'ils ne contiennent que 200 à 220 pots, quand ils devraient en contenir 252. — Marché pour « battre et planter au pont de Vretais, appelé le pont des Rousseaux », les bois et pilotis nécessaires à la construction des piles. — Opposition du procureur-syndic à l'édit de pacification, comme « préjudiciable à la seule vraie religion de l'église catholique, apostolique et romaine. » — Maison abattue pour l'élargissement du passage de la porte Poissonnière au Bouffay. Jean Meneust se fait exempter de la charge d'administrateur des pauvres en donnant 200 livres une fois payées. — Réparations à l'horloge du Bouffay. — Députation de Julien Charette, prévôt de Nantes, Robert Poullain, Jacques Marquez, aux États tenus à Fougères. — Rapport et procès-verbal de visite du collège de Saint-Clément par trois de MM. les échevins. — Election de M. Myron, comme maire de Nantes.

BB. 15. (Registre.) — Grand in-folio, 281 f<sup>os</sup>, papier.

**1579-1580.** — Papier du greffe, commencé le 15 janvier 1579, et fini le 4 juillet 1580. — Accord avec la dame de la Haultière, pour la perrière de Misery. 15 mars 1579. — Articles proposés par les maire et échevins, à M. le maréchal de Retz, gouverneur, pour la conservation et la garde de la ville. — Assemblée générale tenue à la maison de Ville, rue de Verdun (Hôtel-de-Ville actuel), nomination de députés chargés de poursuivre les démarches pour obtenir la résidence du parlement de Bretagne, à Nantes. — Caution donnée par Pierre Heudes, pour la construction du pont du Cens. — Assemblée générale, discussion pour la présidence entre l'évêque de Nantes et le capitaine du château. — Remboursement de 2,656 écus, empruntés pour l'acquisition de l'Hôtel de-Ville. — Lettres du Roi pour la fabrication des monnaies, demandes des employés. 28 janvier 1580. — Marché pour « neuf grandes armoyres de bon boys, propres à mettre les archives. » — Ordonnances au sujet du guet et de la garde de la ville.

BB. 16. (Registre.) — Petit in-folio, relié en veau, 281 f<sup>os</sup>, papier.

**1580-1581.** — « Pappier des rapports, ordinaires de la mairie et maison commune de cette ville de Nantes », commencé le 7 juillet 1580, fini le 6 novembre 1581. — Défense aux hôteliers de loger des vagabonds, et ordre de fournir chaque jour un état de leurs hôtes ; ordonnances pour la garde. — Entrée de M. des Fontaines, gouverneur du comté nantais. — Défense de la ville. — Assemblées et ordonnances pour le siège de Montaignu. 16 août 1580. — Ordres aux boulangers pour le pain nécessaire au camp de Montaignu. — Intervention de la ville dans le procès des drapiers et des merciers. — Règlement pour les halles du Bouffay. — Installation du maire Bonaventure de Compludo, par M. de la Hunaudaye et l'évêque de Nantes, 2 janvier 1581. — Opposition de la ville à l'exécution de certaines lettres préjudiciables à la mairie, obtenues par les habitants. — Amendes prononcées contre les échevins n'assistant pas aux réunions du bureau. 3 juillet 1581. — Opposition de la ville et du chapitre à l'entérinement des lettres qui érigent en chàtellenie les terres du seigneur de la Musse, situées trop près de la ville. — Règlement entre le maire et le prévôt pour la police.

BB. 17. (Registre.) — In-folio, relié en veau, 27 f<sup>os</sup> écrits sur 185 environ, papier.

**1578-1581.** — « Regestre secret des affaires communs de cette ville de Nantes », commencé le 21 janvier 1578, fini le 20 novembre 1581. — Acquisition de la charge de connétable pour être unie et incorporée à celle de maire. — Emprunt de 500 livres par le miseur, en son privé nom, pour démarches faites afin d'obtenir le maintien du Parlement à Nantes. 30 mai 1578. — Députations à la Cour, au duc d'Anjou, à M. de Rohan. — Vins d'Espagne et olives envoyés à M. de Montpensier. — Différend des habitants avec le gouverneur, « fut supplié M. Levesque de Nantes, se transporter au logis dudit sr de la Hunodais auquel par la bouche dudit sieur évesque auroict esté faite la remonstrance, requeste et supplication à laquelle il auroit fait responce qu'il aymoît la ville et les habitants dicelle tant en général qu'en particullier et que pour leur conservation il désiroit employer sa vie et ses biens. » 28 janvier 1580. — État des gages des officiers de la ville, payés par quartier ; cet état occupe les deux dernières feuilles du registre retourné à l'envers.

BB. 18. (Registre.) — In-folio, relié en veau, 88 f<sup>os</sup> écrits sur 268, papier.

**1581-1582.** — Registre secret, commencé en août 1581, fini en septembre 1582 (1). — Paiement à Étienne Pancheron, « rouyer et charron, » pour les pièces neuves d'artillerie fournies par lui à la ville. — Tambour des gardes de la ville, pendant les séditions civiles. — Continuation de la mairie de M. de Compludo. 28 décembre 1581. — Chambre des Comptes et Généralité. — Règlement et charges auxquels doit se conformer le greffier de la communauté. — Le greffier de la mairie est mis en prison au Bouffay, sur l'ordre du sénéchal ; détails à ce sujet. — Lettres d'Henri III, relatives à la tenue des États. — Mémoires et instructions concernant les attributions et la confirmation du gouvernement de la ville et du comté, rédigés par les habitants et adressés à M. des Fontaines. — Mémoire contre M. de la Hunaudaye, lieutenant général du Roi en Bretagne. — Assemblées générales pour la démolition du château de Montaignu. — Les feuillets 80 à 88 sont consacrés

(1) Les premières pages sont pourries par l'humidité et complètement illisibles.

à l'enregistrement de lettres du Roi et du gouverneur portant la date de 1588.

BB. 19. (Registre.) — In-folio, 315 f<sup>os</sup>, papier.

**1582-1583.** — Papier et registre, commencé le 8 janvier 1582, et fini le 31 décembre 1583. — Construction d'une halle au Bouffay. — Lettre du duc d'Alençon, frère du Roi; compliments aux maire, échevins et nantais sur leur fidélité; annonce de son mariage avec la reine d'Angleterre. 2 avril 1582. — Proposition par l'alloué de Nantes, de faire venir, pour l'instruction de la jeunesse, « M<sup>r</sup> Legrand, ung des premiers de l'Université de Paris. » — Lettres patentes d'Henri III, relatives aux fortifications de la ville neuve du Marchix. — Chirurgien de l'Aumônerie. — Requête des habitants et nobles bourgeois, adressée à l'évêque de Nantes, afin d'obtenir de lui l'établissement d'un collège pour la jeunesse. 5 juillet 1582. — Nomination d'un gouverneur des engins des ponts. — Malades de l'Asnerie. — Remontrances des capitaines, lieutenants, enseignes et cinquanteniers de la ville. — Lettre du Roi pour la tenue des États. — Élections de Julien Rocaz et André Ruys comme échevins. — Attestation de résidence et demeure, à Nantes, délivrée à M<sup>e</sup> Jean Boutin, s<sup>r</sup> de la Court et de Chambellan, ancien maire, pour jouir des immunités et privilèges. — Solde de petits pains et gâteaux bénis, fournis à la réception du maire. — Police pour les mendiants; quêtes pour les pauvres. — Peste à Nantes. — Destitution, par le duc de Mercœur, du capitaine Cornel, pour insultes à M. de Brenezay, ancien maire. — Règlement de police. — Entrée du duc de Mercœur, gouverneur de Bretagne. — Démolition du pont de Bois-Joly. — Désaveu par le maire et les échevins de M<sup>e</sup> Jean Pavageau, qui avait usurpé les fonctions de procureur-syndic.

BB. 20. (Registre.) — In-folio, 468 f<sup>os</sup>, papier.

**1586-1588.** — Papier du greffe, commencé le 18 septembre 1586, fini le 12 septembre 1588. — Assemblées générales; visite de l'artillerie; remboursement d'un emprunt de 800 écus. — Principal du collège Saint-Clément. — Révocation du MM. les gouverneurs des pauvres. — Remontrances du miseur et contrôleur des ponts. — Deux écus pour la chandelle de Noël, payés aux quatre couvents de la ville. — Marché avec Clément Régnier, M<sup>e</sup> artilleur de la ville. 9 février 1587. — Mesures contre les pauvres trop nombreux en ville. — Bibliothèque de feu M. le Gallo, archidiacre de

Nantes; communication des exécuteurs testamentaires au sujet de la vente des livres. — Institution de G. Cazeaux, pour ouvrir les portes des murailles. — Paiement des gages de l'aumônier et des serviteurs de l'hôpital. — Arrêt contre le s<sup>r</sup> du Cambout, capitaine du château et de la ville, pour avoir frappé M. de Harouys, président présidial. — Délecteurs de navires. — Réparations urgentes des murailles. — Élection comme maire, de M. de Harouys, président présidial. 28 décembre 1587. — Entreprise de la rupture du rocher de Sauvetout. — Arrêt de la Cour des Monnaies. — Munitions demandées par le baron d'Avaugour et le marquis de Belleisle. — Montres générales, et mesures à prendre pour la conservation de la ville contre les ennemis. — Serment prêté par les habitants à l'édit de l'Union. — Députation aux États.

BB. 21. (Registre.) — Petit in-folio, 456 f<sup>os</sup> papier.

**1588-1589.** — Papier de l'ordinaire de la mairie de Nantes, commençant le 15 septembre 1588, et finissant le 26 décembre 1589. — Poudres et munitions. — Bibliothèque Le Gallo, délibérations au sujet de son acquisition, septembre 1588 à mars 1589. — Craintes pour une descente des ennemis à St-Nazaire; précautions à prendre. — Plaintes contre les cordonniers du Poitou, qui viennent vendre à Nantes. — Étapes des régiments de St-Paul et de Jarzay. — Contraintes exercées contre ceux qui refusent de prêter de l'argent à la ville. — Lettre du Roi, annonçant la mort du duc de Guise. — Ponts et pêcheries de Pirmil. — Établissement d'un conseil « d'hommes bons catholiques, prudentz, expérimentez et citoyens bien zélés » pour seconder l'administration municipale. — Service de la Reine-Mère. — Emprunts. — Le maire et plusieurs notables, arrêtés et emprisonnés au château, par ordre de la duchesse de Mercœur. — Marché avec Jacques de Faye, maître des forges de la Poitevinière, pour 25 milliers pesants de balles de fer. — Ordre d'attaquer avec du canon, la maison du chevalier du Goust, qu'il avait fait fortifier. — Prise du comte de Soissons à Château-giron par le duc de Mercœur, gratification de 50 écus d'or aux porteurs de cette nouvelle. — Dispositions prises pour arrêter les troupes du Roi, marchant sur Ancenis. — Tentatives auprès d'Albert de Gondi, duc de Retz, pour le faire entrer dans l'Union. — Taxes levées sur Nantes par le duc de Mercœur. — Lettres du duc du Maine. — Commerce prohibé avec

toutes les villes qui n'étaient pas dans l'Union ; défenses d'exporter des blés ; travaux aux fortifications. — Levée sur les habitants de 1666 écus d'or.

BB. 22. (Registre.) — Petit in-folio, 291 f<sup>os</sup>, papier.

**1596-1598.** — Papier du greffe, commencé le 1<sup>er</sup> juillet 1596, fini le 19 janvier 1598. — Ferme de la cure de Saint-Julien de Vouvantes. 31 juillet 1596. — Chantres et musiciens de la collégiale de Notre-Dame, payés pour la messe de l'installation de la mairie. — Jocquetiers employés au nettoyage des rues. — Ferme des devoirs de la ville. — Rapport d'un échevin sur le collège de Saint-Clément. — Élection d'un misieur. — Élection du maire Fourché de la Courousserie. — Loges et boutiques du Bouffay. — Délibérations sur l'entretien des pauvres et règlements. Mars et juin 1597. — Ouverture de la porte du Port-Communeau ; pont-levis. — Élection d'un trésorier de la police des pauvres. — Arrêt du Parlement qui prescrit d'imposer à l'avenir Messieurs du siège présidial. — Ordonnances sanitaires rédigées par les médecins de Nantes, et communiquées à l'assemblée qui les fait publier immédiatement. — Députés nommés pour aller saluer les chefs de l'armée navale espagnole entrée en Loire, et leur offrir des rafraichissements. Août 1597. — Jeu royal de l'arbalète. — Élection d'un capitaine de la milice bourgeoise. — Provisions de blé ; achat de 40,000 setiers. — Travaux exécutés sur le boulevard de la Motte Saint-Pierre. — Clerc du guet.

BB. 23. (Registre.) — Petit in-folio, relié en veau, 193 f<sup>os</sup>, dont 141 écrits, papier.

**1598.** — « Pappier de l'ordinaire de la mairerie de Nantes, du 2 janvier 1598, et finy le 27 avril audit an. » — Entretien du jardin de la ville. — Assemblée générale composée de 125 notables ; le duc de Mercœur annonce qu'il traite avec le Roi. — Supplique adressée à Henri IV, par les habitants, instructions données aux députés. — Passeports accordés à ces députés. — Leur retour. — Traité de paix conclu à Angers. Février et mars 1598. — Préparatifs pour l'entrée du Roi. — Le Bureau va prendre congé du duc de Mercœur ; fin de la Ligue. — Ordre du roi de ne point faire d'entrée royale. — Remise du château et de la ville au duc de Retz. 4 avril 1598. — Paiement de la taxe. — Le Roi exige 12,000 écus pour la solde de ses gardes. — Six canaris offerts à M<sup>me</sup> de Beaufort. — Privilèges de la ville. — Le Roi, veut que, désormais, il

lui soit présenté une liste de trois candidats élus parmi lesquels il choisira le maire ; il en sera ainsi pour chaque échevin. — Élections municipales fixées au 1<sup>er</sup> mai. — Le Roi nomme maire de Nantes, le s<sup>r</sup> Charles de Harouys. 27 avril 1598. — Lettres royales pour le choix des maires. 21 mai 1602.

BB. 24. (Registre.) — Petit in-folio, 373 f<sup>os</sup>, papier, en très mauvais état (1).

**1598-1600.** — Élections des officiers de la milice bourgeoise, sur listes composées de trois noms par grade, nominations du Roi. — Sur l'ordre de la duchesse de Beaufort, les portiers sont changés. — Adjudications des travaux à faire sur les Mottes Saint Pierre et Saint-André. Janvier 1598. — Gages des officiers de la ville, remis aux chiffres auxquels ils étaient fixés en 1588 ; suppression des emplois d'architecte de la ville, clerc du guet, tambours, fifres, etc. — Emprunt de 3,000 écus pour le départ de la flotte espagnole, alors cantonnée à Beauvoir. — Élection d'un juge et de deux consuls. — Attentat de M. de Lussan et de ses soldats contre le Corps de ville ; assemblées générales ; détails à ce sujet. — Réclamation du sieur Padioleau, à l'occasion d'une maison démolie pour les fortifications. — Lettre du Roi, prescrivant de mettre sur la liste des trois candidats à la mairie, le nom de M. Hux de la Bouche-tière qu'il nomma aussitôt. — Lettres patentes pour la mairie. — Très humbles supplications adressées au Roi, par les maire, échevins et habitants, au sujet de leurs privilèges et des dettes de la ville. 5 juillet 1599.

BB. 25. (Registre.) — Petit in-folio relié, 302 f<sup>os</sup>, papier.

**1601-1602.** — Papier du greffe, commencé le 14 mai 1601, fini le 1<sup>er</sup> décembre 1602. — Plaintes de plusieurs marchands, sur les mauvais traitements qu'ils ont éprouvés en Espagne. 4 juin 1601. — Réclamations au sujet de débris de navires brûlés accidentellement à la Fosse. — Costumes complets donnés aux sergents de ville, pour la Fête-Dieu. — Règlement pour le trompette de ville. — Diner des choristes de Saint-Pierre, le Jeudi-Saint, payé sur les revenus de l'Hôpital. — Différent, le jour du Sacre, entre Messieurs de la Chambre des Comptes et Messieurs du Présidial, pour la préséance. 22 juin 1601. — M. Juchault, M<sup>e</sup> des Comptes, refuse de prêter le serment comme éche-

(1) Sans titre. Les 20 à 25 premières pages presque pourries ; les dernières détachées et déchirées. Il en manque même un certain nombre.



vin, puis s'y décide. — Don de 4,000 écus, pour aider aux frais du mariage du Roi. — Négligence des médecins dans leur service de l'Hôpital. — Naissance du Dauphin. — Ordonnances contre les usurpations faites sur les chemins et lieux publics. — Travaux des ponts. — Dettes de la ville. — Deux échevins députés pour assister chaque dimanche au paiement des ouvriers et manœuvres. — Lettres du Roi, pour la liberté du commerce avec l'Espagne. 11 février 1602. — Privilèges de la ville. — Énoncé de divers actes remis aux archives par Julien Guérin, ancien miseur. — Réception des lettres de commission pour la levée des nouveaux devoirs. — Plainte contre les chevaliers de l'arbalète. — Lettres du Roi pour les monnaies. — Assemblée au sujet de la peste qui commençait à atteindre les fauxbourgs. — Règlement pour les prêtres du Sanitat. 7 novembre 1602.

BB. 26. (Registre.) — Petit in-folio, 283 f<sup>os</sup>, papier.

**1606-1609.** — Papier commencé le 9 août 1606, fini le 7 mai 1609. — Ordonnances au sujet de la peste. — 4,500 livres envoyées à M. Lorient, député de la ville, à Paris. — Marché passé avec un sculpteur pour les décorations d'un nouveau bâtiment de l'Hôtel-de-Ville. 14 décembre 1606. — Aumône de 50 livres aux Frères mineurs (Cordeliers). — Institution de la charge de lesteur et délesteur de navires. — Visite à Madame de Mercœur. — 200 livres payées au concierge de la ville, pour la buvette de Messieurs. — Feux de joie pour la naissance du duc d'Orléans. — Marché passé pour trois statues, « une foy, une espérance et une charité, dont la ville fournira les pierres, » exécutées par le sculpteur Nicolas Fanyau, moyennant 202 livres. 12 mai 1607. — Présents à M. le duc de Montbazou. — Chaussée de Richebourg. — Transaction avec le chapitre de la collégiale au sujet de la tenue de Torcé. — Différent entre le prévôt et le maire, pour l'arsenal de la ville. — Députation à la Cour d'un échevin chargé d'obtenir la continuation des devoirs. — Défense, sous peine de 10 livres d'amende et de la prison, d'étendre du linge sur les murailles de la ville. — Ferme générale des devoirs. — Nomination d'un maître canonnier. — Ordre du Roi au maire, de venir le trouver à Fontainebleau. — Supplique des habitants pour les devoirs de la ville. — Ordres du Roi pour les États. — Entrée de M<sup>sr</sup> le duc de Vendôme. — Comptes du miseur. — Destitution d'un sergent de ville.

BB. 27. (Registre.) — Petit in-folio, 284 f<sup>os</sup>, papier.

**1609-1612.** — Papier commencé le 9 juillet 1609, fini le 4 mai 1612. — Dettes de la ville. — Règlement de police pour les cabaretiers. — Présents offerts à MM. de Vendôme, de Montbazou et seigneurs de leur suite. 3 septembre 1609. — Créanciers de la ville. — Construction du moulin à eau de la ville sur le pont de la Saulzaie. — Assassinat de Henri IV, avènement de Louis XIII. — Opposition par le procureur-syndic, au nom de la ville, à ce qu'il soit élevé des constructions sur la place de Sainte-Catherine. — Reconstruction de la chapelle de Toutes-Aydes. 26 août 1610. — Intervention de la ville dans le procès des marchands de toiles contre les fermiers des devoirs. — Lettres du Roi, pour son couronnement. — Ouverture de la porte de Sauvetout. — Règlement de police pour les boulangers et les taverniers. — Lettres du Roi pour la garde de la ville. — Règlement de M. de Montbazou à ce sujet. — Nomination de M. Blanchard de Lessongère, comme maire de Nantes. 19 juillet 1611. — Ordre de dresser un inventaire des munitions. — Injonction à un jeune homme, se disant fils de l'avocat du Roi de Bayeux, d'avoir à sortir de la ville dans les 24 heures. — Fortifications de la ville neuve du Marchix. — Institution de la charge de mesureur du gros bois de chauffage. — États de Rennes. — Maladie contagieuse; maisons cadenassées; corps inhumés au cimetière du Sanitat. — Lettres de la reine Marie de Médicis.

BB. 28. (Registre.) — Petit in-folio, relié en veau, 482 f<sup>os</sup>, papier.

**1615-1617.** — « Papier de l'ordinaire du greffe de la mairerie de la ville de Nantes, » commençant le 16 juin 1615, fini le 30 novembre 1617. — Nomination de M. de la Turmelière, maire de Nantes; difficultés au sujet de son serment, survenues entre l'assemblée des bourgeois et M. de Montbazou. — Marché pour la reconstruction du pont du Port-au-Vin à la Fosse. — Pont de Toussaints. — Arrêt obtenu par la ville contre les habitants de Rezé. — Visite des murailles, tours et portes. — Lettres du Roi, pour la conservation de la ville, et « empêcher qu'il n'y arrive aucune altercation qui puisse troubler le bien et le repos de nos bons subjectz et la paix et tranquillité publique..... » 31 juillet 1615. — Mesures pour la garde des portes et murailles. — Saumons de plomb et mousquets saisis. — Munitions fournies

au comte de Vertus, pour attaquer la maison de la Berlaire. — Assemblées extraordinaires : mesures de sûreté ; règlements divers ; bateaux retirés ; afin de soulager les paroisses voisines, surchargées de troupes, la ville contribuera, pour un tiers, dans le prix du pain de munition fourni aux gens de guerre. — Protestations des habitants contre le projet de démolition de deux tours du château. — Lettres du Roi pour la paix. — Édit de création de huit sergents de ville, à la nomination du corps municipal. 3 juin 1616. — Protestation de fidélité au Roi. — Présents au comte de Rochefort. — Différent, pour la préséance, entre le maire et le sénéchal de Nantes. — Lettre du Roi, annonçant à Messieurs, la mort du maréchal d'Ancre. — Ordre au miseur de payer 850 livres à ceux de Messieurs qui avaient travaillé à l'inventaire général des archives de la ville, et classement ; nomination d'un garde aux archives. 9 juillet 1617. — Ouverture des lettres du Roi pour la mairie. — Enterrement d'un échevin mort en charge. — Démarche pour obtenir le corps de M<sup>sr</sup> de Bourgneuf de Cucé, évêque de Nantes, mort à Chartres. — Établissement à Nantes des Pères de l'Oratoire. 17 novembre 1617.

BB. 29. (Registre.) — Petit in-folio, relié en veau, 254 f<sup>os</sup>, papier.

1617-1619. — Papier du greffe, commencé le 7 décembre 1617, fini le 2 août 1619. — Le décès du miseur, M<sup>e</sup> Georges Lerat, étant arrivé, sa veuve et son fils continuent la charge. — État des meubles de l'Hôtel-de-Ville donnés en garde au concierge. 1<sup>er</sup> février 1618. — Lettres du Roi sur la liberté du commerce et les mesures à prendre contre les pirates et écumeurs de mer. — Achat de 150 piques. — Démolition de la tour Guischard. — Constructions à la Saulzaie préjudiciables à la ville. — Aumône aux Capucins, de fagots et d'un demi mouton par semaine. 29 juillet 1618. — Règlement pour les compagnies de milice bourgeoise. — Incendie des écuries de l'Hôtel de Briort. — États de la province tenus à Nantes. — Marché pour la charpente du jeu de longue paume. — Mesures pour la venue du duc de Vendôme et de M. de Montbazon. — Caisses de confitures achetées par la ville et arrêtées aux Ponts-de-Cé, par les commis des traites. — Lettres du Roi pour le commerce avec les Indes-Orientales. 24 décembre 1618. — Enterrement de M. Bernard de la Turmelière, ancien maire. — Navire forban dans la rade de St-Nazaire. —

Élargissement du pont de pierre, entre la Belle-Croix et le bout du pont de Nantes. — Ordre à tous soldats vagabonds et gens sans aveu de sortir de la ville. — Assemblées pour dresser les listes destinées à l'élection d'un maire et de deux échevins. — Réception de M. Charette du Pellan, comme maire de Nantes.

BB. 30. (Registre.) — Petit in-folio, relié, 281 f<sup>os</sup>, papier.

1623-1625. — Papier du greffe, commencé le dernier août 1623, fini le 26 avril 1625. — Construction d'un jeu de mail, à Nantes. — Réparation du chemin de la Grésillière. — Lettres du Roi, pour réprimer la piraterie, qui se fait sur les côtes de Bretagne. 18 octobre 1623. — États assignés à Quimper, puis tenus à Nantes. — Députation du procureur-syndic à St-Malo, dans l'intérêt des mesures à prendre pour le commerce. — Projet d'établissement d'un Hôpital au Marchix. — Achat de tapisseries pour l'auditoire du Consulat. — Travaux exécutés à la Fosse. — Travaux pour les grèves et sables qui bouchaient le canal et nuisaient à la navigation dans le port de Nantes. — Fixation du prix de la journée, pour les hommes, pauvres, valides, femmes et enfants qui voudront travailler aux ouvrages de la ville. 18 août 1624. — Vaisseau flamand pris par un vaisseau espagnol, près St-Nazaire. — Attestation donnée par le Bureau aux Jacobins de leur adoption de la réforme de leur ordre. — Requête des P.P. Jésuites, pour obtenir leur établissement au collège de Saint-Clément. — Police pour les pauvres et vagabonds. — Arrivée de Madame la duchesse de Vendôme. — Achat de mousquets, mèches et balles. — Assemblées pour les mesures à prendre au sujet de la garde de la ville. Février 1625. — Soldats et armes envoyés à St-Nazaire. — Prétentions de l'Université sur le collège de Saint-Clément. — Établissement des P.P. de l'Oratoire au collège de Saint-Clément. — Prisonniers de guerre faits au port Louis.

BB. 31. (Registre.) — Petit in-folio, relié, 283 f<sup>os</sup>, papier.

1625-1626. — Papier du greffe de la ville, commençant le 26 avril 1625, finissant le 12 juillet 1626. — Garde de la ville. — Élection d'un maire et de deux échevins. — Arrêt de la cour des monnaies sur les doubles et les deniers. — Vins offerts aux personnages venus à Nantes pour la tenue des États. — Paiement des gages des arquebusiers chargés de l'entretien des armes de la ville. — Autorisation donnée à Antoine Ribé, gentilhomme verrier, d'installer une verrerie dans sa maison de la Fosse. 13 juillet 1625. —

Peste dans la ville et les faubourgs. — Croix élevée dans la cour du Sanitat. — Ordre du Roi de lui envoyer une seconde liste de trois noms pour le choix d'un maire; sur les très humbles remontrances des habitants, S. M. consent à nommer le Sr de Harouys, l'un des candidats portés sur la première liste. — Tuiles goudronnées posées sur les loges ou huttes, élevées près du Sanitat pour le logement des deux capucins appelés à consoler et assister les malades. — États à Guérande, ordre du Roi d'y envoyer deux notables. — Cuillers d'argent, pour le bureau, et pommes d'argent à mettre les préservatifs nécessaires, distribuées à Messieurs « à cause des maladies contagieuses, où ils s'employent au hazard de leur personne. » — Lettres de Louis XIII, demandant un secours pour renforcer son armée navale. 16 janvier 1626. — Projet pour renfermer les pauvres. — Établissement à Nantes des religieuses Ursulines. — Assemblée extraordinaire pour « le faict de l'enclosure des pauvres; » six pages blanches, le greffier n'a pas transcrit le procès-verbal. — Établissement des religieuses Bénédictines, au lieu des Ballines, près de la Motte Saint-Nicolas. 10 juin 1626. — Assemblée pour l'arrivée du roi Louis XIII, à Nantes.

BB. 32. (Registre.) — Petit in-folio, relié, 298 f<sup>os</sup>, papier.

1626-1628. — Papier commencé le 16 juillet 1626, et fini le 30 avril 1628. — Bal et collation, offerts au Roi et à la Reine, dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville. — Logement des gardes du Roi, sous des hangars construits sur la Motte Saint-Pierre. — Droit de bourgeoisie. 20 juillet 1626. — Paiement de 4,070 livres pour les vins et bouteilles présentés aux seigneurs de la Cour et des États. — Solde de douze soldats destinés à chasser de la ville les gueux et vagabonds qui y abondent. — Traite domaniale. — 12 milliers de poudre à canon, envoyés à Brest, pour le service du Roi. — Le sieur de Mello, médecin ordinaire de la ville, à l'Hôpital, touche cent livres pour un quartier de ses gages. 5 avril 1627. — Élection d'officiers de la milice bourgeoise. — Dispositions pour l'entrée du maréchal de Thémines, gouverneur. — Lettres du Roi sur les vexations commises en Espagne à l'égard des négociants français. — Louis XIII demande à la ville, son artillerie et ses munitions; nombreuses assemblées à ce sujet. Septembre et octobre 1627. — Honneurs funèbres rendus au corps du maréchal de Thémines. — Établissement à Nantes, des religieuses Carmélites.

BB. 33. (Registre.) — Petit in-folio, relié, 284 f<sup>os</sup>, papier.

1628-1630. — Papier du greffe, commencé le 1<sup>er</sup> mai 1628, fini le 1<sup>er</sup> mai 1630. — Police du pain. — Construction de la halle du Bouffay. — Sur l'annonce de la peste à Orléans, défense est faite aux bateliers de cette ville, de venir à Nantes, et aux hôteliers de les recevoir, sous peine de 30 livres d'amende. — Logement de l'exécuteur de la haute-justice. — *Te Deum* pour la prise de la Rochelle. 13 novembre 1628. — Bail et ferme générale des devoirs de la ville. — La ville refuse à un député d'Auxerre, qui apportait des habits et des souliers pour les soldats de l'armée royale de la Rochelle, de faire transporter ces effets à destination. — Les habitants de Pirmil et de Vertais, admis à voter pour les élections municipales. — Institution d'un contrôleur et garde des chartes de la ville. 27 mai 1629. — Opposition de la ville à la vérification des statuts des tonneliers. — Traité de paix entre la France et l'Angleterre. — Maladie contagieuse. — Permission aux Pères Feuillants de s'établir à Nantes. — Intervention de la ville dans le procès des cordonniers et savetiers. — Défense de jeter des pierres dans les douves des fortifications. — Défense d'imprimer les privilèges de la ville sans permission, l'imprimeur Mauclerc l'ayant fait sans autorisation. — Présence du corps municipal à la procession qui eut lieu pour la canonisation de saint André Corsini, carme. Avril 1630

BB. 34. (Registre.) — Petit in-folio, relié, 293 f<sup>os</sup> dont 189 seulement écrits, papier.

1630-1631. — Papier de l'ordinaire du greffe de la ville, commençant le 5 mai 1630, fini le 3 août 1631. — Religieuses de la Visitation et de Sainte-Élisabeth, consentement à leur établissement à Nantes. Mai 1630. — Vérification des nouvelles lettres du Roi, pour la levée des octrois. — Rareté des blés; achats; délibérations; mesures pour défendre l'exportation. — Institution d'un architecte de la ville. — Places, sous la halle, assignées aux marchands de beurre et boulangers. — Reformation du domaine du Roi, au préjudice de la ville. 17 novembre 1630. — Achats de vins pour les présents que la ville fait d'habitude, à la fête des Rois, aux membres du clergé, de la Chambre des comptes, du présidial, au capitaine du château, à Messieurs du bureau, aux capitaines et officiers de milice bourgeoise. — Réparations, au chemin de Saint-Donatien, depuis la croix des Chartreux, jusqu'à l'Épronnière. — Ferme des pêcheries des ponts, prise

par le miseur, sur l'ordre du bureau, pour le prix de 250 livres. 21 février 1631. — Emprunt de 12,000 livres pour les travaux de la ville. — Certificat de bonnes vie et mœurs délivré à M<sup>e</sup> François Lorido, pour être nommé garde des monnaies. — Procès de la ville contre les marchands fréquentant la rivière de Loire. — Long différent entre le maire et les échevins au sujet des mesures de police à prendre contre les nauvres. — Funérailles du capitaine du château. La communauté de ville réunie en assemblée générale, le 17 juin 1631, décide « qu'en faveur et » considération du doux et favorable traitement receu » par les habitants du defunt M. de Baillon, en » servant le Roy en la charge qu'il tenoit au château » de Nantes, seroit de la part de ladite ville renduz » tous les honneurs deubz à la mémoire dudit def- » funct. » Les compagnies de milice fourniront chacune trente ou quarante hommes; chaque soldat aura une demie livre de poudre, et chaque compagnie une pistole d'or. Les tentures de velours à Sainte-Radégonde et aux Minimes, les armoiries, la chapelle ardente, le luminaire, et toutes les autres choses nécessaires seront fournies par ordre de la ville.

BB. 35. (Registre.) — Petit in-folio, 298 f<sup>os</sup>, papier.

**1631-1632.** — « Ce présent papier du greffe de la ville, commençant le 19 août 1631, qu'est le jour de l'installation de M. de la Chapelle-Blanchard, procureur du Roy, à Nantes, en sa charge de maire, fini le 15 août 1632. » — Installation de M. Blanchard de la Chapelle. — Inventaire des chartes de la ville. — Remboursement à M<sup>e</sup> André Landays, aumônier de Toussaints, de ses avances pour nourrir les pauvres. — Ordre d'assommer tous les chiens errants. — Destruction par le feu d'un bateau d'Angers, dans lequel était venu un religieux Minime atteint de la peste. — Arrêt défendant l'exportation des blés du royaume. — Formes observées lors de la ferme des devoirs. — Réception du compte du miseur. — Vagabonds et voleurs retirés au faubourg du Marchix. — Sacre, dans la cathédrale, de M<sup>sr</sup> Raoul de la Guibourgère, évêque de Saintes, ancien maire de Nantes. 11 janvier 1632. — États tenus à Nantes; 21 barriques de vin offertes en cette circonstance. — Défense de tirer de la pierre dans les fossés de la Ville neuve. — Gouvernement de la Bretagne et de Nantes, donné au cardinal de Richelieu. 11 mars 1632. — Arrêt pour la préséance entre François Garreau, sr de L'Ommeau,

avocat, et Mathurin François, sr de Beausoleil, marchand, échevins. (1) — Bal offert à M<sup>me</sup> la duchesse de la Meilleraye. — Adjudication des travaux d'entretien des ponts. — Continuation de l'inventaire des archives.

BB. 36. (Registre.) — Petit in-folio relié, 239 f<sup>os</sup>, papier  
**1632-1633.** — Papier du greffe de l'ordinaire de la ville, commencé le 19 août 1632, fini le 14 août 1633. — Ordre d'enlever dans les 24 heures, sous peine de confiscation et d'amende, tout ce qui est déposé sur les quais de la Fosse et les embarasse. — La chaîne, autrefois placée au Bouffay, pour les blasphémateurs du nom de Dieu, garces, maquereaux et maquerelles, y sera remise, ainsi que le collier de fer qui doit être attaché aux pieds de ceux qui fraudent la police et vendent à faux poids et fausses mesures. — Chasse-gueux ne faisant pas leur devoir. — Intervention de la ville, au procès pendant, entre la comtesse de Maure et le marquis de Goulaine. — Insulte faite par un boucher à un échevin. — Députation pour aller saluer la Reine à la Rochelle. — Projet de construction d'une écluse à la chaussée de Vertou. — Règlement de police pour la vente du poisson. — Indemnités accordées sous formes d'aumônes à des incendiés. — Ordre à l'apothicaire du Sanitat de ne fournir ses drogues que sur la signature de l'échevin, commissaire de semaine. — Rang de conseiller honoraire accordé aux procureurs-syndics qui auront bien rempli leurs fonctions. — Règlement pour le départ régulier des messagers d'Angers, de Paris, et d'ailleurs. 16 juin 1633. — Amendes prononcées contre des marchands de blés et poullaillers. — Intervention de la ville pour la conservation des privilèges accordés au Roi de papegault.

BB. 37. (Registre.) — Petit in-folio, 288 f<sup>os</sup>, papier.

**1633-1635.** — Papier du greffe de l'ordinaire de la ville, commencé le 16 août 1633, jour de l'installation de M. de la Turmelière-Bernard, alloué de Nantes, en sa charge de maire, fini le 30 août 1635. — Aumône de 18 livres, à un vieillard Hibernois, homme de lettres, exilé pour la foi catholique. — Don de 250 livres aux Capucins pour leur aider à tenir à Nantes, un chapitre provincial de leur ordre. — Mesures pour la réception du prince de Condé. —

(1) Ce dernier avait la préséance comme nommé le premier, mais un arrêt du Parlement du 23 août 1632, donna la préséance à l'avocat sur le marchand.

Réparation du pont de la grande voie de la porte Poissonnière. 26 février 1634. Indemnité réclamée par l'évêque de Nantes, en raison de la mouvance des terres et domaines du Sanitat. — Procès, au sujet des pêcheries du pont de Vertais. — Lettres du Roi sur le commerce; plaintes des marchands et commerçants. — Gages des officiers du présidial pour la menée de la ville. — Serment des pères des pauvres. — Lettres du Roi au sujet de la conspiration du duc d'Orléans avec le roi d'Espagne. — Honneurs rendus à M. de la Meilleraye, gouverneur, à son arrivée à Nantes. — Enterrement de M. de la Tullaye de Belleisle, ancien maire. — Refus du bureau d'autoriser les P.P. de la Merci à fonder une maison de leur ordre, à Nantes. — Élection d'un maire, de deux échevins et d'officiers de la milice bourgeoise. 1<sup>er</sup> mai 1635.

BB. 33. (Registre.) — Petit in-folio relié, 280 f<sup>os</sup>, papier.

**1635-1638.** — Papier du greffe de l'ordinaire de la ville, commencé le 30 août 1635, fini le 1<sup>er</sup> mai 1638. — Condamnation, à la requête de la ville, d'un portugais, non naturalisé. — Défense aux taverniers de vendre du vin nouveau avant la fête de Saint-Martin. — Établissement des postes. 4 novembre 1635. — Les marchands espagnols de la Fosse demandent que la publication de l'interdiction du commerce avec l'Espagne soit reculée d'un mois. — Exemption des droits d'impôts et billot, pour les échevins, vendant le vin de leurs crus. — Les Nantais, exempts de l'arrière-ban, se joignent, pour protester, aux habitants d'Angers, dont les terres avaient été saisies. — Arrivée, de Monsieur, frère du Roi, — 90 livres destinées à l'achat d'une plaque de cuivre « dans laquelle sera gravé le plan de ceste ville, » pour la légende des saints de Bretagne par Albert de Morlaix; ce projet n'eût pas lieu. — Mesures à prendre contre la peste. — Nomination d'un sergent de ville, qui, pour avoir la charge, paya 200 livres au Sanitat et 300 livres à la fille du défunt qu'il remplaçait. — Prisonniers espagnols faits par des maîtres de barques du Pouliguen. — Défense à toutes personnes de Rennes, Redon et Angers de venir habiter Nantes, sans l'autorisation de Messieurs du bureau. — En actions de grâces de la cessation de la peste, la ville offre 300 livres à l'église de Saint-Sébastien. — Émeute contre les Portugais fixés à Nantes, mesures prises en cette circonstance. 24 novembre 1636. — Réception comme maire, du sieur Charette de la Bretonnière. — Pas-

sage du régiment de M. le duc de la Meilleraye. — Révocation du bureau tout entier; et, nomination par le Roi d'un nouveau maire et de six nouveaux échevins. 7 et 28 décembre 1637. — Honneurs rendus à M<sup>sr</sup> de Beauveau, nouvel évêque de Nantes. — Monitoire pour faire rentrer les meubles, tapisseries, armes, titres, lettres et enseignements, appartenant à la ville, et que beaucoup de gens recèlent et détiennent injustement.

BB. 39. (Registre.) — Petit In-folio. 273 f<sup>os</sup>, papier.

**1638-1641.** — Papier du greffe de l'ordinaire de la ville, commençant le 2 mai 1638, fini le 8 juillet 1641. — Réparations du Grand chemin sur les cotteaux de Mauves. — Réparations des tapisseries de la ville. — Assemblées extraordinaires des 11 et 12 septembre 1638, « pour l'heureux accouchement de la Reine et l'assistance aux cérémonies de la procession générale, cantique du *Te Deum* et feu de joye. » — États des droits honorifiques du maire, des échevins, du procureur-syndic et officiers de la ville. arrêtés pour l'année 1637 à la somme de 842 livres 10 sols. — Réception d'un maître canonnier de la ville. — Nomination d'un maître pontonnier, chargé de la surveillance des ponts. — Avance d'une somme de 10,000 livres faites au Roi, par la ville, pour les réparations du château. — Établissement, à Nantes, des religieuses du Tiers-ordre de Saint-François. — Prisonniers espagnols internés au château. — Ferme de la halle du Bouffay, au prix de 500 livres par an, pour 4 années, « à condition expresse, au prenant, de ne souffrir et permettre que aucune personne se retire et y couche la nuit, pour éviter au mal contagieux. » 24 novembre 1639. — Expulsion de la ville des gueux et mendiants. — Droits d'amortissements réclamés par le Roi. — Dispute et rixe entre des crocheteurs du Port-Communeau et les ouvriers de la fabrique de poudre du moulin Coutant. — Lettres du Roi en date du 25 octobre 1640, « adressées aux nobles bourgeois et habitants de la ville de Nantes, pour leur annoncer la tenue des États à Rennes. » — Lettres du Roi et du Chancelier de France, demandant des extraits des registres de la ville, au sujet du cérémonial en usage à Nantes, pour les entrées des Rois, Reines et princes. — Approbation de la construction d'une chambre de commerce, ou Bourse pour les négociants, aux dépens de la communauté, près la chapelle de Saint-Julien. 9 juin 1641. — Lettres du Roi, datées d'Abbeville, le 12 juin 1641,

annonçant la guerre avec les Espagnols, et la mort du comte de Soissons.

BB. 40. (Registre.) — Petit in-folio, 282 f<sup>os</sup>, papier.

**1641-1645.** — « Pappier du greffe de l'ordinaire de la communauté de Nantes, » commençant le 21 juillet 1641, et fini le 4 mai 1645. — Assemblées générales extraordinaires pour la confirmation de l'exemption du droit de franc-fief. — Les habitants de Pirmil et Vertais demandent à être exemptés de fournir sept hommes (pour la levée de 4,000 hommes en Bretagne), comme faisant partie de Nantes, et obligés, en conséquence, à la garde de la ville. — Délibération du 30 mars 1642, en vertu de laquelle la ville fournit huit pipes de vin nantais, pour les troupes des régiments de Kergrois et de Castelnau, que M. de Harouys, commissaire du Roi en Bretagne, veut « faire embarquer sur » cette rivière, avecq partye des soldats nouvellement » levés en cet évêché pour estre conduitz en » des vaisseaux jusques à Redon afin de soulager » les paroisses par lesquelles lesdits soldats enient » deub passer allant par terre. » — Le prieur de Pirmil est appelé à payer sa part des réparations faites par la ville au Pont-Rousseau. — Lettres du Roi, en date du 14 octobre 1642, annonçant la tenue des États à Vannes, le 15 janvier 1643. — Ordonnances contre les coureurs de nuit. — Permission au s<sup>r</sup> Jacques Villette, natif de Tours, marchand à la Fosse, ou il fait le commerce depuis plus de 20 ans, de « s'habituer en ceste ville suivant la déclaration du Roi du 9 novembre 1617, pour jouir des privilèges des bourgeois d'icelle.... » etc. Délibérations et projets pour la reconstruction de l'Hôpital, sur la petite prée de la Belle-Croix, mars 1643. — Mort de Louis XIII, avènement de Louis XIV; assemblées des 28, 29 mai et 5 juin 1643, pour le service et la députation funèbre à envoyer à la Reine-régente et au nouveau Roi. — Blés saisis à la Rochebernard par ordre de la mairie, discussion à ce sujet avec le présidial. — Espagnols faits prisonniers à la bataille de Rocroy, conduits à Nantes. Ils étaient cent vingt neuf, dont vingt-et-un officiers. La ville devait « les garder soigneusement, » fournir des lits et linceux aux officiers, de la » paille aux soldats; et les nourrir tous à raison » savoir : quatre sols par jour p<sup>ou</sup>r chacun soldat; » cinq sols pour caporal; six sols pour sergent ;

» vingt sols pour capitaine; quinze sols pour lieutenant; dix sols pour alferrez, arrivés le 25 juin » 1643, ils furent logés au château. » Emprunt de 48,000 francs. — Lettres de survivance au gouvernement de Nantes, accordées au fils du maréchal de la Meilleraye. — Passage à Nantes, de la reine d'Angleterre, Henriette de France, fille d'Henri IV (femme de Charles I<sup>er</sup>). — Assemblées extraordinaires des 3 et 17 août 1644, pour régler les préparatifs de sa réception. Elle arriva le 26 août.

BB. 41. (Registre.) — In-folio, 293 f<sup>os</sup>, papier.

**1645-1650.** — Papier du greffe de l'ordinaire de la communauté de Nantes, commençant le 7 mai 1645, finissant le 9 janvier 1650. — Permission à Jean Durand, religieux ermite, de se bâtir une cellule près le pont du Cens, et donation, à lui faite, d'un jardin et canton de terre pour cet objet. — Guillaume Boucaud, nommé receveur de l'hôpital de Nantes. — Élection et installation des juges-consuls. — Lettre de naturalisation de Domingo d'Urquixo, négociant espagnol, à la Fosse. (1) — Enterrement du sieur de la Blotière-Cadoret, échevin, mort en charge. — Nomination de M. Charette de la Gascherie, sénéchal de Nantes, pour présider le Tiers, aux États de Bretagne. — Installation du maire, M. de Bourgues de la Jaunaye. — Soustraction d'actes et pièces diverses faite aux Archives de la ville, « et particulièrement d'un vieil papier coupvert de cuir sur esse de bois auquel sont incérées la pluspart des chartes de privilège. » Mesures à prendre pour empêcher de semblables vols. 1<sup>er</sup> décembre 1647. — Défense du Roi, au sujet de l'exportation des blés. 4 décembre 1647. — Représentations, données par Molière et sa troupe, à Nantes. « Ce jour (23 avril 1648) est venu au bureau » le sieur Morlière (*sic*), l'un des comédiens de la » troupe du sieur Dufresne, qui a remontré que le » reste de ladite troupe doit arriver ce jour en ceste » ville, et supplyé très-humblement Messieurs, leur » permettre monter sur le teatre pour y représenter » leurs comedyes..... » L'administration remet au dimanche à se prononcer. Le dimanche 26 avril, M. de la Meilleraye, gouverneur, étant malade, défense est faite « de monter sur le teatre, jus-

(1) Ces lettres datées de 1638 sont enregistrées à l'effet de prouver sa nationalité et son séjour à Nantes. La ville intervient en sa faveur pour lui faire restituer les marchandises pillées par un anglais sur son navire l'*Hercule*, chargé à Bilbao pour Nantes, 16 décembre 1646.

» qu'à ce qu'on ayt nouvelles de sa convales-  
 » cence. » La représentation du dimanche 17 mai a  
 lieu au bénéfice de l'hôpital. Malheureusement au-  
 cune pièce n'est indiquée. (1) — Abandon à la ville  
 par le baron du Bois de la Muce, d'une demi-boisselée  
 de terre pour l'élargissement du pont de Gigant. —  
 Achats de blés par le maire, « pour le soulagement et  
 utilité du pauvre peuple. » — Emprunt pour solder  
 trois milliers de poudre à canon achetés pendant la  
 guerre. — Institution de huit personnes pour porter  
 les corps des défunts au cimetière. — Autorisation  
 à André Cassard, de faire construire un quai devant  
 sa maison sur la Fosse.

BB. 42. (Registre.) — In-folio, 284 f<sup>os</sup>, papier.

**1650-1655.** — Papier ordinaire du greffe de la  
 ville et communauté de Nantes, commençant le 16  
 janvier 1650, finissant le 1<sup>er</sup> avril 1655. — Permission  
 à Lorvietan, opérateur, de monter sur le théâtre et de  
 vendre ses drogues en public, à la charge de fournir  
 aux pauvres de l'hôpital, qui en auraient besoin, ses  
 drogues et médicaments. 16 janvier 1650. — Procès  
 entre la ville et le chapitre de la cathédrale, au sujet  
 d'ormeaux coupés sur la place Saint-Pierre, par ordre  
 de celui-ci. — Défense aux comédiens, « qui sont a  
 présent en ceste ville, » de monter sur le théâtre  
 pendant l'octave de la Fête-Dieu. — Opposition de la  
 ville, à la perception, par les religieuses carmélites,  
 d'une somme de 1,200 livres, que le Roi leur avait  
 accordé sur le devoir des 5 sols par pipe de vin. —  
 Excuses présentées par le prévôt de Nantes à la com-  
 munauté, pour avoir fait emprisonner le trompette et  
 un archer de la ville. 23 août 1650. — Installation,  
 comme maire, de M. Charette de la Gascherie. 6  
 décembre 1650. — Réparations des ponts, emportés  
 par les grandes eaux. — Le 14 avril 1652, « une  
 » troupe de comédiens ayant fait dresser un teatre au  
 » jeu de Paulme de la rue des Carmes, faict afficher  
 » des placards aux carrefours et places publiques,  
 sans avoir veu Messieurs de ville, au bureau, et  
 » faire ce qui se doit pratiquer en la manière accou-

(1) Malgré cette mention quelques doutes pouvaient  
 encore exister sur le séjour de l'éminent comédien à  
 Nantes, lorsque nous eûmes la bonne fortune de relever  
 sur le registre de la paroisse de Saint-Léonard, à la date  
 du 18 mai 1648, l'acte de baptême d'Isabelle, fille de Pierre  
 Réveillon et Marie Bret, sa femme, signé de Du Breil;  
 D. Regnier; Marie Béjart; Marie Hervé; Dufresne; Du  
 Parc, etc.... en un mot de la plupart des camarades de  
 Molière.

» tumée, iceux mandez de venir audit bureau, et leur  
 » ayant esté faicte réprimande de la faulte par eulx  
 » faicte, en ont faict excuses, et promis qu'à l'ad-  
 » venir ils n'entreprendroient de monter sur le teatre  
 » sans permission de Messieurs du corps de ville. En  
 » conséquence, après avoir présenté la liste de leurs  
 » pièces, receu la taxe du prix d'icelles, et en avoir  
 » esté choisi une pour les pauvres de l'hôpital de ceste  
 » ville, leur a esté, par le bureau, permis de les re-  
 » présenter sans faire scandale. » — Blés achetés par  
 la ville, à 11 livres 10 sols le septier, pour être re-  
 vendus aux habitants. — Députés aux États de Bre-  
 tagne, chargés de s'opposer à la perception du droit de  
 Massicot, récemment établi à Ingrandes. — Requêtes  
 des habitants contre les brasseurs de biere et  
 faiseurs d'eau-de-vie. — Permission à Julien Nau,  
 cordier, « de filer et faire ses cordages le long  
 de l'emplacement, luy transporté par le sieur Jau-  
 douin, et jusques aux piliers de la barrière de Sau-  
 vetour, à la charge qu'il fournira à la ville 200  
 pesants de cordage, bon, loyal et marchand, une  
 fois payés quand la ville le requerrera. » 20 sep-  
 tembre 1654.

BB. 43. (Registre.) — In-folio, 236 f<sup>os</sup>, papier.

**1655-1660.** — Papier ordinaire du greffe de la  
 ville, commençant le 4 avril 1655, finissant le 18  
 juillet 1660. — Nomination de M<sup>e</sup> Charles Mangin,  
 à la charge du miseur, par le maréchal de la Meil-  
 leraie. — Translation du collège de Saint-Jean, à  
 Saint-Clément. 26 mai 1655. — Achat de 2,042 bou-  
 teilles et 22 barriques de vin rouge, placées dans les  
 caves de l'Hotel-de-Ville, pour être distribuées le  
 jour des rois et autres fêtes aux personnes de qua-  
 lité, « selon qu'il est accoustumé de faire. » — Oppo-  
 sition de la ville à l'établissement et résidence des  
 religieux de Saint-Benoit de Noirmoutier, dans la  
 prieuré de Saint-Martin, près de Sainte-Croix de  
 Nantes. 19 mars 1656. — Marché fait avec un tapis-  
 sier pour meubler les appartements du maréchal de  
 la Meilleraie, inventaire des meubles appartenant à  
 à la ville. — Don de 150 livres aux religieux Car-  
 mes, pour les aider à tenir à Nantes leur chapitre  
 provincial. — Don de 300 livres à la confrairie de  
 Sainte-Sire, desservie à la collégiale de N.-D. pour  
 solder un reliquaire destiné aux reliques de cette  
 sainte. — Élection d'un délégué à l'assemblée des  
 marchands, fréquentant la rivière de Loire, tenue



à Orléans. — Autorisation de vendre des oranges des Asturies, à 8 francs le mille. — Concession du privilège de faire de la bière à Nantes, moyennant une aumône annuelle de 3,000 livres, pour les pauvres renfermés.

BB. 44. (Registre.) — In-folio, 248 f<sup>os</sup>, papier.

**1660-1664.** — Papier ordinaire du greffe de la ville et communauté de Nantes, commençant le 21 juillet 1660, finissant le 31 juillet 1664. — Travaux de construction de la tour de l'horloge du Bouffay. — Adjudication de la fonte de la grosse cloche à Landouillette. 23 mai 1661. — Nomination d'un garde des munitions. — Venue et séjour de Louis XIV, à Nantes. Le Roi arriva à Nantes, le 1<sup>er</sup> septembre 1661, à midi, sans que personne fut prévenu. Il alla loger au château et repartit le 6 du même mois, après avoir fait arrêter l'intendant Fouquet. — Délibération, d'après l'ordre du Roi, sur l'établissement des Jésuites à Nantes. 25 septembre 1661. M. de la Meilleraye, fit part des volontés du Roi, et « l'assemblée obéissant au » commandement exprès (*sic*) et positif de S. M. et » passant sur les pressantes considérations qui por- » toient ladite assemblée à opposer comme autres » foyes l'établissement des Révérends pères Jésuites » aux faubourgs de cette ville, par le respect qui » est deub par des fidèles subiects aux ordres de » leur souverain, n'empeschent que lesdits pères » Jésuites prennent l'hospice par eux demandé, etc.... » — *Te Deum* pour la naissance du dauphin. — Mendiants valides expulsés de la ville. — Décès de M. Poullain de la Vincendière, maire de la ville. 22 mai 1662. — Cession aux Récollets d'un emplacement, près le pont du Bois-Joly, pour y construire un mur de clôture. — Ordonnance de police pour la vente du pain. — Projet de nettoyage de la Loire, pour faire monter au quai de la Fosse, les vaisseaux de 4 à 500 tonneaux. — Arrêt du Conseil d'État, deffendant à l'avenir aux communautés de ville, d'offrir du vin en présent. — Établissement des Jésuites, à Nantes. Par sa délibération du 11 septembre 1663, la ville consent à l'établissement des Jésuites, à condition qu'ils ne pourront s'établir dans « l'enclos de la ville, ny bastyr ou establir aucun collège ; jamais prétendre aucune chose sur les deniers patrimoniaux ; qu'ils observeront les règlements de police..... » — Lettres du Roi, pour l'établissement de la Compagnie des Indes.

BB. 45. (Registre.) — In-folio, 298 f<sup>os</sup>, papier.

**1664-1668.** — Papier de l'ordinaire du greffe de la ville et communauté de Nantes, commençant le 3 août 1664, et finissant le 22 décembre 1668. — Lettres de naturalisation, accordées au sieur Venarsen, hollandais. — Permission de tirer au papegault, accordée à la compagnie des chevaliers du papegault et de l'arquebuse. 17 mai 1665. — Mauvais traitements exercés par des soldats du château sur les habitants. — Défense de coucher sous la halle du Bouffay, faite à Antoine Verdureau et sa femme, qui avaient dérobé les clefs au concierge, avec injonction à ces époux de « vivre paisiblement ensemble, sous peine d'être expulsés de la ville. » — Réception du gouverneur de Nantes, duc de Mazarin, et de la duchesse. Ils firent leur entrée le 5 juillet 1665, et furent reçus au bruit du canon par la milice bourgeoise sous les armes. On ne présenta point de clefs ; on ne porta pas de dais, et on ne fit aucun présent. — Deniers de la ville retenus par les créanciers entre les mains des fermiers, mesures à ce sujet. — Aveu rendu par la maison de ville à la juridiction des Dervallières. (1) — Service de la reine-mère Anne d'Autriche. Elle était gouvernante de Bretagne, et dans la cathédrale entièrement tendue furent célébrés trois services les 11, 12 et 13 mars 1666. Le premier jour, l'oraison funèbre fut faite par M. Blanchard, chanoine ; le second, par M. Carrys Théologal ; le troisième, par un Capucin. — Épée offerte au maire Lorigo du Mesnil. — Ordre de mettre à jour le *Livre Doré*. (2) — Reconstruction de la chapelle Saint-Julien, à la Fosse. — Arrivée de M<sup>re</sup> de la Beaume le Blanc, évêque de Nantes ; présents offerts par la ville, douze flambeaux de cire blanche ; douze paquets de bougie ; douze bouteilles de vin de Grave.

BB. 46. (Registre.) — In-folio, 285 f<sup>os</sup>, dont 183 écrits, papier.

**1668-1672.** — « Papier du Greffe de la ville Mayrie et Communauté de Nantes, » commençant le 23

(1) L'Hôtel-de-Ville, ancienne maison de Bizart, achetée en 1575, relevait de cette juridiction, située à l'ouest de la ville et démembrée de la seigneurie de Derval.

(2) Le *Livre Doré*, dont il a déjà été question, était un registre sur lequel étaient inscrits les noms des maires, échevins, procureurs syndics, et autres officiers, municipaux, ainsi que les armoiries des maires. Ce registre fut brûlé pendant la Révolution.



décembre 1668, et finissant le 2 août 1672. — Arrêt du Conseil d'État, du 10 octobre 1668, portant règlement des dettes des villes et communautés de Bretagne. — Pourvoi au sujet de la noblesse des maires et échevins contre les commissaires de la réformation (1). — Nomination de M. de la Morinière-Bureau, comme septième échevin. — Lettres patentes, portant nomination du duc de Chaulnes comme gouverneur de Bretagne. — Permission aux RR. PP. Jésuites de s'établir dans la maison de Briord. — Obsèques de MM. Lorigo du Mesnil et Macé de la Roche, anciens maires. — *Te Deum*, les 3 et 31 juillet 1672, avec les réjouissances ordinaires, pour la naissance d'un second prince de France et les succès des armes du Roi dans les Pays-Bas. Prises de Reen, Hemerie, Aruhein, Boesbourg, des forts Deschin et du Roos, Rembourg, Utrecht, Zuphen et Rimberque, de plusieurs autres et de l'île entière de Bauvel.

BB. 47. (Registre.) — In-folio, recouvert d'une simple feuille de parchemin ; 101 f<sup>os</sup>, papier.

**1673-1674.** — Registre sans titre et le premier écrit sur papier timbré, du 13 octobre 1673, au 30 décembre 1674 (2). — Nomination du maire, Jean Regnier, et de René Reliquet de la Corbinaye, procureur-syndic, comme députés aux États. — André Boussineau de la Patissière, délégué du commerce à Paris. — Choix d'un portier pour la porte Saint-Pierre. — Réparations faites au collège de l'Oratoire. — Achat de seaux pour les incendies. — Logement du chapelain de la chapelle de St-Julien de la Fosse. — Requête présentée par les religieux de l'abbaye de la Blanche-Couronne, pour s'établir dans un des faubourgs, en raison des marécages qui entourent leur monastère. — Mesures prises contre la flotte de Hollande qui menaçait les côtes. — Façon de « quatre grosses clefs, d'argent oupvré, aux armes du Roi, de la Bretagne, du duc de Chaulnes et de la ville, » payées 253 livres. Ces clefs devaient être présentées au duc de Chaulnes, gouverneur, à son entrée.

(1) L'édit de création, accordait la noblesse à tous les membres de l'administration ; les ordonnances de 1667 et 1669, restreignirent pour l'avenir ce privilège au maire seul ; et moyennant la somme de 1,000 livres aux descendants des anciens échevins et procureurs syndics depuis 1600.

(2) Ce registre et les deux suivants, sans aucun titre, sont assez mal tenus.

BB. 48. (Registre.) — In folio, simple cartonnage ; 136 f<sup>os</sup>, dont 14 écrits seulement, papier (1).

**1675.** — Registre sans titre, du 23 septembre au 17 novembre 1675. — Installation de M. Charette de la Gascherie, comme maire de Nantes. — Aumône accordée aux sœurs de Sainte-Claire et aux capucins de la ville. — Deux lettres du Roi, relatives aux étapes des troupes de cavalerie et d'infanterie. — Paiement de 70 livres tournois au sieur Maréchal, libraire-imprimeur, pour un cent ou environ de volumes reliés en veau, contenant les privilèges accordés par les rois de France, aux bourgeois, manants et habitants de la ville de Nantes, et qui avaient été distribués tant à Messieurs du corps de ville qu'aux personnes notables de la ville.

BB. 49. (Registre.) — In-folio, 93 f<sup>os</sup>, papier.

**1679-1680.** — Registre sans titre. — Noms des dames chargées, dans chaque paroisse, de faire la quête, afin d'acheter le linge nécessaire aux malades de l'Hôtel-Dieu. 24 mars 1679. — Enterrement de M. de la Jousselinière-Gauvain ancien échevin. — Réception de M<sup>e</sup> Nicolas Paulus, en qualité de miseur. — Adjudication des travaux à exécuter pour nettoyer la rivière d'Erde. — Installation de M. Frémon du Bouffay comme maire de Nantes. 12 septembre 1679. — Devis des réparations à exécuter aux ponts de bois de la Ville et faubourgs. — Procès-verbal des désastres causés par un violent incendie, arrivé le 16 avril 1680, rue de la Casserie. — Ordre donné par la Communauté de ville de faire un inventaire des titres déposés aux archives.

BB. 50. (Registre.) — Grand in folio, 99 f<sup>os</sup>, papier.

**1680-1681.** — « Papier du greffe de la ville et mairerie de Nantes, » commencé le 7 juillet 1680, fini le 8 décembre 1681. — Élection et installation des juges-consuls. — Lettres de naturalisation de Jacques Wittemberge, marchand à Nantes, originaire de Bruges. 8 août 1680. — Réparations faites aux ponts de pierre. — Naturalisation de Jean Birens Bernard, natif de Brême. — Enregistrement des lettres patentes, obtenues pour leur établissement, à Nantes.

(3) Avec ce registre ont été reliées quelques pages comprenant des délibérations du 2 janvier au 31 mars, du 26 mai au 23 juin 1675, et du 7 au 17 janvier 1676. Ces pages proviennent évidemment d'un registre lacéré et perdu.

par les filles pénitentes de Sainte-Marie-Madeleine. 3 janvier 1681. — Achat d'une petite gabare pour servir aux promenades de M<sup>me</sup> la duchesse de Chaulnes. — Permission à divers bateleurs, marchands d'orviétan, danseurs et mangeurs de feu, d'exercer leur métier. — Ordre et cérémonies observées pour la tenue des États à Nantes. Ce procès-verbal qui occupe quatre pages, indique jour par jour, du 12 août, au 19 du même mois, 1681, ce qui eut lieu à l'arrivée du duc et de la duchesse de Chaulnes, et des principaux personnages venus à cette occasion.

BB. 51. (Registre.) In-folio, 97 f<sup>os</sup>, papier.

**1681-1683.** — Papier pour servir à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, greffier de la ville et communauté de Nantes, commencé le 11 décembre 1681, fini le 13 mai 1683. — Réception des ambassadeurs du roi de Maroc, arrivés à Nantes, le 11 décembre 1681, logés aux frais de la ville au Pélican et traités par le maire de Monseigneur. — Procès-verbal des désastres occasionnés par l'incendie arrivé au Port-Maillard, le 10 avril 1682, 29 maisons plus ou moins atteintes. — Arrêt du conseil du Roi, pour le paiement des charges et dettes de la ville. — Lettres patentes, par lesquelles le Roi confère la charge de gouverneur des ville, château de Nantes et tour de Pirmil, ainsi que celle de lieutenant-général en Bretagne, à M. de Rosmadec, marquis de Molac, sur la démission de son père. — Dépenses pour les feux d'artifices tirés à la naissance du duc de Bourgogne, se montant à 848 livres 9 sols 6 deniers. — Inventaire des archives, remis au bureau par M<sup>r</sup> Frémon du Bouffay. 27 décembre 1682. (1) — Permission aux comédiens de la troupe royale de Chambord, de donner des représentations. (Le registre ne contient que cette indication sommaire.)

BB. 52. (Registre.) — In-folio, 96 f<sup>os</sup>, papier.

**1683-1684.** — Papier pour servir à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, greffier de la ville et communauté de Nantes; du 20 mai 1683, au 9 septembre 1684. — Ordonnance pour les cérémonies du jour de la Fête-

(1) Cet inventaire a été conservé. Il forme un volume grand in-folio de 148 folios. Sa reliure en veau marbré, porte les armes de M. Frémon du Bouffay, frappées en or sur les plats, et les armes de Nantes gravées sur les deux fermoirs en cuivre.

Dieu, les torches, le déjeuner, etc..... — Service pour la Reine. Ordre au miseur « de vider sa main de 500 livres pour estre employés au frais du service de la Royne, à Fontainebleau, le 1<sup>er</sup> septembre 1683, signé: le duc de Chaulnes. » Bail par adjudication de la cohue au poisson. — Naissance du duc d'Anjou, second fils de la dauphine, réjouissances à cette occasion. 31 décembre 1683. — Permission à un médecin de prendre une des tours des remparts, pour y enseigner l'anatomie à son fils. — Tarif des droits de passage sur le pont de Pirmil; 10 sols, un chariot attelé; une pipe de vin ou eau-de-vie, 4 sols; un bœuf ou vache, 8 deniers; veau, mouton, cochon, 2 deniers; une charge d'homme, 3 deniers. — Réception du sieur Querro comme imprimeur de la ville. — Ordonnances pour les tonneliers, qui prescrit « à tous les faiseurs de futailles de faire lesdites futailles de longueur compétente et faire les fûts de pipe façon d'Anjou de cinquante-huit, les poinçons de vingt-neuf, les quarts de quatorze veltes et demie. 23 août 1684. » — Devis d'un pont de bois destiné à rétablir la circulation sur le pont de Pirmil, dont deux arches se sont écroulées.

BB. 53. (Registre.) — Petit in-folio, 56 f<sup>os</sup>, papier.

**1684-1685.** — Papier pour servir à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, greffier de la ville et communauté de Nantes, du 13 septembre 1684, au 4 mai 1685. — Continuation de la mairie de M. Bidé. 17 octobre 1684. — Cérémonial observé à la mort d'un ancien échevin. Le corps de ville, moins le maire, assiste à l'enterrement; deux échevins en charge portent les coins du drap à la tête; deux anciens échevins aux pieds; et après la célébration de la messe à l'église de Sainte-Croix, tous se retirent. — Assemblée générale pour le logement des gens de guerre. 8 mars 1685. — Enregistrement des lettres patentes, par lesquelles M. Gabriel Lory est nommé garde et trésorier des chartes de Bretagne. — Assemblée générale pour le tirage au sort des jours de garde des C<sup>ies</sup> de la milice bourgeoise. 29 avril 1685. — Réception d'un jaugeur juré de la ville. Arrêté concernant le papegault. Les chevaliers du jeu royal du papegault, « entrés au bureau ont présenté à Messieurs le papegault qu'il ont dessin de planter et tirer, et supplient le bureau de leur permettre de ce faire. » Ce qui leur est accordé selon l'usage de chaque année.

BB. 54. (Registre.) — In-folio, 72 f<sup>os</sup>, papier.

**1685-1686.** — Papier pour servir à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, greffier de la ville, mairerie et communauté de Nantes, du 6 mai 1685, au 6 mars 1686. — Défense aux religieux Jacobins d'enseigner la philosophie. — Lettres du Roi au sujet des travaux à exécuter sur la Loire entre Nantes et Ingrandes. — Assemblée générale pour l'élection d'un maire. Il s'y trouva plus de 450 personnes, toutes nommées. 31 juillet 1685. — Lettre du duc de Chaulnes, prescrivant d'établir « un rôle des gens de la religion prétendue réformée. » Arrivée des dragons, et rôle des protestants chez lesquels ces soldats sont logés. 2 décembre 1685. — Adjudication de la perception des deniers d'Octroi. — Réception de M. Merlet, comme médecin de la ville. 3 février 1686. — Réparations faites aux quais, à la maison de ville, aux murailles, aux ponts de pierre.

BB. 55. (Registre.) — In-folio, 119 f<sup>os</sup>, dont les 26 derniers sont en blanc, papier.

**1686-1687.** — Papier pour servir à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, greffier de la ville, mairerie et communauté de Nantes, du 7 mars 1686, au 2 mars 1687. — Délégués des marchands, à la réunion de la compagnie des marchands fréquentant la Loire, tenue à Orléans. — État de la dépense faite pour l'arrivée de M<sup>r</sup> le maréchal de Schomberg; 360 livres 7 sols. La poudre seule fournie au canonnier pour tirer le jour de son arrivée et de son départ, coûta 65 livres 12 sols. 60 livres de confitures sèches ou liquides et dragées, à 20 sols la livre, 60 livres. 60 bouteilles de vin de Graves, à 12 sols; 30 de vin d'Espagne à 24 sols, et 30 de vin des Canaries à 30 sols: 137 livres. — Frais faits pour la réception de la duchesse de Portsmouth. 16 juin 1686. Ils se montèrent à 84 livres tournois. Entre autres présents, la ville avait offert: six flambeaux et six livres de bougies blanches; « un bassin de confitures de trante boîtes, tant sèches que liquides; » une douzaine de bouteilles d'essence. Arrentement du cimetière des huguenots. — Passage des ambassadeurs du Roi de Siam. Ces ambassadeurs arrivés le 15 juillet repartirent le lendemain pour Paris. La ville leur offrit les présents ordinaires; six flambeaux, six livres de cire blanche en bougies, un bassin de confitures et de vins de différentes sortes. La dépense atteignit le chiffre de 401 livres. — Fêtes pour la nais-

sance du duc de Berry. Le 12 septembre 1686, l'administration arrêta de faire chanter un *Te Deum*, de faire faire des feux de joie dans toutes les rues, et de faire allumer des chandelles aux fenêtres. — Arrêt du conseil du Roi au sujet de la nomination des échevins. Le maire, M. de la Nicollière, ayant nommé de son autorité privée un échevin, en dehors de la liste et sans le vote des habitants, le Roi prescrit de procéder à une nouvelle élection en se conformant à l'usage.

BB. 56. (Registre.) — In-folio, 95 f<sup>os</sup>, papier.

**1687.** — Papier pour servir à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, greffier de la ville, mairerie et communauté de Nantes, du 13 mars au 27 novembre 1687. — Permission au s<sup>r</sup> Basse, opérateur du Roi, de vendre son orviétan. — Réception d'un M<sup>e</sup> canonnier de la ville. — Adjudication de divers travaux; pavage du chemin de Toutes-Aydes; nettoyage de la rivière d'Erde; réparations à la maison de ville. 28 mai. — Continuation de la mairie de M. de la Nicollière de l'Isle; déclaration de celui-ci au sujet de sa noblesse. — Arrêté pour la construction d'une écluse à la chaussée de Vertou. 10 août 1687. — Règlement de préséance pour la procession de l'Assomption, entre la communauté de ville, l'Université et le Présidial. Le débat était surtout soulevé entre le Présidial et l'Université. Par arrêt du Conseil d'État du 5 mai 1786, l'Université dût marcher immédiatement après les officiers du présidial et avant ceux de la maréchaussée. — Voyage du maire, à Vannes, pour cette affaire. — Les sieurs de la Nicollière, maire; Guitton, procureur-syndic, et le sénéchal de Nantes, Charette de la Gascherie, comme adjoint, sont nommés députés pour les États; leurs instructions. 21 septembre 1687. — Ordre de la communauté de ville de dresser un procès-verbal d'arpentage et de l'état de la Butte des Archers, sur laquelle, les M<sup>es</sup> apothicaires, ont demandé au Roi, l'autorisation d'établir un jardin botanique.

BB. 57. (Registre.) — In-folio, 167 f<sup>os</sup>, les 9 derniers blancs, papier.

**1687-1689.** — Le présent registre contenant cent soixante-sept feuillets, le présent compris, est pour servir à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, greffier ordinaire de la ville, mairie et communauté de Nantes, du 27 novembre 1687, au 15 juillet 1689. — Paiement de

100 livres, pour le voyage et la messe, célébrée à Saint-Sébastien. 25 janvier 1688. (1) — Intervention de la ville dans le procès fait aux pâtisseries par les lardiers. — Protestation des pères des pauvres contre l'évêque de Nantes qui veut présider leurs réunions. — Adjudications des travaux de l'entretien des ponts. — Arrêté pour maintenir, le prie-dieu, le fauteuil, et le carreau destinés au maire, le jour de la Fête-Dieu, dans l'église de Saint-Nicolas, et que l'évêque voulait supprimer. 17 juin 1688. — Balisage de la rivière de Loire. — Opposition du maire à la vente et aliénation des corps de gardes, et autres emplacements situés près des murailles de la ville, (nombreux et intéressants détails topographiques). — Arrivée de troupes à Nantes. — Lettres patentes par lesquelles le Roi défend aux négociants, sous peine de la vie, de continuer leur commerce avec les Hollandais. 6 décembre 1688. — Passage à Nantes, du roi d'Angleterre, Jacques II. Le prince détrôné, se rendant à Brest, arriva à Nantes, le 3 mars 1689, vers les onze heures du matin. Il logea au château, et fut reçu par la milice bourgeoise sous les armes, et au bruit de toute l'artillerie. M. de Molac, gouverneur des ville et château de Nantes, se fit rembourser une somme de 350 livres, pour les carrosses, chevaux, etc., bateaux fournis en cette circonstance. Un second mémoire s'élève à 310 livres 3 sols. — Délibérations au sujet d'un emprunt de 150,000 livres, destiné au Roi, pour les besoins de la guerre. — Lettres patentes pour l'établissement du couvent des Capucins, à l'Hermitage. — 2 juin 1689. — Exemption du logement des gens de guerre, accordée à la veuve Moullin, comme mère de douze enfants vivants.

BB. 58. (Registre.) — In-folio, 190 f<sup>os</sup>, dont les 35 derniers blancs, papier.

**1689-1691.** — Papier pour servir à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, greffier de la ville, mairie et communauté de Nantes, du 21 juillet 1689, au 30 décembre 1691. — Requête des habitants de la Fosse pour le rétablissement des religieuses Dominicaines dites de Sainte-Catherine. — Dépenses faites pendant le second débordement de la Loire du 3 au 30 janvier 1689. — Pièces diverses concernant l'emprunt de 150,000 livres. Me-

(1) Ce voyage était accompli chaque année en exécution d'un vœu fait par la ville en 1507 pour être délivrée de la peste. Il en sera surtout parlé à la série CC, lors de l'analyse des comptes des miseurs qui contiennent à cet égard les détails les plus intéressants.

sures prises pour en assurer plus promptement la perception; assemblées générales des 30 et 31 juillet 1689, 29 août, 18 septembre. — Défense aux marchandes de poisson de stationner sur le pont de la Poissonnerie. — Dépenses pour l'inondation, arrivée le 23 janvier 1689 et qui dura jusqu'au 30; ce sont des fournitures de planches et de madriers pour les ponts et les journées d'hommes pour veiller à leur conservation. — Arrêté de M. de Pomereu, commissaire du Roi, au sujet des chevaux fournis aux troupes. — Arrivée et réception de M. le maréchal d'Estrées. — Prestation du serment du sieur Boulanger, nommé par le Roi, receveur des deniers communs et d'octroi de la ville de Nantes. — Arrêté au sujet de la perception des droits d'amortissement et nouveaux acquêts. — Nomination et installation du maire M. Noblet du Villo de Lespau. — Frais faits pour M. le maréchal d'Estrées, 1188 livres, 6 sols, 6 deniers, d'une part, pour les ouvriers chargés de réparer la maison habitée par le maréchal, 868 livres, 17 sols, de l'autre, pour location de meubles et aménagement de l'hôtel. — *Te Deum* chanté à la cathédrale pour la prise de Nice, et feu de joie, allumé par le maréchal lui-même. 6 mai 1691. — Tragédie jouée par les élèves des Pères de l'Oratoire. (1) — Assemblée générale pour constater la remise au dépôt des archives de la ville, des lettres de Jean V, 1424, (original) qui en avaient été tirées pour être produites dans l'affaire de l'exemption de l'impôt des lods et ventes. — Réception du sieur Huilhard, comme receveur et miscur.

BB. 59. (Registre.) — Petit in-folio, 100 f<sup>os</sup>, papier.

**1692.** — Extrait des registres du greffe de la ville et communauté de Nantes, du 3 janvier, au 16 octobre 1692. — Défense d'acheter des armes et des effets d'habillement aux soldats irlandais en garnison à Nantes. 5 janvier 1692. — Nomination de M. de Chéviré, à la place de major du château. — Édit du Roi, portant réunion aux corps des villes des divers offices créés par les lettres patentes de 1690 et 1692. 20 avril 1692. — Édit de création de la charge de procureur du Roi, greffier de la ville. — Lettres de provision de cette charge, accordées au sieur Mathurin Lecourbe. — Adjudication de la charge de procureur-syndic; personne ne se présente pour l'acquérir.

(1) Elle n'est pas autrement indiquée.

BB. 60. (Registre.) — In-folio, 160 f<sup>os</sup>, papier.

**1692-1694.** — Premier livre pour servir de registre à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, secrétaire-greffier-héréditaire de l'Hotel-de-Ville, du 6 novembre 1692, au 2 juin 1694. — Paiement de 600 livres, pour le diner de l'installation de la mairie de M. Noblet de Lespau. 23 novembre 1692. — Réception de M. Minier comme conseiller-assesseur. — Arrêt du Conseil pour l'exemption des droits de ventes et lods des maisons, situées sous le fief de la prévôté. 4<sup>er</sup> février 1693. — Permission, aux comédiens de M<sup>rs</sup> établis par S. M., de donner des représentations. — Autorisation accordée à un oculiste de construire un théâtre pour débiter ses remèdes. — Autorisation au sieur Hubert de faire représenter les métamorphoses d'Ovide, par ses marionnettes. 16 avril 1693. — Nomination de trois essayeurs-contrôleurs-marqueurs des ouvrages d'étain. — Lettres patentes contenant la nomination du marquis de Sévigné, au commandement de la ville et du château de Nantes. — Ordonnance du marquis de Sévigné, pour obliger les capitaines de milice à déposer les drapeaux à l'Hotel-de-Ville. 25 juillet 1693. — Médecins-régents de l'Université, exemptés du logement de gens de guerre. — Réception et installation de M. Proust du Port-Lavigne, maire perpétuel. — Rareté des blés, visite des provisions amassées dans la ville. — Répartition de la taxe de 900,000 livres pour la Bretagne. 12 novembre 1693. — Transport des archives dans la grande salle de l'Hotel-de-Ville.

BB. 61. (Registre.) — In-folio, 280 f<sup>os</sup>, papier.

**1694-1696.** — Le présent livre est pour servir de registre à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, secrétaire-greffier-héréditaire de l'Hotel-de-Ville, du 3 juin 1694, au 15 juin 1696. — Prisonniers anglais, faits au combat de Camaret, conduits à Nantes. 8 juillet 1694. — Lettres patentes de nominations à différents grades, de la milice. — M. Frémon du Bouffay, prête serment comme commissaire aux revues. — Adresse du maire et des échevins, au comte de Toulouse, nommé gouverneur de Bretagne. — Nomination de M. Branlard, en qualité de miseur. — Installation de MM. Guilloré et Lecoq, comme échevins. — Exemption de logement des gens de guerre, aux huit plus anciens notaires de la ville ; à la dame de Lavau, veuve d'un contrôleur des finances, aux sieurs Cottineau, Edelin, René Budan et autres vérificateurs des fouages. 2 jan-

vier 1694. — Lettres patentes, par lesquelles le Roi accorde la continuation de l'impôt de 6 deniers par pot de vin débité en ville ; adjudication de cette perception. — Députation du maire et de M. de la Gendronnière Gendron, aux États de Bretagne, tenus à Vannes. — Ordre de dresser procès-verbal de l'écroulement de l'église de Ste-Croix, et des boutiques ensevelies sous ses ruines. (1) — Opposition de la mairie, à l'érection des marchands de toiles, en corps de métier. — Ordre pour les tours de garde et les patrouilles.

BB. 62. (Registre.) — In-folio, 214 f<sup>os</sup>, papier.

**1696-1698.** — Le présent livre est pour servir de registre à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, secrétaire-greffier-héréditaire de l'Hotel-de-Ville de Nantes, du 15 juin 1696, au 16 février 1698. — Édit de création d'offices de jurés visiteurs-compteurs-mesureurs et peseurs de bois et charbons. — Exemption du logement des gens de guerre pour les bedaux de l'Université. — Détachements de la milice bourgeoise, envoyés sur les côtes. 17 juillet 1696. — Assemblée générale, pour la levée des 350,000 liv. destinées à racheter les offices des jurés visiteurs-mesureurs et peseurs de bois et charbons. — Arrêt du Conseil portant réunion de la charge de colonel et de celles de capitaines de la milice bourgeoise, au corps de la communauté de ville. 16 décembre 1696. — Lettre du marquis de Nointel, intendant de Bretagne, pour l'enregistrement des armoiries. — Réception de M. François Boursault de Bellechaume comme conseiller du roi, garde-scel de l'Hotel-de-Ville. — Arrivée de M. le maréchal d'Estrées, gouverneur, revue de la milice bourgeoise. 11 mars 1697. — Balisage de la Loire, députés du commerce de Nantes, à la compagnie des marchands d'Orléans. — Bougies offertes aux membres du Bureau pour leur installation, payées 11 livres. — Établissement des lanternes, dans les rues de Nantes ; délibérations ; réglemens ; frais d'installation ; ordonnances ; juillet 1697, janvier 1698.

BB. 63. (Registre.) — In-folio, 182 f<sup>os</sup>, papier.

**1698-1700.** — Le présent livre est pour servir de registre à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, secrétaire-greffier-héréditaire de la ville et communauté de Nantes, du

(1) La date n'est pas indiquée. Le procès-verbal est inséré dans la séance du 11 mars 1696.

27 février 1693, au 11 septembre 1700. — Dépenses pour préserver les ponts de bois d'être emportés par les grandes eaux. — Exemption de logement des gens des guerre pour les notaires. — Permission de montrer un éléphant. — Poursuites contre des particuliers qui avaient cassé des lanternes. — Arrivée et réception des ambassadeurs du Roi de Maroc. Mai 1699. Ils furent reçus par toute la milice bourgeoise sous les armes, et logés à l'hôtellerie du Pélican. — Permission à des charpentiers de navires de construire des vaisseaux sur la Fosse. Juin 1699. — Contestation entre le maire et le prévôt de Nantes, au sujet de la charge de lieutenant-général de police, qu'un ce dernier prétendait s'attribuer. — Jugement rendu contre des marchands de draps de soie, coupables d'avoir vendu des marchandises, sans les avoir fait visiter et marquer. — Arrêt du conseil d'État pour l'établissement d'une chambre de commerce à Paris. Élection de M. du Hallay-Descazeaux, pour député à cette chambre. 12 août 1700.

BB. 64. (Registre.) — In-folio, 182 f<sup>os</sup>, papier.

1700-1702. — Le présent livre est pour servir de registre, à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, secrétaire-greffier-héréditaire de la ville de Nantes, du 18 septembre 1700, au 17 août 1702. — Délibérations au sujet du remboursement de la charge de maire. — Réparations et élargissement des quais. — Adjudication des travaux pour le service funèbre de M. de Mollac, gouverneur de Nantes. — Autorisation donnée à des comédiens italiens. — Assignation (au Présidial) du comte de Rosmadec, pour faire boucher les jours qu'il a pris sur le jardin de l'Hôtel-de-Ville. — États de 1701, tenus à Nantes. Les députés furent le maire, Proust du Port-Lavigne; le miseur, de Launay Brandard; les six échevins, Urien, Belot, Brisson, Gauthain, Grassineau, Ernoul; et le procureur-syndic, René Dachon. 10 juillet. — Élection et installation des juges-consuls. — Présents offerts à la maréchale d'Estrees, le 4 août 1701; savoir: 60 livres de bougie; 60 livres de confitures sèches; une douzaine de flambeaux de cire blanche garnis de rubans noirs et blancs (1); six douzaines de bouteilles de vin d'Espagne. — Délibérations au sujet de l'exemption du droit de francs-fiefs; copie des privilèges adressée au Roi. — Arrêt du Conseil d'État pour le port des lettres; taxes

(1) Le noir et le blanc étaient les couleurs et la livrée de la ville.

pour les villes de Bretagne. Nantes, 75 liv.; Brest et Rennes, 75 liv.; La Roche-Bernard et Châteaubriant, 10 liv.; Vannes, 60 liv.; Le Croisic et Guérande 15 liv.; ces sommes étaient données, chaque année, pour l'*affranchissement des ports de lettres et paquets*. 24 novembre 1701. — Arrentement d'un terrain vague, dit le Fort-Communeau aux religieuses pénitentes de Sainte-Marie-Madeleine. — Envoi de lamproies confites, en boîtes, au seigneur de Biscaye. Dans la séance du 19 janvier, il est donné lecture d'une lettre du seigneur de Biscaye qui envoie une lettre de change de 480 livres destinées à payer des « lemprets confites pour estre envoyées au dit seigneur de Biscaye. » L'assemblée arrête qu'il sera fait diligence « pour envoyer des lemproyes confittes en boîtes. » — Ordonnance prescrivant aux anciens maires et échevins d'assister aux assemblées. — Rapport du maire sur les résultats de sa députation à Paris, pour le maintien de l'exemption du droit de francs-fiefs.

BB. 65. (Registre.) — In-folio, 180 f<sup>os</sup>, papier.

1702-1703. — Le présent livre est pour servir de registre à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, secrétaire-greffier-héréditaire de la ville et communauté de Nantes, du 17 août 1702, au 17 septembre 1703. — Lettre du Roi, prescrivant des réjouissances à l'occasion des victoires de son petit-fils, le Roi d'Espagne. 17 septembre 1702. — Exemption de logement des gens de guerre, accordée à de nombreux habitants de Nantes, comme syndics-perpétuels d'une paroisse, située dans le comté nantais. Mars 1703. — *Te Deum* et réjouissances pour la prise de Kell. 12 avril 1703. — Édit du Roi, sur les fonctions et prérogatives des maires et échevins. 15 mai 1703. — Arrêt du Roi qui ordonne de reconnaître comme son lieutenant, au gouvernement du château et de la ville de Nantes, le marquis de Sévigné. — Requête adressée au Roi, par l'administration, contre les prétentions à la préséance, des officiers du siège présidial et de l'Université.

BB. 66. (Registre.) — In-folio, 215 f<sup>os</sup>, papier.

1703-1705. — Ce présent registre contenant deux cent quinze feuillets, le présent compris, est pour servir à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, notaire royal apostolique et secrétaire-greffier de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, du 22 septembre 1703, au 4 novembre 1705. — Arrêt du Conseil d'État, confirmant l'exemption du droit de franc-fief. 22 septembre 1703. —

Assemblée générale pour un projet d'établissement des religieuses hospitalières de l'ordre de Saint-Augustin, demandées à l'Hôtel-Dieu, et sur une fondation d'école charitable, sous la direction de M<sup>lle</sup> de la Bourdonnaye de Bras, 17 février 1704. — Brevet d'inspecteur des milices bourgeoises, délivré à M. d'Espinoze. — Naissance du duc de Bretagne, réjouissances à ce sujet. Le 27 juillet 1704, après un *Te Deum* solennel chanté à la cathédrale, le maire mit le feu à un bûcher élevé sur la place Saint-Pierre. Un dîner splendide réunit les divers corps à la mairie; le soir la ville fut illuminée; il y eut des feux de joie dans tous les carrefours, et des barriques de vin distribuées à la foule sur plusieurs places. — Lettres et ordres du maréchal de Châteaurenault, au sujet des détachements et de la régularité du service des officiers et soldats de la milice bourgeoise. — Réception d'un archer de ville. — Exemption de logement de gens de guerre accordée au trésorier de la confrérie de Notre-Dame-de-Bon-Secours. — Ordonnance du comte de Toulouse, qui maintient les habitants de Nantes dans le droit d'avoir des aunes, balances et autres mesures, sans payer de droits. 12 mars 1705. — Désignation de M. de la Villeleroux, pour aller à Belle-Isle, relever M. de la Nicollière, capitaine commandant le détachement de la milice bourgeoise. — Compliments présentés par le maire à M. de Becdelièvre, premier président du parlement, et à M. Ferrand, intendant de Bretagne.

BB. 67. (Registre.) — In-folio, 216 f<sup>os</sup>, papier.

1705-1707. — Ce présent registre contient 116 feuillets, le présent compris, pour servir à M<sup>e</sup> Mathurin Lecourbe, notaire royal apostolique, et secrétaire-greffier de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, du 7 novembre 1705 au 29 octobre 1707. — Rôle de l'imposition d'une somme de 800,000 livres, répartie entre les villes et bourgs des neuf évêchés de Bretagne. 12 avril 1705. — Radiation des cadres de la milice bourgeoise, par ordre du Roi, de MM. Guillore et Fresneau, qui étaient cause de la mort d'un sergent du régiment de Gatinois. 31 avril 1706. — Lettre du Roi à l'évêque de Nantes, pour lui annoncer la victoire du duc de Vendôme, sur l'Empereur, en Italie. Réjouissance en cette occasion. — Assemblée générale pour délibérer sur les moyens de payer les 45.000 livres exigées par le Roi, pour la confirmation du droit de bourgeoisie. Juin 1706. — Achat de maisons

contiguës à l'Hôtel-Dieu. — Prorogation du bail des deniers d'octroi. — Service funèbre du maréchal d'Estrées, gouverneur de Nantes. La ville y consacra une somme de 1,500 livres. Il eut lieu le 7 septembre 1707. — Acquisition, par la communauté de ville, des deux charges de conseiller de police. — *Te Deum* pour la naissance du prince des Asturies.

BB. 68. (Registre.) — In-folio, 182 f<sup>os</sup>, papier.

1707-1709. — Ce présent registre contenant 182 feuillets, le présent compris, pour servir à M<sup>e</sup> Lecourbe, notaire royal apostolique, et secrétaire-greffier de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, du 5 novembre 1707, au 18 mai 1709. — Continuation de l'impôt de six deniers perçu sur chaque pot de vin vendu en détail dans la ville et les faubourgs. — Lettres patentes, contenant la nomination du maréchal d'Estrées, comme gouverneur de Nantes, à la place de son père. Ces lettres, données à Versailles, le 29 juin 1707, furent enregistrées dans la séance du 29 mars 1708. — Délibération pour faire faire six casques neufs et six bandollières pour les archers de la ville. — Installation de M. de la Villeleroux, en la charge de maire alternatif; pièces relatives à cette nomination. Ce maire, nommé par lettres du 23 septembre 1707, fut installé le 6 octobre 1708. Il ne figure sur aucun des catalogues. — Réception de M. Gendron, dans l'office de substitut du procureur du Roi syndic. — Ordonnances du Roi, au sujet des nouveaux convertis de la religion protestante. — Réception du sieur Papin, commissaire de l'artillerie du château de Nantes. — Difficultés survenues entre l'administration et M. de Valleton, lieutenant-général de police, au sujet de l'exercice de cette charge, dont toutes les attributions appartenaient au maire. 2 janvier 1709. — Assemblée pour la nomination des officiers de la milice bourgeoise. 1<sup>er</sup> avril 1709.

BB. 69. (Registre.) — In-folio, 192 f<sup>os</sup>, papier.

1709-1712. — Le présent registre contenant 192 feuillets, compris le présent, est pour servir à M<sup>e</sup> René Preau, secrétaire-greffier de l'Hôtel-de-Ville, du 23 mai 1709, au 18 juillet 1712. — Etablissement des religieuses hospitalières à l'Hôtel-Dieu. 10 juillet et 9 septembre 1709. — Enterrement de M. de la Blanchardière Hendricx, ancien échevin. — Mémoires au sujet du différend entre la communauté de ville et le lieutenant-général de police. — Députation, aux États



de Bretagne, tenus à Saint-Brieuc, de M. le maire, Proust du Port-Lavigne, et M. Le Breton, sous-maire. — Feu de joie pour la naissance du duc d'Anjou. — Subrogation faite par les chevaliers du Papegault, à M. de la Tullaye, de la maison et de la butte du Papegault. 8 mai 1710. — Procession de la Fête-Dieu. — Délibérations au sujet de l'établissement de fabriques d'eaux-de-vie, de sirops, mélasses et cidres. 17 novembre 1710. — Perception de la dime royale. — Ponts de bois emportés par l'inondation. — Délibération au sujet de la suppression des pêcheries des ponts de Nantes. — Lettres de reconnaissance de noblesse, accordées à Jacques Sarsfield, né à Nantes, originaire d'Irlande. — Don gratuit de 170,000 livres. 6 février 1712.

BB. 70. (Registre.) — In-folio, 147 f<sup>os</sup>, papier.

**1712-1715.** — Le présent registre contenant 144 feuillets de papier timbré, est pour servir à M<sup>e</sup> René Preau, secrétaire-greffier de l'Hôtel-de-Ville, du 17 juillet 1712, au 16 mai 1715. — Règlement pour les navires qui entrent en Loire. — Exemption de logement des gens de guerre, pour les locataires des Pères Chartreux. 13 décembre 1712. — Provisions de Joseph Charet, comme garde des archives de la ville de Nantes. — M. Moricaud de la Haye, nommé procureur du Roi de la ville. — Délibération au sujet de l'érection à Nantes, d'une statue équestre de Louis XIV, 1<sup>er</sup> mai 1713. — Ordonnances au sujet de la visite des navires. — Lettres de réhabilitation du sieur Denis Lecoq. — Édits et arrêts ordonnant la démolition des rottereaux des pêcheries établis sous les ponts de Nantes. 18 janvier 1714. — Délibérations au sujet du rachat de la charge de maire. — Les deux dernières pages du registre contiennent des déclarations d'arrivée en Loire de navires du commerce.

BB. 71. (Registre.) — In-folio, 144 f<sup>os</sup>, papier.

**1715-1717.** — Le présent registre contenant 144 feuillets de papier timbré pour servir à M. René Preau, secrétaire-greffier de l'Hôtel-de-Ville, du 19 mai 1715, au 4 avril 1717. — Service célébré en l'honneur de M. Proust du Port-Lavigne, maire perpétuel. — La grande salle de l'Hôtel-de-Ville prêtée pour le repas d'installation des consuls. — Mort du roi Louis XIV. Les dépenses pour le service célébré à la cathédrale, mises en adjudication pour la somme de

5,000 livres, furent adjugées pour 1,710 livres. (Il y avait eu trois adjudications.) Le service eut lieu les 13 et 14 novembre 1715. — Mesure prise au sujet des clefs de la ville, qui chaque jour doivent être reportées à la mairie, après la fermeture des portes. — Règlement pour la nomination des officiers de milice bourgeoise. — Remboursement à M<sup>me</sup> veuve Proust du Port-Lavigne, de la charge de maire perpétuel. — Assemblée générale pour les élections. — Nomination et installation de M. de Boussineau, en qualité de maire de Nantes, les 1<sup>er</sup>, 18 mai et 4 juin 1716. — Contestations au sujet des privilèges de l'Université. 19 novembre 1716. — Défense de porter des armes. — Arrêt du conseil concernant les gages des députés du commerce. — Fournitures de lits aux casernes.

BB. 72. (Registre.) — In-folio, 144 f<sup>os</sup>, papier.

**1717-1719.** — Le présent registre contenant 144 feuillets de papier timbré, premier et dernier compris, est pour servir à M<sup>e</sup> René Preau, secrétaire-greffier en titre de l'Hôtel-de-Ville, du 6 avril 1717, au 20 avril 1719. — Remboursement de la charge de miseur. — Passage du maréchal de Montesquiou, cadeau de vin de Bourgogne. — Réception du sieur Lefeuvre de la Ferronnière, comme médecin ordinaire de la ville. Le Bureau l'a choisi à la pluralité des voix, le 17 août 1717, avec gages de 300 livres. Il succédait au sieur du Frou, décédé le 15 du même mois. Ce dernier avait remplacé le sieur Becot, qui, lui-même, en 1686, avait été nommé à la mort de M. de Mello. — La communauté s'abstient d'assister au service de l'évêque de Nantes, pour lequel il n'avait pas été fait d'invitation. — Loterie de 10,000 livres autorisée par le Roi, pour acquérir des pompes à incendie. 24 mai 1718. — Assemblées pour les élections; protestations des officiers de milice bourgeoise. — Remboursement, au denier 22, des rentes dues par la communauté. — Prêt du dais et du chandelier de la ville, à l'église de Sainte-Croix. — Voyage de dévotion à Saint-Sébastien. 20 janvier 1719. C'est un intéressant procès-verbal de cette cérémonie, avec l'indication des places occupées dans l'église de Saint-Sébastien, par les divers membres du bureau. — Règlement d'exploitation de la perrière de l'Hermitage. — Exemption de logement de gens de guerre, guet, garde et autres charges, en faveur de M. Drouin, grand messenger juré de l'Université de Paris. 5 avril 1719.



BB. 73. (Registre.) — In-folio, 192 f<sup>os</sup>, papier.

**1719-1721.** — Le présent livre ou registre contenant 192 feuillets de papier timbré est pour servir à M<sup>e</sup> René Preau, secrétaire-greffier de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, du 20 avril 1719, au 12 février 1721. — Achat de 30 fusils pour faire la patrouille, au prix de 225 livres, à raison de 7 livres 10 sols pièce. — Adjudication du balisage de la Loire, au-dessus des ponts jusqu'à Ingrandes, pour 620 livres la première année et 520 la seconde, au sieur Dupé, 7 septembre 1719. — Nomination et installation de M. Gérard Mellier comme maire de Nantes. — Aumônes aux différents couvents de la ville. — Police des grains. — Nomination de quatre commissaires de police. — Nicolas Verger nommé imprimeur de la ville. 11 août 1720. — Réception du maréchal d'Estrées, gouverneur, et de M<sup>me</sup> d'Estrées, qui firent leur entrée le 7 septembre 1720, à 3 heures du soir; le maire en habit rouge avec le hausse-col et l'esponsion à la main, en tête de la milice bourgeoise; le sous-maire et les autres échevins lui présentèrent les clefs à la porte Saint Pierre. — Arrêts et ordonnances concernant le mal contagieux. — Construction d'une nouvelle Bourse. — Délibération pour faire frapper des jetons en argent, 10 novembre 1720. — Travaux exécutés sur la Motte Saint-Pierre. (*Le Cours actuel.*) — Règlement pour les incendies, en date du 8 janvier 1721, contenant 10 articles, sur les premiers secours à porter, et les mesures à prendre. — Arrêt du Conseil, prescrivant que le maire de Nantes, sera, à l'avenir, deux ans en exercice. — État des fermiers et sous-fermiers des maisons, boutiques et autres dépendances, appartenant à la ville.

BB. 74. (Registre.) — In-folio, 190 f<sup>os</sup>, papier.

**1721-1722.** — Le présent registre contenant 190 feuillets de papier timbré, est pour servir à M<sup>e</sup> René Preau, s<sup>r</sup> de Beauvais, greffier de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, du 12 février 1721 au 13 mai 1722. — Enterrement de M<sup>me</sup> Le Prieur, femme d'un échevin en charge. — Arrêt du Conseil, par lequel une somme de 12,000 livres est affectée annuellement aux réparations et à l'entretien des ponts. — Enregistrement des lettres de réception de M. Mellier, maire de Nantes, comme chevalier de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare. 2 juin 1721. — Prix d'une pompe à incendie achetée en Hollande. Elle fut prise chez M. Velaen,

fabricant privilégié, à Rotterdam, moyennant la somme de..... 350 florins.

Droit de sortie .....	16	»	16
Prime de 350 f. à 3%.	10	»	10
Port à bord .....	»	»	10
Connaissance ....	»	»	4

378 » 00

Provision à 2 % .... 7 » 11

Total ..... 385 » 11

Cette somme de 385 florins 11 sols monta à 1,056 livres 1 sol. — Délibération au sujet de l'établissement d'un lazaret. 6 août 1721. — Lettres patentes pour la prolongation des octrois et la reconstruction de la Bourse. 24 août 1721. — Privilège accordé au sieur Maréchal, pour imprimer le *Livre Doré*. — Établissement d'un bureau de santé. — Règlement pour la distribution des billets de logement aux troupes. — Lettres de noblesse accordées à M. Piou. 12 novembre 1721. — Arrentement à la ville de la grève de la Saulzaye, moyennant 10 livres de rente annuelle. — « Rolle des noms et demeures de ceux qui ont été commis par les maires et échevins de la ville de Nantes, en exécution de l'arrêt du Conseil, du 16 février 1721, pour l'exercice de quatre pompes destinées à servir en cas d'incendie ». 22 janvier 1722. — Inventaire des archives fait par M. Triberge. — Impression des Statuts des corps d'arts et métiers de la ville de Nantes. 18 février 1722.

BB. 75. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1722-1725.** — Le présent registre contenant 100 feuillets de papier timbré, est pour servir à M<sup>e</sup> René Preau, sieur de Beauvais, greffier de l'Hôtel-de-Ville, du 17 mai 1722 au 25 juillet 1723. — Impression des arrêtés rendus pendant la mairie de M. Mellier. — Continuation de la mairie de M. Mellier. — Réunion à la charge de maire de l'office de procureur du Roi de la police. — Arrivée de divers personnages pour la tenue des États à Nantes : M. le maréchal et madame la duchesse d'Estrées; M. Feydeau de Brou, intendant de Bretagne; M<sup>sr</sup> de Brillac, premier président du parlement; le marquis d'Ancenis (duc de Béthune-Charrost), président de la noblesse, et sa femme. Les États s'ouvrirent le 17 décembre 1722. — Création de quatre compagnies de milice bourgeoise pour le quartier de la Fosse. — Délibérations au sujet des offices municipaux créés en 1722. Avril 1723. — Mémoire des

impressions faites pour l'Hôtel-de-Ville de 1721 à 1723; entre autres, un grand placard pour le bureau de santé, en date du 15 décembre 1721, qui oblige les aubergistes et cabaretiers à avoir des registres, 250 exemplaires, 15 livres; 100 listes des six quartiers de la ville, pour être distribuées aux six commissaires, 6 livres; 200 ordonnances de M. de Brou, intendant, datées du 11 avril 1722, concernant la démolition des saillies et avances des maisons de la Fosse, en exécution de l'arrêt du 16 octobre 1720, 10 livres; 100 affiches pour l'adjudication de la bâtisse de la Bourse, le 1<sup>er</sup> juin 1722, 6 livres; 300 inscriptions de la pierre de l'Hôtel-de-Ville: DEO VOLIANO, en une feuille de cicéro, 18 liv.; total 777 liv. 5 sols. — Timbre apposé sur les toiles de Bretagne. En vertu de l'arrêt du Conseil du Roi du 2 mai 1721, « les toiles apelées » de Clisson, les toiles nantoises, les toiles de Vitré, » de Fougères, de la Guerche et autres lieux circon- » voisins, ensemble les pièces de couetis et coton- » nades qui arriveront à Nantes, seront portées à la » halle, pour y être veues et visitées par celui qui sera » nommé par les maire et échevins, et par luy mar- » quées de la marque qu'ils auront choisy, avec fa- » culté aux maire et échevins de lever 4 sol par chaque » pièce de toile, couetis et cottonnades. pour le pro- » duit être employé sur les ordonnances de l'inten- » dant à l'entretien du concierge et au loyer de ladite » halle..... à peine de cinquante livres d'amende et » de confiscation. 26 mai 1723.

BB. 76. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1723-1725.** — Le présent registre contenant 200 feuillets de papier timbré est pour servir au sieur René Preau, sieur de Beauvais, greffier de l'Hôtel-de-Ville, du 25 juillet 1723 au 15 mars 1725. — Amendes prononcées contre des habitants qui avaient déposé des pièces de bois et matériaux sur des places de la ville. — Acquisition des offices municipaux, emprunt de 45,000 livres à ce sujet. 9 octobre 1723. — Requête à l'évêque de Nantes, pour obtenir l'autorisation de manger des œufs pendant le carême. — Arrêté rendu contre les tisserands. — Construction des quais de la Chezine. 7 mars 1724. — Délibération pour placer les armes de la ville et du maire sur le mur de Sauvetout. — Requête de Jean Digier, suisse, afin de jouir des privilèges accordés par les Rois, aux gens de sa nation, établis en France. —

Achat de quarante *Bonnets de marque* pour les pompiers, pour la somme de 240 livres. 30 août 1724. — Prix des pancartes contenant les armoiries de tous les maires; frais de gravure, papier et cuivre. La fourniture du papier se monte à 35 livres 8 sols, et l'impression à 18 livres, par quittance du 16 septembre 1724, à François Ferrand, graveur, 390 liv., planches de cuivre poli à graver, 138 livres, impressions de ces estampes sur les 6 planches, 42 livres. 6 septembre 1724. — Mémoire contre les officiers du présidial qui prétendaient présider les assemblées générales. — Ordonnance pour la constitution du bureau administratif de l'hôpital du Sanitat.

BB. 77. (Registre.) — In-folio, 199 f<sup>os</sup>, papier.

**1725-1727.** — Le présent registre contenant 200 feuillets de papier timbré pour servir à M<sup>e</sup> René Preau, sieur de Beauvais, greffier de l'Hôtel-de-Ville, du 22 mars 1725 au 20 janvier 1727. — Prolongation de l'impôt de six deniers par pot de vin, en faveur des deux hôpitaux de la ville. 5 avril 1725. — État des liquidations reçues par M. Le Prieur, député de la communauté à Paris, pour l'achat des offices municipaux. Le montant est de 1,069,620 livres. 9 avril 1725. — Entretien des Chasse-gueux. — Mémoires, ordonnances et arrêtés pour la construction des quais et calles de la Chezine. 6 juillet 1725. — Illuminations et feux de joie pour le mariage de Louis XV. — 20 octobre 1725. — Reconstruction des arches du pont de Pirmil. — Construction du pont de la Bourse. — Rétablissement de l'autel de Saint-Sébastien. — Procès-verbal de la visite faite par M. Mellier au jardin des Apothicaires. — Pose de la première pierre du quai de la Chezine, nommé quai d'Estrées. — 5 septembre 1726. — Pose sur une des cheminées de l'Hôtel-de-Ville, d'une plaque de bronze sur laquelle est gravé le dessin d'une médaille, accordée par le Roi à M. Mellier. — Compte de Pierre Terrien, paveur, chargé de l'entretien du chemin de Rennes. — Requête au sujet des droits dus à la ville par la C<sup>ie</sup> des Indes. — Arrivée de M. le maréchal d'Estrées, 3 décembre 1726, le maire et le bureau vont le saluer au château; sa visite à l'Hôtel-de-Ville, le 16 du même mois, où le maire lui présente une clef d'argent que le maréchal « luy rend très obligeamment. » — Nomination de M. de Ramaceul, comme lieutenant-colonel de la milice bourgeoise.

BB. 78. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1727-1729.** — Le présent registre contenant 200 feuillets papier timbré pour servir à M<sup>e</sup> René Preau, sieur de Beauvais, greffier de l'Hôtel-de-Ville, du 22 janvier 1727 au 12 janvier 1729. — Lettres de provisions, du titre d'avocat du Roi au présidial, accordées à M. de la Villeleroux, ancien avocat au présidial. — Arrêtés et ordonnances au sujet de l'imposition levée pour l'habillement, la solde et le casernement des milices. Février 1727. — M. Mellier, nommé capitaine-lieutenant de la compagnie des chevaliers du papegault. — Règlement pour l'Académie de musique de Nantes. 28 mai 1727. — Listes des chevaliers du papegault. 29 juin 1727. — Arrêt rendu contre les religieux Minimes, pour le terrain de la Motte-Saint-Pierre, appartenant à la ville. — *Te Deum* et réjouissances, à l'occasion de la naissance de Mesdames de France. Le *Te Deum* fut chanté le 26 septembre 1727, et les frais d'illumination de l'Hôtel-de-Ville se montèrent à 463 livres 11 sols 6 deniers. — Procès-verbal de l'ouverture du tombeau des Carmes, sépulture du duc François II. — Ordonnance du Roi, concernant les étapes. 8 novembre 1727. — Paiement de 113 livres au greffier de la ville, pour le dessin et la gravure sur cuivre « de l'urne d'or dans laquelle est renfermé le cœur de la reine Anne. » 31 décembre 1727. — Continuation de la mairie de M. Mellier. 30 mai 1728. — Pension de 4,000 livres accordée au maire. — La communauté fait présent au maire, d'une épée d'argent. — La grande salle et les cuisines de l'Hôtel-de-Ville prêtées aux Consuls pour leur installation. — Deputés aux États tenus dans la ville de Rennes. M. Mellier, maire ; M. Prudhomme, échevin et M. du Chatellier-Lyrot, conseiller au présidial. — Arrêt du parlement contre les boulangers de Nantes. — Établissement d'un marché le lundi de chaque semaine.

BB. 79. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1729-1731.** Registre du greffe de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, commencé le 19 janvier 1729, fini le 28 février 1731. — Arrêt du Conseil contre les propriétaires de l'île Feydeau, pour la construction des quais. — Tableau de la Vierge, avec le fils de M. Mellier, à genoux, placé dans la chapelle de l'Hôtel-de-Ville. 4 mai 1729. — Lettres de relief de noblesse pour M. Lieut. id de Troisvilles. — Arrêt du Conseil, du 23 juillet 1729, en faveur du père Jésuite,

professeur d'hydrographie, et qui maintient à 4,000 livres par an, le chiffre de ses appointements. — Réjouissances pour la naissance du dauphin. — Nomination de M. Richard du Plessis, comme médecin de l'hôpital du Sanitat. — Enterrement de M. Mellier, maire. 30 décembre 1729. — Réponse de l'Administration à la requête présentée au contrôleur général par les généraux des finances au sujet des charges de la ville. — Lettre écrite par les échevins, au maréchal d'Estrées, pour l'élection du maire. — Requête présentée au Roi, pour l'exemption des droits de lods et ventes. — Lettres patentes en faveur des religieux de la Mercy pour le rachat des captifs. — Nomination et installation de M. Le Ray du Fumet, comme maire. 7 août 1730. — Arrêt rendu par le Parlement, contre Jean Stapleton, s<sup>r</sup> des Dervalières, en faveur de la ville de Nantes, au sujet du rachat payé à cette seigneurie pour la mouvance de la maison de ville. A Rennes, 23 mai 1730. Enregistré, à la séance du 13 août 1730. — Demande de pièces et renseignements faite par M. le comte de Toulouse. Quels sont les gens qui ont droit d'entrer aux assemblées de ville et d'y délibérer ; quel est celui qui commande dans la ville ; comment se fait la police et quel en est le juge ; état des revenus, état des dépenses ; s'il y a une C<sup>ie</sup> d'arquebusiers ou du papegault, les officiers, leurs privilèges ?...

BB. 80. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1731-1733.** — Registre ordinaire du greffe de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, commencé le 4 mars 1731, fini le 4 mars 1733. — Réplique de la communauté aux observations du receveur des droits de lods et ventes. — Réception du sieur Gaschignard, comme bedeau de l'Université. — Réception de Jeanne Dubreil, comme « tailleresse à la monnoye. » 20 mai 1731. — Ordonnance au sujet des voitures qui doivent être fournies aux troupes en marche. — Élargissement du chemin de Rennes. — Lettres patentes, par lesquelles Nicolas Mary, est nommé juré-crieur des enterrements. — Lettre du comte de Toulouse au sujet de l'encombrement des quais et calles de la Fosse. 2 avril 1732. — Nomination et installation de M. Vedier, maire. — Ordonnance de 1200 livres pour faire frapper des jetons. — État général des pavés à la charge de la ville. — Réception du sieur Wlieghe, comme courtier interprète. — Lettre du Roi au maire, député aux États de Bretagne. — Mémoire concernant les octrois,

historique des octrois de Nantes. 27 octobre 1732. — Contestation entre la communauté et le sénéchal de Nantes, pour la députation aux États.

BB. 81. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1733-1735.** — Registre ordinaire du greffe de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, du 11 mars 1733 au 24 mai 1735. — Poursuites exercées contre le sieur Blin, receveur de la capitation et débiteur de la ville. Mai 1733. — État du linge et des ustensiles, fournis au maréchal d'Estrées, pendant son séjour, par les fripiers, et autres marchands de la ville. — Cérémonial observé à la procession de la Fête-Dieu. Déjeuner; distribution de gants et bouquets; ordre de la marche; place des assistants dans les différentes églises où s'arrête la procession; baiser donné par le maire à une jeune enfant « habillée proprement, » qui selon l'usage lui présente un bouquet dans l'église de Saint-Nicolas. 24 juin 1734. — Arrêt du Conseil d'État, rendu entre la Communauté et les administrateurs du Sanitat, au sujet de la démolition du portail de cet hôpital. — Perception de nouveaux octrois pour subvenir à l'entretien des hôpitaux. — Confirmation des privilèges de la ville de Nantes. — La ville et les curés défèrent au Conseil d'État « certain mandement de Monseigneur l'Évêque de Nantes, du 20 novembre 1732, en augmentation de droits pour les curés, vicaires et autres ecclésiastiques, tant sur les habitants de cette ville que sur ceux des autres paroisses du diocèse. » 15 janvier 1734. — Défense de procéder aux élections municipales. — Réception du duc d'Estrées, gouverneur, et de M<sup>me</sup> la duchesse d'Estrées. 9 décembre 1734. Dépenses faites à cette occasion, 639 livres 12 sols. — Assemblées pour les corvées nécessaires à l'entretien des routes.

BB. 82. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1735-1737.** — Registre ordinaire des délibérations du greffe de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, du 25 mai 1735 au 13 mars 1737. — Lettre du comte de Toulouse au sujet de la translation de l'Université, à Rennes. — Installation de M. Darquistade, maire, et des échevins nommés par commission du grand sceau. 27 juillet 1735. — Assemblées pour le rachat des offices municipaux. — État du dixième à retenir par la ville sur toutes les sommes qu'elle doit payer. — Ordre de transporter les chantiers de construction de navires à Chezine, au bas de la Fosse. 15 février

1736. — Requête présentée au Roi, au sujet des affrègements de terrains vagues faits par les gouverneurs. — Discussion entre les officiers du présidial et le maire de Nantes, au sujet du fauteuil que ce dernier occupe le jour de la Fête-Dieu dans l'église de Saint-Nicolas. — Installation de M. Petit de la Bauche dans la place de maire alternatif; protestations. 25 octobre 1736. — Plantation d'arbres sur la place de la Hollande. — Refus des échevins de faire placer les pannonceaux de la mairie à la porte de la maison de M. Petit de la Bauche. — Almanach et étrennes mignonnes, présentées au Bureau suivant l'usage, par M<sup>me</sup> Verger, femme du sieur Verger, imprimeur de la communauté. 2 janvier 1737. (1) — Bourse de jetons présentée à chacun des députés de la ville aux États de Bretagne. — Mandement des députés aux États pour les impositions de l'année 1737, fixées pour Nantes, à 100,804 livres, 19 sols 6 deniers.

BB. 83. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1737-1738.** — Registre ordinaire des délibérations du greffe de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, du 17 mars 1737 au 21 août 1738. — Commission de contrôleur d'artillerie accordée au sieur Chinon. — Représentations adressées au Bureau, par M. l'avocat du Roi, au sujet de la remise aux archives de tous les papiers, titres, registres, enseignements, etc..., concernant les affaires finies de la mise à jour du *Livre Doré*, et protestations du procureur-syndic. 24 mars 1737. — Autorisation de tirer le papegault pour l'année 1737. — Lettres patentes de Louis XV, confirmatives des privilèges de l'Université de Nantes. 5 juin 1737. — Assemblée générale pour la translation des audiences du Consulat à la Bourse. — Arrêt du conseil qui charge la ville de l'entretien du pont de l'Île-Feydeau. — Délibération pour faire frapper des jetons en 1737, et surséance à cette mesure. — Procès-verbal fait par la police, pour faire placer vingt lanternes nouvelles (reverbères), en divers endroits de la ville. 11 décembre 1737. — Maintenu de noblesse pour le sieur Ollivier du Pavillon. — Arrêt du Conseil portant suppression de la vente des offices municipaux, et révo-

(1) La plus ancienne des *étrennes nantaises* connue est de 1732. Elle est inscrite sous le n° 472 du *Catalogue des Collections* de feu M. Toussaint Grille... vendues à Angers en 1851. Du moment qu'en 1737 c'était déjà « l'usage » d'en offrir à l'administration, il est permis de penser que cette publication doit remonter aux dernières années de la mairie de Gérard Mellier, vers 1728 ou 1729.

cation de ceux qui les occupent ; séances des membres du Bureau de 1735 ; contestations ; lettre du duc de Penthièvre à ce sujet. Janvier et février 1735. — Condamnation du sieur Écheverry, miseur, à restituer 2,162 liv. 16 sols 10 deniers à la ville. — Election, nomination et installation de M. de la Haye-Moricaud, comme maire.

BB. 84. (Registre.) — In-folio, 150 f<sup>os</sup>, papier.

**1738-1739.** — Registre ordinaire des délibérations du greffe de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, commencé le 21 août 1738, fini le 12 août 1739. — Confiscation, au profit des hôpitaux, de divers matériaux déposés sur les quais et places de la ville. 10 septembre 1738. — Pièce de satin brodé, payée 1,000 livres, pour être présentée à la marquise de Brancas, femme du gouverneur. — Sels de Guérande sujets au droit du quarantième denier. — Requête présentée à l'intendant de Bretagne, contre l'établissement à Nantes, des écoles chrétiennes. 1<sup>er</sup> février 1739. — Avis du sieur Gabriel, premier architecte du Roi, au sujet du pont de Pirmil, en date, à Versailles, du 20 décembre 1738, par lequel il déclare, que tout ce qu'il a prescrit, par ses dessins et devis, doit être exactement observé, nonobstant toute réquisition de l'entrepreneur. 12 février 1739. — Établissement d'un cimetière pour les étrangers de la religion prétendue réformée. — Arrêts du Conseil et ordonnance pour l'affrègement des terrains de la Basse-Saulzaye (*Ile Feydeau*). — Lettres patentes confirmatives des privilèges de la monnaie de Nantes. — Règlement pour la préséance et le rang qui appartiennent aux membres de la communauté de la ville de Vitré. — Souscription faite par les négociants en raison de la rareté des grains. 3 juin 1739. Démolition des barrières de Couëron et du Bignon-Lestard.

BB. 85. (Registre.) — In-folio, 150 f<sup>os</sup>, papier.

**1739-1740.** — Registre des délibérations du greffe de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, du 21 août 1739 au 5 novembre 1740. — Enregistrement des lettres, titres et privilèges concédés aux notaires par les rois de France depuis Henri III. — Adjudication de l'entretien des pavés, faite au sieur Pierre Cacault, paveur, le 12 août 1739 au prix de : 5 livres la toise de pavé taillé ; 3 livres 10 sols le pavé relevé en bloc ; et 5 sols l'entretien. — Ordonnance de 1,000 livres pour les

honoraires d'un professeur d'hydrographie. — Capitation et impôts de 1740. 6 mars 1740. — Achats de grains et farines faits au mois de mai 1739. — Requête présentée par les administrateurs du Sanitat qui, chargés d'entretenir plus de 700 personnes, sont à bout de ressources. — Humbles remontrances au Roi, au sujet de la confection des listes pour la mairie. Les sieurs Vedier et Le Ray, anciens maires élus, et les sieurs Darquistade et Petit, anciens maires par commission, ayant été rayés sur les listes, le Roi, malgré la requête de l'Administration, ordonne de les comprendre sur les nouvelles listes. 3 août 1740. — Somme de 60 francs donnée pour diverses copies de pièces des archives du château, faites par le sieur Rouillé, aumônier du château : lettres de Charles VIII, 29 décembre 1493 ; de Louis XII et la reine Anne, 4 février 1508 ; de François I<sup>er</sup>, 7 septembre 1519. — Prière adressée au maire, de venir occuper à l'Hôtel-de-Ville, l'appartement qui lui est destiné. — Députation aux États de MM. Darquistade, maire, et Bellabre, sénéchal de Nantes. — Nomination du sieur Étienne Leduc, joueur de violon, au nombre des symphonistes de la ville.

BB. 86. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1740-1742.** — (Pas de titre.) Du 5 novembre 1740 au 21 mai 1742. — Délibérations au sujet des quais projetés, depuis la Poissonnerie jusqu'au Port-au-Vin. — Règlement de police pour l'exportation des grains. — Mémoire instructif touchant la pancarte et la perception des octrois de Nantes ; observations des juges-consuls sur ce sujet ; requête adressée au Roi. — Tir du papegault. Le sieur Rolland, syndic des chevaliers du papegault, s'étant présenté seul, le Bureau décide que l'oiseau ne sera accepté que « lorsque la compagnie des chevaliers le présentera, conformément à l'ancien usage, par plusieurs chevaliers. » 26 avril 1741. — Nomination de M. Lory, au grade de major de la milice bourgeoise. 14 juin 1741. — Explication du terme de *banlieue*, au sujet de l'exemption des fouages. 16 août 1741. — Procès-verbal de visite des ponts de Pirmil. 23 août 1741. — Intervention de la ville dans le procès pendant au siège royal des traites, entre les marchands de Dos-d'Ane, Pirmil, Pont-Rousseau, et le fermier de ce devoir. — Arrêté pour faire graver trois cachets en argent, aux armes de la ville, un grand, un moyen et un petit. — Délibération pour la reconstruc-

tion du palais du présidial. 24 janvier 1742. — Lettre à l'évêque de Nantes, pour obtenir l'usage des œufs pendant le carême. — Rôle du dixième des rentes dues par la communauté de ville. — Construction des quais de la Fosse et du quai Brancas. — Élection des officiers de la milice bourgeoise.

BB. 87. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1742-1744.** — Registre du greffe de l'Hôtel-de-Ville, du 23 mai 1742 au 28 mai 1744. — Propositions faites aux propriétaires de la rue de Gorges, pour la construction d'un quai, réponses données par eux; observations du maire; répliques des propriétaires, conclusions. Le Bureau accorde aux propriétaires « tout l'espace de terrain actuellement servant à » mettre les répurations de la ville et faubourgs, à » la charge, par eux, de construire, à leurs frais, » conformément au devis et au plan, les quais mar- » qués sur le plan approuvé par eux. » 8 août 1742. — Lettres de commission d'échevin, accordées par le Roi, au sieur Peloteau, son installation. La nomination de M. Peloteau, par lettres de commission du Roi, du 28 octobre 1742, contraire aux privilèges électoraux, souleva l'opposition unanime de l'administration qui refusa de l'admettre. Alors, M. Durocher, subdélégué de l'intendant, spécialement désigné *ad hoc*, se présenta avec le nouveau titulaire au bureau assemblé le 19 novembre et, « attendu, dit-il, » dans son procès-verbal, qu'il s'agit de l'exécution des » ordres du Roi, ordonnons qu'il sera passé outre à » l'installation dudit sieur Peloteau, dans la place d'é- » chevin, et l'avons installé dans l'exercice dudit office » pour jouir des privilèges, droits et exemptions y at- » tribués. » — Arrêt du Parlement concernant les mesures de police à prendre pour protéger les clos de vignes contre les déprédateurs. — Mémoire de la communauté de ville contre les prétentions du miseur, pour le rachat de son office. — Liste de l'Université de Nantes, avec les demeures de ceux qui la composent, pour être remise à Messieurs de la Maison de ladite ville :

(ANNÉE 1743.)

M<sup>rs</sup> l'évêque de Nantes (chancelier). — M. de Caux, professeur de rhétorique (recteur). — M. de Plumaugat (juge-prévot, conservateur des privilèges de l'Université).

#### THEOLOGIE.

MM. Lehoreau, recteur de Ste-Radégonde (doyen). — Le R. P. Maubec, provincial des Cordeliers. — Le R. P. Peynet, cordelier. — Grégoire, au séminaire. — Berthelot, chefcier de la Collégiale, derrière N.-D. — Leroux, recteur de Savenay. — Donnelan, entrée de la Fosse. — Birot, recteur de Sucé. — Roy, grand-chantre de N.-D., procureur-général. — Aimon, recteur de la Benate. — De Ramaceul, chanoine, près Saint-Vincent. — Jamois, recteur de Saint-Aubin de Rennes. — Le R. P. Boyleau, cordelier. — Pascher, professeur au séminaire. — Rousseau, recteur de Saint-Donatien. — Siccard, recteur de Joué. — Le Gris. — Campan, au presbytère de Saint-Nicolas. — Basset. — Commard de Puylorson. — Pirio.

#### MÉDECINS.

MM. Cassard (doyen), Haute-Grande-Rue. — Soliès, rue Saint-Vincent. — Dufrou, Barrière de Couëron. — Alexandre, rue des Carmes. — Cherbonnel, Motte Saint-Nicolas. — Bonamy, place Saint-Nicolas. — Béguier, près Ancenis. — Le Roux, Grande-Rue. — Bodin des Plantes, à Machecoul. — Reliquet, Grande cour des Jacobins. — Kérirwan, vis-à-vis la Bourse. —

#### FACULTÉ DES ARTS.

MM. Frémon (doyen). — Le Roux, préfet du collège. Cottu, professeur de physique. — Chrétien de Pomorio, professeur de logique. — De la Mustière, professeur des humanités.

#### DOCTEURS EN DROIT.

MM. Richard de la Morlière, rue Baclerie. — Le Beau, Haute-Grande-Rue. — Rousseau, près Saint-Vincent. — Phelippon, Haute-Grande-Rue.

#### BACHELIER EN MÉDECINE.

M. Richard du Plessis, rue Juiverie.

#### BACHELIERS DES ARTS.

MM. Dalivoust, régent de troisième. — Bourdaloue, régent de quatrième. — Poiret, régent de cinquième. — Constantin, régent de sixième.

#### OFFICIERS DE L'UNIVERSITÉ.

MM. Mazureau de Launay (greffier, secrétaire de l'Université et des facultés des droits de Rennes), rue

du Moulin. — Du Cheminé Valleton (garde-scel), Ile-Feydeau. — Julien Maillard (libraire), Grande-Rue. — André Querro (imprimeur), Grande-Rue. — Nicolas Verger (libraire), Grande-Rue. — Marcé (parcheminier), près le château.

## BEDEAUX.

Pierre Gaschignard, bedeau général, Grande-Rue. — Curateau, à la Fosse. — Champeaux, Grande-Rue. — Renaudin, Pont-Saint-Pierre. — Mahé et Lezin, place Saint-Pierre. — Julien Hardy, Grande-Rue.

Certifié véritable, à Nantes, ce 20 février 1743.

Signé : DE CAUX, R<sup>e</sup> de l'Université.

Arrêt du Conseil pour la reconstruction du pont de Pirmil. 8 mai 1743. — Loge faite à la comédie pour le maire et les échevins, au lieu du banc qu'ils ont occupé jusqu'alors. — Requête des charcutiers afin d'obtenir l'érection de leur métier en jurande et maîtrise, réponses et observations de la communauté. — Lettres de noblesse de M. Darquistade, maire de Nantes. — Autorisation au sieur Barberissot, d'établir une manufacture de faïence. — Mémoire (12 mai 1744) du sieur Gaugy, peintre, dessins pour le *Livre Doré*. Sur le *Livre Doré*, une vignette avec les armes de M. Darquistade et attributs. . . . . 18 livres.  
à la fin dudit livre une petite vignette. . . 6 —  
sur un livre neuf, pour servir à la troisième suite, les armes de la ville avec attributs. . . . . 12 —  
une vignette riche avec les armes de France, Bretagne et attributs. . . . . 24 —  
une avec les armes de M. Darquistade, maire. . . . . 18 —

TOTAL . . . . . 78 livres.

Ce mémoire fut réduit à 66 livres.

BB. 88. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

1744-1745. — Registre ordinaire des délibérations de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, du 28 mai 1744 au 23 octobre 1745. — Arrêt du Conseil confirmant les privilèges des maires et officiers municipaux. — Ordonnance de l'intendant de Bretagne contre M. de Luzançay, pour l'exploitation de la pierre de Miséri. 31 juillet 1744. — État des rentes dues au domaine du Roi par la ville, et échues au terme de Noël 1743,

122 liv. 6 sols, 8 deniers. — Lettre du Roi au duc de Penthièvre, au sujet de la prise de Fribourg et de sa convalescence; *Te Deum*, feux de joie, tir du canon et réjouissances accoutumées. Mandement de l'évêque de Nantes, pour la cérémonie du *Te Deum*, 25 décembre 1744. — Requête contre les religieuses de Sainte-Marie-Madeleine, dites Pénitentes, qui veulent s'approprier un terrain appartenant à la ville. 27 janvier 1745. — Délibérations au sujet de l'acquisition des charges municipales qui restent à vendre. — Construction d'un quai et d'une calle dans les fossés de Saint-Nicolas; cession de terrain à cet effet. — Immondices de la répurgation portés sur la grève de la prairie de la Madeleine. 31 mai 1745. — Mandements de l'évêque de Nantes, à l'occasion de la prise de Tournay, de Gand, de Bruges et d'Oudenarde; de la capitulation d'Ostende; de la prise de Nieuport, de Tortone, de Parme et de Plaisance. — Mur privatif construit par la ville près de la Glacière. Le sieur Portail, architecte de la ville, qui était propriétaire mitoyen, avait fait laisser dans ce mur des « inter-signes de mitoyenneté que la ville fait enlever. » Juillet 1745. — Le sieur d'Échevery rétabli dans son office de miseur. — Le bureau assiste aux expériences de chimie faites dans le jardin des apothicaires. 3 août 1745 (1). — Lettre de l'intendant de Bretagne sur les fournitures qui doivent être faites aux troupes en marche.

BB. 89. (Registre.) — Petit in-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

1746-1747. — Le présent registre contenant 200 feuillets a été coté et paraphé au premier et dernier, par nous, écuyer Godefroy Gellée, sous-maire de la ville, pour servir à M<sup>e</sup> Pierre Buart, greffier, du 23 octobre 1745 au 7 mai 1747. — Requête des habitants du bas de la Fosse, sur les dommages que leur cause l'établissement d'une verrerie. Le 23 octobre 1745, l'administration ordonna le transfert de la manufacture. — Réparations faites à la torche de la ville, destinée à être portée aux processions; elles montèrent à la somme de 30 livres. — Adjudication du bail des octrois faite à Michel Gérard, le 21 décembre 1744, pour 151,000 livres, enregistrée dans la séance du 2 mai 1746. — Jouissance de la tour des connétables, accordée aux chirurgiens pour y faire leurs démonstrations publiques. 6 avril 1746. — Détachement de 500 hommes de milice bourgeoise pour garder les côtes. Ce batail-

(1) Ces expériences furent faites par les apothicaires; il n'y a aucun autre détail.

on, choisi parmi les hommes de la milice bourgeoise, parti pour le Croisic. — La vente de la glace est fixée au prix de 2 sols la livre. — Projet d'arrêt pour la place que doivent occuper les différents corps dans la procession de l'Assomption. 6 juillet 1746. — Arrêt du Parlement sur la longueur de l'aune dont doivent se servir les marchands de draps de soie. Il n'y avait à Nantes, aucun étalon, lorsque le corps des marchands en fit faire un par Mahodot, ajusteur à Nantes. Cet étalon, qui servit longtemps fut reconnu comme trop long de *deux lignes*; alors on fit venir un *étalon du pied de Roi*, vérifié par le prévôt des marchands de Paris. 6 juillet 1746. — Réception du duc et de la duchesse de Penthièvre. — Mémoire détaillé du sieur Roche, avocat de la ville, à Paris, et chargé de ses affaires. Fourni le 31 décembre 1745, il se monte à la somme de 906 livres. — Imposition sur les habitants de 6,000 livres pour le prix de 500 fusils fournis au détachement de la milice bourgeoise. — Assemblée pour l'élection des officiers de la milice bourgeoise.

BB. 90. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1747-1749.** — Le présent registre contenant 200 feuillets a été coté et paraphé pour servir à M<sup>e</sup> Robert Rouillé, greffier-secrétaire de l'Hôtel-de-Ville, du 10 mai 1747 au 13 avril 1749. — Procès-verbal descriptif de l'étalon de l'aune de Paris, fabriqué pour Nantes. 16 mai 1747 (cet étalon existe encore aux archives) (1). — Mémoire détaillé des frais faits pour l'illumination de l'Hôtel-de-Ville, à l'arrivée du duc de Penthièvre; total: 7,293 livres. — Nomination et installation de M. Durocher, comme maire et colonel de la milice bourgeoise. 26 juillet 1747. — Lettres de provisions de deux charges d'huissiers de la mairie de Nantes. — Délibération pour fixer un lieu propre au lestage et délestage des navires. — Délibération

(1) Il est en cuivre jaune et mesure 1 mètre 20 centimètres. A chaque bout est une platine d'acier trempé terminée par une fleur de lis en cuivre jaune, soit en tout 1 mètre 32 centimètres.

Sur l'une des faces plates de 34 millimètres de largeur, se lit: « Aulne étalonnée sur la mesure matrice étant au Bureau des Marchands Merciers à Paris, suivant le Procès-verbal fait au Bureau de ladite Ville, le 18 Avril 1747. » Sur le bord est la division par pouce; le premier pouce divisé en lignes et points.

Sur l'épaisseur, 14 millimètres, se lit: « Lordelle à Paris, à la Sphère, 1746. »

La seconde face plate, porte les  $\frac{1}{2}$  aulne  $\frac{1}{4}$   $\frac{1}{8}$   $\frac{1}{16}$   $\frac{1}{32}$ ;  $\frac{3}{2}$   $\frac{1}{2}$   $\frac{1}{6}$   $\frac{1}{12}$   $\frac{1}{24}$   $\frac{1}{48}$ .

Sur la seconde épaisseur, se lit: « Longueur totale: 3 pieds 7 pouces, 10 lignes  $\frac{1}{2}$ . »

et règlement pour la répurcation des rues de la ville. — Installation de M. Bellabre, comme maire et colonel de la milice bourgeoise. 29 juillet 1748. — Députation aux États, tenus à Rennes, en octobre 1748, de M. Bellabre, maire, et M. de la Ville, juge-magistrat civil et criminel au présidial de Nantes. — Lettre à l'évêque de Nantes pour demander des prières publiques, et l'autorisation de manger des œufs pendant le carême. 26 janvier 1749. — Autorisation à la ville d'affermir les portes de la ville, maisons adjacentes, emplacements, etc.... moyennant une rente de 1,200 livres payée chaque année au marquis de Brancas. — Vente par la marquise de Chabannois (née Marie-Jeanne Colbert de Croisy,) à son mari le marquis de Chabannois, maréchal des camps et armées du Roi, de la charge de lieutenant du Roi à Nantes, comme héritière de son père, propriétaire de cette charge. 23 février 1749.

BB. 91. (Registre.) — Grand in-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1749-1751.** — Le présent registre contenant 200 feuillets a été coté et paraphé pour servir à M. Rouillé, secrétaire-greffier de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, du 16 avril 1749 au 10 mars 1751. — Délibération pour n'admettre aux assemblées générales électives que les habitants de la ville. 17 juillet 1749. — Règlement pour les sommes dues aux aubergistes qui logeront des officiers et soldats pour les habitants. 11 octobre 1749. — Arrêt du Conseil au sujet des conditions dans lesquelles doivent être bâties les maisons à construire au pré Levesque. — Démolition de la porte de la Saulzaye. — Provisions de garde des archives du château de Nantes, délivrées à M. Pierre Michel. 18 juillet 1749. — Lettres patentes pour la réunion de 19 offices municipaux au corps de ville de Nantes, en date, à Paris du 30 janvier 1750. — Passage de la chaîne des galériens. — Mandement de l'évêque de Nantes, à l'occasion de la naissance d'une fille de M<sup>me</sup> la Dauphine. 8 septembre 1750. — Présent d'une bourse de cent jetons au sieur Durville, par délibération du 18 novembre 1750, parce qu'ayant obtenu l'adjudication des octrois pour 481,000 livres, une nouvelle enchère ayant été mise, il en avait ajouté plusieurs autres qui avaient fait adjuger le bail des octrois à un sieur Duval, pour 488,000 livres. — Mémoires pour la présence aux processions présentés par les officiers du présidial, contre les maires et échevins; réponses de ceux-ci; délibérations et répliques. — Exemption de



logement de gens de guerre pour les notaires royaux. — Réimpression du *Livre Doré* par la veuve Marie. — Délibération pour faire apprendre gratuitement à saigner au nommé Luc Olivier.

BB. 92. (Registre.) — Grand in-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1751-1753.** — Le présent registre contenant 200 feuillets coté et paraphé par M. Bellabre, maire, pour servir à M<sup>e</sup> Robert Rouillé, secrétaire de l'Hôtel-de-Ville, du 16 mars 1751 au 22 janvier 1753. — Achat du manuscrit de l'histoire de Nantes, par l'abbé Travers, moyennant 1,200 livres. 19 avril 1751. — Lettres patentes prorogeant pendant neuf années, la perception de différents droits d'octrois. 21 avril 1751. — Arrêt du Conseil portant qu'il ne sera plus payé d'indemnité pour les maisons abattues par cause d'alignement. — État des revenus et charges de la ville de Nantes, à la date du 7 juillet 1751. Total des revenus 234,513 livres, 14 sols, 9 deniers. Total des dépenses annuelles, 615,201 livres, 11 sols, 9 deniers; différence 380,687 livres, 16 sols, 5 deniers. — Cession par l'État à la ville du terrain dit Petite-Hollande. 28 juillet 1751. — Noms des 30 filles dotées par la ville à l'occasion de la naissance du duc de Bourgogne. — Les 8 premières ont 250 livres chacune; 14 autres 200 livres; et 8 autres 150 livres. Délibération du 15 décembre 1751. — Provisions de l'office de secrétaire du Roi, accordées à M. O'Riordan. — Translation des grandes foires sur la place Viarmes. — Délibération et règlement pour la répurcation. — Nomination du sieur Viau de la Chevrollière, marchand, comme garde d'un étalon d'Espagne pour la monte. 3 septembre 1752. — Brevet de capitaine d'une compagnie de gardes-côtes, accordé au sieur Joubert du Collet. — Établissement d'un concert et allocation de 300 livres pour les dépenses de l'orchestre

BB. 93. (Registre.) — Grand in-folio, 150 f<sup>os</sup>, papier.

**1753-1754.** — Registre des délibérations de la ville et communauté de Nantes, du 23 janvier 1753 au 8 juin 1754. — Obsèques de M. Buffet, échevin en charge. Débat de préséance entre le maire et les notaires. — Vente faite, à la ville, par l'évêque, des moulins de Barbin, moyennant une rente annuelle de 1,800 livres. 16 mars 1753. — Établissement de la Bibliothèque publique; délibérations à ce sujet; nomination du R. P. Giraud, prêtre de l'Oratoire, an-

cien supérieur de la Maison de Nantes, comme premier bibliothécaire; règlement, 1, 13 et 18 avril 1753 (1). — Devis des ouvrages à exécuter au quai du Port-Communeau. — Élection et installation des juges-consuls. — Lettres patentes confirmatives de l'acquisition des moulins de Barbin. — Brevet de canonnier du château de Nantes, en faveur du sieur Bonnemant. — Délibération du 19 avril 1754, pour faire exécuter le plan de la ville de Nantes, par les sieurs Portail, architecte de la ville, Suet dessinateur, et Cacault, arpenteur. Ce plan dédié au marquis de Brancas, porte le nom de François Cacault, qui le dessina de 1750 à 1757; il fut gravé en 1759, à Paris, par Jean Lattré, graveur rue Saint-Jacques. C'est incontestablement le plus beau et le plus exact de tous les plans exécutés sur la ville de Nantes. — Gratification de 600 livres, accordée aux archers de ville. — Élection et nomination de M. Gellée de Prémion, comme maire de Nantes.

BB. 94. (Registre.) — Grand in-folio, 150 f<sup>os</sup>, papier.

**1754-1755.** — Registre des délibérations de la ville et communauté de Nantes, du 10 juin 1754 au 25 octobre 1755. — Passage et séjour du régiment de Royal-Cravattes, du 6 au 26 juillet 1754. — Refus des juges et consuls de procéder à leurs élections; translation de la salle des séances du consulat à l'Hôtel de la Bourse. 29 juillet 1754. — Rôle d'équipage du canot du Roi, destiné au service du port de Nantes. 21 décembre 1754. — Nouvelles armoires pour les archives, projet de classement et d'inventaire. — Acquisition de plusieurs ouvrages manuscrits de l'abbé Travers. (Ils ne sont pas nommés.) — Brevet de maître d'armes délivré au sieur Moreau. — Arrêt du Conseil autorisant l'exécution du plan de la ville dressé par le sieur De Vigny. 17 mai 1755. — Lettre du comte de Saint-Florentin, par laquelle la préséance est donnée à M. Drouin, échevin négociant, sur M. Lelasseur, échevin conseiller au présidial. — Répartition de 472 jetons, pour l'année 1755; le maire en reçut 92; les échevins, le procureur-syndic et le greffier chacun 46; les deux de surplus furent tirés au sort. 9 août. — Démolition des deux tours de la porte Poissonnière, et du mur de ville depuis cette porte jusque vis-à-vis l'Échelle du Palais du Bouffay. 13 septembre 1755. — Lettres de provisions

(1) Il n'est pas question d'appointements; ce ne fut que l'année suivante qu'on lui accorda huit cent livres.

de clerc du Roi au grenier à sel de la Fosse, accordées au sieur Trochon. — Don de 40,000 livres fait par le Roi à la ville, pour le nettoyage de la Loire.

BB. 95. (Registre.) — Grand in-folio, 150 f<sup>os</sup>, papier.

**1755-1757.** — Registre des délibérations, commencé le 25 octobre 1755, fini le 10 décembre 1757. — Lettres de maintenue de noblesse, pour M. Luc-Nicolas O'Schiell. — Réception du sieur Couillaud de la Rive, comme ajusteur à la Monnaie. 21 février 1756. — Lettres de maintenue de noblesse pour les divers membres de la famille Walsh de Serrant. — Provisions de l'office d'interprète-courtier, accordées au sieur Odiette. — Suppression de la Chapelle de la commanderie de Sainte-Catherine. — Nomination et installation de MM. Joubert du Collet et Bridon, comme échevins. 2 août 1756. — Ordonnance qui déboute les maîtres tanneurs de l'exemption de fournir leurs chevaux pour le service des troupes. — Bourse de jetons présentée à l'intendant de Bretagne. — Lettres patentes autorisant l'acquisition, par la ville, de maisons appartenant à l'Hôtel-Dieu. — Lettres patentes par lesquelles le Roi accorde aux juges-consuls, 5,000 livres par an sur les octrois. 22 janvier 1757. — Lettres patentes des privilèges accordés aux maîtres chirurgiens du royaume. — Nomination du sieur Nicolas Cornet, comme huissier à la Monnaie. — Procès-verbal de l'élection de M. Bernier de la Richardière, comme député des négociants de la ville au conseil royal du commerce, à Paris; liste des négociants. 20 avril 1757 (1). — Acquisitions de plusieurs maisons, destinées à être démolies, pour la construction du quai Brancas. — Traité passé entre la ville et le commandeur de Sainte-Catherine, pour le même objet.

BB. 96. (Registre.) — Grand in-folio, 150 f<sup>os</sup>, papier.

**1757-1760.** — Registre des délibérations, commencé le 10 décembre 1757, fini le 28 juin 1760. — Acte de vente et subrogation, par les sieurs Le Clerc, des droits, privilèges et exercice de la verrerie royale de Nantes, aux sieurs Wouters, Boutevillain et Leger. Juin 1758. — Réception de M. de Navière, avocat, dans la charge de parcheminier de l'Université de

(1) M. Bernier de la Richardière, fut élu par 83 suffrages sur 116 votants; et son élection approuvée par le Roi, fut annoncée par une lettre de l'intendant, datée de Rennes, le 13 mai 1757.

Nantes. 15 juillet 1758. — Arrêt du Conseil confirmant la vente faite par l'État à la ville, de tous les terrains qui se sont formés ou se formeront par attérissements dans la Loire, au-dessus ou au-dessous des ponts de Nantes. 21 mars 1758. (Séance du 5 août, même année.) — Ordonnance de paiement d'une somme de 1,000 livres au sieur Lattré, pour un tiers du prix de la gravure du plan de la ville dessiné par F. Cacault. — Commission de bedeau de l'Université, pour Pierre Piquet. — Réponse de la communauté, à la requête des habitants de Grande et Petite-Biesse, qui protestent contre les travaux d'exhaussement faits dans leur quartier. 30 juin 1759. — Reconnaissance de noblesse pour André-Jacques et Thomas Gilagh, frères, Irlandais. — Acquisitions de maisons, boutiques et terrains, près la porte de Saint-Pierre, pour l'achèvement de la promenade. — Arrêt du Conseil, autorisant une souscription de 130 actions de 300 livres pour terminer le pont d'Aiguillon.

BB. 97. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1760-1763.** — Registre des délibérations de la ville de Nantes, du 5 juillet 1760 au 3 septembre 1763. — Maintenue de noblesse pour Messieurs Prudhomme. — Autorisation accordée au sieur Bainville et C<sup>ie</sup>, directeur d'une manufacture d'indiennes ou toiles peintes, de faire un réservoir. — Achats de maisons et terrains pour la confection de la promenade du Cours des États. — Réunion au corps de ville de la charge de procureur-syndic, achetée 28,000 livres aux héritiers du sieur Giraud, dernier titulaire. 12 décembre 1761. — Arrêt de la cour du parlement de Bretagne, rendu contre les Jésuites. 23 décembre 1761; (pp. 93 à 98.) — Mémoire, concernant le professeur d'hydrographie et de mathématiques, adressé au Parlement; historique. 20 mars 1762. La conclusion est: qu'il « est à désirer que la chaire d'hydrographie et de mathématiques de Nantes, ne puisse être remplie que par un sujet *examiné et choisi par l'Académie Royale des Sciences*. — Élection, nomination et installation de la mairie Joubert du Collet. — Arrêt du Parlement qui règle les honoraires des professeurs des collèges de Rennes, Vannes et Quimper, du 23 juin 1762 (séance du 3 juillet). Le principal de Rennes a 2,000 liv., outre le logement, plus 400 liv. pour menues dépenses; les sous-principaux et professeurs de théologie, philosophie et rhé-

torique, 1,200 liv.; le régent d'humanité, 1,000 liv.; les autres régents, 900 liv.; les principaux des collèges de Vannes et Quimper, 1,800 liv., outre le logement et 400 liv.; les sous-principaux et autres professeurs, 1,100 liv.; les régents, 900 liv. — Délibération pour affermer dans l'hôtel de Briord, une salle destinée à l'école de dessin. — Procès-verbal d'alignement pour former un port de l'Hermitage à la Píperie. — Désignation des places et carrefours, où la paix avec l'Angleterre a été publiée à Nantes, le 3 juillet 1763.

BB. 98. (Registre.) — In-folio, 150 f<sup>os</sup>, papier.

**1763-1765.** — Registre des délibérations de la ville et communauté de Nantes, commencé le 10 septembre 1763, fini le 18 mai 1765. — Délibération, portant que la somme de 1,200 liv. allouée à l'exécuteur des hautes œuvres, sera augmentée de 300 liv. pour lui tenir lieu des droits de havage qu'il percevait. — Concession au s<sup>r</sup> Martel, de bancs de sables, situés en Loire, vis-à-vis sa terre du Pé. 23 novembre 1763. — Ordonnance du duc d'Aiguillon, contre ceux qui détruisent les travaux faits pour faciliter la navigation de la Loire. — Acquisition de l'emplacement du tribunal des Regaires, pour l'ouverture de la rue de l'Évêché. — Autorisation d'emprunter 300,000 livres pour le paiement des dettes de la ville et de diverses réparations. 28 janvier 1764. — Concession d'attérissements en Loire faite à MM. de Trevelec et de la Pommeraye de Kerambart. 14 avril 1764. — Concession d'attérissements, à M. de la Tullaye. États tenus dans la ville de Nantes, délibérations à ce sujet. — Dépenses pour le voyage du vœu à Saint-Sébastien. — Réception du sieur Guilbaud, comme monnayeur à la monnaie de Nantes. — Dépôt aux archives des règlements de la Chambre de lecture. En 1760, une première Chambre, ou société de lecture, fut établie à la Fosse de Nantes, par les négociants. Le succès obtenu par cette association, en fit créer une seconde « pour les magistrats et autres citoyens distingués occupés de jurisprudence. » 13 avril 1765. Les règlements en furent déposés aux archives, mais ne s'y trouvent plus. — Invitation faite au Bureau, d'assister au jeu royal du papegault.

BB. 99. (Registre.) — In-folio, 150 f<sup>os</sup>, papier.

**1765-1767.** — Registre des délibérations de la ville et communauté de Nantes, commencé le 23 mai

1765, fini le 25 juillet 1767. — Liste des souscripteurs, à la somme de 23,000 livres, pour l'achèvement du pont d'Aiguillon. — Lettre de M. l'intendant, pour les mesures à employer afin d'assurer l'exportation des blés. — Ordres de paiement, pour l'imprimeur, 264 liv., 16 sols, suivant mémoire qui n'est pas détaillé; pour la duchesse de Lauraguais, 1687 livres 5 sous par an, maisons supprimées sur le pont de la Poissonnerie et la Motte Saint-Pierre, en vue des embellissements de la ville, 9 novembre 1765; pour le droit annuel des offices municipaux, 672 livres; les droits honorifiques, 600 livres; le prédicateur de l'Avent, à la cathédrale, 100 livres, etc. — Délibération pour allumer des feux sur les places publiques, vu la rigueur du froid; le Bureau demande l'usage des aliments gras, pendant le carême, l'évêque refuse. 11 et 25 janvier, 8 février 1766. — L'administration prête à un Père de la Merci, tout ce qu'elle peut mettre à sa disposition, pour une procession qu'il doit faire, avec les captifs qu'il a rachetés, et à laquelle elle promet d'assister. — Élection, nomination et installation de la mairie de M. François Libault. 9 juin 1766. — Arrêt du conseil d'État approuvant les nouveaux projets d'embellissement de la ville, entrepris par M. Graslin. — Arrêt du Parlement, approuvant le règlement pour la faculté des Arts de l'Université. 16 août 1766. — Délibération pour emprunter 120,000 livres destinées au rétablissement de la route et banlieue de Rennes. 27 juin 1767.

BB. 100. (Registre.) — In-folio, 150 f<sup>os</sup>, papier.

**1767-1769.** — Registre des délibérations de la ville et communauté de Nantes, commencé le 25 juillet 1767, fini le 17 juin 1769. — Bourse de jetons, offerte à M. l'intendant (1). — Provisions de l'office de gouverneur de Savenay, données au sieur Vanberchem. — Suppression de l'office de procureur du Roi syndic et réunion de cette charge à la communauté. 31 décembre 1767. — Arrêt du Conseil,

(1) Le prix variait suivant le poids, qui généralement était à peu près le même. En les évaluant en moyenne à 2 fr. 25 la pièce, cela donnerait, pour le cent, 225 fr. Ils étaient présentés dans une bourse de velours cramoisi, sur laquelle étaient brodées en or, les armes de l'intendant et de la ville. M. de Flesselles, était alors intendant de Bretagne; ses armes, dit la délibération, devaient être gravées d'un côté, et de l'autre, celles de la ville, avec la devise: TUTIUM IUR; 29 août 1767. A notre connaissance, ces jetons n'existent dans aucune collection et nous n'en avons rencontré aucun exemplaire. Une bourse de 100 jetons offerte en 1771 à M. de Kermasson, coûta 182 livres.

autorisant un emprunt de 120,000 livres pour les frais destinés à l'ouverture de la banlieue de Rennes. — Lettres des grands vicaires portant permission de battre le blé dans les églises, « attendu la nécessité pressante, et ce jusqu'à la fin du mois, excepté les dimanches. » 24 septembre 1768. — Procès-verbal du tirage de 50,000 livres à rembourser sur 150,000 livres qui restent de l'emprunt de 300,000 livres. — Lettres patentes, portant différentes exemptions et privilèges pour les administrateurs du Sanitat, pendant leur exercice; exemption de guet, garde et patrouille, logements de gens de guerre et casernement et de toutes autres charges publiques; exemption de tutelle et curatelle. (4 février 1769.) — Élection, nomination et installation de M. Guérin de Beaumont, comme procureur du Roi syndic. — Provisions de hérault d'armes pour Pierre Pavret, et d'archers-gardes de la connétablie et maréchaussée de France, pour J.-F. de Coene, Zacharie du Porteau du Plessis, R.-J. Granry, J.-T. Yvon, J. Guillet. 23 février 1769. — Noms des dames quêteuses du linge pour l'hôpital : Saint-Nicolas en ville, M<sup>me</sup> Denis le Jeune; entrée de la Fosse, M<sup>me</sup> Kasner; bas de la Fosse, M<sup>me</sup> Tollenare la jeune; Chantenay, M<sup>me</sup> Tessier; Sainte-Croix en ville, M<sup>me</sup> Pichelin; Ile Feydeau et la Saulzaye, M<sup>me</sup> Lincoln; quartiers de l'Hôpital, Belle-Croix et Biesse, M<sup>me</sup> du Porteau du Plessis la jeune; Saint-Denis, M<sup>me</sup> Raimbault; Saint-Laurent et Saint-Jean, M<sup>me</sup> de la Barre; Sainte-Radégonde, M<sup>me</sup> de Chardonnet; Saint-Vincent, M<sup>me</sup> de la Tocnaye; Saint-Saturnin, M<sup>me</sup> Maussion la jeune; Saint-Léonard, M<sup>me</sup> Voualin; Saint-Similien, M<sup>me</sup> Massion; Saint-Clément, M<sup>me</sup> Durocher la jeune; Notre-Dame, M<sup>me</sup> Fresneau de la Couronnerie; Vertais et Dos-d'Ane, M<sup>me</sup> Morel. 11 mars 1769. — Achat de six chevaux, pour le service de la ville, au prix de 1,035 livres, 8 sols. 9 juin 1769. — Délibération, pour emprunter 200,400 livres pour la reconstruction de la Bourse. — Souscription par le commerce de Nantes, de la somme précédente.

BB. 104. (Registre.) — In-folio, 149 f<sup>os</sup>, papier.

1769-1771. — Registre des délibérations de la ville et communauté de Nantes, commencé le 17 juin 1769 et fini le 6 avril 1771. — Déclarations du Roi, concernant les débats des comptables, et le règlement de la comptabilité. — Lettres de consul de Suède, délivrées au sieur Pierre Babat,

négociant à Nantes. 14 octobre 1769. — Mémoire envoyé à l'intendant au sujet des contestations des juges-consuls, pour la reconstruction de la Bourse. — Élection, nomination et installation de la mairie de M. Philippe-Vincent Roger. 23 mai 1770. — Lettres de nomination de M. Libault, comme colonel à la suite du bataillon de la milice bourgeoise. — Adjudication de la démolition de la tour du papegault à M. d'Aux. — Adjudications de divers attérissements formés en Loire, au-dessus des ponts, faites à Gabriel Esseul, pour 123 livres, et d'autres attérissements à divers particuliers; 29 septembre 1770. — Ordonnances aux pilotes lamaneurs, pour ne laisser entrer en Loire que des navires non suspects d'avoir la peste à bord. — Brevet du duc de Penthièvre pour l'établissement d'une salle de spectacle à Nantes. « S. A. S., voulant traiter favorablement les négociants et amateurs de Nantes, elle leur a permis de faire lever une troupe de comédiens qui représenteront dans ladite ville, des tragédies, comédies françaises et italiennes, opéras, opéras-comiques et bouffons, etc. » 10 novembre 1770. — Crue de la Loire; destruction du pont de Pont-Rousseau. — Ordonnances et procédures contre divers navires étrangers, arrivant en Loire. — Élection d'un député pour le Bureau du commerce; listes des candidats et des négociants.

BB. 102. (Registre.) — In-folio, 150 f<sup>os</sup>, papier.

1771-1772. — Registre des délibérations de la ville et communauté de Nantes, commencé le 13 avril 1771, et fini le 28 novembre 1772. — Nomination du sieur Levesque, comme professeur d'hydrographie du port de Nantes. 11 mai 1771. — Bornage de la prairie de M. du Goujon. 3 août 1771. — Exemption de logement de gens de guerre pour le sieur Froust, secrétaire-greffier du point d'honneur, en la sénéchaussée des Régaires. 21 septembre 1771. Adjudication de la fourniture des chandelles et entretien des reverbères, pour 38 liv. 15 sols le cent pesant. 28 septembre 1771. — Délibérations pour l'achat des terrains destinés à former des cimetières. 4 janvier 1772. — Mémoire pour l'établissement d'un péage à Pont-Rousseau. — Lettres de secrétaires-honoraires du Roi, accordées aux sieurs Rozée, Périssel, Grou et Michel Portier. — Ordonnance du marquis de Brancas, concernant la milice bourgeoise. — Autorisation accordée par le Roi à la ville, pour emprunter 300,000 livres. — Vente à M. Pepin de Belleisle, d'un terrain, situé près le cours des

États, devant l'Oratoire. — Ordonnance concernant les pompes à incendie ; liste des pompiers. — Élection, nomination et installation de la mairie de M. de la Ville. 10 août 1772. — Délibérations pour traiter de la réunion des archives de la ville dans une seule chambre. « Les archives de la commune sont dans la plus grande confusion, tous les titres et les papiers sont déposés, sans ordre ni arrangement, dans plusieurs armoires dispersées dans tous les appartements et dans presque toutes les chambres de l'Hôtel-de-Ville. » 3 octobre 1772.

BB. 103. (Registre.) — In-folio, 150 f<sup>os</sup>, papier.

1772-1775. — Registre des délibérations de la ville et communauté de Nantes, commencé le 5 décembre 1772 et fini le 24 mars 1775. — Délibération portant nomination de trois employés et de deux sur-numéraires dans la régie des octrois. — Uniforme des capitaines de pompes. « Un habit uniforme et distinctif de couleur gris de fer avec parements et collet de velours noir. » 6 mars 1773. — Confirmation de noblesse pour MM. Berthrand de Cœuvres et Moricaud de la Haye. — Concessions faites par le Roi, à la comtesse du Barry, de maisons, échoppes et terrains divers ; délibérations à ce sujet (1). — Délibération sur la réception à faire au duc de Fitzjames, commandant de la province, pour sa première entrée à Nantes. 30 octobre 1773. — Ordonnance de 300 fr. pour le portrait du maire (2). — Démolition de maisons situées rue Saint-Saturnin et rue de la Saulzaye. — Mort de Louis XV ; 10 mai 1774 ; service à cette occasion, le 20 du même mois ; lettre de Louis XVI, adressée « à nos chers et bien amez les officiers municipaux de Nantes, » pour

(1) Louis XV, par brevet du 23 décembre 1769, avait donné à « Dame Jeanne Gomard de Vaubergnier, épouse non commune de biens de M. Guillaume comte du Barry, sa vie durant, des domaines, maisons, boutiques, baraques, maisons, appentis, celliers, jardins et terres vagues, situées en cette ville, dont jouissait cy-devant la feue dame duchesse de Lauraguais. » Ces propriétés entravaient à chaque instant le tracé du plan général d'agrandissement de Nantes. Déjà, en 1773, la ville payait une rente annuelle de 4,630 livres pour diverses parcelles expropriées, lorsque l'administration fit demander l'abandon du tout, pour lequel M<sup>me</sup> du Barry, exigea 250,000 livres. Les magistrats municipaux résistèrent. Enfin, par lettres patentes du 20 juin 1779, Louis XVI, autorisa la ville à emprunter 160.000 livres ; alors M<sup>me</sup> du Barry augmenta aussitôt ses prétentions, jusqu'à 200,000 livres, qu'il fallut payer en 1784.

(2) Le nom du peintre, laissé au choix du maire, n'est presque jamais indiqué.

leur annoncer la mort de son aïeul et son accession à la couronne. Versailles, 10 mai 1774 ; distribution d'aumônes ; séances des 14, 19 mai et 4 juin. — Arrêt du Conseil qui autorise la communauté de ville à rembourser les rentes foncières au denier 20.

BB. 104. (Registre.) — In-folio, 148 f<sup>os</sup>, papier.

1775-1776. — Registre des délibérations de la ville et communauté de Nantes, commencé le 24 mars 1775 et fini le 21 décembre 1776. — Le Bureau assiste aux funérailles de M<sup>sr</sup> de la Muzanchère, évêque de Nantes. 7 avril 1775. — Augmentation du traitement des employés de la régie ; liste de ces employés. — Délibération pour renouveler les chevaux d'attelage de la ville. — Lettre du Roi au sujet de son sacre et de son couronnement. 27 juin 1775 ; *Te Deum* chanté en cette circonstance, à la Cathédrale, le 25 juin. — Protestation des officiers du présidial contre la communauté, à l'occasion de la place occupée par celle-ci pendant le *Te Deum* : réponses ; répliques ; lettres de l'intendant. — Délibération concernant des travaux à exécuter dans les rivières d'Erde et de Loire, ainsi que dans les marais de Donges et Montoir. — Ordonnance de 360 livres pour les tambours de la milice bourgeoise. — Adjudication de la répurcation des rues et places, pour 1,000 livres par an ; conditions et règlement. 25 juin 1776. — Élection, nomination et installation de M. Gellée de Prémion, maire pour la seconde fois. 1<sup>er</sup> mai et 1<sup>er</sup> juillet 1776. — Ordonnance de 72 livres, au sieur Hénon, peintre, pour travaux faits par lui au manuscrit du *Livre Doré*. — Ordonnances du Roi concernant le corps royal de l'artillerie. — Commission de canonnier d'État, accordée au sieur Jean Favas. — Délibération concernant le rétablissement de l'école de dessin. 23 novembre 1776. — Adjudication de la ferme des moulins de Barbin, pour la somme de 600 livres par an.

BB. 105. (Registre.) — In-folio, 150 f<sup>os</sup>, papier.

1776-1778. — Registre des délibérations de la commune et communauté de Nantes, commencé le 28 décembre 1776 et fini le 18 avril 1778. — Délibération en vertu de laquelle un des « fantômes servant à démontrer les accouchements » est accordé au sieur Godebert, chirurgien. 25 janvier 1777. — Arrêt du Conseil concernant la conservation des ponts de Nantes. 15 février 1777. — Délibération au sujet de la construction d'une nouvelle salle de spectacle

et acceptation du projet du sieur Gourville. (Ce projet ne fut pas exécuté.) — Ordonnance de paiement à la comtesse du Barry, d'une somme de 1,709 livres 8 sols 4 deniers pour les maisons et boutiques (dont le Roi lui a fait cadeau) dans la ville de Nantes. — Vente, par la communauté, au profit du sieur Dorion, d'un attérissement joignant l'île Dorion. — Lettre de M. Amelot, qui informe le Bureau que le Roi a décidé en faveur des avocats, la question de préséance au corps municipal, agitée entre ceux-ci et les négociants; démission de M. Angebault, échevin. — Répartition des jetons de la mairie, pour les années 1776 et 1777. 13 septembre 1777. — Délibération, longuement motivée, contraire au rétablissement des retraites spirituelles dans la ville. 27 décembre 1777. — Mainteneur de noblesse en faveur de M. Jean-Joseph-Louis Graslin.

BB. 106. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1778-1781.** — Registre des délibérations de la ville et communauté de Nantes, commencé le 22 avril 1778, fini le 7 avril 1781. — Très humbles représentations au Roi, à l'effet d'obtenir la révocation de son ordre qui maintient sur l'ancienne liste, le procureur du roi syndic. — Exemption de logement de gens de guerre, pour le sieur Cambronne, garde-magasin des poudres et salpêtres. 30 mai 1778. — Règlement pour le service des pompes à incendies; état général des pompes et ustensiles déposés dans les divers quartiers. 4 juillet et 14 novembre 1778. — Arrêt du Conseil autorisant la suppression d'une rue dans le quartier de la Saulzaye. 13 mars 1779. Elle n'est désignée que par le nom de petite rue ou ruelle transversale. — Testament de M. Grou, négociant, contenant un legs de 200,000 livres pour les hôpitaux de Nantes. 10 avril 1779. — Décret de suppression, et d'union à l'hôpital, du bénéfice des Trois Pendus. 10 avril 1779. On n'a aucune donnée sérieuse sur l'origine du nom singulier de ce bénéfice, valant alors 442 livres et chargé d'une messe par mois. — Nomination du sieur Greslier, pour travailler aux archives de la ville, à raison de 50 francs par mois. — Observations présentées à M. l'intendant, par la communauté, contre le sieur Le Sieur, qui demande le privilège exclusif des bateaux des lavandières. — Démission du sieur Ceineray, architecte-voyer, nomination du sieur Crucy. — Délibération approbative des projets d'embellissements de

M. Graslin. 23 septembre 1780. Mémoire de sept pages signé Graslin, portant quelques légères modifications, approuvées par l'administration, au plan déjà en cours d'exécution du superbe quartier qui porte aujourd'hui ce nom. — Attérissements concédés au sieur Videment et à l'Hôtel-Dieu.

BB. 107. (Registre.) — In-folio, 200 f<sup>os</sup>, papier.

**1781-1783.** — Registre des délibérations de la ville et communauté de Nantes, commencé le 7 avril 1781, fini le 15 février 1783. — Arrêt du Conseil, concernant le privilège des flacres, concédé à la communauté de ville, à Versailles, le 15 février 1781. Les concessionnaires de l'entreprise des flacres ne remplissant pas leur mandat, le Roi en accorde l'exploitation à la Ville pour 9 années. — Délibération sur la construction d'une nouvelle salle de spectacle. 23 juin 1781. Cette délibération concluait à l'émission de 250 billets de 120 livres de rente, au prix de 2,000 livres chacun, ce qui n'eut pas de suite. — Nomination du sr de St-Christau, comme receveur des octrois de la ville. 28 juillet 1781. — Nomination de M. Bonamy aux fonctions de médecin de l'hôpital général du Sanitat. — Lettres patentes accordées à l'Université de Nantes, confirmant « les privilèges, franchises, exemptions de tous fouages, tailles, guet, garde, logement de gens de guerre, impositions pour les fourrages et casernements, tutelles, curatelles et autres charges publiques et personnelles, telles qu'en jouissent les Universités de Paris, Angers et autres. Versailles, mars 1779 ». 15 décembre 1781. — Délibération pour demander à l'évêque l'usage de la viande pendant trois jours de chaque semaine de carême. — Lettres patentes en faveur des supérieures et assistantes des écoles charitables de St-Charles. Ces lettres, en date, à Versailles, de février 1782, autorisent l'existence de cet établissement (situé alors où se trouve maintenant le Grand Séminaire), dans lequel « plus de 400 jeunes filles apprennent annuellement à lire, écrire et travailler, et reconnaissent que cette maison n'a pas seulement pour objet l'instruction publique et gratuite de la jeunesse, mais encore le soulagement des pauvres et des malades. » — Lettres patentes, accordées par le Roi, au sr Jourdain, maître des bains publics à Nantes. — Délibérations relatives aux projets du quartier créé par M. Graslin. — Élection, nomination et installation de la mairie de M. Berrouette. — Adjudication, au sieur de Martel,

d'un terrain situé sur le cours des États. 18 mai 1782. — Délibération concernant la construction d'un nouveau marché au poisson, du 4 janvier 1783. Cette halle fut établie, où se trouve actuellement la Poissonnerie.

BB. 108. (Registre). — In-folio, 200 f<sup>o</sup>, papier.

**1783-1784.** — Registre des délibérations, commencé le 15 février 1783 et fini le 21 août 1784. — Adjudication de la ferme des moulins de Barbin, pour 6,400 livres par an, à Étienne Diard, farinier. — Délibération sur les canaux à exécuter en Bretagne pour faciliter la navigation. 10 mai 1783. — Délibération à la suite de laquelle il est décidé que les échevins signeront désormais, avec le maire, les procès-verbaux des séances. — Projet de navigation de Nantes à la Villaine, par l'Erde et le Don. — Délibérations pour la construction d'une salle de spectacle, sur le terrain du nouveau quartier élevé par M. Graslin. 2 août 1783. — Réception de M<sup>e</sup> Marc-Louis Ménard de Rochecave, comme greffier en chef de la ville. 11 octobre 1783. — Construction des quais et calles du quartier de Chezine. — Publication de la paix entre la France et l'Angleterre. 3 novembre 1783; lettre du Roi au duc de Penthièvre, et de ce dernier aux maire et échevins, ordonnant un *Te Deum*, des feux de joie et des salves d'artillerie. — Mémoire de la communauté, contre le sieur Lemasne de Chermont, afin de l'empêcher d'établir une poudrière dans le voisinage de la ville. — Procès-verbal du baptême d'un fils de M. Michel, échevin, nommé par la mairie, au nom de la communauté, Donatien-Pierre-Nantes. 8 avril 1784. — Prorogation d'octroi pour les ouvrages en cours d'exécution au port de Paimbœuf. 22 mai 1784. — Acquisitions de maisons et emprunts divers, pour l'exécution du quartier Graslin.

BB. 109. (Registre). — In-folio, 200 f<sup>o</sup>, papier

**1784-1785.** — Registre des délibérations, commencé le 21 août 1784, fini le 17 décembre 1785. — Acquisition, par la communauté, au prix de 200,000 livres, de l'usufruit de toutes les maisons, boutiques, etc..... dont la comtesse du Barry avait la jouissance, par don de Louis XV, du 23 décembre 1769. — Délibérations et emprunts divers, pour la construction de la salle de spectacle, suivant les projets et devis présentés par M. Graslin. Elle était

élevée sur la place qui porte son nom et fut brûlée le 24 août 1796. Septembre et octobre 1784. — La communauté de ville déclare qu'elle n'a pas mission de recevoir la démission des officiers de la milice bourgeoise. — Lettres patentes, portant autorisation d'établir une verrerie à Couëron. — Tarif pour les sommes prélevées par le Roi sur les octrois municipaux des villes de Bretagne. Nantes, 21,000 livres; Guérande, 500 livres; le Croisic, 100 livres; Ancenis, 300 livres; la Rochebernard, 800 livres; Châteaubriant, 1,000 livres; Vannes, 2,500 livres; Brest, 2,400 livres; St-Malo, 5,000 livres. 1<sup>er</sup> février 1785. — Délibérations pour extraire deux carcasses de navires coulés, qui obstruent la rade de Paimbœuf; lettres au Ministre; réponses. 9 avril 1785. — Ordonnance de 1,200 livres pour les jetons de la mairie. — Ordonnance de 36 livres 18 sols au profit de François Denis, employé à ramasser les verres cassés dans les rues et sur les places publiques. — Délibérations au sujet des attérissements en Loire, pour obtenir la réalisation de concessions faites, notamment à M. d'Aux.

BB. 110. (Registre). — In-folio, 200 f<sup>o</sup>, papier.

**1785-1787.** — Registre des délibérations, commencé le 17 décembre 1785, fini le 3 février 1787. — Observations de la communauté sur plusieurs erreurs commises dans les lettres patentes des 5 avril et 29 octobre 1785, pour la prorogation et l'augmentation des octrois. — Bourse de 100 jetons « d'argent pareils à ceux de la mairie actuelle, » offerte au sieur Berthelin, directeur des travaux pour l'extraction des navires coulés à Paimbœuf. 17 décembre 1785. — Délibération, pour armer les archers de ville de sabres au lieu d'épées; pour renouveler leur habillement. 8 avril 1786. — Élection, nomination et installation de la mairie de M. Guérin de Beaumont. 3 et 11 juillet 1786. — Délibérations, pour l'acquisitions des terrains appartenant aux capucins; difficultés; conditions de la vente; emprunts, pour les travaux de M. Graslin, pour la construction de la salle de spectacle, etc... — Bourse de jetons présentée à l'intendant de Bretagne. 12 août 1786 (1). — Élection et nomination de M. Giraud du Plessis, comme procureur-du-roi-syndic. 4 septembre et 16 novembre 1786. — Délibération concernant la cons-

(1) Ce jeton a été publié dans notre édition du *Livre Doré* de l'Hôtel-de-Ville de Nantes. T. 1., p. 44. Nantes, imp. Grinsard. 1873. 2 vol. in-8<sup>o</sup>.



truction d'une halle couverte. 16 septembre 1786. (1) — Traité passé entre la communauté de ville et les Cordeliers pour la formation de la place du Palais de la Chambre des Comptes. 16 septembre 1786. — Délibération relative à l'établissement d'une école royale de marine dans le collège de l'Oratoire. — Contestation avec M. Graslin, au sujet de l'empiètement commis par lui sur le terrain de la ville, dans la construction qu'il fait d'un hôtel garni. 27 janvier 1787. (C'est la maison située entre les rues Voltaire et Racine, dans laquelle est installé l'Hôtel-de-France.)

BB. 411. (Registre.) — In-folio, 391 f<sup>os</sup>, papier.

**1787-1788.** — Registre des délibérations de la ville et communauté de Nantes, commencé le 17 février 1787, fini le 15 novembre 1788. — Traité d'acquisition conclu entre la ville et les P.P. Capucins de la Fosse, pour parti de leur enclos, destiné à être revendu par adjudication, pour les nouvelles maisons du quartier Graslin. 17 février 1787. — Opposition de la communauté à la nomination faite par le Roi, de M. Ballays, comme maire; démission de celui-ci. 23, 25, 26 février, 2, 3 et 8 mars 1787. — Élection, nomination et installation de la mairie de M. Richard de la Pervençère. 16 mars et 19 avril 1787. — État complet et détaillé des domaines acquis par la ville de la comtesse du Barry. 10 juillet 1787. Cet état comprend 52 numéros affermés un total de 20,224 livres; le bail le plus élevé est de 780 livres; le plus bas est de 36 livres. — Noms imposés aux rues du nouveau quartier Graslin. 20 novembre 1787. A l'exception des rues Suffren, Corneille et Molière, toutes les autres dénominations ont été remplacées. — Observations des officiers municipaux sur l'établissement d'une compagnie du guet dans la ville. — Provisions d'huissier collecteur des finances, en la Chambre des Comptes, accordées au sieur Pierre-Étienne Barbier. — Protestation de la communauté, contre l'enlèvement de douze députés de la noblesse de Bretagne, et l'établissement des grands baillages. 26 juillet 1788. — Délibérations concernant la représentations du tiers-état, en vue de la réunion des États-Généraux. — 4 novembre 1788. — Brevets d'officiers de milice bourgeoise.

(1) Il n'est question que d's plans à exécuter et du prix; l'emplacement n'est pas désigné.

BB. 412. (Registre.) — In folio, 200 f<sup>os</sup>;  
(146 remplis.)

**1788-1790.** — Registre des délibérations de la ville et communauté de Nantes, commencé le 18 novembre 1788, fini le 8 février 1790. — Délibération sur de nouvelles demandes à remettre aux députés de la ville, aux États de Bretagne. — Ferme de la salle de spectacle consentie pour neuf années, moyennant 20,000 livres par an. 3 janvier 1789. — Les députés du tiers, aux États de Bretagne, sont renvoyés dans leurs villes afin de recevoir de nouveaux pouvoirs. — Nomination de quatre nouveaux députés. Giraud du Plessis, 636 suffrages; Cottin, 668; Jarry, 638; Guinebaud, 616. 1<sup>er</sup> février 1789. Procès-verbal de l'élection des députés de la commune aux États-Généraux. — Délibérations au sujet des élections des officiers municipaux. — Cession d'attérissements à M. de Martel. — Manufacture royale d'acier et outils aratoires, établie à Bel-Air. 21 juillet 1789. — Procès-verbal de l'élection d'un maire, 6 échevins, et 48 membres pour la formation d'un comité. 18 août 1789. — Serment des notables adjoints pour l'instruction des procès criminels. — Règlement pour l'élection des officiers municipaux, conformément au décret de l'Assemblée nationale. — Règlement pour le service des pompes et le corps des pompiers. Procès-verbaux de l'élection du maire, des officiers municipaux, et de leur installation. Sur 1,510 suffrages, M. Daniel de Kervegan en obtint 1,500, et l'administration fut solennellement installée sur la place de la Liberté (aujourd'hui place Louis XVI), en présence d'une foule immense.

BB. 413. (Liasse.) — 3 pièces parchemin; 1 pièce papier.

**1524-1525.** — LETTRES PATENTES du roi François 1<sup>er</sup>, donnant commission au comte de Laval, son lieutenant général en Bretagne, à Jean Briçonnet, vice-chancelier, au sire du Fresne, président du parlement de Paris et de Bretagne, ainsi qu'à plusieurs autres personnages, de se transporter en tels lieux et villes qu'ils aviseront, « rassembler les prélats, princes, barons, nobles, vassaux, subgectz d'iceluy duché, nos officiers tant de justice, finances et aultres, les députés et délégués des bonnes villes et cités dudit pays, pour leur faire entendre que par le trespas naguères intervenu de notre feue compaigne la Royne, nous sommes, comme dit est, demourez usu-fructuaire de notre dit duché de Bretagne, et notre



» dit daulphin, propriétaire seul et universel héritier de sa dite feue mère, et à ceste cause prendre et recevoir desdits prélats, princes et délégués des dites villes, tant en notre nom que comme père et légitime administrateur de notre dit filz, le serment de fidélité, et bailler les souffrances de nous faire lesdites foy et hommaiges jucques a ce que nous y soyons en personne..... » Avignon, le 28 septembre 1524.

A cette pièce est joint l'acte du serment, prêté à Rennes, le 26 novembre 1524, pour les habitants de Nantes, par leur procureur « Jehan Spadinc, sieur des Houssaux, de bien et loyaument servir le Roy » es dites qualitez, sans aucunement y contrevenir; et, partant, ont estez confermez et continuez en leurs droictz, franchises et libertez acoustumés. — Ordre au miseur de payer à Bretagne, « roy d'armes de ce pays et duché, le nombre et somme de deux escus d'or sol, pour sa largesse d'avoir apporté les lettres du Roy, notre sire, expédiées à Avignon, » en date du 19 novembre 1524, avec reçu du même jour. — Semblable ordonnance de dix-huit écus sols, en faveur de Jean Spadinc, procureur des bourgeois, et Laurent Bernard, pour avoir été à Rennes prêter le serment de fidélité au Roi. 10 janvier 1524 (1525 n. s.), et reçu du 20 du même mois.

**Élections et nominations des Maires, Échevins, Procureurs-Syndics.**

BB. 114. (Liasse.) — 1 cahier de 26 f<sup>o</sup>, 2 de 4 f<sup>o</sup>, et une pièce parchemin; 9 pièces papier; 3 sceaux.

1564-1585. — Procès-verbal de l'élection du premier maire de Nantes, M<sup>e</sup> Geoffroy Drouet, s<sup>r</sup> de Langle, et de dix échevins, ainsi que des oppositions formées par M. de Sanzay, gouverneur de Nantes, et plusieurs autres officiers; 28, 29, 30 novembre, 1<sup>er</sup> décembre 1564. — En tête de ce curieux document se trouvent les édits de François II, 1559, Charles IX, avril et octobre 1564, en vertu desquels avait été érigée la communauté de Nantes, à l'instar de celle d'Angers.

Anoblissement, par le duc François I<sup>er</sup>, d'Olivier Rocas, et de sa maison, située au bourg de Nozay, 12 octobre 1446. Vérification de l'acte précédent par la chambre des comptes, 9 février 1446. Arrêt du Conseil du Roi, qui maintient un petit fils de Maire de Nantes, fils d'échevin, dans la qualité de noble, 25 mai 1640. Yves Rocas, descendant d'Olivier, et grand

père de Vital Rocas, dont il s'agit, fut second maire de Nantes, en 1565 et 1566.

Jacques Grignon, sieur de la Grignonnaise. — Procès-verbal de son élection, et de cinq échevins, le 28 décembre 1574. A cette pièce est apposé sur timbre sec, le sceau les maire et échevins de Nantes. — Procès-verbal du serment prêté en qualité de maire, par le même, le 30 décembre 1574. Cette pièce porte un sceau plus petit que le précédent. — Intimation aux sieurs François Symon et A. Le Garec, élus échevins, de venir prêter serment. 8 janvier 1574. — Arrêt du parlement qui enjoint à M. J. Grignon, conseiller en ladite cour, d'apporter l'acte de son élection, comme maire, et lui défend d'en exercer les fonctions. 12 janvier 1574. — Requête adressée au Roi, par les habitants de Nantes, contre les prétentions du parlement, au sujet de l'élection de M. J. Grignon. — Lettres patentes de Charles IX, autorisant les habitants de Nantes, à élire, comme maire et échevins, les officiers royaux, et approuvant l'élection du sieur Grignon. Vincennes, 15 avril 1574.

Bonaventure de Compludo. — Accord entre le maire et le lieutenant civil et criminel de Nantes, au sujet de l'exercice de la police. Le premier est mis en « réelle possession de la juridiction lui attribuée par le Roy, pour le fait de la police. » 11 mai 1582.

J. de Marques, sieur de la Branchoire. — « C'est la liste et nomination de ceux qui sont nommez pour estre l'un d'eux eéluz à l'estat de Maire, pour l'année 1585. » 27 décembre 1584. La liste contient sept noms. — « Liste pour procéder à l'élection d'ung eschevin, en lieu et place de M. de Coussy, qui a sorty de charge dès le mois de juing 1585 » (1).

BB. 115. (Liasse.) — 1 cahier de 10 f<sup>o</sup>, 1 de 8 et 39 pièces papier; 9 sceaux ou cachets.

1607-1648. — C. de Cornulier, sieur de la Touche. — Copies des lettres écrites par les habitants de Nantes, aux ducs de Vendôme, de Gesvres et de Montbazou, pour les informer qu'il vient d'être procédé à la formation de la liste de ceux parmi lesquels, le Roi aura à choisir les nouveaux maire et échevins (sans date, mais doit se rapporter aux élections du 1<sup>er</sup> mai 1606 ou 1607). Autres copies de lettres au Roi, à MM. de Montbazou et de Gesvres,

(1) La liste contient neuf noms. Un des candidats a obtenu 3 voix, un autre 4, et l'élu 9, en tout 16 suffrages émis.

au sujet des élections et de la continuation comme maire de M. de la Touche-Cornulier. 7 mai 1607.

M. Lorient, sieur de la Noe. — Lettres à MM. de Montbazon et de Gesvres, pour leur adresser la liste des candidats élus, parmi lesquels le Roi nommera un maire, deux échevins et plusieurs officiers de la milice bourgeoise. 12 mai 1608.

R. Charette, s<sup>r</sup> de la Bretonnière. — Lettre de César de Vendôme, informant les habitants que le Roi a choisi pour maire le sieur Charette, et nommé deux échevins. Fontainebleau, le 27 juin 1609. Signé : César de Vandomme. Cachet à ses armes.

Blanchard, sieur de Lessongère. — Lettres d'envoi au Roi, à la Reine, à M. de Vendôme et à M. de Montbazon, de la liste des candidats soumis au choix de Sa Majesté, pour un maire et deux échevins. 12 mai 1611. Plus la liste des trois candidats pour la place de maire. — Sept brouillons de lettres adressées aux mêmes sur le même sujet (sans date), qui cependant doivent être classées entre la mort d'Henri IV, en 1610 et la destitution du duc de Vendôme en 1627.

P. Bernard de la Turmelière. — Extraits des procès-verbaux des assemblées générales des 16 et 22 juin 1615, 1<sup>er</sup> mai, 18 et 30 août 1616 (1).

R. Ménardeau, sieur du Perray. — Liste pour la nomination des Maire et échevins de l'année 1628.

Poullain, sieur de la Vincendière. — Deux lettres du Roi, adressées : « A nos chers et bien amez les » maire eschevins, et habitants de nostre ville de » Nantes, » pour leur annoncer le choix qu'il a fait d'un maire, de deux échevins, d'un procureur-syndic, et de plusieurs officiers de milice. Saint-Germain, le 16 avril 1641. Signé : Louis ; et plus bas, Bouthiller. — Lettre du sieur de Chauvigny, annonçant la lettre du Roi. 17 avril 1641.

Juchault, sieur des Blotereau. — Lettres du Roi aux habitants et au duc de la Meilleraye, sur le même sujet ; cinq sont datées du 2 février 1642, et trois du 23 décembre même année. Plus une du sieur de Chauvigny, du 2 février 1642. Dans une des lettres au duc de la Meilleraye, le Roi s'exprime ainsi : « Mon » Cousin : Je vous ay dict les considérations qui m'o- » bligeoient à faire cheoix de la personce du sieur » Blotereau, président en ma chambre des comptes » de Bretagne, pour entrer en la charge de maire » de ma ville de Nantes, pendant cette année, et les

» raisons que j'ay eues de n'en prendre aucun des » trois que les habitants de ladite ville m'avoient nom- » més. Je vous écris maintenant la présente pour vous » adjouster que mon intention est que vous teniés la » main à ce que ledit sieur Blotereau soit reçu et » qu'il en exerce paisiblement les fonctions. Et d'au- » tant que je sçay que la police de ladite ville est » trop négligée, depuis quelque temps, je commande » audit sieur Blotereau de se rendre soigneux de la » bien administrer, en quoy s'il a besoin de mon » autorité je désire que vous l'en assistiez. Sur ce » je prie Dieu qu'il vous ait, mon Cousin, en sa » sainte garde. Escrit à Fontainebleau, ce deuxième » jour de febvrier 1642. Signé : Louis » (1).

Yves de Monti. — Trois lettres du Roi du 21 août 1644 ; trois autres de 1645 ; plus une de M. de Loménie Brienne, du 11 août 1645.

De Bourgues de la Jaunais. — Lettres du Roi, annonçant son choix d'un maire et de deux échevins. 25 septembre 1646. Signé : Louis.

BB. 116. (Liasse.) — 55 pièces papier ; 12 cachets.

1661-1690. — Poullain de la Vincendière. — Procès-verbal de la cérémonie de réception et prestation de serment de M. de la Vincendière, suivi de la protestation du Bureau au sujet du débat élevé entre le président du Présidial, et le nouveau maire, auquel le président avait assez insolemment refusé de se lever pour lui permettre de passer à son siège. 12 janvier 1661. Cette pièce originale porte 11 signatures y compris celle du maire.

Lorido du Mesnil. — Lettres du Roi pour la continuation de ce maire et la nomination de deux échevins. Au camp de Charleroy, le 16 juin 1667. Signé : Louis. — Procès-verbal de la cérémonie de continuation de la mairie de M. Lorido. 1<sup>er</sup> septembre 1667. — Délibération, en vertu de laquelle il est arrêté qu'il sera fait « présent à mondit sieur du » Mesnil, maire, d'une espée dessante et convenable » à sa quallité de maire, » et qu'à l'avenir pareil présent sera fait aux maires de Nantes, le jour de leur réception. 24 décembre 1667.

J. Charette de Montbert. — Lettres du Roi pour la

(1) Ces procès-verbaux sont extraits des registres des délibérations faisant partie de cette même série BB.

(1) Cette pièce signée : Bodin Greffier, est formée par deux feuilles de grand papier collée. Seize candidats sont portés pour maire ; le maire en charge eut 200 voix pour sa continuation, un autre en eut 69, deux en eurent seulement 4. Trente-six candidats sont portés pour échevins ; celui qui eut le plus de voix en compta 93, celui qui en eut le moins n'en obtint que 5.

nomination. 8 juin 1668. Une lettre de M. de Bernis, même date. — Trois lettres du Roi, du 12 août, une du 13 et une autre du 15 septembre 1669, continuation et nomination de deux échevins. — Procès-verbaux des assemblées des 30 avril et 1<sup>er</sup> mai 1670. Ce dernier porte 27 signatures, parmi lesquelles se trouvent celles de six maires; trois lettres du Roi pour la continuation de M. de Charette. 15 juin 1670; plus une lettre du marquis de Molac, gouverneur. 1<sup>er</sup> mai 1670.

Libault de la Templerie. — Lettres du Roi. A Tournay, le 5 juin 1674. Nominations du sieur Libault, de deux échevins et de divers officiers de la milice bourgeoise.

César Chevalier, sieur du Bois-Chevalier. — Six lettres du Roi, de mai 1676 et juillet 1678, pour la nomination et la continuation de ce maire, ainsi que la nomination des échevins et d'officiers de la milice. — Extrait du registre des délibérations, séance du mardi 27 septembre 1678, décès d'un ancien échevin, son convoi, condamnation à vingt livres d'amende prononcée contre chacun des quatre huissiers de la mairie qui ne s'étaient pas réunis au corps de ville pour assister à la cérémonie.

Frémon du Bouffay. — Huit lettres de semblable effet, signées par le Roi et Colbert de Croissy, des 1<sup>er</sup> septembre et 31 août 1679, 10 septembre 1680, 20 et 24 septembre 1681, cachet aux armes de Colbert. — Ordonnances des commissaires députés des États de Bretagne, qui allouent 6,000 livres en trois annuités sur les octrois de Nantes, à la veuve de M. Frémon, comme indemnité des dépenses occasionnées à son mari par le séjour qu'il fit à Paris pour la révision des fermes de l'octroi, augmentées de manière à produire en plus, dans l'espace de 6 années, 81,200 livres. 1683. — Lettres de noblesse et d'autorisation de partage noble, accordées par le Roi Louis XV, aux enfants du maire Frémon du Bouffay, en vertu des privilèges de la mairie de Nantes. 18 janvier 1721.

Mesnard du Pavillon. — Quatre lettres signées du Roi et de Colbert, pour la nomination de ce maire, de deux échevins et d'un capitaine de la milice. 22 et 24 juin 1682.

Cassard du Broussay. — Quatre lettres de même effet et même teneur, du 14 juillet 1688.

Noblet du Villo de Lespau. — Trois lettres semblables, du 21 juin 1690.

BB. 117. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 40 pièces papier, plusieurs en très-mauvais état.

1698-1720. — Proust du Port-Lavigne, maire perpétuel. — Quittance du trésorier des revenus casuels, pour confirmation d'hérédité de l'office de maire de Nantes, taxé à 6,000 livres. Paris, 14 août 1703. — Assemblée générale tenue le 14 avril 1710, sous la présidence du maire Proust du Port-Lavigne. Procès-verbal, imp. 4 pp. in-4°. Service funèbre de ce maire; lettre de M. Ferrand, intendant de Bretagne, promettant d'ordonnancer le paiement; procès-verbal de la cérémonie, extrait du Cérémonial ou « Livre Verd. » 4 et 17 juin 1715. Procès-verbaux des séances générales pour les élections; listes de suffrages; lettres du Roi et du maréchal d'Estrées, annonçant la nomination des échevins. 1698-1714.

Boussineau de la Patissière. — Ordre du maréchal d'Estrées de suspendre la réunion de la prochaine assemblée pour les élections du maire et des échevins. 21 avril 1717. Procès-verbaux des séances générales des 2 et 24 juin 1718. Ordonnance de M. Feydeau de Brou, intendant de Bretagne, à ce sujet, lettres du maréchal d'Estrées, réponse du maire et des échevins. Discours prononcé par M. Mellier, subdélégué de l'intendance à la séance du 2 juin. Lettre du maréchal d'Estrées, annonçant la continuation de M. de Boussineau. — Acte de réception de M. Bouhier de la Bréjolière, en qualité de procureur-syndic, le 29 avril 1719, délivré par le greffier de la communauté de ville. — Lettres de confirmation de noblesse accordées à M. de Boussineau en 1720, par Louis XV.

BB. 118. (Liasse.) — 144 pièces papier; 2 cachets.

1720-1729. — Gérard Mellier. — Lettres du Roi, du maréchal d'Estrées, de M. Feydeau de Brou, avec cachet; de M. de la Tour, intendant, avec cachet; nombreux projets et brouillons de lettres écrites par le maire au maréchal et aux intendants, au sujet des élections et installations d'échevins, des avances en argent faites par lui, des appointements de son commis, des jetons de mairie, de son portrait, et de divers incidents de sa magistrature; procès-verbaux de délibérations municipales, l'une entre autres du 23 juillet 1727, accordant une gratification annuelle de 1,000 livres à M. Mellier; liste des suffrages obtenus par les candidats à l'échevinage à l'élection de 1729; liste et adresses des Maire et échevins, de 1720 à 1722, imp. 3 exemp. Mémoire concernant les ouvrages pu-

blics entrepris à Nantes, depuis l'installation de M. Mellier, en 1720, jusqu'au 15 novembre 1722.

BB. 119. (Liasse). — 1 cahier 42 f<sup>os</sup>, et 74 pièces papier ; 8 cachets.

**1730-1754.** — Le Ray du Fumet. — Trois lettres de M. de la Tour, intendant de Bretagne, 9 et 18 mai 1730, concernant les élections, 2 janvier 1731, compliments de nouvelle année. Extrait du procès-verbal de la délibération du 24 octobre 1730, en vertu de la quelle, il est fait présent au maire « d'une épée décente et convenable à sa qualité, où les armes de la ville et les siennes seront gravées. »

Védier. — Cinq lettres de compliment, dont trois originales : 1<sup>o</sup> de Colbert de Croissy, 30 décembre 1732 ; 2<sup>o</sup> de M. de la Tour ; 3<sup>o</sup> du comte de Toulouse. — Procès-verbal des élections de deux échevins, de mai 1733 ; lettres du Roi et du maréchal d'Estrées, annonçant les nominations.

René Darquistade. — Procès-verbal (incomplet) de la séance du 16 janvier 1736, dans laquelle a lieu la présentation au maire, d'une épée qui lui avait été votée le 17 juillet précédent.

Petit de la Bauche. — Trois lettres de compliments de bonne année, des 2 et 8 janvier 1738. Procès-verbaux des séances des 4 et 8 janvier 1738 ; ces deux assemblées, tenues dans une autre salle que celle des séances habituelles, ont trait à des discussions survenues entre les divers membres du Bureau, les uns nommés par election, et les autres créés en titre par le Roi.

De la Haye-Moricaud. — Procès-verbal de l'élection du maire et des échevins, faite le 1<sup>er</sup> mai 1738. Lettres du Roi, du 14 mai, et du marquis de Brancas, du 17, annonçant les nominations. Lettres de compliment, aux maires et échevins : 1<sup>o</sup> de l'intendant Pontcarré de Viarmes, 2 juin 1738 ; 2<sup>o</sup> du marquis de Brancas, 7 juin ; 3<sup>o</sup> du comte de Toulouse, 8 juin ; 4<sup>o</sup> de Croy, 9 juin ; 5<sup>o</sup> Louis d'Orléans, 9 juin ; 6<sup>o</sup> comte de Croissy, 10 juin ; 7<sup>o</sup> Saint-Florentin, 11 juin.

René Darquistade (2<sup>me</sup> mairie). — Lettre du Roi du 17 juin 1740, prescrivant de porter sur la liste les noms des sieurs Le Ray, Védier, Darquistade et Petit de la Bauche, anciens maires. Procès-verbal de l'assemblée élective du 31 juillet 1740. Lettre d'envoi des nominations du Roi, par le comte de St-Florentin.

Pouvoirs du marquis de Brancas, adressés au comte de Menou, lieutenant de Nantes, pour recevoir en son absence, « le serment de fidélité des maire, échevins et officiers de milice bourgeoise. 15 août 1740. Trois lettres d'avis de nominations dans l'échevinage et la milice bourgeoise, signées par le Roi. 15 août 1740. Procès-verbal de l'assemblée électorale du 1<sup>er</sup> mai 1740. Lettre de nomination du Roi. 16 mai 1741. Remerciement des souhaits de bonne année, par Louis d'Orléans, 23 janvier 1745. Délibération du 27 janvier 1745, « contre les pétulences de M<sup>r</sup> Beaudouin, procureur au présidial, envers le procureur-syndic. La plainte portée à l'intendant eut pour résultat de faire « semoncer » le sieur Beaudouin par M. Durocher, subdélégué de l'intendant.

F.-P. Durocher. — Liste des suffrages donnés aux 21 candidats à la place de maire, dans l'élection de mai 1748. Contestation entre le sieur Retau du Fresne, procureur du roi syndic de la communauté de la ville de Nantes, contre cette même communauté, qui voulait lui rembourser son office. Mémoire manuscrit, de 80 pages.

M. Bellabre. — Liste des sujets proposés pour être mis sur la liste des maires, arrêtée le 15 juin 1748. Idem, pour les échevins. Idem, pour l'élection des échevins. Deux lettres du Roi, annonçant les nominations, et procès-verbal de la séance électorale du 16 juin, à la suite duquel sont les nominations signées par Louis XV, à Compiègne, le 11 juillet 1748. Lettre d'envoi du maréchal de Brancas, en l'absence de son fils. 13 juillet. Lettre du duc de Penthièvre, au sujet de l'élection du 1<sup>er</sup> mai 1750. Extrait d'une délibération du 8 avril 1752, contenant le libellé d'une lettre de félicitations adressée au procureur-général de la Chalotais, et la réponse de ce dernier (Simple copie sans signature. Cette pièce ne figure pas au registre). Lettre du marquis de Brancas, pour la réunion du 1<sup>er</sup> mai 1750. Paris, 21 avril. Lettre d'envoi du Roi, 16 mai 1750, et procès-verbal de l'assemblée du 1<sup>er</sup> mai, à la suite duquel sont les nominations signées par Louis XV. Lettre du marquis de Brancas. 20 mai 1750. Lettre du duc de Penthièvre, pour les élections de 1751. 25 avril. Lettre d'envoi et procès-verbal de l'élection de deux échevins, le 1<sup>er</sup> mai, avec le choix du Roi, le 12 mai ; lettre du marquis de Brancas, le 17. Lettre du duc de Penthièvre, du 23 juin 1751. Liste pour l'élection des sujets proposés pour maire et échevins, en 1752 ; brouillons.

BB. 120. (Liasse.) — 88 pièces papier, dont 2 placards imprimés; 3 cachets.

**1754-1789.** — Gellée de Prémion. — Lettre du duc de Penthièvre pour les élections de mai 1760. Paris, 27 avril. Liste pour l'élection des échevins, arrêtée le 30 avril 1756.

Joubert du Collet. — Ce dossier se compose de 3 à 6 feuilles de papier raturées et surchargées, ayant trait, à la présentation d'une épée au maire, à des avances en argent faites par lui, à l'exécution de son portrait; enfin une liste des membres de la Chambre (avec adresse), auxquels des visites doivent être faites.

François Libault. — Liste pour l'élection des échevins, arrêtée le 30 avril 1767.

De la Ville de Chambardet. — Lettre du duc de Penthièvre, autorisant les élections du 1<sup>er</sup> mai 1772, à Paris, le 10 mars. Deux lettres du Roi, nominations et envoi au marquis de Brancas; 29 juillet; lettre d'envoi de ce dernier, 1<sup>er</sup> août.

Gellée de Prémion (2<sup>me</sup> mairie). — Liste pour l'élection du maire, arrêtée le 30 avril 1776, idem pour les échevins. Lettre du marquis de Brancas, relative à un retard apporté dans l'installation de deux nouveaux échevins. Paris, 4 novembre 1776. Lettre du Roi, enjoignant de porter sur la liste, le procureur-syndic et le maire en charge, même après le temps de leur exercice fini. 17 avril 1778. Lettres d'envoi du Roi et du marquis de Brancas, Marly, 21 mai 1778, Angers, 3 juin, et procès-verbal de la séance électorale du 1<sup>er</sup> mai, à la suite duquel sont les nominations faites par le Roi. Lettres du Roi et du marquis de Brancas, avec procès verbal semblable pour 1779. Une lettre de M. de Caradeuc, et trois copies de lettres relatives au refus fait par le président de la Chambre des Comptes, de recevoir M. de Beaumont, procureur-syndic, venant l'inviter à assister aux élections municipales, 1780. Procès-verbal de l'invitation faite, par le procureur-du-roi-syndic, au président de la Chambre des Comptes, au doyen du Chapitre et à l'alloué du Présidial, en l'absence du sénéchal, d'assister à l'assemblée électorale de 1<sup>er</sup> mai 1781, en date des 24 et 25 avril.

Jacques Berrouette. — Procès-verbal de la même invitation, en date des 23 et 28 avril 1782; trois exemplaires, à l'un desquels est annexé une lettre de M. Amelot, ministre, qui conseille au Bureau de se conformer à l'usage, en conviant, encore cette fois, la Chambre des Comptes à assister aux élections mu-

nicipales. Liste des candidats portés pour échevins aux élections du 1<sup>er</sup> mai 1782. Procès-verbaux de l'invitation de la Chambre, du Chapitre et du Présidial, en 1783, 1784 et 1785. Deux lettres de M. Bertrand, intendant de Bretagne, 10 et 20 avril 1785, relatives aux frais d'installation des maire et échevins, qu'il trouve trop élevés. Liste pour l'élection d'un maire en 1786. Procès-verbaux des séances électorales des 1<sup>er</sup> mai 1782 et 1784, avec les nominations du Roi à la suite, et lettres d'envoi.

Guérin de Beaumont. — Lettre du premier échevin de Rennes, (4 février 1787), annonçant la mort de M. de Beaumont, et contenant un arrêté du Bureau de la ville et communauté de Rennes, qui assista en corps à ses funérailles (1). Lettre de M. Bertrand, intendant, au sujet de la mort du maire. Paris, 7 février. Lettre de M. Plée, avocat à Paris, chargé de plusieurs affaires par M. Guérin de Beaumont. 8 février.

Richard de la Pervanchère (2). — Extrait d'une délibération du parlement de Bretagne, du 27 février 1787, constatant que : « le bruit public annonce que » l'on vient de violer dans la municipalité de Nantes, » les usages les plus précieux et qu'on y a attaqué les » droits les plus sacrés. Le fait que j'ai l'honneur de » vous dénoncer, mérite toute l'attention de la Cour et » exige conséquemment d'être approfondi..... » Autre arrêt du Parlement du 7 mars 1787, qui « enjoint aux » sous-maire et échevins de Nantes, de veiller avec » zèle et exactitude à la conservation des droits, franchises et libertés de la ville, et de rendre compte à » la Cour de toutes les atteintes ou entreprises qui » pourroient être faites au préjudice des dits droits et » privilèges. » Lettre du baron de Breteuil, du 7 mars 1787, annonçant que sur les représentations de M. Ballays, le Roi consent à annuler l'arrêt de sa nomination, et à ce qu'il soit « procédé incessamment à l'élection » d'un maire, en la forme accoutumée. » Lettres de M. Bertrand, intendant, dans les mêmes termes. Procès-verbal de l'élection de deux échevins, le 1<sup>er</sup> mai 1787; liste des candidats; état des membres composant le Bureau servant et l'ancien Bureau.

(1) M. Guérin de Beaumont, maire de Nantes, et député aux États de Bretagne, mourut à Rennes, le 1<sup>er</sup> février 1787, pendant la tenue des États.

(2) A la mort de M. Guérin de Beaumont, le Roi nomma d'office, pour son successeur, le sieur Ballays. Celui-ci après plusieurs démarches ne put réussir à obtenir la réunion d'une assemblée générale pour se faire installer et donna sa démission, à la suite de laquelle eurent lieu les élections.

Daniel de Kervegan. — Extrait du registre du comité provisoire d'administration, dispositions prises pour les élections municipales du 17 août 1789, faites dans les églises. (Grand placard in-folio, imprimé.) Extrait du registre du greffe de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, du mardi 18 août 1789, procès-verbal des élections. Grand placard imprimé, 2 exemplaires.

**Privilèges et exemptions de charges accordés aux  
Maire et Échevins.**

BB. 121. (Liasse.) — 7 pièces parchemin ; 1 cahier de 16 f<sup>os</sup> et 54 pièces papier ; 1 sceau ; 1 cachet.

**1564-1765.** — « Remontrances et articles présentés au Roi et à Messieurs de son Conseil privé, par les manans et habitants de la ville et faulx-bourgs de Nantes en Bretagne, » qui supplient Sa Majesté de leur accorder les mêmes privilèges et autorité qu'elle a accordés aux habitants de Morlaix, c'est-à-dire « ung corps et communauté de ville. » 10 avril 1564.

Arrêt de la Chambre des comptes, pour l'enregistrement des lettres patentes de 1580, portant confirmation des privilèges accordés aux maire et échevins de Nantes, par l'édit de création de la mairie. 28 janvier 1581.

Privilèges accordés aux maire et échevins de la ville de Poitiers, par Henri III, au mois de mai 1575. (Copie sur papier, du 10 juin 1584.)

Extrait des registres du greffe de la mairie. Délibération du 15 septembre 1588, en vertu de laquelle il est décidé que le procureur-syndic interviendra en faveur du sieur Fruneau de la Noë, ancien maire, imposé à l'emprunt par les paroissiens de Saint-Nicolas, contrairement aux privilèges accordés aux maires.

Lettres patentes confirmatives des privilèges de noblesse accordées par Henri IV, aux maires et échevins de Tours. 12 juillet 1598. (Copie sur papier.)

Arrêt du Conseil d'État, confirmatif des privilèges de noblesse et exemptions des maires et échevins d'Angers, 25 septembre 1634. — Lettres de Louis XIII pour l'exécution dudit arrêt, septembre 1634. — Lettres patentes de Louis XIV, confirmatives des précédentes, juin 1643. — Arrêt du Conseil portant renvoi à l'intendant de la justice en Anjou, d'une requête en décharge de taxe et contribution à l'arrière ban, adressée par les maire et échevins d'Angers, en considération de leur

noblesse. 8 avril 1645, avec les sentences de jugement et d'enregistrement (1).

Sentence du Présidial de Nantes, par laquelle les maires et échevins, comme nobles, sont déclarés exempts du devoir des impôts et billots, pour le débit du vin de leur cru. 10 novembre 1635.

Lettre de M. Léonard de la Rablaye, échevin, en date, à Paris, du 15 décembre 1647, par laquelle il informe le maire et les échevins, qu'il a obtenu un arrêt de maintenue de noblesse pour le sieur Rocas, petit-fils de maire ; il cite quelques pièces fournies à cet effet.

Lettres de commission adressées par Louis XIII, aux gens de son grand Conseil, pour le maintien des privilèges de noblesse accordés aux maire et échevins de Nantes. Paris, 1648.

Requête du maire et des échevins au Parlement pour obtenir la continuation du privilège de la noblesse, accordée aux maire, échevins et à leurs descendants, et l'enregistrement des lettres patentes du Roi, données au mois de septembre précédent. 29 octobre 1649.

Copie informe d'un arrêt, sans date, rendu à la requête des maire et échevins de Nantes, et qui les maintient dans leur noblesse. C'est probablement l'arrêt rendu à la suite de la requête précédente et dont l'original n'existe plus dans les Archives.

Arrêt de la Chambre établie pour la réformation de la noblesse en Bretagne, portant signification aux maire et échevins de Nantes, de l'arrêt du Conseil du 25 juin 1669, qui révoque le privilège de noblesse à eux concédé, à l'exception du maire qui aura servi trois ans, et ses descendants, à moins qu'ils ne consentent à payer 4,000 livres au trésor royal. 23 juillet 1669.

Ordonnance du Bureau, portant exemption pour les anciens échevins, du guet, arrière-guet, garde des prisonniers de Cayenne, garde des portes et logement des gens de guerre. Délibération du 22 juillet 1677. Extraits des registres du greffe de la ville.

Arrêt du Conseil d'État et lettres patentes qui accordent aux échevins et procureurs-syndics de la ville de Nantes, l'exemption de tutelle et curatelle. L'arrêt du Conseil d'État est de mai 1727, et les lettres de juin même année. Arrêt d'enregistrement des deux actes

(1) Il ne faut pas oublier que l'édit de création de la mairie de Nantes est calqué sur celui de la mairie d'Angers, ce qui explique les nombreux recours de l'administration nantaise vers sa voisine, afin de suivre la même marche qu'elle.

précédents, et douze pièces, lettres d'avocats, notes diverses relatives à la demande et aux démarches faites pour la réussite de l'affaire.

Arrêt du Conseil du Roi, qui décharge plusieurs familles issues des maires et échevins de Nantes, du droit de confirmation de noblesse auquel leurs membres avaient été imposés, comme issus desdits maires et échevins, attendu qu'ils ont justifié de leur extraction noble. Simple copie non signée, en date du 26 novembre 1696.

Le Roi en son Conseil, y est-il dit, faisant droit sur lesdites requêtes, a déchargé et décharge Mathieu Simon, Julien Simon, Julien Boux, Mathieu Boux, la D<sup>lle</sup> Boux, le s<sup>r</sup> Boux de Louvardière; Antoine Le Lou, Anne Simon veuve de Claude Le Lou, Jacques Le Lou, Louis Le Lou, la dame Morand, veuve du sieur Le Lou de la Motte-Glain, Michel Le Lou de la Chapelle-Glain; Claude de Cornulier, la dame de la Jou, veuve de Charles Cornulier, de Cornulier de la Caraterie; Marie-Anne, Françoise, Judith et Jacques Deschampsneufs; Jeanne de Montulé, veuve de Jacques Charette, Jean Charette, Jean-Baptiste Charette, Julien Charette, Françoise et Marie Charette, Louis Charette, Jean Charette de la Chapelle, Jean Charette de Montbert, Françoise Charette, veuve de Mathurin Chauveau; la dame de Bruc, veuve du sieur Blanchard du Bois de la Musse, Charles Blanchard; René Raoul, Joachim Raoul Jacques Raoul; Michelle Olivier, veuve de Michel Moulin; François Lyrot, la dame..... Belot, veuve de Jean Lyrot; la dame Santo-Domingo, veuve du sieur Bidé du Bois, Lucrèce Ménardeau, veuve de Claude Bidé, la dame Ménard, veuve du sieur Bidé, la dame de Garcia, veuve de Claude Bidé, Alexandre Bidé, la dame..... Olivier, veuve du sieur Bidé du Plessis-Bidé de la Prévoté; Claude Chevalier veuve de Joseph de Monti, Marie Gabard, veuve de Charles de Monti;..... Juchaud, Christophe Juchaud; Sébastien François de la Tullaye; de Pontual, la dame ....., veuve du sieur Pontual de la Haye, René de Pontual de Jouans; Marie Couprie, veuve de Philippe Gabard; Françoise de Cadaran, veuve de Poulain de la Coutancière; Louis Doudard; Guillaume de l'Isle de la Nicollière, de l'Isle de la Martellière, et Yvonne Baudouin, veuve de Pierre Charbonneau, du paiement des sommes auxquelles ils ont été taxés aux rôles arrêtés au Conseil, les 26 janvier, 15 mars, 2 septembre 1692 et 13 octobre 1693.

Arrêt du Conseil du Roi, qui ordonne que le maire

de Nantes fera le service pendant deux ans, sauf à le continuer s'il est jugé nécessaire; et que les maires qui auront servi deux ans jouiront des privilèges et exemptions attribués aux anciens maires de la ville, sans qu'ils puissent nuire ni préjudicier aux privilèges et immunités auxquels lesdits maires ont droit, soit à cause de leurs qualités personnelles, soit en vertu des offices dont ils se trouvent revêtus. 10 janvier 1721. In-4° de 14 pp. 2 exemplaires. Plus, 17 pièces, lettres de MM. de Brou, Mellier, maire de Nantes, et autres personnages au sujet de cet arrêt.

Extraits de différents édits concernant les maires et échevins de Nantes, et les divers privilèges qui leur ont été accordés. In-folio de 4 pages, sans nom d'imprimeur. Édits de mars 1667, juin et juillet 1669, juin 1691, novembre 1706, janvier 1714, août 1715 et règlement du 6 octobre 1722. — Le même, manuscrit, avec des considérations sur les dispositions de ces divers édits.

Copie d'une lettre des maires et échevins de Bourges, demandant aux maires et échevins de Nantes, des renseignements et des explications sur les immunités dont ils jouissent. 21 décembre 1728.

Mémoire, en forme d'observations, présenté par les maire, échevins et procureur-syndic de la ville de Nantes, au duc d'Aiguillon, pour être remis au Roi, au sujet de l'arrêt du Conseil du 11 juin 1763, concernant le choix des maires et députés aux États de Bretagne. (Copie sans date et portant des corrections.)

Autre mémoire, également sans date ni signature, (très probablement un projet), présenté par les maire, échevins et procureur-syndic, au soutien de la requête qu'ils adressent au Roi, à l'effet d'être rétablis dans le privilège de noblesse à eux concédé par l'édit de création.

BB. 122. (Liasse.) — 1 cahier in-folio, 6 f<sup>os</sup>; 3 pièces parchemin; 40 pièces papier; 1 cachet (6 imprimés).

1565-1767. — Requêtes et remontrances des maires et échevins, touchant leurs privilèges et attributions de juridiction. — Fondation d'une messe à la Collégiale de N.-D., le jour de l'installation des maires, échevins et juges-consuls. — Projets de requêtes au Roi; lettres, arrêts du Conseil et du Parlement.

BB. 123. (Liasse.) — 4 pièces parchemin; 11 pièces papier (1 imprimé).

1547-1744. — Incompatibilité de certaines fonctions avec celles de maire et échevin. — Lettres



patentes de Henri II, portant défense aux habitants de Nantes d'accepter les charges publiques. 1547. — Lettres patentes de Charles IX et Henri III, portant autorisation d'élire aux charges de maire et échevin « toutes les personnes de quelques qualités qu'elles soient qui habitent la ville. »

BB. 124. (Liasse.) — 1 cahier in-folio, 10 f<sup>os</sup> papier ; 91 pièces papier (4 imprimées).

**1564-1755.** — Règlements concernant les assemblées générales de la ville de Nantes ; convocations à ces assemblées. Mesures de rigueur contre les manquants. — Lettres de M. l'intendant de Brou ; réponses du maire Gérard Mellier. — Cérémonial observé aux assemblées générales. — État des assemblées générales tenues depuis 1669 jusqu'en 1719. — Listes des personnes convoquées.

BB. 125. (Liasse.) — 1 cahier in-folio, 8 f<sup>os</sup> papier ; 34 pièces papier ; cachet du duc de Vendôme.

**1565-1778.** — Règlement intérieur de la mairie, pour l'exercice de la juridiction. Constatations d'absences, amendes encourues. — Lettre du duc de Vendôme, reprochant aux échevins d'avoir mis en délibération des choses concernant le service du Roi, sans l'en avoir prévenu. — Visa de délibérations par les intendants et le duc de Penthièvre.

BB. 126. (Liasse.) — 5 pièces papier ; 9 listes (imprimées).

**1724.** — Réimpression de la table chronologique des maires de Nantes. Notes des frais de gravure et d'impression qui se montent à 735 livres. — Table ordinale et chronologique des maires de la ville de Nantes, depuis l'établissement de la Mairie (1). — Table chronologique des maires de la ville de Nantes, depuis l'établissement de la Mairie, jusqu'en l'année 1723, avec leurs écussons et armoiries, tirés sur l'original du *Livre doré*, étant aux archives de la ville et communauté. Armoiries des douze premiers maires (2).

(1) Il y eut deux tirages de cette table ; l'un fait sous M. Mellier, en 1723, donne les noms de 72 maires ; l'autre sous M. Petit de la Bauche, en cite 76. Sur cette dernière, a été collée une fiche, qui donne le nom de M. Moricaud de la Haye, maire en 1738.

(2) M. Mellier avait fait graver sur cuivre les armoiries de tous ses prédécesseurs ; les archives ne possèdent plus que ces quatre exemplaires. Mais on retrouve la collection complète dans la seconde édition du *Livre doré*, devenue assez rare aujourd'hui.

BB. 127. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 cahier in-folio, 14 f<sup>os</sup>, 1 cahier in-folio . 4 f<sup>os</sup> ; 1 in-4<sup>o</sup> ; 17 pièces papier.

**1617-1750.** — Arrêt du Conseil du Roi, qui confirme la préséance des maires et échevins, sur les officiers du Présidial, dans la marche des cortèges et processions. — Protestation contre le grand chantre du chapitre, qui ne s'était pas levé pour saluer le corps municipal à son entrée dans l'église. — Banc pour l'assistance aux offices de la cathédrale.

BB. 128. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 2 pièces papier.

**1750-1778.** — Arrêt du Conseil sur le rang et la préséance entre les avocats et les négociants, pour l'échevinage, réglé sur le plus grand nombre de voix obtenues à l'élection.

BB. 129. (Liasse.) — 13 pièces parchemin ; 2 pièces papier ; 2 sceaux fragmentés.

**1568-1625.** — Lettres patentes des rois Charles IX, Henri III et Louis XIII, autorisant le maire et les échevins à prélever sur les deniers des amendes et de la ville, la somme de 40, 60, 100, 200 et 400 livres pour leurs menus nécessités, chandelles, tapis, encre, plumes, jetons. Pension de 300 livres accordée au maire, par le duc de Montpensier. Enregistrement de ces dépenses par la Chambre des Comptes. — Refus exprimé par elle en 1584 et 1586.

BB. 130. (Liasse.) — 68 pièces papier.

**1720-1788.** — Jetons des maires. Délibérations ; approbations de la dépense par les intendants ; correspondance ; dépenses pour la frappe, 529 jetons en 1723, coûtent 1,200 livres ; 678 en 1724, coûtent 1,200 livres ; en 1726, 461, coûtent 700 livres ; états de distributions.

BB. 131. (Liasse.) — 8 pièces papier (10 imprimées).

**1721-1723.** — Portraits des maires ; Arrêt du Conseil du Roi du 21 mars 1721, prescrivant « que dans les états de la dépense commune de ladite ville et communauté de Nantes, il sera employé à l'avenir un article de 300 livres, pour la dépense du portrait du maire de ladite ville, de deux années en deux années... ». Correspondance entre M. Mellier, maire de Nantes et l'intendant.

BB. 132. (Liasse.) — 1 pièce papier.

**1667.** — Extrait de la délibération du 24 dé-



cembre 1667, portant « qu'il sera fait présent à monsieur du Mesnil, maire, d'une espée et d'un porte-espée descents et convenables, à sa qualité de maire; et qu'à l'advenir ladite ville et communauté fera pareils presents à Messieurs les maires de Nantes, dans l'Assemblée générale en la grande salle de la maison de ville, le jour de la cérémonie de leur réception. »

**Personnel avant la création de la Mairie.**

BB. 133. (Liasse.) — 26 pièces parchemin; 23 pièces papier.

**Procureurs-syndics des bourgeois.**

1449-1564. — De Montigné (Guillaume), quittance de 11 livres, monnaie, pour 3 quartiers de ses gages, 1449-1450. — Blanchet (Jean), 20 livres par an, 1475-1484. — Richerot (Guillaume), id. 1487-1489. — Hubert (Jean), six livres par quartier, 1500-1505. — Laurent (Pierre), id. 1504-1505. — Garrau (Imbert), 1511. — Du Tertre (Antoine), 1518-1523. — Spadinc (Jean) 1524. Spadinc (Jean), 1529-1530. — Lebosec (Julien), 1530-1534. — Ballue (Mathurin), 1534-1539. — Malnoë (Jean), 1552. — Vivien (Mathurin), 1556.

BB. 134. (Liasse.) — 22 pièces parchemin; 12 pièces papier; fragment du sceau de Jean V.

**Miseurs et contrôleurs de la ville.**

1432-1577. — Lettres du duc Jean V, portant qu'il « restitue audit office de maistre et miseur des euvres de reparacions » de la ville de Nantes, Jean Ledain, qui avait déjà exercé ces fonctions. — Nominations au même emploi de Ernault, 1473; Rouillé, 1490; Spadinc, Paticier, contrôleur, 1503; Ernault, Rivière, contrôleur, 1520. — Élection de Morin comme miseur, 1522. — Nomination de Jean Vivien, miseur, 1525. — Gratification de 40 livres au contrôleur Raboceau, 1528. — Nominations des miseurs René Main, 1528, Pelletier et Pierre Main, contrôleur, 1531. — Réclamations, pétitions, requêtes de ces officiers; quittances, ordres de paiement des contrôleurs de Boyne, 1409, Garreau, 1479, Bazire, 1481, Picart, 1487, Paticier, 1503, Bricaud, 1522, Richerot, 1525, Courtois, 1552 et autres.

BB. 135. (Liasse.) — 4 pièces parchemin; 11 pièces papier.

**Greffiers de la ville.**

1500-1564 — Gratifications; paiement des gages,

cent sous par an, portés à 15 livres en 1528; requêtes pour augmentations et gratifications.

BB. 136. (Liasse.) — 3 pièces parchemin; 3 pièces papier.

**Concierges et huissiers de l'Hôtel-de-Ville.**

1492-1554. — Quittance de 40 sous pour une année de gages 1492. Demandes en paiement de gages et de gratifications.

BB. 137. (Liasse.) — 32 pièces parchemin; 37 pièces papier.

**Trompettes de Ville.**

1487-1554. — Quittances de gages, 62 sous par quartier en 1492; nominations, institutions.

BB. 138. (Liasse.) — 1 pièce papier.

1554. — Lettres d'octroi de l'office de maître architecte des bâtiments et fortifications des villes de Bretagne, concédées, par Henri II, à M<sup>e</sup> Jean de Lorme, pendant l'absence de son frère Philibert de Lorme, aux gages de 500 livres par an; données à Noyon, le 12 juin 1554. (Copie sur papier.)

**Personnel depuis la création de la Mairie.**

BB. 139. (Liasse.) — 8 pièces parchemin; 14 pièces papier.

**Procureurs-syndics.**

1575-1734. — Lettres de provision de l'office de procureur-syndic de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, créé par édits, de juillet 1690, en faveur de René Dachon; de Julien Bodard, 1709; de François Moricaud, 1713; de Jean Cottineau, 1722; de Jean Retau du Fresne, 1734; élections; réceptions; condamnations à 50 livres d'amende pour absence prolongée; adjudications de l'office; frais de provisions.

BB. 140. (Liasse.) — 6 pièces parchemin; 1 pièce papier, 1 sceau.

**Substitut de Procureur-syndic.**

1704. — Lettres de provision de l'office de substitut du procureur-syndic, en faveur de René Dachon, aux gages de 200 livres, pour le prix de 3,200 livres; quittances des frais et des droits d'acquisition.

BB. 141. (Liasse.) — 7 pièces parchemin; 45 pièces papier.

**Receveurs, miseurs, contrôleurs.**

1567-1789. — Élections, nominations, réceptions; requêtes pour être continué ou déchargé de l'office; demandes; démissions; prestations de ser-

ment ; enregistrement de la quittance de la somme de 24,000 livres, pour l'office héréditaire de conseiller du Roi, receveur alternatif des deniers communs et d'octroi, aux gages de 650 livres par an, pour le sieur Huilhard, 1691 ; arrêts du Conseil pour allocations de gages ; correspondance avec l'intendant

BB. 142. (Liasse.) — 20 pièces papier ; 1 cachet.

*Architectes.*

1581-1789. — Lettres des maire et échevins de Tours, 1581, remerciant ceux de Nantes, de leur avoir envoyé leur « architecte » ; nominations, réceptions, pensions accordées.

BB. 143. (Liasse.) — 18 pièces papier.

*Greffiers.*

1566-1791. — Lettres de provision de l'office de secrétaire-greffier de l'Hôtel-de-Ville, 27 janvier 1709. — Nominations ; demandes de la place de greffier ; gratifications accordées.

BB. 144. (Liasse.) — 1 cahier in-folio, 20 f<sup>os</sup> ; 1 cahier in-folio, 8 f<sup>os</sup> ; 97 pièces papier.

*Dossier particulier au greffier Ménard de Rochecave.*

1787-1792. — Requête pour augmentation de gages ; comptes de recettes et dépenses pour cause de réception aux maîtrises : 1<sup>o</sup> de janvier 1785 au 22 décembre ; 2<sup>o</sup> du 23 décembre 1785 au 31 décembre 1786 ; 3<sup>o</sup> année 1787, avec reçus et quittances à l'appui ; correspondance avec l'intendant ; compte de la recette et de la dépense des sommes employées par M. de Rochecave, en charités et travaux publics ; mémoire présenté à l'occasion de la suppression de la charge en 1790, historique de l'office depuis 1690 ; affaires particulières à M. de Rochecave.

BB. 145. (Liasse.) — 1 pièce papier

*Maitre Écrivain.*

1753. — Extrait des délibérations du Conseil, portant que la place de maitre écrivain de cette ville et communauté, devenant vacante par le décès ou la démission du titulaire, sera donnée par concours au « plus capable d'enseigner l'écriture et l'arithmétique », 17 janvier 1753. — Approbation de l'intendant du 30 janvier suivant.

BB. 146. (Liasse.) — 2 pièces papier.

*Médecin de la ville.*

1717. — Extrait des délibérations du Conseil,

portant nomination de M. Louis Le Feuvre, sieur des Ferronnières, doyen des docteurs et professeurs en la faculté de médecine de l'Université de Nantes, pour médecin ordinaire de cette Ville aux gages de trois cents livres, à la charge d'aller visiter les pauvres de l'Hôpital général, 17 août 1717.

BB. 147. (Liasse.) — 1 cahier in-folio, 20 f<sup>os</sup>, 1 cahier in-folio, 10 f<sup>os</sup>, 44 pièces papier

*Procureurs, avocats de la ville.*

1669-1765. — Procureurs de la communauté de ville près la Chambre des comptes ; avocats de la ville à Paris, et près le Parlement à Rennes ; nominations ; démissions ; comptes et mémoires d'avances et vacations ; correspondance de ces officiers avec la Mairie.

BB. 148. (Liasse.) — 7 pièces papier.

*Imprimeurs de la ville.*

1570-1786. — Requête de Jacques Rousseau, imprimeur ordinaire de la Ville, « qu'il vous plaise le favoriser tant que luy aydiez à s'avancer au travail, peine et labour qu'il pourra prendre si après, lequel ne peult estre sans grans fraiz, coust et mises, tant pour l'augmentation de diversité de caractères que de changement de lettres, comme présentement vous en monstre l'espreuve, qui causera les bons espritz du pais à faire paroistre par telles et semblables impressions. » Au bas de la page sont collées les deux épreuves (1).

Nomination de MM. Verger en 1721, Marie en 1750, comme imprimeurs de la ville.

BB. 149. (Liasse). 1 pièce parchemin ; 13 pièces papier.

*Huissiers et sergents royaux de la ville.*

1616-1619. — Provisions de Jean Feuilliteau dans la charge d'huissier sergent-royal de la mairie de Nantes, par les maires et échevins (non signées). Demande et nomination de Jacques Becot ; onze demandes pour cet emploi vacant par le décès de Feuilliteau.

(1) La Ville accorda 200 livres. Par un singulier hasard, au dos de cette feuille de papier, in-folio, se trouve, écrite à la même époque, la déclaration par « Nycollas Braz de fer, de St-Vallery, en Cahors (sic pour Caux) en Normandie, M<sup>e</sup> après Dieu de la barque appelée la *Françoise* de Saint-Vallery en Cahors », des marchandises qu'il demande à débarquer et vendre, conformément aux règlements de la police de Nantes.

BB. 150 (Liasse.) — 1 cahier petit in-folio, papier, 14 f<sup>os</sup>;  
4 pièces parchemin ; 49 pièces papier.

*Archers de ville.*

**1557-1768.** — Nominations, réceptions, révocations, demandes d'emploi et d'augmentation de gages. Procès intenté en 1577 aux maire et échevins par deux archers, qui réclamaient 60 livres par an, tandis qu'en 1557 et 1564 la solde n'était que de 60 sous par quartier de trois mois; (elle fut ensuite portée à 100 livres par an.) Le Présidial condamna la mairie; mais le Parlement cassa la sentence 1577. Le cahier de 14 folios, est le procès-verbal de l'état des registres des délibérations, de 1565 à 1576, dont les demandeurs avaient requis des extraits.

BB. 151. (Liasse.) — 36 pièces papier.

*Équipement des archers.*

**1645-1789.** — Extrait des registres du greffe : il est ordonné au miseur de payer à « Pierre Castelet, maistre brodeur à Nantes, la somme de sept cens cinquante livres, luy deues, pour avoir fait etourny de neuf, dès la Feste-Dieu dernière, pour les six archers de la ville, six quazaques, de sarge de *Limestre* (?) noire et blanche, doublées et parsemées d'ermine de velours noir et blanc et boutons de soye à queue, avecq les armes de la ville au devant et au derrière desdites quazaques entourées de leurs cordelières et ornements en broderie or et argent fin.... » 14 décembre 1645. Marchés et adjudications pour les fournitures des casaques, bandoulières et banderolles. En 1750, le mot surtout remplace celui de casaque, et en 1752, fait place à celui d'habit. Correspondance avec les intendants. Une délibération du 4 décembre 1788, accorde aux archers des manteaux pour la nuit.

BB. 152. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 17 pièces papier ;  
1 cachet.

*Trompettes de ville.*

**1567-1786.** — Enquête au sujet d'un coup de halberde donné par le trompette sur la tête d'un sergent de la mairie, devant la maison commune; don de la « somme de cinquante solz, pour l'achat d'une trompette à servir es temps advenir à ladite ville. » 1572. Nominations; effets d'habillements délivrés; réclamations pour gages; correspondance avec l'intendant; demande de la veuve Nevet en remboursement « d'une somme de mille livres pour le prix de la

charge de trompette de ville dont son mary estoit pourveu. » 25 mars 1725. En 1721, M. Mellier, maire, demande à l'intendant de l'autoriser à payer 55 francs pour une banderolle en broderie fournie au trompette.

BB. 153. (Liasse.) — 2 pièces papier.

*Tambours de ville.*

**1681-1762.** — Nomination. Demande de paiement pour publications faites.

BB. 154. (Liasse.) — 26 pièces papier.

*Concierges.*

**1583-1786.** — Demande par « le consierge et garde de la maison commune » d'une augmentation de gages, en raison de ce qu'il est obligé de donner pour l'entretien du jardin « a un jardnier, oultre sa nourriture, quinze livres tournois par chacun an, » avril 1583. Nominations, démissions, augmentations de traitement. Correspondance du maire avec l'intendant.

BB. 155. (Liasse.) — 10 pièces papier.

*Crieurs et pleureurs d'enterrements.*

**1617-1748.** — Établissement par la mairie, à l'exemple de plusieurs bonnes villes du royaume, de personnes chargées de faire les invitations pour les enterrements « jusques au nombre de huit, auxquels seront baillés habits de drap noir convenables, aux charges et aux frais de la ville, et au regard du salaire sera payé à chacun dix sous le jour précédant l'enterrement, dix sous ledit jour de l'enterrement, et a pareil le jour précédant le jour du service d'octave, et ledit jour du service d'octave, qui sera quarante sous chacun... » Demandes de la charge de crieurs et pleureurs aux enterrements; nominations.

BB. 156. (Liasse.) — 10 registres in-folio papier, 1 de 36,  
1 de 34, 1 de 12, 3 de 10, 2 de 8, 1 de 5, 1 de 4 f<sup>os</sup>.

*Buvette de la Mairie.*

**1569-1593.** — Mises faites pour les dépenses extraordinaires des maires et échevins, prélevées sur les amendes prononcées par eux. Le 20 septembre 1569 « en vin pour desjeusner 11<sup>rs</sup> vi<sup>d</sup>; en pain x<sup>d</sup>; en huitres vi<sup>d</sup>; en beurre vi<sup>d</sup>. » — « Plus, le lundi ensuyvant, xix desdits mois et an (décembre 1580) pour leur desjeusner, ou auroient desjeusné pareillement plusieurs de Messieurs de la ville, tant anciens maires

que eschevins qui s'estoient assemblez pour aller en corps à l'enterrement de la femme de M. le maire ; fourni, savoir : une piecze de bœuf, ung hault coste de mouton bouilli avecques ung os d'eschigne et les pottaiges xii<sup>s</sup>; ung chappon rostly avecques sa saulce xiiii<sup>s</sup>; quatre pains blancs iii<sup>s</sup>; ung pot de vin d'Anjou iii<sup>s</sup>; ung pot de vin d'Orléans v<sup>s</sup>; ung pot de vin nantais pour les sergents et ung pain blanc iii<sup>s</sup>; et du bois comme dessus vi<sup>s</sup>. »

BB. 157. (Liasse.) — 10 pièces parchemin ; 93 pièces papier, dont 83 imprimées.

#### *Offices municipaux.*

**1626-1768.** — LETTRES PATENTES et édits portant création ou suppression d'offices municipaux ; maires et syndics perpétuels, receveurs des deniers patrimoniaux et d'octroi, colonels, majors, capitaines et lieutenants des bourgeois, procureur du Roi, greffiers, huissiers et commissaires de police. — Formalités pour l'obtention des provisions et le paiement des pensions. — Réunion de ces offices municipaux au corps de ville ; droits d'épices dus à la Chambre des comptes, coupons de rentes sur les tailles, au denier 50 et au denier 20, payables à la ville de Nantes. — Édits de 1720 et de 1764.

BB. 158. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 cahier 24 f<sup>o</sup>s, 2 cahiers 8 f<sup>o</sup>s ; 30 pièces papier.

**1692-1785.** — Réunion au corps et communauté de la ville de Nantes, 1<sup>o</sup> de l'office de procureur du roi syndic, remboursement à M. François Moricaud et plus tard aux héritiers de M. Giraud de la Prestière ; 2<sup>o</sup> des offices de secrétaires-greffiers, remboursement au sieur René Preau, et plus tard aux héritiers Rouillé. — Les offices municipaux, ayant été rétablis par édit d'août 1722, M. Cottineau de la Blanche, obtint des lettres de provision pour l'office de procureur-syndic, supprimé par édit de juillet 1724, et rétabli par autre édit de novembre 1733. Cet office fut donné en 1734 au sieur Reteau du Fresne, qui le céda en 1751 à M. Giraud de la Prestière. Louis XV, ayant définitivement réuni cet office au corps de ville, par lettres patentes de juillet 1757, celui-ci fut obligé de rembourser le prix aux héritiers du titulaire. Il en fut de même pour l'office de secrétaire-greffier.

BB. 159. (Liasse.) — Cahier in-folio, 20 f<sup>o</sup>s, parchemin.

**1754.** — Arrêt du Conseil, ordonnant que le sieur Jean-Baptiste Dachon, en qualité d'héritier de son

père, sera remboursé, sur les deniers patrimoniaux et d'octroi, de la somme de 3,786 liv. 13 s 4 d, pour le prix de l'office de substitut du procureur du Roi syndic, dont son père avait été titulaire (1).

BB. 160. (Liasse.) — 3 pièces parchemin ; 2 cahiers in-folio, de 16 et 8 f<sup>o</sup>s ; 43 pièces papier.

**1696-1766.** — Réunion au corps de ville de l'office de receveur et miseur des deniers d'octroi. — La Ville acheta une première fois, en 1717, de M. Branlard de Launay, l'office de miseur (que celui-ci avait acquis de M. Charles Boulanger, premier acquéreur en 1696), pour le réunir à la communauté. Mais un édit de 1723, supprima cet office et le créa de nouveau. La ville réclama la liquidation des frais déboursés par elle et poursuivit une nouvelle réunion ; ses réclamations furent repoussées. 1742. Arrêt du Conseil, 1742, autorisant la ville à acheter cet office que possédait M. d'Etcheverry, qui demanda 77,444 liv. 2 s 10 d, réduits par l'intendant à 76,606 liv. 4 s 10 d. — Correspondance entre M. Mellier, maire, et M. Ferrand, intendant de Bretagne. — Cet emploi, disent les membres de l'administration, « est très-onéreux, non seulement par » le privilège qu'il a d'avoir rang, séance et voix délibérative dans toutes les assemblées générales et » particulières, immédiatement après le maire, ce qui » dérange l'ancien ordre du Bureau, mais encore par » les droits, gages et taxations considérables qui lui » sont attribués. »

BB. 161. (Liasse.) — 6 pièces parchemin ; 13 pièces papier.

**1697-1723.** — Réunion au corps et communauté de ville des offices de lieutenant de maire, assesseurs, échevins, concierge, garde-meuble, garde-scel, premier huissier-audiencier et commissaire aux revues et logement des gens de guerre.

BB. 162. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 13 pièces papier.

**1694-1707.** — Réunion au corps et communauté de ville des offices de colonel, major, capitaines et lieutenants des bourgeois. — Ordonnances de l'intendant de Bretagne, reçus de sommes payées, correspondance, lettre autographe du maréchal d'Estrées. « La » possession et faculté de nommer, établir, recevoir » et installer en la manière accoutumée, un colonel,

(1) L'office avait été acquis le 1<sup>er</sup> juin 1698, au prix de 3,300 livres. Le remboursement se monte à 3,786 livres 13 sols 4 deniers, y compris les intérêts.

» un major, huit capitaines, neuf lieutenants et autres  
» officiers des bourgeois et habitants, » fut payée  
18,500 livres en 1696.

BB. 163. (Liasse.) — 1 pièce papier.

**1757.** — Requête adressée par la communauté au contrôleur général des finances, contre une réclamation de 36,000 livres pour trois années de gages des offices municipaux créés et rétablis par l'édit du mois de novembre 1733. (Sans date ni signature.)

BB. 164. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 10 pièces papier.

**1690-1742.** — Arrêt du Conseil, fixant à 1,850 liv. par an, le sol pour livre, attribué par l'édit de 1689 aux officiers municipaux pourvus des offices de receveurs des deniers d'octrois. — Réclamations de la ville contre les prétentions de divers titulaires.

BB. 165. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 pièce papier.

**1715-1721.** — Réunion au corps et communauté de la ville, de l'office de maire perpétuel, acheté en 1692, 60,020 livres (tous frais compris), par M. Proust du Port-Lavigne, et remboursé à sa veuve, en 1717, au prix de 85,213 livres 15 sols.

BB. 166. (Liasse.) — 1 cahier in-folio, 6 f<sup>os</sup>, et une pièce parchemin ; 1 cahier de 10 f<sup>os</sup>, 12 de 6, 2 de 4, 124 pièces papier ; 2 cachets.

**1722-1729.** — Réunion au corps et communauté de la ville, de quarante offices municipaux créés et rétablis par l'édit du mois d'août 1722. Ces quarante offices étaient : 2 de conseiller-maire ; 2 de conseiller-lieutenant de maire ; 6 de conseiller-échevin ; 6 de conseiller-assesseur ; 1 de conseiller-avocat ; 1 de conseiller secrétaire-greffier ; 2 de conseiller-contrôleur ; 1 de garde des archives, concierge, héraut, portier, 4 de hocqueton, archer, valet de ville, tambour. — Arrêts du Conseil ; extraits des délibérations ; états de constitutions de rentes créés sur l'Hôtel-de-Ville, au denier vingt ; correspondance du maire Mellier avec l'intendant et divers personnages ; nombreux brouillons de lettres. — Un extrait de la délibération du 1<sup>er</sup> mars 1725, contient l'insertion et l'enregistrement du procès-verbal de liquidation (21 juillet 1723) des offices de secrétaire, procureur du roi, maire, lieutenant de maire, assesseurs, échevins et concierge, créés par édits de juillet 1690, août 1692, mai 1702, janvier 1704, supprimés en juin 1717, à la somme de 95,228 livres. Un autre extrait de la délibération du

3 novembre 1725, donne l'enregistrement de trois quittances de finances du 31 mars 1725, portant contrats de constitution ; la première de 9,388 livres 8<sup>s</sup>, au principal de 469,420 livres ; la deuxième de 5,000 livres, au principal de 250,000 livres ; la troisième de 7,000 livres au principal de 350,000 livres ; soit le total de 1,069,420 livres pour le remboursement des offices municipaux ; les dites rentes à prendre sur les tailles.

BB. 167. (Liasse.) — 3 pièces parchemin ; 13 pièces papier ; 2 cachets.

**1750-1766.** — LETTRES PATENTES autorisant la réunion « au corps de ville et communauté des dix-neuf offices municipaux restans à vendre de la création du mois de novembre 1733, dans la ville de Nantes, dont la finance montant à 132,462 livres a été payée ; » en date, à Paris, du 30 janvier 1750. Ces offices étaient : 2 conseillers-maire ancien et alternatif mitriennaux ; 2 lieutenants de maire, id. ; 6 échevins, savoir : 3 anciens, 3 alternatifs et mitriennaux ; 6 assesseurs, id. ; 2 contrôleurs des greffiers, ancien et alternatif, mitriennaux ; 1 avocat du Roi. — Quittances de finance ; correspondance.

BB. 168. (Liasse.) — 2 pièces papier.

**1725.** — Projet de réunion au corps et communauté de ville, de l'office de visiteur lesteur et délesteur de navire. Lettre de M. Mellier, maire, à M. de Brou, intendant de Bretagne, et réponse de ce dernier. Le motif invoqué pour cette union est : « qu'il paroît convenable de faire rembourser l'Hôpital général de cette ville, des 12,000 livres payées pour l'office de visiteur, lesteur et délesteur, et d'employer tout le produit aux frais de la régie, parce qu'il n'est plus possible de conserver l'Hôpital dans la jouissance des droits, sans lui en faire supporter les charges et les dépenses. »

BB. 169. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, et 6 pièces parchemin ; 2 cahiers de 8 f<sup>os</sup>, 2 de 6, et 86 pièces papier ; 5 imprimés, 4 cachets.

**1699-1781.** — Réunion au corps et communauté de ville, de l'office de lieutenant général de police. — Lettres patentes ; arrêt du Conseil ; extraits de délibérations ; mémoires ; correspondance avec l'intendant et divers personnages ; quittances ; brouillons de lettres. — M. de Valleton, titulaire de l'office de lieutenant général de police, étant décédé, la ville demanda la réunion de cet office. D'actives démarches

furent faites dans ce but en 1722 ; mais un arrêt du Conseil du 26 août les repoussa. En 1742, les officiers du présidial manifestèrent le désir d'acheter cet office, prétention à laquelle la ville s'opposa vivement. En 1770, de nouvelles tentatives eurent lieu près des héritiers de M. de Valleton, qui vendirent pour 40,000 livres. Cette acquisition fut confirmée par arrêts des 16 octobre 1770, 13 août 1773 et lettres patentes du 19 novembre 1770. Arrêt du Conseil, 19 mars 1775, et lettres patentes du 24 du même mois, ordonnant que « l'exercice de la police de la ville de Nantes, sera fait à l'avenir par le maire. »

BB. 170. (Liasse.) — 44 pièces papier ; 12 pièces imprimées.

**1720-1743.** — Réunion au corps et communauté de ville, de l'office de procureur du roi de police, remboursé au sieur Murat, titulaire (1). — Arrêts du Conseil, correspondance de M. Mellier, maire, avec l'intendant et divers hommes de loi et personnages. — Les arrêts du Conseil ordonnant cette réunion et le remboursement, sont du 22 avril 1721. Le sr Gendron, procureur du roi à la prévôté de Nantes, forma aussitôt opposition, mais il fut débouté par arrêt du Conseil du 28 novembre de la même année.

BB. 171. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 6 pièces papier ; 1 imprimé petit in-4°, 22 pp.

**1707-1715.** — Réunion au corps et communauté de ville, des offices de commissaires de police. — « J'ay receu des maire et échevins de la ville de Nantes, la somme de dix-huit mille livres, pour l'union et incorporation au corps et communauté de ladite ville des offices de commissaires de police et des offices d'huissiers aussy de police, restans à vendre dans ladite ville de Nantes, créés par édit du mois de novembre 1689... Fait à Paris, le 19 mars 1708. » — Arrêts du Conseil, lettres patentes, extraits des délibérations, quittances.

BB. 172. (Liasse.) — 1 pièce papier.

**1721.** — Subrogation du corps et communauté de la ville de Nantes, dans la sous-ferme du greffe de police, 16 août 1721. Copie informe de l'arrêt du Conseil, sans date ni signature.

(1) Il a été impossible de trouver le chiffre du remboursement. Il ne figure sur aucune pièce ni sur le livre du misseur de 1723, celui de 1722 manque.

BB. 173. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 2 de 10, 2 de 8, 1 de 7, 8 de 6, 5 de 4, et 16 pièces papier.

**1790-1791.** — Liquidation des offices municipaux supprimés par décret de l'Assemblée Nationale du 6 septembre 1790. — Instructions, titres, lettres, mémoires, pour parvenir à cette liquidation. Dans ces pièces se trouve l'historique des divers offices successivement créés, supprimés et réunis au corps de ville. — Un des tableaux des frais faits à diverses époques par la ville, accuse une somme totale de 1,494,524 livres, 6 sols.

BB. 174. (Liasse.) — 31 pièces papier ; 3 cachets.

**1723-1724.** — Ventes dans l'étendue de la généralité de Bretagne des offices municipaux rétablis en 1722. — Correspondances ; états des villes de Bretagne dans lesquelles ces offices sont créés ; chiffres des gages de ces officiers. — État des provisions expédiées parmi lesquelles se remarquent celles : de lieutenant de roi à Machecoul, payé 6,600 livres ; de gouverneur de la Rochebernard, 11,000 livres ; de gouverneur de Clisson, 11,000 livres ; de contrôleur ancien à Ancenis, 1,595 livres ; de major de Paimbœuf, 4,600 livres. — Une lettre adressée au sieur Belin, directeur des affaires du Roi, à Nantes, porte sur le cachet, les armes pleines de France timbrées de la couronne royale, et la légende : CHARGES RÉTABLIES. — Un autre état indique le « montant de la finance principale, enchères et 2<sup>e</sup> par livre, pour le prix des offices municipaux, dont les soumissions ont été faites au bureau du sieur Belin, directeur de la vente des offices du département de Nantes, 137,115 livres. »

BB. 175. (Liasse.) — 142 feuilles ou lettres, papier.

**1721-1723.** — Correspondance de M. Gérard Mellier, maire, avec M. le Prieur.

M. le Prieur, échevin et sous-maire, 1720, 1724, avait été député à Paris, comme chargé des affaires et des intérêts de la ville. Les dossiers contiennent les minutes des lettres du maire, les réponses du mandataire de Paris, et nombre de lettres de M. de Brou, intendant de Bretagne. On y rencontre des détails sur la réunion des offices municipaux, les frais de gravure du portrait de Mellier, de la planche du reliquaire de la reine Anne, des armoiries des maires, sur la frappe des jetons, sur les affaires municipales, et parfois des anecdotes du temps.

Une lettre du 21 octobre 1723, apprend l'envoi par M. de Montaudouin, négociant à Nantes, à M. Bouchaud, d'un mandat de..... 150,000 livres.  
plus 17 certificats de liquidation  
montant à... 22,586 liv.  
lesquels joints à ceux déjà envoyés... 878,486 l. 11<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>  
plus, suivant lettre du 19..... 17,389 l. 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>

forment un total de..... 1,068,462 l. 4<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>

En sorte qu'il ne manquera que.... 957 l. 15<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>  
pour finir le paiement des charges

municipales montant à..... 1,069,420 livres.

Un compte renfermé dans une lettre du 3 novembre porte, entre autres articles : à Tardieu, pour plaque de cuivre pour armoiries des maires, 135 livres; à Durand, graveur, sur son marché 195 livres; payé pour les jetons d'argent, avec deux boîtes 1,201 livres. Le mémoire des ports de lettres pour 1723, est de 134 livres 19<sup>s</sup>. Une lettre, de la main de M. de Brou, du 9 novembre, dit : « Je trouve bon que votre communauté prenne une délibération pour faire toucher au sieur le Prieur, 1,500 livres à-compte des frais de ses députations pour l'acquisition des offices municipaux. »

BB. 176. (Liasse.) — 104 feuilles ou minutes de lettres, papier.

1724. (1<sup>er</sup> SEMESTRE.) — Détails sur l'opposition du sénéchal de Nantes, à la continuation de M. Mellier, comme maire. Démarches, en faveur de ce dernier, près du maréchal d'Estrées, gouverneur de Nantes, par M. le Prieur. Intrigues des procureurs au Présidial, pour faire élire un des leurs comme échevin.

1<sup>er</sup> février : « J'ai l'honneur de vous envoyer une lettre de change de 1,800 livres, somme que notre communauté vous prie d'employer aux frais des provisions des offices municipaux nouvellement créés et réunis à cette communauté. » — Signification au sénéchal et officiers du présidial de l'arrêt du 21 mars 1724, qui attribue la présidence des assemblées générales aux maire et officiers municipaux. Continuation de la mairie de M. Mellier. Détails sur les assemblées générales des 14 et 15 mai. — 23 mai : « Nous avons ici un excellent trompette. M. l'intendant a bien voulu nous permettre de le faire habiller d'une casaque de cérémonie pour marcher à la tête de la communauté. Nous ne trouvons ici aucun ouvrier qui soit au fait d'un pareil habillement. On nous a dit que nous en serions quitte à meilleur marché à Paris, où l'on a les

modèles de ces sortes de casaques qui ont des manches pendantes comme celles qu'on donnoit autrefois aux pages. Nous ne désirons pas, au surplus, qu'elle soit plus embellie que celles de archers de ville. Il convient même qu'elle soit de pareille étoffe et couleur, en ajoutant néanmoins un galon bordé d'argent. »

BB. 177. (Liasse.) — 164 feuilles papier.

1724. (2<sup>e</sup> SEMESTRE.) — Projet de l'ingénieur Lafond, pour planter des arbres sur la prairie de la Madeleine et nettoyer le port de Nantes. — Démarches pour arrêter le transport des grains, qui manquent dans la ville. Ils sont au-delà de ce qu'ils valaient lors de la disette affreuse qui suivit la récolte de 1709. On attend aux premiers jours des grains que plusieurs négociants ont fait acheter à Dantzick, en Hollande; on a pareillement avis qu'il doit en venir de Basse-Bretagne. 19 août. Le tonneau de seigle vaut 185 livres; le tonneau de froment 230 livres. 22 août. — M. Mellier, prie M. le Prieur d'aller passer dix ou douze jours à Fontainebleau, où réside la Cour, pour hâter l'expédition des ordres du Roi, au sujet de la nomination des échevins, MM. Lory et Souchay; car il lui est « revenu que M. le sénéchal, et les officiers du Présidial, ont dû mettre quelque requête au Conseil contre notre communauté... » 19 octobre. — « Avant la tenue des États de cette année à Saint-Brieuc, M. l'intendant nous avoit envoyé des ordres de n'agréger aucune personne à la députation de la ville pour les États. Nous avons été réduits à nommer seulement deux députés, en conformité de l'arrêt du Conseil du 20 septembre 1695, un échevin et un officier. M. le sénéchal nous ayant tous vu en particulier et sollicité pour être député en qualité d'officier de justice, nous lui fîmes entendre que nous en userions volontiers à son égard, ainsi qu'il avoit été pratiqué pour son père, le 2 octobre 1697, par notre communauté qui le nomma second député du bureau de ville aux États de Vitré. M. le sénéchal nous dit qu'il se contenteroit de cette seconde place, et s'est rendu aux États de Saint-Brieuc, après s'être muni de notre délibération. Vous serez sans doute surpris d'apprendre que la première démarche qu'il ait faite aux États, a été d'y faire ordonner que, sans avoir égard à notre délibération, il seroit premier député. » 14 novembre. — Le sieur Ferrand, graveur à Paris, est chargé de la gravure du portrait de M. Mellier, moyennant 200 livres. 16 décembre.

BB. 178. (Liasse.) — 211 feuilles et lettres, papier ;  
8 cachets.

**1725.** — Longs détails sur la conversion de la liquidation des offices municipaux supprimés, en quitances de finances. — Démarches pour l'établissement d'une compagnie de milice bourgeoise à Chezine ; opposition des paroissiens de Chantenay et du marquis de la Musse. — Détails sur les chevaliers du Papegaut à Nantes ; demande, au maréchal d'Estrées, d'un règlement pour ce jeu. — Demande d'exemption de logement des gens de guerre, pour les capitaines et lieutenants de la milice bourgeoise, accordée après de nombreuses démarches. M. Mellier s'exprime ainsi à ce sujet, le 16 août : « Nous allames, hier, souper au jardin de M. de Troisvilles, avec M. de Menou (lieutenant du Roi au gouvernement du château de Nantes), au sujet de la première solennité de l'arrêt du Conseil que vous avez obtenu pour nos chers et bien-aimés officiers de milice bourgeoise. » — La mission de M. le Prieur finit au mois de juin. Pendant sa députation à Paris, il était payé sur le pied de douze livres par jour.

BB. 179. (Liasse.) — 34 feuilles ou lettres, papier ;  
1 cachet.

**1726-1729.** — Sur un état des avances faites par M. le Prieur, approuvé en mairie, à Nantes, le 22 juin 1726, se trouvent, entre autres articles : 1° pour la fourniture du papier employé à imprimer cent cartes demandées, composées de 600 estampes des blasons et armoiries de tous les maires de Nantes, depuis leur institution, 35 livres, 8 sols ; et pour l'impression qui en a été faite, 18 livres, revenant à 53 livres, 8 sols ; 5° pour voyage fait par ledit sieur le Prieur à Fontai-

nebleau, et résidence pendant sept jours, aux fins d'obtenir l'ordre du Roi, sur la contestation de la présidence des assemblées, et pour solliciter au bureau de M<sup>re</sup> le contrôleur général, les expéditions des projets de constructions sur le terrain de Chezine et l'alignement des maisons sur le quai de l'Île Gloriette, pour la voiture, aller et retour, 34 livres, et 43 livres pour dépense personnelle ; 9° au sieur Patu, notaire, pour ses déboursés et honoraires, au sujet du remboursement des offices municipaux, montant à 1,069,420 livres, y compris les avances faites par ledit Patu, pour la décharge du contrôle des 40 quittances de finances qui composent ce remboursement, pour le certificat des conservateurs des oppositions au trésor royal, 131 livres, 15 sols. — Demande de gratification pour M. le Prieur. — Corrections de l'estampe représentant le reliquaire du cœur de la reine Anne.

BB. 180. (Liasse.) — 1 registre 48 f<sup>os</sup>, 1 cahier de 24, 2 pièces parchemin ; 1 cahier 28 f<sup>os</sup>, 1 de 20, 1 de 14, 1 de 8, 2 de 6, 2 de 4, 1 de 3, 1 de 2 f<sup>os</sup> attachés ensemble par des lacets réunis sous un sceau brisé, papier.

**1474-1614.** — Copies des lettres d'érection de la mairie d'Angers, de ses droits et privilèges, à l'instar de la Rochelle, d'après lesquelles la communauté de Nantes doit se régler et user des mêmes privilèges. — Copies des lettres de confirmation et de privilèges accordées à la mairie d'Angers par les rois, Louis XI, 1475 ; Charles VIII, 12 juin 1484, décembre 1484 ; 22 septembre 1485 ; François I<sup>er</sup>, 8 juillet 1521 ; Henri II, janvier 1547. — Édits de création d'offices de sergents de la ville d'Angers, 1488, 1551, 1594, 1614. — Copie délivrée par la Chambre des Comptes de Bretagne de l'édit de création de la mairie de Morlaix. 1561.





VILLE DE NANTES  
(DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE)

INVENTAIRE-SOMMAIRE  
DES  
ARCHIVES COMMUNALES ANTÉRIEURES A 1790.

SÉRIE CC.

IMPOTS ET COMPTABILITÉ.

CC. 1. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 3 pièces papier ;  
1 sceau.

**1550-1586.** — Bannie pour l'adjudication de la ferme du domaine du Roi, en la jurisprudence de Nantes. 19 juillet 1560. — Lettres patentes de Henri II, qui « donne et octroye l'office de contrôleur de la recette ordinaire de Nantes, et des œuvres et réparations de la ville et chastel de Nantes, que naguères souloit tenir et exercer M<sup>r</sup> Gilles Bricaud, » à François Ménardeau. Blois, 20 janvier 1550. — Lettres semblables de Henri III, accordant à François Davy, l'office du sieur Ménardeau. 21 juin 1583. — Arrêt de la Chambre des Comptes, contenant réception de François Davy, comme contrôleur des domaines du Roi « sans que ledit Davy puisse prétendre contrôler les œuvres des ponts de ceste ville, ny autres ouvrages dont les maires et échevins ont accoustumé d'ordonner. » 15 novembre 1586.

CC. 2. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 7 pièces papier ;  
1 cachet ; 3 imprimés.

**1669-1762.** — Arrêt du Conseil, prescrivant aux maire et échevins de s'employer activement pour mettre un terme aux rébellions dont les fermiers des devoirs du Roi sont victimes, et de faciliter leur service ; défendant à toute personne, de quelque qualité qu'elle soit, sous peine de la vie, de troubler ces

fermiers dans l'exercice de leurs fonctions ; ordonnant que les taverniers paieront les droits dus pour le temps que les fermiers ont été obligés d'abandonner leur service, et que les poursuites commencées contre les coupables de rebellions auront leur cours. 19 août 1669. Les fermiers, dont plusieurs commis avaient été fort maltraités et même blessés à mort, accusaient les maire et échevins de négligence et leur réclamaient des dommages et intérêts considérables, pour avoir été réduits à abandonner leur ferme. — Lettres et minutes de lettres de M. de Brou, intendant, et de M. Mellier, maire, au sujet d'un logement convenable, à fournir par la communauté de ville, au directeur des devoirs ; fraudes commises ; arrêts du Conseil en faveur des commis des devoirs.

CC. 3. (Liasse.) — 23 lettres ou minutes papier ; 2 circulaires imprimées ; 10 placards doubles in-folio (imprimés) ;  
10 cachets.

**1718-1726.** — Publications du bail et de l'adjudication des diverses fermes du Roi. Correspondance relative à l'affichage des placards, entre le maire et les employés. — Les fermes du Roi comprenaient : les cinq grosses fermes ; la ferme générale des aides de France ; la ferme des gabelles de Lyonnais, Provence, Dauphiné, Languedoc et Roussillon ; la ferme générale du domaine d'Occident ; la ferme des gabelles de France.

CC. 4. (Liasse.) — Imprimé in-4°, 24 pp. papier.

**1767.** — LETTRES PATENTES du Roi, portant bail des fermes générales, sous le nom de Julien Alaterre, à commencer du 1<sup>er</sup> octobre 1768. Versailles, 30 décembre 1767. — « Art. XII. Le preneur et les fermiers généraux, ses cautions, seront tenus suivant leurs offres de payer et remettre à notre Trésor royal, dans le courant du mois de juillet 1768, par forme de cautionnement, en avance, la somme de soixante-douze millions de livres. . . . . »  
Art. XIII. Le prix du présent bail, suivant les offres dudit Alaterre, et des fermiers généraux, ses cautions, sera et demeurera fixé à la somme de cent trente-deux millions de livres. . . . . »

CC. 3. (Liasse.) — 4 pièces papier.

**1720-1721.** — Lettre de M. de Brou, intendant, et circulaires imprimées relatives à la désunion de la Compagnie des Indes, des fermes générales du Roi, des recettes générales des finances et des monnaies. (Sans détails.)

CC. 6. (Liasse.) — 7 pièces papier dont 3 imprimées ;  
1 cachet.

**1452-1791.** — Lettre du duc Pierre II, qui, sur les remontrances des habitants de Nantes, rabat 500 royaux d'or, sur « ung ayde de la somme de mil cinq cens reaulx » que le feu duc François avait ordonné de lever. Toutefois, il excepte de cette faveur les hommes de l'évêque et du chapitre. — Déclaration du Roi, portant règlement du droit d'aides, 1717 ; arrêt du Conseil d'État qui proroge jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1722, les termes fixés au 1<sup>er</sup> octobre, en faveur des acquéreurs de rentes viagères sur les aides et gabelles 1722. — Lettres des membres du corps de ville de Poitiers à ceux de Nantes, pour les prier de se joindre à eux dans une demande qu'ils adressent au Roi pour la réduction des droits d'aides, 1735. — Décret de l'Assemblée Nationale, 2 mars 1791, portant suppression de tous les droits d'aides, maîtrises, jurandes et établissement de patentes.

CC. 7. (Liasse.) — 41 pièces papier, dont 10 imprimées.

**1717-1790.** — Sols pour livre perçus au profit du Roi. — Lettres patentes, arrêts du Conseil et placards d'affiches. — Quittances du nouveau sol pour livre perçu sur le droit d'ancrage. — États de la recette (1772-1790), de la somme de 47,739 livres 4 sols, à

laquelle se monte le produit des six sols pour livre, pendant les neuf derniers mois de l'année 1772. En 1773 ce droit était de 8 sols, et de 10 en 1783. — En 1790 il produisait 146,466 livres, 14 sols, 7 deniers. Il se prélevait sur : le chapitre de la mer ; le chapitre des escaffes ; le chapitre des marchandises d'amont, et le chapitre des vins d'amont des octrois de la ville.

CC. 8. (Liasse.) — 4 pièces parchemin ; 1 cahier de 24 f<sup>os</sup> et 10 pièces papier, dont 5 imprimées.

**1645-1746.** — Droits de la prévôté de Nantes. — Procédure devant le Parlement et le Présidial de Nantes, contre les fermiers réclamant la perception d'un droit sur les eaux-de-vie. — Parmi ces imprimés se trouvent 2 exemplaires des : Pancartes des droits de la prévôté de Nantes, et de la traite domaniale. Nantes, Bailly, 1702, petit in-4°, 29, 8 et 6 pp. Ces exemplaires sont fort rares aujourd'hui. La Bibliothèque publique possède des réimpressions de 1729, 1741, 1763. Nous connaissons un exemplaire de 1676. — Procès-verbal des dires de M. de la Roche contre le directeur des cinq grosses fermes, qui réclame un droit de seize sols sur chaque tonneau de vin qu'il fait venir de sa terre de Tharon, située dans le comté nantais. (La sentence nous est inconnue.) — Mémoire pour le commerce de Nantes, contre l'adjudication des fermes unies ; in-f<sup>o</sup> de 6 pp., imprimé à Nantes, chez Marie, 1746.

CC. 9. (Liasse.) — 1 cahier de 20 f<sup>os</sup>, 1 de 4 et 30 pièces papier.

**1710-1745.** — Taxe des îles, îlots et pêcheries. — Rôle (pour Nantes) des sommes, qu'en exécution de l'Édit d'avril 1713, le Roi ordonne de lui être payées par les possesseurs des emplacements qui ont servi aux clôtures, fossés, remparts de fortifications des villes du royaume. — La plus forte somme, mille livres, est due par le sieur Bacaud, ou ceux qui sont à ses droits possesseurs de quatre boutiques sises à l'entrée du pont de Saint-Nicolas, du côté de la rivière, « pour être maintenus et conservés à perpétuité dans leurs possessions, sans qu'à l'avenir ils puissent être troublés, inquiétés ni recherchés pour raison de ce, ni sujets à aucune autre taxe telle qu'elle soit ou puisse être, dont ils sont expressément et pour toujours déchargés, suivant qu'il est plus au long porté par ledit édit. » La somme la

moins élevée est celle de cinq livres due par les tenanciers ou possesseurs d'un emplacement de corps de garde, situé vers la rivière d'Erdre. Ce rôle comprend 169 articles numérotés de 860 à 1029.

CC. 10. (Liasse.) — 10 pièces papier.

**1711-1714.** — Taxe des aisés. Le sieur de Lauenay-Branlard, receveur et miseur des deniers patrimoniaux et d'octroi, et de la taxe des aisés de la ville et comté de Nantes, ayant fait saisir les biens de M. Lopez du Rocher, et compris sur le rôle des aisés le sieur Chiron, négociant à Nantes, la saisie est maintenue, et ce dernier est condamné, sous peine d'emprisonnement, à payer immédiatement les seize livres et seize sols qui lui sont réclamés.

CC. 11. (Liasse.) — 1 cahier in-folio, 10 f<sup>os</sup>; 1 cahier in-folio, 8 f<sup>os</sup> et 3 pièces papier.

**1711-1719.** — Taxes des marchands de vins. — Comptes de Jean-Baptiste de Neuville, chargé par les négociants de Nantes, de la répartition d'une somme de 37,000 livres, et les deux sols pour livre levée sur les marchands de vins et eaux-de-vie de la ville et évêché de Nantes, en vertu d'un arrêt du Conseil du 4 août 1711.

CC. 12. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup> et 14 pièces papier,

**1712.** — Taxe des moulins. Lettres et ordonnances de l'intendant, réclamations, quittance du droit annuel payé.

CC. 13. (Liasse.) — 4 pièces papier, 35 placards et imprimés.

**1709-1728.** — Édits du Roi, arrêts, ordonnances et déclarations du Conseil d'État, ordonnances de l'intendant de Bretagne, concernant les droits d'entrée, sur les huiles de baleines, graisses de poissons et savons. — Publications faites par le trompette de ville.

CC. 14. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 3 de 8, 2 de 6, 1 de 4 et 15 pièces papier.

**1712-1716.** — Contestations entre les négociants de Nantes et les directeurs du recouvrement des droits d'entrée sur les huiles et savons. — États des huiles entrées à Nantes en 1712, 1713, 1714. — Procès-verbaux des dire et raisons des négociants de Nantes. — Réponse des négociants contre les prétentions du fermier du droit de 50 sols par quintal sur les huiles. — Mémoires.

CC. 15 (Liasse.) — 83 pièces papier; 1 cachet.

**1714-1726.** — Poursuites pour contraventions aux règlements concernant les droits sur les huiles et les savons. — Lettres des intendants de Bretagne Ferrand et de Brou, — Procès-verbaux des dire et raisons des commis au recouvrement des droits contre les négociants et armateurs refusant d'acquiescer ces droits; notamment contre les sieurs de Montaudouin et Lieutaud de Troisvilles. Procès-verbaux de saisie des marchandises. — Réception d'un commis, et sa prestation de serment devant M. Mellier, maire de Nantes.

CC. 16. (Liasse.) — 10 pièces papier, dont une brochure in-8<sup>o</sup> de 50 pages.

**1701-1719.** — Édits, déclarations, arrêts et ordonnances concernant la ferme des cartes à jouer. — Prestations de serment des commis de la ferme des cartes, devant M. Mellier. — Plaintes du sieur Pierre Bouillon, fermier général « du droit de douze deniers sur chaque jeu de cartes », au sujet des « contraventions à la fabrication et au débit desdites cartes en la ville de Nantes. »

CC. 17. (Liasse.) — 47 pièces papier.

**1716-1719.** — Procès-verbaux de contraventions contre les fabricants et vendeurs de cartes à jouer. — Ces pièces établissent les fraudes nombreuses qui se faisaient, tant par les fabricants cartiers, que par les débitants qui tiraient leurs sixains particulièrement d'Angers, sans payer aucun des droits exigés. Lors de la visite faite le 19 octobre 1719, chez Joseph Dutertre, cartier à Nantes, les commis constatent que « ayant montés au troisième étage dans un grenier, où il fait sa boutique de fabrication, nous avons vu Abraham Dutertre, père dudit Joseph, qui jettoit une manne de cartes à portraits d'Espagne, du nombre de deux grosses. Avons aussi vu un compagnon dudit Dutertre, nommé Tourangeau, qui mouilloit les feuilles du même portrait d'Espagne ». Or, comme il était défendu de fabriquer ces cartes sans autorisation, elles furent saisies. De là surgit un procès dont plusieurs pièces sont au dossier. — Le 3 novembre, même année, Jeanne Elbout, veuve Thébaut, cartière, demeurant à Nantes, rue Casserie, présenta aux commis : 823 jeux de cartes « à portraits français » et 144 jeux à portraits d'Espagne, « par-

faites et achevées », et 144 jeux à portraits d'Espagne imparfaites.

Le 4 novembre, Pierre Breche présenta aux commis 1,180 jeux de cartes imparfaites ; 9,459 jeux parfaits et cachetés, et 800 jeux de cartes imparfaites à portraits d'Espagne (1).

CC. 18. (Liasse.) — 20 pièces papier, dont 8 feuilles de cartes à figures françaises, 2 à figures espagnoles, 4 prospectus de marchands.

1716-1718. — Procès-verbaux de dépôt des empreintes des cartes et tarots. — Prospectus de : « Pierre Sigogne, marchand, fabricant de toutes sortes de belles cartes dans le goût moderne, et des mieux conditionnée (sic) pour France et pour les Colonies... rue Sainte-Catherine, à Nantes ». Dans le milieu une cigogne couronnée par un ange, surmontée de la devise : *A la Cigogne Couronnée*. Autre prospectus du même, beaucoup plus grand ; dans le milieu, la représentation de la fable, le Renard et la Cigogne, avec ces vers au dessus :

Depuis longtemps, aimable Noblesse,  
La Cigogne a votre protection,  
Acordés la même tendresse  
A celui qui porte son nom.  
Heureux s'il avoit votre pratique,  
Dans peu fleuriroit sa boutique.

CC. 19. (Liasse.) — 4 pièces parchemin ; 3 cahiers, de 12 f<sup>os</sup>, 1 de 10, un de 8 et 16 pièces papier.

1498-1621. — Fermes du Roi. Impôts sur les boissons. — Lettres patentes de Charles VIII, rendues sur la réclamation des fermiers et sous-fermiers généraux des devoirs d'impôts « des vins, cidres et autres beuvraiges vendus par détail » dans la ville de Nantes, et tendant à réprimer les abus et les fraudes commises au préjudice des fermiers et des evenus du Roi. A Nantes, le 6 mars 1497. (1498 N. S.) Jusqu'alors, les habitants de Nantes avaient joui du devoir de « billot e. appécissement des vins ; » mais il leur fut enlevé par ces lettres et les suivantes. — Lettres patentes de Louis XII, 1506, 1508 et 1519, pour le même objet, dans la

(1) M. L. Petit, possède un jeu de cartes dites *tarots*, fait à Paris vers 1780, (date un peu élastique). Le deux d'épées, vulgairement nommé deux d'écrit, porte : *FECHAS EN NANTES*. Cette légende, reproduite sur une des cartes parisiennes, semble indiquer que, pendant une bonne partie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Nantes avait le monopole de la fabrique des cartes dites espagnoles.

première desquelles nous lisons que Pierre Laurens, procureur des bourgeois, s'étant opposé à l'exécution d'un mandement royal, portant que « les fermiers, leurs clerks et commis eussent peu entrer » es caves, maisons et celiers desdits vendans vin » par mynu et détail, tant en celles des subgectz, » et tenus à poyer ledit devoir d'impôt, que des » nobles et exempts d'iceluy devoir, et mercher le » tout des vins y estans, aussi fraper contre les » fons des fustz estans esdites caves et celiers, pour » savoir s'ilz estoient vuydes ou non ; et sitost que » ceulx fustz seront vuydes racler la merche. » Le Roi maintient ses ordonnances pour les taverniers, « fors les gens d'église et nobles. » Lettres de François I<sup>er</sup>, de semblable effet. — Adjudication de la ferme du devoir d'impôt dans l'évêché de Nantes au sieur Jean Peneau. — Mandement de Louis XII à ce dernier, et Guillaume le Forestier, ses fermiers généraux, à la publication duquel s'opposent : Pierre Laurens, procureur des nobles bourgeois ; Jean Spadinc, miseur de la Ville, et procureur des monnoyers de Nantes ; Gilles Coupegorge, tant en son nom que comme lieutenant du prévôt des monnaies ; Pierre du Ponceau, procureur de l'Université. Requêtes et plaintes des habitants au sujet de cet impôt. — Lettres des habitants au gouverneur pour le prier de ne pas permettre qu'on établisse dans le comté nantais le devoir sur les eaux-de-vie, « si odieux a toute la province de Bretagne ». — Protestations des fermiers.

CC. 20. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 cahier 6 f<sup>os</sup>, 44 pièces, 4 imprimés papier ; 7 cachets.

1687-1711. — Arrêts du Conseil d'État et du Parlement, concernant les impôts et billots de Bretagne avant le projet d'aliénation. — Édit du Roi ordonnant l'aliénation. 1710. — Lettres patentes donnant commission d'aliéner ces impôts à l'intendant et aux subdélégués. — Correspondance. — Mémoires.

CC. 21. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 1 de 4 et 91 pièces papier.

1706-1710. — États du produits des impôts et billots dans les neuf évêchés de Bretagne, pendant les années 1706, 1707, 1708, et 1709. Pour l'évêché de Nantes, les produits se montoient : 1707, 68,985 livres, 16<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> ; 1708, 69,729 livres, 17<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> ; 1709, 61,670 livres, 11<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>, y compris les 2 sols pour livre du produit

CC. 22. (Liasse.) — 1 cahier, 12 f<sup>os</sup>, 1 de 8, et 49 pièces papier, imprimées

**1710.** — Ordonnances et placards, procès-verbaux de bannies, fixant les jours et les conditions des adjudications des impôts et billots de Bretagne. La première adjudication fixée au 27 août, la deuxième au 30 septembre, la troisième au 3 octobre 1710.

CC. 23. (Liasse.) — 3 pièces parchemin ; 1 cahier 36 f<sup>os</sup>, 3 de 16, 3 de 12, 34 pièces papier ; 1 sceau.

**1625-1711.** — Arrêt du Parlement de Bretagne, faisant défense à toute personne d'empêcher les marchands de sels, à Nantes, de tenir salorges, de vendre en gros, et d'entraver le commerce du sel dans toute la province et ailleurs. 16 août 1625. — Arrêt du Conseil d'État, qui autorise l'enlèvement de 800 charges de sel dans les marais de Bourgneuf, pour les salorges de Nantes ; bannies, arrêts et ordonnances diverses ; répartition de ces 800 charges entre les propriétaires de marais salants ; contestation du sénéchal de Bourgneuf avec les propriétaires. 7 octobre 1710. États de la contenance des marais.

CC. 24. (Liasse.) — 1 cahier, 134 f<sup>os</sup>, 1 de 66, 1 de 36, 1 de 20, 1 de 18, 1 de 16, 1 de 14, 1 de 12, 65 pièces papier ; 9 cachets.

**1711.** — Procès-verbaux des dire et contestations des propriétaires, sur les indemnités à eux accordées ; nominations des collecteurs ; correspondance ; requêtes, plaintes et réclamations ; notes et renseignements sur les marais.

CC. 25. (Liasse.) — 3 pièces parchemin ; 1 cahier de 7 f<sup>os</sup>, 39 pièces papier ; 3 sceaux.

**1713-1714.** — Arrêt du Conseil d'État, portant fixation du prix des sels pour 1714 ; correspondance ; lettre de M. Desmarest à l'intendant de Bretagne, (copie) ; réclamations ; plaintes des propriétaires et marchands.

CC. 26. (Liasse.) — 1 cahier, 10 f<sup>os</sup>, 56 pièces papier ; 53 placards et imprimés, publiés aux prônes de diverses paroisses.

**1714-1715.** — Lettres du Roi, arrêts du Conseil d'État, et ordonnances pour l'approvisionnement de la gabelle ; mesures pour le chargement du sel sur les navires ; procès-verbaux des dire et raisons entre propriétaires et fermiers généraux du Roi, pour fixer le prix des sels ; correspondance.

CC. 27. (Liasse.) — 5 pièces papier ; 57 imprimés, dont 19 du premier arrêt et 25 du second ; 1 cachet.

**1713-1767.** — Arrêt du Conseil d'État, prescrivant à M. Ferrand, intendant de justice, police et finances de Bretagne, d'informer « sur tous les faits de fraudes, attroupements et rebellions concernant la ferme des tabacs. » 5 septembre 1713. — Ordonnances du même aux maires, échevins, syndics, marguilliers et trésoriers des villes et paroisses, de faire donner, aux commis, des logements convenables, en payant les loyers. — Arrêt du Conseil d'État, prescrivant que « les petits bâtiments étrangers et autres qui se sont trouvés depuis le 1<sup>er</sup> novembre (1718), ou qui se trouveront dans les ports, même à la mer, sur les côtes, à une ou deux lieues au large, seront arrêtés par les pataches et commis de la Compagnie d'Occident, adjudicataire de la ferme générale de la vente exclusive des tabacs, sous le nom de Jean l'Admiral..... » 17 novembre 1718. Par bail du 16 septembre de la même année, ce Jean l'Admiral avait été reconnu adjudicataire de la ferme des tabacs au prix de 4,020,000 livres. — Un arrêt du Conseil du 29 décembre 1719, révoque le privilège accordé à Jean l'Admiral, pour le convertir en un droit d'entrée ; permet à tous les sujets du Roi, de faire le commerce du tabac en gros et en détail, même de le faire fabriquer ; défend à toutes personnes, même aux habitants des crus, d'ensemencer et cultiver aucun tabac dans leurs terres, jardins, vergers, et autres lieux, sous peine de 10,000 livres d'amende. Les articles 2 et 3 sont ainsi conçus : II. Veut Sa Majesté, que le droit d'entrée pour le tabac soit payé au brut et sans aucun rabais pour la tare, et qu'il demeure fixé par quintal : à trois cents livres pour le tabac d'Espagne en poudre ; cent cinquante livres pour celui du Brésil ; soixante-quinze livres pour le Virginie ; soixante livres pour le tabac de Saint-Domingue, et des autres colonies françaises, à l'exception de celui de la Louisiane, qui ne paiera pendant la durée du privilège de la Compagnie des Indes, que vingt-cinq livres, et après l'expiration dudit privilège, sera taxé à cinquante livres ; les tabacs d'Artois, Flandres, Lorraine, Alsace et Franche-Comté, paieront sur le pied de trente livres.....

III. L'entrée des tabacs ne sera permise par mer, que dans les ports de Calais, Dieppe, le Havre, Rouen, Honfleur, Saint-Malo, Port-Louis, Morlaix, Brest, Nantes, La Rochelle, Bordeaux, Marseille et Cette ;

et par terre, dans les villes d'Amiens, Péronne, Saint Quentin, Torcy, Sainte-Menehould, Joinville, Faye-Billot, Auxonne, Collonge, Seissel, le Pont de Beauvoisin, Chaparillan, Briançon et Saint-Laurent du Var.....

CC. 28. (Liasse.) — 1 cahier, 28 f<sup>os</sup>, 1 de 12, 1 de 6, 49 pièces papier.

**1713-1785.** — Personnel de la ferme des tabacs. — Prestation de serment des commis de la ferme des tabacs de Nantes. — Faillite du sieur Arnault, receveur au titre de la ferme des tabacs. — États des noms et demeures des employés des tabacs de Nantes. — Vérification et paraphe des registres et livrets de vente des débiteurs de tabacs. — Procès-verbaux de l'état des registres des receveurs et contrôleurs. — États des noms des débiteurs de la ferme générale des tabacs qui se fournissent au bureau des tabacs de Nantes, et de toutes les villes et villages qui dépendent de ce département. — Saisie de tabacs de mauvaise qualité, par divers échevins de la ville, Antoine Mesnard, Gabriel Michel, et procès-verbal du « brullement » opéré par René-Gaston Baco de la Chapelle, procureur du roi au présidial (maire de Nantes, en 1792).

**Traite domaniale. — Imposition foraine.**

CC. 29. (Liasse.) — 5 pièces parchemin; 11 pièces papier; 1 grand placard imprimé; 1 cachet.

**1478-1741.** — LETTRES PATENTES du duc François II. — Plusieurs marchands des villes de Nantes, Rennes, Clisson, lui exposent qu'ils ont « accusé » tumé d'aller marchandamment par notre pays et » duché, de y fréquenter les foyres, marchés, villes, » bourgades et autres lieux marchands, et y acheter » draps de soye, de laine, toilles, linge et plusieurs » autres espèces de marchandise, et a grand valleur et » estimacion, » qu'ils font conduire dans leurs maisons et le duché pour les vendre, et que « les leveurs de traicte » les font saisir et arrêter... Le duc défend aux fermiers et receveurs des traites de percevoir aucun droit sur les marchandises circulant dans son duché, sous peine de cinq cents écus d'or. 1478.—Du roi Henri II, abolissant l'impôt de la traite foraine en Bretagne, à condition qu'il lui soit payé cent vingt mille livres d'une part et douze mille de l'autre. 1553.—Du roi Henri III, portant que : « pour aquiter ce royaume

» des grandes et notables sommes de deniers dues » aux sieurs des ligues de Suisse, nos grandz amis » alliez et confederez, et autres gens de guerre, » certains droits seront prélevés sur les marchandises qui sortent de Bretagne à destination de l'étranger. 1<sup>er</sup> mai 1578. — Opposition faite aux États de Bretagne par « grand nombre de bons et notables personnaiges » de ceste dicte ville. » — Lettre missive, du duc de Montpensier, gouverneur, au maire et échevins, les informant que la reine mère lui a promis d'intervenir auprès du Roi, dans la question de la traite foraine. 18 août 1578. — Lettres patentes de Henri III, pour contraindre les marchands à payer au fermier des traites de la ville de Nantes, les droits imposés sur diverses marchandises. 1582. — Délibération de la Mairie, prescrivant au procureur-syndic de se joindre aux marchands qui plaident devant le Conseil du Roi, contre le fermier de la traite, pour la liberté du commerce. 1610. Requêtes des habitants; nomination de délégués et allocations à ces derniers. — Arrêt du Parlement de Bretagne, faisant « deffence » au fermier des traites domaniales à Nantes, et à ses » commis de lever aucuns droits sur les grains, vivres, » denrées, matériaux et marchandises qui ne sortent point pour fait de commerce de la dite ville de » Nantes, et d'afficher dans leurs bureaux et ailleurs » aucuns tarifs ni instruction, contenant d'autres ou » plus grands droits que ceux qui leur sont attribués par la pancarte de 1512 » (1).

CC. 30. (Liasse.) — 11 pièces papier; 98 placards ou imprimés. (2)

**1610-1781.** — Arrêt du Conseil et édits du Roi portant : 1<sup>o</sup> Exemption des droits sur les bestiaux venant des pays étrangers, ou passant d'une province dans une autre; 2<sup>o</sup> exemption et diminution sur les beurres et fromages; 3<sup>o</sup> réduction des droits d'entrée sur le charbon de terre provenant de la Grande-Bretagne;

(1) Ce magnifique placard, sans doute unique aujourd'hui, a été imprimé chez N. Verger, en 1741, sur deux feuilles grand in-folio. Il porte en haut les armes de France et de Navarre, accostées à gauche de celles de Bretagne et à droite de celles de Nantes. Les droits de la pancarte de 1512, y sont imprimés sur deux colonnes; tandis que les deux autres colonnes contiennent un extrait des requêtes du Conseil d'État, 4 juillet 1702, relatant des requêtes, arrêts et ordonnances rendus au sujet de la traite domaniale de Nantes.

(2) Cette série de placards, publiés dans différentes villes de France, dont quelques-uns sont double in-folio, est fort rare et des plus intéressantes.

4° suppression des offices de juré, vendeurs, prud'hommes, contrôleurs, marqueurs des cuirs, et établissement d'un droit unique sur les cuirs, 1759, création de 1,800,000 livres de rentes héréditaires sur les deniers provenant du droit établi sur les cuirs, 1760; 5° affranchissement de tous droits d'aide sur les marchandises arrivées par mer dans les ports, pour être entreposées et conduites aux îles d'Amérique; 6° exemption des droits d'entrée ou de sortie pour diverses étoffes; intervention du maire et des échevins contre le fermier de la traite domaniale; arrêt qui déboute ce dernier et ordonne que les sommes qu'il a induement perçu sur des balles de laines d'Espagne et du savon seront restituées, janvier 1669; 7° l'arrêt du 7 août 1725, rendu pour les fayences de Nevers, devient exécutoire pour les fayences des autres manufactures établies dans le ressort des cinq grosses fermes, 1746; 8° réduction des droits sur l'entrée et la sortie des fers et aciers; 9° augmentation des droits de sortie pour les blés, exemption de tous droits pour les légumes; 10° décharge du droit de cinq livres par cent pour les lards et chairs salés, venant des pays étrangers en Bretagne, par terre ou par mer; 11° défense de percevoir aucun droit de traite sur les marchandises qui passent par eau et par terre dans la ville de Nantes et les faubourgs, 1610, 1728, 1746; 12° exemption des droits de sortie sur les mélasses et sirops provenant des raffineries de sucre; 13° jouissance du bénéfice du transit à toutes les pelleteries provenant du Canada, à l'exception du castor; 14° perception des droits de circulation des peaux et poils de lièvres et de lapins à l'entrée et à la sortie des cinq grosses fermes et dans les provinces réputées étrangères; 15° commerce des plombs de l'Allemagne et du Nord, 1722; les droits de la traite domaniale de Nantes, sur les plombs provenant des mines de Pont-Péan (Bretagne) (1), seront acquittés pour l'avenir comme ils l'ont été par le passé, à raison du trentième de leur valeur. Citation de nombreux arrêts intervenus entre les négociants, les marchands fréquentant la Loire et les maires et échevins de Nantes. On y relate aussi la « copie du contrat d'engagement des devoirs de la » traite domaniale de Nantes, fait le 2 décembre » 1722, au profit du maréchal de Berwick, duc de » Fitz-James; » 16° droits établis sur les soies tant

(1) Commune de Pont-Priant, arrondissement de Pontivy, Morbihan.

françaises qu'étrangères, et sur le commerce des marchandises du levant; 17° droits sur les suifs; 18° droits sur la vaisselle d'argent et d'étain, et les étains provenant de vieille vaisselle; 19° procès-verbal de l'inventaire des registres, papiers, effets, provenant du greffe de la traite domaniale, et de leur dépôt au greffe de la municipalité. (*Ils ne s'y trouvent plus.*)

#### Don Gratuit.

CC. 31. (Liasse.)—1 pièce papier, in-4° imprimé 9 pp. s. l. n. n.

**1661.** — Don gratuit de 3,000,000 de livres demandé par Louis XIV aux États de Bretagne : « Lesdits Estats ayant délibéré sur ladite demande, » ont accordé a sadite Majesté la somme de trois » millions de livres pour Don gratuit, et en considération de sa bien-venue en la Province, de » l'assurance qu'il a donnée de la soulager a l'avenir, et lui départir abondamment sa protection » Royale; icelle somme payable comme dit est par » chacun des mois desdites années 1662 et 1663. » Contrat passé à Nantes, le 18 septembre 1661, entre les commissaires du Roi et les députés des États de Bretagne.

CC. 32. (Liasse.) — 2 pièces papier, in 4°, imprimés à Rennes, Champion, 16 pp.

**1710.** — Bail des devoirs d'entrée sur les vins, cidres, poirés et bières, entrant en Bretagne par eau, par terre ou par mer, du 1<sup>er</sup> octobre 1710 au 30 septembre 1718, adjudgé au sieur Duval, par les États tenus à Saint-Brieuc, le 19 janvier 1710, au prix de 4,900,000 livres.

CC. 33. (Liasse) — 1 pièce papier : 1 pièce in-f° 8 pp. 7 in-4° 3 et 4 pp.; imprimés papier.

**1710.** — Déclaration du Roi, prescrivant la levée des droits d'entrée adjudgés au s<sup>r</sup> Duval, et donnant les noms des villes et lieux où ils seront perçus, « sçavoir : Rennes, Nantes, Vannes, Dol, » Quimper, Saint-Malo, Tréguier, Saint-Brieuc, » Saint-Pol, Ancenis, la Guerche, Dinan, Josselin, » Pontivy, Moncontour, Quintin, Lamballe, Guin- » gamps, Vitré, Fougères, Hédé, Guérande, le Croisic, » la Rochebernard, Châteaubriant, Ploërmel, Mont- » fort, Morlaix, Lannion, Brest, Landerneau, Lesne- » ven, Rhedon, Carhaix, Quimperlé, Concarneau, » Auray, Hennebont, Malestroît et Rhuis; comme



» aussi dans les bourgs de Saint-Servan, Saint-Aubin du Cormier, Bazouges, la Pérouze, Antrain, » Batz, Clisson, Machecoul, Jugon, Chateaulin, le » Faou, Guémené, Paimbœuf, Bourgneuf, Combourg, » Bècherel, Lorient, Lominé et tous les faubourgs » en dépendants sans aucune exception, en sorte » que ledit du Val, adjudicataire, puisse faire po- » ser des barrières aux dernières maisons contigues » desdits faubourgs... ». — Extraits des registres du Conseil d'État qui fixent les limites dans lesquelles seront perçus lesdits droits, pour Nantes ; « sçavoir, » en la Fosse jusques et compris les lieux de Chezine » et l'Hermitage, dans les fauxbourgs du Bignon- » Estand, du Marchix, des Hauts-Pavez, de Saint- » Sambin, de Barbin, Motte-Saint-André, Saint- » Clément et Richebourg, et de l'autre côté de la » rivière de la Loire, dans dans les fauxbourgs de » Saint-Jacques de Pilmy et de Pont-Rousseau, à » l'extrémité desquels il seroit posé des barrières aux » dernières maisons contigues. » — Commission donnée par l'Intendant à M. Mellier, de fixer les limites « et » la position des barrières et poteaux nécessaires » pour marquer les endroits jusqu'ou les droits d'en- » trée sur les vins, cidres, poirés et bières de la » ville de Nantes, seront levés et perçus en pré- » sence des maire et eschevins de ladite ville ».

CC. 34. (Liasse.) — Registre in-folio, 130 f<sup>os</sup>, papier.

**1710-1711.** — Procès-verbal concernant la pose des barrières et poteaux de la ville, faubourgs et lieux circonvoisins de Nantes, commencé le 5 décembre 1710, fini le 7 février 1711. Ce procès-verbal rédigé en présence du maire Proust du Port-Lavigne, du sous-maire Jacques Gauvain, Sr des Ripottières, des échevins René de Montaudouin et Jean Michel sieur de Grilleau, par les soins de M. G. Mellier, subdélégué de l'intendant, renferme des données excessivement intéressantes sur la topographie et les limites de la ville au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle. Indépendamment de détails nombreux, le choix des endroits où sont placés les barrières et les poteaux, les allégations et réponses du sieur Courvaisier, directeur des entrées, les oppositions motivées du maire et des échevins, les contredits et les répliques des intéressés, donnent sur les limites des faubourgs et les débordements des paroisses, des renseignements précis de la plus grande utilité au point de vue historique. Pour arriver à concilier les différentes parties,

M. Mellier, d'accord avec le maire et les échevins, désigne les sieurs Hardebourg, premier commis au greffe du présidial, et Roussel, architecte, comme experts, pour que les lieux en question soient visités et toisés, « et que devis et platte peinture figurative » en soit faite. » Ces plans et cartes, sont l'objet de discussions sérieuses, approuvées par les uns, récusées par les autres, et ces observations sont consignées au registre, sous les signatures de chacun de ceux qui sont appelés à les émettre.

CC. 35. (Liasse.) — 3 pièces papier ; 2 plans collés sur toile ; 2 petits croquis.

**1711.** — Plan géométral des environs de la ville de Nantes, par Hardebourg, arpenteur royal, et Roussel, architecte, levé pour la pose de nouvelles barrières. Les auteurs du plan demandaient au maire et aux échevins. neuf cents livres pour leurs peines et vacations. Ces frais réduits à 500 livres furent mis à la charge des fermiers des droits d'entrée sur les boissons. Deux seulement des quatre cartes exécutées alors, nous restent : 1<sup>o</sup> celle de Richebourg, cottée A, 2<sup>o</sup> celle de la Fosse, cottée D. Celle des Hauts Pavés et du Marchix, ainsi que celle de Pirmil et Pont-Rousseau manquent.

CC. 36. (Liasse.) — 12 placards grand in-folio, 1 cahier in-folio, 26 f<sup>os</sup>, et sept pièces papier, dont un petit croquis de la grande rue de Pont-Rousseau.

**1710-1711.** — Ordonnance de l'intendant de Bretagne, fixant l'emplacement des barrières et bureaux nécessaires pour la perception des droits d'entrée sur les boissons. Correspondance à ce sujet. Placards d'affiches et de publications faites aux prônes par les curés de diverses paroisses.

CC. 37. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 1 de 6, 2 de 4 f<sup>os</sup>, 33 pièces papier ; 2 cachets.

**1710 1711.** — Requêtes et protestations contre la pose de diverses barrières et l'établissement de bureaux de perception des droits d'entrée. Opposition de MM. Lenfant-Dieu et Mabile, auditeurs à la Chambre des Comptes, contre le choix des lieux où sont érigées les nouvelles barrières ; de M. de la Chapelle Coquerye des religieux de Pirmil, des habitants de Chezine, de l'Hermitage, de Saint-Donatien, du village du Puy-Baron et de Lardonnière en Rezé.

CC. 38. (Liasse.) — 1 imprimé in-folio, 50 pages, 1 de 32, 1 de 31, 1 de 30, 1 de 22, 1 de 17, 1 de 16.

**1720-1738.** — Bail général des devoirs consentis à Nantes, le .. janvier 1723 dans l'Assemblée générale des trois États de Bretagne, pour être levés sur le débit des vins, cidres, bières et eaux-de-vie pour les années 1723 1724; à Nantes, chez Nicolas Verger, 1723. Les conditions et charges du bail du Grand-Devoir, contiennent cinquante articles, celles du bail du Petit-Devoir, seize seulement; puis, vient le tarif des droits sur les eaux-de-vie, vins et autres boissons; vins hors du cru de la province, vins du cru de la province, transportés d'un évêché dans un autre, pour y être débités; vin débité dans l'évêché où il croît; cidre, bière et poiré; droit annuel; droits attribués aux courtiers, droits attribués aux commissionnaires; droits de courtiers gourmets qui se perçoivent dans l'évêché de Nantes, conformément à l'arrêt du Conseil du 9 novembre 1692; droits de jaugeage. — Baux généraux pour Ancenis, Saint-Brieuc et Rennes.

Ces imprimés qui complètent si bien le carton du don gratuit sur les boissons, sont de la plus grande rareté; la Bibliothèque de Nantes n'en possède aucun exemplaire.

#### Droits de péages.

CC. 39 (Liasse.) — 4 pièces parchemin; 4 pièces papier, dont 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>.

**1600-1620.** — Requête adressée par les habitants au roi Louis XIII, pendant son séjour à Nantes, dans laquelle ils exposent que la liberté du commerce et de la navigation de la Loire « est beaucoup empeschée, et « le trafficq affoibli par la forme dont plusieurs seigneurs particuliers usent au lief et perception des « devoirs qu'ils prétendent leur estre deuz sur les « marchandises montantes et descendantes au long de « ladicte rivière, par la contrainte qu'ils font à tous « les marchands et voituriers par eau de bransler et « aborder avecq leurs bateaux en tous les lieux et en « droicts ou sont prétenduz lesdicts devoirs..... Et « seroit audict fleuve la negociation entierement libre, « s'il plaisoit a VostreMaiesté que les pescheries et roteaux qui touchent aux arches des ponts de Pirmil et « autres ponts de Nantes, fussent posés au dessous « desdits ponts sans y avoir attache, par laquelle lesdits ponts sont tellement esbranlés que les réparations annuelles reviennent à plus de vingt mille

« livres, et la présente année a plus de quarante « mille livres... 1614 » — Arrêt du Conseil du 26 août 1614, portant que les seigneurs qui prétendent lever des droits sur les marchandises et les bateaux montant ou descendant la Loire, ainsi que sur les marchands fréquentant la rivière, seront entendus au sujet de la requête par laquelle les habitants demandent que ces seigneurs fassent percevoir ces devoirs seulement aux lieux où se paient ceux dus au Roi, et ne puissent plus faire aborder les bateliers en d'autres endroits. Par provision il est ordonné que les devoirs de ces seigneurs se régleront aux tabliers de S. M. Pour ce qui concerne le dégagement des arches de Pirmil, par l'éloignement des pêcheries, la question est renvoyée aux trésoriers généraux de France en Bretagne qui donneront leur avis. — Lettres patentes du Roi, rendues conformément à l'arrêt précédent, pour avoir l'avis des trésoriers généraux, 26 août 1614. — Délibération du 6 décembre 1620, en vertu de laquelle M. Grandamy, sous-maire, est député vers le Roi pour réclamer la liberté du commerce de la rivière de Loire, « a présent du tout ruyné a cause des grands subsides qui s'y lèvent par plusieurs seigneurs; mesmes « que leurs fermiers et receveurs molestent tellement les marchands qu'ils ont meilleur compte faire « achapt de leurs marchandises à la Rochelle et les « faire conduire par charroyz. » — Taxe des devoirs dus sur chaque pipe de vin, ou deux poinçons pour pipe, depuis Orléans jusqu'à Nantes. — Requête adressée au Roi par les maires et échevins des villes des duchés d'Orléans et d'Anjou, des comtés de Touraine, Blaisois et Mayenne, les procureurs des marchands fréquentant les rivières de Loire et Mayenne, contre les nouveaux impôts établis depuis 1588 sur les marchandises, transportées sur ces rivières. Cette pièce, sans date, mais peu après 1588, contient la nomenclature des divers impôts prélevés par les seigneurs riverains.

CC. 40. (Liasse.) — 10 pièces papier; 18 exemplaires de l'arrêt, in-4<sup>o</sup>, s. l. n. d.

**1717-1718.** — Arrêt du Conseil d'État, qui prescrit aux propriétaires des droits de péage sur la rivière de Loire de représenter leurs titres de propriété au premier septembre suivant. 24 avril 1717. Certificats de publication dans les paroisses riveraines, Lettres de l'intendant et des fabriciens des paroisses.

CC. 41. (Liasse.) — 1 cahier in-folio, 24 f<sup>os</sup>, 32 pièces papier ; 8 cachets.

**1717-1718.** — Correspondance entre l'intendant, son subdélégué et les propriétaires de péages, les marguilliers des paroisses, les receveurs au sujet de la vérification des titres. État des divers seigneurs, couvents et communautés qui ont présenté leurs titres. — Parmi les premiers, se trouvent, le duc de Bourbon, le duc de Béthune-Charost, MM. d'Avau-gour, de Sesmaisons, Foucher du Brandeau, de la Blottière, marquis du Bois de la Musse, d'Antraigues, de Martel, Mosnier de Thouaré, Pantin de la Guère, du Bois-Baudry, la [présidente de Martigné ; parmi les seconds les abbés prieurs et religieux de Ville-neuve, de la Melleray, de Prières, de Geneston, le prévôt de Vertou, les chanoines de N.-D. de la Tronchaye, les chartreux de Nantes, les fabricqueurs de Saint-Nicolas, les prieurs de Sainte-Croix, Saint-Martin et la Madeleine.

CC. 42. (Liasse.) — 16 pièces papier, 10 certificats imprimés.

**1724-1725.** — Arrêt du Conseil d'État, qui nomme des commissaires pour procéder à l'examen et vérification de tous les titres des droits de péages, passages, pontonages, travers et autres qui se perçoivent sur les ponts et chaussées, chemins rivières navigables et ruisseaux y affluent, dans tout l'étendue du royaume, 29 août 1724. — Réclamations de M. Mellier, maire de Nantes, adressées à l'intendant. — Correspondance entre eux au sujet des droits de la ville. Le 21 janvier 1725, le maire informe M. de Brou « que Messieurs les « commissaires du Conseil ont enfin admis les preuves « que j'ai produites au soutien de notre Pancarte. En « conséquence, ils nous ont fait délivrer un certificat « en forme par M. Passelaigues, commis à cet effet « par l'Arrêt du 29 août dernier, et ont ordonné que « nous ferons afficher des copies collationnées dudit « certificat dans tous les lieux et ports où nous percevons les droits octroyés par ladite Pancarte. — « Certificat justifiant qu'en exécution de l'Arrêt du « Conseil du 29 août 1724, les maire eschevins et officiers municipaux de la ville et communauté de Nantes ont fait remettre les copies collationnées des « titres, tarifs ou Pancarte, en vertu desquels ils font « percevoir les droits d'octrois en ladite ville, sur les « ponts et ports dudit lieu. 8 janvier 1725. » Dans une lettre, l'intendant félicite le maire sur le résultat

obtenu, succès qu'il attribue avec raison au travail que M. Mellier s'est imposé.

CC. 43. (Liasse.) — 17 pièces papier, dont 15 imprimés du même arrêt.

**1728-1729.** — Arrêt du Conseil d'État portant que les droits perçus, par la Communauté de ville, sur les marchandises passant par terre et par eau dans la ville de Nantes, et dans la banlieue, ne sont pas sujets à la vérification ordonnée par l'arrêt du Conseil du 29 août 1724. 21 décembre 1728. — Copie de la lettre d'envoi de cet arrêt au maréchal d'Estrées, gouverneur, par M. Mellier, 1729.

CC. 44. (Liasse.) — 1 cahier 6 f<sup>os</sup>, 1 de 5, 21 pièces papier dont 7 imprimés.

**1726-1750.** — Mémoire présenté à l'intendant de Bretagne par la communauté de Nantes, pour faire cesser les vexations et le préjudice causé au commerce, par la perception de certains droits de péage sur les marchandises ; tels que les droits des seigneurs, de la traite domaniale de Nantes, les coutumes de la Madeleine, le bureau des octrois établi à la porte Saint-Louis, le bureau de la dame Fellonneau établi à la Chapelle de la Madeleine. 10 octobre 1735. — Arrêts du Conseil d'État, portant suppression ou maintien de divers droits de péage, 18 janvier 1729 ; suppression des droits de péage prétendus par le Sr des Burons-Huteau sur les sels passant par la rivière de Loire à Nantes, 8 octobre 1737 ; suppression du droit de péage perçu au bureau de la prévôté de Nantes sur les bateaux ou chalands chargés de vin, blé, sel, et prétendu par les sieur et dame d'Andigné, 5 mai 1739 ; suppression de plusieurs droits de péage, prétendus par le sieur Coureau du Palus, sur diverses marchandises montant et descendant la rivière de Loire sous les ponts de Nantes, 21 février 1741 ; permission aux religieux de la chartreuse de Nantes, de continuer de tenir un bac sur la rivière d'Erdre, au lieu appelé l'Étang de Barbin, 18 septembre 1749 ; sans avoir égard aux représentations du comte de Rezé, ordonnance d'exécution de l'arrêt du 28 janvier 1749, par lequel le droit de péage perçu par ce seigneur à Pont-Rousseau a été supprimé, 12 août 1750 ; suppression des droits de péage prétendus par les représentants du comte de Vertus, au lieu et dans la seigneurie de Clisson, sur les voitures, bêtes de somme, bestiaux, denrées et marchandises, passant dans cette

ville et l'étendue de la seigneurie. — Sept ordonnances de l'intendant du 5 juin 1733, portant suppression : 1° du droit de péage, perçu à la chapelle de la Madeleine et à la tour de Pirmil, faute de représentation de titres ; 2° sur chaque barque venant de Bretagne, portant sel ; 3° du droit d'escaffe ou péage, autre que celui appartenant au sieur du Brandeau, sur chaque barque venant du Poitou ; 4° du droit de péage appelé les Grandes et Petites Vazaines, sur les bateaux chargés de blé, vin et sel ; 5° du droit de péage appelé de Tremouy, sur chaque chaland, ou barque, chargé de sel, montant et venant de la mer ; 6° du droit de péage à Pont-Rousseau, à l'entrée de Vertais ; 7° du droit de péage appelé de Sainte-Croix et de la Madeleine-en-Bois, sur chaque barque chargée de sel venant de la mer.

CC. 43. (Liasse.) — 13 pièces papier.

**1681-1777.** — Droit de péage sur le pont de Pont-Rousseau cédé à la communauté de Nantes, par le comte de Rezé, lors de la reconstruction de ce pont vers 1772 ; droit et devoir de coutume « sur les bestiaux et ports à col », levé à la Tour de Pirmil, cédé par le prieur de Saint-Jacques de Pirmil à la ville, en 1765 et 1777.

CC. 46. (Liasse.) — 24 pièces papier.

**1769-1789.** — Droit d'ancrage et de péage sur les barques portant sel, perçu à Nantes au profit des dames religieuses du prieuré des Couëts. Ce droit était affermé 24 livres par an.

CC. 47. (Liasse.) — 20 pièces papier ; 2 cachets.

**1771-1789.** — Droit de péage de « deux sols deux deniers monnoye », par chacun chalan portant sel amont », perçu au profit de l'abbaye de Villeneuve. Ce droit était affermé 36 livres par an, par bail de 1771. Correspondance du prieur avec le fermier qui était en même temps le receveur des octrois de la prévôté de Nantes. Reçus et quittances.

CC. 48. (Liasse.) — 8 pièces papier ; 1 cachet

**1771-1790.** — Droit perçu à la prévôté de Nantes, au profit de l'abbaye de la Melleray, « d'un quartreau » de sel, par chaque barque chargée de sel, entrant « dans la rivière de Nantes ». Bail fait en 1774, pour neuf ans, au même que le précédent, moyennant le prix de 80 livres chaque année. Quittances et lettre du prieur de l'abbaye.

#### Droit de boïte.

CC. 49. (Liasse.) — 5 pièces parchemin ; 56 pièces papier, dont 6 imprimés ; 6 cachets.

**1626-1737.** — Opposition des maire et échevins de Nantes aux prétentions des marchands d'Orléans fréquentant la rivière de Loire qui veulent établir « un droit de boïste », levé au port de la Fosse, pour subvenir aux frais de balissage et nettoyage en tre les deux villes. **1626.** — Arrêt du Parlement de Paris, condamnant les maire et échevins de Nantes aux dommages et intérêts pour refus et empêchements apportés à l'établissement du bureau de la boïte des marchands à Nantes. **14 février 1632.** — Arrêt de la Cour du Parlement de Bretagne, portant défense au Sr Le Bœuf, et à toute autre pèrsonne de s'occuper de l'établissement « d'un prétandu devoir » de boïste, et de faire aucune levée, sous prétexte « d'icelluy en Bretagne » à peine de 10,000 livres d'amende. **4 août 1632.** — Saisie, à la requête des marchands d'Orléans, de tous les deniers de la communauté de Nantes, entre les mains du sieur Nidelet miseur, jusqu'à concurrence des sommes dues par la ville pour le droit de boïte. **3 octobre 1633.** — Arrêt du Conseil du Roi qui décharge les maire et échevins de l'assignation de comparaitre à Paris, à eux donnée par Pierre Lancelot, « soit disant fondé du bail à lui « fait par la communauté des marchands d'Orléans, « du prétendu droit de boïte ». **27 juillet 1680.** — Lettre des délégués des marchands d'Orléans exposant aux maire et échevins leurs prétentions. **14 juin 1698.** — Extrait de la délibération du **29 mars 1700**, dans laquelle les maire, échevins et juges consuls de Nantes, demandent au Roi de les décharger de l'assignation à comparaitre devant le Parlement de Paris, lancée contre eux à la requête des marchands d'Orléans. Supplique au Roi, et pièces à l'appui. **Avril 1700.** — Arrêt du Parlement de Rennes favorable à l'administration nantaise. **17 avril.** — Copies de lettres adressées par celle-ci au comte de Toulouse et aux députés des États de Bretagne. — État et tarif des droits de boïte que le Roi ordonne de lever sur les marchandises montant et descendant la Loire. (Copie sans date.) — Arrêt du Conseil, qui exempte les marchands et habitants, « tant « de la ville de Nantes, qu'autres lieux de la province de Bretagne, du payement du droit de boïte « sur les marchandises et denrées qu'ils feront transporter par la rivière de Loire, et fait deffense à la « Communauté des marchands de la ville d'Orléans

« d'exiger ledit droit à peine de tous dépens dommages et intérêts ; à la charge, par lesdits marchands de Nantes, de faire nettoyer la rivière de Loire dans « l'étendue de la province de Bretagne ». 23 novembre 1700. — Adjudication du droit de boîte (2 sous par muid de sel, mesure de Nantes) au Sr Jean Robert, pour 4 ans au prix de 460 livres par an. 1<sup>er</sup> février 1702. — Arrêt du Conseil qui casse l'adjudication précédente au profit du Sr Fournié qui a offert de prendre la ferme du droit de boîte à 613 livres 6 sous. — Correspondance, au sujet du droit de boîte, entre M. de Nointel, intendant de Bretagne, et M. Dachon, procureur-syndic de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, 1700-1701 ; de M. Mellier, maire, avec le maréchal d'Estrées, 1727. — Baux du droit de boîte. — Arrêt du Conseil, qui supprime le droit de péage appelé le droit de boîte et condamne la Communauté de Nantes à payer 18,000 livres pour jouissance indue de ce droit depuis le 1<sup>er</sup> février 1702. 15 février 1735. Autre arrêt qui décharge la ville de Nantes du paiement de cette somme de 18,000 livres. 5 février 1737.

#### Capitation.

CC. 50. (Liasse.) — 3 pièces papier.

1711. — Ordre des commissaires députés pour la capitation, au sieur de Launay-Branlard, receveur des octrois et de la capitation de la ville de Nantes, de faire assigner les fermiers, locataires, débiteurs et « biens tenants » des habitants qui sont en retard, ou qui refusent de payer cet impôt. — Réclamations du sieur Nidelet, notaire royal et apostolique à Nantes, contre le chiffre auquel il est taxé et les agissements du S<sup>r</sup> de Launay, sergent, chargé de saisir ses biens.

CC. 51. (Liasse.) — 1 cahier de 16, 1 de 12, 1 de 10, 1 de 8, 3 de 4 f<sup>os</sup>, 26 pièces papier.

1714. — Sommation au sieur de Rieux, juge-garde de la monnaie de Nantes, dans les bâtiments de laquelle il fait sa résidence, de payer la somme de 85 livres, montant de la taxe fixée contre lui. — Plainte, procès-verbaux, enquêtes et dépositions de témoins sur les excès commis contre la personne de Jean Gautier, archer de la maréchaussée. En faisant la recette des deniers de la capitation, sur la Fosse, il fut saisi par plusieurs hommes et femmes, qui le rouèrent de coups de bâton, et lui enlevèrent sa canne et son épée. Il demanda à l'intendant, de lui faire donner par ses agresseurs, 150 livres, pour incapacité de travail, 30 livres pour la valeur de sa canne et de son épée, 300 livres

de dommages et intérêts ; plus les amendes qu'il plaira infliger aux coupables. Interrogatoire des témoins. Le prononcé du jugement n'existe pas, mais il semble résulter des dépositions que Gautier, aurait tout d'abord frappé une femme. — Sommations d'huissiers à divers habitants d'avoir à payer la capitation.

CC. 52. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup> et 2 pièces papier.

1716. — Requête présentée au Roi par le sieur de Launay-Branlard, précédemment chargé du recouvrement de la capitation de la ville et faubourgs de Nantes, contenant que S. M. « ayant reuni au « corps et communauté de ville les offices d'inspecteur de ses domaines, milice bourgeoise, avocat du « Roi de police et de l'Hôtel de ladite ville, auroit « ordonné par divers arrêts de son Conseil que ce « qui restoit à payer de la finance desdits offices et « deux sols pour livre seroit imposé sur les contribuables à la capitation de ladite ville, savoir : en « 1712, à raison de trois sols pour livre de leur cote ; « en 1713, de sept sols sept deniers ; en 1714 de sept « sols trois deniers obole. Que dans la suite y ayant « eu dans le recouvrement plusieurs non vailleurs qui « ont opéré un manque de fonds de 4,127 livres, 12 sols, « 10 deniers, ledit Branlard auroit été obligé d'y suppléer, » et de payer cette somme de ses deniers. Un arrêt du Conseil du 9 mai 1716 et une ordonnance de l'intendant, du 26 juillet, ordonnèrent le remboursement, les maires et échevins prirent un arrêté portant « qu'il sera imposé sur les contribuables à la « capitation de la ville et faubourgs de Nantes, de la « présente année 1716, la somme de 4,659 liv., au marc « la livre de leur cote, à l'exception néanmoins des « commis employés dans les affaires de S. M., la dite « somme avancée par le sieur de Launay-Branlard... » — Une feuille contient le tarif au marc la livre, sur la capitation de 1716, montant à 76,675 livres. La livre donnant 14 deniers, trois cinquièmes de denier et un dixième de denier, cette augmentation produisit 4,696 livres six sous dix deniers, dont le receveur retint 38 livres, 16 sols, 6 deniers, pour son droit de recette à raison de deux deniers pour livre, et remit le surplus au sieur de Launay-Branlard.

CC. 53. (Liasse.) — 6 pièces papier, dont 4 imprimés.

1718. — Supplique adressée à M. de Brou, intendant de Bretagne, par le sieur René Préau, receveur de la capitation de la ville et faubourgs de Nantes,

pour obtenir l'autorisation de contraindre les fermiers, locataires et biens tenants des particuliers qui n'ont pas payé à solder les sommes dues, restées en arrière. Ordonnances conformes de l'intendant.

CC. 54. (Liasse.) — 15 pièces papier; 1 cachet.

**1719.** — Correspondance entre l'intendant et M. Mellier, son subdélégué, auquel il prescrit de travailler avec le maire de Nantes et un autre député, à leur choix, au dénombrement des habitants de la Ville sur lesquels doit être assise la capitation de l'année 1719. — Réclamations adressées à l'intendant, et réponses de celui-ci. Les officiers du Présidial lui représentent « très humblement qu'ils ont été surpris » d'apprendre que les commissaires pour la répartition de la capitation continuaient d'imposer les supplians, sçavoir: le sénéchal sur le pied de 180 livres, le lieutenant, les conseillers, les avocats et le procureur du Roi sur le pied de 120 livres. Ils « vous représentent, Monseigneur, qu'ils n'ont été imposés à ces sommes que lorsque la capitation a été abonnée en Bretagne, à deux millions. Mais comme S. M. veut bien, pour l'année 1719, se contenter de 1,400,000 livres, ils espèrent que vous voudrez bien les réduire sur le pied qu'ils ont payé lors de la levée de ces 1,400,000 livres. Le sénéchal n'était lors imposé que de 120 livres, » et les autres officiers 80 livres. La lettre de l'intendant qui renvoie ce placet, prie de l'examiner et d'agir de façon à « leur oster, autant qu'il sera possible, tout sujet de plainte. »

CC. 55. (Liasse.) — 23 pièces papier; 1 cachet.

**1721-1722.** — Lettre de l'intendant à M. Mellier, maire et subdélégué, par laquelle il l'invite à faire « le choix de deux échevins pour travailler avec lui à la répartition de la somme de 61,600 livres que doivent les habitants de Nantes pour l'année 1721. » — Correspondance au sujet de cette perception. — États du receveur de la capitation qui, pour 1721, n'avait reçu que 50,331 livres, et pour 1722, 33,006 livres, sur le chiffre de 64,283 livres, fixé pour cette dernière année. — Lettre de l'intendant, 20 mars 1721, qui prescrit de maintenir sur l'état de la répartition du logement et casernement des troupes, les notaires de Nantes qui avaient demandé à en être exemptés; les officiers de l'Université en sont au contraire exonérés. Ordre du même aux maire et échevins de faire lever

sur tous les habitants, sujets au logement des troupes, la part et portion (elle n'est pas indiquée) à laquelle la Ville doit être imposée dans la somme de 157,401 livres 17<sup>s</sup> 7<sup>d</sup> pour le « logement, casernement, loyers de lits, casernes, ustancille et supplément de fourrage des troupes qui ont été en quartier en cette Province. »

CC. 56. (Liasse) — 1 cahier de 14 f<sup>os</sup>, 1 de 10; 83 pièces papier, dont 24 imprimés.

**1721-1722.** — Ordre de l'intendant pour la capitation de 1722, avec mentions d'affiches et de publications. « Avec le nombre de bourgeois de Nantes dont » vous ferez choix, vous imposerez la somme de » 63,000 livres à laquelle j'ay fixé la capitation des » habitants de Nantes. Je vous prie aussy de recom- » mander aux bourgeois qui feront le dénombrement » des habitants, de les mettre par ordre des rues ou » ils demeurent. Vous n'employrés dans le rolle que » vous allez faire aucuns directeurs, receveurs et » commis à la régie des droits de la provosté de Nantes, » ny du tabac. Les employés au service de la monnoye » à Nantes, doivent être aussy exemptés. Ayez aussy » attention à ne pas surcharger les invalides qui sont » à Nantes, au-dessus de 20, s'ils n'ont du bien ou » qu'ils ne fassent quelque commerce... » — État de répartition des sommes payées aux personnes déléguées pour faire ce travail: le maire touchait 190 livres; M. Gellée, eschevin, 90; le procureur-syndic, 60; le miseur, 160; en tout cinq cents livres. — Ordre de l'intendant prescrivant d'envoyer un archer en garnison chez chacun des fabriqueurs de Saint-Nicolas, qui n'ont pas remis le dénombrement des habitants de leur paroisse, ce qui retarde la confection des rôles. Ce garnisaire restera chez eux, à leurs frais, jusqu'à ce qu'ils aient terminé les opérations dont ils sont chargés. — Correspondance entre le maire et l'intendant. Demandes d'exemptions. Réclamations. — Ordre de l'intendant pour le casernement et le logement des gens de guerre, du 1<sup>er</sup> avril 1722. Une lettre du 28 mars 1722, porte que les 8 derniers mois de 1721, et les 4 premiers de 1722 forment une somme de 23,696 livres 18<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. — État des particuliers de la ville de Nantes et faubourgs, que l'on juge devoir être exempts du casernement des troupes. Outre les officiers des différentes juridictions, on y remarque les libraires, les médecins, plusieurs droguistes, des avocats, des marchands. — État de ceux qui ne sont point employés

au supplément du casernement sur le rôle de la capitation de la ville et faubourgs de Nantes. Cet état est dressé par paroisse.

CC. 57. (Liasse.) — 60 pièces papier, dont 10 imprimés.

1723. — Lettre de M. Mellier, maire, à M. de Brou, intendant, dans laquelle il lui accuse réception de sa missive du 23 novembre 1723, contenant un mémoire de son frère l'abbé de Brou, qui demande la décharge de la capitation pour les gouvernantes de l'hôpital des convalescents de cette ville. Le maire fait observer « que la maison des convalescens de Nantes, » n'est ni érigée en hôpital, ni en communauté. C'est » un établissement nouveau, qu'il a été jugé très nécessaire de former pour y constituer ceux des » lades de l'hôpital de Nantes, qui ont des blessures » à la teste. La situation de cet hôpital est très contraire à la guérison de ces sortes de blessures, au » lieu que dans la maison des convalescens l'air y est » infiniment plus pur et plus propre au soulagement » des blessés. Les dames dont il est parlé dans ce mémoire, ne peuvent être assez louées du service qu'elles » veulent bien y faire. Elles sont en état de payer » leurs taux de capitations ; mais, en considération de » ce qu'elles font un aussi bon usage de leurs biens et » de leurs personnes, il n'y aurait pas d'inconvénient » à les décharger de la capitation, tandis qu'elles s'occuperont de cette œuvre charitable » (1). — Demande en modération et exemption de taxe, correspondance. — Ordre de l'intendant d'imposer sur les habitants de la ville et communauté, trèves et frairies en dépendantes, la somme de 9,256 livres qui leur revient dans celle de 192,989 livres, 6 sous 6 deniers, que doit fournir la Bretagne en 1723, pour le logement des troupes. Les places de Belle-Isle, Port-Louis, Brest et Saint-Malo, « qui tiennent continuellement garnison, » sont seules exceptées. — Lettre de l'intendant, 17 juillet 1723, exemptant de la contribution au casernement tous les officiers de l'Université de Nantes. — Mémoire fourni par eux sur leurs privilèges, copie informe surchargée de ratures et de renvois. Lettre du même, 16 novembre, portant semblable exemption pour le sieur Avril, maître de la Poste. — Acte de cautionnement, consenti par le sieur Desprès, en faveur du sieur Préau, greffier de la

(1) C'est la seule mention qui existe sur cette œuvre, complètement oubliée aujourd'hui, et que nous ne trouvons citée nulle part ailleurs.

ville, désigné par l'administration municipale pour faire la recette de la capitation. Il redevait 40,719 livres pour 1721, et 28,317 livres 8 sous pour 1722. Le sieur Desprès, son beau-père, le cautionne pour 30,000 livres, seulement, et le maire et les échevins sont rendus responsables du surplus.

CC. 58. (Liasse.) — 41 pièces papier, dont 3 imprimés ; 3 cachets.

1724. — Réclamations ; demandes de radiation sur les rôles, et de diminution des taxes de capitation et de casernement. — La dame veuve Leroy, qui est taxée à 45 livres, 1 livre 10 sous pour sa domestique, à la capitation, et 3 livres 6 sous pour le casernement, demande que sa taxe soit « modérée, parce que ayant marié depuis six mois la dernière de ses filles, elle est obligée de vivre de ce que ses deux enfants lui donnent, et n'est plus en état de payer une si grosse capitation. »

CC. 59. (Liasse.) — 139 pièces papier, dont 24 imprimés ; 5 cachets.

1724-1726. — Placards, avec certificat de publication au prône des églises de Nantes, des ordonnances de l'intendant prescrivant que, pour éviter les retards apportés dans la confection des rôles de la capitation, il est enjoint aux habitants propriétaires des maisons de la Ville et faubourgs, de remettre aux fabricqueurs, dans le mois de décembre de chaque année, « un état de leurs maisons, du quartier où elles sont situées, avec les noms, surnoms, seigneuries et professions des personnes, commis, facteurs et domestiques qui les occupent. 1724-1725. — Le sieur Jarry de Grandmaison, officier de la vénerie du Roi, ayant demandé à être rayé, en cette qualité du rôle du casernement, fut maintenu d'après les observations du maire et des échevins qui le présentaient comme associé de M. de Montaudouin, négociant. Il assigna la Ville devant le Conseil du Roi, qui lui donna pleinement raison, condamnant la Communauté à la restitution des sommes perçues indûment et aux dépens. Dans une de ses lettres à M. de Brou, M. Mellier dit : « cette affaire est d'autant plus fâcheuse qu'elle nous » a attiré des reproches de M. le duc d'Orléans, de » M. le comte de Toulouse, de MM. les maréchaux de » France qui ont des officiers avec les mêmes attributions que le sieur de Grandmaison. » — Nombreuses demandes d'exemptions et de modération de la taxe. Les pères des pauvres et administrateurs de l'hôpital, l'essayeur et le graveur de la monnaie sont rayés des



rôles. — Correspondance du maire avec divers personages.

CC. 60. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 40 pièces papier, dont 11 imprimés.

**1726.** — Lettre de M. Mellier, maire, accusant réception à l'intendant, de ses ordres pour les rôles de la capitation, fixée à 68,000 livres, pour la ville et les faubourgs : « Je ne puis, écrit-il, m'empêcher de continuer à vous observer que cette somme principale est bien forte et que nos négociants qui en payent la plus considérable partie, ne peuvent retirer que dans deux ou trois ans aucun fruit du commerce de Guinée qu'ils viennent de reprendre depuis qu'on leur a délivré des permissions d'y naviguer. Et d'ailleurs, le retranchement qu'on a fait des privilèges des francs-fiefs de nos habitants, est cause qu'un grand nombre de bourgeois s'est retiré à la campagne, n'ayant cy devant pris des appartements à Nantes, que dans la vue de continuer à jouir de ce privilège. Il serait très-difficile d'en donner le dénombrement. » — Placards et avis aux marguilliers d'avoir à faire le dénombrement, par rues et par maisons, des habitants de leurs paroisses pour les rôles de la capitation. — Demandes d'exemptions pour cet impôt et celui du casernement. — Correspondance du maire avec l'intendant. — Plainte du greffier de l'Hôtel-de-Ville, René Préau, ancien receveur de la capitation, contre un huissier qui ne s'occupe pas de faire rentrer les fonds non versés.

CC. 61. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 125 pièces papier.

**1725-1727.** — Supplique du sieur Bizeul, avocat au Parlement, procureur au Présidial, qui avait été écroué dans les prisons du Bouffay, pour avoir écrit insolument à l'intendant, au sujet de la taxe de sa mère, sur les rôles du casernement, dont elle se croyait exempte, comme veuve du procureur du Roi des monnaies de Nantes. — Ordre d'écrou et d'élargissement, correspondance à ce sujet; sur le vu des privilèges de la monnaie de Nantes, et l'avis des maire et échevins, la mère du sieur Bizeul fut exemptée par ordonnance du 18 juillet 1727. — État des pauvres qui se trouvent imposés sur les rôles de la capitation et du casernement de l'année 1725 (délivrés le 9 mai 1727) et qui sont hors d'état de payer. St-Clément, capitation et casernement; Sainte-Croix, id.; Saint-Léo-

nard, casernement; Saint-Nicolas, capitation; Saint-Saturnin, id.; Saint-Vincent, capitation et casernement (1). — Requête des juges-consuls à l'intendant, 17 avril 1727 : « Nous n'avons vu aucuns des enfants soit majeurs soit mineurs de MM. les auditeurs de la Chambre des Comptes de cette ville, sur le dernier rôle de la capitation. Cependant ces Messieurs n'acquérant la noblesse que pour leurs petits-fils, leurs enfants, après leur mort, devroient y estre compris, et séparés de celle de leur mère veuve, taxée dans le corps de Messieurs de la Chambre. Nous ne savons point les raisons qui ont pu empêcher MM. les commissaires de les comprendre dans le rôle de la capitation de la Bourgeoisie, que ce soit par prévention ou ménagement pour le corps, nous ne voyons pas que cela donne la moindre atteinte à leurs privilèges. » — Lettre de l'intendant, contenant l'ordonnance qui fixe la capitation de 1727 pour la ville et les faubourgs, au principal de 68,000 livres plus le casernement, 13,865 livres, 18 sous, 2 deniers, plus la solde et habillement des milices, 17,000 livres, au total, 98,865 livres, 18 sous, 2 deniers. — Extrait du rôle de la capitation de la ville de Nantes, pour l'année 1726, contenant les taxes à diminuer dans les rôles de 1727, celles qui peuvent être augmentées, avec la note des taxes omises. — Arrêt du Conseil du Roi du 16 mars 1726, ordonnant « la levée de soixante mille hommes de milice, et que la solde, à raison de 2 sols par jour par chaque sergent et un sol pour chaque soldat, ensemble, l'habillement de ladite milice à raison de quarante-cinq livres pour chacun homme, les six deniers pour livre du montant de ladite dépense seroient payez par les provinces et généralités du Royaume... » Quatre mille deux cents hommes avaient été levés en Bretagne, et la ville de Nantes contribuait à ces frais pour 17,000 livres. — Correspondance à ce sujet, entre l'intendant et le maire de Nantes; nombreuses minutes de lettres. — Par délibération du 5 février 1727, le Bureau demanda que cette imposition fût faite sans distinction ni diminution des privilèges de la ville et des faubourgs.

CC. 62. (Liasse.) — 3 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 45 pièces papier.

**1726-1728.** — Instruction pour messieurs les marguilliers et fabriqueurs des paroisses de la ville et

(1) Ces six paroisses sont seules citées, sur les douze qui existaient alors.



faubourgs de Nantes, lorsqu'ils feront la liste et dénombrement des habitants de leur paroisse, pour servir à la confection du rôle de la capitation; plus, divers modèles d'inscriptions (1). — Extrait du rôle de la capitation de la ville de Nantes pour l'année 1727, contenant les taxes à diminuer et à augmenter pour le rôle de l'année 1728, avec la note des taxes omises. — État des particuliers qui étaient employés dans le rôle du Tiers en 1727, et compris dans celui de la noblesse en 1728. — Liste des Invalides de la marine, de l'amirauté de Nantes, que le Roi entretient à la demi solde, et qui demeurent dans la ville et faubourgs. — Lettre du 14 avril 1728, de M. Mellier, maire, à M. de Brou, intendant: « J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 13 de ce mois, par laquelle vous me marquez que si notre Communauté ne prend pas une délibération pour ne composer qu'une seule somme de 83,705 livres, de celles de 68,000 pour la capitation et de 15,705 pour le casernement de cette année, vous ne pouvez ordonner que ces deux dernières sommes soient comprises ensemble. J'ai fait lecture, M., de votre lettre à notre Communauté; et comme, malgré l'exemple de celle de Rennes, et toutes les raisons que j'ai pu exposer, notre Bureau n'a pu se déterminer à prendre la dite détermination, j'estime M., qu'il n'y a plus qu'à travailler le rôle à la manière ordinaire... » — Demandes d'exemptions des Pères des pauvres, des monnayeurs, des régents et suppôts de l'Université et de diverses personnes. 1727-1728.

CC. 63. (Liasse.) — 84 pièces papier; 1 cachet.

1729. — Ordres de l'intendant pour l'exécution des rôles de la capitation fixée à 66,661 livres, 5 sous. — Arrêt du Conseil, du 24 mai 1729, prescrivant des mesures sévères contre les retardataires. — Nombreuses requêtes de modération de taxe ou de radiation des rôles, presque toutes refusées. — Requête de quatre pages, adressée à l'intendant par les commissaires appelés pour travailler à la confection des rôles de la capitation de la ville de Nantes. Ils exposent les difficultés et les moyens employés par les habitants pour se soustraire à la taxe. « L'abolition du privilège des Francs-fiefs a fait quitter la ville à quantité de gens qui y demeuroient pour jouir dudit droit. Il y a depuis dix-

(1) Imprimés sans date.

» huit mois plus de 1,500,000 livres de perte sur la bourse de Nantes. Un seul navire, brûlé le 28 septembre dernier, valait plus de 400,000 livres. » Personne ne veut payer, particulièrement les riches qui se sentent de la protection. Le sieur Fresneau, opulent négociant de Nantes, qui devrait être au moins à 250 livres, n'en a païé autrefois que 40, parce qu'au moyen d'une charge et ensuite d'une commission de receveur des épices de MM. de la Chambre, il a eu le secret de ne se faire mettre qu'à ce taux. Cependant il a été employé au rôle de la ville, en 1727, à 175 livres, en 1728 à 14, et refuse de payer l'un et l'autre article... »

CC. 64. (Liasse.) — 81 pièces papier, dont 35 imprimés.

1729-1730. — Plaintes des receveurs de la capitation contre les retards et la mauvaise volonté qu'ils éprouvaient dans l'exécution des ordres qu'ils avaient reçus pour la perception de l'impôt. — Mémoires, sur la confection des rôles de la capitation, sur les inconvénients de la recette alternative (1). — La capitation de la ville et faubourgs de Nantes, pour l'année 1730, monte, suivant le rôle arrêté par M<sup>re</sup> l'intendant, à 68,703 livres 5 sous, et suivant les sommaires des paroisses employées dans les rôles à 68,713 livres 5 sous, savoir :

	liv.	s.
St-Jean en St-Pierre .....	122	
St-Laurent .....	2,302	10
Ste-Radegonde .....	1,114	10
Notre-Dame .....	1,686	
St-Denis .....	4,846	
St-Vincent .....	2,440	
St-Léonard .....	1,164	
St-Saturnin .....	5,895	10
Ste-Croix .....	13,053	
St-Clément .....	2,273	
St-Similien .....	3,199	
St-Nicolas... { 1 <sup>er</sup> cahier 4,829 liv. 10 s. )	29,952	10
{ 2 <sup>e</sup> cahier 14,192 liv. 10 s. )		
{ 3 <sup>e</sup> cahier 10,930 liv. 10 s. )		
Employés aux devoirs .....	553	15
Employés aux octrois .....	111	10
	<u>68,713,</u>	<u>5</u>

(1) Deux receveurs alternaient chaque année; ce qui, au dire des commissaires délégués, entravait beaucoup les recettes, qu'un seul employé eût pu faire avec plus de suite et d'attention.

Il y avait en outre pour « modérations et décharges » 420 livres, pour l'imposition de la milice et la subsistance des compagnies de cadets, 5,930 livres; total : 74,370 livres. — Liste des prétendus exempts de payer le casernement à Nantes, et qui ne le paient que depuis plusieurs années. Cette liste ne donne pas de noms mais l'énumération des différents grades et emplois de l'Université, du Présidial, de la Prévôté, l'Amirauté, la Mairie, la Police, la Monnaie, les Eaux et Forêts, le Consulat des marchands, les gardes de MM. d'Estrées et de Croissy, des exempts de la Connétablie, des pompiers, des officiers chez le Roi et le duc d'Orléans, quelques descendants des maires et échevins avec la mention : *A se pourvoir*.

CC. 65. (Liasse.) — 200 pièces papier, dont 28 imprimés; 8 cachets.

**1730-1731.** — Nombreuses requêtes, avec reçus de la capitation, joints aux demandes en modération ou exemption de taxe. — État des listes et dénombrement des habitants des paroisses de la ville et faubourgs de Nantes, pour la capitation de 1731. A part quelques notes, il ne s'y trouve que la « Liste des particuliers demeurant dans la paroisse de Notre-Dame, cette année 1730. » — État de répartition de la somme de 550 livres, pour la confection des rôles, aux commissaires délégués, au receveur de la capitation pour ses déboursés et commis, 200 livres; au subdélégué, 150; à M. Gellé, ancien eschevin, 100; à M. Delmas, sous-maire, 50; au procureur-syndic, 50. — La somme totale, imposée pour 1731, est de 74,345 livres.

CC. 66. (Liasse.) — 126 pièces papier, dont 33 imprimés.

**1731-1732.** — Ordonnances de l'intendant, placards, affiches de publications aux prônes des paroisses de la ville. — Avertissements et reçus de la capitation joints à des requêtes et demandes en modération ou exonération de taxe. Le 28 octobre 1731, M. de Cornulier écrit à l'intendant « .... Les étrangers » et les fermiers des devoirs ont entièrement abandonné les vins nantais. Les celliers sont encore » pleins des vins de la dernière année. D'un autre » côté les faillites arrivées depuis trois ans, les pertes » causées depuis trois ans par les accidents de la mer, » celles que l'on fait journellement dans le commerce » de l'Amérique, tout cela, monsieur, a réduit la » ville de Nantes dans un état aussi triste et aussi lan-

» guissant qu'il étoit brillant et florissant. Depuis le » matin jusqu'au soir, je n'entends que des plaintes; » et vous, monsieur, vous ne devez voir que des re- » questes..... » — Le résultat de cette lettre fut une diminution de 3,000 livres sur la capitation, fixée à 65,000 livres, 1,363 livres de charges et modérations; 5,687 livres, 10 sols, de contribution à la solde de la milice et subsistance des compagnies de cadets, soit le total de 72,050 livres, 10 sols.

CC. 67. (Liasse.) — 60 pièces papier, dont 33 imprimés.

**1732-1733.** — Ordonnances et affiches. — Mandement pour la capitation de l'année 1733, de M. J.-B. des Galois de la Tour, intendant de Bretagne, contenant quinze articles : « Art. 1<sup>er</sup>. Nous ordonnons que » le maire ou syndic en exercice, de la ville de Nantes, » assemblera huit jours après la réception du présent » mandement, la communauté, à l'effet de nommer » des commissaires pour faire le dénombrement des » habitants, à peine contre ledit maire ou syndic, de » demeurer responsable du paiement de la capitation. » — Pour 1733, la capitation fut fixée à 64,000 livres, et la solde de la milice et subsistance des compagnies de cadets à 5,600 livres; total 69,600 livres. — Projet » de règlement pour les fourages, ustenciles et ca- » sernemens des troupes que S. M. jugera à propos » d'envoyer en quartier dans la province de Bretagne; » approuvé par arrêt du Conseil du 30 janvier 1733, » pour être exécuté en 1733 et 1734. »

CC. 68. (Liasse.) — 14 pièces papier, imprimés.

**1741-1742.** — « États de Bretagne. Mandement général pour la capitation de 1741 et autres impositions y jointes, sur les habitants des villes et communautés de la province. » 12 exemplaires in-f° de 12 pp. — Extrait de la délibération de la commission intermédiaire. 28 novembre 1741. Ces pièces sont imprimées à Nantes, chez N. Verger.

CC. 69. (Liasse.) — 9 pièces papier, dont 3 imprimés.

**1742-1792.** — États de Bretagne. Mandement particulier pour la levée et répartition de la capitation de cette année. (G<sup>d</sup> in-f°, 16 pp., imprimé chez Vatar, à Rennes.) L'imposition totale de la Province est de 2,360,637 livres, 11 deniers, dont 97,147 livres 8 s 3 d. pour Nantes. — Requête du sieur Macé, parcheminier de l'Université, demandant, en vertu des privilèges de ce corps, l'exemption du caserne-

ment et du logement des gens de guerre. 1745. — Mandement des États de Bretagne, adressé aux maire, syndic, échevins et habitants de Nantes. Le total pour l'année est de 102,175 livres. « MM. les » codéputés résidans à Nantes, ayant bien voulu se » charger de faire eux-mêmes la répartition, il ne » reste à votre communauté qu'à procéder à la » nomination d'un receveur solvable. » 1778. — Reçu signé des receveurs de la capitation des rôles qui se montent à 96,637 livres, 3 sous. — Mémoire adressé aux États de Bretagne, pour obtenir une réduction des droits sur les vins. Exposé de la viticulture. Balance des recettes et dépenses de la terre de la Haye, 1760-1777; de la terre du Cléray, 1756-1777; de Beauchêne, 1758-1777; de Briord, 1757-1776. Contenances en vignes et impositions de diverses paroisses du comté nantais. Très nombreuses signatures en tête desquelles est celle de l'évêque de Nantes. (Imprimé, Nantes, J.-A. Malassis, 25 pp. in-4°.) — 1779-1780. Copie sans date ni signature, de l'avis de l'ordre du Tiers, concernant la demande de la capitation pour 79 et 80; « l'ordre » du Tiers d'une voix unanime, supplie très humble- » ment S. M. de recevoir son excuse de consentir » la levée de la capitation pour les années 1779-1780. » — 1781. Lettre des commissaires des États de Bretagne, prévenant les maire et échevins qu'ils commenceront la répartition de la capitation dans la ville et les faubourgs, le 18 juin 1781. — Proclamation du Roi, concernant les capitations retenues pour 1790, aux officiers militaires, de la marine et autres. (3 pp. in-4° imp. à Nantes, J.-A. Malassis, le 23 janvier 1792.)

CC. 70. (Liasse.) — 1 cahier, 11 f<sup>os</sup>, 1 de 10, 1 de 7, 1 de 4, 4 pièces papier, dont un imprimé.

1774-1778. — Débat entre les villes de Nantes et de Rennes au sujet de la capitation. — Mémoire, 1774, contenant les réponses de la communauté de Nantes à la prétention de celle de Rennes, ayant pour objet de faire supporter à la première la surtaxe de capitation dont elle se plaint. — Requête des généraux des paroisses de Rennes, tendant à faire supporter aux nantais, la portion de leur capitation dont ils prétendent être surtaxés, environ 14,000 livres. Janvier 1775. — Tableau qui prouve que de 1738 à 1768, le nombre des contribuables a diminué à Rennes, tandis que les cotes ont augmenté. — Autre, qui prouve

l'augmentation du nombre des contribuables, à Nantes, de 1738 à 1768. — Autre, qui prouve aussi cette augmentation, par la comparaison des cotes de 1738 à 1768. — Requête de la communauté de Rennes aux États de Bretagne, pour obtenir la modération de leur capitation. 1778. — Réponse à cette requête par la communauté de Nantes. — Notes diverses relatives à ces deux mémoires.

#### Impôts divers.

CC. 71. (Liasse.) — 3 pièces parchemin; 1 pièce papier.

1529-1530. — Rançon du dauphin et du duc d'Orléans, prisonniers en Espagne. — Ordres au miseur de donner : 1<sup>o</sup> deux poinçons de vin d'Orléans, à Louis Dubois, sieur des Arpentils, capitaine de Nantes, pour les peines « et travaux qu'il ha hu et soutenu pour » l'esgail de la redemption de messieurs les enfens, » ordonné par messieurs de la justice et bourgeois; » 2<sup>o</sup> six livres, à six archers de la garde du château, chargés de faire payer les deniers restant dus sur l'emprunt « que a fait le Roy nostre sire pour avoir et » recouvrer messieurs les enfens detenez es partyes » d'Espagne; » 3<sup>o</sup> six livres à deux des mêmes archers et au sergent général et d'armes du duché qui ont fait l'assiette des deniers à lever sur chaque maison de la ville, pour le même motif. — Obligations de Pierre Main, miseur de la ville, pour cent écus d'or prêtés par Yves Laurens, destinés à compléter la somme de 2,500 écus d'or, accordés au Roi par la ville, pour le rachat de ses enfants. Au bas est la quittance de Pierre Laurens. 2 avril 1529.

CC. 72. (Liasse.) — 3 pièces parchemin.

1523-1530. — Imposition mise sur les villes closes de Bretagne. — Ordre au miseur de compter douze écus, à Jean Spadine, procureur des bourgeois, à Jean Motay et à Abel Courtois, délégués avec lui, pour avoir été à Ploermel, afin de procéder à la répartition d'une somme de 12,000 livres « que l'on vouloit égailler sur les villes franches. » 22 octobre 1523. Au dos est une quittance de 36 écus, signée par les trois délégués. — Ordre semblable pour 15 livres allouées à Jean de Mallenoe, procureur des bourgeois, qui fut à Rennes assister au « département d'un emprunt de quinze mil livres, ordonné par le Roy, » pour estre prins et levé sur les villes closes, » 24 août 1547. Quittance au bas. — Autre ordonnance de 38 livres, 5 sous tournois pour Vincent Mouillard,

qui avait assisté à Ploermel, à la repartition « des » vingt mille livres ordonnées par le Roy, estre levées » sur les villes closes de cedit pays, l'an présent par » forme d'emprunt. » 14 avril 1550. Quittance au bas.

CC. 73. (Liasse.) — 4 pièces papier.

1571. — LETTRES MISSIVES du roi Charles IX, « à » noz chers et bien amez les cappitaine, maire et » eschevins de nostre ville de Nantes, » par lesquelles il demande des deniers pour l'aider à solder les reitres étrangers qui l'ont servi dans les dernières guerres. Paris, 6 mars 1571. — Ordre au miseur de se rendre immédiatement à Rennes pour suivre l'affaire des 300,000 livres demandées à la Bretagne. — Délibération nommant le maire de Nantes et cinq délégués pour aller à Rennes; ordre de payer leurs dépenses; certificat des délégués constatant leurs dépenses qui s'élevèrent à la somme de 95 livres 2 sous tournois.

CC. 74. (Liasse.) — 1 cahier, 6 f<sup>o</sup>s, 1 pièce papier.

1574. — LETTRES PATENTES de Charles IX, par lesquelles il enjoint et commande à son cousin le duc de Montpensier, gouverneur et lieutenant général en Bretagne, et en son absence au sieur de Bouillé, son lieutenant « que sans attendre la tenue des Estats, qui » se doivent tenir au mois de septembre prochain, » ils ayent à convocquer et assembler, quinze jours » au plus tard, après la réception des présentes, dont » nous désirons estre certiffiez incontinant, jusques » au nombre de sept ou huit personnes de qualité requise, de chacun des trois Estats, avecq la moindre » et plus modérée despense que faire se pourra, pour, » reprenant les mesmes formes qui ont été gardées » les années précédentes, spécialement en l'année » dernière, ou par tels autres plus expédiens, faire » lever sur tous les manans et habitants de chacune » des villes, bourgs et bourgades du pays de Bretagne, » la somme de quatre-vingt-dix mille livres; en quoi » n'entendons aucun estre exempt de quelque qualité » ou condition qu'ils soient. Vincennes, 26 mars 1574. » Le Roi avait impérieusement besoin de cette somme, pour l'entretien des gens de guerre destinés à ramener sous son obéissance les sujets et les villes de son royaume, qui s'étaient soustraits à son autorité. — Lettre missive de M. de Bouillé aux maire et échevins de Nantes, qu'il invite à « venir ou envoyer dans la » ville de Rennes, au tiers jour de juign prochain, »

» venant deux ou trois de votre ville, garniz de procurations et de mémoires de votre part, pour répondre et conclure sur lesdites lettres. » 8 mai 1574.

CC. 75. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>o</sup>s, 1 de 4, et 2 pièces papier.

1575. — LETTRES PATENTES d'Henri III, exposant la mauvaise situation des affaires, et la nécessité dans laquelle il se trouve d'avoir recours aux villes du royaume pour l'aider à payer les troupes destinées à combattre les perturbateurs du repos public. Paris, 19 décembre 1575. Il demande 52,800 livres à la Bretagne, et invoque l'exemple de sa « bonne ville de » Paris, laquelle ayant cognoissance de l'estat de noz » affaires, nous a librement accordé de soldoyer certain nombre de suysses... » — Lettre missive, du même, aux bourgeois, manans et habitants de Nantes, les avertissant qu'ils sont taxés à la somme de 15,000 livres, au paiement de laquelle « vous procederez incontinant, tous affaires cessans. » — Remontrances adressées au Roi, par les habitants de Nantes, pour être déchargés de ces 15,000 livres. Ils énumèrent, en 49 articles, les malheurs qu'ils ont éprouvés depuis un certain nombre d'années, la peste, les incendies, les guerres civiles, la ruine du commerce; les lourds impôts qu'ils ont dû payer, notamment en 1562 et 1567; l'artillerie et les munitions fournies à l'armée du Poitou. — Remontrances « de la ville de Paris et des » bourgeois d'icelle, au Roy leur souverain seigneur, » à l'occasion des 200,000 livres que ce prince veut lever sur la ville et la généralité, pour la solde de 3,000 suisses, faisant la moitié des 6,000 qu'il emploie à son service. Cette pièce qui ne contient pas que des protestations de fidélité et des doléances, mais aussi parfois des conseils et des récriminations, fut délibérée « en l'assemblée générale de l'Hostel-de-Ville de Paris, les xii<sup>e</sup> et xiii<sup>e</sup> de décembre 1575, et arrêté par les deputez, le xv<sup>e</sup> dudit mois. » Au bas de cette copie, se lisent les lignes suivantes, d'une autre main, mais de l'époque : *Hanc oportet Regum præcipuam esse curam, ut cognoscendis causis viros præficiant incorruptos. Sed quomodo id hodie fieri possit, cum vendantur judicandi munia, et is designetur iudex, non qui vir melior, sed qui ad dandum prior, aut largior est.*

CC. 76. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>o</sup>s et 3 pièces papier; 1 cachet.

1576. — LETTRES MISSIVES du roi Henri III, adressées « à noz chers et bien amez les bourgeois, manans

» et habitants de nostre ville de Nantes, » par lesquelles il leur enjoint de verser aux mains du receveur général les deniers qu'ils doivent fournir, en vertu de ses ordres, pour la solde des gens de guerre. 14 février. — « Noms des habitants aysez de l'evesché de Nantes, qui » doibvent ayder et contribuer au paiement de la » somme de 12,000 livres, qui se doit lever audit » evesché, faisant partie de la somme de 60,000 livres, » ordonnée estre levée par Sa Majesté au duché de » Bretagne, l'année présente, pour le paiement des » reistres; et lesquels ne sont nommés au rolle et » taxe faicte par nos sieurs les commissaires. »

CC. 77. (Liasse.) — 2 cahiers de 8 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 1 de 4, papier.

1577. — Réclamations et remontrances, basées sur les services antérieurs longuement détaillés, adressées par les nantais, dans le but d'obtenir une réduction de la somme de 37,200 livres fixée par le Roi, sur la sénéchaussée de Nantes, dans ses lettres patentes du 27 février. Une copie était destinée au baron de la Hunaudaye, gouverneur et lieutenant général en Bretagne, et les trois autres, à Guillaume le Maire, sénéchal de Nantes.

CC. 78. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 3 pièces papier.

1575-1579. — Réclamations et remontrances, dont les termes sont presque semblables aux précédentes, l'une datée du 7 septembre 1575, la seconde beaucoup plus développée, et sans date. — Requête des habitants aux commissaires, députés par le Roi, pour le remboursement des particuliers qui avaient avancé des fonds destinés à l'armement des navires équipés en guerre, pour le recouvrement de Belle-Isle. Ils demandent à être exemptés de cet impôt, en considération des vaisseaux armés et avitaillés par eux en cette circonstance. — Requête adressée aux États de Bretagne par G. Loret, commis à la recette des deniers, levés pour rembourser les avances faites en 1573, pour la reprise de Belle-Isle. Il demande que les débiteurs de ces deniers soient contraints à payer. 7 mai 1579. — Autre, aux maire et échevins de Nantes, par le même, qui leur demande 1607 livres, 19 sous, pour la même cause.

CC. 79. (Liasse.) — 1 cahier, 4 f<sup>os</sup>, et 1 pièce papier.

1577. — Opposition, par les États de Bretagne, (en vertu du pacte juré au mariage de la duchesse

Anne et renouvelé lors de l'union de la Bretagne à la France), à toutes levées de deniers et créations d'offices non consenties par les États. 26 septembre 1577. A la suite est la signification faite de cet acte, au receveur des fouages de l'évêché de Nantes, par les habitants, à l'occasion des 100,000 livres que le Roi avait ordonné de lever sur la Bretagne, cette même année. 8 octobre. — Remontrances (sans date ni signature) faites par les mêmes contre les habitants de la ville de Rennes, qui, après avoir conseillé aux nantais de ne pas accorder cette subvention de 100,000 livres, sans le consentement des États, ont accepté cette subvention en apprenant que les habitants de Nantes, allaient poursuivre le procès, touchant la translation de la cour du Parlement dans cette dernière ville.

CC. 80. (Liasse.) — 1 pièce papier.

1590. — LETTRES du roi Charles (*Le cardinal de Bourbon dit Charles X, roi de la ligue, mort le 9 mai 1590*), autorisant les paroissiens de Saint-Denis de Nantes, à se porter appelants, devant le Parlement, s'étant à Nantes, « de certain département et coctization, sur eulx faites et ordonnées par notre sénéchal de Nantes. » Nantes, le 17 octobre 1590, et « de notre regne le deuxième. » A la suite est l'intimation et signification faite, par un sergent royal, au procureur des bourgeois d'avoir à comparaître.

CC. 81. (Liasse.) — 2 pièces parchemin; 6 pièces papier; 1 sceau brisé

1601-1606. — LETTRES du roi Henri IV (copie) pour faire cesser toute opposition à la levée que les habitants de Nantes, prétendent faire sur ceux du pays de Retz, à l'occasion d'une somme de 22,000 livres, réclamée par le Roi, pour les frais de son entrée à Nantes, la nourriture des pauvres et le licenciement des gens de guerre après la réduction de la ville sous son obéissance. 24 janvier 1601. — Arrêt de la Chambre des Comptes, défendant aux maire et échevins de lever des deniers sur les habitants, sans lettres patentes, et enjoignant au procureur-syndic de produire celles en vertu desquelles la ville lève en ce moment 4,000 écus. 8 novembre 1601 (1). — Requête au Roi, des maire

(1) Cet impôt de 4,000 écus fut levé en vertu de lettres patentes du 22 septembre 1601, pour subvenir aux frais du mariage de Henri IV, du renouvellement de l'alliance des Suisses et du joyeux avènement de la Reine. Elles figurent en tête du compte du miseur Ernault, recettes et mises dudit impôt.

et échevins de Nantes, tendant à être déchargés du devoir de 6 deniers par pot de vin nantais, établi par les derniers États de Bretagne, tenus à Saint-Brieuc, pour le racquit des domaines du Roi. Elle est signée : « Michel Lorient, J. Blanchard, députés de Nantes » (1). Arrêt du Conseil rendu sur cette requête, et renvoyant les maire et échevins à se pourvoir devant les prochains États de la province. 14 mars 1606. Signification dudit arrêt aux maire et échevins. 15 novembre.

**Impôts pour les fortifications.**

CC. 82. (Liasse.) — 1 rôle (1<sup>m</sup>63), 1 pièce parchemin ; 1 cahier, 20 f<sup>o</sup>s et une pièce papier ; 1 sceau brisé.

**1477-1480.** — Rôles des personnes imposées par le duc, pour payer les sommes destinées à la réparation et au curage des douves et fossés de la ville en 1477, et qui n'ont pas payé cette imposition. — Lettres du duc François II, enjoignant à tous ceux qui sont portés sur le rôle des impositions pour l'œuvre et réparation des douves de la ville, d'avoir à payer sous peine de saisie de leurs biens. — Quittance donnée au miseur par Hervé Campir, de six livres, pour son salaire « de avoir cuilly et fait cuillir la taillée desdits fossés pour les dits troys moys, » avril, mai, juin 1479. — Compte rendu par Jean de Cornal « de la recette et mise qu'il a » fait des deniers ordonnés, par le duc et son Conseil, « estre levez pour troys moys sur les paroisses ainsi » qu'elles sont nommées et déclarez, en ce present » compte pour la reparacion des douves et fossés. » La recette se monte à 428<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, la mise ou dépense à 441<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

CC. 83. (Liasse.) — 1 rôle et 1 pièce parchemin ; 1 sceau brisé.

**1522.** — Lettres du roi François I<sup>er</sup>, prescrivant au sieur de Saint-Cyr, fermier du devoir de billot de l'évêché de Saint-Brieuc, de payer au miseur de Nantes, 91 livres tournois, reste d'une somme de 2,000 livres prélevée sur les revenus de la ville de Saint-Brieuc, pour les œuvres et réparations de Nantes. 9 juillet. — Sentence rendue par le sénéchal de Nantes, entre Arthur Ernault, sieur de la Miterie, miseur, et Jacques de Saint-Cyr, ancien fermier du billot des vins vendus en l'évêché de Saint-Brieuc, au sujet des deniers qui devaient être payés sur cette ferme pour les réparations des fortifications de Nantes ; ce dernier est condamné à payer la somme de 59 livres.

(1) Le premier fut maire en 1607, le second en 1611.

CC. 84. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 2 pièces papier.

**1534-1591.** — Lettres patentes du même Roi, ordonnant aux commissaires, députés par lui au recouvrement des deniers de la recette générale du pays de Bretagne, de laisser aux mains des receveurs des impôts de Nantes, Saint-Malo, Léon, Cornouailles et Vannes, certaines sommes destinées aux réparations des fortifications : « En la ville de Nantes, mille livres et ou chasteau dudit lieu quinze cens livres tournois ; ou chasteau et seillon de Saint-Malo, deux mille cinq cens livres tournois ; ou chasteau de Brest, deux mille cinq cens livres tournois ; en la ville et chasteau de Conq, deux mille cent quatre-vingts livres tournois ; ou chasteau de Succynio, deux cens livres ; et en la maison et parc de Lestrenic, seix vingts livres tournois. » Paris, le 8 mai 1534. — Délibération de la ville, portant qu'il sera fait une levée extraordinaire de 1666 « escuz sols, deux tiers d'escuz », pour les réparations des fortifications de la Ville. 15 décembre 1589. — Arrêt du Présidial, 4 octobre 1591, portant « que deux ou trois des plus riches ayez et apans de chacune des paroisses de ceste ville, » seront contrains par toutes voyes de justice » deues et raysonnables, comme pour les deniers » du Roy », à faire l'avance de la cotisation de leur paroisse dans l'impôt de 3,000 écus levé pour les fortifications.

CC. 85. (Liasse.) — 2 pièces parchemin ; 12 pièces papier.

**1597-1599.** — Délibération de la Ville, portant qu'il sera levé 2,000 écus sur les paroisses et faubourgs pour la construction de l'éperon de la porte Saint-Pierre, et le curage des fossés. 13 octobre 1597. Copie des lettres du duc de Mercœur validant cette délibération. Répartition faite sur chaque paroisse, par le sénéchal. — Autre délibération portant qu'il sera levé de nouveau 2,000 écus pour la même cause, 26 janvier 1598. Copie des lettres du duc de Mercœur, validant cette délibération. Répartition par le sénéchal. Délibération pour la continuation de la recette de ces 4,000 écus, 7 mai 1598 ; et requête du 7 juin, adressée pour ce motif au sénéchal. — Lettres patentes du roi Henri IV, autorisant l'achèvement de cette levée, 20 mars 1599. Consentement de François Myron et Claude Cornulier, conseillers du Roi, trésoriers de France et généraux des finances en Bretagne. Procès-verbal de la remise, par un sergent royal, de copie de la pièce pré-

cédente, aux fabricqueurs des trois paroisses de Notre-Dame, Sainte-Croix et Saint-Clément de Nantes.

CC. 86. (Liasse.) — 1 cahier de 42 f<sup>os</sup>, 1 de 16, 1 de 14, 2 de 12, 3 de 10, 1 de 8, 1 de 7, 2 de 6, 2 de 4, 12 pièces papier.

1592-1600. — Impôt de 46,940 écus, 9 sols, 8 deniers, levé sur les habitants de Nantes, pour les frais de « la prinse et reduction des places et forteresses de » Bleing, la Bretesche, Saint-Florent, Veuz, et quelques autres qui tenoient cy devant le party contraire » à la Sainte Union des catholicques en l'obéissance » d'icelle; lesquelles incommodoient non seulement » cette dicte ville de Nantes, mais aussy plusieurs » autres circonvoisines et plat pais d'alentour. » — Commission donnée par le duc de Mercœur de procéder à la répartition de cet impôt. 24 janvier 1592. — Réclamations de divers habitants au sujet de leurs taxes. — Mandement du duc de Mercœur accordant encore une année de répit aux habitants du pays et duché de Retz. 28 septembre 1597. Copie et notification de l'arrêt de renvoi au Parlement de Bretagne, obtenu par les habitants de Retz au Conseil du Roi. 23 mai 1600. — Rôles des habitants des diverses paroisses de la ville et faubourgs, avec le chiffre de la taxe à laquelle ils sont soumis, pour le remboursement des frais occasionnés pour la réduction des places ci-dessus. Ces rôles, au nombre de 14, comprennent les paroisses ou quartiers de Saint-Nicolas, Fosse et Bignon Lestard, Saint-Saturnin, Sainte-Croix, Vertais et Pirmil, Saint-Léonard, Saint-Denis, Saint-Laurent, Saint-Clément, Saint-André, Saint-Similien.

#### Comptes des Miseurs.

CC. 87. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 1 pièce papier.

1428. — LETTRES PATENTES du duc Jean V, qui, « considérans la bonne loyauté et prudomie du S<sup>r</sup> » Davy, les paines et travailz qu'il a euz et soustenuz » en son office pour le bien et réparation d'icelle » nostre ville, qui espoir ont esté cause de ses jours » « abrevier, » décharge sa veuve et ses enfants du reste de son compte, montant à 422 livres 2 sols 4 deniers, dont il était resté débiteur. — Le même Davy demande aux nobles bourgeois « quelque remunéracion » pour les services qu'il leur a rendus pendant dix-sept ans, « desquelx y a eu cinq ans de guerre, il a employé du temps et beaucoup de son bien. » (Pièce sans date ni signature.) Il eut pour successeur Thomas Moreau.

CC. 88. (Registre.) — In-4<sup>o</sup> papier, 46 f<sup>os</sup>.

1443. — « Le compte que rend Jehan de Vioreau, receveur des deniers ordonnés à l'œuvre et reparacion de la ville de Nantes et des pons d'environ, du rest et deportz de son derrain compte, et des receptes et mises par lui faictes à cause dudit office depuis le xv<sup>e</sup> jour de juillet l'an mil III<sup>e</sup> XLIII qu'il compta de la dite recepte, jusques au premier jour de novembre ensuivant celui an qu'il fut destitué dudit office, et que Pierres Drouet y fut mis et institué. »

La recette se monte à 1,736<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>.

La mise ou dépense à 1,038<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.

Thomas de Pont-Rouault, connétable de Nantes, touchait par an, pour ses gages, 100<sup>l</sup>; Jean Labbé, chevalier, garde du château de la Tour-Neuve, 200<sup>l</sup>; Guillaume Pero, procureur de la ville 20<sup>l</sup>; Jean Guhenenc, garde et gouverneur de l'horloge, Jean Géraudin, garde et gouverneur des ponts, chacun 12<sup>l</sup>; les portiers des six portes de la ville, chacun 17<sup>l</sup>; le miseur 60<sup>l</sup>; le controleur 25<sup>l</sup>. — « A Jehan Durant, pour 4 livres de plomb à faire des plommées pour les coulevrines et pour celui qui les fist, xxx sols. A Robin Bernart, pour xi repoussouers pour les coulevrines, pesant xl livres de fer, chacune livre à viii deniers, xxxvi<sup>s</sup>, viii<sup>d</sup>. A Geoffroy Bernard, pour xvi poches de cuir à mettre la pouldre des canons et des coulevrines xvij<sup>s</sup> viii<sup>d</sup>. Au poursuivant du duc qui fut par deux fois de Nantes à Chateaubrient, devers monsieur dudit lieu pour savoir et s'enquérir des nouvelles des Anglais, estans à Pouencé, et en rapporter responce, l sols. »

CC. 89. (Liasse.) — 1 cahier, 4 f<sup>os</sup>, 1 pièce papier.

Vers 1448. — Apurement de Pierre Drouet, miseur, copie du temps (sans date ni signature.) Projet de règlement, pour différentes dépenses concernant l'horloge, les pavés, les ponts. — « Item, est ordonné que doresnavant les fermes de la villes se bailleront de première prise à la chandelle, aux lieu et heure à ceulx ordonné, aux prouffit ou rabat qui, pour leur première prinse seront ordonnez par ceulx qui, pour la baillée d'icelle, seront assemblez, et autrement ne seront baillées ne mises à pris. Bien pourront les miseur et contrerolle desdites repparacions, avant l'heure de la baillée, communiquer les baill avecques ceux qui prandre le voudront, et les rapporter au tablier à la chandelle, pour savoir si l'offre qui leur en aura esté faite sera ou non au

prouffit de la finance desdites reparacions, et les recevoir si on voit qu'il soit affaire. » (Copies du temps, sans date ni signature.)

CC. 90. (Cahier.) — In-folio parchemin ; 10 et 16 f<sup>os</sup> soit 26 f<sup>os</sup> numérotés de 1 à 26. (Ce cahier en deux fascicules aujourd'hui n'en formait qu'un seul autrefois.)

**1449-1451.** — 1<sup>o</sup> « Le compte Pierre Bernard, receveur et miseur des euvres et reparacions de la ville de Nantes, des receptes et mises par lui faictes à cause desdits offices dempuix le ix<sup>e</sup> jour de mars 1449, jusques au xv<sup>e</sup> jour de juign, l'an 1451. »

2<sup>o</sup> « S'ensuivent les mises et decharges dudit miseur du temps de ce dit compte... Item, la somme de xvii monnoye qui luy furent mis en depport en attendant quittance de Jehan Lalouyau, canonnier de ceste ville de Nantes, pour le louaige de la maison en laquelle il demeure, pour l'an 1449, laquelle il rend ; 16<sup>l</sup>. »

« Item, la somme de 20<sup>l</sup>, qui furent ordonnées à Jehan Préseau, pour son sallère d'avoir esté menner la bombarde de ceste dite ville à Saint-Aubin du Cormier, par le temps de 15 jours et plus, et auxi pour recompance d'un cheval audit Préseau, qui morut audit voaige..... »

« Item, à Cornouaille, le poursuivant qui fut envoyé devers monseigneur Pierres de Bretagne, par les gens de ladite ville, luy signifier certaines nouvelles que on avoit apportées en ceste ville de Nantes des Anglays, que on disoit estre en l'isle Dieux, auquel fut ordonné pour son deffroy et sallère la somme de 50 sous. »

« Item, se descharge avoir poyé, pour une amonicion générale de monseigneur l'évesque de Nantes, qu'il a faicte pour les gens de ladite ville sur ceulx qui détiennent et recellent aucunes lettres ou autres enseignements qui touchent les libertez de ladite ville, la somme de cinq sols. »

CC. 91. (Registre.) — Petit in-f<sup>o</sup> parchemin, 37 f<sup>os</sup>.

**1457-1459.** — (Sans titre.) Compte de Mahée Alloff, miseur, du 25 janvier 1457, au 28 février 1459 (pour les dépenses seulement.) « A la veufve fu Jehan Lalouyau, canonnier, pour marché faict avecques luy de faire deux grosses coulevrines et y employer 395 livres de cuivre, qu'il devoit de reste à la ville, ainsi que plus a plain est fait mention au 22<sup>e</sup> feuillet du compte de Guillaume Gérault, miseur, fait le 11<sup>e</sup> jour de janvier 1452, la somme de 12<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. — Pour despace faicte après la conclusion du compte Pierres Leflo,

précédent miseur, à l'institution de ce présent miseur, en l'ostel de Jamet Thomas, tant en pain . vin, buche et autres choses, 24<sup>l</sup> 1<sup>d</sup>. » — Détails sur les frais de l'entrée du duc François II, le 30 mars 1459 (1460 N. S.) « Item, pour la veufve Guillaume Labart, pour troys aulnes et ung tiers de carise blanc, pour faire l'abit de celui qui represantoit Nantes sur la porte Saint Nicolas, à 10<sup>l</sup> l'aulne, 34<sup>l</sup> 4<sup>d</sup>. » Dix douzaines de *fousses*, pour mettre sur les dressoirs, 15 sous ; 8 douzaines 1/2 d'*eschandez* 8 sous 6<sup>d</sup> ; 8 quartes d'*ypocras* à 11 sous 8 deniers chacune, 4<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. — Au folio 36 verso, est l'ordonnance en vertu de laquelle, il dut être procédé à la confection du second *Livre des privilèges* de la ville de Nantes, « livre de parchemin, ouquel seront incorporées de mot a mot antiques et passées en l'endroit de chacune » les lettres contrats et enseignements de la ville.

CC. 92. (Registre.) — Petit in-f<sup>o</sup> parchemin, 20 f<sup>os</sup>.

**1459-1460.** — Le compte Thomas Ernaud, receveur et miseur des euvres et reparacions de la ville de Nantes, l'an 1459, pour les dépenses seulement. « A Jehan Gabart, de la Lymosinière, pour marché fait avecques luy pour faire la cloche de l'orloge, en présence de Jehan Préseau, Guillemain Delaunay, Guillaume Gerault et plusieurs autres, 90<sup>l</sup>. » Le poids total de la cloche n'est pas indiqué. Les deux petites pour sonner les demie heures, pesant « l'une par l'autre 350 livres de métal », fourni par la ville, furent payées 52<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. L'horloger, Jean Lepetit, qui avait fait les mouvements du cadran eut 17<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. La toise de pavés, dont la ville fournissait les pierres, revenait à 5 sous. — « Aux ambassadeurs d'Espagne, qui leur fut ordonné par messeigneurs de la ville, tant en poisson, vin, ypocras, espiceries que torches, 7<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — 20<sup>l</sup> à Jehan Catuit, pour luy ayder aux cousts et mises que il a eues et soustenues environ les fainctes du mistère de la passion, joué nagueres en ceste dicte ville. » Ce compte fut fait et conclu le 25 mai 1462, en présence de Guillaume Chauvin, chancelier de Bretagne, de Tanguy du Chastel, grand-maitre d'hôtel et capitaine de Nantes, ainsi que des principaux bourgeois. Il porte la signature de du Chastel, en tête de celle des autres assistants.

CC. 93. (Registre.) — In-4<sup>o</sup> parchemin, foliotés de 1 à 11, et de 13 à 28. (Ce registre, aujourd'hui en deux cahiers, d'vait n'en former qu'un autrefois.)

**1462-1465.** — « Le compte que Guillemain de Launay, miseur et recepveur des euvres et reparacions



de ceste ville de Nantes, des ponts de boays et des pavez rend, aux cappitaine et bourgeois de ladite ville, des receptes et mises par luy faictes à cause desdictes offices depuis le cinquiesme jour d'avril, avant Pasques, l'an 1461 (1462 N. S.), qu'il fut mis et institué oudit office jucques au derroin jour de janvier 1465. Les deux parties de ce compte, « la charge et la descharge, » ne sont pas complètes. Parmi les sommes de la recette figurent : les fermes; de l'apétissement des vins vendus en détail dans la ville et les faubourgs, pour 3,296<sup>1</sup> 3<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; celle des vins vendus dans les paroisses voisines pour 443<sup>1</sup> 15<sup>s</sup>; celle du denier par livre pour 697<sup>1</sup> 18<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>; celle du pavage qui se lève hors les portes de Sauvetout et de Saint-Nicolas pour 287<sup>1</sup> 10<sup>s</sup>; celle du pavage hors la place Saint-Pierre pour 50<sup>1</sup> 18<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>; plus diverses autres recettes, telles que la vente de « troys chevaux de la charrecte, queulx ont estez venduz le derroin jour de février 1464 » (1465 N. S.), pour 36<sup>1</sup> 7<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>. Dans les dépenses sont inscrites les rentes ordinaires dues par la ville : à l'abbesse de Fontevault, 40 sous par an, aux termes de Noël et de la Saint-Jean, sur la maison ou sont les engins de la ville près le Bouffay; au commandeur de Sainte-Catherine de Nantes, 55 sous aux termes de Paques et de Toussaints; les pensions du capitaine, du connétable, du lieutenant du château, du procureur des bourgeois, des portiers, de l'horloger, du procureur des arbalétriers, du garde de l'artillerie; divers frais pour la fonte d'une serpentine et d'un canon de cuivre pesant 1,409 livres, à 2 sous 10 deniers la livre; la somme de 39<sup>1</sup> 1<sup>s</sup> 7<sup>d</sup> pour 231 livres « de cire à 14 sous le cent, pour faire le tour de la ville, durant le temps de la pestilence, par mandement de monseigneur le grand maistre, et pour la faczon dudit tour. » Sur cette somme il eut à rabattre 12<sup>1</sup> 19<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>, donnés par diverses personnes, soit un total à payer de 25<sup>1</sup> 13<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. — « Pour le faict de l'Université qui naguières a esté de nouvel crée en ceste ville de Nantes, par la délibération et ordonnance des gens de l'église de Nantes, et aussi des gens du Conseil du duc, nostre souverain seigneur, et de plussieurs des bourgeois et gens de ladite ville, pour le temps dempuix le cinquiesme jour d'avrill avant Pasques l'an mil iiij<sup>e</sup> Lxi (1462 N. S.), jucques au cinquiesme jour d'avrill derroin passé mil iiij<sup>e</sup> Lxiii, avant Pasques » (1464 N. S.), la somme de 377<sup>1</sup> 1<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

CC. 94. (Cahier.) — In-folio parchemin; deux fascicules. L'un de 8 f<sup>os</sup>, contenant la recepte, l'autre de 18 f<sup>os</sup>, contenant la mise.

1465-1468. — « Le compte Yvonnnet Garreau, recepveur et miseur des eupvres et reparacions de la ville de Nantes, des ponts de boays et des pavez, des receptes et des mises par lui faictes à cause desdits offices, depuis le premier jour de fevrier, l'an 1465 (1466 N. S.), qu'il fut mis et institué oudit office, jusques au 2 janvier 1468 » (1469 N. S.).

La charge monte à 12,067<sup>1</sup> 14<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>, obole.

La mise et descharge à 12,303<sup>1</sup> 18<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> obole poge.

Dans les mises on lit : « Pierre Lebel, Pierre Bernart et Guillaume Fagot, 68<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>, à Guillaume le Clerc, gaisnier, pour ung coffret carré, garny de fer blanc, à mettre les lettres des previlleges de la ville, 30 sous; à Henry Lucas, claveurier, pour deux couplez ung crampon, 5 sous; à Pierre Quiollo, pour deux crapaux à fermer ledit coffret, 10 sous; à Guillaume Renaut, pour trois rouartées de boais qu'il bailla durant qu'on fut à faire la visée des comptes de la ville, 15 sous, » en tout 6<sup>1</sup> 8<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. — Les dépenses pour la fonte et l'achat de pièces d'artillerie sont nombreuses. « A Jehan Gabart, pour l'achat de douze canons de fonte, avec saeze boetes, portans les noms des douze enfants de Jacob, pesans ensemble deux mille cinq cens quarente-six livres, metal au pris de 2 sous 10 deniers chacune livre, montant en somme à 360<sup>1</sup> 3<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>. A Jehan de Lalende, canonnier, pour l'achat de six canons et six boetes de fonte, portans le nom de six appostres, pesans ensemble 1,966 livres metal, qui furent achetez pour la tuicion et deffence d'icelle ville, au pris de 2<sup>s</sup> 10<sup>d</sup> chacune livre, 278<sup>1</sup> 10<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. — A Mahée Aloff, pour ung cent de gitz et contouers de Paris, qu'il avoit baillé aux gens qui estoient commis à l'audicion du compte Guillemin de Launay, autrefois miseur. (Cette dépense est biffée, pour être attribuée à Guillemin de Launay.) — A Castelet, trompette, qui fut ordonné à servir à ladite ville, pour les choses y nécessaires, par messieurs les bourgeois et gens de ladite ville, à 2 reaulx par moys, à commencer du premier jour de novembre 1467 (1.) — A Robin le Brigandinier, auquel fut par le commandement des procureurs et gens de la ville dit et ordonné que le plesir du duc estoit que le mistere de la passion feust joué, et qu'il y eust les personnaiges accoustumez, et que

(1) C'est l'institution du trompette de ville, dont l'emploi existe encore aujourd'hui.

à ceste cause ledit Robin ala es parties de Rennes querir le livre ou est faicte decleracion desdits personnaiges, et des choses pertinentes et requises. Pour ce faire il lui est passé la somme de 70 sous. » Ce compte fut arrêté le 4 février 1468 (1469 n. s.).

CC. 95. (Registre.) — In-folio, parchemin, 17 f<sup>os</sup>, plus 2 f<sup>os</sup> pour l'apurement des comptes.

**1469-1473.** — « Les mises et descharges dudit Cotineau, miseur, surdit. » Le lieutenant du château de Nantes, était Regnaud de Breneen; le connétable Robert Lespervier, chevalier; le procureur de la ville Jean Blanchet; le gouverneur des ponts de bois Jean Geraudin; le garde de l'artillerie Geoffroy Galopin. « A Guillemain Amice, boulangier, pour la recompance d'une jument chargée de pain qui cheut en la rivière par ung soliveau du pont de la Magdalaine, qui rompit et nea ladite jument, lui fut ordonné par mandement des gens de ladite ville soixante sous. — A Ernaud Guillaume, arbalestrier, pour 32 arbalestres de 12 à 15 carreaux chacune, à quatre escus la pièce valent 128 escuz, et pour 8 autres arbalestres, 10 à 12 carreaux, 2 reaux la pièce, montant à 16 reaulx; à Guillaume Madre et Guillaume Moreau, pour deux milliers de trait, le fust au pris de 10 livres le millier, montent 100 livres; à Bideaut de Geon, pour dix milliers pour ledit traict, au pris de 10 reaulx le millier montent 100 reaulx; et à Jehan Keraudry, pour 21 tour à tendre lesdites arbalestres, garniz de quatre pollies chacun et de cordes nécessaires, à 30 sols chacune pièce, montent 31 livres 10 sols, ensemble 420<sup>l</sup> 3 s 4 d. — Achaté et poié à Bruges, en Flandres, et fait amener en ceste ville de Nantes, le nombre de 3,156 livres de salpestre, dont chacun cent cousta audit lieu de Bruges, 54 sols 2 deniers monnoye de Flandres, qui valent a monnoye de Bretagne, 15<sup>l</sup> 10 s 4 d obole, et chacun millier audit pris vaut à monnoye de Bretagne 153 livres, 3 sols 4 deniers, qu'est somme pour le tout 489<sup>l</sup> 14 s 3 d. — A Even et Foutin, pour neuf vollées d'autres canons nommez les neuff preux, des noms et poys cy après déclérés, sçavoir: ung canon nommé Judas Macabeus, pesant 539 livres; ung canon nommé Godefroy de Billon, pesant 541 livres; ung canon nommé Artur, pesant 547 livres; ung canon nommé Charlemaigne, pesant 550 livres; ung autre canon nommé Julius César, pesant 539 livres; ung canon nommé David, pesant 540 livres; ung canon nommé Josué, pesant 536 livres; ung autre canon nommé Alixandre, pesant 546 livres;

et ung autre canon nommé Ethor de Troye, pesant 535 livres. Qu'est somme toute que poisent lesdits neuff preux, 4,873 livres cuivre, qui valent audit pris de 2 sols 10 deniers la livre, 690<sup>l</sup> 6 s 8 d. — A Robin de la Houssaye, dit le Brigandinier, pour aucuns services qu'il a fait pour la ville, tant à faire les rolles du personnaige du sotie que le duc fit jouer à la venue de de monsieur de Guéméné, que autrement aux affaires de la ville, lui a esté ordonné 50 sols. » Ce compte fut arrêté à Nantes, le 31 janvier 1470 (1471 n. s.); et l'apurement en fut fait le 11 mai 1473.

CC. 96. (Cahier.) — In-folio, parchemin, 2 fascicules l'un de 36 f<sup>os</sup>, l'autre de 6.

**1471-1474.** — « Le compte que rend Phelipot Guillaumeau, receveur et miseur des euvres et reparacions de Nantes, des ponts de boys et des pavez, des receptes et mises par luy faictes à cause desdits offices, depuis le premier jour de fevrier, l'an 1470 (1471 n. s.), qu'il fut mis et institué oudit office jucques au derroin jour de janvier, l'an 1472 » (1473 n. s.).

La charge se monte à 10,914<sup>l</sup> 9 d.

La mise et décharge claire à 11,098<sup>l</sup> 18 s 6 d.

Au folio 13 verso, est l'article concernant l'acquisition d'un « jardrin siis soubz la Motte-St-Nicolas, ouquel ont esté faictes les buttes des archiers. Quel acquest ledit miseur a faict par commandement et advis de plusieurs des gens de ladite ville et en la présence d'aucuns d'eulx, à la somme de 20<sup>l</sup>. » C'est le jardin cédé par Louis XIV à la corporation des apothicaires de Nantes, et en possession duquel la ville est rentrée il y a quelques années. — « Poié à plusieurs personnes nommées en ung cyver de papiers, contenant 6 feuillets de papier, dont le mynu de la mise y est contenu par articles, la somme de 287<sup>l</sup> 14 s 2 d obole, pour la joyeuse venue et entrée de la duchesse en ceste ville de Nantes, en vertu d'un mandement de messieurs de la ville, dabté, le 15<sup>e</sup> jour de juillet, l'an 1471 » (1). Pour un don fait à monseigneur de Duras, par le chancelier, maitre Renaud Godelin, sénéchal de Nantes, Jean Blanchet, procureur, Jamet Thomas, général des monnaies de Bretagne, Guillaume Gerault, receveur de Nantes et plusieurs autres, 28<sup>l</sup> 8 s. En marge est cette annotation: « portant le minu dudit don, entre autres choses, 2 pipes de vin, 7 livres de dragées peilées,

(1) La duchesse Marguerite de Foix, seconde femme du duc François II, qu'il épousa à Clisson, le 27 juin 1471, et rendit mère de la reine Anne. Ce cahier n'existe plus.

et 12 fambeaux. » — Nombresuses mises pour l'artillerie, achat de soufre, poudre et salpêtre. — « A Ivonnet le Galeux, barbier, qui a pancé et visité les malades de la ville et faubourgs durant la peste, lequel y a servi pour le temps de environ deux mois, auquel fut avisé poyé 25 sols par mois, et qu'il en seroit avancé dès le commencement 100 sols. Toutesfois pour ce qu'il n'a pas tant servi comme l'en pençoit, lui est passé seulement 70 sols. Ce compte fut conclu à Nantes, le 11<sup>e</sup> jour de may, l'an 1473; » et l'apurement, qui comprend six folios, fait à Nantes, le 14 avril 1474.

CC. 97. (Liasse.) — 13 pièces parchemin; 1 cahier de 4 f<sup>os</sup> et 10 pièces papier.

1470-1479. — 1<sup>o</sup> Compte de J. Cotineau, quittance de deux reaulx, par Robin de la Houssaye, 2 avril 1470, (1471 n. s.). — ( Cette quittance est en vers.)

2<sup>o</sup> Apurement du compte d'Yvonnet Garreau, conclu le 31 janvier 1470 (1471 n. s.).

3<sup>o</sup> Compte de Phelipot Guillaumeau. « Estimacion de la finance ordonnée à la reparacion de la ville, pour trois quartiers d'an commencez le 1<sup>er</sup> jour d'avril 1473, après le compte P. Guillaumeau, finissans le derroin jour de décembre 1473, 2774<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. Sur l'estimacion de la quelle finance sont à porter les charges qui ensuivent: Rentes ordinaires dues es termes de la Saint-Jean, Sainte-Catherine et Noël, 9<sup>l</sup> 13<sup>s</sup>; gaiges et pencions; au lieutenant du cappitaine, 75<sup>l</sup>; au connetable, 45<sup>l</sup>; au procureur de la ville, 15<sup>l</sup>; à chacun des cinq portiers, 9<sup>l</sup> pour trois quartiers, 45<sup>l</sup>; au garde des clefs du Port-Communeau, 6<sup>l</sup>; au garde de l'orloge, 15<sup>l</sup>; aux arbalestriers, 9<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>; au gouverneur des ponts, 9<sup>l</sup>; au garde d'artillerie, 7<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; au miseur, 45<sup>l</sup>; au contrerolle, 18<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>; à Jehan Gabart, fondeur, 12<sup>l</sup>; à P. Guillaumeau, pour le reste luy deu pour son compte, 1,429<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>. » Total de l'état: 1,741<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>. Reste de la finance à recevoir, 1,032<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. Quittance signée par Jamet Thomas, de cent sous, le 31 mai 1473.

4<sup>o</sup> Thomas Ernault, miseur, quittances de sommes payées par lui à divers personnages qui assistèrent à la reddition de ses comptes, 1474-1475.

5<sup>o</sup> Amaury Main, miseur « Cest appurement en la maison de Gilles Thomas, sieur du Saz, présens les cappitaine et connestable de la ville, les senneschal, procureur et receveur de Nantes, Raoulet Peigné, maistre Christophle Martin et plusieurs aultres, le 14<sup>e</sup> jour de janvier 1479 (1480 n. s.). — Quittances de

diverses sommes allouées à différentes personnes et à ceux qui ont assisté à l'audition de ces comptes, de 1476 à 1479. — Une quittance de 30 sous (en vers); signée Rolland :

Je André Rolland certiffie,  
Avoir receu, je vous affye  
D'Amaury Main, très honneste homme  
Et miseur de Nantes, la somme  
De trente soulz en beau poyemant  
Quels il me bai'lla seuremant;  
Dont les bourgeois me firent don,  
Jhesus leur ouctroit vroy pardon.  
En may ce fut sans nul cejour  
Sans failir quatriesme jour,  
Mil quatre cens soixante et dix  
Et cinq auxi, cella je dis;  
Tesmoing de mon manuel signe,  
Lequel j'ai mis icy en signe  
Qu'il est vérité, je le conclus  
Et ainsin je n'en parle plus.

ROLLAND.

CC. 98. (Registre.) — In-folio parchemin; 14 f<sup>os</sup>, et 2 f<sup>os</sup> papier. (Très-mauvais état.)

1480. — « Le second compte que rend Faby Basire, miseur.... pour l'an commencé le premier.... mil m<sup>me</sup> LXXIX (1480 n. s.). Fait et conclu à Nantes, en la maison Gilles Thomas, tresorier de l'espargne et seigneur de Gorges, présens le cappitaine, le connestable de la ville, le procureur et receveur de Nantes... et autres pluseurs, le 10 janvier 1480 (1481 n. s.). »

La mise monte à 5,539<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

La recette et charge à 7,083<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.

« A Jacques de la Fontaine, cirurgien de ladite ville de Nantes, auquel fut ordonné, pour les causes contenues es précédens comptes, que la ville portera la charge de l'imposicion que ledit de la Fontaine sera imposé es taillées de ladite ville jucques à la somme de 35 sous par an, durant qu'il servira de son industrie à ladite ville, la somme de 35 sous. — A Guillaume Noel, maistre maçon de l'euvre de ladite ville pour painnes extra ordineres, qu'ilz a eues sur ledit euvre, a esté ordonné, pour le drap d'une robe, la somme de soixante soulz monnoye. Et a esté enjoinct audiet maczon de se loger plus pres dudit euvre, aultrement plus n'aura aucun don de ladite ville. »

CC. 99. (Cahier.) — In-folio parchemin, 16 f<sup>os</sup>, 2 f<sup>os</sup> papier. (Mauvais état.)

1482. — « Le compte que rend Pierres Quiolle, de

la seconde année qu'il a esté receveur et miseur des œuvres et reparacions de la ville de Nantes, des ponts de bouays, des pavez, des receptes et mises par luy faictes a cause desdits offices dempuix le derroin jour de decembre 1481, qu'il fut remis oudit office jucques au derroin jour dudit moys de decembre 1482. — A esté ordonné de don et aumosne aux povres et malades de l'ospital de la ville, estant près les Jacopins, pour les aider à leur necessité la somme de 20 livres. — Pareillement a esté ordonné aux frères religieux, qui ont presché en l'an de ce compte, et ou caresme derroin qui fut en l'an 1482 : à frère Hervé Guynot, augustin, docteur en theologie, qui a presché au lieu de Saint-Pierre et ailleurs es paroesses et églises de ladite ville, 20 livres; à frère Guillaume Guynel, karme, qui a presché auxdits Karmes, 10 livres; à frère Guillaume Davidis, cordelier, qui a presché à Saint-François, 10 livres; à frère Mathieu de Paris, jacopin, qui a presché audit lieu des Jacopins, 10 livres. — Par mandement du duc notre souverain seigneur, signé de sa main et de Guyon Richart, son segretaire; à frère Yves Roulland, doucteur en theologie de l'ordre de Notre-Dame du Carme, la somme de 20 livres monnoye, pour les services qu'il a fait en ceste ville de Nantes, es sermons et preschemens pour l'an 1481. — Supplie cedit miseur luy être faict raison des mises qu'il a faictes, et faict, durant ce present compte et celuy de l'artillerie de la ville, tant en despance boays de rouarte, fagots et autres choses à l'esgard et ordonnance de messeigneurs les auditeurs de ce compte. Il luy est passé selon le minu de ladite dépense, 31<sup>l</sup> 41<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. » Les deux feuillets de papier attachés à la suite de ce compte, et rongés par l'humidité, portent pour titre : « Estat par estimacion des deniers ordonnez à la réparation de la ville de Nantes, pour l'an commandé le premier jour de janvier 1481, baillé à Pierres Quiolle, miseur de ladite réparation » (1).

(1) Sur l'intérieur de la feuille de parchemin qui recouvre ce cahier, est un acte de vente d'une somme de 300 livres de rente annuelle, consentie par demoiselle Marguerite d'Amboise, troisième fille de Louis d'Amboise et de Marie de Rieux, mariée à Poitiers, le 22 août 1446, à Louis de la Tremoille, à sa sœur Françoise d'Amboise, duchesse de Bretagne, qui les assigne pour des fondations pieuses à un couvent.

Le commencement et la fin de cet acte ont été coupés pour donner au parchemin la dimension des feuilles du cahier, grand in-folio carré, le milieu est rongé par l'humidité.

CC. 100. (Registre.) — In-folio parchemin, 38 f<sup>os</sup>, plus 4 f<sup>os</sup>. (Très bon état, nombreuses lettres initiales gothiques.)

1485-1487. — « Le compte que rend Pierres Quiolle, receveur et miseur des œuvres et reparacions de ceste ville de Nantes, des ponts de boays, des pavez, des receptes et mises par lui faictes de la quinte année qu'il a esté mis oudit office, dempuix le quatorzesme jour d'apvril, apres Pasques 1485, jucques au lundy, dernier jour d'apvril, l'an 1487, que commence Jehan Blanchet, institué miseur, exercer ledit office. »

La charge monte à 19,163<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> obole;

La mise claire, à 16,394<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>.

Ce compte fait et conclu à Nantes, le 10 mai 1487, est signé Jean de Chalon; Gérault; Blanchet, sénéchal; Thomas; René Péro, prévôt; du Celier, procureur; de Vay; B. Dandin; R. Peigné; R. Cavelier; de Cornal; G. Ernaut; Moulner. — « A Hances Hires, garde et gouverneur de l'orloge de Nantes, à vingt livres de gaiges par an, pour trecter et gouverner ladite orloge, pour ses gaiges de deux ans, 40 livres. — A Macé Javel, apoticaire, pour pluseurs droguerries prins de luy, par Jehan Durant, barbier et sirurgien de ladite ville, retenu pour pancer les malades des aulmoneries d'icelle, 60 sous. — A Jehan Main, roi des archiers de ceste ville, par mandement du duc, 16 livres 15 sous. — Pour les logeiz des gentilshommes, qui ont été es portaux de ceste dicte ville, durant aucuns bruiz pour la garde d'iceulx, 46<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — Pour 30 sallades, 23 voulges, 9 paires de brigandines, et trente hocquetons de drap my bleu et my vert, pour habiller trente hommes à la garde des portes et du guet de nuyt, 140<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 1<sup>d</sup> obole. » Les 4 feuilles, en plus, contiennent l'apurement du compte, fait en mai 1487.

CC. 101. (Registre.) — In-folio parchemin, 30 f<sup>os</sup>.

1487. — « Le premier compte que rend Jehan Blanchet, recepveur et miseur des œuvres et reparacions de la ville de Nantes, des ponts de boays, des pavez, des receptes et mises par luy faictes de troys quartiers premiers qu'il fut mis et institué oudit office, à commencer le premier jour d'apvril, l'an 1486 finissant (1487 n. s.), jucques au premier jour de janvier 1487 (1488). »

Recette et charge : 20,626<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

Mise claire : 21,293<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

Nantes, ayant été assiégé, du 20 juin au 6 août, par les Français, sous le commandement du comte de Mont-

pensier qui ne put y entrer, ce compte est rempli de dépenses concernant l'artillerie, les maîtres canonniers, dont plusieurs étaient de Hollande et de Bruxelles, les poudres, souffres, salpêtres, le vin distribué aux charpentiers, pionniers, gens de guerre. — « Une pipe de vin d'Espagne prinse durant le syege pour faire boire les gens de guerre qui devoient sortir et se saillyr sur les francoys par la porte Sainct-André, apreciée 12 livres. — Pour doze chaesnes de fer qui furent faictes pour enfermer vingt-quatre prinsonniers qui furent mis a pionner au Belouart, durant le ciege, 70 sous. — Pour dix aulnes ung tiers, demy satin de Florance renforcé, tant blanc, noir que rouge, pour faire aucuns des estandars de la ville, 25<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. — Pour cinq aulnes deux tiers et demy, de mysatin noir et tanné, qui furent employées a faire deux des estandars de la ville, que pour onze onces de soye en echeveau pour les franges d'iceulx, et une aulne de bougrain, apprécie tout ce a 18<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>; et pour la peinture d'iceulx à Hervé le peintre, 15 livres, somme toute 33<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. — A Pierre de la Chasse, peintre, pour la peinture de seix estandarts et guittons, 25 livres. — Pour neuf cens trente-trois livres rouzines qui furent prises durant le syege, et employées à faire les fagots à gicter sur les francoys, devant le Belouart de Sainct-Pierre, 13<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>, au pris de 30 sous le cent. — Pour 203 marcs, deux onces et demye d'argent blanc baillé à la monnoye au pris de 10 livres 10 sous le marc, 2,134<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 7<sup>d</sup> obole. — A Jehan Durand, barbier, demourant à la Saulzaye, pour avoir huylles et autres drogues à penser les malades qui estoient blechez à la defence de ceste ville durant le syege, 25 livres. »

CC. 102. (Registre.) — Parchemin, 48 f<sup>o</sup>s, plus 1 f<sup>o</sup> papier.

1488-1489. — « Le second compte que rend Jehan Blanchet, recepveur et miseur des eupvres et reparacions de la ville de Nantes, des ponts de bois, des pavez, des receptes et mises par luy faictes à causes desdits offices, denuy le premier jour de janvier 1487 (1488 N. S.), jucques au premier jour de juillet 1489, quest ung an et demy. »

La charge ou recette est de 60,273<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 5<sup>d</sup>.

La mise ou dépense, 63,539<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>,

d'où il résulte un excédant de dépense de 3,285<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>.

Ce compte fut conclu le 1<sup>er</sup> septembre 1489. — « Se charge de la somme de saeze sous troys deniers, que cedit miseur dit avoir receuz de dom Jehan Babouyn,

vicaire de Saincte-Croix, lequel dit les avoir receuz, d'un homme qui estait venu se confesser audit vicaire des layne qui furent perdues durant le siege (1). — Aussi se charge de la somme de 2,305 livres qu'il a receu des personnes cy-après declarées pour payer partie de la sould faicte à aucuns allemans, estant en garnison en ceste ville de Nantes, ou mois de janvier 1488 (1489 N. S.). — La declaracion et nominacion des gens de la ville et des forsbours, avisez par le Conseil de la ville à bailler de leurs deniers et finances à monseigneur le mareschal (le sire de Rieux, capitaine de Nantes), pour le poiement et sould de ses gens d'armes qui sont soubz luy et de sa charge à deffendre le pays et les sommes sur chacun qu'il doit fournir.... » Cette liste donne 152 noms d'habitants, qui versèrent la somme de 10,705 livres. La plus forte imposition montant à 700 livres, est fournie par les « frères et sœurs de la Confrarie de Notre-Damme de Chandelleur à St-Nicolas; la plus faible est de 25 livres, plusieurs n'ont rien payé. La première somme avait été donnée par 36 personnes, 10, à 10 livres, 1 à 80, 24 à 50, 1 à 25. — « Se descharge, cedit miseur pour l'achapt de troys cens marcs d'argent, qui montent à 292 sous, 8 deniers, 12 grains de loy, savoir : 23 sous, 8 deniers, 12 grains de loy au pris de 16 livres, 2 sous, 6 deniers chacun soult; et le parssus que sont 263 sous, 11 deniers, 16 grains de loy, au pris chacun soult de 16 livres 10 sous, qu'est somme toute 5,082<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. — Se decharge de la somme de 330 livres poieez a Pero Martines et Ochoua de Ryaga, des parties d'Espagne, pour une moitié de 700 livres leur deuz à cause de 42 balles de layne prises d'eux durant le siège. — A maistre Arthur Savaton, médecin, que le feu duc, nostre souverain seigneur, dont dieu ait l'âme, lui ordonna par son mandement patent daté du 20<sup>e</sup> jour de septembre l'an 1485, pour estre residant et demourant en ceste ville de Nantes, pour panser les malades de peste, qui pour celuy an avoit cours en ladite ville, au pris de 50 livres par chacun an. En laquelle ville, parce que dessus ledit maistre Artur a tousiours esté et est encores de present residant et demourant pour la cause de ladite maladie, qui bonnement depuis ledit mandement a eu, et encores de present a cours en la dite ville. Durant lequel temps ledit maistre Artur a fait à son povoir, et fait de jour en aultre le mieulx

(1) Pour l'intelligence de cet article, il est nécessaire de faire remarquer que les murailles avaient été matelassées pour amortir les coups de l'artillerie française.

qu'il peult, envers les malades de ladite maladie et d'autre malades... pour ledit temps jucques au derroin jour de juign 1489, 197 livres 10 sous. » Cette mise ne fut pas acceptée « par manière de pension, » non plus que le mandement précité, parce qu'il porte « prejudice et conséquence sur les deniers de la ville, qui seulement sont ordonnez pour estre mis et emploiez à l'euvre, closture et reparacions d'icelle au bien et utilité de la chose publique du pays. » Ce mandement accordé par le duc, durant son bon plaisir, a été annulé par son décès. Cependant en considération des peines que s'est donné Savaton, la somme est maintenue pour cete fois seulement et sous forme de don. — « A ung poste, pour aller de ceste ville a Vennes, porter des lettres à la duchesse (Anne de Bretagne), lesquelles le Roy avoit envoyées aux bourgeois de ceste ville, 40 sous. — Poyé deux pippes de vins quelles furent données au peuple et esfoncées es carrefours des Change et Pillory, et pour bois à bruller à faire les feuz, pour avoir ouy la nouvelle de l'arrivée et venue des Angloys en ce pais et duché, 30<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — A Guyon Deslandes et Macé Moreau, pour avoir fourny et porté à Coaeron, chandeliers, vexelle destaing, pour servir à l'ambaxade du Roy quelle estoit venue devers le duc, et fut au moys de septembre 1488, 7 livres 10 sous (1). — Pour le deffroy d'aucunes bourgeois, qui furent envoyées de par lesdits seigneurs de ceste ville, pour prendre garde des linges quelx furent portez audit lieu de Coaeron, pour servir auxdits ambaxadeurs du Roy, 10 livres. »

CC. 103. (Registre.) — In-folio parchemin, 47 f<sup>os</sup>. Quelques lettres gothiques initiales. (Très bon état.)

1490-1492. — « Le compte que rend Vincent Durand, receveur et miseur des euvres et réparations de la ville de Nantes, des ponts et pavez, et de la recepte et mise par luy faicte dempuix le premier jour de juillet 1490, jucques au derroin jour de juign, l'an 1492, qu'est deux ans » (2).

RECETTE { 22,305<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> obole, bonne monnaie;  
1,105<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>, par gros à xv<sup>d</sup>.

DÉPENSE { 22,305<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> obole, bonne monnaie;  
914<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>, par gros à xv<sup>d</sup>.

(1) Lors de la signature du traité de Couëron.

(2) Aux folios 5, 6 et 12 de ce registre, est inscrit le nom de Pierre le Moenne, précédent miseur, qui tint les comptes du 1<sup>er</sup> juillet 1489 au 30 juin 1490 et dont les livres sont perdus.

« A Mathurin Dumoulin, qui estoit homme de bien et bon marchand, par avant le temps de la guerre, à l'occasion de laquelle il est reduit à totale pouvreté, en considération de l'abatue de ses maisons ou l'on a fait les fossés, 10 livres. — A Thomas de Travallec, receveur de mademoiselle de Teillac, pour 110 boules de fer de fonte qu'il a baillé à Jehan Chausse, clerc de l'artillerie de la ville, savoir : 22 grosses pour Donacien et Rogacien, et 88 pour les Frères aîné et puisné, pesans ensemble 2,118 livres fer, au pris de 5 deniers la livre, 44<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — A maistre René Pero, prévost de Nantes, pour son deffroy de aller de par la Royne et les seigneurs de la ville, en Hongrie, devers le Roy des Romains, 375 livres. — A maistre Arthur Savaton, par mandement de la Royne et de Monsieur le mareschal, pour ses gaiges d'un an et demy, à 50<sup>l</sup> par an, 75<sup>l</sup>. Et pour le temps à venir n'ensera poyé aucune chose à ladite cause. Et a esté expressement deffendu à ce miseur et autres miseurs subséquans, de non riens en poyer au dit Savaton, sur peine de le perdre et de l'avoir mis en reffus à leur compte. — A Montjoye, roy des heaulx de France, pour son droit, pour la venue du Roy notre sire, dix escuz d'or, qui valent 42 livres, 10 sous. — Aux trompectes de nostredit sire, 10 flou-rins, qui valent 42 livres, 10 sous. — A Guillaume Noel, maistre maczon de la ville, de don à luy faict pour certaines causes, 20 livres. — A maistre René Pero, et maistre Jehan Hubert et à Jehan Blanchet, pour partie de leur deffroy d'estre allé en ambassade devers le Roy, du commandement de messieurs de la ville, pour les grans et tres necessaires affaires d'icelle, et aussi porter le collier de la Royne (pas de détails), à 50 jours, au pris de 8 livres par chacun jour, savoir : audit Pero, 4 livres, et ausdits Hubert et Blanchet, à chacun 40 sous par jour, 400 livres monnoye tournois. »

CC. 104. (Liasse.) — 4 pièces parchemin ; 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 9 pièces papier.

1483-1502. — Quittances de divers personnages ayant assisté à l'audition des comptes du miseur Pierre Quiolle ; Jean du Celier, procureur de Nantes, reçoit 6 livres 5 sous, Robin le Cavalier, « contrerole de l'euvre du chasteau de Nantes, » soixante sous ; Pierre de Vay, auditeur de la Chambre des Comptes, 70 sous. — « Estimacions des deniers ordonnez à la reparacion et fortificacion de la ville de Nantes, pour troys quartiers d'an, qui finiront le derroin jour de

decembre 1487, baillé à Jehan Blanchet, institué miseur desdites reparacions. »

La mise n'a pas été totalisée ;

La charge se monte à 8,615 livres 14 sous.

Le capitaine de Nantes, et les principaux bourgeois assemblés, ordonnent : « que pour le temps advenir, il y aura quatre bons et fors chevaux pour mener et conduire troys tumbereaux et une charrecte à servir au curement et vidanges des flans et bouriers de la dite ville, quelx seront portez et conduitz au dedans d'icelle au long des murailles et clostures, et pour la fortifier, et mis es lieux et endroitz que par mondit seigneur le cappitaine sera ordonné, o le Conseil de la ville. » Les tumbereaux et la charette seront employés aux réparations de la ville ; et le miseur est spécialement chargé de les acheter « o la plus grande diligence que faire ce pourra, auxi de louer troys bons compaignons et fors propices à servir et conduire les dits chevaux, quelx auront de salaire et loyer, pour curieusement trecter lesdits chevaux et lesdits harnois, par chacun jour feste et ouvrable, chacun d'eulx deux soulz monnaie. » L'achat et les gages sont estimés à 300 livres. Note relative aux comptes du miseur Blanchet. — Points et articles rapportés par Vincent Durand, miseur, au cahier des semaines, dont il demande décharge, sans « en apparoir garant ne acquit. Pour sept aulnes de drap d'or à 20 escuz l'aulne, pour le peelle à l'advenue du Roy en ceste ville (Charles VIII), après la prinse et reduction d'icelle, 140 escuz. Pour le congié et sauf conduit du Roy, pour mener certaines étoffes à Rennes, devers la duchesse, 3 escuz et demy qui vallent 6 livres, 2 sous, 6 deniers. Pour un esturgeon donné de par la ville au cappitaine, au général et autres, 8 livres 7 sous. Au saint homme, demourant au Plesseix les Tours, une rondelle de haren vallant 7 livres, 11 sous, 9 deniers. A la trompette qui apporta le mandement de la paix, 100 sous. Pour la deppance du grant presidant du Vergier et maistre Jehan Charpentier, enquesteurs, qui vindrent en ceste ville, de par le Roy, pour eulx informer de la justificacion et innocence des gens de la ville, touchant certaines entreprinses faictes sur cette dite ville, en pain, vin, chair, poissons, pasteuz, tertres et yporas, pour leurs chevaux et habillement de leurs selles, 77 livres, 15 sous. » — Quittance de 25 livres, pour avoir assisté aux comptes du miseur Guillaume Pasticier, 15 decembre 1495. Arrêté de compte du même miseur pour les années 1495 à 1497, signée par Mer-

lin de Cordebeuf, connétable de Nantes. Pour ces trois ans, sa recette est de 20,875 livres, 3 sous, 10 deniers tournois, la dépense de 23,530 livres, 17 sous, 6 deniers. La somme qui lui est due sera payée sur les premiers deniers des réparations. 18 janvier 1497 (1498 N. S.). Par le compte du même Guillaume Pasticier, miseur, arrêté le 11 janvier 1499 (1500 N. S.), il lui restait dû 958 livres, 6 deniers obole, que son successeur Jean Picart, s'engage à lui solder par son obligation du 13 janvier 1499 (1500 N. S.). Sur la troisième page de cette obligation est la quittance de Guillaume Pasticier, du 20 juillet 1502.

CC. 105. (Registre.) — In-folio parchemin, 23 f<sup>o</sup>.

1500-1503. — « Le compte que rend Pierres Picart, receveur miseur des deniers ordonnez à la reparacion et fortificacion de ceste ville, tant en son nom que pour defunct Jehan Picart, precedent miseur de ladite ville, des receptes et mises par eulx faictes oudit office pour quatre ans, qui commencerent le premier jour de janvier, l'an 1499 (1500 N. S.), et finissans le derroin jour de decembre 1503. »

La recette, en monnaie de Bretagne est de :

20,133 l 2 s 7 d obole poge.

La mise est de : 17,683 l 2 s 11 d maille ;

« erreur de compte, l'enquestre, les droiz, noblesses, premynances de ladite ville en touz endroiz reservé. » Ce compte fut fait et conclu au chateau de Nantes, le 19 decembre 1503, en présence de : Arthur Lespervier, capitaine de Nantes ; G. de Loyon, connétable ; du Celier, procureur du Roi ; Hubert, procureur des bourgeois et plusieurs autres notables. « A missire Jacques Clate, docteur régent en l'Université de Nantes, pour sa pension, au pris de 120 livres tournois, tant à sa main que à ses exécuteurs jucques à son deceix (environ la my aoust 1501), 195 livres tournois, vallant en monnoye de Bretagne 162 livres 10 sous. » Deux autres corégents Olivier de Kerguien, et Yves Bunel, touchent 100 livres par an. « Au seigneur de la Muce, pour l'occupation de sa maison, sise en la rue Saint-Guedas, appelée l'Huys de fer, en laquelle ont esté tenues les lectures aux escoliers, au prix de 20 livres tournois par an. — La somme de 57 livres 7 sous 5 deniers tournois, quelle fut employée pour faire et accoustrer deux galiottes pour la venue du Roy et de la Royne, qui fut au moys de decembre, l'an 1500, avec autres mises et despenses à ce necessaires pour icelle venue, vallant en monnoye de Bre-



tagne, 47 livres 16 sous 2 deniers. — A maistre Guillaume Fuselier, aulmoulnier de la ville, pour aider à la sub-  
stantacion des puvres estans en une maison pres Sainte-  
Katherine, qui a esté prinse par louaige pour retirer  
les puvres en actendant que l'ospital qui se fait de  
neuf soit parachevé, 20 livres tournois. — A Denis  
Guillart et Toussains Fremont, sergents, commis de  
messieurs du Conseil, et tant d'église que de justice,  
à visiter les maisons tant par la ville que foursbourgs,  
ou y avoient gens malades de peste, de les faire vuidier  
hors et seeller les maisons, à 7 livres 10 sous par moys,  
37 livres 10 sous tournois. — A Olivier Estienne, dit  
Plesance, poursuyvant, que luy fut ordonné de don,  
pour avoir apporté lettres de par la Royne, de la prinse  
du sieur Ludovic (Ludovic Sforza), 40 escuz vallant  
17 livres, 10 sous tournois, vallant en monnoie de  
Bretaigne 14 livres, 11 sous, 8 deniers. Supplie cedit  
miseur à mesdits seigneurs assistants sur cedit compte  
lui faire rabat d'aucune somme sur la ferme du devoir  
d'appetissement qu'il tenoit par ferme en l'an 1500,  
remonstrant que oudit temps la peste eut cours, et  
mourut quatre mil personnes ou plus, et demeura  
ceste ville quasi inhabitable, de la pluspart des gens  
de puissance, qui plus faisoient valloir ledit devoir  
et des louaigiers. Ils s'enfuissoint de nuyt et lessoint  
les cleffs soubz l'huys. »

CC. 106. (Registre.) — In-folio parchemin, 28 f<sup>os</sup>, quelques  
lettres initiales gothiques.

**1504-1506.** — « Le compte que rend Jehan Spadinc,  
l'aisné, recepveur et miseur des deniers de la repara-  
cion et fortificacion de ceste ville de Nantes, des re-  
ceptes et mises par lui faictes oudit office, pour troys  
ans, qui commencèrent le premier jour de janvier  
l'an 1503 (1504 N. S.), et qui finirent le derrenier jour  
de decembre 1506, selon et au désir du pouvoir et  
institution dudit Jehan Spadinc. »

Mise : 12,776<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 10<sup>d</sup> obole.

Charge : 14,096<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.

Ce compte fut clos le 8 janvier 1506 (1507 N. S.). « Il a  
esté passé à cedit comptable, qui a esté ordonné aux  
nommés cy après, queulx ont assisté à l'audicion de  
ce present compte, savoir : au senneschal, 40 livres ;  
au sieur de Tresiguidy, 40 livres ; au procureur de  
Nantes, 8 livres ; au lieutenant, 100 soulz ; à l'alloué,  
60 solz ; à maistres Jehan Hubert et Pierres Laurens,  
procureurs desdits bourgeois, 12 livres, qu'est à cha-  
cun 6 livres ; à Jacques Guischart, 6 livres ; à Gilles

Hallouart, Guillaume Spadinc, Jehan Spadinc, Beau-  
veoirs, Jehan Vivien, François Burgert, Mathurin  
Ballue, 24 livres, qu'est à chacun 4 livres ; à Cholière,  
40 solz ; à Jehan Savaton, 70 solz, pour distribuer  
aux serviteurs et messagiers qui ont vacqué et servy  
pendant l'audicion desdits comptes, et aux portiers,  
40 livres ; à Olivier de Lanvaux, seigneur de Beaulieu,  
auditeur desdits comptes, 21 livres ; au clerc qui a  
respondu sur ledit compte, 100 soulz ; à maistre Jehan  
de la Ville, 70 soulz. Et pour l'achact de deux ton-  
neaux de vin, queulx ont estez ordonnez au cappi-  
taine pour partie de la recompense et mise qu'il a  
portées à la despence qui a esté, durant ladite audicion,  
56 livres. Qu'est en somme toute, 190<sup>l</sup> tournois, vallant  
à monnoye de Bretagne, 158 livres, 6<sup>s</sup>, 8<sup>d</sup>. »

Les deux derniers folios sont consacrés à l'apure-  
ment du compte, et parmi les demandes se trouve celle-  
ci : « Plus, vous supplie lui passer et allouer en clere  
mise, la somme de 4 livres, 3 solz, 4 deniers mon-  
noye, qu'il a payée en l'acquit de ladite ville à Jehan  
Esnault, Guillaume Guilden et André Bernier, pour  
avoir avallé deux grosses montaignes sises pres le  
pont d'Aussance (le Cens), ou à present est sis le  
pavé neuf, quelle somme il avoit obmise à coucher  
en son dit compte. »

CC. 107. (Registre.) — In-folio parchemin, 28 f<sup>os</sup>.

**1514-1517.** — « Le compte que rend Jehan Spadinc,  
l'esné, receveur et miseur des deniers ordonnez à la  
reparacion fortificacion et autres affaires de ceste  
ville de Nantes, pour le temps de troys ans qui com-  
mencèrent le premier jour de janvier 1514 (1515 N. S.),  
et finirent le derroin jour de decembre 1517, selon et  
au desir du povoir et institution dudit Spadinc. »

La mise est de 16,591<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, monnoye de Bretagne.

La charge 17,246<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, id.

Ce compte fut arrêté au château de Nantes, le 29  
mars 1518. Feu Jacques Guichard, est indiqué comme  
prédécesseur de Jean Spadinc. Monsieur de Mon-  
dragon est capitaine de Nantes, Guillaume de Loyon,  
connétable ; Antoine du Tertre, procureur des bour-  
geois, et maitre Gilles Bricaud, greffier des sieurs  
bourgeois ; Hans Lezins, gouverneur de l'horloge ;  
Laurent Bernard, garde de l'artillerie ; Geoffroy de  
Kerembrun et Jamet Lepin successivement trompettes  
de la ville et décédés. « Se descharge, ledit miseur  
avoir payé, de mise par luy faicte dempuy le 1<sup>er</sup> jan-  
vier 1514 (1515 N. S.), jusqu'au 31 decembre 1517,



qui sont troys ans, tant en maczons, charpentiers, pontonniers, manœuvres, perreurs, charretiers de boays et pierres, palles, cyvieres, achat de boays et madriers, chevilles de fer et autres mises, ainsi qu'est contenu es livres des sepmaines rapportés par Guillaume Raboceau et Laurens Bernard, conterolles chacun en son temps, la somme de 12,985 livres, 6 sous, 6 deniers tournois, qui vallent à monnoye de Bretagne, 10,881 livres, 2 solz, 4 deniers obole. — A monsieur de la Muce, pour le louaige d'une salle à tenir les escolles par les docteurs de l'Université de Nantes, pour le temps de troys ans, finiz le derroin jour de decembre, l'an 1517, à 17 livres, 10 solz par chacun an, 52 livres, 10 solz tournois, réduictes à monnoye de Bretagne, 43 livres, 15 solz, 6 deniers. — Sept livres dix soulz tournois, pour ung poinczon de vin d'Orléans, et pareillement pour l'achat de plusieurs gibiers, jucques au montement de 50 soulz tournois; queulx vins d'Orléans et gibiers furent donnés à monsieur l'abbé de Quenperlé, pour les bons et agreables services qu'il a faict et faict de jour en autre en ceste ville... (1). — Quatre vingts quatorze livres tournois, pour la vendicion de 4 pippes de vin d'Anjou, au pris de 15 livres tournois chacune, et pareillement pour la vendicion de 4 poinczons vin d'Orléans, au pris de 8 livres 10 soulz tournois chacun, pris fait; queulx vins furent donnez de par messieurs de la ville à Reverend Père en Dieu monseigneur l'evesque de Nantes, pour luy servir à faire son entrée de sadite evesché. — Pierre Heru et Jehan Corgnet, sergens de la court de la Provosté de Nantes, 18 livres tournois, pour leur salaire d'avoir servi par le temps de troys mois entiers, qui finirent le derroin jour d'octobre derroin passé 1516, à faire vuyder plusieurs gens malades de peste, lesqueulx estoient en plusieurs maisons de ceste ville; et pareillement seeller les maisons infaictées pour la preservation des habitans. »

CC. 108. (Registre.) — In-folio parchemin, 50 f<sup>os</sup>, nombreuses lettres initiales gothiques, très bon état.

1518-1520. — « Le compte que rend Jehan Richerot, recepveur et miseur des deniers ordonnez à la reparacion, fortificacion et autres affaires de ceste ville de Nantes, pour troys ans, qui commencèrent le premier jour de janvier 1517 (1518 N. S.), et qui finirent le derroin jour de decembre, l'an 1520. »

(1) Pierre de Kergus, élu abbé de Sainte-Croix de Quimperlé, en 1500; il était alors chancelier de Bretagne.

La recette : 19,096<sup>l</sup> 10<sup>d</sup> monnaie.

La dépense : 17,534<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> id.

Dans sa recette, ce comptable se charge « avoir receu ung cueur d'or. Lequel cueur avoit esté faict pour donner à la Royne, notre souveraine dame, à sa joyeuse venue en ceste dite ville. Laquelle dame donna ledit cueur a ceste dite ville. Et fut commandé à ce dit comptable par monsieur le cappitaine Mondragon, monsieur le senneschal et plusieurs bourgeois, ledit cueur estre rompu, et les deniers mis à acquicter la dite ville. Ce que a faict cedit comptable. Et fut cedit cueur fondu par Pierre Pillays, maistre de la monnoye de ceste dite ville, es presences de Estienne Ripvière, conterolle, Jehan Spadinc, Abel Courtoys. Et après ledit cueur avoir esté fondu, s'est trouvé peser cinq marcs, quatre onces, deux gros, douze grains d'or. Et paravant estre fondu, pesoit ledit cueur, cinq marcs, cinq onces, quatre gros, deux deniers d'or. Ainsi se trouveroit dechet sur le poys de une once, deux gros, ung denier, douze grains d'or, qui est à l'occasion de l'esmail qui estoit sur les ermynes, pate et autres lieux et endroictz dudit cueur. Pour ce ne se charge cedit comptable, que desdits cinq marcs, quatre onces, deux gros, douze grains, que ledit maistre des monnoyes, a eu et prins à sept vingtz livres tournois, le marc, qui vauldroit à ladite raison, la somme de 774 livres, 14 soulz tournois, qui vallent à Bretagne 645 livres, douze soulz » (1). — « Dans la mise ou dépense, se descharge cedit miseur avoir présenté et baillé à monsieur le cardinal de Laurene deux poinczons vin, l'un cleret et l'autre blanc et un present de gibiers qui vallent, à monnoye de Bretagne, 18 livres, 8 sous, 4 deniers. — A Mallo, roy d'armes du Roy notre seigneur, pour avoir apporté lettres aux bourgeois de ceste ville, de la joyeuse naissance d'un filz de France, pour en faire procession par ceste dite ville, 40 soulz. » — La ville ayant été de nouveau frappée par la peste, les sergents sont payés pour avoir fait évacuer les malades et fermer leurs maisons. — Une pippe et demie de vin nantais, et 10 sous de « pain de seille furent baillez aux gens qui esteignirent le feu à la Teste Noire. » — Les mises faites à la joyeuse venue et entrée du Roi et de la Reine, duc et duchesse, forment un chapitre spécial, qui occupe les folios 30 à 34, et se termine par cet article : « A Jehan Danyel, prebstre organiste de Notre-Dame de Nantes, pour avoir vacqué

(1) Voir série AA. 29. — Entrée du roi François I<sup>er</sup> et de la reine Claude.

a faire partie des devys et ordonnances, pour les faintes des carrefours de ladite ville à ladite entrée, la somme de six escuz d'or, reduicte à monnoye de Bretagne, vallant 10 livres. » — Après diverses réparations de menuiserie, vitrerie et serrurerie faites à la maison de ville (sise près les Changes), le miseur paya « à Michau le Nayn, charretier, pour avoir curé deux foiz la sepmaine, le long d'un an, les immundicitez de ladite ville, par marché fait avecques ledit Nayn, 50 livres tournois, qui vallent à monnoye de Bretagne, 41 livres, 13 soulz, 4 deniers. »

CC. 109. (Registre.) — In-folio parchemin, 27 f<sup>os</sup>.

1522-1524. — « Compte que rend Bertran Morin, receveur et miseur des deniers ordonnez à la reparation, fortification et autres affaires de ceste ville de Nantes, pour troys ans, qui commencèrent le premier jour de janvier 1521 (1522 n. s.), et finirent le derroin jour de decembre 1524, selon et au désir du pouvoir et institucion dudit Morin » (1).

Mise : 15,908<sup>1</sup> 4<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> obole.

Charge : 15,192<sup>1</sup> 7<sup>s</sup> 3<sup>d</sup> ob., mon. de Bretagne.

Ce compte, arrêté à Nantes, le 29 avril 1525, porte entre autres signatures, celles de Louis du Boys, chevalier, sr des Arpentilz et de Montcler, capitaine de Nantes, qui pour sa présence toucha 50 livres; Christophe Brecel, sénéchal; François Le Porc, connétable, chacun d'eux eut 15 livres; Olivier de Lescoet, alloué 12 livres; L. Laurens, procureur du Roi, 12 livres; M<sup>e</sup> Guillaume Loysel, auditeur des comptes, 36 livres; Jean Spadinc, procureur des bourgeois, 10 livres; les autres assistants touchèrent 7 livres. Il contient l'énonciation de nombreux cadeaux de vins offerts à M. de Chateaubrient, au second président de Bretagne, au général des finances, au connétable, au capitaine de Nantes, au vice-chancelier de Bretagne, cadeaux souvent énoncés dans les comptes précédents et suivants. — « A M<sup>e</sup> Jehan Toussains, docteur en théologie, pour avoir, ou caresme de 1522, presché en l'église cathédrale, 8 livres, 6 soulz, 8 deniers. — A René Bridel, sergent général de la Cour de Nantes, et de la provosté dudit lieu, la somme de 60 soulz monnoye, à deux fois par moytié, pour avoir vacqué durant l'esté 1522, tant à faire vuyder les mallades de peste et aultre contagion lors estant en ceste ville, que seeller les huys des maisons ou aucuns en estoient

(1) Arthur Ernault, dont le compte manque, avait été miseur en 1521.

morts. — A M<sup>e</sup> Dominique de Cortonne, 10 livres monnoye de Bretagne, pour aucuns agreables services qu'il a faictz pour ladite ville. »

CC. 110. (Registre.) — In-folio parchemin, relié, 24 f<sup>os</sup>.

1528. — « Compte que rend Jehan Vivien, receveur et miseur des deniers ordonnez es reparacions, fortifications et autres affaires de ceste ville de Nantes, des receptes et mises par luy faictes à cause dudit office, durant le temps d'un an entier, commencé le premier jour de janvier 1527 (1528 n. s.), et finy le derroin jour de decembre prochain ensuyvant. 1528 » (2).

La recette : 5,038<sup>1</sup> 11<sup>s</sup> obole, monnaie de Bretagne.

La mise : 5,485<sup>1</sup> 19<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> id.

Ce compte fut arrêté à Nantes, le 27 janvier 1528 (1529 n. s.), et l'apurement, qui n'en fut signé que le 22 février 1531 (1532 n. s.), occupe le verso du 23<sup>e</sup> f<sup>o</sup>, et le recto du 24<sup>e</sup>. — « A Laurent Bernard, commis à la visitacion et tauxion (taxation) du poisson de mer vendu par minu et détail en ceste ville, la somme de 15 livres monnoye. — A M<sup>e</sup> Gilles Bricaud, greffier des bourgeois, la somme de 15 livres monnoye, luy ordonnée par mesdits sieurs pour plusieurs peines et vacations qu'il a eues en exerceant ledit office, ou n'y a gaiges suffisans pour l'en sallariser. — A messieurs les premier et second presidens de cedit pays et duché, tenant le Parlement en cette dite ville, en l'année de cedit compte, pour deux pippes vin d'Anjou et quatre poinczons vin d'Orléans, leur ordonnez par ceste dite ville et présentez, 73 livres, 6 sous, 8 deniers. — A Jehan Guyho, Fremyn de Vaulx, Pierre Laplume (*le trompette de ville*) et Estienne Guillope, pour avoir esté, par le commandement de mesdits sieurs, les cappitaine et gens de la justice duds Nantes, à Pirmil, bannir de par le Roy et faire deffense à tous de non meffaire ne souffrir estre meffaict en aucune maniere aux gens de la nation d'Espaigne qui avoient esté ou seroient prins prisonniers en cedit pays et duché, ayant lettres de saufconduit du cappitaine qui les auroict prins pour se retirer en leurdit pays, sur peine de la hart; et aussi conduit 16 hommes de ladite nation jusques au delà dudit Pirmil, 40 sols tournois, vallant à monnoye de Bretagne, 33<sup>s</sup>, 4<sup>d</sup>. » — Sous l'article « Tumbereau, » Michel Le Nayn, charretier, touche 52 livres

(2) Jean Vivien avait été miseur en 1527, comme l'apprend le premier article de la dépense, par lequel il lui est alloué 2,401 livres, 10 sous, 2 deniers obole, que la ville lui devait pour avances faites par lui dans son compte précédent.

tournois, y compris 12 livres d'augmentation, réduites à 44 livres, 6 sous, 8 deniers monnaie, suivant le marché conclu avec lui, pour avoir pendant l'année 1528, « nectoyé, o son tumbereau, gens et chevaux les immunditez des rues de ceste dite ville. »

— Le miseur remontre qu'ayant demandé à Guillaume Porcher, régent du collège de Sainte-Croix, le remboursement de la somme de 30 livres tournois, qui lui avaient été avancées, « ledit regent luy a répondu qu'il ne pouvoit payer lesdites 30 livres, à cause du cher temps qui dure; et que Messieurs de ceste dite ville pevent bien luy payer son logeiz, veu que ceulx du colliege Saint-Jehan sont logez aux despens d'icelle, et que si on le contrainct de payer, il s'en yra tenir les escolles à Vennes, ou il a esté prié d'aller. » Jean Vivien, fut autorisé à porter ces 30 livres en dépense.

CC. 111. (Registre.) — In-folio parchemin, 29 f<sup>os</sup>.

1529-1531. — « Compte que rend Pierre Main, receveur et miseur des deniers ordonnez es reparacions fortifications et autres affaires de ceste ville de Nantes, des receptes et mises par luy faictes à cause dudit office, durant le temps de troys ans, commencez le premier jour de janvier 1528 (1529 n. s.), et finiz le derroin jour de décembre 1531. »

La recette se monte à 13,448<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> monnaie.

La mise ou dépense à 12,406<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.

Ce compte fut arrêté au château de Nantes, le 23 février 1531 (1532 n. s.). A ce sujet, en marge de la première page, est inscrite une protestation de Julien le Bosec, procureur des bourgeois, qui dit que la présentation faite du compte « en ceste place du chasteau, pour tenir leurs dits comptes, ne leur puisse prejudicier, qu'ils ne puissent, lors que bon leur semblera, les faire tenir et assigner en leurs maisons publiques de ladite ville, et sans que la présente tenue y préjudicie, que a esté expressement reservé audit procureur sans contradiction. » — A six archers du château de Nantes, la somme de cent sous, monnaie, « pour avoir vacqué par deux jours avec les collecteurs et sergents de ceste dicte ville, pour faire payer les restantz de l'esgail des 2,500 escuz soleil, accordez au Roy sur ceste dite ville, pour ayder à sa ranczon, et recouvrement de mesdits seigneurs, ses enfants. — A hault et puissant seigneur, Monsieur de Chasteaubriend, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en cedit pays et duché, pour ung morhou, ung saulmon et seix lamproyes luy présentés, pour

s'estre employé à escrire au Roy, et à monsieur le legat et grant maistre, d'avoir congédié d'amener des bledz de Normandie et de Picardie, ou pour lors y en avoit grant besoin, 15 livres, 16 soulz, 3 deniers, obole. — A Jehan Javelle, l'un des procureurs négociateurs et administrateurs de l'Hostel-Dieu, 72 livres 10 soulz, pour ayder à nourrir, entretenir et alimenter les pouvres qui chacun jour y abondent et affluent, ce qui ne leur eust peu estre fait sans l'ayde de ladite ville. — A Jehan Moteil, 35 livres, 16 soulz, 8 deniers, luy ordonnés par mesdits sieurs pour le deffroy, tant de luy que d'un autre des bourgeois de ceste ville, avec leurs gens et chevaux, qui furent et assistèrent pour la ville aux Estats de ce pays et duché, tenus à Rennes, le 24 septembre 1529. »

CC. 112. (Registre.) — In-folio parchemin, 66 f<sup>os</sup>.

1532-1534. — « Le compte que rend Mathurin Pelletier, recepveur et miseur des deniers ordonnez à la repparacion, fortificacion et aultres affaires de ceste ville de Nantes, pour troys ans qui commencerent le premier de janvier 1531 (1532 n. s.), et qui finirent le derroin jour de décembre 1534, sellon et au desir du pouvoir et institution dudit Pelletier, cy endroit apparu. »

La mise claire est de 15,914<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 9<sup>d</sup> obole.

La charge — 18,714<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>.

Ce compte conclu et arrêté le 24 juillet 1536, est signé par : Louis Dubois, chevalier, capitaine de Nantes; François du Puy-du-Fou; de Commarec; O. de Lesquoet, prévôt; Le Coutelier, pour le procureur du Roi; François Le Porc, connétable de Nantes; Christophe Brecel, sénéchal de Nantes; J. Bernard, lieutenant; M. Ballue, procureur des bourgeois; Kervela; Jean Hux. .... « A Mathurin Pelletier, miseur pour ses gaiges dudit office, pendant troys ans, à raison de 60 livres par an, 180 livres. — A Laurens Bernard, garde de l'artillerie, durant troys années, à raison de 15 livres, 45 livres. — A Monsieur de la Muce, pour le louaige d'une grant salle à luy appartenant, estant en ceste ville, en la rue Saint-Guildas, à tenir les escolles des Docteurs de l'Université, pour les troys années, 43 livres, 15 sous. — A M<sup>e</sup> Thomas Veteris, docteur en théologie, 8 livres, 6 sous, 8 deniers; à M<sup>e</sup> Michel Doc, docteur en théologie, et M<sup>e</sup> Jehan Provost, id. 8<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> et 8<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> pour avoir annoncé la parole de Dieu pendant le caresme à l'église cathedrale. — A Gilles Kervela et Jehan Kerouan, notaires, tabellions de la Cour de Nantes, la somme

de huit livres, pour avoir esté veoirs les logeix, estables et autres munitions qui estoient es hostelleries de la Fosse, le Bignon-Lestart et le Marcheix, forsbourgs de ceste ville de Nantes, pour loger les gens d'armes des compagnies de Messieurs de Chasteaubrient, et de Montejan, aussi pour avoir esté par plusieurs fois à Piremil (*sic*) que à la Fosse parler aux sieurs de Beaumont et du Latay, cappitaines et porteurs d'enseignes desdites compagnies. — A M<sup>e</sup> Guillaume Laurens, docteur en droictz, procureur de Nantes, 16 escuz d'or souleil, ayant pour lors cours à 45 sous pièce, vallant à monnoye tournois, 36 livres et à monnoye de Bretagne, 30 livres, qu'il a dit avoir mys et employé au recouvrement d'un mandement du Roy, nostre sire, pour faire enquête touchant l'évacuation des eaux de Grant-Lieu. — Claude de Bourbon, fondeur, pour la faczon de douze harquebuttes à crocq, pesantes 335 livres, 18 livres, 7 sous, 6 deniers à monnoye de Bretagne. — Au gardien et couvent de Saint-Francoys, pour leur ayder à leur grande indigence et nécessité, 8<sup>1</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. — Au prieur et couvent des Jacobins, 41 livres, 13 soulz, 4 deniers, à monnoye de Bretagne, pour leur subvenir et ayder à la mise qu'ilz vouloient faire à leurdit couvent, pour l'édifflement d'un tou et cahot qu'ilz vouloient faire de neuff pour evacuer les eaux puantes et infectes de leur dit couvent. — A Jehan Avrillaud et Jehan Chastellier, 66 soulz, 8 deniers, à monnoye de Bretagne, pour estre allé avec leurs bapteaux, veoir et visiter les lieux plus commodes, et aysibles à faire evacuation des eaux du lac de Grant-Lieu. Lesquelz Avrillaud et Chastellier furent choaisiz par assemblée et congrégation de la dite ville, pour aller en la compaignie de monsieur le senneschal de Nantes, commis par le Roy en ceste partie, pour y faire les choses que par ledit senneschal sera advisé. — A Mathurin Ballue, docteur es droictz, procureur des nobles bourgeois, et à sire Michel Le Lou, 16 escuz souleil, vallant, à monnoye de Bretagne, 30 livres, pour aller aux Estatz estans assignés à Vannes. — Aultres mises faictes par ledit Pelletier; présent comptable à la joyeuse venue et entrée des Roy, Royne et de Monseigneur le Daulphin, duc propriétaire de ce pays et duché de Bretagne, de Messieurs d'Orléans et d'Angoulesme et de Mesdames, faictes en ceste ville de Nantes, le 14<sup>e</sup> jour d'aoust 1532, et de plusieurs autres princes ou seigneurs estans en leur compaignie (1). — A maistre Gilles

(1) Voir série AA, 30. Entrée de François 1<sup>er</sup> et de la reine Eléonore.

Kervela, 6 livres, 5 soulz monnoye, pour ses peines, sallaies et vaccacions d'estre allé à Poitiers, vers maistre Jehan Bouschet, pour l'amener avec luy en ceste ville, pour composer les dictons pour ceulx qui jouerent les misteres par les carrefours de ceste ville es entrées de la Royne et de Monseigneur le Daulphin. »

CC. 113. (Registre.) — In-folio parchemin, 47 f<sup>os</sup>.

1536-1539. — « Le compte que rend Robin Pillays, recepveur et miseur des deniers ordonnez à la repparacion, fortificacion et aultres affaires de ceste ville de Nantes, pour troys ans et demy, commanczans le 1<sup>er</sup> jour de juillet 1536, et finiz le derroin jour de decembre 1539.

La dépense ou mise est de 24,335<sup>1</sup> 9<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.

La charge de 23,841<sup>1</sup> 8<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>.

Ce compte arrêté et conclu le 17 novembre 1540, est signé par : François du Puy-du-Fou, capitaine de Nantes; Christophe Brecel, sénéchal; de Guermenguy, alloué; R. du Hardaz, prévôt; de Daillon; de Langle, lieutenant; E. Laurens, procureur de monseigneur; Ballue, procureur des bourgeois, et plusieurs autres. Dans la recette se trouve un emprunt souscrit par « plusieurs notables personnes de la ville » dont les noms sont inscrits en regard des sommes par eux données. La plus forte est de 375 livres, la plus faible de 41 livres, le total n'est pas fait. — « A Pierre Jolivet, huissier et sergent de la ville de Nantes, 17 livres, 10 sous, ses gaiges de troys ans, pour faire les assemblées et congrégacions des nobles bourgeois.

— A plusieurs maczons, tailleurs, perreurs, manneuvres, charpentiers, pontonniers, couvreurs, charretiers et autres qui ont besongné à la repparacion et fortificacion de la ville et fourny plusieurs actraictz neccessaires d'empuis la semaine du 3 juillet 1536, jusqu'à celle du 19 decembre 1539, 10,636 livres, 15 sous, 9 deniers. — A M<sup>e</sup> Nicolle Mallarme, M<sup>e</sup> Francoys Picard et M<sup>e</sup> Georges Mullot, docteurs en théologie, en Paris, pour avoir presché le caresme à St-Pierre de Nantes, en 1536, 1537 et 1538, à chacun 8 livres, 6 sous, 8 deniers. — A Messire Francoys du Puy-du-Fou, cappitaine de Nantes, une couppe d'argent doré pour sa joyeuse venue, suyvant la quictance de Gilles Mabit, orfeuvre, quel a fait la dite couppe, 68 livres, 2 sous, 11 deniers. — Demande descharge, ledit miseur, de 150 livres, 18<sup>s</sup>, 6<sup>d</sup>, pour la mise faicte pour la venue de la Royne de Na-

varre, par commandement de Messieurs, en dabte du 20 novembre 1537. — La somme de 18 livres, 15 sous, poyée à maistre Mathurin Gouy, painctre, pour avoir faict le pourtraict de ladite ville, pour envoyer à la Court, et quictance dudit Gouy, 21 octobre 1539. En marge on lit : Et a cy rendu le pourtraict en plate forme de ladite ville, lequel sera mis au trésor de la ville. Demande mise de 37 sous, 6 deniers qu'il a baillé à Michel Dunoys, pour avoir escript le nom des lieulx mys oudict portraict. — La somme de 20 livres pour une pippe et demye vin d'Anjou, qu'il a baillé et livré à Monsieur Dugast, président de Bretagne. — Aux sergens qui ont faict vuyder hors ceste ville les mallades et gens pestiferez, pour le temps de troys ans et demy, à chacun 12 livres par an, 84 livres. — A M<sup>e</sup> Pierre Dibel, maistre barbier et cirurgien de l'Hostel-Dieu, ses gaiges de troys ans, 252 livres tournois, reduictes à monnoye de Bretagne, 110 livres.

CC. 114. (Liasse.) — 8 pièces parchemin ; 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 4 pièces papier.

**1503-1544.** — « L'appurement du compte Pierre Picart, naguères receveur et miseur de ceste ville, tant en son nom que pour deffunct Jehan Picart, son frère, précédamment miseur des receptes et mises par eulx faictes pour le temps de 4 ans entiers, qui finirent le derroin jour de décembre 1503, et signé du capitaine, seigneurs de justice et de plusieurs gens de Conseil ; faict et conclud ou chasteau de Nantes, le ouictiesme jour de janvier 1506 » (1507 n. s.) (1). — Quittance de 28 livres tournois, donnée le 23 mars 1520, par J. Desgats, à Jean Richerot, naguère miseur, dont 16 livres pour un voyage à Vannes, pour certaines affaires de la ville, et 12 livres pour avoir assisté à l'établissement du compte du miseur. — Reçus, 3 juillet 1523 et 18 mars 1523 (1524 n. s.), de deux sommes de 100 livres, à valoir sur la déduction de son compte, donnés par Bertrand Morin, miseur, à son prédécesseur Arthur Ernault. Deux quittances semblables, données le 25 avril 1525 et 25 novembre 1526, par Jean Vivien, à Bertrand Morin. — Requête de Jean Vivien, naguère miseur, tendant à être indemnisé de ses soins, peines et préjudice que l'exercice de ses fonctions lui a fait éprouver. Il lui est alloué 30 livres. 1528. — Ordre au

miseur de donner 4 livres aux portiers du château, « pour plusieurs poynes et travaux que ont eu et soubz tenuz les compagnons et archers de ladite place, durant le temps que lesdits comptes ont tenu, leur a esté ordonné pour avoir du boys pour se chauffer et autres leurs afferres. » Délibération du Conseil qui reconnaît la ville débitrice envers Jean Vivien, miseur, de la somme de 471 livres, 6 sous, 5 deniers, 27 janvier 1528 (1529 n. s.). Ordre au miseur Pierre Main, de payer cette somme, 10 mai 1529 ; et quittance de Jean Vivien, du 31 décembre même année. — Requête adressée au Roi par le miseur Pierre Bernard, exposant : « que puis dix ans derroins, avez faict deffense par votre mandement patent aux manans et habitans de votre dite ville, de non employer de leurs deniers communs pour leurs menues affaires et pour le poyement de leurs rentes et officiers plus de 1,500 livres tournois, par an, et deffense aux auditeurs de non en passer plus grant somme. Et au compte dudit miseur est-il qu'il y a quatre ans qu'il est miseur de ladite ville, durant lequel temps la guerre a tousjours esté, et allé et venu grant nombre de lansquenetz, avanturiers et autres gens de guerre en ladite ville, et faulxbourgs, pour lesquelz a convenu audit miseur faire grant mise oultre lesdits 1,500 livres », de même que pour le procès relatif au siège du Parlement de Bretagne, soulevé entre Rennes et Nantes, l'entrée du gouverneur. Il demande la validation de ces dépenses qui, chaque année, ont dépassé les 1,500 livres de plus de 800 livres. La mention suivante écrite au bas de l'acte en donne la date : « Le suppliant fera aparoir du pouvoir que les capitaine et autres officiers ont d'ordonner les mises, mentionnées en la présente requête, estre faictes, pour ce fait, luy estre pourveu ainsi que de raison. Faict en Conseil tenu à Fontainebleau, le 19<sup>e</sup> jour de décembre (1544 ?), ainsi signé : Marillac. » Seconde requête du même, « disant que, par les ducz de Bretagne a esté octroyé par privilege exprès et special aux manans et habitants de ladite ville, pouvoir et puissance d'eslire députer et comectre dix ou douze d'entre eux pour avoir le manient des affaires publiques, lesquelz avec le cappitaine et officiers pourroint disposer et ordonner des deniers communs, dons et octroiz appartenans à ladite ville. » Il reprend les termes de la requête précédente avec amplification, et termine sans dater ni signer. Au dos de ces deux pièces, sont inscrits les mots : double des requêtes de Pierre Bernard, miseur.

(1) Voir ce compte, même série n° 105.

CC. 115. (Registre.) — In-folio parchemin, 52 f<sup>os</sup>. Relié en veau gaufré, aux armes de France sur les plats, supportées par deux dauphins.

1540-1544. — « Le compte que rend Pierre Bernard, receveur et miseur des deniers ordonnez à la reparacion fortificacion et aultres affaires de ceste ville de Nantes, pour quatre ans, qui commencèrent le premier jour de janvier 1539 (1540 N. S.), et qui finirent le dernier jour de janvier 1543 » (1544 N. S.).

La dépense ou mise est de 16,322<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> obole.

La charge ou recette de 14,519<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.

Ce compte conclu et arrêté le 30 juin 1544, porte de nombreuses signatures. — Au chapitre intitulé, reparacions : « à plusieurs maczons, tailleurs, perreux, chauminiens, marchans de boais, manœuvres, charpentiers, pontonniers, couvreurs, chartiers ou aultres qui ont besogné à la reparacion et fortificacion de ceste dite ville et fourny plusieurs actrectz necessaires, dempui la sepmaine commanzée le 5<sup>e</sup> jour de janvier 1539 (1540 N. S.), jucques à la sepmaine commanzée le 24 decembre 1543, qui sont lesdictz quatre ans du presant compte 6,951<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> monnoie.

— A maistre Nycolle Maillart, docteur en théologie, en Paris, 8<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>, monnoie de Bretaigne, pour avoir presché le caresme en Saint-Pierre de Nantes, l'an 1540. — Cent sols tournois à Bretaigne, herault d'armes, luy a esté ordonné estre baillé par mesdits seigneurs pour avoir vacqué à faire peser les salpestres et pouldres et les inventorizer, oultre 65 sous, 6 deniers pour sa depense faicte durant le temps qu'il a esté en ceste ville à faire peser lesdictz salpestres et pouldres.

— Demande descharge, cedict comptable, de douze escuz soleil, qu'il a baillé à Mathurin Pelletier, Yvon Rocaz, Ambrois Garreau et Jehan Poullain, le jeune, pour aller au long la ripvière à Saint-Nazaire, pour prandre les barges et vaisseaux pour passer cinq mille lansquenets que le Roy envoyoit au Croisic. — Semblablement demande descharge, ledict Bernard, de la somme de dix escuz soleil, baillés par commandement de mesdits seigneurs, à Lazare-Maria de Montelione, pour estre allé vers le commissaire qui conduisoit lesdictz cinq mille lansquenetz. — La somme de 22 livres, 10 soulz, baillée à Jullien Poullain, Yvon Rocaz, Mathurin Pelletier, à chacun sept livres dix soulz, pour trois jours, pour estre allé aux Es-sarts faire la révérence et présenter les humbles recommandations de ladite ville à monseigneur le duc d'Estampes, gouverneur et lieutenant général audict pais, pour le Roy et monseigneur le Daulphin, en-

semble savoir le jour qu'il luy plairoit faire son entrée en ceste dicte ville. — Vingt-trois livres tournois, pour une pippe de vin d'Anjou, présentée à mondict seigneur le gouverneur. — Sept livres dix soulz payés à Jaspard de Vallornes et Jehan de Feye, gentilzhommes de la garde du chasteau, pour estre allez audevant des cappitaines Bourdeliere et de Saultuche, et leurs soudars, pour les empescher de ne venir si tost près ladicte ville. »

CC. 116. (Registre.) — In-folio parchemin, 61 f<sup>os</sup>. Rongé par le bas, mais sans que le texte soit trop atteint. Lettres initiales gothiques très ornées.

1552-1554. — « Compte second, que rend Jullien Poullain, naguères receveur et miscur des deniers communs ordonnés par le Roy, pour la reparacion, fortificacion et aultres affaires de ceste ville de Nantes, par devant messeigneurs, messieurs les cappitaine, gens de justice et des comptes, nobles bourgeois, manans et habitans de ceste ville, pour le temps de troys ans, qui ont commencé le premier jour de janvier 1551 (1552 N. S.), et qui ont finy le dernier jour de decembre 1554. »

La mise claire est de 18,363<sup>l</sup> 0<sup>s</sup> 1<sup>d</sup> obole.

La charge de 19,521<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

Ce compte fut arrêté et conclu en la maison commune de la ville et examiné le 9 septembre 1553, par les assistants cy après désignés : Charles de la Touche, lieutenant de la capitainerie de Nantes, sous Claude de Laval, capitaine, sous la charge de M<sup>sr</sup> le connétable de France ; maitres Charles le Frère, sénéchal ; Antoine de Farges, lieutenant général ; Jean Grignon, prévot ; François Leblois, lieutenant particulier ; Gilles Bricaud et Pierre Riou, auditeurs des comptes ; Artur Leforbeur, procureur du Roi à la prévoté de Nantes ; Mathurin Vivien, procureur des bourgeois ; Mathurin Pelletier, Pierre Bernard, Geoffroy Drouet, Robin Pillays, Jacques Gourdet, Antoine de Myrande, Pierre Marqueraye, Charles Chrestien, François Salmon, Yves Rocas, Simon Maillard, Jean Duluc, Jean Motay, Guillaume Lebreton, greffier des bourgeois(1). — « A plusieurs maçon, tailleurs de pierres, perrayers, chautourniers, marchans et vendeurs de boays, charpentiers, pontonniers, coupvreux, chartiers, manœuvres, et aultres qui ont besogné pour la fortificacion, réparation et emparement de ceste dicte ville de Nantes, et fourny plusieurs actraictz dempui le 1<sup>er</sup> jour de

(1) Son premier compte avait été arrêté le 21 juillet 1554.

janvier 1551 (1552 n. s.), jusqu'au dernier jour de décembre 9,194 livres, 6 sous, 2 deniers. — A M<sup>e</sup> Nicolas de Martinbes, docteur en théologie de l'Université et Sorbonne de Paris, 40 livres pour avoir prêché le temps de caresme en l'église Saint Pierre de Nantes, en l'an 1551 (1552 n. s.). — A M<sup>e</sup> Richard Du Pré, aussi docteur, pour la même cause, en 1553. — A M<sup>e</sup> Jean de Mallenoe, naguères procureur des bourgeois, 200 livres monnoye, pour ses poynes, pertes, salaires et vacacions, pour le temps d'environ huit ans, qu'il a esté en ladite charge aux gaiges de 20 livres seulement, durant lequel temps seroyent survenues plusieurs grandes affaires extraordinaires, comme procès au grand Conseil, touchant les empruntz et souldes de gens de pied, ou il a convenu dresser plusieurs escriptures et mémoires, pryns plusieurs paynes et travaux, tant pour la venue des galères qui vindrent au port de Nantes, en nombre xxii, qui y séjournèrent neuff mois ou environ, passée des gens de guerre, par le Pellerin, pour aller en Escosse, et entrée du Roy et Roïne, et de la jeune Roïne d'Escosse, et fait plusieurs voyages à la Court pour les affaires de ladite ville, dont il auroit esté seulement satisfait de sa despanse et mise par luy faictes sans avoir eu aultre salaire que ladicte somme de 20<sup>l</sup> par an; et mesmes en considération de la perte qu'il auroit eue de 70 escuz qui luy auroient esté robez, en sa bource, estant à Blaye (Blois), en la Court, pour les affaires d'icelle ville. — A Roger Vattier, M<sup>e</sup> maczon et architecte de ceste dicte ville, quatre escuz sol, pour avoir fait le devys et portraict du cail du port Briand-Maillard. — A Mathurin Vivien, procureur des bourgeois, trante neuf livres tournois, pour le voyage par luy fait aux Estaz de ce pais, tenuz à Rennes au moys de septembre 1554, auquel voyage il vacca par treize jours. — Vingt livres monnoye, payées comptant à M<sup>e</sup> Michel Morin, pour le parfaict et dernier payement des deniers deuz à defunct M<sup>e</sup> Mathieu de Gouy, painctre, duquel la femme dudict Morin est seule héritière, plusieurs choses qu'il a fait de son metier à ladicte ville, par commandement des cappitaine, gens de justice et nobles bourgeois d'icelle. (Sans autres détails. Il s'agit probablement des décorations pour l'entrée du Roi, de la Reine et de Marie Stuart.)

CC. 117. (Registre.) — In-folio parchemin, 83 f<sup>os</sup>. Relié en veau avec titre et ornements dorés sur les plats.

1554-1559. — « Compte premier que rand Geoffroy

Drouet, recepveur et miseur des deniers ordonnez par le Roy, pour la reparacion fortificacion et aultres affaires de ceste ville de Nantes, pour le temps de cinq ans, qui ont commencé le premier jour de janvier 1554 (1555 n. s.), et qui ont finy le dernier jour de decembre, l'an 1559, selon l'institution, pouvoir et prolongation par vous luy faicte en icelle charge » (1).

La mise claire est de 36,602<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> obole.

La recette de 28,590<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>.

Il restait dû par la ville, à G. Drouet, 8,251<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> obole, compris 240<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> « par depport, » c'est-à-dire, dont l'approbation de la dépense était ajournée. Ce compte fut arrêté en la maison commune, le 7 février 1561 (1562 n. s.). — « A la fabricque de l'église parrochiale de Saint-Saturnyn de Nantes, 16 sous, 8 deniers monnoye, pour les arreaiges de cinq années de la rente de Toussainctz que doit chacun an ladicte fabricque pour cause de la maison de ville, scytuée ausditz Changes de Nantes. A Messire Claude de Laval, chevalier, seigneur de Theligny, cappitaine des ville et chasteau de Nantes, soubz la charge de H. et P. seigneur Messire Anne de Montmorancy, pair et conestable de France, baron et seigneur de Chateaubriant (2), la somme de soixante livres tournois, moitié du nombre de six vingtz livres dicte monnoye tournois, pour gaiges luy ordonnez chacun an, à cause dudict estat de cappitaine, pour le temps d'une demye année du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1555. — A maistre Phelippes Provost, nouvellement institué par le Roy, général des deniers communs des ville et communaultés de Bretagne, la somme de 451 livres, 5 deniers monnoye de Bretagne, que cedit comptable a esté contrainct luy paier, par exécution de ses biens et emprisonnement de sa personne, comme conste par les exploictz cy apparuz. Depuis lequel temps a esté, ledict office, par edict du Roy, supprimé; et n'y a eu aucun moyen de s'en faire rembourcer. Duquel Provost, il rend la quittance du 7 juillet 1558. — A Jehan Guerin, menuisier, la somme de trante livres tournois, à luy ordonnée, pour avoir fait une eschalle de boays, contrevantée, conduisante jucq au hault du dernier estaige de l'aulmosnerie de Toussainctz, pour au hault dudict

(1) M<sup>e</sup> Geoffroy Drouet fut le premier maire de Nantes, en 1565. Voir série BB, nos 5 et 114.

(2) On écrit aujourd'hui fautivelement Chateaubriand, orthographe adoptée à tort par l'auteur du *Génie du Christianisme*, qui aurait dû conserver l'antique orthographe de son nom, traduction exacte du latin *Castrum Briencii*, et que nous croyons devoir suivre dans ce travail.



estaige y retirer les paouures qui avoient à coustume d'estre à l'aulmosnerie Saint-Clemens, auquel lieu a esté depuis naguères construit de neuf ung colliege pour instruyre les enfens aux lettres, suivant le marché de ce fait. — A Symon Lebreton et René Galle, menuisiers, la somme de quatre vingts huit livres, six soultz, huit deniers monnoye, pour faire douze charlietz, pour mettre au colliege de St-Clemens, de nouveau faict construire. — A Julien Dureau, Pierre Gauvaing, Amaury Duchesne, Jullienne Ballavoine, la femme, 600 livres tournois, leur accordée par le Roy, à estre prinses sur les deniers communs de ladite ville, pour estre en partie rescompensés de la perte et dommaige par eulx soufferts au brullement de trois maisons sciises en la rue des Halles; ce que pareillement les nobles, bourgeois, manans et habitans de ladite ville, leur auroient accordé. — A M<sup>e</sup> René Martin, maistre apothicaire, la somme de 38 livres, 16 sous tournois, pour confitures et aultres présens de luy prins, faictz à mon seigneur le duc d'Estampes, gouverneur et lieutenant general pour le Roy en Bretagne, le 21 janvier 1555 (1556 N. S.). — Et pour la facon et enrollement de ce présent compte, et double d'icelluy escript sur cuyr, mynute, coppie, ancre, papier, roucyne, sacs, lacetz, avoir mynuté, coppié extraictz, et faict mettre au nect deux doubles du mynu des euvres et reparacions, icelluy compte avoir faict couvrir et relier sur cuir, telle somme qu'il vous plaira ordonner. »

CC. 118. (Liasse.) — 3 pièces parchemin.

1554-1555. — Élection, en assemblée générale des nobles bourgeois, manans et habitans, de M<sup>e</sup> Gilles Bricaud, sieur du Viollain, auditeur et secrétaire du Roi en sa Chambre des Comptes de Bretagne, « ou lieu et place de feu maistre Nouel Haye, en son vivant, sieur de la Vincendière, et maistre des dits comptes, mort et decebdé, puy naguères, pour ouyr et examyner le compte et voair les mises faictes par Julien Poullain, miseur, tant pour les entrées faictes par les Roy et Roine en ceste ville, en 1551, que auparavant pour la Roine d'Escoce, et gens de guerre passans par ceste ville, tant allant que retournant audict royaume d'Escoce. 24 février 1552 (1553 N. S.). — Lettres patentes d'Henri II, ordonnant à la Chambre des Comptes de valider les frais faits, 1<sup>o</sup> « pour le deffray de la gendarmerie tant de pied que de cheval » envoyée par lui en Écosse en 1548;

2<sup>o</sup> pour son entrée à Nantes, avec la Reine; 3<sup>o</sup> pour la réception des ambassadeurs d'Angleterre. Mai 1554. — Entérinement des lettres précédentes à la Chambre des Comptes. 3 juillet 1555.

CC. 119. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 1 cahier, 10 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 4 pièces papier.

1554-1572. — Quittance de 7 écus soleil, payés par Geoffroy Drouet, à François Vivien envoyé à Rennes, par le sénéchal de Nantes, « pour le departement des empruntz. » 16 janvier 1554 (1555 N. S.). — Autre de 48 livres données par le même à Robin Pillays et Jean Duluc pour la même cause. 4 avril 1557 (1558 N. S.) Sur la même feuille est une autre quittance de 42 livres soldées également par G. Drouet, à Michel Lorient et Jean Duluc, pour avoir été à Vannes, porter au duc d'Étampes « les mandemens du Roy, touchant le différant entre Monsieur de Sanzay et la ville. » Même date. — Compte des frais et avances faits par demoiselle Françoise d'Astoudille, dame de Livernière, pour l'abolition des droits de francs-fiefs, et quittance d'une somme de 2,887 livres, 19 sous 6 deniers, payée par le miseur Drouet, à deux notaires, en son nom (1). — L'un des articles du compte porte : « Guillaume Laubier, print chemyn le dix septiesme jour d'Aoust 1556, pour aller de Nantes à Paris en poste, où il feist trente postes et paya pour despence et peyne de postillons, 54 livres. » — Lettres patentes du roi François II, autorisant les dépenses faites par le miseur Drouet, contre M. de Sanzay « touchant les debvoirs de guetz, et certaine visitation des navires et vaisseaux de mer abordans au port de Nantes. » — « Brief recueilli des difficultez trouvées sur les comptes rendus par Geoffroy Drouet, sieur de Portric, naguères receveur et miseur des deniers communs de la ville de Nantes, » l'un rendu le 22 septembre 1564, l'autre le 18 décembre 1570. — Réclamation de la ville contre la prétention de MM. de la Chambre des Comptes, qui exigent que Geoffroy Drouet leur rende compte des deniers communs, ce qui est contraire aux privilèges de la ville. Extrait de la délibération du 13 octobre 1572.

CC. 120. (Liasse.) — 1 cahier de 14 f<sup>os</sup>, 1 de 12, 5 pièces papier.

1565-1577. — « Apurement que Gratienne Moreau, veufve de feu Guillaume Bretagne, en son vivant

(1) Voir série AA. nos 12 et 13.



miseur des deniers communs de la ville de Nantes, rend pour raison des deports (recettes et dépenses ajournées), faits audict deffunct Bretagne, son mary, sur le compte par luy rendu, des deniers par luy receuz et emploiez aux fraictz, mises et interestz requis estre faictz à la joieuse entrée faicte par la Majesté du Roy (Charles IX), en ladite ville de Nantes, le 13 octobre 1565; ledict compte conclud le 1<sup>er</sup> juillet 1566. »

La charge est de 1,136<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>.

La mise 1,237<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

— « Au 66<sup>e</sup> feuillet dudict compte, fut déportée la somme de 296 livres, 18 sous, 10 deniers tournois, soubz le nom d'Estienne Boucher, à luy due par la deduction du compte par luy rendu, touchant les taffetas fourniz es galleres pour le pesle qui fut présenté au Roy, et pour faire les enseignes en attendant veoir la quittance dudict Boucher. — Au 73<sup>e</sup> feuillet fut pareillement déporté, 137 livres, 1 sol, 6 deniers tournois, soubz le nom de sire André Lemarié, marchand, pour plusieurs marchandises de satin, velours, tafetas, par luy pareillement fournies, en attendant veoir la quittance. — Au 76<sup>e</sup> feuillet, 244 livres, soubz le nom de M<sup>e</sup> Gilles Fontaine, pour vin par luyourny pour présenter à la Majesté du Roy, la Royne et autres de la Cour. — Au 76<sup>e</sup> feuillet, cent solz, trois deniers tournois, soubz le nom de Pierre Vincent, tant pour son remboursement de fraiz et mises par luy faictz pour les affaires de ladite ville que pour peintures par lui fournies à ladite entrée. — Extraictz du compte rendu à la Chambre des Comptes par Gratienn Moreau, veuve feu Guillaume Bretagne, en son vivant miseur des deniers communs de la ville de Nantes, de la recepte et dépanche faicte par ledit feu Bretagne, durant le temps de troys ans qui ont commandé le premier janvier 1565, et qui ont finy le dernier jour de décembre 1567; ledit compte conclud le 24 février 1576. » Cet extrait contient trente-huit articles (par déport) c'est-à-dire ajournés lors de la clôture du compte, et concernant tous des députations près du Roi ou du gouverneur, pour obtenir des exemptions d'impôts, des autorisations de solder certaines dépenses telles que : « A M<sup>e</sup> Guillaume Drouet, la somme de 12 livres, pour estre allé expres de ceste ville dudict Nantes, vers Monsieur le gouverneur de Bretagne, pour de luy entendre quelle personne il luy plaisoit eslire pour cappitaine, soubz sa charge, pour la conduicte de cent hommes, arquebuziers, à

cheval, que lesdits habitans veullent lever et soul-daier pour le service du Roy et l'accompagner à Paris, suivant les lettres patentes dudit seigneur Roy, sur ce expédiées. » — Pièces relatives à l'apurement du compte de Guillaume Bretagne : demandes adressées au procureur des bourgeois et au contrôleur, sur les difficultés que présentait le compte rendu par sa veuve; attestation du paiement de 25 écus, à M. de Grandville, intendant des finances du Roi, examinateur des comptes de l'entrée de Charles IX, et de feu M. de Martigues, 1574; requête de la veuve Bretagne, à laquelle la Chambre des Comptes refuse d'allouer les mises faites par son mari, pour payer les prédicateurs du carême, 1576; ajournement d'Antoine Gravoil, sieur du Sanzay, à la maison commune, pour rendre compte de diverses sommes que, suivant ses quittances, il a reçues de feu G. Bretagne, 1577.

CC. 121. (Liasse.) — 2 pièces parchemin; 4 pièces papier; 1 sceau brisé.

1568-1573. — LETTRES PATENTES du roi Charles IX, prescrivant aux gens des comptes et généraux des finances, de passer dans les comptes du miseur, 2,000 livres prélevées sur les deniers affectés à la reconstruction des ponts de Pirmil, pour les employer aux fortifications de la ville, 6 août 1568. Arrêt de vérification de ces lettres par la Chambre des Comptes, 1<sup>er</sup> juillet 1569. — État de la recette faite par Jean Le Moyne, receveur et miseur des deniers de la ville de Nantes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1568, jusqu'au dernier mai suivant. Pendant ces cinq mois, le total est de 5,272 livres, 8 sous. — État partiel de l'emploi des deniers prélevés selon la teneur des lettres patentes ci-dessus : « A Louis Poullain, 149 livres, 3 sous, 6 deniers tournois, pour une pièce d'artillerie de fonte, pris fait à 3 sous, 6 deniers la livre. A Guillaume Burot, pintier, 23 livres, 2 sols, 6 deniers tournois, pour 150 boulets. — Sommation, au miseur Le Moyne, d'avoir à rembourser à Geoffroy Drouet, 500 livres, que ce dernier lui avait prêtées. Ordre de la Chambre des Comptes, aux maire et échevins « de faire apparoir comment les rentes dont mention est faite au compte dudict Le Moyne, sont dues aux particuliers denommez en l'extrait présenté par iceluy. »

CC. 122. (Liasse.) — 1 cahier, 43 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 2 de 4, 4 pièces papier.

1573-1576. — « Compte deuxième et particulier de Guillaume Rabillard, continué miseur et recepveur

en la ville de Nantes, pour une année commencée le 1<sup>er</sup> janvier 1574, et finie le dernier jour de décembre, oudit an, qu'il rend au Roy, pardevant vous Nosseigneurs les gens de ses comptes en Bretagne, des dépenses par luy faictes en ladite année, des deniers d'octroy, accordéz par ledit sieur, et ses lettres patentes du 2 may 1574, estre levez durant six années sur les marchandises, déclarées en un état et pancarte attaché ausdites lettres, débitées, vendues, passans, entrans et sortans en la ripvière de Loyre...

La mise est de 18,845<sup>1</sup> 9<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.

La charge 17,546<sup>1</sup> 19<sup>s</sup> 9<sup>d</sup> obole.

Ce compte fut signé le 4 mai 1575. — « 2,000 livres tournois, ordonnées par l'assemblée générale du 23 avril 1573, estre prinses sur les deniers d'octroy de ce compte, et estre mises aux mains de Jean Rouxeau pour employer aux fraiz et despances de la conduite de six pieczes de canons de batrie, depuis le chateau jusques devant la ville de Montagu, suivant ce qui auroit esté mandé par Monseigneur le duc de Montpancier, gouverneur et lieutenant general pour le Roy en ce pays. — 1,433 livres, 10 sous, quatre deniers tournois, employées aux mises qu'il estoit requis de faire pour les réparations et fortifications de la ville. » — Trois états « en abrégé, » des recettes et dépenses, des deniers levés, pour l'acquit des dettes, réparations, entretien des ponts et fortifications de la ville de Nantes, par G. Rabillard. — Apurement du compte (restes et deports) rendu par le même « pour subvenir aux fraiz à causes des guerres, voitures et conduictes de plusieurs pièces d'artillerie envoyées aux champs, pour le service du Roy et soulagement de ses subjectz. » — Ordre au procureur-syndic de présenter à la Chambre des Comptes, les lettres du Roy portant validation du compte de Rabillard. — Requête de ce dernier, pour être payé de ce qui lui reste dû sur son compte. 1576.

CC. 123. (Liasse.) — 1 cahier de 42 f<sup>os</sup>, 1 de 28, 1 de 24, 1 pièce papier.

1578-1594. — « Appurement des comptes de Pierre Langlois, naguères receveur et miseur des deniers communs et d'octroys de la ville de Nantes, durant deux années et demye, 1<sup>er</sup> juillet 1578, au 31 décembre 1580, pour raison des débets, parties rayées et tenues en souffrance du compte par luy rendu, conclud le 28 juin 1584. »

Mise claire, 8,824<sup>1</sup> 24<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

Recette, 8,824<sup>1</sup> 24<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

Ce compte, comme le précédent, concerne les deniers perçus en vertu des lettres patentes du 2 mai 1574. Il contient des renseignements, sur l'acquisition de l'Hôtel Bizard (la Mairie actuelle), et sur les réparations qui furent faites pour l'approprier à sa nouvelle destination. — Au 68<sup>e</sup> feuillet de son compte, « ledit Langlois auroit demandé mise de 5 escuz tiers payés à M<sup>e</sup> Jan Couvrechef, maistre menuziers, pour avoir defaict et desmembré les grandes armoires de noyer, où on retire les lettres de ladite ville, qui estoient en la maison de ville aux Changes; et icelles armoires avoir rejointes et redressées en la maison commune de ville scize en la rue de Verdun, et y avoir adjousté et fourny grand nombre de planches. Au même, 17 escuz, 15 sols tournois, pour avoir faict neuf grandes armoires propres à mettre les lettres de la ville. — Au 83<sup>e</sup> feuillet, demande mise de 40 escuz sols, paiez à Nicolas Thebault, menuziers, pour avoir faict et basti le bureau de la Mairerie, en ladite maison commune, consistant en deux bancz de boys de noyer de douze pieds et demy de long, les doussiers à panneaux de taille, ung huissée au milieu avecque une grande table de chesne pour ledit bureau de la longueur desdits bancz; et les treteaux de boys de noyer tournez, à six tirettes et layettes en ladite table, ensemble un petit tablier de boys de chesne. Aussi, demande mise de 3 escuz, un tiers paiez à Mathurin Mettier, sellier, pour avoir embourré, cousu et troussé le drap vert des bancs et tredoux du bureau desdits sieurs maire et eschevins. — Au 158<sup>e</sup> feuillet dudit compte, demande mise de 200 escuz paiez à André Ruyz, pour son remboursement de pareille somme, par lui avancée et payée au capitaine Carnes Valmy (?), lieutenant de monsieur le mareschal de Rays, sur les galleres du Roy estant au port de Nantes, et à luy ordonnés par ladite ville pour faire voyage avec la gallere royale et équipage d'icelle, pour courir sus et faire retirer au port de Nantes, les deux galleres du cappitaine Pollmille (*sic*) et Artruytia qui estoient à l'entrée de la rivière de Loyre, à la bousche de la mer, pillant les vaisseaulx entrans et sortans de ladite rivière, et empeschans le libre traficq et commerce de ladite ville, suyvant certaines lettres du Roy, du 9 septembre 1580 — « Autre appurement du compte rendu par le même pour raison des deportz, notatz et injonctions pro-

cedans du compte des recettes et dépenses de pareille époque, conclu le 27 juin 1581. »

Charge de la mise claire 2,218 écus 26<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> obole.

Par déport 31 » 16<sup>s</sup>.

La charge monte 1,839 » 27<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>.

« Au 252<sup>e</sup> feuillet, fut déportée la somme de 40 écus ordonnée par les maire et échevins, pour un voyage fait à Champigny, devers Monseigneur et Madame de Montpencier, leur faire entendre les affaires de ladite ville, et faire présent à ladite dame de 3 ou 4 livres de soye platte de couleur, des plus belles qui se pourroient trouver, et à Monseigneur le prince de Dombes, des confitures exquisés et liquides, qu'il avoit esté commandé à cedit comptable d'achapter. — Au 253<sup>e</sup> feuillet, à Diago Gometz, portugays, 53 écus pour huit livres de soye platte d'Espagne, de couleur. — Au 256<sup>e</sup> feuillet, fut deporté, soubz le nom de J. Rousseau, hoste de la *Belle-Image*, la somme de 62 écus, 24 sols tournois, pour la nourriture et entretenement de vingt-quatre chevaux de la suite de M<sup>sr</sup> le duc de Montpencier et de Madame sa compaigne, durant treze journées. »

« Compte particulier et extraordinaire que maistre Pierre Langlois, rend au Roy, pour raison de la dépense par luy faicte durant les années 1579 et 1580, des deniers qu'il a receuz par manière de prest, d'aucuns particulliers, habitans de ladite ville de Nantes les ungs sans interestz et les aultres à interestz, pour le recouvrement et restablisement en ceste dicte ville de la séance de la Cour de Parlement de cedit pais et duché, conclu le 28 juin 1581. »

Somme de la mise claire 2,973 écus, 37<sup>s</sup> tournois.

Par déport 230 écus.

La charge 2,833 écus tournois.

« A Monsieur l'evesque de Nantes, 500 escus à luy ordonnés pour le voiage qu'il a esté prié de faire avecq les autres depputez pour le recouvrement de la séance du Parlement en ceste ville de Nantes. » — Compte rendu par le même, le 29 juillet 1591. Deux extraits, l'un signé par le maire et plusieurs autres personnes, l'autre sans signatures.

CC. 124. (Liasse.) — 2 pièces papier.

1586-1588. — Extrait de la déduction du compte quatrième et dernier de Henry Ameline, pour le temps de deux ans, finis en décembre 1586, vu à la Chambre des Comptes, le 22 juin 1587. — Acte sem-

blable pour le compte de défunt Jean Delaunay, en date du 4 mai 1588.

CC. 125. (Registre.) — In-folio, papier, 159 f<sup>os</sup>.

1577-1578. — « Compte que rendent au Roi, par devant vous nosseigneurs des Comptes, Janne Julien, vefve de feu Jean Delaunay, en son vivant receveur et miseur des deniers communs de cette ville de Nantes, et Gilles Delaunay, au nom et comme tuteur et curateur des enfants mineurs dudit deffunt Jean Delaunay et ladite Jeanne Jullien, de la recepte et despence faicte par ledict deffunct Jean Delaunay, d'une année et demye commencée le 1<sup>er</sup> janvier 1577, finie le dernier juing 1578. » Les dernières pages de ce registre étant tombées en poussière ne permettent plus de donner la balance des recettes et dépenses de ce compte qui fut présenté le 27 février 1580. Sur une feuille plus petite, intercalée dans le registre, on lit cet article, au milieu des autres complètement effacés : « Item pour vingtz huit hommes de guerre, mys pour la garde du chateau de Nantes, poux six moys (feubvrier a juillet), à raison de 480 livres par raison desdits six mois 2,880<sup>l</sup>. — Au procureur du jeu royal de l'arbalestre 23<sup>l</sup> 8<sup>s</sup>, pour les parties royales, à raison de 5 sols monnoye par chacun dismanche, durant une année et demye. — A Monsieur Hillaret, religieux de l'ordre de Saint-François et docteur théologal de la ville d'Orléans, 20 livres tournois, pour avoir durant le caresme presché et annoncé la parolle de Dieu en l'église Saint-Pierre. — Aux prebstres du cueur de S. Saturnin, et aux chantres de la Sallette de S. Pierre, 29 livres tournois, pour avoir dict et célébré, à notte, la messe du Saint-Esprit à l'issue de la réception de maire (il s'agit de l'installation de M. Michel Loriot, sieur du Fief, le 2 janvier 1577). — A Jean Burot, vitrier, 17<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> pour avoir remonté et habillé presque de neuf les vitres de la salle où se tient l'audiance des juges-consuls de ladite ville, en l'église des Carmes. — A Jean Gaudin, imprimeur, demeurant en ceste ville de Nantes, 7 livres tournois, pour avoir imprimé, fourny et moullé plusieurs coppies et vidimus des ordonnances du Roy, pour le faict, reiglement et police des gens de guerre tenans les champs. — A François Bellamy, la somme de 30 sols tournois, pour la vente et livraison par luy faicte de deux clochettes, baillées à Mathurin Destouches, chartier, pour mettre au col de ses chevaux, pour advertir les habitans de curer les rues advant le passage du chariot, suivant les or-

donnances desdits maire et eschevins. — A M<sup>e</sup> Jean Gaudin, imprimeur juré de cette ville, cent sous tournois, pour avoir imprimé 200 ordonnances et commissions, touchant la geauge de la fustaille mesrain et sercle. — A Pierre Monteguere, menuisier, 42 livres, pour avoir faict et dressé en l'église St-Pierre, un banc neuf, bois de chesne, pour servir de siège au corps de Messieurs de la ville, pour ouyr et entendre les prédications qui se font en ladite église, conforme aux bonnes villes de ce royaume. »

CC. 126. (Registre.) — In-folio, papier, 162 f<sup>o</sup>.

1578-1580. — « Compte que rend au Roy nostre sire par devant vous nos seigneurs de ses comptes en Bretagne, Pierre Langlois, recepveur et miseur de ceste ville de Nantes, de la recepte et despence par luy faict desdits deniers commungs, durant le temps de deux années et demye, commencé le 1<sup>er</sup> juillet 1578, et escheues le dernier décembre 1580. » (Coppie).

Mise claire 8,717 écus 37 s 40 d obole.

Par deport 1,839 s 27 d 1 d.

La charge 10,283 s 8 d 5 d obole petite tournois

Ce compte fut conclu à Nantes, le 27 juin 1581. — A Mathurin Doucet, tabourin, et Michel Jugon, phiffre de la ville, 165 écus pour deux années et trois quartiers échus, à raison de 8 écus pour le tabourin, et 7 pour le phiffre. — A François Boucher, libraire, demourant audit Nantes, 6 écus, 30 sols tournois, pour la vente et livraison de deux vollumes et cahiers des ordonnances générales de France, reliées en peau de cuyr de veau rouge et doré, en relieure de Paris. — A Gratien Certain, 4 écus et demy, pour avoir faict ung livre en vellin, contenant trente-six peaux de vellin, couvert et rellié de cuir de veau tainct en noir et doré sur la couverture, fermant à crochet de cuivre, pour mettre et escrire les noms et surnoms des maires, eschevins, procureurs, scinditz et greffiers de ladite ville, qui ont esté depuis la creation de la Mairye et seront pour l'advenir. Audict Certain, ung escu, quinze sols, pour avoir doré les fueillets dudict livre et l'avoir réglé de rouge par dedans chacun fueillet (1). — A un fondeur 3 escus, 39 sols tournois, pour la façon de sept petites clochettes faictes pour servir les nuictz aux sentinelles des gardes des habitants de ladicte ville. — A M<sup>e</sup> Pristin Pelletier, 400

(1) C'est l'original du *Livre Doré*, disparu à la fin du siècle dernier.

escuz sol, à lui ordonnez par les sieurs maire et eschevins, pour son remboursement de pareille somme par luy payée et advencée à M<sup>e</sup> Jacques Macé, à present principal du colleige de Saint-Clément, qui luy avoit esté promise pour sa conduite, fraiz et mise de luy et de ses régens de ladite ville de Paris, en ceste ville de Nantes, et y exercer la discipline escolastique audict colleige. — A M<sup>e</sup> Mathurin Pageot, maistre abilleur des rompures de membres et os de personnes, et chevallines, et bestes animalles, 40 escuz à luy ordonnés, pour luy aider à paier le louaige de la maison dans laquelle il se tient, à la charge de demourer et resider en ceste dicte ville, pour ceulx qui auroient besoing et mestier de son aide audict estat de rabilleur. — A M<sup>e</sup> Jehan Adet, maistre victrier et painctre, 13 l 55 s 7 d tournois, pour les tableaux, chapeaux de triumphes, escussons, armoiries et autres choses par luy faictes, à la venue de monseigneur le prince Daulphin en ceste ville de Nantes. »

Ce compte renferme de nombreux détails sur l'appropriation et la construction des bâtiments du collège de St-Clément, qui venait d'être érigé par l'administration municipale.

CC. 127. (Registre.) — In-folio, papier, 224 f<sup>o</sup>s.

1586-1589. — « Comp[te.....] et dernier que rend au Roy [nostre syre par de] vant vous nosseigneurs les gens de ses comptes en Bretagne, M<sup>e</sup> René Mocquart, naguères receveur et miseur des deniers communs et patrimoniaux de ceste ville de Nantes, des receptes par luy faictes desdits deniers durant trois années et demyes, qui ont commencé le premier jour de janvier 1586, et finy le dernier jour de juing 1589. » Copie collationnée et signée par les auditeurs des comptes Le Feure et Martel.

Mise claire 16,576 écus 33 s 1 d obole.

Par deport 369 s 51 d 6 d.

La décharge 14,647 s 2 d 10 d.

« A vénérable et religieuse personne, Jacques Bossu, 6 escuz sol, par forme de don, pour avoir presché et annoncé la parolle de Dieu, en l'église cathédrale, durant le caresme de 1589, suivant et continuant la bonne et louable coustume de ladite ville » (1). — Chaque année, à cette époque, la ville payait aux quatre couvents, Jacobins, Cordeliers, Carmes et religieuses de Sainte-Claire, deux écus, à chacun un

(1) Le Bossu fut un des plus ardents ligueurs, entièrement dévoué au duc de Mercœur.

demi-écu pour « leurs chandelles de Noel, » et autant pour « leurs sierges pasquals. » — A reverand père en Dieu, Adam, évesque de Majoue au royaume d'Ibernye ou Irlande, 6 escuz sol, à luy ordonnés par aulmosne que la ville lui auroict faicte en considération de sa pauvreté et vieillesse, et de son exil et bannissement de son pays par la force et violance des hereticques du dict pays d'Irlande ou Ibernye, et de la Roynie d'Angleterre qui l'auroit chassé, spolié et mys hors de son pays et bénéfice, et pour luy donner moyen de s'en retourner à ses affaires. — Aux religieux et couvents des Carmes, 5 écus sol, pour avoir faict dire et celebrer la messe deux foyz la semaine, en la chapelle de la Maison Commune de ville aux jours de lundy et jeuedy, qui sont les jours de bureau, durant la demye année. — A maistre Jacques Macé, principal du collaige de Saint-Clément lez ceste ville de Nantes, 53 escuz ung tiers; sçavoir : 20 escus sol, pour le payement du presbtre qui dict par chacun jour, la messe audict collaige; 3 escuz, 20 sols qui est pour ayder à payer les deniers du prieuré de St-Julien de Vouvantes (1); et pour une année de ses gaiges, du premier octobre 1587 au dernier octobre 1588, 26 écus deux tiers. — A Pierres Hilerin, pintier, 21 écus, deux tiers, pour 655 livres de plomb en table qu'il auroict fourny pour ladicte ville, mis et employez à faire une gouttière sur la maison de l'Arcenac, où est logée et serrée l'artillerye en la maison de ville, a raison de dix livres tournois par chacun cent. — A Nicolas Desmarestz, maistre imprimeur en ceste ville de Nantes, 40 sols tournois, pour avoir imprimé 50 commissions de Messieurs du siège présidial, envoyées es paroisses circonvoisines, tant du costé de la rivière que decza, en cest evesché, pour venir travailler à porter la hoste à la Villeneuve et Pirmil. — A noble homme Julien Charette, sieur de Coueron, provost dudit Nantes, 48 escuz sol, restant de la somme de 68 escus, à lui taxée et ordonnée par Messieurs les maire et eschevins, pour le temps de 17 journées qu'il auroict vacqué, tant allant, venant que sejourant aux Estats Généraux de ce pays, tenuz en la ville de Kempercourantin, au mois d'octobre 1586, à raison de 4 escuz par chacune desdites journées. — A Janne Grimaude, la somme de six escuz et demy luy ordonnée pour deux bas de chausses de coulleurs, qui auroient esté presentez et donnez au sieur de Vauldre, qui auroit esté prié de

(1) Ce bénéfice était annexé au collège.

la part de Messieurs de la ville, pour aller au chateau de Montagu, pour conferer avec le capitaine dudit lieu, pour la conservation de ceste ville, ce qu'il auroict faict. — A M<sup>e</sup> François de Bodieu, sieur des Courants, grand vicaire de Monsieur l'évesque de Nantes, 10 escuz sol, à luy ordonnés pour son remboursement de pareille somme, par luy payée à un ingénieur qu'il auroict faict venir exprès du commandement de Monsieur le gouverneur en ceste ville, pour trouver invention de faire des fontaines, pour la commodité dudit sieur et des habitans d'icelle, pour les frais qu'il aurait convenu faire pour ledit ingénieur (ce projet n'eut pas de suites). — A Jacques Cocquet, maistre peintre, 20 escuz sol à luy ordonnez, pour avoir portrayz et paintz en grands tableaux Messieurs de la Branchoyre Marques, maire de ladite ville en 1585, et de la Noc Fruneau, aussy maire, durant les deux années premières de ce compte, ainsy que les precedans maires d'icelle. — A M<sup>e</sup> Antoine Baudier, concierge et garde de la Maison Commune de ville, la somme de 200 livres tournois, vallans 66 escus deux tiers, pour la despance de la beuvette de messieurs les maire et eschevins, pendant l'année 1586. »

CC. 128. (Registre.) — In-folio, papier, 324 f<sup>os</sup>.

1589-1591. — « Compte premier et dernier que rend au Roy, nostre sire, par devant vous nosseigneurs les gens de ses comptes en Bretagne, maistre Guillaume Rouxeau, naguères receveur et miseur des deniers communs et patrimoniaux de ceste ville de Nantes, et d'octrois levez pour les fortifications, reparations et emparementz d'icelle..... des recepte et despense faicte par ledit Rouxeau, durant le temps de deux années, qui ont commencé le 24 juing 1589, fini à pareil jour 1591. »

Total de la depense à claire,	13,132 <sup>1</sup> 38 <sup>s</sup> 8 <sup>d</sup> .
Par déport,	608 <sup>1</sup> 56 <sup>s</sup> 6 <sup>d</sup> .
La recepte,	8,461 <sup>1</sup> 9 <sup>s</sup> .

Ce compte clos le 17 juin 1594, n'est qu'une copie authentique, ainsi que l'apprend cette mention finale : « Il est ainsi en l'estat final du compte original, retenu en la Chambre des Comptes. Signé : J. Meriaud. — A maistre Jan Bricquet, maistre maczon et architecte de ceste ville de Nantes, dix escuz sol, pour une demye année de ses gaiges d'architecte et maistre maczon. — A Monsieur frère Jacques Le Bossu, docteur en la faculté de théologie de Paris, 6 escuz sol de don, pour avoir presché et annoncé la parole de

Dieu en l'église cathédrale de Nantes, au caresme de 1591 (1). — A Jean Delafosse, maitre masson, 6 escuz sol, pour ses peines et vacations d'avoir taillé et mis une pierre de Saint-Aignan, au lieu et place d'une autre qui estoit à l'entrée du tombeau et sepulcre du duc et de la royne Anne, qui auroit esté rompu au couvant des Carmes de ceste ville. — Trois escuz sol, un tiers pour le nombre de huit lanternes baillées et fournyes, sçavoir : sept aux sept capitaines de la ville et une à celui de la Fosse pour servir aux rondes de nuit aux gardes ordinaires et extraordinaires de la ville et faubourgs, à raison de 25 sous tournois par chacune. — A l'un des maistres boullangers, 5 escuz ung tiers, pour la faczon de deux pains bénis, chacun de la fleur d'un septier de froment, donnés à l'église de Notre-Dame, le dimanche précédant le premier jour de l'an 1590, et l'autre le jour de la réception de M. du Tertre, maire. — A Jacques Cocquet, maistre peintre et vitrier, 7 escus sol et 10 sous tournois, pour trois douzaines de pannonceaux faits sur taffetas blanc et noir, sçavoir : six grands aux armes de M. le duc de Mercœur, gouverneur, de Mesdames de Mercœur, de Martigues et de Joyeuse, de Messieurs les présidens de Velly, Carpentier et maire continué, et le surplus aux armes de la ville pour Messieurs du corps, anciens maires et cappitaines, présentés le 2 janvier 1591. — A maitre Jean Gicquel, recteur de Saint-Clément-lez-Nantes, 19 escus sol, 20 sols, pour son remboursement de pareille somme des réparations par luy faites, par l'ordonnance de mesdits sieurs, pour la deffense et garde dudit faubourg. à l'encontre des courses, incursions et ravaiges des ennemis. »

CC. 129. (Cahier.) — In-folio, papier, 28 f<sup>os</sup>.

**1589-1590.** — « Bref estat que vous présente sire Guillaume Rouxeau, recepveur et miseur des deniers communs et d'octroy de la ville de Nantes. Et premier sçavoir est, commenczant à la Sainct Jehan-Baptiste dernière passée 1589. »

Ce compte, sans date ni signature, semble fait pour l'usage spécial du receveur qui commence chaque article par la formule : « j'ay receu..., j'ay payé. » Les paiements, inscrits par mois, s'étendent du mois de juillet 1589 à juillet 1590 inclus.

(1) Fougueux ligueur, ardent partisan du duc de Mercœur ; voir Travers, t. III, p. 58.

La recette est de 9,970 écus, 46 sous.

La mise 12,464 écus, 46 sous (1).

« Mémoire du nombre des gens des paroisses des champs, qui sont venus travailler sur la Motte Saint-André, jusques au nombre de 4,547 hommes, que j'ay poyez à 2 soulz par jour, 116 écus. Item, j'ay poyé à 550 Lamballays qui ont travaillé à ladite Motte Saint-André, à dix soulz pour jour chacun, qui est pour les tous 87 écus et demy. Item, j'ay poyé pour 854 hommes qui ont travaillé au fort de la Grosse tour et au fort du Moulin à Harnoy, depuis le 12 may 1590, au pris de 3 soulz pour jour, suivant les ordonnances et reiglement, 42 écus, 42 soulz. » Ce compte contient également différentes mises pour les travaux des fortifications de la Ville-Neuve (le Marchix).

#### Guerres de Religion et de la Ligue.

CC. 130. (Cahier.) — In-folio, papier, 14 f<sup>os</sup>.

**1588-1590.** — « Compte particulier et extraordinaire de maitre René Mocquart, receveur et miseur des deniers communs et d'octroi de la ville de Nantes, de la recette par lui faite en l'année 1588, des deniers destinez pour employer aux munitions de guerre des régiments de Saint-Paul et de Jarzay, et présenté le 30 janvier 1590, conclu le 19 février suivant. »

Somme de la mise 1,155 écus, 1 tiers d'écu.

— de la charge 1,136 écus, 55 sous.

En tête se trouvent : le mandement d'Henri III, daté de Bray, le 22 août 1588; les lettres du duc de Mercœur, datées de Nantes, le 15 octobre 1588; l'extrait des registres du greffe de la Maison Commune de ville, assemblées générales des 15 et 17 octobre. (Voir série BB. 21.) Le miseur des ponts, donna 633 écus un tiers, le reste fut prélevé sur les deniers d'octroi.

CC. 131. (Cahier.) — In-folio papier, 26 f<sup>os</sup>.

**1585-1590.** — « Compte particulier de maitre René Mocquart, naguères receveur et miseur des deniers communs et d'octroi de ceste ville de Nantes, des recepte et despence par luy faicte des deniers destinés pour faire les frais de démantèlement du chasteau et forteresse de la ville de Montagu, en laquelle charge auroit esté choisy dès le 24 decembre 1585. Présenté le 16 decembre 1589, et conclu le 1<sup>er</sup> juin 1590.

La mise claire est de 4,569 écus 49 s 6 d.

La charge est de 4,459 écus 46 s 6 d.

(1) Ces totaux, toujours exprimés en chiffres romains, le sont ici en chiffres arabes, pour plus de facilité.

En tête, est la nomination, la prestation de serment de R. Mocquart, et la délibération de l'assemblée générale du 18 août 1586 (1), pour le « démolissement » de cette forteresse. — « A Michel Juchault, sieur de la Bourderie, commis à faire la despence du démentement dudit lieu de Montagu, 500 escuz » à quatre reprises différentes : soit un total de 2,000 écus. — « Aultre despence de deniers payez par ledit Mocquart, miseur, tant pour la conduite des maczons, charpentiers, manœuvres et autres artizans qui auroint esté faitz conduire de ceste ville jusques audit lieu de Montagu pour faire ladite démolition, que pour achapt de barres de fer, picz, palles et autres utancilles nécessaires pour ledit démolissement que pour la conduite des deniers y envoyés, ainsi que plus amplement sera cy après déclaré; laquelle despence a esté vérifiée en Maison de ville par lesdits sieurs. »

CC. 132. (Cahier.) — In-folio, papier, 17 f<sup>os</sup>.

**1589-1590.** — « Compte particulier que rend maître René Mocquart, naguères receveur et miseur des deniers communs et d'octroi, des recepte et depence par lui faites de la somme de 1,800 escuz, qui auroint esté, suivant l'ordonnance et résolution prise au Conseil et assemblée générale, tenue en la Maison commune de ceste ville, le 10<sup>e</sup> avril 1589, empruntez d'aucuns particuliers, et qui ont esté employez au faict de la guerre en vertu des ordonnances particulières du sieur de Gassion, capitaine des ville et chasteau de Nantes, suivant ce qu'il en fut résolu en autre assemblée tenue le 12<sup>e</sup> dudict mois. »

La charge se monte à 1,800 écus.

La mise à 1,796 écus, 25 solz.

En tête, sont inscrites les délibérations des 6, 10 et 12 avril. La somme fut fournie par huit personnes, parmi lesquels MM. Des Monty, maître des comptes, d'Espinose, avocat, de la Court Boutin, ancien avocat, donnèrent chacun 400 écus, M. Foucault, garde du scel du présidial, 200, et MM. de Leriays Boutin, de la Greneterie Guillope, Rogues, médecin, et Pierre Blouyn, commis du greffe, chacun 100 écus. — « A cent hommes de guerre harquebuziers a pied, estant soubz la charge et conduite du capitaine Rochefort, desquels la monstre et veue en auroict esté faicte en armes au lieu de Vretays, le 12 avril 1589, par Jacques de Bardin, sieur dudit lieu, et François Caris, com-

missaire et controleur extraordinaire des guerres, à ce commis et deputez par ledit Conseil et assemblée, tenue en ladicte Maison de ville, le 12<sup>e</sup> d'avril 1589, encorre que par le rolle de ladite compagnie, par vice ou erreur de clerc, il soit dict qu'ilz aient esté commis et deputez par monseigneur le duc de Mercœur, la somme de 400 escuz, payée comptant, sçavoir : au capitaine, 35 escuz deux tiers; au lieutenant, 18 escuz deux tiers; à l'enseigne, 12 escuz à ung sergent, six escuz deux tiers; aux fourrier, tabourin et piffre, chacun 3 escuz tiers, 10 escuz tiers; à quatre caporaux, chacun 5 escuz tiers, qui est 21 escuz tiers; à quatre lanspessades, chacun 4 escuz tiers, qui est 17 escuz tiers, à quatre autres chacun 4 escuz, qui est 16 escuz; à quatre autres chacun 3 escuz 2 tiers, quatorze escuz 2 tiers; à huit armez de corceletz et portant sallades, chacun 3 escuz 2 tiers, 29 escuz tiers; à douze harquebuziers morionnez, chacun 3 escuz 2 tiers, 44 escuz; à dix autres, chacun 3 escuz tiers, 33 escuz tiers, et à quarante-sept autres, chacun 3 escuz, 141 escuz. Le tout pour leurs soldes et apoinctement d'ung mois de la présente année.

CC. 133. (Cahier.) — In-folio, papier, 16 f<sup>os</sup>.

**1588-1590.** — « Compte particulier que rend au Roy, nostre sire, maître René Mocquart, naguères receveur et miseur des deniers communs et d'octroy, des recepte et depence des deniers empruntez par la dicte ville d'aucuns particuliers, habitans d'icelle ville et forsbourges, denommés en ung estat et rolles arresté en ladicte Maison commune, le 2<sup>e</sup> d'aooust 1588, et ce suivant l'assemblée générale tenue le 26<sup>e</sup> de juillet audict an, en vertu de la commission de monseigneur le duc de Mercœur, gouverneur de ce pays, dudict jour, le tout cy devant transcript, pour ayder à parfaire la somme de 3,333 escuz ung tiers, accordée par forme de prest à mondict seigneur le duc de Mercœur avecq promesse de la faire remplacer, pour ayder à payer, nourrir et entretenir les gens de guerre, tant de cheval que de pied qu'il auroict esté contrainct lever afin d'empescher les incursions et voye d'hostilité que faisoient journellement les ennemys jusques à Piremil, Pontrousseau et ailleurs, près ceste dicte ville, pilloint et gastoint tout le pays. Lesquelz avoient leur refuge à Chollet, la Garnache et Montagu, et s'y fortifioient de jour en aultre. Parce que la dite ville, en son corps, s'obligerait envers lesdits habitans parti-

(1) Le registre de 1584 à septembre 1586 manquant à la série BB, cette délibération ne se trouve pas ailleurs.



culliers qui presteroient ladicte somme de icelle rendre dans ung an ensuivant, avecq les interestz à la raison du denier vingt. Au désir duquel role ledict comptable a receu seulement les sommes dont il faict recepte cy après, n'ayant peu recevoir le reste des sommes portées par ledict rolle quelques dilligences qu'il en ait peu faire pour le recouvrement d'icelles. »

La charge se monte à 2,175 écus.

La mise à 2,500 écus.

En tête de ceux desquels le receveur ne put rien toucher se trouvent les chapitres de Saint-Pierre et de Notre-Dame, les curés de la ville et des faubourgs, les juges et conseillers du présidial, le prévôt de Nantes, et les noms d'un grand nombre d'habitants.

CC. 134. (Registre.) — In-folio, papier, 140 f<sup>os</sup>.

1588-1590. — « Compte extraordinaire que rend au Roy nostre sire, maître René Mocquart, naguères receveur et miseur des deniers communs et d'octroy de ceste ville de Nantes, des recepte et dépence par luy faictes, durant le temps de sa charge, des deniers destinés pour les frais de la guerre, et qui ont esté empruntés ainsi qu'il conste par les actes des assemblées communes de ladicte ville cy-devant insérées, des 23 novembre 1588, 28 avril 1589 et autres qui seront rendues cy après. »

La mise claire est de 10,755 écus, 34 sols.

La charge 10,755 écus, 34 sols.

Ce compte conclu à Nantes, le 26 juin 1590, porte la mention : collationné à l'original, par nous, René Oger, conseiller (à la *Chambre des Comptes*) et auditeur dudit compte. Les noms des principaux habitants des neuf paroisses de la ville sont cités en regard des sommes fournies, de même que bon nombre des noms de ceux qui ne voulurent rien donner. — « A Jehan Binet, gabarrier, 10 escuz sol, pour avoir voituré et mené depuis ceste ville jusques à Saint-Mesmes, distance de 17 à 18 lieues, à passer par la bouche de Veue, à travers les marais, la quantité de dix-huit mille pains de munitions, envoyés de la part de ceste ville, pour la nourriture de l'armée de Poictou, estant lors aux sièges de Beauvoir et de la Garnache. — Au sieur de la Ragotière Hachon, naguères l'un des conseillers et eschevins de ladite ville, la somme de 6 escuz sol, à luy taxée et ordonnée par messieurs les maire et eschevins, pour les fraiz et depence du voiaige, par luy et le sieur Lefebvre, fait vers le seigneur duc de Nevers, jusques aux lieux de Sainte-

Pazanne et le Pellerin, suivant sa commission, affin de le supplier de ne permettre sadicte armée approcher et passer au long et près de ceste dicte ville. — Autre despence faicte touchant la démolition et razement entier des ville et chasteau de Montagu, ainsi que plus amplement de ce sera faict mention au chapitre cy après. — A Nicolas Desmaretz, maistre imprimeur, en ceste ville, ung escuz sol deux tiers, pour avoir imprimé cent commissions de M. le seneschal de Nantes, envoyées en dilligence aux paroisses circonvoisines, touchant le faict de Montagu, pour la démolition de la dicte place. — A ung boullanger, 51 escuz 2<sup>s</sup> pour la quantité de 4,593 pains de munition,ournys du commandement de la ville pour la nourriture de ceux qui estoient deputez pour le razement des ville et chasteau de Montagu, à raison de 8 deniers tournois par pain. — Au sieur de la Gendronnière, capitaine Levavasseur, pour luy et trente hommes soldatz qui l'auroient assisté à la conduite de l'artillerie, depuis cette ville jusques à Nort, pour mener au siege de Vitré, du commandement de monseigneur le gouverneur, à raison de demy escu chaque soldat, où ilz auroient sejourné par le temps de deux jours, 15 escuz sol. — Par ordonnance du 20<sup>e</sup> may 1589, sur ce que monsieur le soubz maire auroict proposé au Conseil, touchant le faict des gallères et folsatz d'icelles estantes à la Fosse, qui sont à present habandonnées du tout par le sieur marquis de Bellisle, à quoy il estoit besoing d'y pourveoir afin de les conserver et maintenir, admonestant l'assemblée dudit Conseil d'y adviser et délibérer lors présentement, veu que ledit sieur marquis auroict mandé à ceste ville d'y donner tel ordre de les nourrir comme elle verroit, attendant l'avis et résolution de monseigneur le gouverneur, auquel ladicte ville en auroict cy devant escrit; d'ailleurs que de paravant icelle ville auroict fait faire par ledit Mocquart, la despance desdits folsatz et des soldatz qui les gardoint, sçavoir : pour lesdits folsatz à raison de 8 l. par chacun jour et ausdits soldatz ung escu aussi par chacun jour. L'affaire mise en délibération, et affin de maintenir et conserver lesdites gallères et folsatz si faire se pouvoit en l'obeissance de mondit seigneur le gouverneur, auroict esté ladite despance approuvée sans tirer à conséquence, et sauf à repeter lesdits deniers vers ledit sieur marquis de Bellisle, » il fut alloué 62 écus deux tiers.



CC. 135. (Cahier.) — In-folio, papier, 28 f<sup>os</sup>.

**1589-1592.** — « Compte premier que rend au Roy, maistre Pierre Fascheu, commis par messieurs les maire et eschevins de la ville de Nantes, à faire la recepte des deniers provenans des trante solz sur chascune pipe de vin du creu, hors la compté dudit Nantes, et aultres debvoirs permis et accordez par monseigneur le duc de Mercœur, gouverneur dudit pays aux habitans de ladite ville, faire lever sur les marchandises menées et conduittes sur la rivière de Loyre et par terre du costé de Poytou, pour les deniers en provenans estre employez aux frais de la guerre et entretenement d'une compaignie de chevaux legiers et arquebuziers à cheval pour la conservation d'icelle, de la recepte et despance par luy faicte desdits deniers durant une année, commencée le 1<sup>er</sup> juillet 1589, finye le dernier jour de juing ensuivant, en vertu des lettres de permission de M<sup>re</sup> le duc de Mercœur, du 28 juing 1589. (Coppie collationnée par moy, procureur du comptable, Signé : Couyllaud). » Ce compte fut arrêté au Grand Bureau, le 24 novembre 1592.

La mise claire est de 528 écus 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> obole.

Par deport 8,289 écus 50<sup>s</sup>.

La charge 9,090 écus 35<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>.

La mise comprend : la solde et le payement des gens de guerre ; les achats de poudres et munitions pour la ville de Nantes ; deniers remis au miseur, et autres, pour les fortifications et affaires urgentes de la ville ; les gages des préposés à la perception des devoirs qui forment la recette.

CC. 136. (Cahier.) — In-folio, papier, 36 f<sup>os</sup>.

**1590-1592.** — « Compte second de maistre Pierre Fascheu,..... de la recepte et despance par luy faicte des deniers provenant des mêmes debvoirs et permission que le numéro précédent, durant une année, unze moys, commancez le 1<sup>er</sup> juillet 1590, et finyz le dernier jour de may 1592. Coppie collationnée à l'original. Signé : Oger, auditeur des comptes. »

La mise claire est de 96 écus 17<sup>s</sup> tournois.

Par deport 23,347 écus 44<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> obole.

La charge 23,504 écus 45<sup>s</sup> 11<sup>d</sup> obole.

Ce compte arrêté au Bureau le 7 mai 1593, est la suite du précédent, mais contient des articles plus détaillés.

« A Gilles Desbouillons, dict Lorloger, 590 escuz sol, pour le paiement de 29 pipes de vin et ung poinçon, tant blanc que clair, d'Anjou et d'Orléans, pour partye du reffreschissement qui auroict esté présenté

de paravant, de la part de ceste dicte ville aux principaux cheffz et conducteurs de l'armée d'Espagne, lors naguère venue à Saint-Nazaire, pour le secours des catholicques. — A deux marchands maistres bouchers, 540 escuz sol, 26<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> tournois, pour la chair de 29 bœufs, qui a pezé 14,266 livres, à raison de 20 deniers chascune livre, et 173 moutons au pris de 50 solz tournois pièce, de paravant acheptez par messieurs les maire et eschevins, davecq lesdictz marchans. — La somme de 57 escuz et demy, pour la quantité de 150 livres de pouldre fine à canon d'Italie, livrée à ladite ville, au prix de 23 solz la livre, estante en dix barilz. La somme de 25 escuz sol, 12<sup>s</sup> tournois pour 108 livres de grosse pouldre de munition, livrée à la ville, au prix de 14 solz la livre. — Au capitaine Chesnevert, 280 escuz sol, sçavoir : pour une part 100 escuz par advance sur la monstre de sa compaignye, mise sus pour la conservation des habitans de ladite ville de Nantes, et des fruitz et levées d'iceulx. Laquelle somme de 200 escuz auroict esté payée par ordonnance verballe audict Chesnevert, et par assemblée commune tenue en la Maison de ville le 23<sup>e</sup> jour d'aougst 1591 (1), et dans laquelle après avoir ouy ledit Chesnevert, et la perte lors naguère faicte par icelluy capitaine en sa dicte compaignie estante à Veue..... »

CC. 137. (Registre.) — In-folio, papier, 108 f<sup>os</sup>.

**1589-1593.** — « Compte extraordinaire que rend au Roy nostre sire, maistre Guillaume Rouxeau, naguères receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroy de ceste ville de Nantes, des recepte et despance par luy faictes durant le temps de deux années, qui ont commencé au jour et feste de monsieur Saint-Jean-Baptiste 1589 et qui ont fini à pareil jour 1591, des deniers par luy receuz des habitans des parroisses des ville et faulxbourgs dudit Nantes, suivant et au désir des départemens cy après employés, selon et en vertu des assemblées générales tenues les 15 décembre 1589 et 11 septembre 1590, et autres deniers receuz de plusieurs particulliers cy apres nommés, pour employer aux réparations, fortifications, magazins, munitions et autres, nécessitez urgentes pour la seureté et deffiance de ladite ville. »

(1) Dans ce registre et les suivants, il est fait mention d'un certain nombre d'assemblées, dont il n'existe aucune autre indication. le registre 21 série BB s'arrêtant au 26 décembre 1589, et le registre 22 s'ouvrant à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1596.

Ce compte arrêté au Grand Bureau, le 11 février 1593, fut collationné à l'original, par Adam, auditeur des comptes. »

La mise claire est de 3,985 écus 21 s 10 d.

Par deport 4,116 écus 16 s 8 d.

La charge 12,330 écus 4 s 8 d.

Les extraits des procès-verbaux des assemblées générales des 15 décembre 1589, 11 septembre 1590, 12 mars 1591, sont inscrits sur les premières pages et au folio xiiij. Beaucoup de sommes sont allouées, par semaine, pour solder les ouvriers et manœuvres, sans indication du genre des travaux; d'autres sont pour achats de pierres, chaux, coupes de bois, locations de logis pour corps degardes, poudres. — « Aux religieux du couvent des Jacobins de ceste ville, 12 escuz sol, par forme d'aumosne, pour leur aider à retirer frère Guillaume Boucher, l'un des religieux dudict couvent, lors détenu prisonnier entre les mains des ennemis en la ville de Tours. — A deux voicturiers par terre, 12 escuz sol et demy, pour le voiaige, par eux et trois autres hommes, aussy voicturiers, fait avecq cinq chevaux de charge, depuis ceste ville de Nantes, du commandement verbal de messieurs d'icelle, jusques en la ville de Chasteaubrient, en dilligence porter du pain de munition et poisson, aux gens de guerre y estans, pour le recouvrement de la dite place, qui avoit esté prinse lors puis naguères sur les ennemis de la Sainte-Union, auquel voiaige ilz auroint esté par l'espace de trois jours et trois nuitz. — Despance faite pour la garnison de Veue, selon les ordonnances cy-après. — Autres fraiz faitz pour moulins à bras, ordonnez estre faitz construitz pour le service de la ville. — La somme de 367 escuz 6 s 4 d tournois, à laquelle se monte le présent fait par ceste dicte ville, tant en pain, chair, vin, savoir: boeufz, moutons, chappons et autres gibiers, paticeries, fruitz exquis, et autres choses mentionnées en l'estat de ladite mise, pour le rafraichissement de ladite armée espagnolle, suivant les assemblées des 10 et 11 octobre 1590. — A Lycentiado Yglyme, administrateur des soldats espagnolz, malades, de l'armée d'Espagne naguères venuz en ce pais pour le secours des Catholicques, la somme de 30 escuz. »

CC. 138. (Registre.) — In-folio, papier, 398 f<sup>os</sup>.

1591-1595. — « Compte premier particulier et extraordinaire de maistre Guillaume Monnyer, naguères recepveur et miseur des deniers communs et d'octroy

de la ville de Nantes, et particulièrement commis par monseigneur le duc de Mercœur et de Penthevre, gouverneur de ce pays et duché de Bretagne, et messieurs les senneschal, maire et eschevins dudict Nantes, à la recepte et despence tant des deniers prins et empruntez par advance d'aucuns particuliers habitants de ladicte ville pour les frais des sièges et prinse du chasteau de Blaing et autres places, (la Bretesche, Vue, la Courbejollière, la Salmonnière, Saint-Florent, Derval,) occupez par les ennemys du party de la Sainte Union des Catholicques, aux environs dudit Nantes, es années 1591, 1592, 1593, 1594, que de ceulx provenans des taxes et contributions tenues sur le général des habitants de cest évesché pour le remplacement desdictes avances, frais desdicts sièges et autres dépenses pour la communauté de ladite ville. » Ce compte collationné à l'original par Oger, conseiller, auditeur et rapporteur, fut arrêté au Grand Bureau, le 22 juin 1595. Il contient divers extraits de procès-verbaux d'assemblées générales, et en tête le mandement du duc de Mercœur, en date, à Nantes, du 4 janvier 1592, prescrivant de « procéder incontinant, et sans delay au département et cottization, le plus esgallement que faire se pourra de la somme de 46,940 escuz 9 s 8 d. »

La mise claire est de 77,048 écus 38 s 3 d.

La charge 73,484 écus 39 s 8 d.

Ce compte arrêté au Grand Bureau de la Chambre, le 22 juin 1595, porte la mention : « Collationné à l'original par nous conseiller et raporteur d'iceluy : Oger. — Deniers paieez pour les fraiz des sièges de Blaing, et autres places, cy devant occupées par les ennemys du party de l'Union aux environs de Nantes. Prest de deniers par le corps de ville au sieur Don Jouan de Aguilla, conducteur général de l'armée espagnolle audict siège, 4,000 escuz. Pour les munitions, pain, vin et autres choses. Frais de canon et conduite d'icelluy. Lief des pionniers et chartiers. Sallaires des maistres massons, charpentiers et autres artizans. Payemens et remboursemens des fraiz, mises et dépenses des capitaines et autres habitants de la ville, envoyés audict siège avecq soldats et munitions. — Autres deniers payez pour les fraiz tant des sièges et démolitions des places de Veuz, la Corbejollière, la Salmonnière, Saint-Fleurant, Derval et autres précédemment occupées par les ennemys aux environs de ceste ville, que pour le lief des sièges mis es camps par lesdits ennemys au devant des villes et chasteaux

de Craon et Rochefort. — A Cosme Mesnard, orpèvre, demeurant en ceste ville, la somme de 300 escuz, à luy ordonnée par lesdits sieurs maire et eschevins en leur ordonnance du 29 may 1592, pour la vente et livraison qu'il leur auroiet faite d'une chesne d'or du pois de 4 marcs demye once, de laquelle auroiet esté par ladicte ville fait pris et marché verbalement avecq ledict Mesnard; et de ladicte chesne fait don et présent de la part desdits sieurs maire et eschevins au sieur de la Saulzaye, l'un des mareschaulx de camp de l'armée de monseigneur le duc de Mercœur, gouverneur en ce pays, et par eulx baillée et délivrée en ses mains suivant leur délibération et advis, pour ce prins ledit jour, pour recognoissance et gratification de ce qu'il avoit, accompagné de nombre de soldats, apporté et conduit en ceste dicte ville, du commandement de mondict seigneur, quatorze enseignes de gens de pied et deux cornettes de cavallerye, du nombre de celles qu'il avoit gagnées sur les princes de Conty et de Dombes, fauteurs des hérétiques ennemys de la Sainte Union des Catholicques, par mondict seigneur deffaitz en la journée et bataille qu'il leur a livrée devant Craon, le sabmedy, vigilles de la feste de la Trinité 23<sup>e</sup> dudit moys de may. » Extraits des procès-verbaux des 26 mai, 29 novembre 1592, 14 janvier 1593, pour faire rentrer diverses sommes, et payer d'autres dépenses. Le chapitre intitulé : « Autres deniers payez aux particuliers cy après nommez et sur les deniers de l'emprunt général cy devant, pour leur remboursement des prestz et avances par eulx faitz, » contient de nombreux détails sur les prêteurs, leurs noms patronymiques, de terre ou de fief, le quartier où ils habitaient, la compagnie de milice de laquelle ils faisaient partie.

CC. 139. (Registre.) — In-folio, papier, 128 f<sup>os</sup>.

1591-1594. — « Compte particulier de maistre Guillaume Monnier, cy devant receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroy, des recete et despance par luy faite durant trois années et demye commencées le 1<sup>er</sup> juin 1591 et finyes le dernier jour de décembre 1594, des deniers lors provenans de certain debvoir que monseigneur le duc de Mercœur et de Penthièvre, gouverneur en cedit pays, avoit permis aux maire et eschevins imposer et lever de nouveau sur aucunes marchandyses, pour employer aux fortifications et réparations de ladite ville, et autres occasions et affaires extraordinaires d'icelle,

par ses lettres patentes du 8 juin 1589.... et selon les ordonnances, délibérations et résolutions de ladite ville cy après rendues et représentées sur chacun chapitre ou elles seront de besoing... — Conclu au Bureau, le 19 juin 1598, collationné à l'original, par nous, soubz signés, conseillers du Roy, secrétaires et auditeurs desdits comptes : Labbé, Escouffart. »

La mise claire est de 33,597 écus 48<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.

Par deport 1,847 écus 41<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

La charge 37,341 écus 33<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

Parmi les recettes figurent 3,000 écus, que les bourgeois et habitans avaient décidé, dans leur assemblée du 12 mars 1591, « d'imposer et lever durant six mois ensuivans, et par chacun d'iceulx, la somme de 500 escuz, sauf à continuer si faire se devoit, sur tous et chacuns les habitans et demeurans en ladite ville et la Saulzaye, exempts et non exempts, refugiez et autres, de quelque estat et condition qu'ils eussent pu estre. » Les dépenses sont portées par semaine. « Pour la sepmaine commancée le 1<sup>er</sup> juillet 1591, en laquelle il y eut cinq jours ouvrables, payé, délivré, distribué particulièrement et contant aux pontonniers, massons, manœuvres, forgerons, charpentiers, per-rayeurs et autres, ayans durant icelle travaillé, servy etourny atraictz et materiaulx pour les fortifications et réparations 46 escuz 21<sup>s</sup>. — Deniers particulièrement payez, pour la despance requize auxdictes fortifications, tant pour achapt de chaux, constructions de chassemattes et forts que autrement. — Paiement pour les arrérages d'aucunes rentes deues et constituées par ladicte ville, à plusieurs particuliers, à cause de leurs maisons qu'elle auroiet fait prendre, abattre et démollir près et aux environs de l'église de Saint-Léonard, le moulin Harnoys et Port-Communeau, pour la construction du fort et terres plains estans à présent audict lieu attendant les affranchir. — Levées des compaignes ordonnées pour la récolte des fruitz des habitans de ceste dicte ville. — Conduicte des compaignes d'habitans de ceste dicte ville, qui auroient escorté et assisté, en armes, mondict sieur le duc de Mercœur, aux voïages qu'il auroiet faitz à Ancenys, vers la Roïne douairière de France. » Extrait du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire tenue en la Maison commune le 17 août 1594.

CC. 140. (Cahier.) — In-folio, papier, 24 f<sup>os</sup>.

1594. — « Compte particulier et extraordinaire de maistre G. Monnier, particulièrement commis au

mois de novembre 1594, à la recepte de 15,000 escuz ordonnez par monseigneur le duc de Mercueur, gouverneur en ce pais, estre pris par prest et advance, sur aucuns des principaulx habitans de la ville et faulxbourgs, payez es mains du trésorier des Estats dudit pays, maistre Jean Lorient, attendant en estre rembourser sur les deniers provenant de la levée que le dict seigneur auroit ordonné estre faicte par forme de contribution aux fouaiges de l'évesché de Nantes, pour leur part et portion de la somme de 73,600 escuz qu'il auroit advisée estre levée sur le général des paroisses de cedict pays, pour subvenir à la faulte des fons qui se seroit trouvée en ladicte année es deniers de la subvention et pancarte des debvoirs lors accordez et imposez par lesditz Estats sur les marchandyses entrant et sortant en cedict pays, destinez pour le paiement et entretenement tant des garnisons tenant le saint party de l'Unyon que de l'armée de mondict seigneur..... » En tête sont les lettres d'institution du comptable, en date, à Nantes, le 31 octobre 1594, et un extrait du procès-verbal de « l'assemblée générale et publique, des nobles bourgeois, manans et habitans, tenue en l'Hostel commun » le 3 novembre 1594.

La mise est de 14,818 écus 28 s.

La charge 14,450 écus.

Ce compte fut arrêté le 30 juin 1597. C'est une copie portant la signature des conseillers auditeurs des comptes : Guilloppe et Poponeau.

(C. 141. (Registre.) — In-folio, papier, 113 f<sup>os</sup>, incomplet.

1591-1594. — « Compte premier et dernier de M. G. Monnier, cy devant receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi des recepte et despence par luy faicte durant troys années et demyes, commencées le 1<sup>er</sup> juin 1591, et finyes le 31 décembre 1594, tant desdits deniers communs que de ceulx anciennement accordés à ladicte ville pour les fortifications et réparations et emparemens ordinayres d'icelle, continués par lettres patentes du deffunct Roy, du 22 juin 1584, et autres depuis expédiées en conséquence pour l'absence d'un Roy recongneu catholicque par monseigneur le duc de Mercueur, gouverneur audit pays, le 2 décembre 1592..... » Ce registre, incomplet d'un certain nombre de folios de la fin, ne présente plus la balance des recettes et des dépenses. — « A un maistre cordier, 35 escuz 16 s pour 528 livres de cordaiges pour les euvres et affaires de la ville, du 12 au 27 septembre 1594, à raison de 6 escuz deux

tiers le cent. Au même, 40 escuz 24 s 6 d tournois pour 551 livres de cordaiges, de février à octobre 1593, au prix de 20 livres chaque cent. A autre maistre cordier 27 escuz 18 s 6 d, pour livraison en juillet 1593 de 381 livres de cordaiges, à raison de 21 s 10 d chaque cent. — A Jean Hanry, marchand, 26 escuz deux tiers, pour l'achapt fait d'avecques luy par lesdits sieurs maire et eschevins de deux barilz de fer blanc, lesquels auroinct au mesme instant estez portez en ladicte Maison commune, et depuis employez à couvrir les armoyres de boys servant d'archives d'icelles tant dessus que dessous et par le derrière, pour la conservation des papiers et chartes de ladite ville, et empescher quelles ne fussent à l'advenir mangées et rompues de ratz et souritz, comme il y avoit apparence, sy de brief il n'eust esté pourveu. » Autre somme de 23 écus pour le même motif. — « A Adrien Hendric, marchand à la Fosse, 25 escuz sol, pour livraison de 638 livres pesant de balles d'artillerie de differans callibres. — A Pierre Doriou, marchand libraire, 2 escuz sol 30 s pour l'achapt de deux papiers reliez, l'ung couvert de cuyr pour servir à l'ordinaire du greffe de ladite ville, contenant deux mains de grand papier de comte, et l'autre couvert de cuyr vert, contenant six mains de pareil papier servant à inscrire les rolles des compagnies des cappitaines de ladite ville, chacun sellon sa reception, et lequel seroit demouré aux archives. » — Ces deux registres n'existent plus.

CC. 142. (Registre.) — In-folio, papier, 119 f<sup>os</sup>.

1595-1596. — « Compte premier et dernier de maistre Julien Guérin, naguères receveur et miseur des deniers communs et d'octroi des recette et despence par luy faicte durant deux années entières, commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1595, et finyes le dernier jour de décembre 1596, tant desdits deniers communs et patrimoniaux que de ceulx anciennement octroyez à ladite vilt, pour les fortifications, reparations et emparemens d'icelle, continuez par les lettres patentes du deffunt Roy, du 22 juin 1584, et autres depuis expédiées en conséquence, pour l'absence d'un Roy recongneu catholicque par monseigneur le duc de Mercueur, gouverneur audit pays, le 15 décembre 1595. »

La mise est de 12,830 écus 58 s 8 d.

Par deport 1,869 écus 51 s 3 d.

La recette 15,910 écus 15 s 2 d.

Ce compte arrêté le 28 juin 1597, est collationné à l'original déposé à la Chambre des Comptes par les au-

diteurs Pavy et de Bruc. Le 9 mars 1595, « les maire eschevins, pères et gouverneurs des pauvres, ayans, pour la commodité et mesnagement à l'advenir des administrateurs de l'Hospital et Maison-Dieu, faict dresser et arrester ung estat certain des rentes, tant anciennes que nouvelles, lors deues par la ville, sur les deniers communs, » le total monte chaque année à 314 écus 34 s 8 d, faisant 943 l 14 s 8 d, qu'ils ordonnèrent au miseur de payer chaque année, par moitié; aux termes de la Saint-Jean et de Noël. Cette somme y compris les arrérages s'élevait pour 1596 à 629 écus 9 s 4 d. — « Deniers payés par ledit comptable pour les fraiz de la réception de messieurs les maires, juges consuls, et autres diverses occurrances et affaires ordinaires. A Jacques Cocquet, maistre peintre, 16 escuz sol 30 s, tant pour le nombre de 72 pannonneaux qu'il auroit faictz au jour de la réception du maire, que pour ung escusson mis au-dessus de la porte du logis dudit sieur maire et ung tableau de crucifiquement qui est en l'auditoire des juges consuls. Pour la vente et livraison de neuf aulnes de taffetas noir et blanc qui auroit esté employé à faire les pannonneaux des armoyries de la ville, mis aux pains benistz donnez par icelle à la messe de la reception, au pris de ung escu 30 s l'aune, 13 escuz 30 s. Au consierge et garde de la Maison commune, 66 escuz deux tiers, pour la despence fournye à leur beuvette ordinaire, chacun jour de leur Bureau, durant l'année finye, le 31 décembre 1595. — Autre despence ordinaire au jour du sacre, savoir : pour les acoustremens des sergens de ville. — Pour trois grands pains benictz, de la fleur d'ung septier froment, ordonnez et présentez de la part de ladite ville à l'église de Saint-Saturnyn, le dimanche 1<sup>er</sup> septembre 1596, à cause de la maison antienne d'icelle, scituée au carefour des Changes, soubz ladite parroesse, 4 escuz ung tiers. » Les folios 107 à 144, sont occupés par les articles des recettes faites par ledit comptable tant « au Clos de Rays, qu'autres paroisses, tant par formes de contribution qu'autrement pour les fraiz des bloquemens, sièges et prises des places de Blaing, la Bretaishe, Veuz, Saint-Florant et autres, par avant tenues et occupées par les ennemys aux environs de ceste ville. »

CC. 143. (Liasse.) — 1 Cahier in-folio, 14 f<sup>os</sup>, 3 de 6 f<sup>os</sup>, 1 pièce papier.

1586-1595. — État sommaire des recettes et dépenses faites, par Pierre Mocart, miseur, tant des

deniers communs et d'octroi, que de ceux destinés à l'acquittement des dettes de la ville, du 1<sup>er</sup> janvier 1586, au même jour 1588 (sans signature). Extraits du compte-rendu, par René Mocard, des deniers destinés à l'acquittement des dettes 1592; de l'apurement présenté par le même en 1595. Double de l'apurement de son compte pour la construction de la Ville-Neuve, clos le 28 juin 1595. Double de l'apurement « des debetz, notatz, injonctions, deportz de ses comptes rendus, les 28 février et 8 juin 1592. »

CC. 144 (Liasse.) — 1 cahier in-folio, 18 f<sup>os</sup>, 1 de 10, 4 de 6, 2 de 4, 8 pièces papier.

1589-1599. — Bref état présenté par Guillaume Rouxeau, des recettes et mises faites pendant les deux années qu'il exerça la charge de miseur, 24 juin 1589 au 24 juin 1591, en double. Nombreux extraits de ses comptes. Apurement de ses comptes, arrêté le 28 juin 1599; plusieurs extraits. Sommaton faite au miseur, à la requête du procureur-syndic, de payer les manœuvres et artisans qui travaillaient aux œuvres de la ville, et d'avoir à présenter au Bureau l'état au vrai de la mise et recette de sa charge. 8 juillet 1591. Un extrait de son compte premier et dernier, arrêté le 17 juin 1594, porte : « Au sieur Ambroys de la Motte, gentilhomme ordinaire de la maison de monseigneur le duc de Mercœur, la somme de 100 escuz sol à luy ordonnée, en recognoissance des sollicitations par luy faites en 1589, au Conseil d'Estat général de France, pour la translation de la Cour de Parlement de la ville de Rennes, en ceste ville de Nantes..... En marge dudict article est escript l'arrêt qui s'ensuit :... Cette partye est rayée, attendu que les deniers sont destinez à aultres uzages suivant les lettres d'octroy et vérification d'icelles, par la Chambre des Comptes. » Lettres du duc de Mercœur, en date à Nantes, du 11 juillet 1595, priant la Chambre des Comptes de rétablir et allouer au miseur Rouxeau, les 100 écus comptés par lui au sieur de la Motte, d'après les ordres des maire et échevins. Arrêt de la Chambre, 19 juillet 1596, qui déboute celui-ci des lettres patentes du 11 juillet 1595. Nouvelles lettres du duc de Mercœur, en date à Nantes, 2 septembre 1597; « voyant que vosdits jugemens peuvent estre fondez sur ce que lesdits deniers communs et d'octroy, sont par les lettres de leur origine destinez à autres effectz, nous avons en l'absence d'un Roy recogneu catholicque, et d'abondant, validé et approuvé, vallidons et approuvons, par ces pré-

sentes, lesdites ordonnances et paiements de ladite somme de cent escuz, voullans qu'elle soit passée et allouée au compte et apurement d'icelluy Rouxeau...» Sommaton faite aux maire et échevins, par le sieur de la Motte, de le décharger des cent écus qu'ils lui ont fait compter, en récompense des soins qu'il a pris pour la translation du Parlement à Nantes, et que la Chambre des Comptes persiste à refuser d'allouer au miseur. 17 septembre 1597. (Ces pièces sont des copies.) — Arrêt de la Chambre des Comptes, contre Guillaume Rouxeau, ci-devant miseur, qui, ayant omis dans sa recette, une somme de 233 écus 2<sup>1</sup> s 2<sup>d</sup>, et s'est trouvé redevable de 1,405 écus 17 s 5<sup>d</sup>, est condamné à rembourser cette dernière somme, et pour l'omission de la première « au quadruple suyvnt les ordonnances ; » mais en considération de ses bons services, la Chambre lui faisant grâce de la peine, ordonne le paiement de ces deux sommes, sans augmentation. 23 octobre 1595. Apurement des comptes du miseur Rouxeau, et extraits 1597, 1599.

CC. 145. (Liasse.) — 1 cahier in-folio, 46 f<sup>o</sup>s, 1 de 12, 12 pièces papier.

**1592-1607.** — Extraits des différents comptes de Guillaume Monnier, avec les observations, déports et radiations de la Chambre des comptes. Le prix de la chaîne d'or offerte au sieur de la Saulzaye, maréchal de camp du duc de Mercœur, est rayé. (Voir le n° 138). — « Compte d'apurement général des debetz, déportz, notatz et injonctions des comptes tant ordinaires que particuliers et extraordinaires cy devant renduz par feu M<sup>e</sup> G. Monnier, vivant, receveur et miseur de ceste ville, durant trois années et demye, commencées le 1<sup>er</sup> juillet 1591 et finyes le 31 décembre 1594 ; l'ung et premier des deniers levez pour le siège de Blain, la Bretesche, Saint-Fleurant, et autres places es environs de ceste ville, estans lors en l'obéissance du Roy, clos le 22 juin 1595 ; le 2<sup>e</sup> des deniers destinez pour la construction et accroissement de la nouvelle ville de Nantes, clos le 7 juillet 1596 ; le 3<sup>e</sup> des deniers levez sur les marchandises, pour les fortifications de ceste ville de Nantes, clos le 9 juin 1598 ; le 4<sup>e</sup> des deniers octroyez pour le racquit des debtes d'icelle, clos le 4 décembre 1598 ; le 5<sup>e</sup> et dernier qui est des deniers anciens, communs, d'octroy et patrimoniaux, clos le 16 mars 1599. Lequel présent apurement Françoise Jarniguan, veuve dudit deffunt et tutrice des enfants mineurs d'eulx deux, rend et présente devant vous nosseigneurs des Comptes en Bretagne. »

La mise est de 6,154 écus 26<sup>s</sup>.

La recette 4,468 écus.

Il restait dû à la veuve et à ses enfants mineurs 1,686 écus 26<sup>s</sup>, pour le payement desquels, elle aura recours aux maire et échevins. Ce compte fut arrêté le 14 février 1600. — Requête de Françoise Jarniguan, à la Chambre des Comptes, pour obtenir le payement de la somme de 300 écus, soldée au sieur Mesnard, orfèvre, pour la chaîne d'or offerte au sieur de la Saulzaye, article rayé sur le compte de son mari. Signification de cette requête aux maire et échevins. 20 novembre et 3 décembre 1607. Une note écrite au dos de la pièce, indique que, par ordre de la Cour des Comptes, les 300 écus furent remboursés par le miseur, sans intérêts ni dépens.

CC. 146. (Liasse.) — 3 cahiers in-folio, 26, 8, 4 f<sup>o</sup>s, 6 pièces papier.

**1595-1599.** — Acte décerné à Julien Guérin, miseur, de la déclaration par lui faite, qu'il n'a plus aucuns deniers entre les mains, et qu'il est en avance des siens propres de plus de 600 écus. 27 juillet 1595. Trois sommations, par le même, au procureur-syndic, novembre 1595, septembre et novembre 1596, de lui faire délivrer les deniers nécessaires pour faire face aux affaires de la ville, vu qu'il est déjà fort en avance, qu'il a été obligé d'emprunter et qu'il n'a aucune somme disponible. — Apurement général des debets, déports, nota, injonctions et parties rayées des trois comptes, qu'il a rendus, pour les deux années de sa charge de miseur ; le premier pour les deniers communs et d'octroi, conclu le 28 juin 1597 ; le second, pour les deniers « du racquit » des dettes, arrêté le 4 du même mois ; le troisième, pour le nouveau devoir, clos le 9 juillet même année (n'existe plus). Cet apurement fut arrêté le 2 décembre 1598. Il est certifié par l'auditeur des Comptes, J. Meriaud.

La dépense est de 5,554 écus, 59 s 3<sup>d</sup>.

La recette 3,568 écus, 35 s 6<sup>d</sup>.

Il résulte qu'il restait dû au miseur Guérin 1,986 écus 23 s 9<sup>d</sup>, pour le solde desquels il devait se pourvoir vers les maire et échevins comme il l'entendrait. Sommaton faite à ces derniers de lui payer le reliquat de son compte, 13 janvier 1599. Ordre intimé aux maire et aux échevins par l'huissier de la Chambre des Comptes de payer à Julien Guérin les 1,986 écus, 23 s 9<sup>d</sup> qui lui étaient dus, 18 mai 1599. Deux extraits de son compte particulier.

## Comptes des miseurs.

CC. 147. (Registre.) — In-folio, papier, 187 f<sup>os</sup>.

**1597-1600.** — « État au vray de M<sup>e</sup> Jacques Merceron, naguères receveur et miseur des deniers communs et d'octroi de la ville de Nantes, qu'il rend et présente à M. de Villeneuve Myron, conseiller du Roy, trésorier de France, et général de ses finances en Bretagne, obéissant à son ordonnance du 16 aoust 1600, des recette et despance par luy faicte à cause de sa charge, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1597, jusques au 30 juin 1600, qui est troys années et demyes des deniers communs et antiens, que mesme des deniers de papegaulx, remis durant quelques années de sa charge, que lesdits papegaulx ne se seroient tirez, à raison des troubles, le tout pour employer à l'acquit des gages d'officiers, entretenement des pavés, ponts levix, portes de la ville et autres fraiz et despances suivant les ordonnances de Messieurs les maire et eschevins ».

La recette est de 10,257 écus, 36<sup>s</sup> tournois.La dépence 15,498 écus, 38<sup>s</sup> tournois.

D'où il résulte qu'il est dû à M<sup>e</sup> J. Merceron, 5,240 écus 52<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>, pour le recouvrement desquels il se retirera vers messieurs les maire et échevins. Ce compte arrêté à Nantes le 26 septembre 1600 porte la signature de M. Myron. « Aux sept capitaines de la ville de Nantes, et celluy de la Fosse, 24 escuz sol, qui est à chacun trois escuz, leur ordonnez pour le desjeuner de leurs soldartz, qu'ilz auroient fourny jusques au nombre de douze en armes, de chacune de leur compagnie, le jour de la réception de M. de la Couronnerie, continué maire pour l'année 1598. — A M<sup>es</sup> Gilbert de Bonnefoy, Jacques Gerbein, Claude Dauvert, Guillaume Rouxau, Jean Pelletan et Pierre de Bonnefoy, 4 ecuz sol, pour avoir durant la procession du Sacre dernier, enssemblement joué de leurs instrumens et violons ainsi qu'il est accoutumé de toute ancienneté. — Deniers payez par ledit comptable à plusieurs manœuvriers paveurs et autres qu'auroient travaillé par chacune sepmaine aux reparations des pavez de ladite ville qu'autres endroictz pour les euvres publiques d'icelle, du 26 juillet 1599 au 21 février 1600. — Enterrement du sieur de Lussan vivant capitaine du château de Nantes. A Charles Petit, M<sup>e</sup> peintre, 12 ecuz et demy pour 300 d'armoisries portant les armes du deffunct, que mesme pour douze angelotz et peint l'endroict de sa sepulture, lors de son enterrement. — La somme de 44 escuz sol, pour l'achapt de deux cabinets et une grande escriptoire,

le tout à merqueterie, dont auroit esté faict présent à Monsieur le duc de Monbazon, gouverneur et lieutenant général pour le Roy, au compté et évesché dudit Nantes, lors de sa première entrée en la ville le 26 novembre 1598. »

CC. 148. (Liasse.) — 1 registre in-folio, 82 f<sup>os</sup>, 1 de 26, 1 de 24, 2 de 14, 1 de 12, 8 pièces papier.

**1597-1603.** — Extrait de l'état de la recette et dépense faite par Jacques Merceron, des deniers du nouveau devoir accordé pour subvenir aux frais de l'entrée du Roi et autres affaires. Le total de la dépense est de 63,468 écus 15<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> tournois. 1<sup>er</sup> janvier 1597 au 30 juin 1600. — État au vrai des recettes et dépenses faites par le même, pendant ces trois années et demie « des deniers octroyez et imposez pour le racquit des debtes de la ville, payement des 5,000 livres employées à la construction de la Ville-Neuve et autrement, rantes, entretenement des principal et régens du college et autres despences. »

La recette est de 10,167<sup>s</sup> 29<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>.La dépense 9,564<sup>s</sup> 24<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

Bref état des sommes reçues et mises par ce miseur, pour les fortifications de la ville, le curage des fossés, la confection de l'éperon de la Motte-Saint-Pierre et autres fortifications, arrêté le 17 décembre 1598. Cet état démontre que l'éperon de la Motte-Saint-Pierre a été bâti, les fossés et douves du château curés aux frais des habitants, en 1598 (2 exemplaires).

La dépense claire est de 3,657 écus 12<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.Par déport 2,105 écus 35<sup>s</sup>.

La recette 4,000 écus.

« Compte d'apurement, conclu le 21 juin 1603, des depportz partyes rayées purement et tenues en souffrance, notatz et injonctions des comptes renduz par M<sup>e</sup> Jacques Merceron, cy devant receveur et miseur de la ville de Nantes, sçavoir : du premier compte des deniers communs et patrimoniaux, pour troys années et demye du 1<sup>er</sup> janvier 1597 au dernier fevrier 1601 ; du compte particullier tant des deniers des debvoirs accordez par le Roy sur certaines marchandises entrantes et sortantes en ladite ville, pour employer au racquit des debtes d'icelle et construction de la Ville-Neuve, que d'autres deniers provenans du revenu de la cure de Saint Julien de Vouvantes et prieuré de Baz, affecté à l'entretienement des principal et régens du college de Saint Clément ; du compte extraordinaire, tant des deniers du nouveau devoir, imposé durant les troubles, d'autorité de feu M. le duc de



Mercueur, pour employer aux fortifications et reparaitions de ladite ville que d'autres deniers extraordinaires levez sur les habitans de la ville et faubourgs, par forme de capitation, durant la première année de sa charge, clos le 10 avril 1601; d'un autre compte particullier de l'emprunt fait sur lesdits habitans de la somme de 17,000 escuz en 1597, pour les fraictz de l'entrée du Roy, et des 22,000 escuz, peu de temps apres levez, pour en faire le remboursement, conclu le 27 juin 1601; d'autre compte particulier des deniers, deuz de reste, par les habitans du pays de Rays, et terrouer de Clisson, de leur contribution au département des 48,000 escuz levez en l'évesché de Nantes, l'année 1592, pour les fraictz des sièges de Blain, la Bretesche, Veuz et autres places, clos le 22 janvier 1602. »

Somme de la mise claire 12,891 écus 29 s.

Par déport 0,736 écus 1 s.

La recette est de 12,154 écus 22 s 6 d.

Il restait dû au miseur 4,409 liv. 7 s 6 d.

Extrait de l'apurement précédent. — Ordre aux sergents royaux, sur les remontrances du procureur-syndic et du miseur, de contraindre les collecteurs des deniers ordonnés pour faire porter la hotte aux fortifications, et pour les aumônes des pauvres, de payer ce qui reste dû, 10 février 1598. — Sommations aux paroissiens des diverses paroisses de la ville, à la requête du miseur, par affiches posées sur la porte des églises, à payer, dans huitaine ce qu'ils restent devoir des deniers pour la hotte et les aumônes, sous peine d'emprisonnement de leurs collecteurs. 6 septembre 1598. — Requête du sieur Merceron au sénéchal de Nantes, tendant à ce que les collecteurs et quatre ou cinq des habitans des paroisses soient contraints à payer par avance les sommes imposées aux paroisses, pour l'entrée du Roi à Nantes, et congédier les Espagnols; ordonnances du sénéchal, février et mars 1599. — Procès-verbal de rebellion dressé par les sergents contre les paroissiens riches de Saint-Laurent, Saint-Clément, Sainte-Croix et Pirmil, qui ont refusé de faire l'avance de ces deniers, 3 avril 1599. — Ajournement devant le siège présidial, à la requête de Jacques Merceron, des maire et échevins, pour être condamnés à lui payer 4,409 l 7 s 6 d qui restent dus sur son compte, 7 octobre 1603.

CC. 149. (Liasse.) — 2 cahiers in-folio, papier, de 128 et 48 f<sup>os</sup>.

1601-1603. — « Compte particulier et extraordi-

naire que rend au Roy notre sire Guillaume Ernault, receveur et miseur des deniers communs et d'octroy de la ville de Nantes, des recette et despence qu'il a faictes des deniers levés sur les habitans de ladite ville et forsbourgs, pour leur part et portion de partye des fraitz du mariage de Sa Majesté, renouvellement de l'alliance des Suisses, joyeux advènement de la Roynie, en quoy les autres villes de cette province auroient aussy contribué; le tout suivant les lettres patentes de Sa Majesté, données à Paris, le 22 septembre 1601, et département desdits deniers fait par M<sup>e</sup> René Charette, seneschal dudit Nantes, le 24 novembre 1601. »

La mise est de 4,686 écus 42 s 6 d.

La recette 4,165 écus 48 s.

Ce compte, arrêté le 14 février 1603, porte en tête une copie des lettres patentes, de l'acte de vérification au Parlement de Bretagne, pour la levée des 4,000 écus et les frais, un extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 9 août 1601. — Les frais pour l'obtention des lettres patentes, leur vérification en Parlement, et la répartition montèrent à 120 écus. — « Apurement des déports, partyes rayées et tenues en souffrance, notats et injonctions des comptes-rendus par M<sup>e</sup> Guillaume Ernault, cy devant miseur et receveur de la ville de Nantes, tant de son dernier compte des deniers communs et d'octroy, pour quatre années et demyes, du 1<sup>er</sup> juillet 1600, au 31 décembre 1604, conclu le 28 juin 1605, que d'autre compte particulier des deniers destinés au racquit des dettes de la ville, pour pareil temps. »

La dépense est de 28,621 l 5 s 1 d.

La recette 28,525 l 4 s 11 d.

« Au chapitre des voiaiges des depputez de ladite ville aux Estats de cette province et ailleurs, mesme à la poursuite des procès au Conseil privé du Roy. Au folio 233 dudict compte estoict fait despace de la somme de 809 l 3 s, sous le nom de M<sup>e</sup> Mathurin Simon, sieur de Créviac, advocat, cy devant l'un des eschevins de ladite ville de Nantes, pour les fraiz par luy faicts, au voiaige où il seroit allé en la ville de Paris, comme député de ladite ville, pour les affaires d'icelle, où il auroict séjourné 97 jours entiers, à la sollicitation de plusieurs procès que ladite ville y avoit lors, à raison de deux escuz et demy par chacun jour, outre les autres fraiz mentionnez en son estat, arrêté à la dite somme de 809 l 3 s, laquelle auroit esté déportée attendant lettres de volonté de Sa Majesté, mentionnées et rendues cy devant, au moyen desquelles sup-



plye ledict comptable ladite somme cy estre passée et allouée. »

CC. 150. (Registre.) — In-folio, papier 224 f<sup>os</sup>.

**1605-1608.** — « Compte premier de M<sup>e</sup> René Nidellet, receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroy de la ville de Nantes, qu'il rend au Roy notre sire, pardevant vous nosseigneurs de ses comptes en Bretagne, des recepte et despance par luy faictes, à cause de sadicte charge, durant deux années et demies, commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1605 et finies à la S<sup>t</sup> Jean Baptiste 1607, tant des deniers anciennement octroiez aux nobles bourgeois et habitans de ladite ville appellés le Méage pour les fortifications réparations et entretenement des pavés, portes, ponts levis, murailles et autres diverses occasions et affaires publiques, à eux continués et concédés de temps immémorial par les deffunts Roys successivement, et depuis confirmés par lettres patentes de S. M. vérifiées en la Chambre des Comptes, que des deniers patrimoniaux d'icelle ».

La mise claire est de 44,079<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

Par déport 78<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

La recette 39,281<sup>l</sup> 12<sup>s</sup>.

Copie de ce compte, arrêté à Nantes le 28 février 1608, fut délivrée au s<sup>r</sup> Nidellet, par Lemeneust, auditeur des comptes. — « A deux hermites de l'Hermitaige de St-François de Misérie de ceste ville la somme de 18<sup>l</sup> tournois, par forme d'aulmosne et libéralité par ordonnance des sieurs maire et eschevins du 1<sup>er</sup> février 1607, pour leur ayder à la construction et bastiment de l'Hermitaige dudit Misérie. — Paiements faits pour le bastiment de la grande salle de la maison-commune. A Raoul Carré et Antoine Blassel, maitres sculpteurs, 96<sup>l</sup> tournois pour la sculpture par eux faite à la façade du batiment neuf de la Maison-Commune ; à eux 246<sup>l</sup> tournois pour plusieurs enrichissements et ornements faits audevant de la façade de la gallerie, et autres endroits du bastiment du logix ; à Nicolas Fagot, aussi M<sup>e</sup> sculpteur, 202<sup>l</sup> tournois, pour avoir fait trois figures en bosse, de pierre de S<sup>t</sup> Aignan, qui sont au devant de la façade du logix. — A Anthoine Blassel, maitre peintre et sculpteur, 36<sup>l</sup>, pour avoir fait ung ciboire ou sacraire au grand autel de l'église de Nostre-Dame des Carmes. — Voiages des députés pour aller aux Estatz de ceste province. — Despances à la réception de messieurs les maires et eschevins, durant les

années du présent compte. — Réception des juges consuls. — Despance pour les accoustremens des sergens de la Mairerie. — La somme de 883<sup>l</sup> tournois, par ordonnance des sieurs maire et eschevins du 16 may 1607, pour l'achapt d'ung grand bassin à laver, ung grand vase et deux coupes couvertes, d'argent doré, pesant 18 marcs une once, à raison de 49 livres le marc, y compris les estuictz, présentés à M. le duc de Monbazon, gouverneur de la ville et du chateau, pour recognoissance et gratification de la faveur et assistance qu'il auroict faict pour obtenir la continuation du devoir de 20<sup>e</sup> par pippe de vin, et pour plusieurs autres affaires d'importance. »

CC. 151. (Registre.) — In-folio, papier, 198 f<sup>os</sup>.

**1607-1608.** — « Compte deuxième et dernier (copie) de M<sup>e</sup> René Nidellet, receveur et miseur..., des recette et despance par lui faictes à cause de sa dite charge durant une année et demye, commencée au jour de S<sup>t</sup> Jean Baptiste 1607, et finie le 31 décembre 1608 ».

Mise claire 44,695<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.

Par déport 2,942<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.

La charge 43,825<sup>l</sup> 13<sup>s</sup>.

Ce compte fut arrêté à la Chambre des comptes le 27 février 1609. — « A M<sup>e</sup> Mathurin Guiho, s<sup>r</sup> de Trégomet, advocat en la cour de Parlement de ce pais, et procureur-sindicq des bourgeois et habitans de ladite ville, 300<sup>l</sup> pour une année des gaiges attribués à ladite charge, finie le 1<sup>er</sup> may 1608. — A Audin Lecompte et Samuel Burot, maistres peintres et vitriers 72<sup>l</sup> tournois pour avoir fait les vitres escussons et devises des croisées de la grande salle, faicte de neuf à la maison commune. — A Sébastien Cohon, principal du collaige de S<sup>t</sup> Clément 60<sup>l</sup> tournois pour avoir faict faire ung theastre de boys, pour exercer la jeunesse qui estudie audit collaige et la faczonner pour mieux parestre et parler en publicq. — Dépense faicte par ledit comptable pour journées d'ouvriers qui auroient travaillé durant le temps de ce compte à la réparation et entretenement des ponts de bois de cette ville. — Despance faicte pour la venue et entrée solennelle, faicte par monseigneur le duc de Vandosme, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Bretagne ». Ce chapitre qui comprend les folios 152 à 188, c'est-à-dire 72 pages, donne de nombreux détails sur cette entrée qui n'est pas mentionnée à la serie AA, sur les trophées, théâtres, façon d'un pavillon de damas rouge et d'un

dais, clefs d'argent, combat naval livré sur la Loire, présents offerts aux seigneurs et officiers de la suite du duc, vins de Grave et d'Anjou.

CC. 152. (Liasse.) — Deux cahiers in-folio, papier, l'un de 9, l'autre de 20 f<sup>os</sup>.

**1605-1608.** — Extrait du second compte de René Nidellet des deniers pour le racquit des dettes de la ville du 1<sup>er</sup> janvier 1606, à la S<sup>t</sup> Jean 1607. Copie du compte d'apurement du premier et second compte de René Nidellet, arrêté le 25 février 1610.

La mise est de 3,815<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.

La recette 3,021 0 7<sup>d</sup>.

CC. 153. (Liasse.) — 1. pièce parchemin ; 4 cahiers in-folio, papier, 1 de 8, 1 de 6, 2 de 3 f<sup>os</sup>.

**1609-1619.** — Extraits : du premier compte de M<sup>e</sup> Guillaume le Brun, miseur des deniers communs et d'octroi pour trois ans commencés le 1<sup>er</sup> janvier 1609 ; du compte des recettes et dépenses par lui faites durant le temps de trois années, du 1<sup>er</sup> janvier 1609, au 31 décembre 1611, des deniers d'octroi appelés Méage et autres deniers ; des recette et dépense, pendant l'année 1611, des deniers provenant des octrois sur les denrées et marchandises, déclarés en la pen-carte et destinés à l'acquit des dettes de la ville, rentes constituées et entretien du collège S<sup>t</sup> Clément ; du compte second et dernier de la recette et dépense pendant deux années et trois mois du 1<sup>er</sup> janvier 1612, au 31 mars 1614. — Arrêt de la Chambre des Comptes du 7 mars 1619, prononçant que « les déports faits de la somme de 3,613<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, tant pour achat de vins distribués aux gouverneurs, lieutenants généraux, pour le Roy en cette province et autres officiers et députés des villes et communautés dudit pays à la tenue des Estats en 1609 seront levez, et la partie passée sur l'apurement que rendra ledit le Brun, avec deffances ausdits maire et eschevins de faire à l'advenir de telles dépenses. »

CC. 154. (Registre.) — In-folio, papier, 116 f<sup>os</sup>.

**1617.** — « Compte troisième, particulier et dernier que Jacqueline Crestien, veuve de deffunct M<sup>e</sup> Georges Le Rat, vivant receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroy, et M<sup>e</sup> Charles Le Rat, son fils aîné, ladite Crestien, tutrice de ses enfants d'elle et dudict deffunct, rendent au Roy notre sire, pardevant vous nosseigneurs de ses comptes, des recette et despance faictes tant par ledict deffunct Le

Rat que par lesdits Crestien et Charles Le Rat, commis conjointement à l'exercice de ladite charge après le deccès dudit deffunct, durant une demye année, du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1617, des deniers provenant des anciens devoirs qui se levent sur plusieurs sortes de marchandises que mesme des nouveaux devoirs qui se levent tant sur le vin hors le cru du pais que du cru d'icelluy qui se vend et débite par le minu en ceste ville, forsbourg et paroisses circonvoisines, octroyés ausdits habitans pour employer à l'acquit des rentes ordinaires, gages d'officiers, réparation et entretenement des ponts levis, portes, pavés, murailles, achapt d'atraictz et matériaux, que pour autres deniers, causes et occasions.... »

La mise claire est de 12,652<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

Par déport 822<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>

La recette 9,535<sup>l</sup> 2<sup>s</sup>.

Par ce compte arrêté le 22 février 1618, il restait dû aux comptable 3,939<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — « A M<sup>e</sup> Guillaume Guillochau, garde des tiltres et enseignements qui sont aux archives de la maison de ville, 15 livres pour une demie année de ses gages, suivant l'acte d'institution dudit Guillochau audit office le 2 juillet 1517. — A Guillaume Belliord, M<sup>e</sup> architecte et enrichisseur d'ornemens en la faculté d'architecture 71<sup>l</sup> 6<sup>s</sup>, tant pour son œuvre de main d'avoir faicte et construit le devant du grand autel de l'église du couvent des Carmes, que pour avoir fourny toutes choses nécessaires pour appliquer les tables dudit autel. » — Construction des nouveaux batiments du collège de S<sup>t</sup> Jean, de la pyramide de Saint Pierre. — « Despance faicte pour les journées des manœuvres, artizans et autres ouvriers occupés et employés à travailler aux réparations et entretenement des ponts, portes, murailles, et autres endroictz de la ville, par chacune sepmaine. — Deniers païés pour le voiage de messieurs les députés qui ont assisté aux Estats généraux, assignés à Rennes au mois d'octobre 1617. — Dépance pour la réception de monsieur du Bois Morin, lieutenant civil et criminel de Nantes, en la charge de maire, le 18 juillet 1617. »

En tête de ce registre est l'extrait de la délibération du 7 décembre, qui autorise la veuve de G. Le Rat, dé-cedé le 6, à continuer avec son fils aîné, la charge du défunt miseur jusqu'à la fin de décembre 1617.

CC. 155. (Liasse.) — 2 pièces parchemins ; 1 cahier 12 f<sup>os</sup> et 5 pièces papier ; 1 sceau.

**1614-1620.** — LETTRES PATENTES du roi Louis XIII,

données à Nantes le 26 août 1614, enjoignant à la Chambre des Comptes de passer et allouer au miseur toutes les sommes dépensées par les habitants, sur leurs deniers d'octroi, pour son entrée, son séjour et celui de la cour dans la ville, la tenue des États et achats de poudres, bien que ce fut contraire à son arrêt du Conseil du 21 mars 1613. Copie de ces lettres et arrêt d'enregistrement de la Chambre du 20 juin 1615. — Extraits : du compte particulier de M<sup>e</sup> Georges Le Rat des deniers destinés à l'acquittement des dettes pour l'année échue le 31 mars 1615 ; du compte premier et particulier de la recette et dépense par lui faite durant une année du 1<sup>er</sup> avril 1614, au 31 mars 1615 ; trois extraits du compte deuxième de défunt G. Le Rat des deniers communs et patrimoniaux pour deux années et trois mois finis le 30 juin 1617. Apurement des débets, déports, nota, injonctions, parties rayées de son deuxième compte, arrêté le 27 juin 1620.

La mise claire est de 19,245<sup>1</sup> 11<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>.

La recette 19,299<sup>1</sup> 10<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>.

CC. 156. (Registre.) — In-folio, papier, 119 f<sup>os</sup>.

**1619-1621.** — « Compte deuxième de M<sup>e</sup> Allonce de la Barre, receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroi, des recette et despance par luy faite pour deux années quatre mois commencés le 1<sup>er</sup> janvier 1619 et finis le 1<sup>er</sup> mai 1621, des deniers patrimoniaux et des anciens devoirs levés sur les marchandises mentionnées en la pancarte d'iceulx, mesme dusol pour pot de vin, hors le cren d'iceulx, des devoirs d'icelluy vandu et débité par le minu et détail es villes forsbourgs et paroisses circonvoisines, et employés pour le racquit des debtes ordinaires, gages d'officiers, réparations des tours, murailles, portes, ponts, pavés, achat de traictz et matériaux, voyages des députés et autres fraicz et despances pour les affaires et nécessités de la ville. »

La mise est de 84,125<sup>1</sup> 12<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.

Par déport 660<sup>1</sup> ; 8 septiers from<sup>t</sup> ; 749 pinpeneaux.

La recette 89,112<sup>1</sup> 19<sup>s</sup> 10<sup>d</sup> 8 septiers froment ; 749 pinpeneaux ; 2 paires de gants (1).

Ce compte fut arrêté le 22 juin 1621 ; et la présente copie est signée par les auditeurs de Moayre et Le Mercier. — Au notaire des chevaliers du jeu de l'arbalète,

(1) Ces pinpeneaux proviennent de la ferme des pécheries et du Moulin Harnoys, ou du Port-Communeau. La paire de gants était due à chaque réception de maire, « sur ung logis situé près la porte Poissonnerye. »

104<sup>1</sup> pour deux années échues. — A M<sup>e</sup> Michel Le Bigot, principal et régent du collège de S<sup>t</sup> Clément, 3,000<sup>1</sup> pour deux années de ses gages. — Construction d'une loge neuve sur la place du Bouffay près de la Monnaie. — « A ung cordonnier, 50<sup>1</sup> 15<sup>s</sup> pour le nombre de quinze saillotz de cuir bouilly, garny de leurs ances de nerf de beuf, à raison de 77<sup>s</sup> pièce, pour le service publicq lors des accidents de feu, iceulx mis en la garde du consierge de la ville. — Gages du greffier du guet, tambour et phifre de la ville et autres depances faictes à cause desdites gardes. — Deniers païés pour les fraiz d'une collation faicte à monsieur le compte de Rochefort, après le feu de joye qui se fist à la S<sup>t</sup> Pierre, en réjouissance de la paix du Pont, et fraiz faictz à l'arrivée de monsieur le duc de Vandosme et madame la duchesse de Vandosme sa compagne en ceste ville. — A Estienne Bourget 35<sup>1</sup> pour ung cheval qu'il auroit presté par le commandement verbal de ladite ville à M. le c<sup>te</sup> de S<sup>t</sup> Aignan, passant en ceste ville pour aller trouver M. le duc de Vandosme, au siège de Concarneau, lequel seroit mort incontinent après le retour d'icelluy, à cause du travail excessif, ainsi quil a esté informé par les maitres mareschaux. »

CC. 157. (Cahier.) — In-folio, papier, 10 f<sup>os</sup>.

**1619-1621.** — Extrait du compte deuxième d'Allonce de la Barre (le compte précédent). Cet extrait porte sur la première page : « Pour M. Touraine », qui était alors procureur-syndic.

CC. 158. (Registre.) — In-folio, papier, 325 f<sup>os</sup>.

**1621-1622.** — « Compte troisieme de maistre Allonce de la Barre (double), receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroy, des recette et despance par luy faite, à cause de sadite charge, durant une année huit mois commencés le 1<sup>er</sup> may 1621 et finis le 31 décembre 1622. »

La dépense est de 62,903<sup>1</sup> 3<sup>s</sup> 10<sup>d</sup> ; 8 septiers de froment et 749 pinpeneaux.

Par déport 0,521<sup>1</sup> ; 8 septiers de froment et 749 pinpeneaux.

La recette 63,468<sup>1</sup> 15<sup>s</sup> 7<sup>d</sup> ; 16 septiers de froment 1,498 pinpeneaux, 4 paires de gants.

« A Frère Francois Couvreur, bachelier en théologie et recteur de S<sup>t</sup> Martin de l'Isle de Ré, 19<sup>1</sup> 14<sup>s</sup>, pour luy subvenir à sa nécessité, d'autant qu'il auroit esté chassé avecq ses chapelains vicaires et prebstres, par

les ennemis rebelles qui auroient entièrement ravagé et ruiné ladite paroisse de Ré, et contrainct de se retirer aux Sables. — A Francois Nepvouet, M<sup>e</sup> menuzior et esculpteur, 36<sup>l</sup> pour avoir fait les armoiries et architecture de la ville au portal neuf naguères fait au forsbourge de Richebourg, et au corps de garde en Petite Bièce. — Autres deniers paieiz pour plusieurs et divers voiaiges faitz en cour vers Sa Magesté, et ailleurs pour affaires important le service du Roy et celles de ladite ville, par les cy-après nommez. — Autres paiementz pour les fraiz et despences à cause des Estatz Généraux tenus en ceste ville de Nantes au mois de décembre 1622. — Fait despace, ledit comptable de 64<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>, pour son remboursement de pareille somme des fraiz et mises du voiage fait à Nozay par lesdits sieurs maire et eschevins assistés des antiens eschevins de la ville et du controleur ordinaire d'icelle, au devant de monsieur le duc de Vandosme, venant de Rennes en ceste ville, pour le supplier de la part d'icelle de ne permettre que ses troupes et gens de guerre eussent passé par dans ceste ville ny logé à trois lieues près d'icelle, auquel ilz auroient esté occupé deux journées entières. — A Pierre Doriou, imprimeur ordinaire du Roy, 14<sup>l</sup> pour avoir imprimé les bannyes du bail à ferme dernier des devoirs de ladite ville, avecq ung traité touchant les prérogatives dentre ceste ville et celle de Rennes, aux assemblées des Estatz Généraux de ceste province, et ung papier relié de bazanne verte, contenant sept mains de grand papier. — Autres deniers paiés pour les fraiz de l'assiégement du chasteau de la Garnache, suivant les lettres du Roy et de monsieur le duc de Vandosme, et des ordonnances particulières de ladite ville. Autres paiements faitz à cause des préparatifs pour la réception du Roy la Roynè mère et Madame sœur du Roy, à leur arrivée en ceste ville de Nantes, au mois d'avril 1622, en vertu des ordonnances particulières de ladite ville. — Parpailotz. » Sous ce titre sont les dépenses faites pour les prisonniers des troupes du prince de Soubise à l'île de Ré, en Poitou, internés au Sanitat et au manoir de la Touche; soldats entretenus pour leur garde; pain; 245 chaines de fer employées à les ferrer, au prix de 367<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; pain et frais divers; médecins; aumônes et libéralités...

CC. 159. (Registre.) — In-folio, papier, 100 f<sup>o</sup>.

1623. — « Compte quatrieme et dernier de defunct M<sup>e</sup> Allonce de la Barre, vivant receveur et

miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroy de la ville de Nantes que Françoise Guiheneuf, sa veuve, rend des recettes et depance faicte tant par ledict deffunct, que par ladite Guiheneuf durant neuf mois entiers, commencez le 1<sup>er</sup> janvier 1623 et finiz le dernier septembre audit an. »

La mise est de 23,658<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>; 4 paires de gants.

Par déport 0,531<sup>l</sup> » » ; 8 septiers froment et 749 pinpeneaux.

La recette 23,665<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>; 8 septiers froment, 749 pinpeneaux, 4 paires de gants.

« Aulmosnes et liberallitez faictes à de pauvres personnes necessiteux, à Jan de la Martinière, pauvre gentilhomme estropiat, 6<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> pour luy aider à acomplir le veu par luy fait d'aller par aulmosne en voiage à la Notre-Dame des Ardilliers. A don Anthonius Pinellus, prieur du Mont à la Vierge, au royaume de Naples pais d'Itaillie, 6<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> pour luy aider et subvenir en sa misère et nécessité et pour se retirer en son pais. — Despace faicte par ledict deffunct pour les journées de maczons, perraieurs, couvreurs, journaliers, et autres manœuvriers qui auroient este emploiez à travailler aux œuvres reparations et entretenementz des ponts, portes, murailles et autres lieux et endroits de la ville et forsbourgs, suivant les rolles qui en ont esté faitz et arrestez à la fin de chacune sepmaine par l'un des eschevins, en présence du controleur ordinaire. — Pour la façon des habitz des six sergents et archers de ladite mairie, le jour de la procession du Saint-Sacrement. — Deniers paieiz tant pour voiaiges, achapt de vins, fraiz de procès, nettoiemment de latrines que pour autres diverses causes et occasions, suivant les ordonnances particulières de la ville. — Autre despace de la somme de 800<sup>l</sup>, ordonnée estre payée pour les aulmosnes des religieux et religieuses cy après nommés, en faveur du bail général de M<sup>e</sup> Guillaume Jonnet. »

CC. 160. (Registre.) — In-folio, papier, 192 f<sup>o</sup>.

1623-1625. — « Compte premier de M<sup>e</sup> Jean Fachu receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroy de la ville de Nantes, des recette et depance par lui faicte durant une année et demye commencée le 1<sup>er</sup> octobre 1623 et finye le 31 mars 1625. »

Ce compte (copie) fut arrêté à la Chambre des Comptes le 30 juin 1625. En tête se trouve le procès-verbal

d'élection du miseur, le 12 octobre 1623, et sa prestation de serment le 19 du même mois.

La dépense est de 56,126<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

Par déport 4,722<sup>l</sup> 0<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

La recette 65,875<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 1<sup>d</sup> ; 2 paires de gants.

« Aumônes et libéralités à de pauvres personnes nécessiteux. A ung pauvre masson, 45<sup>l</sup> à cause de la perte d'ung cheval, qui seroit tombé dans la douve de St. Pierre, dont il se seroit tué. A Manuel de Soza, gentilhomme portugais, 9<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> par forme d'aumosne, pour luy aider à se retirer en son pais. — A Jean de Mercant, M<sup>e</sup> armurier, 130<sup>l</sup> pour l'achapt de vingt corselets complets pour vingt piquiers, à raison de 6<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> chacun, pour la deffiance de ladite ville. — Voyages faits en Court pour les procès contre les fermiers de la traite domaniale et autres affaires de la communauté. Deniers paieiz pour les frais de la tenue des Estatz Généraux de cette province en ceste ville de Nantes en 1623. — Aultre depance à l'entrée de monsieur le duc de Vandosme, au mois d'octobre 1623. — Pour l'appointement du capitaine Coullombin, afin d'obliger à faire faire exercice au faict des armes pour l'instruction et adresse de la jeunesse et habitans de la ville, 255<sup>l</sup>. — Autres paiemens faits pour les chevaux de relaix établis au passaige du Temple, pendant le siege du Fort Louys, solde et appointemens des soldatz établis à la garde des prisonniers et nourriture d'iceulx. — Deniers paieiz à cause des gardes faites la nuit sur la rivière de Loire. — A Claude de la Haye, relaveur de tableaux, 24<sup>l</sup> tournois, pour avoir relavé et rafraichy les vingt-quatre grands tableaux des portraits de messieurs les maires et eschevins de la ville, estant au petit bureau ordinaire, à raison de 16<sup>s</sup> pour chacun. — Autres deniers paieiz pour la solde et appointement d'une compaignye de cent hommes de piedz établis en garnison à Saint Nazere, pour la conservation de ladite place en l'obéissance du Roy. — Autres deniers paieiz pour les droietz des menues nécessités de messieurs les maires, eschevins et officiers de la ville, 839<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> pour l'achapt de jettons d'argent, bources, cire, papier, escrivoires, ganifs, plumes et autres menues nécessités. »

CC. 161. (Registre.) — In-folio. papier, 148 f<sup>o</sup>.

« Compte deuxième de M<sup>e</sup> Jean Fachu receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroy de la ville de Nantes, des recette et depance par luy faite durant deux années commencées le dernier juing 1625 et finies à pareil jour 1627. »

Copie collationnée à l'original, arrêté au grand bureau de la Chambre des Comptes le 17 août 1627.

Mise claire 93,120<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

Par déport 33,133<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.

Recette 129,100<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 7<sup>d</sup> ; 4 paires de gants.

« A Henry Mello le jeune, medecin ordinaire de la ville, 525<sup>l</sup> pour une année 9 mois de ses gaiges, à raison de 300<sup>l</sup> par chacun an, suivant l'accord fait entre lesdits s<sup>r</sup>s maire et eschevins, ledit Mello, et les gouverneurs et administrateurs des pauvres, par lequel ils accordent 400<sup>l</sup> de gaiges par chacun an ; à prendre 300<sup>l</sup> par les mains du receveur et miseur de la ville, et 100<sup>l</sup> par les mains des receveurs et trésoriers dudit hospital ; à la charge que ledit Mello demeurera continuellement en ceste ville sans pouvoir s'absenter ny esloigner plus de 23 heures, sans substituer autre medecin en sa place visiter les mallades dudit hospital, et y faire une visite par jour, assister les mallades dudit hospital, et y faire une visite de toutes qualitez de ceste ville, et mesmes assister celui des sieurs eschevins qui fera la visite durant les malladies contagieuses et qui pourront arriver cy après. — Achaptz d'un tapis, 80<sup>l</sup> ; de 80 fourchettes de mousquets, ferrées et prêtes à servir, 68<sup>l</sup> ; de deux cents piques de Biscaye avec leurs fers à 32<sup>s</sup> pièces ; lesquelles ont esté mises et serrées dans l'arsenal de la maison de ville 320<sup>l</sup>. — Autre despance qui se fait à la réception de messieurs les maire et eschevins de la ville de Nantes. — Pour le festin du disner et pour les collations faictes à la Roynie lors du bal général. — Autres deniers paieiz pour la depance faicte à cause de la venue du Roy et de mesdames les Roynes en ceste ville au moys de juin 1626, pour la tenue des Estatz Généraux de ceste province, durant le séjour de S. M. — Autres deniers à cause des maladies contagieuses en ceste ville et faubourgs tant pour les achaptz de provisions, gaiges des chirurgiens, et autres despances, 600<sup>l</sup>. — Autres deniers payés, pour la chapelle de Saint-Roch du Sanitat, réparations des tapiceriies, et diverses causes et occasions. — Pour les frais et despances à raison de l'entrée solempnelle de M. le mareschal de Thémynes, gouverneur et lieutenant général pour le Roy. en ceste province. le 20 mai 1627, 295<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. — Présant à madame de Thémynes d'un vase d'argent vermeil doré en facon de navire armoyé des armes de ladite ville, dans lequel il y avoit 500 pistolles, revenant le tout ensemble à la somme de 4,000 livres.

CC. 162. (Registre.) — In-folio, papier, 149 f<sup>os</sup>.

**1629-1631.** — « Miserie des deniers d'octroy de la ville de Nantes. Compte quatrième de M<sup>e</sup> Jean Fachu, receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, pour deux années commencées le 30 juin 1629 et finies à pareil jour 1631. » Copie, sans signature, de ce compte, arrêté au grand bureau de la Chambre des Comptes, le 20 août 1631.

Mise claire 101,446<sup>l</sup> 0<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

Par déport 30,285<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.

Recette 151,334<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>; 4 paires de gants.

« Dépense qui se fait à la réception de messieurs les maires et eschevins. Pour le jour de la réception de M. de la Tullaye, s<sup>r</sup> de Belisle, conseiller du Roy, M<sup>e</sup> ordinaire de ses comptes, en la charge de maire. — A un maitre cordier 80<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> pour 357 livres pesant de cordages, pour lever les râteaux d'Erdre et de Sauveteur, les cordes des cloches du port Briand Maillard, S<sup>t</sup> Pierre et orloge du Bouffay. — A escuyer René de la Tullaye, s<sup>r</sup> de Belisle, M<sup>e</sup> des comptes, maire de la ville, et René Spadinc, s<sup>r</sup> de la Laudière, conseiller du Roy, au siège présidial de Nantes, députés par la ville pour aller en Cour 2,621<sup>l</sup> 14<sup>s</sup>, pour leurs peines, salaires, journées et vacations de voyage, par eux fait pour obtenir de S. M. lettres patentes en forme de déclarations pour la conservation des rentes et revenus patrimoniaux de la ville, afin d'être maintenus en la jouissance des maisons, moulins, estaux, loges, boutiques et autres choses tant affermées que baillées à rentes dans l'enclos de la ville et hors l'enclos d'icelle, que MM. les commissaires députés de S. M. pour la réformation du domaine du Roy, avoient employez dans leur procès-verbal, et fait procéder au bail à ferme au proffilt de S. M. — A Mathurin de Coussy, eschevin et Jean Lyrot procureur syndic, 68<sup>l</sup> pour un voyage par eux fait jusques à Saint-Nazaire, pour arrester tous les vaisseaux qui estoient chargés de blés et autres grains qu'ils vouloient mener hors le royaume, et iceux fait venir en ceste ville, ou ils auroient esté vendus en détail aux habitants. — A Jacques Raoul, escuyer, s<sup>r</sup> de la Guibourgère, conseiller du Roy, sénéchal au Présidial de Nantes, 150<sup>l</sup>, pour les frais d'un voyage par luy fait exprès dans la ville de Rennes, affin d'obtenir permission de M<sup>rs</sup> du Parlement de transporter des blés des autres éveschés de la province en celui de Nantes, par mer et rivière, ayant esgard à la nécessité d'icelle et clameur du peuple. — Autres payements pour l'acquest de certains cantons de prés, situés

près la rivière de Loyre, paroisse de Coueron, achapt de picques, cordages, vacations d'escritures et autres causes et occasions. »

CC. 163. (Registre.) — In-folio, papier, 203 f<sup>os</sup>.

**1631-1633.** — « Compte cinquiesme de M<sup>e</sup> Jean Fachu, receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroy, des recette et despance par luy faictes durant deux années commencées le dernier juin 1631 et finies à pareil jour 1633. Copie non signée de ce compte arrêté le 25 novembre 1633.

Mise claire 123,608<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.

Par déport 29,606<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.

Recette (le total de la recette n'est ni fait, ni inscrit).

« Il est deub audit comptable 7,342<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. — Rentes constituées à cause de l'achapt de certains vaisseaux envoyez à la digue, lors du siège de la Rochelle, pour le service de S. M. A M<sup>e</sup> René Chupin s<sup>r</sup> du Plessis Renard, 475<sup>l</sup>, pour l'arrérage de deux années, de 237<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> de rente hypothequaire de l'un chacun an par la ville à cause de l'achapt d'un vesseau, l'*Yvonne de Morbihan*, façon de Flandre, qui fut envoyé au camp devant la Rochelle pour le compte de S. M. — Autres rentes constituées à cause des drogues et médicaments fournis par aucuns apotiquaires aux malades de contagion. — Pour le nettoiyement des armes et mousquets qui sont dans l'arsenail de la Maison de Ville. — Murailles du Sanitat. A Hélye Brosset, M<sup>e</sup> architecte et entrepreneur des bâtiments du désairement proche le Sanitat au bas de la Fosse, 6,250<sup>l</sup> tournois, à valloir sur le marché des œuvres et bâtiments par lui entrepris de faire au désairement et enclos du parc du Sanitat, pour la commodité et soulagement des malades infectés et suspects de contagion, grandement utile et nécessaire au public, autant qu'aucun ouvrage qui aye esté entrepris par ladite ville. A René Pean M<sup>e</sup> masson 2,244<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> pour 448 toises de murailles par luy faite tant du parc et désairement du Sanitat que des loges construites dans l'enclos dudit parc, à raison de 100<sup>s</sup> tournois chacune toise. Autres deniers payés à cause de la tenue des Estatz Généraux de ceste province, assignez en ceste ville de Nantes par autorité du Roy en 1632, ou assistoit M. le prince. — Autres deniers payés pour les frais des obsèques et funérailles de M. de Baillon, capitaine au chateau de Nantes, décédé le 17 juin 1631. — Autres payements pour les frais et despances des maladies contagieuses; à cause de l'incendie arrivé à la rue de la Casserie,

près les Changes, le jeudy absolu dernier 1633. — A Arnaud de Cazenau M<sup>e</sup> joueur de picque, 17<sup>l</sup> par forme de gratification à l'exercice qu'il a fait à la jeunesse de ceste ville à montrer à jouer de la picque, en attendant qu'il trouve plus grand nombre d'escoliers pour l'exercice d'icelle. »

CC. 164. (Registre.) — In-folio, papier, 153 f<sup>os</sup>. (Taché par l'humidité sur les deux tiers des feuilles ainsi devenues illisibles)

**1533-1536.** — « Compte sixième de M<sup>e</sup> Jean Fachu, receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroy, des recette et depense par luy faites durant deux années commencées le dernier jour de juin 1633, et finies à pareil jour 1635... Et rend cy endroit l'estat au vray de la recette et despenche du présent compte vérifié et arrêté desdits sieurs maire et eschevins, d'eux signé, datté du 27 janvier 1636. Copie authentique collationnée par le conseiller du Roy secrétaire auditeur de ses comptes, Fuchault. »

La mise claire 83,103<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>.

Par déport 29,438<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

La recette 120,039<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; 2 paires de gants.

« Deniers païés par ledit comptable pour l'acquit des charges ordinaires. — Rentes constituées par la ville à plusieurs particuliers, à cause des sommes et deniers par eux prestés à rentes pour subvenir et employer aux affaires de la ville; à cause de certains vaisseaux envoyés à la digue lors du siège de la Rochelle. — Pour le diner fait le jour de la Feste Dieu 1633, à Centurion Dupré, M<sup>e</sup> paticier 320<sup>l</sup>. Pour les deux derniers festins solennels de la mairie, 2,400 livres payée par moitié à Francois Mouchaux et Centurion Dupré paticiers. — Voyage des députés qui ont assisté aux Estats généraux de ceste province. » A l'avant-dernier folio de ce compte est transcrit l'arrêt de la Chambre des Comptes, qui lève au profit des enfants mineurs de feu Mathieu Bienvenuât, M<sup>e</sup> apothicaire, le déport d'une rente de 500 livres, constituée au profit du défunt pour paiement d'une somme de 11,184<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> « de drogues et médicamens par luy fournis aux malades qu'estoient tant à la maison du Sanitat que ailleurs. »

CC. 165. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 1 cahier 6 f<sup>os</sup>; 1 pièce papier; 1 cachet.

**1639.** — Sommaton faite à la requête d'Antoine Nidellet, miseur de la ville, à Jean Fachu, de lui payer les 15,953<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>, dont il est resté redevable à la ville sur son septième compte, et ajournement devant

le Présidial. 28 juin. Arrêt de la Chambre des Comptes, à payer la somme ci-dessus, dont il est redevable. 11 juillet. Procès-verbal de perquisition de Jean Fachu ci-devant miseur, pour le constituer prisonnier par défaut de paiement des 15,953<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 7<sup>d</sup> dont il est resté reliquataire sur son septième compte, 9 août. L'huissier, après avoir vainement cherché Fachu à Nantes et à la Bretesche, où il faisait sa résidence, apprend qu'il est en fuite, et que tous ses biens ont été vendus pour payer ses dettes.

CC. 166. (Registre.) — In-folio, papier, 93 f<sup>os</sup>

**1636-1637.** — « Compte premier de M<sup>e</sup> Anthoine Nidellet, receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroy, des recette et despenche par luy faites durant une année et demye, commencée le 1<sup>er</sup> janvier 1636 et finye le 30 juin 1637. » En tête du registre est un extrait des délibérations des 21 et 24 février 1636, contenant la nomination et prestation de serment du miseur.

La mise claire est de 67,633<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

Par déport 16,153<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.

La recette 67,203<sup>l</sup> 0<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>; 2 paires de gants

« Gages d'officiers, pensions et entretenements ordinaires. A Julien Renaud, charron, 129<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> pour dix-huit paires et demye de roues à canon, faites de neuf pour monter le canon de la ville, à raison de 7<sup>l</sup> chacune paire. Autre despanche faite pour les journées des ouvriers, massons, manœuvres et autres artisans employés à travailler à la réparation et entretenement des euvres publiques, achats d'attraites et matériaux. — A Thomas Jus, M<sup>e</sup> orpheuve 72<sup>l</sup> pour douze pommes d'argent, à mettre des préservatifs contre la peste, qui ont été délivrées aux maire, eschevins et autres officiers de la ville. — Achats de vins et bouteilles. — Autres deniers payes pour la ferme des pescheries du pont de Nantes, vacation d'escriptures, espices, frais de procès, salaires d'huissiers et sergents, et autres vacations. — La somme de 230<sup>l</sup> pour l'achat des provisions qui furent distribuées à quatre compagnies de gens de guerre logés en la paroisse de Grandchamps du regiment de monsieur de la Meilleraye, pour empescher le degastz qu'ils eussent peu faire aux paroisses circonvoisynes. — Pour le disner fait aux capitaines de M. de la Meilleraye, gouverneur de ceste ville, 144<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>. »

CC. 167. (Registre.) — In-folio papier, 166 f<sup>os</sup>.

**1637.** — « Compte deuxième (double) de M<sup>e</sup> An-



thoine Nidellet, receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroy, des recette et despance par luy faictes durant deux années commancées le 1<sup>er</sup> juillet 1637 et finyes le 30 juin 1639. »

Mise claire 147,307<sup>1</sup> 5<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> obole; 4 paires de gants.

Par déport 41,644<sup>1</sup> 16<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>. »

La recette 138,693<sup>1</sup> 10<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>; id.

Il restait dû au comptable 20,256<sup>1</sup> 41<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> obole.  
« Au M<sup>e</sup> sierger de la ville, 645<sup>1</sup> pour les sierges et torches de cire blanche, par luy fournies ausdits maire et eschevins, le jour de la feste de la Chandeleur et celle du Sacre de l'année 1637, rafraichy le gros cierge de la ville, qui se porte à la procession générale du Saint-Sacrement, et autres luminaires, pendant les maladies contagieuses. — Autres paiements faits en vertu des ordonnances de la ville pour les frais de la nourriture et traitement des malades de contagion tant de la ville que des forsbourgs. — Autres deniers payés à divers particuliers qui auroient logés les gentilshommes et autres personnes de la suite de M<sup>re</sup> de la Meilleraye, G<sup>d</sup> M<sup>e</sup> de l'Artillerye de France, lieutenant pour le Roy en ceste province, principal commissaire de Sa Majesté pour la tenue des Estats dudit pays et gouverneur des ville, chasteau et compté dudit Nantes. Pour les confitures présentées de la part de la ville, à madame de la Meilleraye. — Au sieur de Querbignac, M<sup>e</sup> d'hostel et lieutenant-général de la vennerie du Roy, 500<sup>1</sup> par ordonnance de la ville du 14 octobre 1638, par forme de gratification et reconnoissance, d'avoir apporté à ladite ville les lettres de Sa Majesté, portant l'advis de l'heureuse naissance de M<sup>re</sup> le Dhaufin (qui fut Louis XIV.) — Pour les provisions de bouche de la frégate de M. de Marcé, sur mer, pour la liberté du traffiq. — Autres deniers payés en vertu des arrestz du-Conseil et lettres patentes du Roy, pour réparations pressantes et nécessaires au chasteau de Nantes, attendant le remplacement sur les deniers y destinés. »

CC. 168. (Registre.) — In-folio papier, 147 f<sup>os</sup>.

1641-1643. — « Compte quatrieme de maistre Anthoine Nidellet, receveur et miseur de deniers patrimoniaux et d'octroy, des recette et dépançe par luy faictes durant deux années, commencées le 1<sup>er</sup> juillet 1641, et finies à pareil jour 1643. »

Mise claire 121,785<sup>1</sup> 4<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>.

Par déport 20,836<sup>1</sup> 9<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

Recette 134,381<sup>1</sup> 7<sup>s</sup> 7<sup>d</sup> obole; 2 paires de gants.

« A Jean Dorsepmaine, maistre charpentier, et Jean

Frapet, maistre serrurier, 186<sup>1</sup> 5<sup>s</sup> pour une chesse et caige de boys eslevée avec une basculle en la place du Bouffay de la ville, par ordonnance de police pour la punition des boullangers et autres qui contreviendront à la police. — Autres dépançe pour les journées des ouvriers, massons, manœuvres et autres artizan employés à travailler à la reparation et entretenement des œuvres publiques. La Chambre (des Comptes) répétant ses précédans arrestz et reiglemens, donnés sur les comptes de ce comptable et de feu Jean Fachu, précédent miseur, ordonne que les deniers de la ville seront employés par ordonnance arrestée en la Maison commune, selon les lettres d'octroy et arrestz de vérification d'icelle, sans pouvoir estre divertiz pour quelque cause et occasion que ce soit; et afin que l'ordre y soit d'autant mieux gardé, ladite Chambre ordonne que tous marchés, achapts et livraisons de boys, planches, madriers, chaux, pierres, pavés et autres choses qui auront esté jugé nécessaires, se feront par deux desdits eschevins, qui seront chacun mois commis et deputez du corps de ladite ville..... »

— Autres deniers payés, pour les confitures présentées à M<sup>me</sup> la maréchale de la Meilleraye et Mademoyselle la duchesse de Rohan. — Pour le droict de francs-fiefs et nouveaux acquests. — Au sieur de Brequiny, commis à la recette des droits ordonnés par Sa Majesté pour la confirmation et exemption des francs-fiefs et nouveaux acquests, 4,000<sup>1</sup>. — A J.-B. Paleologo, munitionnaire général des vivres des armées du Roy en Italye, chargé du recouvrement des deniers provenans des taxes de la confirmation de l'exemption des francs fiefs et nouveaux acquets en conséquence de la déclaration de Sa Majesté, du 28 février 1640, 12,000<sup>1</sup>. — Pour les pompes funèbres, et cérémonie des services faicts en l'église de Saint-Pierre de Nantes, pour le deffunct Roy, la Royne, sa mère, et monsieur le cardinal duc de Richelieu, vivant gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté en ceste province.

CC. 169. (Registre.) — In-folio, papier, 106 f<sup>os</sup>.

1645-1647. — « Compte sixième (double) de M<sup>e</sup> Anthoine Nidellet, receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroy, des recette et despance par luy faictes durant deux années, commancées le 1<sup>er</sup> juillet 1645, et finies à pareil jour 1647. »

Somme de la mise claire 68,154<sup>1</sup> 0<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

Par déport 44,141<sup>1</sup> 18<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.

Recette 30,538<sup>1</sup> 6<sup>s</sup> 0<sup>d</sup>.

« Pour le logement de M<sup>re</sup> le gouverneur; 1,800<sup>1</sup> au



scolastique de l'église de Saint-Pierre, pour une année de la ferme de son logix de la scolasticquerie ; à messire Pierre Cornulier, seigneur de la Touche, conseiller du Roy en ses conseils d'Estat et privé, président en son Parlement de Bretagne, 1,300<sup>l</sup> pour une année de louage de son logix situé à vis du chasteau. — Aumosnes ordinaires aux religieux mandians de ceste ville. — Pour le desjeuner porté au Bois-Jollys, pour la visite générale des ponts. — Voyages et frais des deputez de la ville en Cour et ailleurs. — Pour l'achapt de vins. — Autres deniers pour la nourriture et despance des officiers espagnols pris à la bataille de Rocroy, envoyés par le Roy en ceste ville, et retenus prisonniers au chasteau de Nantes ; pour la nourriture d'autres chefs et soldats espagnols, prisonniers de guerre, pris au fort Mardy et amenés, par ordre du Roy, aux ville et chasteau de Nantes. — A André Canton, capitaine espagnol, tant pour luy que pour six alferez, détenus prisonniers au chasteau dudit Nantes, 1,152<sup>l</sup> 16<sup>s</sup>, pour leur nourriture depuis le 2 octobre 1646, qu'ils furent amenés au chasteau, jusqu'au 5 juillet 1647, qu'ils partirent pour s'en aller. — Autre despance de la construction à neuf du porteau de la principale entrée de la Maison commune. »

CC. 170. (Registre.) — In-folio, papier, 188 f<sup>os</sup>.

**1649-1651.** — « Compte huictiesme de M<sup>e</sup> Anthoine Nidellet, receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroy, des receptes et despances par luy faictes durant deux années, commencées le jour et feste de S<sup>t</sup> Jean-Baptiste 1649, et finies à pareil jour 1651. »

Somme de la mise claire, 130,149<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

Par déport 6,300<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 0<sup>d</sup>.

Recette 156,939<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.

« Deniers payés par ledit Nidellet, présent comptable, pour l'acquit des rentes, gaiges d'officiers, et autres charges ordinaires dues par la communauté de Nantes. — Autre despance pour l'entretien des ponts de boys et ponts leviz de la ville. — Pour la Chambre du commerce. — A Guillaume Le Monnier, imprimeur libraire à Nantes, 150<sup>l</sup> tournoys, par ordonnance du 11 octobre 1646, pour l'impression d'ung livre faisant mention de l'establissemant et conservation du commerce de ceste ville, et pour plusieurs imprimés dudit livre (1). — A Jacques Malherbe, M<sup>e</sup> architecte

(1) La Chambre raya cet article, disant : « que les deniers ne sont destinez à tels effectz ».

et sculpteur, 135<sup>l</sup> tournoys pour avoir fait les armes de monseigneur l'évesque de Nantes et icelles posé en relief et sculpture, sur l'une des portes de la Chambre dudit commerce bastie en son fief. — Autres deniers, payés, pour la continuation et réception de messieurs les maires et eschevins ; pour les voiajes des deputez de la ville pour la tenue des Estats ; pour les ameublements des logis de M<sup>re</sup> le mareschal de la Meilleraye ; pour la nourriture des prisonniers espagnols ; pour les décimes de la cure de S<sup>t</sup> Julien-de-Vouvantes et autres rentes. »

CC. 171. (Liasse.) — 3 pièces parchemin ; 1 cahier de 14 f<sup>os</sup>, 2 de 6 et 6 pièces papier ; 2 sceaux.

**1636-1656.** — Extraits des 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> comptes d'Antoine Nidellet, concernant les réparations exécutées par la ville au chasteau. Lettres de Louis XIII, 6 février 1642, enjoignant à la Chambre des Comptes de rétablir et allouer aux miseurs Fachu et Nidellet, les articles déportés en leurs comptes, et relatifs aux présents de bougies blanches et jaunes données chaque année aux maire et échevins à la fête de Noël, et accordant à l'avenir 200<sup>l</sup> seulement pour cet objet ; extrait du 6<sup>e</sup> compte de Fachu et du 1<sup>er</sup> de Nidellet. — Arrêt d'enregistrement par la Chambre des lettres précédentes, 17 mai 1642, et autre arrêt du 12 août suivant, rétablissant au compte du miseur Nidellet les 200<sup>l</sup> pour les présents de bougies. — Bref état que présente ce dernier pour 6 mois du 1<sup>er</sup> juillet 1643 au 31 décembre ; sans signature. — Arrêt de la Chambre des Comptes sur la requête d'apurement présentée par les maire et échevins de Nantes, qui lève les radiations par elle inscrites sur divers articles des comptes du miseur Nidellet ; les sommes de 1,400, 700, 2,400, 1,000<sup>l</sup> employées sous le nom d'Hélye Brosset, M<sup>e</sup> architecte, pour la construction du bâtiment de la Chambre de commerce et logements faits à la Fosse, près la chapelle S<sup>t</sup> Julien ; « la somme de 362<sup>l</sup> faisant partie de 962<sup>l</sup>, à quoy auroit esté moderé la despance du festin faict à la Maison commune, le jour de la reception de M. de Monti, conseiller maire, reçu en ladite charge le 22 septembre 1644, d'autant que ladite somme excéderoit les 600<sup>l</sup> de votre règlement précédent, lequel arrest ne leur auroit esté signifié, joinct que ladite somme de 600<sup>l</sup> est modicque pour le grand nombre de personnes de mérite qui se trouvèrent lors de ladite cérémonie. Auroict esté faict despance de 1,711<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 11<sup>d</sup> pour l'oeuvre et construction de l'hos-

pital de la Petite Prée, laquelle vous auriez nosdits seigneurs rayée, d'autant que les deniers de ladite communauté ne sont destinés à tels uzages, combien que ledit oeuvre soit autant ou plus privilégié qu'aucunes autres despences, estant pour le logement des pauvres, qui sont les membres de Dieu destituez de tous biens, et en ung lieu plus commode pour leur santé, et qu'il a pleu au Roy par ses lettres patentes de décembre 1643, leur permettre le faire bastir... »

CC. 172. (Registre.) — In-folio, papier, 49 f<sup>os</sup>.

**1655-1657.** — « Compte premier (double) de noble homme Georges Mangin, receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroy, de la recette et despence qu'il a faict depuis son institution en ladite charge, le 22 avril 1655 jusqu'à la St Jean-Baptiste 1657 » (1).

Somme de la mise claire	119,261 <sup>l</sup> 7 <sup>s</sup> 2 <sup>d</sup> .
Par déport	8,192 <sup>l</sup> 2 <sup>s</sup> 9 <sup>d</sup> .
Recette	123,858 <sup>l</sup> 8 <sup>s</sup> 0 <sup>d</sup> .

Le chapitre de la dépense débute par les observations du comptable sur les persécutions qu'il éprouve de la part de particuliers qui « prétendent leur estre deub plusieurs années d'arrérages de rentes, non seulement du temps de ce compte, mais encore de plusieurs années précédentes, que son devancier n'auroit acquitté soit manque de fonds, soit autrement, ce qui auroit causé pour dix neuf mille et tant de livres de déport au compte-rendu à la Chambre par ses héritiers... — Rentes hypothéquaires deues à plusieurs particuliers, pour deniers par eux prêtés à la ville, pour les nécessités d'icelle, aux droits de la pluspart desquels les pauvres de l'Hôtel-Dieu sont subrogés. — Autres rentes de nouvelle constitution. — Achats de vins et bouteilles. — Au sieur Charles de Raverolles, 150<sup>l</sup> pour avoir fait le portrait et le tableau de monsieur de la Pinsonnière, maire, pour estre mis dans la grande salle de la maison commune. — A Thomas Renaud, tapissier, 800<sup>l</sup> pour les ameublements nécessaires à la maison et suite de M<sup>re</sup> le mareschal de la (Meilleraye), durant huit mois de temps. — A plusieurs officiers et soldats du régiment de la Meilleraye 604<sup>l</sup> pour leur estape, pour deux jours. — Despence faicte pour la construction du collège de Saint Clément. »

(1) Antoine Nidellet dont les derniers comptes sont perdus, dut mourir vers les premiers jours d'avril 1655.

CC. 173. (Registre.) — In-folio, papier, 65 f<sup>os</sup>.

**1657-1659.** — « Copie du compte deuxième de M<sup>re</sup> Georges Mangin, receveur et miseur des deniers communs et patrimoniaux et d'octroy, pour deux années commencées à la St-Jean 1657, et finies à pareil jour 1659. »

Somme de la mise claire	101,895 <sup>l</sup> 2 <sup>s</sup> 1 <sup>d</sup> .
Par déport	920 <sup>l</sup> 8 <sup>s</sup> 0 <sup>d</sup> .
Recette	103,670 <sup>l</sup> 10 <sup>s</sup> 9 <sup>d</sup> .

« Deniers payés pour l'acquit des rentes, gages d'officiers et autres charges ordinaires deues par la ville et communauté de Nantes. — Au sieur Jean Le Gouz, peintre, 100<sup>l</sup> pour avoir fait le portrait de monsieur le seneschal de Nantes, maire, (Jean Charette, sieur de la Gascherie). Au sieur Gentillesse, peintre, pour avoir fait etourny le tableau de monsieur le président du Pontual, maire, pour estre aussy placé dans la grande salle. — Deniers payés pour la construction du collège Saint-Clément. — Dépence pour le logement de monsieur le commissaire des Estats de ceste province tenus en la ville de Nantes, en 1657. — Voyage de messieurs les députés aux Estats convocqués à St-Brieuc, en 1659. — Dépence pour l'acquit des déports des comptes de feu Antoine Nidellet. »

CC. 174. (Registre.) — In-folio, papier, 38 f<sup>os</sup>.

**1659-1661.** — « Estat au vray que noble homme Georges Mangin, receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroy, rend à messieurs les maires et eschevins, des recette et despence par luy faicte depuis la saint Jean-Baptiste 1659, jusqu'à pareil jour et feste 1661. »

Recette 80,608<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>.

Dépense 73,590<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>, sauf erreur de git et calcul.

« A M<sup>re</sup> Jean de la Fitte, garde des tiltres et papiers appartenant à ladite ville et communauté de Nantes, 60<sup>l</sup> pour ses gages de garde pendant les deux années du présent estat. — Aux pères de l'Oratoire, pour leurs gages et appointements des régents qui enseignent publiquement dans le collège Saint-Clément, 4,600<sup>l</sup> pour les deux années du présent estat, à raison de 2,300<sup>l</sup> par chacun an. — Libéralités et gratifications accoustumées estre faictes aux prédicateurs. — La somme de 180<sup>l</sup> aux huict compaignyes de ceste ville, y compris celle de la Fosse, qui se seroient mis soubz les armes, lors de la réception de M. de la Vincendière, advocat du Roy, reçu en la charge de

maire, le 12 janvier 1661. — Au sieur de Villeneuve, commandant les compagnies de cavallerie de Monsieur, qui auroient passé par cette ville, et séjourné trois jours, venant de Bretagne pour aller en Poitou, 324<sup>l</sup>. — Autre dépense à cause des grandes froidures de l'année 1569, 800<sup>l</sup> tournois. »

CC. 175. (Registre.) — In-folio, papier, 26 f<sup>os</sup>. (Incomplet de la plus grande partie de la dépense.)

**1661-1663.** — « Estat au vray, que noble homme Georges Mangin, receveur et miseur, rend à messieurs les maire et eschevins des recette et dépense par luy faictes durant deux années commencées à la feste de saint Jehan-Baptiste 1661 et finies à pareil jour 1663. »

« Fait recette ledit comptable, à condition de se faire payer de ce qu'il luy pourra estre deub pour les deux années du présent estat de la somme de 84,000<sup>l</sup> pour les deniers d'octroy, à raison de 42,000<sup>l</sup> par an ; savoir à M<sup>e</sup> G. Boucaud, miseur des ponts, 14,000<sup>l</sup> à raison de 7,000<sup>l</sup> par an, et à M<sup>e</sup> M. Jouin, procureur en la Chambre des Comptes, adjudicataire, 6,000<sup>l</sup> tournois, à cause de l'avance par luy faicte, et partant ne sera cy faict recepte que de 64,000<sup>l</sup>. — Du fermier de la halle neuve du Bouffay, 1530<sup>l</sup>, pour les deux années du présent estat. — Droits de passage et de coustume desquels avoit droit de jouir le prieur de Pirmil, et par lui delaissés à la ville pour partie de l'entretien du pont de Pont-Rousseau, 80<sup>l</sup> pour deux années. — Autre recette extraordinaire pour deniers empruntés par les sieurs maire et échevins, pour employer aux frais et dépenses extraordinaires des préparatifs nécessaires pour la réception de Sa Majesté. »

CC. 176. (Registre.) — In-folio, papier, 105 f<sup>os</sup>.

**1663-1665.** — « Double du compte cinquième de M<sup>e</sup> Georges Mangin, receveur et miseur des deniers communs de la ville et communauté de Nantes, de la recepte et despence qu'il a faicte durant deux années commencées au jour de saint Jean-Baptiste 1663, et finies à pareil jour 1665. »

Somme de la mise claire 89,512<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

Par déport 15,220<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

Recette 99,353<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 0<sup>d</sup>.

« Aumosnes ordinaires que la ville a accoutumé de faire chacun an, aux religieux mandians. — Menée aux plaids généraux. — Vins et droits. — Autres des-

pences faictes, à cause du vin d'Espagne, pour les festins, pour la députation aux Estats généraux convoqués à Vitre en 1665, à cause de la grosse orloge du Bouffay. — A René Landouillette, la somme de 1,000<sup>l</sup> pour le dédommager des interets par luy prétendus, à cause des refontes de la grosse cloche ou orloge du Bouffay, et pour avoir, oure les trois grosses cloches prises dans l'église de Saint-Pierre, pesantes 2,930 livres de metal,ourny la quantité de 750 livres d'autre metal, qui auroit entré avecq plus grand nombre dans la fonte de ladite grosse cloche et de huit autres cloches pour les appeaux, qui ont estées montées et attachées sur la tour de ladite orloge. — La somme de 300<sup>l</sup> au sieur (blanc) Champagne, maistre peintre de la ville de Paris, pour avoir faict etourny le portraict en grand de M. de la Rochemacé, cy devant maire. — Frais de la députation à Saint-Maixent, au devant de M<sup>e</sup> le duc Mazarini, gouverneur, lors de son entrée en cette ville. »

A la suite, est l'« appurement final que rend au Roy, nostre sire, par devant vous nosseigneurs de ses comptes en Bretagne, noble homme Georges Mangin, cy devant receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroy, des déports, partyes rayées, souffrance, nottas et injonctions, faites au cinquième compte par luy rendu du manient des deniers de la miserie de ladite ville, pour deux années escheues au jour saint Jean-Baptiste 1665, et un quartier des deniers d'octroy escheu au 30 septembre dite année. »

CC. 177. (Registre.) — In-folio, papier, 46 f<sup>os</sup>. Incomplet.

**1665-1667.** — « Premier état au vray que M<sup>e</sup> Nicolas Paulus, receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroy, rend à messieurs les maire et eschevins des deniers d'octroy durant sept quartiers, commencés le 1<sup>er</sup> octobre 1665 et finis le dernier juin 1667. »

« Dépences pour l'orloge; pour l'incendie de la rue de la Casserie; pour le service de la deffunte Reine: pour le service de feu M. le mareschal; pour les portraits des maires et de M. de Mollac; pour un voiage à S<sup>t</sup> Nazaire au sujet des vaisseaux suspects de peste; pour la députation à Paris, au procès et instance au Conseil contre les fermiers d'octroy; pour l'obtention de nouvelles lettres d'octroy. »

CC. 178. (Registre.) — In-folio, papier, 81 f<sup>os</sup>.

**1669-1671.** — « Double du compte troisième que

rend N. H. Nicolas Paulus, receveur et miseur des deniers patrimoniaux, communs et d'octroy des recette et depense par lui faites durant deux années commencées le 1<sup>er</sup> juillet 1669, finies à pareil jour 1671. »

Somme de la mise claire 97,293<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 5<sup>d</sup>.

Par déport 345<sup>l</sup> 1<sup>s</sup>.

Recette 94,645<sup>l</sup> 1<sup>s</sup>.

Gages d'officiers. Procureur-syndic, 600<sup>l</sup> pour deux années. Receveur et miseur, 144<sup>l</sup> pour deux années; 300<sup>l</sup> pour peines extraordinaires; 175<sup>l</sup> pour son droit de recette de trois deniers pour livres. Garde des munitions 172<sup>l</sup> pour deux années. Canonnier ordinaire de la ville 24<sup>l</sup> pour l'année 1670-1671. — Dépense pour passage des gens de guerre, 1198<sup>l</sup>. — Courier porteur des ordres du Roi aux États de Dinan et de Vitré 66<sup>l</sup>. — Réparations des pavés, des avenues et des grands chemins de la ville. — Dépense commune. Pour la façon, enrôlement, double et minute du présent compte 285<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; pour les épices 4,000<sup>l</sup>; pour le sceau de la déduction du présent compte 8<sup>l</sup> 8<sup>s</sup>; pour les arrêts et apostilles mis sur la copie de ce compte 50<sup>l</sup>.

CC. 179. (Registre.) — In-folio, papier, 84 f<sup>os</sup>.

1671-1673. — « Double du compte quatrieme de la Miserye de la ville de Nantes, pour deux années commencées le 1<sup>er</sup> juillet 1671, et finies à pareil jour 1673. Noble homme Nicolas Paulus comptable. »

Somme de la mise claire 68,132<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.

Par déport 345<sup>l</sup>.

Recette 72,771<sup>l</sup> 18<sup>s</sup>.

Pour l'entretien du jardin de la Maison de ville 240<sup>l</sup> pour deux années. — Frais de poudre à canon; 800<sup>l</sup> pour 1180 livres de poudre, 650 livres à 72<sup>l</sup> les cent livres, et 530 livres à 75<sup>l</sup> les cent livres. — La somme de 1,200<sup>l</sup> pour la subsistance de plusieurs compagnies de gens de guerre qui ont passé et séjourné dans cette ville. — « A Françoise Vallée, veuve de deffunct Augustin Moussaye, vivant canonnier de la ville, 150<sup>l</sup> tournois, luy ordonnée par ordre verbal de M<sup>sr</sup> le duc de Chaulnes, pour la récompense à elle faite à cause de sa pauvreté et grossesse, son mari ayant esté tué au service de la ville par un canon qui auroit crevé à l'entrée de M<sup>sr</sup> le duc. — Dépance au subject des feux de joye faictz tant pour la naissance de M<sup>sr</sup> le duc d'Anjou que pour les conquestes faictes par les armes du Roy dans les Pays-Bas pendant le temps de ce compte. — Fraiz de la dépance faicte à Paris au subject du commerce et négoce des isles de l'Amérique.

— Aultre dépance, pour l'entrée de M<sup>sr</sup> le duc de Chaulnes; au subject d'un voyage faict à Rennes pour saluer et complimenter M<sup>sr</sup> le premier président. »

CC. 180. (Registre.) — In-folio, papier, 32 f<sup>os</sup>.

1679-1681. — « Double du compte huictieme de la miserie de Nantes, pour deux années finies le dernier juin 1681. Noble homme Nicolas Paulus, sieur du Fonteny, comptable. »

Somme de la mise claire 72,639<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> 5<sup>d</sup>.

Par déport 401<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>.

Recette 67,097<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.

« La somme de 200<sup>l</sup> tournois, pour les frais du voyage que MM. de la communauté font chacun an à S<sup>t</sup>-Sébastien, pour l'acquit du vœu fait par ladite ville en l'honneur de ce saint, l'un des protecteurs d'icelle, le jour de sa feste. — La somme de 1,000<sup>l</sup>, à raison de 500<sup>l</sup> par an, au désir de l'arret de régleme[n]t du Conseil, pour la réparation et entretenement des murailles, conforme à deux baux au rabais. — La somme de 164<sup>l</sup> payée à M. du Bouffay Frémon, maire de Nantes, pour les frais d'une députation de sa personne, à Tours, le 30 avril 1681, vers M. de Nointel, intendant pour S. M. audit pays, commissaire par elle nommé pour l'examen des actes et titres au soutien de l'exemption des lods et ventes, pour luy mettre en main des réponses fournies par la communauté aux contredits luy signifiés à requeste de Louis Moreau chargé par S. M. de la poursuite du papier terrier et réformation de ses domaines en ceste province. — La somme de 120<sup>l</sup> pour la nourriture de 34 maures turcs, qui auroient passé par ceste ville sous la conduite du s<sup>r</sup> des Couturies, lieutenant du prévot de la marine, qui les menoit de l'arsenal de Brest dans le chateau de Saurmur. — Dépense au sujet des grandes eaux; 460<sup>l</sup> pour charité et aumosnes faites à plusieurs pauvres bateliers, portefaix et autres pauvres artisans et honteux pendant la rigueur des glaces des deux hivers derniers; 640<sup>l</sup> payées à nombre de boulangers, pour du pain vendu à MM. les maire et eschevins de la ville, qui l'auroient fait distribuer pendant l'extrême rigueur de l'hiver dernier. — La somme de 40<sup>l</sup>, pour le salaire des hommes et louage des chevaux fournis au s<sup>r</sup> de la Voye, l'un des ingénieurs et géographe de S. M. »

CC. 181. (Cahier.) — In-folio, papier, 28 f<sup>os</sup>.

1679-1681. — « Huictieme estat au vray, que

présente devant vous messieurs les maire et eschevins, noble homme Nicolas Paulus, receveur et miseur des deniers patrimoniaux, communs et d'octroy, des recettes et dépenses par luy faites durant deux années, commencées le 1<sup>er</sup> juillet 1679, finies le 30 juin 1681. »

La recette est de 66,955<sup>1</sup> 7<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

La dépense 67,485<sup>1</sup> 19<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.

Ce compte qui est l'état au vrai du précédent est signé par le maire de Nantes, et les six échevins.

CC. 182. (Cahier.) — In-folio, papier, 45 f<sup>os</sup>.

**1680-1682.** — « Neufviesme estat au vrai, de la miserie ordinaire et des ponts de Nantes, rendu par noble homme Nicolas Paulus, sieur du Fonteny, receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroy de la ville et desdits ponts de Nantes, pour deux années et demie de la miserie des ponts, commencées le 1<sup>er</sup> juillet 1680, finies le 31 décembre 1682, et une année et demie de la miserie ordinaire, commencée le 1<sup>er</sup> juillet 1681, et finie aussi le 31 décembre 1682. »

La recette est de 95,595<sup>1</sup> 17<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.

La dépense 80,812<sup>1</sup> 0<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.

Comme le précédent, ce compte est signé du maire et des échevins. Deniers payés pour l'acquit des rentes, gages d'officiers et autres charges ordinaires dues par la communauté de ville. — Réparation des portes, herses, ponts-levis et barrières. — Nettoyement de la rivière d'Erdre. — Frais pour l'ambassadeur du Roi de Maroc; carosses, litières, chevaux de selle et de bât, charettes, pour le conduire avec sa suite à Angers. — Dépenses pour les incendies des rues de la Boucherie et de la Clavurerie. — Feu de joie pour la naissance du duc de Bourgogne.

CC. 183. (Cahier.) — In-folio, papier, 31 f<sup>os</sup>.

**1680-1682.** — « Compte neuviesme (double) que rend au Roy notre sire, par devant vous nosseigneurs de ses comptes en Bretagne, N. H. Nicolas Paulus, receveur et miseur. » C'est le double du compte précédent approuvé par la Chambre des Comptes.

CC 184. (Cahier.) — In-folio, papier, 23 f<sup>os</sup>.

**1691-1692.** — « Estat au vrai de la miserie de la ville et des ponts de Nantes, pour deux années commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1691, finies le 31 décembre

**1692.** M<sup>e</sup> François Heuillard, conseiller du Roy, receveur ancien et alternatif des deniers communs et d'octroy de la ville et communauté de Nantes, comptable. » Signé par les six échevins le 30 juillet 1693.

CC. 185. (Cahier.) — In-folio, papier, 39 f<sup>os</sup>.

**1691-1692.** — « Double du compte de la miserie de la ville et des ponts de Nantes et de ceux de Pirmil, que rend au Roy par devant nosseigneurs de la Chambre des Comptes, M<sup>e</sup> François Heuillard, conseiller du Roy, receveur ancien et alternatif des deniers d'octroy communs et patrimoniaux de la ville de Nantes. » Arrêté le 14 août 1693.

La mise claire est de 59,493<sup>1</sup> 12<sup>s</sup>.

Par déport 2,456<sup>1</sup> 19<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>.

La recette 60,549<sup>1</sup> 13<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

« Pour la vérification des recette et dépense de ce compte, ledit comptable employe cy endroit l'estat au vrai de son maniemment, présenté à messieurs les maire et eschevins assemblés, le 30 du présent mois de juillet 1693, où ils l'auroient vu examiné et arrêté, au désir duquel d'eux souscrit rendu sur l'intitulé de ce compte et des actes et acquits que l'on rapportera en l'endroit de chacun article de dépense, les sommes y demandées sous les noms des personnes et pour les causes y exprimées, savoir s'il plaist à la Chambre passer et allouer. — Réparations de pavés, sur les chemins de Paris, Chasteaubrient, et des endroits non compris dans le bail d'entretien et en plusieurs lieux et places publiques de la ville et fauxbourgs. — Députation aux États généraux convoqués à Vannes, en 1692. » — Chapitre des dépenses extraordinaires : feux de joie; incendies rue de la Boucherie, rue du Château, sur les ponts; gravure de deux sceaux ou cachets destinés à marquer les étoffes des marchands de Nantes, 9<sup>1</sup>. — Passage à Nantes, de Sa Majesté britannique Jacques II, au mois de décembre 1691.

CC. 186. (Cahier.) — In-folio, papier, 22 f<sup>os</sup>.

**1693-1694.** — État au vrai de la miserie de la ville et communauté de Nantes, pour deux années commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1693, finies le 31 décembre 1694, M<sup>e</sup> François Heuillard, comptable. Arrêté et signé par le maire et les échevins, le 11 août 1695.

CC. 187. (Cahier.) — In-folio, papier, 33 f<sup>os</sup>.

**1693-1694.** — Double du compte de la miserie de la ville et des ponts de Nantes, et de ceux de Pirmil,

pour deux années commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1693, finies le 31 décembre 1694 : M<sup>e</sup> François Heuillard, conseiller du Roi, ci-devant receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroi de la ville, comptable. Arrêté à la Chambre des Comptes le 19 août 1695.

Somme de la mise claire,	61,462 <sup>l</sup> 9 <sup>s</sup> 10 <sup>d</sup> .
Par déport	6,787 <sup>l</sup> 1 <sup>s</sup> 0 <sup>d</sup> .
Recette	57,052 <sup>l</sup> 9 <sup>s</sup> 4 <sup>d</sup> .

• Gages d'officiers. Maire, escuyer Julien Proust, seigneur du Port-la-Vigne, conseiller du Roy, maire perpétuel de la ville et communauté de Nantes, 2,846<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 3<sup>d</sup> pour ses gages en ladite qualité, du temps d'un an trois mois vingt jours, commencés le 10 septembre 1693, jour de sa réception au Parlement, en ladite charge, finis le 31 décembre 1694, à raison de 2,180<sup>l</sup> par an. A M<sup>e</sup> René Dachon, sr du Plessis, conseiller et procureur du Roy syndic, 2,600<sup>l</sup> pour anciens et nouveaux gages des deux années de ce compte, attribués à son office, tant par l'arrêt de règlement de 1681, que ses lettres de provision, à raison de 1,300<sup>l</sup> par an, dont 1 000<sup>l</sup> sont nouveaux et 300<sup>l</sup> anciens. Depuis la suppression de la charge de contrôleur et garde titres de la ville, elle n'a point été remplie. — Feux de joie, 240<sup>l</sup>, prises de Heidelberth, Rozes, victoire de Nerwinde, prise de Charleroi, bataille de la Marsaille, prise de Gironne. — Louage de la maison dans laquelle M. le marquis de Sévigné a pris son logement pendant environ cinq mois qu'il a commandé, par ordre du Roi, en cette ville et comté de Nantes 500<sup>l</sup>; pour le louage du linge, vaisselle, batterie de cuisine, écurie, qui lui ont été fournis 160<sup>l</sup>. Incendies. La somme de 423<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> pour le salaire de plusieurs artisans et portefaix qui avoient travaillé à l'extinction du feu épris le 21 janvier 1694, environ les deux heures après minuit, dans la maison de la Raffinerie au bas de la Fosse, et pour les seaux, cordages, flambeaux, hachereaux, échelles et autres ustensiles dont on eut besoin, même pour une barrique de vin qui fut bue par lesdits artisans. »

CC. 188. (Cahier.) — In-folio, papier, 27 f<sup>os</sup>.

1695-1696. — État au vrai de la recette et dépense des deniers d'octroi, communs et patrimoniaux, pendant deux années commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1695, finies le 31 décembre 1696, M<sup>e</sup> Pierre Branlard, sieur de Launay, comptable. Arrêté et signé du maire et des échevins, le 8 août 1697.

CC. 189. (Cahier.) — In-folio, papier, 38 f<sup>os</sup>.

1695-1696. — Double du compte de la miserie de la ville et des ponts de Nantes, et de ceux de Pirmil, pour deux années commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1695, finies le 31 décembre 1696; M<sup>e</sup> Pierre Branlard, sieur de Launay, conseiller du Roi, receveur ancien et alternatif des deniers communs et d'octroi, et seul receveur des deniers patrimoniaux dudit Nantes, comptable. Arrêté à la Chambre des Comptes, le 19 août 1696.

Somme de la mise claire	115,700 <sup>l</sup> 18 <sup>s</sup> 8 <sup>d</sup> .
Par déport	7,427 <sup>l</sup> 2 <sup>s</sup> 11 <sup>d</sup> .
Recette	112,927 <sup>l</sup> 16 <sup>s</sup> 0 <sup>d</sup> .

• Au sieur Vigourous, major du régiment de cavalerie de Nassau, 251<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> pour bois et chandelles nécessaires aux corps de gardes établis pour ce régiment depuis le 28 novembre 1695, jusqu'au mois d'avril suivant, cent trente-quatre jours à raison de 36<sup>s</sup> par jour, prix fait entre la communauté et ledit sr major. — Autre dépense au sujet des prisonniers anglais faits à Camaret près Brest, 178<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> pour de la paille destinée à coucher les prisonniers pendant leur séjour au château de Nantes; pour pensements et médicaments aux prisonniers malades ou blessés, 350<sup>l</sup>. — Frais des rôles de capitation de la ville et faubourgs de Nantes, 432<sup>l</sup> 8<sup>s</sup>; 422<sup>l</sup> taxées par M. l'intendant au maire, au sieur de Launay, comptable, et au sieur Lecoq, échevin, pour leur voyage de Rennes, où ils furent travailler avec l'intendant et par son ordre aux rôles de la capitation, pour 1696. Savoir : au maire, 168<sup>l</sup>; au sieur de Delaunay, 128<sup>l</sup> pour une part, et 30<sup>l</sup> pour frais et façon du rôle; au sieur Lecoq, 96<sup>l</sup>. — Pour un cheval fourni à un officier, lequel l'auroit renvoyé forbu, en sorte qu'il creva environ de huit jours après, 60<sup>l</sup>. — Pour casernes et écuries fournies à quatre compagnies de cavalerie du régiment de Nassau, en quartiers d'hiver à Nantes 515<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>. — Autre dépense pour le détachement de la milice bourgeoise allant sur les côtes, gabarres pour le porter, pain, vin, poudre, balles, 880<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>; il y a encore quelques menus frais. Paiement de la finance et deux sols pour livres des offices de milice bourgeoise et de contrôleur des deniers patrimoniaux, réunis à la communauté, 33,121<sup>l</sup> 16<sup>s</sup>. »

CC. 190. (Cahier.) — In-folio, papier, 24 f<sup>os</sup>.

1697-1698. — État au vrai de la recette et de-

pense des deniers communs patrimoniaux et d'octroi de la ville de Nantes, pendant deux années commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1697 et finies le 31 décembre 1698. M<sup>e</sup> Pierre Branlard, s<sup>r</sup> de Launay, comptable. Arrêté et signé du maire et des échevins, le 3 août 1699.

CC. 191. (Cahier.) — In-folio, papier, 41 f<sup>os</sup>.

**1697-1698.** — Double du compte de la miserie de la ville et des ponts de Nantes, et de ceux de Pirmil pour deux années commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1697, et finies le 31 décembre 1698. M<sup>e</sup> Pierre Branlard, s<sup>r</sup> de Launay, conseiller du Roi, receveur ancien et alternatif des deniers patrimoniaux de Nantes, comptable. Arrêté au bureau de la Chambre des Comptes, le 17 août 1699.

Somme de la mise claire	86,326 <sup>l</sup> 10 <sup>s</sup> 2 <sup>d</sup> .
Par déport	2,966 <sup>l</sup> 7 <sup>s</sup> 11 <sup>d</sup> .
Recette	86,386 <sup>l</sup> 13 <sup>s</sup> 4 <sup>d</sup> .

Dans la recette figurent : « les deniers provenant du bail d'engagement des anciens devoirs d'octroi et des revenus communs et patrimoniaux, mesme des deux mille livres deues annuellement à la ville par le domaine » soit un total de 56,392<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Autre recette provenant d'un autre bail d'engagement de 6<sup>d</sup> par pot de vin de nouvel octroi, 26,400<sup>l</sup>. » — Dépenses. « Chapitre des charges nouvelles et ordinaires survenues à ladite communauté depuis l'arrest de règlement de 1681, dont le paiement est ordonné par arrest du Conseil d'Etat du 5 juillet 1695, suivant l'estat arrêté par M. l'intendant. M. de Sévigné, lieutenant de Roy en la ville et comté de Nantes, 4,000<sup>l</sup> à raison de 2,000<sup>l</sup> par an. — Aumônes ordinaires; aux Capucins et Récollets 200<sup>l</sup> chacun; aux Saintes Claires 240<sup>l</sup>. — Au s<sup>r</sup> Fellonneau, préposé aux taxes des armoiries audit Nantes, 113<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>, payés d'ordonnance de M. l'intendant du 15 février 1697 pour taxe du droit d'enregistrement des armes de la ville, compris les deux sols pour livre, frais de blazon et autres. — La dite ville et communauté ayant été taxée touchant les isles, islots, ponts, péages, passages et moulins, à 2,700<sup>l</sup>, et les deux sols pour livre, à cause d'un droit d'ancrage sur la rivière de Loire, du moulin sous le pont de la Saulzaye et de la halle au poisson, auroit donné sa requeste à M. l'intendant à fin de descharge; sur laquelle après avoir veu les réponses du préposé de M. Valentin Vatbois, chargé du recouvrement des dites taxes, il auroit donné son avis, le 14 août 1697, pour que, sous le bon plaisir de S. M., les taxes fus-

sent modérées à 400<sup>l</sup> de finance et les deux sols pour livre, soit 440<sup>l</sup>. — Entretien de luminaire, blanchissage de linge, nettoyage des ornements et de la chapelle del'Hostel-de-Ville, 20<sup>l</sup> pour les deux années. »

CC. 192. (Cahier.) — In-folio, papier, 24 f<sup>os</sup>.

**1701-1702.** — État au vrai de la miserie de la ville et des ponts de Nantes et de ceux de Pirmil, pour deux années du 1<sup>er</sup> janvier 1701 au 31 décembre 1702. M<sup>e</sup> Pierre Branlard, comptable.

CC. 193. (Cahier.) — In-folio, papier, 40 f<sup>os</sup>.

**1701-1702.** — Double du compte quatrième de la miserie de la ville et des ponts de Nantes, et de ceux de Pirmil, pour deux années commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1701 et finies le 31 décembre 1702, M<sup>e</sup> Pierre Branlard, s<sup>r</sup> de Launay, conseiller du Roi, receveur ancien et alternatif des deniers communs et d'octroi, seul receveur des deniers patrimoniaux, comptable.

Somme de la mise claire	80,338 <sup>l</sup> 6 <sup>s</sup> 3 <sup>d</sup> .
Par déport	330 <sup>l</sup> .
Recette	84,225 <sup>l</sup> 2 <sup>s</sup> 8 <sup>d</sup> .

« Requierit ledit s<sup>r</sup> de Launay Branlard, avoir allocation par ses mains de 3,700<sup>l</sup> pour taxations et droits de sol à livre, lui attribuez comme receveur ancien et alternatif des deniers communs et d'octroi du temps de deux années, à raison de 1,850<sup>l</sup> par an. Audit s<sup>r</sup> de Launay, 1,320<sup>l</sup> pour droit de recette du produit du nouveau bail dont il est pris charge, montant à 26,040<sup>l</sup> pour les deux années. Audit 536<sup>l</sup> qu'il a pareillement à retenir par ses mains, pour taxations et droit de recette des deniers patrimoniaux attribués à son office et fixé à 268<sup>l</sup> par an. Demande aussi allocation de 26<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> par ses mains, pour le sol pour livre du droit de recette de 536<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> dont est pris charge pour les arrentements de la butte, de certain emplacement et de la ferme du droit de boete. Audit sieur 300<sup>l</sup>, retenues par ses mains, pour gages lui attribués par arrest du Conseil, et lettres patentes sur iceluy des 5 et 12 septembre 1702, pour la dernière année de ce compte, sur le fonds fait par le règlement de 1681, sous le nom des miseurs de la ville avant la création des offices. — Ports de paquets et lettres, 150<sup>l</sup>. — Frais de réception de la maréchale d'Estrées, 366<sup>l</sup>. — Députation à Paris, de monsieur le maire, pour la suite au Conseil de l'affaire concernant les francs-fiefs, prétendus vers les bourgeois et habitants dudit Nantes, auquel voyage il a été 130 jours, à raison de 9<sup>l</sup> par jour, taxés par M. le maréchal d'Estrées, 1,291<sup>l</sup>. »

CC. 194. (Cahier.) — In-folio, papier, 48 f<sup>os</sup>, incomplet.

**1703-1704.** — État au vrai, cinquième, de la gestion des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, années 1703 et 1704, M<sup>e</sup> Pierre Branlard, comptable.

CC. 195. (Cahier.) — In-folio, papier, 41 f<sup>os</sup>.

**1703-1704.** — Double du compte cinquième de la miserie de la ville et des ponts de Nantes et de ceux de Pirmil, pour deux années commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1703, finies le 31 décembre 1704. M<sup>e</sup> Pierre Branlard, s<sup>r</sup> de Launay, conseiller du Roi, receveur ancien et alternatif des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, comptable.

Somme de la mise claire 84,685<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.

Par déport 54,645<sup>l</sup> 7<sup>s</sup>.

Recette 149,755<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>.

Archers de ville au nombre de six et trompette, 1,324<sup>l</sup>. Tambour de la ville, 80<sup>l</sup>. — Entretien des ponts de bois, herses, barrières, chemins, nettoyage de la rivière d'Erdre. — Aumônes ordinaires. — Députations vers le maréchal d'Estrées; frais de sa réception. — Taxe imposée sur la communauté en exécution des déclarations de S. M. concernant les biens des communautés ecclésiastiques et laïques, 1,382<sup>l</sup> 13<sup>s</sup>. — Au chapitre de la dépense sur les 60,000<sup>l</sup> provenant du supplément du bail d'engagement des octrois, les déports inscrits par la Chambre des Comptes portent: sur diverses sommes payées pour les droits de francs-fiefs, formant un total de 22,000<sup>l</sup>; sur la finance des charges d'essayeurs visiteurs d'eau-de-vie, 15,804<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>; sur le rachat des charges de lieutenant de maire et autres, 15,591<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, formant ensemble le total général de 53,396<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, de sorte qu'il ne reste des 60,000<sup>l</sup> que 6,603<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

CC. 196. (Cahier.) — in-folio, papier, 33 f<sup>os</sup>.

**1705-1706.** — Double du compte sixième de la miserie de la ville et des ponts de Nantes et de Pirmil, pour deux années commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1705, finies le 31 décembre 1706, M<sup>e</sup> Pierre Branlard, sieur de Launay, conseiller du Roi, receveur et miseur de la ville et communauté de Nantes, comptable.

Somme de la dépense claire 81,508<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

Par déport 423<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>.

Recette 96,668<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.

Réparations à l'horloge, à la chaussée de la Madeleine,

au pont d'Erdre, aux corps de gardes, aux pilliers du pont de Sauvetour, de la Porte-Neuve, du pont Saint-Pierre, au collège, à l'Hôtel-de-Ville, et autres ouvrages publics, 1,147<sup>l</sup>. — Taxes pour la suppression des offices d'inspecteurs généraux, commissaires visiteurs et contrôleurs des manufactures, de concierges gardes des halles, créés par édit de mars 1704; 11,000<sup>l</sup>, dont la moitié 5,500<sup>l</sup> payée par le receveur des octrois, et l'autre moitié « par le corps des marchands tenans boutiques ou magasins de draps ou autres étoffes de laine, ou meslée de laine, fil, soye ou coton, et de toiles, marchands forains, fabriquans, tisserans, teinturiers de grand et petit teint, et autres ouvriers travaillans auxdites étoffes ou toiles, faisant commerce des dites marchandises. » — Dépense commune: façon, double et minute du présent compte, 423<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>; pour épices, 7,145<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>; pour les 5 sols pour livre des épices, 1,786<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>; pour droits de sceau de la déduction et arrêt final dudit compte, 65<sup>l</sup>; pour les arrêts et apostilles, 36<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>; pour augmentation du timbre du papier employé en la présente grosse, aux deux copies et bordereaux dudit compte, façon du bordereau, reliure et couverture, 30<sup>l</sup>.

CC. 197. (Registre.) — In-folio, papier, 40 f<sup>os</sup>.

**1707-1708.** — Double du compte septième, de la miserie de la ville et des ponts de Nantes et de ceux de Pirmil, pour deux années commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1707, finies le 31 décembre 1708. M<sup>e</sup> Pierre Branlard, s<sup>r</sup> de Launay, conseiller du Roi, receveur ancien et alternatif des deniers communs patrimoniaux et d'octroi, comptable.

Somme de la mise claire 225,410<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

Par déport 542<sup>l</sup> 19<sup>s</sup>.

Recette 240,704<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.

Procession de la fête Dieu; 100<sup>l</sup> pour les déjeuners des deux années de ce compte, fournis à l'Hôtel-de-Ville; 100<sup>l</sup> pour les torches de cire. Fête de la Chandeleur, 100<sup>l</sup> pour les cierges fournis aux maire et échevins. Aux prédicateurs qui ont occupé la chaire de Nantes pendant les carêmes et avants de ces deux années, 600<sup>l</sup>. — Frais du service solennel, célébré dans l'église cathédrale pour le repos de l'âme de M. le maréchal d'Estrées, gouverneur de Nantes, 1,500<sup>l</sup>. Députation du maire à Rennes, pour l'enregistrement des lettres patentes d'union de la police à la ville, 170<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Frais d'installation des maire, échevins et autres officiers dans l'exercice et les fonctions de la police



150<sup>1</sup> (*rayées*) ; le maire et les échevins installés par le sénéchal de Nantes, commis à cet effet par lettres patentes, lui avaient offert un repas. Enregistrement à la Chambre des Comptes des arrêts et lettres patentes d'union de la police, 103<sup>1</sup> 14<sup>s</sup> pour les épices et frais. Enregistrement des mêmes arrêts et lettres à la généralité des finances, 24<sup>1</sup> 14<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. — Finance et 2<sup>s</sup> pour livre, du rachat de l'entretien des lanternes, 115,760<sup>1</sup> 13<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Frais de la première suspension des lanternes 4,061<sup>1</sup> 0<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

CC. 198. (Cahier.) — In-folio, papier, 36 f<sup>os</sup>.

**1709-1710.** — Double du compte huitième de la ville des ponts de Nantes et de ceux de Pirmil, pour deux années, du 1<sup>er</sup> janvier 1709 au 31 décembre 1710. M<sup>e</sup> Pierre Branlard de Launay, conseiller du Roi, receveur ancien et alternatif des deniers communs d'octroi et patrimoniaux, comptable.

Somme de la mise claire 93,637<sup>1</sup> 18<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.

Par déport 810<sup>1</sup> 19<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

Recette 98,446<sup>1</sup> 11<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.

Dépenses extraordinaires. Logements d'officiers. Au s<sup>r</sup> Bodineau de Meslay, commissaire ordinaire d'artillerie résidant à Nantes, 300<sup>1</sup> ; au s<sup>r</sup> Grésillemon, contrôleur provincial d'artillerie en Bretagne, 166<sup>1</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> ; au sieur Poitevin, architecte, ingénieur ordinaire du Roi au département de Nantes, 300<sup>1</sup> ; au s<sup>r</sup> de Boissel, lieutenant provincial d'artillerie au département de Nantes 200<sup>1</sup> ; au s<sup>r</sup> d'Espinose, un des trois inspecteurs de milice bourgeoise de la province de Bretagne, pour trois années 300<sup>1</sup> ; au s<sup>r</sup> Papin du Fresnel, commissaire provincial d'artillerie à la résidence de Nantes, 264<sup>1</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> ; au s<sup>r</sup> de Princé, commissaire provincial des guerres à la résidence de Nantes, 530<sup>1</sup> 1<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> ; au s<sup>r</sup> de Luzençay, commissaire ordinaire de la marine, 200<sup>1</sup> ; au s<sup>r</sup> Millon, commissaire des guerres 183<sup>1</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>, pour sept mois et dix jours de son logement, à raison de 300<sup>1</sup> par an ; au s<sup>r</sup> Mariot, commissaire des classes, 50<sup>1</sup> pour six mois ; au s<sup>r</sup> Ruotte, chirurgien major de l'hôpital de Nantes 50<sup>1</sup> pour six mois ; au s<sup>r</sup> Chedouvrier de Gravoure, inspecteur général de la marine à Nantes, 508<sup>1</sup> pour une année. — « Au mois de septembre 1709, que le bled estoit excessivement cher, il fut construit pour l'utilité de l'habitant, d'ordre de M. l'intendant, deux fours à cuire pain, l'un au corps de garde en la place du Bouffay, l'autre au manège près le faubourg S<sup>t</sup> Clément et la

motte S<sup>t</sup> André, pour lesquels fut payé 467<sup>1</sup> 10<sup>s</sup>. » — Frais de l'obtention de deux arrêts du Conseil, l'un pour la réunion à la communauté de l'office de maire alternatif, l'autre pour l'établissement de tombereaux destinés au nettoiemment des rues, 60<sup>1</sup>.

CC. 199. (Cahier.) — In-folio papier, 56 f<sup>os</sup> incomplet.

**1711 1712.** — Double du compte neuvième de la miserie de la ville et des ponts de Nantes et de ceux de Pirmil, pour deux années du 1<sup>er</sup> janvier 1711 au 31 décembre 1712. M<sup>e</sup> Pierre Branlard de Launay, conseiller du Roi, seul receveur des octrois et revenus de la ville et communauté de Nantes, comptable. Rentes dues par la ville. Au domaine 21<sup>1</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> ; à l'abbesse de Fontevault, 4<sup>1</sup> 16<sup>s</sup> ; à la commanderie de S<sup>t</sup>-Jean et S<sup>te</sup>-Catherine, 88<sup>1</sup> 14<sup>s</sup> ; au seigneur des Dervallières sur l'Hôtel-de-Ville, 10<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. — Affranchissement de ports de lettres et paquets : au sieur de Candieu de Belloy, fermier général des postes et messageries de France, 135<sup>1</sup>. — Dépense au sujet de l'inondation extraordinaire arrivée en 1711, par le débordement des rivières de Loire, Erdre et Sèvre, 204<sup>1</sup> 14<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — Tableau représentant S<sup>t</sup> Sébastien. En accomplissant la cérémonie du vœu en janvier 1712, le maire et les échevins s'aperçurent que le tableau représentant le saint était presque effacé, ayant été donné par la ville en 1640, sous M. Juchault des Blottereaux, dont il portait les armes. La communauté « crut qu'il estoit de la religion et de la piété, mesme de son devoir de le changer. Elle convint avec le s<sup>r</sup> Desjardins, peintre, de faire un autre tableau représentant le saint percé de flèches, attaché a un arbre duquel trois dames romaines le détachent et ostent les flèches de ses plaies, avec un ange qui lui apporte la palme et la couronne du martyr, et fit marché à la somme de 110<sup>1</sup>. » — Incendies. — « S. M. ayant ordonné que par provision, les officiers municipaux des villes feroient faire quarantaine aux vaisseaux venant du Nord, la communauté nomma les sieurs Thiercelin et Mabile, échevins, avec le procureur-syndic, pour aller visiter les ports de Paimbœuf, Saint-Nazaire, Saint-Brevin et Bourneuf, et y marquer et désigner les endroits les plus propres, pour y faire faire la quarantaine auxdits vaisseaux venant du Nord. Auquel voyage, dont fut un commis du greffe et deux archers, ils employèrent trois jours, et déboursèrent, compris le louage de deux chevaux, 137<sup>1</sup> 7<sup>s</sup>. »

CC. 200. (Registre.) — In-folio, papier, 92 f<sup>os</sup>.

**1717-1718.** — Double du compte douzième de la miserie de la ville et des ponts de Nantes, pour deux années du 1<sup>er</sup> janvier 1717 au 31 décembre 1718. M<sup>e</sup> Pierre Branlard, de Launay, receveur et miseur des deniers communs, d'octroi et patrimoniaux de la ville et communauté de Nantes, comptable (1).

Somme de la mise claire 414,192<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>.

Par déport 673<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

Recette 422,553<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.

Dans le chapitre des recettes figurent : « autre recette provenant de la contribution à laquelle plusieurs des paroisses au-dessus des ponts de Nantes, de l'un et l'autre côté de la rivière de Loire, ont été jugées contribuables, pour les années 1717 et 1718, à l'occasion des rottereaux établis sous les ponts, 3,754<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>; gages et augmentations de gages attribués aux offices de receveur des octrois et deniers patrimoniaux, 17,312<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; autre recette provenant des emprunts à titre de constitution faits par la ville et communauté, suivant la permission de S. M., par arrêt de son Conseil, du 9 juin 1718, visé de M. l'intendant pour faire plusieurs remboursements, 149,293<sup>l</sup>; chapitre des rentes foncières, fermes et revenus patrimoniaux de la ville, dont jouissent les fermiers des octrois, et qui sont seulement décrits pour servir de mémoire, et conserver les droits de ladite ville, afin qu'après l'expiration du temps de l'engagement, que ladite ville rentrera en jouissance, on en trouve une notion certaine, pour en prendre charge par articles, distingués, ainsi que l'on faisoit avant l'engagement. » Tous ces articles sont portés : *pour mémoire*.

— Dans le chapitre des dépenses : « rentes liquidées et assignées par arrêt du Conseil du 12 décembre 1713, au fermier du domaine de S. M., qu'aux particuliers propriétaires des pescheries établies sous les arches des ponts de la ville de Nantes, et supprimées... — Autre dépense à cause des arrérages des rentes au denier dix-huit, constituées sur la ville et communauté de Nantes, pour les emprunts par elle faits suivant permission de S. M., par arrêts du Conseil des 27 novembre 1714 et 21 mai 1715, pour divers remboursements d'offices et autres charges. — Autres dépenses extraordinaires à cause des procès que la communauté a eus devant M. l'intendant et au Conseil, tant contre l'entrepreneur de la grande arche de Pirmil, que

(1) Le compte 10<sup>e</sup> (1713-1714), et le compte 11<sup>e</sup> (1715-1716) n'existent plus.

contre la Compagnie des Indes. Dépense d'un drapeauourny à la compagnie colonelle, 39<sup>l</sup>. — Autre dépense à cause des remboursements des principaux contrats, que la ville et communauté devoit aux particuliers, cy après nommés, qui n'en ont pas voulu consentir la réduction au denier 22, suivant la permission de S. M., par arrêt de son Conseil, de juin 1718. — Au sieur Michel, trésorier de la bourse de la Société Charitable, 19,028<sup>l</sup> 3<sup>s</sup>, pour le troisième et dernier terme, échu le 24 juin 1717, de celle de 57,084<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> à laquelle s'est trouvé monter la perte survenue sur les bleds (achetés en la chère année pour le soulagement des habitants), que ladite société avoit fait venir des pays étrangers, fret de vaisseaux et magasinage. — Remboursement des offices de receveur des octrois, frais et loyaux coûts du s<sup>r</sup> de Launay-Branlard, ensemble des augmentations de gages et autres taxes, par lui payés pour lesdits offices, suivant la liquidation faite par l'intendant sur l'état fourni aux sieurs maire et échevins, 33,446<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>.

CC. 201. (Registre.) — In-folio, papier, 65 f<sup>os</sup>.

**1719-1720.** — Double du compte treizième, de la miserie de la ville et communauté de Nantes, pour deux années du 1<sup>er</sup> janvier 1719 au 31 décembre 1720. M<sup>e</sup> Pierre Branlard de Launay, ci-devant conseiller du Roi, receveur et miseur en titre des deniers d'octroi et patrimoniaux de la ville et communauté de Nantes, nommé et établi par sa délibération du 30 juillet 1719, pour en continuer l'exercice et les fonctions, comptable.

Somme de la mise claire 244,278<sup>l</sup> 9<sup>s</sup>.

Par déport 2,853<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

Recette 298,186<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

Commissaires de police rétablis à la nomination de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, suivant la faculté qu'il en avoit par l'édit de novembre 1699, portant création des dits offices; quatre de ces officiers sont nommés par délibération du 25 juillet 1720, à raison de 300<sup>l</sup> par an. — A Messieurs Dondel, Mellier, Locquet de Grandville, Bouchaud de la Pignonerie et Pecquet, 3,600<sup>l</sup> somme à laquelle M. Ferrand, intendant, a liquidé les droits qui leur sont dus jusqu'à la fin de juin 1719, à cause de l'adjudication par lui faite des deniers patrimoniaux et d'octroi : savoir, à MM. Dondel, Mellier, Bouchaud et Pecquet, chacun 600<sup>l</sup>, et à M. Locquet, titulaire, deux offices, 1,200<sup>l</sup>. — Dépense à cause de l'achat de plusieurs ustensiles pour garantir

la ville d'incendie : seaux de cuir, 280<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> ; douze haches et sept crocs de fer 162<sup>l</sup> ; une pompe propre à jeter l'eau pour éteindre le feu, 1,200<sup>l</sup> ; six barres de fer et six pièces de fer, 78<sup>l</sup>. — Dépense des journées et vacations des inspecteurs des ouvrages dépendant de la ville ; réparations et augmentations des casernes ; visite des ponts, des pavés et des grands chemins. — Au sieur Preau, greffier, 1,500<sup>l</sup> par lui avancées, d'ordre du bureau : savoir, 1,000<sup>l</sup> pour 434 jetons d'argent, pesant 12 marcs 6 onces 4 gros 1/2, fabriqués au balancier des médailles du Roi ; et 500<sup>l</sup> pour continuer à en faire frapper la quantité nécessaire. — A M<sup>e</sup> François Moricaud, s<sup>r</sup> de la Haye, 19,567<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>, pour le prix de son office de conseiller procureur-syndic, supprimé par édit de juin 1717. — Demande allocation, ledit comptable de 650<sup>l</sup> 2<sup>s</sup>, pour diminution arrivée le 29 septembre 1719, sur 3,250 écus et quelques menues pièces qu'il avait en caisse, appartenant à la communauté, à raison de 4<sup>s</sup> par écu, les autres pièces à proportion, qu'il avait reçus sur le pied de 6 livres, et qui par la diminution ont été réduits à 5 livres 16 sous.

CC. 202. (Registre.) — In-folio, papier, 113 f<sup>os</sup>.

**1721-1722.** — Double du compte quatorzième de la miserie de la ville et des ponts de Nantes, pour deux années du 1<sup>er</sup> janvier 1721 au 31 décembre 1722, M<sup>e</sup> Pierre Branlard de Launay, commis à l'exercice et fonction de l'office de conseiller du Roi, receveur et miseur des deniers d'octroi et patrimoniaux de la ville et communauté de Nantes, comptable.

Somme de la mise claire	242,414 <sup>l</sup> 17 <sup>s</sup> 11 <sup>d</sup> .
Par déport	1,535 <sup>l</sup> 10 <sup>s</sup> .
Recette	246,744 <sup>l</sup> 19 <sup>s</sup> 5 <sup>d</sup> .

Maison de la Charité, établie à la porte de la Poissonnerie, pour la retraite des vagabonds, 1750<sup>l</sup>. Les directeurs et administrateurs de cette maison demeureront tenus de faire balayer les places publiques et autres lieux de la ville à l'entretien desquels les propriétaires des maisons ne sont point obligés. — Te Deum chanté et réjouissances publiques faites à l'occasion de la convalescence de Louis XV et de son sacre, 2,178<sup>l</sup> d'une part et 67<sup>l</sup> d'une autre. — Dépense pour prévenir le mal contagieux et en garantir la ville de Nantes, 2,397<sup>l</sup> 16<sup>s</sup>. — A Jacques Mareschal, imprimeur du Roi, 364<sup>l</sup>, pour l'impression de trois cents exemplaires du Recueil des *arrests, ordonnances, reglemens et délibérations de toutes les polices generales tant anciennes que*

*nouvelles de la ville, faubourgs, banlieue et comté de Nantes.* — Frais des arrivées de M. le maréchal d'Estrées, et de M<sup>me</sup> la maréchale, et autres dépenses pour la tenue des États à Nantes en décembre 1722. A l'hôte du Pélican, 250<sup>l</sup> pour le logement de M. le marquis de Coetquen, lieutenant général des armées du Roi, de service auprès de M. le maréchal d'Estrées, commandant en chef dans la province, logement fourni à M. de Coetquen, et sept lits pour sa suite, et deux écuries. Au s<sup>r</sup> Belliard, peintre, 230<sup>l</sup> pour la peinture des pannonceaux et armoiries, au nombre de dix-huit posés sur le portail de l'assemblée des États, et sur ceux de Messieurs les commissaires du Roi et présidents des ordres. Pour peinture, menuiserie, serrurerie et garnitures desdits pannonceaux 113<sup>l</sup>.

CC. 203. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 64 f<sup>os</sup>.

**1723-1724.** — Double du compte quinzième de la miserie de la ville et des ponts de Nantes, pour deux années du 1<sup>er</sup> janvier 1723 au 31 décembre 1724. M<sup>e</sup> Pierre Branlard, s<sup>r</sup> de Launay, commis à l'exercice et fonction de l'office de conseiller du Roi, receveur et miseur des deniers d'octroi et patrimoniaux de la ville et communauté de Nantes, comptable.

Somme de la mise claire,	251,812 <sup>l</sup> 8 <sup>s</sup> 11 <sup>d</sup> .
Par déport	3,040 <sup>l</sup> 9 <sup>s</sup> 7 <sup>d</sup> .
Recette	312,105 <sup>l</sup> 3 <sup>s</sup> 2 <sup>d</sup> .

Dépense. Logement de M. le gouverneur, 4,000<sup>l</sup>. Mairie. Pour frais d'installation de MM. les officiers municipaux pendant les deux années de ce compte, 1,600<sup>l</sup>. Droits honorifiques. Pour jetons, plumes, bougies, papier, et autres menues nécessités 1200<sup>l</sup>. Réception et installation des juges consuls, 100<sup>l</sup>. — Offrandes aux messes d'installations des échevins et consuls, 37<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. — Député de Nantes, au Conseil du commerce à Paris, 6,000<sup>l</sup>, à raison de 3,000<sup>l</sup> par an. — Entretien des tombereaux pour le nettoyage des rues et le transport des boues et immondices, 800<sup>l</sup> pour une année. — Feu de joie fait en actions de grâces de la délivrance du mal contagieux dont la province et les provinces circonvoisines étaient affligées, 30<sup>l</sup>. — Dépense concernant la réunion à la ville des offices municipaux. — Achat d'une capote pour servir à l'officier de garde qui monte toutes les nuits la patrouille 35<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>. — Frais de passation à Nantes, des contrats de constitution pour emprunts, en raison de l'acquisition par la ville d'offices municipaux, 1,889<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> d'une part, et

288<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> d'autre. Contribution de la ville et communauté aux secours des hôpitaux 6,854<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. — Autre dépense des rentes constituées pour emprunts de deniers employés à l'acquisition des offices municipaux. Contrats passés à Paris. Contrats passés à Nantes.

CC. 204. (Registre.) — In-folio, papier, 97 f<sup>os</sup>.

**1725-1726.** — Double du compte de la miserie de la ville et des ponts de Nantes. Années 1725 et 1726. Les six premiers mois de 1725, de la gestion du s<sup>r</sup> Branlard de Launay, ci-devant commis à l'exercice et fonction des offices de receveur ancien et alternatif des deniers communs patrimoniaux et d'octroi ; et les six derniers mois de 1725, avec l'année entière 1726 du maniement du s<sup>r</sup> Tournus Desgonnets, commis à l'exercice desdits offices supprimés, et de nouveau créés par édit de juin 1625.

Pour le s<sup>r</sup> Branlard :

Somme de la mise claire 53,493<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.  
Recette 56,008<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.

Pour le s<sup>r</sup> Tournus Desgonnets :

Somme de la mise claire 1,267,127<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.  
Par déport 5,553<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.  
Recette 1,324,594<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>.

Dépense en nature de gages aux chasse-gueux, établis pour expulser les mendiants et vagabonds de la ville, de décembre 1723 au 8 avril 1724, 426<sup>l</sup> 13<sup>s</sup>. — Feu de joie au sujet du mariage du Roi, 30<sup>l</sup> ; réjouissances et illuminations 132<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. — Habillement au trompette pour lui tenir lieu de casaque d'ordonnance 213<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>. — Dépense au sujet des incendies et pour réparations et entretien des pompes. — Construction des quais et port de Chezine. Au s<sup>r</sup> Portail, peintre, 200<sup>l</sup> pour la gravure et planche de cuivre du plan et facades des maisons, magasins, quais et calle de Chezine. A Pierre Bontoux, entrepreneur adjudicataire du bail au rabais des ouvrages à exécuter, 9,500<sup>l</sup>, à compte. — Embellissement de la motte Saint-Pierre. — Magasin pour les milices. Bail au rabais de la fourniture des planches, tréteaux, tringles et autres ustensiles nécessaires au magasin choisi dans l'Hôtel-de-Ville, pour conserver les armes et habits de la milice 760<sup>l</sup>. — Droit de confirmation de joyeux avènement de S. M. à la couronne 23,603<sup>l</sup>.

CC. 205. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 50 f<sup>os</sup>.

**1727-1728.** — Double du compte de la miserie de

la ville et des ponts de Nantes, pour un an six mois, du 1<sup>er</sup> janvier 1727 au 30 juin 1728. Jean Tournus, sieur Desgonnets, ci devant commis à l'exercice et fonction des offices de receveur ancien et alternatif des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi de la ville et communauté de Nantes, supprimés et de nouveau créés par édit de juin 1725.

Somme de la mise 167,135<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.  
Recette 167,135<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.

Aux sieurs du Fonteny Prudhomme, conseiller échevin, et du Chatellier Lyrot, conseiller au Présidial, députés de l'Hôtel-de-Ville aux États Généraux tenus à Rennes en 1728, 600<sup>l</sup> à raison de 300<sup>l</sup> chacun. — Construction des quais et port de Chezine et du nouvel édifice de la Bourse. — Autre chapitre des dépenses des rentes constituées pour emprunts de deniers employés à l'acquisition des offices municipaux.

A la suite de l'arrêté de ce compte, est enregistrée l'ordonnance de MM. les « commissaires députés par S. M. pour l'exécution de ses ordres pendant la tenue des États de la province de Bretagne, assemblés à S<sup>t</sup> Brieuc en 1730 » prescrivant à Jean Tournus de rembourser un total de 1,745 livres provenant de divers articles rayés sur son compte ; et au sieur de Launay Branlard, de verser également 120<sup>l</sup> 4<sup>d</sup> « pour reste et parfait paiement du débet de son compte des six premiers mois de 1725 ».

CC. 206. (Registre.) — G<sup>d</sup> In-folio, papier, 79 f<sup>os</sup>.

**1731-1732.** — Double du compte deuxième de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1731 et 1732 ; Jean d'Écheverry, écuyer, s<sup>r</sup> de Montauzer, conseiller du Roi, trésorier, seul receveur des deniers d'octroi, patrimoniaux et autres revenus de la ville et communauté de Nantes, et contrôleur desdits deniers, comptable.

Somme de la mise claire 281,907<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.  
Par déport 6,854<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.  
Recette 366,669<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>.

Nouvelles rentes constituées pour acquisition d'offices municipaux. — Députation aux États Généraux de la province, 911<sup>l</sup>. — Professeur d'hydrographie et de mathématiques, chez les R. P. jésuites de Nantes, 2,000<sup>l</sup> pour deux années. — Entretien des pompes et puits de la ville. A Marie Luart, veuve Baulin, 40<sup>l</sup> pour deux années, en considération des soins qu'elle a pris de l'ouverture et fermeture du puits de la place

Saint-Pierre. — A Pierre Douillard, architecte, diverses sommes, pour différents ouvrages et réparations faits par lui. — Reposoir du Pilory, 60<sup>l</sup>. — Four-niture de linge, meubles et autres ustensiles pour le service de M. le maréchal d'Estrées. — Frais des flambeaux de cire fournis lors des incendies arrivés à la Fosse, en 1731, 48<sup>l</sup>. — A André Portail, peintre, 300<sup>l</sup> pour le portrait de M. Le Ray du Fumet, maire. — Pour épée et ceinturon présentés à M. Védier, maire, par la communauté, « pour lui marquer la reconnaissance de son assiduité et de son zèle à maintenir les droits et les privilèges de la ville, 140<sup>l</sup>. » — Taxations et droits de recette du comptable :

A l'art. 1 <sup>er</sup> ,	208,000 <sup>l</sup> ,	prod <sup>t</sup> à 2 <sup>e</sup> p <sup>r</sup> liv.	20,800 <sup>l</sup>
Au 2 <sup>e</sup>	50,000 <sup>l</sup>	—	5,000 <sup>l</sup>
Au 3 <sup>e</sup>	70 <sup>l</sup>	—	7 <sup>l</sup>
Au 4 <sup>e</sup>	20 <sup>l</sup>	—	2 <sup>l</sup>
Au 5 <sup>e</sup>	1,400 <sup>l</sup>	—	140 <sup>l</sup>
Au 6 <sup>e</sup>	10,780 <sup>l</sup>	—	1,078 <sup>l</sup>
Au 7 <sup>e</sup>	1,340 <sup>l</sup>	—	134 <sup>l</sup>
Au 8 <sup>e</sup>	21,941 <sup>l</sup> 4 <sup>s</sup>	—	2,194 <sup>l</sup> 2 <sup>s</sup> 5 <sup>d</sup> .
Au 9 <sup>e</sup>	280 <sup>l</sup>	—	28 <sup>l</sup>
Au 10 <sup>e</sup>	320 <sup>l</sup>	—	32 <sup>l</sup>
Au 11 <sup>e</sup>	498 <sup>l</sup> 17 <sup>s</sup>	—	49 <sup>l</sup> 17 <sup>s</sup> 8 <sup>d</sup> .
Au 12 <sup>e</sup>	1,700 <sup>l</sup>	—	170 <sup>l</sup>
Au 13 <sup>e</sup>	40,000 <sup>l</sup>	—	4,000 <sup>l</sup>

Total des droits du miseur. . . . 33,635<sup>l</sup> 0<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>.

CC. 207. (Cahier.) — Grand in-folio, papier, 6 f<sup>os</sup>.

**1731-1732.** — Requête d'apurement du compte de la miserie de Nantes, des années 1731 et 1732, avec l'arrêt définitif de la Chambre des Comptes, rendu le 8 août 1741.

CC. 208. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 56 f<sup>os</sup>.

**1733-1734.** — Double du compte troisième de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1733 et 1734; Jean d'Écheverry, écuyer, sieur Montauzer, conseiller du Roi, seul receveur des deniers d'octroi, communs et patrimoniaux, et autres revenus de la ville, et contrôleur desdits deniers, comptable.

Somme de la mise claire	348,894 <sup>l</sup> 6 <sup>s</sup> 10 <sup>d</sup> .
Par déport	9,172 <sup>l</sup> 6 <sup>s</sup> 11 <sup>d</sup> .
Recette	365,181 <sup>l</sup> 6 <sup>s</sup> 5 <sup>d</sup> .

Entretien des chemins et pavés aux avenues et autres endroits publics de la ville. — Dépense extraordinaire.

A la D<sup>lle</sup> veuve Rathouin, brodeuse, 44<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> pour ouvrage de broderies et fournitures aux ornements servant à la chapelle de l'Hôtel-de-Ville. Au s<sup>r</sup> Chinon, l'ainé, 150<sup>l</sup> pour rétribution d'écritures par lui faites au *Livre Doré*, où sont inscrits les noms et qualités de Messieurs les maires et échevins. A l'adjudicataire du bail au rabais de la construction d'une grande porte d'entrée au collège de la ville, 450<sup>l</sup> pour le prix entier de l'adjudication, et 12<sup>l</sup> pour une inscription en lettres dorées, posée au-dessus de la porte. — Frais du voyage à Paris, de M. Védier, maire et député de la ville et communauté pour les affaires de la ville, 4,666<sup>l</sup> 9<sup>s</sup>; dont 3,384<sup>l</sup> pour 188 jours, à raison de 18<sup>l</sup> par jour, et 1,282<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> pour avances par lui faites. — Aux entrepreneurs de la construction de la Bourse, 10,000<sup>l</sup> à compte sur cet ouvrage. — Réparation au Papegault, et à la salle d'assemblée des chevaliers du Papegault, 456<sup>l</sup> 9<sup>s</sup>. — Paiement final du droit de confirmation, pour l'exemption des lods et ventes, des maisons sous le fief de la prévôté de Nantes, 10,971<sup>l</sup> 17<sup>s</sup>.

CC. 209. (Cahier.) — Grand in-folio, papier, 6 f<sup>os</sup>.

**1733-1734.** — Requête d'apurement du compte de la miserie de Nantes, des années 1733 et 1734, avec l'arrêt définitif de la Chambre des Comptes, rendu le 8 août 1741.

CC. 210. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 123 f<sup>os</sup>.

**1735-1736.** — Double du compte quatrième de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1735 et 1736; Jean d'Écheverry, écuyer, sieur de Montauzer, conseiller du Roi, trésorier, seul receveur des deniers d'octroi, communs, patrimoniaux et autres revenus de la ville, et contrôleur desdits deniers, comptable.

Somme de la mise claire	266,295 <sup>l</sup> 4 <sup>s</sup> 8 <sup>d</sup> .
Par déport	21,544 <sup>l</sup> 2 <sup>s</sup> 1 <sup>d</sup> .
Recette	247,385 <sup>l</sup> 14 <sup>s</sup> 8 <sup>d</sup> .

Entretien des pompes et puits de la ville, 917<sup>l</sup> 7<sup>s</sup>. — Pour huit bandoulières neuves des huit archers de la ville, 680<sup>l</sup>. Pour réparations aux huit casaques, 400<sup>l</sup>. Pour fournitures d'étoffes, galons d'argent, façon d'un habit, veste et culotte d'ordonnance pour le trompette de ville, et banderole à la trompette, 370<sup>l</sup> 3<sup>s</sup>. — Frais d'incendies. Pour celui arrivé à la Grande Boucherie, le 24 novembre 1735, 1,694<sup>l</sup> 3<sup>s</sup>; pour celui de l'église paroissiale de Saint-Léonard, 2 août

1736, 300<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>; pour celui de la Cour Gaillard, rue des Carmes, 70<sup>l</sup>. — Séjour du maréchal duc d'Estrées, 1,264<sup>l</sup> 1<sup>s</sup>. — Au chapitre ouvrages de la Bourse, est annexé : 1<sup>o</sup> un état des paiements faits au sieur Laillaud, entrepreneur, du 27 avril 1723 au 13 juin 1736, dont le total est de 140,400<sup>l</sup>; 2<sup>o</sup> un état des paiements faits au sieur Bontoux, entrepreneur, du port d'Estrées, du 20 février 1730 au 6 mai 1734, total 63,384<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>; 3<sup>o</sup> une lettre de M. Durocher, subdélégué de l'intendant, relative à ces paiements, en date du 15 avril 1730. M. Durocher fut maire en 1747 et 1748. — Au sieur Étienne Briau, architecte, 366<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> et 1,206<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> pour divers ouvrages et réparations. Honoraires du sieur Goubert, ingénieur, pour ouvrages, inspections, toisés, devis et procès-verbaux. — Au sieur de la Bauche Hervé, conseiller assesseur de la ville et communauté, 488<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> 10<sup>d</sup> « pour remboursement de pareille somme, qu'il a eu de perte sur 120 quarts de farine que la communauté avoit fait venir de Saumur, pour le soulagement du public, au mois de novembre 1736, lors de la cessation du vent. »

CC. 211. (Cahier.) — Grand in-folio, papier, 6 f<sup>o</sup>.

1735-1736. — Seconde requête d'apurement du compte de la miserie de Nantes, des années 1735 et 1736, avec l'arrêt définitif de la Chambre des Comptes, rendu le 8 août 1741.

CC. 212. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 66 f<sup>o</sup>.

1737-1738. — Double du compte cinquième de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1737 et 1738; Jean d'Echeverry, sieur de Montauzer, conseiller du Roi, trésorier, seul receveur des deniers d'octroi, communs, patrimoniaux et autres de la ville, contrôleur desdits deniers, comptable.

Somme de la mise claire	255,422 <sup>l</sup> 2 <sup>s</sup> 3 <sup>d</sup> .
Par déport	8,563 <sup>l</sup> 10 <sup>s</sup> 5 <sup>d</sup> .
Recette	280,341 <sup>l</sup> 17 <sup>s</sup> 5 <sup>d</sup> .

La somme de 200<sup>l</sup> pour la poudre à canon, consommée en 1737 et 1738, à tirer les canons du château « les jours des festes Dieu, lors des processions du St-Sacrement, et aux entrées et sorties de Messieurs les maréchaux de France, gouverneurs, lieutenants de Roi, et autres personnes qualifiées, à raison de cent livres par an. » A P. Poirier, 48<sup>l</sup> pour ses gages, en qualité de canonnier, pendant ces deux années.

Aux prédicateurs qui ont occupé la chaire de l'église de Nantes, 600<sup>l</sup>. — Rentes dues par la ville et communauté de Nantes. — Au maître tapissier, pour tenture de tapisserie et fauteuils fournis à l'Hôtel-de-Ville et aux Cordeliers, les jours de Fête-Dieu et de l'installation des juges-consuls. — Arrivée et séjour de M. le marquis de Brancas, à Nantes; à M<sup>me</sup> la marquise, 1,000<sup>l</sup> pour acheter une pièce d'étoffe de soie. — Service de M. le comte de Toulouse, 700<sup>l</sup>. — « Fait dépense ledit sieur comptable de 310<sup>l</sup>, accordées aux frères des écoles charitables, par forme de charité, sans tirer à conséquence pour l'avenir, conformément à l'ordonnance du Bureau, du 18 décembre 1737, au dos de laquelle est la quittance du frère Melaine, directeur de la maison des frères, du 3 février 1738. — Rachat à cause du moulin de Talensac. A M<sup>re</sup> L. Charette, seigneur de la Gascherie et de la chatellenie de la Chapelle-sur-Erdre, 9<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>, à quoy a été évalué l'écu d'or sol dû pour le rachapt des terres et moulin de Talensac, tenu à foy, hommage et rachapt de ladite chatellenie, abonné à écu d'or sol par transaction de 1635, passée entre ledit seigneur et les maire et échevins, payable de 31 ans en 31 ans. » Construction de la chapelle de la Bourse, et des quais de la Hollande.

CC. 213. (Cahier.) — Grand in-folio, papier, 10 f<sup>o</sup>.

1737-1738. — Première requête d'apurement du compte de la miserie de Nantes, des années 1737 et 1738, avec l'arrêt définitif de la Chambre des Comptes, rendu le 8 août 1741.

CC. 214. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 48 f<sup>o</sup>.

1739-1740. — Double du compte sixième de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1739 et 1740; Jean d'Echeverry, écuyer, sieur de Montauzer, conseiller du Roi, seul receveur des deniers d'octroi, communs, patrimoniaux et autres revenus de la ville, contrôleur desdits deniers, comptable.

Somme de la mise claire	233,606 <sup>l</sup> 6 <sup>s</sup> 4 <sup>d</sup> .
Par déport	3,092 <sup>l</sup> 0 <sup>s</sup> 8 <sup>d</sup> .
Recette	255,447 <sup>l</sup> 11 <sup>s</sup> 8 <sup>d</sup> .

Députation aux États Généraux de la province. Député au Conseil du Commerce. Professeur d'hydrographie. — Publication de la paix. Feux de joie du 21 juin 1739, 30<sup>l</sup>; frais divers, 295<sup>l</sup>. — Panonceaux de la mairie. Pour peines d'avoir descendu les panonceaux, les

avoir garnis de cercles et lierre, les avoir montés lors de la réception de M. Darquistade, maire électif, 6<sup>l</sup>. — Au sieur Jean de la Ville de Brie, commis par M. l'intendant, à l'exercice et fonction de la visite et marque des toiles, couëtis et cotonnades qui arrivent en cette ville, 548<sup>l</sup> 4<sup>d</sup>, montant de l'excédant de sa recette. Par ordonnance de l'intendant, ces appointements seront pour l'avenir de 400<sup>l</sup> par an. — Séjour de M. le maréchal de Brancas à Nantes. — Continuation des travaux de construction de la promenade de la Petite-Hollande et des quais. — A Nicolas de Mouja, architecte, adjudicataire du bail au rabais des ouvrages pour l'ouverture du cimetière, situé au Marchix, et destiné à la sépulture des étrangers de la religion prétendue réformée, conformément à l'arrêt du Conseil du 24 mars 1726, 2,500<sup>l</sup>. Honoraires, du s<sup>r</sup> Goubert, ingénieur, à 150<sup>l</sup> par mois 3,600<sup>l</sup>; du s<sup>r</sup> Abeille, ingénieur, venu de Rennes, pour dresser le procès-verbal des réparations nécessaires à l'hôtel de la Bourse, 600<sup>l</sup> réduites à 400<sup>l</sup>.

CC. 213. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 2 de 4, 10 pièces papier, dont 4 imprimés; 1 cachet.

1711-1741. — Arrêt du Conseil d'État portant défense aux officiers de la Chambre des Comptes de Nantes, de rayer dans les comptes des receveurs des octrois des communautés, les sommes payées sur les ordonnances de l'intendant de la province. 20 octobre 1711. Lettres d'envoi de cet arrêt, à M. Mellier subdélégué à Nantes. — État des revenus, charges locales et extraordinaires de la communauté de Nantes. *Revenus*: par bail général du 1<sup>er</sup> septembre 1729, par fermes particulières et arrentements des 18 janvier, 11 août 1736, 5 et 19 juin 1737, 28 mai 1738, en rentes sur certains emplacements, sur la recette des finances dont est fait fond dans les états du Roi, et à cause du droit d'ajusteur des poids et mesures, 118,343<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>; *charges locales*, extraordinaires, réputées locales, dépenses en charges ordinaires et extraordinaires, 107,314<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. État actuel des gages, appointements, rentes et autres parties tant ordinaires qu'extraordinaires, qui se payent annuellement au bureau de la miserie de la ville de Nantes, sans aucune retenue du vingtième, ni des deux sols pour livre du dixième, 74,727<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. Ces pièces datées de 1741, ne sont pas signées, plusieurs portent même des ratures, mais elles méritent d'être consultées pour l'étude du budget municipal de cette époque.

CC. 216. (Registre.) — G<sup>d</sup> in-folio, papier, 42 f<sup>os</sup>.

1741-1742. — Double du compte septième de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, pour un an six mois, du 1<sup>er</sup> janvier 1741 au 30 juin 1742; Jean d'Écheverry, écuyer, sieur de Montauzer, conseiller du Roi, trésorier, seul receveur des deniers d'octroi, communs patrimoniaux et autres revenus de la ville de Nantes, contrôleur desdits deniers, comptable.

Somme de la mise 247,407<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 5<sup>d</sup>.

Recette 241,592<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>.

Au sieur Quiquero, graveur de la Monnaie de Nantes, pour la gravure de trois cachets à l'usage du bureau et du greffe, 96<sup>l</sup>. — Pour 310 livres 1/2 de chandelle commune, fournie à la communauté, à raison de 48<sup>l</sup> le cent, 148<sup>l</sup> 12<sup>s</sup>. — Aux RR. PP. Jacobins de cette ville, 1200<sup>l</sup> tant pour le dédommagement des dégradations et incommodités occasionnées par le nouvel établissement du siège présidial en leur monastère, que pour une demie année du loyer de la salle dudit siège échue le 23 may 1742, à raison de mille livres par chacun an. — Au sieur Buart greffier de la ville 120<sup>l</sup> pour remettre au commis d'Ingrande, chargé d'envoyer tous les mois à la communauté un état certifié de toutes les espèces de grains, qui passent à son bureau, avec les noms des particuliers auxquels ils sont destinés, suivant la délibération du 1<sup>er</sup> juillet 1727. — Au procureur de la communauté à la Chambre des Comptes, 284<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>, pour frais d'enregistrement à ladite Chambre et à la généralité des finances des lettres patentes et arrêts du Conseil, pour la continuation d'octrois en faveur de la ville, et la réunion des offices de miseurs et contrôleurs anciens et alternatifs des octrois, créés par édit de juin 1725. — Au sieur Joseph Lory, nommé major de la milice bourgeoise de cette ville 548<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> faisant, avec 54<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> pour le dixième à compte du 1<sup>er</sup> octobre 1741, celle de 600<sup>l</sup> pour une année échue le 19 août 1742 de la gratification de pareille somme qui lui est accordée par année pendant tout le temps qu'il remplira ces fonctions, suivant délibération du 9 août 1741. — Indemnités de terrains pris pour l'élargissement des rues.

CC. 217. (Liasse.) — 1 cahier de 18 folios, 1 de 6, 1 de 4, 2 pièces papier.

1728-1744. — Requête d'apurement du compte de la miserie de Nantes, des six derniers mois de 1728

et des années 1729 et 1730, des années 1739 et 1740, présenté par Jean d'Écheverry. Signification à ce dernier, demeurant ordinairement à Paris, de la délibération du 15 février 1739, lui enjoignant de présenter ses comptes à l'apurement de la Chambre. Réponse de son chargé d'affaires, qui dit : « que le sieur d'Écheverry est très disposé à satisfaire la communauté sur cette partie, quoique ce soit de sa part une nouveauté ou nouvelle formalité à laquelle le miseur ne paroît point assujéti par le règlement de 1681, qui dispose simplement qu'il sera remis aux archives un double de chaque compte rendu par le miseur, disposition qui, de la sienne, a été exactement suivie. » — Requête à la Chambre des Comptes par Jean d'Écheverry, « portant que la ville ayant, par arrêt du Conseil du 24 avril 1742, obtenu la réunion à son Corps des offices de receveur, miseur et contrôleur ancien et alternatif, dont le suppliant étoit propriétaire, elles les auroit fait gérer par le sieur Le Page, qui a compté à la Chambre, pour 2 ans six mois, 1<sup>er</sup> juillet 1742 au 31 décembre 1744; et que, par autre arrêt du Conseil du 5 juin 1745 et lettres patentes, il seroit rentré en l'exercice de ses charges avec les gages et droits y attribués. » Comme sur le compte du sieur Le Page, il existe certaines parties en déport et en souffrance, il demande qu'elles soient levées et rétablies avant le jugement du compte qu'il va présenter 1745-1746. Détail des articles et arrêt favorable de la Chambre.

CC. 218. (Registre.) — Grand in folio, papier, 66 fos.

1742-1744. — Double du compte premier de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, pour deux ans six mois, du 1<sup>er</sup> juillet 1742 au 31 décembre 1744; écuyer Paul Le Page, sieur du Grand-Clos, nommé à l'exercice et fonctions de receveur et miseur des deniers d'octroi, communs, patrimoniaux et autres revenus de la ville, comptable.

Somme de la mise claire	450,901 <sup>l</sup> 18 <sup>s</sup> 7 <sup>d</sup> .
Par déport	4,378 <sup>l</sup> 14 <sup>s</sup> 1 <sup>d</sup> .
Recette	443,501 <sup>l</sup> 18 <sup>s</sup> 5 <sup>d</sup> .

Ouvrages d'architecture, maçonnerie, charpente, etc... faits en différents endroits de la ville. Au sieur Étienne Briau, architecte, adjudicataire de la construction du quai Brancas, 41,036<sup>l</sup>. A Noël David, entrepreneur des ouvrages de la construction et réédification des quais et calles, depuis la maison du sieur Pierre le Jeune, jusqu'à la petite rue des Capucins,

3,773<sup>l</sup>. A l'entrepreneur des ouvrages à faire au palais et prisons, 3,893<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. Au sieur Suet, peintre, 33<sup>l</sup>, pour ouvrage fait par ordre du bureau à la loge de la Comédie, représentant les armes de la Ville. — Feux de joie et autres dépenses. Pour fournitures de lanternes et illuminations publiques à l'Hôtel-de-Ville, lors des *Te Deum* chantés en actions de grâces des victoires et de la convalescence du Roi, et pour deux barriques de vin distribuées au public, le jour de cette convalescence, 421<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>. Pour bougies fournies à la communauté lors du *Te Deum* chanté à l'occasion de la prise de Nice, 187<sup>l</sup> 16<sup>s</sup>. Pour gants et bougies fournis à la communauté, lors du *Te Deum* chanté pour la prise de Fribourg, 85<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. — Frais d'incendies. — Fourniture d'un voile ou capot destiné à couvrir le reposoir de la place du Pilon, les jours des processions de la fête-Dieu, 230<sup>l</sup>. Au prêtre et chapelain de la chapelle de Saint-Julien de la Bourse, 120<sup>l</sup>. — Anciennes dettes de la ville, 7,000<sup>l</sup>.

CC. 219. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 82 fos.

1745-1746. — Double du compte huitième de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1745-1746; Jean d'Écheverry, écuyer, sieur de Montauzer, conseiller du Roi, receveur miseur et contrôleur ancien et alternatif des deniers d'octroi, communs et patrimoniaux, comptable.

Somme de la mise claire	344,543 <sup>l</sup> 4 <sup>s</sup> 11 <sup>d</sup> .
Par déport	22,741 <sup>l</sup> 5 <sup>s</sup> 2 <sup>d</sup> .
Recette	347,420 <sup>l</sup> 0 <sup>s</sup> 5 <sup>d</sup> .

Gages et ouvrages du sieur Portail, architecte de la ville de Nantes, et autres architectes et ingénieurs. — Inspection des ouvrages des ponts de Pirmil. — Parc au fumier. Acquisition d'un terrain sur la prairie de la Madeleine, 1,550<sup>l</sup>; ouvrages pour la construction d'un parc, « à y déposer les manis et répurgations des rues, » 1200<sup>l</sup> à compte sur 2,530<sup>l</sup>, prix de l'adjudication. — Au sieur Nicolas Gaugy, peintre, 580<sup>l</sup> pour fournitures et ouvrages de peinture, par lui faites, à la torche de la ville, portée à la procession de la Fête-Dieu. A Joseph Lailliez, 76<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> pour fournitures et ouvrages par lui faits au navire qui est à la torche de ville. A Henon, aussi peintre, 48<sup>l</sup> pour ouvrages de peinture et armoiries aux tableaux de MM. les maires. — Feux de joie. — Pour fourniture de gants aux officiers de la ville, lors des *Te Deum*, chantés en action de grâces de différentes victoires, 305<sup>l</sup> 6<sup>s</sup>. Pour four-



nitures de bougies, mêmes circonstances, 360<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>. — Frais de procédures. — Indemnités de terrains pour l'élargissement des rues.

CC. 220. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 44 f<sup>os</sup>.

**1749-1750.** — Double du compte de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1749-1750; Jean d'Écheverry, écuyer, sieur de Montauzer, conseiller du Roi, seul receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, comptable.

Somme de la mise claire	434,705 <sup>l</sup> 9 <sup>s</sup> .
Par déport	11,947 <sup>l</sup> 11 <sup>s</sup> 5 <sup>d</sup> .
Recette	456,258 <sup>l</sup> 5 <sup>s</sup> 5 <sup>d</sup> .

A. M. le marquis de Brancas, gouverneur des ville, château de Nantes, et de la tour de Pirmil, 2,400<sup>l</sup> pour les années 1749 et 1750, de la rente annuelle de 1,200<sup>l</sup> à lui due par la communauté, sans retenue du dixième, par délibération du 2 février 1749, en raison de l'abandon qu'il a fait à la ville, pour lui et ses successeurs audit gouvernement, de toutes les portes de la ville, tours, maisons y joignant, profits, revenus et émoluments qui en dépendent, sans aucune réserve du droit de nommer les portiers et des gages qui leur sont attribués. — Aux prêtres de l'Oratoire, enseignant au collège, 4,600<sup>l</sup>. — Entretien des ponts, portes et barrières. — Aux PP. Jésuites, 2,000<sup>l</sup> pour l'entretien, dans leur maison, 1749-1750, du professeur d'hydrographie et de mathématiques. — Jetons de la mairie, 1749-1750, 2,400<sup>l</sup>. Pour une bourse de cent jetons d'argent, présentée au sieur Durville, 250<sup>l</sup>. — Aliénation d'un nouvel octroi, pour la réunion des offices municipaux, 48,000<sup>l</sup>, à raison de 24,000<sup>l</sup> par an. — Au sieur Henon, pour ouvrage de peinture et armoiries, 120<sup>l</sup>. — Feux de joie et autres réjouissances publiques. — Dépenses pour le séjour de monseigneur le duc de Penthièvre, à Nantes. Pour lanternes fournies dans les écuries de S. A. S., 80<sup>l</sup>. Chandeliers et mouchettes de cuivre fournis dans les appartements, 78<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>. Lits fournis dans les appartements et logement des domestiques, 1,502<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Logement meublé d'un valet de chambre et sa femme, 45<sup>l</sup>. — Bougies et gants. — Pour différents repas lors des assemblées générales, fêtes-Dieu, installation des échevins, voyage à St-Sébastien, 1,178<sup>l</sup>. — Maladies épidémiques. — A l'adjudicataire de l'illumination des lanternes de la ville, pendant l'année 1749, 2,999<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>.

CC. 221. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 94 pages.

**1751-1752.** — Double du compte de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1751-1752, Jean d'Écheverry, écuyer, sieur de Montauzer, conseiller du Roi, seul receveur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, comptable.

Somme de la mise claire	391,145 <sup>l</sup> 12 <sup>s</sup> .
Par déport	14,052 <sup>l</sup> 17 <sup>s</sup> 7 <sup>d</sup> .
Recette	457,387 <sup>l</sup> 19 <sup>s</sup> 6 <sup>d</sup> .

Aliénation d'un nouvel octroi, pour la réunion à la communauté des offices municipaux, 48,000<sup>l</sup> pour deux années. — Balisage et nettoyage de la rivière de Loire, pendant deux années, 1,376<sup>l</sup>. — Au sieur Jacques Goubert, ingénieur, inspecteur des ouvrages des ponts de Pirmil, 2,000<sup>l</sup>. — École de chirurgie, 2,000<sup>l</sup>, à compte sur celle de 6,000<sup>l</sup> payée à l'entrepreneur. Construction de la nouvelle chaussée de Pont-Rousseau, 27,000<sup>l</sup>, à compte sur celle de 33,000<sup>l</sup> prix de l'adjudication. — Réparations à l'horloge et aux pompes. — Dépense à l'occasion de la naissance de M<sup>sr</sup> le duc de Bourgogne. « La communauté pour donner des marques de sa joie et se conformer aux intentions de S. M., se seroit proposé de doter trente pauvres filles de la ville, faubourgs et campagnes limitrophes, dénommées par sa délibération du 18 décembre 1751. Du nombre desquelles il n'y en eut que 29 de dotées et mariées, dont huit à raison de 250<sup>l</sup> chacune, quatorze à 200<sup>l</sup> et sept à 150<sup>l</sup>, 5,850<sup>l</sup>. » Les noms des jeunes filles et de leurs maris, sont inscrits en regard de la somme allouée à chaque ménage. — Frais de procédure. A M. J.-B. de Languedoc, chanoine et syndic de l'église cathédrale de Nantes, 3,000<sup>l</sup> pour remboursement et indemnité des frais faits tant au Présidial de la ville qu'aux requêtes du Palais de Rennes, et au Conseil, au sujet de la Motte-St-André (*le cours de ce nom*) délaissée à la communauté par MM. du chapitre de ladite église. Au procureur des Bénédictins du prieuré de Saint-Jacques de Pirmil, 457<sup>l</sup> pour entier et parfait paiement des dépens adjugés aux religieux par arrêt de la Cour, rendu au sujet des limites de la juridiction de la police. — Fournitures de cire, bougies et gants. — Illumination des lanternes, 4,441<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. — Gratifications accordées à différents officiers et particuliers. Aux héritiers de feu l'abbé Travers, « par reconnaissance d'indemnité des manuscrits, copies d'actes et pièces concernant l'histoire de la ville et comté de Nantes, avec ceux

de la nouvelle édition que ledit feu sieur Travers se proposoit de donner, et que sesdits héritiers ont cédés à la communauté, suivant la délibération du 7 avril 1751, 1,200<sup>l</sup>. » — Concert de la Bourse, 700<sup>l</sup>, dont 400<sup>l</sup> pour 1751 et 1752 « accordées par la communauté pour ledit concert, à raison de 200<sup>l</sup> par an, tant qu'il subsistera, et 300<sup>l</sup> pour l'orchestre. » — A M. Bellabre, maire, 450<sup>l</sup>, achat de deux trompettes, l'une d'argent, l'autre de cuivre, pour le service de la communauté.

CC. 222. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 56 f<sup>os</sup>.

**1753-1754.** — Double du compte de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1753 et 1754; Jean de Haran, s<sup>r</sup> de Borda, conseiller du Roi, seul receveur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, comptable,

Somme de la mise claire 435,488<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.

Par déport 10,319<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>.

Recette 507,173<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>.

Députation aux États. — Annuel des offices municipaux. Aux sieurs Buart et Rouillé, greffiers de la ville, 1,344<sup>l</sup> 13<sup>s</sup>, pour l'annuel des années 1754 et 1755, des offices municipaux réunis à la communauté, dont les provisions ont été expédiées sous le nom du sieur de l'Épertière-Reliquet. — Gages et appointements de l'architecte et voyer de la ville, Nicolas Portail 1,600<sup>l</sup>. — Fournitures de cire, bougies et gants, bougies et cire : art. 327, 1,107<sup>l</sup> 12<sup>s</sup>; art. 328, 416<sup>l</sup> 8<sup>s</sup>; art. 329, 1,019<sup>l</sup> 7<sup>s</sup>; art. 330, gants, 952<sup>l</sup> 16<sup>s</sup>. — Illumination des lanternes et autres dépenses à ce sujet, 11,586<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. — Construction d'une chaussée au-dessus des moulins des halles, 7,487<sup>l</sup>. Ouvrages du Port-Communeau, 35,033<sup>l</sup> 14<sup>s</sup>. — Au s<sup>r</sup> Guillaume Grou, négociant à Nantes, 2,033<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, pour avances et déboursés par lui faits, sur les prix droits et frais de transport de quatre suceurs, achetés et venus de Hollande à son adresse, pour le service de la ville dans les cas d'incendies. — Avances et déboursés : art. 384, à M. Grou, ancien échevin, 1,122<sup>l</sup> 7<sup>s</sup>, avance qu'il a été prié de faire pour la décoration de la place de l'Éperon, au bout de l'île Feydeau. Art. 387, à M. Bellabre, échevin, 399<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>, avance par lui faite à l'occasion de l'arrivée de M. le duc de Chaulnes. Art. 388, à M. Ballais, échevin, 181<sup>l</sup> pour remboursement de pareille somme avancée pour faire rétablir les figures de physique et de géométrie au collège de la ville. Art. 393, au sieur Giraud, procureur du Roi syndic de la ville, 332<sup>l</sup> 4<sup>d</sup>

pour avance à l'occasion de la visite et examen de l'état actuel de la rivière de Loire, depuis les ponts de Nantes jusqu'à Ingrandes. — Remboursement fait par la communauté de l'office de substitut du procureur du Roi syndic de la ville, en vertu d'arrêt du Conseil du 5 mars 1754, 3,804<sup>l</sup>; 3,200<sup>l</sup> pour la finance principale dudit office, 533<sup>l</sup> pour la finance du droit de confirmation d'hérédité en survivance, 53<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> pour les deux sous pour livre de cette dernière finance, et 17<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> pour les intérêts au denier 25, à compter du 5 mars 1754, date dudit arrêt jusques et y compris le 17 avril même année, jour du remboursement de la somme de 3,786<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>, total des 3,200<sup>l</sup>, 533<sup>l</sup> et 53<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. — Dépenses pour l'arrivée et séjour de M. le duc d'Aiguillon, et autres seigneurs. — Bibliothèque publique. Art. 439, à M. Jérôme Giraud, prêtre, ancien supérieur de la maison de l'Oratoire de Nantes, choisi et nommé pour premier bibliothécaire de la Bibliothèque publique, établie dans la maison de l'Oratoire, 1,600<sup>l</sup> pour deux années de sa pension et entretien d'un garçon, dont 500<sup>l</sup> pour le bibliothécaire et 300<sup>l</sup> pour le garçon. — Art. 46, à M. Ballais, 501<sup>l</sup>, avance pour une thèse de mathématiques, dédiée à M. de Viarmes, intendant de la province, soutenue au collège de cette ville, par le fils du sieur Mazure, que la communauté a pris sous sa protection, à la recommandation de M. l'intendant. — Art. 448, pour la façon et fourniture d'un compas de mathématiques à verge, avec une règle de cinq pieds de hauteur, en cuivre jaune, avec ses deux marteaux ou pièces y ajoutées et ses vis pointées, 190<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>, à Pierre Turge, arquebusier.

CC. 223. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 102 pages.

**1755-1756.** — Double du compte de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1755 et 1756; Jean de Haran, sieur de Borda, conseiller du Roi, seul receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, comptable.

Somme de la mise claire 477,829<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>.

Par déport 24,552<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

Recette 505,843<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

A M. J.-B.-C. Giraud de la Prestière, procureur du Roi syndic, 1,800<sup>l</sup> pour ses gages des deux années de ce compte. A Gaspard Jérôme, trompette et portier général de la ville, 410<sup>l</sup> pour ses gages, à raison de 105<sup>l</sup> par an. Au garde munitions et magasins, 72<sup>l</sup>.

Aux PP. de l'Oratoire, enseignant au collège, 6,550<sup>l</sup>, honoraires des années 1755 et 1756; dont 4,600<sup>l</sup> pour deux années, à raison de 2,300<sup>l</sup> et 1,950<sup>l</sup>, pour une année échue le 1<sup>er</sup> juillet 1756, d'une augmentation de pension, accordée par S. M., en plus de la somme de 2,300<sup>l</sup>. — Entretien des ponts, portes, barrières et autres édifices à la charge de la communauté, 3,330<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. — Ouvrages de maçonnerie, 23,957<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. — Ouvrages de pavés, 14,708<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. — Rentes dues par la communauté. Députation aux États. — A Gaspard Jérôme, trompette de la subdélégation, 80<sup>l</sup> pour ses gages de deux années. — Réparations à l'horloge et aux pompes. — Art. 370, pour dépense et fournitures à 75 hommes destinés au service de la Compagnie des Indes, le jour de leur arrivée en ville, 84<sup>l</sup> 19<sup>s</sup>. — Art. 371, pour glace fournie à M. le duc d'Aiguillon, pendant son séjour, 50<sup>l</sup>. — Art. 373, au sieur de Vigny, architecte du Roi, 2,400<sup>l</sup> par forme de gratification, pour les peines et soins qu'il s'est donné pour le plan de la ville, approuvé par arrêt du Conseil du 22 avril 1743. — Art. 379, au s<sup>r</sup> J. Lenfant, « chirurgien-herniste, 500<sup>l</sup> par forme de gratification, en considération des services par lui rendus aux pauvres habitants de la ville et de la campagne. » Consulat, art. 408, pour diverses fournitures, 1,960<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>; sur lesquels, 597<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 9<sup>d</sup> au sieur J.-B. Clauzet de Lyon, « pour de grandes peaux à colonne, fonds bleus et fleurs de lys d'or, par lui fournies pour garnir le nouvel auditoire du Consulat. — Fournitures d'habits et chapeaux aux archers, 1,926<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>. — Raccommodage de fusils et bayonnettes, 261<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>. — Tambours de la milice bourgeoise, 320<sup>l</sup>.

CC. 224. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 93 pages.

1757-1758. — Double du compte de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1757-1758; Jean de Haran, sieur de Borda, conseiller du Roi, seul receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi de la ville, comptable.

Somme de la mise claire	431,261 <sup>l</sup> 5 <sup>s</sup> 9 <sup>d</sup> .
Par déport	27,513 <sup>l</sup> 4 <sup>s</sup> 9 <sup>d</sup> .
Recette	451,875 <sup>l</sup> 18 <sup>s</sup> 3 <sup>d</sup> .

Entretien des ponts, portes, barrières et autres édifices, 6,452<sup>l</sup> 18<sup>s</sup>. Rentes dues par la ville. Rentes dues sur les pêcheries. — Art. 288, « aux RR. PP. Chartreux de Nantes, la somme de 1,200<sup>l</sup> pour les

années 1757 et 1758, d'une rente foncière annuelle et perpétuelle de 600<sup>l</sup>, nette et quitte de toute taxe et imposition, à cause de la cession de la rivière ou étang de Barbin et marais adjacents, depuis la chaussée de Barbin jusqu'aux moulins des halles de ladite ville, même les bancs droits et passage, et de pesche, et tous autres droits à eux appartenans, suivant la concession faite à ladite Chartreuse, le 26 décembre 1498, par la duchesse de Bretagne, reine de France, et successivement confirmée par plusieurs arrêts du Conseil et lettres patentes. Ladite cession étant pour servir à l'exécution du projet de la prolongation de la navigation de la rivière d'Erdre. Art. 289, au seigneur évêque de Nantes, 3,600<sup>l</sup> pour deux années de la rente de 1,800<sup>l</sup> à cause de la cession et transport, tant pour lui que pour ses successeurs évêques, des moulins de Barbin, logements d'iceux et pescheries de la chaussée avec toutes leurs circonstances et dépendances sans aucune réserve. » - Aliénation d'un nouvel octroi, en raison de la réunion à la communauté des offices municipaux, 48,000<sup>l</sup> pour deux années. — Art. 331, illumination des lanternes, 2,397<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Ouvrages publics et réparations. Art. 342, au sieur Lefèvre, sculpteur, 376<sup>l</sup>, tant pour les armes de M. le duc d'Aiguillon, placées dans le fronton de la façade du côté de la maison des religieuses pénitentes, que pour les deux écussons aux armes de la ville, posés aux deux extrémités de la façade. Art. 343, au sieur Lattié, graveur à Paris, la somme de 1,000<sup>l</sup> pour 500 exemplaires complets du plan de la ville et faubourgs, dressé par le sieur Cacault; à compte de celle de 3,000<sup>l</sup> qui doit lui être payée, suivant délibération du 12 août 1758, 1,000<sup>l</sup> au mois de septembre 1758, 1,000<sup>l</sup> quand l'ouvrage paraîtra bien avancé, et 1,000<sup>l</sup> lors de la livraison des exemplaires qu'il doit fournir à Pâques 1759. Ce plan, dont il existe encore un certain nombre d'exemplaires, est certainement le plus beau de tous ceux qui ont eu la ville de Nantes pour objet. Art. 346, au sieur Hénon, peintre, 66<sup>l</sup> pour ouvrages de peinture faits au *Livre-Doré*. Art. 403, à l'adjudicataire de la fourniture de 20 couchettes, ou lits militaires garnis, pour la garnison de l'Île Dumet, à raison de 13<sup>l</sup> la couchette complète, 2,700<sup>l</sup>. Art. 407, aux trois archers des pauvres, établis par la communauté pour chasser de la ville tous les pauvres mendiants étrangers, à chacun par an, la somme de 300<sup>l</sup>, pour leur tenir lieu de gages et sans aucune retenue, 1,575<sup>l</sup>.

CC. 225. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 50 f<sup>os</sup>.

**1759-1760.** — Double du compte de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1759 et 1760; Jean de Haran, sieur de Borda, conseiller du Roi, seul receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, comptable.

Somme de la mise claire 412,512<sup>1</sup> 17<sup>5</sup> 11<sup>d</sup>.

Par déport 38,827<sup>1</sup> 7<sup>5</sup> 11<sup>d</sup>.

Recette 380,513<sup>1</sup> 14<sup>5</sup> 7<sup>d</sup>.

Frais d'enregistrement à la Chambre des Comptes, des arrêt du Conseil et lettres patentes qui permettent de continuer pendant neuf années la levée et perception des droits d'octrois, avec la régie de ces droits; art. 327, 193<sup>1</sup> 8<sup>5</sup> 6<sup>d</sup>. Art. 331, fournitures de bougies et gants, 136<sup>1</sup>. Art. 332, illumination des lanternes, 3,578<sup>1</sup> 16<sup>5</sup>. Art. 340, au sieur Auguste Volaire, maître de l'école de dessin, établi par les États de cette province, chargé de rafraichir et rétablir les portraits des anciens maires qui sont dans la salle de l'Hôtel-de-Ville, 760<sup>1</sup>. Art. 348, réparations et entretien du palais et des prisons du Bouffay, des puits publics de la ville, de l'Hôtel-de-Ville, et des fusils appartenant à la communauté, 1,391<sup>1</sup> 4<sup>5</sup> 6<sup>d</sup>. Art. 349, à la veuve d'Antoine Marie, imprimeur de la ville et de la police, 358<sup>1</sup> pour ouvrages et fournitures, du 20 juin 1758 au 29 mai 1760. Art. 352, 393<sup>1</sup> 17<sup>5</sup> 6<sup>d</sup> pour pain fourni aux pauvres inondés des quartiers d'Erdre, la Sauzaie, le Port-Maillard, Richebourg, les Grands-Ponts, et les flambeaux fournis lors de l'incendie de la Clavurerie, le 10 décembre 1755. Art. 356, 11,597<sup>1</sup> 1<sup>5</sup> 7<sup>d</sup> pour fournitures faites à l'occasion de la fête donnée à M. le duc d'Aiguillon, à son retour de Saint-Cast, en 1758. Art. 363, à M<sup>me</sup> la duchesse de Lauragais, 3,636<sup>1</sup> 1<sup>5</sup> 8<sup>d</sup> pour lui tenir lieu d'indemnité de loyers des maisons dont elle jouissait, et dont la communauté a disposé pour l'embellissement de la ville. Art. 382, repas donné à l'Hôtel-de-Ville, lors de l'installation des nouveaux échevins, 517<sup>1</sup> 11<sup>5</sup>; pour café et liqueurs, 74<sup>1</sup>. Art. 384, à MM. les juges-consuls de la ville de Nantes, 10,009<sup>1</sup> pour deux années échues le 2 septembre 1760, à raison de 5,000<sup>1</sup> par an, accordées par S. M. à prendre sur les deniers d'octrois, destinés aux frais qu'ils sont obligés de faire pour le bien et l'avantage du commerce. Art. 387, fourniture de boutons pour les habits des archers et du trompette de ville, 224<sup>1</sup>.

CC. 226. (Liasse.) — 4 cahiers de 46, 33, 28 et 14 folios, et 13 pièces papier.

**1757-1774.** — Apurement des comptes de la miserie de Nantes, des années 1757-1758, 1759-1760, 1761-1762, 1773-1774.

Bordereaux de caisse de la miserie de la ville et communauté de Nantes. États des ordonnances payées par M. Leroux, faisant pour le miseur, 1762, 1763, 1764. État des ordonnances payées, jusques et y compris le 31 juillet 1763, sur l'état que M. le Maire a remis à M. Leroux, le 23 avril 1763, et qui ne porte pas d'intérêts.

CC. 227. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 50 f<sup>os</sup>.

**1767-1768.** — Double du compte de la miserie de la ville et communauté de Nantes, années 1767 et 1768; Jean de Haran, sieur de Borda, conseiller du Roi, seul receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, comptable.

Recette 488,443<sup>1</sup> 2<sup>5</sup> 4<sup>d</sup>.

Dépense 522,901<sup>1</sup> 14<sup>5</sup> 3<sup>d</sup>.

Souffrances, faute de quittance 11,493<sup>1</sup> 10<sup>5</sup> 7<sup>d</sup>.

Souffrances, faute de formalités 9,229<sup>1</sup> 4<sup>5</sup> 8<sup>d</sup>.

Art. 300, à Victor Gasnier, exécuteur de la haute-justice, 2,400<sup>1</sup>, à raison de 1,200<sup>1</sup> par an, pour lui tenir lieu de tous droits et havages dans la ville, faubourgs et banlieue de Nantes. — Députation aux États. Art. 349, « observe en cet endroit ledit sieur comptable, que par arrêt du Conseil, du 21 mars 1758, S. M. auroit accordé à ladite communauté tous les terrains qui ont été ou seroient attéris par les digues ou autres travaux que la communauté a fait ou pourroit faire dans la rivière de Loire, au-dessus et au-dessous des ponts de la ville, de quelque étendue que puissent être lesdits terrains, avec faculté de les vendre et aliéner à son profit, à condition d'en employer le produit à l'entretien et réparation des digues et autres ouvrages qui seront jugés nécessaires à la navigation, fait dépense de 8,000<sup>1</sup>. Art. 357, 252<sup>1</sup> 5<sup>5</sup> pour dépenses faites lors des visites sur la rivière de Loire, depuis Nantes jusqu'à Ingrandes, à l'effet de visiter et examiner le nettoyage de cette rivière. Art. 359, 500<sup>1</sup> pour l'achat d'une pompe de la Compagnie des Indes, servant aux incendies et déposée dans les magasins du sr Béder à Chezine. Art. 361, 835<sup>1</sup> 13<sup>5</sup> 9<sup>d</sup>, dont 535<sup>1</sup> 13<sup>5</sup> 9<sup>d</sup> pour avoir fait frapper des jetons à Paris, aux armes de M. de Flesselles, alors intendant

en Bretagne, et une bourse de velours cramoisi, brodée en or, que la communauté a présenté à M. de Flesselles; et 300<sup>l</sup> pour avoir pareillement fait frapper, aux armes de la ville et à celles du maire, 174 jetons, y compris 3<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> pour ports de lettres et menus frais. Art. 365, 250<sup>l</sup> pour être employées à l'achat d'un graphomètre, instrument de mathématiques, pour l'usage et le service de la communauté dans les différents projets d'embellissement de la ville de Nantes. Art. 373, au concierge des prisons du Bouffay, 500<sup>l</sup>, pour nourriture, gîte et géolage de plusieurs particuliers emprisonnés par ordre de MM. les maires, échevins et juges de police, depuis le 25 février 1765, jusqu'au 19 juillet 1767. « Autres dépenses à cause de l'emprunt de 300,000<sup>l</sup> au denier 20, sans retenue, en vertu d'arrêt du Conseil et lettres patentes des 13 et 31 décembre 1763, pour être remboursé par tirage, en forme de loterie, dans six années à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1766, à raison de 50,000<sup>l</sup> par an, et dont les arrérages des courants, commenceront à courir du premier jour du quartier dans lequel les capitaux auront été remis à la caisse du miseur. » Emprunt de 39,000<sup>l</sup> pour la construction du pont d'Aiguillon. Emprunt de 35,650<sup>l</sup> pour l'achèvement du Cours des États.

CC. 228. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 53 f<sup>os</sup>.

**1769-1770.** — Double du compte de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1769 et 1770, Jean de Haran, s<sup>r</sup> de Borda, conseiller du Roi, seul receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, comptable.

Somme de la mise claire	627,503 <sup>l</sup> 4 <sup>s</sup> 9 <sup>d</sup> .
Souffrances, faute de quittances	7,642 <sup>l</sup> 17 <sup>s</sup> 4 <sup>d</sup> .
Recette	548,223 <sup>l</sup> 6 <sup>s</sup> .

Fêtes de la Chandeleur. Art. 37, 100<sup>l</sup> pour les cierges de la Chandeleur, des années 1769 et 1770, à raison de 50<sup>l</sup> par an. Fêtes-Dieu. Art. 38, 200<sup>l</sup> pour les déjeuners et torches, présentés aux officiers de la communauté, à 100<sup>l</sup> par an, dont 50<sup>l</sup> pour les torches, 50<sup>l</sup> pour le déjeuner, conformément au règlement de 1681. Poudre à canon. Art. 39, 200<sup>l</sup> à raison de 100<sup>l</sup> par an. Art. 47, 600<sup>l</sup> aux prédicateurs qui ont prêché à l'église cathédrale, 200<sup>l</sup> pour le carême, 100<sup>l</sup> pour l'avent. — Art. 300, au fermier général des postes et messageries de France, 75<sup>l</sup>, pour affranchissement des ports de lettres et paquets adres-

sés aux officiers de la communauté pendant l'année 1769, à raison de 75<sup>l</sup> par an. Art. 318, au sieur J.-B. Ceineray, architecte-voyer, 2,000<sup>l</sup> pour deux années de ses gages « à la charge, par lui, de veiller avec assiduité, à la conduite de tous les ouvrages qui seront faits par ladite communauté. Art. 328, 520<sup>l</sup> pour deux années de loyer échues à Noël 1770, de toutes les chambres qui règnent au second étage de l'ancien hôtel de Briord, pour servir d'école de dessin au maître et aux élèves. Art. 329, au sieur Lyon, professeur d'hydrographie et de mathématiques au port de Nantes, 3,000<sup>l</sup> pour trois années de ses appointements. Illumination et entretien des lanternes. Article 330, 5,671<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Art. 365, 8,339<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 10<sup>d</sup> pour dépenses faites à l'occasion de la fête donnée, lors de l'entrée à Nantes de M. le duc de Duras, le 23 août 1769. Art. 469, 402<sup>l</sup> pour dépenses extraordinaires faites à la procession de la Fête-Dieu, de 1768 à 1769. Art. 376, 2,018<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> pour l'habillement des archers et trompette de la ville. Art. 380, 40<sup>l</sup> « pour un boisseau nantois en cuivre rouge, pour être déposé à l'Hôtel-de-Ville. » Art. 383, 50<sup>l</sup> prix d'une voile, pour servir au bateau de la ville. Art. 386, « observe ledit comptable, que pour calmer les inquiétudes des habitants, la communauté, par sa délibération du 19 mai 1770, auroit accepté les propositions faites par le sieur Orry, négociant à Nantes, de ne point disposer jusqu'à nouvel ordre, de 347 tonneaux de froment qu'il avoit en grenier, qu'en faveur des boulangers de la ville, auxquels il en feroit livraison, argent comptant, au fur à mesure des besoins, parce que la communauté lui tiendrait compte de la différence sur le pied de 265<sup>l</sup> le tonneau, prix qu'il valloit pour lors, au cas que, par la suite, il fut obligé de vendre à moindre prix; qu'en conséquence ledit sieur Orry avoit, pour le compte de la ville, porté la vente de 342 tonneaux froment, seulement à 91,385<sup>l</sup> 13<sup>s</sup>, à raison de 265<sup>l</sup> le tonneau, compris le mesurage, remblage et frais de greniers, et la livraison de 303 tonneaux 5 septiers, faite à différents boulangers et autres à 74,210<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, de sorte qu'il lui est dû pour solde, 17,175<sup>l</sup> 0<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. »

CC. 229. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 422 pp., plus 20 f<sup>os</sup> pour le répertoire.

**1769-1770.** — « Sommier de la miserie de la ville et communauté de Nantes, remis à M. de Beaumont, le 27 mars 1773. » C'est le livre de caisse, recettes et dépenses du miseur, pour les années 1769-1770, le seul

de ce genre qui ait été conservé aux Archives. M. de Beaumont, était alors procureur syndic.

CC. 230. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 53 f<sup>os</sup>.

**1771-1772.** — Double du compte de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1771-1772; Jean de Haran, s<sup>r</sup> de Borda, conseiller du Roi, seul receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, comptable.

Somme de la mise claire	584,079 <sup>l</sup> 18 <sup>s</sup> 9 <sup>d</sup> .
Souffrances, formalités	2,806 <sup>l</sup> 16 <sup>s</sup>
Souffrances, faute de quittances	4,871 <sup>l</sup> 3 <sup>s</sup> 10 <sup>d</sup> .
Recette	570,057 <sup>l</sup> 11 <sup>s</sup> 10 <sup>d</sup> .

Art. 333, illumination des lanternes, pendant le cours de l'hiver de 1771, fourniture des chandelles à raison de 58<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> le cent pesant, pour 12,598<sup>l</sup> 3/4, 7,401<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. Art. 335, au s<sup>r</sup> Bonvoux, 1,200<sup>l</sup> pour deux années de la gratification de 600<sup>l</sup> accordée pour veiller à « l'entretien, conservation et augmentation des attérissements faits et à faire dans la Loire, au-dessus et au-dessous des ponts de Nantes, jusqu'à Paimbœuf, qu'en qualité de capitaine inspecteur des pompes de la ville et conduite des travaux de balisage de la Loire. » Art. 338, à M. Gelée de Prémion, ancien maire, et subdélégué général de l'intendance au département de Nantes, 900<sup>l</sup> pour trois quartiers de la pension de 600<sup>l</sup> par an, accordée par délibération du 27 juillet 1771, pour l'indemniser des droits d'adjudication des octrois, qui étaient en ferme et qu'il a depuis fait mettre en régie. Art. 382, au s<sup>r</sup> Desolme, ferblantier, 32<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> pour avoir raccommoqué et rétabli la figure de la Renommée, placée au-dessus du clocher du collège des prêtres de l'Oratoire. Art. 393, à trois pilotes lamaneurs du port de Saint-Nazaire, 2,250<sup>l</sup> pour le temps qu'ils ont employé, avec leurs chaloupes, à visiter les bâtiments venant de la mer, suspects de la maladie contagieuse qui régnait dans le Nord. Art. 399, 182<sup>l</sup> employées à l'achat d'une bourse de cent jetons d'argent, dont la ville a fait présent à M. de Kermasson, de Saint-Nazaire, pour les peines et soins qu'il s'est donné à l'occasion de la maladie épidémique. — Dépense commune : « pour la dresse et façon du présent compte, et assistance du procureur à l'examen et jugement d'icelui, 423<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>; pour les épices du jugement dudit présent compte, 7,225<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>; pour les trois sols pour livre desdites épices, 1083<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>; pour les huit sols pour livre desdits trois sols pour livre, 433<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; pour le droit de sceau de la

déduction et arrest final dudit présent compte, 65<sup>l</sup>; pour les deux doubles dudit présent compte, bordereau et papier timbré, 100<sup>l</sup>; pour le travail extraordinaire et papier d'augmentation par les nouvelles charges survenues à la communauté depuis le règlement de 1681, 18<sup>l</sup>; pour les arrests et apostilles qui seront mis auxdits deux doubles, 36<sup>l</sup>; pour la reliure et couverture du présent compte et doubles, 12<sup>l</sup>; pour la communication du précédent compte, 1<sup>l</sup>. »

CC. 231. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 54 f<sup>os</sup>.

**1773-1774.** — Double du compte de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1773 et 1774; Jean de Haran, s<sup>r</sup> de Borda, conseiller du Roi, seul receveur et miseur des deniers communs, d'octroi et patrimoniaux, comptable.

Somme de la mise claire	532,235 <sup>l</sup> 12 <sup>s</sup> 2 <sup>d</sup> .
Souffrances, faute de quittance	6,197 <sup>l</sup> 1 <sup>s</sup> 6 <sup>d</sup> .
Souffrances, formalités	48,176 <sup>l</sup> 14 <sup>s</sup> 4 <sup>d</sup> .
Recette	580,003 <sup>l</sup> 10 <sup>s</sup> 9 <sup>d</sup> .

Rentes dues par la ville. Rentes anciennes. Rentes au denier 50. Rentes sur les pêcheries. Rentes au denier 20. Rentes en vertu d'arrêts du Conseil, des 30 juillet 1742, 28 mai 1743, 22 août 1752, 15 mai 1753. Autres rentes en vertu d'arrêt du Conseil et des lettres patentes des 9 juillet et 7 août 1765. Rentes viagères. Rentes foncières. Art. 292, rente seigneuriale, au commandeur de la commanderie de St-Jean et Sainte-Catherine de Nantes, 3,257<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, dont 3,117<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> « pour cinq années de la rente seigneuriale de quatre tonneaux, deux septiers, un boisseau froment, évalué, année commune, à 148<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> le tonneau, et 140<sup>l</sup> aussi pour cinq années de différentes parties, la 1<sup>re</sup> de 12<sup>l</sup>, la 2<sup>de</sup> de 10<sup>l</sup>, la 3<sup>me</sup> de 6<sup>l</sup>. » Art. 364, remboursement du prix principal de l'office de lieutenant général de police, acquis par la communauté. « A Messire Charles-Philippe de Valleton, chevalier, s<sup>r</sup> de la Barossière, fils majeur et héritier principal et noble de M<sup>re</sup> Charles de Valleton, s<sup>sr</sup> de la Barossière, propriétaire de l'office de lieutenant général de police de la ville de Nantes, acquis par ladite communauté d'avec dame Catherine Frémont, épouse et procuratrice générale et spéciale dudit Charles de Valleton, aux fins de sa procuration à l'effet de ladite vente, par acte passé devant les notaires au Châtelet de Paris, le 14 décembre 1769, annexée à la délibération de la communauté du 28 avril 1770, portant cession, vente et transport dudit office avec

les gages y attribués, montant à 1,100<sup>l</sup>, par chacun an, et tous les droits, émoluments, honneurs, exemptions, prérogatives, attachés et dépendants dudit office, sans rien retenir ni excepter. Desquels gages ladite communauté ne commencera à jouir que du jour qu'elle sera pourvue dudit office par arrêt du Conseil et lettres patentes sur iceluy, pour ratifier ladite vente au corps municipal. Ladite vente faite pour et moyennant la somme de 40,000<sup>l</sup>, payable savoir : 20,000<sup>l</sup> au 1<sup>er</sup> juillet 1771, et les autres 20,000<sup>l</sup> au 1<sup>er</sup> juillet 1772, avec les intérêts au denier 20, sans retenue de taxes royales..... 48,108<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>, dont 40,000<sup>l</sup> pour remboursement du prix principal, et 8,108<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 7<sup>d</sup> pour les intérêts..... »

CC 232. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 62 f<sup>os</sup>.

**1775-1776.** — Double du compte de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1775 et 1776; Jean de Haran, s<sup>r</sup> de Borda, conseiller du Roi, seul receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, comptable.

Somme de la mise claire	601,282 <sup>l</sup> 10 <sup>s</sup> 6 <sup>d</sup> .
Souffrances, faute de quittances	1,555 <sup>l</sup> 3 <sup>s</sup> 4 <sup>d</sup> .
Recette	648,279 <sup>l</sup> 5 <sup>s</sup> 5 <sup>d</sup> .

Entretien et illumination des lanternes. Art. 328, 1515<sup>l</sup> à l'adjudicataire de l'entretien des lanternes et reverbères pendant le cours de l'hiver 1775; art. 329, au même, pendant l'hiver 1776, 1,500<sup>l</sup>; art. 330, au même, pour illumination et fourniture extraordinaire des lanternes sur les ponts de la Madeleine, à l'occasion des grandes eaux, 65<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; art. 331, à l'adjudicataire de la fourniture des chandelles, pendant le cours de l'hiver 1775, 5,083<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>; art. 332, pour la même fourniture, pendant l'hiver 1776, 9,065<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>; art. 333, à un marchand droguiste, 336<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, pour livraison de 517 livres 1/2 d'huile pour illumination des reverbères, à raison de 13<sup>s</sup> la livre. Art. 341, 2,182<sup>l</sup> aux huit archers de la ville, dont 182<sup>l</sup> pour dépenses extraordinaires qu'ils ont faites lors du passage des troupes par la ville depuis le 9 juillet 1774 jusqu'au 7 juin 1776, et 2,000<sup>l</sup>, à raison de 1,000<sup>l</sup> par an par forme d'indemnité et récompense de leurs travaux extraordinaires, attendu la modicité de leurs gages. Art. 342, loyer de l'écurie servant pour les chevaux de la ville, 300<sup>l</sup>. Entretien des tombereaux, salaires des conducteurs et nourriture des chevaux. Art. 386, 1,769<sup>l</sup> 19<sup>s</sup>, dont 1,218<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> pour deux ans, cinq mois, trois jours de gages, à 500<sup>l</sup> par an, et 551<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> pour

réparations; art. 387, aux charrons, 567<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> pour réparations aux tombereaux; art. 388, 13,982<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> pour nourriture, entretien et fournitures des chevaux servant aux ouvrages publics de la ville et banlieue, depuis le 20 novembre 1774 jusqu'au 16 mars 1777. Réparations aux digues de la rivière de Loire; art. 392, 20,023<sup>l</sup> 0<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. Art. 411, au s<sup>r</sup> Antoine Henon, pour ouvrages de dessins et peinture, faits en 1773 au *Lirre Doré*, 72<sup>l</sup>. Art. 413, à M. de Kervégan, 503<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 9<sup>d</sup> payés au sieur Roger, de Paris, pour une bourse de velours cramoisi, brodée or, de cent dix jetons d'argent, présentée à M. l'intendant, y compris 300<sup>l</sup> pour la façon des quarrés (coins) fabriqués à Paris. Art. 415, à une marchande gantière, 591<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> pour gants et rubans fournis aux différentes assemblées tenues à l'Hôtel-de-Ville du 20 septembre 1774 au 13 août 1776. Art. 416, au marchand cirier, 996<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>, pour bougies, flambeaux et torches, fournis au bureau et aux assemblées ordinaires du 18 novembre 1774 au 24 décembre 1776. Art. 417, au traiteur, 538<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> pour les différents repas donnés par la communauté. Art. 418, au confiseur, 720<sup>l</sup> pour glaces et desserts fournis les 20 juin 1774 et 19 juin 1775, lors de l'installation des nouveaux échevins.

CC. 233. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 65 f<sup>os</sup>.

**1777-1778.** — Double du compte de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1777-1778; Jean de Haran, s<sup>r</sup> de Borda, conseiller du Roi, seul receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, comptable. M. Dugué-Tréven, procureur spécial.

Somme de la mise claire	562,002 <sup>l</sup> 19 <sup>s</sup> 8 <sup>d</sup> .
Souffrances, faute de quittances	3,038 <sup>l</sup> 4 <sup>s</sup> 8 <sup>d</sup> .
Souffrances, formalités	48,440 <sup>l</sup> 14 <sup>s</sup> 4 <sup>d</sup> .
Recette	610,062 <sup>l</sup> 17 <sup>s</sup> 11 <sup>d</sup> .

Députation aux Etats. Art. 302, à M. Gelée de Prémion, maire, et Guérin de Beaumont, procureur du Roi syndic, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> député aux États tenus à Rennes en 1778, et auxquels ils ont assisté, 600<sup>l</sup> pour rétribution ordinaire, à raison de 300<sup>l</sup> chacun. Aliénation d'octrois. Art. 305, « au s<sup>r</sup> Clouet, directeur et receveur général des droits aliénés sur les octrois des villes et communautés de la province, à cause de la réunion des offices municipaux, dont la continuation de la levée a été ordonnée par arrêt du Conseil du 11 avril 1768, au profit de François Hacquen et de ses cautions, fermier desdits droits pour six années, finies le 31



décembre 1777, 25,000<sup>l</sup> pour la dernière année de ladite aliénation. » Député au Conseil de commerce. Art. 306, à M. Drouet, député du commerce de Nantes, au Conseil du Commerce de Paris, 6,000<sup>l</sup>, pour ses gages en ladite qualité pendant les deux années de ce compte. Professeur d'hydrographie. Art. 327, au sieur Pierre Lévêque, professeur d'hydrographie et de mathématiques, au lieu et place du s<sup>r</sup> Delyon, 2,000<sup>l</sup>. Art. 359, « au général de la paroisse de Saint-Vincent, 1,200<sup>l</sup> pour toute indemnité et dédommagement du cimetière de ladite église, dont la communauté a disposé par la démolition qu'elle en a fait faire, pour former une place publique » (aujourd'hui place Saint-Vincent.) Art. 406, 251<sup>l</sup>, dépense faite à l'occasion du voyage de dévotion pour l'accomplissement du vœu fait par la communauté à Saint-Sébastien. Art. 408, 2,307<sup>l</sup> 8 s 8 d tant pour les habillements des archers et trompette de la communauté, que pour les ornements de la chapelle de l'Hôtel-de-Ville (1). Art. 416, 9,355<sup>l</sup> 6 s 6 d, pour dépenses faites à l'occasion de l'arrivée et du séjour de M<sup>sr</sup> le comte d'Artois. Art. 418, au concierge de l'Hôtel-de-Ville, 325<sup>l</sup> 9 s, pour avances et déboursés par lui faits le 3 janvier 1779, au sujet de la naissance d'une princesse.

CC. 234. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 69 f<sup>os</sup>.

**1781-1782.** — Double du compte de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1781 et 1782; M. Adam-François Parcelle de Saint-Christau, conseiller du Roi, seul receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, au lieu et place de Jean de Haran, comptable.

Somme de la mise claire	754,949 <sup>l</sup>	4 s 9 d.
Souffrances, faute de quittances	5,010 <sup>l</sup>	5 s 6 d.
Recette	798,106 <sup>l</sup>	12 s 7 d.

(1) Cet ornement, dont le prix n'est malheureusement pas indiqué, a été donné par la ville au Musée Archéologique de Nantes, avec le dais qui avait servi aux entrées de Louis XIII et Louis XIV. C'est une chasuble, en velours rouge cramoisi, brodé en or, semé de fleurs de lys d'or et d'hermines d'argent profilées de soie noire. Au milieu de la croix est un crucifix de 29 centimètres de hauteur. De chaque côté, et en dehors de la croix, sont deux écussons entourés de la cordelière, l'un aux armes de Bretagne, l'autre à celles de Nantes. Au bas la date 1777. L'ornement complet avec son étole et son manipule, porte le n<sup>o</sup> 209 du catalogue.

Les Archives Municipales possèdent encore le missel de la chapelle. *Missale romanum in quo misse s. s. trium ordinum S. P. Francisci suo ordine inseruntur ad usum fratrum et sororum eorumdem ordinum.* Parisiis, sumptibus Edmundi Couterot, Ordinum Seraphicorum bibliopolæ ordinarii, viâ Jacobæâ. M.DC.XCIX. *In folio, planches, veau brun, les armes de la congrégation de Saint François sur les plats.*

Recette. « A cause d'une somme de 50,000<sup>l</sup>, accordée par le Roi, et du produit d'un octroi, le tout pour être employé aux travaux du môle de Paimboeuf, 65,625<sup>l</sup> 0 s 8 d. » — Dépense. Art. 307, aux dix-huit tambours de la milice bourgeoise, 720<sup>l</sup> pour leurs gages pendant les deux années de ce compte, à raison de 360<sup>l</sup> par an, et 20<sup>l</sup> à chacun. Art. 324, illumination de la ville; « au sieur Tourtille Sangrin, entrepreneur de l'illumination des reverbères de la ville et faubourgs de Nantes, pendant le cours de vingt ans, commencés le 20 septembre 1777, et qui finiront le 15 mars 1797, à raison de 26<sup>l</sup> par chaque bec de lumière, qui seront fournis pendant les six mois d'hiver, et à condition par lui d'abandonner à la communauté toutes les lanternes qu'il aura fourni et entretenu pendant ces vingt années, ainsi que les ustensiles, le tout en bon état et à dire d'experts, la somme de 46,546<sup>l</sup> pour l'illumination desdits reverbères pendant les trois derniers mois d'hiver de 1780 et les six mois d'hiver de chaque année 1781 et 1782. Art. 325, aux sieurs Le Boterf et Cornillau, marchands, 803<sup>l</sup> 6 s 6 d pour livraisons de 1,199<sup>l</sup> pesant net de chandelle pour l'illumination des torches et portes de la ville, à raison de 67<sup>l</sup> le cent. Art. 392, au s<sup>r</sup> Crucy, charpentier, 22,076<sup>l</sup> 2 s 6 d, pour réparations faites aux digues de Trentemoult, Pont-Rousseau, la Prée au Duc, et autres ouvrages faits en différents endroits de la ville. Art. 402, au s<sup>r</sup> Urvoy, horloger, pour réparations faites à l'horloge du Bouffay, et avoir sonné le tocsin aux incendies, 168<sup>l</sup>. Art. 404, au concierge de l'Hôtel-de-Ville, 1,235<sup>l</sup> 19 s 6 d, dont 600<sup>l</sup> à titre de gratifications pour les peines et soins qu'il s'est donné pendant les deux années de ce compte, pour le logement des troupes qui ont passé et séjourné dans la ville, et 635<sup>l</sup> 19 s 6 d pour dépenses extraordinaires par lui faites à l'Hôtel-de-Ville. Art. 412, au s<sup>r</sup> Petit des Rochettes, 3,537<sup>l</sup> 19 s 6 d, remboursement de pareille somme payée aux boulangers pour fourniture de pain aux pauvres pendant l'inondation du mois de mars 1782, pour louage de bateaux et salaire des bateliers employés à passer le public. Art. 414, au sieur Vatie, peintre, 381<sup>l</sup> pour peintures par lui faites et fournies à l'Hôtel-de-Ville, à l'occasion de la naissance de M. le Dauphin. »

CC. 235. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 68 f<sup>os</sup>.

**1783-1784.** — Double du compte de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1783-1784; M<sup>re</sup> Adam-François Parcelle de St-Christau, conseiller du Roi, seul receveur et miseur des deniers



communs, patrimoniaux et d'octroi, comptable; M. Dugué-Trévern, procureur spécial.

Somme de la mise claire	865,081 <sup>1</sup>	0 <sup>s</sup> 5 <sup>d</sup> .
Souffrances, faute de quittances	2,938 <sup>1</sup>	5 <sup>s</sup> 9 <sup>d</sup> .
Souffrances, formalités	389 <sup>1</sup>	7 <sup>s</sup> 4 <sup>d</sup> .
Recette	889,461 <sup>1</sup>	16 <sup>s</sup> .

Art. 300, au régisseur général des postes et messageries de France, 150<sup>1</sup> pour l'affranchissement des ports de lettres et paquets adressés aux officiers de la communauté par MM. les commandants, premier président et commissaires départis en cette province, pendant les deux années de ce compte. Art. 318, aux prêtres de l'Oratoire, 800<sup>1</sup> pour 1783 et 1784, pour être employées à l'achat des livres qui se distribuent tous les ans à titre de prix aux écoliers de chaque classe qui se sont distingués dans leurs études. Art. 332, « à dame Jeanne-Benoist Gomard de Vaubergnier, épouse séparée de corps et de biens de M<sup>re</sup> Guillaume, comte du Barry, ayant droit de jouir, sa vie durant, des domaines, maisons, boutiques, baraques, celliers et appendifs, jardins et terrains vagues, situés en la ville de Nantes, à compter du 22 mars 1770, jour du paiement de 30,000<sup>1</sup> qu'elle a fait aux héritiers de feu M<sup>me</sup> la duchesse de Lauraguais, qui jouissait ci-devant desdits biens, conformément au brevet de don lui accordé par S. M., le 23 décembre 1769, la somme de 7,834<sup>1</sup> 5<sup>s</sup>. Art. 349, à M. Graslin, 20,698<sup>1</sup>, en remboursement de pareille somme qu'il a payé pour une maison située sur la place Saint-Nicolas et destinée à être démolie pour l'exécution de son projet (construction du quartier Graslin). Ouvrages publics. Nouvelle poissonnerie, art. 379, 86,262<sup>1</sup> 9<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. Art. 392, au sieur François, gréeur de navires, 2,517<sup>1</sup> 11<sup>s</sup> pour frais, déboursés et fournitures, faits par ordre de la communauté, pour goudronner les ponts de Pont-Rousseau et de l'Île-Gloriette. Art. 402, à M. Graslin, 75,000<sup>1</sup> à titre de remboursement pour la dépense des excavations, déblais et applanissement de son terrain contenant 5,694 toises 3 pieds 1 ponce cube, estimés 76,875<sup>1</sup> 18<sup>s</sup> 9<sup>d</sup> à raison de 13<sup>1</sup> 10<sup>s</sup> chaque toise cube. Ces travaux étaient à la charge de la ville. Art. 424, à M. Berrouette, maire, 68<sup>1</sup> 2<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>, prix d'une bourse de quarante jetons aux armes de la ville, dont la communauté a fait présent au s<sup>r</sup> Lévêque, professeur d'hydrographie, pour un ouvrage en deux volumes : *Traité de mécanique appliquée à la construction et à la manœuvre des vaisseaux.* »

CC. 236. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 88 l<sup>rs</sup>.

1785-1786. — Double du compte de la miserie ordinaire de la ville et communauté de Nantes, années 1785-1786; M. Adam-François Parcelle de St-Christau, conseiller du Roi, seul receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, comptable; M. Dugué-Trévern, procureur spécial.

Somme de la mise claire	919,627 <sup>1</sup>	16 <sup>s</sup> 2 <sup>d</sup> .
Souffrances, faute de quittances	4,682 <sup>1</sup>	4 <sup>s</sup> 2 <sup>d</sup> .
Souffrances, faute de formalités	2,226 <sup>1</sup>	18 <sup>s</sup> 6 <sup>d</sup> .
Recette	979,939 <sup>1</sup>	12 <sup>s</sup> 9 <sup>d</sup> .

Art. 300, « à Charles-François Ferey, exécuteur de la haute-justice de Nantes, reçu au lieu et place de François Étienne qui l'étoit au lieu et place de Jacques-Victor Gasnier, par sentence de la sénéchaussée et siège présidial de Nantes, du 17 décembre 1784, référant la prestation de serment, à la charge par lui de payer à la veuve Chaumont 150<sup>1</sup> de pension annuelle, et à la veuve Gasnier et à son fils, jusqu'à sa majorité, à chacun pareille somme de 150<sup>1</sup>; pour ladite nomination n'avoir lieu qu'après la célébration de mariage projeté entre ledit Ferey, et la fille dudit défunt Gasnier; lequel mariage a été célébré en l'église paroissiale de St-Hilaire d'Orléans, le 27 dudit mois de décembre, la somme de 2,400<sup>1</sup> pour les gages ordinaires des années 1785 et 1786. » Art. 333, école de dessin, 450<sup>1</sup>. Art. 334, école pour les accouchements, 450<sup>1</sup>, au sieur Godebert, maître en chirurgie, 450<sup>1</sup> pour trois années de loyer d'une maison qu'il afferme pour y donner ses leçons et instructions aux sages-femmes de la ville et de la campagne. Art. 397, construction d'une nouvelle salle de spectacle. « Observe, ledit sieur comptable, que par délibération du 4 juin 1785, il s'est passé un traité entre la communauté et le sieur Graslin, par lequel celui-ci s'est obligé de faire construire dans son terrain Graslin, une nouvelle salle de spectacle sur l'emplacement où elle a été commencée, conformément aux plans, élévation, devis, estimation et profils, dressés faits et signés par l'architecte-voyer de la ville (M. Crucy), de fournir les matériaux de toute espèce en maçonnerie, charpenterie, menuiserie, couverture, ferrure, plâtrier, carrelage et pavés en pierres de grison, peintures d'impression, vitrerie, plomberie, sous la seule exception de toute espèce de sculpture, le tout détaillé dans le susdit devis, à la charge et aux frais dudit s<sup>r</sup> Graslin, à quelques sommes que la dépense puisse monter, tant faite qu'à faire, et ce pour et moyennant

une somme de 263,233<sup>1</sup> 19<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>, à laquelle monte l'estimation dudit devis..... » Art. 473, à Charles Miquel, portefaix, attaché au service des pompes depuis 1747, pour pensements et médicaments à la suite d'une chute arrivée lors de l'incendie de Chezine, 72<sup>1</sup>. Art. 474, pour une bourse de jetons présentée à M. l'intendant, gravée à ses armes et à celles de la ville, 920<sup>1</sup> 18<sup>s</sup> 3<sup>d</sup> (1).

CC. 237. (Liasse.) — 5 cahiers in-folio, papier, 1 de 22, 4 de 10 f<sup>os</sup>.

**1775-1783.** — Apurement du compte de la miserie de Nantes, de Jean de Borda, 1775-1776; idem de Parcelle de Saint-Christau, années 1779-1780. Compte que rend Louis Tréven, sieur Dugué, receveur général de la régie des octrois, deniers communs et patrimoniaux de la ville et communauté de Nantes, des droits d'octroi et sol pour livre appartenant au miseur comme contrôleur de ces droits perçus pendant l'année 1781; même compte pour l'année 1782. Apurement du compte de la miserie de Nantes, de M. Parcelle de Saint-Christau, pour les années 1782-1783.

**Miseurs des ponts et des travaux de la ville.**

CC. 238. (Cahier.) — Petit in-folio, papier, 16 f<sup>os</sup>. (Incomplet.)

**1436.** — « La sepmaine qui commanca le lundi 12<sup>e</sup> jour de novembre l'an 1436. Maczons à faire le tallu de la douve Saint-Nicolas, » l'un, six jours à 4<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> par jour, 25<sup>s</sup>; huit, six jours à 3<sup>s</sup> par jour, 48 jours, 71<sup>1</sup> 4<sup>s</sup>; seize autres, à 2<sup>s</sup> par jour. A trois charpentiers, « pour avoir esté chacun 14 jours à faire une porte à Sauvetout, et faire deux barrières sur la douve de St-Nicolas, à 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> chacun par jour. A Jamet Letournoux, pour 400 de clo gannau, tant pour les ponts, l'orloge, que pour coudre plancher à une tour deprès le portal St-Pierre, à 20<sup>d</sup> le cent, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour l'achat de trois cleffs pour le coffre de la ou sont les lectres et comptes de la ville, 10<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. »

CC. 239. (Registre.) — Petit in-folio, papier, 89 f<sup>os</sup>.

**1443-1444.** — « S'ensuist la baillée des fermes et rapport des deniers des eupvres, ponts et pavaiges de ceste ville de Nantes, rapportée par Jamet Thomas,

(1) Avec ce registre prend fin le chapitre des Miseurs de la ville, dans lequel existent de nombreuses et regrettables lacunes. Les Archives départementales possèdent, série B, les comptes de 1761-62, 1763-64, 1765-66, 1779-80, 1787-88, ainsi que toutes les pièces justificatives des comptes, à partir de 1759 à 1789, les années 1771-72 exceptées.

contrerolles desdites eupvres, dempuix son institucion qui fut au premier jour de novembre 1443, auquel jour fut institué Perrot Drouet, receveur et miseur des deniers de la ville, jusqu'au premier jour dudit mois de novembre 1444. La ferme de l'apeticement du vin vendu en détaill en la closture de la ville, où fié du duc, le fié du duc es paroisses de St-Nicolas, St-Leonart et St-Clemens, hors la ville, affermée pour un an, qui commanca le 1<sup>er</sup> jour de janvier dit an, à la somme de 1,200<sup>1</sup>. Sur quoy bouta G. Mau-petit, 100<sup>1</sup>, et G. Rouxeau, 20<sup>s</sup>, et demora ladite ferme audit Guillaume Rouxeau, à la somme de 1,301<sup>1</sup> 10<sup>s</sup>. Pour sauver les planches et solliveaux du pont du Port Briant-Maillard, que les grans eaux enmen-noyent, et les mettre audit lieu du Port Briant-Mail-lard, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour un cent de pierres pour les petits canons de cuivre, 25<sup>s</sup>. Pour deux palles de fer, 5<sup>s</sup>. Pour deux palles de bois, 3<sup>s</sup>. Pour une civière à bas-tons, 15<sup>d</sup>. Pour dix pippes de chaux, à 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> chacune, 61<sup>1</sup> 5<sup>s</sup>. A Jehan de France, charpentier, pour avoir fait le pont dormant du Bellouart de Saint-Pierre devers Saint-Clemens et avoir fourni de tous boays, sçavoir : gallouères, seullives, escappes, et de tout autre boays carré y pertinent, par marché fait o luy, à la somme de 30<sup>1</sup>. A Mathelin, maistre mason de St-Perre (*la ca-thédrale*), pour la pourtecture du devis du portal de Saint-Nichollas, en trois fassons appourtées devers le duc, et pour sa paine d'avoir esté piussieurs foiz voair le deflice dudit portal, 75<sup>s</sup>. Item, ne rapporte riens ce-dit contrerolle des mises extraordinayres, pensions, gaiges du connestable, portiers, du garde des ponts, de l'orloge, ne du droit des arballestriers que ont par chacun dimanche, ne mesmes des gaiges du procureur, pour ce que le miseur en a ses mandements, quic-tances et descharges. »

CC. 240. (Registre.) — Petit in-folio, papier, 249 f<sup>os</sup>.

**1444-1446.** — « Compte de Pierres Drouet, rece-veur des deniers ordonnez à l'euvre et reparacion de la ville de Nantes, des pons et pavez d'environ, des re-ceptes et mises par lui faictes à cause dudit office, de-puis le premier jour de novembre 1444, qu'il compta de ladite recepte, jusques au 27<sup>e</sup> jour de décembre 1446. » La recette monte à 10,052<sup>1</sup> 4<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Elle occupe les quinze premiers folios du registre et se compose principalement des fermes « de l'appetissement du vin vendu par detaill en la ville et clousture de Nantes, » puis dans les paroisses hors la ville, Sainte-Croix,

Saint-Sébastien, Saint Pierre et Saint-Jean de Bouguenais, Saint-Martin de Chantenay, Saint-Herblain, Couëron, la ferme du denier pour livre, celle des pavages, une taillée ordonnée en 1444 par le duc pour l'œuvre de la porte de St-Nicolas. La dépense qui n'est pas totalisée, parce que les derniers feuillets manquent, occupe les douze derniers folios du registre, dont tout le reste est rempli par le compte des ouvriers inscrit par semaines. Jean-Labbé Chevalier, lieutenant du château de la Tourneuve de Nantes, touchait 200<sup>l</sup> de gages par an; Thomas du Pont Rouaut, connétable, 100<sup>l</sup>; Guillaume Pero, procureur de la ville, 20<sup>l</sup>; le gardien de l'horloge, 12<sup>l</sup>; le garde et gouverneur des ponts de bois, 12<sup>l</sup>; Mahée Alloff, pour lui et les autres arbalétriers de la ville et des faubourgs, 5<sup>l</sup> par semaine. « Supplie ledit miseur à messieurs le capitaine bourgeois et autres tenans les comptes de la ville, avoir esgart es paines, travailz et dangiers de son corps qu'il a euz à faire prendre les fondemens du portal de St-Nicolas, faire mettre et giter les esves hors des douves et maroys où a esté prins le fondement, et es paines et dangiers des eslivemens desdits fondemens, et que mesmes jour et nuit lui a convenu estre esdits fondemens, sans en partir, jusques au parfont à huit braces au dessoubz des souzeraines terres des douves, pour ce que les ouvriers et maczons se doubtoient et n'osoient se tenir esdits fondemens, sauff par le couraige et hardiment que ledit miseur leur donnoit qu'il y estoit en personne, tant que la plus grant partie des gens de la ville lui en couroient sus et l'en blasmoient, en disant qu'il n'estoit saige homme de mettre lui et lesdits ouvriers en peril et aventure de perdre leurs corps, où il fut par le temps de huit mois à prendre lesdits fondemens; et qui ne l'eust fait faire, prins la paine et aventure eu esgard au temps qu'il fist depuis, ils eussent cousté plus de 300 escuz qu'ilz n'ont fait, et par aventure fait dommaige à ladite ville de 600 escuz et plus, et espoir que james lesdits fondemens eussent esté prins. Et pour ce plaise à mesdits sieurs l'en rescompenser à leur bon esgard et volenté, ainsi que sera de raison et equité. » En marge est écrit : « Il lui en est fait raison après. »

« Somme du minu devant dit pour l'œuvre, 8,076<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>. »

« A Ogier de la Valaie, pour avoir mis par deux foiz en papier et une foiz en parchemin les rolletz de la taillée que le duc donna pour la reparacion de la

ville, 50<sup>s</sup>. Pour la coppie du mandement, comment le duc avoit donné ladite taillée à ladite reparacion, et la coppie d'un autre mandement faisant mention que Jehan d'Ust, trésorier de l'espargne, commettoit Robin Garrel à lever ladite taillée, et en fut envoyé une desdites coppies au cappitaine à Vennes, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Fut païé en pain, vin, noiz, fromage pour messieurs Jehan l'Abbé, Bertrand du Puiz, plusieurs des bourgeois de la ville et des ouvriers, tant de Saint-Pierre que d'ailleurs qui furent le 26<sup>e</sup> jour de ce mois (mai 1446), pour ordonner la devise du portal, et argent païé à la main des maczons et autres, 20<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. A Guillaume Penays, armeurier, pour avoir fourby les habillemens des portes et les harnois, c'est assavoir : pour la porte St-Nicolas, 6 salades; pour la porte Sauvetout, 5 salades; pour la porte Saint-Pierre, 5 salades et pour la porte Poissonnière, 5 salades; montent 21 salades à 20 deniers chacune, 35<sup>s</sup>. Pour avoir fourbi les jusarmes desdites portes sçavoir : pour la porte St-Nicolas, 6 jusarmes; pour la porte Sauvetout, 4 jusarmes; pour la porte St-Pierre, 4 jusarmes; pour la porte Brient-Maillard, 2 jusarmes; pour la porte Poissonnière, 4 jusarmes qui montent 20 jusarmes; à chacune 2<sup>s</sup> 40<sup>d</sup>. A Berthelot de la Fontaine, surgien, pour avoir guery deux des serviteurs dudit euvre, blessés es fondemens de la porte, 20<sup>s</sup>. La mise faicte pour faire tirer la grant bombarde, du commandement du duc, fut païé à Jehan le Saintier, canonnier, pour 42<sup>l</sup> et demie de pouldre de canon nouvelle, oultre 47<sup>l</sup> de pouldre veille de la provision de la ville, chacune livre 4<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>, 8<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. Pour demie livre de pouldre pour couleuvrine, 4<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. Pour sa peine de mener ladite bombarde du port Brient-Maillard, jusques au lieu où elle tira, pour l'assortir et pour la paine de ses varlets qui furent à devoir oster un clou qui avoit esté fiché ou pertuys de la bouete, 20<sup>s</sup>. A Perrin Le Jars, pour sa paine, tant pour aider à charroier ladite bombarde que pour faire les tappons, repoussouer et charge pouldre, 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A Julien le Beurrier, claveurier, pour percer o forez le pertuys de ladite bombarde, où l'on avoit coigné ledit clou et pour ses forez, 20<sup>s</sup>. En vin, aux compagnons de l'œuvre qui furent à mettre hors ladite bombarde, la remettre dedans le boulevard, tant à eulx que autres qui ont esté aidans à la mener et ramener, 8<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour le mandement des pavaiges nouvellement obtenu à lever jusques à six ans, qui commencent le 16<sup>e</sup> jour d'octobre 1446, pour faczon, escripture, et pour celui qui fist la diligence de le

faire sceller, et pour la despense de ce miseur qui fut à Chantocé, pour le recouvrer et en faire les diligences, 55<sup>s</sup>. Pour 21 taises de pavé sur le pont du port Poissonnier, qui nouvellement avoit esté fait, chacune taise 5<sup>s</sup>, 105<sup>s</sup>.

CC. 241. (Registre.) — Petit in-folio, 19 folios parchemin, 220 f<sup>os</sup> papier.

**1446-1449.** — « Le tiers compte que rendit Pierres Drouet, miseur des eupvres et réparacions des ponts, pavaiges et..... tant dehors que dedans, appartenans à la ville de Nantes. »

« Toute somme de ce mynu, pour deux ans finiz le derrain jour de décembre, l'an 1448, 6,238<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.  
« A Robin de Chartres, pour huit rouartées de busches et troys fes de boys achetés de luy, à faire les feuz par les carrefours de la ville du commandement de la justice, pour la naissance de monseigneur de Berry. Maczons et perreours, un à 4<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> par jour; d'autres à 3<sup>s</sup> 6 et 4<sup>d</sup>; les serviteurs, à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Aux maczons pour le vin de l'achevement des deux voutes, l'une du pont leveis et l'autre devers la ville, 10<sup>s</sup>. Pour 220 pointes aux maczons et tailleurs, chacune obole, 9<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. Pour 25 pointes aux perreours, chacune 1<sup>d</sup> 2<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour un cent et un quarteron de clous dourmans pour les cintres, 4<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>; un cent et demi de clous gannau, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; un cent et demi de clous carrés, 15<sup>s</sup>, six gourdes chacune 7<sup>d</sup>, 2<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. A Ollivier le charretier, qui fut prins en ladite sepmaine (du lundi 29 mai 1447), o sa charreicte et trois chevaulx pour amener de la pierre et du sable es maczons, pour ce que les chevaulx de la ville avoinct estez menez à la Bretaiche pour aider à amener parties des ustensilles de la duchesse à Nantes, pour la venue de la Roïne, 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour 2,400 de briques pour les cheminées du portal à 40<sup>s</sup> le mille 4<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>. Païé en vin à Alain Rayment, Jehan de France, Martin du Moulin et autres gens et charpentiers que l'on mena pour veoir comment l'on pourroit soustenir la loge de Saint-Perre, qui estoit presque cheoiste en la doue, et argent baillé, 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. » A la fin du registre est le compte de Pierre Drouet, mais non signé, duquel nous citons cet article : « Et pour la faczon et enrollement de ce compte, et le double d'icellui, et autres escriptures qu'il a fait et fait faire et doubler par plussieurs assignations que l'en lui a fait de son compte, ou l'en n'a point vacqué, et le lui a convenu rescrire depuis deux ans, et mis en parchemin ce que l'en n'avoit point à coustume à faire, 25<sup>l</sup>. »

Dans l'apurement qui occupe les six derniers feuillets, se trouve un article de 35<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, « pour la despence fete pour feu Botière, depuis le temps qu'il fut detenu en prison en l'une des tours de la ville, du commandement de monsieur le connestable, juques au temps qu'il mourut en ladite tour, qui sont treize mois et plus. » A cet article est attachée la lettre suivante : « De par le duc, A nos amez et feaulx, Nous vous mandons que le prisonnier Boutiere, qu'avez en garde, vous ne baillez ne delivrez à l'evesque de Nantes, ses gens, officiers ne autres quelxconques, mais tousjours le gardez et faictes tenir en garde de par nous bien et seurement jusques à ce que aions esté par dela. Non obstans quelxconques lettres par nous données ou à donner, monicions ou excommunications à ce contraires; car puis que par l'evesque de Nantes, il a esté relaxé, à nous appartient la pugnition du feu et coignoissance du cas. Et gardez que en ce ne faictes faulte. Notre seigneur vous ait en sa garde. Escript à Pons soulz Avranches, le premier jour de may. Signé : Francois, et plus bas : Godard.

A nos amez et feaulx, Pierres Drouet et Pierres Bernard et chacun d'eulx (1). »

CC. 242. (Registre.) — Petit in-folio, papier, 233 f<sup>os</sup>.

**1449-1450.** — Le compte de Pierre Bernard, receveur et miseur des eupvres de Nantes, fait en mars 1449 (1450 N. S.).

« Somme toute du mynu dessusdits, 3,345<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.

« Sommes des mises pour la réparacion et emparement des murs, 213<sup>l</sup> 63<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> obole.

« Somme des mises pour la fonte de la grosse bombarde, 695<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> obole poge. »

La pipe de chaux de Saffré, 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> et 41<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Le cent de tuffeau, 9<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Pour avoir relié trois cuvettes « à mettre l'eaue pour tuer la chaux, 5<sup>s</sup>. Pour deux cyvieres rouleresses et deux cyvieres clouses pour pourter les terres, chaux et sables, à 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> chacune des rouleresses et 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> chacune des clouses, 41<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>; pour neuf cyvieres à bras à bastons, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Aux maczons, perreours, charpentiers, serviteurs, mareschals, cordiers, lamballays, pour leur mouton du jour et feste de l'Ascencion, tant pour leur digner que pour salaire de leur menestreux, 6<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>. Pour l'a-

(1) Le duc François I<sup>er</sup> était à Avranches, lorsqu'il apprit la mort du prince Gilles, son frère, assassiné par ses ordres. Le prisonnier Boutière aurait-il quelque relation plus ou moins étroite avec ce drame qui pèse sur la mémoire du duc ?.....

chat d'un papier pour mecre et asseoirs les ordrenances de la ville, lequel fut baillé à Ogier de la Valaye, qui fut chargé de faire les rapports par escript desdites ordrenances, 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour 26 madriers pour les ponts de bois, à 2<sup>s</sup> chacun, 56<sup>s</sup>. Pour la despense de 6 chevaulx, dempuix le 1<sup>er</sup> janvier 1448, jusqu'au 9 mars 1449, qui montent pour six chevaulx par jour, 2,598 jours, à 2<sup>s</sup> par chacun cheveu, par jour, vallent 259<sup>l</sup> 16<sup>s</sup>. Sur quoy est à rabattre 15 jours que furent lesdits six chevaulx à mener la petite bombarde à Saint-Aubin, qui montent 90 jours, à 2<sup>s</sup> par jour vallent 9<sup>l</sup>; 13 jours que furent quatre desdits chevaulx à mener la bombarde neufve de ladite ville à Saint-Aubin, qui montent 52 jours à 2<sup>s</sup> par jour, 104<sup>s</sup>; lesquels rabattus monte la despense, 145<sup>l</sup> 12<sup>s</sup>. — Autres mises faictes par ledit miseur, touchant une bombarde qui a esté faicte pour ladite ville. Et commencerent lesdites mises, le 4<sup>e</sup> jour d'aoust 1449. Troisaulnes de canevas pour le peintre à faire le patron de ladite bombarde, qui coutent 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A deux hommes, chacun 4 jours, pour battre la terre pour les molles, huit jours à 2<sup>s</sup>, 16<sup>s</sup>. Achat de 21 sommes de charbon à 3<sup>s</sup> 9<sup>d</sup> la somme, 18<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. A Jehan de France, qui fut à faire le molle, 6 jours, à 5<sup>s</sup> par jour, 30<sup>s</sup>. A Bertrand Richerot, pour une livre cyre et une livre gomme pour faire l'assiette de l'escripture de la volée de ladite bombarde, 4<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. Pour 12 douzaines oeulx pour le molle de la bombarde, à 7<sup>d</sup> la douzaine, 7<sup>s</sup>. Pour 25 livres suiff employé au molle, qui cousta 7<sup>d</sup> la livre, 14<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour apparailler le noeau du molle qui se blecza en le despoillant, trois douzaines oeulx, à 8<sup>d</sup> la douzaine. Poyé en vin aux compaignons qui ayderent à descendre la chappe et le neau dans la fosse, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour avoir rompu 612 livres mitraille et brasillée, 20<sup>d</sup>. Une pippe de vin nantoys pour ladite fonte, 4<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. A ceux qui furent à lever ladite vollée de la bombarde de la fosse, et pour ceulx qui furent au commencement à roigner et unir le darrière de la volée pour l'ajuster à la bouete, 11<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour une livre de cire verte pour faire l'engraveure des lettres qui furent faictes sur ladite bouete, 5<sup>s</sup>. Quatre hommes qui furent es faubours, à quérir les soufflets et par la ville et les appourtèrent à l'archidiaconé pour ladite fonte, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A Thierry, orfeuvre, pour avoir refait l'escripture et les escussons de ladite bombarde, qui estoient rompuz, 25<sup>s</sup>. A Jehan Bodasain, qui persa la boueste et y fist le pertuys à bouter le feu, 28<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. A Michel Picaud, pour 308<sup>l</sup> 1/2 de cuyvre en mitaille,

Jehan Bretaische, 110<sup>l</sup> 1/2 mitaille, Jean le Saintier, 93<sup>l</sup> mitaille, par une fois et 16<sup>l</sup> 1/2 par autre, Jehan Prezeau, 1,200<sup>l</sup> de cuyvre, Geffroy Galoppin, 50<sup>l</sup> cuyvre; montent lesdites parcelles ensemble 1,878<sup>l</sup> 1/2, à 8<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> le cent, 159<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 5<sup>d</sup> obole poge. »

Ce compte est fort intéressant au point de vue de l'industrie métallurgique de l'époque. Le poids de cette énorme pièce n'est pas indiqué, il y entra encore une bien plus grande quantité de métal, entre autre celui de la petite bombarde de la ville qui fut briséé à cette occasion. Aussitôt terminée, la *Grosse Bombarde* fut expédiée pour la Normandie, où se trouvait le duc François 1<sup>er</sup>, à la tête de ses troupes.

CC. 243. (Registre.) — Petit in-folio, papier, 151 f<sup>os</sup>.

1450-1451. — « Le compte Pierres Bernard, mi seur des cuyvres et réparacions de ceste ville de Nantes.

« Toute somme des sepmaines et minu contenu en ce livre, 3,158<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>.

« A Perrot, le mareschal, pour 152 fers, pour les chevaulx, compté deux relevez pour ung fer, au pris de 10<sup>d</sup> chacun, 6<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A six hommes qui furent à la maison des engins de la ville, pour eslire les pièces de l'engin o quoy on frappe les escappes des pons, et portèrent lesdits boays hors de ladite maison pour porter au pont du Boys-Jolys, à frapper les escappes et refaire ledit pont, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour deux galoueres achetées pour mettre à faire les reilles et tienmaines du pont de Vertays, dont chacune avoit 26 piez de long, 20<sup>s</sup>. — Mises faictes à l'entrée du duc à Nantes (Pierre II), qui fut au mois d'octobre 1450. A Jehan Maillart, fouacier, et autres, pour pain prins et acheté pour servir aux tables et carrefours de la ville, 23<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. Pour 180 quartes et 2 mesures vin blanc, à 12<sup>d</sup> chacune quarte, 9<sup>l</sup> 6<sup>d</sup>. Pour 4 quartes de vin de Ris, prins pour le carrefour du Pilory, en deffault d'autre vin, 5<sup>s</sup>. Pour une pippe de vin rouge de Pynot, qui fut servy aux carrefours de ladite ville, 12<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Achat de treize bues de terre pour porter lesdits vins aux carrefours, 6<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour achat de poyres, resins, noez, dairesmes (?) et autres fruitz qui furent servi aux carrefours de ladite ville, 55<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>. Huit fromaiges pour servir auxdits carrefours, 22<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. Deiz rouartés de boais et demy cent de fagoz seez, pour faire les feuz, et pour le portaige et mesuraige dudit boais, 40<sup>s</sup>. A Geffroy Galoppin, Simon Galoppin, Jehan Petit et autres qui jouerent le Jugement au carrefort

des Changes, auxquels fut donné et baillé pour quérir partie de leurs abillemens à faire et jouer ledit mistère, 40<sup>s</sup>. A Jacquet Pyoche, pour ung vestement qui lui fut fait faire pour jouer au Pilory la semblance d'ung ange, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour Jehan l'enlumineur et Georget Huet, affin de les faire jouer leur fut donné en vin, 20<sup>d</sup>. Pour la faczon d'un rollet de bois pour servir audit Pyoche qui joua l'ange au Pillory, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A divers apoticaire pour 21 quartes d'ypocras servy et despencé aux carreffors, à 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> chacune quarte, 13<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. (1) — Guillaume Guaust a promis ce jour 13 juin 1451, a fournir les seix chevaux de l'eupvre de la ville, d'estable et de fain, d'avoine et de letiere pour deïx et ouyt deniers par jour pour chacun cheval. Et aura chacun cheval, par jour, ung bouceau d'avoine foulée et ce que il pourra menger de fain, et avoir letiere compétentement pour le temps avenant, et chandelle à les veoir penser. Jamet Bon Ami a rabaissé de 2<sup>d</sup> par cheval. »

CC. 244. (Registre.) — Petit in-folio, 2 cahiers parchemin, et le reste papier, 246 f<sup>os</sup>.

1455-1458. — « Le compte Pierre Leflo, receveur et miseur des euvres et reparations de la ville, des ponts de boays et des pavez que faict faire ladite ville, des receptes et mises par luy faittes dempuix le premier jour de mars 1454 (1453 n. s.), jusques au 24 janvier 1457 (1458 n. s.). Toute somme de la mise claire, y comprins la toute somme du minu des journées (5,841<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>) 9,400<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>.

En déport 415<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

La charge monte à 10,644<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 3<sup>d</sup> obole.

« Supplie luy estre fait roison des paines et travaux que il eut et soustint aux jeuz de *Bien advisé et mal advisé*, que le duc et la ville firent joer dernièrement ou Bouffay de ceste dite ville, tant pour fere fere la roe de fortune, pour fere charréer le boays d'icelle et grand nombre de clays et de boays, et autres plusieurs choses à faire les chauffaulx tant pour les joeurs que pour le peuple qui estoit à veoir lesdits jeuz, où il alla et envoya par plusieurs et diverses foiz et y fist de grandes diligences, qu'il plaese à mesdits seigneurs des comptes en ordonner à leur bon plaesir. Il en lui est pour ce passé aucune chose, pour ce que lesdites choses sont et consernent le fait de la ville, à l'occasion de quoy les gaiges sont ordonnés audit miseur..

(1) Voir série AA, 26.

Ensuivent les mises faictes pour le fait du mistère de *Bien advisé et mal advisé* tant pour matières, ouvriers, que pour autres choses ainsi qu'il ensuist, quel fut joé devant le duc et la duchesse. Pour une douzaine estam vert et doré pour la goulle d'enfer, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour deux grandes peaux de parchemin et deux cordes de boeau pour faire le tonnerre, 3<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. Pour deux livres rouzine à faire sortir le feu par les nazeaux de ladite goulle, 16<sup>d</sup>. Pour un cent de queues de vaches à mettre sur la goulle, 5<sup>s</sup>. Pour 7 linceulx à 5<sup>s</sup> chacun, 5 touailles à 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> chacune mis à faire ladite goulle les orailles et les cornes, 51<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A Louis Blanchart et son père pour la façon de ladite goulle, et icelle avoir painte et fourny et mis autres choses qui y failloint, 112<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. Pour l'empirement de quatre bourgrains noirs, pour tandre devant l'enfer, queulx furent rompuz et souillez, 20<sup>s</sup>. Pour pain et vin aux clérons du duc, durant les deux jours dudit mistère, 5<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Somme des mises pour le mistère, 100<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. — Autres mises faictes quant le duc fist tirer la bombarde, quelle tira deux fois et les canons de la ville. A celui qui bouta le feu par deux foiz à la bombarde, 5<sup>s</sup>. A Jehanin Laloyau, canonnier, pour 22 livres de sa pouldre de canon qu'il bailla pour ce que elle estoit meilleure que celle de la ville pour faire tirer la bombarde, à 3<sup>s</sup> la livre 66<sup>s</sup>. Somme toute, 10<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. — Mises faites pour l'entrée du duc (Arthur III, connétable de France), qui fut le xv<sup>e</sup> jour de novembre 1457. Pour sept trézaines fouace pour les dressouers, à 2<sup>s</sup> la trézaine, 14<sup>s</sup>. Pour deux livres dragées pour deux dressouers, à 8<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> la livre, 16<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. — Pour ung présent de poisson donné à mestre Pierre Chauvin, à son disgner, pour ce qu'il avoit fait la harangue devant le duc pour la ville. Et fut baillé ledit poisson par commandement de Guillaume Pero, procureur du duc, Guillaume de Montigné, procureur de la ville, Jamet Thomas et autres, quel poisson cousta 21<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. Somme de l'entrée du duc 31<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. (1) »

CC. 245. (Registre.) — Petit in-folio, papier, 105 f<sup>os</sup>.

(Taché et les premières feuilles un peu pourries).

1458-1460. — « Le compte que rend Mahée Alloff, miseur des eupvres et réparations de la ville de Nantes. Janvier 1457 (1458 n. s.), à février 1459 (1460 n. s.).

Toute somme de ce minu, 6,230<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 9<sup>d</sup> obole.

» A Leroux, paveur, pour avoir fait deux taises de

(1) Cet article fixe la date de l'entrée d'Arthur III à Nantes, et en donne les seuls détails connus.

pavé a la porte de la Laiterie, à 5<sup>s</sup> chaque taise, 10<sup>s</sup>. A Robin Bernart, fevre, pour 200 pointes pour les perreours qui furent par plusieurs sepmaines à tirer de la pierre à la Houssinière, pour faire les pavez de devant la Saulsinière et la marre du Boays d'Aucence, à un denier chacune pointe, 16<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour deux bêches aciérées, 8<sup>d</sup>. Pour ung graffart neuf, pesant 15<sup>l</sup> 1/2 fer et acier à 10<sup>d</sup> la livre, 12<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. Pour avoir estaié par dessous les reigles et chargé de boays et de pierres les madriers du pont de la Madeleine le jour de la Chandeleur, pour la creue de l'eau, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Fut poyé, pour le devoir du mouton du jour de l'Ascension (1459), aux maçons, perreours, servans, chartiers, charpentiers, cordiers, maréchal, fevre, bastier, sablonneurs et paveurs, 10<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Fut poyé aux compaignons de l'euvre, par le commandement de M<sup>re</sup> le chancelier, pour le vin de la première pierre qui fut assise en la tour commencée devers les Frères Mineurs, par mondit s<sup>r</sup> le chancelier, Jehan Ruffier, Guyon du Fou, en la présence de Jehan Préseau, Guillaume Géraut et autres des gens de la ville, 22<sup>s</sup> 11<sup>d</sup> (1). Pour une claveure treffièrre et 4 cleffs mises au guischet de la porte du port Poissonnier, durant que le passage y estoit 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A Mahée Alloff, présent miseur, pour une petite charrette o quatre reues ferrées pour porter les grans pierres de la perrière jusqu'a l'euvre, 40<sup>s</sup>. Pour trois grandes nactes pour couvrir sur la loge des maçons du Bouffay, où ilz taillent pour l'orloge, devant que l'on eust du roz, 5<sup>s</sup>. Pour sept solivaux des queulx fut fait le pont leveiz du port Poissonnier, et aussi pour faire pontaux et lians aux reigles du pont de la Madalaine, 17<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour une paire de grans turcayches pour tirer les clouz des cintaux et lians du pont de la Madalaine, pesant 15 livres fer, à 6<sup>d</sup> la livre, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A Louys Hochart, pour avoir tiré et pourtroit en une foille de papier les armes de la ville et devis du tymbre pour mettre à l'orloge, 5<sup>s</sup>. A Guillaume Robin, barbier, pour avoir pansé Jamet Benaisseau, lequel avoit eu un ortoil rompu d'une pierre en l'euvre de l'orloge, 15<sup>s</sup>. Pour une claveure treffièrre mise à l'uys de la tour au Jars, pour ce que l'on a emblé celle qui y estoit, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A Macé de Vergne, menuisier, pour deux peneaux de menuiserie pour faire les patrons des claires veues de l'orloge, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

(1) Ainsi la ville contribuait pour une large part à la reccnstruction du château ducal. Cette tour qui existe encore, est celle dite plus tard, *Tour des Anglais*. Elle faisait pendant à la *Tour des Espagnols* détruite par l'explosion de 1800.

CC. 246. (Registre.)— In-folio, 243 f<sup>os</sup>, dont 15 parchemin, le surplus papier. (Les premières pages pourries.)

1460-1462. — « Le compte Thomas Ernault, receveur et miseur des euvres et réparacions de la ville de Nantes, des pontz et pavez que fait faire ladite ville des receptes et mises par luy faictes depuis le 20<sup>e</sup> jour de feurier 1459 (1460 n. s.), jusques au 5<sup>e</sup> jour d'avril 1461, avant Pasques (1462 n. s.), qu'il fut destitué dudit office. »

Somme de la mise claire	8,931 <sup>l</sup> 8 <sup>s</sup> tournois.
Mise en déport	247 <sup>l</sup> 10 <sup>s</sup> .
Recette	8,885 <sup>l</sup> 11 <sup>s</sup> 6 <sup>d</sup> .

Ce compte sur parchemin, attaché en tête du suivant est incomplet. « Ensuient les mises du présent compte faites par ledit Thomas Ernault. Pour ung cable à lever la cloche de l'orloge et est tout de chanvre trié, pesant 321 livres, à 10<sup>d</sup> la livre, 13<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour le gabeau à mettre la girouette sur la pointe de l'orloge avecques les estrieux et la virolle pour la pomette garnis de rouelles et goupilles, pesant ensemble 175 livres et demie fer, à 6<sup>d</sup> la livre, 4<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. Pour 13 planches de sap, pour faire une table à mettre le plomb du cadran, 20<sup>s</sup>. A Robin l'imagier, pour le petit tymbre mis sur luys de la virz de l'orloge, pour pierre et pour façon, 30<sup>s</sup>. Pour trois sentines, équipées de 17 hommes pour aller oudevant du duc, le lundi 11<sup>e</sup> jour d'aoust, tant pour le salaire des hommes que des sentines, 25<sup>s</sup>. Pour quatre feix de paille pour mettre es dites quatre sentines, 20<sup>d</sup>. A Alain Couroleau, peintre, pour avoir paint le cadran,ourny d'azur et autres couleurs, avec le tymbre de dessus le premier uys de la virz, et les bannières et roses des deux grans pomectes, 15<sup>l</sup>. Pour 550 pieces de mesren pour lambruncher la chambre des mouvemens de l'orloge, 4<sup>l</sup>. Pour 200 de clou carré pour lambruncher le dedans de l'orloge, à 10<sup>d</sup> le cent, 20<sup>d</sup>. Aux compaignons qui guindèrent la cloche, et y furent dès le matin jusques au soir. sans aller à leurs euvres, tant en pain, vin, que autres viandes, 27<sup>s</sup>. A Jean Petit, orlogier, pour avoir asorté la ferrure ou pendent les petites cloches, avoir reforge la distance de la sonnerie, et fait plusieurs autres choses, 7<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Aux servans de l'euvre, qui furent par deux jours de feste à estouer les madriers qui avoint servy aux chaffaulx pour jouer le mistère de la Passion, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. »



CC. 247 (Registre.) — Petit in-folio, papier, 338 f<sup>o</sup>s.  
(Mauvais état.)

**1466-1469.** — « Le compte d'Yvonnnet Garreau. Mises faictes pour les sepmaines tant pour les murs, ponts de boays de ladite ville que aultres, dempuix le 1<sup>er</sup> jour de feubvrier 1465 (1466 N. S.), jusques au 24 janvier 1468 (1469 N. S.).

» A Perrot Haultdebert, de Richebourg, pour avoir amené de Richebourg au port Brient-Maillart, 92 planches, tant madriers que vollées et cinq pièces de boays carré qui avoint esté amenez de Bouchemayne, en partie des récompanse des madriers et boays carré qui avoint esté baillé de la ville pour mener audit lieu de Bouchemayne, à faire un pont pour passer le duc notre souverain seigneur et son armée, oultre ladite rivière de Mayne, ou ledit Haultdebert a fait deux voïages, 5<sup>s</sup>. Pour huit estuiz de fer blanc pour mettre les seaulx des lettres des previlleges de la ville à 8<sup>d</sup> chacun, 5<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. En despance, tant en vin, pain, harens et autres menues mises en faisant la visée de l'estat de la mise faicte avant ceste sepmaine (du lundï 12 janvier 1466), 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour deux palles pour charger les terriers à getter au belouart, à 15<sup>d</sup> chacune, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Mises pour le chasteau et pour la ville, tant à amener les boays de Piremil au chasteau de Nantes, que à la Prée, pour faire la loge et le pont leveix de la Saulzaie, pour la chappelle N.-D. de Bon-Secours. — Mise pour changer les clefs aux claveures des portes de la ville. Peu de détails au point de vue industriel, mais quelques notes pour la topographie des murailles de la ville. — Mises pour les pavez, 603<sup>s</sup> 9<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — Mises faites pour le fait de l'artillerie, 37<sup>s</sup> 12<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. A Jehan Gabard, pour faire tirer les cra-paudeaux, qu'il a fait par cinq foiz, 10 livres de pouldre de couleuvrine, à 5<sup>s</sup> chacune, 50<sup>s</sup>. Despence faite pour donner à boire à 6 compaignons dudit Gabart, et aux charpentiers qui faisoient les tappons pour tirer l'artillerie par le commandement du cappitaine et de Jamet Thomas, 11<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A Guillaume le Molle, pour avoir charroïé le gros canon nommé Mesmet, de la grouse tour jusques à l'oustel de la ville, la serpentine, 4 grosses boetes et aultre artillerie, ou il a fait cinq voïages à 20<sup>d</sup> chacun, 8<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour 700 fers de vireton de guerre, achatez à 25<sup>s</sup> chacun cent, 8<sup>s</sup> 15<sup>s</sup>. »

CC. 248. (Registre.) — Petit in-folio, papier, 87 f<sup>o</sup>s. (Perdu par l'humidité.)

**1471-1472.** — Compte de Philippot Guillaumeau

miseur des réparations et des ponts, de la semaine du 4 février 1470 (1471 N. S.), à celle du 23 janvier 1471 (1472 N. S.).

« A Thomas Leonet, pour cinq brasses et demye de corde pour tirer l'eau à estaindre la chaux contre le mur de la chambre aux leons, 2<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. Charpentiers pour faire les dressouers et chaffaulx et une barrière à la Fosse, à l'ostel de Jacquet Devallée, pour l'entrée de la duchesse, 26<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour dix bourlingues de 17 piedz de long. 1 pied et 3 doiz de large pour le chaffault ou estoit le personnaige de Nantes, à 4<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> la pièce, 33<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour le chaffault de Saint-Donacien et Saint-Rogacien, 8<sup>s</sup>. Pour deux soliveaux de 9 piedz de long, pour faire une barrière coulisse du travers du chemin comme l'on vient de la Barbecanne, le long de la douve à la porte Saint-Nicolas, pour garder les gens d'approcher du dressouer, 5<sup>s</sup>. Pour dix taises de mur faites à chaux et à sable sur les passées des arches de Vretays pour le dangier des passans, et que il se y est noyé ung homme, à 30<sup>s</sup> la taise, 15<sup>s</sup>. Maczons pour habiller trois canonnières au belouart de Saint-Pierre, pour y assortir l'artillerie, 10<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

CC. 249. (Registre.) — Petit in-folio, papier, 147 f<sup>o</sup>s.

**1472-1473.** — « Les sepmaines de Phelippot Guillaumeau, miseur, commencé le tiers jour de fevrier l'an 1471 (1472 N. S.), jucques au premier jour de may, 1473.

« Toute somme de ce mynu 2,738<sup>s</sup> 2<sup>s</sup> 11<sup>d</sup> obole.

» Pour trois claveures, deux pour les huys des deux canonnières du Trépier, et une en la tour Guillaume de Chévigné, à 5<sup>s</sup> la piecze, 15<sup>s</sup>. Pour le feust de neuf canons, nommez les Neuf preux, au pris de 25<sup>s</sup> la piece, et ont fourny le boays, 11<sup>s</sup> 5<sup>s</sup>. Pour les fustz de 22 canons des noms d'apostres et des doze filz Jacob, à 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> la pièce, et ont fourny de boays, 13<sup>s</sup> 15<sup>s</sup>. Pour ung millier d'ardoize marchande, employé sur le pressouer Gédard, 25<sup>s</sup>. A Yvonnnet Garreau, pour mise que il a fait en une meson de la Fosse qui est au prier de Pillemil, pour mettre les malades des ausmosneries de Saint-Clémens et de la ville, 53<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. Pour 64 palles ferrées employées es euvres de la grosse tour de la Saulzaye, et du Pas d'Erdre et baillées es quarteniers pour besoigner chacun en son quartier, à 15<sup>d</sup> pieces 4<sup>d</sup>. Aux arbalestriers pour avoir tiré les arbalestres de la ville, pour savoir si les cordes estoient bonnes, en despances de pain, vin et cerneaulx, présens monsieur du Saz, monsieur le receveur, Geffroy Galopin, et



autres, 5<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour 4 livres de fil d'arbalaistre, baillé au lieutenant de Pillemil du commandement des cappitaines, pour garnir les arbalaistres dudit lieu de cordes, à 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> la livre, 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. A Guillemain, l'arbalestrier, pour la faczon de douze cordes pour les arbalaistres du chateau de Pillemil et pour habiller les serres, 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour une borce de cuyr, à mettre les clefs de la porte Saint-Nicolas, 21<sup>d</sup>. Pour ung cent de quinqueson à clouer les palles, 5<sup>d</sup>. Pour ung cent un quarteron de clou dornau, à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> le cent, 3<sup>s</sup> 1<sup>d</sup> obole. Pour ung quarteron de clou ganyau, 4<sup>d</sup> obole. A Damet Missent, pour avoir fait, passé et scellé ung consentement des bourgeois de la ville envoyé devers le duc, pour le consentement de l'impost qui commance le quinziesme jour de novembre prouchain venant (15 novembre 1472), 10<sup>s</sup>. A Gilet le Ray, sergent, pour son salaire d'avoir esté à Machecoul voirs s'il estoit point demouré d'artillerie qui avoit esté menée de ceste ville audit lieu de Machecoul, 22<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour cinq afuz de serpentines, savoir : pour une nommée Melusine, l'autre nommée la Grant Margot, une autre nommée Venus, l'autre Juno, l'autre Pallas, 6<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>. En despances quand lesdites serpentines furent tirées et pesées, 3<sup>s</sup> d<sup>d</sup>. A Jehan Bousière, pour une pere de petites roes pour monter une couleuvrine achapée par Geoffroy Galopin, 20<sup>d</sup>.

CC. 250. (Registre.) — Petit in-folio, papier, 114 f<sup>os</sup>, dont les huit premiers sont de parchemin, ainsi que les folios 90 à 99.

1473-1475. — « Le compte Thomas Ernault, miseur de la réparation des viles et pavez de Nantes, fait en avrill 1474, après Pâques. Et à la fin de ce compte est attaché l'estat de la finance, commencé le premier jour de may 1474. Et mesmes l'appurement de ce compte est attaché à la fin de ce livre, après ledit estat.

» A deux hommes, par marché fait avecques eulx, en la présence de M. du Saz, Pierre Leflo et autres, pour faire les buttes des archers dessoubz la Motte St-Nicolas, 100<sup>s</sup>. Pour 54 madriers, employés au pont du Boys Jolis, au pont dormant de St-Nicolas et du port Brient Maillard, à 2<sup>s</sup> chacun, vallent 103<sup>s</sup>. Pour 109 tumbelées de sable à 4<sup>d</sup> chacune, 36<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour une livre flour d'acier pour acérer le hachereau de la ville, 10<sup>d</sup>. Pour ung soliveau mis au pont de Pirmil, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Couvreux pour faire une lucarne sur la couverture de l'orloge pour abiller les clouches qui son-

nent les demy heures, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, trois hommes, chacun un jour, à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour une cesse pour la gabarre, 12<sup>d</sup>. A Jean de May, des parties de basse Bretagne, pour 1800 pierres de canon, à 12<sup>d</sup> chacune, et pour 300 autres pierres, achetées de luy, pour les canons, qui furent amenez de Pouancé, que le duc donna à la ville, et fut appointé avec ledit de May, à la somme de 101<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. A Lambert Taniou, pour une robbe, 50<sup>s</sup>; pour les paines et travailz qu'il a euz environ l'artillerie de ceste ville. A André Rolland, que luy fut ordonné pour faire faire les faintes du mystère du *Juif de Paris*, 12<sup>l</sup> (1). A frère Estienne, prescheur jacobin, auquel a esté ordonné en besoignant au fait et conclusion de ce compte, en considération qu'il a presché durant le caresme derroin passé en ladite ville de Nantes, pour un abillement de son ordre, 20 escuz, vallant 22<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. A André Rolland, que on luy a donné et ordonné pour aucuns services qu'il a faiz à la dite ville, ou il a eu des mises et paines, 2 escuz vallant 45<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>.

CC. 251. (Registre.) — In-folio, papier, 127 f<sup>os</sup>.

1475-1476. — « Le minu et rapport de Amaury Main, receveur et miseur des réparations de la ville de Nantes, pour son compte fait en avril 1475, appuré o le rapport de Yvonnet Garreau, contrérulle de ladite réparation. Toute somme du minu cy devant, depuis le tiers jour d'avril 1475, apres Pasques inclus jusqu'au lundi penultieme jour du moys d'avril 1476, exclus, 3,430<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> obole page.

» Aux maczons et charpentiers, tant du chasteau que de la ville, qui furent à l'eupvre quant messieurs le chancellier et le cappitaine furent sur l'eupvre à faire les devis, leur fut donné pour aller boire, 8<sup>s</sup>. A Pierre Raboceau, pour une lettre de surté pour les cherrettes d'Anjou, qui n'eussent entrez en Bretagne, pour nous charroyer des poultries pour les fondemens de Coustans devers le port Communeau, 5<sup>s</sup>. A Grigoire Loyer, pour avoir voillé quatre nuyz aux moullins des Halles, et pour le jour St-Martin, qu'il fut esdits moullins à garder que l'on ne fermast les portes desdits moullins qui submergent les eupvres de la chaussée de Coustans, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour une grosse claveure à bosse et ung gros courroil, mis à l'huys d'une canonnière de Coustans. Pour deux gabarrées de pierre froyde, pour faire ornaux, contenant chacune douze tonneaux, mon-

(1) C'est le même personnage dont nous avons cité une quittance en vers, voir CC 97.

tent 24 tonneaux, à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> chacun tonneau, randu sur l'eupvre o la gabarre de la ville, 60<sup>s</sup>. A divers pour avoir mis des seulivaulx au travers le pont leveis de Piremil, qui estoit rompu et chut en la rivière, et faire ledit pont passant, jusques il soit fait de neuff, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. »

CC. 252. (Registre.) — In-folio, papier, 226 f<sup>o</sup>.

1478-1480. — « Commancement de la mise de Faby Bazire, miseur de ceste ville de Nantes, institué le 16<sup>e</sup> jour de janvier, l'an 1477, par messeigneurs le chancelier de Bretagne, capitaine et connestable de Nantes, procureurs et recepveurs, Gilles Thomas, trésorier de l'espargne, et plusieurs autres bourgeois, habitans et manens de ceste ville de Nantes. »

« Mises pour l'Ascencion. A douze maczons, à treys soulz 4<sup>d</sup> chacun, 40<sup>s</sup>. A cinq perreoux, audit pris, 16<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A soixante saize servans, à 2<sup>s</sup> chacun, 7<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A Perrot Dagaye et son vallet, 5<sup>s</sup>. Aux sablonnyers, 5<sup>s</sup>. Au charetier, 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Aux perreoux de grizon d'Orvault, 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. A Bonabes et Tondit, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Aux paveurs, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A Perrot Le Moine, charpentier, et à ses gens, 5<sup>s</sup>. Somme de la mise dudit mouton, 12<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>. A Jean de la Ramée, claveurier, pour avoir desgarny la porte du Port-Communeau devers la ville, fait deux paumelles aux deux vertevelles, garny les couroils desdites vertevelles, levé la claveure, abillé et changé les gardes et fait une cleff neuve, pour tout ce, 23<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour despance faite au Bouffay, en la Maison de ville, ou estoit mes seigneurs le capitaine, connestable, procureur, receveur et autres gens de la ville, de leur commandement, 4<sup>s</sup>. Aux maczons, pour le vin de l'assiette de la première pierre de la tour du portail de Saint-Pierre, que assist mon seigneur le chancelier, et du commandement de mes seigneurs le connestable, receveur, trésorier de l'espargne et plusieurs autres, 55<sup>s</sup>. A Jehan Petit, orlogier, pour avoir desassemblé les mouvemens de l'orloge, et pour abil'ler une pïesse dudit orloge qui estoit rompue, qui tient et qui fait frapper le mail, où il a mys sept ou huyt jours avecqz plusieurs oupvriers qu'il a eu pour ce, et pour nectoyer ledict orloge, et pour une roe qu'il a fait es volans de la sonnerie, et pour deux aultres roes qu'il a fait derriere les bouetes, cent soulz. Au même, pour ung rouet tout d'acier neuff, pour relever le gros contrepoys; et pour celui rouet a failly faire deux grans tenons d'une barre de fer pour soubtenir celui rouet. Et puis a failly relimer toute la roe de quoy l'on relieve

celuy contrepoys, pour ce que le veil rouet l'a toute ussée, tellement qu'elle descontoit auchunes foix troys ou quatre dens et en dommaige que tout allast à bas. Pour le premier mouvement de la roe suzaine qu'il a toute convenu relimer, pour ce que la plus grant part des dans d'icelle estoit ussées, et en a convenu alonger partie et racourcir les aultres, et pour reffaire la verge du foliot qui tousiours combapt a ladite roe, pour tout ce, 8<sup>l</sup>. Pour neuf fambleaux qui furent baillés au connestable, es seigneurs de l'église, sénéchal, procureur, trésorier de l'espargne à la baillée des apéticemens de ceste présente année, à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

« Toute somme du minu devant rapporté par les sepmaines y déclarées, 7,252<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> obole; en ce comprins la réparation des pons de Piremil. Et est ledit minu pour le temps depuis le lundi 12<sup>e</sup> jour de janvier 1478 (1479 N. S.), jusques au lundi 10<sup>e</sup> jour dudit mois de janvier 1479 (1480 N. S.), qui sont deux ans. »

CC. 253. (Registre.) — In-folio, papier, 131 f<sup>o</sup>.

1480-1481. — « Les mises des réparations faictes par Faby Bazire, miseur de la ville de Nantes, pour ung an, commencé en janvier 1479 (1480 N. S.).

« Sepmaine du 20 mars. Mises faictes pour le guet, les trois jours du pardon; pour 43 fambleaux, à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> chacun, 107<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; en pain, en vin et en verres, 28<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour le charroy de 236 tumbelerés de terriers prins devant les seurs de Sainte-Clère et menez au jardrin du duc, hors la porte Saint Pierres, à un denier chacune tumbelerée, 6<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour dix palles ferrées à curer partie des fondemens d'entre l'ostel de l'évesque et le mur de la porterie Saint-Pierre, tant d'ung cousté que d'aultre, qui est soubz le fondement des veilles tours qui cheyrrent, à 20<sup>d</sup> chacune, 16<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour ung cent de gringosson à coustre lesdites palles, 5<sup>d</sup>. Pour cinq courges pour les basseschemynées du portail, à 25<sup>s</sup> chacune, 6<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>. Pour le louaige d'ung cheval et pour despance à aller par les perrières pour chercher lesdites courges, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A Jehan André, ymager, pour avoir fait ung timbre au portal de Saint-Pierres, et avoirourny de la pierre, 18<sup>l</sup>. A Guillaume André, peintre, pour avoir imprimé ledit timbre avecques la fenestre, 60<sup>s</sup>. A Jehan Ernault, pour deux pezées de clou laterel et tache, employées à la loge du Petit-Guet, dessus le cemytaire des Jacopins, qui fut toute decouverte et rompue le jour que l'on feist le tournoyement au chasteau, 6<sup>s</sup>.

« Toute somme de ce minu, 4,065<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. »

CC. 254. (Registre.) — In-folio, papier, 41 f<sup>os</sup>.

1479. — « Pierres Quiolle, contrerolle des douves, de la réparacion d'icelles, ou temps de Jehan de Cornal, miseur. » Ouvriers pour tirer et curer les terriers des douves de cette ville de Nantes, tant hottons (porteurs de hottes), lamballays, que perreours. » Les hottons et chargeurs touchaient 2<sup>s</sup> par jour, les perreours (ouvriers carriers), 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. « Pour cinquante hottes baillées pour ledit eupvre, à 2<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> chacune, 146<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour la garniture desdites hottes, cordes et sangles, à 8<sup>d</sup> chacune, 23<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour soixante dix pointes de bêches, piez et marteaux, à 1<sup>d</sup> chacune, 5<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. Pour deux palles à curer les perrières, à 20<sup>d</sup> chacune, 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour une pioche acérée, 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour douze cyvières à porter la pierre hors des fossés et à faire le taluz, à 7<sup>d</sup> chacune, 7<sup>s</sup>. Pour demye livre de fsselle à prendre la mesure des fossés devant la grosse tour, 12<sup>d</sup>. Pour ung maill neuff, poisant 47 livres, à 7<sup>d</sup> la livre, 27<sup>s</sup> 5<sup>d</sup>.

« Somme de ce minu, 929<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. »

CC. 255. (Registre.) — In-folio, papier, 141 f<sup>os</sup>.

1481. — « Le pappier de Faby Bazire, conterolle de la ville de Nantes (4).

« Pour quatre piesses de boays pour faire une grue, sçavoir : deux piesses de 20 piez de long et de ung pié et troys doiz en caré chacune, une aultre pisse de 21 pié de long et une aultre pisse de 34 piez de long et d'ung pié en caré, pour tout ce, 8<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour quatre aultres piesses de boays pour ladite grue, sçavoir : une pisse de 24 piez de long, et de deux dours en caré, une aultre pisse de 20 piez de long et de ladite grosseur, une aultre pisse de 23 piez de long et d'une hane en caré, et une aultre pisse de 20 piez de long et d'une hane en caré, pour tout ce, 55<sup>s</sup>. Pour 27 chevilles de fer acéré, sçavoir : virolles, goupilles, cinq estrieux, deux tournis, troys couctes, quatre chapeaux, une grape, deux fourchetes et quatre grandes bandes de fer, mises et employés à la roe et lyaizons de la grue, le tout pesant ensemble 391 livres, à 7 deniers chacune livre, 14<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>. Pour 300 et demy de clou ganyau, employé à la roe de la grue, à 18<sup>d</sup> le cent, 5<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>; ung cent et demy de clou dournau, em-

(4) La couverture en parchemin de ce registre, contient, sur la partie interne, d'une façon presque complète le : *Devis du portal de la ville neuffve de Rennes*. Cet acte intéressant par ses détails n'est pas daté, mais il porte la signature de Jean V : « Par le duc. » Il fut fait en présence de Robert d'Epinay, chevalier, garde de ladite ville.

ployé à ladite grue, à 2<sup>s</sup> le cent, 3<sup>s</sup>. Pour ung grant cable à meptre en la grue, pesant 167 livres et demye corde, à 8<sup>d</sup> la livre, 141<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour douze cros et douze crampons de fer pour pandre et atacher les chesnes de fer des carefours de la ville, pesans 83 livres et demye, à 6<sup>d</sup> chacune livre, 4<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. Pour quinze fambleaux qui furent baillés à messieurs de l'église, au cappitaine, connestable, procureur, à messieurs de la Chambre, monsieur de Gorges, monsieur le général des monnoyes et aultres gens de la ville à la baillée des fermes des Apétissemens de ceste présante année, à 3<sup>s</sup> chacun, 45<sup>s</sup>. Pour une pisse de pavé relevé commanssant au cymeterre de St-Ladre, en conduissant au chemyn Renays, entre les terres de la chapellenye de Saint-Ladre, et de l'autre cousté, es terres desdits ladres, contenant 29 taizes de long sur deux taizes de leze, 48 taizes, à 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> chacune taize, 21<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>. Mises faites pour les ponts de Nantes de la Magdalaine et de Piremill, qui rompirent le 12<sup>e</sup> jour de febvrier 1480 (1481 N. S.). »

CC. 256. (Registre.) — In-folio, papier, 146 f<sup>os</sup>.

1481-1482. — « Le papier de Faby Bazire, conterolles des euvres et réparacions de la ville de Nantes, pour le second an dudit office, commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1481 (1482 N. S.).

« Pour une grisle de fer mise et assize en la tour de Chevygné, ou bas estaige, devers la grosse tour Saint-André, pesante 247 livres et demye, à 7<sup>d</sup> chacune livre, 7<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> obole. Pour un grant hachereau et troys palles de fer pour destaindre la chaux, 11<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour deux dozaines et huit fambleaux baillez à cieulx qui firent le guet par troys jours au soir durant le pardon, à 3<sup>s</sup> chacun, 4<sup>l</sup> 16<sup>s</sup>. Pour vingt et cinq bastons pour meptre à vingt cinq fallotz, pour les pandre par les carrefours la nuyt durant le pardon, 10<sup>s</sup>. Pour quarante quartes de vin, à donner à boire à cieulx qui firent ledit guet, durant lesdits troys jours, à 20<sup>d</sup> chacune quarte, 66<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour deux douzaines de eschaudez pour lesdits gueteurs, à 2<sup>d</sup> chacun, 4<sup>s</sup>. Pour une cyvyère roulleresse (*brouette*), 2<sup>s</sup>. Pour deux garbarres et huit hommes, qui furent durant deux jours que l'on abilloyt et mectoit des escapes et un espie au pont du port Poyssonier, pour passer les gens et chevaux, à 30<sup>s</sup> par chacun jour, 60<sup>s</sup>. Mises faites par le dit miseur, pour les pavaiges. » Ce dernier chapitre, malheureusement trop court, donne quelques noms de lieux voisins de la ville, mais connus.

CC. 257. (Registre.) — In-folio, papier, 157 f<sup>os</sup>.  
(Mauvais état.)

**1481-1482.** — « Le papier de Pierre Guiole, miseur des eupvres et réparacions de la ville de Nantes. »

C'est un double du numéro précédent, le miseur et le contrôleur ayant chacun son registre.

CC. 258. (Registre.) — In-folio, papier, 166 f<sup>os</sup>.

**1482-1484.** — « Le papier de Faby Bazire, controleur de la ville de Nantes, pour l'an 1483. »

Il commence au 30 décembre 1482, et finit au 29 mars 1483 (1484 N. S.).

« Pour demy tonneau de plastre, pour plastrer une chambre, pour prandre les traiz du portal de Sauvetout, 15<sup>s</sup>. Pour le charroy du plastre, de la Fosse jusques à Sauvetout, 12<sup>d</sup>. Pour une rouartée de boays pour cuire ledit plastre, 5<sup>s</sup>. A Jehan Leclerc, ymagier, pour avoir fait ung tymbre, et pour avoir fourny de pierre à faire ledit tymbre, pour le portal de Sauvetout, 16<sup>l</sup>. A G. Corpontheau, de Chalonnès, pour 19 pipes de chaux, amenées par chalen, à 10<sup>s</sup> chacune, 9<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Pour six vertevelles, une courouillière et deux coupletz mises et assises à deux portes que on a fait de neuft au portal de Sauvetout près la herse, pesans 268 livres fer, à 6<sup>d</sup> la livre, 6<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. Pour cinq cens troys quartiers de pendant de tuffeau, pour voultier le portal de Sauvetout, à 40<sup>s</sup> chaque cent, 11<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Pour 7 milliers, 200 de pierre d'ardaise d'Angiers, à 30<sup>s</sup> chacun millier, 10<sup>l</sup> 16<sup>s</sup>. Pour ung manteau de boays de cheminée mis et assis à la loge des portiers de Sauvetout, 20<sup>s</sup>. Charpentiers pour avoir balizé au dessus de la rote des marchans, et au desoubz de là ou arrivent les navires chargez de blez et aultres marchandies, pour meptre de la pierre de maczonnaige pour le portal que l'on veult faire de neuf à la porte Poyssonnyère, affin que les challans ne navyres ne peussent perir, huit hommes, à chacun deux jours, montent 16 jours, à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> par jour, 40<sup>s</sup>. Pour une sentine qui y fut durant lesdits deux jours, à 20<sup>d</sup> par jour, 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Ensuyt le nombre de boays que avons achatté pour faire la cohue au ble. A Jehan Le Court, pour 70 pieczes de boays carré dont y en a 52 pieczes de 40 piez de long, de 38, de 35 et 34 piez et de deux dours en carré, et le sourplus qui sont 18 pieczes de 20 piez, 17 et 16 et de deux petiz dours en carré, le marché fait en la présence de Jehan Gaultier, connestable, Jehan Bienvenu, et de Jehan et Thomas les

Ernaulx, à 46<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>. A luy pour troys pieczes de boays carrées, mises sur les pontz davant le moulin que l'on a fait de neuft sur le pont de Nantes, de 25 piez de long et de ung pié en carré, à 27<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> chacune, 4<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A luy pour deux galloueres de 32 piez de long et d'un pié en carré, mises sus le pont de Bieze, à 32<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> chacune, 65<sup>s</sup>. A luy pour cent paulx de boays de 30 piez de long, pour faire les chevrons de la cohue au blé que l'on a fait de neuft aux greniers du duc en Erde, 28<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. A Pierre Hestore, couvreulx, pour couvrir d'ardoise la cohue que on a fait de neuft sur Erde, lequel doit fournir de pierre, de clou, de late et conaux, et la rendre couverte et praiste de toutes choses pertinentes à couverture, sauff de goutières, outre luy avoir baillé la veille ardouaise estant sur la veille cohue, et celle de la petite tour que on a abatu, le marché fait o luy pour la somme de 100 livres. »

CC. 259. (Registre.) — In-folio, papier, 148 f<sup>os</sup>. (Incomplet.)

**1482-1484.** — « Le papier de Pierres Quiole, miseur de ceste ville de Nantes, de la tierce année qu'il fut institué audit office. »

Double du numéro précédent.

CC. 260. (Registre.) — In-folio, papier, 163 f<sup>os</sup>.

**1484-1485.** — « Le mynu de Faby Bazire, controleur de l'œuvre de ceste ville de Nantes. »

« A Guyon Deslandes, pour avoir faict les mèches pour mettre es fallotz par deux années durant le pardon de Nantes, 100<sup>s</sup>. Pour une dozaine et demye de flambeaux baillés aux portiers durant le pardon, et pour l'émocion qui fut après ledit pardon au chasteau, à 25<sup>s</sup> la dozaine, vallent 52<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour 85 torches pour faire le guet, durant que M. d'Orléans et M. d'Alanson, estoient en ville, à 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> chacune torche, 14<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour deux pippes de vin qui furent beues la premiere et seconde sepmaine que les fondemens furent prins du portal de la porte Poissonnière, à 4<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> chacune, 9<sup>l</sup>. Pour cinq dozaines et neuft peres de gans pour les maczons, à 10<sup>s</sup> la dozaine, 57<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — Du premier jour d'aougst l'an 1484, la premiere pierre fut assiise le jour du mercredi du portal de la porte Poissonnière, en ceste dite semaine. Faby Bazire. (1). Pour troys

(1) Cette porte, l'une des plus belles de l'enceinte fortifiée, fut démolie en 1756. Lorsque les eaux de la Loire sont basses, on peut voir encore les premières assises des fondations des deux tours qui flanquaient cette porte.

charliz de bouays, pour envoyer à un pressouer à coucher les malades, ainsi qu'il a esté ordonné par monsieur le lieutenant et bourgeois de la ville, à diz solz chacun charlit, 30<sup>s</sup>. A maistre Thomas Loayseau, aulmonnier et amynistrateur de l'aumonerie de Tousains, diz livres pour donner à boire et à menger aux gens de la ville qui sont feruz de la peste et sont logez audit ospital. Laquelle somme fut commandé bailler, par le commandement de M. le connestable et procureur de Nantes. A maistre Jehan Frebet, aulmonnier et aministrateur de l'aumonerie de Saint-Cléments, même somme pour semblable motif. Quinze livres à chacun d'eux. A Macé Javelle, pour avoir baillé à Jehan Durant, sirurgien et barbier de la ville, drogueries, heaux et autres choses nécessaires pour panser les malades des aulmonneries qui ont esté frapez de la peste, 23<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Couvrous, pour avoir couvert la Maison de la ville ou est l'articerie, trois hommes chacun troys jours, à 3<sup>s</sup> par jour 27<sup>s</sup>. Pour deux cens de pierre d'ardoise de partie employée à ladite maison, à 3<sup>s</sup> le cent, 6<sup>s</sup>. Pour 53 piez de goutière mise et assise au longe de ladite maison, à 2<sup>s</sup> chacun pié, 106<sup>s</sup>. Pour 12 livres de plom, employé esdites goutières, à 10<sup>d</sup> chacune livre, 40<sup>s</sup>. Pour quatre grans piez de chevre, 18 petiz leviers, le tout de fer, pour remuer l'articerie de la ville, le tout pesant 287 livres fer, à 6<sup>d</sup> obole la livre, 7<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. Pour la ferrure d'un des canons, apellé ung des mois de l'an, pesant 97 livres fer, à 10<sup>d</sup> la livre, 4<sup>l</sup> 10<sup>d</sup>. Pour 20 rouartées de boays, à 5<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> chacune rouartée, pour faire les feuz par les karefours de la ville. à la venue du duc, 116<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour le mesuraige dudit boays, à 2<sup>d</sup> chacune rouartée, 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour le menaige dudit boays, 4<sup>d</sup> chacune rouartée, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour 500 et demy de fagotz, pour lesdiz feuz, à 5<sup>s</sup> 10<sup>d</sup> chacun cent, 32<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>. Pour quatre livres d'ancens pour gecter sur les feuz, à 6<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> chacune livre, 26<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

CC. 261. (Registre.) — In-folio, papier, 233 fo<sup>s</sup>.

1484-1485. — « Le compte que rend Pierres Quiole, miseur du mynu des semaines de la quarte année qu'il a été audit office, commençant le cinquiesme jour d'apvril l'an 1483, avant Pasques, jusques au derroin jour d'apvril 1484 (1485 N. S.). »

Double du numéro précédent.

CC. 262. (Registre.) — In-folio, papier, 65 fo<sup>s</sup>.

1485-1487. — « C'est le papier de Faby Bazire,

conterolle des eupvres de la ville de Nantes, du 3 avril apres Paques 1485 au 16 avril 1487 (1). »

« A Pierres Picart, roi des arbalestriers de ceste ville, pour le louaige d'une petite maison siise au Bouffay, là où est la forge pour forger les pointes des maczons et autres choses neccessaires, que avoit tenu ung an et demy, à 50<sup>s</sup> par an, 75<sup>s</sup>. La sepmaine du lundi 27 juin 1485. Ensuyvent les noms de ceulx qui ont besoigné au portal Saint-Nicolas, quant Pierre Landays, trésorier, fut prins. Charpentiers pour faire huiseries, tables, bruchetz et autres aménagemens audit portal quant ledit Pierre Landays fut prins. Deux claveures plates et deux chaisnes de fer de 6 piez de long chacune employé aux barrières dudit portal, 30<sup>s</sup>. Pour cinq claveures à boce, cinq courroilz, cinq crampons et diz couppletz mis et assis en la chambre ou est ledit Landays, oudit portal, 30<sup>s</sup>. Pour avoir changé les gardes de cinq claveures dudit portal et pour avoir fait cinq clefs esdites claveures, 9<sup>s</sup>. Pour saize torches de cire pour faire le guet, quant Pierre Landays fut prins, à 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> chacune torche, 53<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. — Pour 644 mesches pour mettre dedans les fallots, pour esclerer la nuyt, durant le guet que l'on faisoit durant la prinse de Pierre Landays, 7<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Pour 231 torches de cire, durant que l'on a fait le guet pour les Estatz, par le commandement de messieurs le trésorier, procureur et connestable, Gracien Mathis, Berthelot Le Mée, Yvon Quiolle et plusieurs autres bourgeois de la dite ville, tenant le Conseil en la Maison de ville, à 4<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> chacune torche, 46<sup>l</sup> 10<sup>d</sup>. Pour le louaige d'une chambre, pour un an fini le jour de St-Jean Baptiste derroin passé, ou l'en fist les trectz du portal Poisonnier, 7<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Pour ung tapiz de Flandres, pour mettre sur la table de la Maison de ville, 100<sup>s</sup>. Pour ung tumbereau, deux chevaulx et deux hommes qui furent par quatre jours et demy à remuer et oster les terriers dessus la douve de St-Pierre, devers le chasteau, que l'on avoit tiré pour faire les butes des archiers du duc, à 15<sup>s</sup> par jour, 67<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A Jehan Motheront, pour avoir estouffé l'imaige de Notre-Dame du Port Poissonnier, et pour avoir imprimé la fenestre où est ledit ymaige, et avoir imprimé le

(1) La feuille de parchemin servant de couverture à ce registre contient, dans sa partie interne, le renvoi devant la Prévôté de Nantes, des fermiers des pêcheries et ponteraux, auxquels le receveur réclamait 750 livres d'arriéré sur le prix de la ferme des ponts de Nantes et de l'île Gloriette. Cet acte sans signature, mais presque complet, est du 30 septembre 1482.

timbre dudit portal par trois foiz, 13<sup>l</sup>. — Ensuit le nombre des toilles qui ont esté achetées pour faire des linceux et couvrecheffs, pour fournir le portal Saint-Pierre et le portal Saint-Nicolas, toutesfoiz qui plaist au duc que les gentilz hommes y soient logez. Pour 62 aulnes de toille, à 4<sup>s</sup> l'aune, 14<sup>l</sup>. Pour 52 et deux aulnes de toille, à 5<sup>s</sup> l'aune, 13<sup>l</sup>. 38 aulnes de toille audit pris de 5<sup>s</sup>, 9<sup>l</sup> 10<sup>d</sup>. 20 aulnes de toille, à 4<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> l'aune, 4<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. Pour 16 fermetes, à 20<sup>d</sup> chacune, 26<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Duquel linge on a fait 24 linceux et deux douzaines de couvrecheffs. Pour la faczon desdits 24 linceux et desdits couvrecheffs, 27<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. Pour ung coffre à mectre ledit linge, 30<sup>s</sup>. Pour une claveure et garniture pour ledit coffre, 20<sup>s</sup>. Pour deux cielz et seix courtines, 100<sup>s</sup>.

CC. 263. (Registre.) — In-folio, papier, 86 f<sup>os</sup>.

1487. — « Le compte Faby Bazire, pour trois mois, du temps de Jehan Blanchet, miseur, pour le commencement du compte dudit Blanchet. »

« A Hances de Ringuez, pour avoir abillé et mis à point traize canons de fer, par marché fait avecques luy en la Maison de ville, en presence du connestable et autres bourgeois, 21<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour une selle de cheval, limonnier à charrette, une avalouère, une paire de trez de cheville pour les chevaulx de monsieur le Prince, avecques les journées de deux hommes, charretiers, qui menoint lesdits chevaulx, 20<sup>s</sup>. Pour quatorze poches de cuir pour mectre les poudres de canon, à 17<sup>d</sup> chacune, 19<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. A Denis Guillart, pour avoir esté sur la muraille au matin et au soir, pour avoir sonné la trompecte pour l'assiette du guet, pour le temps de cinq sepmaines, 20<sup>s</sup>. Pour une trompecte pour servir aux affaires de la ville, 100<sup>s</sup>. Pour une bannière armoyée des armes et portraict de la ville pour ladite trompecte, 60<sup>s</sup>. »

CC. 264. (Registre.) — In-folio, papier, 168 f<sup>os</sup>.

1487. — « A Picart, conterolle, le premier compte qu'il a rendu.

» Pour la ferrure de trois canons pesans 220 livres fer, à 10 deniers chacune livre, 9<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour douze livres de plon et estain brasillé pour les lances à feu, à 20<sup>d</sup> chacune, 20<sup>s</sup>. Pour ouict mesures de huile de noiz, à 20<sup>d</sup> chacune, pour mectre avecques le bray, pour les fagoz que on fist pour gecter sur les François, touz ardens, 14<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> (Pendant le siège de la ville). Pour trois livres de souffre pour mectre à faire lesdits fagoz,

à 20<sup>d</sup> chacune, 5<sup>s</sup>. Pour la ferrure et abillement d'un faucon de fer, et pour avoir percé une piece d'artillerie enclouée et avoir ferré une crouesée d'une des tours du portal, où estoit logié monsieur du Plexis-Gueriff, 20<sup>s</sup>. Pour une goutiere de 36 piez de long, mise au belouart (sans autre désignation), à gecter les eaus chaudes sur les François, 35<sup>s</sup>. Pour ouict fourches à deux doiz, à 18<sup>d</sup> chacune, 12<sup>s</sup>. Pour 130 livres de suiff blanc pour faire les fagoez, à 9<sup>d</sup> chacune, 4<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour 390 livres de chandelle prins durant le siège, tant pour les portiers quarteniers que canoniers, à 10<sup>d</sup> la livre, 16<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>. Pour 2,475 livres de rousine pour les fagotz qui furent faitz durant le siège, à 25<sup>s</sup> le cent, 30<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. Pour deux herpeaux pour pescher les boais, en la rivière, que l'on avoit couppé des ponts, durant le siège, pesans 19 livres fer, à 7<sup>d</sup> chacune livre, 11<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour 400 de cordes, pour servir aux canons que autrement durant le siège, à 10<sup>d</sup> chacune livre, 16<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour 148 torches prises durant le siège, non comprins en ce les autres torches rapportées de paravant, à 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> chacune torche, 19<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour cinq milliers 385 mèches pour les falotz prins durant le siège et dempuix, à 7<sup>d</sup> chacun, 157<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. »

CC. 265. (Registre.) — In-folio, papier, 298 f<sup>os</sup>.

1487-1489. — « Le raport de Pierre Picart, conterolle de Jehan Blanchet, miseur, pour ung an et demy, commencé le derroin jour de décembre 1487, jucques au premier jour de juillet 1489.

» Pour huit cros de fer à tenir et pendre les chesnes des carrefours de la ville, poisans 75 livres fer, à 8<sup>d</sup> chacune livre, 50<sup>s</sup>. Pour une torche et ung cierge pour la messe dite et celebrée en caresme à jour de absolution, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour avoir blanchy treize paires de linceux, à 7<sup>d</sup> la paire, qui auroint esté baillés aux gentilz hommes logiez aux portaux de Saint-Pierre, Saint-Nicolas et ailleurs, 7<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>. A Bonabes Josset, ciergier, pour doze torches pour la venue de l'ambassade de France, qui arriva le 13<sup>e</sup> jour de ce moys (août 1488), devers le soir, à 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> chacune, et une autre torche de 5<sup>s</sup>, 45<sup>s</sup>. Pour quatre torches employées à la venue du duc de Couairon, à 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> chacune, 30<sup>s</sup> (1). Ensuilt la mise faite pour ceux qui pènèrent

(1) Cette annotation inscrite à la semaine du lundi 8<sup>e</sup> jour de septembre, semblerait infirmer l'assertion de l'abbé Travers, qui dit, t. II, p. 205 : « le duc obligé de sortir de Nantes au mois de juillet, n'y revint plus. » Il mourut en effet à Couëron, le 9 septembre, date bien rapprochée de

et travaillèrent le jeudi quart jour de septembre que fut la paix criée entre le duc et le Roy. A Monjoye, roy d'armes du Roy, six florins au treil. A Jehan des Vignes, chevaucheur d'escurie du Roy, deux escuz d'or de Roy. Au poursuyvant du duc nommé Estampes, deux escuz de Roy. A Dynan, poursuyvant du duc, ung escu. A cinq trompectes du duc, 100<sup>s</sup>. A Denis Guillart, trompecte de la ville, 5<sup>s</sup>. Aux sergens, 20<sup>s</sup>. En vin et partie du bois, 21<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour une rouartée de bois, 10<sup>s</sup>. Pour avoir amené le linge qui avoit esté envoié à Coiron pour l'ambassade, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A Bonabes Josset, ciergier, pour huit torches employées à la porte Sauvetout, et autrement es affaires de la ville, le 17<sup>e</sup> jour de ce mois (janvier 1489 N. S.), que monsieur le mareschal [de Rieux] fut devers la duchesse à la Pasclaye, 60<sup>s</sup>. — Le dimanche 29<sup>e</sup> jour de mars 1488 (1489 N. S.), sur la remonstrance faite de Pierre Picart, conterolle de la ville de Nantes, à messieurs le seneschal, le trésorier de l'espergne, le sr Dubois, le connestable et procureur de Nantes, que les maistres maczons, charpentiers, couvreurs, perréeux et servans vouloint lesser les euvres de ladite ville, pour deffault de salaire compétant, et qu'ilz ne sauroint vivre du pris que on leur baille à présent, veu les monnoyes qui sont foibles, les vivres qui sont chiers et autres marchandises. Sur laquelle remonstrance a esté par les dessusdits advisé que le maistre maczon aura pour le temps advenir, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> par jour, et les maczons, charpentiers, couvreurs et perréeux chacun 5<sup>s</sup> et les servans chacun 3<sup>s</sup>, sauf par autre temps à leur augmenter ou diminuer dudit pris ainsi que de raison (2). — Ensuit la mise faicte par Jean Blanchet, receveur et miseur des deniers ordonnez à la réparacion de la ville de Nantes, tant pour ferrure, despance et abillement d'iceulx, que de charettes, tumbereaux et roues; et pareillement de partie du sallaire des serviteurs ordonnez pour conduire lesdits chevaux et charroy. Pour ung colier à tirer la charette, pour ung des chevaux, 15<sup>s</sup>. Pour un cheval béart, 4<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour 30 boisseaux d'avoine, à 12<sup>d</sup> chacun, 30<sup>s</sup>. Pour une estrille, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour 31 fers pour les chevaux, 31<sup>s</sup>. Pour ung harnoys de cuir noir, 20<sup>s</sup>. Pour ung cent de foign, 16<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A ung capitaine d'Alemans, pour ung grant cheval de Rouan, 20<sup>l</sup>. Pour ung grant

colier de vaiche et une bride à orbières, pour le grant cheval, 4<sup>l</sup>.

CC. 266. (Registre.) — in-folio, papier, 168 fo<sup>s</sup>.

1487-1489. — « Les sepmaines du second compte que rend Jehan Blanchet, pour ung an et demy, commencé le derroin jour de decembre 1487, finissant le 1<sup>er</sup> jour de juillet 1489. »

Double du numéro précédent.

CC. 267. (Registre.) — In-folio, papier, 130 fo<sup>s</sup>, dont les 12 derniers blancs.

1489-1490. — « Ensuit le rapport fait par moy, Pierre Picart, contrerolle de la myserye de ceste ville de Nantes, de la mise quelle a fait Jehan Blanchet, receveur et miseur de la ville ou moys de juillet 1489. »

Ce registre qui s'étend du 29 juin 1489 au 28 juin 1490, est signé par le miseur Blanchet.

« La sepmaine du lundi, 6<sup>e</sup> jour de juillet 1489, ouquel jour fut ordonné par messieurs le trésorier de l'espargne, le seneschal, Tournemine, lieutenant du capitaine, Pierre de Vay, Raoullet Peigné, et autres de la ville, que le maistre maczon auroyt 10<sup>s</sup> par jour, les autres maczons, charpentiers, couvreurs et perréeux, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>, et les servans 4<sup>s</sup> par jour en actendant y pourveoyr par autre voye. — A Mathurin Bausan, qui a esté ouict jours par deux sepmaines, luy et troys autres compaignons, deux tumbereaux et quatre chevaux, pour mener les terriers et framboiz, qui estoit vis-à-vis la maison Pierre Landays, ou à présent est logée madame la maréchale, de marché fait o luy, à 4<sup>l</sup> par jour, 32<sup>l</sup>. Une bue pour boyre, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A deux hommes pour avoir amené le gros canon de la grosse tour au, pout Briant-Maillart, et pour l'avoir ramené dudit lieu au Bouffay, et pour avoir pareillement amené ung gros afust audit lieu du Bouffay, 60<sup>s</sup>. Pour diz sivières rouleresses, à 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> chacune, 6<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. — Somme des moys cy davant, à commencer le tiers jour de augst jucques au lundi 14<sup>e</sup> jour de juign en suyvant, montent à foible monnoye 6,112<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>, gros à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Signé Blanchet. — Mises pour les chevaux et charrettes, monnoye à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> le gros. — Mises pour l'artillerie. Charpentiers pour faire les reux, 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> par jour; pour faire les affuts, 10 et 15<sup>s</sup> par jour; pour monter l'artillerie même prix. Pour la ferreure de cinq affuz pour les deux serpentines de Colin Ripvière, le canon et la serpentine de Foutin, pour une serpentine faicte par Colin Ripvière, en la précédente année, avecques la garniture des limons desdits affuz

ce séjour à Nantes, qui cependant peut se rapporter à l'article précédent.

(2) Ces ouvriers touchaient alors : maître maçon 5 sous; charpentiers et couvreurs, 3 sous 4 deniers; maçons et per-rayeurs, 2 sous 6 deniers; servans, 2 sous et 2 sous 6 deniers.



pesant le tout, 962 livres et demie fer, à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> chacune livre, 449<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. Pour demy millier de clou de mitillac, pour faire les timons et les limons de beuffs, 50<sup>s</sup>.

CC. 268. (Registre.) — In-folio, papier, 88 f<sup>os</sup>.

1489-1490. — « C'est le rapport fait par Jehan Blanchet, contre-rolle, de la mise faite par Pierre Lemoine, miseur, pour le temps de douze mois du tiers jour d'aout 1489. »

Double du numéro précédent. Sur le revers du 88<sup>e</sup> feuillet se lisent ces vers relatifs aux malheurs de la guerre qui désolait alors la Bretagne :

Gens de diverses nations  
La terre occupent des Bretons,  
Espagneux, Flamans et Angloys,  
Qui pour combattre les François,  
Sont venuz de leurs régions,  
Et plusieurs oppressions  
A pourceux veufves et pepilles,  
A marchans et jeunes filles.  
Dieu, qui a par sus eulx puissance,  
Veille unir Bretagne et France,  
Et ces gens conduire en leur terre,  
En tous pais outier la guerre.

CC. 269. (Registre.) — In folio, papier, 298 f<sup>os</sup>.

1490-1492. — « Mises faictes par Vincent Durant, receveur et miseur de la ville de Nantes, pour les manouvriers de la dite ville.

« A Gentil homme, poursuyvant et hérault, pour aller à Vennes, porter des lectres de la ville pour les Estatz, auquel par le Conseil de la ville, fut commandé luy bailler 60<sup>s</sup>. — Maczons pour reffaire et maczonner partie des murailles des maisons près du chasteau, lesquelles avoient esté derompues par les gens de la ville, pour faire les tranchées et aproches près ledit chasteau, pour deffendre la ville contre la prinse dudit chasteau. — Charpentiers pour abatre et dessambler le manteau de boys, lequel auroit esté assiis devant le chasteau pour deffendre la ville contre la prinse dudit chasteau, et mener ledit manteau en seurté. Pour envoyer des chevauchées à Rennes et à Guérande, notifier la prinse du chasteau, 400<sup>s</sup>. En despence pour les canonniers et autres plusieurs manouvriers qui estoient la nuit du sabmedi au dimanche, pour deffendre la ville contre le chasteau, 40<sup>l</sup>. Pour une pippe vin blanc d'Anjou, prinse par ceux qui estoient à la deffense de la ville contre ceux

du chasteau, 17<sup>l</sup> 40<sup>s</sup>. Deux feilles de fer blanc et deux mains de papier pour faire des chargouers pour les pouldres, 5<sup>s</sup> 40<sup>d</sup>. En despence pour ceulx qui furent en oustaige oudit chasteau, le dimanche et le lundi, tant ou chasteau que ches monsieur de la Muce, à la sortie dudit chasteau, 60<sup>s</sup> (1). A Robert de Vault, pour sept aulnes de drap d'or pour faire le pelle à la venue du Roy, à 20 escuz d'or l'aulne, qui sont 140 escuz d'or vallant à monnoye, 245<sup>l</sup>. Pour la frange dudit pelle et 8 aulnes de ruban de saye verte, mys à la porte Poissonnière, au devant du Roy, et pour la faczon dudit pelle, 4<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour mise faite aux carrefours de la ville, à la venue du Roy, tant pour dragées, verres, pain et autres menues mises, 12<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour quatre douzaines et demye de torches, à 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> chacune, 8<sup>l</sup> 40<sup>s</sup>. — Mises faictes pour les privillaiges de la ville. Aux clerks de Primadaye, pour les escriptures desdits mandemens des privillaiges, 25<sup>l</sup>. A M. le chancelier, pour les sceaulx desdits mandemens, cent ung escu de Roy, vallant 176<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>. Au secretaire, pour l'avoir enregistré, onze mailles au trect; à son clerc, 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, qu'est par monnoye, 14<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A M. de la Trémoille fut donné, de par la ville, seix poinsons de vin par commandement des doze esleuz, à 6 escuz chacun poinson, montent 36 escuz, vallant par monnoye, 63<sup>l</sup>. — Mises faictes par Vincent Durant, pour envoyer à Rennes, les estoffes de parement du cueurre [currus], celles et harnoys à la duchesse, dempuix l'arrivée du Roy en ceste ville de Nantes. A esté payé pour avoir le congé et sauffconduit du Roy, pour mener lesdites estoffes à Rennes, tant au sceau que au secretaire et clerks, troys escuz et demy d'or vallant 6<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A un charpentier pour plusieurs choses qu'il a fait audit cueurre, savoir une flèche et charlit, et pour avoir mis les roues et oustées de leur lieu et remis les autres, 50<sup>s</sup>. Pour bandes de fer mises audit cueurre, et plusieurs chevilles tant grosses que menues et deux grandes bandes de fer pour garder ledit cueurre de branler, et pour un cent de grant clou, pour tout ce, 60<sup>s</sup>. Pour diz aulnes et demye de fine toile cirée, et la faczon à l'ajuster sur ledit cueurre, 6<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour diz aulnes et demye de grosse toile à mectre, entre la toile cirée et le cueurre, pour gar-

(1) Il s'agit ici du comte d'Albret, qui pour 11,000 écus d'or au soleil, livra à Charles VIII, la ville et le château dont il se rendit maître dans la nuit du samedi au dimanche de la Passion, 20 mars 1491. La somme des dépenses de cette semaine du lundi 21 mars, est de 513 livres 6 sols 2 deniers.



der la paincture dudit cueurre et pour pacquer les seelles et harnoys, à 2<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> l'aulne, 24<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour diz mains de papier, ficelle et grosse corde pour pacquer lesdits seelles et harnoys, 10<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. Paille à pacquer lesdites étoffes, 20<sup>d</sup>. A Jean Eon ; charretier, pour avoir conduyt ledit cueurre à Rennes, de marché fait avec luy, tant pour aller que pour venir, 14<sup>l</sup>. A Guillaume Leschiquier et Pierre Morin, qui allèrent conduire ledit cueurre, pour garder et livrer lesdites étoffes à ladite dame, 63<sup>s</sup>. — Pour neuff aulnes de drap prins pour faire deux robes et deux peres de chaulses à la trompecte et ung sergent à la livrée de la ville, à 25<sup>s</sup> l'aulne, 11<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>. Pour sept aulnes de doubleaux pour lesdites robes, à 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> l'aulne, une aulne de blanchet pour doubler lesdites chaulses, à 10<sup>s</sup> l'aulne, 62<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Au coulturier, pour la couture et faczon dedites robes, 12<sup>s</sup>. — A Pierre Foutin, fondeur, pour avoir fondu l'un des appeaulx de l'orloge, ou il a mis 31 livres de métal, plus qu'on ne luy avoit baillé, à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> la livre, oultre la faczon qu'est 77<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; et poyse ladite cloche d'appeau, 192<sup>l</sup>, pour la faczon de chacune livre, 12<sup>d</sup>, qu'est somme toute, 13<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — Au miseur et conterolle, pour le deschay et perte sur les gros qu'ilz avoint receuz de paravant le descry desdits gros, scavoir : au miseur, sur 53 livres à un denier obole, par chacun gros, montent à 11<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>; au conterolle, quel avoit receu de l'appétissement, 71<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>, dont le dechay et perte se monte à un denier obole chacun gros, 14<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>, somme toute, 25<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — Mises faictes en ceste présente sepmaine (12 décembre 1491) pour la joieuse nouvelle des nopces du Roy nostre souverain, et notre souveraine dame la Royne. Pour 17 rouartées de boys, pour faire les feux par les carrefours, scavoir : à la maison Babouin, au Pillory, aux Changes, à Saint-Nycollas, à St-Yves, à la Saulzaye, et au carrefour de la Lecterie, chacune roartée de gros bouays, à 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>, 113<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Quatre pipes de vin pour lesdits carrefours, à 5 escuz la pippe, 35<sup>l</sup>. A ceulx qui ont joué la morisque par la ville, pour leur donner à soupper, et pour leur paine, abillemens et torches, 112<sup>s</sup>. — La mise faite par Vincent Durant, receveur et miseur des deniers ordrennés à la reparation, fortification et emparement de la ville de Nantes, rapportée par Yvonnnet Ruault, commys en Conseil par messieurs les connestable, seneschal, aloué et prevost, en présence de plusieurs autres gens de justice, bourgeois et marchans. » Ce chapitre contient surtout les dépenses pour la reconstruction de la Maison de ville

aux Changes. Suit un chapitre pour les chevaux et charettes de la ville, et enfin un dernier intitulé : « La mise faicte, par Vincent Durant, receveur et miseur des deniers ordrennez à la réparation de la ville de Nantes, ou chasteau dudit Nantes, par le commandement de M. de la Trémoille et M. de Saint-André. Ladite mise faite par ledit miseur, pour ce que lors n'y avoit point de miseur oudit chasteau. »

CC. 270. (Registre.) — In-folio, papier, 321 f<sup>os</sup>.

1490-1492. — Compte de Pierre Quiole, contre-rolle, du 5<sup>e</sup> jour de juillet 1490, que fut institué. » Double du numéro précédent.

CC. 271. (Registre.) — In-folio, papier, 321 f<sup>os</sup>.

1492-1494. — « Ensuiest la mise faicte par Guillaume Pasticier, receveur et miseur des deniers ordonnez es reparations et fortifications de la ville de Nantes, rapportée par Vincent Durant, conterolle desdictes réparations de la dicte ville (1). » Continuation des travaux de construction de la maison de la Prévoté. — « Pour trois torches qui furent prises le soir que les gens de monsieur de Rays cuydèrent outrager les commissaires du Roy, en la maison de Montfort, 9<sup>s</sup>. En despance faicte pour les oupvriers quelz estoit à reffaire les ponts que les glasses avoint rompu, affin de faire lesdits ponts plus promptement, 10<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>. Pour 56 sommes de terre, pour maczonner la rue de près la monnoye ou Grant Bouffay, et près la maison Guillaume Dyonis, à 5<sup>d</sup> chacune, 23<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour 65 pointes de marteau pour les maczons, à obole chacune, 2<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> obole. En bouays, gros fagot et paille, et une torche de cire pour faire les feuz es carrefours, pour la joyeuse nouvelle de la paix entre le Roy, nostre sire, et le Roy des Romains, 4<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>. — Mises faictes pour deux galiotes qui fut commandé au miseur les acheter pour la venue du Roy. Pour ung challan neuf, du port de une fourniture de vin, pour faire une desdites galiotes, 17<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Pour ung aultre challan, pour

(1) La feuille servant de couverture à ce registre, contient presque complet, le prononcé de jugement sur le testament de feu Jean de Riou, par le promoteur du diocèse de Nantes, commissaire des causes testamentaires, qui avait assigné les parties à comparaître devant lui : « Anno domini millesimo quadringentesimo octuagesimo nono, die vero sabbati post *letare Jeherusalem*, vicesima septima mensis marcii, expectata seu continuata obitum seu decessum inclite recordationis domine Catherine, quondam Britannie ducisse. . . . » Cette citation, fixe au 27 mars 1490, le jour du décès de Catherine de Luxembourg, dont nous avons déjà déterminé l'année, voir *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1874, t. v p. 135.

faire l'autre galiote, 10<sup>l</sup>. Pour bougrans pers blancs et rouges, pour despence et aultres menues mises faictes pour les notonniers qui nageoint lesdites galiotes, selon le mynu qui en a esté randu au miseur et conterolle, 20<sup>l</sup>. A Pierre de la Chasse, pour avoir paint lesdits bougrans à fleur de liz et ermines, et fait deulx estandars avecques deulx escussons et armes de la ville, pour meptre esdites galiotes, 7<sup>l</sup>. Pour sept grans cercles de tonneau pour cabanner lesdites galiotes, à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> chacun, 17<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Mariniers pour nager l'une desdites galiotes, pour aller rencontrer le Roy, sans comprandre les chasserans, vingt hommes, à chacun un jour, à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, 50<sup>s</sup>. — Charpentiers pour faire une croix de boys, pour rescompanse d'une aultre croix quelle avoit esté prinse en l'église de Sainte-Croix, pour le mistère de la passion, laquelle fut rompue, 9<sup>s</sup>. A Pierre Hervy, couvreux, pour avoir couvert la maison de la fonderie du Bouffay, laquelle avoit esté rompue, quant on joua le mistère de la passion, par marché fait avecques luy, pour fournir de toutes choses, 12<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. — Ensuit la mise faicte pour les escolles, tant en droit canon que civil, par le commandement de messieurs de la ville. Pour deux grandes chaesres pour faire les lectures desdites escolles, à 6<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> chacune, 13<sup>l</sup>. Pour neuf bancs pour lesdites escolles, lesquelz ont esté fait de neuf madriers qui estoient des boys de la ville, 15<sup>s</sup>. Charpentiers pour faire des pupitres et bancs pour lesdites escolles, 26<sup>s</sup>. — Ensuit le cordaige baillé pour la ville, du second jour d'aoust 1492, au premier janvier 1494 (1493 n. s.). » Le total est de 53<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> tournois. La livre de corde valait 13<sup>s</sup>. La dépense pour les charretiers, charettes et chevaux est de 449<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Le total de la dépense pour les deux années et demie du compte, s'élève à 10,308<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 10<sup>d</sup> obole. »

CC. 272. (Registre.) — In-folio, papier, 314 f<sup>os</sup>.

**1492-1494.** — « Ensuit la mise faicte par Guillaume Pasticier, receveur et miseur des deniers ordonnez es réparations et fortifications de la ville de Nantes, rapportée par Vincent Durant, conterolle desdictes réparations de ladicte ville. »

Double du numéro précédent.

CC. 273. (Registre.) — In-folio, papier, 182 f<sup>os</sup>.

**1495-1497.** — « Ensuit la mise faicte par Guillaume Pasticier, receveur et miseur des deniers ordonnez es réparations et fortifications de la ville de Nantes, rapportée par Vincent Durant, conterolle

desdites réparations de ladite ville. » Du 5 janvier 1494 (1493 n. s.), au 18 décembre 1497.

« A Jehan Tiron, claveurier, pour avoir levé trois claveures des pouterne de la Saulzaye, lesquelles avoient esté rompues de nuyt, pour avoir de l'eau à estaindre le feu qui estoit prins en une maison en ladite Saulzaye, et pour avoir mis les vertevelles, 5<sup>s</sup>. Pour seix rouartées de bouays, pour faire les feuz par la ville, des bonnes nouvelles qui estoient venues de Naples, à 6<sup>s</sup> 16<sup>d</sup> la rouartée, 41<sup>s</sup>. A ceux qui jouèrent la morisque par la ville, pour avoir fourny de bougrains, torches et toutes autres chousses, 6<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 5<sup>d</sup>. Ces deux articles sont rayés pour être reportés sur son compte ordinaire. A Jean Tison, pour avoir mis les crampons de la mesure des aulnes et pié de la Prévôté (étalon des mesures), et pour les mailles du poisson, 25<sup>s</sup>. A luy pour avoir fait le fer de la guyroecte de la maison de la Prévosté, et la bannière de cuyre et virolles et feillages garniz de fleur de lis, 100<sup>s</sup>. A Pierre de la Chasse, pour avoir painct ladite guyroecte, à fin or et azeur, aux armes de la ville, avecques une couronne painct à or, et aux pour paindre les rouzeetes, 105<sup>s</sup>. Pour ung disner, qui a esté fait du commandement du capitaine et autres seigneurs de ladite ville, es gens des autres villes de Bretagne, lesquels estoient venuz en ceste ville, pour aller vers le Roy, pour aucuns affaires, selon qu'il est contenu au mynu, 46<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. Refusé et reporté au compte des mises extraordinaires. A Jamet Bérault, pour luy, sa gabare et seix hommes, pour metre une ancre au desus du pont de Nantes, avecques ung cable pour tenir ledit pont, lequel les grandes eaux avoient presque rompu, aussi pour deffandre le râteau d'Erdre que lesdites eaux le rompoint et amarer les estapes du port Brient-Maillart, 38<sup>s</sup>. » Au mois de décembre 1496, les eaux furent très-grandes, et les ponts furent en partie emportés. « Sepmaine du 19 décembre. Pontonniers pour amarer les boays et escapes ensemble afin que les grandes eaulx ne les enmainent. Sepmaine du 2 janvier 1496 (1497 n. s.). Pour saize hommes mys au pont de Piremil, les Pontreaux, la Magdelaine, pour sauver partye des bouays desdits ponts que les eaulx emmenoint, chacun troys jours et partye des nuyts, 8<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour leur despence, 25<sup>s</sup>. Sepmaine du 9 janvier. Pour 38 hommes avecques deux barges et deux santines, quelx ont esté chacun cinq jours pour sauver partye des bouays du pont de Pillemil, 4<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. Semaine du 29 mai 1497. Maczons pour besongner à abiller les

voutes et banchaulx du pont de pierre de la Magdelaine, quelles estoient rompus. Pour deux chalandées de pierre de masonnage pour les voutes du pont de la Belle-Crouez et pour les banchaulx, 55<sup>s</sup> (1). En bray, cieuff et rousine pour les engins des ponts et pour avoir fait porter ung estourgeon au chasteau, qui fut donné à monsieur de la Trémouille, 8<sup>s</sup>. — Toute somme du mynu contenu es troys années cy devant, 9,035<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 10<sup>d</sup> tournois. » A la suite se trouve la mise faite pour équiper deux galiottes destinées à la Reine, qui devait venir à Nantes, et qui monta à 60<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>.

CC. 274. (Registre.) — In-folio, papier, 193<sup>fos</sup>.

**1495-1497.** — « Le contrerolle de Vincent Durant, du minu de la mise faicte par Guillaume Pasticier, pour troys ans commencés le premier jour de janvier 1494 (1495 n. s.), et finissant en 1497. »

Double du numéro précédent.

CC. 275. (Registre.) — In-folio, papier, 107<sup>fos</sup>.

**1498-1499.** — « Le minu des sepmaines rapportées par Guillaume Pasticier, miseur, dont ledit minu a esté raporté tant par feu Vincent Durant, conterolle, que de Jehan Picart, à present conterolle de Nantes. Du 8 janvier 1497 (1498 n. s.), au 24 décembre 1499.

« Charpentiers pour défaire la loge qui estoit au belouart de Saint-Pierre, et pour la mettre près l'aumosnerie de St-Clémens, pour loger les malades de la grosse verrolle. — La sepmaine commencée le lundi 18<sup>e</sup> jour de juign 1498, rapportée par Jehan Picart, conterolle, institué oudit office, le 15<sup>e</sup> jour de cedit moys et an, par le deceix de Vincent Durant. — Pour 59 livres de corde à faire des lyes aux pontereaux, et une livre fil de carete, qu'est en tout 60<sup>l</sup>, à 40<sup>d</sup> chacune livre, 50<sup>s</sup>. — Ensuit le nombre des bouays achatez par Guillaume Pasticier, miseur de Nantes, et defunt Vincent Durant, pour lors conterolle d'icelle, et dont le pris fut faict par marché signé le 11 apvril avant Pasques 1497, somme, 594<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. — A Mathelin Guillou, pour lecharroy des madriers et aultres bouays des chaffaulx de Saint-Jehan et Saint-Vincent, pour les faintes de la venue de la Royne, ou il a fait douze charretées, et pour deux aultres charretées de soliveaux, 15<sup>s</sup>. Pour quatre charretées de madriers, tant d'aller que du retour, menez à la Fosse,

(1) Ces deux citations prouvent qu'à cette époque les ponts de la Madeleine et de la Belle-Croix étaient en pierres et voutés.

pour faire le pont à passer la Royne es navires, 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour cinq fes de paille à mectre sur le pavé ou elle passa, à 7<sup>d</sup> chacun, 2<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. Pour neuf tumblelerez de bourriers prises devant le logeix de la Royne, et menez hors la porte Saint-Pierre, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour deux cordes de 60 brasses chacune, pour tirer à l'auxière aux deux galiottes, quant les Seigneurs et ceux de la ville furent au devant de la seigneurie et des ambassadeurs, qui venoient devers la Royne en ceste ville de Nantes, valantes 15<sup>s</sup> chacune, 30<sup>s</sup>. Pour cinq rouartées de bouays pour les feuz par les carrefours de ceste ville, par le commandement de messieurs, quant la Royne, nostre souveraine Dame, enfanta, 30<sup>s</sup>. Somme du minu, pour deux ans commencez ou moys de janvier 1497, finis au mois de décembre 1499, 2,063<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.

CC. 276. (Registre.) — In-folio, papier, 73<sup>fos</sup>.

**1498-1499.** — « Ensuyt la mise faite par Guillaume Paticier, receveur et miseur des deniers ordonnez à la réparation de ceste ville de Nantes, rapportée par Jehan Picart, conterolle. »

Double du précédent. Il ne commence qu'au 18 juin 1498, date de l'entrée en fonction de J. Picart.

CC. 277. (Registre.) — In-folio, papier, 98<sup>fos</sup>.

**1499-1500.** — « Ensuit la mise faicte par Jehan Picart, receveur et miseur des deniers ordonnez aux œuvres et réparations de ceste ville, rapportée par Guillaume Paticier, contrerolle de ladite ville.

« Pour quatre rouartées de boys pour faire les feuz es quareffours, pour la joyeusse nouvelle de la prinse du sr Ludovic (Ludovic Sforza), 26<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. Pour 27 petiz clouz de poincte, un cent et demy clou dornau, demy cent clou ganyau, 300 de guynquesson, un cartron clou carré, le tout dudit clou employé à la pompe de Saint-Nycollas, 13<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. Pour ung cuir de vache pour faire des poyres pour la pompe, 10<sup>s</sup>. — Servans pour apporter les besoignes, ustancilles et mesnaige de l'aumosnerie de la ville, près les Jacobins, et porter et mener en une maison à Guillaume Paticier, près Herdre. Cherpentiers pour faire les foyers pour les pouvres de l'ospital de la ville. Somme toute du mynu des sepmaines rapportées cy davant, par Guillaume Pasticier, contrerolle, pour ung an, commencé le premier janvier 1499 (1500 n. s.), et finy le dernier jour de décembre 1500, 2,631<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> tournois. »

CC. 278. (Registre.) — In-folio, papier, 332 f<sup>os</sup>.

**1501-1503.** — « Ensuit la mise faicte par Pierre Picart, receveur et miseur des deniers ordonnez aux oeuvres et réparations de ceste ville de Nantes, rapportée par Guillaume Paticier, contrerolle de ladite ville.

« Sepmaine du 5 septembre 1501. Que dès le 6<sup>e</sup> jour de septembre de ceste sepmaine, ledit contrerolle dit avoir fait ce rapport o le dyal de Pierre Picart, pour son absence ou ledit contrerolle se tira aux champs, pour faire sa demeure, pour la grande mortalité qui régnoit à la ville et faubourgs, jucques à la fin du mois de janvier prochain ensuyvant. Pourquoi le rapport desdites sepmaines déclérées cy après, jucques à la fin dudit mois de janvier sont prinses par le rapport dudit miseur, veu sa veriffication, sauf à en faire enqueste, si le rapport desdites sepmaines est véritable (1). — Pour cordaiges baillez pour abiller le grant pontreau, savoir : une grosse corde pour tirer les estapes, et une autre pièce de corde pour faire des liens, et autres menus cordaiges pour servir audit pont, pesant le tout ensemble 126 livres, à 10<sup>d</sup> chacune livre, 105<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> obole. A Jean Gaudin, pour avoir tiré des gallouères et estapes et chapeaux et deux grans souliveaulx, en nombre 9 piesses, et les a tirez du port Communau, près la meson des lyons, ou il a fait huit voyages, à 20<sup>d</sup> par voyage, 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. A Denis Proudomme, claveurier, pour avoir defferré le pont levis de la porte de Sauvetoult et reffourgé les goupilles, et faict quatre goupilles neuffves et une virolle, et abillé les crampons des chesnes du bout des verges, et faict ung crochet à tenir la chesne du pont levys de saint Nycollas et refferré toute la besongne, pour tout ce, 20<sup>s</sup>. Pour une poullye de cuyvre garnie de fer pour meptre à tirer l'eau du puiz du bellouart Saint Nycollas, 17<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Toute somme du mynu desdites sepmaines pour 1501, 3,383<sup>l</sup> 8<sup>s</sup>; janvier 1502 à décembre 1503, 3,502<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>.

CC. 279. (Registre.) — In-folio, papier, 308 f<sup>os</sup>.

**1504-1506.** — « Ensuit la mise faicte par Jehan Spadinc, recoveur et miseur des deniers ordonnez aux eupvres et réparations de ceste ville de Nantes, rapportée par Guillaume Pasticier, conteroleur desdites eupvres pour le temps de trois ans, du 1<sup>er</sup> jour de janvier 1503 (1504 N. S.), au derrain jour de décembre 1506.

(1) Note marginale.

» Pour deux petiz vibrequins pour perser à coudre les planches des ponts levys, 12<sup>d</sup>. Charpentiers pour besongner à la charpenterie du celier que l'on fait en la tour de la Barbecane, pour servir pour monsieur le connestable. — Pour une grande sentine pour faire une gallyote pour aller au devant de la Roync, achetée par le commandement de messieurs les cappitaine, officiers et bourgeois de ceste ville, 14<sup>l</sup>. Paintres, pour paindre ladite gallyote : Jehan Collart, 6 jours, à 4<sup>s</sup> par jour; Hervé Bourbon, 5 jours à 15<sup>d</sup> par jour; pour 42 livres et demye de craye, à 2<sup>d</sup> la livre, employée à paindre ladite gallyote; pour 2 livres pierre noire, 9<sup>d</sup>; pour 6 livres de colle à 10<sup>d</sup> la livre; demye livre d'orpin employé entour ladite gallyote, 4<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>; une livre de fine jude, 26<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>; demye livre de cire à 4<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> la livre; papier à faire les patrons des fleurs de lys et des ermynes, 4<sup>d</sup>; pour demye livre de soye de pourceau et pour ung quarteron de corde de de fouet employé es gallyotes, 4<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — Charpentiers pour besongner es gallyotes et pour monter l'articlerie es gardes, le lundi que la Roync vint, semaine du lundi 15 juin 1505. — Mises faictes par Jehan Spadinc, miseur des eupvres et réparations de ceste ville de Nantes, et pareillement pour avoir fait les mises en despances, quelles furent faictes par le commandement de monsieur le cappitaine, officiers et bourgeois, manans et habitans de ceste ville de Nantes, pour garnir les gallyotes de la ville de vivres pour deux jours pour aller au devant de la joyeuse et bonne venue de la Roync, nostre souveraine Dame; pour ce que le monde disoit que elle vendroit le dimanche septiesme jour de juillet 1505, ouquel jour avoint estez assemblez les seigneurs, officiers et bourgeois de ceste ville en grand nombre, et les viandes et vivres touz pretz et appareillez, et pareillement les seigneurs touz pretz à entrer dedans les gallyotes pour aller au devant de ladite Dame. Et tout incontinant, les nouvelles vindrent que ladite Dame ne partiroit de la ville d'Ancenis iceluy jour; et néanmoins la viande qui estoit preste, cy fut toute despencée honnestement par lesdits seigneurs, officiers, bourgeois et commun peuple. Et pareillement fut fait pareil banquet le lendemain ensuyvant, ouquel jour arriva notredite souveraine Dame, à qui Dieu doint bonne vie et longue.

« Et premier des mises faictes par mynu par ledit miseur; savoir est : que en pain, en vin blanc et clairret nantoys, que Orléans, et en cuyserie, grosses piesses

de beuff, tant sallées que froyches, coustez et eschignes de lart, veaux, moutons, chevreaux, ouays, ouaisons, chappons, poullez et plusieurs autres especes de viandes, et pour le commencement. Et pour le desertes y eut gembons, pallerons, languez de beuff, pastez de veau, omoyeux d'eux, et pastez de chappons avec o molliers, gresses, clo de giroffle, et autres menues especes, y espaulles de moutons, y allouectes de beuff, qui est en somme toute 15<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>..... Plus a baillé ledit miseur à seix menestriers, queulx estoient troys en chacune gallyote pour sonner la jouyeusse et belle venue de la Royne, nostre souveraine Dame, 50<sup>s</sup>. Baillé, à Jehan Maillart, pour aller à Angiers, o grand nombre de deniers; pour sercher grand nombre de gibiers, comme ouaiseaulx de boys et de ripvyère; ouquel voyage a esté ledit Maillart, environ huit jours, ou il a mys et despandu, tant pour luy que pour son cheval, la somme de 65<sup>s</sup>. Oultre a baillé, ledit miseur, à ung nommé Bitus de Chasteaubrient, lequel fut envoyé de ceste ville jucques audit lieu de Chasteaubrient pour quérir son cheval, son arballestre et son chien de trect, par le commandement de monsieur le cappitaine, pour aller es foretz de la banlyeue de Rays et ailleurs, pour tuer et prandre plusieurs bestes faulves et aultres bestes à plume pour ledit banquet, pour son salaire 24<sup>s</sup> (1). Somme des mises cy dessus escryptes 55<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. — Gabarreux pour aller par eau, o le val de la rivière au longe des estiers pour sercher les boys des ponts qui s'en estoient allez pour les grans glaces et pour les amener, et aussi pour aider au retour à faire lesdits ponts passants. A plusieurs hommes alans par eau, pour avoir esté avecques des challans, gabarres et barges, par plusieurs fois, pour pescher les estapes, gallouères, chappeaux et madriers qui s'en estoient allez en grant nombre o le val de l'eau en plusieurs lieulx, havres et estiers, comme à Rezay, à Bouguenays, au Port-la-Vigne, Aindre, à la Roche-Morice, au Rocher, à Coeron, au Port Delaunay, au Pellerin, comme à la Broche et autres pescheries, et aultres lieux jucques à Lavau, ou l'on en pavoit ouir nouvelles, pour pescher et amener ledit boys, ce que l'on en a peu recouvrer. affin de rabiller et faire lesdits ponts rompuz, o la plus grant diligence qu'il est et a esté possible pour les faire passants, pour toutes mises

(1) Il est impossible de citer tous les articles de ce compte fort intéressant, que nous avons du reste publié dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, année 1870, sous le titre: Une visite de la reine Anne à Nantes, en 1505.

26<sup>l</sup> 16<sup>s</sup>. Ponthonniers pour besongner au pont de Nantes, afin de ouster les gabarres qui y avoient esté mises pour faire ledit pont passant, durant que les eaux estoient grandes, et comme ilz appétissoient le pont bessoit, et estoit en denger de choairs et tumber. » Nombreux détails sur les réparations faites aux ponts et la recherche des bois emportés par les eaux.

CC. 280. (Registre.) — In-folio, papier, 263 f<sup>os</sup>.

1504-1506. — « Ensuilt la mise faicte par Jehan Spadinc, recepveur et miseur des deniers ordonnez aux eupvres et réparations de ceste ville de Nantes, rapportée par Guillaume Pasticier, controleur de ladite ville pour le temps de troys ans, commenczans le premier jour de janvier 1503 (1504 N. S.), et finissant le derrain jour de décembre 1506. »

Double du compte précédent.

CC. 281. (Registre.) — In-folio, papier 243 f<sup>os</sup>.

1507-1508. — « Sensuilt la mise faicte par moy Jacques Guischart, receveur et miseur des deniers ordonnez pour la répparacion, fortificacion et aultres affaires de ceste ville de Nantes, ainsi que appiert par les sepmaines cy après pour deux ans commencez le premier jour de janvier 1506 (1507 N. S.) ouquel temps fut institué ledit miseur, et finissans lesdites deux années le derrain jour de décembre 1508 (1).

« A esté poyé à dix hommes qui descendirent de la maison feu Jamet Thomas, sr de la Chollière, ung grant couffre où sont les lectres anxienues de la ville, et quel couffre fut porté au chateau durant le temps des comptes précédemment, 5<sup>s</sup>. Pour deux claveures à bocze et naboz, pour meptre audit couffre de la ville, avec les clefs, 40<sup>s</sup>. — Servants quelx ont besongné en la douve du belouard S<sup>t</sup> Nycollas, devers Sauvetout, avec civières roullereses, pour faire la vuydange des terriers de ladite douve, 56 hommes à 20<sup>d</sup> par jour, et chacun 5 jours 23<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. » Nombreux travaux exécutés sur ce boulevard. « Troys civières roullereses à 3<sup>s</sup> chacune et 2 foncées à 2<sup>s</sup> pièce, 13<sup>s</sup>. A Olivier Besné pour avoir mené monsieur le miseur jucques à la Broche, suyvant certaines personnes, estantes en une sentine, quelx avoient desrobé des madriers sur les ponts de Nantes, 12<sup>d</sup>. Pour deux coubles de beufz quelx ont esté à tirer les bouays de la ville, comme gallouères, estappes, chappeaux espieux et aultres

(1) Ce registre et le suivant ne commencent qu'à la semaine du lundi 1<sup>er</sup> février 1506, le mois de janvier manque.

boys ; quelx boays estoient en danger de perdicion, obstant la creue des eaux, chacun troys jours à 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> par jour, 40<sup>s</sup>. A Jehan Bretagne, pour un petit mast à faire des reigles, au devant de la tour des Jacobins dont le plancher en est rompu, et quelle tour est dangereuse à passer le peuple tant de jour que de nuyt, 10<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. A deux charretiers, pour avoir mené le coffre ou sont les lectres de la ville de la maison de M. du Saz, en Verdun, jucques à sa maison lez S<sup>t</sup>-Saournin. » (Verdun, rue de la Commune aujourd'hui; S<sup>t</sup>-Saturnin, église paroissiale jadis située sur la place de S<sup>te</sup>-Croix.)

CC. 282. (Registre.) — In-folio, papier, 249 f<sup>os</sup>.

**1507-1508.** — « Le compte que René-Jacques Guischart, recepveur et miseur des eupvres et réparations et autres affaires de ceste ville de Nantes, rapportées par Jehan Spadinc, conterolleux, à messieurs les cappitaines, nobles bourgeois, manens et habitans en ceste ville de Nantes, pour quatre ans, commancens le premier jour de janvyer 1506 (1507 N. S.), et finissant le derrain jour de décembre 1510, dont en cedit compte sont les deux premières années. »

Double du numéro précédent.

CC. 283. (Registre.) — In-folio, papier, 243 f<sup>os</sup>.

**1509-1510.** — « Le compte que René-Jacques Guischart, recepveur et minseur des eupvres et reparacions de ceste ville de Nantes, et aultres affaires rapportées par Jehan Spadinc, conterolleur, à messieurs les cappitaines, nobles bourgeois, manans et habitans en ceste ville de Nantes, pour quatre ans commancens le premier jour de janvyer 1506 (1507 N. S.), et finissant le derrain jour de décembre 1510 ; dont en cedit compte est assise la tierce et quarte année. »

« A ung nommé Montrelex, pour quatre rouartées et demy boys, à faire les feux par la ville pour la bonne victoire que notre sire le Roy a euec contre les Vénycyens, et pour quatre cens et demy fagot, et pour neuff pipes à faire lesdits feux, et en paille pour les alumer par les carrefours de ceste ville, 4<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. A Jamet, la trompette aux bannyes, et aux sergens qui ont esté à faire les bannyes par lesdits carrefours, 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A Pierres Leduc, pour quatre charretées chaux, mesurées à 8 pipes chaux, dont en a esté baillé une à Thomas Hardy, ainsi demeure à la ville sept pipes à payer oudit pris de 11<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> chacune pipe, 4<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A Noelle, revenderesse, pour troys hérons de 5<sup>s</sup> la piecze, deux gallerans et une esgrette de 4<sup>s</sup> la piecze, 4 perdriz

à 18<sup>d</sup> la pièce, seix teurtes à 6<sup>d</sup> la piecze, et à Jehan Richerot pour treize pots de vin d'Orléans, le tout présenté, de par messieurs de la ville, à monsieur le président de Parlement, estant logé au Pot d'Estain, 54<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> tournois. A Jamet, la trompette, lequel alla faire les bannyes, à S<sup>t</sup>-Pierre, à la Fousse, au Marcheilz, pour bailler la ferme du pavaige, 5<sup>s</sup>. A Ambroys Sonet, pour avoir fait ung monytoire général de cieulx ou celles qui avoient emblé les boys de la maison de l'arballestrierie, leviers, ceettes, pictz, madriers, cordaiges, et plussieurs aultres choses de la ville, 5<sup>s</sup>. Maczons pour faire une usserie et pour blanchir les avans murs du connestable en la Barbecanne. — Abillement pour l'orloge. A Hans Lessin, pour avoir abillé la serre du grant mouvement de l'orloge et l'arbre de la roue tout neuff, et le pertuys du pillier, et la huiler et assembler, et avoir abillé la serre des appeaux tout neuff, et avoir reffait la coue du gros marteau qui estoit cassée, et avoir reffait le pignon de la roue des appeaux qui estoit cassée, et pour avoir esté pendant l'espace de deux jours et deux nuytz à sonner les heures, o les bratz, tandis que l'on abigloit ladite orloge, 110<sup>s</sup>. A Jean Turcault, barbier, lequel a pencé troys personnes, lesqueulx ce sont blessez en besongnant au bellouart, 20<sup>s</sup>. Aultres gens pour vuyder les terriers quelx occupoyent la rue que on ne povoyt passer après que les maisons furent brulées près la porte S<sup>t</sup>-Nycolas, le jour S. Sixst. — Pour le charroy de 110 charretées de pierre froyde, menée du davant du belouart jucques au cail S<sup>t</sup>-Julien, à 6<sup>d</sup> chacune, 55<sup>s</sup>. Pour 6 grandes boucles avecques leur piez, et pour avoir mys deux piez en deux aultres boucles quelles avoient esté arachées de la muraille de la chapelle S<sup>t</sup>-Julien..., le tout remployé et mys pour amarer les navires au cail S<sup>t</sup>-Julien, 13<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. »

CC. 284. (Registre.) — In-folio, papier, 187 f<sup>os</sup>.

**1511-1512.** — « Sensuyt la mise faicte par le mynu, par Jacques Guischart, receveur et miseur des deniers ordonnés à la réparation, fortification et autres affaires de ceste ville de Nantes, ainsi que appert par les sepmaines cy-après, pour deux ans commancés le 1<sup>er</sup> jour de janvier 1510 (1511 N. S.), et finissant le dernier jour de décembre 1512. »

« A Jean Gigault et deux aultres bargiers, pour avoir mené Thomas Maussion entre Nantes et S<sup>t</sup>-Nazère, tant pour la despence dudit Maussion que des bargiers, quelx ont esté depuis le jeudi jucques au lundi

au soir, qui sont cinq jours, que pour le poyement desdites troys barges et bargiers quelx ont esté sercher les boys des ponts, 410<sup>s</sup>. A Thomas Gravoil, sergent, lequel fut envoyé de part monsieur le cappitaine, et par messieurs de la ville jucques à Paris, devers M. le premier président de Parlement, pour cuyder faire que le Parlement tenzist en ceste ville de Nantes. Lequel Gravoil fut par l'espace de quinze jours allant et venant, au pris de 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> par jour, 9<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — A esté poyé à plusieurs personnes, demourans dempuix les ponts de Nantes jucques à St-Nazère, pour avoir pesché et recouvert plusieurs estappes, gallouères, chappeaux, souliveaux et madriers, et pareillement pour mise et despense de plusieurs serviteurs quelx ont vacqué pour recouvrer lesdits boys, et aussi pour l'amenage de certaines parties desdits boys, quelx ont esté amenez de St-Nazère, Donges et Montouer, et aussi pour plusieurs menues mises y faictes dempuix le 27<sup>e</sup> jour de feubvrier 1510 (1511 N. S.), jucques au 22<sup>e</sup> jour de septembre 1511, ainsi qu'il est contenu en deux petiz cayers, contenant ouict feillez, signez de Jehan Spadinc, conterolle; et ce, sans comprendre en ceste article plusieurs aultres pescheages faits entre le Pelerin et Nantes, ainsi qu'il pourra apparoir, montant cedit article ensemble, 34<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. Au grant Jaquet, pour deux mesures de vin, pour faire revenir le cueur de Peillac, qui s'estoit blessé, pour se confesser, et une denrée de pain, 5<sup>d</sup>. A Mahé Haureis, lequel vint de Carquefou, pour abiller Pierre Peillac, lequel y vint par deux foiz, luy fut baillé 5<sup>s</sup>. — A Lorens, maistre joueur d'espée, pour quatre palles de boys, à 10<sup>d</sup> la piecze, 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

CC. 285. (Registre.) — In-folio, papier, 176<sup>fs</sup>.

1513-1514. — « Ensuyt la mise faict par Jacques Guischart, recepveur et miseur des deniers ordonnés pour la réparacion fortificacion et aultres affaires de ceste ville de Nantes, ainsin que apert par les sepmaines cy après, pour deulx ans, commencés le 1<sup>er</sup> jour de janvyer 1512 (1513 N. S.), et finissans le derroin jour de décembre 1514. »

« A Denys Drugeon, pour avoir faict une payre de petites roues pour monter ung petit faulcon de l'artillerie de la ville, et leur avoirourny de boys es despens de la ville, pour la faczon seulement, 20<sup>s</sup>. Au même, pour deux payres de grandes roues, pour monter deux piesses de l'artillerie de la ville, lesquelx ontourny d'ormeau à leurs despens, et la ville les a

seulementourny de boys pour faire les grillectes, 410<sup>s</sup>. A Colin de la Rivière, maistre canonnier, pour avoir refrechy deux barilz de pouldre, pesans 520 livres pouldre de canon, 70<sup>s</sup>. — A Gilles Le Breton, pour deux mille brasses de bougye, qui est la sainture de ceste ville, quelle fut portée à monsieur Saint-Sébastien; quelle a poisé 185<sup>l</sup> et demie cyre, au pris de 4<sup>s</sup> tournois la livre, 37<sup>l</sup> 2<sup>s</sup>. — A Lorens Bernart, lequel fut envoyé à Vennes, par devers messieurs les chancelliers et Conseil de Bretagne, pour faire remonstrance de la cherté des blez, quelx pour lors enchérissoint, en moins de quinze jours, de moitié, ou environ, affin que deffence feust faicte de non en tirer hors ce pays; lequel en obtint mandement et deffense, et y vacqua par le temps de six jours, allant et venant, luy fut poyé 100<sup>s</sup>. — Sepmaine du lundi 15 mars 1513 (1514 N. S.). Autres servans à planter des paulx et madriers, pour tendre les bougrains depuis les Chartreux jucques aux Carmes. Ensuyt cieulx qui aidèrent, le dimanche que on feist le service de la Roynne, à tendre et à serrer les cierges et torches par la ville et aux Carmes. — A Consallo de Compludo, pour quatre poinczons de vin, quelx furent donnés par le commandement de messieurs de la ville pour les bonnes nouvelles de la paix d'entre le Roy et le Roy d'Angleterre, quelx furent distribués en plusieurs lieux, en faisant les feux, 14<sup>l</sup> 2<sup>s</sup>. A ung hérault de France, lequel apporta les lectres du Roy, faisant macion de ladite paix, ouquel fut ordonné deux escuz vallant 70<sup>s</sup> tournois. Se monte la somme desdites deux années, 8,465<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> obole. »

CC. 286. (Registre.) — In-folio, papier, 257<sup>fs</sup>.

1513-1514. — « Le compte que rend Jehan Spadinc, conterolle de ceste ville de Nantes, du temps de quatre ans, commencés le 1<sup>er</sup> jour de janvier 1510 (1511 N. S.), de la mise que en a faicte Jacques Guischart, receveur et miseur de ladite ville, des euvres et reparacions d'icelle, dont cedit jornal est pour deux ans, commenczans le 1<sup>er</sup> jour de janvier 1512 (1513 N. S.), et finissant le derroin jour de décembre 1514. »

Double du numéro précédent.

CC. 287. (Registre.) — In-folio, papier, 253<sup>fs</sup>. (Très détérioré dans la partie supérieure, plusieurs folios arrachés.)

1515-1517. — « C'est le rapport de Guillaume Raboceau, conterolleur des euvres et reparacions de la ville de Nantes, pour deux ans, deux mois et huit



jours, qui commencèrent le 1<sup>er</sup> jour de janvier 1514 (1515 N. S.), et finiz la sepmaine commencée le lundi 9<sup>e</sup> jour de mars 1516 (1517 N. S.), sur la charge de Jehan Spadinc, miseur de ladite ville, ainxin qu'il est contenu ou minu cy après par chacune sepmaine desdites années.

« Pour 63 livres bray, employé à faire des mèches pour les fallotz qui furent alumez par les careffours la nuytée du pardon général, envoyé de par le Roy et Royné pour prier Dieu pour leur bonne prospérité, 10<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Charrois de pierres froides pour abiller les faultes du pavé des ponts de pierres de la Belle-Croix et de la Magdelaine. — A Guillaume Bourjois, menuisier, pour avoir fait le tour de boys ouquel a esté mis la sainture de la ville, en cyre, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A Gilles Le Breton ciergier, lequel a baillé, pour messieurs de la ville, 2,000 brasses de cyre de bougie miise sur ledit tour et rouet cy dessus pour le tour de la ville. Lequel tour et cyre fut porté et présenté par messieurs de la ville, en procession générale, à monsieur St-Sébastien, pesantes ensemble, lesdites 2,000 brasses cyre, nete 195 livres, à 4<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> chaque livre. 40<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>. Plus pour deux sierges blancs, pesans trois livres cyre, à 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>; lesqueulx furent portés dessus ledit tour à St-Sébastien, 20<sup>s</sup>. Audit Le Breton, lequel fist faire à ung ymaigier, une ymaige de St-Sébastien avecques deux archers, queulx furent mis sur le tour de la ville, 31<sup>s</sup> 40<sup>d</sup>. A Jehan Collart, peintre, lequel a paint le tour ou a esté mis la sainture de la ville, et pour avoir estouffé d'or et aseur ladite ymaige cy dessus avecques lesdits archers, 30<sup>s</sup>. A huit hommes qui portèrent le tour cy dessus à St-Sébastien ou estoit la procession générale, 40<sup>s</sup>. — Pour 4 pots vin Orléans, à 20<sup>d</sup> chacun, et 2 pots vin blanc d'Anjou, à 18<sup>d</sup> le pot, queulx furent envoyés à monsieur le seneschal durant le temps qu'il tenoit les plaits généraulx en l'endroit de la Menée de la ville, 5<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A Jacques Tronson, peintre, pour avoir paint le cadran de l'orloge avecques le timbre d'icelle, et avoir fourny de toutes étoffes à pris fait, 20<sup>l</sup>. Pour 4 potz vin d'Orléans et 4 pains blancs quelx furent apportez en la meson de la ville, ou estoient assemblés messieurs de ladite ville pour faire eslection de ceulx qui yroint vers le Roy, pour avoir le plegement de la confirmation des privilèges de ladite ville, 7<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. A ung lanternier, pour une cassecte de fer blanc pour loger ung seau d'un mandement estant dedans le coffre de la ville, 20<sup>d</sup>. A ung librayre, pour ung petit papier pour extroyre les mandemens que

l'on tireroit dehors dudit coffre, affin de les recouvrer, 20<sup>d</sup>. A ung parchemynier, pour treze peaulx parchemyn pour meptre au grant Dial rouge de la ville pour incérer plusieurs mandemens, 20<sup>s</sup>. »

CC. 283. (Registre.) — In-folio, papier, 169 f<sup>os</sup>.

1518-1521. — « C'est le mynu et rapport faict par Estienne Ripvière, contrerolle des eupvres et reparacions de ceste ville de Nantes, de la mise que Jehan Richerot, miseur de ladite ville, dempuix le 29<sup>e</sup> jour de mars, l'an 1517, avant Pasques (1518 N. S.), jueques au 11<sup>e</sup> jour de mars, l'an 1520 (1521 N. S.).

« Maneupvriers pour le cymetière de S<sup>te</sup> Katherine, pour mettre les corps qui mourront à l'ospital. A 4 archiers de la garde du château, pour faire le guet au Bouffay, pour ce que il passoit des gens de nuyt, et garder les madriers par ordonnance de M. le prevost et le connestable, durant la mortalité, 20<sup>s</sup>. A deux hommes qui nectoyèrent la maison de la prévosté, pourtant que monsieur le cappitaine, monsieur le seneschal et plusieurs autres gens de la ville, tindrent conseil, 20<sup>d</sup>. Pour six potz de vin d'Orléans, pour les faire boyre, 10<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. Pour deux tasses de confitures, 5<sup>s</sup>, plus pour six eschaudez, 9<sup>d</sup>. A une assemblée de la ville faicte en la Maison de ville, à laquelle assemblée estoyt M. le connestable, M. le seneschal, M. le lieutenant, M. le procureur du Roy et plusieurs bourgeois et autres gens de la ville, pour six potz de vin et troys pains, 10<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, 31 octobre 1519. A M. le seneschal, par le commandement de messieurs de la ville, quant il tint ses plectz, en novembre 1519, au jour de la Menée de la ville pour le disner dudit seneschal, deux perdriz, deux bégaces et ung chapon, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A Philippes Pouvereau, lieutenant de M. l'admiral cappitaine de Nantes, deux pippes vin blanc d'Anjou qui lui furent données à sa venue, par commandement de messieurs de la ville et aussi 2 poinczons vin d'Orléans, 37<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Audit Pouvereau, luy a esté donné ung bacin d'argent avecques son estuy, quel cousta, 123<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. Pour quatre potz vin blanc, envoyés à M. Loys des Desers, pour avoir veu la minute du don que a fait M. Olivier Richart, pour le colliege, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A M. le procureur des bourgeois, pour retirer de M<sup>e</sup> Allain Mandart, le mandement de l'amiraulté, 40<sup>s</sup>. Servans manoupvriers, pour estaindre le feu la nuyt qu'il print à la maison de la Teste-Noyre. A Jean Lymon, pour avoir faict ung seau de leton, des armes de la ville, pour sceller es maisons où est la maladie de con-



tagion, 12<sup>s</sup>. — Mises faites pour benoiskir le cymitière. A R. P. en Dieu, M<sup>e</sup> Geoffroy Straboins, pour avoir benoiskir ledit cymitière, 6 escuz soleil, vallant 12<sup>s</sup>. Pour cinq croix de boys, mises oudit cymitière, 10<sup>s</sup>. Pour quinze grosses chandelles de cyre, pour mectre sur lesdites croix, 11<sup>s</sup>. En encens, 6<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. A M<sup>e</sup> Gilles Guillemot et M<sup>e</sup> Jean Texier, notaires, pour les lettres des 200 livres monnoye, que Martin d'Arende a donné à l'ausmosnerie; quelles lettres furent reffaictes par deux foyz, 20<sup>s</sup>. A ung quidam, pour cinquante seaulx de cuyr pour gecter l'eau à une fortune de feu, queulx sont en la maison de ville et coustent 17<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> pièce, 43<sup>s</sup> 15<sup>s</sup>. Pour quatre aulnes et demye vert gay, pour mectre sur la table de la maison de ville, à 30<sup>s</sup> chacune aulne, 6<sup>s</sup> 15<sup>s</sup>. A M<sup>e</sup> Jean Jarnys, pour avoir faict et signé le commandement de bailler argent à M. le senneschal, pour aller en Court, pour le faict des escolles, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Somme toute de ce que montent les mynus cy devant rapportez, 6,079<sup>s</sup> 16<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>, vallans à monnoye de Bretaigne, 5,066<sup>s</sup> 10<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

CC. 289. (Registre.) — In-folio, papier, 179 f<sup>os</sup>. (Très détérioré dans la partie supérieure.)

1518-1521. — « Ensuit les sepmaines et mynu des mises faictes par Jean Richerot, recepveur et miseur des eupvres et reparacions de ceste ville de Nantes, dempuix le 19<sup>e</sup> jour de mars 1517 (1518 N. S.), juczques au 11<sup>e</sup> jour de mars 1520 (1521 N. S.). »

Double du numéro précédent.

CC. 290. (Registre.) — In-folio, papier, 142 f<sup>os</sup>.

1521-1522. — « Ensuyt le mynu des sepmaines et mises faictes par Arthur Ernault, recepveur et miseur des eupvres et reparacions de ceste ville de Nantes, depuis le 18<sup>e</sup> jour de mars 1520 (1521 N. S.), juczques au 28<sup>e</sup> jour de avril 1522.

« Pour deux estamaux vin, l'un Orléans, l'autre d'Anjou, donnés à monsieur du Plexis de Ver, 8<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. En vin, pour monsieur le général pour le supplier pour notre décharge, deux estamaux vin Orléans, et deux estamaux vin d'Anjou, 16<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour une assemblée faite ladite sepmaine (24 juin 1521), pour aller vers monsieur le général à son logeix, pour luy parler de ladite décharge, fut fait mise chez Jehan Richerot, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A Louys Ruault, pour avoir doublé le mandement de la franchise de la ville, baillez au procureur pour bailler à la Chambre des Comptes, 10<sup>s</sup>. — A M<sup>e</sup> François Bonnet, pour les décharges de la ville,

de M. le trésorier, 4<sup>s</sup>. A son clerc qui fit la quittance, ung teston vallant 10<sup>s</sup>. — Mises pour le feu qui print à la petite écurie. Pour pain et vin donné à ceulx qui estaignirent le feu, en présence du conterolle, 7<sup>s</sup> 10<sup>s</sup>. A huit hommes qui portèrent les pouldres de canon en la tour de la Poissonnerie, 5<sup>s</sup>. A ceulx qui couchèrent la nuyt dudit feu en la Maison de ville, pour la garder, à déjeuner au matin, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A Gilles Le Breton, ciergier, pour la faczon du cierge de la ville, et pour cire neufve mise audit cierge, 13<sup>s</sup> 1<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. A Collin Rivière, fondeur, pour ouict cloches, pour mectre es loges que l'on a fait sur les murailles, pesantes 55 livres cuyvre, à 4<sup>s</sup> la livre, 11<sup>s</sup>. »

Somme totale de ce compte, 3,235<sup>s</sup> 5<sup>s</sup> 1<sup>d</sup> monnaie de Bretaigne.

CC. 291. (Registre.) — In-folio, papier, 142 f<sup>os</sup>.

1521-1522. — « Ensuit le mynu et rapport fait par Jehan Richerot, conterolle des eupvres et repparacions de ceste ville de Nantes, de la mise que Arthur Ernault, miseur de ladite ville, a faict dempuix le 18<sup>e</sup> jour de mars 1520, avant Pasques, juczques au 28<sup>e</sup> jour d'avril 1522. »

Double du numéro précédent.

CC. 292. (Registre.) — In-folio, papier, 460 f<sup>os</sup>.

1522-1525. — « Ensuit le minu des sepmaines et mises faictes par Bertrand Morin, receveur et miseur de ceste ville de Nantes, depuis la sepmaine commencée le lundi 28<sup>e</sup> jour d'avril après Pasques 1522, juczques à la sepmaine commencée le lundi 17<sup>e</sup> jour d'avril, aussi après Pasques 1525, l'une et l'autre desdites sepmaines incluses, que sont troys ans.

« Pour ung recyon qui fut fait chez Georges Dupas, à messieurs le capitaine, senneschal, procureur et autres qui furent visiter l'artillerie à la Maison de ville, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. A Jean Blanchart, claveurier, pour quatre gresignons pour fermer les pertuys de l'artillerie, 40<sup>s</sup>. Pour dix-huict chargeouers, pour servir aux faulcons, à 2<sup>s</sup> pièce, 36<sup>s</sup>. Pour deux dozaines chargeouers pour haquebutes, 25<sup>s</sup>. A Tumel, menuysier, pour la monteure de seix haquebutes, 20<sup>s</sup>. A M<sup>e</sup> Anthoine du Tertre, procureur des bourgeois de ceste ville, pour avoir retiré le double d'un mandement que a fait publier monsieur de la Trémoille, admiral de Bretaigne, en ceste ville, 40<sup>s</sup>. A seix hommes, qui ont esté commis de par M. le seneschal de la ville, à garder les portes d'icelle, à la venue des

Aventuriers, 20<sup>s</sup>. A deux hommes qui portèrent les poys et balances à la grosse tour, pour poysier l'artillerie, 2<sup>s</sup>. Aux canonniers qui essayèrent l'artillerie neufve, par commandement de M. le cappitaine, 10<sup>s</sup>. A esté donné à messire Loys Dubois, chevalier, cappitaine dudit Nantes, par ordonnance de messieurs de la justice, nobles et bourgeois de ceste ville, un bacin et ung pot d'argent, qui ont cousté tant pour l'argent, faczon, doreure que estuy, la somme de 193<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 9<sup>d</sup> tournois. A un quidam, qui fut envoyé au Croysic, par l'advis de messieurs le cappitaine, senneschal et bourgeois de ceste ville, advertir ceulx dudit lieu que s'il entroit Espaignolz en ripvière, incontinent le feissent savoir en ceste ville, 16<sup>s</sup>. A un archer du château, qui fut envoyé au devant des avanturiers, qui estoient près du Pont de Sée, pour les faire des-tourner qu'ils ne vinsent en Bretagne, luy a esté baillé pour luy et pour le louaige d'un cheval, 52<sup>s</sup>. Aux bargiers qui passèrent les avanturiers à Coayron, 102<sup>s</sup>. Pour ung poysson envoyé audit Coayron, aux cappitaines d'avanturiers, pour les garder de non venir en ceste ville, 37<sup>s</sup>. A huit hommes qui portèrent le cyerge de la ville le jour du Sacre, et aussi pour chappeaulx et bouquets, 31<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A Jehan Collart, pour avoir paint la plomberie de la girouecte de la tour neufve, vers la Fosse, ou est l'escusson, 18<sup>l</sup> 14<sup>s</sup>. A Jehan Meriaye, maistre charpentier, pour avoir monté sept haquebutes, à 15<sup>s</sup> chacune, 105<sup>s</sup>. Pour les feuz qui ont esté faictz par les carrefours, pour la paix qui estoit faicte, entre le pape et le Roy de France, et pour avoir mené l'artillerie sur les tours et murailles d'icelle, 57<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

CC. 293. (Registre.) — In-folio, papier, 443 f<sup>os</sup>.

1522-1525. — Ensuit le mynu et rapport faict par Jehan Richerot, contereilleur des eupvres et reparacions de ceste ville de Nantes, que Bertrand Morin, miseur de ladite ville, a faict dempuis le 28<sup>e</sup> jour d'avril après Pasques, 1522, jucques au 25<sup>e</sup> jour d'avril 1525 après Pasques.

Double du numéro précédent.

CC. 294. (Registre.) — In-folio, papier, 264 f<sup>os</sup>.

1525-1528. — « Ensuit le mynu des mises que Jehan Vivien, recepveur et miseur de ceste ville de Nantes, a faictes pour les œuvres, réparations et fortifications, durant troys années, commencées le lundi second jour de janvier 1524 (1525 N. S.), finies le

samedi quart jour de janvier 1527 (1528 N. S.), par les sepmaines et ainsi que cy après sera décléré (1).

» A deux hommes qui rendirent les tables, bancs et scabeaulx, qui furent portés au château, pour oyr les comptes de Bertrand Morin, précédent miseur, 2<sup>s</sup>. A Laurens Bernard, pour estre allé à Ancenis porter lettres, de par ceste dite ville, à monsieur de Châteaubriend, qui alloit en Court, 40<sup>s</sup>. A celui qui escripvit lesdites lectres, 5<sup>s</sup>. Pour avoir porté le cierge de la ville au jour du Sacre, 20<sup>s</sup>. Drap pour six sayons et six haulx de chausses aux porteurs du cierge : 4 aulnes 1/4 morie, à 15<sup>s</sup> l'aulne, 63<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>; 4 aulnes 1/4 blanchet, à 15<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, 63<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>; faczon des six sayons, 18<sup>s</sup>; faczon des six haulx de chausses, 15<sup>s</sup>; 12 aulnes d'aiguillectes et demye aulne grosse toille, 3<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. Pour la mise faicte à porter le cierge à St-Sébastien, tant au bateau, porteurs dudit cierge, tabourins, trompettes, que pour leur despence et des prebstres, 7<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Aux Cordeliers de ceste ville, le jour de la feste saint Franczoys, don ung escu à l'aigle vallant 36<sup>s</sup>. — A Jehan Mahault, pintyer, pour six estamaulx d'estain, pour servir à porter le vin aux seigneurs personnaiges, qui leur sera donné, et envoyé par les nobles bourgeois de ceste ville, pesans ensemble 72 livres, à 3<sup>s</sup> tournois la livre, 9<sup>l</sup> 6<sup>s</sup>; et pour la faczon, 3<sup>d</sup> par livre, 20<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>; en tout : 10<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Plus, pour les avoir fait armoyer des armes de la ville, etourny ung demy ducat à les dorer, 63<sup>s</sup>. — A Jacques Lebonetier, pour les boectes de fer blanc qu'il a faictes pour clorre sur les seaulx d'aucuns des mandemens de la ville, 20<sup>s</sup>. — Le mardy, 21 du mois de may, oudit an 1527, pour la grande inundation de Loyre, qui passoit par sur les pontz de Nantes, furent envoyez les gens qui ensuyvent, pour contregarder et ayder que lesdits pontz ne s'en allassent. A ung sergent et au clerc du greffier d'office, qui furent envoyez à la Basse Fosse, contraindre les barges pour aller prandre les boys desdits ponts, 6<sup>s</sup>. A unze hommes, chacun un jour à mettre pierres sur les ponts, 22<sup>s</sup>. A plusieurs hommes, qui ont trouvé et amené des boys rompuz des pontz, comme madriers, soulivaux, estapes, gallouères, chappeaulx, reilles et posteaux qui s'en alloient o Loyre, 60<sup>s</sup>. A deux sergents, que mes-

(1) Le registre ne commence régulièrement qu'au 2<sup>e</sup> folio, le lundi 14 avril 1525, après Pâques, suite du compte précédent. Jean Vivien, avait été chargé de régler les trois premiers mois de l'année et partie d'avril à Bertrand Morin, en lui remboursant 612<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, ainsi qu'il l'explique sur le premier folio de son livre.

sieurs le prévost et procureur de Nantes, envoyèrent tant à la Fosse, vers ceux qui ne vouloient pas bailler aucuns boys desdits pontz rompuz, que intimer au passage de la Magdelaine avoir deux gabarres afin que le monde ne tardast, 8<sup>s</sup>. — Pour le cierge de la ville, porté au Sacre. Au ciergier, pour 114 livre cyrenecte qu'il a mise audit cierge, et pour la faczon d'iceluy y comprins les petits cierges, 30<sup>s</sup>; à dix hommes qui portèrent ledit cierge au Sacre, 20<sup>s</sup>; pour leur desjeuner, 10<sup>s</sup>; en chapeaulx de fleurs, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — Somme toute de ce présent compte, 10,604<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 3<sup>d</sup> obole. »

CC. 295. (Registre.) — In-folio, papier, 98 f<sup>os</sup>. (Fort jolie couverture en veau avec ornements sur les plats.)

1535-1536. — « Ensuiest le mynu des mises des oeuvres, réparations et fortifications de ceste ville de Nantes, y faictes durant une année et demye, commencée le lundi quatreiesme jour de janvier 1534 (1535 N. S.), et finies à la semaine du lundi 26<sup>e</sup> jour de juing 1536, icelle sepmaine incluse, par Pierres Main, conterolle, desdites oeuvres et repparacions durant ladite année et demye.

« Pour l'escripture de seix feilles de papier touchant les affaires de la ville lesquelles furent portées à la Cour par le procureur des bourgeois, et le miseur qui y allèrent, pour ce 12<sup>s</sup>. Pour une assemblée de ville qui fut le 3<sup>e</sup> jour de juing 1535, en vin pour ceulx qui estoient à ladite assemblée en despense pour leur collation, 8<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour deux pots de vin d'Orléans et deux pots de vin d'Anjou envoyés à M. le senneschal, le jour de l'assemblée de la ville faicte quant la bande de monsieur de Montejan voullurent entrer en ville, 7<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. A Michau Heecte, pour deux jours qu'il a esté à faire un pont pour monsieur de Montejan, quand ses gendarmes firent leurs monstres en la prée devant le château, 10<sup>s</sup>. Pour une rame de pappier pour escrire les sepmaines et autres choses, 16<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour vin, pain et autres choses donnés à ceulx qui furent cherchez les mandementz pour ceulx qui avoient acquis des fiefz nobles, 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. A Gilles Kervela pour plusieurs procurations et expéditions, tant pour les seaulx que pour le salaire des escripvains et pour les mynutes que pour les faire veoirs, 27<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A ung escripvain qui a escript troys doubles en parchemin, du mandement du feu roy Charles, 24<sup>s</sup>. A quinze hommes qui menèrent le sire de Chateaubrient à la Gascherie, par eau, quant il vint pour veoirs les édifices et réparations de la ville, 50<sup>s</sup>.

Pour huit feix de paille à mectre dedans la gabarre, 6<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. A ceux qui portèrent la tappicerie et linceulx à mettre sur ladite gabarre, 5<sup>s</sup>. A Mathieu Gouy, peintre, pour avoir faict des patrons pour envoyer à monsieur de Chateaubrient, et par commandement du senneschal, 60<sup>s</sup>. Somme totale, 5,809<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> tournois, vallant en monnoye de Bretagne 4,841<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. »

CC. 296. (Registre.) — In-folio, papier, 336 f<sup>os</sup>.

1547-1551. — « C'est le mynu des mises faictes par journées et sepmaines par Jullien Poullain, recepveur et miseur des deniers communs de la ville de Nantes, conterollé par moy Jehan Courtoys, conterolleur desdits deniers communs, eupvres et réparacions faictes tant es pontz, murailles, pavez, que aultres mises pour ladite ville, et par le temps de cinq ans, commenans le premier de janvier 1546 (1547 N. S.) et finissant le derroin jour de décembre 1551. »

« Mise et despance faicte à la venue de messeigneurs le duc d'Estampes, lieutenant et gouverneur général de monseigneur le daulphin, en ce pais et duché de Bretagne, et de M<sup>sr</sup> de Gyé, lieutenant dudit sr d'Estampes audit pays. A Marguerite Landron, pour avoir fourny de linge, par l'espace de deux journées et demye, par chacun jour neuff douzaines de serviettes, dix sept touailles et pour le tout dudit temps troys douzaines neuff linceulx, 6<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 5<sup>d</sup>. Plus pour ungne pippe vin d'Anjou et ung poinsson vin d'Orléans, présentez à mesdits seigneurs, duquel ne fut accepté par M<sup>sr</sup> le duc d'Estampes que six estamaulx à chacun repas, et en fut fourny ledit sr de Gyé, tant pour ce qu'il fut en ceste ville que pour garnir la barge ou il fut conduit à Couéron; et couta la pippe de vin 18<sup>l</sup> et le poinsson 8<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>, qui sont 26<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>, de quoy il en a esté vendu pour 9<sup>l</sup> 1<sup>s</sup>, partant reste de mise 17<sup>l</sup> 9<sup>s</sup>. A trois tapissiers pour avoir tandu et détandu la tapy-cerye au logeix de Briort, 13<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Au greffier, pour une assemblée de ville par laquelle il est ordonné faire pour 80<sup>l</sup> de réparacions au colliege S<sup>t</sup> Jehan, quelle a esté doublée troys fois, 25<sup>s</sup>. Pour flambeaux et torches employés lorsque les maisons de feu Pierre Avignon et celle de la Corne de cerff bruslèrent, 7<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, en vertu du commandement fait en assemblée de ville tenue le 2 décembre 1547. — Mises faictes pour messeigneurs le prince de la Roche-sur-Yon et le duc d'Estampes, 5 décembre 1547. — Gens pour abiller le pont levix de Piremil, quel fut abattu en l'eau par le chariot de mademoiselle de Goullaine. A Jean Ory,

fontainier, 50<sup>l</sup> 14<sup>s</sup>, par plusieurs payementz à valloir sur la faczon du puy du carefour S<sup>t</sup> Pierre, comme appert par marché et quittances. A Jehan Gallapart, 4<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>, luy baillés pour faire achapter vivres à nourrir les puvres de l'ospital, puis le décès de Cotineau, attendant d'être pourveu d'autre administrateur. En la sepmaine du 14<sup>e</sup> jour de feubvrier 1549, pour la joyeuse naissance de M<sup>sr</sup> d'Orléans, feux de jouaye par les quantons de ceste ville ; et fut l'artillerye portée sur les murs pour estre tirrorée ; et pour avoir faict tirror ladicte artillerye, 40<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Pour avoir faict porter l'artillerye sur les murailles et faire quenonner à la venue du premier président, qu'est venu pour tenir le parlement en ceste ville, 36<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Par commandement de messeigneurs de ceste ville, pour la porte Blanche à M. de la Ripvière, pour les enquestes ainsi qu'il appert par son brevet, 6<sup>l</sup> 18<sup>s</sup>. Pour avoir faict tirer et dessembler les meubles estantes à la porte de Fer, pour iceulx porter à la porte Blanche, et ycelle réparer et nettoyer, 7<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

CC. 297. (Registre.) — In-folio, papier, 182 f<sup>os</sup>.

1552-1554. — « C'est le mynu des mises faictes par journées et sepmaines, par Julien Poullain, receveur et miseur des deniers communs de la ville de Nantes, contrôlé par Jean Courtois, controlleur, desdits deniers communs, œuvres et réparations faictes tant es pontz, murailles, pavez, que aultres mises pour ladite ville. Et ce pour le temps de trois ans commençans le premier jour de janvier 1551 (1552 N. s.), et finissans le dernier jour de décembre 1554.

« Pour avoir fait porter et rapporter, par deux hommes, de la Fosse à la maison de Briort, plusieurs ustancilles de meubles, quant monsieur le gouverneur y vint pour départir et asseoir les 60,000 livres, 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Au piéton de ceste ville, pour avoir esté à Guérinde et au Croisic, porter des lettres à messieurs les juges desdits lieux, par commandement de MM. de ceste ville, pour consulter ensemble touchant les gaiges de MM. du Siège Présidial, 30<sup>s</sup>. Pour une cleff au coffre de la Prevosté, ou sont les lettres de ceste ville, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. La ferrure de huit guischez à une grande paire d'armoires estant à la Prevosté, pour mettre les lectres ; à chacun guichet deux fiches à double charnière et une serrure, 4<sup>l</sup>. — Mises faictes pour faire dresser le logis de Bisart, pour y loger monsieur le premier président de Ceaulx, tenant la séance du Parlement. Pour le louaige de trois aunes de drap vert pour mettre sur sa

table, à 6<sup>s</sup> l'aune, 18<sup>s</sup>. — Pour le couvent de S<sup>te</sup> Claire. A M<sup>e</sup> Michel Morin, painctre, pour quatre panneaux de verre neuf contenant 19 piez, à 4<sup>s</sup> le pié et pour avoir levé et racoustré 20 autres panneaux à 2<sup>s</sup> chacun, pour 21 losanges à 10<sup>d</sup>, et pour 5 pièces de voirre painct, 7<sup>l</sup> 8<sup>d</sup>. A M. G. Le Bret, et M<sup>e</sup> Olivier Arnoud, notaires, pour avoir passé le marché fait avecques Loys de Montfiquet, pouldrier ordinaire du Roy, soubz la charge de monsieur l'admiral, de quatre milliers et demy de pouldre d'amunition et demy millier de fine, 22<sup>s</sup>. Monte la somme pour troys années sauf erreur de gict, 11,033<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 5<sup>d</sup>. »

CC. 298. (Registre.) — In-folio, papier, 128 f<sup>os</sup>.

1552-1554. — « C'est le mynu que rend Jullien Poullain, receveur et miseur des deniers communs de la ville de Nantes, des mises faictes par journées et sepmaines, contrôlé par Jean Courtois, controlleur, desdits deniers communs, œuvres et réparacions faictes tant es pontz, murailles, pavés, que aultres mises pour ladite ville ; et ce pour le temps de troys ans, commençants le premier jour de janvier 1551 (1552 N. s.), et finissant le derrain jour de décembre 1554. »

Double du numéro précédent.

CC. 299. (Registre.) — In-folio, papier, 521 f<sup>os</sup>.

1555-1559. — « C'est le mynu des mises faictes par journées et sepmaines, par M<sup>e</sup> Geffroy Drouet, receveur et miseur des deniers de la ville de Nantes, contrôlées par Robin Pillays, controlleur desdits deniers communs aux eupvres et réparacions et fortifications, tant es pontz, murailles, pavez, et aultres mises pour ladite ville, et ce pour le temps de cinq années commençans le 2<sup>e</sup> jour de janvier 1554 (1555 N. s.), et finissans le derroin jour de décembre 1559.

« A esté payé à M<sup>e</sup> Guillaume Le Bret, pour avoyr fait six mynutes de six contratez de rente qui ont esté données à l'ospital scavoir : Yvon Rocaz, Jehan de la Presse, M<sup>e</sup> Guillaume Fleury, Guillaume Poullain, Pierre Marcrays, M<sup>e</sup> Claude Caillaud, 100<sup>s</sup>. A Médart Mallet, escriptvain, pour l'escripture du mandement des Francs-Fiefz, et inventaire des rentes de l'Aumosnerie, et escriptures contenues en son brevet du 7 juillet 1556, 43<sup>s</sup>. Pour trois barilz de confitures qui furent donnés à M. le général, 13<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. — Poymens faictz au clerc du greffier de ville pour les escriptures qui ensuyvent. Pour une assemblée tenue en la maison de ville, le 28 septembre 1556, pour l'avoir escripte deux foiz, contenant six feilles en pappier, 3<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

Trois extroictz des registres d'assemblée de ville, contenant trois feuilles de pappier, 2<sup>s</sup>. Pour l'escription d'une autre assemblée du 10 septembre 1556, contenant une peau de parchemyn, 15<sup>s</sup>. Pour un acte d'institution de Ollivier Trévallouet, garde des munitions de la ville, ensemble la caution qu'il en a baillé, dabté du 17 octobre 1556, contenant demye peau de parchemyn, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — A M<sup>e</sup> Vincent Leroy, sergent, pour avoir esté adjourner l'aumonnyer de Boign, de Machecoul, de Bourneuf et de St-Père-en-Rays, 100<sup>s</sup>. Du lundy quinziesme jour de mars 1556 (1557 N. S.), le feu print sur les Halles et brusla trois maisons. Fut prins chez la veuve Delaunay 108 seilles pour porter l'eau à estaindre ledit feu, à 12<sup>d</sup> pièce, 108<sup>s</sup>. Pour un quart de vin aigre pour estaindre ledit feu, 40<sup>s</sup>. Pour deux pippes de vin qui furent defoncées pour donner à boire à ceulx qui estoient environ ledit feu, à 6<sup>l</sup> chacune pippe, 12<sup>l</sup>. En pain prins chez les boullangiers, 7<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Donné à 120 hommes qui travaillèrent tout le jour après ledit feu, à chacun 12<sup>d</sup>, 6<sup>l</sup>. — A Martin François pour une gabarrée de terre franche prise à St-Jehan de Bouguenays et amenée à l'aumonnerie de Toussaint, pour faire les planchers et cloustures du corps de logis ou sont les malades de la vérolle, 55<sup>s</sup>. — Et le dimanche penultyème jour de ce mois (janvier 1558), pour la joyeuse nouvelle de la prinse de Callays, a esté fait procession générale, à l'issue de laquelle a esté tirée toute l'artillerie de la ville, qui a esté menée sur les boulevards. Pour laquelle faire mener a esté donné aux manœuvres, 25<sup>s</sup>. Pour les boys des feux de joye, 30<sup>s</sup>. — Le 6<sup>e</sup> jour de mars 1557 (1558 N. S.) a esté fait les montres des habitans de la ville de Nantes et faulxbourgs, en la prée de la Madelaine et Gloriette, ou il y avoit huit enseignes, à chacun desquelles y avoit quatre tabourins et ung pifre, qui sont 32 tabourins et 8 pifres, dont a esté payé pour leurs sallayres à chacun 5<sup>s</sup> quest pour le tout, 10<sup>l</sup>. Mises pour la joyeuse nouvelle de la paix faicte entre le Roy de France et le Roy Philippes, la Royne d'Angleterre et le Prince de Pyemont. Le dimanche 9<sup>e</sup> jour d'apvril 1559, a esté fait procession générale, en ceste ville de Nantes, où a esté porté le *Corpus domini*, par le révérendissime evesque de Nantes, et a esté tendu des tappiceries la ville, et porté tous les grans cierges et luminayres de la ville, dont a esté payé aux maczons pour porter leur cierge, 35<sup>s</sup>. Le présent mynu monte pour les cinq années, à 26,388<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

CC. 300. (Registre.) — In-folio, papier, 417 fos.

1560-1564. — [Minu des mises par journées et semaines, par Robin Pillays, contrôleur des œuvres de réparations et fortifications de la ville de Nantes, pour cinq années, commencées le 2 janvier 1559 (1560 N. S.), et finies le 31 décembre 1564.]

• Et pour ce qu'il a esté fait commandement par le Roy nostre sire, aux habitans de la ville de Nantes, faire les guectz es portes de jour et de nuict, en la dite ville, et pour la seurté d'icelle, et pour esviter et empescher l'entreprinse d'aucunes personnes contraires à la loy chestienne; pour quelque entreprinse obvyer a esté encommancé à faire lesdicts guetz de nuict le cinquiesme jour dudit moys d'apvril (1560), aux cantons et murailles de ladite ville. Pour lequel faire a esté poyé pour troys journées savoir du vendredy, sapmedy et dimanche, à deux taborins qui ont esté assamblés lesdits habitans, à raison de 4<sup>s</sup> à chacun, 24<sup>s</sup>. Pour le feu et chandelle, à raison de 10<sup>s</sup> par chacune nuictée, 30<sup>s</sup>. Le dimanche 22<sup>e</sup> jour de septembre 1560, arrivèrent les gallères du Roy en la ripvière de Loire, ou estoit monsieur le grand prieur, au devant duquel furent M. le seneschal et messieurs du siège présidial et grant nombre de bourgeois, dont fut poyé à deux batelliers pour avoir mené lesdits seigneurs, avec deux challans, jusques au Port de la Vigne, où estoient lesdite gallères, 25<sup>s</sup>. Le lundy, furent menés lesdits sieurs et aultres gens, 18<sup>s</sup>. Pour lequel grand prieur faillut faire dresser la logeix des Jacobins et tirer l'artillerie de la ville, et porter la tapisserie de Saint-Nicollas, ausdits Jacobins, 22<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Nota: que M. le gouverneur est arrivé en ceste ville de Nantes, par commandement du Roy, avecques sa compaignie de cinquante hommes d'armes et cinquante pistolliers pour la garnison de la ville. Lesquelz ont esté mys en garnison en ladite ville par commandement du Roy, pour esviter à l'entreprinse que aucuns mal santans de la foi entendoient faire à ladite ville à l'encontre de la maiesté royale; dont a esté fait commandement à chacun des habitans faire le guect tant de jour que de nuict, sans avoir aucune excuse. Pour lequel faire a convenu avoyr torches et fambleaux pour faire la ronde par ladite ville; dont a esté prins chacun soir quatre fambleaux à 3<sup>s</sup> pièces, qu'est pour les six journées 72<sup>s</sup>. Et pour ce que il a esté ordonné bailler au trompecte de la ville une aulne et ung tiers de taffetas à 30<sup>s</sup> l'aulne, auquel ont esté painctes les armoiries du Roy et de la ville, 40<sup>s</sup>. A M<sup>e</sup> Michel

pour la faczon des escussons, 70<sup>s</sup>. A Marin le Bigot, pour avoir fait arrestz sur les sacz du Parlement qui estoinct aux Cordeliers, et pour avoir intimé des récusations à ung sergent de Rennes, 36<sup>s</sup>. A M<sup>e</sup> Gervoy Beauteemps, qui a dressé les arrestz de récusation, et assisté par troys jours entiers et a fait plusieurs escriptures pour empescher que l'on emportast les sacz dudit Parlement à Rennes, quelx avoinct esté arrestez par les habitans de Nantes, 4<sup>l</sup> 18<sup>s</sup>.

« **NOTA** : que le jour saint Pierre, premyer jour d'aoust 1561, s'est esmeu ung grand trouble en ceste ville de Nantes, à cause des nouveaulx chrestiens qui ont voullu faire prescher publiquement en la maison de Pappolin, longetemps a notté de hérésie, siise aux Changes de Nantes, ce que le peuple a empesché, par la grâce de Dieu. Néanmoins il y eut grand assemblée desdits nouveaulx chrestiens en armes en l'oupvrouay, en laquelle furent rompuz plusieurs livres d'érésie trouvez en icelle, et fut ledit oupvrouay rompu. Pour lequel faire reffaire affin de fremer ledit logeix, fut poyé à quatre menuisiers tant pour leurs peines que pour le boys qu'il y failloit, 30<sup>s</sup>. »

« **NOTA** : que en ladite sepmaine (du lundi 29 décembre 1561), y a eu bruiet que les huguenotz venoient faire leur senne en grande compaignie en ladite ville. En raison de quoy a esté mis garde et artillerie aux portes de la ville. Pour faire porter ladite artillerie a esté poyé à quatre porteurs, chacun 4<sup>s</sup>. »

« **NOTA** : que le jour du Sacre (semaine du 26 mai 1562), les huguenots ne voulurent tendre la tapisserie au devant de leurs maisons, pour la révérence du Sacrement que l'on portoit iceluy jour ; dont fut ordonné par monsieur le gouverneur que sur leur reffus, la tapisserie seroit tendue devant leurs dites maisons. Ce que faict a esté ; et pour icelle faire tendre et détendre en divers lieulx a esté poyé 25<sup>s</sup>. — Pour deux douzaines de clous d'un double, et six clous d'un liard, pour coustre des madriers aux chaffaulx qui sont sur la Motte Saint-André, où se mectent les gentilz hommes à veoirs courir la bague, 6<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour ung quartron de clous croches à tendre la tapisserie sur lesdicts chaffaulx, 2<sup>s</sup>. »

CC. 301. (Liasse.) — 6 cahiers, papier, février 18 f<sup>o</sup> ; avril, 10 ; mai, 8 ; juillet et août, 8 ; septembre, 6 ; octobre, novembre, décembre, 12.

1568. — Cahiers portant pour titre l'indication du mois, dont ils contiennent les dépenses, par semaine,

sans aucune signature (1). « A douze porteurs qui ont mené l'artillerie hors de la maison de ville et pour avoir apporté toutes les bouettes des tours de la ville en la maison du Bouffay et pou avoir porté la pouldre, 47<sup>s</sup>. A Bastien Drouet, soldat, pour faire les visites des fortifications, qui lui a esté ordonné lui avancer 12<sup>l</sup>. A sire Julien Gazet, pour aller au Croizic, pour recouvrer les flasques et amonitions de huit pièces d'artillerie que monseigneur le gouverneur nous délaissa, six pistoletz pour ce 15<sup>l</sup>. — Mises faictes par M. de Bouillé, durant le temps qu'il a esté en ceste ville en son dernier voiaige qui est depuis le 24 février 1568 jusqu'au (blanc) avril qu'il s'en partit pour s'en aller. A M<sup>e</sup> Pierre, architecteur, pour avoir parachevé les murailles de Sauvetour, et haussé les avant-murs depuis St-Nicolas jusques à la tour Grimault, 100<sup>l</sup>. Pour la despense du miseur et conterolle, pour avoir esté jusques à St-Mars-la-Jaille, pour parler avecques Madame de Nermoustier, pour achapter huit piecetes d'artillerie de fonte que ladite dame avoit amené dudit lieu de Nermoustier, pour deux journées 62<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. A ung marinier quy menoyt huit piecetes d'artillerie, pour madame de Nermoustier, arrestées par autorité de justice, 16<sup>l</sup>. Pour avoir fait mectre ladite artillerie au chasteau par gens de beuffz, 44<sup>s</sup>. Au recepveur de Nantes, pour l'intérêt de deux années de 1,000<sup>l</sup> que messieurs de la ville luy doivent, 166<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Pour quatre livres de suiff, baillées à Gallapart et Chevalier, canonniers pour bouscher les lumières de l'artillerie, à 3<sup>s</sup> la livre, 12<sup>s</sup>. A six sergens de ville pour ung quartier de leurs gaiges, finiz dès le dernier jour de septembre, y compris leurs augmentations pour faire nettoyer les rues, 67<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. A Denys Guillemy, appticaire, pour certaines confitures, drogues et autres choses présentées à Madame de Bouillé, 43<sup>l</sup>. A la dame de la Teste noire pour le logement des canonniers du Croizic, 60<sup>s</sup>. A Guillaume Buret, pintier, pour 204 boulets de fauconneaux, 500 boulets de mousquets, 400 boulets de harquebuzes à croc, et 400 petits boulets pour les petites harquebuzes à croc, le tout pesant 413<sup>l</sup> plomb, à 22<sup>d</sup> la livre, 37<sup>l</sup> 17<sup>s</sup>. Aux administrateurs de l'Hostel-Dieu de ceste ville, par une part, 30<sup>l</sup> monnoye que leur a donné M<sup>e</sup> Geffroy Drouet, sr de Portric, qui lui estoient deuz sur la maison de ville,

(1) En 1568, le miseur était Jean le Moine, qui a signé une ou deux fois. Comme aux registres des miseurs de la ville, il y a dans ceux-ci une lacune, que nous ne savons à quel motif attribuer, et qui date précisément de l'établissement de la mairie.

plus 4<sup>1</sup> monnoye, plus autre part 14<sup>1</sup> 15<sup>s</sup>, en somme, 48<sup>1</sup> 16<sup>s</sup>. »

CC. 302. (Liasse.) — 12 cahiers in-folio, papier.

1569. — « Estat de la recepte, despace et mise faicte par Pierre Barré à présent miseur et recepveur des deniers communs de la ville de Nantes, pour le mois de janvier 1569, tant pour parachever la muraille de l'excluse pour les canonnières de la tour Chauvyn, à la Grosse Tour, et pour aultres mises nécessaires à ladite ville.

« A seix portefaix qui ont porté de la tapicerie pour tandre au logis de monseigneur de Martigues, pour avoir aidé à la tendre et à nettoyer ledit logix, 15<sup>s</sup>. Pour quatre feix de paille pour mettre es lietx dudit logis à 3<sup>s</sup> 3<sup>d</sup> chacun feix 13<sup>s</sup>. A trois portefeix qui ont porté six hacquebutes à croc, au logix de M. de Martigues, et deux grands bancs et une table au chateau de Nantes, pour servir aux souldatz, 6<sup>s</sup>. Le tiers jour de janvyer l'an 1569, a esté payé aux Chartreux de Nantes, quatre pistolletz, par le commandement des maire et eschevins, et pour les causes en icellui contenues, 10<sup>1</sup> 4<sup>s</sup>. (Cette mention sommaire se retrouve à la fin de presque tous les articles de ces comptes.) A Oudin Pillet, 52<sup>1</sup> 5<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, pour avoirourny de chandelle tant aux cappitaines de la garde de la ville qu'aux autres cappitaines et canonniers. La somme de 89<sup>1</sup> 16<sup>s</sup> pour 15 septiers de farine de seigle à 40<sup>s</sup> le septier, et pour 13 septiers de farine de fourment à 4<sup>1</sup> 12<sup>s</sup> le septier. A Pierre Troisvoisins, painctre, 50<sup>1</sup> pour avoir faict des armoiries de deffunt M<sup>re</sup> de Martigues. »

CC. 303. (Liasse.) — 11 cahiers in-folio, papier.

1570. — « Estat de la despace et mise faicte par Pierre Barré, à présent miseur et recepveur des deniers communs de la ville de Nantes, pour le mois de janvier 1570, l'année commençant, pour les fortifications et réparations de la ville.

« Mises faictes pour la clouaison de la chappelle estant en l'église des Cordeliers, où repose le corps de monseigneur de Martigues, que pour aultres mises (1). A Phelippes Boucqueton, maître charpentier, saeze journées à raison de 12<sup>s</sup> chacune, 9<sup>1</sup> 12<sup>s</sup>. A luy, pour avoir conduit la charpente de ladite chappelle

(1) M. de Martigues, gouverneur de Bretagne, résidant à Nantes, fut tué au siège de St-Jean d'Angely, le 19 novembre 1569; son corps rapporté aux Essards, puis aux Cordeliers de Nantes, fut inhumé aux Cordeliers de Guin-gamp.

que pour avoir couvert et radoubé la chässe de mondit seigneur, 54<sup>s</sup>. A G. Marbotin, aussy charpentier, 8 journées à raison de 8<sup>s</sup> chacune, 64<sup>s</sup>. Maçons qui ont travaillé à faire les pertuys pour mettre les pattes de fer à la clouaison, et les crochetz à tendre les draps. A René Gallet, menuisier, pour sept grands chandeliers de boys pour porter les torches, 7<sup>1</sup>. A luy, pour troys planches pour la chässe, 40<sup>s</sup>. A Julien de Belle Painture, pour avoir faict 28 escussons des armoyries de mondit seigneur, aux sept chandeliers de boys, et les avoir mis en noir, 11<sup>1</sup> 16<sup>s</sup>. Pour cinq cens grosses épingles à attacher les draps noirs, à 3<sup>s</sup> le cent, 15<sup>s</sup>. Demy millier d'espingles pour tendre les vellours et attacher les escussons, 4<sup>s</sup>. A Mathurin Amaury, Mathurin Martin, Euzebe Barré, Léon de la Fleur, portiers de ceste ville, 30<sup>1</sup> tournois, comme appert par ordonnance de messieurs les maire et eschevins, et pour les causes contenues en icelle. La somme de 20<sup>s</sup> tournois pour avoir nettoiyé au logis de Bizart une salle et une chambre, et pour avoir porté du foing qui estoit dans ladite salle aux greniers dudit logis, et pour avoir apporté la chaire et bancs qui estoient aux Carmes pour tenir l'audience des juges et consuls. »

CC. 304. (Liasse.) — 12 cahiers in-folio, papier.

1573. — « Extroict des sommes de denyers poyez par moy Guillaume Rabillard, l'an présent, receveur et miseur des deniers communs de ceste ville de Nantes, par ordonnance de messieurs les maire et eschevins, en oultre et davantaige ce qui est contenu au mynu des mises faictes pour les reparations de ladicte ville, ycelles dictes sommes poyées par ordonnance et commandement desdicts sieurs maires, eschevins et contherolles pour Henry Hameline, contheroleur à ycelles dictes mises.

» Poyé à M<sup>re</sup> Jehan Dubouays, clerc du guet, par ordonnance des maire et eschevins, du 2<sup>e</sup> jour de may, dict an, 10<sup>1</sup> pour ses gaiges du moys d'apvril, dernier passé, qu'il a coustume d'avoir, avecques quit-tance dudit Dubouays, du 5 dudit moys de may. Poyé à Thousains Cornichon, chevaucheur d'écurie et poste ordinaire de cette ville, par ordonnance faite en assemblée générale aux Jacobins, du dernier jour d'apvril, 55<sup>1</sup>, par ordonnance des maire et eschevins, pour aller au camp de la Rochelle, porter ung paquet à M<sup>re</sup> le duc de Montpansier, gouverneur, et pour envoyer par ledit Cornichon, ung aultre poste à M<sup>re</sup> de Bouillé, en ce pays de Basse-Bretaigne, avecques



quittance dudit Cornichon. Poyé pour quatre peaux de mouton pour couvrir les goulles des pieczes d'artillerie, quand elles ont esté chargées, à raison de 4<sup>s</sup> piecze, 16<sup>s</sup>. Pour saize brasses de ficelle pour lyer les goulles des pieczes de l'artillerie, à 3<sup>d</sup> la brasse, 4<sup>s</sup>. Payé à Maistre Jean Bataille, seigneur des Bretesches, par ordonnance de messieurs de ceste ville, en assemblée générale, en laquelle assista grand nombre de peuple, dattée du 1<sup>er</sup> juin 1573, 368<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> tournois, pour six pièces d'artillerie de fonte avec dix bouestes de fer, prises à Bourgneuf en Rays, icelle artillerie amenée pour la défense de ceste ville, avec quittance en ladite ordonnance dudit Bataille, en forme de contrat. Poyé 69<sup>l</sup> pour l'achapt de troys septiers de froment, à 12<sup>l</sup> le septier, et 3 septiers saigle, à 11<sup>l</sup> le septier; lesquelz bledz, saigle et froment ont esté livrez aux pauvres seurs de Sainte-Clère, par ordonnance de messieurs de ceste ville, du 30 mai dernier. A Julien Leroy, garde des clefs des murs de ceste ville 60<sup>s</sup> pour ung quartier d'année escheu du dernier jour de juing derrenier. A messieurs de la Chambre des Comptes à Nantes, 114<sup>s</sup> tournois pour les vérifications de lettres de validation de 500<sup>l</sup> baillées à M. de Bouillé; 300<sup>l</sup> baillées pour les munitions du chasteau, et 100 escuz qui furent baillés au secrétaire de feu monsieur le grand Prieur, plus poyé pour le sceau desdites lettres de validation, 50<sup>s</sup> au greffier de ladite Chambre, et 28<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> pour le sceau desdits actes, le tout desdites parties, 9<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Poyé à deux taverniers, pour six pots de vin d'Orléans et six pots de vin d'Anjou, qui ont esté donnés en la sepmaine (du 9 novembre 1573), à monsieur l'evesque de Paris et à monsieur le président Le Rat, par commandement verbal de messieurs les maire et eschevins, à raison de six sous le pot tant blanc que clair, 72<sup>s</sup>. Pour six pots de vin d'Orléans, qui furent donnés à monsieur l'evesque de Paris, et à M. de Mesjusseume, capitaine de Rennes, lorsqu'il vint apporter des lettres du Roy à messieurs de la ville, à raison de 10<sup>s</sup> chacun pot, 60<sup>s</sup>.

CC. 305. (Liasse.) — 8 cahiers in-folio, papier. (Manquent les quatre derniers mois.)

1574. — « Cahier des paiements faitz par Guillaume Rabillard, l'an présent, receveur et miseur des deniers communs de la ville de Nantes, suyvant les ordonnances de messieurs les maires, soubz maires

et eschevyns de ladite ville, pour le moys de janvier 1574.

» A Pierre Costes, qui a esté nectoyer le corps-de-garde du chasteau, à raison que messieurs les maires et eschevyns, avecq le Conseil de la ville, veullent que il y aille, chacun jour et nuict, nombre d'hommes de ladicte ville pour faire la garde au chasteau, 6<sup>s</sup> tournois. La partye de 80<sup>l</sup> tournois à Aymé Adam et Raoul Texier, pour aller aux Estatz assignez à Rennes, le 3 juing prochain; leur est fait taxe à 10<sup>l</sup> par jour. La partye de 60<sup>l</sup> à Jehan Doucet et Jehan Lemerle, de la Fosse, pour icelluy Doucet aller jusques à Ingrandes, et ledict Lemerle à St-Nazaire, esquippez de bapteurs et chacun garny de huit hommes, bien esquippez de harquebouze et autres armes. La partye de 20<sup>l</sup> payée au tumbrellier de la ville pour curer et serrer les manniz et bouriers, pour ung cartron d'année. Les partyes de 20 escuz sol et 160<sup>l</sup>, payées à M<sup>e</sup> Guillaume Le Maire, seneschal de Nantes, pour pareille somme de deniers baillée par luy à Toussaintz Cornichon, tenant la poste pour le Roy, à Saint-Clémens, pour estre allé tout exprès vers Sa Majesté, et l'autre parcelle de 58<sup>l</sup> qu'il auroict pareillement poyé et avancé à ung gentilhomme de madame la duchesse de Monpencier, qu'elle auroict envoyé exprès, pour certain advertissement, que se font plusieurs entreprinses contre ceste ville de Nantes, par ceulx de la Religion prétendue refformée, avecq la sommation de paier lesdites deux sommes et parcelle, quelles se montent 218<sup>l</sup>. Sur lequel ay (le miseur Rabillard) faict reffus, et sur le reffus ay esté ostaige au Bouffay. Aux prestres de cueur de l'église Saint-Saturnyn, 60<sup>s</sup> pour la grant messe qui fut célébrée en ladite église, le 1<sup>er</sup> jour d'aoust 1574, à la réception des juges-consuls. Pour deux pots de vin d'Anjou, baillez aux chantes de Saint-Pierre, pour leur donner à desjeuner le jour qu'ils furent à leur réception à Saint-Saturnyn, qui fut le samedi, second jour d'aoust, à raison de 5<sup>s</sup> chacun, 10<sup>s</sup>. A Nicolas Paigne, pasticier, pour ung haucoust de mouton, et une piecze de beuff, et pour deux pains blancs, à 2<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> piecze, pour le tout 11<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Par commandement verbal du soubz maire et eschevins, à Mazureau, pasticier, pour deux haucoustes de mouton, et une piecze de beuff, pour le desjeuner de la compaignye qui estoit en la Maison de la ville attendant la messe, 12<sup>s</sup>. Pour deux pots de vin d'Anjou, à 5<sup>s</sup> chacun, et deux de Grave, à 8<sup>s</sup> le pot, pour le desjeuner de mesdits sieurs, 26<sup>s</sup>.



CC. 306. (Liasse.) — 10 cahiers in-folio, papier. (Mars et avril manquent ; très nombreuses feuilles effacées par l'humidité.)

1575. — « Cahier des payemens faitz par Pierre Barbart, l'an présent recepveur et miseur des deniers communs de la ville de Nantes, suyvant les ordonnances de messieurs les maires, soubz maire et eschevins de ladite ville pour le mois de janvier 1575.

» A Rousselet, cierger, pour avoirourny 18 torches de cire blanche, que messieurs les maire, eschevins et autres principaux habitants de la ville ont porté en la procession du Sacre, 9<sup>l</sup>. Pour des bouquets, rameaux et follières, foullards lesquels ont esté mis au devant de la maison de la ville, 7<sup>l</sup> 6<sup>d</sup>. — Charbon achapté et distribué à ceulx qui font les gardes de nuit en ceste ville. Neuf paniers dictz maines (mannes) pour mesurer ledict charbon à 3<sup>e</sup> la pisse, 27<sup>s</sup>. A maistre Jean Feigneux, architecte du Roy en ceste ville et chasteau de Nantes, pour un modelle qu'il a fait des rateaulx caillys (?) que l'on avoit advisé faire aux portes de ceste ville, ensemble le divis de tout ce qui estoit requis faire pour les fortifications desdites portes, par commandement de messieurs les maire et eschevins, 12<sup>l</sup>. A Mathurin Ménard, libraire juré de l'Université de Nantes, pour ung pappier blanc qu'il a fait et couvert de cuir rouge, 4<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. A Jehan Quelerin, chevalier du Roy, 200<sup>l</sup> tournois, pour le veaige de Court où il va, pour avoir les 9,000 livres. A Julien Mercereau, pontonnier ordinaire, pour la garde et entretenement des ponts de ceste ville, pour sa semaine, 30<sup>s</sup>. A maistre Rolland Boudet, surgien de l'ospital et ous-tel-Dieu de Nantes, pour ses gaiges d'une demye année, 30<sup>l</sup>. Aux archers du chasteau, pour avoir vacqué avec les commissaires qui ont pris les meubles des particuliers, 4<sup>l</sup>. A maistre Raoul Le Moine, cappitaine de ceste ville, pour le jeu de l'arbalestre et parties royales pour toute l'année, 15<sup>l</sup> 12<sup>s</sup>. »

CC. 307. (Liasse.) — 7 cahiers in-folio, papier. (Manquent mai et les quatre derniers mois.)

1576. — « Cahier des paiements faitz par Pierre Barbart, l'an présent receveur et miseur des deniers communs de la ville de Nantes, suyvant les ordonnances de messieurs les maire, soubz maire et eschevins de ladite ville pour le mois de janvier 1576.

» Notaires qui ont fait des escriptures pour les affaires de la ville, 16<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. A M<sup>e</sup> Jehan Bizeul, notaire, qui a fait escrire cinq coppies d'une ordonnance de

monsieur de la Hunaudaye, pour faire assembler les habitants de ceste ville en la grande salle du chasteau, pour le fait des gardes, 15<sup>s</sup>. A Jean Bidoit, articleur qui a fait six hampes de tire-boure, pour servir à descharger l'articlerye, lors que bezoin sera, à 4<sup>e</sup> pieczes, 24<sup>s</sup>. A deux bapteliers qui ont travaillé chacun ung jour, pour huster et mener en son lieu un marais mouvant que les grandes eaux avoient dessandu sur la chaussée du Moulin-Coutant, et eust dessandu contre les murailles de la ville, où il eust peu faire grand dommaige, pour l'empeschement qu'il eust fait aux escoulementz des eaux, pour 25 journées à raison de 10<sup>s</sup> par jour, 12<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. A Jean Saulnyer, escrivain, pour plusieurs ordonnances et délibérations arrestées au conseil de ceste ville pendant les troubles, 5<sup>l</sup>. A Jacques Peccative, faizcur et bateur de pouldre, 87<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. A trois cherpentiers qui ont bezoigné chacun trois jours à parachever de mettre le rasteau d'Erdre en son lieu, et à l'accommoder de monter et descendre, 108<sup>s</sup>. Pour ung gros marteau testu, à servir aux massons pour esbaucher les grizons, 51<sup>s</sup>. Pour avoir forgé et aguzé 120 pointes aux marteaux desdits massons, à 2 deniers chacune pointe, 20<sup>s</sup>. Pour certaines confitures envoyées à M<sup>gr</sup> de Monpensier, selon l'ordonnance en dable du 24 juillet 1576, 95<sup>l</sup> 2<sup>s</sup>. »

CC. 308. (Liasse.) — 5 cahiers in-folio, papier. (Janvier, février, mai et juin seulement.)

1577. — « C'est le mynu et rapport des frais, mises et impenses faictes par Jean Delaunay, receveur et miseur des deniers communs de la ville de Nantes, tant pour les reparacions, fortifications et emparemens de ladite ville que pour la réfection et restauration des ponts, achapt de bois et autres attraits sur ce nécessaires, bois et cherbon pour distribuer à ceulx qui font les gardes, tant au chasteau qu'en ladite ville, suivant les commandements à lui sur ce faitz par messieurs les maire, eschevins, manans et habitants de ladite ville, durant une année entière, commencée le premier janvier 1577 et finie le dernier décembre audit an, contrôllés par Yvon Olivier, contrôleur des deniers communs.

» Pour huit potz, vin d'Orléans nouveau, présentés au s<sup>r</sup> Destrosse (Strozzi), et à Madame de Rohan, à 8<sup>e</sup> le pot, 64<sup>s</sup> tournois. Pour quatorze grosses buches baillées aux soldatz, qui font pour la ville la garde au chasteau, 30<sup>s</sup>. Pour onze peaux de mouton, avec leur layne, mises à faire escouvillons es pièces d'articleries

de la ville à 6<sup>s</sup> pièce, 66<sup>s</sup>. Pour une chartée de paille mise à emplir neuf paillasses au château, 64<sup>s</sup>. Pour la fasson de cinq paillasses et avoir fourny de fil, 23<sup>s</sup>. Pour une chartée de charbon, 4<sup>l</sup>. Pour deux palles de fer pour charger en des hottes la terre du marais d'Erdre, pour mettre entre la muraille vieille et la muraille neuve, près le collège Saint Jehan, 48<sup>s</sup>. Pour avoir mené le mouton de cuyvre, deux couloires et une cigoigne, le tout servant à l'engin pour battre les pillotis des ponts, depuis le collège Saint Jehan jusques au pont des Rouxeaux, 6<sup>s</sup>. »

CC. 309. (Liasse.) — 2 cahiers in-folio, papier, 20 et 4 f<sup>os</sup>.

1518-1577. — « C'est le mynu et rapport de la mise que Jehan Spadinc, miseur de Nantes a faictes es mois de janvier, février et mars, derroins passez l'an 1517, ainsi qu'est cy après rapporté par moy Laurens Bernard, son contrôle.

» A maistre Antoine du Tertre, procureur des Bourgeois, pour avoir fait faire douze copies d'articles et autant de doubles des mandemens du Roy touchant les deffenses des saulx (*sels*), et aultres escriptures; desquelles en a esté baillé le double à plusieurs personnes, sçavoir : à M. le vichancelier, au commissaire du Roy, à M. de Nantes, à messieurs du chapitre, au procureur général, à M. de Brignac, à madame d'Acigné, à M. le seneschal de Nantes, au procureur des bourgeois, au conterolle de la ville, pour porter en Cour et à plusieurs bourgeois de la ville, qui ont cousté à escrire, 6<sup>l</sup>. A quatre compaignons de la Saulzaye, pour avoir aidé à rabiller le prochain pont d'emprès la chappelle de Bon-Secours, que les grandes eaux avoient succombé, en faczon que les bestes chevalines ne pouvoient passer et l'avoir chargé de pierres et de boys, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Pour boys de rouarte, fagotz, fustz de pippes et paille, et pour le menaige d'iceluy boys es carrefours et Fousse de Nantes, et à plussieurs gens à faire et dreser feuz, pour la naissance de M<sup>or</sup> le Dauphin, 4<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. Pour despence faicte au chasteau de Nantes, durant le temps des comptes derrains rendus par Jehan Spadinc, tant en vin que pour ung disner faict à la fin du compte dudit miseur, ou estoit messieurs les cappitaine, seneschal, connestable, provost et lieutenant de Nantes, audicteurs des comptes, et plusieurs seigneurs et bourgeois de la ville, 12<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

» Estat et compte de la recepte et mise des deniers destinez pour la réédification des ponts de ceste ville de

Nantes, faict et présenté par M<sup>e</sup> Georges Chrestien, receveur et miseur des deniers de ladite œuvre pour cette dernière demye année escheue à la fin du mois de juign 1577. » Les sommes sont portées par semaine et ce compte donne fort peu de détails.

CC. 310. (Registre.) — In-folio, papier, 116 f<sup>os</sup>.

1589-1591. — « Compte de Vincent Charrier, naguères receveur et miseur des deniers ordonnez par le Roy, estre levez et employés à l'œuvre et édification des ponts de Nantes; lequel Jeanne Poullain, veufve dudit Charrier, décédé, tutrice et garde des enfants mineurs dudit deffunct et d'elle, rend au Roy, par devant vous nosseigneurs de ses comptes en Bretagne, de la recepte et despanse faicte durant deux années commencées à la feste de la St-Jean-Baptiste 1589, et finies à pareil jour 1591.

Mise claire 7,875 écus 2<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.

Charge 8,052 écus 40<sup>s</sup> tournois.

« Payemens faitz aux maçons, manœuvres, charpentiers, pontonniers et aultres qui ont travaillé audict œuvre des pontz de Nantes, durant le temps de ce compte, achapt de pierres, chaux, sable et aultres ustencilles. A M<sup>e</sup> Julien Boucher, l'un des eschevins de la ville, commissaire des fortifications, 500 escuz, ordonnez audict Charrier, luy mettre entre les mains, pour employer au faict de sa commission, attendu la nécessité des deniers qui estoit lors. A M<sup>e</sup> Pierre Jarnigan, advocat, sieur de la Haultière, 8 escuz 20<sup>s</sup>, pour l'arréage de pareille somme à luy donnée par la ville chacun an, à cause de la perrière où l'on tire de jour en jour la pierre servant et employée à l'œuvre desdits pontz, située es appartenances de la Haultière, près le Miséry. — Gages d'officiers. Ledit Charrier a prins et retenu par ses mains, 116 escuz 40<sup>s</sup> pour ses gaiges, à cause de sa dicte charge de miseur des pontz. A Pierre Heudes, maistre architecte et conducteur de l'œuvre des pontz de la ville de Nantes, 83 escuz 20<sup>s</sup> pour une demye année de ses gaiges. A Pierre Paris, controlleur dudit œuvre des pontz de Nantes, 66 escuz deux tiers, pour l'arréage d'une année de ses gaiges. »

CC. 311. (Liasse.) — 2 cahiers, papier, de 12 et 4 f<sup>os</sup>.

1589-1597. — « Compte que rend à messieurs les maire et eschevins de Nantes, honorable femme Jeanne Poullain, veuve H. H. Vincent Charrier, tant en son nom que tutrice de ses enfants, de la recepte mise et

dépance qu'auroit faicte ledit Charrier, dès et depuis le 29 mai 1589, qu'il auroit esté institué par mesdits sieurs, jusqu'au 18 juin 1590. et depuis ce jour qu'il auroit esté continué, jusqu'à son décès, le 29 may 1591, quel compte elle supplie estre examiné tant en charge que descharge, o protestation qu'elle faict d'augmenter ou dyminuer soit en charge ou descharge, lors qu'il luy viendra à cognoissance. »

Sentence du Présidial de Nantes, qui condamne Pierre Facheux, ci-devant miseur des ponts, à fournir un double de ses comptes pour le déposer aux Archives, et ordonne pour ce qu'il redoît sur ses comptes, qu'il sera fait compensation avec ce que lui doit la ville, 17 janvier 1797.

CC. 312. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 4 cahiers 1 de 6, 3 de 4 f<sup>o</sup>s, et 22 pièces papier.

1581-1600. — « Extrait d'un article et apostille du premier compte de Lucas Gabory, receveur et miseur des deniers ordonnés par le Roy, pour employer à l'œuvre de l'édification des ponts de pierres de Nantes, conclu le 12 mai 1581. »

Arrêt de la Chambre des Comptes, condamnant Françoise Arnaud, veuve de Lucas Gabory, en son vivant, miseur des ponts, à payer à la ville, 1,285 écus 42 s 10 d dont elle est redevable sur son compte, 23 février 1589. Sentence de même effet rendue par le siège Présidial le 18 août suivant. Significations et ajournements à la veuve Lucas Gabory. Requête de cette dernière tendant à obtenir une diminution. Extrait de compte. Nouvelle sentence du Présidial du 27 mars 1590. Autre du même siège du 27 juillet 1593, ordonnant aux maire et eschevins de rétablir sur le compte de la veuve du miseur, une somme de 350 écus sol, donnés aux députés allant en Cour pour les affaires de la ville. États abrégés des recettes et dépenses des devoirs des ponts, nommés le double pour livre et terrage, de 1584 à 1598.

CC. 313. (Liasse.) — 2 cahiers de 21 et 6 f<sup>o</sup>s, 3 pièces papier.

1591-1603. — État abrégé des recettes et mises faites par Mathieu Durant, miseur de l'œuvre des ponts. Extrait du compte de la miserie des ponts de Nantes, rendu par le même à la Chambre des Comptes. « Estat abrégé de la recette et despense faitte par M<sup>e</sup> Mathieu Durant, naguères receveur et miseur des deniers destinés à l'œuvre réparation et entretenement

des ponts de Nantes et Pirmil, durant le temps de troys ans entiers, finis au moys de juillet 1600. »

La mise claire est de 7,129 écus 38 s 1 d.

La recette 8,853 écus 13 s 10 d.

» Aux maçons, manoeuvres et journaliers qui ont travaillé le temps de quatre sepmaines commençans le 28 décembre 1598, finies le 24 janvier 1599, 107 escus 5 s suyvnt les roolles desdites sepmaines. A Jean Le Vennyer, maistre maçon et architecte pour la conduite de l'œuvre des ponts, 100 escuz soleil, à raison de 66 escuz deuz tiers par chacun an. A Pierre Paris, commis contrôleur de l'œuvre et réparation des ponts, 200 escuz pour ses gaiges de trois années. Le présent receveur et miseur des ponts demande qu'il luy soit passé pour le temps de troys années entières qu'il a servy en ladite charge, et six années précédentes, ce qui lui a porté beaucoup d'incommodité durant neuf ans, 250 escuz », on ne lui en donna que 168. Pouvoir donné par le Bureau au procureur syndic, de prendre fait et cause pour M<sup>e</sup> Laurent Madeleneau, échevin, contre Durant, miseur des ponts, qui lui réclame 60,400 et 56 écus, 4 mars 1602. Écritures produites par les maire et échevins en faveur de Laurent Madeleneau contre Durant qu'ils accusent de peu de respect à leur égard et déclarent non recevable en sa demande, avril 1603.

CC. 314. (Liasse.) — 2 cahiers de 11 et 4 f<sup>o</sup>s, 1 pièce papier.

1611-1620. — Requête adressée aux juges du Présidial par Jean Pageot, ancien miseur des ponts, pour obtenir un délai de paiement des sommes dont il reste débiteur sur son compte. Extraits du premier et du 4<sup>e</sup> compte de Thomas Boucaud, miseur de ponts ; le premier s'étendant du 1<sup>er</sup> juillet 1611 au 31 décembre 1613 ; le second du 1<sup>er</sup> juin 1618 au 1<sup>er</sup> juin 1620.

CC. 315. (Registre.) — In-folio, papier, 468 f<sup>o</sup>s.

1600-1604. — « Compte premier que rend au Roy nostre Sire, par devant vous nosseigneurs de ses comptes en ce pays et duché de Bretagne, M<sup>e</sup> Jean Pageot, nommé et institué en l'hostel et Maison commune de la ville de Nantes, par messieurs les maire et eschevins, le tiers jour du mois d'aoust 1600, en la charge de receveur et miseur des deniers concédés et octroïés par les défunts Roys aux nobles bourgeois et habitans pour subvenir à la dépense requise et né-

cessaire à l'entretienement de l'œuvre et construction des ponts de Nantes et Piremyl, réparations d'iceulx tant de bois que de pierres, mesme des pavez, des recepte et despace faites par le temps de quatre années entières et troys moys, du premier jour d'aout 1600 au dernier jour d'octobre 1604. »

Mise claire 38,908<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.

Déport 75<sup>l</sup>.

Charge 45,854<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>.

« Aux ouvriers, manœuvres et journalliers qui ont esté employés à travailler à tirer de la pierre du Mysérie, qui a esté mise et employée à garnir les chevreaux qui sont au devant des pilliers du pont de la Magdelaine et Pirmil, le temps de la sepmaine commandée au lundy septième jour du moys d'avril 1602, finye le dimanche ensuyvant 13<sup>e</sup> dudit moys, ledit comptable a payé des deniers de sadite myserie, 79<sup>l</sup> 6<sup>s</sup>, sçavoir : aux perreurs qui ont tiré le nombre de quatre gabarrées de terre de billotaige, à la perrière du Mysérie, employées à garnir les chevreaux qui sont au devant des pilliers des ponts de Pirmil et de la Magdelaine, 10<sup>l</sup>; aux gabarriers qui ont charroïé par eau lesdites quatre gabarrées de pierres de billotaige, depuis Mysérie jusque à Pirmil et la Magdelaine, et qui ont esté jectées dans les chevreaux, 6<sup>l</sup>; à six manœuvres qui ont travaillé à porter de la pierre froide et billotaige le long desdites murettes et parapelz du Boys-Joly, pour les hausser, 12<sup>l</sup> 12<sup>s</sup>; à cinq charpentiers qui ont travaillé à galfaicter, broyer et planchoier la grand gabarre de la ville, 22<sup>l</sup> 1<sup>s</sup>; pour ung baril brail, qui a esté mis et employé à broyer ladite gabarre, 8<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>; pour 30 livres d'autre brail gras pour mesloier avec ledit brail maigre, 30<sup>s</sup>; pour le nombre de deux milliers et troys cens de grand clou apellé grand tillac, employé à couldre le gavé à ladite grand gabarre, à raison de 60<sup>s</sup> le millier, 6<sup>l</sup> 18<sup>s</sup>; pour deux autres milliers d'autre clou, appellé clou quarré, aussy employé à couldre les pallastres et levers de la dite grand gabarre, à raison de 45<sup>s</sup> le millier, 4<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; pour quatre cens d'autre grand clou, qui a aussy esté mis et employé à couldre les planches et traquetys mis entre les courbes pour la conservation de ladite gabarre, à raison de 25<sup>s</sup> chacun cent, 100<sup>s</sup>; pour huit touées de sable, employées à combler une fosse et cassière au Boys-Joly, à raison de 5<sup>s</sup> chacune touée, 40<sup>s</sup>. — Autre myse et despace des deniers de la myserie pour subvenir à la nécessité de la maladie de contagion, qui estoit lors es faulxbourgs de ceste ville,

et depuis a creue jusques au dedans de la ville pendant les années 1602 et 1603, qu'elle auroit continué, le tout suyvant et au désir de l'advis et délibération prinse en l'assemblée tenue le 1<sup>er</sup> aout 1602. — Autre despanse faite à plusieurs marchans, artisans et aultres particuliers pour nombre de marchandys fournies et livrées et besongnes et ouvraiges, le tout nécessaire et requis pour la construction et bastiment des ponts de pierres de Nantes et Piremyl, et des ponts de boys. — A Jean le Henner, maistre maczon, architecte et conducteur de l'œuvre et construction des ponts de Nantes, 16 escuz, vallans 50<sup>l</sup> tournois, pour ung quartier de ses gaiges. A Pierre Paris, controlleur ordinaire de l'œuvre, 100<sup>l</sup> tournois pour deux quartiers de ses gaiges. — Autres despace faite de 336<sup>l</sup> employées pour les frais du bail, et partie d'icelle en aumosnes aux pauvres, ainsi qu'il est déclaré par ledit bail à ferme du 8 décembre 1602. »

CC. 316. (Registre.) — In-folio, papier, 72 f<sup>os</sup>.

1604-1606. — « Compte deuxième de M<sup>e</sup> Jean Pageot, receveur et miseur de la miserie des ponts de ceste ville de Nantes et de Pirmil, pour le temps de deux ans deux mois, commencés le 1<sup>er</sup> novembre 1604 et finis le dernier jour de décembre 1606. »

Somme de la mise 25,401<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>.

Par déport 641<sup>l</sup>.

Recette 28,885<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

« Despanse pour paiemens faits à plusieurs personnes et marchands pour plusieurs espèces de marchandies et ouvrages, le tout pour servir à la besongne de l'œuvre et construction des ponts, et ailleurs ou besoing a esté. La somme de 47<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> pour la quantité d'une fourniture et demie et deux pippes de chaux. A François Vion, maistre menuzzer, pour le nombre de 48 pièces de boys appellées brelingues, 108<sup>l</sup>. Pour câbles et cordaiges, qui ont esté employés tant à battre les pillotis qu'ailleurs, pesant 372 livres et trois quarts, 89<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. A François Terrien, charpentier, 453<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>, pour avoir fait bastir tout à neuf une grande gabarre pour servir journellement à porter les quartiers de pierres grison et pierres froide nécessaires pour travailler aux ponts; aussy que la vieille gabarre estoit du tout en gast et pourrye sans qu'elle vallust la rabiller. Les fermiers du domaine de Nantes, auroient remonstré à messieurs les généraux des finances que la ville faisant bastir plusieurs des piliers de pierre du pont de Pirmil, auroit esté rompu deux

rotereaux et autres rotereaux des pescheries de S. M., desquels les fermiers ont droit de jouir et dont à cette occasion ils souffrent beaucoup de perte et dommage en la ferme, à cause de la non jouissance, dont ils prétendent de grands dommages. Sur quoy les parties ouyes, ayant esté appointé à vérifier leurs dommages et intérêts, à quoy la ville voullant prévenir auroit fait offre pour toutes prétentions de 300<sup>l</sup>. D'autant qu'en l'année 1605, le danger des maladyes de contagion avoit cours en beaucoup de lieux et endroits en la ville et forsbourgs, dont y avoit grand nombre de malades au lieu du Sanitat, qui estoient pœuvres gens, n'ayant moyen de se faire traiter, à quoy la ville prévoyant et pour subvenir à la nécessité de leur traitement et nourriture, auroit ordonné à ce comptable de payer et mettre promptement es mains du miseur, M<sup>e</sup> René Nidellet, la somme de 300<sup>l</sup>. A Hélye Remigereau, maistre maczon et architecte conducteur de l'œuvre des ponts, en la place de feu Vannyer, pour ung quartier de ses gaiges, 50<sup>l</sup>. »

CC. 317. (Registre.) — In-folio, papier, 84 f<sup>os</sup>.

**1614-1616.** — « Compte deuxième de M<sup>e</sup> Thomas Boucaud, commis par messieurs les maire, eschevins, nobles bourgeois, manans et habitans de la ville de Nantes, à la miserie des deniers ordonnés et destinés à la conservation des ponts dudit Nantes et de Pirmil et entretenement d'iceulx, durant deux années et trois mois commencés le 1<sup>er</sup> janvier 1614 et finis le dernier mars 1616. »

Mise claire	26,110 <sup>l</sup> 7 <sup>s</sup> .
Par déport	75 <sup>l</sup>
Recette	32,278 <sup>l</sup> 8 <sup>s</sup> .

« Pour la vérification des paiements que le présent comptable a faits durant le temps de ce compte, il rapporte sur chaque article les rolles des ouvriers, manœuvres, perayeurs, journaliers et autres artisans, occupés à travailler à la construction et continuation de l'œuvre des ponts, signés et arrestés à la fin de chacune sepmaines de messieurs les eschevins de la ville, les ungs en l'absence des autres, commis pour assister à voir faire les paiements par le miseur des ponts chacun jour de dimanche à la fin de chacune sepmaine, ainsy qu'il est porté par leur commission du 2 janvier 1614, avec ordonnance par laquelle est ordonné que Louis Babinet, maistre maczon et architecte, aura pour ses gages de chacune sepmaine 6<sup>l</sup>, payables à la fin de chacune d'icelle pour tous gages. —

A huit ponthonniers, 20<sup>l</sup> tournois, tant pour avoir fait le pont passant de Toussaincts, ayder à s'aponter, que pour le denier à Dieu leur octroyé en faveur du marché par eux fait avec lesdits sieurs maire et eschevins pour battre les pillotis à prendre les fondements d'un pilier que la ville a fait construire de neuf audit pont et couper les vieilles estapes qui étoient à l'endroit où s'est fait ledit pilier. A deux charpentiers en bateaux, 200<sup>l</sup> adjudée par bail à qui moins eust voulu entreprendre à faire et parfaire de neuf ung bateau appellé charonneau, pour servir à l'œuvre des ponts, contenant de longueur 40 pieds et 5 pieds et demy de largeur, au rable 6 pieds, et 2 pieds 4 poulces de creux, du port de 25 pippes de vin, de bon bois coral de marchand. — Deniers payés tant pour le dommage et intérêts que pour les non-jouissances des héritages appartenant à plusieurs particuliers ci-après nommés. — Deniers payés au receveur et miseur des deniers communs et d'octroi de la ville de Nantes, pour employer aux frais des préparatifs de l'entrée solennelle du Roy, 6,000<sup>l</sup> tournois. »

CC. 318. (Registre.) — In-folio, papier, 95 f<sup>os</sup>.

**1616-1618.** — « Compte troisième de M<sup>e</sup> Thomas Boucaud, des recette et dépance par lui faictes, à cause de sadite charge, durant deux années deux mois, commencés le 1<sup>er</sup> jour d'avril 1616 et finis le dernier mai 1618.

Dépense claire	22,703 <sup>l</sup> 9 <sup>s</sup> 6 <sup>d</sup> .
Par dépense	1,662 <sup>l</sup> .
Recette	27,076 <sup>l</sup> 25 <sup>s</sup> 4 <sup>d</sup> .

« Aux pavayeurs, 70<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> pour 88 toises de pavés refaict en plusieurs endroits, sur les ponts de Nantes à Pirmil qui estoient rompuz et desmolis depuis la Sauzais jusques à la tour de Pirmil, à raison de 16 solz la toise de sept pieds et demy chacune de longueur. — Deniers payés pour la cherpente, terrasse, rcarelage et couverture d'ardoize des nouveaux bâtiments du pont de Toussaints, 1266<sup>l</sup>. Pour vingt milliers de briques, 100<sup>l</sup>. A couvreur d'ardoises, 546<sup>l</sup>. — A Fleurie Bureau, pour la récompense d'une hommée de vigne, située au cloux de la Greneraie, en St-Sébastien, arrachée et ruynée pour tirer de la pierre froide pour l'œuvre des ponts, 24<sup>l</sup>. »

CC. 319. (Registre.) — In-folio, papier, 83 f<sup>os</sup>.

**1620-1622.** — « Compte cinquième de M<sup>e</sup> Thomas Boucaud, des recette et dépance par luy faite à cause

de sa dite charge durant deux années commencées le premier jour de juing 1620, et finies à pareil jour 1622.

Mise claire 17,071<sup>1</sup> 13<sup>4</sup> 11<sup>d</sup>.

Recette 22,197<sup>1</sup> 16<sup>4</sup> 7<sup>d</sup>.

« Deniers payés suivant les ordonnances des sieurs maire et eschevins, tant pour l'achat de chaux, cordages, réparations de pavés, que pour autres atraitis requis et nécessaires pour la continuation et réparation des ponts de Nantes et de Pirmil. — Pour la vente et livraison de 473 pieds de bois de chêne avec leur écorce pour faire les pillotis des piliers faits de neuf entre la Belle-Croix et le pont de Nantes, contenant ensemble 9,580 pieds de Roy, à raison de 3<sup>s</sup> le pied, 1,437<sup>1</sup>. — Au cherpentier adjudicataire de la cherpente des logeix que la ville a fait construire de neuf sur les piliers, nouvellement bastis sur les ponts de Nantes, 600<sup>1</sup> à valoir sur la somme de 1,660<sup>1</sup>, à laquelle lui auroit esté adjudgée ladite cherpente. »

CC. 320. (Registre.) — In-folio, papier, 118 f<sup>os</sup>.

1622-1624. — « Compte sixième de M<sup>e</sup> Thomas Boucaud, des recette et dépense par luy faites à cause de sa charge durant deux années commencées le 1<sup>er</sup> juing 1622, et finies à pareil jour 1624. »

Mise claire 15,575<sup>1</sup> 8<sup>4</sup> 10<sup>d</sup>.

Déport 1,482<sup>1</sup> 4<sup>s</sup>.

Recette 23,101<sup>1</sup> 2<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

« A Louis Daniel, marchand, 70<sup>1</sup> 2<sup>s</sup> pour la vente et livraison de 400 et ung demy quartron de tuffeau, bon loyal et marchand, employés aux quatre logis nouvellement faict bastir, sur les ponts de Nantes proche la Belle-Croix, à raison de 17<sup>1</sup> le cent. A François Nepvouet, M<sup>e</sup> architecte, 48<sup>1</sup>, pour avoir fait et gravé sur pierre de Garrane les armoiries de la ville et icelles mises et apposées au devant des logis naguères faict bastir de neuf sur les ponts de Nantes. Deniers payés pour la réparation du Pont-Rouxau, 710<sup>1</sup>, faisant le tiers de la somme de 2,130<sup>1</sup> à laquelle auroit été adjudgé le bail des réparations. Pour une arche et chaussée faicte sur le grand chemin d'Angers, en ung endroit appelé le pont de Gaubert, 760<sup>1</sup> à valoir sur celle de 810<sup>1</sup>, montant du bail. Pour une arche et pavé sur icelle qui se faict de neuf au passage de la Grésillière près St-Sébastien, 441<sup>1</sup> 10<sup>s</sup>. A Babinot, pontonnier, 6<sup>1</sup> 8<sup>s</sup>, pour battre tous les paux de pillotis, les enchailler et accomoder de pièces de bois appelées chaoux et jouaux, cousus par dessus avecq chevilles de

fer, fournir de l'œuvre de main ferrures et outils à ce nécessaires, à raison de 17<sup>s</sup> par chacun paux de pillotis, et par chacun chapeau et jouau, dont il sera payé à mesure que ladicte besongne sera faicte. A M<sup>e</sup> Alonse de la Barre, vivant miseur des deniers d'octroy, 1,500<sup>1</sup> payées pour convertir et employer au faict de sa charge et à partie de la dépense de six à sept cens prisonniers soldats, amenés en ceste ville par commandement de S. M. par le sieur prévost de la connestablie et maréchaussée de France, de ceux de la défaicte du sieur de Soubize en l'isle de Ryé, lesquels furent mis prisonniéps au Sanitat, au bas de la Fosse, attendant les envoyer aux gallères. »

CC. 321. (Registre.) — In-folio, papier, 46 f<sup>os</sup>.

1630-1632. — « Compte premier de M<sup>e</sup> Guillaume Boucaud, à présent pourveu, au lieu et place de defunt, M<sup>e</sup> Thomas Boucaud, son père, à la miserie des deniers ordonnez et destinés à la continuation et construction de l'œuvre des ponts de pierres, suivant l'acte de son institution et serment presté en ladite charge du 25 avril 1632, des recette et despance faites durant deux années, finies le 1<sup>er</sup> jour de juing 1632. »

Mise claire 17,396<sup>1</sup> 12<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

Par déport 20<sup>1</sup>.

Recette 26,011<sup>1</sup> 15<sup>s</sup> 5<sup>d</sup>.

« Pour la sepmaine commencée le lundi 5<sup>e</sup> d'aoust 1630, finie le dimanche 11<sup>e</sup> dudit mois, en laquelle y avoit quatre jours ouvrables, 158<sup>1</sup> 17<sup>s</sup> pour les journées des massons et ouvriers, employés à travailler à l'œuvre des ponts, achat de matériaux y compris 6<sup>1</sup> pour les gages de Parisy et Brosset, architectes. Paiements faits au receveur et miseur de la ville de Nantes, suivant les ordonnances particulières de la Maison de ville. La somme de 1,000<sup>1</sup> attendu que les deniers d'octroi n'estoient suffizans à supporter les grandes despances qui estoient lors; 4,000<sup>1</sup> même motif; 1,750<sup>1</sup> pour convertir et employer aux fraiz et despances des maladies contagieuses du Sanitat de ceste ville et forsbourgs; 600<sup>1</sup> et 1,100<sup>1</sup> pour le même motif; 1,700<sup>1</sup> tant pour les maladies contagieuses que pour le bastiment fait de neuf au Sanitat, pour le soulagement desdits malades. »

CC. 322. (Registre.) — In-folio, papier, 36 f<sup>os</sup>.

1632-1634. — « Compte deuxième de M<sup>e</sup> Guillaume Boucaud, des recette et despance par lui faictes durant deux années, finies le 1<sup>er</sup> juin 1634. »

Dépense	16,192 <sup>1</sup> 19 <sup>s</sup> 4 <sup>d</sup> .
Recette	26,615 <sup>1</sup> 3 <sup>s</sup> 4 <sup>d</sup> .

« Paiements faits par ledit comptable au miseur de la ville de Nantes, suivant les ordonnances particulières de la Maison de ville. La somme de 2,000<sup>1</sup>, attendu que les deniers communs n'étaient suffisants à supporter les despances du traitement des malades du Sanitat; même motif 3,200<sup>1</sup>; la somme de 4,000<sup>1</sup> de laquelle en auroit été payé à M<sup>e</sup> F. Johanneau, administrateur du Sanitat, 2,000<sup>1</sup>; à P. Parisy, charpentier, 800<sup>1</sup> et Hélye Brosset, 1,200<sup>1</sup> pour les charpente et massonne dudit Sanitat; 800<sup>1</sup> pour délivrer à M<sup>e</sup> Johanneau, administrateur du Sanitat, employés au fait des provisions; 1,000<sup>1</sup> pour les gages et service des serviteurs dudit Sanitat; 1,000<sup>1</sup> à Hélye Brosset; 444<sup>1</sup> 4<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> pour la despance du Sanitat. »

CC. 323. (Registre.) — In-folio, papier, 35 f<sup>os</sup>.

**1636-1638.** — « Compte quatrième de M<sup>e</sup> Guillaume Boucaud, des recette et despance par lui faites durant deux années, commencées le 1<sup>er</sup> jour de juin 1636, et finies à pareil jour 1638. »

Mise	19,512 <sup>1</sup> 2 <sup>s</sup> 4 <sup>d</sup> .
Recette	26,130 <sup>1</sup> 10 <sup>s</sup> 6 <sup>d</sup> .

« Deniers payés par ledit miseur de l'œuvre des ponts pour l'achat tant des bois de pillotis à prendre les fondements de l'elle et chaussée de la petite prée de la Madeleine, que cordages et câbles. — Autres deniers payés pour la construction de la pyramide faite sur le bout de l'aille et chaussée joignant le pont de Nantes, au bout de la petite prée de la Madeleine, où sont les armes du Roy, de son Eminence et celles de monseigneur de la Meilleraye, de la Ville et de M. le Maire, lors en charge; 500<sup>1</sup> à Hélye Brosset, pour la construction de la pyramide en laquelle est une table de marbre ou sont escripts en lettres d'or, les noms de MM. les maire et eschevins de ladite ville, lors en charge. » — Paiements faits à l'administrateur du Sanitat et au miseur. A la suite des diverses sommes portées en marge, est la mention suivante : « Il est demandé la somme de 9,325<sup>1</sup> 19<sup>s</sup>, soubz le nom de M<sup>e</sup> Antoine Nidellet, receveur et miseur de la ville, qui rend les actes sur chacun article y mentionné. Mais d'autant qu'il semble que les deniers affectés pour la construction et entretenement des ponts, ne doivent estre divertiz pour quelque cause que ce puisse estre; mesme que le Roy prend sur son do-

maine de Nantes, 2,000<sup>1</sup> pour aider à l'entretien d'iceulx; ce que veu au Bureau de la Chambre des Comptes a esté ordonné que les parties portées soubz le nom de M<sup>e</sup> A. Nidellet, receveur, seront allouées avecq defance aux maires et eschevins de divertir ny de tourner leurs deniers à autre effect qu'à leur usage. »

CC. 324. (Registre.) — In-folio, papier, 53 f<sup>os</sup>.  
(Très-mauvais état.)

**1638-1640.** — « Compte cinquiesme de M<sup>e</sup> Guillaume Boucaud, des recette et despanse par lui faite durant deux années, commencées le premier jour de juing 1638, finies le dernier jour de mai 1640. »

Mise	21,921 <sup>1</sup> 4 <sup>s</sup> 8 <sup>d</sup> .
Recette	25,018 <sup>1</sup> 8 <sup>s</sup> 8 <sup>d</sup> .

« Deniers payés à Hélye Brosset, architecte et entrepreneur, pour la construction de l'œuvre de la chaussée et aille qui se bâtit de neuf à la petite prée de la Madeleine, près la Belle-Croix, 4,980<sup>1</sup>, en divers paiements. Autres deniers payés à M<sup>e</sup> Anthoine Nidellet, receveur et miseur de la ville de Nantes, pour subvenir aux traitement et nourriture des malades du Sanitat, suivant les ordonnances de la ville, 12,600<sup>1</sup>, en divers paiements. »

CC. 325. (Cahier.) — In-folio, papier, 35 f<sup>os</sup>.

**1640-1642.** — « Compte sixième de M<sup>e</sup> Guillaume Boucaud, des deniers destinés à l'œuvre des ponts de Nantes, pour deux années, commencées le premier juing 1640, finies le dernier mai 1642. »

Somme de la dépense	18,918 <sup>1</sup> 10 <sup>s</sup> .
Montant de la recette	21,097 <sup>1</sup> 4 <sup>s</sup> .

« Deniers payés pour les journées des massons, manœuvres, journaliers et autres, employés à travailler à la construction de l'aille bâtie sur les ponts, à la Belle-Croix, réparations et entretenement des ponts dudit Nantes et de Pirmil. Pour la sepmaine commencée le lundi quatrième de juing 1640, et finie le dimanche ensuivant, 10 dudit mois, où il y a eu cinq jours ouvrables, 60<sup>1</sup> 10<sup>s</sup>. Pour les pavés, depuis la porte Poissonnière, jusques à la tour de Pirmil, 354<sup>1</sup>. »

CC. 326. (Cahier.) — In-quarto, papier, 64 f<sup>os</sup>.

**1642-1644.** — « Compte septiesme de M<sup>e</sup> Guillaume Boucaud, miseur de l'œuvre des ponts de Nantes, pour deux années finies au mois de juin 1644.

Somme de la mise	17,417 <sup>1</sup> 10 <sup>s</sup> .
Recette	26,178 <sup>1</sup> 14 <sup>s</sup> .

« Deniers payés à Hélye Brosset, M<sup>e</sup> architecte, pour la construction de l'œuvre de la chaussée et aille de la Belle-Croix, bastie de neuf à la petite prée de la Madelaine sur les ponts de Nantes, 500<sup>l</sup> et 1,911<sup>l</sup> 16<sup>s</sup>. Autres paiements faits au receveur et miseur des deniers d'octroy de la ville. Encores audit Nidellet, la somme de 3,000<sup>l</sup>, par ordonnance de la ville du 21 février 1644, pour subvenir et employer aux grandes dépenses funèbres de la défunte Roïne mère, monsieur le cardinal duc de Richelieu, gouverneur de la province et du défunt Roy que Dieu absolve, et des députations en Cour, pour obtenir de S. M. la continuation des debvoirs octroyés à la communauté, et faire le serment de fidélité au Roy, conduite et nourriture des prisonniers espagnols et autres despenses excessives. »

CC. 327. (Cahier.) — In-folio, papier, 140 f<sup>os</sup>.

1644-1646. — « Compte huitiesme de M<sup>e</sup> Guillaume Boucaud, pour la miserie des ponts, pour deux années commencées le 1<sup>er</sup> juin 1644 et finies à pareil jour 1646. »

Somme de la mise	12,367 <sup>l</sup> 10 <sup>s</sup> 4 <sup>d</sup> .
Par déport	3,506 <sup>l</sup> .
Recette	20,761 <sup>l</sup> 4 <sup>s</sup> .

« Pour faire le mur d'une arche près la Belle-Croix, qui estoit preste de tomber, une fourniture et demye de chaux à 42<sup>l</sup> la fourniture, 63<sup>l</sup>. Pour dix-sept pipes de chaux employées aux ponts de Nantes, 38<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. La somme de 3,700<sup>l</sup> pour remassonner et mettre des pierres de taille de grisson aux pilliers et arcs-boutans du pont de Piremil, tant vers amont que vers aval, en la place de celles qui estoient tombées par la force des glaces et grandes eaux; et ce depuis la tour de Piremil jusques à la porte de Vretais, et aussy aux avant beches et poinctes desdits pilliers, à chaux sable et cymant, et aussy mettre dans les pillotis le nombre de 150 gabarrées de pierre froide, et autres réparations particulièrement déclarées au devis qui en auroit esté fait, et inséré audict bail fait à la Maison commune, le 20 juillet 1645. Audict receveur et miseur des deniers destinés à l'œuvre des ponts, 320<sup>l</sup>, pour deux années de ses gages ordinaires, à cause de sa dite charge, à raison de huit vingt livres par chacun an. »

CC. 328. (Cahier.) — In-folio, papier, 57 f<sup>os</sup>.

1646-1648. — « Compte neufiesme de M<sup>e</sup> Guil-

laume Boucaud, commis à la miserie de l'œuvre des ponts durant deux années, commencées le 1<sup>er</sup> juin 1646, finies à pareil jour 1648. »

Somme de la mise	15,625 <sup>l</sup> 11 <sup>s</sup> 10 <sup>d</sup> .
Recette	17,897 <sup>l</sup> 13 <sup>s</sup> 8 <sup>d</sup> .

« Deniers payés pour achat de bois de pillotis, à servir aux fondements des pilliers du pont Rousseau, 1,950<sup>l</sup>; 400 pièces de bois de chêne, de longueur un tiers de douze pieds, un tiers de saize pieds, l'autre tiers de vingts pieds, et de grosseur par le petit bout six pouces. Pour les frais du procès-verbal de l'état des ponts de Nantes, fait par messieurs l'alloué et l'avocat du Roy au siège présidial, 48<sup>l</sup>. Pour le desjeuner et disner le jour de la visite générale des ponts, le 12 août 1648, 100<sup>l</sup>. A M<sup>e</sup> Antoine Jousset, contrôleur de l'œuvre des ponts, 83<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>, pour ses gages, depuis le 24 novembre 1647. »

CC. 329. (Cahier.) — In-folio, papier, 26 f<sup>os</sup>.

1648-1650. — « Compte dixième de M<sup>e</sup> G. Boucaud, miseur de l'œuvre des ponts, pour deux années finies le 1<sup>er</sup> juin 1650. »

Le total de la mise est déchiré.

La recette est de 22,272<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>.

« Pour remettre en état et refaire les pescheries et six rotareaux, sous le pont de Nantes, entre le faubourg de la Saulzaie et la Belle-Croix, appartenant à M<sup>me</sup> de Lesneval, que la ville a esté condempnée refaire par sentence des requestes de l'hostel à Paris, 1,440<sup>l</sup> tournois. Pour la construction d'un pilier à Pont-Rousseau, 1,200<sup>l</sup>. »

CC. 330. (Cahier.) — In-folio, papier, 16 f<sup>os</sup>.

1656-1658. — « Compte quatorzième de M. G. Boucaud, miseur de l'œuvre des ponts, pour deux années, du 1<sup>er</sup> juin 1656 au 1<sup>er</sup> juin 1658. »

Somme de la mise	21,775 <sup>l</sup> 9 <sup>s</sup> .
Recette	18,000 <sup>l</sup> .

« Représente ledit comptable, que dans le chapitre des sepmenes, il n'a été employé d'état que pour soixante-une, quoiqu'il en doive avoir 104. en sorte qu'il seroit en demeure de 43, desquelles il n'a point rendu d'état. Mais comme par chacune desdites sepmenes, il a payé, en effet, aux archers, 5<sup>s</sup> comme charge ordinaire, et pour la garde de la porte, il leur est deub 43 réalles, vallant 5<sup>s</sup> chacune, montant à 18<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>, qu'il supplie avoir allocation. Pour la cons-



truction de deux piliers de pierre, fait de neuf, vis-à-vis le moulin du chapitre de Notre-Dame de Nantes, 1,700<sup>l</sup> à valoir sur la somme de 3,820<sup>l</sup>. A M<sup>e</sup> Gilles Corbineau, M<sup>e</sup> architecte de la ville, 100<sup>l</sup> sur ses gages ordinaires. »

CC. 331. (Cahier.) — In-folio, papier, 22 f<sup>os</sup>.

**1666-1668.** — « Compte dix-neuvième de M<sup>e</sup> G. Boucaud, miseur de l'œuvre des ponts, pour deux années, finies le 1<sup>er</sup> juin 1668. »

Somme de la mise	19,518 <sup>l</sup> 19 <sup>s</sup> .
Par déport	3 <sup>l</sup> .
Recette	20,969 <sup>l</sup> 1 <sup>s</sup> .

« A Jean Brossard, M<sup>e</sup> charpentier, 2,800<sup>l</sup> pour avoir fourni des galloires, poutres et autres bois de charpente pour les gardes corps du pont de pont Rousseau, et autres bois de pillotis pour le pont Poissonnier. A Perraudau, masson, 4,440<sup>l</sup> pour plusieurs réparations faites aux ponts de pierres de Nantes, ainsi qu'il est plus amplement spécifié par son marché et devis. Pour la construction d'une arche et voûte entre les deux tours de la Provosté de Nantes, et un pilier de pierre froide de grizon, taillé au bout du grand pont de la porte, au bout, du costé de la Saulzaye, 900<sup>l</sup>. Pour la façon du présent état au vray, 50<sup>l</sup>. »

CC. 332. (Cahier.) — In-folio, papier, 18 f<sup>os</sup>.

**1668-1670.** — « Compte vingtième (double) de M<sup>e</sup> G. Boucaud, receveur et miseur des deniers destinés à l'œuvre des ponts, pour deux années, du 1<sup>er</sup> juillet 1668 au pareil jour 1670. »

Somme de la mise	10,835 <sup>l</sup> 4 <sup>s</sup> 6 <sup>d</sup> .
Par déport	8,183 <sup>l</sup> 8 <sup>s</sup> .
Recette	18,000 <sup>l</sup> .

« Dépense au sujet de la pyramide faite au bout du pont de la Poissonnerie. Au maitre fondeur pour la planche de cuivre mise à la pyramide, 57<sup>l</sup>; pour avoir raccommoé la croix et crucifix du pont de Pirmil, 6<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; A Langlois, maitre graveur, pour avoir gravé la plaque de cuivre de la pyramide neuve de la porte Poissonnière, 37<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. A messire Jacques Charrete, s<sup>r</sup> de Montbert, conseiller du Roy, sénéchal de Nantes, et maire, escuyer Jacques de Valleton, s<sup>r</sup> de la Peille, conseiller échevin, escuyer Jacques Langlois, sieur des Roberdières, pour les frais de leur voyage aux États convoqués à Dinan, en 1669, 1,200<sup>l</sup>. Pour certains dommages et intérêts, obtenus contre la com-

munauté de Nantes, faute de nettoyage de la rivière d'Erdre, 385<sup>l</sup>. Frais faits pour le nettoyage de la rivière d'Erdre, depuis les moulins des Halles jusques au grand rasteau, 750<sup>l</sup> tournois. »

CC. 333. (Cahier.) — In-folio, papier, 11 f<sup>os</sup>.

**1672-1674.** — « Compte vingt-deuxième (double) de M<sup>e</sup> G. Boucaud, receveur et miseur des deniers destinés à l'œuvre des ponts, pour deux années, finies le dernier juin 1674. »

Somme de la mise	18,700 <sup>l</sup> 1 <sup>s</sup> 2 <sup>d</sup> .
Par déport	1,054 <sup>l</sup> 5 <sup>s</sup> 6 <sup>d</sup> .
Recette	19,044 <sup>l</sup> 17 <sup>s</sup> .

« A écuyer Jean Picaud, s<sup>r</sup> du Parc, et Anne de Monti, son épouse, 2,520<sup>l</sup>, payées suivant ordonnance de M<sup>sr</sup> le duc de Chaulnes, gouverneur de cette province, 2,000<sup>l</sup> pour franchissement de six vingts cinq livres de rente, dues par la communauté, à écuyer André de Monti, s<sup>r</sup> de la Voirye, ayeul de la dite dame, et le surplus pour les arrérages. La somme de 400<sup>l</sup> distribuée à plusieurs pauvres gens demeurant en Erdre et sur les ponts, durant les grandes eaux. A M<sup>e</sup> Regnier, maire de Nantes, 776<sup>l</sup> tournois, par ordonnance de M<sup>sr</sup> le duc de Chaulnes, à valoir sur celle de 3,000 pour employer aux pressantes nécessités de la guerre. Pour la construction de deux classes au collège de Saint-Clément, 3,000<sup>l</sup>. »

#### Dettes de la ville.

CC. 334. (Liasse.) — 2 pièces parchemin; 1 pièce papier; 1 sceau.

**1491-1492.** — Contrat passé devant la Cour de Nantes, en la maison de Jean Blanchet, changeur, le 22 avril 1491, par lequel Guyon de la Ruelle, et Vincent Durant, miseur de Nantes, s'engagent en leur propre et privé nom, à rembourser à Hervé le Coustelier, marchand, la somme de « quatorze cens doze escuz d'or de Roy, savoir en la somme de doze cens quatre vigns quatorze escuz et vignt neuff soulz unze deniers, pour pareille somme, que iceluy le Coustelier, doit et est tenu, à leur prière et requeste, poier à hault et puissant prince, M<sup>sr</sup> le comte de Vendosmais, en l'acquit de messeigneurs les bourgeois, manans et habitans de cette ville de Nantes, de rest de la somme de saeze cens escuz et quatre soulz unze deniers, que lesdiz gens de ville devoient et estoient tenuz audit seigneur de Vendosmais, comme héritier, à cause de H. et P. princesse, madame Marie de

Luxembourg, sa compaigne espouse, de feu princesse de bonne recordation, la duchesse Katherine, dont Dieu ait l'âme, pour ouict tasses o leur couvercle, le tout d'or, pesans ensemble, 18 marcs 7 onces 1 gros et demy d'or, à vigné ung caraz, et une cope et une esguière, aussi d'or, pesans ensemble 6 marcs et 4 gros d'or, à daix neuff caraz. » Soit en tout, 24 marcs, 7 onces 5 gros et demi d'or, prisés à la somme de 1,600 écus d'or, 4<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. Cette vaisselle, appartenant à la feue duchesse, avait été prise et empruntée « par lesdits gens de ville, pour employer en certaines, leurs affaires. Et pour maire seurté du paiement et remboursement de ladite somme, ont iceulx de la Ruelle et Durant baillé audit le Coustelier, qui a prins et receu d'eulx ung collier d'or à menues cordelières, garny de fleurs, esmaillées de roge cler blanc et noir, et percées à jour, garnies et meslées de sept dyamans en table, sauff l'un qui est à faces, sept rubiz et sept grosses perles, et oultre y a quarente-deux perles de comte branlantes, entre lesquelles a graines noires. » Quittance du 2 mai 1491, donnée par François de Bourbon, comte de Vendomois, de 1,294 écus d'or, chaque écu pour 35<sup>s</sup> et 29<sup>s</sup> 11<sup>d</sup> monnaie, lui dus par les habitants de Nantes, signée : François, et scellée de son sceau en cire rouge. Quittance du 21 août 1492, signée par Hervé le Coustelier de 2,803<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>, « pour l'acquit du colier que messieurs de la ville m'avoient baillé en gage pour pareille somme avant ces heures. »

CC. 335. (Liasse.) — 5 pièces parchemin ; 9 pièces papier.

1535-1603. — Obligation devant notaires, par laquelle les habitants de Nantes, réunis en assemblée au couvent des Jacobins, reconnaissent devoir au doyen et chapitre de Nantes, et à M<sup>e</sup> Léon Tissart, abbé commendataire de Buzay, et chanoine, la somme de 386<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> qu'ils s'obligent à rendre à Pâques prochains ; 4 janvier 1435. Le maire et les échevins, s'obligent à rembourser 335 écus, prêtés pour les affaires de la ville, par André Ruys, G. de Moucheron, N. Lamy, P. Ernault, P. Martin, G. Le Liepvre, A. d'Aragon, F. du Broc, G. Poullain, J. Allaire, et Agnès Cardoze, tous demeurant à Fosse, 16 août 1588. Autre acte de même date et même effet, pour 235 écus, prêtés par J. Fruneau, O. de Coussy, Cristoval de Saint-Jouan, et autres marchands, à la Fosse. Délibération du 21 mai 1565, portant qu'il sera levé par forme d'avance et sous la garantie de tous les habitants, sur

les plus aisés, la somme nécessaire pour payer les dettes de la ville. Lettres patentes du roi Charles IX, datées de Rennes, le 2 juin 1565, autorisant les maire et échevins de Nantes, à lever, par forme d'avance, sur les plus riches habitants, les sommes nécessaires pour payer les dettes les plus urgentes de la ville, en attendant qu'il soit pourvu au moyen de les rembourser toutes. Reconnaissances de sommes versées pour la ville, et quittances données par les créiteurs. André Ruys, 50 écus versés le 18 mars 1545, remboursés le 13 juillet 1547 ; Florimond le Charron, trésorier de Bretagne, 100 écus d'or. Ordre au miseur de compter, à Claude Geslin, apothicaire, 20 écus d'or au soleil, qu'il a prêtés, 20 mai 1547 ; à Michel Cosson, s<sup>r</sup> de la Varanne, 200 écus au soleil ; à Pierre de la Presse, marchand, 50 écus d'Espagne ; à A. Ruys, 50 écus ; 450 écus dus à Jean Giffard, 3 mars 1603. Abandon fait à la ville, par Pierre Fournier, s<sup>r</sup> des Ganteleries, des intérêts dus sur une somme de 600<sup>l</sup> qui doit lui être remboursée le 8 octobre 1603 ; même faveur par Jeanne Rocaz, femme de T. del Barco, pour les intérêts d'une pareille somme prêtée, savoir : 100 écus le 2 août 1588, 100 écus le 9 novembre 1594, le 6 novembre 1603.

CC. 336. (Registre.) — In-folio, papier, 52 f<sup>os</sup>.

1571-1572. — « Compte particulier, que rend au Roy M<sup>e</sup> Jean Fruneau, institué miseur, provenant des debvoirs des deniers levés pour l'acquit des debtes de la ville, pour un an, commencé le 8 septembre 1571, et fini à semblable jour de l'année 1572, employés c'est assavoir : 1<sup>o</sup> et principalement 5,000<sup>l</sup> tournois, à la réparation et fortification de la ville, et le sur plus desdits deniers, tant au payement et racquit des dettes et intérêts deubz que à la réparation et construction des ponts, et achat d'une maison et aulmonnerie, pour retirer, panser et médicamenter les malades pestifferez. »

Somme de la mise 17,694<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

La charge 18,181<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

« A M<sup>e</sup> Michel Le Lou, fils et héritier de defunt Jean Le Lou, damoyselle Marie des Rouxières, veuve de defunt Yves Rocaz, Julien Ruys et Jehanne Rocaz, sa femme, Nycollas Fiot et Marguerite Rocaz, sa femme, tous enfants et héritiers dudit defunt Yves Rocaz, 2,875<sup>l</sup>, savoir ; 2,000<sup>l</sup> pour le remboursement de semblable somme baillée à M<sup>e</sup> Geoffroy Drouet, maire, par lesdits Le Lou et Rocaz, dès le 11 septembre 1565, par

prest et sans intérêt, pour un an, et 875<sup>1</sup> pour les intérêts de ladite somme, au denier douze, depuis le 22 janvier 1567, que fut donné assignation pour les rembourser, jusqu'au 22 janvier 1572, jour de leur remboursement. A Guillaume Poullain, Gratien d'Aragon et Marguerite de Villa-Diego, veuve de feu Michel Marques, 375<sup>1</sup>, à chacun 125<sup>1</sup>, prêtées pour ayder aux fraictz de l'entrée du Roy. A André Ruys, comme tuteur et curateur de Jacques, Pierre, Jean et Anne de la Presse, 150<sup>1</sup> tournois prestées par défunt Jean de la Presse, à la ville, en l'année 1565, pour ayder aux fraictz de ladite entrée. Fraictz pour les pancartes, bannyes et proclamations de la ferme des deniers d'octroy, accordés par le Roy aux habitants, 135<sup>1</sup> tournois. »

CC. 337. (Cahier.) — In-folio, papier, 51 f<sup>os</sup>.

1573. — « Compte premier et particulier de G. Rabillard, miseur et receveur pour une année, commencée le 1<sup>er</sup> janvier 1573, et finie le dernier décembre, des deniers d'octroy accordés par le Roy, par lettres patentes du 2 may 1572, pour être levés pendant six années et employés 5,000<sup>1</sup> par an à la réparation et fortification de la ville, et le surplus, tant au paiement et acquiet des dettes, que réparation et entretien des ponts et achat d'une maison et aulmonnerie. »

Somme de la mise 16,036<sup>1</sup> 18<sup>s</sup> 9<sup>d</sup> tournois.

La charge 17,546<sup>1</sup> 17<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> obole.

« A M<sup>e</sup> Nicollas Lepvrault, 5,000<sup>1</sup> pour son remboursement de pareille somme à luy due par la ville, savoir : 3,000<sup>1</sup> qui auroient esté, de l'ordonnance de M. de Bouillé, gouverneur et lieutenant général de ce pais, en l'absence du sieur de Martigues, l'évesque de Nantes, le sieur de Sanzay, capitaine et gouverneur de la ville, et des maire et eschevins pris par force sur ledit Lepvrault, des deniers qu'il avoit en ses mains, par luy receuz au tablier de la provosté de Nantes, pour les debvoirs prétendus par divers seigneurs, saiziz d'auctorité de la Chambre, selon qu'il est rapporté par le procès-verbal de ladite prinse, du 17 septembre 1568, et la somme de 2,000<sup>1</sup> versée au miseur de la ville, le 3 octobre 1569. En remboursement de ces sommes, M<sup>e</sup> Lepvrault avoit mis en procès les maire et eschevins, par devant messieurs du présidial, et obtenu condamnation contre eux, par sentence, du 20 septembre 1572. A Renée Burot, veufve feu Estienne Perrin, 250<sup>1</sup> tournois, pour son remboursement de

pareille somme, qu'elle auroit, en ladite année 1565, esté contraincte paier pour subvenir aux fraiz de ladite entrée du Roy. » A partir du folio 29, est un double de ce même compte.

CC. 338. (Registre.) — In-folio, papier, 112 f<sup>os</sup>.

1578-1580. — « Cope du compte de M<sup>e</sup> Pierre Langlois, de la recepte et dépense des deniers accordés par le Roy estre levez sur les marchandises déclarées en la pancarte desdits debvoirs, pour les deniers en provenans estre employez, scavoir : cinq mille livres par chacun an à la reparation et fortification de la ville de Nantes et le surplus au paiement et acquiet des debtes deues par ladite ville, intérêt d'icelles, réparation des ponts, achapt d'une maison et aumosnerie pour retirer, penser et médicamenter les malades pestifferez, durant deux années et demie commencées le 1<sup>er</sup> juillet 1578, finies le dernier jour de décembre 1580. »

Somme de la mise claire 5,045<sup>1</sup> 3<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>.

Recette 13,879<sup>1</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

« A François Carnero, 33 escuz tiers, pour son remboursement du principal de la somme de 100<sup>1</sup> tournois par luy prestée à ladite ville pour l'équipage de certains navires pour le recouvrement de l'isle de Belisle. A nobles gens messire Mathieu André et Jehanne Taillandier, sa femme et compaigne, s<sup>r</sup> et dame de Champeaulx et du Tertre, et M<sup>e</sup> Lois Michel s<sup>r</sup> de la Garnison, tuteur et curateur respectivement des enfants de defunct M<sup>e</sup> Jehan Joullin, et ladite Taillandier, par aucun temps sa femme, 2,656 escuz 50<sup>s</sup> 1<sup>d</sup> tournois, paies en et pour l'acquiet de ladite ville, et desdits sieurs Maire et eschevins qui estoient tenuz et obligez payez ladite somme pour et en l'acquiet de nobles et puissants Renée du Breil et Claude d'Argy, sa compaigne, sieur et dame de Lyré et du Plessis-Vert, par contract de la vendicion à eulx faicte, le 22<sup>e</sup> jour de mars 1578, signé Michel et Bizeul, notaires royaux, de la maison Bizart avec ses appartenances et deppendances, située en la ville de Nantes, paroisse de N. D. A Jehan Couvrechef, maistre menuisier, 5 escuz tiers, pour avoir défait et démembré les grandes ermoires de noyer où l'on retire les lettres de la ville, lesquelles estoient en la maison de ville aux Changes, et icelles avoir rejointes et dressées, en la maison commune de ville en la rue de Verdun. Au même, 17 escuz 15<sup>s</sup> pour avoir faict en ladicte maison, rue de Verdun, neuf grandes ermoires propres à mettre les lettres de

la ville, le devant de bois de noier et le dedans et le surplus en bois de chesne de telle et pareille grandeur que les autres. A Nicolas Thebauld, menuisier, 40 escuz, pour avoir faict, de son mestier de menuisier, le bureau de la mairie en la maison commune de ladite ville, scavoir : deux bancs de noyer de douze piedz et demy de long, les doussiers et paneaux de taille, ung huisset au milieu avec une grande table de chesne pour ledit bureau, de la longueur desdits bancs, de trois piedz et trois poulces de largeur, et trois tréteaulx de boys de noier tournés, et six tirettes et layettes en ladite table, ensemble ung petit tablier de bois de chesne, avec deux tirouers de bois de chesne. Audit comptable 105 escuz, pour son remboursement de pareille somme par luy frayée et desboursée aux massons, manœuvres, ouvriers et artisans qui ont besogné à la maison commune de ladite ville, et pour achat de chaux, sable, tuffeaux et autres choses nécessaires pour lesdites réparations. A André Ruys, 200 escuz pour remboursement de pareille somme par luy avancée et païée au cappitaine Carnes Ucelliny, lieutenant de monsieur le mareschal de Rays, sur les gallères du Roy estant au port de Nantes, et à luy ordonnés par ladite ville, pour faire voïages avec gallère royale et équipage d'icelle pour courir sus et faire retirer au port de Nantes les deux gallères des cappitaines Polimille et Artivitis, qui estoient à l'entrée de la rivière de Loire, à la bouche de la mer, pillant les vaisseaux entrans et sortans, et empeschans le libre commerce et trafic de marchandises. A D<sup>lle</sup> Loise Brece, dame des Jamonnières, 722 escuz 13 s 4 d, revenans à 2,466 l 13 s 3 d tournois à elle due par sire René Martin, s<sup>r</sup> de la Thomassière, et Anthoine Gravoi, s<sup>r</sup> de St-Michel, qu'ilz avoient d'elle prinse et empruntée pour subvenir aux urgens et nécessaires affaires de ladite ville. »

CC. 339. (Registre.) — In-folio, papier, 40 f<sup>o</sup>.

1586-1587. — « Compte premier et particulier de M<sup>e</sup> René Mocquart, marchand, naguères receveur et miseur des deniers communs et d'octroi de la ville de Nantes et des deniers ordonnez estre levez pour le racquit des debtes de ladite ville, de la mise et des-pense de la somme de 10,000 l tournois, restante de celle de 30,000 l que S. M. avoit ordonné estre employée pour l'accroissement et fortification de la ville neufve par ses lettres patentes du 20 avril 1584, depuis le temps qui auroit commencé le 10 mars 1586 jusqu'au dernier de febvrier 1587. »

Somme de la mise claire	3,220 écus 6 s 4 d.
Par déport	533 écus 1 tiers.
Recette	3,333 écus 1 tiers.

« Au capitaine Ambroise Durbin, l'un des ingénieurs ordinaires de S. M., et par icelle député avec lesdits s<sup>rs</sup> commissaires à la direction et conduite de l'œuvre de la Villeneuve, 66 escuz deux tiers, par avance sur ses peines et vacations de janvier et febvrier 1586. »

CC. 340. (Registre.) — In-folio papier, 31 f<sup>o</sup>.

1586-1589. — « Compte de M<sup>e</sup> René Mocquart, naguères receveur et miseur des deniers communs et d'octroi de ceste ville de Nantes, des deniers destinés pour le racquit des dettes d'icelle pour le temps de troys années et demye, commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1586 et finyes le dernier juing 1589. »

Somme de la mise claire	18,441 écus 7 s 7 d obole.
Par déport	1,149 écus 43 s.
Recette	20,124 écus 30 s.

« Par résolution et assemblée générale, tenue en la maison commune de ville, le 2 juing 1586, sur ce que M. le Maire auroit remonstré à la compagnie que mestre François Maillard et Nicodesme Moulmier, cy-devant administrateurs de l'aulmosnerie de ceste ville, et maistre Estienne Martin, apoticquaire qui auroitourny plusieurs drogues et médicamens pour les paouvres de ladite aulmosnerie, avoient obtenu plusieurs sentences et jugemens de condempnations par le siège présidial de Nantes, à leur profit, contre le miseur de ceste dicte ville, scavoir : lesdits Maillard et Moulmier de 1341 l tant de solz pour reste de compte, rendu de leur charge, et ledit Martin de 300 tant de livres, à quoi ledit miseur n'auroit peu satisfaire au moien qu'il n'avoit aucun deniers entre mains ; et auroit requis la compagnie de délibérer ; auroit esté ordonné que pour éviter aux rigueurs et peines portées par lesdits jugemens et sentences, ils seroient payés sur une somme de 1,200 l cy-devant donnée par monsieur l'archediacre de Nantes audits paouvres, et le surplus sur les deniers destinés au racquit des debtes. — Au boucher, 23 escuz solz un tiers pour la chair de beuf, veau et mouton fournie et baillée pour la nourriture des paouvres dudit hospital, du 29 mars 1587, au dernier jour d'apvril ensuyvant, à raison de 53 sols par jour. A Jacques Pelloteau, boullanger, 132 escuz et demy, pour 1,590 pains par luy fournys à raison de 5 s par chacun pain, pendant mars et apvril 1587. » — Sur la proposition faite le 12 mai 1589, par

le sieur de Gassion, capitaine des ville et château de Nantes, « qu'il estoit requis et nécessaire avoir cinquante hommes habitans de la ville et forsbourgs, prins sur les compaignies pour assister et conduire l'artillerye tirée hors du chasteau de ceste ville par mer en vaisseaux jusques à Vannes, suivant le mandement et commandement exprès de monseigneur le gouverneur, » il est décidé que ces cinquante hommes fournis par chaque compaignie, seront placés sous les ordres du capitaine Charles Belœil, auquel sera comptée la somme de 200 écus sol.

CC. 341. (Registre.) — In-folio papier, 61 f<sup>os</sup>.

**1587-1589.** — « Compte deuxième et dernier de M. René Moquart, naguères receveur et miseur de cette ville de Nantes, des deniers ordonnez estre levez pour le racquit des debtes de ladite ville, et commis par monseigneur le duc de Mercœur et de Penthièvre. » En tête est une ordonnance du duc de Mercœur, du 8 juin 1587, prescrivant d'employer 5,000<sup>l</sup> à la construction de la Villeneuve, « à la paye des ouvriers, ensemble des outillz, ferremens et aultres choses nécessaires audit œuvre. »

Mise claire 3,179 écus 49 s 6 d.  
Par déport 866 écus 2 tiers.  
Recette 4,279 écus 53 s 8 d.

« En la sepmaine commencée le 9<sup>e</sup> jour du mois de janvier 1589, en laquelle y auroit eu six jours ouvriers, payé aux ouvriers et manœuvres qui auroint travaillé audit œuvre de la Villeneuve, 70<sup>l</sup> 7 s 5 d revenant à 23 escuz 27 s 5 d. »

CC. 342. (Registre.) — In-folio papier, 71 f<sup>os</sup>.

**1589-1591.** — « Compte particulier de M<sup>e</sup> Guillaume Rouxeau, naguères receveur et miseur des deniers communs et d'octroy, et des deniers ordonnez estre levez pour le racquit des debtes de ladite ville, de la mise et despense de la somme de 10,000<sup>l</sup> que S. M. auroit ordonné estre employée pour l'accroissement et fortification de la Ville neufve, durant le temps deux années finies au jour et feste de Saint-Jean-Baptiste 1591. »

Mise claire 189 écus 37 s 4 d.  
Par déport 1,971 écus 2/3 8 s 5 d.  
Recette 3,566 écus 2/3 4 s 5 d.

« En la sepmaine qui auroit commencée le lundi premier jour de janvier 1590, en laquelle y auroit eu

quatre jours ouvriers, payé aux ouvriers et manœuvres qui auroient travaillé pendant ledit temps, 24<sup>l</sup> 16 s, revenant à 8 escuz 16 s. — Le douzeiesme jour de décembre 1589, en la maison de Briort, par messieurs de Gassion, sr du Coign-Garreau et de la Rivière d'Abbaretz, de la Courousserie Fourché et du Fief-Loriot, conseillers au Conseil d'Estat et des finances de Bretagne, estably à Nantes, procédant au bail et marché de la construction de treze sentinelles requises sur les remparts et autour de la Villeneuve de ceste ville, suyvnt l'ordonnance dudit Conseil, portant leur commission dudit mois de décembre audit an, sellon le devis qui en auroit esté fait le 26 novembre par Jean Briquet, maistre maczon et architecte et Pierre Parisis, maistre charpentier de ceste ville, auroint adjudé la faczon de la cherpente posée en son lieu de chaicune desdites sentinelles audit Parisis, pour 6 escuz 40 s, pour besoigne de œuvre de main seulement, sans qu'il feust tenu fournir de boys, lequel seroit baillé et porté sur le bord du fossé où seroient basties lesdites sentinelles, fors qu'il le couperoit où feroit couper, abattre et escarrer sur le lieu où seroit advisé qu'il seroit pris près ceste ville. Et où il seroit besoin remuer quelque terre pour ladite construction et assiette de ladite cherpente ce seroit par les manœuvres de ladite Ville-Neufve, ou autres, aux frais de la ville et non aux siens. »

CC. 343. (Registre.) — In-folio papier, 27 f<sup>os</sup>.

**1591-1594.** — « Compte particulier de M<sup>e</sup> Guillaume Monnier, naguères receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroy de ceste ville de Nantes, mesme de ceulx ordonnés estre levez pour le racquit des debtes de ladite ville, et particulièrement commis par messieurs les maire et eschevins d'icelle, à fayre la despance des 5,000<sup>l</sup> qui sont tenuz chacun an fournir et payer sur leursdits deniers du racquit pour la construction et accroissement de la nouvelle ville dudit Nantes, de l'employ despence et payemens faits sur les deniers dudit racquit pour ladite construction durant troys ans cinq mois entiers du 1<sup>er</sup> juillet 1591 au dernier novembre 1594. »

Mise claire 5,682 écus 10 s 6 d.  
Recette 5,833 écus 1/3.

Ce registre est presque exclusivement occupé par le décompte fait chaque semaine aux ouvriers.

CC. 344. (Registre.) — In-folio, papier, 51 f<sup>os</sup>.

**1591-1594.** — « Compte premier et dernier de M<sup>e</sup> Guillaume Monnier, des recepte et despence par luy faictes durant trois années et demye, commencées le 1<sup>er</sup> jour de juing 1591 et finyes le dernier jour de décembre 1594, des deniers provenuz de certains debvoirs accordés par S. M. pour estre employez à l'acquit des debtes et autres urgens et importans affaires de ladite ville. »

La dépense claire 17,906 écus 6 s 4 d.

Recette 15,920 écus 59 s 4 d.

« A M<sup>e</sup> Jean Poybeau, 500 escuz sol pour son remboursement de semblable somme que ladite ville auroit, dès le neufviesme jour de décembre 1588, faict arrester et prendre par M<sup>e</sup> François Caris, es mains de M<sup>e</sup> Pierre Chesneau, huissier en la Chambre, qui estoit consignataire de certains deniers appartenans audit Poybeau et ce par forme de prest et pour employer aux nécessités et affaires d'icelle. Audict Poybeau 231 escuz 50 s à luy adjugés par la sentence du siege présidial de Nantes, pour ses intérêts à raison du denier douze de ladite somme de 500 escuz. A M<sup>e</sup> Nicolas Bachelier, la somme de 185 escuz 4 s, pour son remboursement de semblable somme qui lui estoit due par l'issue et déduction du compte qu'il auroit rendu à ladite ville du fait de sa charge et administration. — Frais de l'expédition des lettres obtenues pour la continuation et prolongation de l'octroy et permission de la levée des deniers communs de ladite ville, 18 escuz. »

CC. 345. (Registre.) — In-folio, papier, 37 f<sup>os</sup>.

**1595-1596.** — « Compte particulier de M<sup>e</sup> Julien Guérin, naguères receveur et miseur des deniers communs, des recette et despence par luy faicte durant deux années, commencées le 1<sup>er</sup> jour de janvier 1595 et finyes le dernier décembre 1596, des deniers provenuz de certains debvoirs accordés par S. M. estre levez sur les denrées et marchandyes, pour estre lesdits deniers estre employez savoir : 5,000<sup>l</sup> par chacun an à la construction et euvre de la Villeneuve, et le surplus tant au paiement et acquit des debtes, que à la subvention et entretenement des principal et régens du collège d'icelle, nourriture des pauvres et plusieurs autres fraiz, voyaiges et despens. »

Mise claire 6,020 écus 52 s.

Par déport 288 écus 8 s.

Recette 5,298 écus 28 s 6 d.

« A Missire Jean Touteau, chanoine de l'église de Nantes, 12 escuz 30 s, pour l'arréraige d'une année finye et escheue le 27 février 1595, des intéréz et rentes à luy deuez, à raison du denier quinze de la somme de 200 escuz qu'il auroit presté à la ville. A M<sup>e</sup> Jacques Ripoché, principal du collège St-Clément de Nantes, 500 escuz soleil, pour une année des gaiges et apointemens à luy deuz à cause de sa charge de principal et pour l'entretennement dudit collège. A Philippes Retailleau, l'un des régens dudit collège, 10 escuz soleil pour partye de son remboursement de la somme de treize escuz qu'il avoit, dès le 11 mars 1593, payé du commandement verbal de la ville, au maistre menuisier, pour avoir replanché tout de neuf la classe où il faisoit lessons, pour empêcher les bourriers, terres et poussière qui estoient en la place de faire ennuy et incommodité aux escoliers de ladite classe. — Le sieur de Launay Dubot, maire, ayant en la congrégation et assemblée du 22 septembre 1595, pour le soullaigement de tous les habitans et pour éviter aux incommodités qu'ils recevoient chacun jour des gardes de monseigneur (le duc de Mercœur), qui estoient logez cheiz eulx, il avoit advisé de prendre en ceste ville ung logis seul pour loger et accommoder les gardes. Lequel estant nud, il estoit requis faire accommoder, garnir et ameubler de charlitz, paillasses, matelactz, travers litz, linceulx et couvertures de litz nécessaires. Et pour ce faire, mon dit seigneur charge ledit sieur maire le faire entendre à ladite assemblée, pour y pouvoir ordonner. Ce qu'ayant esté ainsy résolu et arrêté, par actes des délibérations de ladite ville, auroit esté commis et député pour faire le pris et achapt desdites espèces, les sieurs de Vallée-Macé et de la Rinaudière d'Hérédye, conseillers eschevins. Lesquels commissaires, auroient fait ledit achapt pour 180 escuz, sçavoir : dix charlitz de bois de chesne, en forme de couschette, pour 26 escuz deux tiers, à 2 escuz 40 s pièce ; quinze londières, quinze travers litz de layne garnyz de toile picquez et renduz prestz pour 100 escuz, à 6 escuz deux tiers chacune pièce ; dix huit paillasses aussy de toilles, contenant six aunes, pour 12 escuz, à raison de 40 s chacune, dix huit couvertures cathelannes d'Espagne, blanches, pour 42 escuz, à 2 escuz tiers chacune. »

CC. 346. (Registre) — In-folio, papier, 94 f<sup>os</sup>.

**1597-1600.** — « Estat au vray de M<sup>e</sup> Jacques Mer-

ceron, naguères receveur et miseur des deniers communs et d'octroy de la ville de Nantes, des recepte et despence par luy faicte durant troys années et demye, commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1597, et finyes le dernier jour de juing 1600, des deniers par luy receuz du dernier debvoir permis et accordé aux habitans pour subvenir aux affaires et grandes despences d'icelle ville. »

Total de la dépense 65,468 écus 15 • 2<sup>d</sup>.

Recette 41,056 écus 53 • 6<sup>d</sup>.

« Deniers payez pour les aulmosnes libérales faites aux pauvres nécessiteux des champs, aux trois principales portes de ladite ville de Nantes ; porte Saint-Pierre, pour la sepmaine commencée le jeudy 24 avril 1597, 209 escuz 45<sup>e</sup> délivrés à M. l'archidiacre de Nantes, commissaire député par la ville. » Et ainsi pendant les semaines de mai et juin. A la porte Saint-Nicolas, du même jour « 219 escuz 57<sup>e</sup> pour le pain distribué auxdits pauvres nécessiteux, » semaines de mai et juin. A la porte Poissonnière, 286 écus deux tiers, « à laquelle revient le nombre de 8,600 livres de pain, suivant le rapport de la distribution d'iceluy auxdits pauvres, des commissaires deputez à cette fin par la ville. » Mémes distributions en mai et juin. « Autres deniers payez par ordonnance de la ville pour subvenir à la nourriture et entretien des grands nombres de mallades de l'aulmosnerie de ladite ville de Nantes, qui y survenoient à raison de la nécessité du temps, et pour les traiter et médicamenter. A Pierre Barguin, l'un des administrateurs de la ville, 400 escuz sol, pour subvenir aux fraiz requis à faire serrer et retirer partie des pauvres mallades urgens, lors par ladite ville, à cause de sa grande affluence pour les faire loger et mettre au hault du magasin qui est à vis dudit hôpital, en des chambres naguères y ordonnées, et pour les faire traiter et gouverner comme les autres pauvres. — Despanse faicte de plusieurs et divers fraiz requis à l'entrée de S. M. en ladite ville de Nantes (1). A M<sup>e</sup> Jean Caris, 40 escuz soleil, tant pour les fraiz d'un voyage par luy fait de la ville d'Angers en ceste ville, pour apporter les passeports des deputez d'icelle, pour aller en Cour, que pour récompenser ung tambour qui auroit esté blessé, revenant avec luy, par les soldartz de la garnison de Chantou-

ceaux pour la seurreté desdits passeports. A Michel Reviant, Daniel Bricot et Charles Petit, maistres peintres, 366 escuz sol, à valoir sur 693 escuz 14 • 4<sup>d</sup>, suivant marché fait et passé entre la ville et eux, pour faire achapt de toutes et chacunes les espèces d'or argent et coulleurs pour employer à servir aux peintures et devises ordonnées estre faictes pour l'honneur de l'entrée du Roy. A Stoffe de Quarare, gentilhomme escuier, 3 escuz pour ung voiage par luy faict à Machecou, veoir et visiter ung cheval d'Espagne, que la ville avoit advisé d'achepter pour présenter au Roy. A troys taverniers au faubourg de Richebourg, 12 escuz 30 • pour la nourriture de 40 soldartz et 10 gougears venus de la part de S. M. qui auroient entrez en garnison au chasteau dudit Nantes, suivant le commandement de monsieur le maréchal de Retz. Aux soldartz ordonnez pour la garde du chasteau dudit Nantes, 50 escuz sol. A Jacques de Bray, maistre serrurier, 10 escuz sol, pour les quatre clés par luy faictes des portes de la ville, qui furent présentées à S. M., pour façon, doreure et graveure. A Jacques Grandamy, marchand, 72 escuz pour douze gandz d'Espagne, parfumez d'ambre gris, présentez de la part de la ville, à Madame sœur du Roy, et madame la duchesse de Beaufort. A Nicolas Boquier, marchand sucrier, 252 escuz pour 207 livres de confitures, tant seiches que liquides, savoir : mirabolans, massapins, et autres sortes de confitures mises en boites. A Jacques Grandamy, 48 escuz sol, pour la vante de huit paires de gandz d'ambre et autres sentures exquises, à raison de 6 escuz la paire. Sur ce qu'il auroit esté représenté à l'assemblée générale de la ville, la coustume estre aux villes faire quelques dons et libéralitez, lorsque le Roy y faict son entrée, tant au capitaine des gardes escossoises, capitaine des gardes dess uisses, archers de la porte du logis du Roy, archers des gardes du corps, huissiers de salle et chambre de S. M., huissiers du Conseil, trompettes et tambours, les maire et eschevins, bourgeois, manans et habitans, auroient advisé, délibéré et ordonné qu'il seroit payé, sçavoir : aux huissiers de salle, 10 escuz ; à ceux de la chambre, 12 escuz ; aux trompettes, 15 ; aux gardes escossoises 60 ; aux gardes de la porte du logis du Roy, 10 ; aux archers de la garde du corps de S. M., 10 ; au capitaine des suisses, 10 ; aux huissiers du Conseil, 12 ; aux tambours, 2 ; et au sergent qui commandoit, lors de ladite entrée au chasteau de Nantes, 20 escuz, revenant le tout à 160 escuz. »

(1) Voir série BB. 23. Henri IV arriva le 13 avril 1598 à Nantes, et ne voulut point avoir d'entrée royale.



CC. 347. (Registre.) — In-folio, papier, 77 f<sup>os</sup>.

**1597-1600.** — « Compte particulier de M<sup>e</sup> Jacques Merceron, naguères receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, des recepte et dépence par luy faites, durant troys années et demye, commencées le 1<sup>er</sup> janvier 1597, et finyes le dernier jour de juing 1600, des deniers par luy receuz, provenans de certains devoirs accordés par S. M., par lettres de 1576, 1581, aùtres du duc de Mercœur, de 1593, et d'Henri IV, données à Nantes, le 4 mai 1598, pour être employès, sçavoir : 5,000<sup>l</sup> à la construction de la Villeneuve, le surplus à l'acquit des debtes, subvention et entretien des principal et régens du collège, réparations de la ville, nourriture des pauvres, frais, voyages et autres dépenses. Compte, en oultre, ledit comptable, des fruitz et revenus de la cure de Saint-Julien-de-Vouvantes et du prieuré de Batz, délaissé par le prieur, suivant le concordat qu'il en auroit fait avec la ville, pour l'entretienement dudit collège. »

Mise claire 15,287 écus 19<sup>s</sup> 9<sup>d</sup> obole.

Par déport 2,781 écus 40<sup>s</sup>.

Recette 15,583 écus 3<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>.

« Les fruitz et revenuz du spirituel et temporel du prieuré de Batz, au terroir de Guérande, annexé au séminaire du collège de Saint-Clément, » figurent dans la recette pour la somme de 900 écus. « A M<sup>e</sup> Morice Bressyns, officier domesticque de nostre saint père le pape, prieur commandataire du prieuré de Batz, 250 escuz sol, que ledit comptable luy auroit fait tenir en la ville de Rome; » pareille somme était due chaque année. Détails sur les frais de port et de change de ces sommes. Réparations et entretien de l'hôpital et collège de Saint-Clément et St-Jean. « A M<sup>e</sup> Michel Lorient, sieur de la Bergerye, seneschal de la juridiction des Régaires, et l'un des eschevins, 25 escus et demy, à luy ordonnez par lesdits sieurs maire et eschevins, pour un voiage de ceste ville en la paroisse de Batz, pour assister à veoir à faire le proceix verbal de l'estat des réparations requises et nécessaires, aux maisons, logis, moullins, chaussées, et autres appartenances dudit prieuré. » A Pierre Vacquerelle d'Urbain, ingénieur et conducteur général de l'œuvre et fortification de la Villeneuve de Nantes, 33 escus un tiers à luy ordonnés par le duc de Mercœur, pour ses gaiges, estat et apoinctemens. A M<sup>e</sup> Jean Briquet, maistre masson et architecte ordinaire de ladite ville, 333. escus un tiers, pour ses gages à luy attribués à cause de sadite charge, pour deux années.

CC. 348. (Registre.) — In-folio, papier, 40 f<sup>os</sup>.

**1602.** — « Compte de M<sup>e</sup> Julien de Brénezay, commis à la recepte des debvoirs du sol pour pot de vin, hors du creu du pays nantoys, et troys deniers pour pot de vin du creu dudit pays, cildres et aultres brevages nouvellement imposez par commission du Roy, pour ayder au racquict des debtes de ladite ville, venduz et débitez en icelle ville et forsbourgs, des recepte et dépence durant les mois d'octobre, novembre et décembre 1602. » En tête sont transcrites la requête des habitants à Henry IV, les lettres patentes du 30 mars 1602, autorisant la levée de cet impôt, le consentement des généraux des finances, l'institution du receveur et de ses commis. »

Mise claire 838<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>.

Recette 838<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>.

La recette est faite par mois, et au nom de chaque tavernier. Dans la dépense figurent deux sommes, 362<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, et 210<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> versées au miseur de la ville. « A M<sup>e</sup> Pierre Doriou, imprimeur du Roy et libraire juré en l'Université de Nantes, 8<sup>l</sup> pour avoir imprimé le nombre de 600 adjournemens, requis pour le remboursement des devoirs dudit sol et liard pour pot. »

CC. 349. (Registre.) — In-folio, papier, 48 f<sup>os</sup>.

**1605.** — « Compte particulier de M<sup>e</sup> René Nidellet, receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroi, des recepte et despance par luy faite durant une année, commencée le 1<sup>er</sup> jour de janvier 1605 et finye le dernier jour de décembre ensuyvant, des deniers particulièrement receuz, provenans de certains debvoirs accordez par S. M. pour estre employez à la construction de la Villeneuve et au payement et remboursement des debtes de ladite ville, rentes deues, entretenement du principal et régens du collège, nourriture des pauvres et malades de la maison du Sanitat. »

Mise claire 33,166<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>.

Par déport 32<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>.

Recette 33,917<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>.

« A damoyselle Marguérite de la Tullaye, veuve de feu N. H. Pierre André, 300<sup>l</sup> pour pareille somme due audit feu André par obligation sur la communauté du 14 juin 1586. — Réparations et entretenement de l'hospital et collaige de St-Clément, et réparations faites au pont de la porte Saint-Pierre, desquels la dépanse se fait sur les deniers du Racquit, suivant



les ordonnances desdits sieurs maire et eschevins. — En l'assemblée générale de tous les ordres de ceste ville de Nantes tenue le 15 mai 1605, sur ce qui auroict esté remontré par le procureur-sindiq que le cours des maladies contagieuses auroict reprins et commencé en certains endroits de ladite ville et faulxbourgs, et s'augmentoient journellement de jour en jour, et qu'il estoit requis et neccessaire de faire ouverture du Sanitat, aultrement l'Asnerye, pour y loger et traicter les malades de ladite contagion ; mesme qu'il y en avoit desja lors quelque nombre et aultres qui y estoient débordez, ainsi qu'auroit rapporté le chirurgien et aucuns de messieurs du Bureau et pères des paouvres, qui y auroinct dessandu et d'adviser à y establir chirurgiens, officiers et serviteurs nécessaires. Ce qu'ilz auroinct fait de Jean Bertran, chirurgien ; mesme commettre personnes notables gaigez de ladite ville pour entendre à la nourriture desdits malades ; et pour subvenir à ladite despance prendre des deniers de ladite ville indifféremment de toutes sortes et natures extraordinaires du racquit, communs et patrimoniaux, mesme de ceux destinez à la confection des ponts... — Remboursement des frais faits à la suite du Conseil du Roy pour les procès et affaires de la communauté, 500<sup>l</sup>. — Despance faicte pour le voyage de la ville en celle de Paris, pour la vérification de l'estat des debtes, 2,310<sup>l</sup> tournois. »

CC. 350. (Registre.) — In-folio, papier, 72 f<sup>os</sup>.

1606-1607. — « Compte deuxième et particulier de M<sup>e</sup> René Nidellet, receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroi des receptes et despances par luy faictes durant une année et demie, commencée le 1<sup>er</sup> janvier 1606, et finie le jour et feste de saint Jehan-Baptiste 1607, des deniers qu'il a particulièrement receuz provenans de certains debvoirs accordez par S. M., pour emploier à l'acquit des 5,000<sup>l</sup> payables en la recepte générale des finances de ce pays, auparavant destinées et ordonnées à la construction de la Villeneuve dudit Nantes, à cause que ledit oeuvre auroit depuis esté discontinué, et le surplus au payement et remboursement des dettes de ladite ville, rentes, entretenement du principal et régens du collège, et nourriture des pauvres malades du Sanitat (1). »

(1) La partie intérieure de la feuille de parchemin recouvrant ce registre contient en entier un aveu roturier, rendu devant la Cour des Régaires de Nantes, le 26 février 1537,

Mise claire 60,425<sup>l</sup> 44<sup>s</sup>.  
Recette 59,650<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> obole.

Une longue énumération des héritiers de Geoffroy Drouet, premier maire de Nantes, miseur en 1554, et de ceux de sa femme Marguerite Pineau, aux droits desquels avait été subrogé le duc de Montbazou, occupe les folios 17-20. Il leur revenait une somme de 9,033<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 10<sup>d</sup> « par la déduction et arrest final du dernier apurement du compte de la gestion et maniment dudit Drouet clos le 15 janvier 1604. » Ce chapitre relatif aux anciens comptes des miseurs « privilégiés avant les aultres dettes » contient le règlement de ceux de G. Rouxeau, 1591 ; G. Monnier, 1594 ; J. Guérin, 1596 ; J. Merceron, 1600. — « A M<sup>e</sup> Gilles Guiton, procureur spécial d'écuyer Jacques du Guigny, s<sup>r</sup> de la Garoullaye, la somme de 2,830<sup>l</sup> tournois ; 967<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> à laquelle lesdits maire et eschevins auroient accordez pour demeurer quictes avec ledit Guiton des arrérages de dix-neuf années de 50<sup>l</sup> monnoye qui estoit duee chacun an de rente audit sieur de la Garoullaye, et 662<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> tournois contenuz en certains exécutoires par luy obtenuz contre ladite ville, et la somme de 1,200<sup>l</sup> tournois pour le franchissement perpétuel dudit nombre de 50<sup>l</sup> de rente. A noble homme Alexandre Charette, sieur du Pellan, conseiller du Roy, prévost de Nantes, mari de D<sup>ne</sup> Sébastienne Paignon, héritière de N. H. René Paignon, vivant sieur de la Bauche, la somme de 180<sup>l</sup>, adjudée audit feu s<sup>r</sup> de la Bauche, contre les maire et eschevins de ladite ville, par sentence du siège présidial du 10 décembre 1604, pour remboursement de pareille somme dont feu M<sup>e</sup> Michel Paignon, son père, auroit fait prest à ladite ville. A N. H. Michel Lorient, sieur de la Noe, seneschal des Regaires, maire de ladite ville, et M<sup>e</sup> J. Blanchard, sieur de Lessongère, procureur du Roy au Présidial, deputez de Nantes, pour aller trouver S. M. et faire vérifier par M. de Maupeou conseiller du Roy en ses conseils d'Estat et privé, intendant général des finances, l'estat des debtes de ladite ville, aussy pour suivre au Conseil les affaires dont la communauté les auroit chargez, 2,310<sup>l</sup>, pour 110 journées. »

pour différentes pièces de terre et de vignes relevant du fief de l'Espinay, par « Jehan Davy, paroissien de Carquefou, demeurant au village du Cloux, à messire Pierre Glé, chevalier, conseiller du Roy et mareschal de ses logis, seigneur de l'Espronnière, la Housave, Cheviré, les Ripvières et dudit lieu de l'Espinay. »

CC. 331. (Registre) — In-folio, papier, 53 f<sup>os</sup>.

**1607-1608.** — « Compte troisième et dernier de M<sup>e</sup> René Nidellet, receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroi, des receipts et despanse par luy faites durant une année et demye, commencée le jour saint Jean-Baptiste 1607, et finye le dernier jour de décembre 1608, des deniers qu'il a particulièrement recuz provenans de certains devoirs, pour employer à l'acquit des 5,000<sup>l</sup> à présent payables à la receipte générale des finances de cedit pais, et le surplus au paiement et remboursement des dettes de la ville, rentes et entretenement du collège d'icelle. »

Mise claire 45,830<sup>l</sup> 5 s 4 d.

Recette 45,273<sup>l</sup> 4 s.

« A N. H. Pierre de Monty, sieur dudit lieu, conseiller du Roy et maistre ordinaire de ses comptes, la somme de 1,200<sup>l</sup> tournois, pour son remboursement de pareille somme de laquelle feu Bernard de Monty, vivant sieur dudit lieu, son père, auroit cy-devant fait prest à ladite ville pour subvenir aux affaires et nécessités d'icelle, le 19 avril 1589. A deux maistres boullangers, faisant tant pour eulx que pour les aultres boullangers de ceste ville, 173<sup>l</sup> 9 s pour le remboursement de pareille somme à laquelle se seroit monté le nombre de pains fournys pour les soldats et gens de guerre tenant le siège devant la ville de Châteaubriant, suivant l'estat dudit pain en datte du 6 mars 1603. — Gaiges et pensions du principal et régent du collège, à M<sup>e</sup> Sébastien Cohon, principal, 375<sup>l</sup> pour un quartier de ses gaiges ordinaires à cause de sadite charge. »

CC. 332. (Registre.) — In-folio, papier, 37 f<sup>os</sup>.

**1617.** — « Compte troisième, particulier et dernier de defunt M<sup>e</sup> Georges Le Rat, cy devant receveur et miseur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, que Jacqueline Crestien, sa veuve, rend en son nom, des receipts et despanse faictes durant une demie année commencée le 1<sup>er</sup> jour de janvier 1617, finie le dernier jour de juing suivant, des deniers provenans des anciens debvoirs, octroiez aux nobles bourgeois et habitans, destinez au raquit des dettes, rentes constituées à pris d'argent et autres causes. »

Mise claire 11,236<sup>l</sup> 16 s 2 d.

Par déport 14,679<sup>l</sup> 14 s 8 d.

Recette 34,521<sup>l</sup> 3 s.

« A nobles gens, Jean Charrette, sieur de la Noc, mari de D<sup>lle</sup> Françoise de Brénezay, et Philippe Biré,

sieur de la Sènaigerie, mari de D<sup>lle</sup> Elisabeth de Brénezay, héritiers bénéficiaires de N. H. Antoine de Brénezay, vivant sieur du Boisbriand, la somme de 600<sup>l</sup> pour leur remboursement de pareille somme, prestée à la communauté, suivant récépissé du 9 novembre 1594. — A M. le comte de Rochefort, lieutenant général, pour le Roy, des ville, chasteau et comté de Nantes, à la survivance de M. de Montbazou, la somme de 2,500<sup>l</sup> à luy ordonnée par forme de don et gratification, savoir : 1,000<sup>l</sup> en vaisselle d'argent, vermeil doré, et 1,500<sup>l</sup> pour faire achat de tapisseries et autres meubles propres et convenables pour l'ameublement du logis dudit sieur comte. — Au chapitre des deniers payés à plusieurs particuliers, pour l'acquit des dettes de la ville : au f<sup>o</sup> 29 dudit compte, le comptable fait despanse de la somme de sept vingt dix livres (150<sup>l</sup>) soubz le nom de Antoine Ruyz, fils et héritier de feu André Ruyz, par obligation du 16 aoust 1588. Pour l'enrôlement double et minute du présent compte, 40<sup>l</sup>; à M<sup>e</sup> Pierre Monnier, sieur de la Fresnais, conseiller du Roy, auditeur de ses comptes, en Bretagne, commis à la receipte des espices et droits, 123<sup>l</sup>; et l'estat au vray de la receipte et despanse du présent compte, 6<sup>l</sup>. »

CC. 353. (Liasse.) — Un cahier de 4 f<sup>os</sup>, 18 pièces papier.

**1567-1609.** — Ajournement du maire et des échevins à la requête : d'Yves Rocaz, en remboursement de 2,000<sup>l</sup> tournois qu'il leur avait prêtées en 1567; de Pierre Bloays, en date de mai 1598, pour 100 écus prêtés le 10 avril 1589; des héritiers de feu François Nogues, en date du 18 novembre 1596, pour 100 écus sol; de Pierre Fournier, s<sup>r</sup> de Gantelleries, également pour plusieurs sommes, mars 1599; de Catherine Bernard, pour diverses sommes prêtées par elle et feu son mari, Jean Boutin, juillet 1598; poursuites par la même, contre Jean Madeleneau, fermier général des deniers d'octrois, en paiement de « 3,000 escuz sol et les intérestz, quelle somme elle auroyt esté contraincte payer en ladite Maison de ville, il y a dix ans. » Accord final entre elle et les maire et eschevins, sur le montant des intérêts de 9,450<sup>l</sup> prêtées à différentes époques, par son mari, 24 janvier 1608. Ajournement à la requête de la dame de Martigues, pour être payée de la somme de 500<sup>l</sup>, prix de location du logis de Briord; arrêt mis en son nom, sur tous les deniers que peut avoir en mains le miseur de la ville, jusqu'à concurrence de la somme qui lui est due, 1599-1601.

Intimation, par huissier, au maire, aux échevins et au procureur-syndic, par les héritiers Bidé, pour le remboursement de différentes sommes prêtées à la ville par leurs père et mère, décembre 1598. Réclamation par Guyonne Potier, veuve de Jean Aveline, tutrice de ses enfants, de 60<sup>l</sup> prêtées à la ville, et des intérêts au denier quinze, par obligation du 16 août 1588, et d'une autre somme de 150<sup>l</sup> le 9 novembre 1594, mars 1609.

CC. 354. (Liasse.) — 1 cahier de 13 f<sup>o</sup>, 2 de 10, 3 de 6, 2 de 4, une pièce papier.

1557-1637. — « Estat abrégé des partyes et sommes de deniers couchées et employées, passées et allouées en la despence de deux comptes renduz par M<sup>e</sup> Geoffroy Drouet, receveur et miseur des deniers communs de la ville de Nantes, consentiz et arrestez en l'assemblée de ville des 18 décembre 1559 et 22 septembre 1564, desquelles partyes et sommes de deniers ledit Drouet a payé pour les affaires de la dite ville, tant des deniers qu'il a receuz pour y employer, que d'autres deniers qui ont été prins et empruntez d'aucuns particuliers, auxquels ils sont encore deuz par les habitants de la ville. »

Mise	53,450 <sup>l</sup> 7 <sup>s</sup> 9 <sup>d</sup> .
Recette	18,852 <sup>l</sup> 13 <sup>s</sup> 6 <sup>d</sup> .

Différence 34,607<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.

En tête du cahier est transcrite la commission donnée par le Roy, le 22 avril 1564, à Nicolas de Troyes, seigneur de Boisregnault, trésorier de France, général de ses finances, en Bretagne, de vérifier les dettes et frais, dûs par la ville, et contractés pendant le temps de la miserie de Geoffroy Drouet, auquel il revenait encore une somme de 8,251<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. — États des deniers que les maire, échevins, manants et habitants de Nantes, doivent et ont été contraints de prendre à intérêts de divers particuliers, pour les affaires de la ville, 46,152<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>, 5 mars 1571; des dettes contractées par les mêmes pendant les derniers troubles « pour le bien et service de S. M., et conservation de la ville en son obéissance, » 41,797<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>, plus 5,000<sup>l</sup> prélevées chaque année sur la ferme des devoirs, 25 juin 1576; des dettes de la ville, sans date ni signature ni total, postérieur à 1594; des dettes de la ville et communauté de Nantes, sans signature ni total, 1613, « pour le boys, cherbon et chandelle, lorsque l'on fait la garde en ladite ville, chacun an,

2,000<sup>l</sup>; pour l'entretienement des portes, barrières, ponts-levis, ponts dormants et passaiges, herses et autres réparations de boys, ferrures nécessaires es portes, entrées et advenues de ladite ville, 2,500<sup>l</sup>; pour l'entretienement et seicheries des pouldres à canon, souffres, salpestres et munitions de guerre, nettoisement et conservation des canons et maiches de guerre estantz en arsenalz et magazins de la ville, 600<sup>l</sup>; pour l'entretienement et refection des pavez des places publiques, entrées des portes, portz, caliz, grands chemins et advenues de la ville, 2,400<sup>l</sup>; pour l'entretienement des grands ponts de pierre et bois estans sur la rivière de Loyre, arches, piliers et chaussées, tant du costé de Pirmil que vers la terre, pour faciliter les passaiges et advenues de ladite ville, chacun an, 3,500<sup>l</sup> outre les deniers destinés à la construction et bastimans neufs desdits ponts, arches et chaussées. » État des dettes la ville, 59,561<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>, 14 janvier 1613; 21,806<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>, 20 novembre 1619; deniers empruntés à constitution de rentes pour les affaires de la ville et maladies contagieuses, 88,071<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>, plus « trante mil livres ou environ, » de 1625 à 1629; état des dettes, 139,631<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>, 26 avril 1637.

CC. 355. (Liasse.) — 3 pièces parchemin; 7 pièces papier; 1 imprimé petit in-4<sup>o</sup>, 1599, 16 pp.; 1 sceau fragmenté.

1599-1609. — Extraits d'arrêts du Conseil d'État, 3 juin 1599, portant que « la ville estant chargée de si grandes debtes, conceues par les troubles passés, que l'ancien patrimoine et les octrois accordez par S. M. pour les acquicter, ne sont suffizans pour en paier les intérestz, et qu'il n'y a aucun fonds pour les réparations nécessaires à la ville, mesmes aux ponts et chaussées, lesquelz en plusieurs endroitz menassent une périlleuse et évidante ruyne, par les assemblées généralles faites les 15 et 22 apvril dernier, il a esté advisé de supplier très humblement S. M., leur accorder quelque moyen de satisfaire aux debtes et réparations..... » L'administration et les habitants demandent divers impôts, pour neuf ans. Mais avant d'accorder « aucun fonds pour l'acquit soit du principal ou intérestz des deniers par eulx deuz, il est ordonné qu'ilz en représenteront ung estat par devant le sieur de Maupeou, conseiller du Roy, M<sup>e</sup> ordinaire, en sa Chambre des Comptes, à Paris, et à présent ayant la charge et direction de ses finances en Bretagne, auquel il est enjoinct d'icelluy veoir et exa-

miner fort particulièrement, et vérifier les causes des dites debtes. sans s'arrêter ny assubjectir aux examens faictz cy davant par les officiers des comptes et finances, estans près le sieur duc de Mercœur..... » Lettres patentes d'Henri IV, 20 juillet 1599, portant défense au Parlement de Bretagne, de prendre connaissance des jugements, sentences, ordonnances, que rendra le sieur de Maupeou, qu'il a chargé seul et spécialement de réprimer les désordres que les événements de la guerre ont introduit dans les finances du duché de Bretagne. Sentence donnée au profit des maire et échevins de Nantes, par M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Gilles Maupeou, conseiller du Roy, commissaire pour la direction de ses finances en Bretagne, par laquelle il est défendu à tout créancier de la ville de Nantes, de la poursuivre ailleurs qu'au Conseil, jusqu'à ce que S. M. ait pourvu au moyen de payer ses dettes, 12 octobre 1599. Mandement du Roy, 22 février 1600, à son premier huissier ou sergent, requis de faire exécuter la sentence, précédente. Lettres patentes du Roy, portant validation de tous les jugements rendus par M. de Maupeou, et défendant aux cours de Parlement, Chambre des Comptes et autres juges, d'en prendre connaissance, 26 mars 1600. Addition aux pièces produites par la ville, devant M. de Maupeou. Deux arrêts du Conseil, l'un du 21 février 1604, donnant mainlevée de la saisie faite par divers créanciers des deniers de la ville; l'autre, du 3 décembre 1609, contre la même saisie, faite par M<sup>e</sup> Charles d'Argentré, président au Parlement de Bretagne, agissant comme créanciers de la ville. Requête de divers créanciers adressées à M. de Maupeou.

CC. 356. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>o</sup>s, 1 de 4, 1 pièce papier.

1662-1689. — État des rentes dues par la Communauté de Nantes jusqu'à Noël 1662; pièce sans signature, donnant les noms des divers particuliers et établissements auxquels la ville devait des rentes, ainsi que la désignation des gages dus aux employés. Les chiffres du total sont tellement surchargés qu'il est impossible de les indiquer. État des arrérages des rentes dues par la Communauté de Nantes, total 8,995<sup>1</sup> 4<sup>1</sup> 4<sup>1</sup>, « faict et arrêté au Chasteau de Nantes, en présence et de l'autorité de Monseigneur le duc de Mazarini, le 22 juillet 1665, signé: le duc de Mazarini. Assignation donnée aux créanciers de la

ville de Nantes (la liste occupe plus de deux pages), à la requête du syndic de la Communauté, d'avoir à comparaître le 18 du mois d'aoust 1689, « à l'hostel de Monseigneur de Pomereu, pour assister à la réception des enchères et à l'adjudication qui y doit estre faite, pour le temps qui y sera réglé, tant des biens patrimoniaux que des deniers d'octroi de ladite communauté, et autres choses spécifiées en l'ordonnance du sieur Héron, général des finances en Bretagne, 12 aout 1689. »

CC. 357. (Liasse.) — 1 cahier 12 f<sup>o</sup>s parchemin; 4 pièces papier.

1670-1677. — Arrêt du Conseil d'État, par lequel S. M. « estant en son conseil a ordonné et ordonne qu'à commencer du 1<sup>er</sup> janvier 1670, les charges ordinaires de la communauté de Nantes, seront payées par préférence à toutes autres charges et debtes sur la somme de 46,600<sup>1</sup> provenant des baux des deniers patrimoniaux et d'octroy: au sindic, 300<sup>1</sup>; au miseur, 72<sup>1</sup>, 240<sup>1</sup>, pour peines extraordinaires, 150<sup>1</sup>, pour les deniers supprimez, 87<sup>1</sup> 10<sup>s</sup>; au greffier, 120<sup>1</sup>; au controlleur, 136<sup>1</sup>, et pour son droit de garde des titres, 30<sup>1</sup>; au concierge, 90<sup>1</sup>; au jardinier, 120<sup>1</sup>; aux quatre huissiers, 60<sup>1</sup>; au garde des munitions, 36<sup>1</sup>; au procureur du siège présidial, 40<sup>1</sup>; à celui de la Chambre des Comptes, 36<sup>1</sup>; au canonier, 24<sup>1</sup>; aux six archers, 900<sup>1</sup>; au trompette, 12<sup>1</sup>; aux six portiers, 104<sup>1</sup>; au tambour, 40<sup>1</sup>; à l'horloger, 80<sup>1</sup>; aux joyaux et parties royales, 52<sup>1</sup>; au miseur des ponts, 200<sup>1</sup>, et au controleur des ponts, 200<sup>1</sup>. » Ensuite viennent les autres charges, entretien des bâtiments communaux, des ponts, 1,500<sup>1</sup>, épices de la Chambre des Comptes, 3,000<sup>1</sup>; réparations des murailles, 400<sup>1</sup>; le service des rentes foncières, tous ces articles formant le total de 46,657<sup>1</sup> 12<sup>s</sup>. « Et sur la somme de 20,942<sup>1</sup> 8<sup>s</sup>, revenant de bon par chacun an desdits deniers patrimoniaux et d'octroi de ladite Communauté lesdites charges acquittées, les debtes d'icelle seront payées selon et ainsy qu'il est cy-après ordonné. » Suivent diverses prescriptions relatives au miseur et à la comptabilité communale, 18 août 1670. Ordonnances du duc de Chaulnes, pair de France, vidame d'Amiens, chevalier des ordres du Roi, gouverneur des pays et duché de Bretagne, pour le paiement des rentes dues par la ville, en exécution de l'arrêt précédent; 31 août et 6 septembre 1671; 11 décembre 1675 et 5 octobre 1677.

CC. 358. (Liasse.) — 1 cahier parchemin, 12 f<sup>os</sup> ; 1 cahier 8 f<sup>os</sup> et 3 pièces papier.

**1681-1690.** — Arrêt du Conseil d'État, 18 juillet 1681, portant règlement des sommes qui seront payées par le miseur de la ville et communauté de Nantes, sur les deniers patrimoniaux et d'octrois, pour les charges et les dettes de la ville. Autre arrêt du 21 février 1690, concernant l'exécution des arrêts de liquidation des dettes des villes et communautés de la province de Bretagne.

CC. 359. (Liasse.) — 1 cahier 64 f<sup>os</sup>, 1 pièce parchemin ; 5 pièces papier.

**1657-1681.** — Requête adressée au duc de Chaulnes, par Louis Thiercelin, acquéreur d'une rente constituée par la ville au profit des sr et dame de la Vignauderie, par contrat du 31 octobre 1557, tendant à être payé du principal et des arrérages, montant à 4,150<sup>l</sup>, conformément aux arrêts du Conseil des 18 août 1670 et 18 juillet 1681. Ordonnance favorable du duc de Chaulnes. Pièces à l'appui de la requête, acte de constitution de la rente.

CC. 360. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 139 pièces papier, dont 28 imprimés ; 5 cachets.

**1718-1730.** — Liquidation des rentes et intérêts dus par la ville conformément à l'arrêt du Conseil de 1681 et autres arrêts postérieurs. Arrêts du Conseil d'État, autorisant les ville et communauté de la province de Bretagne à emprunter à constitution de rentes au denier vingt, ou à un denier plus favorable, s'il était possible. 19 juin 1718. En vertu de cet arrêt, les maire et échevins envoyèrent la circulaire suivante (imprimée) : « A Nantes, le 8 juillet 1718. Monsieur, ou Madame, Nous sommes obligés de vous donner avis que nous avons reçu ordre du Roi, par un Arrêt en son Conseil d'Etat du 19 juin dernier, d'emprunter de l'Argent aux plus avantageuses conditions, pour franchir tous les Contrats de Constitution, tant anciens que nouveaux, que doit la Communauté, à commencer par les plus anciens qui sont au Denier seize. Nous trouvons déjà de l'Argent au Denier vingt deux, et nous espérons d'en trouver à un denier plus prest. Marquez-nous, s'il vous plait, positivement à quel denier vous voudriez réduire votre Contrat pour n'être point franchi, afin que nous puissions prendre nos mesures les plus convenables, et à défaut de votre réponse au plutôt, nous prendrons l'Argent qu'on nous offre. Nous avons l'honneur d'être avec toute la considération

possible, Monsieur, ou Madame, vos très-humbles et très obéissants serviteurs, les Maire et les Echevins de Nantes. » Une lettre de M. Mellier, maire, à M. de Brou, intendant, juillet 1720, apprend que la ville « vient de prendre une délibération pour franchir ses créanciers, mais qu'ils refusent de réduire les contrats de constitutions qui leurs sont dus, » sauf les couvents et établissements religieux. Les états des rentes portent à leur total :

principaux	322,351 <sup>l</sup> .
intérêts	3,858 <sup>l</sup> 17 s 4 d.
<b>TOTAL</b>	<b>326,213<sup>l</sup> 17 s 4 d.</b>

Parmi ceux qui consentirent à la réduction de leurs intérêts sont : sœur Anne d'Anthénaise, supérieure des Ursulines ; sœur Angélique de Sesmaisons, supérieure de la Visitation. Le président de Bréquigny ne voulut jamais y consentir. Réclamations de divers créanciers. Extraits des délibérations de la Mairie. Correspondance entre M. Mellier et M. de Brou. Extrait de la délibération du 11 janvier 1719, « du Bureau de Messieurs les Pères et Directeurs des pauvres de l'Hôtel-Dieu, où il a esté arrêté qu'il sera presté à l'Hostel de Ville dudit Nantes, la somme de treize mille livres, à constitution de rente sur le pied du denier vingt. » Arrêt du Conseil d'État, 24 août 1720, portant règlement pour le paiement des dettes des villes et communautés dans tout le royaume ; 12 octobre 1720, concernant le remboursement des offices et droits supprimés, et des créanciers des communautés ; 21 février 1721, permettant aux villes et communautés autorisées à faire des emprunts pour le paiement de leurs dettes, avec destination de fonds pour l'acquittement, d'en stipuler les intérêts jusqu'au denier vingt ; 7 avril 1722, ordonnant que dans deux mois, « à compter du jour de la publication, les créanciers y dénommés de la communauté de la ville de Nantes, seront tenus de représenter par devant M. de Brou, intendant en Bretagne, les actes, titres, pièces et demandes, qu'eux et ceux qu'ils représentent, ont produit lors de l'arrêt de règlement du Conseil du 18 juillet 1681, par rapport aux arrérages qui pourroient leur être dus jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1679, pour, la dite liquidation faite, être le paiement ordonné ainsi qu'il appartiendra ; » 13 décembre 1722, réduisant, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1721, les rentes et intérêts dus par les villes et communautés, au denier cinquante. Édit du Roi, juin 1724, fixant les constitutions de rentes au denier

trente ; juin 1725, portant que le denier de la constitution sera et demeurera fixé à raison du denier vingt du capital. Déclaration du Roi, 26 septembre 1724, en explication de l'édit de juin 1724, qui a réglé le denier de la constitution sur le pied du denier trente. Délibération de la communauté du 5 janvier 1729, pour faire imprimer le règlement de 1631, concernant les charges locales de la ville de Nantes. Il n'existe plus malheureusement que la première feuille, les 16 premières pages de cette brochure in-8°.

CC. 361. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 2 de 4, 51 pièces papier ; 1 cachet.

**1707-1736.** — Requêtes fournies au Présidial de Nantes, par les héritiers Daguin, cirier, pour cierges, flambeaux et bougies employés dans les cérémonies de la ville, et formant une somme de 8,335<sup>l</sup> ; réponses des maire et échevins. Demandes et instances des héritiers, en paiement de cette dette. Avis du maire et de l'intendant. Correspondance entre eux à ce sujet. Extraits des délibérations de la Mairie, et de divers arrêts du Conseil, cités au numéro précédent. Arrêt d'avril 1736, confirmant l'ordonnance de l'intendant de Bretagne, et ordonnant que les héritiers représentés par Françoise Trempé, ne seront payés de leur dette de 8,335<sup>l</sup>, sur les deniers communs et d'octroi, qu'en six annuités. Cette créance n'avait pas été portée sur l'arrêt du Conseil du 18 juillet 1681.

CC. 362. (Liasse.) — 2 cahiers de 8 f<sup>os</sup>, 50 pièces papier.

**1742-1774.** — Requêtes de divers créanciers de la ville, adressées aux maire et échevins, pour obtenir l'arriéré de leurs rentes, ou de leurs créances ; extraits des délibérations à ce sujet ; lettres de l'intendant ; pièces de procédure entre le miseur, au nom de la ville, et les créanciers par lesquels il était actionné.

CC. 363. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 2 de 8, 3 de 4, parchemin ; 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 18 pièces papier.

**1763-1764.** — Arrêt du Conseil par lequel le Roi permet à la ville et communauté d'emprunter 300,000<sup>l</sup> à constitution de rentes, et lettres patentes obtenues sur le même arrêt, 31 décembre 1763. « Sur la requête présentée au Roi en son Conseil par les maire, échevins et procureur du Roi, syndic de la ville, contenant que leur communauté, par le malheur des temps, a été obligée de contracter différentes dettes,

pour l'acquittement de ses charges extraordinaires et l'entretien indispensable des ouvrages publics : que malgré les soins et la vigilance la plus exacte que les magistrats municipaux ont employés pour lesdits ouvrages publics, il y a des constructions et réparations des plus urgentes à faire, comme pavés, quais, calles, maisons et autres ouvrages et édifices publics ; que les dégradations augmentent tous les jours et menacent d'une ruine prochaine ; qu'en 1758, les magistrats municipaux persuadés que le moyen le plus prompt, le plus efficace et le moins onéreux au public, était la voie d'emprunt, arrêtaient par une délibération du mois de décembre, audit an, d'emprunter une somme de 300,000<sup>l</sup> ; que l'objet principal de cet emprunt étoit d'abord l'acquit de plusieurs dettes immobilières, portant intérêt et le rétablissement des banlieues de Nantes, dont les différentes issues devoient de jour en jour impraticables ; mais que la continuation de la guerre et les suites fâcheuses qui en ont résulté, n'ont pas permis de mettre cette ressource en usage ; que les dettes ont augmenté et qu'indépendamment de ce qui estoit dû alors, il est dû aux différents ouvriers, fournisseurs et entrepreneurs, différentes sommes pour lesquelles ils sont sur le point de faire des poursuites contre ladite ville..... » Par les contrats d'emprunts, au nombre de douze, on voit que la souscription fut couverte par huit personnes : le duc de Nivernais, Louis-Jules Mazarini Mancini, 40,000<sup>l</sup> ; M. du Cluzel, pour 110,000<sup>l</sup> ; Madeleine Colombe de Bostel, veuve de Beaumont, pour 100,000<sup>l</sup>, et 5 autres pour 24,000<sup>l</sup>, 10,000<sup>l</sup>, 7,000<sup>l</sup>, 5,000<sup>l</sup> et 4,000<sup>l</sup>, formant au denier vingt le total de 15,000<sup>l</sup> de rentes. Rapport du miseur sur l'emprunt, revêtu des signatures du maire et des échevins, avec l'approbation de l'intendant.

CC. 364. (Liasse.) — 2 cahiers de 10 f<sup>os</sup>, 5 de 4, 1 pièce parchemin ; 1 cahier 4 f<sup>os</sup>, 3 pièces papier, 5 imprimés.

**1763-1774.** — Arrêts du Conseil d'État, autorisant la ville de Nantes à servir à M. Gellée de Prémion, ancien maire, une rente viagère de 1,270<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>, en remplacement de plusieurs rentes constituées qui lui étaient dues, 1<sup>er</sup> novembre 1763 ; autorisant un emprunt de 120,000<sup>l</sup>, remboursable en six années par tirage en forme de loterie, pour l'entier rétablissement de la banlieue de Nantes à Rennes, et lettres patentes, 7 et 31 décembre 1767, cet emprunt ne fut pas réalisé ; autorisant un emprunt de 300,000<sup>l</sup> à 5 %

destinées au rétablissement des banlieues de Rennes, Paris, Clisson et Machecoul, et à la reconstruction du Pont-Rousseau, et lettres patentes, janvier et février 1772 autorisant la ville à constituer, avec l'approbation de l'intendant de Bretagne, toutes les rentes foncières dont elle aura à se charger dans l'avenir pour l'utilité publique et les embellissements de la ville, 9 août 1774. Ce dernier arrêt rendu à l'occasion d'une rente consentie par la communauté au profit des propriétaires de plusieurs maisons et terrains acquis à Dosdane, pour établir un passage sur la rivière de Sèvre au Pont-Rousseau, emporté par les eaux en novembre 1770. L'intendant refusa d'approuver cette rente, sous prétexte qu'étant foncière et perpétuelle, il fallait une autorisation spéciale du Roi.

CC. 363. (Liasse.) — 2 cahiers 8 f<sup>o</sup>s, 2 de 6, 2 de 4, 5 pièces papier.

**1767-1790.** — États des rentes dues au domaine du Roi par la ville, termes échus à Noël 1767, sans signature, total 794<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>; au dernier décembre 1788, signature biffée, total 1,093<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. État détaillé des dettes de la ville, au 10 mai 1787, sans signatures, total des dettes connues, 1,022,134<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>. Autorisation à la commune de vendre diverses propriétés pour acquitter ses dettes, 10 septembre 1790. « Tableau des propriétés territoriales de la commune de Nantes, destinées à être vendues pour l'acquittement de ses dettes, et que la Municipalité mettra en adjudication par parties, lorsqu'il se présentera des acquéreurs pour les demander, conformément à la délibération du Conseil général de ladite Commune du 16 juillet 1790, approuvé le 20 septembre par le Directoire du Département, d'après l'avis du Directoire de District ». État des dettes de la commune de Nantes exigibles au 1<sup>er</sup> juillet 1790. Les dettes s'élèvent à 466,828<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>; les recettes à espérer, sauf la vente des terrains, à 210,590<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>; partant la commune a besoin d'un secours extraordinaire de 256,238<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. État des recettes et dépenses faites par le miscur, pendant l'année 1789. Le total des dettes connues de la ville, au 16 juillet 1790, est de 1,284,963<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. Extraits des registres des délibérations du greffe de la Municipalité et du Directoire du Département. Projet de liquidation, d'après des chiffres hypothétiques.

CC. 366. (Liasse.) — 23 pièces parchemin ; 3 pièces papier ; 10 sceaux.

**1450-1530.** — Quittances de 40 sous de rente

annuelle, due par la ville de Nantes, à l'abbaye de Fontevault sur la maison des Engins, au terme de la Saint-Michel, données par les abbesses Marie de Bretagne, Anne d'Orléans, Renée de Bourbon ou leurs procureurs et receveurs. « Sachent touz que nous, Marie de Bretagne, par la grâce de Dieu abbesse du moustier de Fontevault, congnoissons avoir eu et reçu de Maheet Alof, miseur des réparacions de la ville de Nantes, la somme de XL solz, monnoie de Bretagne, que nous avons droit d'avoir et prandre, chacun an de rente, sur la maison des Angins autrement dicte du Bouffay, au jour et terme de Saint-Michel. De laquelle somme de XL<sup>s</sup> monnoie dessusdicte, pour ledict terme dernier passé, nous nous tenons pour contente et bien paiée, et en quictons ledict miseur et tous autres. Tesmoing ces présentes données soubz notre contre seel le viii<sup>e</sup> jour du mois de février l'an mil mje cinquante neuf. » (1560 N. S.)

CC. 367. (Liasse.) — 13 pièces parchemin ; 5 sceaux.

**1530-1559.** — Quittances de 40 sous de rente annuelle due à la même abbaye au même terme sur la maison des Aulnyes ou Anguys, plusieurs sans désignation, données par les abbesses Renée et Louise de Bourbon (1).

CC. 368. (Liasse.) — 14 pièces parchemin ; 7 pièces papier.

**1475-1459.** — Quittances de vingt sous de rente dus à l'évêque de Nantes, par moitié aux termes de Noël et de saint Jean-Baptiste, « à cause d'une maison qui autresfoix fut à ung nommé Chiquet, laquelle fut abatue et desmolue en faisant le belouart de Saulvetout. »

CC. 369. (Liasse.) — 18 pièces parchemin ; 8 pièces papier.

**1475-1555.** — Quittances de rentes dues en raison des moulins Coutans ; à messire Guillaume Le Roux, chevalier seigneur de Fromenteau, « et est pour le chomage de ce que me appartient des molins Cous-tans ». Au prieuré de Notre-Dame de Nantes, « la somme de seix livres 10 soulz ung denier, à cause du vingtieme du grant moulin et du dixiesme du petit moulin. A noble escuyer Georges Lespervier, seigneur de la Bouvardière et de la Chapelle-sur-Erdre,

(1) La maison des Engins, ainsi nommée parce qu'elle servait de remise à l'artillerie de la ville, existe encore place du Bouffay. Celle des Aulnys, depuis longtemps démolie était sur le quai de la Tremperie, aujourd'hui quai du Bouffay.



6<sup>1</sup> 15<sup>s</sup> à cause de pareil nombre de rente deu chacun an sur l'hypothèque et obligation des moulins Coutans. » Au receveur et à la prieure du Bourg des Moutiers, plusieurs de ces dernières quittances sont sans désignation de la rente, tandis que d'autres portent : en raison des moulins Coutans. « Le 19 février 1434, par nostre Court de Nantes, o submission, etc... a esté confessant devant nous, Michel Papolin, marchand libraire, demourant en ceste ville de Nantes, ou nom et comme fermier et recepveur des rentes et devoirs deuz et appartenans à humble religieuse seur Renée de Villiers, prieuse du Bourge des Moustiers et de Saint-Cyr de Nantes, avoir eu et receu la somme de 72<sup>s</sup>, monnoye de Bretagne, pour l'herreaige eschuz de troys ans derroins finiz à la feste de Saint-Martin d'yver derroine passée, de 24<sup>s</sup> de rente, deuz à la prieuse par chacun an sur les deniers de la ville. »

CC. 370. (Liasse.) — 18 pièces parchemin ; 13 pièces papier.

**1475-1599.** — Quittances de rentes dues à l'occasion de différentes maisons démolies pendant les guerres, ou pour l'entretien des fortifications. Au chapitre de l'église de Nantes, 25<sup>1</sup> monnaie « à cause d'une maison, quelle fut abatue au temps de la guerre, quelle est située hors la porte Saint-Pierre, 27 mars 1576 avant Pasques ; à cause d'une maison qui fut abatue qui estoit siise sur la Mote Saint-André, près le belouart Saint-Pierre, 22<sup>s</sup>, 1475-1481 ; à raison d'une maison et jardrin situés en la paroisse de Saint-Clémens, 22<sup>s</sup>, 1477-1554, 1556-1561 ». Appel en garantie des maire et échevins par le recteur de St-Donatien, à l'occasion d'une rente réclamée par les chanoines de la Collégiale de Notre-Dame, sur « le lieu de Torcé, avecques ses appartenances, situé près la Grosse Tour et Motte de Saint-André », à lui arrenté par les chanoines, et pris depuis par la Ville pour faire les fortifications et pour la servitude du port de la Grosse-Tour, 13 février 1593. Ajournement et sommation aux maire et échevins de Nantes, de payer les rentes et arrérages dus sur « certain logeix en la rue St-Léonard, prins pour la fortification pour faire le guet », 22 mai 1599.

CC. 371. (Liasse.) — 33 pièces parchemin ; 10 pièces papier.

**1449-1556.** — Quittances de rentes dues pour la porte Saint-Nicolas. De la commanderie de St-Jean et Ste-Catherine pour une maison sise près de cette porte, et démolie pour les murs de la ville, 27<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>,

chaque année, 1450-1555 ; de Pierre Abbé, de Pornic, pour une maison, près le portail de St-Nicolas, appartenant à son abbaye, 10<sup>1</sup>, 24 juillet 1550, signée : « P. abbé desurd., voir est de diz livres » ; de Bertrand de Linières, et de ses cause ayants, pour deux places sises au même endroit, 50<sup>s</sup>, 1488-1556 ; de Moricette, veuve d'Olivier Richard, de 10<sup>1</sup>, « quelle somme l'en m'a ordonné prendre et avoir sur les deniers de ladite ville chacun an par les termes de St-Jehan-Baptiste et de Noel, par moitié en récompanse d'une myenne meson, quelle fut abatue par la chaiste du portail de St-Nicolas, le 27 janvier 1449 ; du chapelain d'une chapellenie fondée à l'autel de Saint-Michel, de l'église de Saint-Nicolas, abatue également par la chute du portail, 70<sup>s</sup>, 1450-1451 ; des procureurs de l'église de St-Nicolas, pour une rente de 14<sup>d</sup> due sur la maison de Buzay, 1449.

CC. 372. (Liasse.) — 11 pièces parchemin ; 8 pièces papier ; 1 sceau.

**1410-1552.** — Quittances de rentes dues par la ville pour « la motte du chateau Gaillard, qui est mise en chemin. » La rente était de six sous dus par moitié aux termes de Noël et de St-Jean-Baptiste. Acte de vente passé devant la cour de Chateaubrient, le 12 octobre 1410, par lequel « Philipote, femme de defunt Michel Huet de Meleroy, vend à Louis Laplaigne, demorant à Richebourg, auprès de la ville de Nantes, une piecze de terre nommée la Mote de chateau Gaillairt, qu'elle est plantée en vigne, siise auprès des douves de la ville, devers l'iglese Saint-Pierre, et le grant chemin par lequel l'en veit de la porte St-Pierre à Richebourg, d'une et aultre partie ; pour en paier celui Loys, ses héritiers et cause ayans de li, les rentes, charges et debvoirs aux seigneurs et chacun de qui celle mote est tenue, » plus deux sous de rente à la vendeuse. Ajournement de la veuve de Louis Laplaigne, par Philippote, au sujet de cette vente, 1416. Procès entre Michel Huet, fils de cette dernière, et Jean Lesné, de Richebourg, pour la rente de deux sous qui n'était pas payée, 1423. « Comme par l'auctorité congié et licence de monseigneur le duc, et par l'avisement des cappitaine, seneschal, bourgeois et habitans de la ville de Nantes, la mote de chasteau Gaillard eust esté abatue, pour ce que elle pavoit porter préjudice à la ville en l'estat que elle estoit, et que Michel Huet, demorant à Meleroy, se soit complaignt devers la justice de mondit sei



gneur, disant que à lui estoit deuz le nombre de deux solz de rente sur et par cause d'icelle mote, et lui estoit deuz les herreraiges du temps de treze ans, » la ville fut chargée de lui servir cette rente, plus soixante sous monnaie, et pour les arrérages, 26 s., 16 août 1424.

CC. 373. (Liasse.) — 51 pièces parchemin ; 2 cahiers de 12 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 4 de 6, 1 de 4, 52 pièces papier.

**1487-1607.** — Quittances de rentes dues par la ville à Guillaume Chauvin, écuyer, s<sup>r</sup> de l'Épronnière et de saint Thomas, « pour la rescouppence de mon moulin, quel estoit situé à la porte Paessonnière, qui fut demoly pour bastir le portal dudit lieu ». La rente étoit de 55<sup>l</sup> due par moitié aux termes de la Toussaints et de Pâques ; elle fut payée pendant plusieurs siècles aux héritiers de Guillaume Chauvin, les du Guiny, descendants de Jean du Guiny fils de Guyonne Chauvin. Acte de vente par Françoise Chauvin, veuve de François du Boisguybenneuc, aux chapelains des messes après matines, de l'église de Nantes, moyennant le prix de 200<sup>l</sup> « comptez poyez et numbrez en poyement de trante troys ducatz, ung salut, soixante-saize escuz o le soullail, saeze escuz de Bretaigne, troys flourins ung escu couronne, le tout d'or. Fait et octroyé sur le pavé de cestedite ville de Nantes, près et vis-à-vis du portal de ladite église de Nantes, le 20 janvier 1509. » Quittances de cette rente de 40 livres, due par moitié à Pâques et à la Toussaints, 1521-1559. Procurations données à divers par Françoise Chauvin, pour toucher ou aliéner sa rente. Sentence de la Prévôté, condamnant le miseur Pierre Main, à payer les arrérages d'une rente de 45<sup>l</sup>, due sur les deniers communs à D<sup>lle</sup> Marie du Houx, veuve de Jean du Guiny, et curatrice de J. du Guiny, s<sup>r</sup> de la Garoulaye, son fils aîné, 10 janvier 1529. Procédure au Présidial de Nantes et Parlement de Bretagne, entre la ville et le s<sup>r</sup> du Guiny de la Garoulaye, héritier du s<sup>r</sup> G. Chauvin à l'occasion de certaines maisons et moulins, situés sur le port Poissonnier, démolis pour construire les tours et la porte Poissonnière, et que la ville s'étoit engagée à payer 1,000<sup>l</sup> de principal, ou 50<sup>l</sup> tournois de rente annuelle jusqu'à parfait franchissement, 1604-1607. Quittance d'une rente de 3<sup>l</sup> par an, due à Jean Bodin, « par cause d'un pilier de pierre fait de neuf, au devant d'une maison à luy appartenante située à la Saulzaye, lequel pilier sert à porter la herse de la porte Poissonnière, avril 1554. Accord entre G. Salligot et G. Bo-

din, son curateur, pour 60 s. de rente annuelle dus audit Bodin à l'occasion du pilier et de la muraille de la porte Poissonnière, 21 janvier 1546.

CC. 374. (Liasse.) — 8 pièces parchemin ; 5 pièces papier.

**1494-1539.** — Quittances d'une rente annuelle de 70 s., due par la ville aux sieurs et dames Lebel, de la ville Héloing et de Bonneville, à l'occasion « d'une allée et jardrin près les escolles de saint Jehan, et par avant ces heures à Marie de la Clartière » pour monter sur la muraille. Institution de M. Jean Leroy comme curateur général et universel de Renée Lebel, fille de feu Guillaume, et Jeanne Mauclerc, sa femme. Procuration donnée par Renée Lebel, à Jean Leroy, pour toucher la rente que lui devait la ville, 27 juin 1537.

CC. 375. (Liasse.) — 13 pièces parchemin ; 1 cahier 4 f<sup>os</sup>, 9 pièces papier.

**1494-1600.** — Quittances d'une rente annuelle de 12<sup>l</sup>, due par la ville, à la commanderie de Sainte-Catherine, sur « une maison et jardrin siis près ledit lieu de S<sup>te</sup> Katherine et ou fyé ; quelle maison et jardrin souloit tenir Olivier Hamon, seigneur de la Gillière. » Les quittances de 1502 et 1503, portent « pour cause de la maison de l'arbalaistrerie » ; celle de 1519, « où autrefoiz fut l'arbalaistrerie » ; celles de 1527-1555 « ou autresfoiz estoit l'arballestrye, et à présent le cymetière des Innocens » ; celle de 1555, en double, est signée « Yvon Buffeteau » et donnée par « Frère Yves Buffeteau, chevalier de l'ordre de S<sup>t</sup> Jehan de Jherusalem, commandeur des commanderies de S<sup>t</sup>-Jehan et S<sup>te</sup>-Catherine de Nantes. » Quittances d'une rente de 14<sup>l</sup>, donnée par les fabriciens de l'église de S<sup>t</sup> Nicolas « sur et par cause des emplacements des maisons et sallorges de feu Jehan Ferron, ou à présent est le cymetière des Innocens », 1521-1555. Quittances collectives de diverses rentes dues par la ville à la commanderie de St-Jean et Ste-Catherine ; de 12 livres sur la maison d'Olivier Hamon ; de 55 s. « sur et par cause d'une maison siise en ceste dictie ville de Nantes, entre la maison Olivier Richard et sa femme et le portau de St-Nicolas ; et seix soulz sur et par cause d'une aultre maison siyse parreillement en cestedicte ville de Nantes, en la rue de sur les Halles, entre une maison appartenante es hoirs de feu Robin de la Follye, d'un cousté, d'aultre cousté, une aultre maison à Jehan Blanchet et sa femme, jointive et prochaine de la maison de la Provosté de cestedicte

ville de Nantes ; de 55 solz pour raison d'un éral , qui fut à Jehan Chauveau, près la porte St-Nycollas, qui fut dégasté à faire le bellouart dudict Saint-Nycolas, 1500-1555. » Arrêté du Bureau de la police de Nantes, en la maison commune de ville, par ordonnance de MM. les maire et échevins, prescrivant au miseur de payer à Messire Robert de Chazé, commandeur de Saint-Jean et Sainte-Catherine, les arrérages dus à la commanderie sur les rentes de 12<sup>l</sup> 55<sup>d</sup> et 27<sup>l</sup>, ci-dessus indiquées, janvier 1599. Demandes du commandeur, copie de la production des pièces présentées par lui, 1600.

CC. 376. (Liasse.) — 71 pièces parchemin ; 1 cahier 22 f<sup>o</sup>s, 1 de 8, 1 de 4, 63 pièces papier.

**1485-1623.** — Quittances des rentes dues sur la maison de la Prévôté ; par les chapelains d'une « chapelanie fondée en l'église de St-Saurnin de Nantes, à l'autier de Notre-Dame de la Cité, » d'une somme de 9<sup>l</sup> due par moitié aux termes de St-Jean-Baptiste et Noël, « sur une meson qui autresfoiz fut à Robin l'Admiral, où à présent est la meson de la Prévosté de Nantes, » 1500-1561. Par les héritiers de Pierre Lefaye, d'une somme de 30<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>, aux termes ci-dessus, « par cause de la meson qui fut feu Pierres Lefaye, qu'elle a esté employée en la meson de la Prouvosté de ceste dicte ville, 1500-1553. Par Guy de Guer et Jeanne Rigault, sa veuve, de 70<sup>s</sup> dus par moitié aux mêmes termes, par cause de partie de la meson de la Prévosté de ceste ville, 1500-1555. Par le Chapitre de la Collégiale de Notre-Dame de Nantes, de 4<sup>l</sup> chaque année, par raison d'une maison qui aultresfoiz fut Pierres Lefaye, laquelle maintenant est adnexée à la maison de la Prévosté de la ville. » Par le receveur de la prévôté de Vertou, de 60<sup>l</sup> monnaie forte « sur et par cause d'une maison où à présent tient la Prévosté, siise aux Changes, » 1502-1539. Par les chapelains d'une chapellenie fondée à St-Saurnin, par feu Robin Lefaye, de 9<sup>l</sup>, sur la maison de ville, près les Changes, « qu'elle parcelle de rente est du nombre de 50<sup>l</sup> de rente deuz sur ladite maison qui fut à Jehan Dionys et Jehanne Lefaye, sa femme, à cause d'elle, » 1521-1555. Par le receveur de la commanderie de Saint-Jean et Sainte-Catherine, de 6<sup>s</sup> de rente annuelle, sur la maison de la ville, près les Changes, 1519-1555. Par Louise de Bourbon, abbesse de Fontevault, de 48<sup>s</sup> tournois de rente, dus au terme de St-Michel, sur la maison de la ville, 1555-1558. Copie d'une sen-

tence rendue par la Prévôté, le 10 septembre 1485, au profit du Chapitre de Notre-Dame, pour les arrérages d'une rente de 4<sup>l</sup>, due par la femme de Jean Blanchet, notaire, fille et héritière de feu Pierre Lefaye, sur une maison « siise en la rue de sur les halles, donnant par le devant sur le pavé qui conduict des Changes es halles. » Ajournement, devant la Prévôté, du maire et des échevins, à la requête du Chapitre de Notre-Dame, au sujet de cette rente de 4<sup>l</sup>, novembre 1579. Acte de vente à René Main, s<sup>r</sup> du Baud, pour le prix de 520<sup>l</sup> par G. Jehan, héritier de feu G. Jehan, son père, en son vivant, lieutenant et juge ordinaire de Nantes, d'une rente annuelle de 30<sup>l</sup> due sur la maison de ville, sise aux Changes, 4 septembre 1523. Autre vente d'une rente de 9<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>, consentie par les mêmes, pour le prix de 195<sup>l</sup>, 18 août 1529. Transaction sur un procès, pendant au Présidial de Nantes, entre Jean Moulmier, s<sup>r</sup> de Léraudière, et sa mère d'une part, et Gillette de Peillac, veuve de Robert Main, trésorier des guerres en Bretagne, Guillaume et Martin Main, G. Charrier et Georgette Main, sa femme, d'autre, au sujet d'une rente de 36<sup>l</sup> tournois due à feu Pierre Main, sur la maison commune de la ville de Nantes, 8 septembre 1553. Contrat d'échange entre Guillaume de Lesrat, d'une part, Guy de Lesrat, P. de Sesmaisons et François de Lesrat, sa femme, d'autre part, de diverses propriétés et rentes parmi lesquelles se trouve une rente de 4<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> due par les maire et échevins sur une maison sise aux Changes, où se tient le corps-de-garde de la ville, novembre 1613. Franchissement de cette rente de 4<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>, au prix de 84<sup>l</sup> tournois, 10 septembre 1618 et 15 novembre 1623. Procuration générale donnée à Jean Mallenoë par François de Guer, pour administrer ses affaires, 19 avril 1539.

CC. 377. (Liasse.) — 5 pièces parchemin ; 1 cahier 4 f<sup>o</sup>s, 5 pièces papier.

**1502-1610.** — Quittance, du chapelain de la chapellenie de Saint-Hervé, en l'église de Saint-Saurnin pour une rente annuelle de 60<sup>s</sup>, « due à cause d'une maison o son jardin et appartenances, siis près la grosse tour en la paroisse de Saint-Léonard, 1502. Du chapelain d'une chapellenie de l'église collégiale de N.-D., de la somme « de 30<sup>l</sup> monnoye de Bretagne pour le franchissement et racquict perpétuel du nombre de 30<sup>s</sup> de rente, qui deuz estoient par messieurs les bourgeois dudict Nantes, sur la maison et jardrin nommée l'arbalestrerie, syse vis à vis l'église de saint

Léonard », 4 janvier 1513. Franchissement de la rente de 55<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> due par la ville à Pierre Lesné, charpentier, pour une maison et jardin, situés en la paroisse de St-Léonard, 11 mars 1511. Requête des « fabriqueux de l'église de St Léonard, en l'année 1595, qu'il leur est deu la somme de 7 escus 56<sup>s</sup>, pour la démolition d'ung légat de Belle-Joye, ruiné par la ville dans le fort vix à vix du moulin de Coustans ». Acte par lequel le maire et les échevins s'obligent à payer 12<sup>s</sup> 13<sup>s</sup> de rente annuelle, à M<sup>e</sup> Jean Lesné, notaire royal, à cause d'une maison qui doit être abattue pour la construction du fort bâti en la rue St-Léonard, vis à vis le moulin Harnois, 1592. Requête et production d'actes, adressée à la Chambre des Comptes par les paroissiens et habitants de Saint-Léonard, pour être payés de la rente de 7 écus 56<sup>s</sup> due par la ville pour le légat de Belle Joie, 1609. Contrat de constitution de 125<sup>s</sup> de rente consentie par la ville, au profit de D<sup>lle</sup> Marguerite de Trégouet, veuve de Jean Charette, s<sup>r</sup> de Lornière, moyennant 2,000<sup>s</sup>, destinées aux dépenses des malades du Sanitat. Quittances de François de Gadaran, écuyer, s<sup>r</sup> du Plessis-Tison, pour une rente de 4<sup>s</sup> 4<sup>s</sup>, et les arrérages, à lui dus à cause d'Anne Le Bel, sa compagne, « sur la maison et appartenances, où est à présent le colliege des clercs, nommé le colliege saint Jehan de ceste ville », 1552, 1554. Ajournement, donné par le même aux maire et échevins, pour obtenir la garantie du paiement de cette rente de 4<sup>s</sup> 4<sup>s</sup> léguée par Anne Le Bel aux religieux Carmes de Nantes, 20 mars 1610.

CC, 378. (Liasse.) — 12 pièces parchemin ; 8 pièces papier.

**1469-1617.** — Quittances de rentes, sans désignation de causes : 50<sup>s</sup> par Marie Pichot, dame du Pessix-Regnard, 1474-1483 ; 25<sup>s</sup>, chaque année, par les fabriqueux de Saint-Saturnin, 1532-1536 ; 15<sup>s</sup> 17<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>, par le Chapitre de Nantes, 1556-1559. Contrat par lequel noble écuyer Guillaume Babouin, seigneur du Bloterault, cède et transporte à Étienne Prévost, marchand, demeurant à Nantes, le nombre de 60<sup>s</sup> de rente, à lui dus par la ville de Nantes, pour la somme de 60<sup>s</sup> monnaie de Bretagne, 19 juillet 1469. Ratification de Jean Babouin, seigneur de la Hémeriaye, de la vente faite par son fils, 11 janvier 1469 (1470 N.S.) Franchissement, par la ville, moyennant 13,000<sup>s</sup>, d'une rente de 108<sup>s</sup> 6<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> due au Chapitre de la Collégiale de N.-D., et qui avait été constituée par contrat du 25 novembre 1588 ; moyennant 533<sup>s</sup> 10<sup>s</sup>.

d'une rente due à la chapellenie de St Blays et St<sup>e</sup> Opportune, desservie dans la même église, et constituée par contrat du 16 juillet 1592.

CC. 379. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>o</sup>s, et 11 pièces parchemin ; un cahier de 5 f<sup>o</sup>s, 5 de 4, et 27 pièces papier.

**1472-1661.** — Ordre au miseur de vendre et transporter « es frères de la confrarie de Toussains, dessus les pontz, le nombre de seix livres doze souz de rente, à poyer par chacun sur les deniers et revenues de ladite ville, pour la somme de seix vigns doze livres monnoye que celui miseur, en faisant celle vendicion aura et recouvrera des frères de ladite confrarie, 27 août 1492. Quittances de cette rente 1474-1479. Quittances d'une rente de 33<sup>s</sup> 10<sup>s</sup>, due par la ville aux enfants de Guyon Deslandes, en son vivant fondeur et canonnier de la ville, « pour praist d'argent que fist autres foiz ledit Guyon, » 1500-1521. Emprunt de 4,000<sup>s</sup>, fait à Jean Le Lou, l'ainé, par les procureurs spéciaux des nobles bourgeois, pour les affaires de la ville, moyennant 400<sup>s</sup> de rente annuelle jusqu'au remboursement, 20 juin 1557. Requête de Mathias de Roussillon, s<sup>r</sup> du Plessix, pour être payé des arrérages d'une rente de 83 écus, un tiers, à lui due par la ville, sans date ; acte de « racquit et franchissement » de cette rente, fait, au profit du sieur Marc de Barberé, mari de D<sup>lle</sup> Marie de Roussillon, fille et héritière de Mathias, le 24 octobre 1616. Contrats de constitutions, de rentes ; de 160<sup>s</sup> tournois, au profit de Julien Dauffy, pour le prêt de 2,000<sup>s</sup> ; de M<sup>e</sup> Mathieu André s<sup>r</sup> de Champeaux, mêmes sommes, 31 juillet 1562 ; de « 150<sup>s</sup> tournois de rente hypothécaire annuelle et perpétuelle, faicte à raison du denier saize, suivant l'édit, moyennant 2,400<sup>s</sup> ; tournois », 15 novembre 1627 ; de 287<sup>s</sup> au chapitre et chapelains de N.-D., moyennant 4,591<sup>s</sup> 10<sup>s</sup>, 20 novembre 1629 ; de 206<sup>s</sup> 5<sup>s</sup> de rente, faite par divers à dame Guyonne Bouriau veuve de M. Fourché, pour 3,300<sup>s</sup>, 3 octobre 1630 ; de 234<sup>s</sup> 9<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>, au chapitre de Saint Pierre pour 3,751<sup>s</sup> 14<sup>s</sup>, 30 octobre 1630 ; de 100<sup>s</sup> au chapitre de la collégiale pour 1600<sup>s</sup> ; vente d'une rente de 400<sup>s</sup> tournois à M. Symon pour 6,400<sup>s</sup>, 30 octobre 1630 ; de 322<sup>s</sup> 4<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, faite par la ville au profit de dame Jeanne Ernaud, veuve de Louis Charette, ci devant sénéchal et maire, pour 5,800<sup>s</sup>, données à la ville. Contraintes pour le paiement de ces rentes dues par la ville. Rentes dues par la ville pour la construction de la halle du Bouffay. Une partie de ces rentes était destinée à cette construction.

CC. 380. (Liasse.) — 73 pièces parchemin ; 35 pièces papier ; 1 sceau.

**1472-1559.** — Quittances des prédicateurs de Carême. « Je frère Hervé Guynot, religieux de l'ordre monseigneur saint Augustin, et docteur en théologie, congnois et confesse avoir eu et reçu de Philippot Guillaumeau, receveur et misseur des deniers ordonnez à la réparacion de la ville de Nantes, la somme de trente livres monnoie, qui m'ont esté ordonnées de don, pour avoir presché chacun jour de ceste presente karantaine, en la dite ville de Nantes. De laquelle somme de XXX<sup>l</sup> je quicte le dit misseur et tous autres. Fait, soubz mon seing manuel, le viij<sup>e</sup> jour d'avril, l'an mil CCCC soixante doze : FF<sup>re</sup> Hervé Guynot, Augustin et docteur. » Le même prêcha le carême au couvent des Jacobins en 1473, et le conseil des bourgeois, ordonna au miseur, à la date du 22 mars 1474, de lui compter « pour partie de remunération des paines qu'il a eues à prescher durant ceste dicte karesme, que pour lui aider à supporter et entretenir ung ediffice qu'il fait faire à son couvent de Lamballe, la somme de trente et cinq livres monnoie. Voir est de dix livres monnoye à moy ordonnée par messieurs de la ville de Nantes, pour remunération des paines que j'ay eues à prescher ce karesme dernier en ladite ville, le poiement me fait par Amaury Main, miseur des deniers ordonnez à la réparation de ceditte ville, le xv<sup>e</sup> jour d'avril l'an mil CCCC soixante dix sept, après pasques : Frere Jacques de la Lande, verum est. » Ordre du conseil de compter au même dix livres « pour luy aider à faire sa feste d'estre docteur en theologie, ou présentement il va pour ce faire en l'Université d'Angiers. » A partir de cette époque les prédicateurs reçurent presque toujours dix livres. En 1485 Guillaume Guesnel, reçut dix écus d'or, vallant 13<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>. Le 18 avril 1500, les trois prédicateurs des Jacobins, des Carmes et des Frères mineurs, ont chacun 10<sup>l</sup>, souvent ces reçus sont signés par les supérieurs des couvents auxquels appartenaient les prédicateurs. La quittance du 13 avril 1532, est signée par le frère Olivier Huardier, prieur du couvent des carmes de Nantes (1), pour M<sup>e</sup> Georges Re-

gnard, bachelier en théologie. Le 20 avril 1533, « les capitaine, juges, officiers, bourgeois, manans et habitants », ordonnèrent au miseur de payer à « M<sup>e</sup> Michel Doc, docteur en théologie de Paris, la somme de deux nobles à la roze d'or. » En 1537, frère Nicole Maillard, docteur en théologie, prêcha le carême à St-Pierre ; en 1552 ce fut « Nicollas de Martinbre, docteur en théologie en l'Université de Paris ; » en 1553, Richard du Pré, idem ; en 1554, Florent Parmentier, idem ; en 1555, René Le Roy, idem, et Adrien Lorminier, docteur en théologie, prieur des frères précheurs de Nantes, qui occupa la chaire de son couvent ; en 1556, frère Jean Thierry, docteur en théologie de l'Université de Paris prêcha à la Cathédrale ; en 1559 Pierre Sibert, docteur en théologie de Sorbonne. Liste des personnes chargées de quêter pour le prédicateur de Saint Pierre, dans les paroisses de Nantes, sans date (1).

CC. 381. (Liasse.) — 1 cahier 30 f<sup>os</sup>, 1 pièce papier.

**1654-1783.** — « C'est le rolle des rentes foncières dues à la ville et communauté de Nantes, sur les maisons, loges, emplacements et autres héritages qui seront déclarés en chaque article de l'ordre et suite que les choses sont situées ; le dit rolle fait tant sur les comptes des miseurs de ladite ville, que actes d'arrentements trouvés aux archives et inventariés dans les quatre inventaires, que sur autres actes recherchés et recouverts par N. H. Estienne Tourayne, seneschal de la jurisdiction du chapitre dudit Nantes, et procureur syndic de ladite communauté, qui a rédigé ledit rolle en la forme et manière qui ensuit. » Les rentes, tant anciennes que nouvelles montent chaque année à 3,161<sup>l</sup> 14<sup>s</sup>, et une paire de gants ; arrêté à Nantes le 11 janvier 1654. Tableau des arrentements faits par la Commune de Nantes, à divers, sur lesquels il a été établi des rentes, 22 août 1684, 4 janvier 1783, sans date ni signature.

CC. 382. (Liasse.) — 1 cahier de 5 f<sup>os</sup>, 67 pièces papier (très-incomplet).

**1723-1790.** — Comptes des recettes et dépenses journalières de la Mairie, avant l'établissement de la

(1) A cet acte est appendu le sceau du Carmel, de forme ogivale, mesurant 65 millimètres sur 37. Sur un fond semé d'hermines, la vierge couronnée est debout tenant l'enfant Jésus, abritée sous une belle arcature ogivale XV<sup>e</sup> siècle, à sa gauche un religieux carme agenouillé, sous ses pieds l'écusson de Bretagne plein. Légende, en lettres capitales : S. BEATE MARIE CARMELIT.

(1). D'après les noms qu'elle porte, cette pièce pourrait être datée approximativement vers 1570. Elle prouve qu'indépendamment des 10 livres données par la ville, le prédicateur avait d'autres émoluments fournis par la générosité des fidèles. Le chapitre de St-Pierre lui accordait en outre le logement, le chauffage et le pain du Chapitre.

caisse particulière du Maire. États de recettes et de dépenses, reçus, correspondance. « J'ai l'honneur de vous envoyer (à l'Intendant) la délibération prise par notre communauté le 27 de ce mois (mars 1726), pour faire payer au s<sup>r</sup> Duplessis, cirier, la somme de 75<sup>l</sup> pour les cierges de la feste de la Chandeleur dernière, et pour le flambeau de police, suivant et conformément au règlement du Conseil de 1681... signé Mellier. » Sur cette lettre M. de Brou a écrit : « Je vous renvoie la délibération ci-jointe que j'ai visée pour le paiement de 75<sup>l</sup>, au profit du cirier qui a fourni les cierges de la Chandeleur et le flambeau de police. » État de ce qui est du à Ragueneau, gantier, pour fournitures de gants, 1759, 1760, 1761, 1,988<sup>l</sup> 19<sup>s</sup>. État des avances et déboursés faits par M. Thiercelin, conseiller-magistrat-échevin, pour l'accomplissement du vœu fait à saint Sébastien d'Aigue, le 20 janvier 1760 : au curé 15<sup>l</sup> ; aux pauvres, 40<sup>l</sup> ; aux archers, 15<sup>l</sup> ; pour l'offrande 10<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> ; pour le pain bénit, 24<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> ; pour les cierges, 7<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> ; aux violons de la ville 24<sup>l</sup> ; aux quêteuses, 18<sup>s</sup> ; aux domestiques 4<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>, total 142<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Aux fripiers, pour les lits des casernes 220<sup>l</sup>. Pour avoir fait nettoyer les puits de la ville et faubourgs 155<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>. Le 20 janvier 1762, fourni à MM. les échevins à déjeuner à Saint-Sébastien : un jambon de 9<sup>l</sup> 1/2, 8<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> ; un morceau de bœuf de 6<sup>l</sup>, à la mode, 3<sup>l</sup> ; une langue fourrée, 1<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> ; une poularde, 1<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> ; des cotelettes, 2<sup>l</sup> ; la soupe, l'huile, beurre, 3<sup>l</sup> ; le dessert, 2<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> ; le pain, 1<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> ; pour le louage du cheval, 1<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> ; 14 bouteilles de vin blanc et 3 du Cap Breton 11<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>, total 36<sup>l</sup> 13<sup>s</sup>. Fourni deux carosses à MM. les maire et échevins pour la fête de Saint Sébastien, 36<sup>l</sup>. Je prie M. Berrouette, magistrat échevin, de compter à M. Voilaire maître de l'école gratuite de dessin, la somme de 24<sup>l</sup>, pour acheter du bois qu'il emploiera à chauffer les élèves de ladite école pendant le cours de l'hiver, Nantes le 20 novembre 1763, P. Greslan, procureur du Roi syndic. — Mémoire des dépenses faites pendant le carnaval dernier, pour découvrir les jeux de hasard. Dû à M. Albert, premier commissaire inspecteur de police, et ce par ordre du bureau : pour bois, chandelles, rafraichissements et argent donné à certains particuliers pendant vingt et une nuits qui ont été passées, parfois, avec trois ou quatre et parfois avec six ou sept archers de ville, 41<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> ; pour le loyer de la chambre affermée par Albert à la connaissance de quelques uns de Messieurs

du Bureau, 30<sup>l</sup> ; ce qu'il vous plaira pour les archers de ville, 72<sup>l</sup> ; pour M. Albert, 72<sup>l</sup>, total 215<sup>l</sup> 14<sup>s</sup>. Rien si vous voulez pour Albert, qui est bien fâché de n'avoir pu réussir ; cependant soit qu'il ait été vu ou trahi, les tripots n'ont pas eu lieu si ce n'est dans les maisons particulières, contre lesquelles il a fait rapport à M. le Maire ; 18 mai 1778, dépenses extraordinaires. Reçu la somme de 8<sup>l</sup> pour quatre hommes de garde du corps des Invalides pour le reposoir du Pilory, 27 juin 1789. Reçu 18<sup>l</sup> pour un détachement de huit hommes et un sergent pour accompagner le corps de Ville le jour de la procession de la Fête-Dieu, le 16 juin 1789, Metreau caporal. Reçu la somme de 110<sup>l</sup> pour onze paires de bas de soye, à raison de 10<sup>l</sup> pièce, ce 16 juin 1789, Rezé. »

#### Revenus de la ville.

#### Fermes des Devoirs communs.

CC. 383. (Liasse.) — 1 rouleau de 2<sup>m</sup> et 15 pièces parchemin ; 1 rouleau de 1<sup>m</sup> 6 c, 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 5, 2 de 4 et 33 pièces papier.

1429-1500. — Lettres patentes du duc Jean V, déchargeant Olivier Hamon de la ferme du denier pour livre, levé pour les fortifications, et permettant aux habitants de l'affermir à un autre fermier, 10 juillet 1429 ; accordant, aux fermiers de l'appâtissement, ordonné pour la clôture et fortification de la ville, une remise de 380<sup>l</sup> en considération de la perte qu'ils ont éprouvée par suite du refus obstiné fait par les gens d'église de contribuer à cet impôt, 25 février 1430. Requête du fermier du méage, demandant l'autorisation de renoncer à sa ferme, par suite des empêchements causés par la guerre au transport et à la circulation des blés et des vins. Enquête à ce sujet, et délibération faisant droit à la demande sous certaines conditions, novembre 1449. Ordre au miseur P. Bernard, de consentir à la réduction réclamée par Bertrand Potier, sur la ferme du devoir de l'appâtissement des vins, que ce fermier ne veut pas garder au prix qu'il en avait d'abord offert, janvier 1449. Reconnaissance donnée par P. Blanchet, fermier du devoir de 2<sup>s</sup> par muid, d'avoir obtenu un rabais de 200<sup>l</sup>, 17 septembre 1463. Requêtes, du fermier du devoir de pavage des portes Sauvetout et de St-Nicolas, tendant à obtenir un rabais, en raison du préjudice que lui ont causé les gens de guerre et autres seigneurs qui se sont emparés de tous les foin, pailles, avoines et autres blés ; des fermiers du même devoir à la porte de St-Pierre pour faits identiques cau-

sés par les incursions des Français venus jusqu'à St-Donatien et autres lieux près de la ville ; du fermier du devoir d'appétissement des vins vendus en détail à Saint-Sébastien et Vertou , mêmes motifs ; du fermier des vins vendus à Saint-Pierre , Saint-Jean de Bouguenais et le Pellerin , janvier 1468 ; des fermiers de la ferme du denier pour livre , demandant à être déchargés de leur ferme , en raison de ce que « les principaulx marchans de la nacion d'Espagne ont esté prins et detenuz de leurs personnes es prisons du Bouffay , où à présent ilz sont encore. » Détails sur le commerce d'importation et d'exportation de Nantes avec l'Espagne , vers 1474. Mêmes requêtes 1488-1500. Dans l'une de celles-ci , non datée , le fermier du devoir des paroisses du Pellerin , de Saint-Pierre et Saint-Jean de Bouguenais expose à l'appui de sa demande que : « tout incontinent après ladite ferme par lui prinse , vindrent esdites paroisses et chacune grant nombre d'anglois , quelx y firent résidence , et durant le temps qu'ilz y furent ne payèrent riens de leurs vivres , et les prenoient où ilz les trouvoient , oultre le gré et volonté de ceux à qui ilz estoient. Et voyans lesdits parroessiens qu'ilz ne vouloient riens payer de ce qu'ilz prenoient , qui ancoys les menassoient à tuer , ceulx qui avoient desdites vivres les amenoint de nuyt au desceu desdits Anglois en ceste dicte ville , où ilz vendirent leurs dits vins et autres vivres tellement que esdites paroisses et chacune on n'y trouvoit que boire et manger. Et après que lesdits Anglois s'en furent allez hors desdites paroisses y vindrent les François courir. Lesquels y ont fait plusieurs courses , et emmené grand nombre des parroessiens , et prins à prisonniers et mis à grant renczons , tellement que leur a convenu vendre meuble et héritage pour eulx se acquicter et payer leurs renczons , qui à ce n'y pouvoient bonnement fournir néanmoins qu'ils eussent perdu leur bestaille et autres meubles. Et y sont encore à présent lesdits François grandes courses et pilleries , tellement que nulz desdits parroessiens ne ozent et n'ozeront plus y demourer ne faire résidence , de paour d'estre tuez ou prins à prisonniers , tellement que en ladite paroisse du Pellerin y a demy an et plus que on y chante messe. » Pierre de la Haye reconnaît avoir obtenu un rabais de 20<sup>1</sup> monnaie , sur la folle enchère de la ferme des pavages des portes St-Nicolas et Sauvetout , 6 avril 1475. « Les Baillées des appétissemens » de Nantes à St-Nicolas , St-Sembin , St-Clément , St-Léonard et

Ste Croix hors la ville , St-Sébastien , Vertou , Rezé , Couëron , le Pellerin , 1478 , 1479. « Les Baillées de l'appétissement de Nantes pour ung an commanzant le 1<sup>er</sup> jour de janvier , 1480 , faites par Faby Bazire , miseur de ladite ville de Nantes , le 27<sup>e</sup> jour de décembre 1480 , sçavoir : la ville de Nantes , St-Nicolas , St-Sembin , St Clémens et St-Léonard , le tout es flez proches du Duc , sont baillés de première prinse à Gilles Chaudet à 2,625<sup>1</sup> , les 25<sup>1</sup> de profit ou de rabais , et luy demoura.... » Même acte pour 1483-1484 , pour les pavages 1485 , pour l'appétissement 1499 , pour le denier par livre 1500. Quittances par les fermiers de divers rabais à eux accordés par la ville , 1483-1494. Ordre aux fermiers du devoir du denier par livre « de laisser et tenir quicte et paisible d'icelui devoir Ymbert Garnier , marchand des parties de Tournay , disant que par cy devant , par le commandement du duc , il avoit fait venir de la ville de Tournay , tant par terre que par la rivière de Loyre , le nombre de cinq fardeaux de fine tapicerie , laquelle depuis le Duc avoit fait acheter de luy , la somme de 3,850<sup>1</sup> , pour l'estorement de sa maison , » 10 juin 1486. Mandement du duc François II , en faveur et à la requête des fermiers du devoir d'appétissement , portant défense aux « demeurens en notre ville de Nantes , de non en l'avenir durant le temps de ladite ferme , mettre ne exposer leursdicts vins en vente par détail en leurs maisons ne autrement sans y mettre brandon et enseigne de taverne , à la paine de soixante livres d'amende et de confiscation dudit vin , 6 janvier 1487 , » (copie non signée). Taxe des « monnayiers » pour leur part dans les deniers ordonnés pour la fortification de la ville le 6 mars 1488. Condamnation par le prévôt de Nantes des fermiers de la ferme du denier pour livre , adjudgée pour trois ans le 1<sup>er</sup> janvier 1487 au prix de 3,701<sup>1</sup> 12<sup>s</sup> 3<sup>d</sup> , à payer le dernier quartier , soit 308<sup>1</sup> 9<sup>s</sup> 3<sup>d</sup> « gros neufs à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> , » 7 mai 1490. Enquête faite par Simon Marteau , fermier de l'appétissement des vins vendus en détail à Rezé , contre G. Richerot , procureur des bourgeois , auquel il refusait de payer une partie de sa ferme. Jugement du sénéchal qui l'oblige « à bailler audit Richerot , oudit nom , la somme de vingt livres monnoye de gros neufs de Bretagne à 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> la pièce , à lui valloir acquit sur le reste de ladite ferme , sans préjudicier es provisions et ordonnances de paravant cestz heures faictes , août et septembre 1490. » Mandements de Charles VIII , pour reprimer

les fraudes et les abus commis au sujet de vins vendus en détail, 30 janvier 1494. Condamnation du sr J. Leray à payer au receveur du devoir d'appétissement des boissons ce qu'il lui doit pour vins vendus en détail 13 mai 1500. Plusieurs personnages ayant pris la ferme du denier pour livre, moyennant le prix de 2,302<sup>1</sup> 10<sup>s</sup> tournois, pendant trois ans « ont promis et se sont obligez sur l'ipothèque et obligation de tous et chacun leurs biens meubles et héritages présens et futurs, payer cette somme au miseur et subséquens miseurs par les quartiers de chacun desdits troys ans, » 22 janvier 1497. Interrogatoire de Vincent Durant, receveur « mis à serment à jurer seditz faiz non vroiz sur et vers les reliques monseigneur Saint Hervé, et autres reliques gardées en l'église de Nantes, ou il les eust juré vroiz, » et de Sulpice Lasne, fermier de l'appétissement, qui refusait de prendre cette ferme et de payer le prix auquel elle lui avait adjudée, sans date, mais vers 1497, époque du décès de V. Durant.

CC. 384. (Liasse.) — 4 pièces parchemin ; 1 cahier de 30 f<sup>os</sup>, 1 de 10, 1 de 4 et 12 pièces papier ; 1 sceau.

1501-1557. — Méage. La ferme du « Meaige » adjudée pour trois ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1501, à 7,200<sup>1</sup>, 100<sup>1</sup> profit ou rabat. Jean Lemoine ayant pris la ferme de Méage à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1505, pour 6,500<sup>1</sup> « troys cens livres profit ou rabat, avec les vins de droitz associe et accompaigne, et par ces présentes associe ou accompaigne à profit ou perte d'icelle ferme Mathurin Ballue, Jehan Moteil et Robin Poulain, chacun pour une quarte partie, qu'eulx ont accepté ledit associement » pour le quel ils obligent tous leurs biens meubles et héritages et « leurs propres corps à tenir arrest, prinson et hostaige, ainsi que pour les propres deniers du Roy, notre souverain seigneur, ou Bouffay de Nantes, ou autre forte place de ceste comté de Nantes, la part qu'il plaira choisir oudit Spadinc (le miseur) oudit nom, la deption des personnes desqueulx n'empeschant l'exécution de leurs biens.... » 2 janvier 1505. Mise faites par ce même miseur, pour la cause des susdits « fermiers de l'impôt de ceste ville et forsbourgs, plédoyée devant monsieur le senneschal de Nantes, » le 25 novembre 1506, 26<sup>1</sup> 13<sup>s</sup> 10<sup>d</sup> tournois. Ferme, du 1<sup>er</sup> janvier 1520, 8,200<sup>1</sup> ; 1<sup>er</sup> janvier 1523, 9,100<sup>1</sup> ; 1526, 9,500<sup>1</sup>, obligation du preneur J. Geffriau. Délivération de la ville au sujet d'une décharge obtenue

du Roy par l'héritier du fermier du devoir de méage, chargeant le procureur du Roi et celui des bourgeois de s'entendre à cet égard, 7 avril 1548. Ces derniers « confessent que le debvoir de méage se prend et lieve sur les bledz, selz et vins montans et avallans par la ripvière de Loire, duquel debvoir fut fermier défunct Guischard pour troys ans commenczans le 1<sup>er</sup> jour de janvier 1538, et finissans à pareil jour lesdits troys ans révoluz, pour en poyer pour lesdits troys ans 11,890<sup>1</sup> monnoye de Bretagne. Et oultre les boutz et desboutz aux enchérisseurs, ainsi mesmes qu'est tout connu et notoire. » Ils concluent à ce que l'héritier de Guischard soit débouté du bénéfice des lettres qu'il a obtenues. Délibérations au sujet d'une réclamation de rabais faite par le fermier du devoir de méage et enquête sur la perception de ces droits et les obstacles quelle rencontrait 1543-1550. « Sire Jean Le Lou, le jeune, dit avoir part et portion avecques M<sup>e</sup> Geffroy Drouet et autres, qui ont prins, deux ans sont ou plus, la recepte et ferme du debvoir de meaiges appartenant aux nobles bourgeois, manans et habitans de la ville de Nantes, et n'avoir aucune portion en la ferme dudit meaige pour l'an 1547. Et dit que ledit debvoir se prend au pris de 2<sup>s</sup> par chacun muy de sel mesure de Nantes, et pareillement pour chacun muy de bled, et pour chacun tonneau de vin du creu dehors la duché de Bretagne, pareille somme de 2<sup>s</sup> ; et lors que lesdites marchandises changent de maitre ou sont vendues ou passent en autres mains que des marchans conduisent icelles marchandises hors ledit duché, on reprant pareil debvoir de 2<sup>s</sup> pour chacun muy de bled, vin et sel. Et dit que en l'année 1547 y eut grandes secheresses et rareté de eaux en la ripvière de Loyre pour les mois de juign, juillet et aougst, et estoit en celuy temps ladite ripvière fort basse et petite en sorte que bien peu de marchans pouvoient conduyre et mener saulx, bledz, vins et autres marchandys ; et disoit l'on tout notoyrement que les greniers du Roy estoient mal muniz et garniz de sel... Dit davantaige ce parlant que en la mesme année 1547, environ la fin du moys de septembre, arrivèrent au port et Fosse de Nantes, vingt-un ou vingt-deux gallères, lesquelz occupèrent la plus grant partye dudit port et abort de la Fosse, avecques leursdites gallères, ancres, grappins et cordaiges, de sorte que la plus part des marchans craignoient abourder audit port, de peur que leurs vaisseaulx



et barques et les marchandises y estantes, par le moyen desdits cables, ancrs et grappins ne feussent perdues. Et en celuy temps les cappitaines et aultres gens, ayans la charge desdites gallères, prenoient de leur auctorité et pour leurs affaires, les bapteaulx et vaisseaulx desdits marchans pour conduyre victuailles et munitions comme bledz, farines, vins, chairs et aultres provisions ou pays d'Escosse, sans toute fois payer aucun debvoir, et aussi prenoient les challans pour conduyre leurs forssaires à Rouanne... » Adjudication de la ferme du méage le 1<sup>er</sup> août 1551, à 12,800<sup>l</sup> monnaie de Bretagne, et à la même date 1557, pour 12,450<sup>l</sup>.

CC. 385. (Liasse.) — 4 pièces parchemin ; 9 pièces papier.

**1503-1557.** — Pavage. Ferme du « devoir de pavaige, accoustumé estre prins et levé es portes de Saint-Nycolas, Sauvetour, Saint-Pierre et en chacune d'icelles pour le temps de trois ans commanzans au saiziesme jour de ce présent mois d'octobre 1503, pour la somme de 600<sup>l</sup> monnoye tournois, pour le tout desdits troys ans. » Annonce de l'adjudication, adjudication et obligation des fermiers. Même ferme, pour 1518, à 537<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> ; 1521, à 490<sup>l</sup> ; 1524, 570<sup>l</sup> ; 1531, 503<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> ; 1534, 772<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> ; 1557, 650<sup>l</sup>.

CC. 386. (Liasse.) — 10 pièces parchemin ; 1 cahier 12 f<sup>os</sup>, et 14 pièces papier.

**1513-1557.** — Denier pour livre. Remise de 600<sup>l</sup>, sur la dernière année de leur ferme, accordée aux fermiers de ce devoir par le Conseil des bourgeois tenu le 30 juin 1513, en raison de ce que « la perte qu'ilz ont eu en icelle a esté trouvée toute évidante et notoyre, et qu'ilz n'avoient ne ont jouy de leur dite ferme en entier à l'occasion des guerres entrevenues durant icelle entre les pays du Roy nostre Sire et du Roy d'Espaigne et leurs subiectz, dont descendoit le principal revenu de ladite ferme, au moyen de quoy avoit cessé l'entre cours de marchandise. » Ferme du 1<sup>er</sup> juillet 1516, pour trois ans à 3,400<sup>l</sup> ; par ordre de l'assemblée tenue au château le 19 mai 1519, il fut rabattu 200<sup>l</sup> sur chaque année de perception, soit 600<sup>l</sup> ; du 1<sup>er</sup> juillet 1519, à 3,400<sup>l</sup>, sur laquelle il fut remis deux quartiers, pour les pertes occasionnées par la guerre et la contagion ; du 1<sup>er</sup> juillet 1522, à 2,200<sup>l</sup> et « 100<sup>l</sup> profit ou rabeix, » sans aucun espoir de diminution pour quelque cause que ce puisse être ; du 1<sup>er</sup> juillet 1525, 2,780<sup>l</sup>, obligation du

fermier 26 juin même année ; 1528, 2,770<sup>l</sup>, cautionnement des preneurs. Acte d'obligation ou de cautionnement de Jean de Compludo, qui prit la ferme à 3,700<sup>l</sup>, le 1<sup>er</sup> juillet 1531. Enquête sur la ferme de 1737, débat entre enchérisseurs. Adjudication à André Ruyz, et obligation, ferme de 1548 pour 4,000<sup>l</sup>. Obligation des cautions de l'adjudicataire au même prix pour 1551. Adjudication et obligation pour 1554, à 3,337<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Mêmes actes, en plus la bannie, pour 1557 à 3,700<sup>l</sup> tournois.

CC. 387. (Liasse.) — 2 pièces parchemin ; 1 cahier 12 f<sup>os</sup>, 1 de 10, 4 de 6, 3 de 4 et 14 pièces papier,

**1566-1603.** — Méage, pavage, denier pour livre. « Estat et distribution de cinquante escuz pistolletz, qui ont esté receuz de Bertran Rouxeau, fermier des deniers communs de la ville de Nantes, savoir du méage, pavage et denier pour livre de la ferme commencée le 1<sup>er</sup> jour d'aoust 1566, pour les peines et vacations de ceux qui ont vacqué au baill desdites fermes et autres mises. » Au sénéchal, 6 écus ; au procureur du Roi, 2 ; aux pauvres de l'Hôtel-Dieu, 6 ; aux dames de Sainte-Claire, 6 ; au procureur des bourgeois, 6 ; au greffier, 2 ; aux sergents de ville et trompette, 7 ; pour deux rames de papier pour servir à la maison de ville, 3... Requête de l'adjudicataire pour être déchargé de sa ferme en raison des « grandes émotions de peuples touchant le faict de la religion, parquoy en plusieurs lieux du royaume de France les marchans qui avoient acoustumé de trafiquer en ceste ville sont retardez et empeschez, et divisement les marchans des villes d'Orléans, Boys-Jancy, Bloys, Amboyse, Tours et d'autres villes et bourgades. Sentence de M. de Bouillé, lieutenant général en Bretagne, autorisant Bertrand Rouxeau, fermier des devoirs, à sortir sous caution des prisons du Boufflay, où il avait été renfermé comme reliquataire d'une somme sur sa ferme, 4 août 1569. Engagement de Mathieu Lemercier, fermier des devoirs de la ville, de garantir la communauté, de tous frais et dommages, pour le procès dans lequel elle a bien voulu intervenir en sa faveur au Parlement contre les vinatiers de Saint-Sébastien et autres, 12 septembre 1580. Sentences, du Présidial confirmative de cet engagement, le condamnant à son exécution, août et septembre 1583 ; du Parlement, condamnant les habitants de Nantes à solder les frais de ce procès, 15 juin 1584 ; du Présidial



ordonnant à Lemer cier d'exécuter son engagement , 13 juillet. Inventaire de pièces fournies par les habitants de Nantes , contre Lemer cier , 20 juillet 1584. Bail à ferme des devoirs communs , 3 juillet 1581. Sentence du Présidial accordant au fermier un rabais de dix jours sur sa ferme , 27 juillet 1584. Adjudication des devoirs de pavage , méage et denier pour livre , à Mathieu Lemer cier , pour 11,600 écus « paieront les preneurs dans les vingt-quatre heures au miseur 150 escus, tant pour six hocquetons, chausses, espées , haliebardes , aux sergens de ladite ville, que pour les frais des pancartes, proclamations de ladite ferme et autres mises à ce nécessaires ; laquelle somme ne sera rabatue sur le principal de ladite ferme ; fourniront dans ce jour 15 escus pour estre distribuez aux pauvres de l'hospital , autant aux religieuses Sainte-Clère... » 20 juillet 1587. Arrêt rendu contre un rabais demandé. Inventaire de pièces produites pour obtenir un rabais par les enfants de feu Lemer cier , 1592 ; requête des maire et échevins à M. de Maupeou contre ce rabais , 1599 ; avis des parents des enfants mineurs , concluant qu'il vaut mieux transiger que de continuer de plaider contre la communauté , 24 avril 1603. Ferme desdits devoirs pour trois ans à Jean Boymer , pour 10,200 écus , 200 écus profit ou rabais , le 1<sup>er</sup> juin 1592. Moyens produits par le fermier , pour obtenir un rabais ; il se fonde surtout sur « le siège de l'ennemy, tenant party contraire , a esté au devant de Rochefort en Anjou , sur Loyre , empeschant entièrement le traficq et commerce sur la rivière, » 1592, 1594 ; requête au Présidial, au duc de Mercœur , 1595 ; sentence du Présidial ordonnant un rabais de 1,200 écus sur la ferme du nouveau devoir , et 600 sur celle du devoir ancien , raisons d'opposition des maire et échevins , 1595. Réponses des fermiers à cette opposition 1597.

CC. 388. (Liasse.) — 4 pièces parchemin ; 2 cahiers de 12 f<sup>os</sup>, 2 de 10, 2 de 8, 4 de 6, 5 de 4, 1 rôle de 4 feuil les in-folio , 19 pièces papier ; 1 sceau.

1566-1591. — Dettes de la ville. Adjudication à Nicolas Lepvrault , de la ferme du devoir accordé par le Roi , pour le remboursement des dettes de la ville , modérées par le Conseil privé à 33,107<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, pour un an , de février 1566 à février 1567 , au prix de 11,000<sup>l</sup> tournois , 10 janvier 1566. Pour « éviter cedditi on et émoti on populaire » la commu-

nauté , indépendamment de certaines diminutions de taxes faites par la Chambre des Comptes, aurait encore modifié la pancarte des devoirs , savoir : la pipe de vin nantais taxée à 5<sup>s</sup> l'aurait été à 2<sup>s</sup> « les moutons et veaulx toutallement rayé , sans que l'on en puisse exiger ne prendre aucune chose ; et pour les alouzes et lampraves , taxées à 10<sup>s</sup> le cent , il n'en sera prins que 8<sup>s</sup> ; et quant à la charge des moullues (morues) , et autre poisson parré et sallé , taxée à 3<sup>s</sup> n'en sera prins que 2<sup>s</sup> ; et de la vache , taxée à 3<sup>s</sup> n'en sera prins que 2<sup>s</sup> ; et du bœuf taxé à 5<sup>s</sup> n'en sera prins et levé que 4<sup>s</sup> ; et quant aux draps de soyes qu'il ne sera prins ne levé que 12<sup>l</sup> par charge pesante 300 livres , et au prorata dudit poys. » Pancartes des devoirs accordés par le Roi pour le paiement des dettes , 1565. Condamnation des fermiers par arrêt du Parlement du 11 octobre 1569 , au paiement des frais du défaut prononcé contre eux au profit des maire et échevins. Publications pour la mise en ferme des devoirs , 1<sup>er</sup> janvier 1567 ; adjudication à Abel Giraud le 25 janvier , pour 17,500<sup>l</sup> ; distribution des 30 pistolles accordées à l'occasion de cette ferme. Procédure entre le maire , les échevins et le fermier qui après avoir demandé un rabais , fut condamné à payer le dernier quartier qu'il avait retenu afin d'en obtenir la réduction. Parmi les griefs articulés, l'un est que les seigneurs tels que MM. du Parlement, les pourvoyeurs de la maison du Roi , de la Reine , des ducs d'Orléans , d'Anjou , prétendaient être exempts et refusaient de payer aucun des droits portés sur la pancarte. « Disent lesdits Giraud et consors , que ou moys de septembre 1567 , au meilleur temps de leur ferme , les guerres civiles commencèrent et continuèrent jusqu'au mois de mars ensuyvant , pendant lequel temps toutes les villes en général , ponts , ports et passaiges de la ripvière de Loyre et autres fleuves y descendans furent clos et rempliz de gendarmerie , tant pour le Roy , que de ses adversaires ; tous les bapteaux , jusques aux plus petiz , rompuz , brullez ou afondrez ; deffences universelles à toutes personnes de non aller ne venyr sur ladite ripvière , sur paine non seulement de confiscation de leurs marchandises , mais aussi pugnition corporelle , de manière que le tout a esté pillé , beu et mangé sur les lieulx , et tout commerce et trafic de marchandises cessé , ou ilz ont perdu 3,000<sup>l</sup> et plus. » Pancartes des devoirs accordés à la ville pour le « racquit » de ses dettes , 14 janvier 1568.

Avis de la mise en adjudication à cette même date. « Déclaration des devoirs que les manans et habitants de la ville de Nantes, veulent et entendent bail-  
 ler à ferme par permission du Roy sur les marchandises et autres choses cy après déclairées, qui ne paient et n'acquient à la Provosté de Nantes, à commencer du 1<sup>er</sup> septembre 1571. » Quittance de 108<sup>s</sup> tournois donnée par le greffier de la ville, pour ses peines et vacations à propos du bail à ferme des devoirs, 7 octobre 1571. Information contre les fermiers accusés de percevoir plus qu'il ne leur est permis par leur bail et la pancarte, 30 janvier 1572. Avis de la mise en adjudication et pancarte des devoirs, 2 août 1574. Arrêt de la Chambre des Comptes, ordonnant qu'il soit procédé au bail à ferme de la dernière des six années des devoirs accordés à la ville pour l'aider à acquitter ses dettes, notamment : pour l'envoi de dix gros canons armés aux camps de Fontenay et de Lusignan ; pour l'achat de six milliers de poudres et boulets ; pour l'armement et la conduite de quatre navires de guerre destinés à recouvrer Belle-Isle ; pour la construction de l'hôpital du Sanitat ; pour la construction d'un arsenal, d'une maison de ville, et l'achat du terrain, 28 juin 1576. Bail à ferme des devoirs adjudgé à Jacques de Marques, pour un an au prix de 15,000<sup>l</sup>, à partir du 1<sup>er</sup> septembre, le 20 août 1576 ; même bail pour trois ans à 16,230 écus sol, le 27 août 1577. Arrêt de la Chambre des Comptes, commettant le premier président et trois maîtres pour procéder au bail à ferme des devoirs et droits destinés au « racquit » des dettes, 18 juin 1580 ; ordonnance des Commissaires de la Chambre, pour exécuter leur commission, et bannies pour la mise en adjudication, juillet 1580. Quittance du sergent royal, qui reconnaît avoir reçu six écus et onze pancartes des devoirs « pour icelles bannir aux jours des marchez à Cliczon, Machecoul, Savenay, la Rochebernard, Guerrande, Chasteaubrient, Ancenys et Ingrandes » le 12 juillet 1583. Bannie de la ferme des devoirs suivie de la pancarte, 5 septembre 1591.

CC. 389. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 3 cahiers de 24 f<sup>os</sup>, 1 de 18, de 14, de 12, de 10, 2 de 8, 3 de 6, 6 de 4 f<sup>os</sup>, 17 pièces papier.

1566-1641. — Entretien des ponts, dettes de la ville. Adjudication de la ferme des devoirs accordés pour la réédification des ponts, et le paiement des

dettes, à Guillaume Cousin, pour trois ans à raison de 8.633<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> chaque année, 10 janvier 1566. Lettres patentes de Charles IX, approuvant les concessions faites pas les habitants, le 10 janvier, pour la ferme des devoirs, dernier février 1566. Procuration donnée, par la communauté à Mathieu Michel, son procureur syndic, pour récuser les juges et conseillers du Présidial de Nantes, devant lesquels le maire et les échevins étaient ajournés par les fermiers des devoirs. Cette récusation est fondée sur ce que « lesdits juges et conseillers s'efforcent de jour en autre les troubler et empescher sur ce que est de leur charge ; pour raison de quoy ont entré en grant différant tant devant M<sup>sr</sup> de Martigues, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en ce pais, que par devant M<sup>sr</sup> de Bouillé, lieutenant de S. M. audit gouvernement, sans que depuis, ne encores à présent, ait esté fait fin ausdits différans ny donné aucun reiglement entre eulx. Pour lesquelles raisons les dits juges et conseillers ont consceu grant haine et inymytie contre lesditz maire et eschevyns, » 20 juin 1569. Requête du fermier des devoirs demandant un rabais sur sa ferme, parceque les marchands de Saint-Sébastien, Vertou, la Haye, Goulaine, la Chapelle-Heulin, se prétendent exempts de ces devoirs. Elle est rejetée par la ville, 1581. Pièces fournies par les maire et échevins, joints aux fermiers devant le Prévot de Nantes, contre Julien Mercier, marchand, qui refuse d'acquitter les droits de certains devoirs, 1581. Adjudications de la ferme des devoirs, pour la reconstruction des ponts de pierres, le 8 avril 1587, à 10,400 écus ; à 12,800 écus par an, le 21 mai 1592. Arrêt du Conseil d'État et des finances « de Bretagne, establi à Nantes par l'autorité de monseigneur le duc de Mercueur, » accordant un surcéance sur la demande de rabais faite par le fermier, 4 décembre 1597. Requête au sujet du bail à ferme de ces devoirs, 22 mai 1599. Bannie et ferme pour l'an 1598 ; pour 1599, trois ans au prix total de 29,450 écus, avec la pancarte des droits à percevoir, pour le méage, pavage, « racquit » des dettes et reconstruction des ponts ; pour 1602 pendant trois ans, 124,200<sup>l</sup> tournois. Moyens fournis par les maire et échevins contre la réclamation du fermier général des devoirs, qui demande un rabais ; requête par laquelle il demande 30,000<sup>l</sup> de rabais ; transaction en vertu de laquelle la communauté lui accorde 15,500<sup>l</sup>, 1607 ; arrêt du Conseil confirmant cette transaction. Ferme

pour 1608-1610, 127,000<sup>l</sup> ; pour 1611 et 1612. 45,300<sup>l</sup> par an ; charges et conditions du bail. Arrêt du Conseil du Roi, confirmant la transaction passée entre la ville et le fermier des devoirs, par laquelle il lui est accordé un rabais de 15,000<sup>l</sup>, 23 mars 1620. Ferme de 1635, au prix de 41,150<sup>l</sup> par an. Requête du fermier, qui, « après avoir fait une signalée perte dans les non jouissances de ladite ferme, causées par les guerres, la mer étant remplie de pirates, mesmes jusqu'à l'embouchure de la rivière, » demande qu'il lui soit fait raison de 680<sup>l</sup>, montant de droits non acquittés ; 300 tonneaux de vins passés sous le nom du maréchal de la Meilleraie ; 100 pipes pour le château ; 100 tonneaux pour l'archevêque de Bordeaux ; 150 pipes pour monsieur de Nantes. La ville lui accorde seulement 300<sup>l</sup>, sur les vins passés pour le ravitaillement de Port-Louis, août 1641.

CC. 390. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 2 cahiers de 10 f<sup>os</sup>, 17 pièces papier ; 1 sceau.

**1645-1685.** — Ferme des devoirs de méage, pavage et autres destinés à l'entretien des ponts et à l'acquittement des dettes de la ville, adjugée, pour quatre ans, juillet 1659 à juillet 1663, à Mathurin Jouin, au prix de 42,000<sup>l</sup>, le 1<sup>er</sup> février 1659. Requête du fermier pour obtenir la résiliation de son bail, 1645, il supplie « considérer la grande stérilité universellement arrivée en toute la France, l'année dernière, telle qu'il n'est point mémoire d'homme d'une semblable, la stérilité des pétuns arrivée au même temps et qui a continué l'année présente aux îles de l'Amérique ; les guerres survenues entre le Roy de Danemarck et les Suédois, qui ont osté la liberté du trafic de ce costé là, et ont empesché les Hollandois et autres marchands de charger des vins en ce pays ; les grandes et trop fréquentes pertes et prises de vaisseaux et marchandises faites en mer non seulement par des pirates ennemis de la France, dont la mer et nos costes sont toutes couvertes, mais aussi par les Anglois, qui se disent amis de ceste couronne, lesquels ont fait plusieurs prises dans l'entrée des havres dudit pays d'Angleterre, et les ont fait juger bonnes... » Par délibération du 3 juin 1647, la ville lui accorda une réduction de 6,250<sup>l</sup>, approuvée par la Chambre des Comptes, le 26 novembre suivant. Engagement du fermier de garantir la ville de tous dépens, dommages et intérêts pour son intervention dans le procès qu'il soutenait contre le

S<sup>r</sup> des Jamonnières qui prétendait être exempt des droits sur les vins qu'il faisait annuellement conduire de sa maison des Jamonnières à la Bretesche, décembre 1650, Commission donnée par la Chambre des Comptes au sénéchal de Nantes, de faire le bail des octrois, en l'absence des généraux des finances ; mais, à la condition que les officiers de la Chambre seront exempts de ces devoirs, 28 novembre 1654. Sentence du Présidial de Nantes, condamnant un marchand à payer aux fermiers les devoirs d'entrée sur plusieurs marchandises de Saint-Malo, d'Irlande et d'Angleterre, 1657. Requêtes du fermier pour obtenir le paiement des droits que les directeurs de la Compagnie des Indes Orientales refusaient d'acquitter, 1665 ; pour obliger un marchand de draps de soie à faire la déclaration de ses marchandises de fil et autres merceries, 1677. Opposition faite par les maire et échevins, au transport à la Fosse, par les fermiers des droits de la ville et des cinq grosses fermes, du bureau des recettes, situé depuis des siècles « au haut des deux grosses tours de la porte de la Poissonnerie, ou il a esté fait et construit une maison à ce dessain, comme le lieu le plus sur, le plus propre et le plus commode qui puisse estre dans la ville et fauxbourgs, pour la perception des droits de ladite Communauté, qui se levent pour la plus grande partie sur les marchandises qui montent et descendent, arrivent et sortent par la rivière de Loire, puisque dudit lieu l'on y découvre tous les vaisseaux, barques et batteaux... » 1685.

CC. 391. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 2 pièces parchemin ; 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 6 pièces papier ; 1 sceau.

**1695-1718.** — Bannies pour l'adjudication du bail de six deniers par pot de vin, signées par le trompette de ville, les recteurs de St-Léonard, St-Vincent, St-Saturnin, 31 juillet 1695 (imprimés). Adjudication de ce bail, les 6 et 7 septembre 1695, à commencer du 1<sup>er</sup> août 1698 jusqu'au 24 juin 1713, au prix de 13,200<sup>l</sup> chaque année. Parmi les clauses, charges et conditions, il est dit que « l'adjudicataire sera tenu d'avancer, au jour de son adjudication, la somme de 32,500<sup>l</sup> et les deux sols pour livre, à quoy se monte la finance des charges de milice bourgeoise et de contrôleur des deniers patrimoniaux réunies au corps de ladite Communauté. Ledit adjudicataire sera tenu de fournir par chacun an, à commencer du jour de son adjudication, la somme de 14,000<sup>l</sup> entre les mains

du receveur des octrois, pour être employée conformément à l'arrêt du Conseil du 5 juillet dernier, au paiement des charges réglées par l'état arrêté par l'intendant de la province. » Arrêt du Conseil portant approbation du bail précédent. Lettres patentes portant prolongation, jusqu'au 24 juin 1713, du devoir des six deniers par pot de vin, et approbation du bail, Versailles, 12 novembre 1695; arrêt de la Chambre des Comptes pour l'enregistrement des deux actes précédents. État des pièces remises aux maire et échevins de Nantes, par les cautions de l'adjudicataire du bail des six deniers par pot de vin, « et ce en exécution d'arrêt de la Chambre du 18 août 1718. Lesdites pièces justifiant l'entier paiement de la somme de 32,500<sup>l</sup> et les deux sols pour livre, le tout montant à 35,750<sup>l</sup> que lesdits engagistes étoient obligés de payer en l'acquit de ladite ville et communauté tant au sujet du remboursement des offices de millice bourgeoise, que pour la réunion de l'office de contrôleur des octrois... »

CC. 392. (Liasse.) — 3 cahiers de 4 f<sup>os</sup> et 2 pièces parchemin; 1 cahier de 14 f<sup>os</sup>, 1 de 4 et 6 pièces papier; 1 sceau.

**1698-1718.** — Devoir spécial de 6 deniers par pot de vin pour l'entretien des lanternes. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui permet à la Communauté « de lever un nouveau droit de six deniers par pot de tous vins qui se vendront en détail dans ladite ville et fauxbourgs, à commencer par l'adjudicataire à entrer en jouissance le 1<sup>er</sup> janvier 1702, et finir au 1<sup>er</sup> janvier 1708. Ordonne S. M., que la soumission faite à la Communauté de payer par avance 120.000<sup>l</sup> pour la finance des lanternes, 2 sols pour livre et frais de la première suspension, et 20.000<sup>l</sup> pour acquitter partie des dettes, sans aucun intérêts. » Versailles, 10 février 1698. Adjudication de ce bail le 25 mars, même année. Ordre de l'intendant à l'adjudicataire, de payer 3.000<sup>l</sup> à l'adjudicataire des ouvrages de pavés, 22 avril. État des paiements faits par J.-D. Vignères, faisant pour M. J.-B. Ardilliers, chargé par S. M. de l'établissement des lanternes dans les principales villes du royaume, pour les premiers frais et dépenses de l'établissement et suspension des lanternes à Nantes, montant au total de 4,061<sup>l</sup> 8<sup>d</sup>, à la réserve de 61<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>, non payés. A divers menuisiers, 693<sup>l</sup> pour 420 boîtes, à 33<sup>s</sup> pièces; à un charpentier 455<sup>l</sup> pour 70 poteaux à 6<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> pièce; à divers serruriers, 1659<sup>l</sup> pour les ferrures et serrures

des boîtes; à des cordiers, 879<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> pour 2,512 livres de corde; à un fondeur 273<sup>l</sup> pour 420 poulies de cuivre; à un poulleur, pour 420 poulies en bois, à 2<sup>s</sup> 11<sup>d</sup> pièce, 61<sup>l</sup>, 16<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>, 9 août 1698. Quittance, par J. B. Ardilliers, de 10 523<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> « pour les deux sols pour livre de la somme de 105.237<sup>l</sup> 3<sup>s</sup>, à laquelle monte la finance pour le rachat au denier vingt de celle de 5,261<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>, fixée par l'arrêt du Conseil du 18 février dernier pour l'entretien et dépense des lanternes, » 20 octobre 1698. Arrêt du Parlement pour l'enregistrement des lettres patentes et arrêt du Conseil des 18 février et 28 septembre 1698. Ordonnance de la Chambre pour la même formalité. Ordres de l'intendant au fermier du bail pour l'entretien des lanternes de payer à Pierre Le Compte, architecte à Rennes, 2374<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> dus par la ville (sans désignation du motif); à l'adjudicataire des ouvrages de pavés 2,000<sup>l</sup>; à celui des réparations de Chezinc, 500<sup>l</sup>, 1699. « Etat des pièces justificatives du bail d'engagement fait et adjugé par M. de Nointel de Béchameil, intendant de Bretagne, le 26 mars 1698, au sieur Gigon de six deniers pour pot de vin d'augmentation d'octroy, au sujet de la finance pour l'établissement des lanternes à Nantes, et l'acquittement de certaines dettes auxquelles la communauté dudit Nantes étoit tenue, pour estres lesdites pièces remises à la communauté, tant en conséquence de l'obligation énoncée audit bail qu'en exécution d'arrêt de la Chambre rendu à cet égard contre ledit sieur Gigon. Nantes 19 juin 1718 (1).

CC. 393. (Liasse.) — 1 cahier 4 f<sup>os</sup> et 4 pièces parchemin; 1 cahier 16 f<sup>os</sup>, 1 de 4, et 22 pièces papier.

**1706-1720.** — Adjudication du devoir de 6 deniers par pot de vin, pour le fond des lanternes, du 1<sup>er</sup> janvier 1708 au 31 décembre 1711, et du 1<sup>er</sup> janvier 1712 au 31 décembre 1715, le 10 janvier 1707. Arrêt du Conseil portant approbation de l'adjudication précédente. Lettres patentes, portant, conformément à l'arrêt du Conseil, du 5 octobre 1706, permission aux habitants de Nantes de continuer la levée du devoir de 6 deniers par pot de vin, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1708 que finit l'engagement de ce devoir, pour les lanternes, l'acquittement de différentes sommes dues par la ville, la suppression de divers offices et autres objets; et, conformément à l'arrêt du Conseil du 28

(1). Voir sur l'établissement des lanternes, le registre BB. 62.

juin 1707, approbation de l'adjudication faite, au sieur Le Gouverneur, de la continuation de ce même devoir, pour 8 ans du 1<sup>er</sup> janvier 1708 au 31 décembre 1715. Autres lettres patentes confirmatives des précédentes, 31 décembre 1707 ; arrêt d'enregistrement de ces lettres, 16 mars 1708 ; mémoires des frais d'enregistrement. « État en forme d'inventaire des pièces et quittances, concernant le bail d'engagement de deux fois six deniers par pot de vin d'octroy de la ville de Nantes, pour le tout estre remis à la Communauté, en conséquence, tant de la condition énoncée audit bail que d'arrêt de la Chambre des Comptes de Bretagne », du 21 mars 1720. Correspondance de M. Mellier, maire, avec l'intendant et le sieur Le Gouverneur. Ordres de l'intendant à celui-ci de payer, sur son bail, différentes sommes pour les réparations des ponts ; de solder au sieur Proust, maire de Nantes, 700<sup>l</sup> pour le paiement des soins pris par M<sup>e</sup> Huchedé, avocat au Conseil, au sujet de l'obtention des lettres patentes relatives à la réunion de la police de Nantes à la Communauté ; de compter plusieurs sommes à M. Charles de la Cour de Beauval, pour la suppression des offices d'inspecteurs, visiteurs, contrôleurs des manufactures et concierge garde des halles.

CC. 39<sup>l</sup>. (Liasse.) — 1 cahier de 10 f<sup>os</sup>, 2 de 6, 3 de 4 16 pièces papier. (4 imprimés.)

**1712-1720.** — Première ferme, 1<sup>o</sup> des devoirs spéciaux de 6 deniers par pot de vin accordés par arrêt du Conseil du 16 janvier 1712, pour aider la ville à payer sa part contributive de 170,000<sup>l</sup> dans le don gratuit offert au Roi par les villes de Bretagne ; 2<sup>o</sup> des anciens octrois et deniers patrimoniaux, 1<sup>er</sup> devoir, du 20 juin 1713 au 20 juin 1740, 1<sup>re</sup> devoir, du 1<sup>er</sup> janvier 1716 au 1<sup>er</sup> janvier 1743, anciens octrois du 24 juin 1713 au 24 juin 1740, adjugée au sieur Antoine Rallet de Chalet, pour vingt sept ans, puis annulée au profit de la ville par arrêt du 27 novembre 1714. Extraits de l'adjudication des octrois de la ville de Rennes, le 18 mars, de ceux de la ville de Morlaix, le 19 mars 1712, pour le paiement du don gratuit. Arrêt du Conseil portant subrogation de la ville de Nantes, au sieur Rallet de Chalet, adjudicataire des anciens et nouveaux octrois, et deniers patrimoniaux, pour en jouir pendant vingt ans, à la charge de rembourser audit Chalet les 170,000<sup>l</sup> qu'il a payées pour le don gratuit. Par cet arrêt, la ville est autorisée à emprunter 232,000<sup>l</sup>, pour pourvoir à ce remboursement

et à d'autres dépenses. Extrait de la délibération de la communauté pour l'enregistrement et l'impression de l'arrêt de 1714. Compte rendu par le sieur Rallet de ses recettes et dépenses, pièces à l'appui. Procès verbal de liquidation des sommes dues par la ville au sieur Rallet. Extrait de la délibération pour l'emprunt des sommes destinées au remboursement du sieur Rallet, montant à 186,905<sup>l</sup> 12, plus celle de 36,000<sup>l</sup> formant le second tiers des 108,000<sup>l</sup> que ledit sieur doit payer au 24 juin prochain, 7 avril 1715. Demandes de renseignements et remerciements par M. Ledall, maire de Brest, 1720.

CC. 39<sup>l</sup>. (Liasse.) — 1 cahier de 10 f<sup>os</sup>, 2 de 4, 7 pièces papier, (3 imprimés.)

**1715-1722.** — Seconde ferme des mêmes devoirs, adjugée au sieur Rallet, pour neuf ans au prix de 104,000<sup>l</sup> par an, le 20 mai 1715. Ordres de l'intendant pour procéder à l'adjudication. Bail fait par le sieur Rallet d'une maison appartenant à la Communauté, et située près de l'Hôtel de Ville. Ferme par le sieur Rallet, à A. Marguerin, pour cinq ans de tous et chacuns les droits et devoirs, au désir de la pancarte et portés sur icelle, qui se prennent et levent sur les marchandises qui entrent et sortent passant par terre seulement par la tour de Pirmil, pour l'outre Loire et Poitou et Anjou, non compris seulement les marchandises des voituriers qui viendront tant d'amont que d'aval par la rivière de Loire et depuis le bas d'icelle qui seront déchargées des barques ou bateaux, tant à cause des glaces qu'autres cas qui empêcheront la liberté et navigation de la rivière. et qui ensuite pourroient être conduites et voiturées par terre, à charge de chevaux et de charettes, ou par autres moyens passés par ladite porte de Pirmil pour la ville et faubourgs de Nantes. Desquelles choses cy-dessus réservées ne pourra ledit preneur en prétendre les droits qui demeurent au profit du bailleur, tous les droits qui se perçoivent et qu'on a coutume de toucher et recevoir aux foires Nantoises et de la Guibray, pour les bestes chevalines qui y entrent, à raison de 2<sup>s</sup> par pièce desdites bestes chevalines, et les ancrages des bateaux et chalans venant d'amont », conformément à la pancarte, pour en payer la somme de 1,290<sup>l</sup> par chacune année, le 12 mai 1718. Mémoire sur les octrois accordés à la ville de Nantes, pour subvenir aux charges ordinaires, pour les dépenses imprévues et fournir de temps en temps aux Roys les dons gratuits qui lui

sont demandés, particulièrement en temps de guerre, » sans date ni signature. Ordonnance de M. de Brou, intendant de Bretagne, qui condamne Pierre Favreau à payer les droits d'octrois dus à la ville de Nantes, pour les vins qu'il débite dans sa maison, située dans la paroisse de Chanténay, et hors de ce bourg, 27 avril 1722. Lettres de MM. de Brou, Mellier et du sieur Rallet, fermier des octrois.

CC. 396. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 4 pièces parchemin ; 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 35 pièces papier (6 imprimés) ; 1 sceau, 2 cachets.

**1720-1723.** — Troisième ferme des devoirs spéciaux, adjugée à écuyer, Paul Rallet, conseiller secrétaire du Roi, près la Cour des aides de Paris, (associé et frère du précédent) pour neuf années, du 1<sup>er</sup> janvier 1723 au 31 décembre 1732, au prix de 104,000<sup>l</sup> par an, et à la charge de payer en outre, en espèces, 70,000<sup>l</sup> pour la construction d'une Bourse. Soumission de l'adjudicataire. Arrêt du Conseil d'État, qui « ordonne que la soumission du sieur Rallet, du 3 août 1720, de payer en pure perte en un seul paiement, la somme de 70,000<sup>l</sup> entre les mains du miseur de la ville et communauté de Nantes, pour la construction d'une Bourse ou place des marchands, à condition que l'on prolongera de neuf années le bail des octrois, au même prix et conditions y portées, sera bannie et publiée en la forme accoutumée pour être procédé par devant M. de Brou, en présence de deux députés de ladite ville, à la réception des enchères, de ceux qui voudront faire la condition meilleure, sur les clauses mentionnées dans ladite soumission, 16 octobre 1720. » Arrêt du Conseil, confirmant l'adjudication précédente, 22 avril 1721 ; lettres patentes expédiées sur cet arrêt, au Parlement et à la Chambre des Comptes, 3 juillet ; arrêts d'enregistrement des 16 et 30 juillet, ordonnance des généraux des finances, août 1721. Correspondance de M. Mellier, maire de Nantes, avec le maréchal d'Estrées, gouverneur, M. de Brou et autres personnages.

CC. 397. (Liasse.) — 2 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 6 pièces parchemin : 1 cahier de 18 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 3 de 6, 5 pièces papier ; 3 sceaux.

**1689-1719.** — Bail, pour le temps de vingt et un ou vingt-deux ans, de tous les devoirs d'octrois, deniers et biens patrimoniaux de la ville, à Nicolas

Ballet, qui devra payer 150,000<sup>l</sup> au Roi, à titre de don gratuit, et par an 27,000<sup>l</sup> au miseur pour les charges ordinaires, 18 et 20 août 1689. Lettres de confirmation par le Roi du bail précédent, 27 août 1689. Requête adressée par la Communauté au Parlement, pour l'enregistrement de ces lettres ; arrêts du Parlement du 9 septembre et de la Chambre des Comptes du 13 septembre 1689, portant enregistrement. Quittance de Nicolas-Charles de Fremont, conseiller du Roi, garde de son trésor royal, des 150,000<sup>l</sup> à lui comptées par le sieur Nicolas Ballet, adjudicataire de la ferme des octrois, 30 septembre 1689. Arrêt du Conseil d'État, du 25 novembre 1702, portant acceptation de l'offre faite par les engagistes : 1<sup>o</sup> des devoirs d'octroi et revenus patrimoniaux de la Ville (Nicolas Ballet, 27 août 1689) ; 2<sup>o</sup> du devoir des six deniers par pot de vin, accordés pour payer la décharge des droits de lods et ventes, renouvelé pour payer les finances des offices de milice bourgeoise et de contrôleur des deniers patrimoniaux (Desaunays-Mannier, 6 septembre 1693) ; 3<sup>o</sup> du nouveau devoir de 6 deniers par pot de vin, accordé par arrêt du 18 février 1698, pour l'entretien des lanternes (J.-B. Gigon, 26 mars 1698), de payer par supplément 60,000<sup>l</sup> à l'acquit et décharge de la Communauté. Ces fermiers étaient accusés de faire de trop grands profits. Ils offrirent alors 60,000<sup>l</sup> pour éviter la résiliation de leurs baux. État des pièces remises aux maire et échevins par M. Ballet et compagnie, engagistes des octrois, arrêté le 6 mai 1719. Il résulte de cet état que les engagistes ont payé au Roi

150,000 <sup>l</sup>	}	210,000 <sup>l</sup>
pour supplément 60,000		
par leurs quittances rapportées		207,183 <sup>l</sup> 4 s. 4 d.
Il paraît qu'ils doivent encore		2,816 <sup>l</sup> 15 s. 8 d.

Au bas est la décharge signée par le maire : André Boussineau.

CC. 398. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 cahier de 16 f<sup>os</sup>, 2 de 14, 1 de 12, 1 de 10, 2 de 8, 1 de 7, 9 de 6, 5 de 4 et 65 pièces papier. (1 mémoire 23 pages et 4 pièces imprimées.)

**1729-1741.** — Adjudication à J.-B. Grosset, de la jouissance pendant douze années, dont les trois premières en remplacement du s<sup>r</sup> Rallet, 1<sup>o</sup> des 6<sup>d</sup> pour pot de vin, accordés par arrêt du 5 juillet 1695 ; 2<sup>o</sup> des autres 6<sup>d</sup> par pot de vin, accordés par arrêt du 5 octobre 1706 ; 3<sup>o</sup> des anciens octrois et deniers pa-

trimoniaux, 1<sup>er</sup> janvier 1730 à 1733, 1<sup>er</sup> janvier 1733 à 1742, le 1<sup>er</sup> septembre 1729. Enregistrement de ce bail. Correspondance entre le maire, les échevins et l'intendant. Adjudications des sous-baux des octrois au nom de l'adjudicataire, décembre 1729. « Mémoires des négocians de Nantes, contenant leurs griefs contre J.-B. Grosset, fermier des octrois de ladite ville; contre l'usage observé depuis plus de 165 ans, de ne faire à Nantes, lors de l'entrée ou sortie des marchandises par la rivière de Loire, qu'une seule déclaration qui est commune, tant au receveur de la Prévôté, qu'à celui des octrois; Grosset veut assujettir les marchands, capitaines de navires, maîtres de barques, etc... à faire une déclaration particulière à son receveur. Il prétend avoir droit de saisie, confiscation et amende, à son profit, en cas de fausse déclaration. Enfin il fait décerner par son receveur des contraintes par corps contre les redevables, à défaut de paiement. Détails sur les droits portés sur les sucres : sucre brut, vulgairement dit moscovade; sucre terre, vulgairement dit castonnade; sucre fin ou raffiné en petits pains. » Arrêt du Parlement de Bretagne portant défense aux fermiers des octrois de percevoir plus de 10<sup>s</sup> par charge de 300 livres pesant de sucre terré ou cassonnade, 17 août 1731. Extraits de pancartes d'octrois. Arrêt du Conseil d'État, confirmant l'arrêt du Parlement, du 17 août 1731, ordonnant que Grosset perçoive ses droits sur les déclarations faites au bureau de la Prévôté; le déboutant de sa demande d'un bureau d'octroi à Ingrandes; défense de décerner aucune contrainte par corps, 27 mai 1732. « Mémoire ou réponse des juges consuls de Nantes, agissans pour le commerce dudit lieu, prenans le fait et cause pour le sr Jacques Le Roy, négociant, intervenans en cette qualité dans l'instance pendante au Conseil, contre l'écrit fourni par le fermier Grosset, pardevant M. Gellée, subdélégué de M. l'intendant en cette partie, et communiqué auxdits consuls, le tout en exécution de l'arrêt du Conseil du 27 mai 1732. » Il s'agit de savoir si le fermier est bien fondé par la pancarte, son unique titre, à percevoir un droit d'octroi sur le sucre brut qui arrive à Nantes. Divers actes de procédure entre les négocians et le fermier, pour droits induement perçus sur les vins. Sentence de la Sénéchaussée de Nantes, 2 décembre 1735, « faisant défenses aux fermiers, sous-fermiers et receveurs des octrois, 1<sup>o</sup> de percevoir à la sortie des marchandises

les 3<sup>es</sup> mentionnés dans l'article III de la pancarte de 1598, lorsque les droits d'octrois imposés sur icelles, auront été payés en arrivant, et ordonne qu'ils ne seront payés qu'une fois seulement; 2<sup>o</sup> de rien percevoir sur les barriques, cercles et autres matières sortant de Nantes, pour l'exploitation des terres du comté nantois, non plus que sur celles qu'ils apportent à bras au marché de la ville, ou qu'ils emportent pour leur subsistance et la consommation de leurs ménages; 3<sup>o</sup> de se servir du tarif imprimé chez Verger en 1729, ordonnant, au sous-fermier de la porte Saint-Louis, de représenter la pancarte du prétendu droit de petite coutume, avec défense d'en percevoir le droit jusqu'à la représentation d'icelle; que les sous-fermiers donneront les quittances des droits qu'ils perçoivent au-dessous de cinq sols inclusivement, sur papier commun et sans frais, et au-dessus de cinq sols, sur papier timbré, pour quoi ils prendront 10<sup>d</sup> seulement. » Autre sentence du même siège, 3 décembre 1736, prescrivant que conformément à l'article xx, de la pancarte de 1598, le droit d'octroi de 8<sup>s</sup> par pipe de vin nantois ne sera perçu que lorsque ce vin sera tiré hors de la banlieue; 2<sup>o</sup> faisant défense de percevoir aucun droit d'octroi sur les vins et autres boissons destinés à l'avitaillement des vaisseaux; 3<sup>o</sup> condamnant le fermier à la restitution des sommes induement perçues sur les vins nantais, dans les cas exprimés ci-dessus. Requêtes et plaintes contre les fermiers. Autre sentence rendue contre eux par le Sénéchal, 3 juin 1738. Raisons alléguées par les juges et consuls de Nantes, représentant le général du commerce, au soutien de la sentence du sieur Sénéchal de Nantes, du 9 juillet 1737, qui débout le fermier du dit droit de 60<sup>s</sup>, par lui prétendu sur chaque charge de tabac. Mémoires et pièces à l'appui. Parmi ceux ci est un extrait des « registres de recettes des droits d'octroy faites au bureau de la Prévôté de cette ville, pendant les années 1717, 1720, 1722, 1723 et 1729, » les seuls que la dame Rallet eut en sa possession, relatant le chargement des navires et les sommes payées. « Année 1723, f<sup>o</sup> 83, v<sup>o</sup>, du 24 septembre est écrit : Arnault Delamagnière, capitaine de la *Subtile*, de Nantes, a amené de Saint-Domingue, 23,244<sup>l</sup> de tabac en poudre et en andouilles, pour quoy et autres marchandises a payé 429<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>. » Extrait semblable fait au bureau de la Prévôté pour



1730, 31, 32, 33, 34, 35, 36 et l'année courante 1737. Réponse au mémoire des Consuls et pièces diverses. Ordonnance du Sénéchal, concernant le droit de pavage, avril 1739. Sentence de la Sénéchaussée de Nantes, qui ordonne que les marchandises sujettes aux droits d'octrois, arrivant à Nantes par mer ou par terre, passant debout, allant en autres villes et provinces, payeront seulement 3<sup>s</sup> par fardeau de 150<sup>l</sup> pesant, conformément à la pancarte, 2 mars 1741.

CC. 399. (Liasse.) — 1 cahier de 24, 1 de 12, 1 de 10, 2 de 4, et 52 pièces papier.

1741-1754. — Bannies du bail des octrois de la ville et communauté de Nantes à adjuger pour neuf ans, du 1<sup>er</sup> janvier 1742. Dans ce bail seront compris l'arrentement des moulins « Coustans et Harnois pour 400<sup>l</sup> de rente annuelle ; du moulin de Talensac pour 115<sup>l</sup> ; la ferme des Halles du Bouffay pour 715<sup>l</sup> ; des appartements au dessus de la grande salle de la Bourse, à raison de 500<sup>l</sup> par an ; de la maison dont jouit le sieur Bellabre pour 450<sup>l</sup>, et toutes les autres maisons, rentes foncières dans lesquelles sont compris les 2,000<sup>l</sup> sur la recette des domaines du Roy accordées pour contribution à l'entretien des ponts de pierre ; le droit de pêche au dessous du Pont-Rousseau dans la Sèvre ; le droit de 10<sup>s</sup> par muid de sel ; le droit de 10<sup>s</sup> par tracque de cuirs de bœuf, vaches et chevaux, tannés ou autrement apprêtés ; le droit de 4<sup>s</sup> par charge d'indigo, de rocou, et de toutes autres marchandises qui entrent dans la composition des teintures ; le droit de 8<sup>s</sup> par pipes de vin nantois, sur tous les vins tirés par eau et par terre des ville et faubourgs de Nantes ; le droit de 20<sup>s</sup> par charge, sur chaque charge de caret, cahouïanne et écaille de tortue, coris ou bouges, graines de palmistes ou graines à chapelets, et toutes autres marchandises réputées mercerie mêlée ; le droit de 10<sup>s</sup> sur chaque charge de sucre brut et terré ; le droit de 60<sup>s</sup> sur chaque charge de cacao, thé, confitures, eaux d'oranges, sirops de limons, capillaires et autres semblables, de tabac déclaré pour toute autre destination que pour la provision des fermes du Roy, de la canéfle ou casse, de gingembre et toutes autres espèces de drogueries, épiceries et marchandises qui entrent en la composition des remèdes ; 12<sup>s</sup> par chaque pièce de toiles d'Aulonne, toiles à voiles, cannavas et autres grosses toiles ; 12<sup>d</sup> par douzaine

de peaux vertes et sans apprêts, de veaux, chèvres et d'autres de toutes espèces, à leur entrée dans la ville et faubourgs. » Adjudication de ce bail, à Michel Gérard, pour neuf ans, moyennant 151,000<sup>l</sup> par an, 28 décembre 1741. Correspondance des maire et échevins, avec le fermier, observations de la Chambre de Commerce, réponses de Gérard. Mémoire pour obtenir la résiliation du bail du sieur Gérard, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1747, et l'autorisation d'accepter les offres plus avantageuses du fermier qui se présente pour le remplacer. Ce projet n'eut pas de suites. État des noms, fonctions et demeures des employés aux octrois de la ville de Nantes. Inventaires de pièces ; ordres de l'intendant.

CC. 400. (Liasse.) — 1 cahier 4 f<sup>o</sup>, 1 pièce parchemin ; 16 pièces papier.

1748-1768. — Procès-verbal d'adjudication des 4<sup>d</sup> par pot de vin, accordés, par arrêt du 9 avril 1748, pour le rachat des offices municipaux, au sieur Rufflé, du 15 mai 1748 au 15 novembre 1759, 8 juin 1748. « Réponse des maire, échevins et procureur du Roy syndic, de la ville et communauté de Nantes, à la requête présentée au Roy et aux seigneurs de son Conseil, par François Malescot, et ses cautions, adjudicataires des nouveaux octrois de 4<sup>d</sup> par pot de vin qui se débite dans la ville, faubourgs et banlieue de Nantes. Ce fermier demandait une indemnité, qui lui fut refusée par arrêt du Conseil d'État, du 8 novembre 1768. Correspondance avec M. Vedier, subdélégué et l'intendant de Bretagne. Un mémoire rédigé pour la ville, contre Malescot, dit : que ce bail lui fut adjugé le 15 novembre 1759, pour 8 ans et demi, à raison de 16,200<sup>l</sup> par an ; « que bien loin de perdre à résilier ce bail, la communauté ne peut qu'y gagner, puisque de 1751 à 1755, le produit de ces nouveaux octrois n'a pas été moindre de 22,000<sup>l</sup>, et qu'il a quelques fois passé 24,000<sup>l</sup>. »

CC. 401. (Liasse.) — 3 pièces papier.

1781-1787. — Adjudication au profit du sieur Dugué-Treven, de l'octroi municipal de 4<sup>d</sup>, par pot de vin, vendu en détail dans la ville de Nantes, au prix de 14,000<sup>l</sup> par an, le 29 janvier 1781. Demande d'indemnité adressée par le fermier à l'intendant, et renvoyée par celui-ci aux officiers municipaux, basée sur les pertes qu'il a éprouvées dans la perception de cet octroi.



CC. 402. (Liasse.) — 1 cahier de 10, 1 de 8, 2 de 4, 23 pièces papier; 5 cachets, armoiries d'Angers, Orléans, Saint-Malo; 1 vol. in-4°, 103 pp.

**1638-1760.** — Ordonnance de l'intendant, pour l'adjudication du bail des octrois et deniers patrimoniaux, 8 septembre 1750. Affiches des bannies de l'adjudication, 18 septembre. Procès-verbaux des bannies faites dans différentes villes, et lettres des maires de ces villes, constatant les publications. Ferme de droits d'octrois et deniers patrimoniaux, adjudgée le 13 novembre 1750, pour neuf années, à Laurent Bourdin, au prix de 188,000<sup>1</sup> par an. Adjudication des sous-baux des deniers patrimoniaux, 16 et 17 décembre 1750. « Recueil pour le bail des droits d'octrois et deniers communs et patrimoniaux de la ville de Nantes. Ferme de..... A Nantes, Nicolas Verger, 1750. Cette brochure in-4° contient : 1° la bannie pour le bail, 6 pp.; la ferme des octrois à Laurent Bourdin, 4 pp.; extraits des pancartes des devoirs anciens, communs et patrimoniaux, et deniers destinés à la réfection et construction des ponts de pierre de la ville de Nantes, et autres droits et devoirs, octroyés et destinés tant pour l'acquit des dettes, entretenement desdits ponts et ceux de bois, murs, tours, portes, maison commune, horloge et autres affaires des bourgeois et habitants dudit Nantes, arrêtés en leur maison commune dès le 23<sup>e</sup> avril 1598; lesquels droits et devoirs ont été octroyés et confirmés par le Roi, par ses lettres données à Paris, le 23 avril 1638, et à Versailles, le 9 décembre 1741, 7 pp.; tarif alphabétique des droits d'octrois dus à l'entrée de la ville de Nantes, suivant la pancarte du 23 avril 1598, et les lettres patentes des 9 décembre 1741 et 1<sup>er</sup> août 1750, 30 pp.; lettres patentes de continuation des octrois, 1<sup>er</sup> août 1750, 27 pp.; lettres patentes de prolongation des octrois, 23 avril 1638, et divers arrêts du Conseil d'État et de la sénéchaussée de Nantes, 31 pp. » Mémoire et requête à l'intendant; sur les mélasses et les droits sur les vins.

CC. 403. (Registre.) — Papier, 50 f<sup>os</sup>.

**1490.** — « Le compte que Pierres Robert, commis à recevoir le devoir des deux soulz par muy, accoustumez estre levez au tablier de la Provosté de Nantes, pour la réparation de ladite ville, rend à messieurs les cappitaine, connestable et bourgeois de ladite ville, à cause de la recepte qu'il en a faicte depuis le premier jour de juillet, l'an 1490, jucques au der-

roin jour de décembre audit an ensuivant, qu'est un demy an et dont le mynu ensuist cy après par chapitre Et premier : Blez et vins amenez d'aval, et aussi vins y bessans; juillet 1490, Yvon Dain, le tiers jour, amena 58 septiers froment, appréciés à 9<sup>e</sup> 8<sup>d</sup>, Guillaume Bessart, ledit jour, bessa 2 pipes vin Anjou, 2<sup>e</sup>; Guillaume Savary, ledit jour bessa 8 pipes vin de Gascoigne, appréciées à 7 pipes, buce, 7<sup>e</sup> 6<sup>d</sup>. Escaffes, qui ont apporté sel d'aval, commancé le 1<sup>er</sup> juillet 1490, Alain Colino, le sixiesme jour, 13 milliers, 2 tiers, sel, apprécié à 13 milliers 2 tiers, 27<sup>e</sup> 4<sup>d</sup>. Sel chargé au port de Nantes, tant en challans que en sentines, pour mener amont la ripvière de Loyre, commancé le 1<sup>er</sup> juillet 1490: Pierres Quiolle, le septiesme jour, chargea en la sentine, Jehan Allain, 3 milliers sel, apprécié à 2 milliers 3 quars, 5<sup>e</sup> 6<sup>d</sup>. Vins et, blez amenez d'amont, rapportez par ledit Pierres Robert, le 1<sup>er</sup> juillet 1490, Estienne Richart, amena, en sa sentine, 2 pipes vin d'amont, 2<sup>e</sup>; Colas Chereau, amena en sa sentine, 2 milliers 1 tiers seille, 4<sup>e</sup> 8<sup>d</sup>. Somme toute desdits six moys 1,215<sup>1</sup> 17<sup>e</sup> 3<sup>d</sup>. »

CC. 404. (Registre.) — Papier, 60 f<sup>os</sup>.

**1495.** — « Le compte que, à messieurs les cappitaine et bourgeois de la ville de Nantes, rend Pierres Robert, commis à recepvoir au tablier de la Provosté de Nantes, le devoir des deux soulz par muy ordonnez y estre levez pour la réparation de ladite ville, savoir : sur blez, vins et saulx amenez d'aval par la ripvière de Loire, aussi sur saulx montez amont ladite ripvière, tant en challans que sentines, et sur vins et blez amenez du pays d'amont par ladite ripvière audit port de Nantes, depuis le 1<sup>er</sup> jour de janvier 1494 (1495 N. S.), jucques au derroin jour de décembre 1495. Somme toute du méaige fait par Pierres Robert, de par Messieurs de la ville, sellon le mynu cy devant décléré, contenu en 54 feilletz, lequel il leur a rendu et sommé, par Hervé Le Coultelier, Jehan Serou, Gilles Hallouart, Guillamme Pineau, veu examiné d'article en article, et collationné avec son dial le 10<sup>e</sup> jour de janvier, l'an 1497, monte, la somme de 2,065<sup>1</sup> 11<sup>e</sup> 3<sup>d</sup>. »

CC. 405. (Cahier.) — Papier, 6 f<sup>os</sup>.

**1502-1504.** — « Visée et estimacion et valleur pour la recepte du méaige, pour troys ans, commancés le 1<sup>er</sup> jour de janvier, l'an 1501 (1502 N. S.), et fini le derroin jour de décembre l'an 1504, selon

qu'il est contenu par le mynu et dyal de la recepte, faicte par Pierres Robert, receveur d'iceluy devoir. » Les recettes des quatre chapitres, sont seulement portées en regard de chaque mois de ces trois années. Le total général est de 7,299<sup>1</sup> 13<sup>s</sup> 3<sup>d</sup> de Bretagne, suivi de cette remarque : « Ainsin y a de perte sur la dite ferme de 1,318<sup>1</sup> 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> Bretagne, qui vallent 1.630<sup>1</sup> 15<sup>s</sup> tournois. » La pièce n'est pas signée.

CC. 406. (Registre.) — Papier, 50 f<sup>os</sup>.

1505. — « Le compte que, à messieurs les cappitaine, connestable, sennchal et bourgeois de la ville de Nantes, rend Pierres Robert, à cause du devoir des deux solz par muy, tant sur blez, vins, saulx, montans ou bessans par la ripvière de Loire, qu'il a faicte au tablier de la Prévosté de Nantes, et de leur commandement, pour ung an, commanzé le 1<sup>er</sup> jour de janvier, l'an 1504 (1505 n. s.), et selon qu'il est contenu cy après par mynu de moys en moys et de chappitre en chappitre, et finy ledit an, le derroin jour de décembre l'an 1505. Premier, le chappitre de la mer, 371<sup>1</sup> 10<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> obole. Sel amené au port de Nantes en escaffes, durant ledit an, 657<sup>1</sup> 16<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. Montée de saulx, tant en challans que sentines, pour mener amont, 557<sup>1</sup> 8<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Vins et blez amenez d'amont, 654<sup>1</sup> 19<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. Ensuiet, le nombre des blez chargez au port de Nantes, pour mener amont, 106<sup>1</sup> 19<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. Total des cinq chapitres, 2,348<sup>1</sup> 15<sup>s</sup> 1<sup>d</sup> obole. » Le registre n'est pas signé.

CC. 407. (Cahier.) — Papier 50 f<sup>os</sup>.

1496-1497. — « Le rapport de la recepte du denier pour livre faite au tablier de la Provosté de Nantes, par Pierres Robert, commis de par Messieurs de la ville, pour deux ans, commanzés le premier jour de janvier 1495 (1496 n. s.), et finiz le derroin jour de décembre 1497. Somme toute du rapport dudit Pierre Robert, sellon le minu cy devant contenu pour deux ans, lequel rapport a esté leu, collacionné et gicté par Hervé Le Coutelier, Jehan de la Folie, Bretran le Breton, Jehan Sero, Gilles Hallouart, et Guillaume Pineau, et présenté à Messieurs les auditeurs des comptes de la ville, monte valoir la somme de 600<sup>1</sup> 10<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. Janvier 1495; Gehennec le Airdeu, le 8<sup>e</sup> jour amena avoine et merluz, et bessa vin Anjou, 15<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>. Jehan Briand, le 9<sup>e</sup> jour, amena blez et bessa vin, 9<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Denis Mollay, ledit jour, amena uirs, 12<sup>d</sup>. Jean Laurens le 11<sup>e</sup> jour, amena merluz,

20<sup>d</sup>. Thomyn le Dirou, le même jour, amena suiff et bessa vin, 22<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Novembre 1497; Jean Courzon, le 3<sup>e</sup> jour, amena porcs, 3<sup>d</sup>. Jean Moreau, le 6<sup>e</sup> jour, amena harang, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Hervé Morvan, le 8<sup>e</sup> jour, amena marchandises, 22<sup>s</sup>. Pierre Bodin, le 10<sup>e</sup> jour, amena noez, 6<sup>d</sup>. »

CC. 408. (Cahier.) — Papier, 25 f<sup>os</sup>.

1496-1504. — « Ensuyt le rapport de la recepte du denier par livre, faicte par moy Louys Desjardins, en ceste ville et forsbourgs de Nantes, par chacune sepmaine, depuis le 1<sup>er</sup> jour de janvier 1495; et en ce n'est comprins ce que Pierre Robert, reçoit à la Provosté dudit Nantes. » Le 11 janvier, reçu 4<sup>1</sup> 4<sup>s</sup> 5<sup>d</sup>; le 7 mars reçu 100<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. Louis Desjardins, rendit son rapport le 17 janvier 1497 (1478 n. s.). La totalité de la recette est de 334<sup>1</sup> 14<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. La dépense qui consiste en différentes sommes remises au miseur, n'est pas totalisée. A la suite, a été attaché le reçu des clers qui ont fait les recettes du denier pour livre à la Fosse, à la Sauzaie et à la « Cohue au blé de Nantes, » pour 1503-1504, le second à 16 livres, les deux autres 18<sup>1</sup>.

CC. 409. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 1 cahier, 42 f<sup>os</sup>, 2 de 8, 4 de 5, 1 de 4, 14 pièces papier.

1554-1560. — Impôts pour le Présidial et le maintien du Parlement à Nantes. Adjudication à Jean Legendre, pour trois ans, 16 mai 1554, 15 mai 1557, pour 945<sup>1</sup>, « de la ferme du devoir de douze deniers tournois, sur chacune charge de poisson qui sera tiré ou levé tant par eau que par terre, soyt poisson vert ou sec, hors cette senneschaussée, ordonné par le Roy estre levé pour fournira partie du poyement des gaiges des conseillers et autres officiers establyz par ledit seigneur au siège Présidial dudit Nantes. 6 mai 1554. — Comptes des commis délégués pour la perception des vingt sous par charge des marchandises de mercerie mêlée, imposés pour subvenir aux dépenses faites en vue d'obtenir le maintien du Parlement à Nantes, années 1554, 1557, 1558. Comptes des commis délégués, du 25 février au 24 mai 1558, « à faire rapport des marchandises de poisson, cuirs et farines tirées hors cette ville et achaptées.... vendu 24 lamprays dont seroit du 2<sup>s</sup>; cinq douzaines d'aloses, dont est du 5<sup>s</sup>; ung cent laynne de ce pays, 12<sup>d</sup>; ung cent mollue verte, 10<sup>s</sup>. » Compte du commis pour l'imposition de la draperie; une charge de draps d'An-

gleterre, 40 s, demi-charge de draps d'Orléans, 30 s; dix pièces de draps de Poitou, 25 s; une charge de draps de Paris, 60 s, 1558. « Compte de ce qui a esté receu au tablier de la Provosté de Nantes, des deniers ordonnez estre prins pour le remboursement des deniers payés pour l'érection du Parlement, audit Nantes, confirmation des privilèges de francs-fiefs et nouveaux acquets, du 1<sup>er</sup> septembre 1558 au 28 février 1559. Chapitre de la mer : durant le moys de septembre pour 213 tonneaux vin nantoys, tirez hors la conté de Nantes, à raison de 4 s par tonneau, 42 l 12 s. Chapitre d'Espagne : durant le moys de septembre ou navire de Jehan Lebihan, a esté chargé 93 balles papier, à 3 s pièce; 9 balles mercerye, à 3 s pièce; 45 fardeaux blancs, à 10 s pièce; 135 fardeaux creuz, à 5 s pièce, en tout 71 l 11 s, durant les six moys ci-dessus, a esté receu pour 632 batteaux, navyres et barques, portant plus de six tonneaux amenez au port de Nantes, à raison de 2 s pour chacun, 63 l 4 s. » 1559. Autre compte du 1<sup>er</sup> mars 1558 (1559 n. s.), jusqu'au 23 février 1559 (1560 n. s.), dont le total de la recette monte à 6,438 l 9 s 6 d. Déduction que demande Jean Loyson, sur les deniers qu'il a été chargé de recevoir pour l'érection du Parlement : « Premièrement, requiert luy estre déduict et rabatu la somme de 4,000 l 10 s 9 d, qu'il a payé et fourny entre les mains de M<sup>e</sup> Geoffroy Drouet, miseur de la ville. Item, luy estre déduict et rabatu la somme de 275 l tournois, deue par Jehan Gazet, marchand, demeurant à Nantes, qui a fait charger au navire de Jehan Lanier, M<sup>e</sup> du *Jehan* du Croisic, cent dix tonneaux froment, qui vallent d'acquit, à 50 s pour tonneau, 275 l.... 1559. » — Sentence du Présidial de Nantes, condamnant le sieur Albert de Saint-Douyne, marchand de Lucques, à payer le droit de 50 s par tonneau de blé, imposé à la ville par le maire et les échevins, pour le remboursement des deniers avancés, afin d'obtenir le Parlement à Nantes. Relief d'appel du sieur de Saint-Douyne; cautions données par lui de solder ce devoir; réclamation du même, 1560; nomination d'André Ruys, comme arbitre; requête des habitants au Parlement; sentence par laquelle « la court a mis et met les appellans (c'est-à-dire de Saint-Douyne), et ce dont est appelé au néant, sous despenz réservés, et renvoist lesdites parties pour informer de leurs faitz et procéder en la matière au moys, par devant les juges de Nantes. Fait en Parlement, séant à Nantes, le 31 mars 1560. (1561 n. s.). »

CC. 410. (Liasse.) — 1 cahier de 38 f<sup>os</sup>, 3 de 16, 10 de 4 pièces papier.

1555-1559. — « Le compte que rendent Pierre Boixeu et Guyon Pouponneau, qui ont esté commis et députés pour lever sur chascune balle de layne du pais, chargée en ladicte ville et fors bourgs dudit Nantes, pour mener hors les limites d'icelle troys soulds tournoys payables par l'achapteur d'icelle; et par chascune pippe de vin nantoys, vendue et chargée en charrette à Nantes, et fors bourgs, douze deniers; à commencer ladite commission le 1<sup>er</sup> janvier 1555 (1556 n. s.), et finie le dernier juillet 1556, qui sont sept mois » A la suite de ce compte est inscrit celui du 4 octobre 1556 au 23 septembre 1557 « pour le soul par pippe de vin nantoys pour l'abolissement de l'imposition foraine » perçu par les mêmes commis. « Compte que rendent Jehan Marquier et Benoist Dargonne, commis et deputés pour lever les deniers provenans de chacun cent de marchandise, sçavoir : suiffz, chandelles, chanvres, fil, mèches, et beurres, en ceste ville de Nantes, à raison de 8 d par chacun cent, et au prorata, tirans hors la juridiction de ceste ville et forsbourgs, pour ayder et fournir les devoirs ordonnés pour l'estinction et abolition de la traite foraine, » commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1555 (1556 n. s.). « Extroict de ceulx lesquelz n'ont payé dont les noms s'ensuyvent cy après, par les moys et chappitres. Chappitre de la mer : Regné de Lespinay doit pcur dix huit tonneaux vin nantoys chergés en la barque Martin Friot, 72 s. » Comptes des deniers perçus sur les fardeaux de toiles et charges de draps; état de ceux qui doivent; ajournements à la veuve de Julien Jarnigan, d'avoir à comparaitre devant la Cour de Nantes, pour se voir condamner à payer 15 l tournois qu'elle doit sur 50 fardeaux de toiles de Bretagne, vendus à André Ruys, juin 1559.

CC. 411. (Liasse.) — 1 cahier de 26 f<sup>os</sup>, 1 de 19, 1 de 8, 16 pièces papier.

1566-1570. — Quittances, par Geoffroy Drouet, « commis à la recepte générale des deniers qui se recepvnt sur les marchandises passantes par la ville et faubourgs de Nantes, pour la libération des dettes de la ville » de différentes sommes à lui versées par le receveur de la Prévôté; des commis à cette recette pour leurs gages. Délibération de la ville, 30 mars 1570, portant que les commissaires députés par la Chambre des Comptes, seront suppliés d'achever aussi

promptement que possible l'examen des comptes du commis. Ordonnance de la Chambre des Comptes, prescrivant à tous les commis de rendre leurs comptes devant deux auditeurs délégués pour cela. « État des deniers receuz sur les marchandises passantes et entrantes par la ville et fors bourgs de Nantes, durant trois ans commencés le 1<sup>er</sup> février 1566, finiz le dernier janvier 1569, pour la libération et racquict des debtes, suyvant les lectres d'octroy des 7 et 8 novembre 1565 ; lesquels deniers ont esté receuz et distribués par M<sup>e</sup> Geoffroy Drouet, s<sup>r</sup> de Portrie, à ce commis par les habitants. » La première année à partir du 1<sup>er</sup> février 1566, produisit 11,000<sup>l</sup> ; la seconde, à partir de la même date, 17,000<sup>l</sup> ; la troisième année n'ayant pu être affirmée, la recette fut confiée à plusieurs commis, tablier de la Prévôté, 11,170<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 5<sup>d</sup>, tablier de la Sauzaye, 833<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, tablier de la porte St-Nicolas, 713<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, tablier du Port au-Vin, 2,097<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> ; le total pour les trois années s'élève à 42,814<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> tournois. Les premières dépenses, sommes remboursées aux créiteurs de la ville, s'élèvent à 43,830<sup>l</sup> 19<sup>s</sup>. Le second chapitre « gaiges des receveurs » à 2,730<sup>l</sup>. Dans le troisième chapitre « autre dépense », figurent : 9,980<sup>l</sup>, dues au sieur Drouet ; 12,000<sup>l</sup> à divers particuliers ; « Pour avoir faict les rampars et fortifications ordonnées par Monseigneur le gouverneur a cousté aux habitants 30,000<sup>l</sup> ; pour faire les autres fortifications ordonnées par ledit sieur gouverneur et Monsieur de Bouillé leur convient employer plus d'autres 30,000<sup>l</sup> ; et oultre ont esté contrainctz solder par quelque temps la gendarmerie, 10,000<sup>l</sup> ; aussi pour la surreté munition et deffence de la ville les habitants ont esté contrainctz achapter armes et munitions de guerre du sieur Coulon, et autres marchans pour plus de 30,000<sup>l</sup> ; et est requis de se munir de pouldres, artillerie, boulets et aultres armes pour plus d'autres 30,000<sup>l</sup> ; et est semblablement requis fournir et avitailler ladite ville de toutes sortes de vivres, pour obvier au siège que les ennemis menacent mettre devant, ce que lesdits habitants ne scauroient faire à moins de 50,000<sup>l</sup>. Compte que rend Gilles Lemoine à Messieurs les maire, eschevins, manans et habitants de la ville de Nantes, par devant vous Nossieurs de la Charmoye et de Francheville, conseillers du Roy maistres et auditeurs de ses Comptes en Bretagne, de la recepte par luy faicte au tablier de la Prévôté, du devoir mis sur certaines denrées de marchandises par permission du Roy pour

le racquict des debtes, durant une année entière commencée le 1<sup>er</sup> février 1568, et finie le dernier jour de janvier ensuyvant 1569. » Mise 11,030<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 9<sup>d</sup> ; recette 11,143<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> tournois. Un cahier contient les assignations et comparutions de divers commis devant les deux auditeurs des Comptes désignés pour examiner et régler les recettes et dépenses, août 1569 à février 1570.

CC. 412. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1590-1598. — « Estat abrégé de la recepte des deniers communs depuis le premier jour d'octobre jusques au vingt quatriesme jour de décembre 1590, faicte par moy Guillaume Barré, commis de messieurs de la ville à faire ladite recepte ainsy qu'il en suilt cy après : La recepte du tablier de la Provosté, pour le moys d'octobre, 559<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> ; la recepte du moys de novembre, 988<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> ; la recepte du moys de décembre 487<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 3<sup>d</sup> ; le 1<sup>er</sup> décembre receu pour la recepte faicte à la porte St Nicolas, 118<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 11<sup>d</sup> ; pour la recepte faicte à la Sauzaye 154<sup>l</sup> 3<sup>d</sup> ; plus pour le pavaige 11<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. » Recette totale 2,319<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 40<sup>d</sup>, la dépense, en sommes versées au miseur, est de 2,272<sup>l</sup> 2<sup>s</sup>. Même compte du 1<sup>er</sup> octobre 1590, au 30 avril 1591, recette 6,549<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>, la dépense 6,982<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>.

« Bref estat de la recepte du devoir des deniers communs de méaige, appelé le denier pour livre, faicte au tablier de la Provosté de Nantes, par maistre Charles Fouillolle, commis et recepveur général dudit devoir par messieurs les maire et eschevins, depuys le 19<sup>e</sup> jour de décembre 1597 jusqu'au 1<sup>er</sup> jour de janvier dernier 1598 : le chappitre de la mer, 20<sup>l</sup> 8<sup>d</sup> ; le chappitre des escaffes, 35<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 11<sup>d</sup> ; le chappitre de la montée du sel, 64<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 1<sup>d</sup> ; le chappitre des vins d'amount 44<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> ; le tablier de la Sauzaye 24<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> ; le tablier de sur les halles, 8<sup>l</sup> 4<sup>d</sup> ; total 196<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. » Même état pour janvier 1598, 272<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. États semblables pour février, mars, avril, mai et octobre 1598. L'état abrégé du devoir des ponts, « appelé le double pour livre et terraiage, » se monte, pour le mois d'octobre 1598, à 338<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>, perçus aux divers tabliers de la Prévôté, de la Sauzaye, des halles, du port Brient-Maillard, de la Fosse et de Richebourg.

CC. 413. (Liasse.) — 2 cahiers de 12 et 16 f<sup>o</sup>s, 2 pièces papier.

1590-1598. — « Compte de Jullien Boucher, sieur de la Berthelotière, commis et député pour faire la

recepte et dépence des deniers destinés aux fortifications, depuis le 9 mai 1590 jusqu'au 14 avril 1591, en vertu des ordonnances des maire et échevins, et du rôle et minu des noms des ouvriers et paiements à eux faits en présence de Thimotée Guillaume, commis pour contrôler lesdites fortifications. »

Mise, 11,193<sup>1</sup> 11<sup>s</sup> vallant 4,732 écus 11<sup>s</sup>.

Recette, » » 4,647 écus 27<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>.

« Sur les résolutions des assemblées générales et autres, pour le fait des fortifications, fut advisé qu'il seroit levé sur chacune compagnie de la ville (C<sup>ies</sup> de milice bourgeoise), quelques sommes de deniers. Et depuis, pour ce que les dits deniers ne suffisoient, aussy qu'il estoit mal aisé de les recevoir des capitaines, fut advisé qu'il seroit pris des deniers revenant à ladite ville de quelque qualité qu'ils feussent pour travailler promptement audict œuvre. Demande descharge ce comptable de 60<sup>s</sup>, pour quatre boullés et une planche percée, qui ont esté délivrés au sire Adam Beloil pour servir de calibre des balles pour envoyer d'Espagne. » Compte rendu par Michel Biré des recettes et mises provenant des devoirs accordés par le duc de Mercœur pour les frais de la guerre. l'acquieement des dettes. les fortifications extraordinaires 1596-1597. Ce cahier est en très mauvais état. Deux états sommaires du nouveau subside et devoir perçu par Pierre Fachu 1590-1592.

CC. 414. (Registre.) — Petit in-folio oblong, papier, 44 f<sup>os</sup>.

1568. — « Cy commence la recepte du devoir de ville levé au Marcheix de Nantes, par Jean Maillard, commis de par messieurs les maire et eschevins, que a commencé le 2 may, fini le 30 octobre 1568. » Le total des cinq mois est de 256<sup>1</sup> 1<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

CC. 415. (Registre.) — Petit in-folio oblong, papier, 52 f<sup>os</sup>.

1568-1569. — Recettes du devoir de la ville, levé à la porte de Saint-Nicolas, (1), par Pierre Desbarres du premier octobre 1568 au 28 janvier 1569. « Pierre Gilbert deux charges de draps de Rennes, ou environ,

(1) Ce registre donne sur la première page l'indication de la porte de Sauvetour, mais cette page, sauf l'en-tête, a été biffée et il ne commence qu'au second feuillet. Or, Pierre Desbarres, dans son arrêté de compte, se dit *commis à la Porte de Saint-Nicolas*, et signe : « le présent registre contenant vérité ; » c'est ce qui nous a fait substituer entre parenthèse le nom de Porte de Saint-Nicolas à celui de Sauvetour.

et demye charge pouellerye et chaudronnerye 50<sup>s</sup>. Onze pièces de draps de Paris, pezant 231 livres, et 19 livres pesant de tapisserie, le tout venu par char-ray, 40<sup>s</sup>. Environ troys charges beurre, 8<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. »

CC. 416. (Registre.) — In-folio oblong, papier, 84 f<sup>os</sup>.

1568-1569. — « Papier du conterolle Raboceau, pour le debvoir de ville, commanscé le premyer jour de feubvrier 1568, fini le 28 janvier 1569. G. Rondel, 80 livres beurre et trente lamproyes, 4<sup>s</sup>. Jullien Robert, trois douzaines lamproyes et douze allozes, 4<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Anthoine Gravoueil, pour deux charges draps d'Angleterre, 50<sup>s</sup>. » Au folio 40 se lit l'entête suivant qui indique le nom de la porte où se faisait la recette : « Compte du tablier de la porte Saulvetour, du debvoir de la ville, tenu par Pierre Raboceau de par messieurs les meres et eschevyns de Nantes, commanscé le 1<sup>er</sup> jour d'octobre 1568. »

CC. 417. (Registre.) — In-folio oblong, papier, 34 f<sup>os</sup>.

1568-1570. — Sans titre. Recette du devoir de ville. « Onze tracques et demye de cuyrs sallez, 34<sup>s</sup>. Deux charges de toilles de Maulevriers, 12<sup>s</sup>. Deux charges de clous, 5<sup>s</sup>. Deux balles de laynes de ce pays, 5<sup>s</sup>. Deux cent et demy de chanvre 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Quatre cents de lard, 10<sup>d</sup>. Une charge de marée, 3<sup>s</sup>. »

CC. 418. (Registre.) — In-folio oblong, papier, 35 f<sup>os</sup>.

1568. — « La recepte du debvoir de ville, pour les deux soulz pour pippe de vin nantoys qu'il fausdra lever sur les vins qui se descendront sur le Port-aux-Vins et la Fosse de Nantes, à commencer le 1<sup>er</sup> jour de febvrier 1568. Montent ce présent moys de feubvryer, qu'il est venu 2,185 pippes buse vin nantoys à 2<sup>s</sup> pour pippe, montent 218<sup>d</sup> 11<sup>s</sup> tournois. » Mars, 1,918 pipes, donnant 191<sup>1</sup> 17<sup>s</sup>. Avril 1,754 pipes, 175<sup>1</sup> 8<sup>s</sup>. Mai, 1,320 pipes, 132<sup>1</sup>.

CC. 419. (Registre.) — In-folio oblong, papier, 151 f<sup>os</sup>.

1568-1569. — Recette du devoir de ville de deux sous par pipe de vin nantais descendu au Port-au-Vin et à la Fosse, faite par Gilles Le Merle, commis par Nicolas Le Tellier, commis lui-même par les maire et échevins.

CC. 420. (Registre.) — In-folio oblong, papier, 109 f<sup>os</sup>.

1568-1569. — « Ensuilt le nombre des vins nan-

toys, quelz ont estez descenduz sur le port de la Fosse de Nantes, et par charroy, pour le devoir de ville durant le temps de deux moys, savoir : juing et juillet 1568, pour en poyer pour ledit devoir deux soulz pour pippe, rabatu l'apurement de vingt et deux pippes pour vingt à la raison. » Pour ces deux moys, le total est de 1,934 pipes, et 193<sup>1</sup> 9<sup>s</sup> ; pour les deux autres trimestres, août, septembre, octobre, novembre, décembre et janvier 1569, les totaux n'ont pas été faits.

CC. 421. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 cahier, papier, 24 f<sup>os</sup> ; 1 cachet.

**1602-1603.** — Ordonnance des généraux des finances Myron et de Cornulier, touchant la mise en recette, des deniers accordés pour neuf ans par lettres patentes du 30 mars 1602, pour acquitter les dettes de la ville. Personne ne s'était présenté pour en prendre la ferme, 14 août 1602. « Estal que rend à messieurs les maire et eschevins, M<sup>e</sup> Julien de Brenezay, par mesdits sieurs commis à la recepte du devoir des douze denyers pour pot de vin hors le creu de ce pays, et des trois denyers pour pot de vin nantoys et citre, qui ont esté consommés, débités et vendus en détail en ladite ville et faubourgs, pour le temps de de quatre moys, du 1<sup>er</sup> septembre au dernier décembre 1602. Le contable a payé à Pierre Ramande, Pierre Barré, Jean ChUNET et Gilles Baudouin, clerks, pour prendre le compte des vins qui sont par les caves et seliers, pour leurs gages de quatre moys, 133<sup>1</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Plus a payé à mestre Pierre Doriou, imprimeur, pour avoir imprimé six cents adjournements, 8<sup>1</sup>. Plus a payé à un sergent pour avoir intimé tant à Pillemy, Pont-Rousseau, Saint Sébastien, Vertays, Biesse, que en ceste ville et faubourgs ceux qui refusoient à payer le devoir, 11<sup>1</sup>. » Ce compte n'est ni signé ni arrêté.

#### Octrois de Nantes.

CC. 422. (Liasse.) — 1 cahier 6 f<sup>os</sup> parchemin ; 1 cahier de 16, 1 de 11, 1 de 10, 1 de 6 f<sup>os</sup>, 101 pièces papier ; 1 cachet.

**1724-1769.** — « Plan de régie des droits d'octrois et deniers patrimoniaux de la ville de Nantes, en conséquence de la permission accordée par arrêt du Conseil du 15 mai 1759, aux maire et eschevins de ladite ville de faire régir lesdits droits. Arrêté au Bureau de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, par nous, maire et eschevins soussignés, le présent état dont la dépense

monte à 14,714<sup>1</sup> le 13 novembre 1759. » A la suite est l'approbation de l'intendant, qui apporte quelques légères modifications, en supprimant l'emploi de receveur général qu'il réunit à celui de directeur général exercé par le sieur Treven, soumissionnaire, sans augmentation des appointements fixés à 1,800<sup>1</sup>. Plan et opérations de la régie des octrois de la ville de Nantes. C'est le résumé de la pièce précédente, portant sur le Bureau général, l'inspecteur de la ferme, le Bureau de la Prévôté, les Barrières d'entrées, au nombre de six, les commis ambulants, les droits de 8<sup>s</sup> par pipe de vin, les droits d'ancrage et autres. Copie du premier mémoire sans date ni signature avec quelques modifications. Correspondance entre le maire et l'intendant, observations et notes sur la régie et la perception de divers droits. Soumission de M. Dugué-Treven comme directeur-receveur des octrois. Recommandations du duc de Penthièvre, réponse du maire. Commissions des divers employés, commis aux écritures, contrôleurs, receveurs, signées par le maire et les échevins ; actes de cautions ; états des employés ; demandes d'augmentation de gages. Extrait de la délibération du 16 août 1766, dans laquelle le maire et les échevins donnent connaissance à l'intendant des poursuites qu'ils sont obligés de faire contre divers marchands de Champtoceaux, qui refusent de payer les droits, en l'informant que d'autres marchands des paroisses de cette chatellenie, sont dans l'intention de se soustraire aux mêmes droits. Au bas est le permis de poursuivre signé par l'intendant. Procès-verbaux et informations contre les délinquants. Pièces de procédure entre la communauté de ville et la Compagnie des Indes. La ville réclamait à la compagnie comme droits d'octrois sur les marchandises débarquées à Nantes en 1760 et 1761, la somme de 12,047<sup>1</sup> 15<sup>s</sup>. La compagnie s'appuyait sur un arrêt du Conseil d'État du 1<sup>er</sup> février 1724, exemptant les cafés, dont elle avait le privilège de la vente, « des droits d'octroi, de commutation et autres qui se lèvent dans les villes de Toulouse et de Nantes. » Elle ajoutait en plus « que ses vaisseaux destinés pour Lorient, où elle a son port franc, ne sont entrés à Nantes que pour se soustraire à la poursuite des ennemis. » La copie d'une lettre adressée de Paris le 10 février 1762, à M. Michel, directeur à Nantes, donne à entendre que la Compagnie transigea pour la somme de 6,300<sup>1</sup>. États des navires, et des marchandises arrivés à Nantes en 1760 et 1761, mémoires et notes diverses.

CC. 423. (Liasse.) — 1 cahier 16 f<sup>o</sup>s, 32 pièces papier, 2 imprimés.

**1768-1777.** — « Plan de régie des droits d'octrois, deniers communs et patrimoniaux de la ville et communauté de Nantes, dressé en conséquence de la permission accordée par arrêt du Conseil du 6 décembre 1768, aux maire et échevins de ladite ville de faire régir lesdits droits. Arrêté au Bureau de la Maison Commune de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, triple, par nous maire et échevins soussignés, le présent état dont la dépense monte à la somme de 16,964<sup>l</sup>. La première expédition pour monseigneur l'intendant, la seconde pour être déposée aux archives de la communauté et la troisième pour le directeur de la Régie. A Nantes, le 14 octobre 1769. » Approbation de l'intendant. État des employés, de leurs appointements et des autres frais de régie. Contraventions et poursuites contre divers marchands.

CC. 424. (Liasse.) — 11 pièces papier (1).

**1780-1784.** — État contenant les différents emplois de la régie des octrois de la ville et communauté de Nantes ; les noms des employés ; leurs appointements anciens ; le supplément qui leur est accordé ; leurs nouveaux appointements et la division en appointements fixes et en gratifications ordinaires ; le tout conformément à la délibération de la ville et communauté de Nantes du 23 mars 1782. Commissions et destitutions d'employés ; contraventions et poursuites.

CC. 425. (Liasse.) — 1 cahier, 8 f<sup>o</sup>s, 1 de 10, 1 de 4, 63 pièces papier.

**1785-1793.** — « Tableau du directeur et des autres employés et surnuméraires de la régie de la ville et communauté de Nantes, au 1<sup>er</sup> janvier 1788. » Nominations d'employés ; demandes d'emplois et de pensions ; gratifications. Devis estimatif pour la construction d'un bureau des octrois sur la route de Rennes, 7,829<sup>l</sup> 12<sup>s</sup>, 13 avril 1790. M. Crucy. Devis estimatif des ouvrages de maçonnerie, charpenterie, couverture, menuiserie, peinture, vitrerie et pavé qu'il convient de faire pour la construction d'une

(1) Il y a une lacune de 2 ans, 1778 et 1779, entre cette concession et la précédente. Ces deux années semblent avoir été employées en démarches pour obtenir les modifications que l'administration désirait apporter au tarif. Du reste, les perceptions faites durant cet intervalle sont validées par l'arrêt du Conseil du 18 janvier 1780. Ce dossier est très incomplet.

maison devant servir à établir le bureau des octrois et logements des receveurs, située sur la banlieue de Rennes, faisant l'angle de la rue Noire, pour le prix de 7,695<sup>l</sup>, payables par tiers, en janvier 1791, 1792 et 1793. Contraventions et poursuites.

CC. 426. (Liasse.) — 19 pièces papier.

**1760-1761.** — Régie de la ville de Nantes, octrois de Nantes, bureau de la Prévôté, première année 1760. États des droits d'octrois et sol pour livre, perçus au bureau de la Prévôté pendant le mois de janvier 1760. Chapitre de la mer, 202<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 7<sup>d</sup> ; chapitre des escaffes, 123<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> ; chapitre des marchandises d'amont, 209<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> ; chapitre des vins d'amont, 1,106<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 3<sup>d</sup> ; total 1,641<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Un état semblable pour chaque mois. Produit du détail sur les vins. État de répartition du tiers du produit net des amendes revenant à la communauté pour l'année 1760, accordé par MM. les maires et échevins aux employés de la régie, pour le zèle qu'ils ont montrés à remplir chacun leur état et pour les engager, si il est possible, à le redoubler. Le total de la somme répartie est de 274<sup>l</sup>.

CC. 427. (Liasse.) — 98 pièces papier.

**1761-1762.** — États des droits d'octrois et sol pour livre, perçus pendant le mois de janvier 1762, sur les restants de 1761. Cet état est seul. État des revenus patrimoniaux de la ville de Nantes, dont la communauté jouit actuellement pour raison des fonds et des fermes, avec les noms des débiteurs ; en jouissance, 5,464<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> ; non valeur, 55<sup>l</sup> ; total 5,519<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. État de ce qui reste dû par les cabaretiers. État du produit de huit sols par pipe de vin du cru sortant du comté nantais et sol pour livre, perçu au profit de la ville et communauté de Nantes, par les employés de la ferme générale des devoirs des départements cy après et des remises à eux accordées pendant 1761 ; le produit total est de 2,176<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> ; les remises à divers employés, 496<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 1<sup>d</sup> ; la somme à verser est de 1,680<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>. Extrait des débits faits par les hôtes et cabaretiers, pendant le mois de décembre, pour sept départements. État de répartition du tiers des amendes entre les employés, total 345<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. État des impressions, papiers et reliures fournis par M<sup>me</sup> Vatar, pour la régie, pendant l'année 1761, 212<sup>l</sup> 2<sup>s</sup>. États de sommes dues ; quittances de loyers pour les bureaux et le logement des employés ; quittances d'appointements ; quittances du miseur de la ville,



ou de son délégué, pour sommes à lui versées par M. Dugué-Treven, directeur et receveur général de la régie des droits d'octrois.

CC. 428. (Liasse.) — 42 pièces papier.

**1762.** — Régie de la ville, année 1762, 3<sup>e</sup> année. Octrois de Nantes, produit du mois de janvier. États des droits d'octrois et sol pour livre, perçus dans les bureaux de la ville de Nantes, pendant le mois de janvier 1762. Pour les bureaux, général, de la Prévôté, des Hauts-Pavés, de Saint-Similien, du Port-Communeau, de Saint-Pierre, du Port-Maillard et de Biesse, le total est de 6,182<sup>1</sup> 18<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>, le sol pour livre, 309<sup>1</sup> 3<sup>s</sup>, soit 6,492<sup>1</sup> 1<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>. Janvier, février, mai, juillet, septembre et octobre, les six autres mois manquent.

CC. 429. (Liasse.) — 128 pièces papier.

**1763-1764.** — Régie de la ville, année 1763, 4<sup>e</sup> année, octrois de Nantes, produit du mois d'octobre (le seul existant). États des droits d'octrois et sol pour livre, perçus dans les bureaux de la ville de Nantes, pendant le mois d'octobre 1763, 10,349<sup>1</sup> 2<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, le sol pour livre, 517<sup>1</sup> 9<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>, soit 10,866<sup>1</sup> 11<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Premier chapitre de dépenses, récépissés du délégué du miseur de la ville, 136,143<sup>1</sup> 8<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>; second chapitre de dépenses, quittances, appointements, 13,110<sup>1</sup>, quittances; troisième chapitre de dépenses, remises de la banlieue, 722<sup>1</sup> 17<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>; quatrième chapitre, loyers et frais de bureaux, impressions, reliures, chiffrage de registres, 2,438<sup>1</sup> 17<sup>s</sup>, quittances; cinquième chapitre, quittances des employés sur les amendes, pour le tiers leur revenant, état pour le tiers dont la communauté les gratifie, 1,513<sup>1</sup> 14<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>.

CC. 430. (Liasse.) — 101 pièces papier.

**1764.** — Régie de la ville, année 1764, 5<sup>e</sup> année. Octrois de Nantes. États des droits d'octrois et sol pour livre, perçus dans les bureaux de la ville, pendant le mois de février 1764. Le total, pendant ce mois, est de 6,858<sup>1</sup> 10<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. Janvier, juillet et décembre manquent.

CC. 431. (Liasse.) — 115 pièces papier.

**1764.** — États du produit de huit sous par pipe de vin du cru, sortant du comté nantais, et sous par livre, au profit de la ville et communauté de Nantes, par les employés de la ferme des devoirs des départements ci-après, et des remises à eux accordées pen-

dant l'année 1764. Les départements sont au nombre de quatorze : Ancenis, Bourgneuf, Clisson, Couëron, Ingrandes, le Loroux, le Pellerin, Machecoul, Oudon, Paimbœuf, St-Père-en-Retz, Varades, Vieilleville et la Châtellenie; 11,131 barriques 5/6<sup>e</sup> à 4<sup>s</sup> et le sous par livre, ont donné 2,337<sup>1</sup> 14<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>, sur lesquels les remises faites aux buralistes, s'élèvent à 532<sup>1</sup> 18<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>, reste à compter, 1,804<sup>1</sup> 16<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>. État du produit du détail des boissons de l'année 1764, par département et par ordre de mois, 49,528<sup>1</sup> 7<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>. Pièces concernant ces perceptions et les versements faits par le directeur des octrois au receveur et miseur de la ville.

CC. 432. (Liasse.) — 103 pièces papier.

**1764.** — Compte que rend le sieur Ducouedic, receveur des droits d'octrois, au bureau établi au Port-Maillard, janvier à décembre 1764, un état par mois; la recette totale est de 276<sup>1</sup> 8<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>, versés en totalité au miseur. Mêmes pièces pour les bureaux de Biesse, St-Pierre, Port-Communeau, St-Similien, Hauts-Pavés, la prévôté et la banlieue.

CC. 433. (Liasse.) — 81 pièces papier.

**1764.** — Extraits du débit fait par les hôtes et cabaretiers des sept départements de la ville, pendant chaque mois de l'année 1764.

CC. 434. (Liasse.) — 92 pièces papier.

**1765.** — Régie de la ville, année 1765, 6<sup>e</sup> année. Octrois de Nantes. États des droits d'octrois et sol pour livre, perçus dans les bureaux de la ville, pendant le mois de mai 1765. Le total, pendant ce mois, est de 13,782<sup>1</sup> 10<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; juin et juillet, les neuf autres mois manquent. Récepissés du miseur, pour les sommes versées par le directeur des octrois. Appointements et loyers des employés; frais d'impressions et de reliures. État des navires des Iles et de Marseille, arrivés à Nantes en 1765; en 1765, 114 navires des Iles et 13 de Marseille, avaient produit pour l'octroi, 89,390<sup>1</sup> 16<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>; en 1764, 127 et 12, 108,498<sup>1</sup> 17<sup>s</sup>; en 1763, 47 et 13, 40,935<sup>1</sup> 11<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>.

CC. 435. (Liasse.) — 73 pièces papier.

**1766.** — Régie de la ville de Nantes, année 1766, 7<sup>e</sup> année. Octrois de Nantes. États des droits d'octrois et sol pour livre, perçus dans les bureaux de la ville, pendant le mois de janvier 1766. Total: 4,097<sup>1</sup> 14<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>; février et avril, les neuf autres mois manquent, à



part certains états de recettes par bureaux de la ville et des départements. État des sommes versées au miseur ; des gratifications aux employés de la régie. État des navires des Iles et de Marseille, arrivés et déchargés à Nantes, pendant l'année 1766, 103 des Iles et 14 de Marseille, ont produit pour l'octroi, 92,311<sup>1</sup> 19<sup>•</sup> 4<sup>d</sup>.

CC. 436. (Liasse.) — 1 cahier, 12 f<sup>o</sup>s et 58 pièces papier.

**1767.** — Régie de la ville de Nantes, année 1767, 8<sup>e</sup> année. Octrois de Nantes. États des droits d'octrois et sol pour livre, perçus dans les bureaux de la ville pendant le mois de janvier 1767. Total : 6,171<sup>1</sup> 14<sup>•</sup> 11<sup>d</sup>. Le dernier semestre manque. « Compte que rend Louis Treven sieur Dugué, directeur et receveur général de la régie des octrois, deniers patrimoniaux de la ville et communauté de Nantes, à cause de la recette dépense et reprise par lui faites tant sur les restes donnés en reprise au compte de la septième année que sur les droits d'octrois, sol pour livre d'iceux appartenant au miseur comme contrôleur des octrois pendant l'année commencée le 1<sup>er</sup> janvier 1767 et finie le dernier décembre suivant, à MM. les maire et échevins de la ville et communauté de Nantes, régissant leurs droits aux fins d'arrêt du Conseil du mois de mai 1759, et en présence de M. Gellée de Prémion, subdélégué de M<sup>re</sup> l'intendant, conformément au plan de régie ; et moi dit sieur Treven, au nom et comme procureur spécial de M. de Borda, conseiller du Roi, seul receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octrois de ladite ville. »

Total de la recette, 211,800<sup>1</sup> 00<sup>•</sup> 10<sup>d</sup>.

Total dépense et reprise, 211,300<sup>1</sup> 10<sup>•</sup> 10<sup>d</sup>.

États de gratifications, de répartition du produit des amendes ; des navires arrivés pendant l'année, 98 des Iles, 26 de Marseille, ont produit pour l'octroi 89,367<sup>1</sup> 15<sup>•</sup> 6<sup>d</sup>.

CC. 437. (Liasse.) — 37 pièces papier.

**1768.** — Régie de la ville, année 1768, 9<sup>e</sup> année. Octrois de Nantes. État des droits d'octrois et sol pour livre perçus dans les bureaux de la ville pendant le mois de février 1768, total, 9,016<sup>1</sup> 14<sup>•</sup>, mars, avril, mai, les autres mois manquent. États des gratifications, de répartition du produit des amendes, et de ce qui reste dû par les débiteurs de la ville et des faubourgs. Une note, sans date ni signature, donne le produit

total des octrois pendant les années 1760, 61, 62, 63, 64, 65 et un aperçu très succinct des charges annuelles de la ville.

CC. 438. (Liasse.) — 24 pièces papier.

**1770-1786.** — Comptes que rend le sieur de Péricard, receveur des octrois de la ville et communauté de Nantes, au bureau de la Prévôté, des années 1770 à 1786. En 1770 « le revenant pour octrois et sol pour livre » à la somme de 155,262<sup>1</sup> 12<sup>•</sup> 1<sup>d</sup>, en 1786 à 246,712<sup>1</sup> 17<sup>•</sup> 9<sup>d</sup>. États des navires des Iles et de Marseille, arrivés à Nantes en 1770, 1771, 72, 73, 74 et 75. État des navires étrangers arrivés à Nantes pendant les six derniers mois de 1783.

CC. 439. (Liasse.) — 69 pièces papier.

**1787.** — Régie de la ville, année 1787. Octrois de Nantes. États des droits d'octrois et sol pour livre perçus dans les bureaux de la ville pendant le mois de mai 1787, total 18,648<sup>1</sup> 19<sup>•</sup> 8<sup>d</sup>. Les 4 premiers mois manquent. État des navires des Iles et de Marseille, arrivés à Nantes pendant l'année 1787, 127 des Iles et 17 de Marseille ont produit pour les octrois 168,982<sup>1</sup> 19<sup>•</sup> 5<sup>d</sup>. Cet état est fait sur un grand in-folio dont le tracé est imprimé.

CC. 440. (Liasse.) — 100 pièces papier.

**1787-1788.** — Compte que rend le sr de Péricard, receveur des octrois au bureau de la Prévôté à M. Dugué-Treven, directeur et receveur général de la régie des octrois, à cause de la recette et dépense par lui faites sur le produit des droits d'octrois et sol pour livre perçus au bureau de la Prévôté, du premier janvier au dernier décembre 1787. La recette, égale à la dépense, est de 244,092<sup>1</sup> 9<sup>•</sup> 10<sup>d</sup>. État de comparaison des produits des droits d'octrois perçus suivant le nouveau tarif de 1787, avec ceux qu'aurait procuré la continuation de l'ancienne perception suivant le tarif de 1769, à commencer du 13 juillet 1787 au 1<sup>er</sup> janvier 1788 : total de l'augmentation dans tous les bureaux pendant les six derniers mois de 1787, 39,005<sup>1</sup> 15<sup>•</sup> 3<sup>d</sup>. Au dos est le même état pour l'année 1788, qui porte une augmentation de 93,400<sup>1</sup> 17<sup>•</sup> 1<sup>d</sup>. « Détail de la ville, quatre deniers par pot. Premier département, mois de janvier 1787. Extrait du débit fait par les cabaretiers du premier département, janvier 1787, 111<sup>1</sup> 18<sup>•</sup> 4<sup>d</sup>. Les douze mois de l'année renferment chacun sept états fournis par les sept départements de

la ville. Notes et états divers relatifs au revenu et à la perception des octrois pendant l'année 1787.

CC. 441. (Liasse.) — 42 pièces papier.

**1788.** — Compte que rend le sieur de Péricard, receveur des octrois au bureau de la Prévôté à M. Dugué-Treven, directeur et receveur général de la régie des octrois, à cause de la recette et dépense par lui faite sur le produit des droits d'octrois et sol pour livre perçus au bureau de la Prévôté, du premier janvier au dernier décembre 1788. La recette égale à la dépense est de 278,428<sup>1</sup> 5<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>. État général des droits dus à l'entrée « sur les vins hors, cidre et bière et des droits de 8 sols par pippe de vin nantais à la sortie perçus au profit de la ville et communauté de Nantes, et des 10 sols pour livre d'iceux au profit du Roi, perçus dans l'étendue des directions de Nantes, ville et campagnes pendant l'année 1788. Le présent état, contenant le détail de seize états, fournis par les receveurs montant, toutes remises déduites, à 1,589<sup>1</sup> 10<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. » États, du produit de détail de la banlieue, du débit fait par les cabaretiers, du reste dû par eux, du produit des fermes et autres rentes dues à la ville de Nantes, représentant M<sup>me</sup> la comtesse du Barry, des revenus patrimoniaux de la ville, des procès-verbaux des employés de la régie pour fraudes et contraventions, du détail de la ville, de la perception des droits d'entrée en 1788.

CC. 442. (Liasse.) — 84 pièces papier.

**1788.** — Extrait du débit fait par les cabaretiers du premier département, mois de janvier 1788, 117<sup>1</sup> 14<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>. Les douze mois de l'année renferment chacun sept états, fournis par les sept départements de la ville.

CC. 443. (Liasse.) — 137 pièces papier.

**1788.** — Compte que rend le receveur des droits d'octrois au bureau de Biesse, 12,153<sup>1</sup> 14<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; mêmes comptes pour les Hauts-Pavés, Port-Communeau, Port-Maillard, Saint-Pierre, St-Similien. États des droits d'octrois et sol pour livre, perçus au bureau de la Prévôté et dans les bureaux de la ville, pendant l'année 1788.

CC. 444. (Liasse.) — 112 pièces papier.

**1788.** — État de répartition du tiers des amendes, des gratifications aux employés; récépissés des sommes versées au miseur, reçus d'appointements, reçus de

diverses dépenses pour les octrois, bois de chauffage pour la Prévôté 44<sup>1</sup>, loyers des bureaux, logement des receveurs, impressions, procès-verbaux des amendes.

CC. 445. (Liasse.) — 96 pièces papier.

**1789-1791.** — Compte que rend le sieur de Péricard, receveur des octrois au bureau de la Prévôté de la recette et dépense sur le produit des droits d'octrois et sol pour livre, perçus au bureau de la Prévôté, 1<sup>er</sup> du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1789, la recette égale à la dépense est de 300.762<sup>1</sup> 12<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>; 2<sup>e</sup> « pendant les neuf premiers mois de l'année 1791, sur les quatre premiers mois de ladite année, à la fin desquels les octrois ont cessé, » la recette égale à la dépense est de 74,920<sup>1</sup> 13<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. État de ce qui reste dû par les cabaretiers de la ville et faubourgs, pendant 1790, 48<sup>1</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>; de ce qui reste dû sur le détail des boissons vendues par les cabaretiers du département de la banlieue, pendant 1790, 47<sup>1</sup> 18<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. Quittances d'appointements des employés, de loyers, de chauffage, d'impressions et reliures, de pensions viagères accordées aux employés, états de répartition du tiers dans le produit des amendes et des gratifications. Extrait des délibérations de la Municipalité; délibération du 31 janvier 1791, prescrivant de « convertir en espèces les assignats nécessaires au parfait paiement des employés des octrois et des commis du greffe de la ville. Récépissés des sommes versées au miseur. Conversion d'assignats en argent, pour payer la gratification des employés de la régie :

sur	2,118 <sup>1</sup> »	à 2 <sup>1</sup> 10 <sup>s</sup> p <sup>r</sup> 0/0,	perte	52 <sup>1</sup> 19 <sup>s</sup>
sur	1,500 <sup>1</sup> »	à 3 <sup>1</sup> p <sup>r</sup> 0/0.		45 <sup>1</sup> »
Total.	3,618 <sup>1</sup> »	tare de 2 sacs d'argent		» 10 <sup>s</sup>
		Perte supportée par la ville.		98 <sup>1</sup> 9 <sup>s</sup>

CC. 446. (Registre.) — papier, 85 f<sup>rs</sup>.

**1763-1765.** — Sans titre. États des navires des Iles et de Marseille, entrés à Nantes, et déchargés pendant les années 1763, 1764, 1765; noms des navires, des capitaines, armateurs, principaux objets du chargement, produits.

CC. 447. (Registre.) — papier, 68 f<sup>rs</sup>.

**1766-1768.** — Sans titre. États des navires des Iles et de Marseille, entrés à Nantes, et déchargés pendant les années 1766, 1767, 1768. Mêmes renseignements que le numéro précédent. A la fin de l'année 1766, sont les totaux des années 1763, 1764, 1765.

CC. 448. (Registre.) — papier, 118 f<sup>os</sup>.

**1783-1787.** — Sans titre. État des navires des Iles et de Marseille, entrés à Nantes et déchargés pendant les années 1783, 84, 85, 86 et 1787. Même renseignement que les deux numéros précédents.

CC. 449. (Liasse.) — 4 pièces papier (deux en partie rongées par les rats).

**1788-1791.** — États des navires des Iles et de Marseille, arrivés à Nantes, en 1788, 1789, 1790 et 1791.

CC. 450. (Liasse.) — papier, 150 f<sup>os</sup>.

**1770-1788.** — Sans titre. Livret des comptes journaliers par recette et dépense du s<sup>r</sup> de Péricard, receveur des octrois de la ville de Nantes. Il s'ouvre à la première page par cette mention : « J'ay été nommé le 31 janvier 1771, à la recette des octrois ; il me restoit ce jour, 213<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. Du 3 février, pour un canif et grattoir, 18<sup>s</sup>. Du 9, gagné à la loterie de l'école militaire, 12<sup>l</sup>. Le 16, été à la comédie, 4<sup>l</sup>. Le 25, de M. Banville, pour un mois de Saint-Pierre, 12<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Le 28, pour mes appointements de février, 83<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>. Donné à ma femme 30<sup>l</sup>. » A partir du folio 75, sont enregistrées « les barques de sel, montées à Nantes depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1770, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1771, pour MM. les fermiers généraux. » Cet enregistrement va jusqu'à l'année 1789, folio 90. Les folios sont blancs jusqu'au 125<sup>o</sup>. Au verso est le tarif du droit de Villeneuve, de 2<sup>s</sup> 7<sup>d</sup> par bateau montant la rivière, chargé de sel ; puis la récapitulation des sels montant la rivière depuis l'année 1772 jusqu'en 1781. Au folio 148, se trouvent les lignes suivantes : « Le 27 avril 1771, j'ai commencé à faire la recette de l'ancrage de Rochefort. Du 27 avril 1771, M<sup>me</sup> Durent, m'a compté 16<sup>l</sup> pour droits perçus en janvier 1771, par feu M. Durent ; ledit jour, M<sup>me</sup> Durent, m'a pareillement compté 176<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>, perçus jusqu'à ce jour, par M. Lehoreau. »

CC. 451. (Registre.) — papier, 100 f<sup>os</sup>.

**1777-1780.** — Octrois de 5<sup>s</sup> par pippe pour le chapitre de Saint-Pierre (de Nantes). Bail de Charles Nicolas. Ce registre a été cotté et paraphé par M. A.-J. Bellabre, « conseiller du Roy, son sénéchal au siège présidial, juge conservateur des privilèges de l'Université de Nantes, pour servir au sieur de Péricard, receveur des octrois à la Prévôté, pour y porter toutes

les déclarations des vins hors du cru de l'évesché, entrant à Nantes, venant de quelque lieu et province que ce soit, pour percevoir, au profit du chapitre de Saint-Pierre, les droits de cinq sols par pippe, entrant et passant sous les ponts, ports et havres de Nantes, et partout où se perçoivent les octrois de la ville, le tout en vertu d'arrêt du Conseil, du 18 février 1777, et lettres patentes du 19 avril. » Ces perceptions occupent seulement les 17 premiers folios.

CC. 452. (Registre.) — In-folio, papier, 192 f<sup>os</sup>.

**1785-1790.** — Droits de seigneurs desquels madame Hély est fermière. Ce registre a été cotté par M. A.-J. Bellabre, « pour servir au sieur de Péricard, receveur du bureau des octrois de cette ville, à insérer toutes les recettes, tant de rentes et autres qu'il pourra faire pour et au nom de la dame Gely. » Les droits perçus sur les vins et les sels sont inscrits, sans aucune mention des seigneurs pour lesquels ils étaient levés. Les 48 premiers folios sont seuls écrits.

#### Rôles de la Capitation.

CC. 453. (Registre.) — In-folio, papier, 143 f<sup>os</sup>.

**1709-1711.** — Registre pour servir à enregistrer les titres des possesseurs des domaines et autres du bureau de Nantes, commencé le 23 mai 1709, fini le 5 janvier 1711. « Reçu de Jeanne Brunetière, veuve Sébastien Royer, et héritière Victor Brunetière, la somme de 50<sup>l</sup> pour les droits d'enregistrement de la déclaration qu'elle fait de posséder une maison et boutique, située rue de la Poissonnerie, de valeur de 100<sup>l</sup> de rente par an. Ladite maison et boutique affranchie d'une rente de 8<sup>l</sup>, ci-devant due au domaine du Roy, cy 50<sup>l</sup>, et pour visite, 6<sup>l</sup>. »

CC. 454. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 549 pp.

**1731.** — Capitation, 1731, ville de Nantes. « Rolle de répartition de la somme de 68,441<sup>l</sup>, que doivent payer Messieurs les habitants, leurs veuves, enfants, domestiques et autres de la ville et communauté de Nantes et faubourgs, pour leur capitation de l'année 1731, arrêté par Nous, J.-B. Desgalois, chevalier, etc., commissaire départi par S. M., pour l'exécution de ses ordres, en la province de Bretagne, et M. R.-C.-E. de Coetlogon, chevalier, procureur-général, syndic des États de Bretagne. Paroisse Saint-Jean, place et pont Saint-Pierre : Monseigneur l'évesque de Nantes, pour ses domestiques, 40<sup>l</sup> ; la veuve Michelle Lair,

lingère, 3<sup>l</sup>; le recteur de Saint-Jean, pour ses domestiques 3<sup>l</sup>; M. de la Boissière, trésorier-général des États, 700<sup>l</sup>, deux commis, 18<sup>l</sup>, domestiques, 16<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; Legrand, fondeur de caractères, 3<sup>l</sup>; paroisse Sainte-Croix, M. le Boucher, général de la monnoye, 150<sup>l</sup>, l'enfant de son premier lit, 18<sup>l</sup>, domestiques, 3<sup>l</sup>; M. de Lille Chalan Burot, procureur, 37<sup>l</sup>, un clerc, 4<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>, domestique, 30<sup>s</sup>; Avril, notaire, 36<sup>l</sup>, un clerc, 4<sup>l</sup> 19<sup>s</sup>, domestique, 30<sup>s</sup>; Godeau, chirurgien, 21<sup>l</sup> les enfants de sa femme, 2<sup>l</sup>; paroisse St-Nicolas, le sieur Robard, courtier, 6<sup>l</sup>; Bertrand de Cœuvres, marchand, 250<sup>l</sup>; Le Ray de la Clartais, eschevin, 93<sup>l</sup>; Darquistade, 210<sup>l</sup>, deux commis, 18<sup>l</sup>, domestiques, 15<sup>l</sup>; M. Bellabre, receveur des fouages, 120<sup>l</sup>, les enfants de son premier lit, 42<sup>l</sup>; les demoiselles Cassard, filles, 15<sup>l</sup>, domestique, 30<sup>s</sup>.

Saint-Jean .....	124 <sup>l</sup> 10 <sup>s</sup>
Saint-Laurent.....	2,444 10
Sainte-Radegonde .....	1,136 »
Notre-Dame.....	1,414 »
Saint-Denis.....	4,715 10
Saint-Vincent .....	2,878 »
Saint-Léonard.....	1,223 »
Saint-Saturnin.....	5,613 10
Sainte-Croix.....	12,622 »
Saint-Clément... ..	2,580 10
Saint-Similien.....	3,375 »
Saint-Nicolas.....	29,633 »
Octrois.....	108 »
Employés aux devoirs .....	521 10
Pompiers.....	55 »
	<hr/>
	68.441 <sup>l</sup> »

CC. 455. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 873 pp.;  
2 pièces annexées.

**1724-1739.** — « Ville de Nantes, casernement, année 1733. États de Bretagne. Rôle de répartition de la somme qui doit être payée par les contribuables à la capitation de la ville de Nantes, sujets à la contribution du logement des gens de guerre, pour leur quote part de l'imposition ordonnée pour les fourages, ustensiles, casernement, etc., pendant l'année 1733, à raison de 4<sup>s</sup> 9<sup>d</sup> pour livre de la somme portée au rôle de la capitation de chaque contribuable, et d'un sol pour livre du montant de ladite imposition du casernement. Fait calculé et arrêté par les commissaires des États de Bretagne, députés par délibération du

15 novembre 1732, montant à la somme de 16.333<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>. Monseigneur l'évesque de Nantes, pour ses domestiques, exempt; Claude Cornu, ouvrier en bas, 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; R. Le Ray du Fumet, lieutenant du présidial, exempt; N. du Reau, procureur, 3<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, un clerc, 22<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; Jean du Ronseray de la Guerranderie, 4<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; M. Burot de l'Isle-Chalan, procureur, 10<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; la dame v<sup>e</sup> Mareschal, libraire, 8<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>; les deux Delle Cassard, filles, 4<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>; le sieur Luc O Schiell, négociant, 57<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>. » Mandement des commissaires députés, adressé au Maire de Nantes; arrêt du Conseil du Roi, concernant les fourages et casernements, du 11 janvier 1724, indiquant les exemptions, observation sur le rôle du casernement de 1733.

CC. 456. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 806 pp.  
(Légèrement rongé par l'humidité)

**1739.** — « Ville et communauté de Nantes. Capitation et autres impositions y jointes. États de Bretagne. Rôle de répartition des sommes que doivent payer tous les habitants contribuables, leurs veuves, enfants de la ville et communauté de Nantes, et faubourgs, en dépendans, tant pour leur capitation de l'année 1739, que pour celle de leurs domestiques, commis, clercs, facteurs, compagnons et apprentifs..., comme aussi pour leur quote part de la solde, habillement et entretenement et autres dépenses de la milice de ladite année 1739..., ensemble pour leur cote part pareillement des fourages, supplément de fourages, ustensiles, casernement de troupes. .... Paroisse de Saint-Jean, M<sup>sr</sup> l'évesque de Nantes, pour domestiques, déduction faite de sa cote de casernement dont il est exempt, 33<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; la veuve Lair, lingère, 46<sup>s</sup>; M. S. Boyer de la Boissière, trésorier général des États de Bretagne, déduction faite de sa cote de casernement dont il est exempt, 1,054<sup>l</sup> 18<sup>s</sup>; paroisse de Sainte-Croix, F. Delmas, négociant et garde des archives de la monnoye, exempt de casernement, 79<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>, ses enfants du premier lit, 24<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>; le sr de l'Isle-Chalan Burot, procureur, et ses enfants du premier lit, 57<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>; le sieur le Boucher, général des monnoyes, exempt de casernement, 158<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; A. le Boucher, son fils du premier lit, 48<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; paroisse Saint-Nicolas, J. Vinay, graveur, 4<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>; le sieur Le Ray de Clartais, négociant, secrétaire du Roy, exempt de casernement, 288<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>; le sieur Bertrand de Cœuvres, secrétaire du Roy, négociant, exempt de casernement, 395<sup>l</sup> 11<sup>s</sup>; Antoine Walsh,

négociant, 240<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; la dame veuve René Montaudouin, secrétaire du Roy, exempt de casernement, 421<sup>l</sup> 18<sup>s</sup>; M. Luc O Schiell, négociant, et enfants non établis, 430<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>.

Saint-Jean.....	211 <sup>l</sup>	9 <sup>s</sup>	4 <sup>d</sup>
Saint-Laurent.....	2,881	11	5
Sainte-Radégonde.....	1,210	»	6
Notre-Dame.....	2,381	15	9
Saint-Denis.....	5,545	5	6
Saint-Vincent.....	2,756	9	9
Saint-Léonard.....	1,683	4	9
Saint-Saturnin.....	6,019	15	1
Sainte-Croix.....	16,992	17	»
Saint-Clément.....	4,272	5	5
Saint-Similien.....	4,346	17	»
Saint-Nicolas.....	42,551	1	3
Employés aux devoirs.....	777	6	7
Employés aux octrois.....	142	10	7

91,772<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>

CC. 457. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 778 pp.

1742. — « États de Bretagne. Rolle de répartition des sommes que doivent payer tous les habitants y contribuables de la ville et communauté de Nantes et faubourgs en dépendans, évêché de Nantes, pour leur capitation de la présente année 1742, celle de leurs domestiques, commis, clercs, facteurs, compagnons, apprentifs, et autres personnes étans sous leur puissance ou à leurs gages..., ensemble pour leur cote part de l'imposition de la solde, habillement, entretenement, et autres dépenses concernant la milice..., et pour leur cote part de l'imposition des fourrages, supplément de fourrages, ustensiles, casernement des troupes, etc... Paroisse de Sainte-Croix, le sieur le Boucher, général de la monnoye, 219<sup>l</sup> 12<sup>s</sup>, sur quoi déduction faite de 39<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, pour sa cote de casernement, reste 180<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; J. Urien, juge garde de la monnoye, 46<sup>l</sup> 12<sup>s</sup>, déduction faite de 5<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>, reste 38<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 5<sup>d</sup>; Saint-Nicolas, les trois demoiselles Cassard, sœurs, 54<sup>l</sup>. Veu et calculé par nous, commissaires députés des États de Bretagne, et autorisés par le Roy, le présent rolle de répartition des sommes que doivent payer les habitants y denommés de la ville, communauté de Nantes et faubourgs..., montant à la somme de 93,637<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, savoir : pour la capitation, 72,043<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>; pour la solde, habillement, entretenement et autres dépenses concernant la milice,

7,759<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 1<sup>d</sup>; pour les avances faites par le sieur de la Boissière, trésorier général, des États de Bretagne. pour chapeaux, souliers et autres nippes fournies aux miliciens, 560<sup>l</sup> 14<sup>s</sup>; pour les fourrages, suppléments de fourrages, ustensiles et casernement des troupes, 13,273<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. — Signé l'abbé Guyon; Bédoyère; Baillon. »

CC. 458. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 512 pp.

1743. — « Evêché de Nantes. Capitation, année 1743. États de Bretagne. Ville et communauté de Nantes. Rolle de répartition des sommes que doivent payer tous les contribuables y habitans pour leur capitation de la présente année 1743, et celle de leurs domestiques, commis, clercs, facteurs, compagnons, apprentifs et autres personnes étans sous leur puissance ou à leurs gages..., ensemble pour leur cote part de l'imposition de la solde, habillement, entretenement et autres dépenses concernant la milice, imposition des fourrages, etc... Paroisse Saint-Laurent, M. Royer de la Boissière, trésorier général des États, 1,296<sup>l</sup>, déduction à faire de 216<sup>l</sup> pour casernement dont il est exempt, 1,080<sup>l</sup>; paroisse Sainte-Radégonde, dans le château, le sieur Duchesne, concierge, 25<sup>l</sup> 16<sup>s</sup>; Thomas, menuisier, 3<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>; un garçon, 48<sup>s</sup>; les dames Carmélites, pour leurs tourières, 7<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>, déduction pour milice et casernement dont elles sont exemptes, 1<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>, reste 5<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>; paroisse de Notre-Dame, M. René Darquistade, maire, l'un des quatre lieutenants, de la grande vénerie, 523<sup>l</sup>, déduction à faire de 123<sup>l</sup> qu'il paie à Paris, reste 400<sup>l</sup>, sur laquelle somme, déduction à faire de 66<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, pour casernement dont est exempt, reste 333<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>; Saint-Léonard, le sieur Étienne Briau, architecte, 42<sup>l</sup> 18<sup>s</sup>; Saint-Nicolas, Antoine Walsh, secrétaire du Roy, 827<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>, sur quoi à déduire 137<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 2<sup>d</sup>, pour casernement dont il est exempt, reste 689<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>; St-Nicolas, les demoiselles Cassard, 60<sup>l</sup> 14<sup>s</sup>. Veu et calculé... le présent rolle de répartition montant à 97,932<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>.

CC. 459. (Registre.) — Grand in-folio, papier, 345 pp.

1754. — « Evêché de Nantes. Capitation, année 1754. États de Bretagne. Ville et faubourgs de Nantes. Rolle de répartition des sommes que doivent payer tous les habitants y contribuables de la ville et faubourgs de Nantes, pour leur capitation de la présente année 1754, et celle de leurs domestiques, commis, clercs, facteurs, compagnons, apprentifs et autres

personnes étans sous leur puissance ou à leurs gages... ensemble leur cote part de l'imposition de la solde, habillement, entretenement et autres dépenses concernant les milices...; et pour leur cote part de l'imposition des fourages, suppléments de fourages, ustensiles et casernement des troupes... M. Royer de la Boissière, trésorier général des États de Bretagne et receveur général des finances, 1,378<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> sur quoy déduit 253<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> pour casernement dont il est exempt, reste 1,125<sup>l</sup>; René Conan, maître d'école, 6<sup>l</sup>; la dame veuve Bertrand de Cœuvres, secrétaire du Roy, 367<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>, sur quoy déduit 67<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> pour casernement dont elle est exempte, reste 300<sup>l</sup>; le sieur Reliquet de Lépertière, homme du Roy de la ville et communauté de Nantes, 36<sup>l</sup> 15<sup>s</sup>, sur quoy à déduire 6<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> reste 30<sup>l</sup>; le sieur Isaac Brun, imprimeur et garde à cheval des plaisirs du Roy, 49<sup>l</sup>, sur quoy à déduire 9<sup>l</sup>, reste 40<sup>l</sup>; Julien Le Ray, capitaine de navires, 15<sup>l</sup>. Le présent rôle de répartition de la capitation et droits y joints, s'est trouvé monter, sauf erreur, à la somme de 93,242<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. En ladite somme compris d'une part, 2,907<sup>l</sup> montant des taux des contribuables imposés au rôle de la capitation de la noblesse à la décharge de la ville de Nantes; d'autre part, 2,019<sup>l</sup> à laquelle sont imposés, tant pour eux que pour leurs domestiques, treize secrétaires du Roy au rôle particulier de la capitation des officiers de la Chancellerie près le Parlement de Bretagne. les taux desquels sont à la décharge de la ville de Nantes, attendu qu'ils y ont leur domicile, et finalement celle de 3,938<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> pour les particuliers qui sont exempts de casernement. Pour capitation, 72,564<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>; pour l'habillement, l'entretienement, etc., 3,079<sup>l</sup> 12<sup>s</sup>; pour le casernement, 17,191<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>; pour avances faites, 9<sup>l</sup> et 337<sup>l</sup> 14<sup>s</sup>. Arrêté à Nantes, le 27 avril 1754, signé: A. de Langle; Le Loup de la Biliais; Bellabre. »

CC. 460. (Registre.) — Grand in-folio, 519 pp. papier.

**1762.** — « Rôle de la capitation, milice et casernement de la ville et faubourgs de Nantes, année 1762. M. Ballais, senechal du chapitre, 40<sup>l</sup>; M. Boyer de la Boissière, trésorier général des États et receveur général des finances de Bretagne, 1,364<sup>l</sup>, à déduire 221<sup>l</sup> 13<sup>s</sup>, reste 1,142<sup>l</sup> 7<sup>s</sup>; Jarnier, maître de latin, 10<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; Poupel, cordonnier, 1<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; Jeanne Desnos, revendeuse, 1<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; la veuve Blain, tenant billard, 1<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; le sieur Fachu, capitaine d'infanterie, outre

ce qu'il paie au service, 72<sup>l</sup>, sur quoy à déduire 11<sup>l</sup> 14<sup>s</sup>, reste 60<sup>l</sup> 6<sup>s</sup>; le sieur Brisson, chirurgien, 3<sup>l</sup>; Nicolas Sebire, imagiste, 14<sup>l</sup>; le sieur Briau, architecte, 24<sup>l</sup> Jean Crucy, charpentier, 5<sup>l</sup>; le Prince serrurier, 30<sup>s</sup>; Cornu, marchand de vin, 16<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; Barré, boulanger, 6<sup>l</sup>; le s<sup>r</sup> Arnoult, chirurgien, 32<sup>l</sup>; M. Guillaume Grou, négociant et secrétaire du Roy, 1,200<sup>l</sup>, sur quoy à déduire 150<sup>l</sup> qu'il paie à Rennes en cette dite qualité et d'autre part 195<sup>l</sup>, reste 855<sup>l</sup>; vu et calculé le présent rôle de répartition, montant à la somme de 93,646<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>. »

CC. 461. (Registre.) — Grand in-folio, 514 pp. papier.

**1763.** — « Rôle de la capitation et casernement de la ville et faubourgs de Nantes, année 1763. M. Joubert du Collet, maire, 67<sup>l</sup>, à déduire 11<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> pour casernement, reste 55<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; v<sup>e</sup> Simon, faiseuse d'allumettes, 1<sup>l</sup>; Noiron, commissaire de police, 6<sup>l</sup>; le sieur Le Gouais, notaire, 12<sup>l</sup>; Denavière, avocat et parcheminier de l'Université, 14<sup>l</sup>, à déduire 2<sup>l</sup> 9<sup>s</sup>, reste 11<sup>l</sup> 11<sup>s</sup>; le sieur Camporedondo, négociant et vice-consul d'Espagne, 124<sup>l</sup>, à déduire pour casernement 21<sup>l</sup> 14<sup>s</sup>, reste 102<sup>l</sup> 6<sup>s</sup>; le sieur Genardot, oculiste, 29<sup>l</sup>; les sieurs Arnoult, constructeurs de navires, 285<sup>l</sup>; François Bioret, faiseur de rets, 10<sup>l</sup>; les dames de la Visitation pour leurs domestiques, 7<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>, à déduire le casernement 1<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>, reste 6<sup>l</sup>; le sieur Bernier de la Richardière, député au Conseil du commerce, 57<sup>l</sup>; le sieur Bellabre, receveur de la capitation de la noblesse, 46<sup>l</sup>, à déduire pour casernement, 8<sup>l</sup> 1<sup>s</sup>, reste 37<sup>l</sup> 19<sup>s</sup>; vu et calculé le présent rôle de répartition, montant à la somme de 87,579<sup>l</sup> 19<sup>s</sup>. »

CC. 462. (Registre.) — Grand in-folio, 485 pp. papier.

**1764.** — « Rôle de la capitation, milice et casernement de la ville et faubourgs de Nantes, année 1764. M. le Roux, commis à la recette générale des finances de Bretagne, 48<sup>l</sup>; la dame v<sup>e</sup> Froust, et ses enfants non mariés, 27<sup>l</sup>; M. Borda, miseur en titre et alternatif des deniers d'octrois de la ville de Nantes, 500<sup>l</sup>, à déduire pour casernement, 83<sup>l</sup> 7<sup>s</sup>, reste 416<sup>l</sup> 13<sup>s</sup>; du Collet Joubert, négociant et maire, 70<sup>l</sup>, sur quoy déduit 11<sup>l</sup> 14<sup>s</sup>, reste 58<sup>l</sup> 6<sup>s</sup>; la demoiselle veuve Jahu, tenant pension, 16<sup>l</sup>; la v<sup>e</sup> Duguy, faiseuse de biscuits, 4<sup>l</sup>; Jamet, perruquier, 6<sup>l</sup>; Trotin, porteur de chaises, 5<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; le sieur Buard, greffier de la ville et monnoyeur, 9<sup>l</sup>, sur quoy déduit 1<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>, reste

7<sup>1</sup> 10<sup>s</sup> la demoiselle Buard, sa nièce, 33<sup>1</sup>; la dame veuve Valleton et enfants, 148<sup>1</sup>; la dame veuve G. Thomas, 67<sup>1</sup>, ses enfants mineurs, 144<sup>1</sup>; Dominique Deurbroucq, négociant, 110<sup>1</sup>; les dames du Calvaire pour domestiques, 15<sup>1</sup>, sur quoi déduit 3<sup>1</sup>, reste 12<sup>1</sup>; le s<sup>r</sup> Dubochet, capitaine, 24<sup>1</sup>; le sieur Montaudouin, négociant et noble, pour un commis, 12<sup>1</sup>; le s<sup>r</sup> Darèche le jeune, négociant, 80<sup>1</sup>; le s<sup>r</sup> Drouet du Pavillon, négociant, 40<sup>1</sup>; le s<sup>r</sup> le Roux des Ridelières, négociant, 122<sup>1</sup>; la veuve Caleran, 30<sup>s</sup>; le s<sup>r</sup> Mac-Mahon, chez elle, 27<sup>1</sup>; vu et calculé le présent rôle de répartition, montant à la somme de 89,893<sup>1</sup> 10<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. » signé : l'abbé de Lesquen, de Largouet, Lemarchand.

**Objets divers et généraux.**

CC. 463. (Registre.) — 127 Folios papier.

**1565-1602.** — Baux et fermes des devoirs et deniers communs de la ville et communauté de Nantes. « Ferme des deniers communs de la ville, affermés à M<sup>e</sup> Mathieu le Mercier, pour trois ans, à raison de 11,600 escuz sol, à clair, pour lesdits trois ans, ladite ferme en l'année 1587. Pancarte des deniers communs de la ville affermés à M<sup>e</sup> M. le Mercier. Ferme des deniers du raquit de la ville affermés à M. Guillaume Perthuis pour trois ans, du 25 août 1583, pour en payer pour ledit temps la somme de 16,237 escuz et demy. Pancarte du devoir du raquit des debtes. Ferme du devoir des ponts à Charles Belœil, le 8 avril 1587 pour trois ans, pour en payer la somme de 9,600 escuz pour lesdits trois ans; la pancarte desdits devoirs est incérée en la présente ferme. Requête présentée par MM. de la ville aux États de Vannes, pour la continuation des nouveaux devoirs. Mandement du duc de Mercœur, 1692; pancarte. Lettres patentes d'Henri III, continuation des deniers anciens pour les réparations, 1584; pour les devoirs des ponts, 1581; de Charles IX, 1565, pour le passage et les réparations des ponts qui ont été rompus; d'Henri III, 1580, pour l'assistance de MM. des Comptes aux baux et fermes de la ville. Ferme des deniers communs à Jean Boynier, pour trois ans, à 10,200 escuz, juin 1592; des deniers du raquit, pour trois ans, à 11,400 escuz; des devoirs des ponts, à 12,000 escuz, pour trois ans. » Mêmes fermes en 1595 par le duc de Mercœur. Mêmes fermes en 1699, avec les pancartes.

CC. 464. (Registre.) — 63 Folios papier.

**1756-1771.** — « Registre des ordonnances de paiement délivrées par la communauté de ville, du 24 septembre 1756 au mois de mars 1771. Ces ordonnances sont enregistrées au nom du créancier, la somme payée par le miseur est portée en regard, mais sans être totalisée au bas des pages. Le registre qui s'arrête au folio 57 n'est pas terminé, plusieurs pages sont tracées, le reste est en blanc. »

CC. 465. (Liasse.) — 3 pièces parchemin; 5 pièces papier; 1 sceau.

**1572-1584.** — Arrêt du Conseil portant règlement sur les adjudications et baux des aides, impositions et octrois accordés aux habitants des villes du royaume, et ordonnant que l'emploi de ces deniers sera vérifié par les trésoriers généraux, 17 décembre 1572. Lettres patentes du Roi, prescrivant l'exécution stricte de l'arrêt précédent aux maires, échevins, procureurs des bourgeois et miseurs des villes, « signaument ceux de notre ville de Nantes, qui ont fait cy devant procéder ausdits baux à ferme par voyes extraordinaires autres que celles contenues audit arrest et règlement auquel ilz n'ont voulu obéir quelques réservations et instances que nosditz trésoriers généraux audit lieu ayent faict... » 10 août 1583. Intimation aux maire et échevins de Nantes, par les trésoriers généraux, d'avoir à produire par devers eux, conformément à l'arrêt du Conseil de 1572, le compte des recettes et dépenses des deniers accordés pour la reconstruction des ponts en pierres, avril 1584. Extrait du cahier des remontrances adressées au Roi par les États de Bretagne sur la création des offices de rapporteurs des criées et saisies, et la commission donnée aux généraux de finances « de bailler à ferme les deniers communs des villes et communautés. » Arrêt du Parlement, portant enregistrement des lettres patentes du 10 août 1583, qui « seront leues publiées et enregistrées pour le regard des deniers des aydes, impositions et aultres deniers d'octroy, et pour la continuation d'iceulx seullement, et sans y comprendre les deniers communs des villes desquelz les baux se feront à la manière accoustumée, » 30 avril 1584. Lettres patentes du Roi prescrivant que les baux à ferme des impositions qui se lèvent, par sa permission ou celle de ses prédécesseurs, pour les réparations, fortifications ou autres affaires de la ville de Nantes, seront faits

comme par le passé, et défendant aux trésoriers des finances qui y assisteront d'en prendre connaissance, ainsi que d'empêcher le receveur ou fermier des domaines de compter à la ville les 2,000<sup>l</sup> accordées par S. M. pour la construction des ponts de pierres, 26 juin 1584. Enregistrement de ces lettres par la Cour des Comptes.

CC. 466. (Liasse.) — 2 pièces parchemin ; 8 pièces papier.

**1536-1644.** — Requête des habitants de Nantes, pour prier le Roi de valider la dépense d'une somme de 4,230<sup>l</sup>, déboursée par le miseur en frais de voyages vers Sa Majesté pour les affaires de la ville, contrairement aux prescriptions qui veulent que tous les deniers communs soient employés aux réparations et fortifications (vers 1536). Requête des maire et échevins tendant à obtenir qu'il leur soit permis de prendre sur leurs deniers communs une somme dont ils ont besoin pour diverses affaires, sauf à rendre compte de son emploi. Lettres missives de Charles IX, signées : Charles, prescrivant aux maire et échevins d'obéir aux ordres qu'il vient de transmettre à son trésorier de France, général des finances en Bretagne, et au sénéchal de Nantes ; Angers le 16 janvier 1570. Consultation sur la présentation des comptes du miseur, à Nantes, 3 juillet 1571, signée : M. André, Morin et..... ? Lettre du 18 juin 1582, relative aux comptes de la ville, adressée le 18 juin 1582 à « Monsieur Denis, l'un des secrétaires de la couronne de France, demourant en la rue des Lavandières, près l'abrevoyr Pepin, à Paris. » Lettre du duc de Bethune, gouverneur, aux maires et échevins, pour les réprimander vertement, de ce que « la meilleur partie des deniers est consommée en frais de procès, voyages supposés et autres emplois imaginaires que Sa Majesté ne permettra. De Paris, février, 1601 ; votre plus affectionné amy à vous servir, M. de Bethune, duc de Sully. » Désistement par Isabcau Gobin, veuve d'Yves Ollivier, de l'arrêt obtenu par elle sur les deniers communs, 4 octobre 1610. Arrêt de la Chambre des Comptes, faisant défense aux fermiers des deniers communs et d'octroi de la ville de se dessaisir de ces deniers en d'autres mains que celles du miseur, et à celui ci d'en faire des paiements non autorisés, 7 juillet 1644.

CC. 467. (Liasse.) — 5 pièces parchemin ; 1 pièce papier.

**1535-1558.** — Lettres patentes, du roi François

I<sup>er</sup>, ordonnant aux bourgeois de Nantes, « sur peine d'estre à jamais privez de l'administration desditz deniers communs », de prélever sur ces deniers, pendant l'année 1535, la somme de 5,166<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>, pour « estre convertye et employée es réparations, fortifications et emparement des murailles, boulevardz, ponts et pavez de la ville, 4 juillet 1535 ; de Henri II, ordonnant qu'il sera prélevé sur les deniers communs des villes closes de Bretagne, une somme de 6,750<sup>l</sup>, qui sera mise aux mains de leurs miseurs respectifs, pour être employée aux réparations, fortifications et autres nécessités, à St Germain, le 17 janvier 1554. Visas des généraux des finances de Baillon et de Troyes. Requête adressée au Roi par les habitants de Nantes, pour obtenir, 1<sup>o</sup> que la somme de 6,750<sup>l</sup> prélevée en vertu des lettres précédentes, leur soit de nouveau accordée ; 2<sup>o</sup> qu'il plaise au Roi de leur faire délivrer quinze milliers de bronze pour remplacer leur artillerie, dont le Roi a fait enlever les meilleures pièces pour l'expédition d'Écosse ; 3<sup>o</sup> qu'on leur restitue quinze milliers de salpêtre, achetés par eux à Chinon et saisis par le contrôleur des salpêtres à Tours ; 4<sup>o</sup> qu'on leur donne main-levée des deniers destinés à payer les gages des magistrats du Présidial, arrêtés et saisis par le receveur général des finances. Au bas de la requête est écrit : « Fait au Conseil privé du Roy, tenu à Villers Cousterez, le 28<sup>e</sup> jour de juin 1558, signé : de Laubespine. »

CC. 468. (Liasse.) — 9 pièces parchemin ; 1 cahier de 8, 1 de 6, 1 de 4 f<sup>os</sup> ; 3 $\frac{1}{2}$  pièces papier ; 3 sceaux

**1577-1612.** — Lettres patentes du roi Henri III, faisant don au comte de Vertus, gentilhomme ordinaire de sa chambre, d'une somme de 10,000<sup>l</sup> tournois, réservée antérieurement sur les deniers d'octrois, pour l'acquisition de divers héritages sur l'emplacement desquels devait être élevée la ville neuve, 4 juillet 1577. Arrêt de la Chambre des Comptes, qui refuse de vérifier et d'enregistrer ces lettres. Lettre missive du Roi aux maire, eschevins et habitants, pour les inviter à solder les arrérages de cinq années des 5,000<sup>l</sup> qu'ils doivent prélever annuellement sur leurs octrois, pour la construction de la ville neuve et les prévenir qu'il a donné charge à son « très cher et bien aimé Loys de Foix, ingénieur fort expérimenté, qui a travaillé à l'ouvrage du Boucquault de Bayonne, de se transporter à Nantes, veoir le desseing et entreprise de ladite ville neuve



et ce qui en a esté commencé, affin qu'il regarde et advise les moiens de la pouvoir commodement continuer et parachever, Paris, 25 avril 1582. Lettres patentes accordant aux habitants, « ayant esgard aux grandes despences qu'il leur auroit convenu faire et supporter, à cause de la maladie de contagion survenue en ladite ville les années passées, » la mainlevée de leurs deniers d'octrois saisis, faute de paiement de tout ce qu'ils devaient sur les arrérages de cinq mille livres prélevées pour la construction de la ville neuve, à condition de payer au Roi 10,000 écus en trois annuités. 22 juin 1584. Enregistrement de ces lettres. Pièces relatives à la perception de cette somme annuelle de 5,000<sup>l</sup> et de ses arrérages. Arrêt de la Chambre des Comptes, accordant l'enregistrement des lettres du duc de Mercœur, qui approuvent l'emploi fait par le miseur des 5,000<sup>l</sup> accordées chaque année aux maire et échevins pour la construction de la ville neuve, 5 juillet 1596. Arrêt du Conseil qui enjoint au receveur général des finances de Bretagne de payer au maréchal de Lavardin le quatrième quartier des 30,000<sup>l</sup> à lui accordées, nonobstant toute surséance obtenue par le fermier de la Prévôté de Nantes, et la déense faite audit receveur général par la Chambre des Comptes de contraindre le miseur de Nantes de verser entre ses mains les 5,000<sup>l</sup> originairement destinées à la construction de la ville neuve; lettres patentes de Louis XIII, pour l'exécution de cet arrêt, 8 mai 1612. Intimations au miseur d'avoir à solder la somme précédente; opposition des maire et échevins, juin 1612. Autre arrêt du Conseil et lettres patentes à l'appui, ordonnant au sieur Yves Fyot, receveur général des finances en Bretagne, de payer le dernier quartier, 6,000<sup>l</sup> des 24,000<sup>l</sup> accordées sur sa recette au duc de Montbazou pour sa pension, nonobstant les surséances données au fermier de la Prévôté de Nantes et au miseur de la ville par la Chambre des Comptes, juin 1612. Arrêt du Conseil prescrivant que les 5,000<sup>l</sup> prélevées sur le devoir de 20<sup>s</sup> par pipe de vin cesseront d'être remises aux receveurs généraux des finances et seront employées à la construction de la ville neuve, 30 août 1612.

CC. 469. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup> et 3 pièces papier.

**1638-1640.** — Arrêt du Conseil d'État, portant qu'il sera prélevé sur les deniers communs de la ville, pour être employé aux réparations urgentes du

château et de la ville neuve, une somme de 10,000<sup>l</sup>, qui sera remboursée sur les deniers provenant du devoir de 5<sup>s</sup> par pipe de vin, accordé au chapitre de Nantes et aux religieuses Carmélites; lettres patentes sur cet arrêt, 15 septembre 1638. État de la dépense faite par la ville et communauté de Nantes pour les réparations des logements du château, en conséquence de l'arrêt du 15 septembre 1638. L'adjudication en fut donné à Hélié Brosset, et monta à 5,168<sup>l</sup> 16<sup>s</sup>. Signification au miseur de la ville de l'ordonnance des trésoriers de France, généraux des finances en Bretagne, qui le condamnent à payer dans trois jours 10,000<sup>l</sup> pour les réparations nécessaires aux fortifications du châ au de Nantes, 1640.

CC. 470. (Liasse.) — 7 pièces parchemin; 1 cahier de 9 f<sup>os</sup> et 2 pièces papier; 1 sceau.

**1528-1616.** — Lettres patentes du roi François I<sup>er</sup>, par lesquelles, contrairement à celles qui enjoignent à toutes les villes jouissant de deniers communs, aides ou octrois, concédés par lui ou ses prédécesseurs, de verser les produits de l'année 1527 entre ses mains, il accorde aux habitants de Nantes de garder la totalité de ces deniers à condition de continuer les réparations, l'entretien des fortifications et emparement de la ville à la manière accoutumée, 30 mai 1528. Lettres du même, ordonnant, sous prétexte des abus qui se commettent dans l'emploi des deniers par lui accordés aux villes du royaume pour leurs réparations et fortifications, que tous ces deniers seront portés dans ses coffres au Louvre, 12 mai 1535. « Remonstrances et advertissemens des nobles bourgeois, manans et habitants de la ville de Nantes, pour faire entendre au Roy le préjudice et perte qu'il auroit en prenant les deniers communs de ladite ville, et le prouffilt et utilité que ledit seigneur a et peult avoir par raison d'iceulx deniers communs en les délaissant en la manière accoustumée. » Cette requête formulée en 1535, à la suite des lettres précédentes, indique que cette même année les recettes des trois fermes du méage, denier pour livre et pavage, montent à 6,200<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> tournois, les rentes, gages d'officiers et autres charges, à 980<sup>l</sup> 10, il ne reste pour l'entretien des ponts pavés et murailles que 5,219<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. C'est l'analyse du budget, à la suite duquel sont mentionnées les constructions en cours d'exécution. Elle se termine par les lignes suivantes : « Oultre remonstrent que si ledit seigneur pran-

iceulx deniers, que la ville pourra tumber de brieff en ruyne, tant de portes, ponts, pavez, murailles, vaultes et couvertures des tours et édifices publics, que autres choses, qui sera grant préjudice de ses dits deniers, que de sa recepte ordinaire, que de la ferme de la Provosté, et mesmes des impots et billots que autres fermes que mondit seigneur prant en icelle; et deviendra en brieff temps icelle ville abandonnée et affoiblie comme ville champestre, et ville qui ne seroit de frontière; et les habitants d'icelle n'auront vivres, pour ce que la plus grande partie desdites vivres viennent par dessus lesdits ponts, qui en brieff ne serviroient de voaye et passage; et s'ilz n'en servoient il faudroit en seix endroictz avoir passage à bapteaux pour arrivè du costé ou sont lesdits ponts à ladite ville, pour ce que la ripvière de Loire a seix voyes et canaulx soulz iceulx ponts. Par quoy, plaise au Roy avoir esgard... » Lettres du même prince, par lesquelles il exempte les habitants de Nantes de l'obligation imposée à toutes les villes frontières par ses lettres du 12 mai 1535, et leur permet d'employer eux-mêmes leurs deniers d'octroi aux réparations et fortifications de la ville, sauf 1,500<sup>l</sup> destinées à acquitter leurs dettes, au paiement des gages des officiers, ainsi qu'à la conduite de leurs affaires. 8 décembre 1535. Arrêt de la Chambre des Comptes, déchargeant les habitants de Nantes de l'obligation à eux imposée par l'arrêt du 12 décembre 1584, de verser « à la recepte générale » les deniers des devoirs de méage, denier pour livre et pavaige, perçus du 1<sup>er</sup> janvier 1583 au 22 juin 1584. 8 février 1585. Délibération du 24 février 1615, portant qu'il sera fait des remontrances au Roi au sujet des lettres patentes de novembre 1614, qui enjoignent de communiquer à M. de la Touche-Cornulier, général des finances en Bretagne, tous les comptes de l'emploi des deniers de nouvel octroi levés depuis 1598, et mettent arrêt sur tous les deniers aux mains du miseur et des fermiers. Arrêt du Conseil, prescrivant que les fonds d'une demi-année des nouveaux devoirs et octrois et devoirs anciens et modernes de quelque nature qu'ils soient dans les villes de Bretagne, seront remis au trésorier de l'épargne, 30 juin 1615. Lettres patentes de Louis XIII, de même date, commandant au miseur de Nantes « de payer incontinent et sans delays, une demi-année des octrois qu'il avait accordés à la ville. » Arrêt du Conseil qui casse celui du 30 juin 1615.

CC. 471. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 14 pièces papier.

1558-1559. — Lettres patentes du roi Henri II, nommant M<sup>e</sup> Philippe Prévost, sieur du Plessis, à l'état et office « de conseiller général et superintendant des deniers communs, dons et octrois des villes de la trésorerie et généralité du pays et duché de Bretagne, aux honneurs, autorités, prérogatives, prééminences, privilèges, franchises, libertés, pouvoirs, facultés, chevauchées, taxations, droitz, proffictz, revenus et émoluments qui appartiennent et aux gages de 1,200<sup>l</sup> tournois par an... » le 10 janvier 1557 (1558 N. S.). Extrait de la délibération du Conseil des Bourgeois, du 16 mai 1558. Le sieur Prévost, en vertu de ses lettres ayant demandé au miseur de « luy bailler l'estat et le grand des deniers communs de ladite ville, pour qu'il puisse faire et exercer sa dite charge », le procureur-syndic lui répond que ses lettres n'ayant pas été publiées, ni vues et enregistrées par le Parlement, il ait à se pourvoir devant ladite Cour. Autre délibération du 5 juillet au sujet de l'emprisonnement au Bouffay de M<sup>e</sup> Geoffroy Drouet, miseur, par l'ordre du superintendant. Arrêt de la Chambre des Comptes, établissant la part des différentes villes de Bretagne dans le paiement des 1,200<sup>l</sup> de gages du sieur Prévost; 14 juillet 1558; Nantes, 139<sup>l</sup> 6<sup>s</sup>; le Croisic, 33<sup>l</sup>; Rennes, 132<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>; St-Malo, 10<sup>l</sup> 8<sup>s</sup>; Morlaix, 65<sup>l</sup>; Vannes, 17<sup>l</sup> 14<sup>s</sup>, etc... Procès-verbal de la saisie et de la vente des meubles de G. Drouet, pour payer un quartier des gages du superintendant. « Je soussigné, huissier ordinaire du Roy, en sa Chambre des Comptes, ... suys entré au logis à lui appartenant en ceste dite ville et en yeelluy ay pris et saisi les biens meubles qui s'ensuivent, savoir: six pièces de tapisserie et soixante livres pesant de vaisselle d'estaing, ung liet garny de couecte et travers avec une mante blanche, courtines et ciel de linge avec son chasliet a quenoilles tournées de noyer. » Le procureur de Geoffroy Drouet proteste, l'huissier passe outre et vend le tout, pour 80<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, à un marchand, qui reconnaît au bas de l'acte avoir payé avec l'argent de G. Drouet. Quittance signée par le s<sup>r</sup> Prévost, de 139<sup>l</sup> 6<sup>s</sup>, pour ses gages; au bas est l'attestation du même marchand Macé Thébaud, qui reconnaît avoir payé le superintendant des deniers de G. Drouet. Par délibération du 9 janvier 1558 (1559 N. S.), le Conseil des bourgeois donne ordre à son procureur-syndic de reprendre la suite du procès fait à son

miseur, G. Drouet, « par Philippes Prévost, se disant superintendant des deniers. »

CC. 472. (Liasse.) — 27 pièces papier, dont 22 imprimées.

**1689-1781.** — Arrêt du Conseil, lettres patentes, édits, déclarations, ordonnances concernant les octrois des villes du royaume en général, et notamment celles de la province de Bretagne. Une lettre du maréchal de Montesquiou, 4 août 1749, annonçant aux maire et échevins, que le Roi a ordonné que l'adjudication des octrois de la province de Bretagne, sera faite au Conseil de Sa Majesté; une de M. de Machault, contrôleur général des finances, au procureur-syndic, relative à la revendication d'une somme de 3,850<sup>l</sup>, que le receveur des octrois de la ville de Nantes avait payé en trop, 31 mars 1750.

CC. 473. (Liasse.) — 1 cahier de 20 f<sup>es</sup>, 2 de 6, 1 de 4  
1 pièce papier.

**1590-1637.** — Lettres patentes du duc de Mercœur, gouverneur de Bretagne, enjoignant « au commis à la recette du debvoir nouvellement imposé d'un escu, sur chacun tonneau de vin qui passera et sera transporté de ceste ville (Nantes) en aultre de cedit pais », de payer chaque année sur les deniers

de cette recette 1,500 écus aux bourgeois et habitants de Vannes, pour les aider à « fortifier leur dite ville, pour la rendre de tant plus deffensible contre les hereticques et leurs fauteurs qui taschent par tous moiens de s'en emparer; et aurions envoié à ceste fin le cappitaine Durbin, ingénieur, pour en faire le devys et plant », 29 janvier 1590. Copie des lettres patentes du roi Henri II, accordant aux habitants de Rennes une prolongation de la levée<sup>e</sup> du devoir sur les vins vendus en détail, 20 avril 1548. Arrêt du Présidial de Vannes, qui décharge la ville des intérêts de l'argent qu'elle avait emprunté, 23 octobre 1603. Lettres patentes du roi Louis XIII, accordant à la ville de St-Malo la faculté de lever pendant sept ans un sou par pot de vin, trois deniers par pot de cidre et 10<sup>s</sup> par pipe de vin, 15 février 1636; à la ville de Guérande la même concession, 24 août 1637.

CC. 474. (Deux registres.) 90 et 102 f<sup>es</sup> papier.

**1771-1782.** — Droits de grand ancrage, perçus pour les chanoines de Rochefort. Le premier va de 1771 à 1772, puis de 1780 à 1782; le second de 1774 à 1779. Ces deux registres, proviennent de M. de Pericard, receveur des octrois de Nantes, qui s'était en même temps chargé de ces perceptions.

VILLE DE NANTES  
( DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE )

INVENTAIRE-SOMMAIRE  
DES  
ARCHIVES COMMUNALES ANTÉRIEURES A 1790.

SÉRIE DD.

PROPRIÉTÉS COMMUNALES.

DD. 1. (Liasse.) — 2 pièces parchemin.

**1435 1437.** — Acte d'acquisition par la ville de l'abbesse de Fontevrault, représentée par son procureur, frère Adam Guesdon, prêtre, « d'une place et héral, o ses appartenances, siise en ceste ville de Nantes, pres' du Bouffay, et en ycelle es'oint logés les engins...; ladite place avecques touz les droiz, noms, causes et péticions comme lesdits abbasse et couvent y avoint et avoir povoint, est et demeure sera et demourera à jamais ou temps fuctur le heritaige de ladite ville, au prouffit et servitude de la chouse publique, moiennant et par forme que sur l'ipothecque d'icelle place, et des édifices qui y ont esté sont et seront faiz, sera poié et servi chacun an ou temps à venir, esdits abbasse et couvent ou leur procureur et receveur, qui demander le vendront, par les mains des receveurs et miseurs des revenues establies à la repparacion de ladite ville, et de chacun en son temps le nombre de quarente soulz de rente, nez et quictes à leur main chacun an, es termes de Saint Jehan-Baptiste et de Nouel par moitié; et d'abondant sera poié audit Guesdon esdits noms, par la main du dit receveur, pour touz erréaiges et termes d'icelles chouses du temps passé la somme de vingt et quatre livres monnoye..., le vignt dousyesme jour de mars 1435. » Acte d'approbation de sœur Marie de Har-

court, abbesse de Fontevrault, en date du 18 juillet 1437 (1).

DD 2. (Liasse.) — 2 pièces parchemin.

**1449-1452.** — Acte de la vente faite par Raoul Mauvoisin, vicaire de Notre-Dame, « à Pierres Bernart et Pierre Drouet, au nom et comme miseur et contrerolle des euvres et réparacions de ceste ville de Nantes, ad ce présens, prenans et acceptans audit tiltre, pour et ou nom des bourgeois, manans et habitans de ceste ville de Nantes, en la presence et consentement de M<sup>e</sup> Guillaume de Montigné, procureur desdits bourgeois, d'une meson, o son courtil derrière fons et appartenances, siis en ceste ville de Nantes, près la Motte Saint-André, pour la somme de vingt escuz d'or de poys, au pris chacune piece de vingt et cinq soulz monnoye de Bretagne, le tiers jour de décembre 1449. » Acte, par lequel, Perrot Biorret, boucher, « a esté confessant que autresfoiz il a délessé et transporté es manans et habitans de ceste ville, quantité d'une place et héral » qu'il possédait

(1) Voir série CC. 366, 367, les quittances, données pour cette rente par les abbesses. D'après les termes de l'acte, les engins étaient déposés là depuis fort longtemps, et la ville avait dépensé plus de 200 l pour la construction d'une maison sur ce terrain qui appartenait à l'abbaye, par suite « de la fondacion de Vers. »

près de la porte de Sauvetout, entre le mur de la ville et le mur d'une maison qu'il avait fait construire, pour la somme de vingt royaux d'or bons et de poids de France, le 12 avril, après Pâques, 1452.

DD. 3. (Liasse) — 6 pièces parchemin ; 1 sceau.

**1456-1457.** — Acte de la vente faite au miseur de la ville par Guillaume Chiquet, chapelier, pour quatre réaux d'or, valant 50<sup>l</sup>, 175<sup>l</sup> pour l'affranchissement d'une rente de 9<sup>l</sup> qu'il devait à Geoffroy Gallopin, plus vingt sous de rente à l'évêque de Nantes, « d'une meson o ung apprentiz et autres appartenances, siise en la paroisse de Saint Sembin, près Nantes hors la ville, en la rue qui conduit dudit portal de Sauvetout, au pillori du Marcheiz de Nantes, » le 27 septembre 1456. L'acte débute ainsi : « Comme puis naguères de temps le duc Pierre, notre souverain seigneur, et les bourgeois manans et habitans de ceste ville de Nantes, par le miseur des eupvres et réparacions d'icelle, aint fait faire et édifier pour la fortificacion, tuicion et augmentacion de ladite ville, ung belouart devant le portal de Sauvetout ; en faisant lequel belouart, eust esté rompu et miné la voye et chemin par lequel on avoit accoustume aller et venir par ledit portal en ladite ville, et soit de nécessité avoir chemin par lequel on puisse aller et venir du Marcheiz de Nantes, en ladite ville, par ledit belouart, lequel chemin on ne pourroit bonnement trouver, qui feust aisible et prouffitable pour ladite entrée sans autre moyen, aincois nécessairement convenoit prendre et avoir partie des mesons et héritaiges qui sont près et au joignant dudit belouart... » Autre acte de même effet, du 12 octobre 1456, d'une maison et jardin joignant le boulevard de Sauvetout, vendus à la ville par Guillaume Pérrier, moyennant 50<sup>l</sup>, et à la charge de payer une rente de 108<sup>s</sup> et une seconde rente de 60<sup>s</sup>. Quittances des sommes payées à Guillaume Chiquet, Geoffroy Gallopin, Guillaume Pérrier et autres.

DD. 4. (Liasse.) — 9 pièces parchemin ; 4 sceaux.

**1424-1516.** — Acte d'acquisition par la ville d'une maison appartenant à François Lebel, seigneur de Bonneville, et Jean Lebel son frère, dont Marie de la Clartière avait la jouissance en usufruit, 11 janvier 1499. « Comme par avant ces heures, par maistre Jehan Hubert, procureur des bourgeois et habitans de ceste ville de Nantes, eust esté prins pour l'utilité

et profit de ladite ville et de la chouse publique, de maistre Thebaud le Viconte, comme procureur de Marie de la Clartière, une meson et allée siise en la paroisse de Saint-Léonard de Nantes, entre la maison de feu Bretagne, Herrault (1), et la meson ou à présent tient l'escole, près les murs d'Érdre, pour convertir au passaige qui estoit et est nécessaire pour aller sur les murailles de ladite ville, et eust esté ladite baillée et prinse faicte pour la somme de cent souz de rente ; et que de tout ce n'en eust esté faicte ne passé aucunes lettres, ce qui estoit bien requis faire. » Actes de propriété concernant cette maison ; vente du 15 mai 1424, par Jeanne Passet à Nicolas Regnaud et femme ; contrat d'échange entre Jean Simon, chanoine de Notre-Dame, qui assigne à Jean Lebley 30<sup>s</sup> de rente sur une pièce de terre située dans la paroisse de Gorges, en retour de trente sous de rente à prendre sur une maison située en Saint-Léonard ; 1440 ; autres contrats de vente en 1466, 1473 et 1478, ce dernier à Guillaume Lebel, chirurgien du duc de Bretagne ; procurations et affranchissement de la rente de 100<sup>s</sup> par le miseur de la ville, 1516.

DD. 5 (Liasse.) — 6 pièces parchemin ; 2 sceaux dont un briaé.

**1496-1512.** — Vente faite à « Jacques Guischart, miseur de Nantes, et besoignant en celui nom et qualité, » par Pierre Lesné, charpentier, et Guillemette Pérrier sa femme « pour et à l'intencion de statuer faire et establir lieu pour l'exercice du jeu de l'arbaleste, en ladite ville, ainsi que de toute ancienneté a esté de coustume y estre et avoir, et pour leurs successeurs à en jouir à jamais par héritage, savoir est : une meson et jardin au derrière d'icelle, en la paroisse de Saint-Léonard de ceste ville de Nantes, entre meson qui fut à feu Jehan Toullaine, pour le nombre de ouict livres de rente bonne et forte monnoye de Bretagne, » 20 février 1511. Vente à la ville par Olivier Duvergier, demeurant à Vitré, en son nom et comme procureur de Gillette Lefeuvre sa femme, d'une rente de 25<sup>s</sup> « deuz à luy et à sadite femme sur et par cause d'une maison tenement et jardrin sys en la paroisse de Saint Léonard, en laquelle maison et jardrin on a encommencé à faire la maison et bute de l'arballestrie. » Cette vente, passée le 11 août 1512, fut faite pour la somme de 25<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Vente et trans-

(1) Bretagne, héraut d'armes du duc François II.

action, 1496, 1497; vente à Pierre Lesné, au prix de 70<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, d'une pièce de terre, dans l'évêché de Vannes, qu'il échange pour deux vieilles maisons situées paroisse de Saint-Léonard.

DD. 6. (Liasse.) — 2 pièces parchemin ; 1 pièce papier.

**1491-1494.** — Lettres patentes du roi Charles VIII, autorisant l'acquisition des maisons qui avoisinent la Prévôté pour son agrandissement. « Comme puis naguères avons ordonné notre maison de la Prévosté de Nantes, en laquelle souloit estre exercée notre juridiction dudit lieu, estre reffecte et réédifiée, et pareillement la maison commune de ladite ville, pour y estre nostre dite juridiction de la Prévosté exercée, et le conseil et assemblée et autres communs affaires de ladite ville, y estre consultées, traictées, poursuivies, concluctes, et expédiées, ainsi que les autres bonnes villes de notre royaume est acoustumé faire, et pour ce que notre dite maison de la Prévosté est de petite estandue et qu'il est requis y faire une belle grande et spacieuse maison, ainsi qu'il appartient à une telle ville que notre ville de Nantes,... » 14 juillet 1491. Quittance de Richart Leconte, charpentier, de 20<sup>l</sup> reçues à valoir « sur la charpenterie de la maison de la Prévosté », 13 janvier 1494.

DD. 7. (Liasse.) — 3 pièces papier.

**1570-1575.** — Requête de Jean Baril, tendant à obtenir des réparations « à cause de la maison commune dudit Nantes, siize en la grande place du Bouffay, joignante celle dudit Baril, où il demeure et des eaues qui tombent sur ladite maison commune, qui reviennent tomber contre la muraille dudit Baril. » Cet acte est sans date, mais doit se rapporter à Jean Baril, échevin, en 1568 et 1569. Devis des réparations à faire à l'une des maisons de la ville « syze et située au Bouffay de Nantes, jouaint comme d'un couté la petite écurye, où à présent est demourant, monsieur le prévost de Nantes, et d'autre couté la maison de monsieur du Plesis Tyzon. » La maçonnerie, 2,000<sup>l</sup>; la charpente, 1,200; la couverture, 600<sup>l</sup>; vers 1572. Procès-verbal de visite de cette même maison, le 25 janvier 1575.

DD. 8. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup> parchemin; 1 cahier de 14, 1 de 10, 1 de 6 f<sup>os</sup>, et 7 pièces papier; 1 sceau.

**1578-1586.** — Acte de l'acquisition faite par la ville d'une maison et corps de garde, situés près de la

porte de Sauvetout, appartenant aux héritiers d'Olivier Houssaye, pour la somme de 160<sup>l</sup>, et l'acquit des rentes dues sur cette propriété, 27 juin 1583. Prise de possession de cette maison et corps de garde, par la ville, le 23 mars 1586. Procès-verbaux de visite de cette maison; ajournement d'Olivier Houssaye en paiement des rentes dues sur cette propriété; ajournement par celui-ci des maire, échevins et habitants qui répondent: « qu'il est à tous commun et notoire, ceste ville estre de grant importance, non-seulement pour la Bretagne, ains pour toute la couronne et monarchie françoise, ayant esté fort affectée du temps des troubles et encores est à present par ceulx de la prétendue religion qui ont ravagé la plus part des bonnès villes de ce Royaulme; pour laquelle conserver en l'obéissance des Roys, les habitants ont fait bonnes et vigilantes gardes de jour et de nuit durant les troubles, et encores font sans intermission pour la tution d'icelle et protexion des personnes et biens des habitans. Et pour ce faire et s'assembler, lesdits habitans se sont aidez des lieux plus propres et commodés qui leur a esté possible, fussent publics ou particuliers. Et encores que ladite maison de laquelle est question seroit particulière audit Houssaye, il n'en devroit faire aulcune plainte ni quérimonie... » Ajournements d'Olivier Houssaye et des habitants devant la cour de la Prévôté de Nantes, pour payement des rentes dues sur cette maison.

DD. 9. (Liasse.) — 3 cahiers, 1 de 6, 2 de 4 f<sup>os</sup> parchemin; 3 sceaux.

**1585-1586.** — Acte d'acquisition pour la somme de 300 écus, d'une maison appartenant à Mathurine Poulain, veuve Gilbert Dureau, « sise et située en ceste ville de Nantes, en la rue du Port-Briend-Maillard, près et joignant la porte dudit Port-Briend-Maillard, ou en partie se tient à présent le corps de garde, » 25 juillet 1585. Quittance de la somme payée par la ville, 23 septembre. Prise de possession, 10 mars 1586.

DD. 10. (Liasse.) — 2 cahiers de 18 f<sup>os</sup> et 2 pièces parchemin; 1 cahier de 6 f<sup>os</sup> et 21 pièces papier.

**1507-1633.** — Acte d'acquisition faite par la ville à noble homme Laurent de Marchy et demoiselle Catherine Macé, sa femme, sieur et dame de la Vrillière, moyennant la somme de 1900<sup>l</sup> tournois du « lieu, maison, manoir et tenement de l'Asnerye, comme il se contient, contenant en terre labourable, jardrin o

ses hayes, arbres et fructiers et affineries, dix bouxelles de terre ou environ, » 2 août 1752. Certificats de bannies, de prise de possession ; engagement avec la communauté de « Jullien Pêché, M<sup>e</sup> barbier et chirurgien, de traicter, pincer, et medicamenter, sa vye durant, de son estat de chirurgien, tous et chacuns, les mallades qui sont à présent et seront en l'advenir en cette ville et forsbourgs, de la peste et contagion, lorsque l'occasion se présantera, » en raison de quoi et pour reconnaître que le sieur Pêché a parfaitement accompli son devoir depuis trois ans, la ville lui abandonne la jouissance, sa vie durant, du manoir de l'Asnerie et de toutes ses dépendances... 16 août 1572. Contrats d'acquisitions, baux à fermes, arrentements, déclarations concernant le manoir de l'Asnerie et ses dépendances (1).

DD. 11. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 cahier de 10 f<sup>o</sup>s et 12 pièces papier.

**1576-1657.** — Dons de loges et emplacements faits par les gouverneurs et capitaines de Nantes. Ordonnance des maire et échevins portant qu'il sera informé sur les réparations faites par le sieur Porchet, à la loge mentionnée dans sa requête, 28 mai 1576. Enquête faite « d'auctorité du bureau de MM. les maire et échevins de Nantes, au sujet de la reconstruction, par Pierre Porchet, d'une petite loge à lui concédée jadis par M. de Sanzay, située sur le pont de Saint-Nicolas, près la herse, vers le Port-au-Vin. A la suite, le procureur-syndic, émet l'avis que Porchet soit récompensé pour cette loge, qui sert de corps de garde à la porte Saint-Nicolas. Requête du même, tendant, suivant l'enquête précédente, à être remboursé de ses frais, 5 juin, 2 et 13 juillet 1576. Cessions à vie et dons de loges, situées à la porte de Saint-Nicolas, faits par MM. du Cambout et de Gassion à divers particuliers, juillet 1581, 1584, 1591, 1598. Requête de Nicolas Gouellot, pour obtenir des maire et échevins la confirmation de la vente à lui faite par le sieur Desforges-Rambault, d'un emplacement situé à la porte Saint-Nicolas, et dont le maréchal de la Meilleraye a fait don à ce dernier, le 15 octobre 1643, avec permission de le vendre, arrenter, ou d'y faire bâtir. Cet acte porte en annotation : « les lettres dudit sieur de la Meilleraye, étant en parchemin, ont été otées le . . . messidor an II<sup>e</sup> de la Répu-

(1) Le manoir de l'Asnerie et les terrains adjacents mentionnés dans ce dossier furent occupés par les bâtiments de l'hospice dit du Sanitat, transféré depuis à l'établissement de Saint-Jacques de Pirmil, ancien prieuré, acheté dans ce but en 1831.

blique, pour faire des gargousses, à cause de la guerre, de même que le contrat de cession que Pierre Rambault, sieur Des Forges, donataire, en a fait à Nicolas Gouellot, cy dessus référé. » Lettres de « Charles de la Porte, seigneur de la Melleraye, baron de Partenay, Saint-Maixent, Sillé le Guillaume, chevalier des ordres du Roy, conseiller en ses conseils, lieutenant général pour S. M. en ses pais et duché de Bretagne gouverneur des villes et citadelles de Nantes et Blavet, maréchal de France..... », par lesquelles il donne au sieur de la Gilberdière, enseigne du château de Nantes, un emplacement vague près la porte de Sauvetout, 16 juillet 1647. Enregistrement par la communauté du don fait par le maréchal de la Meilleraye, à Leger Paris, cocher de la duchesse de la Meilleraye, d'un emplacement situé le long de la Contrescarpe de la douve de Saint-Pierre, à la charge de payer 10<sup>l</sup> de rente à la ville, 29 mars 1657.

DD. 12. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>o</sup>s, et 10 pièces papier.

**1620-1778.** — Loges et boutiques de la ville. Adjudications et réparations de loges de la ville situées place du Bouffay, près Saint-Clément, et sur les Ponts, 1620, 1634. Procès-verbaux de l'état des logis affermes par la ville et des réparations nécessaires à leur entretien, 1647, 1676. D'après ceux de cette dernière année, la ville possédait treize logis sur les Ponts. Adjudication des ouvrages à faire aux cinq boutiques adossées à l'échelle du palais (le palais du Présidial au Bouffay), 1745. Requête des locataires de deux magasins, situés place du Bouffay, et appartenant à la ville, demandant diverses réparations, et devis de l'architecte-voyer, évaluant les dépenses à 46<sup>l</sup>, pour le charpentier, 70<sup>l</sup> pour le maçon, 34<sup>l</sup> pour le couvreur, 1778.

DD. 13. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 cahier 8 f<sup>o</sup>s, et 19 pièces papier.

**1614-1726.** — Contrat de la vente faite à la ville par Guillaume Belon, receveur des fouages, moyennant 250<sup>l</sup> tournois, d'un canton de terre sis hors la clôture de son jardin, sur la Motte Saint-Pierre, « pour l'accroissement et augmentation de ladite Motte Saint-Pierre, et décoration et embellissement de l'issue et advenue de la dicte porte de Saint-Pierre, » 16 décembre 1614. — Réparations faites à une maison joignant l'Hôtel-de-Ville, et appartenant à la communauté. Observations du maire à ce sujet ; correspondance entre lui et l'intendant de Bretagne.

Vente à la ville par M<sup>me</sup> Du Barry.

DD. 14. (Liasse.) — 3 cahiers de 14 et 4 f<sup>os</sup>. 9 pièces parchemin ; 5 cahiers de 12 et 6 f<sup>os</sup>, 114 pièces papier ; 8 cachets.

**1738-1791.** — Brevet par lequel « le Roy mettant en considération les importants services que le feu s<sup>r</sup> maréchal, duc d'Estrées, lui a rendus, et au feu Roy, son bisayeul, pendant nombre d'années, voulant donner des marques du souvenir que S. M. conserve à la dame maréchale, duchesse d'Estrées, sa veuve, Elle lui a accordé et accorde la jouissance, sa vie durant, des domaines, maisons, boutiques, barraques, celliers, appentifs, jardins, et terres vagues dépendans du gouvernement de Nantes, dont jouissait ledit feu sieur maréchal, duc d'Estrées, en qualité de gouverneur, » 11 janvier 1738. Semblables brevets, pour la duchesse de Lauragais, du 8 février 1748, pour la comtesse du Barry, du 23 décembre 1769. Fermes faites par M<sup>me</sup> du Barry. Autre brevet en date du 8 février 1749, en vertu duquel le Roi veut et entend « qu'ave-nant le décès de ladite dame duchesse de Lauragais, celui ou ceux en faveur de qui Sa Majesté jugera à propos de disposer desdits domaines, boutiques et places de la ville de Nantes, ne puissent entrer en jouissance, ni en prendre possession qu'après avoir payé réellement et actuellement en deniers comptants la somme de 30,000<sup>l</sup> aux héritiers de ladite duchesse ; signé Louis ; et au dos : Mailly, duchesse de Lauragais ; Louis de Brancas, duc de Lauragais. » Lettre de M. Dupleix, intendant de Bretagne aux maire et échevins, relative à l'acquisition à faire par la ville de Nantes, des biens dont la jouissance a été accordée à M<sup>me</sup> du Barry, qui consent à réduire le prix à 250,000<sup>l</sup>, qui est bien au-dessous de ce qu'ils produisent, ils rapportent près de 15,000<sup>l</sup> de revenu. La communauté a été autorisée par arrêt du Conseil du 11 janvier 1772, à emprunter jusqu'à la concurrence de la somme de 300,000<sup>l</sup>, y compris 120,000<sup>l</sup> qu'il lui avait déjà été permis d'emprunter, par autre arrêt du Conseil de décembre 1767 ; mais cette somme de 300,000<sup>l</sup> devait être employée, suivant l'arrêt de 1772, au rétablissement des banlieues de Rennes, Paris, Clisson et Mache-coul, à la reconstruction du Pont-Rousseau, à la réparation de celui de la Belle-Croix et des quais et calles, » Paris, 10 mai 1773. Procès-verbal pour parvenir à l'acquisition des maisons et baraques dont le Roi a concédé la jouissance à M<sup>me</sup> la comtesse du Barry..... « Finalement que suivant les estimations cy dessus,

tous les domaines compris au présent, couteroient à la communauté de ville, si elle se portoit à en faire l'acquisition, la somme de 336,453<sup>l</sup>, et qu'elle pourrait retirer dans la suite la somme de 108,015<sup>l</sup> pour la partie des mêmes domaines restans à vendre après la formation des rues et places. » Correspondance entre l'intendant et les maire et échevins au sujet de cette vente, 1776-1778. Lettres patentes qui autorisent les officiers municipaux de Nantes, à acquérir l'usufruit des boutiques et rentes, dont la dame comtesse du Barry, jouit actuellement dans leur ville, 31 mars 1780, « moyennant le prix convenu entre eux de 150,000<sup>l</sup>, et à emprunter au denier vingt, sans retenue, ou à autre condition plus avantageuse à la communauté, la somme de 160,000<sup>l</sup>, nécessaire tant pour le paiement dudit usufruit, que pour acquitter les frais que pourra occasionner ladite concession, à la charge que le remboursement dudit emprunt sera effectué dans le courant de six années. » Contrat de vente, « de l'usufruit et jouissance des domaines, mai-sons, boutiques, baraques, celliers, appentis, jardins et terres vagues, étans dans la ville de Nantes, et des rentes provenant d'accensemens de partie des mêmes domaines, dont madite dame comtesse du Barry a joui jusqu'à présent », consenti par la comtesse du Barry, au profit de la ville de Nantes, moyennant la somme de 200,000<sup>l</sup> de prix principal, 2 juillet 1783. Lettres, patentes, arrêts du Conseil, extraits des registres des délibérations de la ville, consultations et avis d'avo-cats, correspondance, lettres de la comtesse du Barry, datées de Louveciennes, dont une du 23 juin 1783, entièrement écrite de sa main. État des loyers des mai-sons acquises de madame du Barry, 19,415<sup>l</sup> de produit net annuel. Une lettre, ou note signée de M. Mouton, trésorier adjoint de la ville, en date, à Nantes, du 15, décembre 1791, contient les renseignements suivans : « Il a été payé tant à madame du Barry qu'à ses ces-sionnaires, jusqu'au 31 décembre 1790, en six termes de 15,000<sup>l</sup> chacun, seulement 90,000<sup>l</sup>. Reste à acquitter en principal 110,000<sup>l</sup>, dont les intérêts du 31 décembre 1790, au 31 décembre 1791, montent à 5,500<sup>l</sup> ; pour le principal dû à la même époque pour le septième terme 15,000<sup>l</sup>, soit un total de 20,500<sup>l</sup>. La ville ne sauroit se dispenser de remplir cette obliga-tion, qui est d'autant plus sacrée qu'elle a revendu pour plus de 300,000<sup>l</sup> des terrains cédés par M<sup>me</sup> du Barry, et notamment cette année pour plus de 130,000 livres. » Procès-verbal de mesurage et débor-



nement des possessions de la dame comtesse du Barry, données à la ville et communauté de Nantes par S. M. 8—13 mars 1781 ; « Récapitulation faite de la quantité de pieds que contiennent les dites possessions, elle s'est trouvée monter, sauf erreur, à 40,565 pieds. »

**Hôtel-de-Ville.**

DD. 15. (Liasse.) — 3 cahiers de 10, 8, 4 f<sup>os</sup>, et 4 pièces parchemin ; 4 cahiers de 20, 12, 6 f<sup>os</sup>, et 8 pièces papier ; 3 sceaux (dont celui de Françoise de Dinan, assez beau).

**1494-1579.** — Contrat d'acquêt fait par M<sup>rs</sup> Mathurin Boczart et Jacques Godet comme procureurs de haute et puissante dame Françoise de Dinan, comtesse de Laval, dame de Vitré, de Châteaubriend, de Montfort et de Bécherel, avec M<sup>r</sup> Guillaume Gouayre, s<sup>r</sup> de la Peppinière, procureur de haute et puissante dame Hélène de Laval, dame de Derval, de Combour, de Châteaugiron et de Rougé, par lequel le second vend aux premiers, « la terre et seigneurie de Grilleau et des Dervallières, compris la maison et emplatz d'icelle estante en la ville de Nantes, » pour la somme de 1000<sup>l</sup>, en date du 5 février 1493 (1494 N. S.). Acte par lequel François de Laval et Françoise dame de Rieux, consentent à ce que la comtesse de Laval, s'approprie les terres et seigneurie de Grilleau et des Dervallières, avec renonciation au retrait qu'ils en peuvent faire, 16 septembre 1494. Donation faite par Françoise de Dinan, comtesse de Laval, à Jean-François de Cardonne, d'une « maison appelée la maison de Derval, avecques ses jardins, cloustures, cours, ayral et aultres appartenances queulx-conques ; item, la terre et seigneurie de Grilleau et des Dervallières, o ses appartenances..., » Nantes le derroin jour de may 1494. Certificat de bannies pour « l'appropriement de cette terre, » 7 janvier 1494, (1495 N. S.). Procuration, donnée à Jacques d'Arande, échevin et Mathieu Michel, procureur-syndic de se rendre au Plessis de Ver, pour proposer un échange ou l'acquisition de « la maison de Bizart, pour leur servir de maison commune », 17 mai 1570 ; donnée au s<sup>r</sup> Pierre Potier, échevin et au même procureur-syndic, d'offrir à D<sup>lle</sup> Claude Tissart, en échange de sa maison « trois maisons appartenant à ladite ville et y situées la première près le carefour vis à vis du puyz des Changes, appelée la maison commune, la seconde près le grand et place du Bouffay, joignant la maison de la grand escurye, et l'autre avec son jardrin près l'emplacement, et chapelle Sainte Catherine, » 19 août 1570.

Vente de la maison de Bizart au S<sup>r</sup> et D<sup>e</sup> de Champeaux, 15 aout 1574. Stipulation par laquelle Georges Morin, sieur du Chapeau, qui a acheté la veille la terre des Dervallières fait remise des « vantes et loddes qui seroient et pourroient estre deues à ladite seigneurie des Dervallières, par raison du contract et vante que lesdits sieur et dame avoient et ont délibéré faire à Messieurs les maire et eschevyns de la ville de Nantes, représtantans le corps et communauté d'icelle, d'une grande maison et corps de logeix, o ses escuries, jardin au derrière et cour au devant, vulgairement appelée la maison de Bizart, » 25 mars 1578. Cette maison avait été retirée aux s<sup>r</sup> et dame de Champeaux. « Contract d'acquest de la maison de Bizart, à présent Hostel de Ville de Nantes, pour la somme de quatre mil quatre cens quatre vingts trois escus et tiers d'escu dor, à la charge de relever ledit logis de la seigneurie des Dervallières, et de cinq solz de rente annuelle à ladite seigneurie, du 27 mars 1578 ». A la suite, la prise de possession par les maire et échevins le 5 avril 1778 ; deux quittances de paiement l'une de 2,000 écus d'or sol, le 11 avril, l'autre de 2,656 écus trois quarts d'écu sol, cinq sous un denier tournois, le 16 janvier 1580. Copie d'un jugement du lieutenant de Nantes, par lequel Rolland Charpentier, procureur-syndic, est condamné à payer 2,000 écus au propriétaire de la maison de Bizart, 10 avril 1578. Inventaire des actes et titres, fournis par le sieur et la dame des Dervallières concernant le devoir de Derval, qui se leve au tablier de la Prévôté de Nantes, sur les marchandises montant et descendant la Loire. Acte d'appropriement du logis de Bizart par les maire et échevins, 4 et 7 juin 1578. « Procès-verbal de l'estat de la maison de Bizart, lorsqu'elle fut acquise par messieurs de la ville, 12 juillet 1579. » Transaction entre la ville de Nantes et les sieur et dame de Liré et du Plessis de Ver, par laquelle un supplément de 150 écus soleil, est accordé à ces derniers pour la vente de la maison de Bizart, 6 juin 1579. Procuration des mêmes et ratification par Claude d'Argy, femme du seigneur de Liré, de l'acte précédent, 12 juin.

DD. 16. (Liasse.) — 2 cahiers parchemin, 12 et 4 f<sup>os</sup>.

**1620-1627.** — Acquisition par la ville, au prix de 70 livres « d'ung éral et emplacement ou estoit aultresfois une maison laquelle seroict depuis peu de temps tumbée par caducité ; ledit éral enfermé de murailles, sittué en la rue de saint Leonard, » 11

juillet 1620. Acquisition semblable, au prix de 11,600 livres « d'un corps de logis, avecq la cour au devant et jardin au derrière, étable puy et cave, comme le tout se poursuit et contient, » 15 avril 1627. Ces deux propriétés étaient bornées d'un côté par le jardin de l'Hôtel de Ville.

DD. 17. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 2 de 6, 1 de 4, 58 pièces papier.

**1645-1776.** — Adjudications à Jacques Malherbe, architecte, de la construction du portail de la maison commune, à 6,200 livres. Supplément de 2,500<sup>l</sup> pour les modifications apportées au plan et à l'ornementation de ce portail. « Procès-verbal de renable des portaux de la maison de Ville, 22 juin 1648... Avons veu que par ledit Malherbe il a esté satisfait (*blanc*) des devises qui luy ont esté données pour graver aux piédestaux des quatre figures des roys Charles huitieme, Louys douze, Henry quatre et Louys treizieme, et sous les busq du roy Louys quatorziesme a présent heureusement régnant et de la reyne régente sa mère ; mesme sous les armes du duché de Bretagne et de Monseigneur le maréchal de la Meilleraye, lieutenant général pour S. M. audit duché, grand Maitre de l'Artillerie de France et gouverneur des ville, chateau et comté de Nantes. Sous le premier piedestal est escrit : CONNUBIO JUNXIT STABILI, pour faire voir que depuis son mariage avec Anne duchesse de Bretagne, la province est demeurée unie à la France. Sous le second, représentant le roys Louys XII<sup>e</sup> : PROPRIAMQUE DICAVIT, puisque de Claude sa fille, et de ladite Anne qu'il espousa en secondes nopces, mariée au roy François premier, duquel Henry second et les autres Roys de la maison de Valois sont venus, et sous le règne duquel l'union du duché ayant esté faite, il est vray de dire qu'elle est demeurée propre à la France. Sous la troisième représentant le roy Henry le Grand : QUOD RAPITUR ERIPIT SCEPTUM, qu'il a par sa valleur conservé la province que l'on luy vouloit ravir par la force. Sous la quatrième représentant Louis XIII : EXORNAT ET AUGET, pour monstrier que l'estat est affermi dans la maison royale de Bourbon et beaucoup augmenté par les victoires de ce prince. Et sous le busq du roy Louis XIII, présent régnant : MISSUS IN IMPERIUM MAGNUM, pour aprendre que si les accroissements de la France ont esté grands sous le regne du père, qu'on ne doit moins espérer de sa grandeur et estendue sous celui du fils surnommé Dieudonné.

Et sous celui de la Reyne Régente : NON ALTERA DEFICIT ANNA, par allusion à Anne duchesse de Bretagne de laquelle les enfants masles ne succedèrent ny ne survécurent le père ; mais estant gouvernante de Bretagne on fait voir qu'elle n'a moins d'affection pour la province. Et sous l'escu de Bretagne : ANTE PUDOR QUAM TE VIOLEM, pour exprimer que les Bretons periroient plustost que de commettre une lacheté. Et sous les armes de mondit seigneur le maréchal : MONSTRANT INSIGNIA FATUM, pour monstrier qu'il estoit destiné pour le bien de cette ville et de la province, estans l'une et l'autre sy favorablement conservées pendant ces guerres ; et à l'occasion de ces armes qui sont de gueulles au croissant chargé d'hermines, qui sont le chef des armes de Nantes. Baux de réparations à la maison de ville. Approbations par l'intendant de diverses réparations ; ouvrages de menuiserie, vitrerie, peintures exécutés « dans la galerie neuve de l'Hôtel de ville, tableaux des anciens maires nettoyyés, raccommodé plusieurs cadres rompus, » dépôt des pompes à incendies, balustrades, carrelages, travaux divers ; nouvelle chapelle transférée dans la grande salle de l'Hôtel de ville ; « pour le tableau de cet autel représentant un Christ sur la croix, peint sur toile de 5 pieds 2 pouces de hauteur, sur 2 pieds 9 pouces de largeur, 100<sup>l</sup>, » mai 1763.

DD. 18. (Liasse.) — 1 cahier de 12, 1 de 6, 3 de 4 f<sup>os</sup>, 23 pièces papier.

**1657-1778.** — Inventaires « des meubles appartenans à la ville et communauté de Nantes... ; huit pièces de tapisserie d'Auvergne à personnages, armoyées des armes de la ville ; deux vieilles cherres de mocade rompues et uzées... » Réclamations et demandes adressées à Messieurs les maire et échevins par les tapisseries chargés des réparations et de l'entretien des meubles. Inventaire des meubles, linges, batterie de cuisine et autres ustenciles fournis par la communauté de Nantes, pour le service de M<sup>re</sup> l'intendant à Ancenis, sans date, mais vers 1720 ; « 29 douzaines et deux serviettes ouvrées ; 21 nappes ouvrées ; 22 petits draps de lit ; 33 nappes de cuisine, neuves ; 230 torchons ; 129 tabliers de cuisine ; 6 rideaux de toile de coton blanc avec leur garniture ; 13 marmites de cuivre rouge avec leur couvercle ; 19 casseroles de cuivre rouge à queue ; 3 dessus de tourtière, cuivre rouge ; 8 cuilliers de pot ; 6 escumoirs ; 12 grandes casseroles cuivre rouge ; une chaponnière, dito ; 3

chaudrons cuivre rouge ; deux plats fonds, dito ; deux passe purées, cuivre jaune ; deux petites poelettes cuivre rouge ; deux poissonniers, dito ; deux fontaines avec leurs cuvettes, dito ; 5 poeles à frire ; une à marrons ; 4 machines de cuivre rouge profondes et rondes à faire des ragouts ; 20 flambeaux de cuivre jaune.... État des effets existans dont le concierge est chargé par inventaire du 2 janvier 1766, un dais de velours cramoiisy, brodé en or... »

DD. 19. (Liasse.) — 32 pièces papier.

**1548-1771.** — Tapisseries de la ville. Commission donnée par le receveur général des finances à Silvestre Perrier, pour procéder à la vente des biens meubles de Jean de Laval, baron de Châteaubrient, 1548. Achat par la ville, à cette vente, de 88 aunes et demi et demi quart de tapisseries, à raison de 16<sup>s</sup> l'aune pour la somme de 70<sup>l</sup> 18<sup>s</sup> tournois. Extraits des registres des délibérations, achats de tapisseries ; en mai 1619, la Chambre des Comptes refuse d'approuver l'acquisition d'une garniture de lit de 475<sup>l</sup>, destinée au lit des gouverneurs « lors qu'ils sont en ceste ville » ; pour le paiement « d'un ciel de veloux violet cramoiisy, garny de sa frange de soie et fil d'argent, courtines et allerons, fait faire par ladite ville lors que nosseigneurs les gouverneurs arriveront en icelle, » 1620. Correspondance entre le maire et l'intendant ; mémoires de meubles et objets fournis, aubes, toiles et autres ornements pour la chapelle. A l'assemblée du 12 janvier 1746, le procureur-syndic, représente « que la torche de la ville, qui se porte à la procession de la feste Dieu depuis 1613, qu'elle a été faite, est trop urgente de réparations pour qu'on puisse continuer de la porter, sans y faire des réparations ou faire faire une nouvelle torche. Le navire qui la compose par le haut a besoin de mature et d'estre regrée tout à neuf, quatre des corniches sont déplacées et rompues, les pommettes d'ornement qui étoient dessus sont cassées et vermoulues, les figures qui sont entre les collonnes dans les quatre coins sont rompues, les chestes de fleurs sur les quatre faces sont cassées, les crampons de fer pour passer les bois qui portent la torche ne tiennent plus, les peintures sont gâtées, ainsi que les hermines et fleurs de lys. Il s'est informé ce que pourraient coûter les reparations, pour remettre ladite torche en état, et on lui a répondu qu'on ne pourroit pas la rétablir comme il faut à moins de 600 livres. Et ayant demandé à des ouvriers connoisseurs, si pour cette même

somme on pourroit en faire faire une neuve, ils lui ont répondu qu'une pareille torche coûteroit aujourd'huy 3,000 livres. » Le Bureau écrit à l'intendant, qui retourne la délibération en approuvant la somme de 600<sup>l</sup> pour les réparations.

#### Horloge du Bouffay.

DD. 20. (Liasse.) — 3½ pièces parchemin ; 33 pièces papier ; 1 sceau.

**1449-1786.** — Nomination, par François de Bretagne, seigneur d'Avaugour et de Clisson, maréchal de Bretagne et capitaine de Nantes, de « Hansse Dezinge, orlogier et gouverneur de l'orloge du Bouffay de ladite ville de Nantes, au lieu de Jehan Petit qui puis nagueres est décédé, aux gaiges, droits, honneurs, prouffilz, émolumens, franchises et libertés audit office acoustumé, » 27 octobre 1484. Nomination par les maire et échevins, en remplacement de Gilles Desbouillons démissionnaire, de Guillaume Boucquin, horloger, en qualité d'horloger de la ville, aux gages de 45<sup>l</sup> par an, 7 juillet 1588 ; de Maître Pierre Thomas, aux gages de 80<sup>l</sup>, 16 juin 1644 ; lettres de l'intendant approuvant la somme de 90<sup>l</sup> pour l'horloger Bodin 1725 ; commission d'Antoine Galonnier maître horloger du 18 avril 1742. Délibération du 12 aout 1786, portant mandement de payer 100<sup>l</sup> par demi année au s<sup>r</sup> Urvoi, pour ses appointements comme directeur de l'horloge. « Je Jamet des Rues, gouverneur de l'horloge de ceste ville de Nantes, confesse avoir reçu la somme de seix livres monnoie pour mes gaiges que j'ay pour servir ladite horloge, de deux quartiers escheuz, tesmoing mon signe manuel cy mis, » le 19 mai 1449. Mêmes quittances de Jean Lezin de 1500 à 1506, de Jean Blanchard, 1549-1561.

DD. 21. (Liasse.) — 1 cahier de 6, 1 de 4 f<sup>o</sup>s 23 pièces papier.

**1560-1774.** — Procès-verbaux de visites et de réparations faites à l'horloge du Bouffay. Marché pour la refonte de la cloche et des appeaux, signé par le maire les échevins et René Landouillet (1). « L'horloge de cette ville — écrit le 4 janvier 1724 M. Mellier, maire de Nantes, à l'intendant, — est tombée en un tel désordre par sa caducité, qu'il n'est presque pas possible d'en faire usage, quelque attention qu'on ait pour l'entretenir. Il y a plus de 90 ans qu'elle a été

(1) Voir sur le même sujet, BB. 61.

faite. La cloche principale et celles qui sonnent la diminution des heures sont très bonnes, ainsi que la tour qui les renferme. Il n'y a aucun remède qu'à refaire au total le mouvement et à y ajouter trois ou quatre roues. Nous n'avons ici aucun ouvrier qui soit au fait de semblable fabrication. Il y en a de très habiles à Angers. » L'intendant autorise une délibération ayant pour but de faire venir le sieur Bodin d'Angers; et dans une lettre du 6 mars approuve le devis de 1,220<sup>l</sup> demandé par cet ouvrier. Mémoire détaillé par le sieur Testard, horloger de la ville, contenant le détail des réparations à exécuter à l'horloge du Bouffay, qu'il « ne peut entreprendre à moins d'une somme de 3,622<sup>l</sup>, » 15 juin 1774.

DD. 22. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup> et 31 pièces papier.

1661-1763. — Bail de l'adjudication de la maçonnerie pour la surélévation de la tour du Bouffay, adjugée à Mathurin Bussonnière, à raison de 17<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> la toise, 2 juin 1661; « de la cherpante, desmolitions, dessante et monture de cloche, adjugée à Landrieu, comme moins disant, à la somme de 1,420<sup>l</sup>, 2 juin 1661. Devis de ces divers travaux. Adjudication d'une balustrade au prix de 4<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> la livre. Nouvelle adjudication de la charpente, de la plomberie; procès-verbaux de visites, de réparations, lettres de l'intendant portant approbation de ces dépenses.

DD. 23. (Liasse.) — 1 cahier de 10, 2 de 8, 3 de 6, 1 de 4 f<sup>os</sup> et 42 pièces papier.

1579-1786. — Collège Saint-Jean. Signification faite, à la requête de Guillaume Le Chat, au procureur-syndic de la Communauté, de l'arrêt de la Prévôté de Nantes, qui défend à la Communauté de continuer la construction d'une muraille bâtie près le collège, 1580. « Devis de la réparation tant de maçonnerie que de cherpente qui est nécessaire et requisse estre faite au logis où par ci-devant l'on souloit tenir le colliaige Saint-Jan, sis et situé près les Carmes de Nantes. » — Collège Saint-Clément. Mémoire de la maçonnerie qu'il convient et est nécessaire faire à une des salles du collège, joignant la chapelle, 1579. Enquête au sujet d'immondices qui tombaient des maisons voisines dans les jardins du collège. Accord entre le maire et un propriétaire limitrophe, au sujet d'un touc. Devis de la charpente du collège que MM. les maire et échevins font construire au faubourg Saint-Clément, 1655. — Collège de l'Oratoire. Procédure entre la ville et divers ouvriers à

l'occasion de la reconstruction à neuf du collège de Saint-Clément, 1655. Réparations à la maison où les RR. PP. de l'Oratoire tiennent leur collège, 1674; « l'entrepreneur fera faire une renommée de la hauteur de six pieds, laquelle il fera couvrir de cuivre bien clousté, à la main de laquelle il y aura une barre de fer au bout de laquelle sera mis une girouette, ainsi qu'il y avoit à la précédente, laquelle sera dorée, et en la main d'icelle une trompette; et fera poser le tout sur le bout du clocher dudit colleige, à ses frais, 1688. » Réparations au dôme de la chapelle. Adjudication de la reconstruction de la porte neuve de la grande cour du collège, 1733. Procès-verbal des avaries causées par la tempête du 14 au 15 mars 1751. Le sieur Portail, architecte expert-voyer, en compagnie de l'un des échevins et du greffier de la ville, s'est transporté « au collège pour y voir et visiter les dommages que la tempête arrivée la nuit du 14 au 15 de ce mois y a causés, a fait remarquer que toute la croupe de la couverture du collège est découverte depuis l'égout jusqu'au faitage. » Continuant leur visite, ils ont vu qu'une partie du manège situé sur la motte Saint-André était découverte; « partie de la couverture de la tour Chauvin emportée, le surplus tout à fait endommagé; la couverture de la tour qui est entre la porte Saint Pierre et le château en très mauvais état menace ruine; à la porte du quai de la Poterne, la couverture de cette porte et une partie de la cohue au blé a été endommagée et forcée par la violence du vent; la halle au poisson découverte en beaucoup d'endroits; à la maison du moulin Grogart, une partie des ardoises enlevées; la tour des Espagnols très endommagée; la couverture de la Bourse s'est trouvée en bon état; mais les deux tours de la porte Saint-Nicolas sont très endommagées, ainsi que la charpente; la couverture d'une des tours de la porte de Sauvetout est en ruine. Après quoy, le sieur Portail a déclaré qu'autant qu'il est possible d'arbitrer les dommages, il estime que le rétablissement du tout en général pourra couter environ 3,400 livres, non compris les charpentes qu'il faudra refaire. » Délibération du 28 octobre 1752, pour faire tracer les figures de physique, et exécuter diverses réparations. Construction du perron de l'église de l'Oratoire, sans date, mais postérieurement à 1765.

DD. 24. (Liasse.) — 18 pièces papier.

1770-1771. — Projet de construction d'une salle

de spectacle, présenté aux maire et échevins, par l'acteur Gourville... « Si je ne connoissois pas toute votre prudence, Messieurs, je me garderois bien de vous exprimer les craintes qui me déterminent à solliciter aujourd'hui votre agrément pour la construction d'un bâtiment aussi agréable qu'il est utile et nécessaire, puisque les spectateurs sont continuellement en danger les jours de grandes représentations dans la salle actuelle, tant par l'exposition de la sortie, que par un incendie subit, ou par la vétusté des loges et du bâtiment. Je n'épargne cependant rien, Messieurs, ainsi que mes associés actuels, pour prévenir autant qu'il est possible tous les accidents ; et, j'espère, par mon assiduité à y veiller, qu'il n'en arrivera aucun jusqu'à la construction d'une salle nouvelle que je m'oblige de faire bâtir dans deux ans, si j'obtiens de vous, Messieurs, la permission que je demande, et que vous pouvez m'accorder, puisqu'un arrêt du Conseil du Roy vous autorise, pour cette construction, de prendre l'emplacement, désigné dans les embellissements de la ville, scitué près la rue Sainte-Catherine, emplacement d'autant plus commode par sa situation qu'il se trouve au centre de la ville, entouré de places et de rues qui donnent une issue sûre, pour sortir du spectacle sans courir aucun événement... » Procès-verbal de visite des bâtiments établis sur le terrain destiné à une salle de spectacle. Suppliques aux maire et échevins ; extraits des délibérations de l'assemblée générale des actionnaires de l'entreprise du spectacle de Nantes ; parmi eux se trouvent Graslin, Darrèche aîné, Drouet, Bureau de la Batardière, Huguet, Carié frères, Prébois ; lettres de M. Francheteau. — Ce projet n'eut pas de suites.

DD. 25. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 cahier, 22 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 2 de 4, 39 pièces papier ; 6 brochures ; 2 cachets.

1783-1792. — Construction de la salle Graslin. Lettre du 14 juin 1783. « ... Cette lettre servira d'engagement de ma part, de donner gratuitement à la ville tout le terrain dont elle aura besoin sur ma place ; ce que je fais avec d'autant plus de satisfaction que je suis bien persuadé que c'est le plus beau local qu'il soit possible de trouver pour un pareil monument. » Lettres patentes, signées : Louis, données à Versailles le 31 mars 1784, par lesquelles le roi, confirmant et approuvant la délibération du 2 août 1783, permet « à la communauté de recevoir le don que le sieur Gras-

lin et la dame veuve Guimont lui ont fait de 22,000 pieds carrés de terrains, situés dans ladite ville, autorisant lesdits officiers municipaux à faire construire une salle de spectacle sur lesdits terrains et dans l'emplacement tracé sur le plan qui en a été fait par le sieur Crucy, le 11 juillet 1783... » Parmi les conditions se trouve l'engagement pris par la ville de céder « au sieur Graslin et dame Guimont, à perpétuité pour eux et leurs ayant cause, une loge particulière de quatre places, dans la nouvelle salle, avec faculté d'en disposer en faveur de qui bon leur semblera... » Extraits de délibérations, approbations de dépenses, correspondance, pétitions. Note extraite des Archives de la comédie française sur le prix des diverses décorations. Traité fait entre la communauté et le sieur Bougon pour la peinture des décorations de la nouvelle salle, 10 mars 1787. Emprunts à constitution de rentes pour la construction. Compte non signé du doit et avoir des années 1784 à 1788 ; dépenses 265,133<sup>l</sup>, 19<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>, avoir 252,927<sup>l</sup> 2<sup>s</sup>. Mémoires de divers ouvrages ; états de paiements. Cette salle fut détruite par l'incendie du 24 août 1796.

DD. 26. (Liasse.) — 3 pièces papier.

1763-1785. — « Visite du Théâtre de la Comédie. Les premières et secondes loges en bon état, à l'exception de la loge de la Reine, qu'il conviendra d'en rendre les serrures plus sûres. Le Théâtre en bon état, » 12 janvier 1763. Procès-verbal de visite des réparations à faire à la salle des spectacles, 18 avril 1781. Requête à la communauté, présentée par le sieur Jacques Beconnais, négociant, qui expose que « le 4 septembre 1784, il eut l'honneur de se présenter devant Messieurs, et de vous prier de vouloir bien prendre cette salle sous vos auspices, ce que vous daignâtes accepter avec bonté, en vous transportant le même jour à ladite salle, où vous désignâtes la loge du Roy et celle de la ville. L'ouverture de cette salle s'est faite, avec la permission de Messieurs, dans le même mois de septembre, par la troupe de Paul Colman. » Il demande de « constater que la salle du Chapeau-Rouge, à l'usage des petits spectacles des Boulevards, n'a point été bâtie contre l'agrément du Bureau. »

#### Hôpitaux.

DD. 27. (Liasse.) — 1 cahier de 46, 1 de 16, 1 de 13, 1 de 6 f<sup>os</sup>, 29 pièces papier.

1501-1578. — Hôpital et Aumônerie près la ri-

vière d'Erdre. Ferme d'une maison sise rue Sainte-Catherine, pour vingt livres par an, « pour loger les pauvres qui avoient acoustumé de loger à l'hospital près les Jacopins, » 15 février 1500 (1501 n. s.), et ordre au miseur de louer cette maison. Ordre de payer 20<sup>l</sup> pour le louage de cette maison, « pour retirer les malades en attendant que l'hospital qui se fait de neuf, se paracheve ». Quittances de loyer. Diverses quittances de sommes payées pour les travaux « de certain edifice pour l'hospital, ou lieu de celui qui a esté baillé par la Roïne et duchesse, aux Frères prescheurs de ceste ville »; charpenterie, terrassements, maçonnerie; procès-verbaux de visites, devis, construction de la chapelle. Compte de Guillaume Pasticier, commis « quant affin de faire édifier une maison et hospital, pour loger les pauvres en ceste ville près la rivière d'Erdre. Quel edifice fut commencz par ledit Guillaume Pasticier le premier jour de juing l'an 1503, et compté jusques au derroin jour de decembre 1511. » Les neuf premiers feuillets contiennent la recette, composée presque exclusivement de dons : « de la trompette, du chasteau de don, 12<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; de quelque homme de bien, troys ducats ligers, une ride, ung franc à pié, vallant le tout 8<sup>l</sup> 19<sup>s</sup>; de Thomas Quatrans, 4<sup>s</sup>; de Mery Tempéran, deux escuz couronne, 70<sup>s</sup>; d'un jeune homme, 20 deniers; des exécuteurs du testament de feu Pierre Hus, cent livres. » La recette se monte à 3,748<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, et la dépense à 4,247<sup>l</sup> 19<sup>s</sup>. Mises faites par Mathurin Ballue, pour le même motif, 1516-1517. « C'est la mise de l'eupvre de l'ostel dieu de ceste ville de Nantes faite par Mathurin Ballue, receveur et miseur des deniers ordonnez et donnez pour la reparacion dudit eupvre dempuix le deceix de G. Pasticier, précédent miseur, 1514, 1515, 1516 » (1). Compte rendu par Jean Touthau, chanoine de Nantes, trésorier-général des pauvres, pour « la confection d'un heral, siis vis à vis dudit hospital, 1577-1578. » Le dernier article de la recette est ainsi conçu : « plus se chargè de la somme de 33<sup>l</sup> 3<sup>s</sup>, qu'il receut du fermier de l'hospital des pauvres mallades de la lèpre »; et à la fin de la dé-

pense : « Aultre mise pour l'hospital des mallades de la lèpre (1). »

DD 28 (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 2 de 6, 1 pièce papier.

1655. — Ventes et adjudications faites au bureau de l'Hôtel-de-Ville de Nantes : 1<sup>o</sup> du cimetière de Sainte-Catherine du vieil hôpital, « avec les logements qui sont dans ledit cimetière, ainsi que le tout se poursuit et contient, enclos et fermé de murailles, en ce non compris le cimetière des Huguenots, et un petit endroit qui sert de cimetière pour enterrer les suppliciez, » au prix de 3,500 livres, le 14 janvier, avec quittance du 11 février suivant; 2<sup>o</sup> du jardin et buanderie du vieil hôpital, moyennant 4,050 livres, le 21 janvier, quittance du 7 mars; 3<sup>o</sup> « d'ung erral et amplement dans lequel il y a quelques appentifs, vieux et ruineux, » pour la somme de 4,500 livres, le 19 mars, quittance du 8 avril, « pour estre lesdictes sommes employées au bastiment du nouvel Hospital, et outre de payer aux pauvres de l'hôpital, en faveur de ladite adjudication, 66<sup>l</sup> tournois; aux pauvres renfermés, 6 livres; aux religieuses de Sainte-Claire, aussi 6 livres; aux archers de la ville, 6 livres; et 60 sols au concierge de la maison de ville, pour la chandelle, sans diminution du prix principal. »

DD. 29. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4; 7 pièces parchemin; 1 cahier de 10 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 2 de 6, 1 de 4, 19 pièces papier; 2 cachets.

1643-1673. — Lettres patentes du roi Louis XIV, datées de Paris décembre 1643, autorisant les habitants de la ville de Nantes, à « faire bastir et construire un nouvel hospital, et maison de Dieu, en toute l'estendue de la prée de la Belle-Croix, composé de tels bastimens, cours, jardinaiges et autres commodités qu'ils jugeront à propos, suivant le plan et devis qui en sera dressé. » Requête des maire et échevins pour l'enregistrement de ces lettres; arrêt du Parlement, portant qu'avant l'enregistrement, ces lettres seront lues et publiées au prône par le recteur

(1) Ce cahier est recouvert d'une feuille de parchemin qui semble provenir d'un registre manuscrit de la fin du xv<sup>e</sup> siècle, contenant des actes relatifs à la ville de Cahors, ou à cette contrée. L'un commence ainsi : « Nos Guichardus Dulohe, dominus de Orssiaco miles, senescallus Caturcensis pro domino nostro Francorum Rege. » Dans un autre nous lisons : « Et nos Petrus Sauxii Vesiani, decretorum doctor et bacalarius in legibus locum tenens que generalis magnifici et potentis viri domini senescali Caturcensis. »

(1) La couverture de ce cahier est une bulle du pape Clément accordant « dilecto fili » Andree Mandart rectori parrochialis ecclesie Sancte Crucis Nannetensis « l'autorisation de posséder en même temps un autre bénéfice, la cure de Cornils, évêché de Rennes. Les dernières lignes de l'acte manquent, et par conséquent la date; mais nous inclinons à penser que cette pièce émane de la Chancellerie de Clément VII, pape de 1523 à 1534, bien que les registres de baptêmes de la paroisse de Sainte-Croix, ne portent aucune trace de la signature d'André Mandart.

de la paroisse, et qu'il sera dressé un procès-verbal de la grandeur de la prairie. Contrat d'acquêt par le maréchal de la Meilleraye (1), « d'ung canton de pré, situé en la prée de la Belle-Croix, autrement la petite prée de la Magdelayne, contenant trois journaux, une bouexellée et un quart de bouexellée, pour et moiennant la somme de deux mille livres tournois, » le 8 avril 1644. Don par le même, de cette propriété, « à la Communauté et aux pauvres de l'hospital de Nantes, » le 9 avril 1644. Arrêt de la Chambre des Comptes prescrivant de faire un procès-verbal de l'étendue de la prée de la Belle-Croix. Procès-verbal de ce terrain, 11 janvier 1646. Enregistrement des lettres patentes de décembre 1643, 19 janvier 1646. Adjudication de la massonne, charpente et couverture du nouvel hôpital, 17 janvier 1646. Acte du 20 mars 1646, par lequel les maire et échevins reconnaissent le duc et la duchesse de la Meilleraye, comme fondateurs de l'Hôtel-Dieu, « et que pour marque perpétuelle à la postérité de leur bienfaict, charité et munificence leurs armes soient mises et posées en relief, et sur pierre sollide au lieu et endroit le plus apparent et esminant dudit pavillon et corps de logis, et immédiatement au-dessous de celle de sa Majesté, avecq une planche ou table de marbre ou de bronze, dans laquelle sera inscrite et gravée une relation sommaire de la présente fondation dudict hospital. » Institution d'un receveur et miseur des deniers pour l'hôpital. Don de 3,000 livres « par pure libéralité et charité très grande de Nosseigneurs de la Chambre (des Comptes) pour l'avancemant et construction du bastiment de l'hospital à présent encommancé ». L'Administration décide qu'une inscription sur table de marbre rappellera cette libéralité, 1646. Marchés pour la menuiserie, le vitrage, 1633, 1634. Réparations, devis, extraits des délibérations. Lettres patentes du Roi, du 3 juin 1663, accordant aux maire et échevins de Nantes, jusqu'à l'achèvement de l'hôpital neuf, un tiers du droit de cinq sous par pippe de vin étranger, introduit à Nantes, accordé au chapitre de Saint-Pierre pour l'œuvre de la cathédrale. D'après le procès-verbal de l'état de l'hôpital, fait le 25 novembre 1662, il résulte que les maire et échevins ont employé « plus de 150,000 livres

(1) Charles de la Porte, duc de la Meilleraye, maréchal de France grand maître de l'artillerie, gouverneur des châteaux, ville et comté de Nantes. Il avait épousé Marie de Cossé, avec laquelle il donna, le 19 janvier 1646, 6.000 livres à affecter aux constructions. Par legs, il donna 20 mille livres destinées à l'achèvement du nouvel Hôtel-Dieu ; puis une somme de 2,882 livres aux pauvres.

au bastiment d'iceluy, et qu'ils ne le sauroient achever et mettre en estat de servir pour retirer les pauvres de ladite ville pour pareille somme de 150,000<sup>l</sup>. De plus qu'outre les frais de notre voyage et séjour dans ladite ville, lesdits exposans sont encore engagés en despence extraordinaire, de plus de 40,000<sup>l</sup>, pour l'élévation de la tour de l'horloge, fonte de la cloche, plomberie et charpente... » Enregistrement de ces lettres par le Parlement, 20 juillet 1671. Lettres patentes du 19 mai 1672, accordant le sixième du droit de cinq sous par pippe de vin étranger, et enregistrement de ces lettres le 20 mai 1673.

DD. 30. (Liasse.) — 1 cahier de 38 f<sup>os</sup>, 1 de 22, 1 de 14, 1 de 10, 1 de 8, 1 de 4 f<sup>os</sup>, 107 pièces papier.

**1646-1666.** — Comptes des recettes et dépenses faites par Guillaume Boucaud, commis par les maire et échevins, à la recette et dépense « des deniers employés au bastiment de l'Hospital, qui se bastit de neuf dans la Petite Prée de la Magdelaine », suivant l'acte de son institution, daté du 22 mars 1646. Marchés avec divers entrepreneurs, ordres de paiements, quittances à l'appui.

DD. 31. (Liasse.) — 1 cahier de 16 f<sup>os</sup>, 1 de 14, 1 de 8, et 163 pièces papier.

**1646-1666.** — Marchés avec divers entrepreneurs, ordres de paiements, quittances pour les travaux de construction du nouvel Hôpital. Signatures des maires qui siégèrent pendant cette période. Note sur le toisé des bâtiments et particulièrement sur ceux du nouvel Hôpital.

DD. 32. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 1 pièce et 1 plan, papier.

**1599-1791.** — Procès-verbaux des réparations à faire à la maison de l'Asnerie ou du Sanitat, 1599 et 1670. Plan du portail de l'Hôpital général : « Pour copie conforme à la minute annexée à l'arrêt du Conseil d'État du 6 juin 1733, signé : Phélippeaux. » Légende indicative des armoiries et des inscriptions. Mémoire des ouvrages de serrurerie fournis pour la maison du Sanitat, montant à 562<sup>l</sup> 16<sup>s</sup>, en date du 22 janvier 1791, signé : « Veu, sœur Monique, supérieure, et G. R. Lachau, administrateur. »

DD. 33. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 2 pièces papier ; 2 sceaux.

**1623.** — Lettres patentes du roi Louis XIII, en date à Paris, novembre 1623, autorisant le maire, les



échevins et habitants à « faire bastir et construire, tant de leurs deniers communs et d'octroys, que de ceulx des charités des particuliers, en la ville du Marchix et dans le quanton et journal de terre cy-dessus désigné, ung hospital, pour y establir la police des pauvres, ainsy qu'elle est en plusieurs aultres villes de ce royaume. » Procès-verbal fait par les trésoriers de France, généraux des finances, de l'emplacement le plus convenable pour la construction de cet établissement, qui est ainsi désigné : « ung quanton de terre vers la rivière d'Erdre, depuis ung esperon appelé de Talansac, jusques à ung autre esperon revestu de pierre, estant vers ladite rivière d'Erdre, ayant d'ung costé le chemin conduisant depuis ladite rivière d'Erdre au grand chemin de Rennes, et de l'autre costé borné des fossez de ladite Villeneuve et esperon susdits... » Extrait de la délibération du 23 août, portant qu'il sera demandé au Roi permission de bâtir un nouvel hôpital dans la ville neuve du Marchix. (Ce plan ne fut pas exécuté.)

#### Moulins de la ville.

DD. 34. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 5 pièces parchemin ; 1 cahier de 20 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 6 pièces papier ; 3 sceaux.

**1566-1644.** — Mandement du roi Charles IX, aux trésoriers de France, généraux de ses finances, pour qu'ils donnent leur avis sur la requête des habitants tendant à obtenir l'autorisation de bâtir des moulins à eau, en faisant reconstruire les ponts de pierre. Lettres patentes, du même, accordant aux habitants la faculté de construire deux moulins à eau (au lieu de six qu'ils demandaient), à charge de payer annuellement pour chacun, un écu d'or sol, à la recette ordinaire de Nantes, aux termes de Saint-Jean-Baptiste et de Noël ; au Bois-de-Boulogne, juin 1573. Arrêt de la Chambre des Comptes, prescrivant qu'avant l'entérinement de ces lettres, il sera « descendu sur les lieux pour veoir l'estat des choses et infformer de la commodité ou incommodité. » Commissaires nommés par la Chambre des Comptes, pour vérifier les allégations de Pierre Heudes, « maisre architecteur et conducteur de l'œuvre des ponts de pierres de Pirmil, » qu'il serait impossible de continuer du côté de la tour, « où y a roc, lequel n'est descouvert d'eau en aulcune saison de l'année, et n'y peult on planter estappes, pilliers de pierres pour la lubricité du dit roc, » 28 avril 1574. Procès-verbal de la visite faite par les commissaires, et dépositions de diverses personnes

interrogées à ce sujet, 2 juin 1574. Arrêt de la Chambre des Comptes prescrivant un essai, afin de savoir s'il sera possible de construire la grande arche du pont de Pirmil, du côté de la tour, en pierres comme les autres, et fixant l'emplacement des deux moulins accordés à la ville, l'un près le moulin du Chapitre de Notre Dame de Nantes, l'autre au pont « des Rousseaulx. » Annonces de la mise en adjudication de la ferme du Moulin-Neuf, appartenant à la ville, « et sittué sur le pont des Rousseaulx, aultrement appelé le grand Pontreau, » janvier-février 1581, 1641. Arrentement de ce même moulin, dit alors moulin de Brise-Bois, pour 120 livres de rente foncière et cents sous de rente seigneuriale, 17 mars 1644. Procès-verbal du prisage du Moulin-Neuf de la Saulzaie, 1623. bannie pour l'adjudication de la ferme de ce moulin et de six loges appartenant à la ville, 1635 ; bail à ferme 1643.

DD. 35. (Liasse.) — 6 pièces parchemin ; 4 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 70 pièces papier.

**1474-1731.** — Quittances d'indemnités accordées aux fermiers des moulins de Coutans et des Halles, pour chômage éprouvé par eux, réparations et travaux ; « Je Pierre Hanry congnoes et confesse avoir eu et repceu de Amauri Main, miseur et recepveur des deniers ordinaires pour la réparation de la ville de Nantes, le nombre et somme de 80<sup>l</sup>, à cause et par raison de la vendicion et baillée de 80 piez de chesne, prins ou bouays de la Velloutière, sur pié, pour prendre les fondemens de l'édifice qui se fait es moulins Coutans, » 1474. Réparations et entretiens de la chaussée des moulins Coutans, correspondance de M. Mellier, maire, avec l'intendant, le maréchal d'Estrées, gouverneur, et autres personnages, procès-verbaux et devis des ouvrages, 1653-1731. « Mise que a cousté à faire reddiffier le molin au Moyne, 77<sup>l</sup> 6<sup>d</sup>, sans date, xv<sup>e</sup> siècle. Procès-verbaux de visite et du renable de la charpente du Moulin-Neuf, construit par la ville sur le pont de Vertais, » 1584, 1588. Baux et fermes des moulins Coutans, Harnois et de la Saulzaie. Procès-verbaux des ustensiles de ces immeubles. Permission accordée par le duc de la Meilleraye, du consentement de Messieurs de la ville, au Chapitre de la Collégiale de Notre Dame de Nantes, de construire des boutiques et logements sur le terrain de leur moulin qu'ils font rebâtir, près de celui de la ville, 20 février 1652. Accord entre les maire, échevins et ce



même Chapitre relatif à ces constructions. Procédure entre la ville et les fermiers de ces moulins. Procès-verbal de démolition d'une boutique, à la Saulzaie, qui gêne l'entrée du moulin de la ville, 6 février 1703. Procès-verbal des mulualités qui existent entre le moulin de la ville et celui de N.-D., 16 septembre 1711. Projet de suppression du moulin Grognard, conformément à l'arrêt du Conseil du 30 août 1723, autorisant la construction de l'Île-Feydeau.

DD. 36. (Liasse.) — 2 pièces parchemin; 1 cahier 8 f<sup>os</sup>, 4 de 4, 98 pièces papier.

**1476-1736.** — Quittance d'une somme de quinze livres soldée par le miseur aux fermiers du moulin Gillet, pour le chômage éprouvé par eux, 1476. Procès-verbal de l'état de la chaussée de ce moulin en 1682. Baux du moulin de la Saulzaie; procès-verbaux de réparations et de l'état de ses bâtiments, bannies pour les réparations à exécuter. Correspondance entre le maire de Nantes et l'intendant, pour réparations à faire au moulin Grognard, 1725-1727. Requête présentée au Présidial de Nantes, par « Mathurin Dubreil propriétaire des moulins Coutans et Harnois, sittuez proche le port Communeau de cette ville, représentant que defunt René Tesson, son auteur, avoit dès le cinquième jour de juin 1642, pris et arrenté de Messieurs les maire et échevins de cette ville, les moulins et autres choses mentionnées dans l'acte d'arrentement (pescheries, vignes et prés), pour la somme de 400 livres de rente-annuelle. » Mais le seigneur de la Chapelle-sur-Erdre et la dame prieure de Saint-Cyr et Sainte-Julitte lui demandent de rendre aveu à leur juridiction, et de payer les rentes qui y sont dues, 1664. Autre requête, non datée, adressée aux mêmes, exposant la ruine presque complète des moulins et l'impossibilité de les exploiter par suite de l'exhaussement du lit de la rivière d'Erdre, que la ville a fait en partie combler, et tendant à obtenir l'exonération de la rente, ainsi que des dommages et intérêts. Baux des moulins. Bail pour le rétablissement de la chaussée des moulins Coutans, 1727. Procédure au sujet du même moulin, et de celui de Talensac qui en dépend, 1735. Arrentement de ce dernier, en 1736. Réparations faites au moulin Coutans. Consultations écrites par plusieurs avocats en faveur de la ville, contre le seigneur de la Chapelle-sur-Erdre, au sujet de ces moulins.

DD. 37. (Liasse.) — 35 pièces papier.

**1720-1723.** — Arrêt du Conseil d'État par lequel le Roi permet, aux maire et échevins de Nantes, de faire construire, aux frais et dépens de la communauté, un moulin à eau sur la rivière de Loire, dans la ville de Nantes, sur des bateaux, à la charge de payer au Domaine une redevance de dix livres par an, 14 novembre 1721. Correspondance avec l'intendant, le contrôleur général et plusieurs autres personnages. Copie de la lettre de M. de Brou au contrôleur général : « ..... cet établissement a été projeté, Monsieur, pour subvenir à la subsistance des habitants, en cas de cessation de vent pour faire tourner les moulins pendant les mois d'automne, et pour prévenir les inconvénients qu'on éprouve depuis longtemps à cet égard. En conséquence, les maire et échevins s'étant adressés à divers entrepreneurs de la ville de Saumur, au fait de pareilles constructions, ils ont refusé de s'en charger, avant qu'au préalable, ladite communauté de Nantes ne les garantisse du paiement des droits qui se trouveront dus en divers bureaux, des cinq grosses fermes, depuis Saumur jusqu'à Nantes. » Les entrepreneurs demandaient 6,500 livres pour la construction; et les droits à payer se montaient à 650<sup>l</sup>. La ville réclama l'exemption de ces droits et ne put l'obtenir. Le projet fut donc abandonné. Une lettre de M. le Prieur, échevin, datée de Paris le 24 juin 1723, porte que les fermiers généraux répondirent à la demande qui leur était faite : « c'est une grâce qu'une communauté de mendiants pourroit obtenir, mais que la notre pouvoit payer les droits d'un moulin, qui par les deniers qu'il produiroit augmenteroit les deniers patrimoniaux de la ville. »

DD. 38. (Liasse.) — 1 cahier 4 f<sup>os</sup> parchemin; 1 cahier 14 f<sup>os</sup>, 2 de 8, 2 de 6, 1 de 4, 4 pièces papier.

**1590-1642.** — Procès-verbaux de visite des moulins. Demandes de rabais par les fermiers pour cause de rupture des chaussées, ou de retenue des eaux. Sentence du sénéchal de Nantes, ordonnant l'ouverture des portes des moulins de Coutans et des Halles, afin que les moulins de Barbin puissent fonctionner. Prisage des ustensiles des moulins Harnois et Coutans. Requête présentée au Parlement par Jacques du Guiny, écuyer, sieur de la Garoullaye, pour contraindre les habitants à lui payer 1,842<sup>l</sup> d'une part, et 10<sup>l</sup> d'une autre, arrérages de rentes constituées à ses pré-

décesseurs, par suite de la cession de plusieurs moulins vers 1606. Sentence du Présidial de Nantes, condamnant les fermiers des moulins de Barbin, « civilement à cent livres de dommages causés aux métairies du sieur Jourdanot, et criminellement, pour violences, à 6<sup>l</sup> de réparation et 6<sup>l</sup> d'aumône aux religieuses de Sainte-Claire », 1627. Accord fait entre le seigneur de la Collinière, Louis Charrette, et les maire et échevins, par lequel ceux-ci reconnaissent devoir 93<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> de rente, franchissable au prix de 1,500<sup>l</sup>, pour l'acquêt fait, en 1617, par leurs prédécesseurs des moulins Coutans, relevant de ce seigneur, sous son fief de la Chapelle, 1635. Sentence du Présidial, rendue contre les fermiers des moulins de Barbin, au profit du baron de la Musse-Ponthus, qui se plaint de ce que les fermiers contreviennent à leurs règlements, prescrivant de laisser les portes des moulins ouvertes lorsque les eaux de l'Erdre sont au niveau de la chaussée. Les eaux ont envahi les jardins du château de Ponthus et les abords de l'église de Saint-Mars.

DD. 39. (Liasse.) — 2 pièces parchemin.

1753. — « Sur la requête présentée au Roy, en son conseil, par les maire et échevins de la ville et communauté de Nantes, contenant que pour être en état de consommer le projet de rendre navigable la rivière d'Erdre, ils auroient proposé au sieur Evêque de Nantes de céder et transporter à la communauté de la même ville les moulins de Barbin, logemens et pescheries, cette proposition a été acceptée par ce prélat. Et, par un traité fait entre luy. les sieurs Bellabre, Marcé, Alexandre, Bernier de la Richardière, Giraud de la Prestière, officiers municipaux, le 17 mars 1753, approuvé par le sieur intendant de Bretagne, le sieur Evêque cède et transporte en pleine propriété, à la communauté de Nantes, lesdits moulins, logemens et pescheries de la chaussée, sans aucune réserve, moyennant une rente perpétuelle, foncière et non franchissable de 1,800 livres... Fait au Conseil d'Etat du Roy, à Marly, le 15 mai 1753. » Lettres patentes de Louis XV, données sur cet arrêt, à Compiègne, le 23 juillet 1753, signées : Louis.

DD. 40. (Liasse.) — 5 cahiers de 6 f<sup>o</sup>s, 2 de 4, 19 pièces papier.

1762-1784. — Bannies, procès-verbaux d'état de lieux et de réparations locatives des moulins de Barbin et des pêcheries, retrocessions de baux, accords entre la ville et les fermiers.

DD. 41. (Liasse.) — 1 cahier de 10 f<sup>o</sup>s, 1 de 4, 6 pièces papier.

1745-1791. — Règlement pour l'écoulement ou la retenue des eaux de la rivière d'Erdre, 10 juillet 1745 (détails topographiques). Procès-verbal de l'état de la rivière d'Erdre, pour vérification des organeaux et repères de la hauteur des eaux, 26 avril 1774 ; procès-verbal de poses d'organeaux et repères, 20, 21, 22 septembre 1774. Ces trois actes sont extraits, par copie, des minutes du greffe de la juridiction des eaux et forêts de Nantes. Poursuites contre les fermiers comme auteurs des inondations,

DD. 42. (Liasse.) — 2 cahiers de 10 f<sup>o</sup>s, 13 pièces papier.

1779-1790. — Lettre de M. Caze de la Bove, intendant, aux officiers municipaux, leur renvoyant un placet, par lequel le sieur Mellinet demande la permission de prendre en arrentement les moulins de Barbin et les terrains qui en dépendent. Extrait de la délibération municipale du 4 décembre 1779, en vertu de laquelle la ville refuse d'accepter cette proposition, afin de ne pas faire « revivre des obstacles qu'elle n'a vaincus que très difficilement, et qu'on ne sauroit être trop attentif à ne pas s'exposer à de nouveaux embarras et à prévenir tous les inconvénients qui pourraient les empêcher de réaliser des ouvrages dont il doit résulter le plus grand avantage pour le public. » Lettre écrite en faveur du projet Mellinet ; observations, mémoires contre ce projet ; autre mémoire présenté par M. Mellinet. Ce projet n'eut pas de suite.

DD. 43. (Liasse.) — 44 pièces parchemin ; 1 cahier de 16 f<sup>o</sup>s, 1 de 8, 3 pièces papier ; 1 sceau.

1498-1753. — Procès-verbal de l'état et contenance des marais de Barbin, appartenances et dépendances, « concédés à perpétuité aux maire et échevins, les rivières ou Étang de Barbin, marais et tous droits refferés, » par lettres patentes données à Fontainebleau, le 12 octobre 1752, par lesquelles « il auroit plu à Sa Majesté homologuer le traité passé le six may, audit an 1752, entre les Chartreux et les officiers municipaux de cette ville de Nantes, ordonné qu'il seroit exécuté dans sa forme et teneur... », 26 juillet 1753 (1). — Lettres de la reine Anne, données à Nantes le 6 décembre 1498, par lesquelles elle fait don aux Char-

(1) Les lettres patentes manquent, ainsi que le plan figuratif annexé au procès-verbal.

treux de « l'usage de peschaige à poisson, et aussy de bois, ros (roseaux) et tout autre revenu d'un estang, nous appartenant en notre juridiction et recepte dudit Nantes, situé en la rivière d'Erdre, entre les pons et moulins de Barbin et les moulins des Halles de notre dite ville, à en jouir par le temps de dix ans commanzans au daté de ces présentes, signé : Anne. » Arrêts de la Chambre des Comptes et des généraux des finances, sur ces lettres, copies et imprimés. Autres lettres de la même princesse, 30 juin 1510, concédant aux Chartreux la jouissance de l'Étang de Barbin pendant 18 ans. Mandement de Louis XII à Jean François, chevalier, général administrateur de ses finances, approuvant la concession de la reine, et lui ordonnant de la faire exécuter, 1510 ; consentement de ce dernier à l'entérinement de ces lettres, juin 1511. Autre mandement du renouvellement de cette concession accordé par François I<sup>er</sup>, adressé à Philbert Tissart, général ayant la charge et administration de ses finances, 17 avril 1516. Actes semblables datés de 1530, 1541, 1548, 1552, 1558, 1564, 1566, 1568, 1570, 1579. Procès verbal « sur la commodité ou incommodité, longueur et largeur du cours de la rivière d'Erdre, la proximité ou distance d'icelle à la maison et appartenances du monastère des Chartreux de Nantes, » 8 et 20 mai 1568. Détails topographiques sur cette partie de la ville.

DD. 44. (Liasse.) — 1 cahier 4 f<sup>os</sup> et 10 pièces parchemin ; 1 cahier 8 f<sup>os</sup> et 5 pièces papier ; 4 sceaux

**1613-1747.** — Lettres patentes de renouvellement et continuation de la jouissance de l'Étang de Barbin aux Chartreux de Nantes, en 1672, 1711, 1735, 1742 ; arrêts d'enregistrement ; droit de passage et de bac sur l'Étang de Barbin, accordé par Louis XIII, en 1626, renouvelé par Louis XV, en 1747 ; procès-verbal de l'état de cet étang en 1613 ; ferme en 1747.

DD. 45. (Liasse.) — 2 cahiers de 8 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 3 pièces parchemin ; 1 cahier de 28 f<sup>os</sup>, 2 de 24, 1 de 15, 1 de 10, 2 de 8, 4 de 6, 2 de 4, 9 pièces papier ; 1 sceau.

**1511-1586.** — Requête adressée par les Chartreux à la Chambre des Comptes, au sujet de la ferme « du peschaige et ros (roseaux) des marais d'Erdre, situés entre la chaussée de Barbin et le pas d'Erdre ; rapportant, pour l'année expirée le 31 décembre 1511, 82<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> tournois ; le 17 mars 1512 (1513 N.-S.) 52<sup>l</sup> 11<sup>s</sup> ; pour 1517, 32<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> ; 1524, 46<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Procès-verbaux de l'état des marais, de leurs bornes, limites et confrontations depuis les moulins Gillet, jusqu'à la chaus-

sée de Barbin, 1<sup>er</sup> octobre 1578. Arrêts du Parlement et du Présidial, en faveur des Chartreux. Contestations entre ces derniers et divers fermiers ou propriétaires voisins, inventaires de pièces produites (1).

DD. 46. (Liasse.) — 1 cahier de 10 f<sup>os</sup>, 2 de 4, 1 pièce parchemin ; 2 cahiers de 20 f<sup>os</sup>, 1 de 16, 1 de 14, 7 de 6, 1 de 5, 5 de 4, 111 pièces papier.

**1645-1735.** — Procédures faites par les Chartreux à l'occasion de l'Étang de Barbin contre les fermiers des moulins de Barbin, Gillet, des Halles, de Coutans, et contre les tanneurs du Bourgneuf ; arrêts du Présidial, dépositions de témoins, mémoires, enquêtes, assignations. Nombreux détails topographiques sur cette partie de la ville.

#### Jardin des Apothicaires.

DD. 47. (Liasse.) — 4 pièces parchemin.

**1470-1473.** — « Acquest à la ville du jardin de soubz la Mote, pour servir à faire les butes des archiers. » Par cet acte, en date du 28 août 1471, Philippot Guillaumeau achète pour la ville, au prix de vingt livres monnaie, payées comptant, « ung jardin o ses fons clostures et appartenances, ainsi qu'il se poursuit, sis soubz la Mothe Saint-Nicolas de cette ville, » vendu par Guillaume Balavoine, tant en son nom que comme curateur de son frère et de sa sœur, y compris la portion acquise par lui, le 20 novembre 1470. Autre vente à la ville par G. Balavoine, tant en son nom qu'au nom des Godin, ses frères de mère, d'une portion de jardin, sise aux mêmes lieux, pour la somme de cent sous monnaie, 4 mai 1473. — Démission de biens du père de Guillaume Balavoine, 7 janvier 1470 ; vente par un sieur Jean Mabilais, paroissien du Pellerin, à G. Balavoine, du quart indivis d'un jardin, situé sur la motte Saint-Nicolas, 20 novembre 1470.

DD. 48. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 6 pièces papier.

**1687-1726.** — Requête des maîtres apothicaires de Nantes aux États de Bretagne et aux maires et échevins de Nantes, « tendant à ce qu'il leur fut permis d'occuper l'emplacement de la Butte, situé près la Motte Saint-Nicolas, pour y cultiver les plantes nécessaires à l'art de pharmacie, et y construire un labo-

(1) La couverture en parchemin de l'un de ces cahiers contient les deux premières pages d'un contrat de vente d'une rente annuelle de 33 écus sol, et tiers d'écu, valant cent livres tournois, assise sur une maison de la rue de la Poissonnerie, cédée aux Chartreux par divers, moyennant le prix de 400 écus sol, le 19 août 1596.

ratoire, aux fins de l'article huitième de leurs statuts, » 19 octobre et 29 décembre 1687. Arrêts de la communauté du 21 décembre, même année, portant : « que le jeu de l'arc n'étant presque plus en exercice, et n'y ayant que cinq à six chevaliers dudit jeu de l'arc, qui sont gens de mestiers et arts mécaniques, sans aucune autre rétribution pour ledit exercice que la jouissance dudit lieu de la Butte, il est plus utile au public et à l'embellissement de la ville et faubourgs de laisser l'usage et la possession simple aux maîtres apothicaires de l'emplacement de ladite Butte pour la servitude des plantes non communes dans ce pais... » Lettres patentes de Louis XIV, du mois de février 1688, par lesquelles il permet « aux maîtres apothicaires de notre dite ville et faubourgs de faire construire un jardin au lieu et place où se faisoit ci-devant le jardin du Papegault, dans lequel il leur sera loisible de planter, cultiver et élever toutes sortes de simples et plantes nécessaires à la pharmacie, comme aussy d'y faire construire des laboratoires et fourneaux, pour la composition des remèdes chimiques, à la charge néanmoins que le fonds et propriété appartiendra toujours à la communauté de notre dite ville de Nantes. » A la suite est le procès-verbal de prise de possession par le syndic de la corporation des maîtres apothicaires (1). Procès-verbal de l'état du chemin conduisant de la Motte Saint-Nicolas à la Butte des archers, aujourd'hui octroyée par usufruit aux maîtres apothicaires, 27 avril 1697. Mémoire pour le jardin royal et botanique de Nantes, septembre 1726.

DD. 49. (Liasse.) — 1 cahier de 14 f<sup>o</sup>s, 2 de 6, 3 de 4, 46 pièces papier ; 2 cachets.

**1703-1745.** — Délibération de la corporation des apothicaires et requête à l'intendant de Bretagne, pour obtenir que dorénavant tous les coffres de pharmacie des navires soient fournis par leur corporation et les bénéfices qui en proviendront employés à l'extinction de ses dettes et à l'entretien du jardin de pharmacie, 29 décembre 1703. Correspondance à ce sujet, mémoires ; projet d'arrêt du Conseil, conforme à la requête des apothicaires. Mémoires concernant le

(1) En 1873, après un procès avec les pharmaciens, la ville de Nantes est rentrée en pleine possession de cette ancienne propriété communale, à laquelle on ne pouvait arriver que par une ruelle étroite et tortueuse, débouchant dans la rue Paré. Des acquisitions de terrains sur les façades des rues Mercœur et Général-Meunier, ont permis de construire le Petit Lycée, derrière lequel est aujourd'hui le vieux jardin des Apothicaires, annexe de cet établissement.

Jardin-des-Plantes établi à Nantes. Ordonnance du Roi, 9 septembre 1726, « pour assujettir les capitaines des navires de Nantes d'apporter des graines et plantes des colonies des pais étrangers pour le jardin des plantes médicinales établi à Nantes. Correspondance entre le maire, le maréchal d'Estrées, l'intendant, le comte de Maurepas et autres personnes. État des plantes dont les graines ont été semées dans le jardin de Bruneau, pour le compte de M. Mellier, au mois d'avril 1727. Plaintes à la police. Délibération du 14 juillet 1745, en vertu de laquelle le jardin des apothicaires ne doit servir qu'à leur usage, et non pour d'autres assemblées.

DD. 50. (Liasse.) — 1 cahier de 34 f<sup>o</sup>s, 1 de 20, 1 de 6, 8 pièces papier.

**1726-1728.** — Listes de graines et plantes exotiques à demander aux capitaines de navires pour le jardin des apothicaires. « Mémoire des plantes arbustes et arbres qui se trouvent dans la partie occidentale de l'Afrique : encens, indigo, broussailles épineuses appelées diables, cotonniers, dattes, abelmoche, ou graine de muse, guilélé bois pour blanchir les dents, igname, lianne à citren, patate, pompons ou melons d'eau. Par l'ordonnance du Roi, du neuvième septembre 1726, il a été réglé que les capitaines des navires armés pour les colonies françaises, apporteroient à leur retour à Nantes, les plantes mentionnées en l'état ci-dessus ; en exécution de quoi il est ordonné au sieur..., capitaine du navire..., de se conformer à ladite ordonnance, en embarquant à son bord le plus qu'il pourra desdites plantes et en prenant sur cela les ordres de Messieurs les intendants et ordonnateurs desdites colonies. « Et comme Sa Majesté a donné de nouveaux ordres pour la conservation des plantes et arbustes contenus au présent mémoire, suivant la lettre de Monseigneur le comte de Maurepas, datée à Fontainebleau le 14 octobre 1727, ledit sieur... aura attention de retirer avant son départ un mémoire du nom desdites plantes et arbustes, dont il aura été chargé, et mettre tout en usage pour leur conservation ; même de faire placer des cercles en forme de berceau au-dessus de l'ouverture supérieure des bailles et autres vases qui contiendront ces plantes et arbustes, de couvrir ensuite ces cercles avec une toile, les faire placer dans un endroit où elles ne puissent être mouillées d'eau de mer, et de les faire souvent arroser d'eau douce. »

DD. 51. (Liasse.) — 46 pièces papier.

**1727-1791.** — Plantes et graines apportées par les capitaines de navires pour le jardin des apothicaires. Le *Saint-Florent*, de Nantes, capitaine M. Magnant. État des arbres et plantes donnés en exécution de l'ordre du Roi, du 19 septembre 1726. Une baille contenant : un pied de tamarin, un pied de goyavier, un pied de coton de Siam ou coton rouge, un pied de pignon d'Inde, un pied de prunes de Monbain, rouges. La Martinique, le 26 juin 1727, signé : de Hauterive. Correspondance entre les maires, les intendants, le maréchal d'Estrées, le comte de Maurepas, les gouverneurs des colonies ; états des plantes et graines déposées à bord des navires. Copie de la lettre écrite à Paris, le 13 janvier 1723, par M<sup>r</sup> le maréchal duc d'Estrées à M. d'Auterive, procureur-général du Conseil supérieur de la Martinique. « L'intention du Roy, étant, Monsieur, de faire du jardin des plantes un entrepôt pour le jardin royal de Paris, Sa Majesté a fait donner des ordres par M. le comte de Maurepas à tous les capitaines de Nantes qui naviguent dans les îles de l'Amérique de se charger, à leur retour, des arbustes plantes et graines du crû des colonies qui leur seront demandées par les directeurs du jardin des plantes de Nantes... »

DD. 51. (Liasse.) — 7 pièces papier.

**1726-1728.** — État des graines et plantes de l'Amérique, délivrées le 20 décembre 1726, par le maire de Nantes à M. le maréchal d'Estrées, qui a bien voulu se charger de les remettre au jardin royal des plantes à Paris. Lettre à M. le comte de Maurepas, annonçant l'envoi d'un paquet pour la même destination. Catalogue des plantes et graines envoyées, le 22 décembre 1727, au maire de Nantes, par M. de Jussieu, intendant du jardin royal des plantes de Paris. Lettre autographe de Jussieu, 2 mars 1727.

DD. 52. (Liasse.) — 19 pièces papier.

**1726-1745.** — Procès-verbaux des visites annuelles faites par l'Administration municipale au jardin des apothicaires, conformément aux titres de concession. « ..... Étants arrivés audit jardin, situé le long des murs de clôture des religieuses du Calvaire de cette ville, dans les paroisses de Saint-Nicolas et de Saint-Similien en partie, ainsi qu'il nous a été dit, nous y avons trouvé le sieur Cigogne, syndic desdits maîtres apothicaires, actuellement en charge, avec lequel

ayant vu et visité ledit jardin, il nous a fait remarquer plusieurs plantes et arbustes qui y sont cultivés à leur diligence pour être employés à la pharmacie, dont ledit sieur Cigogne y a fait la démonstration. Étants entrés dans le laboratoire du jardin, ledit sieur Cigogne y a fait en nos présences la dispensation du *Crocus metallorum* ou foye d'antimoine, le chrisal minéral ou sel Prunel et la pierre infernal ; dont et du tout avons fait et rédigé le présent procès-verbal, le lundy, troisième jour de décembre, environ midy, 1736. » Lettres du maire au maréchal d'Estrées, au comte de Maurepas, à M. de Valincourt. Démonstrations faites par des pharmaciens, placards : « *specimina pharmaceutica celeberrimis D. D. doctoribus facultatis medicæ salubrique pharmacopœorum nannetensium coronæ exponenda.* »

#### Atterrissements.

DD. 53. (Liasse.) — 1 cahier de 14 f<sup>os</sup>, 1 de 12, 1 de 8, 1 de 6, 4 pièces parchemin ; 1 cahier 8 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 4 de 4, 10 pièces papier ; 14 imprimés et 7 placards de l'arrêt du 24 août 1762.

**1758-1773.** — Requête des maire et échevins ; arrêt du Conseil d'État du 21 mars 1758, « par lequel Sa Majesté auroit ordonné que par les sieurs commissaires, députés pour la revente des Domaines, il seroit fait concession à la communauté de la ville de Nantes, des terrains qui auroient été ou seroient atterris par les digues et autres travaux quelle avoit fait ou pouvoit faire dans la rivière de Loire, au-dessous des ponts de ladite ville, pour en jouir avec la faculté de les vendre et aliéner à son profit, à condition d'en employer le produit à l'entretien et aux réparations desdites digues et autres ouvrages qui seroient jugés nécessaires pour la navigation dans ladite partie de la rivière de Loire, et à la charge de payer au Domaine, un cens de dix livres par an, ledit contrat passé en conséquence par lesdits commissaires, à ce députés, le 23 mai suivant, au profit de ladite communauté de Nantes... » Un état des atterrissements, ainsi concédés, en porte le chiffre total à 4,152 journaux. Arrêt du Conseil d'État, du 25 mai 1773, qui ordonne l'exécution de celui du 21 mars 1758, et du contrat de vente et aliénation au profit des maire et échevins de la ville de Nantes, de tous les atterrissements formés ou à former dans la rivière de Loire, qui homologue le procès-verbal dressé de l'état et étendue actuelle des atterrissements, de leurs piquetements, de celui

commencé le 22 août 1763, clos le 10 septembre 1763, qui prescrit que les maire et échevins, ou leurs concessionnaires, jouiront de tous les terrains énoncés audit procès-verbal, conformément au bornage qui en a été fait. Lettres patentes sur cet arrêt, 15 septembre 1773. Enregistrement par la Chambre des Comptes de ces divers arrêts, décembre 1773. Quittance de la somme de 1,200 livres, et de 480 livres pour les huit sols pour livre de ce droit, des lettres patentes du 15 septembre 1773.

DD. 54. (Liasse.) — 1 cahier de 36 f<sup>os</sup>, 1 de 7, 2 de 4, 43 pièces papier ; 4 plans.

**1759-1782.** — Extraits des registres des délibérations ; mémoires sur les atterrissements, requêtes ; procès-verbal des atterrissements de la rivière de Loire, août et septembre 1763, septembre 1765, « état ou étendue actuelle de tous les terrains qui ont été ou seront atterrés par les digues et autres travaux que la communauté de Nantes a fait ou pourra faire dans la rivière de Loire, au-dessus et au-dessous des ponts de la ville, dont la concession leur a été faite par contrat du 23 mai 1758. » Requête et observations du sieur Bonvoux, inspecteur des ouvrages de la rivière de Loire. Oppositions aux travaux exécutés dans la Loire, par les propriétaires des îles, ou les prétendants droit aux atterrissements à titre d'alluvions ; de Biré ; de Monti de Rezé ; l'abbé de Laubrière ; le général de la paroisse de Bouguenais. Noms donnés à divers atterrissements, 14 mai 1768. États des atterrissements « qui sont atterrés et qui doivent s'atterrir par la suite, appartenant à la communauté, » juillet 1782. Quatre feuilles de plans et projets. Notes et observations. Demandes de concessions.

DD. 55. (Liasse.) — 2 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 1 de 10, 2 pièces papier.

**1644-1792.** — « Inventaire des pièces existantes dans la commune de Nantes, au bureau des travaux publics, relatives aux ouvrages faits pour améliorer la navigation de la Loire, depuis Nantes jusqu'à Paimbœuf, aux fonds fournis pour la dépense par le Roi, et par les États de la province de Bretagne, aux atterrissements qui en sont résultés et aux concessions qui en ont été faites par la municipalité ; la propriété du total ayant été accordée à la communauté de la ville de Nantes, par arrêt du Conseil du 21 mars 1758, suivi de contrat du 23 mai même année. Établissement

d'une tour ou balise sur les Morées. Construction et réparation des môles de Paimbœuf. Perception d'un octroi pour les dépenses de ces deux derniers objets. Balisage de la partie supérieure de la Loire. » État des titres et pièces concernant les atterrissements et alluvions concédés à la ville de Nantes. Lettre de M. l'abbé Roussel, curé de Beuzeville, héritier de l'ingénieur Magin, proposant à M. Dreux, sous-maire, de lui vendre les plans des atterrissements, dressés par son oncle, 23 août 1787.

DD. 56. (Liasse.) — 2 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 15 pièces papier ; 1 plan.

**1763-1791.** — État des cessions et ventes d'atterrissements par la commune de Nantes à divers particuliers. Clauses et conditions des ventes. Adjudication de la ferme de divers atterrissements à Jean Sauvage, pour 2,200<sup>l</sup>, le 7 janvier 1789. Extrait du registre des délibérations ; demandes adressées aux maire et échevins de Nantes, par MM. Athenas et Pineau. Adjudication à M. Pelloutier, négociant, de plusieurs îles sur la Loire, 8 octobre 1771. Cession par la ville aux pauvres de l'Hôtel-Dieu et du Sanitat, des atterrissements formés autour de la prairie au Duc, sous réserve de la partie entre la prairie et l'île Cochard, un canton au sud, et la faculté de prendre des rues et quais, 1780. Arrentements, au sieur Videment de l'atterrissement, situé entre la prairie au Duc et l'île Cochard, 1780 ; à la dame Bizeul, veuve Bessard, d'un atterrissement, situé à l'orient et au nord de l'île Launay, en Saint-Sébastien, 1768 ; à dame Suzanne-Marie Letord, veuve Mahot, d'un atterrissement joignant les prés de Grande-Biesse, 1779.

DD. 57. (Liasse.) — 2 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 40 pièces papiers ; 3 cachets.

**1764-1792.** — Cession par la communauté de Nantes, à M. de la Tullaye, d'un atterrissement situé entre la balise des Couëts et la pointe du continent du Port-Lavigne, près les îles Cheviré et le Botti, 1764 ; à M<sup>me</sup> veuve Bessard, d'un atterrissement situé au-dessus des ponts de Nantes, près de l'île Launay, 1768 ; au sieur Dorion, d'un atterrissement situé près de l'embouchure du canal de Goulaine, 1777 ; au sieur de Coëne, d'un atterrissement situé au confluent de la Loire et de la Sèvre, 1778 ; au sieur Beconnais, d'un atterrissement situé au-dessous du coteau de Miseri, 1781 ; au sieur Pelloutier d'un atterrissement situé

près des Récollets, 1789; au sieur Baudoux, d'un atterrissement, connu sous le nom de Cours-d'Aiguillon, situé au bas du coteau de Miseri, 1781-1792.

DD. 58. (Liasse.) — 1 cahier de 9 f<sup>o</sup>s, 2 de 8, 3 de 6, 3 de 4, 32 pièces papier.

**1764-1785.** — Cession par la communauté de Nantes, à MM. de Trevelec de Kerolivier, de la Pommeraye de Kerambart, d'un atterrissement formé par la digue qui relie l'île de Belle-Ile à celle de la Sardine. Délibération de la communauté portant traité fait avec les trois susnommés au sujet des atterrissements de la Loire, 4 avril 1764. Mémoires sur les atterrissements; requêtes et demandes des concessionnaires; observations; procès-verbal de visite des atterrissements, en date du 9 mai 1785.

DD. 59 (Liasse.) — 1 cahier de 28 f<sup>o</sup>s et 3 pièces parchemin; 1 cahier de 12 f<sup>o</sup>s, 1 de 10, 1 de 8, 2 de 6, 4 de 4, et 116 pièces papier, 2 plans; 1 sceau, 14 cachets.

**1765-1791.** — Cession par la communauté de Nantes, à M. de Martel et consors (M. de Monti de Beaubois, M<sup>me</sup> Bertrand de Cœuvres, M. de Lantimo, M. le comte d'Aux de Bournay) des atterrissements compris entre les îles Saint-Jean, Pivin, des Boucanes et le continent, moyennant dix livres de rente foncière, payables à la fête de la Chandeleur. Les limites des atterrissements étaient : « à l'est une ligne à tirer de la tête du bois du Pé à la queue de l'île Pivin; à l'ouest, une autre ligne de la pointe du rocher du Ruau, passant directement entre l'île Saint-Jean et l'île Tellindière. » Extraits des délibérations la ville; requêtes des concessionnaires; correspondance entre eux et la communauté. Procédure suivie au Conseil d'État au sujet d'un arrêt de ce Conseil, en date du 17 décembre 1782. Par délibération du 13 juin 1789, la communauté céda à M. d'Aux de Bournay les terrains atterrés ou à atterrir : 1<sup>o</sup> depuis la tête des îles Mandines, dites Massereau de Rocheballu et Rangerot, en descendant, jusqu'à cent toises de distance de la digue supérieure du bassin d'Indret; 2<sup>o</sup> à prendre depuis cent toises au dessous de la digue inférieure du même bassin jusqu'à une ligne traversant le canal, tirée de la chaussée de Port-Navalo à la tête de l'île Boucanne. Arrêt du Conseil d'État, du 4 juillet 1790, qui maintient ceux des 21 mars 1758, 25 mai 1773, et le contrat du 23 mai 1753, portant concessions d'atterrissements au profit de la commu-

nauté de la ville de Nantes, annule celle faite au profit du sieur d'Aux de Bournay par autre arrêt du 17 décembre 1782 et contrat du 3 juillet 1783, et maintient le sieur de Martel dans la propriété des portions d'atterrissements à lui cédés par la communauté. Procès-verbal de « démarcation, arpentage et délivrance de l'atterrissement formé et à former dans la rivière de Loire entre son bord méridional paroisse de Saint-Jean-de-Boiseau, et les îles Pivin et Boucanne, ladite portion rétrocédée à M. de Martel, tant pour lui que pour les dames veuve Bertrand de Cœuvres, et veuve Portier de Lantimo, » fait en avril 1791, par Mathurin Fourmi père et Mathurin de la Haye, officiers municipaux, membres du comité de surveillance des travaux publics, commissaires nommés à cet effet par délibération du Conseil municipal du 11 avril 1791. Mémoires, notes, observations.

#### Arrentements.

DD. 60. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 1 sceau

**1467.** — « Comme par avant ces heures, il eust été donné en charge à Yvonnnet Garreau, miseur, et Thomas Esnault, contrerolle de la ville de Nantes, de mettre en criz et baus une meson et jardin, o leurs appartenances. qui estoient comme inhabités, appartenans à ladiete ville, à qui plus en vouldroit donner de rente chacun an, siis lesdictes meson et jardin en la paroisse de Saint-Clemans, près la mote saint André; » le 12 mai 1467, cette maison fut adjugée, par la cour de la Prévôté de Nantes, à Jean Cordelier, par « tiltre de censie et pur feaige, pour le prix et somme de cinquante cinq soulz de rente pour toutes rentes, charges et devoirs. » A cette pièce est apposé sur queue de parchemin, le sceau en cire brune de la Prévôté de Nantes, probablement le seul exemplaire de l'époque. Il mesure 45 millimètres de diamètre; dans le champ, fort élégamment entouré d'une bordure de mouchetures d'hermines, une barque au grand mât de laquelle est appuyé l'écusson de Bretagne. Légende, en lettres gothiques : SIGILLUM CURIE PREPOSITURE NANNETENSIS; chaque mot séparé par une rose. Revers, contre-sceau très fruste, mesurant environ 25 millimètres, même sujet.

DD. 61. (Liasse.) — 7 pièces papier.

**1594-1595.** — Ajournement de Mathurin Boutard, capitaine de Saint-Clément, pour être contraint, suivant les conditions à lui imposées, de faire construire



un corps de garde, sur l'emplacement cédé par la ville, près la chapelle du Champ-Fleuri, de manière à ce que cette chapelle ne serve plus de corps de garde, 25 novembre 1594. Sentence de la Prévôté, qui condamne Boutard, à commencer dans huitaine « comme il est porté par l'acte dudit arrentement, et entre autres choses d'y laisser à perpétuité, ung corps de garde libre et non empesché, pour la garde du faulxbourge, et ce pour n'occuper plus ladicte chappelle, et pour esviter aux insolences, blasfemes et autres scandalles qui se commettent par les soldatz qui y font la garde, » 28 novembre 1594. Ajournements, défauts donnés contre Mathurin Boutard, requête des maires et échevins, productions faites par eux, pour être autorisés à faire construire, à ses dépens, le corps de garde en question.

DD. 62. (Liasse.) — 2 pièces parchemin ; 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 4 de 6, 13 pièces papier.

1583-1651. — Autorisation donnée par la communauté de la ville à Antoine Garnier, tailleur en draps, de faire bâtir une loge sur un petit emplacement, près le collège de Saint-Clément, moyennant 60 s de rente, 2 mai 1583. A la suite est une autorisation au même de hausser son logis et de l'augmenter, en payant en plus un demi écu de rente, soit en tout 4 l 10 s, 15 novembre 1593. Requête du sieur Garnier, autorisations données par la ville. Opposition faite par le procureur-syndic et le s<sup>r</sup> Garnier contre Mathurin Trigory, au sujet d'une venelle qui passe entre les maisons des deux derniers. Écritures produites par la communauté, 1599 ; sentence contre Trigory ; accord entre Garnier et lui ; ajournement à la requête des maire et échevins, 1607 ; sentence de la cour du Chapitre de Nantes ; sentence ordonnant la vente de la loge saisie sur Garnier, 1608. Délibération du 4 juin 1603, prescrivant au procureur-syndic, de poursuivre, au nom de la ville, le procès en la cour du Chapitre contre Trigoy ; mémoires, expéditions, requêtes. Arrentements par la ville, au sieur Guillocheau, d'un emplacement situé près le collège de Saint-Clément, pour 64 s de rente, payables au terme de Saint-Jean-Baptiste, mars 1628 ; à Barthélemy de Mathemalle, « dict la Roze, maistre charpentier, d'un éral, » situé derrière le collège, pour 15 l de rente foncière par an, 24 décembre 1631.

DD. 63. (Liasse.) — 1 cahier de 14 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 4 pièces parchemin ; 3 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 3 de 4, 71 pièces papier.

1550-1779. — Arrentements : 1<sup>o</sup>, à la Saulzaie ; fait à Jean Lemer « mouennant qu'il plaise à monseigneur évesque de Nantes, ou à ses vicaires et officiers autoriser, » par Nicolas Poupart, chapelain de Bon-Secours, d'une petite maison ruinée, joignant la chapelle, 26 mai 1550. En 1588, il y eut procès entre la ville et le chapelain. Permission donnée le 14 août 1564, par Nicolas de Troyes, général des finances, à Jeanne Conan, poissonnière, de clore et couvrir « ung lieu et emplacement vague, non couvert et inhabité, estant sur ung pont de pierre, situé en la Saulzaie de Nantes, le long de la cohue ou l'on vend le poisson, » que le prévôt de Nantes lui avait abandonné depuis plus de quarante ans, pour vendre son poisson, moyennant 2 s 6 d de rente. A Pasquier Ravary, « ung petit endroiet et empiassement, appartenant à la ville, près et joignant la mayson des Gorgettes, d'un costé, et d'autre costé, vers la porte de la dite Saulzaie qui dessand au port Corbonneau, » moyennant 15 s de rente au terme de Noël, 1<sup>er</sup> juillet 1596. A Yves Rousseau, d'un endroit vague à prendre du coin de la muraille de son frère, pour y élever un mur protégeant contre les eaux de la rivière, son logis situé près du moulin de la ville à la Saulzaie, pour 32 s de rente, et à charge de démolir ce qui restait d'une vieille tour tombée dans la rivière, 6 novembre 1622. Procès entre le miseur Paulus et les héritiers Rousseau. Arrentements à Georges Boucaud et Nicolas Bauquin ; François Robiot, chirurgien du Sanitat ; Jean Guérineau, Marie Boucaud ; Julien Pyau ; Catherine Frapet. Permission donnée à la dame de la Turmelière de prendre attache dans le mur du moulin neuf de la Saulzaie, moyennant 30 s de rente ; 2<sup>o</sup>, à la Belle-Croix ; à M<sup>re</sup> Julien Lemoine, de sept logis situés à la Belle-Croix, sur les ponts de Nantes, avec les voûtes et arches qui sont sous ces logis et le pavé au-devant, plus six petits logis sur le pont de Toussaints, pour en payer 4,410 l de rente aux termes de Noël et Saint-Jean-Baptiste, mai et Juin 1653. A Jean Maryé, « ung petit eral et empiassement situé sur les ponts de Nantes près la Belle-Croix, entre le pillier Nostre-Dame, saint Gilles et saint Loc (Leu), d'ung cousté, et d'autre maison appartenant audit suppliant, » pour 30 s de rente, 2 mai 1583 ; à Benoit Guillon, Pierre Saupin et autres ; 3<sup>o</sup> à la Madeleine ; à Hélie



Brosset, maître maçon et architecte ; Sébastien Maistrefou ; Jacques Saupin ; Mathurin Bretin ; Jacques Thomazeau, 1644-1774 ; 4° En Biesse ; à François Rapon ; Sébastien Libourne ; Jean et Pierre Besnier ; Suzanne-Marie Letort, veuve Mahot, 1644-1779 ; 5° En Vertais ; à Jean Joubert ; Pierre Rolland et Jean Lamy ; procès entre la ville et le sieur Gicqueau, au sujet d'une rente de 10<sup>l</sup> à elle due sur deux maisons situées en Vertais ; 6° Pont de Pirmil ; autorisation donnée à Clément Rivière et René Pairaud, maîtres cordiers « d'exercer leur métier de cordier sur le pont de Pirmil, ainsi que faisoit de son vivant feu Geuffray Clément, aussy cordier, aux mesmes conditions de payer soixante sous tournoys par an à la ville, 13 octobre 1644. » Reconnaissance de cette rente par la veuve Clément Rivière, décembre 1655. Arrentements près le pont de Pirmil à Claude Peget et Pierre Daubigeon, 1646 et 1657,

DD. 64. (Liasse.) — 1 cahier 4 f<sup>os</sup>, 2 pièces parchemin ; 1 cahier de 10 f<sup>os</sup>, 2 de 8, 1 de 6, 3 de 4, 47 pièces papier.

1580-1747. — Acte d'arrentement fait à Guillaume Rousseau et femme, d'une cave, reste d'une maison démolie, faisant le coin de la rue de la Poissonnerie, près la porte Poissonnière, et aussi le coin de la cohue de la Poissonnerie sèche « ladite cave pour le dessus estre solidement comblé et paveyé de manière à ce que toute voiture y puisse passer sans danger, moyennant trante livres de rente et une paire de gans pour monsieur le Maire le jour de sa réception, » 11 avril 1580. « Maître Guillaume Rousseau, recepveur et miseur de cette ville, a porté au Bureau ce jour les gants qu'il doit de rente chacun an, à cause de sa maison estant vis-à-vis de la porte Poissonnière, et qui ont accoustumez estre baillez à Monsieur le Maire entrant en charge, » 2 janvier 1591. Actes semblables 1632, 1637, 1748. Ajournement signifié à Jean Marchais, devant le siège Présidial, pour se voir condamné à présenter la paire de gants qu'il doit fournir chaque année, et à payer les paires de gants qu'il a omis de donner, à raison de 40 francs la paire, 30 avril 1653. Sentence du siège Présidial, condamnant Marchais à payer chaque année une paire de gants, 25 juin 1653. Jean Marchais, après avoir appelé de ce jugement, par lequel il devait « une paire de gants honnestes et convenables, » s'est désisté de son appel

et a « présentement baillé et présenté à Monsieur de Ransay Bidé, conseiller du Roy, alloué et lieutenant général de Nantes, maire de ladite ville, une paire de gans garnys et enrichys de rubans noirs et autres façons, » 22 janvier 1654. Acte de présentation le 9 août 1747, « d'une paire de gants blancs, garnie d'un galon d'or. » Arrentements de divers emplacements, loges et places, aux environs de la porte Poissonnière et de la cohue au poisson.

DD. 65. (Liasse.) — 1 cahier de 18 f<sup>os</sup> parchemin ; 1 cahier de 16 f<sup>os</sup>, 1 de 10, 28 pièces papier.

1577-1671. — Contrat de l'arrentement fait par Messieurs de la ville à Imbert de Launay, moyennant une rente foncière de 181<sup>l</sup>, d'une « vieille maison, o ses appartenances caducque et ruineuse, appartenant à ladicte ville, située en la grand place du Bouffay de Nantes, entre maison d'un costé appelée les Grandes Escuryes, à présent appartenantes à Maistre Raoul Charete, sieur des Etangs, et Thomine Baril, sa compagne, à cause d'elle, d'autre côté maison au sieur du Plessix-Tison, par le derrière maison appelée la Petite Escurye et rue d'icelle, et par devant ladicte grande place du Bouffay, d'unes et autres parties. » Sommatton faite à Imbert de Launay, d'avoir à payer sa rente à la ville, 1583, et défaut donné contre lui. Emplacements, boutiques, loges, arrentés par la ville et situés sur la place du Bouffay.

DD. 66. (Liasse.) — 1 pièce parchemin : 2 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, et 17 pièces papier.

1493-1675. — Acte d'arrentement moyennant 30<sup>l</sup> de rente, monnaie de Bretagne, « d'une place vague et subtile, » contenant quatre-vingts pieds de long sur quinze de large, ou environ, joignant la maison de l'École de Saint-Jean, située rue Saint-Léonard, « appartenante à la ville, en laquelle place les voysins, habitants près ladicte place, et plusieurs autres gicient plusieurs infections et bourriers, font leur retiroiz tellement, que à cause des infections qui se y portent les demourans es environs ne peuvent durer, » 21 mai 1493. Arrentements de divers terrains, jardins, logis, près l'Hôtel-de-Ville et la rue Saint-Léonard. Poursuites pour rentes dues à la ville.

DD. 67. (Liasse.) — 3 pièces parchemin ; 2 cahiers de 5<sup>os</sup>, 13 pièces et 1 plan papier.

**1626-1755.** — Arrentements sur le pont et les bords de l'Erdre et le Port-Communeau. Bail à rente, moyennant 8<sup>l</sup> tournois chaque année, fait par MM. de la ville « d'ung petit emplacement situé près le pont d'Erdre, et joignant les privoyses publiques dudict lieu, 1626. A Messieurs les maire et échevins « supplie humblement et vous remonstre Jean Macé, escuyer, sr de la Roche, conseiller du Roy et auditeur en sa Chambre des Comptes de Bretagne, disant qu'il y a proche le logis où il est demeurant, en la rue qui descend des Cordeliers au Port-Communeau, une motte de terre appelée le Fort du Moullin à Harnoys, autrement du Port-Communeau, laquelle est très difforme et apporte de grandes incommodités au supplyant et à tous les voysins, parce que plusieurs garnements et coureurs de nuit montent et descendent ladite motte facilement, s'y retirent et commettent du scandalle et des désordres. » Il demande à arrenter cette motte et à y bâtir (1). Le plan, en date de 1748, est celui d'un terrain situé au bas des Petits-Murs, arrenté au sieur Minée, chirurgien.

DD. 68. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 cahier de 6<sup>os</sup>, 2 de 4, 13 pièces papier.

**1555-1765.** — Arrentements près l'église paroissiale de Saint-Saturnin, rue et Port Briand-Maillard. Permission accordée par la ville, moyennant 60<sup>s</sup> de rente, et les paroissiens de Saint-Saturnin, pour 6<sup>l</sup> également de rente, « de prendre attache à la muraille de l'église dudict Saint-Saturnin, en la chopelle de la Magdelaine » 1626-1653. Requête des habitants demandant l'autorisation de prendre, en la rue du Port-Maillard, aux frais de M. Georges Morin, sieur du Chapeau et des Dervallières, un logis pour leur servir de corps de garde, en attendant l'achèvement de celui que ledit sieur doit leur faire construire, suivant sentence du 25 juin 1591, selon son contrat d'arrentement de 1588. Franchissement, par M. Bonnin de Chalucet, commandant de la ville et château de Nantes, de la rente de M. Morin, aux droits duquel il avait succédé, 15 mai 1646. Arrentements de loges et boutiques.

(1). Cette requête est sans date, mais comme elle émane de Jean Macé de la Roche, père du maire de Nantes, Louis Macé de la Roche, 1662-1664, elle est de la première moitié du xvii<sup>e</sup> siècle.

DD. 69. (Liasse.) — 1 cahier de 6<sup>os</sup>, 1 de 4, 9 pièces papier.

**1621-1679.** — Arrentements près de la porte Saint-Pierre et la porte et barrière ancienne de Richebourg. Permission donnée par la ville à Nouel Souriot, cloutier, qui « avoit faict faire une petite loge de boys sur le bord du fossé de la motte Saint-Pierre, derrière le corps de garde vers l'église, dans laquelle il se seroit retiré pour travailler de son mestier » de construire cette loge en pierre, moyennant une rente annuelle de 4<sup>l</sup>. Transaction entre M<sup>re</sup> Jean Fourché, grand archidiaque de Nantes, la communauté et le sieur Martin Chesneau, par laquelle il est convenu que la maison bâtie par ce dernier, en conséquence de l'arrentement à lui fait par la ville « près la barrière de Richebourg, vers le prez de la Hanne, » relève de l'Archidiaconé, 1626. Arrentement « d'un lieu vague et inutile, situé au bas de l'éperon de la tour du Papegault, à prendre depuis le bout de la muraille du jeu de longue paulme jusqu'à la muraille qui enferme le jardin de Louis Nevet, trompette, à aller joindre la Motte Saint-Pierre, au bout de la perrière, » moyennant 10<sup>s</sup> de rente 1679.

DD. 70. (Liasse.) — 1 cahier de 8<sup>os</sup>, 2 cahiers de 6, 30 pièces papier.

**1625-1730.** — Arrentements près de la Porte de Sauvetour et Talensac. Poursuites pour le paiement d'une rente due à la ville, par suite de l'arrentement du corps de garde de l'échelle de pierre de Sauvetout. Procès-verbal de visite de deux emplacements situés près la porte de Sauvetour, demandés à arrenter par François Mellinet et qui lui sont refusés. État des rentes dues par la ville au chapitre de la Collégiale de Notre-Dame.

DD. 71. (Liasse.) — 1 cahier, 4<sup>os</sup> 2 pièces parchemin ; 1 cahier de 8<sup>os</sup>, 1 de 6, 2 de 4, 45 pièces papier.

**1587-1745.** — Arrentements près Sainte-Catherine et la porte Brancas. Arrentement fait par messieurs les maire et échevins « d'un éral et emplassement, auquel y a à présent ung ballet, qui est en la rue d'Erdre, soubz les cars qui sont de l'autre costé de Sainte-Catherine, près d'un petit port comme l'on va de la dicte rue d'Erdre en la rue Saint-Nicolas, contenant environ de quinze à seze piedz de long et quinze à saeze pieds de large, lequel est inutile à la dicte ville, pour y faire bastir une petite loge en

apantif, pour la commodité d'une petite maison qu'il a auprès et des voisins dudict lieu, à charge d'en payer par chacun an vingt sous tournois de rente, » 3 septembre 1587. Arrentement « d'une loge et emplacement d'icelle estante en la place Sainte-Catherine, pour y faire construire et bastir un moulin convenable à battre poudres à canon pour le service de la ville et du publicq, et non autrement, » 1592. Requête de Jean Tassard et sa femme, demandant à être maintenus dans la jouissance « d'une place située près les palliz de Sainte-Catherine, pour mettre leur moulin à fourbyr les harnoys d'armes pour servir les habitants de la ville. Et combien qu'ils auroient à présent employé et vendu tout leur bien jusques à la chemise pour y faire bastir et eulx y accomoder avecq leurdit moulin, néantmoins on leur veut bailler empeschement de ce faire; » sans date, fin du xvi<sup>e</sup> siècle. Arrentement « d'un petit emplacement sur la pointe d'un pillier, du mitan du pont de Sainte-Catherine, du costé vers la rivière d'Erdre, à présent vague et inutil, » moyennant 6<sup>l</sup> de rente, 1626. Abandon fait à perpétuité, par la ville au sieur Forcheteau, d'un emplacement vague situé au joignant de la muraille du cimetière des pauvres de l'hôpital et borné au sud par la place Sainte-Catherine, en récompense d'une portion de pré prise au sieur Forcheteau pour la construction du pont et de la chaussée de la Madeleine. La ville, pour indemniser le sieur Forcheteau, lui avait donné l'office de contre garde de la monnaie de Nantes, mais cette nomination avait été révoquée, 1629.

DD. 72. (Liasse.) — 3 pièces parchemin; 1 cahier de 6 f<sup>o</sup>s, 1 de 4, 28 pièces papier; 1 sceau.

**1600-1771.** — Arrentements près la porte et la motte Saint-Nicolas. Permission accordée par le duc de Montbazon (Henri de Rohan), pair de France, lieutenant général pour le Roi, au comté nantais, à F. Chevallier et sa femme « de jouir d'une paire d'ermoire, et icelle tenir soubz la voulte du premier pont levys de la porte de Saint-Nicollas, pour y estaller quelques marchandises de merseryes et autres, et leur donner, par ce moyen, la commodité de gagner leur vye, après avoir recognu que sela ne peult empescher le passage de ladicte porte, » 20 avril 1600. Permission donnée par le maire et les échevins à Aubin, portier de la porte Saint-Nicolas, de rebâtir le

corps de garde de cette porte, vers le Bignon Lestard, détruit par un incendie, en lui laissant pendant dix ans la jouissance de ce corps de garde, et de celui qui était du côté de la rivière de Loire, « les dictz dix ans de libre jouissance finyes et passez, consant vis-à-vis de ladicte ville quelle rentre en la jouissance desdicts corps de garde pour d'iceux disposer et jouir ainsy que bon luy semblera, » 1639. En 1646, arrentement du corps de garde rebati, à Aubin, moyennant 30<sup>l</sup> de rante. Autorisation donnée par les maire et échevins au sieur Jean Bourillon, de construire deux boutiques sur le pont de Saint-Nicolas, suivant la donation à lui faite du terrain par le maréchal de la Meilleraye, et moyennant une rente annuelle de 20<sup>l</sup>, 1653. Requête aux maire et échevins par une demoiselle Fredois, veuve Cherhal, pour obtenir un emplacement dans les douves de Saint-Nicolas, pour y placer trois billards tenus par son frère et refus de l'Administration, 1771. Acte portant permission à Julien Nau, cordier, « de filer et faire ses cordages tant le long de l'emplacement, arranté à son prédécesseur que le long de la contrescarpe de la douve jusques aux piliers de la barrière de Sauvetour, parce qu'il fournira deux cents pesants de cordage, bon, loyal et marchand, lorsqu'il plaira à la ville, » 20 septembre 1654. Procédure faite au Présidial, en 1685, par M. Bedeau de Launay et l'évêque de Nantes, contre les maire et échevins, au sujet de l'arrentement d'un terrain situé au bas de la motte de Saint-Nicolas.

DD. 73. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 12 pièces papier.

**1599-1747.** — Arrentements près la tour Grimaud, le Sanitat, la Fosse et à Paimbœuf. Arrentement, pour 12<sup>l</sup> de rente, « d'une grande canonnière, dont la ville ne tire aucun profit, de laquelle quelques particuliers se servent par intervalle à mettre des moutons sans en rien payer; située dans la muraille de la ville, aux Petittes Gouesneryes. » Proposition faite, pour arrenter le Sanitat, désairement et ce qui en dépend; moyennant 2,000<sup>l</sup> et une rente annuelle de 200<sup>l</sup>. Cette proposition ne fut pas agréée par la ville, qui acheta la propriété en 1599. Requête présentée à la ville de Nantes, « propriétaire, au lieu de Paimbœuf, d'un terrain vague contenant environ neuf boixellées et demie, lequel servoit autres fois au délestage des navires, » pour arrenter cet emplacement, 1747.

## Baux à ferme.

DD. 74. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 2 de 4, 1 de 3, 47 pièces papier.

**1485-1789.** — Réclamation du fermier » des halles, faictes contre les murs du Bouffay, où l'on vend le poisson sec et trempé » qui, ayant pris ces halles à ferme en 1485, pour environ 400<sup>l</sup> monnaie, demande un rabais en considération des préjudices que lui ont fait éprouver « la démolicion des cabarets du costé de devers la rivière, qui furent abatuz pour la réparation et fortification de la porte Poissonnière. Quittance par ce fermier, Gilles Géraut, de 30<sup>l</sup> « baillées pour recompense de partie de la ropture desdites halles, » 27 février 1487. Adjudication du bail « de la Cohue neufve à vendre poisson, appartenant à la ville, size à la Saulzaye de Nantes, » au prix de 200<sup>l</sup> par an, 17 mai 1646 ; 13 janvier 1667, pour 265<sup>l</sup> par an ; 1678, pour 312<sup>l</sup>, 10<sup>l</sup> aux archers, 6<sup>l</sup> au concierge pour la chandelle, 1763 ; « du tiers de la Cohue au poisson frais, pour en payer par chacun an la somme de 400<sup>l</sup>, parce que la veuve Guitton, s'arrangera de concert avec les fermiers des deux autres tiers dans ladite cohue, appartenants au Domaine du Roy, et sans qu'elle puisse inquiéter la communauté directement ni indirectement pour cause des contestations qu'ils pourroient avoir entre eux, à cause du partage des tiers. « États des étaux affermés dans la poissonnerie ; liste des marchandes et revendeuses de poisson, légumes et denrées, ayant fait leur soumission au greffe de la communauté « de tenir, à titre de ferme, un emplacement sur la cohue au poisson, pour y construire une caze en bois, à la charge de payer 12<sup>l</sup> par an pour chaque emplacement, 1<sup>er</sup> août 1788 ; même liste 1789. Baux de ballets volants, tines, et places de tines à vendre poisson, 1648, 1669. Le 2 juin 1661, « quatre plasses couvertes, de quatre ballets vollants, qui servent ordinairement à vendre du poisson, situées proche l'échelle des tours de la Provosté, » sont affermées pour quatre ans, au prix de 140<sup>l</sup> par an ; une place de tine située au même endroit est cédée au prix de 13<sup>l</sup> par an.

DD. 75. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 2 cahiers 10 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 2 de 4, 46 pièces papier.

**1630-1735.** — Règlement de police pour les boulangers forains qui fréquentent la halle neuve du Bouffay, et baux à ferme des bans et étaux de cette

halle aux boulangers, 1630-1632. Arrentements et baux à ferme, à divers « disantz, que leur ayant esté cy devant baillé à rante par messieurs du Bureau, par acte de bail en date des vingt huitième jours de juign dernier, des emplacements du rang du mitan, au dedans de la halle neufve du Bouffay de ceste ville, aux charges et conditions portées par ledict bail, ilz y auroient faict bastir des loges et boutiques à grandz fraiz, lesquelles leur sont toutesfois inutilles et incommodes, suppliantz qu'elles leur soient commuées en aultre endroict de l'adicte halle du costé de la muraille de la ville, leur estant deffalqué quelque peu des rentes, que chacun est obligé payer par lesdits arrentemens, offrant iceux guerpier à la ville et rézilier lesdits actes, et ce faisant leur estre fait aultre bail pour l'advenir... Par ledict Laurens Jolly a esté prins une place contenant six pieds quatre poulces de largeur, et de haulteur dix pieds et demy par le derrière et sept pieds et demy par le devant, et de profondeur huit pieds trois poulces, qui est de largeur du premier pillier de grison de l'entrée de ladite halle vers le Dyons, proche la muraille de la ville, pour en payer seize livres de rante es mains du receveur de la ville. Bannies et adjudications d'emplacements. Bannies pour l'adjudication de la ferme « du tout de la halle du Bouffay, » 4 novembre 1635 ; à la suite est la bannie pour la ferme des « pescheries du pont de Nantes, dont la ville a les droits pour quatre ans. » Rôle des boutiques et bancs de la halle neuve du Bouffay. Bail de la conciergerie de la halle ; fermes du Bouffay ; poursuites contre les fermiers ; en 1647, la halle était affermée 610<sup>l</sup> par an pour quatre années ; en 1727, pour 880<sup>l</sup> par an.

DD. 76. (Liasse.) — 1 cahier 14 f<sup>os</sup> 2 de 6, 1 de 4, 20 pièces papier.

**1544-1679.** — Bannies du bail à ferme « du logis ancien de la ville, situé en la place des Changes., à la charge au preneur d'en jouyr en bon père de famille, l'entretenir en bonne et deue reparation de couverture carelaige et vitraige, parce qu'il y sera mys au préalable par ladite ville, et sera faict inventaire des meubles y estans et appartenans à ladite ville ; à condition oultre de quicter et délessier le bas dudict logis, qui servoit cy davant de corps de garde, lors et quand la garde se fera., » 1588 et 1598. Baux à ferme « d'une maison et jardrin ainsin qu'ils se poursuivent,

appartenans à messieurs les nobles bourgeois manans et habitans de ceste dicte ville, par transport leur en fait par Frère Yves Buffeteau, commandeur de S<sup>t</sup> Jehan et sainte Catherine de Nantes, sises en la paroisse S<sup>t</sup> Nicolas, estante entre la chapelle S<sup>te</sup> Catherine d'un costé et d'autre cousté le cimetière Saines Inocens, à en poier par chacun an la somme de 16<sup>l</sup> tournoys », 1544, 1547, 1554; ferme d'une autre maison, jardin et dépendances, située près le pont d'Erdre et la chapelle de S<sup>te</sup> Catherine, 1573; état de lieux de cette maison; inventaire des meubles laissés dans cette maison par le locataire défunt, 1573; requête des maire et échevins pour faire procéder à la vente de ces meubles. Requête de Jean Breyer, « royer » (faiseur de roues), tendant à obtenir un emplacement près S<sup>te</sup> Catherine pour s'y construire une maison, 1587. Bail à ferme, moyennant 6 écus d'une petite place vis-à-vis la porte de l'église de Saint-Léonard, « ensemble le dessus dudit fort », 1599. Baux à rentes sur la place Sainte-Catherine, d'emplacements accordés à ceux qui avaient des loges sur la place du Bouffay, où la ville fait aujourd'hui bâtir une halle, 1628. Bannies et baux des logis, loges, jardins et bordages de l'ancien et du nouveau désairement du Sanitat, 1633, 1643, 1645. Baux du manège, dit de S<sup>t</sup> Clément, situé sur la Motte Saint-André, 1670, 1679.

DD. 77. (Liasse.) — 32 pièces papier.

**1595-1694.** — Adjudication de la ferme d'un logis situé près la chapelle de la Madeleine, bannies 1595 et 1597; ajournement du fermier « pour se voir condamner à fournir caution récéante et solvable; logis sur le pont de Pirmil, vers Vertais et près le pont de la Belle-Croix, 1632 et 1647. Bannies faites au prône de différentes paroisses pour les logis appartenant à la ville sur le pont de Toussaints, un corps de garde, près la porte et barrière de Richebourg, des loges en la halle du Bouffay, baux et fermes, » 1633-1649. Bannies, pour la ferme de deux appentis, au bas du fort de Saint-Léonard, 1636; « pour prendre à cens et rente foncière à la vie, ou à un certain temps, par argent ou autres redevances, le lieu et logement de la Bute, avec les jardins et allées qui en dépendent, situés en la paroisse de Saint-Léonard...; et aussy à la charge de souffrir les chevaliers du Papegaut, tirer au oyaù, et faire tous les exercices de leur jeu dans ladite Bute, et d'y avoir le magasin de leurs armes à la ma-

nière accoustumée... » 1636 et 1694. Bannies et baux du logis de Saint-Clément, près le collège, 1646-1667.

DD. 78. (Liasse.) — 2 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 59 pièces papier.

**1600-1689.** — Bannies et baux, d'un « logis appartenant à la ville, dans le bas duquel on a accoustumé faire la garde en temps de guerre, sys aux Changes de ladite ville, tant haut que bas, à la charge à l'adjudicataire d'en jouir en bon père de famille, sans y rien desmollir, à peine de la réparation à ses despens, l'entretenir de réparations de carlage vitrage et terrasse, et le rendre en fin de ferme en bon estat de réparation réservé les castz fortuits; quitter et mettre au délivré le bas dudit logis, toutes foyes et quantes que la ville en aura besoin pour y faire la garde, parce qu'il ne paiera qu'à proportion du temps qu'il jouira, » adjudgé à la somme de 250<sup>l</sup> par an, plus 100<sup>l</sup> de denier à Dieu, le 10 septembre 1648: d'un petit corps de garde, sis sur les murailles, près la porte Poissonnière, pour 14<sup>l</sup> par an, février 1657: du corps de garde, de la Porte-Neuve au Marchix, 1648: de Sauvetout, 1600: de Champ-Fleury, 1667; des Chartreux, au bout du faubourg Saint-Clément, 1667: de Saint-André; de la porte Poissonnière, « l'un des corps de garde de la porte Poissonnière, prochain de la herse, qui est celui vers la Fosse, pour huit escuz sol, » 10 juin 1602: « le corps de garde sys proche la barrière des Recollets, et la loge en dépan-dant, le logis sis sur le pont de Toussaints, » 1646: du corps de garde de la porte Gellée, 16 octobre 1628: corps de garde du bas de la Fosse, près la Verrerie, 1678.

DD. 79. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 20 pièces papier.

**1649-1782.** — Bannies et baux, de la maison dite, le Petit-Hôtel de ville, consistant en « une maison et jardin au derrière, et un cabinet au bout dudit jar-din, couvert d'ardoises, appartenant à la Ville, situé proche et joignant l'Hôtel-de-Ville du costé du levant, » pour la somme de 240<sup>l</sup> chaque année, 1668, et 400<sup>l</sup> en 1760. Adjudication de la ferme des portes de la ville: « Primo, les portes de Saint-Nicolas et de Brancas, avec les deux tours et logemens qui dépendent des-dites portes; secundo, la porte de Sauvetout et celle du port Communeau, avec la petite maison qui est à

droit de la barrière dudit pont de Sauvetout, sortans de la ville, les logemens qui sont sur la tour et les murs du port Communeau, comme en jouissoient les maîtres chirurgiens, ensemble le petit logement qui est au joignant de ladite porte du port Communeau ; tertio, la porte de la Chambre des Comptes, ouvrant sur les fossés de la ville, avec le jardin qui est sur le boulevard, au derrière de la tour de Papegault ; quarto, les portes de Saint-Pierre, avec les logemens qui sont dans la première tour au dessus à gauche en sortant de la ville ; quinto, les portes du port Maillard, de la Poissonnerie et de la Poterne, avec l'œil de bœuf qui est sous icelle porte de la Poissonnerie, la tour du Rateau qui est découverte et la tour des Espagnols, avec la faculté de déposer des osiers et perches sur les murs de ville, des deux côtés d'icelle tour, parce qu'il n'en pourra cependant estre mis du côté de la rue, sous quelque prétexte que ce soit, ... à charge encore de prendre le soin d'ouvrir et fermer lesdites portes aux heures ordinaires, et d'en faire bonne et seure garde, suivant les ordonnances et réglemens, sans néanmoins prendre le titre de portiers de la Ville, ny pouvoir jouir des gages attachés à ces places, sans s'attribuer ny lever aucun droit à la surcharge du public, parce que chacun des adjudicataires jouira pendant le cours de sa ferme de l'exemption de logement des gens de guerre, et des autres prérogatives et privilèges dont avoient droit de jouir les pourvus de ces places. » Le 15 janvier 1749, les portes de St Nicolas et Brancas furent affermées 450<sup>l</sup> par an ; celles de Sauvetout et du port Communeau, 230<sup>l</sup> ; la porte de Saint-Pierre, 255<sup>l</sup> ; celles du port Maillard ; de la Poissonnerie et de la Poterne, 560<sup>l</sup> ; la porte de la Chambre des Comptes, 80<sup>l</sup>. Arrêt de la Chambre des Comptes, du 7 mars 1687, sur la requête des maire et échevins, « remontrant que par ordre du seigneur duc de Chaulnes, gouverneur de cette province, ladite communauté avoit fait construire, à ses frais, une glacière d'une grandeur et profondeur considérable, sur la contrescarpe des fossez de la ville proche la Motte de Saint-Nicolas, pour la commodité et service tant dudit seigneur duc, nosseigneurs de ladite Chambre, qu'autres personnes de la première qualité, et même des habitans de la ville, » qui confirme ceux-ci dans la propriété de la glace et valide le bail fait au nommé Guerinet. Bail de la glacière, le premier prétendant demande 350<sup>l</sup> par an, le dernier Guerinet, offre « faire remplir ladite glacière de glasse, pendant le

temps de cinq ans, et y faire les réparations requises et nécessaires, pourveu que Messieurs du Bureau lui permettent de disposer de ladite glace et la distribuer aux personnes qui en souhaitteront. » Procès-verbal de l'état de la glacière, 1712. Ferme d'une boutique située sur la place du Bouffay, 1740, et d'une maison rue du Bois-Tortu, 1782.

#### Chantiers de constructions.

DD. 80. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 1 de 5, 1 de 4, 11 pièces papier.

**1758-1781.** — Bannies et baux des chantiers de constructions de navires à Chezine ; au sieur Bourmaud, et procédure entre lui et la communauté, 1763-1764 ; au sieur Prébois 1772 ; « le Bureau, considérant qu'il est de l'intérêt de la communauté, de se prêter à toutes les entreprises qui tendent à accroître la navigation et le commerce, a permis et permet au s<sup>r</sup> Prébois fils, constructeur de navires, de former un nouveau chantier de constructions, à Chezine, sur le nouveau terrain joignant son parc au bois, vis-à-vis le corps de garde des employés des fermes du Roi, et de faire démolir à cette fin, à ses frais, une partie du quai, à la charge par lui : premièrement, de laisser un espace ou passage de trente pieds de largeur entre ledit chantier et les maisons qui sont au devant ; secondement, de laisser libre l'accès de la calle qui règne en amont le long de son parc au bois, et celui du plat fond de la calle qui se trouve en avant dudit terrain, pour l'usage de laquelle il entretiendra une issue de vingt-quatre pieds jusqu'à la rue ; troisièmement, de vider et abandonner ledit chantier, et de rétablir la partie du mur du quai qu'il aura démoli, dans son épaisseur et hauteur actuelle, en tout cas à la hauteur des murs du quai d'Aiguillon, et ce à la première requisition qui lui en sera faite de la part de la communauté, sans pouvoir exiger vers elle aucune espèce de dommages et intérêts pour cause de troubles et contestations qu'il pourroit essuyer touchant la possession de ce terrain, laquelle la communauté n'entend point garantir. » Demande par Nicolas Viau, constructeur, de concession « soit à titre de propriété, soit à bail emphytéotique, aux conditions dont on conviendra, du terrain compris entre la maison du sieur de Luzançay, et la vigne des religieux minimes pour y établir un chantier de construction de navires », 1775. Autre requête de 1781, par les sieurs Hubert et Baudoux.

**Bains publics.**

DD. 81. (Liasse.) — 1 cahier de 14 f<sup>os</sup>, 1 de 10, 2 pièces parchemin ; 1 cahier de 10, 2 de 8, 1 de 4 f<sup>os</sup>, 36 pièces papier ; 2 plans.

**1770-1789.** — Arrêt du Conseil du Roi, en faveur du sieur Gabriel Jourdain, privilégié de S. M. pour les bains publics sur la rivière de Loire, à Nantes, tendant à ce que la délibération de la communauté, du 10 mars 1770, portant cession audit Jourdain du moulin Grognard et dépendances, pour y établir des bains publics, serait exécutée selon sa forme et teneur ; ce faisant qu'il serait passé outre à l'établissement desdits bains, sur l'emplacement du moulin Grognard », 17 septembre 1771. Autre arrêt confirmatif du précédent, et rendu contre l'opposition des propriétaires de l'île Feydeau, 1<sup>er</sup> décembre 1778. Requête adressée aux maire et échevins par le sieur Gabriel « disant qu'ayant eu le malheur de perdre sa fortune, dans l'incendie des bains qu'il avoit établis, dont le public jouissait depuis deux ans et demis..., il ose vous représenter que le bâtiment appelé le moulin Grognard est un des emplacements qui conviendrait à l'établissement des nouveaux bains publics. » Requête au maire par divers propriétaires de l'île Feydeau, pour s'opposer à la « permission de bâtir des bains, sur la petite promenade, vulgairement appelée l'Éperon de l'île Feydeau ». Mémoires, requêtes, pièces de procédure. « Chaque bain est de 3<sup>l</sup>. Les abonnements ordinaires sont de six billets de bains à raison de 40<sup>s</sup> chaque. Il y a des abonnements de 8, 9 et 12 billets, même prix. Pour la facilité du public, ces billets ont cours l'année entière. Les personnes qui les prennent ont la liberté de les céder et transférer à leur gré sans distinction des cartes marquées pour hommes de celles marquées pour femmes, » 1785 (1).

DD. 82. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 18 pièces papier, dont 8 imprimés.

**1728-1785.** — Règlement concernant les conditions à observer en procédant aux adjudications des ouvrages publics de la ville et communauté de Nantes, 14 avril 1728, avec approbation de l'intendant. Correspondance entre le maire et l'intendant. Plaintes

(1) Le sieur Jourdain, avait employé 30,000 francs pour la construction de son premier établissement incendié dans la nuit du 24 au 25 septembre 1770. Ce fut lui qui exploita plus tard les bains de la Petite-Hollaude. Le moulin Grognard, était construit sur une des piles du pont de la Belle-Croix, non loin de la chapelle de Bon-Secours.

des adjudicataires des travaux communaux, au sujet des sommes qu'ils doivent payer aux syndic, greffier, concierge et trompette pour bannies et expédition de baux, 1731. Ordonnance de l'intendant prescrivant au sieur Retau du Fresne, procureur-syndic, et aux greffier de la mairie de restituer les sommes en trop perçues par eux. Pour l'adjudication des pavés des ponts de pierre et chemins de Toute-Vertu, juin 1736, l'adjudicataire paya : pour le devis 24<sup>l</sup>, au trompette 3<sup>l</sup>, au concierge 1<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>, et outre ces sommes, 3<sup>l</sup> au greffier, 5<sup>l</sup> au procureur-syndic pour ses bannies. Arrêt du Conseil d'État « qui ordonne que tous les baux et adjudications des biens patrimoniaux et des ouvrages publics des villes et communautés de Bretagne, seront faits désormais par devant le sieur intendant, ou, en son absence, par devant ceux de ses subdélégués qu'il aura commis à cet effet, 1785. »

**Ponts.**

DD. 83. (Liasse.) — 11 pièces parchemin ; 23 pièces papier.

**1450-1590.** — Quittances de Jean Geraudin, « gouverneur des ponts de bois, d'entre la Sauzaye de Piremil, congnois et confesse avoir eu et reçu de Pierres Bernard, miseur des cupvres et réparations de la ville de Nantes, la somme de vingt quatre livres monnoye, pour mes gaiges de deux ans, au pris de douze livres par an, » 1450. Institution par les officiers et bourgeois, « estans au Conseil et Assemblée de ladite ville, comme nous appartient, et usant de noz prévilleges et droitz, de touz temps nous octroyez et concedez par les feuz princes de Bretagne, commectre et instituer aux officiers es offices concernantes le fait de la mise de ceste dicte ville de Nantes, et entre autres en l'office et charge de maistre pontonnier, et cheff des ouvriers besoignans à la réparation, édifice et entretenement des ponts de boays de la ville de Nantes, avons commis et depputé, commectons et deputons Pierre Geraudin, au lieu et place de feu André Lotin, oudit office et charge de maistre pontonnier et chief des ouvriers qui besoigneront de cy en avant à la réparation édifice et entretenement des ponts de boays de ceste dicte ville... » 20 janvier 1497. Quittances du même pour ses gages, 1499-1506. Requête aux maire et échevins « par les pontonniers quy cy devant ont fait marché pour faire les cheneveaulx, au dessus et desoubz du pont de la Magdelaine, où ilz ont fait leur debvoir. » Ils demandent ou que leur marché soit annulé, ou qu'on leur fournisse le bois



nécessaire pour continuer leurs travaux pendant que le temps est beau. Autre requête des « maîtres et compagnons perreurs, quelz sont à vostre service à l'œuvre de la perrière de grizon des ponts de pierre de Nantes, et que ne leur a esté payé par jour que huit souz six deniers, et aux derniers six souz six deniers, combien que les vivres ont grandement encheries; » ils demandent une augmentation de salaire. Ces deux actes ne sont pas datés, mais appartiennent à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Ordre au miseur « de satisfaire et payer les ouvriers et manœuvres qui ont travaillé et travaillent aux œuvres et astelliers publicz de la ville, tant de la semaine dernière que de la présente; » le 27 juillet 1590.

DD. 84. (Liasse.) — 18 pièces parchemin; 5 pièces papier.

**1552-1588.** — Quittances de loyers dus par la ville, pour location de chambres ou maisons, destinées à abriter les engins et madriers des ponts; « pour le louage d'une petite chambre estante siise et située entre le pont de Boys-Jolly et le pont de Toussaints, pour servir à mettre madriers et autres boys de ceste dicte ville pour lesdicts ponts, » 1552-1559. Inventaire des « meubles, boys, angins et autres ustancilles servans esdictz pontz, 9 février 1588 : le grand angin, estant sur le pont de la Madellaine, garny de quatre poulies de cuyvre et de chevilles de fer avecq un cable. Deux moutons de bronze à battre les pillotis. Une forge garnie de deulx soufflectz, avecq une enclume, ung marteau et une paire de tenailles. Une sonde de fer à sonder la terre pour assoir les pillotis. Ung marteau têtü, pesant vingt cinq livres ou environ, avecq deux chevilles de fer... » Marché passé avec Jourdain Guyde, charpentier, le 11 décembre 1570, « lequel a promis rendre regnable au mois de janvier prochain ung engin de la faczon et ainsi qu'il est tracé et désiné par la modèle d'iceluy escripte de l'autre costé de ceste feuille, pour servir à l'œuvre des ponts que l'on refait de présent à Pirmil, à la somme de 32<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>. » De l'autre côté est le dessin exécuté par Jourdain, qui représente une sorte de grue en bois, pour manœuvrer un mouton massif, soutenu par une chaîne en fer. « Le nombre du poys du métal qui a esté baillé à Franczoys Belamy, pour faire ung mouton de cuyvre pour battre les paulx à Pillemil : somme tant le fer que le bronze a esté baillé 879<sup>l</sup> 1 quart, poys de marc; sur quoy il a rendu le mouton neuf qui peze 662<sup>l</sup>, juillet 1571.

DD. 85. (Liasse.) — 2 pièces parchemin; 1 cahier de 11 f<sup>o</sup>s, 32 pièces papier; 1 sceau brisé.

**1476-1595.** — Quittances de ventes de pieds d'arbres pour servir aux ponts de Nantes. Le 6 août 1477, « la somme de sept vigns dix livres monnoye à cause de la vente et livraison de quatre vigns piez de chesne pour faire estappes es pons de Nantes, savoir : quarante de quarante piez de long chacune, et autres quarante de trente cinq piez chacun. » Procès-verbal de visite et audition de témoins (Pierre Heudes, M<sup>e</sup> architecte, et ses ouvriers), fait par René du Cambout, grand veneur, « grand maistre enquesteur et général réformateur des eaues bois et forests, » au sujet de la donation, à faire par le Roi, d'un certain nombre de pieds d'arbres pour la reconstruction des ponts de Nantes. Il se termine ainsi : « Et ce fait, pour informer et rendre notre présent procès-verbal plus certain, de la quantité des bois requis audit œuvre, avons faict mesurer et arpenter chacun des braz de la rivière de Loire, estanz depuis lediet forsbourg de Piremil, jusques à l'entrée de ladicte ville dicte porte de la Poissonnerie, sur laquelle nous sommes deuement informez estre assis le tablier de la recepte des deniers Royaulx du devoir de la Provosté, montant chacun an, cinquante mille livres tournois ou environ, receuz en la ville de Nantes, distante dudit Piremil d'une grande demye lieue. Entre lesquels dicte porte de ville et forsbourge de Piremil, avons trouvé y avoir le nombre de cinq ponts sur bras de l'eau de ladite rivière de Loire, oultre le proche pont à l'entrée de ladite ville, ou est assis le pont levys d'icelle, iceulx ponts nommez, le premier le pont dudit Piremil, contenant six vingts six toises de six piedz de Roy chacune toise; auquel lieu avons trouvé ledit œuvre encommencé à construire de sept pilliers de maczonnerie, non parachevez au dessus des pilotiz de bois. Et veu la distance estante entre chacun desdits pilliers, jà encommencez, qui est de dix huit piedz, avons trouvé qu'il est requis faire encore audit lieu de Piremil, le nombre de neuf pilliers, oultre ceulx qui jà y sont encommencez, de même et pareille œuvre que devant est recordé par les maistres architecteurs et manœuvres y besongnans. Item, au second pont, appelé le pont des Rouxeaux, contenant quarante trois toises, trois pieds, de pareille longueur chacune toise; audict pont de Toussaintz, dix neuf toises, trois piedz; au tiers pont appelé le pont de la Magdelaine, quatre vingtz dix sept toises; et au quart pont



appelé le pont au devant de la Saulzaye, soixante sept toises, passant franc de ladite rivière de Loire soubz chacun d'iceulx pontz. Et eu esgard à la longueur d'iceulx..... serions d'avis, soubz le bon plaisir du Roy pour le présent, et sauf par cy après à leur en pourveoir en plus grand nombre, qu'il feust délivré ausdits manans et habitans de ladite ville de Nantes, pour suyvre et continuer leur bonne intention audiet œuvre ausy nécessaire pour l'utilité de la République et augmentation du commerce et traficq de marchandise qui se faict audiet lieu, au moien duquel tourne au profit à ladicte Majesté, de vingt mille livres chacun an et plus, jusques au nombre de trois mille pieds de chesnes.... » 21 décembre 1568. Lettres patentes de Charles IX, accordant 500 pieds d'arbres à prendre dans ses forêts pour la réparation des ponts, et requête des habitants au Roi, au bas de laquelle est reproduite cette permission, à Amboise le 23 janvier 1572. Autre requête, sans date, tendant à obtenir l'autorisation de couper dans le « bois de la Poictevine et forest de Melleray » les bois nécessaires pour « mectre et emploier à la grand voye qui est esdicts ponts de pierre près la tour de Piremil. » Délibération du 3 mars 1576, portant que le sieur abbé de Melleraye, sera contraint de laisser enlever le bois nécessaire à l'œuvre des ponts. Marché fait entre Ivon Jaunay et les miseur et contrôleur de la ville, par lequel le premier doit fournir aux seconds, « quarante arbres de chesne de bon boys, sain et droit, qui auront chacun 40 piez de provosté de longueur chacun pié, et aura chacune pièce d'arbre au susain bout de bataizon, demy pié de provosté, et ung dour francs ; et autres quarante arbres de chesne, bon boys et droit qui seront de 35 piez de long, et auront de bataizon au susain bout demy pié et ung dour, ainsi que des autres, au pris de chacun pyé doze deniers, que ledit miseur est tenu et a promis lui poier, sans date. Poursuites contre Ambroise Bretet, accusé « d'avoir prins ou faict prendre deux perches estantes à l'œuvre des ponts esquelles estoient attachez, avecques liens, plusieurs pots de boys d'icelluy œuvre, lesquelz ce faisant auroient été coupez, tellement que lesdits potz, revenans à grande valleur se seroient perduz par les marées ; » il est condamné à cinquante écus de dommages, juillet 1578. Procès-verbaux de mesurage, fait par le sieur Laubier, accompagné du miseur et de Pierre Heudes, l'architecte des ponts, de 184 pieds de chêne, donnant 4,442 picds, mai 1580 ; de 87 arbres

donnant 2,086 pieds, août 1581 ; de 61 chênes contenant 1,435 pieds, septembre 1581. Monitoires publiés dans diverses églises de la ville, invitant, sous peine d'excommunication, ceux qui connaîtraient des détails du vol de bois, commis au préjudice de l'œuvre des ponts, à faire des révélations, 25 mai 1590. Procédures, entre autres, contre un nommé Lancelot, qui avait dérobé dans la saulsaye du Bois-Joly une grande pièce de bois pour l'employer à une construction qu'il faisait élever dans l'île des Chevaliers, 1590.

DD. 86. (Liasse.) — 1 cahier, 8 f<sup>o</sup>s, 4 de 4, 21 pièces papier.

**1546-1559.** — Mémoires de clous et autres marchandises fournies à la ville. «.... Item, le 23<sup>e</sup> jour dudit mois (juillet 1549), baillé à Héart, coupvreur, pour coupvrir la vir de l'escole Saint-Jehan, deux milliers de clous à lactes, et 31 clous de 1 denier la pisse, et pour 2<sup>e</sup> 7<sup>a</sup> de clous de deux à denier, et demy livre de clous quarrés, vallant le tout 17<sup>s</sup>, 10<sup>a</sup>. Item, le 6<sup>e</sup> jour dudit mois septembre 1549, pour l'escole Saint-Jehan, six palles de boys, des grandes à 18<sup>a</sup> la pisse. Item, le 12 juillet oudit an (1551), baillé ung cent de clous de 2<sup>a</sup> la pisse et 20 clous de 1<sup>a</sup> la pisse et pour sept deniers de petits clous, à Georges Charpentier, pour la ville, pour le pont de Saincte-Radegonde. Baillé au tapissier ung cent clou croche de deux à denier, et ung cent de clou de six à denier... »

DD. 87. (Liasse.) — 8 pièces parchemin : 36 pièces papier.

**1475-1575.** — Baux, fermes et quittances du droit de passage sur la rivière de Loire pendant les réparations des ponts. Dans une requête, les fermiers exposent que « incontinent qu'ilz eurent fait ladite prinse, la creue de la rivière survint, qui dura près de quinze jours, tellement qu'il convenoit avoir en chacune gabarre huit hommes. Ausy ung jour de sabmadi durant ledit moys fist si grande et forte nege, qu'il ne vint à la ville comme nuls gens, qui devoit estre le meilleur jour de tout le moys, car c'estoit le sabmadi gras, que ung chascun feust venu à la ville pour faire ses provisions de caresme. » Ils demandent un rabais de 60<sup>s</sup> sur leur ferme, l'administration leur accorde seulement 16<sup>s</sup>, 21 mars 1476. « La ferme du passage du pont de Nantes et de Piremil, pour deux mois et ung jour commencent le lundi xxv<sup>e</sup> jour de ce présent moys de febvrier, et à durer jueques au lundi prochain après la feste de Pasques, d'illecques prochain ensuivent, yecluy lundy comprins, outre

deux moys à xxviii jours pour moys, en la forme et manière déclarée icy présentement par mes seigneurs le cappitaine, connestable, procureur, recepveurs et aultres pluseurs gens en présence de ce, et pour en jouir joust l'ordrenence en faicte; a mys à pris Berthomé Rivaleau ladite ferme à la somme de deux cens cinq livres, les cinq livres de proufllt ou de rabat, et luy demora, et fut le xxv<sup>e</sup> jour de febvrier l'an 1480. » États, dressés par les fermiers du nombre de charettes, charges de draps, mercerie et autres marchandises, passées « dempuix que les pons rompirent », 1481... Rabais à Rivaleau de 12<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> sur sa ferme durant la roture et deffault desdits pons, « en ce qu'est le passage deffailly cinq jours, savoir : le jeudi absolu, vendredi, sabmadi, dimanche et lundi ensuyvans, qui estoient les jours qui plus povoint valloir à ladite ferme, pourtant que s'estoient les prochains de la feste de Pasques, que le peuple venoit en grand habundance en la ville, tant pour le pardon général qui y estoit, que aux sermons et en dévotion pour honneur et solennité de ladite feste, et pour leurs autres négoces et affaires, » 30 mai 1481. « Baillée à ferme du passage des ponts de Piremil, pendant le temps que l'on sera à refaire et rabiller lesdits pons, estans pour le présent fors ruynez, et en grant indigence de réparation, pour en jouir à la manière acoustumée, et o la charge de passer et repasser, sans aucun salaire, tous pouvres mandicans, religieux mandiens, jeunes enffens allans à l'escolle, pour la somme de 70<sup>l</sup> monnoye tournoys, soixante dix sous ou rabat, à raison de trante jours pour moys, » 13 juillet 1548. Dans l'adjudication du passage du pont de Pirmil, consentie le 26 juillet 1557, l'adjudicataire s'engage « à prandre pour homme à cheval, tant d'aller que de venir deux deniers tournoys, et pour ung homme seul ung denier, sans en ce comprendre les escolliers pauvres, misérables personnes et religieux qui ne poyront rien. »

DD. 88. (Liasse.) — 4 pièces parchemin; 1 cahier 8 f<sup>o</sup>s, 3 pièces papier; 2 sceaux.

**1562-1568.** — Requête des habitants au Roi, pour obtenir l'autorisation de lever un droit sur les bêtes de somme et les hommes qui passent sur les ponts, et d'en employer le produit à l'entretien des ponts. Ils demandent aussi à établir un passage en bateau pendant les réparations à exécuter, 11 novembre 1562. Lettres de Charles IX, du même jour prescrivant des informations à ce sujet. Autre requête de mai 1565,

dans le même but, avec lettres semblables y annexées. Avis favorable du sénéchal de Nantes, en date des 6 et 7 juin 1565 : « que à raison des grandes glaces et inundations quy ont esté l'yver derrenier, en la rivière de Loyre, si violantes, qu'il en aiet jamais esté de plus, ont cassé, demoly, ruyné et emporté la pluspart des ponts dudict Nantes; par le moyen de quoy, il a convenu avoir gabarres basteaulx et personnes pour passer et repasser le peuple, chevaux, marchandises, et aultres bestes, pour l'entrée et sortye de ladicte ville, pour l'exercice du grand trafficq et commerce de marchandises quy se y faict et manye; lequel passage lesdiets manans et habitans auroient esté condampnez poyer et entretenir des deniers communs d'icelle ville, par arrest de la Court du Parlement de ce pays, sans ouyr les supplians... » Lettres patentes du Roi, en date à Châteaubriand, le 25 octobre 1565, par lesquelles, « à ce que lesdits maire et eschevins ayent meilleur moyen de faire entretenir leursdits pons et leurdite ville, avons permis, accordé et octroyé que pendant et durant le temps que l'on refera et racoustrera lesdits pons, ils puissent et leur soit loysible prendre, cuillir et lever par eulx et leurs fermiers, ung denier pour chacune personne, ung denier pour chacun cheval et autre beste pour leur dit passage, et entretenement de bateliers, bac ou bateaulx, et le surplus, si aucun est, pour la réparation desdits pons. Entérinement par la Chambre des Comptes, des lettres précédentes. Requête des habitants au Parlement, avril 1568, pour obtenir que conformément à leurs anciens privilèges il leur soit permis de lever un denier par homme de pied et deux deniers par cheval qui passent dans les bateaux établis pendant la réparation des ponts. Au bas est écrit : « attendu qu'il y a eu arrest d'entre parties ouyes, contraire à ce que demandent lesdits supplians, nous empeschons l'effect de leur requeste, signé : Jacques Budes. »

DD. 89. (Liasse.) — 1 cahier 4 f<sup>o</sup>s, 13 pièces parchemin; 15 pièces papier; 3 sceaux, dont deux brisés.

**1581-1660.** — Requête adressée au Roi par les habitants, pour le prier d'ordonner la restitution, à leur profit, d'une somme de 1,000<sup>l</sup>, retenue par le receveur de ses finances, pour payer les gages de certains officiers, et faisant partie des 2,000<sup>l</sup>, à eux accordés annuellement sur la recette de Bretagne, destinées exclusivement à l'œuvre des ponts. Lettres

du Roi renvoyant cette requête générale aux trésoriers généraux, septembre 1581; avis favorable de ces derniers; lettres patentes, prescrivant « que ladite somme de mil livres sera prinse par lesdits supplians sur les deniers de la présente année destinés pour l'acquit de leurs debtes, qu'ils levent par notre auctorité en ladite ville, pour l'employer à la construction des ponts..., et voulans pourveoir à ce que à l'advenir il ne se face aucun retranchement ne reculement desdites deux mille livres, affin que ledit œuvre et construction de ponts ne soit retardée, vous mandons que vous n'ayez à souffrir et permettre qu'il se face doresnavant aucun retranchement ou reculement desdits deux mil francs... », 11 mai 1582. Requêtes aux généraux des finances pour obtenir le paiement de tout ou partie de ces deux mille francs. Lettres du duc de Mercœur, prescrivant le paiement de ces 2,000<sup>l</sup>, 14 juillet 1589; requêtes adressées au même; ajournement et condamnation du receveur des domaines; nouvelle ordonnance du duc de Mercœur, juillet 1590; Lettres patentes de Henri IV, rétablissant en faveur des habitants de Nantes, les 2,000<sup>l</sup> à prendre chaque année sur les deniers de la recette générale pour la reconstruction des ponts de pierre, à Nantes le 6 mai 1598, signé : Henry. Ordres d'entérinement de ces lettres et arrêt de la Chambre des Comptes. Lettres du même roi, aux généraux des finances de faire payer chaque année les 2,000<sup>l</sup> accordées pour l'œuvre des ponts, 1599 et 1600. Lettres patentes du Roi, avril 1635, prorogeant à la ville de Nantes, le don annuel de 2,000<sup>l</sup> accordé par ses prédécesseurs pour la reconstruction et l'entretien des ponts, à la charge en outre de procéder au nettoicement de la rivière d'Erdre.

DD. 90. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 1 cahier de 54 f<sup>os</sup>, 1 de 32, 1 de 12, 2 de 10, 1 de 8. 1 de 6, 10 pièces papier.

**1536-1641.** — Procès-verbaux de visites des ponts. « Visitacion ce jour dix-huictiesme de janvier, faite par nous missire François du Puy du Fou, chevalier, seigneur dudit lieu, capitaine des ville et chastel de Nantes, soubz la charge de monseigneur le grand maistre de France, François de Kermenguy, alloué et juge ordinaire de Nantes, missire Olivier de Lesquoet, docteur es droictz et provost de Nantes, missire Guillaume Laurens, aussi docteur et procureur pour le Roy audit Nantes, à la requeste de missire Mathurin Ballue, pareillement docteur et procureur des nobles bourgeois, manans et habitans de la ville et forsbourges

dudit Nantes, plus Estienne Ripvière, Mathurin Pillays, miseur des deniers communs de la ville, Mathurin Peletier controleur d'icelle, et plusieurs autres bourgeois, manans et habitans, de la rompture et briseure des ponts estans et qui sont édifiez sur la ripvière de Loyre, entre la ville dudit Nantes et le bourg de Piremil, queulx ont estez ceste année, et puis peu de temps, rompuz et brisez avecques les pescheries y estans, ou ledit seigneur pourroit avoir gros prouffit et utilité, à raison des grosses glaces qui ceste année ont passé par à travers lesdits ponts. Ordonnance de la Cour de Parlement, qui enjoint « aux officiers de la ville de Nantes, faire vacquer promptement et incontinent à la réparation des ponts, et cependant qu'ils tiennent deux basteaulx pour passer et rapasser les allans et portans marchandye, tant de pié que de cheval en ladite ville, sans prandre pour ce faire aucun tribut ne péage pendant lesdites reparations, » 11 août 1558. Procès-verbal de la visite des ponts et des dégradations survenues à la suite des gélées rigoureuses de 1564; commission donnée au sieur François Motay, requête des habitans de Nantes, dépositions de témoins : « Noble et puissant messire René du Cambout, chevalier, seigneur dudit lieu, grand maistre, grand veneur et général réformateur des eaux et forestz de ce pais de Bretagne, enquis sur les moyens et articles desdits habitans, contenus en leur requeste dépose que, en l'iver dernier les glaces, gélées et neiges ont esté si grandes et débordées aux ponts dudit Nantes, que c'est chose presque incroyable. Lesquelles ont tellement esbranlé les ponts de ladite ville, assis sur la rivière de Loyre, depuis la Saulzaye jusques à Piremil, estant d'une petite lieue françoise l'un de l'autre, que grande partie du pont appelé le pont de Pirmil est tombée en ruynes, et le reste si esbranlé que peu s'en fault qu'il ne tombe. A cause de laquelle rompture, le grant cours de ladite rivière qui passoit par devant et joignant ladite ville et Fosse de Nantes, a prins son cours vers ledit pont de Piremil, où est ladite rompture; et par ce la rivière du costé de ladite ville est grandement dymnuée et bessée, tellement que si bien tost n'est pourveu à la réedification desdits ponts le navigaige cessera, parce que les navires venans de la mer et bateaulx venans d'amont ne trouveront eaue suffisante pour aborder à ladite Fosse et ville de Nantes... » A la suite de l'audition des témoins, le commissaire se livre à l'évaluation des revenus du Roi et de la ville, les impôts et

billots rapportent, année moyenne, 6,683<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> tournois; l'année moyenne du revenu de la ville est de 6,406<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 11<sup>d</sup> tournois, sur lesquels il ne reste aux habitants, leurs charges payées, que 4,806<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>; les fermes des pêcheries situées au-dessus et au-dessous des ponts, rapportent au Roi, 5,583<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 5<sup>d</sup> tournois. Procès-verbal de la visite des ponts, quais, murs, portes, tours de la ville, avec désignation des sommes nécessaires pour leurs réparations, fait le 25 février 1625, par Claude Cornulier de la Touche et le vicomte du Boschet, conseillers du Roi, trésoriers de France, généraux de ses finances en Bretagne. Les maire et échevins remontent « que, depuis les quatre ou cinq ans derniers, il leur a esté impossible de faire les bastiments et réparations nécessaires, tant en ladite ville et faubourgs, que ponts et quais, sur les deniers d'octroy qui leur ont cy devant esté concédés par S. M. et continués par ses lettres du 29 janvier 1620, à cause des grandes dépenses extraordinaires qui leur sont survenues, tant pour l'arrivée de S. M. en cette ville en 1622, nourriture et garde de six cents tant de prisonniers, prins à la déroutte de l'île de Ré, dont la ville auroit porté les frais pendant sept mois, assemblées des États de cette province et autres frais et mises....; mesmes qu'il n'a esté trouvé autre moyen pour nettoier la rivière de Loire, à l'endroit du port de la Fosse dudit Nantes et au dessoubz, que de continuer les quays d'iceluy, à ce que l'eau resserrée et battant contre lesdits quais, emporte, par sa rapacité, les bancs de sables qui s'y trouvent et empeschent l'abord des vaisseaux, qui, à cette occasion, sont contraints de demeurer à quatre ou cinq lieues de ladite ville, où ils ne peuvent estre chargez ny deschargez que par gabarres et batteaux plats, dont la dépense est si grande que le profflet de la marchandise n'y peut suffire..... Et nous estans transportés aux quais et faubourgs de la Fosse, (une vingtaine de marchands dont les noms sont cités) ont remontré les inconveniens appareuz et cy dessus déclarez, que à raison desdits bancs de sables le commerce est grandement incommodé, et les devoirs diminués, parce que les navires et autres vaisseaux qui avoient accoustumé de venir de la mer aborder et mouiller l'ancre au port et havre de la Fosse, n'en peuvent à présent approcher de quatre à cinq lieues, et sont les marchans contraints prendre autre route pour éviter la perte de leurs vaisseaux et grandes dépenses de la décharge d'iceux.... » Autres procès-verbaux 1631 et 1637;

marchés pour diverses réparations, requêtes des maires, échevins et bourgeois.

DD. 94. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 3 de 10, 6 de 6. 2 de 4, 58 pièces papier.

**1647-1699.** — Procès-verbaux de visites des ponts, 1647, 1648, 1667, 1678, 1679, 1681; adjudications et devis de divers travaux de réparations aux ponts de bois, ponts de pierres, ponts-levis, herses, barrières de la ville. Visite du 25 mai 1648: « sur le pont de la porte Poissonnerie, lequel pont tant levys que dormant, aurions veu en fort mauvais estat, et nous auroit dit le sieur Dorsemaine, charpentier et architecte, qu'il convient changer quantité de madriers, dont y en a deux à la sortye et proche la herse qui sont usez et entièrement coupez, en sorte qu'on a esté contrainct de mettre une grosse pierre à boucher l'ouverture, pour esviter le danger qu'il y auroit d'y passer; et est ledit pont, en plusieurs endroitz, doublé de bouts de madriers, lequel doublage est fort préjudiciable audit pont. » Visite du 10 juillet 1670: « Estans sur le pont Poissonnière, nous ont lesdits experts monstré, et avons veu que sur la voute et arcade qui porte ledit pont du bout vers la ville est bastye et construite une pyramide, sur la gauche de ladite arcade du costé d'aval, laquelle charge ladite arcade dudit costé, et pourroit la faire besser; et pour la tenir ferme et empescher de besser est requis de battre six pillotyes soubz la pièce de bois traversante, qui porte la saintre, et sur icelle piece de bois mettre six estayes (étais) de bois pour le support de ladite arcade soubz ladite pyramide. De là sommes dessendus soubz la voute de la cohue neuve, de laquelle voute lesdits experts nous ont monstré, et avons veu, nombre de pierres de grison d'icelle tombées et emportées par les grandes eaux, et qu'il est requis en mettre et remasonner d'autres en la place, avecq chaux, sable et symant.... » Procès-verbal du 12 février 1698: « .... Estans au faubourg de la Saulzaye, nous avons veu ledit faubourg inondé d'eau, depuis l'entrée d'icelluy jusqu'au de là du moulin du Chapitre, ce qui nous a obligé de nous mettre en batteau pour nous faire passer le long dudit faubourg pour aller veoir et visiter les autres ponts. Et estans à l'entrée de celluy (le faubourg) de Bièce, nous avons aussi esté obligés de passer en deux endroits d'icelluy en batteau, et pareillement au bout du faubourg de Vretais; comme aussi depuis l'entrée du faubourg de Dos-d'Asne,

jusque au pont de Pont-Rousseau, où estans, nous avons vu les eaux sur lesdits ponts, qui commandoient à enlever les madriers, ce qui nous a obligé pour esviter la perte d'iceux ponts, de donner ordre de faire charger lesdits ponts, sur deux passées, d'un nombre de dix barriques plaines d'eau, sur chacun qui estoient prest d'estre emporté par les eaux. Et estans retournés sur le pont de Vretais, du costé de Piremil, nous avons vu ledit pont prest d'estre enlevé par lesdites eaux, et la pescherie de dessous emportée par icelles, ce qui nous auroit aussi obligé de faire mettre huit barriques plaines d'eau sur ledit pont, pour charger icelluy, et pareil nombre sur celluy de Toussaints, comme aussi avons fait mettre vingt quatre barriques plaines d'eau, douze sur le pont à-vis le moulin du Chapitre, et douze à vis celui de la ville... »

DD. 92. (Liasse.) — 1 cahier de 10 f<sup>os</sup>, 3 de 8, 2 de 6, 4 de 4, 119 pièces papier.

**1700-1750.** — Procès-verbaux de visites des ponts de bois qui d'après plusieurs pièces comprenaient, outre les ponts-levis tels que ceux de Sauvetout, de Saint-Nicolas, de Saint-Pierre, les ponts de la rivière d'Erdre, le pont de la Poissonnerie, une arche du pont de la Madeleine, l'arche de Toussaints, le pont sur la Sèvre. Adjudication du bail de l'entretien des ponts de bois, donnée le 11 février 1700, pour 1,500<sup>l</sup> par an. Bannies et publications pour réparations et travaux divers. Devis de l'ingénieur Goubert. Résiliation du bail de l'entretien 1721. Certificat du sieur Goubert : « Jacques Goubert, ingénieur, préposé aux ouvrages publics de cette ville, sur la réquisition de Mathurin Bourmaud, adjudicataire de l'entretien des ponts de bois de cette ville, par bail à luy passé par messieurs les maire et échevins le 14 janvier 1722, moyennant la somme de 1600<sup>l</sup> par an, lequel entretien a été réduit à 1007<sup>l</sup> à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1723, et depuis à 691<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>, à compter du 1<sup>er</sup> juillet audit an, suivant mes certificats des 5 mai et 9 aout de la même année, pour les causes y contenues. J'ay visité tous lesdits ponts de bois lesquels sont bien et duement entretenus; pourquoy j'estime ledit Bourmaud devoir estre payé de la somme de 691<sup>l</sup> 4<sup>s</sup> pour une année dudit entretien, commencée le 1<sup>er</sup> juillet 1723, et finie le 1<sup>er</sup> de ce mois, Nantes, le 22 juillet 1724, signé : Goubert. » Réparations aux voutes des portes, barrières, garde-corps, à la porte du port Communeau. Imprimés 1722. Correspondance entre le maire et l'intendant.

DD. 93. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 2 de 6, 6 de 4, 23 pièces papier.

**1751-1771.** — Procès-verbaux de visites des ponts de bois, ponts-levis, herses, barrières, garde-corps, entretien, baux de travaux et réparations; adjudication du 12 juillet 1741 : l'entretien à 199<sup>l</sup>; les grosses poutres de la Poissonnerie à 2<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> le pied cube; les moyennes à 1<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> le pied cube; les madriers à 7<sup>s</sup> le pied carré. Devis d'ouvrage, réceptions de travaux exécutés.

DD. 94. (Liasse.) — 1 cahier 12 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 2 de 6, 6 pièces papier.

**1705-1785.** — Procès-verbaux de visites, baux d'entretien, devis de réparations des ponts de pierres, arches, quais et calles. Bail de l'entretien des pavés des ponts de pierres et chemin de Toute-Vertu, « à raison de 6<sup>l</sup> la toise de pavés relevée à neuf, et trois sous 6 deniers la toise dudit entretien pendant cinq ans, et de relever toutes les années cent toises de pavés neufs aux clauses et conditions ci dessus exprimées. »

DD. 95. (Liasse.) — 1 cahier 12 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 51 pièces papier; 7 exemplaires de l'arrêt du Conseil. 22 avril 1721, 20 exemplaires du devis des réparations les plus urgentes.

**1721-1729.** — « Arrest du Conseil d'Estat du Roy, qui ordonne qu'il sera pris et levé par chacun an sur les deniers communs, patrimoniaux et d'octrois de la ville et communauté de Nantes, une somme de douze mille livres pour être employée aux réparations les plus urgentes à faire aux ponts de ladite ville, situés sur la rivière de Loire, du 22 avril 1721. Veu par le Roy en son Conseil le devis estimatif du 17 septembre 1720, dressé par le sieur Roussel, architecte, des réparations les plus urgentes à faire aux ponts de la ville de Nantes, situés sur la rivière de Loire, justifiant que les réparations des ponts de la Poissonnerie, de Bon-Secours, de l'Isle Gloriette, de la Madelaine, de Toussaints, de la Porte Gelée, de Brisebois, des neuf ponts de Pirmil, de Pont-Rousseau, des risbermes (1) des trois pillés dudit pont de Bon-Secours, des onze risbermes de celui de la Madelaine, des trois risbermes du pont de Toussaints, et des deux risbermes du Pont-Rousseau, reviennent au total suivant l'estimation contenue en détail audit devis, à la somme de 148,862<sup>l</sup>

(1) Risberme, retraite en talus au pied d'un mur pour le préserver des eaux.

10°. » Devis des réparations les plus urgentes à faire aux ponts de la ville de Nantes, en exécution de l'arrêt du Conseil du 22 avril 1721, et ordonnance de monseigneur l'intendant en conséquence, 14 août 1721. Ce devis contient 29 article, dont voici partie du 22<sup>e</sup> concernant les pieux : « Tous lesquels pieux, après être battus et enfoncés au refus du mouton, élançé par dix huit ou vingt hommes, seront recepez à six pouces au dessus des plus basses eaux : toute la bordure sera couronnée de chapeaux des plus longues pièces de bois que faire se pourra, et de neuf à dix pouces en quarré, assemblés à tenons et mortaises, dans tous les pieux de ladite bordure et à queue d'héronde dans leurs joints, avec une écharpe ou moise à l'angle de chaque avant-bec, assemblée aussi à queue d'héronde, le tout arrêté sur la teste des pieux, de deux un, avec chevilles de fer de quinze à seize pouces de long, et grosseur proportionnée, et au corps de la pile avec barre de fer quarré de douze à treize lignes espacées de neuf à dix pieds, scellées et clouées comme dit a esté. On remplira entre les dits pieux, avec bonnes pierres brutes, battues et arrangées le mieux possible; et il sera fait dessus un pavé de pierres de champ, avec bon mortier comme a été dit... » Ordonnances de paiements. Demandes d'augmentation de crédits pour plusieurs réparations à faire en dehors des devis; notes et procès-verbaux de l'ingénieur Goubert; Correspondance entre M. Mellier, maire de Nantes, et l'intendant de Bretagne.

DD. 96. (Liasse.) — 1 cahier 10 f<sup>o</sup>s, 2 pièces papier.

1523-1536. — Requête adressée au Roi par les habitants, dans laquelle ils exposent : « que l'an derroin les grandes eaux et glaces rompirent grand quantité des ponts de bois de ladite ville, quelz sont fort vielz et caducques, et est très nécessaire les refaire, quasi tout de neuf; à quoy la somme de 2,000<sup>l</sup>, que avez de coustume leur ordonner chacun an, ne scauroit de beaucoup y satisfaire ne fournir. » Ils demandent en conséquence, qu'en plus de ces 2,000<sup>l</sup> qui leur sont annuellement accordées pour les indemniser du devoir de Billot dont ils avaient coutume de jouir, et que S. M. s'est approprié, il leur soit donné 2,000<sup>l</sup>, 27 février 1523. Autres requêtes du même genre en 1536.

DD. 97. (Liasse.) — 40 pièces papier; 7 cachets.

1711. — Déggradations des ponts causées par

le débordement de la Loire en février 1711. Correspondance, à ce sujet entre le maire, les échevins, l'intendant, le ministre d'État, contrôleur des finances, le comte de Toulouse, gouverneur, et autres personages. Une lettre du maire Proust du Port-Lavigne, à l'intendant, 22 mars 1711, est terminée par cet alinéa : « Je croy, monseigneur, devoir vous informer que S. A. I. m'a fait remettre la somme de 1.000<sup>l</sup>, pour être distribuée par l'avis de monsieur l'Évêque aux pauvres qui ont le plus souffert par l'inondation. » Détails sur l'établissement et le choix provisoire de bateliers pour le passage des gens et charrettes. Extraits des délibérations de la ville. « Les habitants de Vretais et Pilmil, écrit le maire à l'intendant, le 2 avril, sont venus plusieurs fois me trouver, pour me prier de faire procès-verbal des dégradations de leurs maisons et des pertes qu'ils avoient souffert; mais je leur ay répondu qu'ils devoient s'adresser à vous et vous prier de leur donner un commissaire. Il est certain que leur situation est déplorable... » Désignation par l'intendant de M. Mellier, pour dresser le procès-verbal de l'état des ponts de concert avec le maire et les échevins (1).

DD. 98. (Liasse.) — 1 cahier de 32 f<sup>o</sup>s, 1 de 28, 1 de 21, 1 de 22, 1 de 18, 3 pièces papier.

1711. — Procès-verbal et devis estimatif des dégradations des ponts et autres ouvrages publics de la ville de Nantes, causées par le débordement de la Loire, fait par Gérard Mellier, subdélégué de l'intendant et commis par lui à cet effet. Deux exemplaires sont signés : Mellier; et un troisième par les échevins en plus. Le total des réparations à exécuter s'élève à la somme de 109,395<sup>l</sup> 3<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>, 1<sup>er</sup> mai. Un premier procès-verbal, en date du 26 mars, signé : Hardebourg, s'élève seulement au chiffre de 53,412<sup>l</sup>. Un autre, sans signature, et copie du précédent, porte sur la feuille qui le recouvre : Différents projets de procès-verbaux et devis estimatifs des réparations des ponts de Nantes, pièces inutiles. Mémoire et reçus d'un entrepreneur et du trompette de ville pour ses bannies.

(1) Cette crue extraordinaire de la Loire est relatée par tous nos historiens. Les désastres qu'elle occasionna furent en partie attribués aux obstacles que les rotreaux des pêcheries opposaient au passage de l'eau sous les arches des ponts. Aussi la communauté demanda-t-elle immédiatement la suppression de ces rotreaux; ce qui lui fut accordé. Indépendamment des dommages causés aux ponts, il y en eut aux quais de la Fosse, à la motte Saint-Pierre, au bateau d'Erdre, etc.

DD. 99. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 14 pièces papier.

**1711.** — Arche de bois de 130 pieds d'ouverture proposée par M. Thevenon, ingénieur, pour le rétablissement du passage de la seconde brèche du pont de Pirmil, mai et juin. «.... Description de l'état où est présentement le pont : la sixième et septième arches, qui estoient de pierres, avec le pilier entre deux, sont entièrement tombées ce qui fait une brèche de 72 pieds de longueur; les onze douze et treizième arches sont aussi renversées, avec les deux pilliers, ce qui fait une brèche d'environ 130 pieds de longueur... Dans la seconde brèche au lieu et place des trois arches et des deux piles qui ont été renversées, en attendant la réédification d'icelles, il sera fait un pont de bois d'environ 130 pieds de long, entre les piles qui existent et qui le supporteront, et de douze pieds de large dans œuvre, entre les gardes du corps, élevé et cintré de 18 pieds de hauteur sous clef; lequel cintre sera divisé en vingt quatre parties, assemblées avec vingt cinq montants ou clefs, déchargés par les arbalestriers, assemblés et contreboutés avec les contrefiches, les entretoises et croix de Saint-André; tous lesquels bois d'assemblage seront de huit sur neuf pouces de grosseur... » Ce projet évalué à une dépense de 6,000<sup>l</sup> n'eut pas de suites. Correspondance entre M. Thevenon, l'intendant et divers personnages. L'entrepreneur Laillaud, le déclare « irréalisable ».

DD. 100. (Liasse.) — 2 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 31 pièces papier, dont 26 exemplaires de l'arrêt du Conseil.

**1711.** — « Arrest du Conseil d'Estat du Roy, qui ordonne qu'il sera incessamment procédé au bail au rabais et adjudication des ouvrages qu'il est nécessaire de faire pour le rétablissement des ponts de la ville de Nantes, et autres dégradations qui ont été faites par le débordement de la rivière de Loire; donné à Marly le 30 juin 1711 : S. M. ordonne que par le sieur Ferrand ou par celui qui sera par luy subdélégué, il sera procédé au bail et adjudication au rabais,... suivant et conformément au procès-verbal fait par le sieur Mellier et au devis dressés par le sieur Thevenon, ingénieur, jusqu'à la concurrence des réparations les plus urgentes, estimées à la somme de 85,000<sup>l</sup>, dont le fonds sera pris moitié sur la ville et fauxbourgs, Pont-Rousseau Vertais et Pirmil, et l'autre moitié sur les paroisses de la campagne dudit évêché, dans les termes qui seront fixés par ledit sieur Fer-

rand et sur ordonnances... » Ordonnance du sieur Ferrand, 11 juillet 1711.

DD. 101. (Liasse.) — 1 cahier 8 f<sup>os</sup>, 1 de 7, 1 de 6, 2 de 4, 10 pièces papier, dont 6 imprimés.

**1711.** — Devis des réparations et ouvrages publics dressés par M. Thevenon ingénieur; devis des ouvrages de maçonnerie et pierres de tailles; de charpenterie, des pavés, des piliers des ponts; dans le détail des travaux ne figurent aucun chiffre, et une note porte cette mention : « devis réformés. »

DD. 102. (Liasse.) — 1 cahier de 22 f<sup>os</sup>, 1 de 16, 1 de 6, 16 pièces papier.

**1711.** — Adjudication des réparations et travaux à faire aux ponts de la ville de Nantes, faite par le sieur Gérard Mellier, subdélégué de l'intendant; pont de bois provisoire, 8,500<sup>l</sup>; l'arche de pierre, 10,900<sup>l</sup>; maçonnerie, pavés, charpenterie, ferrurerie, plomberie du 27 au 31 juillet; signées par Mellier et les échevins, « le présent a été déposé au greffe de la commune de Nantes, le 17 février 1712, signé : Preau, greffier. » Actes de cautions des adjudicataires. Ordonnance de l'intendant, portant défense aux adjudicataires de l'œuvre des ponts de céder leurs baux, ou d'employer des entrepreneurs et ouvriers, non agréés. Correspondance.

DD. 103. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 71 pièces papier.

**1711-1715.** — Procès-verbaux de réception des divers ouvrages dont les baux ont été adjugés. Mémoires pour augmentation de prix. Toisé des ouvrages. Réquisitions d'ouvriers, de voituriers, de bois. Ordonnance de l'intendant (imprimés), enjoignant à tous les ouvriers de bâtiment de travailler de préférence à l'œuvre du rétablissement des ponts. Procès-verbaux contre les adjudicataires qui n'ont pas rempli les conditions imposées.

DD. 104. (Liasse.) — 2 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 29 pièces papier, dont 11 imprimés.

**1711-1719.** — «... Très expresses inhibitions et défenses à toutes sortes de personnes, de quelques qualités et conditions qu'elles puissent être, de passer et repasser avec leurs charettes et autres voitures sur le pont de bois provisionnel, établi proche de la porte de Saint-Louis, à l'endroit de la rupture des deux arches de pierre du pont de Pirmil de cette ville, à peine en



cas de contravention, de prison, de 10<sup>l</sup> d'amende et de tous événements, dépens dommages et intérêts qui pourront en résulter. Poursuites contre un métayer du comte de Rezé, qui, avec sa charrette avait rompu le parapet du pont de Pirmil. Mémoire de ce qui a été fourni par ordre de MM. Thevenon et Goubert, ingénieurs, pour rétablir le garde corps du premier pont de la porte Saint-Louis, et celui du pont du côté de la Tour de Pirmil, par le désordre arrivé audit garde corps le 2 janvier 1719. Devis et adjudication « pour imprimer en huile et couleur les gardes-corps établis sur les ponts de Nantes à 1<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> la toise carrée... » « Devis des ouvrages de démolition de massonnerie et pierres de taillés et pavé de moilon de champ à faire pour réparer les dégradations arrivées à plusieurs des arches des ponts de cette ville... » imprimés. Reçu de la somme de quinze livres « due de reste pour l'ouvrage de sculpture d'écusson des armes de Monseigneur l'intendant que j'ay fait aux Ponts de Nantes, ce 12 octobre 1712, Jan père. » Nomination de M. Bounin, employé dans les bâtiments de Saint-Malo, comme inspecteur des travaux du rétablissement des ponts, à 100<sup>l</sup> par mois, 1711.

DD. 105. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 33 pièces papier, dont 9 imprimés; 2 cachets.

1711-1713. — « Arrest du Conseil d'Estat du Roy, qui ordonne que tous les propriétaires des maisons et héritages dans la ville et fauxbourgs de Nantes, Pont-Rousseau, Vertais et Pirmil, ecclésiastiques, nobles, exempts, privilégiés et non privilégiés, les officiers de la Chambre des Comptes de Nantes, les secrétaires du Roy, et autres, de quelque qualité et condition qu'ils soient sans exception, et leurs locataires, contribueront en la manière et ainsi qu'il est porté par l'arrest du Conseil du 30 juin 1711 au paiement des impositions ordonnées par ledit Arrest, pour le rétablissement des ponts de la ville de Nantes, à peine d'y être contraints par toutes voyes, 8 septembre 1711. » arrêt du 30 juin 1711. Correspondance, entre l'intendant, le subdélégué et divers personnages. Ordonnance de l'Intendant pour la confection du rôle de la levée de 34,059<sup>l</sup>; « Je soussigné, secrétaire greffier de la ville et communauté de Nantes, certifie que l'original des présentes m'a été mis en main, pour messieurs de la ville et communauté de Nantes, ce 2 juillet 1711, signé : Preau, greffier. » Somme de 110,000<sup>l</sup> accordée par les États de Bretagne pour la reconstruction des ponts, 1713.

DD. 106. (Liasse.) — 2 cahiers de 8 f<sup>os</sup>, 3 de 4, 7 pièces papier; 2 plans.

1713. — Procès-verbaux de visite; des cinq arches de pierre des ponts de Pirmil emportées par le débordement de la rivière de Loire; du pont de pierre de Pirmil, fait par les maire et échevins, de la première et seconde brèche du pont de Pirmil; devis des ouvrages à exécuter.

DD. 107. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 3 de 4 f<sup>os</sup>, 25 pièces papier.

1712-1714. — Procès-verbal de la chute de la grande arche neuve du pont de Pirmil, construite par Biherman, fait en présence des échevins par les experts désignés le 19 octobre 1712. « Déposition de Maillet, charpentier : ledit Maillet alla le jour d'hier, feste de saint Luc, avec son fils chez Arnou père, en sa demeure qu'il fait à la Belle-Croix, lesquels vinrent ensemble s'embarquer dans une toue, qui avoit été amenée par le fils dudit Arnou au port Cassard, en Vretais, en présence dudit Biherman, entrepreneur, lequel leur dit : depeschez vous à défaire ces ceintres, ce qui fit qu'ils y allèrent travailler, et étoit lors environ les huit heures du matin. Et étants arrivés sous ladite arche, luy Maillet commença par achever de couper le bout du tirant du côté d'aval, l'autre tirant du mesme costé ayant été commencé à couper dès le lundi par ledit Arnou père. Et après l'avoir achevé de couper, ils apperçurent que les autres bois cassoient, et que l'arche tomboit, ce qui les obligea de se retirer avec leur toue et de crier aux personnes qui étoient sur ladite arche de se sauver, et que l'arche tomboit, comme elle fit dans le moment; et que partie desdites personnes eust le temps de se sauver, et l'autre partie tomba et fut écrasée par les ruines... » Enquêtes; rapports d'experts; requêtes présentées à l'intendant; ordonnance de ce dernier condamnant Biherman et Gasnier, par deffaut, à rapporter au miseur de Nantes, 10,000<sup>l</sup> qu'ils ont touché pour la construction de l'arche, et aux dommages et intérêts envers les maire et échevins; correspondance avec l'intendant et divers personnages; attestation des sieurs Thevenon et Bounin, justifiant qu'ils ont permis au sieur Biherman, entrepreneur, d'abattre les ceintres.

DD. 108. (Liasse.) — 3 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 2 de 4, 20 pièces papier.

1712-1713. — Devis et adjudication du bail de la construction d'un pont de bois sur les ponts de Pirmil,



au sieur Roussel, au prix de 9,000<sup>l</sup>, pouvant être réduit à 6,000 dans le cas où il disposerait dudit pont, après trois ans de garantie et d'entretien, 25 octobre 1612. Procès-verbaux de changements apportés dans la construction ; de réception des travaux ; des dires et raisons entre les sieurs Laillaud et Roussel, architectes, et le sieur Brodu charpentier.

DD. 109. (Liasse.) — 2 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 25 pièces papier.

**1712-1715.** — Pont volant provisoire, sur mâts, établi sur la grande arche écroulée du pont de Pirmil, en attendant la construction du pont de bois provisoire ; vente de bois ; ventes des ceintres, des bois et des fers de l'arche écroulée ; vente des matériaux provenant du pont volant.

DD. 110. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 30 pièces papier.

**1714-1715.** — Opinion de l'Académie d'architecture sur le rétablissement de la grande arche du pont de Pirmil. Extrait des registres de l'Académie Royale d'architecture ; copies. « La compagnie, considérant la conséquence de l'ouvrage, et après avoir examiné les devis et dessins proposés, a jugé qu'avant que de dire son sentiment, il est à propos d'avoir sous les yeux un plan et des profils exacts de la partie du pont de Pirmil qui est en ruine et à rétablir, avec les deux piles des côtés, en l'état au vray et avec le dommage que l'ouvrage a souffert, et comme le tout se comporte à présent sur les lieux. » En face de l'article sont les réponses de l'ingénieur Thevenon et de l'architecte Roussel. Voici celle de l'article précédent : « Ils joignent, pour satisfaire, le plan, l'élévation et quatre profils de la partie du pont de Pirmil, qui est en ruines et à rétablir, avec les deux piles des côtés, et comme le tout se comporte. Ils ont dressé le tout le plus exactement qu'il a été possible. » Copie des délibérations de l'Académie, des 12 et 19 novembre 1714, approuvant certains articles de la construction de l'arche de Pirmil, et en modifiant d'autres. Copies de lettres de MM. l'abbé Bignon, conseiller d'État. Félibien, Thevenon et autres. Devis du rétablissement de la grande arche, fait par M. Thevenon, « suivant les mémoires délibératifs arrêtés dans l'assemblée de l'Académie Royale d'architecture, le 3 septembre 1714.

DD. 111. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 12, 2 de 6, 36 pièces papier, dont 23 imprimés.

**1714.** — Ordonnance de l'intendant pour la publication par trois jours de dimanches consé-

tifs, à Nantes et lieux « accoutumés, à la diligence des maire et échevins, des ouvrages de maçonnerie, pierre de taille, charpenterie et pavez qu'il convient de faire pour la construction de l'arche neuve, pour réparer la première brèche du pont de Pirmil du côté de la porte Saint-Louis, » 23 octobre 1714, avec les certificats de bannies au dos. Avis pour le bail de ces ouvrages. Adjudication faite à Jean Laillaud, de l'arche neuve, moyennant la somme de 41,400<sup>l</sup>, sous la caution de J.-B. Sarrebourse du Lary, 24 novembre 1714.

DD. 112. (Liasse.) — 3 cahiers de 10 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 19 pièces papier.

**1715.** — Contestation entre la communauté de ville et le sieur Laillaud, adjudicataire du rétablissement de la grande arche de Pirmil, au sujet du sieur J.-B. Sarrebourse du Lary, sa caution. Remontrances des sieurs Laillaud et Sarrebourse à l'intendant ; enquêtes faites au nom du procureur-syndic ; exposé des créanciers du sieur Sarrebourse, état de la fortune de ce dernier, bien plus que suffisante pour répondre de la caution d'une somme de 41,400 livres. Lettres du sieur Laillaud à l'intendant et réponses.

DD. 113. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 cahier 38 f<sup>os</sup>, 1 de 32, 1 de 28, 1 de 12, 1 de 10, 5 de 8, 2 de 6, 3 de 4 f<sup>os</sup>, 45 pièces papier, dont 4 imprimés.

**1715-1718.** — Contestation entre la communauté de ville et le sieur Laillaud, adjudicataire du rétablissement de la grande arche de Pirmil, pour la mauvaise confection de ses travaux. Procès-verbal des dires et raisons des sieurs maire, échevins et procureurs-syndics, contre le sieur Laillaud ; requêtes des mêmes à l'intendant ; signification par un archer de la maréchaussée, de l'ordonnance de l'intendant, qui prescrit que les assises de l'arche neuve de Pirmil seront démolies et rétablies aux frais de l'adjudicataire. Copie de la délibération, du 25 novembre 1715, de l'Académie Royale d'Architecture : « la Compagnie, sans s'arrêter aux raisons et autres discours et exemples mesmes allégués par l'entrepreneur, persiste à soutenir que pour bien construire l'arche du pont de Pirmil à Nantes, il faut exécuter de point en point ce qui est porté par les délibérations, remarques, dessins et devis arrestés dans l'Académie ; et comme il paroist par le procès-verbal de descente que l'entrepreneur n'a pas suivi ce qui a été envoyé par l'Académie, elle est d'avis que tout ce qui n'est pas conforme soi démolir. » État des fautes commises dans la construction de la

grande arche. Requête présentée « à nosseigneurs les commissaires des États, du bureau de l'évêché de Nantes, » contre les maire et échevins, au sujet des ordonnances de l'intendant, par le sieur Laillaud, les 6, 29 septembre et 19 décembre 1715. Inventaires d'actes et pièces fournies ; significations. Avertissements contenant inventaires de productions pour les maire et échevins contre Laillaud. Factum pour les maire et échevins ; réponses de Laillaud ; sommaire d'instance pour Laillaud contre les maire et échevins ; correspondance à ce sujet.

DD. 114. (Liasse.) — 1 cahier de 22 f<sup>os</sup>, 1 de 18, 1 de 8, 1 de 6, 3 de 4, 63 pièces papier, dont 2 imprimés.

**1719-1728.** — Contestations de Laillaud, avec les propriétaires de différentes carrières, pour pierres tirées induement. Plainte de M. de Lusancay et de dame Jacquette de la Croix, veuve de Louis Baco, sieur de la Boullay, contre Laillaud, architecte, qui a fait prendre de la pierre dans un terrain leur appartenant, au coteau de Miseri ; plainte de la dame de Bouridal ; d'un marchand de pierres de Redon ; de M. de la Chapelle-Coquerie ; de M<sup>me</sup> de Maubreuil, veuve de Jean Ménardeau, pour pierres prises dans une de ses vignes ; des habitants de la paroisse de Vigneux. Réponses et défense du sieur Laillaud, qui s'appuie souvent sur un arrêt du Conseil d'État du Roi, du 22 juin 1706, « qui permet, tant aux entrepreneurs du pavé de la ville, faubourgs et banlieue de Paris, qu'à ceux qui sont chargés des entretiens des grands chemins, et aux adjudicataires des ouvrages ordonnez estre faits aux ponts, chaussées et chemins dans l'étendue du Royaume, de prendre de la pierre, grais, pavé et sable pour employer à leurs ouvrages, pour l'exécution de leurs baux, en quelques lieux qu'ils les puissent rencontrer, lesquels ne sont point fermez, et de quelque qualité que puissent estre les matériaux. »

DD. 115. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup> et 60 pièces papiers, 3 cachets.

**1718-1725.** — Construction de la grande arche du pont de Pirmil par Laillaud, et réception des travaux exécutés. Mémoire de l'état actuel des ouvrages en réparation des ponts de Pirmil à Nantes ; procès-verbaux de visites des travaux par les ingénieurs ; toutes les pièces de ces divers dossiers, sont accompagnées d'un récépissé ainsi libellé : « je soussigné, greffier de la communauté de Nantes, reconnais que

M. Mellier, subdélégué de Monseigneur l'intendant, m'a remis les expéditions des procès-verbaux de visite de l'arche neuve de Pirmil et des bâtiments de la Bourse, et les rapports y joints, en date des 14, 15 et 17 de ce mois, pour être remis aux archives de ladite communauté ; Nantes le 22 septembre 1718, signé : Marie, pour le Greffier. » Correspondance entre l'entrepreneur et l'intendant. Contestation, entre le sieur Laillaud et les héritiers du feu sieur Ballet, au sujet de la demande en remboursement, par le premier, en intérêts et principal d'une somme de 18,000<sup>l</sup> et d'une seconde de 8,000<sup>l</sup> formant un total de 33,646<sup>l</sup>, 16<sup>s</sup>, 8<sup>d</sup>.

DD. 116. (Liasse.) — 1 cahier de 22 f<sup>os</sup>, 1 de 14, 17 pièces papier, dont 13 imprimés.

**1720.** — Adjudication à Laillaud, des ouvrages à faire pour la réparation entière des quatre piles et de trois arches du pont de Pirmil, au prix de 125,000 livres. État du prix des matériaux donné par M. Goubert, à l'occasion de cette adjudication :

« Au mois de novembre 1719, lorsque j'ai fait le devis et l'estimation des ouvrages nécessaires au rétablissement de la grande brèche,		Au mois de mai 1720, lors de l'adjudication actuelle desdits ouvrages	
la charretée de grison, val-loit,	3 <sup>l</sup> .	elle vaut	5 <sup>l</sup> .
la gabarre de pierres, coutoit,	11 .	.	15 .
la fourniture de chaux, coutoit,	80 .	.	120 .
le pied cube de bois de charpente,	1 5 <sup>s</sup> .	.	2 .
le millier de fer,	150 .	.	280 .

Arrêt du Conseil d'État du Roi, « qui confirme et approuve l'adjudication faite le 8 mai 1720, par M. Mellier, subdélégué de M. de Brou intendant de Bretagne à Jean Laillaud des ouvrages à faire pour la réparation entière des quatre piles et des trois arches nécessaires pour fermer la grande brèche de Pirmil, moyennant 125,000<sup>l</sup>, 10 août 1720.

DD. 117. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 2 de 6, 5 de 4, et 24 pièces papier, dont 5 imprimés.

**1718-1719.** — Procès-verbaux de visites, des trois arches renversées, devis du rétablissement, ordonnance de l'intendant, désignant trois ingénieurs pour procéder à ces visites, de concert avec la communauté de ville. Ces différentes pièces fort instructives sur

l'état du pont de Pirmil font mentions de plans et profils qui ne se trouvent plus au dossier.

DD. 118. (Liasse.) — 9 pièces papier, dont 7 imprimés.

**1718.** — « Arrest du Conseil d'Estat du Roy qui renvoye à M. de Brou, intendant de Bretagne, la connoissance de toutes les contestations mues et à mouvoir, pour raison des réparations des ponts de la ville de Nantes, et des ouvrages à faire pour empêcher la ruine des marais salants du Croisic, situés dans ledit evesché, circonstances et dépendances, » 25 juin 1718.

DD. 119. (Liasse.) — 1 pièce parchemin : 34 pièces papier, dont 25 imprimés ; 1 cachet.

**1720.** — « Arrest du Conseil d'Estat, concernant le rétablissement de quatre piles et de trois arches du pont de Pirmil, 2 février 1720 ; affiches et bannies de cet arrêt ; lettres d'Angers et de Tours, accusant reception des avis d'adjudication. »

DD. 120. (Liasse.) — 2 cahiers de 8 f<sup>os</sup>, 4 de 6, 3 de 4, et 84 pièces papier, dont 20 imprimés.

**1715-1725.** — Adjudications ; de l'entretien du grand pont de bois de Pirmil, à Brodu pour 150<sup>l</sup> par an, 1716, 1717 ; des réparations du grand pont à Granry, 1718, « les brize-glaces du costé d'amont des 3<sup>e</sup> 4<sup>e</sup> 5<sup>e</sup> 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> piles du costé de la tour de Pirmil, ont esté entièrement emportées par le débordement des dernières glaces, et amoizes desdites maitresses piles rompues et cassées, à quoi il est absolument nécessaire d'y remédier pour éviter la ruine entière dudit pont. Chaque brize-glaces est composé de quatre pieux de 25 et 30 pieds de longueur, de 10 à 12 pouces de diamètre, affusté par l'un des bouts, chaussé d'un soc de fer à quatre branches du poids d'environ six livres cloué sur lesdits pieux, battus et enfoncés au refus du mouton... » Adjudication, à ce dernier, des réparations des deux ponts de bois de Pirmil, 1718. Réponses des maire et échevins de Nantes, aux demandes de paiements adressées par Brodu, mémoires des travaux et fournitures ; accusés de réceptions des ordonnances, prescriptions et autres pièces adressées par l'intendant au procureur-syndic. Procès-verbaux de réparations à faire ou faites. Devis des ouvrages de charpenterie qu'il convient de faire pour l'entretien des planchers et garde-corps du pont de bois de la première et seconde brèche des ponts de Pirmil, 24 décembre 1718. Ordonnance de M. de Brou, intendant,

qui accorde une somme de 70<sup>l</sup> au sieur Courtin, pour réparer l'un des garde-corps de l'un des ponts de Pirmil emportés par les bœufs d'un métayer du comte de Rezé, « sauf les actions du procureur-syndic de la ville et communauté de Nantes, contre ceux qui se trouveront avoir donné lieu à la chute desdits garde-corps, pour leur faire rembourser ladite somme, 1719. Adjudication définitive de l'entretien des ponts de bois, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1719, au sieur Granry, moyennant 505<sup>l</sup> par an, le grand pont pour 4 ans, le petit pour un an. Délibération du 2 mai 1723, pour la continuation de l'entretien du grand pont de bois à Granry. Certificat de l'ingénieur Goubert, constatant que « l'entretien dont étoit chargé Laurent Granry, charpentier est expiré le 30 avril dernier, et que le nouveau pont de bois provisionnel qui doit être continué par le sieur Laillaud, ne peut être finy et passager que dans le mois de juillet prochain, » 2 mai 1723. Lettre de l'intendant, annonçant au maire le renvoi de trois délibérations approuvées, de 940<sup>l</sup> pour gages des chasse-gueux, 130<sup>l</sup> pour l'entretien du pont de bois de Pirmil, et 254<sup>l</sup> pour l'entretien du chemin de Couëron, octobre 1723.

DD. 121. (Liasse.) — 87 pièces papier, dont 8 imprimés ; 4 cachets.

**1721-1756.** — Travaux pour le rétablissement des trois arches du pont de Pirmil. Une note contient les indications suivantes : « il fut fait fonds aux États de 1713, pour la réparation des ponts de Nantes de 50,000<sup>l</sup>, sur lesquels il a été payé à compte 35,921<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, reste 14,078<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>, qui joints aux 60,000<sup>l</sup> des États de 1715 forment 74,078<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> sur lesquelles il n'a rien été payé à y valloir. Il ne fut point fait de fonds aux États de 1717. » La copie d'une requête adressée au Roi, par Laillaud, nous apprend que « en vertu de l'arrêt du Conseil du 2 février 1720, on lui fit l'adjudication des quatre piles et des trois arches du pont de Pirmil, pour en réparer la grande brèche pour la somme de 125,000<sup>l</sup>, à condition d'y travailler incessamment, et de rendre le renable le 24 janvier 1724. Pourquoi Laillaud se mit en devoir et fit les préparatifs nécessaires. Mais il fut obligé d'en demeurer là, par faute de fonds ; les 74,000<sup>l</sup> à ce destinées, ayant été converties en billets de banque qui ne font que d'être convertis en argent par grâce spéciale de V. M. de sorte que trois ans se sont écoulés sans qu'il ait pu travailler à cet ouvrage, et pendant ce delay les ma-

tériaux et les ouvriers ont renchery de près de la moitié, et les matériaux et équipages à ce destinés ont presque entièrement péry, tant par le laps de temps que par les débordements fréquents de la rivière de Loire... » Laillaud termine en demandant la résiliation de son adjudication, 10,000<sup>l</sup> pour le dépérissement de ses matériaux et les intérêts de 41,400<sup>l</sup>, qu'on lui retient comme cautionnement, ou « qu'on lui adjugera une somme de 30,000<sup>l</sup> tant pour lesdits dommages et intérêts que pour augmentation au prix de ladite adjudication, pour lui fournir les moyens de l'exécuter avec honneur, comme il a fait de toutes les précédentes dont il a été chargé quoy qu'avec perte. » États des paiements faits par MM. de Montaran et de la Boissière, détenteurs des fonds votés par les États de Bretagne; ordonnancements par l'intendant. Mémoires de Laillaud, au sujet des dédommagements qu'il réclame. Ordonnance de l'intendant, 17 août 1723, prescrivant que « pour accélérer l'accomplissement des ouvrages publics entrepris à Nantes, les entrepreneurs auront par préférence les ouvriers et matériaux qui leur seront nécessaires pour accomplir lesdits ouvrages selon l'exigence des cas qui pourront se présenter. » Correspondance entre le maire de Nantes, l'intendant, MM. de Montaran, de la Boissière, Laillaud et autres personnes.

DD. 122. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>os</sup> et 1 pièce parchemin; 1 cahier de 18 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 2 de 4, 86 pièces papier; 2 sceaux brisés, 8 cachets.

**1725-1734.** — Projet d'arrêt du Conseil pour la réalisation des fonds nécessaires à l'achèvement des trois arches du pont de Pirmil; correspondance entre le maire et divers personnages; bordereaux de dépenses, des fonds employés; estimations des ouvrages à faire; mémoire. D'après une note : « l'évêché de Nantes doit avoir 5686 feux, 1/2, 2/43<sup>e</sup> de feux restans contribuables de 5693 feux 3/4 1/16<sup>e</sup> et 1/38<sup>e</sup> de feux, subsistans dans l'étendue dudit évesché, après déduction faite sur lesdits feux subsistans de 7 feux 1/4 1/24<sup>e</sup> pour les paroisses de Saint-Gilles et Saint-Brice, et le Temple de la Madeleine, auprès de Clisson, qui ont été déchargées de fouages par la désertion de leurs habitants. » D'après un bordereau du projet la somme à imposer est de 200,000<sup>l</sup>. « Arrest du Conseil d'État du Roy, concernant les ouvrages à faire pour la perfection du pont de Pirmil de la ville de Nantes, donné à Fontainebleau le 16 octobre 1725. » Après avoir réglé dif-

férents paiements au sieur Laillaud, « ordonne S. M. que la somme de 200,000<sup>l</sup> sera levée par égale portion dans quatre années, moitié sur la ville et faubourgs de Nantes, Pont-Rousseau, Vertais et Pirmil, et l'autre moitié sur les paroisses de la campagne dudit évêché de Nantes; savoir 5,000<sup>l</sup> par chacun an, sur les octrois ordinaires de la ville et communauté, et 20,000<sup>l</sup> par an qui seront imposées sur les propriétaires des maisons et héritages situés dans ladite ville et faubourgs, payables les deux tiers par les propriétaires des maisons, et l'autre tiers par les locataires, sans diminution du prix de leurs loyers, suivant le rôle qui en sera arrêté par les maire et échevins, par rapport à la valeur et au loyer desdites maisons; et que la somme de 25,000<sup>l</sup> par an, pour parfaire en quatre années celle de 100,000<sup>l</sup>, faisant l'autre moitié de celle de 200,000<sup>l</sup>, sera levée et perçue sur les contribuables aux fouages de l'Évêché de Nantes, à proportion du nombre des feux de chaque paroisse... » Ordonnances de M. de Brou, intendant, pour faire imposer 4<sup>l</sup> 7<sup>s</sup> 11<sup>d</sup> 1/8<sup>e</sup> sur chaque feu des fouages de l'évêché de Nantes; pour qu'il soit imposé 20,000<sup>l</sup> pendant les années 1726, 27, 28 et 29 sur les maisons et héritages de la ville et des faubourgs; bordereaux de fonds; observations présentées à M. le contrôleur général sur l'imposition ordonnée pour la perfection des ponts de Pirmil. Mémoire pour servir de réponse à la réplique du clergé de Nantes; le clergé voulait être exempté de cette imposition : « ... les maire et échevins se sont conformés à la volonté du Roy et aux arrêts de son Conseil, ils concluent à ce qu'ils soient exécutés, et que sans avoir égard à la décision du 28 août 1728, qui a été surprise, les propriétaires des maisons ecclésiastiques soient imposés et tenus de payer pour le passé et pour l'avenir, comme les propriétaires des maisons laïques, et que le clergé de Nantes soit débouté des autres fins et conclusions par luy prises. » Correspondance du maire avec différents personnages.

DD. 123. (Liasse.) — 2 cahiers de 10 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 3 de 6, 57 pièces papier, dont 33 imprimés; 2 cachets.

**1724-1726.** — Mémoire au sujet du rétablissement des ponts de Pirmil, par M. Goubert, ingénieur. Devis, par le même des ouvrages nécessaires pour la construction de la partie restant à faire du pont de Pirmil pour le mettre à sa perfection, d'après l'arrêt du Conseil du 16 octobre 1725. Les plans, profils et élévations qui étaient joints à ces pièces ne sont plus

au dossier. Ordonnance de M. Mellier, maire de Nantes et subdélégué de l'intendant, qui fixe au 29 novembre 1725, l'adjudication des travaux du pont de Pirmil. Au bas sont les certificats de publications par les curés de Nantes et le trompette de ville. Adjudication à Louis Laillaud, en présence de deux députés et du procureur-syndic de la ville et communauté de Nantes, des travaux du pont de Pirmil, au prix de 79,000<sup>l</sup>. Correspondance du maire et de Laillaud avec l'intendant (copies). Lettre de remerciements adressée par Laillaud, au maire de Nantes.

DD. 121. (Liasse.) — 12 pièces papier.

**1726.** — Acquisition de la maison du nommé Nicolas Douillard, située dans l'alignement du pont de Pirmil ; liquidation de la valeur de cette maison ; procès-verbaux d'experts ; ordre à Douillard de présenter ses titres de propriété ; frais dus au greffier 111<sup>l</sup> 5<sup>s</sup> ; quittance à la date du 12 septembre 1726, de la somme de 1100<sup>l</sup> reçue par Douillard pour prix de sa maison.

DD. 125. (Liasse.) — 68 pièces papier ; 2 cachets.

**1726-1728.** — Travaux exécutés au pont de Pirmil par Laillaud ; demandes et ordonnances de paiements ; procès-verbaux de visite ; correspondance du maire et de l'entrepreneur ; procès-verbal de M. Gabriel, conseiller du Roi, contrôleur général des bâtiments, jardins, arts et manufactures de S. M., qui prescrit différentes modifications et reconstructions parce que l'adjudicataire n'a pas satisfait aux conditions de plusieurs articles du devis. Jacques Goubert ingénieur, propose, « sur les représentations de plusieurs bateliers et voituriers de la rivière de Loire, que pour faciliter le passage des bateaux, sous les deux arches neuves, les plus près de la culée du pont de Pirmil, où l'eau se trouve très rapide, il soit mis des organaux de fer aux piles qui se construisent actuellement ; il y a lieu d'ordonner au sieur Laillaud, d'y placer neuf organaux de fer de Berry, du poids de 100 à 120<sup>l</sup> chaque, compris leurs tirans et ancras, six dans la grande voie et trois dans la petite... » 14 mars 1727. Par délibération du Bureau, il a été arrêté « que Monseigneur l'intendant sera supplié de permettre à cette communauté de faire poser en sculpture les armes de mondit seigneur, celles de la Ville et de M. le Maire, auprès de la dernière clef qui a été mise à la voute principale des ponts... » 20 septembre 1727. » Lettre du

maire à l'intendant : « J'allai hier visiter les ponts de Pirmil construits par Laillaud, et ils se trouvèrent en état de recevoir, en ma présence la clef de la dernière voute. Il y a cinq arches et une sixième pour la culée ; les gens de pied commencent à y passer, et les carrosses y auront un passage vers le mois d'avril prochain... Je trouve M. qu'il est de la règle et de la bienséance de faire une petite dépense, de sculpter vos armes, celles de la ville et du maire en charge auprès de la clef de la voute principale d'un ouvrage de cette conséquence. » Réponse favorable de l'intendant, qui ajoute que cette dépense sera payée par le miseur. Brouillon de lettre du maire de Nantes à M. de Valincourt : « 7 février 1728, M<sup>r</sup>, les eaux de la Loire se sont retirées. Je souhaite que nous soions à couvert de pareils déluges. Vous savez M. que M. le duc de la Feuillade, dans le ministère de M. de Chamillart, fit faire une coupure très préjudiciable aux pais où coulent les eaux de la Loire. Cela est fait et irréparable, car il en coûteroit des sommes immenses pour renvoyer ce fleuve dans son premier lit. Les nouvelles arches de nos ponts ont résisté à cette inondation, ce qui me fait grand plaisir. »

DD. 126. (Liasse.) — 2 cahiers de 4 f<sup>os</sup> et 1 pièce parchemin ; 1 cahier de 24 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 2 de 6, 85 pièces papier, dont 28 imprimés ; 3 cachets.

**1727-1729.** — « Arrest du Conseil d'Etat du Roy, portant qu'il sera incessamment procédé au bail et adjudication des ouvrages nécessaires pour la perfection du pont de Pirmil, et pour la construction de deux nouvelles arches du même pont, pour remplacer les anciennes construites en 1687, qui menacent ruine ; ainsi que pour les autres ouvrages mentionnés au procès-verbal dressé les 23 et 30 septembre 1727, par M. Gabriel, architecte ordinaire de S. M. ; ainsi qu'à l'adjudication d'un quai à faire à l'amont de la partie neuve dudit pont de Pirmil, pour faciliter la descente du faubourg au chemin de Saint-Sébastien, 20 juillet 1728. » Bannies faites dans diverses paroisses et par le trompette de ville de l'ordonnance du subdélégué, qui fixe au 3 novembre 1728 l'adjudication des ouvrages du pont de Pirmil prescrits par l'arrêt précédent, septembre et octobre 1728. Observations du s<sup>r</sup> Laillaud sur le devis des ouvrages projetés aux ponts de Pirmil, dressé par M. Gabriel. La lettre suivante de ce dernier, en date à Versailles du 12 décembre 1728, adressée au maire, indique sommairement les erreurs du 1<sup>er</sup> devis : « M<sup>r</sup> l'intendant m'a adressé M<sup>r</sup>, un

mémoire d'observations que fait le sieur Laillaud sur le devis et l'estimation du pont de Pirmil, dans lequel il y a quelques articles qui méritent réflexion, et une erreur de calcul, par un, mis au lieu de deux, qui a fait sur un article un produit de près de moitié de moins. Il est juste de se rectifier, et pour y parvenir j'ay prié M. l'intendant de vous demander les plans et dessins joints au procès-verbal. J'ay l'honneur de vous demander encore de m'envoyer le devis sur lequel la grande arche de ce pont a été construite pour juger de la solidité, et les deux devis des nouvelles arches du costé du faubourg de Pirmil, dont j'ay besoin... » État estimatif des ouvrages à faire au pont de Pirmil, des constructions énoncées dans le nouveau devis dressé par M. Gabriel, suivant les détails qu'il en a fait sur les prix des matériaux bien vérifiés, 4 mai 1729. Correspondance entre le maire, l'intendant, l'architecte Gabriel et l'entrepreneur Laillaud. Nouvel « arrest du Conseil d'État du Roy, concernant la perfection des ponts de Pirmil et la construction du pont de bois provisionnel pendant la réédification desdits ponts, » d'après les devis réformés de M. Gabriel, 7 juin 1729.

DD. 127. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 35 pièces papier.

**1729-1744.** — Adjudication de la reconstruction du pont de Pirmil, suivant les plans de Gabriel, faite à Rennes, devant l'intendant, le 6 septembre 1729, à Louis Laillaud, pour la somme de 190,500<sup>l</sup>; expédition. État des frais et déboursés pour les publications et les bannies; le trompette de la ville touche 3<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>, et chacun des curés pour trois bannies faites aux prônes des grands messes 15<sup>s</sup>. Un autre état des frais particuliers porte : à M. Regnard à Paris, pour les soins qu'il s'est donné pour l'expédition des deux arrêts du Conseil 100<sup>l</sup>; pour quatre copies du nouveau devis de M. Gabriel, l'une pour l'adjudicataire, l'autre pour l'inspecteur des ponts, la 3<sup>e</sup> pour M. l'intendant, la 4<sup>e</sup> pour le greffe de la ville et communauté de Nantes, 40<sup>l</sup>; pour quatre autres copies d'autre devis estimatif des ouvrages détaillés par M. Gabriel, 20<sup>l</sup>. Minutes de lettres écrites par le maire au maréchal d'Estrées, à M. de Valincourt et autres, annonçant l'adjudication. Délibération du 9 décembre 1731, qui accorde au s<sup>r</sup> le Roy, « l'usage du pont de bois provisionnel de la tour de Pirmil, pour l'utilité de sa maison, parce qu'il l'entretiendra bien et duement... » Procès-verbal de la démolition de l'ancien pont provisionnel, 10 janvier 1744.

DD. 128. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 37 pièces papier; 2 cachets.

**1729.** — Affaissement de deux des arches nouvellement construites à Pirmil. Lettre du maire et des échevins à l'intendant : « Nous avons l'honneur de vous envoyer le procès-verbal de visite des ponts de Pirmil, que les commissaires de notre communauté ont fait le 8 de ce mois (8 avril 1729) en présence de M. Goubert, en vertu de la délibération du Bureau de cette ville, qui nous fera connoître M<sup>sr</sup>, l'état actuel ou se trouvent les arches nouvellement construites, dont deux vous paroissent avoir fléchi par l'affaissement de l'une des piles. Nous avons appris M<sup>sr</sup>, que l'intention du s<sup>r</sup> Laillaud est à présent de démolir l'une de ces arches, la plus endommagée, pour en rétablir la deffectuosité, le principe du mal venant, comme nous le présumons, de ce que la pile qui les soutient a plongé entre autres du côté d'amont. Nous estimons, sous votre bon plaisir, M<sup>sr</sup>, que Laillaud ne doit pas être souffert à rétablir l'une desdites arches, qu'au préalable il n'ait été fait procès-verbal de l'état ou elle est, par experts, en présence de M. Goubert, avant d'entreprendre de travailler aux rétablissements des deffectuosités, qu'après que la solidité de la pile aura été reconnue. Nous avons l'honneur... » Procès-verbaux de la visite du 8 avril; de celle du 21 du même mois faite par M. Delafond, chevalier de saint Louis, ingénieur du Roi en chef à Nantes, des deux arches adjacentes à la dernière pile du pont de Pirmil, et de celle de ce même jour faite par la communauté. Copie de la lettre écrite à Nantes, le 28 avril 1729, par le s<sup>r</sup> Laillaud à M. de la Tour, intendant de Bretagne :.... « Il me fut inutile de tenter à piloter le fondement de la pile en question, avec les mêmes équipages qu'aux quatre autres piles, et prescrits par le devis, aucun pieu ne voulant entrer, n'étant pas possible de les tenir aplomb, se versant toujours de côté et d'autre. Je fis faire un nouvel équipage, sous lequel l'on mettoit des pieux de 24 pieds, et un mouton pesant près de 600<sup>l</sup>, quoique je ne le devois que de 400<sup>l</sup>, et quarante hommes à le lancer, au lieu de 20 que je devois. Je fis redoubler la force des socs ou fers de ces pieux; je fis faire l'entrée des pieux avec un picouer de fer, autant qu'il fut possible; malgré tout cela la plus grande partie des pieux versaient, malgré tout ce qu'on pouvoit faire pour les en empêcher. Ceux qui rencontroient des pierres moins grosses ou en plus petite quantité, et

qui parvenaient à les écraser ou à les écarter, en les battant chacun pendant deux jours avec 40 hommes, entroient jusqu'à 18, 20 et 22 pieds de profondeur. Ce qui m'acheva de persuader que toute cette profondeur n'étoit remplie que de ruines de partie de la tour, qui joint et qui a écroulé de ce côté là, et qui n'est construite qu'avec de gros libages et pierre de taille de l'Hermitage, si dure qu'il n'y a pieux quelques ferrés qu'ils puissent être, qui les puissent percer ny écraser... » Cette lettre est la justification complète de l'entrepreneur et de sa bonne volonté. Avis donnés sur l'accident et ses causes, réponses de l'entrepreneur. Permission accordée par l'intendant à Laillaud, de rétablir l'arche démolie au pont de Pirmil, avant de démolir l'arche marinière, 9 juillet. Procès-verbal de visite fait par MM. de la communauté de la pile qui porte partie de l'arche marinière, 9 juillet. Procès-verbal de visite fait par Messieurs de la communauté de la pile qui porte partie de l'arche marinière et partie de la petite arche aux ponts de Pirmil, 19 septembre 1729. Correspondance et minutes de lettres.

DD. 129. (Liasse.) — 1 cahier de 32 f<sup>os</sup>, 2 de 12, 2 de 8, 1 de 6, 1 de 4 et 73 pièces papier ; 3 cachets.

**1726-1728.** — Mémoire de M. Delafond contre les travaux du pont de Pirmil. Réponses des sieurs Laillaud et Goubert. Procès-verbal et opinion de M. Gabriel, architecte du Roi. Nouveaux projets, d'après les avis de ce dernier. Projet d'un nouvel arrêt du Conseil. Correspondance entre le maire et divers personnages. Minutes de lettres.

DD. 130. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, et 5 pièces papier.

**1735-1740.** — Procès-verbal de réception des travaux de construction des ponts de Pirmil à Nantes, 25 septembre 1735. Arrêt du Conseil en faveur du sieur Laillaud, contre la communauté de ville, condamnée à payer à l'entrepreneur une somme totale de 17,000<sup>l</sup>, à Versailles, 27 février 1740.

DD. 131. (Liasse.) — 1 cahier de 16 f<sup>os</sup>, 1 de 14, 1 de 4, 12 pièces papier ; 2 cachets.

**1741-1772.** — Reconstruction d'une partie du pont de Pirmil, suivant les devis de M. Gabriel. Procès-verbal de visite faite au pont de Pirmil, le 4 juillet 1741, en présence du maire et des échevins, par M. Durocher subdélégué, et les sieurs Portail et Bontoux experts. « Devis des ouvrages de maçonnerie,

charpenterie, pillotages, fouilles et enlèvements des terres et sables, gros fers, pavés et autres qu'il conviendra faire pour la construction d'une partie neuve au pont de Pirmil, sur la rivière de Loire, au delà de la ville de Nantes, suivant les plans, profils et élévations dressés par M. Gabriel, chevalier de l'ordre de saint Michel, inspecteur général des bâtiments du Roy, premier architecte de S. M. et premier ingénieur des Ponts et chaussées du Royaume, » septembre 1741. État estimatif de la dépense à faire à la partie neuve, pour achever le pont de Pirmil à Nantes, suivant le projet de M. Gabriel, du 10 juin 1741 ; et relatif au devis dressé par lui le 6 septembre de la même année. Total général 500,606<sup>l</sup>. Mémoire, lettres de l'intendant, du marquis de Brancas ; extraits de délibérations. États des paiements faits sur la miserie de Nantes, du 25 avril 1772, au 25 juillet, 43,467<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 10<sup>d</sup> ; du 25 juillet au 25 octobre 1772, 36,864<sup>l</sup>, 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>.

DD. 132. (Liasse.) — 1 cahier de 38 f<sup>os</sup>, 1 de 36, 2 de 12, 3 de 4, 33 pièces papier.

**1711-1728.** — Comptes des recettes et dépenses faites pour les réparations des ponts. « État au vray de la recette et dépense des fonds destinés, par l'arrêt du Conseil du 30 juin 1711, à faire à Nantes les réparations les plus urgentes causées par le débordement de la rivière de Loire. » Extrait du compte précédent. « Compte que rend par devant vous Nosseigneurs les commissaires des Etats, au Bureau du diocèse de Nantes, Pierre Branlard de Launay, receveur des octrois de la ville et communauté de Nantes, des recettes et dépenses qu'il a fait des deniers qui ont été levés sur les maisons et héritages de ladite ville et faubourgs de Nantes, Vretais, Pirmil et Pont-Rousseau, pour partie du fonds nécessaire aux réparations les plus urgentes pour le rétablissement des ponts de la ville de Nantes, et autres dégradations arrivées par le débordement de la rivière de Loire sur la fin de l'année 1710, ordonnées estre levées par arrest du Conseil du 30 juin 1711, aux termes de Nouel 1711, et 1<sup>er</sup> avril 1712, » 12 décembre 1716. Comptes rendus par Jean Reliquet, sieur de la Roberdière, et Louis Legrand de la Coussaye, conseillers du Roi, receveur des fouages, de la recette et dépense des fonds destinés aux réparations des ponts de Nantes, 1716 et 1717. État des sommes payées du produit de l'imposition faite en vertu de l'arrêt du Conseil du 16 octobre 1725, pour la construction du pont de Pirmil ; total



71,000<sup>l</sup>. Bordereaux de sommes payées, mémoires, correspondance. Minute de la lettre écrite par le maire au maréchal d'Estrées, donnant des détails précis sur les recettes et les dépenses, 29 septembre 1728.

DD. 133. (Liasse.) — 2 cahiers de 8 f<sup>os</sup>, 2 de 4, 21 pièces papier.

**1722-1734.** — Contestation entre Jean Laillaud, architecte, adjudicataire des travaux du pont de Pirmil, de la Bourse, des corps de garde et autres ouvrages, et demoiselle Françoise Prieur, son épouse, qui avait fait mettre des saisies-arrêts sur les sommes qui revenaient à son mari, pour prix de ses travaux. Mémoires, lettres et ordonnances de l'intendant, copies.

DD. 134. (Liasse.) — 117 pièces papier; 11 cachets.

**1715-1749.** — M. Goubert, ingénieur, inspecteur des travaux du rétablissement des ponts et autres ouvrages publics; nomination, appointements, gratifications, pension, correspondance avec le maire, reçus, ordonnances de l'intendant. « J'ay reçu l'original de l'ordonnance rendue par Monseigneur l'intendant, par laquelle il ordonne à M. de Montaran de me payer la somme de 2,195<sup>l</sup> pour mes appointemens à cause de l'inspection des ouvrages des ponts de cette ville. jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier de la présente année; Nantes, 3 février 1719: Goubert. » Lettre de Goubert au maire, Paris, 9 janvier 1721; «... quoique le malheur de Rennes soit infini (l'incendie), il a couru icy des relations qui l'ont beaucoup augmenté. Il est bien heureux que le feu qui a pris dans notre ville n'aye pas eu de suites. M. le premier président de Rennes, a envoyé à M. le maréchal (le maréchal d'Estrées, gouverneur de Bretagne), un plan de cette ville incendiée, ou ce qui a été brulé est marqué en rouge. Ledit plan est sans échelle et n'est point signé. M. le maréchal, que vous connaissez fécond en projets, en fait faire sur ce plan de hasard, pour la réédification de la ville; son ingénieur y travaille. J'ay vu hier le projet, mais comme il est sans échelle, il ne peut être que fait au hasard. Il est cependant à souhaiter qu'on rétablisse cette ville plus régulière qu'elle n'étoit. J'espère, dans le mois prochain, faire travailler à Nantes, aux pompes, échelles, crocs, scaux et autres équipages que vous jugerez convenables... » Du 24 mai 1721, à Nantes, « on travaille à force au Bouffay; la rivière trop grande, empêche le commencement du Port Lorigo; la

Motte Saint-Pierre s'avance; le rétablissement du mur de la Maison de Ville, depuis M. de la Bréjeolière jusqu'à l'hôtel de Rosmadec est presque fini... » Lettre du maire à M. Goubert, à Paris, le 2 septembre 1721; «... quelque destinée que puisse avoir l'arrêt du Conseil sur le rétablissement général des pavés de la ville, je vous prie de faire sentir la vérité, par rapport aux faits contenus dans votre procès-verbal, et à la découverte que j'ay faite du montant des loyers de cette ville, lesquels revenant à 400,000<sup>l</sup> par an, ou environ, ce ne serait qu'environ cinq pour cent du revenu qu'il en couteroit aux propriétaires pour la dépense proposée... » Lettre de M. Goubert au maire, 1721, Paris; «... J'ay vu hier M. Mouchet, qui m'a dit vous avoir envoyé des empreintes en plomb de vos jetons. Il m'a ajouté que sitôt votre réponse, si vous en étiez content, on tremperoit les carez et on frapperoit les jetons... » Lettre du maire, du 6 janvier 1725; «... Il faudra bien que les entrepreneurs du puits des Changes attendent votre retour pour leur renable, j'y ay passé il y a deux jours, je n'y ay vu aucunes poulies. A peine étiez vous monté dans votre char, pour vous transporter à Paris, que M<sup>e</sup> Jean Laillaud a demandé à la communauté, de consommer l'affaire de la Motte de Saint-Pierre; je l'ay remis à votre retour... » Lettre de Goubert au maire, « Paris, 10 décembre 1727; J'arrive de chez M. Gabriel... Nous avons beaucoup raisonné sur son projet de quay depuis le pont Feydeau, jusqu'à la tour de la Poissonnerie, en abattant tout le mur de ville, depuis la Poterne jusqu'au fossé Saint-Nicolas... » Copie sans signature, d'une protestation de l'administration contre une pension viagère accordée au sieur Goubert, sur les deniers d'octroi, 24 août 1749; « Les maire et échevins de la ville et communauté de Nantes, croiroient manquer à leur devoir s'ils négligeoient de se pourvoir en rapport, contre une disposition de l'arrêt du Conseil du 4 juin 1748, qui charge ses deniers patrimoniaux et d'octroi, d'une pension viagère de 1,000<sup>l</sup>, au profit du s<sup>r</sup> Goubert. »

DD. 135. (Liasse.) — 1 cahier de 14 f<sup>os</sup>, 4 de 6, 2 de 4, 59 pièces papier.

**1634.-1765.** — Pont d'Aiguillon (1). Avis de la mise en adjudication « à qui pour moins vouldroit entreprendre à faire la desmolition et refaire par

(1) Dit d'abord pont de la grande voie de la porte Poissonnière, pont d'Aiguillon, ensuite pont de la Paix, puis à partir de 1818, pont de la Poissonnerie.



après le pont de la grande voye de la porte Poissonnyère, en la plus grande dilligence que faire ce pourra, pour esviter au péril et danger esvidant dudit pont... » 17 aout 1634. Procès-verbal du même pont endommagé par les glaces, et adjudication des réparations, aout et septembre 1668; taxe du passage pendant la reconstruction 1669; réparations 1699. Enquête sur la rupture des garde-corps du pont de la Poissonnerie, 27 aout 1721, déposition de la femme F. Fuzeau: «... étant sur le pas de sa porte, elle vit une grande quantité de monde, appuyés à triple rang sur les garde-corps dudit pont, dont partie quittèrent celui du côté d'aval pour se jeter sur celui du côté d'amont, avec violence et précipitation, pour voir plus commodément ceux qui étoient à se baigner. Et ensuite elle entendit rompre avec grand bruit la pièce d'appui du garde-corps du côté d'amont; et s'étant avancée elle remarqua tout ledit garde-corps tombé dans la rivière et plusieurs personnes dans l'eau, dont partie se sauvèrent tant par eux-mêmes, qu'à l'aide d'une toue qui se trouva sous le pont. » Réparations diverses; délibération au sujet de la cohue au poisson, 1740; délibération pour la reconstruction du pont de la Poissonnerie 1742; « Devis des ouvrages de maçonnerie, charpenterie, ferrure, fouilles de terre, et pavés à faire pour la construction du pont de la Poissonnerie, et des murs de quai en retour, tant du côté de la ville que du côté de l'île Feydeau, le tout selon les dessins plans et profils qui en ont été dressés par le sr Abeille, ingénieur en chef de la ville de Rennes, » 20 mars 1742. État de dépense des ouvrages à faire au pont de la Poissonnerie, par le même, total 71,835<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>. Arrêt du Conseil, du 18 décembre 1759, qui permet aux maire et échevins d'emprunter 39,000<sup>l</sup> par souscriptions de 130 actions de 300<sup>l</sup> chacune, remboursables en dix années, à raison de treize actions par an. Actions du pont d'Aiguillon, de 300<sup>l</sup> chacune, échues le 31 décembre 1760, acquittées avec les intérêts, par M. Portier de Lantimo, échevin. États des actions; des paiements faits, des quittances. Compte du pont d'Aiguillon, par le sr André-Jean-Baptiste le Roux, avocat au Parlement de Paris, directeur du bureau de la trésorerie des États à Nantes, des recettes et dépenses faites par lui pour la construction du pont d'Aiguillon. La recette de 41,260<sup>l</sup> est égale à la dépense; 15 juin 1763. Rôle de dépense pour la construction du quai du pont

d'Aiguillon, 1764. Délibération pour le remboursement de neuf actions, souscrites pour le pont d'Aiguillon et non sorties, 4 mai 1765.

DD. 136. (Liasse.) — 33 pièces papier.

**1681-1755.** — Ponts de la Boucherie de la Casserie et des Halles. Adjudications, des réparations à faire au pont de bois de la Boucherie, au prix de 200<sup>l</sup>, 6 février 1681; du pavé du pont, 1723; devis, procès-verbal de réception de ces derniers travaux, et bannies. Procès-verbaux de poutres placées et réparations faites au pont de la Casserie, ordre de paiement, 1707-1744. Devis des ouvrages de maçonnerie nécessaires pour vouter les deux arches de la rue des Halles, 1753.

DD. 137. (Liasse.) — 3 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 61 pièces papier.

**1578-1776.** — Ponts de la Porte-Neuve, de St-Nicolas, de St-Pierre et de St-Radegonde. Adjudication des réparations du pont et arche de la Porte-Neuve, au Marchix, pour 2,350<sup>l</sup> le 1<sup>er</sup> juin 1712; devis et réception des travaux. Procès-verbal d'opposition, par la mairie, à la construction d'un bâtiment sur le pont de la porte de St-Nicolas, malgré l'autorisation donnée par le maréchal de la Meilleraye 1649. Permissions de construire sur le pont de St-Nicolas, 1678 et 1700. Adjudication du pavage des ponts de St-Nicolas; devis; travaux de reconstruction des ponts; ordres, « aux syndics, marguilliers, trésoriers de la paroisse de Fay, de faire fournir par les habitants, au lieu qui leur sera indiqué dans la forêt du Gavre, quinze charrois pour y charger partie des bois et les voiturer en la ville de Nantes, à l'endroit qu'on leur marquera, à raison de 12<sup>d</sup> par pied cube par lieue qu'ils feront chargés, et six deniers par pied cube qu'ils feront à vuide... » Procès-verbal de l'état du pont de St-Nicolas, 9 janvier 1741. Alignements donnés pour construction de loges et boutiques, visites, 1776. « On fait à sçavoir que le mercredi 16 septembre 1722, en l'Hôtel commun de cette ville de Nantes, sur les quatre heures de relevée, il sera procédé par Messieurs les maire et échevins, en la forme et manière accoutumée au bail et adjudication au rabais des ouvrages de pavé à faire sur le pont de St-Pierre de cette ville, et à l'établissement des garde-corps convenables sur le même pont. » Devis et adjudication. Délibération pour parvenir à combler et vouter les ponts de St-Pierre et de St-Nicolas,

2 décembre 1736. Dégadations au pont St-Pierre, 1741; permission pour appuyer la facade d'une maison sur le mur de ce pont, 1751; procès-verbal de travaux, 1753. Donation gratuite de terrain, par les chanoines du Chapitre de l'église cathédrale de Nantes, pour l'élargissement du pont de Sainte-Radegonde, 16 avril 1578 (1).

DD. 138. (Liasse.) — 3 pièces parchemin; 4 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 3 plans et 37 pièces papier.

1521-1786. — Ponts de Barbin, d'Erdre, de Chezine ou arche de Gigant et du Gué aux Chèvres. Mémoire de l'ouvrage de charpente « que je fait et fourny moy Crucy, maitre charpantie, par ordre de Maisseur du Bureau de cette ville et communauté de Nantes, pour les ponts de Barbint, commencé dans le courant de septembre 1774. » Procès verbal de la chute d'une poutre au pont d'Erdre. Devis des ouvrages à faire « pour la perfection du pont à une seule arche destiné à la communication du quai de la Poterne à celui à vis la place de Sainte-Catherine, appelé présentement le quay de Brancas, » et délibération des maire et échevins, 1744. Délibération pour le pavage des quais Brancas et Flesselles, ainsi que pour l'exhaussement du pont provisionnel, 1769. Réparations démolitions de maisons. Messire Jean Blanchard, chevalier, seigneur de Lessongère, est venu au Bureau, et a représenté « que dans l'eslargissement que ceste communauté fait faire à l'arche et pont de Gigant, pour l'utilité publique, elle a prins environ de deux boixellées de terre en ung commun, vers les prez de Launay, lequel commun est dans le fief de la baronye de la Musse, appartenant audit seigneur de Lessongère, ce que iceluy seigneur a consenty et consent de la manière et pour la commodité du publicq, parce que l'occupation de ladite quantité de terre ne pourra aucunement nuire n'y préjudicier à ses droits de fief et juridiction, » ce dont l'assemblée lui donne acte, le 12 novembre 1648. Devis des ouvrages à faire pour réparer l'arche de pierre sur la riviere de la Chezine, et adjudication, juin et juillet 1723. Reconstruction de l'arche de Gigant, 1733-1739. Quittances des 16, 22 juin, 7 juillet 1521, par Garlo, charpentier, pour travaux « et

(1) C'est l'acte dans lequel l'abbé Travers a lu *Bulentes*, pour échevins, et que son éditeur a publié avec plusieurs fautes et omissions, t. II p. 475, *Histoire civile, politique et religieuse du comté de Nantes*. Le mot y est effectivement écrit : *maiozem et bulentas*, à la 2<sup>e</sup> ligne, *Maïor et Bulente* à la 10<sup>e</sup>, *maïor et bulente* à la 23<sup>e</sup>.

la faczon et édifice faiet du pont au Chevres. » Délibération pour la reconstruction de ce pont emporté par les glaces, 17 mars 1572. Procès-verbal de visite et devis, trois plans 1571-1572. Résiliation du marché passé pour l'œuvre du pont du Gué aux Chèvres avec Jean Feigneulx, par suite de non exécution 1573. Procès-verbal de visite, 1728, délibération pour réparations, 13 septembre 1777.

DD. 139. (Liasse.) 1 pièce parchemin; 1 cahier de 22 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 1 de 4, et 38 pièces papier.

1527-1777. — Pont de la Madeleine. Ferme du passage « de la Magdelayne, tirant juc à l'entrée de Bieze, pour deux moys, à trante jours pour moys, à ce qu'ilz ne prandront par homme de pyé passant et rapassant ung denyer pour le jour, homme ayant cheval chargé seul, poyra pour ledit jour passant et rapassant deux denyers, dozaine de moutons quatre denyers, beuff ou vache deux denyers, pourceau ung denyer, et ne poyront petitiz enffens pouvres mendicans ou mendiens aulcune chose pour y passer et rappasser, » à raison de 220<sup>l</sup> pour les deux mois, le 29 mai 1527. Enquête faite par Julien Charette, prévôt de Nantes, le 1<sup>er</sup> juin 1580, et signification aux possesseurs des rotreaux et pêcheries du pont de la Madeleine de la volonté du maire et des échevins, de faire démolir ce « vyeil pont de boys, pour le reconstruire entièrement en pierres, ainsi qu'ils y sont autorisés en vertu des lettres patentes du Roi. Protestations des propriétaires, « seigneurs saysyz et possesseurs, eulx et leurs prédécesseurs, de tout temps immémorial, il y a plus de cent, deux cens, troys cens, quatre cens, cinq cens ans, mil ans et plus des rotreaux et pescheryes à prandre poisson qui sont au dessoubz dudit pont, avecques leurs mouzières et appartenances... » Ils obtiennent enfin du prévôt qu'il fasse un état du nombre des rotreaux, et qu'il soit nommé des experts pour en fixer la valeur. Arrêté de la ville qui ordonne au miseur des ponts, de faire élargir l'ouverture donnant passage aux bateaux de l'œuvre des ponts, à l'étier de la rue Guillemette, sauf à récompenser le fermier des pêcheries de l'île Gloriette, 15 juillet 1580; requête de celui-ci. Production faite par le s<sup>r</sup> Saebbron, boucher, contre les maire et échevins, pour les condamner à « faire oster la chaussée qu'ilz ont faict construyre et bastyr, sur le propre heritaige dudict Saebbron, » 1594 et 1601. Bannies pour l'adjudication d'une « elle

ou chaussée près la petite prée de la Madeleine, » 1635 et 1636; toisé de la maçonnerie 1641. Baux et adjudications pour travaux au pont de la Madeleine et à divers autres ponts, 1646, 1704, 1726 et 1727. Devis et adjudication faites par la communauté de ville de la reconstruction d'une des arches du pont de la Madeleine pour la somme de 958<sup>l</sup>, 1727. Mémoire de travaux de charpente exécutés par Cruey, 1777.

DD. 140. (Liasse.) — 1 cahier de 10 f<sup>os</sup>, 1 de 6 et 2 pièces parchemin; 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 2 de 6, 4 de 4 et 46 pièces papier.

**1566-1789.** — Arche de Grande-Biesse, ponts de Toussaints, de Pirmil, arche de la Grèneraye. Demande des « propriétaires co-partageant les frais des chemins et pont conduisant du quartier de Beausséjour au grand pont de Biesse à Nantes, pour obtenir de faire fermer à leurs frais la petite arche du pont, en faisant continuer le terre plein de la levée qui forme le chemin du pont de Biesse à leur propriété, » novembre 1788, et délibération favorable du 17 mars 1789. Ordonnance de l'administration pour visiter le pont de Toussaints, 1690; réception de travaux exécutés aux ponts de Toussaints et de Brisebois, 1728; adjudication de diverses réparations à ces mêmes ponts et à plusieurs autres, 1736. Ordre de paiement de 1,000<sup>l</sup> à valoir sur les frais de démolition et rétablissement de l'arche du pont de Brisebois ou des Récolets, 1717. Conventions passées entre la mairie et Vattier et Feigneux pour la réparation du pont de Pirmil, 25 juillet 1566; délibération du 5 novembre même année, portant qu'il sera donné « à Honoré Grenet, pouvre homme qui a esté bleccé à l'eupvre des pons de Pirmil, la somme de 30<sup>l</sup> tournois, tant pour paier les sirurgiens qui l'ont pensé et médicamenté, et qui encore de présent le pensent et le médicamentent, » ordre de paiement au miseur et reçu. Refus du Bureau de police de la ville de Nantes, d'augmenter le salaire des ouvriers des ponts, et remplacement du contrôleur de l'œuvre, février 1574. Bannies, avis et adjudications de travaux. Demande de la veuve Voisin, dont le mari « auroiet promis fournir et bailler toute la chaux qu'il conviendroiet meptre et employer à vos pontz de pierre de Pirmil, par le temps d'un an finissant en ce présent mois de juing, et desireroiet ladite supliante, du zelle qu'elle a de vous faire service et à votre ville, de vous fournir la chaux pour vosditz pontz pour ung an au prix de

soixante six soulz le tonneau, » juin 1576. Arrêt du Conseil d'État du Roi, du 12 août 1684, prescrivant la construction provisoire d'un pont de bois, en attendant la reconstruction « des ponts de pierre de la ville, rompus par les glaces au mois de février dernier, à quoy ont beaucoup contribués les pescheries qui sont posées entre les arches desdits ponts... » A la suite est un mémoire pour l'intendant de Bretagne, contenant les divers prix pour le passage en bateau des personnes, animaux et marchandises; devis et compte de dépenses. Arrêt du Parlement de Bretagne donné à Vannes, le 17 février 1689, qui condamne les maire et échevins de Nantes, aux dommages et intérêts, fixés par experts, envers Pierre Le Comte, architecte, pour l'avoir empêché de disposer des bois ayant servis à la construction des ponts de bois, de Pirmil et qui permet à Le Comte de les enlever, dans le cas où le pont ne serait plus nécessaire au service du public; pièces à l'appui. Procès-verbaux de visites, adjudications, réparations. Permissions données par les maire et échevins, « de faire construire une maison sur l'emplacement de l'ancien pont de bois de Pirmil, tombé en ruines, payant 10<sup>l</sup> de rente foncière à la communauté, » 11 janvier 1741; à la veuve Aubin « de prendre issue sur le pont de Pirmil, à cause d'une maison qu'elle a sur l'ancien pont dudit Pirmil, près la tour, » 29 janvier 1736. Réparations faites à l'arche et chaussée de la Grèneraye, située au de là de la tour de Pirmil, sur le chemin de Saint-Sébastien, 1668-1789.

DD. 141. (Liasse.) — 1 cahier de 20 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 2 de 4, 63 pièces papier; 3 cachets.

**1664-1778.** — Pont-Rousseau. Reconstruction des « pilliers de massone de Pont Rouxeau, qui ont esté démolies et ruynéz par les grandes eaux, » février 1664. Procès-verbaux des visites du pont et des réparations faites; devis des ouvrages « pour la construction de la chaussée de Pont-Rousseau, et d'une calle au bout de ladite chaussée joignant le pont, » 4 août 1741, signé: Portail. Délibération du 28 novembre 1770: « le Procureur-syndic, sur l'avis qui lui fut donné hier, que dans la nuit, le pont établi sur la rivière de Sèvres, à son embouchure avec la Loire, dans le quartier de Pont-Rousseau, avoit été entièrement renversé et détruit par une crue aussi considérable qu'inattendue, survenue dans ladite rivière de Sèvres, il se transporta sur le champ sur les lieux.

Mais l'inondation qui occupait alors tout le quartier de Dosdane, l'ayant empêché d'approcher assez près du lieu du désastre pour en approfondir l'étendue et les circonstances, il y est retourné ce matin, avec le charpentier ordinaire de la ville, et a remarqué que le pont nommé Pont-Rousseau, est totalement détruit, et qu'il n'en reste pas même de vestiges, si l'on en excepte les piles pour lesquelles il y a aussi lieu d'appréhender que les unes soient renversées, et les autres considérablement dégradées. » Devis et détails des ouvrages « à faire pour la construction d'un pont de trois arches, en maçonnerie sur la rivière de Sèvres à l'extrémité du faubourg de Pirmil de la ville de Nantes, route de la Rochelle, pour remplacer le pont Rousseau, emporté par une inondation du mois de juillet 1771. » Correspondance des maire et échevins, avec divers personnes, achats de bois et de matériaux; transports; note des ordonnances rendues par l'intendant sur les délibérations, pour faire rembourser au directeur des octrois les sommes par lui avancées pour les travaux de Pont-Rousseau, total : 71,968<sup>1</sup> 7<sup>s</sup> 5<sup>d</sup>, jusqu'au 6 aout 1778; lettre du maire du Croisic, au maire de Nantes : « je désirerais bien pouvoir vous envoyer les barriques de coquillages que vous me demandez pour couvrir les madriers du pont que vous faites construire, mais il n'y en a point sur notre côte, du moins en assez grande quantité pour pouvoir en remplir des barriques, par ce qu'il n'y a que des rochers sur notre côte, et peu de baie sur lesquelles il n'y a point de coquillages; il n'y en a point non plus dans l'anse d'Escoublac, quoique elle ait plus d'une lieue de long, ny dans celle de la Turballe qui a même longueur, » 19 mai 1778. Note des bois livrés par M. Cruey, pour Pont-Rousseau, clous et fers.

DD. 142. (Liasse.) — 1 cahier de 30 f<sup>os</sup>, 1 de 10, 1 de 8, 1 de 7, 5 de 6, 2 de 4, 83 pièces papier; 1 cachet.

**1624-1787.** — Accord, conclu à la maison de ville de Nantes, le 20 juin 1624, entre les maire et échevins d'une part, et le procureur spécial de messire Jacques Barrin, seigneur de la Gallissonnière, vicomte de Rezé, conseiller du Roi, premier président en sa chambre des Comptes, d'autre part, lequel « à raison de sa dicte terre et seigneurie de Rezé est tenu et obligé à la réparation, refection et entretienement d'une moitié du pont de Pont-Rouxéau, et l'autre moitié, tirant vers la dicte ville doit estre entretenue par le prieur du prieuré de Pirmil, sur le temporel de

son bénéfice. » Par cet accord le procureur du vicomte de Rezé, « a déclaré et déclare remectre et quitter à la dicte ville de Nantes, et à la descharge du publicq, tous les péages et coustumes que ledict seigneur a droit de prendre et de percevoir en sa terre et vicomté de Rezay, qui est un denier et maille par chacune beste menée aux foires de Poictou, et partout ailleurs, ou qui en viennent, et mesme le péage deu aucdit seigneur de trois deniers et maille sur chacune charrettes chargées passant par ladicte terre qui est amenée descharger aux ports-au-Bled et de la Morinière et autres ports de la même terre... Et en faveur de ladicte remise, demeure ledict seigneur de Rezay, quitte et deschargé, tant du passé que de l'avenir de l'entretienement dudict pont de Pont-Rouxéau; et sera ledict pont entretenu à l'advenir par ladicte ville, qui en tiendra ledict seigneur quitte vers tous et contre tous... » Réparations à la chaussée de Pont-Rousseau; adjudications; devis et procès-verbaux d'ouvrages et travaux. Ordonnance de l'intendant, 6 septembre 1724, « qui enjoint aux propriétaires des maisons situées dans les rues de Pont-Rousseau et Pirmil, de faire réparer, chacun en droit soi, les pavez desdites rues, dans quinzaine. » Autre ordonnance du 28 aout 1779, concernant un alignement donné par la communauté de ville, à Pont-Rousseau, sous le fief de M. le comte de Rezé, à l'endroit où passe la banlieue des routes de la Rochelle et de Machecoul. Requête adressée aux maire et échevins par les sieurs Courault, contenant une demande d'indemnité, par suite de la construction de la nouvelle chaussée de Pont-Rousseau, 1785. Contestation entre la ville et Madame veuve Bascher qui prétendait avoir une servitude sur la chaussée de Pont-Rousseau. Dans la délibération du 7 mars 1787, M. Turquetil, sous-maire, a dit : « que lors de la construction de la chaussée de Pont-Rousseau, en 1753, la communauté jugea qu'il était de l'utilité publique de l'élargir; et, pour cet effet, y fit entrer un petit chemin qui existait à droite de cette chaussée, et conduisoit au bourg de Pont-Rousseau. Que la dame Bascher, qui prétendoit que ce petit chemin était un chemin privatif, sur lequel elle avoit un droit de passage, en appella au Présidial en 1777. Ladite dame ayant prouvé par des enquêtes l'existence de ce chemin et son droit de passage, la communauté fut condamnée par sentence du 31 aout 1780, de lui fournir un chemin, si mieux n'aimait ladite communauté lui faire une calle de largeur suffisante pour le service de son

pré... « La communauté au moment d'exécuter cette sentence en fut empêchée par l'opposition d'un sieur Biret, « sur le terrain duquel il étoit indispensable d'établir cette calle. » Mais ce dernier, présent à la séance, accepte l'indemnité qui lui est offerte par la ville. Au bas de cette délibération, est l'approbation donnée par l'intendant, au devis dressé pour la cale.

DD. 143. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 1 cahier de 14 f<sup>os</sup>, 6 de 10, 5 de 8, 3 de 6, 7 de 4, et 95 pièces papier dont 37 imprimés.

**1711-1713.** « Arrest du Conseil d'État du Roy, donné à Versailles le 24 octobre 1711, qui ordonne qu'il sera incessamment procédé à la visite et reconnaissance des arches des ponts de la ville de Nantes, qui ont été bouchées et fermées par plusieurs habitants de ladite ville, pour ensuite être ordonné ce qui sera jugé nécessaire... S. M. étant informée que plusieurs habitants, propriétaires des maisons et héritages joignans les ponts de Nantes, se sont donnez la liberté depuis quelques années de boucher plusieurs arches des ponts, et de les renfermer pour leur commodité particulière, d'où il arrive que les eaux de la rivière de Loire, n'ayant pas un passage libre sous ces arches, elles refoulent dans les débordements, et frappent avec impétuosité les masses des avant-becs des pilles, les minent et les dégradent... » Avis, du sieur Mellier, trésorier de France et subdélégué de l'intendant pour la visite des arches bouchées, de l'époque de cette visite, avec signification aux maire échevins et divers intéressés. Procès-verbaux de visites, par le sieur Mellier le 5 aout 1711, septembre et aout 1712; très détaillés, par le sieur Julien Proust du Port-la-Vigne, maire de Nantes, 8 et 17 aout, 1711; comparution et plaidoyers des propriétaires, l'abbé du Cambout, prieur de la Madeleine, la dame veuve Dachon, Mathurin Chiron, les directeurs de l'Hôtel-Dieu; Devis des ouvrages « de démolition de maçonnerie et pierre de taille, et de la maçonnerie, pierre de taille et pavé de moellon de champ à faire pour réparer les dégradations arrivés à plusieurs des arches des ponts de la ville de Nantes. » Adjudication de ces travaux, la toise cube de démolition de maçonnerie à 6<sup>l</sup>; la toise carrée de moellons de champ et pierres de tailles à reposer à 6<sup>l</sup>, 1712. Toisé et réception de ces ouvrages. « Devis des ouvrages de déblay et remblay de terre, charpenterie, maçonnerie, pierre de taille et pavé à faire pour la construction d'une arche au travers de la levée de

maçonnerie qui conduit de la porte Gellée à des maisons et magasins particuliers du côté d'aval, pour donner un libre cours aux eaux; l'arche joignant ladite porte, sous le pont étant entièrement bouchée par la levée susdite. » Adjudications des travaux, états des frais, correspondance, 1712-1713. Ordonnance de l'intendant qui décharge les propriétaires des maisons et héritages situés près la porte Gellée de la répartition faite sur eux, attendu leur offre de faire construire une voie pour l'écoulement des eaux, février 1713. Engagement des mêmes propriétaires pour cette construction.

**Pêcheries. Leur suppression.**

DD. 144. (Liasse.) — 4 pièces parchemin; 3 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 18 pièces papier; 2 sceaux.

**1483-1645.** — Ordre du duc François II, au mieur Pierre Quiole « que tout incontinent et sans aucun delay, vous faites arracher et oster les boays, qui empeschent le cours de l'eau de la rivière de Loire, en l'endroit du moulin du Chappitre de Nostre-Dame de Nantes, 19 février 1483, signé : François » Pareil ordre signé : « P. Landoys, » au lieutenant et prévôt de Nantes. Ordonnance des maire et échevins, 19 mai 1568, pour faire procéder le plus promptement possible à la démolition des rotreaux et pêcheries des ponts de Pirmil. Procédure entre les propriétaires et les fermiers, 1577; sentence du Présidial, autorisant le procureur-syndic, à faire enlever les bois et autres choses des pêcheries, afin de faire travailler à la reconstruction des ponts. Extrait du second compte de Pierre Morin, des recettés et dépenses provenant de la vente de diverses portions des domaines du Roi, en la juridiction de Nantes, 1583. Requête « aux généraux en Bretagne : « remonstrent les nobles bourgeois, maire, eschevins, manans et habitants, comme puyz troys jours par l'impétuosité et violence des eaues et glaces, six arches des ponts de pierre de Pillemy sont rompues et tumbées, au grand préjudice du Roy et du public; et que si promptement il n'y est pourveu, au surplus qui en reste on n'en peut moins espérer qu'une pareille et totale ruine, à l'occasion des pescherries qui sont soubz et entre les arches desdits ponts, lesquelles empeschent le cours de l'eau, et la retiennent en si grande abondance que son refoul violent et impétueux n'ayant sa voye libre estonne et esbranle lesdits pontz, en sorte que desja en plussieurs endroitz yls ont partiz et entre ouvertz,

15 décembre 1586; » autres requêtes, pour le même objet, 1587, 89, 90; Lettres au Roi et au duc de Mercœur, procès-verbaux de visites, ajournements aux fermiers. Arrêt du Conseil d'État, ordonnant « qu'il sera procédé et passé outre à la démolition des pescheries qui sont soubz les arches des ponts de pierre de Pirmil, Vertais, la Magdeleine, pilliers de boys et passe des ponts de Nantes; comme aussy à la réformation des arches et rostereaux, sçavoir : quatre passes, libres outre celles qui sont desja, à monter descendre et passer les batteaux soubz les ponts de pierre de Pirmil, près la tour, et que les autres arches rostereaux servantz à la pescherie seront réduites chacune à neuf piedz de Roy d'ouverture libre, pour le moins... » 16 novembre 1599; lettres patentes pour l'exécution de cet arrêt. Ajournement des maire et échevins par le fermier des domaines du Roi, pour non jouissance des pêcheries, par suite de leur démolition, défense des maire et échevins, extraits d'actes. Arrêt du Conseil qui ordonne d'assigner les engagistes des pêcheries de S. M. au Conseil, pour être entendus sur la requête des maire et échevins tendant à être substitués aux engagistes dans l'intérêt de la navigation et des ponts, 1643. Inventaire des pièces produites par les maire et échevins devant M. de Maupeou.... « Que antiennement et avant l'an 1560, tous lesdits pontz estoient bastis de boys, sur paulx et pilloties seulement; auquel temps lesdites pescheries du Roy n'estoient affermées que 5 ou 600<sup>l</sup> au plus par an. Depuis S. M. ayant trouvé nécessaire qu'ils feussent bastis de pierre, tant pour le grand nombre de boys qu'il y falloit, la cherté et rareté d'en recouvrir de propre à cest effect, lesdits demandeurs soubz l'autorité de S. M. auroient commencé à construire les dits pontz de pierre à chau et simens, et continué ledit œuvre jusques à présent, en sorte que les deux plus grandz de Pillemy et la Magdelaine ont esté achevés avec peines fraiz et despens infinis. Et encore long temps après lesdits deulx pontz achevés, les fermes desdites pescheries du Roy n'estoient de plus grande valeur que 5 à 600<sup>l</sup> l'an. Et jusques à ce que, par une subtilité et extresme avarice des fermiers, ilz auroient inventé les moyens de restressir combler et bouscher presque toutes les voyes et arches, pour attraper et prendre tout le poisson qui se présente, ne laissant que troys à quatre piedz d'ouverture d'entre leurs escluses et pescheries..., » sans date.

DD. 143. (Liasse.) — 1 cahier de 16 f<sup>os</sup>, 1 de 12, 2 de 8, 21 pièces papier; 2 cachets.

**1681-1712.** — Baux et fermes des pêcheries, procès-verbaux de visites. Ferme des « pescheries qui sont situées et baties en la rivière de Loire au dessus des ponts de Pirmil, appellées rostraux, et ce qui en dépend au dessus et au dessous des ponts ou l'on a accoustumé de pescher avec nances, brayes, bargnots et haveneaux, les pescheries des duits des grands et petits Ravoris de Loire, Cassolet, et pescheries des duits de la Broche et Rocheballu, et autres duits en tous lesquels l'on a accoustumé de pescher; les grands et petits Defais et ce qui en dépend; Runeau et la Boublée du pont de Pirmil. Item, la ferme de la pescherie du Chaussun de Gloriette, avec ses appartenances et dépendances, situées au dessous du pont de la Magdelaine, en ladite rivière de Loire. Item, les pescheries des ponts de Nantes, et généralement toutes les pescheries qui dépendent des domaines de S. M. tant au dessus qu'au dessous desdits ponts, à la réserve seulement des pescheries des grands et petits Pontreaux qui ne sont compris au présent bail; » le présent bail consenti pour la somme de 5,000<sup>l</sup> et pour cinq années, le 8 octobre 1681. « Copie conforme à l'original, déposée aux archives de l'Hôtel-de-Ville de Nantes. » Même bail en 1711, pour la somme de 2,120<sup>l</sup> par an, puis en 1712, pour 3,020<sup>l</sup>.

DD. 146. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 11 pièces et 2 plans papier.

**1711.** — Requêtes des maire et échevins de la ville de Nantes au Roi, pour obtenir la suppression des pêcheries, avec indemnité aux propriétaires : « Les ponts de Pirmil et de la Magdelaine, qui sont d'une vaste étendue, puisqu'ils traversent toute la rivière de Loire, très large en ces endroits, menacent une ruine prochaine, y ayant déjà huit arches des ponts de Pirmil de renversées; ce qui oteroit à la ville de Nantes, une des plus commerçantes du Royaume, la communication avec tout un costé de la campagne et avec un grand nombre de villes. Par le procès-verbal de visite faite par le s<sup>r</sup> Thevenon, ingénieur de S. M., en conséquence des ordres du s<sup>r</sup> intendant de la province, il est porté positivement que les pêcheries qui sont construites sous lesdits ponts, en causent la démolition, en retenant les eaux, qui, tombant avec rapidité par une voye très étroite, sapent par leur chute les fondemens; que quelques unes même des arches qui

sont restées sont creuses et minées de quinze à vingt pieds de profondeur; et que le flux et reflux de la mer venant les battre deux fois par jour, et pénétrant même sous les fondemens, il est impossible qu'il n'en arrive la ruine entière desdits ponts, s'il n'y est promptement remédié par la suppression des pêcheries, et par un secours d'autant plus pressant, que si les ponts étoient une fois renversés, certainement la ville de Nantes, et peut-être même la province de Bretagne ne seroient pas en estat de les rétablir..... État des pescheries établies dans les arches des ponts de Nantes figurées sur la carte dressée par ordre de M. l'intendant. » Les numéros portés sur cet état correspondent exactement à ceux placés sur les deux plans, dont l'un a deux mètres de développement, et qui sont d'une importance exceptionnelle pour l'histoire des ponts de Nantes. Correspondance de l'intendant avec le maire de Nantes. Ordonnance de l'intendant de la généralité de Tours, faisant « très expresses inhibitions et défenses à tous meuniers et autres personnes d'attacher leurs moulins, batteaux et pêcheries, aux piles, poutres, parapets, lisses, des ponts d'Amboise, Tours, Saumur et Ponts-de-Cé, 5 septembre 1711. »

DD. 147. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 3 de 6, 76 pièces papier, dont 30 imprimés.

**1712-1714.** — « Arrest du Conseil d'Etat du Roy, rendu sur la démolition des pêcheries établies sous les ponts de la ville de Nantes, » Versailles 8 mars 1712; autre, du 12 décembre 1713; « S. M. ayant été informé que les pêcheries dépendantes de son domaine, et celles qui appartiennent à différents particuliers, qui ont été construites sous les arches des ponts de la ville de Nantes, ont donné lieu aux dégradations des dits ponts, en arrêtant le cours naturel des eaux de la rivière de Loire, qui ont refoulé dans les terres et les campagnes voisines, d'où, étant tombées avec rapidité sur les arches desdits ponts, et le passage étant réduit à une voye trop étroite par l'encombrement que causent lesdites pêcheries, il est arrivé que les eaux ont entraîné les principales arches; et, comme celles qui subsistent ont été creusées jusqu'à quinze et vingt pieds de profondeur, par la rétention et le poids des eaux, qu'il est important d'en prévenir la ruine totale, qui causeroit un préjudice très considérable au commerce tant de la dite ville qu'à celui de la province de Bretagne, et rendroit inutiles les

ouvrages auxquels on travaille actuellement, pour réparer lesdits ponts, suivant et conformément à l'arrêt rendu au Conseil le 30 juin 1711, S. M. pour parvenir à la démolition desdites pêcheries, auroit ordonné par autre arrêt du 8 mars 1712, que tous les particuliers, nobles ou roturiers, ecclésiastiques ou laïques, corps et communautés séculières et régulières, fabriques et confrairies, propriétaires en tout ou partie, ou prétendants droits de pêcheries, sous les arches des ponts de la ville de Nantes, seroient tenus de représenter dans un mois pour tout delay, devant le sieur Ferrand, ou pardevant celui qui serait par lui subdélégué, les titres concernans la propriété et l'inféodation desdits droits de pêcheries, ensemble les contrats d'acquisition, les actes de transaction, échanges, donations, partages, baux à fermes, passés pour les dix dernières années.... S. M. ordonne que les rotreaux des pêcheries seront démolis dans huitaine, à compter du jour de la publication du présent, et a réglé l'indemnité due au fermier de son domaine et aux propriétaires desdits droits à la somme de 4,512<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> qui sera payée et distribuée annuellement par le receveur des octrois de ladite ville de Nantes.... Et pour faire le fonds de ladite somme de 4,512<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, S. M. a accordé et accorde à ladite ville et communauté de Nantes, les droits privatifs de pêcheries au dessus et au dessous des ponts dudit Nantes, pour les exercer avec des filets et tous engins de pêche dans chaque voye desdits ponts... » Ordonnances, instructions, correspondance pour l'exécution de cet arrêt.

DD. 148. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 2 de 6, 8 pièces papier.

**1714.** — Adjudications, de la démolition des rotreaux de pêcheries, à condition de disposer des matériaux qui en proviendront, et de payer en outre au miseur de la communauté 700<sup>l</sup>; des droits de pêcheries de Nantes et des duits de Thouaré « sans rotreaux », et après leur démolition, pour neuf années, au prix de 3.850<sup>l</sup> par an; 9 février 1714. Le 1<sup>er</sup> mars 1714, ont comparu les sieurs Balthazard Pinard et René Fleury, marchands, « adjudicataires des droits de pêcheries des ponts de Nantes et autres en dépendans, à les exercer sans rotreaux, et des matériaux provenans de la démolition des rotreaux desdites pescheries, à la charge de les démolir à leurs frais; lesquels ont dit que par l'adjudication, faite le 9 février dernier, il est



porté qu'ils feront la déclaration du temps auquel ils auroient parachevé la démolition desdits rotreaux, à laquelle ils s'étoient obligés par autre adjudication du même jour. Pour y satisfaire, ils déclarent par ces présentes avoir fait toutes les diligences possibles pour démolir lesdits rotreaux et rendre les voyes desdits ponts libres desdits matériaux, et avoir achevé l'ouvrage le jour d'hier dernier du mois de février... »

DD. 149. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>o</sup>s, 2 de 6, 3 de 4, 29 pièces papier.

**1714.** — Ordonnance de l'intendant, 1<sup>er</sup> mars 1714, en vertu de l'arrêt du 12 décembre 1713, pour arriver à la répartition sur les propriétaires riverains des 662<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, formant avec les 3,850<sup>l</sup> de la ferme des pêcheries, faite par la communauté de ville, la somme de 4,512<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> nécessaire pour l'indemnité annuelle affectée aux propriétaires des rotreaux. Toisé, description des prairies, terres riveraines et îles de la Loire depuis les ponts jusqu'à l'embouchure de la Divatte, faits par les experts Hordebourg et Roussel. « Après avoir dressé notre carte, dit un de leurs rapports, nous avons mesuré tout ledit terrain compris dans cette grande étendue qui comprend près de quatre lieues en longueur, et nous avons trouvé qu'il peut y avoir environ de 10,941 journaux de terres sujets aux inondations, à raison de 80 cordes au journal, savoir 4 de large et 20 de long, chaque corde de 24 pieds, mesure ordinaire, portée par l'article 263 de la coutume de cette province, et dont les 625 cordes en longueur font une lieue de trois mille pas géométriques. Et ayant aussi exactement pris le niveau de l'eau, depuis l'embouchure de la Divatte, jusqu'aux ponts de Nantes, où commence notre plan, par plusieurs et différentes stations, nous avons remarqué qu'il y a environ huit pieds de pente.... » Les plans manquent. Convocation à Nantes des notables des paroisses riveraines de la Loire pour prendre connaissance du toisé des lieux, du projet de répartition et exposer leurs objections. Procès-verbal de leurs dires et raisons : « ... A l'endroit sont pareillement comparus les sieurs de la Chaussée-Perraud et de Marques, députés de la paroisse de Sainte-Croix, sur l'assignation donnée le 8 de ce mois, lesquels ont déclaré que l'exécution de l'arrêt du Conseil dont est cas ne regardoit point la paroisse de Sainte-Croix, en ce que loin de recevoir quelque utilité par la démolition des rotreaux de pêcheries, ils en souffrent même quelque

dommage, attendu que les deux prairies qui sont la prée de la Madelaine et les prés de Biesse, se trouvent beaucoup plus élevés que les autres terrains, et devenoient plus fécondes par les arrosements, qui n'arrivant plus par la facile évacuation des eaux, lesdites prairies seront désormais moins fructueuses ; cette vérité a été si bien connue que ladite paroisse de Sainte-Croix ne se trouve pas comprise dans l'arrêt du Conseil ; c'est pourquoi mal à propos leur a t'on signifié ledit arrêt. » Significations de l'arrêt aux diverses paroisses ; notes diverses.

DD. 150. (Liasse.) — 2 pièces parchemin ; 6 pièces papier ; 8 sceaux.

**1563-1747.** — Commission donnée par Charles IX aux juges et conseillers du présidial de Nantes d'examiner les réparations faites aux pêcheries de la Broche et les dépenses qu'elles ont occasionnées, 1563. Requête des habitants de Nantes demandant au Roi la suppression de ces pêcheries. « Vous avez à un quart de lieu de votre ville de Nantes, tirant sur la mer, une escluse et pescheries appellées les pescheries de la Broche, lesquelles ont esté tellement rompues, démolies et ruynées par les grandes inondations d'eaux, marées, creues et liviers (?) des années passées, qu'elles vous sont à présent inutiles, et ne sauroient être refaictes ne racoutrées pour dix, non pas pour douze mil livres.... Lettres du Roi aux trésoriers de ses finances et au sénéchal de Nantes, pour demander leur avis sur cette requête, 4 février 1566. Arrentement d'un droit de pêche dans la rivière de Sèvres, fait à M. Gellée, par la communauté, qui le tenait des religieux bénédictins, moyennant une rente de 30<sup>l</sup>. Pièces relatives à ce droit, qui s'exerçait à la maison des Perrières.

DD. 151. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>o</sup>s, 5 pièces papier.

**1647-1688.** — Extrait de la délibération du 2 juin 1647, par laquelle le procureur-syndic est autorisé à répondre pour la ville à l'assignation donnée au sr Proust du Port-Lavigne par la dame comtesse de Denoual, pour le voir « condamner remettre les pescheries qu'elle luy auroit cy devant afferméees aux ponts de Nantes, en tel et pareil estat quelles estoient lorsqu'elles luy furent données.... » Adjudications des pêcheries de la rivière de Sèvre, appartenant à la ville pour le temps de 4 ans, à 20<sup>l</sup> par an, 1667 ; à 10<sup>l</sup> par an, 1678-1688 : Arrentement de trois voûtes ou arches sous le pont de la Belle-Croix, pour 10<sup>s</sup> de rente, chaque voute, 1680.



DD. 152 (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>o</sup>s et 1 pièce parchemin; 1 cahier de 12 f<sup>o</sup>s, 1 de 10, 1 de 8, 31 pièces papier dont 9 imprimés; 1 sceau.

**1714-1730.** — Ferme des droits de pêcherie adjudagée le 9 février 1714, pour 3,850<sup>l</sup> par an, à René Fleury et Balthazar Pinard, « Arrest du Conseil d'Etat du Roy, concernant l'adjudication du bail des droits de pêcheries appartenans à la ville et communauté de Nantes, 10 avril 1723. L'an 1724, le 28 mars à l'Hôtel-de-Ville de Nantes, par devant nous maire et colonel de la milice bourgeoise, a comparu M<sup>e</sup> Félix Julien Bizeul, avocat et procureur de Catherine Frapet, veuve Fleury, adjudicataire du bail des pescheries du Domaine de S. M. réunies à la communauté de Nantes, lequel a dit que ladite v<sup>e</sup> Fleury, demeura le 11 février 1723, adjudicataire desdites pescheries pour et moyennant la somme de 3,610<sup>l</sup> par an, payable par quartier et par avance, pour le temps de sept années avec faculté de pescher au dessus et au dessous dudit Nantes, avec filets, havenaux, seigne, duits de Thouaré, et avec tous et chacun les mêmes droits dont les fermiers du Domaine de S. M. avoient droit de jouir à cet égard. Cependant elle se trouve tous les jours privée des profits qu'elle auroit du faire sur ladite ferme, étant troublée dans les droits lui affermée par les nommés... lesquels se sont ingérés depuis longtemps de pescher même aux grosses nances, lesquelles ils tendent journellement dans la rivière de Loire, et d'y faire des duits, et cela sans aucun droit, au contraire au préjudice, ce qui lui fait un tort considérable et la met hors d'état de satisfaire aux dures obligations ou elle a entré par son bail; d'autres s'ingèrent de tendre journellement de grosses nances dans la mouzière de Pirmil, même d'y faire des duits..... » Le maire promet de faire une enquête et de donner satisfaction. Sentence du siège de l'amirauté de Nantes, condamnant divers individus à l'amende envers Catherine Frapet, v<sup>e</sup> Fleury et Françoise Patage, v<sup>e</sup> Pinard, fermiers « des pescheries appartenant à l'Hôtel-Dieu de cette ville, aux Dames religieuses des Couëts et autres propriétaires des vingt quatre échelles d'eau, s'exercante dans la rivière de Loire, depuis Pierre d'Ingrande jusqu'à Pierre-Auge, » 27 juillet 1731. État des frais qui sont dus à Claude Perrot, greffier de M. Mellier, général des finances et subdélégué de M. de Brou, intendant en Bretagne, au sujet de l'adjudication faite le 12 février en exécution de l'ordonnance de

Mondit seigneur le 10 janvier 1723; Pour l'impression de ladite ordonnance 4<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; pour le procès-verbal de l'adjudication et réception de cautionnement, à M. Mellier pour ses vacations 60<sup>l</sup>; au greffier y compris la première expédition 40<sup>l</sup>; pour trois expéditions de l'adjudication et acte de cautionnement, l'une pour le bureau de l'intendant, l'autre pour le syndic, la troisième pour le miseur de la ville 9<sup>l</sup>, total 113<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Ordonnance de l'intendant et bannies dans les diverses paroisses de Nantes. Lettres du maire.

DD. 153. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>o</sup>s et 2 pièces parchemin; 1 cahier de 44 f<sup>o</sup>s, 1 de 42, 2 de 14, 1 de 12, 2 de 8, 2 de 6, 6 de f<sup>o</sup>s, et 108 pièces papier; 1 cachet.

**1730-1745.** — Adjudication faite à l'Hôtel-de-ville de Nantes, le 15 février 1730, « du bail des pescheries appartenantes à la communauté, au sieur Leglé, maistre poislier à Nantes, pour le temps de sept ans, » au prix de 5,390<sup>l</sup> par an. Poursuites de police et arrestation, du nommé la Rubiche « que les commissaires de police, trouvèrent endormi dans un petit bateau; et, l'ayant fait sortir de son bateau et entré dans un autre, ils auroient trouvé dans son bateau des nances, et dans la cabane un fusil, et autour dudit bateau un petit bottereau dans lequel il se trouva onze lamproies, et dans une burne trente autres; et lui ayant demandé par quelle autorité et quel droit il avoit de pêcher il auroit invectivé lesdits commissaires de police, » mai 1730. Procès-verbal dressé par ordre des maire et échevins contre les duits des boires de la Guenillière et Morandière, construits sans autorisation, 5 novembre 1731. Arrêt du Conseil d'État, du 8 avril 1732, au sujet de ceux qui prétendent avoir droit de pêche sur les ponts de Nantes « qui seront tenus, dans un mois, à compter du jour de la signification du présent arrêt, de représenter les titres et pièces, sur le fondement desquelles ils prétendent ledit droit... » Observations des maire, échevins, « assesseurs et communauté de Nantes, demandeurs en requête aux fins des arrêts du Conseil du 8 avril 1732 et 30 avril 1735... » sur les inductions, actes et pièces, produits par divers prétendants au droit de pêche dans la rivière de Loire: Les principaux étaient la dame v<sup>e</sup> de Thouaré, M. Goguet de Boishéraud, les Dames prieure et religieuses Carmélites des Couëts, M. de Lyrot du Chastellier, les directeurs et administrateurs de l'Hôtel-Dieu, les prieur et religieux de l'abbaye de Villeneuve; cette

pièce en date du 18 août 1736, contient de nombreux renseignements sur l'historique des pêcheries de la Loire, et conclut à l'usurpation de tous les prétendants. Un mémoire daté du 10 février 1736, non signé dit que : « la rivière de Loire passe au Nord de la paroisse de Saint-Julien de Concelles, évêché de Nantes en Bretagne. Cette rivière vis-à-vis cette paroisse, formant quelques petites isles dans son milieu, les habitants se sont accoutumés depuis longtemps à appeler les eaux de cette rivière qui descendent entre les terres de cette paroisse et lesdites isles, les boires de la Guenillière et de la Morandière; et à l'égard des eaux qui descendent de l'autre côté desdites isles, ils leur ont conservé le nom de rivière de Loire, c'est-à-dire aux eaux qui regardent le Nord. Mais toutes ces eaux sont à peu près d'égale largeur, et composent et font également la rivière de Loire. Plusieurs des habitants de la paroisse de Saint-Julien de Concelles ont fait construire, particulièrement depuis quarante à soixante ans, des pescheries à lamproyes, saumons, aloses et autres poissons dans les eaux de la rivière auxquelles ils ont, comme on l'a dit, donné le nom de boires de Guenillière et Morandière. Ces pescheries, nommées dans le langage du pays des duits, sont des amas de pierres en forme de chaussées ou de murs, qui ne laissent pas d'incommoder la navigation. Mais la pesche qui s'y fait est si considérable qu'elle fut estimée en 1723, par un procès-verbal d'arpentage et prisage fait entre le seigneur et les habitants, une somme de 1,192<sup>l</sup>, sans y comprendre d'autres pareilles pescheries qui sont les plus occidentales. Tous les habitants de la paroisse de Saint-Julien peschent indifféremment dans ces eaux, mais ceux qui ont fait construire lesdites pescheries se les rendent domaniales exclusivement à tous autres... » Procédure entre la communauté de ville et le sieur Leglé, fermier des pêcheries, qui demandait à résilier son bail attendu qu'il était troublé par de nombreux particuliers dans la jouissance exclusive de son droit. Une note apprend que « le fermier a de Pirmil, de ses sous-fermiers 800 lamproyes de préciput et les premières; il partage le surplus par moitié, et il ne fournit de rien ny de nances, ny de bateaux, non pas mesme d'hommes; 200 de préciput pour la Madeleine et la Brosse, duits près et environs Gloriette, les autres conditions comme dessus; 400 pescheries près de Belle-Croix; 700 et 300, duits voisins et la grande voie en trois articles. Total 2,400 lamproyes, à 1<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>,

celles-ci de préciput à bon marché, soit 3,600<sup>l</sup> » (1). Mémoires, productions d'actes et de pièces, observations, notes, correspondance avec divers.

DD. 151. (Liasse.) — 17 pièces papier, dont 9 imprimés.

**1742-1744.** — Requête au siège royal de l'amirauté de Nantes. « Supplie humblement noble homme Jean Reliquet, sieur de la Giguenays, adjudicataire du bail des pescheries dépendantes du Domaine du Roy, réunies à la communauté de Nantes, disant que le 5 juin 1737, Joseph Saulnier demeura adjudicataire au bureau de l'Hôtel de cette ville du bail des pescheries pour sept années qui devoient commencer à la Saint-Jean suivante, pour en payer chaque année 5,650<sup>l</sup> par quartiers, et par avance; et le même jour ce bail fut cédé par ledit Saulnier audit suppliant, qui s'en estoit constitué caution, et l'acte en fut reçu par MM. les maire et échevins. Dès la première année, de ce bail, le suppliant ayant été troublé de différentes manières dans l'exercice de son droit de pesche, et surtout par des duits et des chaussées ou élévations de pierres qu'on établissoit de toutes parts, il en porta ses plaintes à MM. les maire et eschevins, qui, ne pouvant dans la saison d'hiver descendre sur les lieux, remirent à le faire au mois d'août suivant. Ils y descendirent en effet, le onzième dudit mois d'août, et remarquèrent une quantité considérable de duits, qui occupoient presque entièrement la rivière. Ils en rapportèrent procès-verbal, et le procureur-syndic fit mesme donner différents exploits, mais il en cessa les suites pour des vues qu'on ne peut pénétrer... » juillet 1742. Par arrêt du 18 septembre 1742, « le Roi a évoqué à soi et à son Conseil les demandes et instances pendantes, au siège de l'Amirauté de Nantes, entre le sieur Reliquet de la Giguenais, René et Pierre Laurent, et autres parties dénommées dans les sentences dudit siège des 14 mars et 20 juillet 1742, et dans les requêtes dudit sieur de la Giguenais contre les maire et eschevins de la ville et communauté de Nantes, ensemble les différents procès nés et et à naître à l'occasion de toutes les dites demandes et au sujet des droits de pescheries, appartenans à la ville et communauté de Nantes... » Notes et pièces relatives cette contestation, dont la fin n'est pas indiquée.

(1) Le prix de 1<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> par lamproie semble un peu élevé; aujourd'hui, pendant le carême, une belle lamproie vaut de 3 à 4 fr., et en temps ordinaire de 1 fr. 50 à 2 fr.

DD. 155. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, et 7 pièces papier.

**1743-1766.** — Adjudication du bail des pêcheries, au sieur Kermarquer, 24 décembre 1743, pour sept années, à raison de 6,750<sup>l</sup> par an, payables en quatre termes. Mêmes fermes, au sieur Hanry, 24 mars, 7 et 14 avril 1751, pour trois ans, à raison de 4,300<sup>l</sup> par an; au sieur Sainte, 29 octobre, 5, 12 et 19 novembre 1763, pour trois ans, à raison de 2,900<sup>l</sup> par an.

DD. 156. (Liasse.) — 1 cahier de 22 f<sup>os</sup>, 1 de 14, 1 de 10, 1 de 6, 1 de 4 f<sup>os</sup> et 24 pièces papier.

**1743-1776.** — Bannies dans quatre paroisses de Nantes et sept paroisses rurales voisines, le 2 octobre 1769. Une note indique que le 14 octobre le bail des pêcheries fut adjugé au nommé Esseul et consorts pour 3,250<sup>l</sup> par an. Procédure entre l'adjudicataire et la communauté de ville devant le siège de l'amirauté. Le premier se plaignait des troubles que lui causaient ceux qui prétendaient avoir le droit de pêche. Un mémoire rédigé par les « commissaires généraux du Conseil, délégués par S. M., » cite par extraits ou en entier, différentes pièces relatives aux pêcheries. Dans les déffenses fournies par les maire et échevins, on voit le sieur Lyrot de la Patouillère, soutenir « qu'il a droit de pescher tant sous les ponts de Pirmil que sous ceux de la Madeleine, parceque ses titres lui donnent le droit de placer quatre haveneaux tant d'un côté de la rivière que de l'autre... » Bannies pour le bail des pêcheries en 1774. Adjudication de la ferme le 3 septembre 1774 pour cinq années, à Gabriel Esseul, à raison de 4,275<sup>l</sup> par an. Consultations d'avocats, actes divers.

DD. 157. (Liasse.) — 1 cahier de 14 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 5 de 4, 41 pièces papier; 1 cachet.

**1779-1792.** — Bannies du bail des pêcheries dans diverses paroisses, 1779. Adjudication de la ferme des pêcheries faite à Pierre Badeau, pêcheur, le 6 novembre 1779, pour cinq ans, à raison de 5,300<sup>l</sup>. Requête des fermiers, adressée aux maire et échevins au sujet des « troubles qu'ils ont éprouvés de la part de vingt et quelques particuliers dans l'exercice du droit de pêche au dessus du pont de Pirmil. Ce trouble qui a eu lieu depuis 1779 jusqu'à présent a occasionné à Badeau et associés le plus grand préjudice, mais outre la perte réelle qu'ils ont éprouvés dans la privation du droit de pêche, il leur en a coûté des frais considérables depuis leur bail commencé; ce seul article

de frais se monte à plus de 1,600<sup>l</sup>. Ce n'est pas le tout, au mois de février dernier, on leur a enlevé et tiré de l'eau plus de deux cents naces, et on a disposé de tout le poisson qui étoit dedans... » 1782. De leur côté, les pêcheurs « disent que les fermiers de la communauté de ville ont toujours fait les plus grands efforts pour s'attribuer le droit exclusif et privatif de pêcher dans la rivière de Loire, tant en dessus qu'en dessous des ponts de Pirmil. Ils ont plusieurs fois taché de rendre de nul effet les droits que plusieurs particuliers ont de pêcher dans la rivière, et surtout les habitants de différentes paroisses dont les privilèges ont été confirmés par arrêt du Conseil. Si la communauté de ville ne s'étoit pas constamment refusée à seconder leurs vues ambitieuses, il est certain qu'elle eut essuyé une multitude de procès qui, par leur importance auroient absorbé le prix qu'elle afferme son droit de pêche dans la rivière.... » Dans les « déffenses que fournissent au siège royal des eaux et forêts de Nantes, Messieurs les maire et échevins de la ville et communauté de Nantes, ils soutiennent qu'on leur a garanti — aux fermiers — le droit de pesche tel qu'ils en jouissoient. Or, cette jouissance n'a point été troublée, c'est-à-dire qu'on ne leur a point opposé le droit de pescher au-dessus des ponts tel qu'ils en jouissoient auparavant. Si Pierre Esseul et autres ont tendus des nasses dans la rivière, s'ils ont levé les cordeaux, enfin s'ils ont commis des voies de fait, cela ne peut intéresser la communauté, et c'est à Badeau et consorts à s'en plaindre. En effet, de deux choses l'une; ou Pierre Esseul et ses consorts ont droit de pescher dans cette partie, ou ils ne l'ont pas. S'ils peuvent avoir ce droit, Badeau et ses consorts ne peuvent s'en plaindre, puisqu'il a été expressément stipulé dans leur bail qu'ils laisseront jouir les particuliers et communautés qui s'y trouveront fondés, sans qu'en aucun cas les fermiers puissent prétendre aucunes indemnités, ni diminutions, ni avoir aucuns recours vers la communauté de ville. Si au contraire Esseul et ses consorts n'ont aucun droit de pesche, puisque celui de la communauté de ville est privatif, et s'ils ont commis quelques voies de fait, c'est à Badeau et à ses consorts à s'en plaindre et à agir comme ils verront, d'autant que la communauté ne doit prendre aucun parti dans cette contestation. » Enquêtes faites par l'administration des eaux et forêts, audition de témoins; assignations, plaintes des fermiers; procès-verbal de visite des officiers des eaux

et forêts au pont de Pirmil. Délibération du Bureau municipal pour l'adjudication des pêcheries, 10 mai 1791 ; autre du 28 même mois : « lecture ayant été donnée d'une requête présentée par les adjudicataires de la ferme des pêcheries des ponts, tendante à ce que la municipalité les garantisse dans la faculté de jouir de trois rangs de nasses, qui suivant l'usage se placent au dessus de 40 brasses que les règlements ont fixé au delà desdites arches, pour rester libres et donner aux bateaux les moyens de passer sous les ponts sans danger... le Bureau est d'avis que la garantie demandée par les pêcheurs est de droit, mais qu'elle ne doit pas être exprimée dans le bail à ferme, parce qu'il pourroit se faire que par la suite on en induisit que la municipalité auroit par là borné son droit de pêche, à ces trois rangs de nasses seulement, tandis qu'il est bien plus étendu. Requête des pêcheurs « à Messieurs du Département de la Loire-Inférieure, exposant qu'ils sont forcés de recourir à l'autorité de l'administration du Département, pour empêcher l'effet d'un privilège exclusif que veulent s'arroger les fermiers des pêcheries de la commune de cette ville, et dans lequel la municipalité semble les soutenir, » 17 janvier 1792.

DD. 158. (Liasse.) — 7 pièces papier.

**1784.** — Bannies pour l'adjudication de la ferme des pêcheries, adjugée le 27 novembre 1784, à Jean Chesneau, pour la somme de 6,000<sup>l</sup>. Délibération du 11 décembre suivant, d'après laquelle « il y a lieu de juger que l'adjudicataire, et ses cautions sont des gens de mauvaise foi, qui, sous divers prétexte se prétendent fondés à ne pas remplir leurs engagements... ; voir et ordonner que par la communauté il sera procédé à une nouvelle adjudication dudit bail, à sa folle enchère et à ses frais risques et périls.... » Requête au Présidial.

#### Travaux publics.

DD. 159 (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 2 de 4, 123 pièces papier, dont 10 imprimés ; 7 cachets.

**1718-1740.** — Projet de ramener les eaux de la Loire dans le canal de Saint-Félix, au moyen d'une jetée à établir en tête de la prairie de la Madeleine. Extrait de la délibération du 4 septembre 1718 ; « sur ce qui a été représenté que le lit et le cours de la rivière de Loire, s'étant jetté depuis les trois à quatre ans derniers du côté de la côte de Saint-Sébastien et

Pirmil, a laissé la côte vers la ville de Nantes tellement vuide et seiche, que tout y est sans eau et remply de grèves depuis la pointe de la prairie du Gué aux Chevres, et celle de la prairie de la Madeleine jusque devant l'Hermitage, ce qui non-seulement contient près de demie lieue, mais encore ruine le commerce dans toute cette étendue qui comprend tout le canton de Richebourg, l'étendue du château et de la ville de ses deux bords, et toute la Fosse, parce qu'il n'y coule plus d'eau qui puisse entraîner les sables et y faire monter les barques et navires... » Le Bureau, arrête qu'il sera adressé une requête à l'intendant, pour obtenir de se pourvoir envers le Roi et son Conseil. Procès-verbal dressé en conséquence par le sieur Thevenon, ingénieur du Roi, en présence des échevins. Dans la séance du 8 octobre 1721, le Conseil reçut communication d'une lettre en date du 30 septembre à Paris : « le Conseil de marine a reçu votre lettre du 11 de ce mois, et la copie, qui y est jointe, de la requête présentée par la communauté aux juges-consuls et principaux marchands, sur la nécessité de rétablir le cours de la rivière de Loire, et de nommer un ingénieur pour dresser les plans et devis de ce qu'il y aura à faire. Le sieur Delafond, ingénieur du Roy, est actuellement sur les lieux pour ce travail, et le Conseil lui donne ordre de faire tout ce qui conviendra pour parvenir à ce rétablissement. Signé : L. A. de Bourbon. » Mémoires « sur le nettoyage des ports de la ville de Nantes, présentés par le sieur Delafond en 1725. Dans l'assemblée tenue par les consuls et les négociants, le 25 mai 1725, « ont été représentés par le sieur Bouvet, juge en chef, les plans proposés pour faire une jettée à la teste de la prairie de la Madeleine, afin de rappeler le cours de la rivière par le canal qui la conduit le long des murailles du château et le long des ports de la Fosse, afin de nettoyer la rivière dans lesdits lieux, qui s'y est comblée de sables depuis plusieurs années, et notamment depuis que les pescheries ont été ôtées de dessous les ponts, par le cours de la rivière qui y est directe, et a trouvée une évacuation libre... » Extrait de l'Académie royale des sciences, 4 mai 1732. « La Compagnie a jugé que conformément à l'avis de Messieurs de la communauté on pourroit attendre un bon effet des deux jettées construites l'une à la pointe de l'isle Forget, l'autre à la prairie de la Madeleine, et que commençant par celle de la Madeleine, on pourroit voir si celle de l'isle Forget seroit néces-

saire; le dessin paraissant d'autant plus convenable que la coupure de la prairie de Mauves engageroit à une dépense très considérable... » Suppliques des maire et échevins aux États de Bretagne; Mémoires des mêmes; inventaires de pièces produites à l'appui; correspondance entre les maires, les intendants et divers personnages de la Cour et de Paris; fragment de copie d'un arrêt du Conseil de 1743.

DD. 160. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 1 pièce papier, mauvais état.

**1748.** — Lettre de l'intendant de Brétagne, copie. (Réflexions sur un projet) de « nettoiment de la rivière de Loire faites par les juges et consuls de Nantes, représentant le général du commerce de la même ville. Monseigneur l'intendant a informé le commerce qu'une compagnie offre de rendre la rivière de Loire navigable, et faire monter à Nantes des navires de 300 tonneaux, moyennant un octroi de 20<sup>s</sup> par chaque tonneau, sur tous les vaisseaux qui entrent en ce port, et qui en sortent, et qui selon elle produiroit un revenu annuel de 316,000<sup>l</sup>. Ce projet s'il étoit possible de l'exécuter seroit d'une grande utilité, si la rivière devenue navigable pouvoit apporter ici des vaisseaux qu'on est obligé de laisser à Paimbœuf... mais il paroît y avoir bien des obstacles à son accomplissement... Il faudroit bien se donner garde d'imposer les vaisseaux, surtout les étrangers qui se rebutent aisément des moindres charges, et portent leur commerce ailleurs... En effet de nouveaux subcides, que dans le dernier siècle on créa sur les marchandises de Hollande, furent la cause de la décadence ou plusieurs villes de commerce du royaume se virent réduites par la cessation de leur commerce. Avant l'établissement de ces nouveaux droits, la France envoyoit chaque année dans les seules Provinces Unies, ainsi que M. Borel leur ambassadeur le représenta au Conseil en 1648, lors de la Conférence de Munster, pour 43,000,000 de marchandises; les clincailleries et bijouteries, ouvrages de l'industrie des hommes, et ou il entre peu de matières, montoient à environ 8,000,000. La province de Bretagne y envoyoit elle seule pour près de 3,000,000 de toiles, années communes, outre les sels, blés, vins et eaux-de-vie qui formoient encore des objets considérables. Rebutés par ces nouvelles charges, et par le droit de 50<sup>s</sup> par tonneau, qui fut encore établi en 1659 sur les navires étrangers, les

États Généraux s'attachèrent constamment à ruiner nos manufactures et à anéantir notre commerce. Pour y réussir, ils prohibèrent presque toutes nos denrées et marchandises, mirent de très gros droits sur celles qui ne furent pas défendues, attirèrent chez eux nos ouvriers, et y établirent des manufactures à l'instar de celles que nous avons en France.... Des événements si funestes au royaume en général, et à cette province en particulier, démontrent combien il est intéressant de ne point mettre sur des étrangers des charges qui puissent les rebutter, et justifient qu'on ne doit pas les assujétir au nouveau droit de 20<sup>s</sup> par tonneau. Sur ce principe, il n'y auroit donc que les vaisseaux françois sur lesquels on put l'imposer. On va voir ce qu'ils pourroient à peu près produire par an... En 1743, année ou le commerce fut porté à son plus haut point, il n'entra en cette rivière que 483 navires et barques au dessus de 30 tonneaux, faisant 42,640 tonneaux, ce qui à 20<sup>s</sup> par chacun fait 42,640<sup>l</sup>, et 83,280<sup>l</sup> si on exigeait le droit à l'entrée et à la sortie. De là il est facile de juger que cette compagnie ne recevrait pas à beaucoup près l'intérêt des dépenses dans lesquelles ces travaux la constitueroient. Mais supposons que tous les navires indistinctement, étrangers et autres, qui recevraient quelque avantage de ce nettoiment, car on ne peut sous aucun prétexte raisonnable y assujétir les petites barques qui n'en profiteroient point, seroient sujets au paiement de ce droit. Voici ce qu'il produiroit suivant un état très exact du nombre des vaisseaux et barques au dessus de 30 tonneaux, qui entrèrent en cette rivière en 1743 :

vaisseaux François,	483	faisant	42,640tx.
Anglois,	11	»	690.
Hollandois,	110	»	10,870.
Flamans,	8	»	1,230.
du Nord,	75	»	8,250.
Suedois,	17	»	1,350.
Espagnols,	8	»	780tx.
<hr/>			
Total	712	navires &	65,810tx.

Par là il est aisé de voir que quand tous les navires et barques qui entrent en cette rivière, françois et étrangers, seroient indistinctement assujétis au paiement du droit, il s'en faudroit de beaucoup que les revenus que cela produiroit indemnissent cette compagnie... »

DD. 461. (Liasse.) — 3 pièces parchemin ; 1 cahier de 20 f<sup>os</sup>, 1 de 18, 1 de 16, 2 de 10, 2 de 6, 1 de 5 f<sup>os</sup>, et 57 pièces papier dont 25 imprimés.

**1755-1788.** — Arrêt du Conseil d'État du 23 septembre 1755, par lequel le Roi « a approuvé et autorisé la délibération des États de Bretagne du 1<sup>er</sup> décembre 1754, par laquelle ils ont fait don à la ville et communauté de Nantes d'une somme de 40,000<sup>l</sup>; et en conséquence a ordonné et ordonne que tant ladite somme de 40,000<sup>l</sup> que celle de 35,820<sup>l</sup> restant d'un pareil fonds de 40,000<sup>l</sup> fait par lesdits États en l'an 1740, et destiné par arrêt de son Conseil du 26 août 1749, à des ouvrages proposés sur la rivière de Loire, qui n'ont point été exécutés, seront employées par les maire et échevins de la ville de Nantes, au paiement des travaux qui seront jugés nécessaires par le sieur Magin, ingénieur de la marine, pour le rétablissement de la navigation de ladite rivière, sur les ordonnances du gouverneur de la Province... Ordonne en outre S. M. que sur les sommes que le trésorier desdits États de Bretagne doit payer au trésor royal, pour la présente année et pour l'année prochaine 1756, il sera par lui retenu celle de 40,000<sup>l</sup>, à raison de 20,000<sup>l</sup> par chacune desdites années, pour ladite somme de 40,000<sup>l</sup> dont elle fait don à la ville et communauté de Nantes, être payée par ledit trésorier aux maire et échevins, et par eux employée à la dépense desdits ouvrages... » Autre arrêt du Conseil du 1<sup>er</sup> août 1757, « Vu par le Roi... les suppliants ont pensé que le principal moyen de se rendre digne de ses bienfaits étoit d'en faire un emploi utile, à quoi ils se sont appliqués en exécutant avec la plus grande économie les projets du sieur Magin, ingénieur de la marine; qu'il a été fait en conséquence dans le lit de la Loire 570 toises courantes de digues d'une solidité à toute épreuve, puisqu'elles ont résisté l'hiver dernier à tous les efforts des glaces et des crues d'eau de la rivière, que ces digues en retrécissant son lit augmentent le volume d'eau, sa rapidité et sa puissance dans le canal qui reste libre, et par ce moyen les sables qui remplissent le fonds sont entraînés et vont se déposer au dessus et au dessous des digues où l'eau est plus tranquille; que cette opération s'est manifestée à mesure que les travaux ont avancé; que le lit est déjà plus profond de cinq pieds dans l'étendue de l'effet des digues; que le succès de ces travaux passe les espérances qui en avoient été conçues, et que la ville touche au moment de voir la navigation

de la Loire entièrement rétablie, si l'on continue d'exécuter les projets du s<sup>r</sup> Magin; que le sieur duc d'Aiguillon, qui a été témoin de ces opérations a aussi reconnu le bon effet des deux phares que les suppliants ont fait construire sur les dessins dudit s<sup>r</sup> Magin, pour guider les pilotes et leur faire éviter les écueils dont l'entrée de cette rivière est couverte; que les États ont accordé dans leur dernière assemblée un nouveau secours de 40,000<sup>l</sup>; que S. M. ayant bien voulu y contribuer dans la même proportion, l'utilité dont elle est pour le royaume et le succès reconnu font espérer aux suppliants qu'elle voudra bien leur faire la même grâce;... » ce qui est autorisé et approuvé par le Roi. Lettres patentes, sur arrêt du 29 août 1760, de même effet. Mémoire sur la navigation de la Loire par le sieur Magin, ingénieur du Roi, 15 octobre 1762. « Depuis plus de vingt ans, la navigation de la Loire dépérissait journellement, la rivière se combloit de toutes parts, le commerce de Nantes en étoit alarmé, et n'étoit occupé en 1754 que de conserver au moins les restes de sa navigation. M. de Caux, ingénieur du Roy, fut envoyé par M. le comte de Maurepas en 1746, pour sonder cette rivière et dresser le projet de son rétablissement. Le mal étoit si grand qu'il demanda 8,000,000, sans assurer de succès. D'autres ingénieurs furent consultés, et celui qui demanda le moins se contentoit d'une levée des deniers de 334,000<sup>l</sup> par an, pendant trente ans, à prendre sur les atterrissements qu'il comptoit faire et sur un droit que lui auroient payé tous les bâtiments tant étrangers que nationaux... » Procès-verbaux de visite et sondages de la rivière de Loire. « Parallèle des sondes de la Loire, depuis les ouvrages de M. Magin, avec celles faites en 1746 par M. de Caux, envoyé pour cet effet par le ministre, et celles par le sieur Passard, avec des notes y relatives, suivant les procès-verbaux déposés au greffe des États, 1746, 1754, 1760, 1762, 1763, 1764. » Mémoires et observations; requêtes des maire et échevins aux États de Bretagne; états sommaires de recettes et dépenses; « le 19 septembre 1763, fourny aux Messieurs de la Ville, pour la sonde de la rivière; une longe de veau mariné, 5<sup>l</sup>; un paté, 8<sup>l</sup>; six bouteilles de vin du Cap Breton, 9<sup>l</sup>; un gigot de mouton creu, 1<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>; un dindon et deux poulets, 3<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; pour le pain, 3<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>; quatre gobelets cassés, 1<sup>l</sup>; une serviette perdue, 1<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>; total 32<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Ordonnance du duc d'Aiguillon sur les plaintes des maire et échevins. « .... Nous faisons très expresses

défenses à tous les habitants, propriétaires ou locataires, riverains, pêcheurs et tous autres, de quelque sexe, âge et profession qu'ils soient, de dégrader, en façon quelconque, lesdits ouvrages faits et à faire dans la rivière de Loire, au dessus et au dessous des ponts de Nantes, jusques à l'embouchure de ladite rivière; de se servir des pierres des digues pour rouir leurs lins, laver leurs linges et hardes et pour toute autre opération; d'enlever les pierres, pieux et pilotis desdits ouvrages, sous quelque prétexte que ce puisse être; de couper, émonder ou arracher les osiers, haies, fascinaes, palissades et arbrisseaux plantés sur les dits ouvrages et aux environs; laisser vaguer et paître leurs bœufs, vaches, chevaux, moutons, chèvres et autres bestiaux de toute espèce, sur les ensablemens et atterrissemens qui sont formés et qui se formeront par les travaux déterminés par S. M., et exécutés par nos ordres, sous peine, contre les contrevenans, d'être arrêtés par le premier cavalier de maréchaussée ou archer de ville sur ce requis, et conduits dans les prisons du château, où ils seront détenus jusqu'à nouvel ordre de notre part, et d'où ils ne sortiront qu'après avoir payé les frais de capture, gîte et géolage, et ceux qui seront jugés nécessaires pour réparer les dégradations qu'ils auront commises... » Note de 1788, relative au plan dressé par le sieur Magin, qui se trouvait en possession de ses héritiers, et que la ville veut réclamer, en raison de son importance, pour soutenir ses droits contre les riverains.

DD. 102. (Liasse.) — 1 cahier de 24 f<sup>os</sup>, 1 de 12, 2 de 8, 1 de 6, 1 de 4 et 23 pièces papier.

**1770-1777.** — Procès-verbal de visite des ouvrages de la rivière de Loire, depuis Nantes jusqu'à Paimbœuf, par M. Perronet, chevalier de l'ordre du Roy, son architecte et premier ingénieur des ponts et chaussées, de l'Académie des sciences, de celle d'architecture, en vertu d'un arrêt du Conseil du 6 septembre 1769, fait en présence des commissaires des États, des maire et échevins, les 18, 19, 20, 21 et 29 août 1770, avec l'état des sondes. Mémoire du sieur Perronet, concernant la navigation dans la rivière de Loire, suivant le procès-verbal précédent; résumé historique de la question relatant tous les projets antérieurs, copie non signée. « Suivant un relevé qui a été fait par le lieutenant général de l'Amirauté, il a été reconnu que depuis six ans, il est entre dans le port de Nantes,

année commune, 2,200 bâtimens de différentes grandeurs, chargés de marchandises et principalement de blés, depuis quelque temps, dont le transport a été fait dans différentes provinces du royaume, soit en remontant à la voile la rivière de Loire, qui est navigable sur environ 160 lieues au dessus de Nantes, soit en descendant lorsque ces blés étoient destinés pour Rouen et Paris. Ces mêmes bâtimens en partant de Nantes, se chargent de marchandises tant pour le commerce de Guinée, que pour celui de Saint-Domingue, une partie fait le cabotage. Les plus gros navires qui sont de 300 et 400 tonneaux au plus, restent à Paimbœuf, à 10 lieues de Nantes, quelques fois on les décharge en partie à Mindin, à deux lieues au-dessous de Paimbœuf. Les moyens navires de 200 et 250 tonneaux peuvent seuls arriver à Nantes, encore faut-il qu'ils soient de construction hollandaise, qui exige moins de profondeur d'eau que celle des navires françois, et que pour les vaisseaux de 180 tonneaux, on profite du temps le plus favorable que peuvent donner la marée, le vent ou les crues de la Loire... » Mémoire de MM. les juges et consuls, représentant le commerce, en réponse aux avis et articles du sieur Perronet, 15 décembre 1770. « Il est évident que cet ingénieur n'a pas eu des informations exactes lorsqu'il dit que l'état naturel de la Loire n'a pas permis anciennement de faire remonter des navires de construction hollandaise de plus de 200 tonneaux, c'est-à-dire, de 8 à 9 pieds de tirant d'eau; les archives, la tradition, l'affirmation de personnes encore existantes, qui en ont été témoins constatent que la Hollande, située au haut de la Fosse, (1) a été remblayée par des vaisseaux de 300 tonneaux qui venoient y déposer leur lest. Il subsiste encore un monument au milieu du quartier de la Fosse, qui prouve que la Loire portoit dans cette partie des vaisseaux d'un plus grand port. Ce monument que l'on appelle la Machine, étoit une espèce de grue dont on se servoit à mâter, charger et décharger les plus grands vaisseaux, et notamment des corsaires de trente canons, construits par le sieur Verrin, dans les dernières guerres de Louis XIV, lesquels venoient sous cette machine prendre leur artillerie et leurs munitions... En 1766, il s'étoit formé à Indret, en peu de temps, un banc

(1) L'ancienne promenade de la Petite-Hollande à l'éperon de l'île Feydeau, sur laquelle se trouve aujourd'hui le marché couvert.

La Machine étoit située sur le quai de la Fosse, un peu plus loin que la rue de Flandres.



de sable si considérable vis-à-vis le chantier de construction de la frégate du Roy, la *Boudeuse*, qu'on ne pouvoit la lancer à l'eau. Le sieur Bonvoux, employé aux travaux de la Loire, sous le sieur Magin, fut chargé de couper ce banc, il y réussit et la frégate fut lancée sans accident... » Procès-verbaux de visites des travaux, des atterrissements; requêtes des populations et des propriétaires riverains contre les digues; observations, correspondance; demande de gratification par le sieur Bonvoux, pour ses peines et travaux.

**Machines pour creuser et nettoyer les rivières.**

DD. 163. (Liasse.) — 4 pièces papier, dont 2 imprimés.

**1745-1786.** — « Lettres patentes, portant privilège exclusif en faveur du sieur Macary, pour l'usage de trois différentes machines de sa composition pour la sureté du commerce et de la navigation, » 29 avril 1745. « Projet d'une machine propre à creuser le lit de la Loire et à la rendre plus sure pour la navigation, » signé : Louis Viaud. « Permis d'imprimer, à Nantes, le 25 octobre 1786. » Lettre d'envoi de ce mémoire. Autre projet d'une machine dans le même but, sans date ni signature.

**Rivière d'Erdre.**

DD. 164. (Liasse.) — 2 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 2 pièces papier.

**1476-1576.** — Enquête, du 10 juin 1476, faite au Conseil du duc, par Jean Blanchet et Gilles Thomas, délégués par la Chambre des Comptes, pour savoir combien de temps les moulins des halles ont été sans moudre, à l'occasion des batardeaux construits en 1472. « Jamet Peignon âgé de 50 ans, ou environ, dit que en l'an 1472, environ la my juillet, il et autres compagnons furent à faire les bardeaux au pas d'Erdre (1), où ils furent par le temps de deux moys ou environ, et y besognèrent tous les jours festes et non festes, sauf les dimanches et les jours des festes Nostre-Dame. Et dit que durant celui temps, et par avant, les molins cessèrent de moudre, pour ce que l'on retenoit l'eau pour faire ledit oupvraige, tellement que l'on passait entre les molins et le bardeau à pie sec. Et avoit esté l'eau d'entre les molins de Barbin et la chaussée de Coutans et dessoubz, par

(1) Telle est la véritable orthographe Erde (Erda), dans les titres latins du XV<sup>e</sup> siècle. Le mot Erdre, qui a prévalu, et est maintenant en usage, se voit dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle.

avant qu'ils commanczassent à besingner, escoulée affin qu'ils pransissent les fondements au plus bas que il estoit possible. Et dit que les chaussés de audesus durant l'oupvraige, furent contrainctes à tenir et garder l'eau, en manière qu'elle ne fist nuisance à l'oupvraige. Et iceluy parachevé, fut laschée par ledit bardeau en telle manière que l'eau reffoulla et submergea les prez de dessus, et fut si grande que elle passoit par les portes qui furent faictes en la muraille pour le cours de l'eau, par lesquelles portes l'eau eut son cours es molins des halles, qui alors commencèrent à moudre. » Avis de Pierre Voullant, commissaire et conducteur général des fortifications et réparations de Bretagne, qui avec deux échevins, avait été « voirs le foussé de ladite ville qui conduit depuis la ripvière d'Erdre jusques en la ripvière de Loyre, pour voirs le moyen que l'on pouroiet avoir que lorsque ladite ripvière d'Erdre vient a croystre et s'enfler la faire conduire et luy bailler passage par ledit foussé, à ce que elle ne peust porter dommaige dans la ville, soit es moulins des halles et en la rue de la Casserie, et aultres endroitz de ladite ville, comme l'on la veu estre preste à y faire ceste année. Ce que nous avons veu y avoir moyen en creussant ledit foussé à la haulteur que la marée monte, faisant des portes et ecluses au droict de la porte de Sauvetour, pour garder la grande mer de aller en ladicte ripvière d'Erdre, sinon lorsque l'on la voudra pour la commodité de ladicte ville. Et pour ce faire creuser ledict foussé de vingt quatre piedz de large par le bas, depuis ladicte ripvière d'Erdre jusques au boulevard de Sainct Nicollas, et le plus près de la muraille de la ville qu'il sera possible... » Devis des travaux à exécuter pour ce projet.

DD. 165. (Liasse.) — 1 cahier de 14 f<sup>os</sup>, 5 de 10, 5 de 8, 6 de 6 et 76 pièces papier, dont 13 imprimés; 4 cachets.

**1670-1735.** — Projets de desséchement de l'Erdre. Traité entre l'Évêque de Nantes, MM. de la Muce Pont-hus et de Montulé de l'Onglée, pour dessécher les « marais, mottes, terres inondées, sinus, langres et rivages qui ont leurs égouts en la rivière d'Erdre, proche la ville de Nantes en Bretagne, » 26 septembre 1670. Projet de lettres patentes, et arrêt du Conseil du 22 janvier 1674, pour l'homologation de ce traité, dont l'exécution fut abandonnée. Nouveau traité dans le même but, mais avec certaines modifications, passé le 9 septembre 1727, entre messire Christophe-Louis



Turpin Crissé de Sansay, évêque de Nantes, et messire Charles-Amaury Gouyon, seigneur comte de Marcé, banneret de la Muce, conseiller au Parlement de Bretagne. Correspondance à ce sujet avec le maire de Nantes; mémoires. Arrêt du Conseil d'État, 20 décembre 1729, qui ordonne qu'avant de faire droit sur la requête desdits Évêque de Nantes et comte de Marcé, « il sera dressé procès-verbal des dires et contestations des propriétaires desdits marais, ensemble du syndic de la communauté de ville de Nantes et autres parties intéressées... » Procès-verbal d'enquête des 25, 30, 31 mai, 8, 14, 16, 21 juin, 11 août 1731, 16 décembre 1732, 30 mars 1733; dans ce document, la plupart des propriétaires riverains sont opposés au dessèchement; notamment le sieur Charette de la Gascherie, le prieur de la Chartreuse de Nantes, Jean Luzeau de la Grande-Noë, Sarrebourse du Lary, Fresneau de la Couronnerie....

DD. 166. (Liasse.) — 1 cahier de 18 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 2 de 6, 2 de 4, 6 pièces et 1 plan papier.

**1745-1753.** — Projet par M. Abeille, ingénieur de la province, pour rendre l'Erdre navigable depuis Barbin jusqu'à la Loire. Extraits des procès-verbaux des délibérations; « mémoire des avantages que l'on peut tirer de la rivière d'Erdre lorsqu'elle sera rendue navigable, depuis Nort jusqu'à Nantes et à la Loire; » devis des ouvrages de maçonnerie, toisé et estimation des ouvrages, total général 76,944<sup>l</sup>, 17<sup>s</sup>, 9<sup>d</sup>, 15 décembre 1746; état des sondes prises dans la rivière d'Erdre, depuis le pont de Nort jusqu'à la chaussée de Barbin. Devis et adjudication des ouvrages à faire pour la construction de la chaussée qui doit être construite au dessus des moulins des halles de Nantes, pour servir à la navigation de la rivière d'Erdre. Copie de deux arrêts du Conseil 12 octobre 1752 et 23 juillet 1753, qui homologuent deux traités passés entre la ville, les Chartreux et l'évêque de Nantes, pour la navigation de la rivière d'Erdre.

DD. 167. (Liasse.) — 3 cahiers de 6 f<sup>os</sup> et 91 pièces papier dont 45 imprimés.

**1670-1724.** — Bail pour « nettoyer et creuser la rivière d'Erdre de douze pieds de largeur et de deux pieds de profondeur, et en tirer les délivres et graviers, depuis les moulins des halles appartenans au Roy, jusqu'au râteau, vers la rivière d'Erdre, » au prix de 750<sup>l</sup>, fait au Bureau de la maison commune le 4 juin 1670. Autre, du 3 août 1678, pour nettoyer la

rivière d'Erdre au dedans de la ville, « et icelle creuser tant au dessus des moulins des halles, dépendants du domaine de S. M., qu'au dessous desdits moulins, pour faciliter le cours de l'eau et rendre lesdits moulins plus faciles à tourner et virer. Savoir, au dessus desdits moulins, depuis le râteau et murailles de la ville qui traversent de la rue de la Boucherie en celle des Carmes, jusques aux halles d'un pied de profondeur, à la largeur de douze pieds ou environ, et depuis lesdits moulins jusques et sous les voyes de la rue de la Casserie, lesdites voyes comprises aussi d'un pied de profondeur à dix à douze de large, oster et enlever le grois terriers et pierres qui seront tirés de la rivière, et les faire porter soit par eau en gabarres, ou par terre, à charretées ou charges de cheval. » Estimation du projet de nettoie-ment de la rivière d'Erdre, en date du 21 novembre 1722: déblais et remblais des terres, 7,200<sup>l</sup>; pilotis 5,200<sup>l</sup>; maçonnerie 1,860<sup>l</sup>, total 14,260<sup>l</sup>, signé Goubert. Arrêt du Conseil d'État, relatif au nettoie-ment de la rivière d'Erdre du 10 mai 1723: « Les moulins dépendants des domaines du Roy, situez dans la ville de Nantes, sur la rivière d'Erdre, étoient affermés 2,400<sup>l</sup> par an. Après l'expiration de la ferme on n'offroit plus que 1,800<sup>l</sup> des mêmes moulins attendu que la rivière, au dessus et au dessous desdits moulins, étoit remplie d'immondices, par le fait des ouvriers des basses œuvres, qui avoient porté les matières qu'ils en tirent et les jettoient journellement au dessus desdits moulins; que les bouchers qui sont d'un côté de ladite rivière y jettent pareillement les débris des tueries qu'ils font, en sorte que ces immondices empêchent le cours de l'eau et le virement des moulins. » Bannies et publications, pour l'adjudication des ouvrages. Correspondance du maire avec plusieurs personnages.

DD. 168. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 17 pièces papier.

**1665-1754.** — Procès-verbal de la chute du râteau d'Erdre, par un échevin, le 27 août 1665;... « nous serions transportez audit rasteau, qui est entre les deux tours, proche Sainte Catherine pour voir l'estat d'iceluy, aurions veu que le rasteau qui ferme l'ouverture de la voute qui est entre les deux tours, est composé de bois de cherpentes et de grillons de fer, par le milieu duquel est une grande grille de fer et de bois, de vingt pieds de large ou environ, et de

pareille hauteur, laquelle ordinairement se leve avec trois cables le long de deux grosses pièces de boys apellées coulisses, à force d'hommes, par le moien d'un tour qui est sur la muraille de la ville, pour laisser entrer et sortir les batteaux, lorsqu'il en est besoin. Laquelle espèce de grille est tombée; et l'ayant, à force d'hommes, voullu faire relever et mettre en place avec les cables, avons recogneu les dits cables estre tellement vieilz et usez, qu'ils se seroient trouvés incapables de le faire, de sorte qu'il est absolument nécessaire avoir des cables neufs, comme aussy les deux pièces de boys qui servent de coulisses sont pourryes et uzées, et ne peult ladite dite grille rentrer en icelles, et partant est requis y en mettre de neufves; pareillement ladite grille est tellement vieille et rompue, tant de cherpante que de grillons de fer, qu'il est nécessaire la refaire de neuf, fors quelques grillons de fer qui pourront servir estans reforgez; de plus qu'il requiert réparer le surplus dudit rasteau de plusieurs pièces de boys, qui y sont nécessaires. Lesquelles refections et réparations il est besoin faire promptement, faulte de quoy la ville demeurera continuellement ouverte par ledit rasteau, dont il pourroit arriver accidant... » Procès-verbaux, réparations, entretien du râteau.

#### Routes et chemins, banlieues.

DD. 169. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 4 pièces papier.

**1531-1631.** — Ordre au miseur de compter à Jean Brunet 60<sup>s</sup> tournois « pour avoir abillé ung mauveix chemyn qui estoyt entre le pont Rouxeau et les landes de Belleville et Toufou, quel chemyn estoyt dangereux, et tant pour gens que bestes » 14 juin 1531, avec quittance au bas. Lettre de M. Desseffort, « à Monsieur de Langle, maire de la ville de Nantes, » 29 août 1565, par laquelle il l'informe que les charretiers de la ville « ont dressé et réparé le chemyn, dont vous avoye escrit, de sorte qu'il sera facile de y passer, et viendra à grande commodité et aise, pour ceulx qui auront à faire en la ville de mesme pour le train de la cour,... » il l'invite à faire payer par le miseur la somme de 7<sup>l</sup>. Sentence du Présidial, du 2 avril 1579, ordonnant la remise au miseur de certains deniers, sur lesquels arrêt avait été mis, « attendu qu'il reçoit les deniers provenans du pavaige pour refaire les pavez venant et conduisant en ceste ville, et fera commencer au plus gasté et ruyneux, au pre-

mier jour après Quasimodo, et continuer sans intervalle, jusqu'à ce que lesdits pavez soient en bon et deu estat; et est fait commandement à tous et chascuns les détempteurs et propriétaires des terres joingnantes lesdits mauvais pavez de, en suivant l'ancienne coutume, laisser prendre de la terre en leurs héritages pour ayder à réparer lesdits mauvais pavez. » Procès-verbal du 10 octobre 1598, au sujet d'un chemin situé en dehors de la porte de la Ville-neuve au Marchix, rétréci par l'agrandissement des fossés et qu'il faut élargir. Procès-verbal de visite au pont de Louans, par les échevins G. Michel et J. Allaire, sans date (de 1631-1632, années pendant lesquelles ces deux magistrats siégèrent ensemble), « nous estans transportez sur le pont de Louans, distant de ladite ville de trois lieues, en la paroisse de Haulte Goullayne, où estans arrivez, nous a esté monstré et avons veu ung grand pont de pierre, composé de deux grandz corps de massonne traversant une grande eau, vulgairement appellée les maroys du pontz de Louans, contenant de longueur 150 toizes, et deux et demye de large, environ le millieu duquel avons remarqué six pilliers de pierre de taille avecques leurs esprons et triangles de part et d'autre, qui composent sept voyes dont il y en a cinq voultées et deux avec poutres et ponts de boys, reigles et mardriers, les costez duquel paroissent avoir esté garniez de parappelz et garde corps de massonne, prenant et abouttans d'un bout aux terres du marquissat de Goullayne d'autre aux terres de la maison noble du Pont de Louans. Lequel on nous a dict et attesté estre ung grand chemin public, ung passage renommé, fort fréquenté, port de charge et descharge, et qu'il n'y a point d'autre passage pour venir l'hiver en ceste ville du costé de Saulmur, Touars, Doué, Bas Anjou, Hault Poitou, par terre, ny des paroisses de S<sup>t</sup> Jullien de Concelles, le Loroux Bottereau, la Chapelle Basse Mer, la Varanne, Chantoceau, Landemont, Drain, Liré, le Filet, la Boissière, la Remaudière, S<sup>t</sup> Christofle et plusieurs autres, spécialement quand les vallées sont couvertes d'eaux; duquel si la ruyne s'ensuivoit, il est très certain que cela apporteroit ung notable préjudice au public et à la dite ville de Nantes, laquelle a telle nécessité de la conservation dudit pont, qu'elle en recepvroit grande incommodité s'il n'y estoit promptement remédié.... » Le résultat du procès-verbal est que les experts ne « voudroient pas entreprendre de faire et fournir tous les attraitz

requis sur le lieu, à moins de 4,000<sup>l</sup>; et sy ledict pont venoit à tumber tout à fait en ruyne, comme il menasse et en est proche, il ne se pourroit rebastir comme il estoit auparavant pour 30,000<sup>l</sup>... »

DD. 170. (Liasse.) — 2 pièces parchemin; 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 2 de 6, 6 de 4, 29 pièces papier, dont 5 petits in-8<sup>o</sup> de 50 pp.; 1 cachet.

**1686-1790.** — Arrêt du Conseil du Roi du 16 juillet 1686, qui ordonne la réparation et l'entretien « du pavé des grands chemins des environs de la ville de Nantes, à commencer par celles des chemins pour aller de ladite ville de Nantes en celles de Rennes et de Vannes. Autre du 3 mai 1720, qui ordonne l'élargissement des grands chemins, lesquels seront plantés d'arbres dans l'étendue du royaume. Ordonnance de M. de Brou, intendant de Bretagne, petit in-8<sup>o</sup> de 50 pp. sans lieu ni date d'impression, contenant : 1<sup>o</sup> son ordonnance du 7 février 1727, « portant que les propriétaires ou possesseurs de terres contigues aux grands chemins sujets à l'entretien de la ville et communauté de Nantes, seront tenus de satisfaire à l'ordonnance du 4 septembre 1723 dans le cours des mois de mars et d'avril 1727, suivant les procès-verbaux dressés par le sieur Goubert, ingénieur; » 2<sup>o</sup> chemin de Paris, Jacques Goubert, ingénieur proposé aux ouvrages publics de cette ville, toisé des maisons et terres contigues au chemin de Paris, 3<sup>o</sup> chemin de Toutes-Aides, mêmes renseignements; 4<sup>o</sup> chemin de Rennes, 5<sup>o</sup> de Vannes, 6<sup>o</sup> de Clisson, même toisé. Ces différents renseignements sont également reproduits en manuscrits. État général des pavés à la charge de la ville et communauté de Nantes; la récapitulation donne : pavés à l'entretien actuel de la ville 15,405 toises; pavés dont l'entretien n'est pas journalier, 2,236; pavés à la charge de la ville, mais dont il ne se fait pas d'entretien, 18,871 toises 1 pied. Cet état donne la topographie des banlieues de la ville en 1732. Longueur des banlieues de la ville de Nantes, à l'entretien de la communauté, sans date ni signature. Demande au maire, d'exemption de corvées pour les routes en faveur d'un facteur-garde-ventes des bois du Roy dans la forêt du Gavre; autres formulées par diverses personnes. Lettre adressée « à Messieurs les Officiers municipaux, à Nantes, » par les commissaires des États, à Rennes le 29 avril 1785, pour les informer que dans l'assemblée de 1782, les États ont accordé « un fonds

de 200,000<sup>l</sup> pour le rétablissement du pavé des banlieues, ainsi que de la traversée des villes dans la direction des grandes routes. Il est d'autant plus important pour les villes que cette espèce d'ouvrage soit exécutée, quelles resteront chargées de l'entretenir. » Correspondance des maires avec les intendants, extraits des registres des États; procès-verbal des banlieues, du 8 novembre 1790.

DD. 171. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 60 pièces papier.

**1688-1747.** — Adjudication, de l'entretien des pavés du chemin de Barbin, à 45<sup>s</sup> la toise « quitte de tous frais, bail en main, » 8 janvier 1688; des réparations de l'arche de la Grèneraye et chemin de Barbin, juin 1723. Devis pour le rétablissement du chemin, depuis la barrière de Saint-Clément jusqu'à celle de Saint-André, et de là à la Chaussée de Barbin; ledit chemin toisé à la toise de sept pieds et demy, mesure ordinaire du pays pour les ouvrages de pavé (1). Devis des ouvrages à faire pour l'entretien du pavé, chemin de Barbin, du pavé devant le collège de l'Oratoire et de celui qui descend de la Motte Saint-Pierre à Richebourg, 1728. Procès-verbal de l'état des chemins de Barbin, de Toutes-Aydes, ou « bas chemin de Paris, » et de l'arche du Gué-aux-Chèvres, 1741. Baux d'entretien et réparations, devis, adjudications, correspondance entre les maires et les intendants.

DD. 172. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 5, 1 de 4, 56 pièces papier.

**1698-1787.** — Chemins de Couëron et de la Bastille. Procès-verbal de l'état de ce chemin, « depuis le bout du haut du Bignon-Estard, jusqu'au dessus de la fontaine Jousset, 29 aout 1698. Devis des ouvrages à faire pour l'entretien des pavés des chemins de Couëron et de la Bastille, 6 juin 1734 : « ... Tous les pavez seront bien et duement entretenus en pavé de blocq avec bonnes pierres les plus dures des coteaux de Miseri et l'Hermitage, dans leur longueur, largeur et direction actuelle, sans trous, sans flaches, sans traces de roues apparentes

(1) Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le chemin dit de Barbin, commençait à la porte au bout de la rue Saint-Clément, et allait par la barrière de Saint-André, jusqu'à la Chaussée de Barbin. C'est aujourd'hui la rue de la Poudrière. Longtemps, l'entretien du pavé de la rue Saint-Clément, à partir de la porte Saint-Pierre, et celui de la rue Saint-Félix, le long de la Motte Saint-Pierre, a été compris au même bail.

sur plus de trois pieds de longueur. L'entrepreneur observera spécialement de bien affermir les bordures, et d'y employer les plus gros quartiers de pierre, qui auront au moins sept à huit pouces de queue, et cinq à six pouces dans leurs moindres faces. Il observera pareillement de n'employer dans ledit entretien que le moins de garnis qu'il sera possible, mais d'en faire les réparations avec bonnes pierres de quatre à cinq pouces sur leurs moindres faces apparentes et six pouces de queue, bien posées, en bonne liaison, et bien battues à la demoiselle, en sorte que le tout soit uni et d'un passage commode. » Adjudication à Pierre Cacault, paveur, le 24 décembre 1743, des pavés des chemins de Couëron et de la Bastille, à 3<sup>1</sup> 18<sup>s</sup> 9<sup>d</sup> la toise de pavé neuf, 30<sup>s</sup> la toise de pavé relevé, et 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> l'entretien. Devis, réparations, adjudications des travaux, requêtes des propriétaires limitrophes des chemins, lettres et ordonnances de l'intendant.

DD. 173. (Liasse.) — 4 pièces papier.

**1688-1784.** — Adjudication de 246 toises « de pavé neuf sur le chemin qui conduit de Nantes aux Dervallières », pour le prix de 553<sup>1</sup> à raison de 45<sup>s</sup> la toise. Requêtes pour alignements à donner au village de la Mouzière en Saint Donatien, 1775, 1784.

DD. 174. (Liasse.) — 10 pièces papier.

**1678-1682.** — Procès-verbaux de l'état du chemin de Paris, et adjudications des réparations, 1682, à raison de 35<sup>s</sup> la toise de pavés neuf et 25<sup>s</sup> celui de relevé quitte de frais, bail en mains.

DD. 175. (Liasse.) — 2 cahiers de 10 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 4 de 6, 5 de 4, 147 pièces papier, dont 16 imprimés.

**1707-1728.** — Chemin ou banlieue de Paris (1). Extrait du compte du miseur pour 1707 et 1708 :

(1) Au XVIII<sup>e</sup> siècle, il existait deux chemins de Paris : 1<sup>o</sup> le Bas-chemin nommé aussi le chemin de Toutes-Aides, commençant à l'entrée du faubourg de Richebourg et continuant jusqu'à la chaussée, percée d'une arche dite le pont de Toutes-Aides. Là il tournait à droite vers la prairie de Mauves, à la Moutonnière; et gagnait l'arche du Gué-aux-Chèvres; 2<sup>o</sup> le Haut-chemin, celui du faubourg Saint-Clément, suivant la rue Saint-Clément actuelle, jusqu'au bas du Coudray, où il tournait à droite. La rue Saint-Rogatien, maintenant route de Paris, entre la rue de Coulmiers et St-Clément, approuvée par ordonnance royale du 26 septembre 1837, a été exécutée de 1838 à 1841, ainsi qu'un passage souterrain au couvent des Dames de l'Adoration.

« est fait dépense de la somme de 3,429<sup>1</sup> 2<sup>s</sup>, pour l'entretien du chemin de Paris; 1711, 367<sup>1</sup> 4<sup>s</sup> pour une demie année, et 1718, de la même somme. Ordonnance de M. de Brou, intendant, « qui casse et annule les adjudications faites par les maire et échevins de Nantes le 30 juin 1718, de l'entretien des chemins de Paris, de la Bastille et de Couëron, de la Rochelle, Clisson, l'arche de la Gréneraye comme étant contraires au règlement du Conseil du 18 juillet 1681, » 28 octobre 1718, in-4<sup>o</sup> 15 pp. « Mémoire concernant les pavés publics sujets à l'entretien de la ville et communauté de Nantes. Le devis des ouvrages à faire pour le rétablissement du pavé du grand chemin de Paris, depuis la communauté de Saint-Clément jusqu'au chemin de Tournebride, porte qu'il sera relevé dans toute son étendue et refait à neuf, sur une toise et demie de largeur de pavé, chaque toise de sept pieds et demy, en y faisant servir le vieux pavé qui sera de bonne qualité, et qu'il aura au moins trois sur quatre pouces de face, sur cinq à six pouces de queue.... La communauté de Nantes entretient aux avenues de la ville », plus de 16,000 toises de pavés et environ 2,000 dans l'enceinte de la ville.... » 1722. L'adjudication fut faite, au prix de sept livres neufs sous la toise. « Il faut pour la perfection du chemin de Paris, 2,000 charretées de pierres ce qui peut être évalué à 335 journées de charrettes à deux bœufs. On demande qu'il soit enjoint aux paroisses de Saint-Donatien et Doulon de fournir ce nombre de charrettes susdit en les payant 4 francs par jour ce qui est le prix commun..... De par le Roy et de Messieurs les maire et échevins de la ville et communauté de Nantes, on fait à sçavoir que l'adjudication du bail de l'entretien du pavé du chemin de Paris, situé aux environs de cette ville, assigné pour le mercredi 5 avril 1724, est renvoyé au lendemain jeudy, 6 dudit mois, à l'Hôtel-de-Ville, sur les cinq heures de relevée, ce qui sera lu et publié à ce que chacun n'en ignore... » Procès-verbaux des visites, devis, toisés du chemin de Paris, correspondance entre le maire et l'intendant.

DD. 176. (Liasse.) — 43 pièces papier.

**1751-1792.** — Chemin ou banlieue de Paris. « Jacques Goubert, chevalier de St Louis, ingénieur à Nantes, nous sommes, le mercredi 20 octobre dernier (1734), en compagnie de MM. Cottineau, sous-maire, et du Fresne Retau, procureur-syndic,

transportez sur le Grand-Chemin de Paris, banlieue de cette ville, nous avons vu que le pavé est relevé à neuf, depuis où commence ledit chemin, à vis la communauté de S<sup>t</sup> Clément, sur 178 toises de long, dans laquelle longueur il est fait sur une toise trois quarts de large, ce qui produit 311 toises et demi de superficie, et fait, à raison de 3<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> la toise, 1168<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>. Après avoir toisé le pavé relevé à neuf et l'avoir reconnu bon, nous avons examiné l'entretien et vu qu'il y a été fait plusieurs réparations, cependant nous ne l'avons pas trouvé recevable; pourquoi au lieu d'une année dudit entretien échue au 1<sup>er</sup> septembre dernier pour, 2,523 toises à la somme de 504<sup>l</sup> 12<sup>s</sup>, nous estimons n'en devoir être alloué que la moitié ci 252<sup>l</sup> 6<sup>s</sup>. — Sur la requête présentée au Roy, en son Conseil par les maire et échevins de la ville et communauté de Nantes, contenant que cette communauté étoit chargée de l'entretien de neuf banlieues pavées, dont quatre ont plus d'une grande lieue d'étendue, ce qui occasionnoit une dépense considérable, que les revenus communs déjà fort diminués par une grande quantité de charges ordinaires ou locales, fournissoient à peine de quoi suffire à cet entretien avant la guerre présente (1758), que depuis trois ans on a été dans la nécessité de l'abandonner totalement, parce que ces revenus sont encore diminués d'un sixième .. » La communauté, par sa délibération du 12 décembre 1758, a arrêté de prier S. M. de lui permettre d'emprunter 300,000<sup>l</sup>, somme qui serait insuffisante, et « d'ordonner pareillement que la longueur des banlieues de la ville de Nantes, sera et demeurera fixée à 1,000 toises, et que l'excédant sera rétabli ainsi que les grands chemins... » Procès-verbaux de visites, devis, toisés, adjudications, requêtes de propriétaires de terrains limitrophes, correspondance.

DD. 177. (Liasse.) — 1 cahier de 10 f<sup>o</sup>s, 2 de 6, 6 de 4, 120 pièces, 1 plan papier.

**1667-1739.** — Banlieue de Rennes (1). Au bureau de la maison commune le 3 mars 1667, ont comparu, trois « perrayeurs qui se sont obligés à

(1) La banlieue de Rennes paraît avoir eu trois directions successives : 1<sup>o</sup> en 1732, elle se confondait avec la route de Vannes, jusqu'au lieu nommé la Croix-Verte, puis s'en séparait pour continuer seule jusqu'à la lande des Rochettes et gagner le Pont-du-Cens; 2<sup>o</sup> en 1764, elle devint entièrement distincte de celle de Vannes, et passa par la rue de Belair. En 1782, on lui donna la direction actuelle.

la ville d'explanader et mettre à l'un y le rocher qui est sur le chemin de Rennes, proche le lieu de la Renaudière et le village du Croisic, contenant 48 toises de sept pieds et demy de long et onze pieds de large, et mettre iceluy rocher en état commode uny et bien explanadé pour le service du publicq, moyennant la somme de 250<sup>l</sup>... » Adjudications de travaux, devis, procès-verbaux de visites et de réception de ces travaux; bannies dans les paroisses et par le trompette; contestations avec les propriétaires limitrophes, et les entrepreneurs; extraits de délibérations de la municipalité; ordonnances de l'intendant, correspondance avec lui : « M. Goubert m'a adressé Messieurs le plan qu'il a levé du chemin de la banlieue de votre ville du costé de Rennes. Je l'ay approuvé et le luy renvoye par cet ordinaire. afin qu'il le remette à la communauté. Il s'agit maintenant de procéder sans perdre de temps, conformément à ce plan et au devis que je vous ay précédemment envoyé avec mon ordonnance, » Rennes 4 novembre 1731. « Plan d'une partie du chemin de Rennes, dans la banlieue de Nantes, dressé par rapport aux élargissemens à faire dans cette partie de chemin, suivant l'ordonnance du 23 décembre 1730..... Fait et arrêté sous le bon plaisir de M. de la Tour, intendant en Bretagne; Nantes, 29 octobre 1731 : Goubert. »

DD. 178. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>o</sup>s, 7 de 4, 60 pièces papier.

**1740-1793.** — Banlieue de Rennes. Toisé et mesurage du pavé, sur le chemin de Rennes, à commencer de la croix du chemin de Vannes, jusqu'à la fin du pavé de la Lande, fait par MM. de la Villeboisnet-Espivent, échevin, Retau du Fresne, procureur-syndic, Portail, architecte, le 10 juin 1740. Estimation des terrains pour la nouvelle banlieue de Rennes, 1764. Ordonnance du duc d'Aiguillon, lieutenant général de la province de Bretagne, 24 janvier 1768; « Sur ce qu'il nous a été représenté par les maire et échevins de Nantes, que le mauvais état de la banlieue de cette ville du côté de Rennes, qui est presque totalement impraticable, et où les voitures et les gens à cheval ne peuvent plus passer sans courir les plus grands risques, les met dans la nécessité absolue d'en entreprendre l'entière réparation; et que cette opération qui exigera des ouvrages très considérables, étant très urgente, il

seroit nécessaire de leur donner les moyens de se procurer un nombre suffisant de charretiers et hocquetiers pour en accélérer l'exécution pendant la campagne prochaine, en commandant à cet effet ceux de quelques paroisses voisines de ladite banlieue, auxquels il serait fixé un salaire convenable.... » Extrait de la délibération du 16 juin 1768; « M. le maire a fait donner lecture de deux lettres qui lui ont été écrites dernièrement par les sieur Dugué-Tréven, directeur des octrois de la ville, actuellement à Paris, concernant différentes affaires dont la communauté poursuit depuis longtemps la décision, notamment de celle de l'emprunt de 120.000<sup>1</sup> pour le rétablissement de la banlieue de Nantes à Rennes, suivant la nouvelle direction. » Devis de deux ponceaux à faire sur la banlieue de Nantes à Rennes, l'un sur le ruisseau du Gué-Moreau, et l'autre sur celui du Cens, conformément aux plans, profils et élévations, 7 juin 1774. « Requête présentée au Roi, en son Conseil, par les maire, échevins et procureurs du Roi, syndic de la ville et communauté de Nantes, contenant que le Conseil de S. M. a rendu différents arrêts pour procurer à la ville de Nantes les embellissements et les commodités dont elle est susceptible; que ses intentions à ce sujet sont particulièrement manifestées dans les arrêts des 22 avril 1753 et 19 mars 1766; pour prévenir des conflits de juridictions, toujours nuisibles à l'avancement du bien public, il a été ordonné par le premier, approbatif du plan du sieur de Vigny, que lesdits maire et échevins en exercice seroient seuls chargés des opérations relatives audit plan, suivant les ordres qu'ils recevraient des sieurs commandants et intendants de la province, avec défenses d'y appeler qui que ce soit... A ces causes qu'il plut à S. M. que les maire et échevins demeureront seuls chargés, et seront autorisés à déterminer à l'exclusion de tous autres, les alignemens, niveaux des rues, quais, places et banlieues, ainsi que l'élévation des maisons dans toute l'étendue de la ville, faubourgs d'icelle et banlieue, sans en excepter le faubourg ou hameau de Pirmil.... » Sans date, postérieure à 1777. Procès-verbaux de toisé et d'arpentage; demandes d'alignemens; demandes d'indemnités pour les terrains employés « dans le nouveau chemin de la route de Nantes à Rennes, tracé dès 1768. »

DD. 179. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 3 de 4, 105 pièces papier; 1 cachet.

**1678-1775.**— Banlieue de la Rochelle (1). « Nous maire et eschevins de la ville de Nantes, savoir faisons que ce jour 14 janvier 1678, nous serions transportés au delà du pont de Pont-Rousseau, sur la route de la Rochelle, pour voir et visiter ledit chemin, et savoir ce qui est nécessaire estre fait et réparé aux pavés, et de la quantité du rocq qu'il faut pier et escarper, pour rendre ledit chemin accessible et fasible pour le passage des gens de pied et de cheval, mesme des charrettes à bœufs qui y passent journellement et à toute heure, en très grand nombre chargées de vins et eaux de vie, dont il s'en est rencontré qui ont péry, attendu que le passage est extrêmement mauvais... » Projet de remontrance et délibération pour la banlieue de la Rochelle. « Le procureur-syndic a remontré qu'il a été arrêté au Bureau qu'on commenceroit le rétablissement des banlieues de Nantes, par celle de la Rochelle, qui est la plus longue, la plus endommagée et l'une des plus fréquentées; qu'après un examen approfondi de l'état de cette banlieue, sur le rapport des commissaires du Bureau, et avec les observations du sieur Ceineray, architecte-voyer, il paroît qu'à tous égards il est avantageux de faire travailler incessamment à ouvrir la nouvelle banlieue de la Rochelle, suivant les plans et profils qu'en a levés ledit architecte-voyer, ainsy que des autres banlieues de cette ville par ordre de M<sup>sr</sup> le duc d'Aiguillon, ce qui a été confirmé par arrêt du Conseil, revêtu de lettres patentes du 19 mars 1766, duement enrégistrées; qu'il a été également arrêté qu'au lieu de paver comme cy-devant, cette banlieue, il convenoit de la faire empierrer solidement par une personne de l'art intelligente et de confiance sous les ordres du Bureau et de l'inspection de l'architecte-voyer; que cette dépense à demeure sera d'un moindre entretien que des pavés; par ce moyen, la communauté, à mesure qu'elle empierrera cette nouvelle banlieue pourra faire servir le vieux pavé

(1). Au XVIII<sup>e</sup> siècle le chemin de la Rochelle commençait en dehors de la porte du faubourg de Dos-d'Ane, comprenait le Pont-Rousseau, la chaussée de ce nom, passait près de la chapelle de Saint-Eutrope et continuait jusqu'à la lande de Ragon. Pendant longtemps on y comprit le bail du pavé des Grands-Chemins-de-Clisson, qui commençaient à la chapelle de Bonne-Garde, et se prolongeaient jusqu'au commun de la Boerie (c'est la route de Poitiers), et celui de l'arche de la Gréneraye, ou bas chemin de Saint-Sébastien, c'est-à-dire le chemin longeant la Loire.

qu'elle en tirera, soit à rétablir provisionnellement l'ancienne banlieue, pour que la voie publique ne soit pas interrompue, soit à rétablir avec du pavé neuf les ponts de Pirmil, de la Magdelaine, de l'Hôpital et autres dans la même direction.... Le Bureau délibérant a arrêté... et sera ledit empierrement de la nouvelle banlieue de La Rochelle exécuté par le sieur Cacault, entrepreneur commis à cet effet, sous les ordres du Bureau, et l'inspection de l'architecte-voyer... » (1) Troisième compte de dépenses pour la nouvelle direction à neuf de la banlieue de la Rochelle, 3,317<sup>l</sup>, 18<sup>s</sup>, 5<sup>d</sup>, payé au maire par ordonnance du 11 novembre 1769. Lettre du comte de Rezé au sous-maire de Nantes, 1770, demandant la reconstruction de divers bâtiments, pris par la ville « pour faire la nouvelle route de Nantes à la Rochelle... Il y a nécessité, Monsieur, que la chapelle de Saint-Eutrope soit promptement rétablie. Les habitants de ce hameau ne savent plus où aller chercher la messe, aucun prêtre ne la voulant dire deux fois dans celle de Bonne-Vertu, qui étant trop petite est cause de mille troubles et mille indécences, pendant le Saint Sacrifice. Tous les habitants du fond de la campagne de la route de la Rochelle trouvoient cy-devant une messe réglée à 7 heures 1/2 à Saint-Eutrope. Ils y venoient et s'en retournoient et emportoient toutes les petites denrées dont ils avoient besoin. A présent qu'ils sont contraints d'aller soit à Saint-Jacques, soit aux Récollets, ils prennent sur les Ponts ce dont ils ont besoin, de façon que les petits boutiquiers de Pont-Rousseau ne font plus rien dans leurs boutiques, qu'ils ferment le soir comme ils les ont ouvertes le matin, ce qui cause leur ruine.. » Baux d'entretien et réparations, bannies, devis, ordres de paiements, réception des travaux exécutés, procès-verbaux de visites.

DD. 180. (Liasse.) — 2 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 28 pièces papier ; 2 cachets.

**1728-1770.** — Chemin de Saint-Sébastien. Devis dressé en 1729, par l'ingénieur Goubert, d'un quai destiné à faire rejoindre le chemin de Saint-Sé-

(1) Ce projet assez remarquable en ce qu'il constate l'emploi de l'empierrement pour les routes, bien longtemps avant l'application en France du système dit Mac-Adam, fut approuvé dans la séance du 12 juillet 1766. Registre des délibérations, BB 99, fol. 74.

bastien au pont de Pirmil. Correspondance à ce sujet entre M. Gabriel, ingénieur du Roi, le maire et l'intendant. Extrait de la délibération du 18 mars 1729, « le projet d'un nouveau quai, qui serait à la vérité très beau mais inutile, ne paroît pas devoir être accepté, attendu que les fonds nécessaires pour les dépenses indispensables de la réfection des ponts sont trop à charge au public, pour ne pas chercher à diminuer les dépenses autant que faire se pourra.... » Demande des habitants de Saint-Sébastien, pour obtenir des réparations à leur chemin, adressée à l'intendant de Bretagne, et renvoyée par celui-ci aux officiers de la communauté de Nantes, 1770.

DD. 181. (Liasse.) — 1 cahier de 5 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 55 pièces papier.

**1720-1784.** — Chemin de Toutes-Aides, ancien bas chemin de Paris. Adjudication du bail d'entretien des pavés « du chemin de Toutes-Aydes et arche du Gué-aux-Chèvres, contenant savoir : ledit chemin de Toutes-Aydes, 800 toises, et l'arche du Gué-aux-Chèvres, 130 toises, à raison de 2<sup>s</sup> 3<sup>d</sup> la toise, 21 mars 1720. » Baux d'entretien et réparations, bannies, devis, ordres de paiements, réceptions de travaux exécutés, procès-verbaux de visites, demandes d'alignement.

#### Quais et Calles.

DD. 182. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 3 de 4, 14 pièces papier.

**1681-1775.** — Procès-verbaux de visites des quais et calles, baux des réparations, devis. Le 26 mai 1699, les sieurs Cormerais, Hervé de la Bauche, échevins, accompagnés du procureur-syndic, et d'un architecte, ont fait la visite des quais, afin de constater les réparations dont ils avoient besoin. « Commençant par le Port-Maillard, joignant le château, un des plus beaux et commodes de cette ville, de tout temps immémorial destiné pour la charge et descharge des marchandises qui sortent de cette ville et qui arrivent, se trouve occupé et rempli de terres, terriers, manis et fumiers, qui infectent ce lieu et causent une telle corruption qu'il peut en arriver de fâcheux accidents et des maladies très dangereuses, outre que les habitants de la ville et faubourgs n'y peuvent librement pas-



ser ny mettre les marchandises d'ardoises, tuffeaux, carreaux, chaux et bois.... Visitant le Port-Lorido, du costé de la Poissonnerie, avons vu qu'il est tout desmolly, en la plus grande partie.... faire un érussoir au bout de la tour de la Monnoye, comme aussy qu'il est nécessaire de regarnir le degré qui descend à la cohue au poisson à la Saulzaye. Visitant le Port-Giraud... et ce fait, avons descendu au port de la Poterne... Et ce fait, nous serions transporté au quai d'Erdre, proche Sainte-Catherine, qu'il est nécessaire de rétablir pour la descharge des marchandises,... La muraille, depuis l'érussoir jusqu'au-delà du pont, est toute lizardée. Nous serions acheminé vers le lieu de la Bourse, où les marchands s'assemblent pour le fait du négoce; y estans entrés avons remarqué que les planches qui faisoient le plancher, ont esté emportées par le nommé Arnou, charpentier, ainsi qu'il nous a esté dit; pourquoy le s<sup>r</sup> procureur-syndic a demandé que celluy Arnou soit mandé au Bureau pour faire sa déclaration, de quelle part et par quel ordre, il a osté lesdites planches. A pareil aurions veu la muraille qui est depuis la chappelle de Saint-Julien, jusques à l'eschelle des Oranges..... Avons pareillement veu qu'il est nécessaire de regarnir la muraille servant de parapel depuis ladite eschelle des Oranges, jusques au quay neuf; depuis ledit lieu du quail neuf, jusques à l'eschelle Machet, la muraille est toute lizardée. La muraille du quay qui est depuis ladite eschelle Machet jusques à une autre eschelle, commencée de neuf, est trouvée desmollye... Le quay ensuyvant qui est à vis la maison de la dame Rozée, n'est parachevé du côté d'à bas, fors celui d'amont. Avons remarqué le quais ensuite à vis la rue de la Haute-Folie, les murailles des deux costés d'icelluy ont esté desmollyes et enlevées par le s<sup>r</sup> de Tirboudé, et y avons veu quantité de terriers qui y auroient esté apportés et fait apporter par le s<sup>r</sup> du Bois, marchand, qui occupe ce passage et le port d'icelle; et que s'il n'est promptement remédié à la perfection dudit érussoir, il en pourroit arriver de très fascheux accidents, et oteroit la liberté du passage, et que les marchandises ne peuvent estre déchargées à l'endroit d'icelluy. Avons aussi remarqué que la muraille qui sert de parapel depuis ledit lieu jusqu'au quail que prétend faire la dame Montaudouin, a quelques breiches, et que le parrapel de l'autre quay Perrault est desmolly.

Allendroit a esté par le s<sup>r</sup> procureur du Roy, représenté, que par sentence rendue par MM. les commissaires de la réformation des domaines de S. M., du 9 septembre 1688, portant qu'il sera laissé un terrain vague pour radouber, calfeter, construire, gaudronner et eschouer les barques, basteaux et bastimans, et pour la conservation des gabarres pendant les glaces, tempestes et mauvais temps, lequel terrain est occupé et a esté remply de terres et terriers par la dame Montaudouin, lequel elle fait journellement exhausser.... Visitant le quais du corps de garde du bas de la Fosse, avons remarqué qu'il est desmolly... » Le procès-verbal « des quais et calles à la charge de la communauté, » fait le 22 juillet 1752, donne également tout le cours des quais de la ville, avec des détails plus complets et des changements déjà très importants.

DD. 183. (Liasse.) — 1 cahier de 38 f<sup>os</sup>, 1 de 20, 1 de 18, 1 de 4, 28 pièces papier.

**1762-1765.** — Quai d'Aiguillon (1). Alignement général donné le 24 décembre 1762, par le sieur Ceineray, architecte-voyer de la ville, 'en présence d' « Écuyer Léonard Joubert du Collet, maire, faisant les fonctions de lieutenant général de police de Nantes, » accompagné de divers assesseurs, à partir du bas du rocher de l'Hermitage « s'agissant de faire ouvrir un passage au long de la rivière jusqu'à la Piperie, pour procurer un hallage commode à la navigation et former un port dans cette partie. Après avoir vu le plan levé par le S<sup>r</sup> Ceineray le 21 février 1761, et ordonné être exécuté par M. le duc d'Aiguillon, avons procédé à l'alignement dont est question.... » Procès-verbaux de l'état des terrains, des quais de l'Hermitage, dressés en octobre 1763, et mars 1764, « extraits des minutes du greffe de l'Amirauté de Nantes. » Requête adressée au siège de l'Amirauté par les maire et échevins, « disant que Monseigneur le duc d'Aiguillon, dont le zèle actif et éclairé saisit tout ce qui peut être utile et agréable, ayant fait lever un plan du coteau de l'Hermitage, a reconnu par lui-même que plusieurs particuliers avaient intercepté le passage au long de la rivière, au mépris des ordonnances

(1) Dit d'abord de l'Hermitage; de Palamède en 1818; aujourd'hui d'Aiguillon.



des lois les plus positives. Ce seigneur a donné des ordres précis pour la réduction de ces terrains, cours et magasins à l'effet d'y faire construire des quais commodes pour le hallage des bateaux et vaisseaux, et pour les autres opérations de la navigation et du commerce.... qu'il vous plaise ordonner qu'il sera descendu sur lesdits terrains par tel commissaire du siège qu'il vous plaira nommer,... » 6 octobre 1763. « Requêtes par les propriétaires et habitants de l'Hermitage à l'Amirauté; état de ce qui revient à chacun des propriétaires; extrait des registres du greffe de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, du 1<sup>er</sup> juin 1765, portant acceptation par le Bureau, de la souscription faite par les négociants, d'une « somme de 23,000<sup>l</sup> à la charge de la rembourser dans un an, et aux conditions qu'elle ne sera employée qu'à la continuation et à la perfection du quai d'Aiguillon, sans pouvoir être mise à un autre usage... »

DD. 184. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup> et 67 pièces papier.

**1765-1765.** — État de dépense des vingt-trois mille livres empruntées par la ville et communauté de Nantes, pour la continuation des quais d'Aiguillon. Ordres de paiements, acquits, reçus, états des sommes payées ou avancées.

DD. 185. (Liasse.) — 140 pièces papier.

**1765-1765.** — Quai d'Aiguillon. Travaux pour la construction du quai d'Aiguillon, et chemin de hallage; mémoires de fournitures; ordres de paiements signés, Bonvoux; rôles de journées d'ouvriers, Bernard, piqueur, avait 30<sup>s</sup> par jour, les perreyeurs 28 et 30<sup>s</sup>, les maçons trois différents prix, 20<sup>s</sup>, 19<sup>s</sup>, 12<sup>s</sup>, les manœuvres 15 et 16<sup>s</sup>. Reçus; il se trouve un grand nombre de reçus de ce genre: « Je resus une gabarrée de pierre de ché M. Jolis, pour Lhermitage, ce 9<sup>e</sup> janvié 1764, Bernard faisant pour M. Grolos: » écrits sur un petit morceau de papier de 10 centimètres sur 5.

DD. 186. (Liasse.) — 114 pièces papier.

**1764-1765.** — Quai d'Aiguillon. Travaux pour la construction du quai d'Aiguillon et chemin de hallage; mémoires; rôles de journées d'ouvriers, les compagnons charpentiers recevaient 1<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> par jour.

« Je prie M. Bonvoux de faire payer à M. Ledoux la somme de 150<sup>l</sup> pour façon de la sculpture des armes de M<sup>re</sup> le duc d'Aiguillon aux quais de hallage au bas de l'Hermitage. Nantes, 18 aout 1764, Groleau. » Pour un baril de poudre de guerre de cent livres pesant, ci 102<sup>l</sup> 2<sup>s</sup>; pour le « peschage » de 48 touées de sable, à 10<sup>s</sup> la touée 24<sup>l</sup>; pour les monter à la calle à l'ouvrage à 6<sup>s</sup> la touée, 14<sup>l</sup> 8<sup>s</sup>. « Mémoireourny pour les quais de l'Hermitage; le 24 juillet fait la ferrure de deux demoiselles pesant vingt-et-une livres, à 6<sup>s</sup> la livre, 6<sup>l</sup> 6<sup>s</sup>; plus deux têtus pesant ensemble trente livres et demy à 10<sup>s</sup> la livre, 15<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>; plus deux barres de pinse pesant ensemble quarante-neuf livres et demy à 6<sup>s</sup> la livre, 11<sup>l</sup> 17<sup>s</sup>; plus 720 pointes à 3<sup>l</sup> le cent, 21<sup>l</sup> 12<sup>s</sup>. » Reçus de gabarées de pierres; états des mardriers et pieux fournis; « Je prie M. Bonvoux de faire payer la somme de 36<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> pour vingt-neuf journées un tiers de scieurs de long, employées à débiter les bois pour les risbermes des quais d'Aiguillon, » 3 décembre 1765.

DD. 187. (Liasse.) — 80 pièces papier.

**1765-1785.** — Quai d'Aiguillon. Travaux pour la construction du quai d'Aiguillon et chemin de hallage; mémoires, rôles d'ouvriers, ordres de paiements, reçus. Demandes d'indemnités et d'alignements; celle de 1763, est adressée par la dame Joullain-Vanasse au duc d'Aiguillon qui lui accorde une somme de 500<sup>l</sup> et d'autres dédommagements, elle est signée par lui; les autres sont adressées aux maire et échevins, tenant le siège royal de la police de Nantes.

DD. 188. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 8 pièces papier.

**1744-1768.** — Quai du Bouffay (1). Ordonnance de M. l'intendant, d'une somme de 336<sup>l</sup> au profit de M. de la Haye-Moricaud, pour la démolition de deux boutiques « joignantes la tour du costé de la rue de la Tremperie, » 7 août 1744. Ordonnances de même nature rendues par les maires et échevins de la ville de Nantes pour des boutiques situées « rue de la Tremperie, adossées au mur de ville, et démolies pour l'embellissement de la ville. » Projet

(1) Rue de la Tremperie, plan Cacault, 1756; quai de la Tremperie et quai Cérés, 1818; aujourd'hui quai du Bouffay.

de lettre des maires et échevins à l'intendant afin d'obtenir « de faire remblayer et réparer la rue de la Tremperie, depuis le pont d'Aiguillon, jusqu'à la place du Bouffay. Cette rue devenue impraticable aux voitures et même aux gens de pied, étant l'un des plus grands passages de la ville, » 1768.

DD. 189. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 5 pièces papier, dont 2 plans.

1714. — Quai de la Bourse (1). Arrêt du Conseil d'État du 7 août 1714. « Sur la requête présentée au Roi en son Conseil par les juges, consuls, marchands et négociants de la ville de Nantes, contenant que le quai ou la Bourse de ladite ville est scituée est trop resserré, qu'elle est bâtie près d'un cloaque qui infecte ce lieu et cause de grandes incommodités aux négociants et étrangers, qui sont obligés de s'y assembler pour leur commerce, et pour éviter ces inconvénients ils auroient supplié S. M. de leur permettre de faire construire par augmentation un quai à leurs frais, vis-à-vis de ladite Bourse, qui servira mesme à l'embellissement de la ville, sans rien déranger au cours de la rivière de Loire..... Le Roy en son Conseil,.... a permis et permet aux juges, consuls, marchands et négociants de construire à leurs frais l'augmentation proposée au quai de la Bourse..... » Procès-verbaux, dressé en présence des négociants pour l'exécution de ce projet, et alignement donné. Plans « du quartier de la Bourse avec le quai et galerie qu'on propose de faire par le derrière, au moyen de l'avance sur la rivière, après laquelle petite avance la rivière aura encore 75 toises de largeur dans cet endroit le plus étroit de son lit. Fait à Nantes, le 14 juillet 1714, signé : Laillaud. »

DD. 190. (Liasse.) — 3 cahiers de 8 f<sup>os</sup>, 5 de 6, 10 de 4, 92 pièces papier, dont 5 plans.

1726-1785. — Quai Brancas. Lettre signée : « le maréchal duc d'Estrées, » 16 juin 1727, adressée à M. Mellier maire de Nantes, « ..... Je vois que M. Delafond a fini le projet de la porte d'Estrées et des quais circonvoisins, et adjacents à plusieurs maisons des principaux négociants de la ville de Nantes. Vous ferez une chose très avantageuse et dont je vous sçaurai bon gré d'engager les négociants à contribuer à la

(1) Successivement quai Henri Chevreau, puis quai Urich, a repris son ancien nom.

dépense de la construction de ces ouvrages conformément au plan qui en a esté dressé. Vous pouvez les assurer que M. le cardinal de Fleury, M. le contrôleur général, et M. le comte de Maurepas, chacun en ce qui les regarde, donneront une attention particulière au rétablissement du commerce dont l'importance leur est parfaitement connue. J'y aurai de ma part toute celle qui dépendra de moy, et surtout pour celui de la ville de Nantes, auquel je prends encore un intérêt plus particulier..... » Mémoire sur la proposition et plan de M. Delafond :..... « M<sup>re</sup> Le Pelletier, contrôleur général des finances, nous ayant chargé d'examiner plusieurs ouvrages publics faits et proposez à faire en la ville de Nantes, et entre autres le projet dressé par M. Delafond pour le nettoyage du canal du Port-au-Vin, et la circulation de la ville au faubourg de la Fosse, nous avons pris communication du plan et mémoire dudit sieur Delafond et reconnu que son dessein est pour parvenir à ce nettoyage de rétrécir le bras de la rivière de Loire qui passe sous le pont de la Poissonnerie, entre la ville et l'île Feydeau, coulant le long du Port-au-Vin et des quais de la Fosse, en construisant un nouveau quai, opposé à celui que l'on fait actuellement le long de l'île Feydeau, depuis ledit pont de la Poissonnerie, jusqu'à celui que l'on bâtit pour communiquer de l'île au Port-au-Vin.... » Observations des intéressés en la construction de l'île Feydeau, sur le projet de M. Delafond. Engagement de M. de la Broulière « envers S. M. et nosseigneurs de son Conseil, à faire construire à mes frais et dépens les ouvrages qui vont être expliqués et qui font partie du projet dressé par M. Delafond..... Pour m'indemniser de la dépense que je serai tenu de faire, je demande qu'il plaise au Roi de m'accorder en propriété incommutable et à perpétuité, tant à moi qu'à mes successeurs ou ayant cause, les terrains cotés W et O sur le plan dans tout leur contenu, pour en disposer comme d'un bien à moi appartenant, après que j'aurai satisfait à mon susdit engagement... » Réponses de divers propriétaires, mémoires pour ou contre ce projet; lettres et observations de M. Gabriel, premier ingénieur du Roi. Appréciations du prix des terrains, de la dépense et des bénéfices, 1727-1729. « A messieurs les maires et échevins de la ville et communauté de Nantes, supplie Étienne Briau, architecte à Nantes, disant que par acte du 6 novembre 1741, il est devenu adjudicataire des ouvrages à faire pour la construction

des quais de Brancas, pour la somme de 60,000<sup>1</sup> payable au fur et à mesure que lesdits ouvrages avanceroient à la charge d'en rendre le renable dans trois ans. Les trois ans sont expirés, il a rempli les clauses et conditions de son bail, il ne lui reste plus qu'à en rendre le renable... » Placard ; « De par le Roy, délibération portant défenses à tous entrepreneurs et autres, de porter des décombres sur les quais de Brancas, à peine de dix livres d'amendes.... » mercredi 14 septembre 1746. Extraits des délibérations de la mairie; états de dépenses; arrêts du Conseil pour acquisitions de maisons; états de recette et dépense des fonds provenant de la vente des emplacements du quai de Brancas, en conséquence de la délibération de la ville, du 12 octobre 1761; rôles généraux de journées et matériaux employés; correspondances, notes diverses. Plans du sieur Delafond; plan par Ceineray, des emplacements vendus, et « pour marquer les limites du fief du Roi et de la commanderie de Malte sur le quai de Brancas, 1764; plans de la porte Brancas par Portail.

DD. 191. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 16 pièces papier; 1 plan.

**1687-1781.** — Quai Cassard (1). Le 5 septembre 1734, adjudication à l'Hôtel-de-Ville « du bail, rétablissement et réédification d'une des calles d'Erdre, près la rue du Bois-Tortu, aux clauses et conditions portées par le devis du sieur Goubert, au prix de 290<sup>1</sup>. » Procès-verbal d'estimation de maison appartenant aux demoiselles Nicolon et Suirat, acquise par la ville pour la continuation des quais d'Erdre, pour la somme de 844<sup>1</sup>, 1776; Titres de propriété 1687-1772. Demandes d'alignement par divers propriétaires de la rue du Bois-Tortu, près le pont d'Erdre. Sentence du siège de police de Nantes, qui déboute l'abbaye de Buzay, d'une demande de réparations « à une maison située en cette ville, vis-à-vis le pont d'Erdre, rue du Bois-Tortu » parce qu'elle ne se trouve pas dans l'alignement, 1781, plan.

DD. 192. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>. 32 pièces papier; 1 cachet.

**1748-1781.** — Quai Ceineray (2). Devis des ou-

(1) Il fut nommé quai Cassard, par arrêté du 28 novembre 1794; antérieurement il portait le nom de quai Geslin.

(2) Quai Le Bret, plan Cacault 1756; quai de la Chambre des Comptes 1818; quai Raynal; quai du Port-Communeau; aujourd'hui quai Ceineray.

vrages à faire pour la construction d'un quai projeté au Port-Communeau sur la rivière d'Erdre, octobre 1748. Délibération du 2 septembre 1750, pour la construction du quai et de la porte du Port-Communeau. « M. le maire a représenté que depuis longtemps il voyait avec peine que le Port-Communeau, un de ceux de la ville le plus nécessaire pour l'utilité publique; la plus grande quantité des denrées qui se consomment dans cette ville, comme beurre, bois, charbon de terre, fer, venant des paroisses voisines, ne pouvoient y aborder qu'avec difficulté et beaucoup de frais, n'y ayant aucune place ny quai pour servir de port et décharge desdites denrées; que ce port d'ailleurs sert actuellement de l'un des abreuvoirs de la ville le plus considérable; que la confusion des décharges des denrées et marchandises qui arrivent à ce port causent souvent des accidents aux personnes qui passent le bac pour aller du côté du moulin Gilet; la porte du Port-Communeau étant par elle-même si angustée qu'une charette à peine y peut passer... le Bureau délibérant, arrête qu'il sera fait des bannies pour la construction du quai et de la porte... » Adjudication des travaux d'un quai, d'une cale et de l'élargissement de la porte du Port-Communeau, le 2 décembre 1750, pour 3,650<sup>1</sup>. Devis et adjudication des ouvrages pour la continuation du quai du Port-Communeau, en passant devant la Grosse Tour, à prendre depuis le bout du quai fait par le sieur Pipaud, jusqu'au coude, vis-à-vis le chemin qui conduit à la Motte Saint-André, 1753. Adjudication des ouvrages à faire pour porter les déblais du cavalier situé dans le jardin de la Chambre des Comptes, sur le quai du Port-Communeau, pour 2,450<sup>1</sup>, 1755. Délibération du 16 octobre 1762; le procureur-syndic a remontré « qu'il paroist très-avantageux dans les circonstances présentes d'accepter les offres de messieurs de la Chambre des Comptes, d'avancer à la ville les 1,500<sup>1</sup> que pourront coûter la démolition et réédification du quai le Bret, parce que la ville qui disposera des tablettes de grison, pierres, barres de fer, boulons, organneaux provenant de la démolition, remboursera cette somme dans quatre ans;... Le Bureau... a ordonné et ordonne que le sieur Ceineray continuera de faire travailler à la démolition du quai le Bret, fera tirer et employer ceux des pieux mis au soutien dudit quai (s'ils sont jugés convenables), en fera acheter et battre de nouveaux au lieu désigné dans la rivière d'Erdre pour la construction et l'avan-

cement du nouveau quai, qui doit être formé en talud solide, suivant le plan du sieur Ceineray, au moyen de quoy messieurs de la Chambre des Comptes, continueront d'y faire jeter à leurs frais, les terres et décombres provenant de la démolition tant des murs de ville que de leur ancien palais et des fondations du nouveau, parce qu'au préalable, ils avanceront suivant leurs offres, pour ledit ouvrage, la somme de 1,500<sup>l</sup> remboursable dans quatre ans.... » Extraits de délibérations, observations, correspondances, notes, comptes de dépenses, reçus.

DD. 193. (Liasse.) — 5 pièces papier.

**1776-1786.** — Quai des Constructions. Requête de MM. les juge et consuls aux maire et échevins, 30 mars 1776. « Nous avons l'honneur de vous déférer ce qui se passe actuellement dans la démolition des Salorges. Les ouvriers ont commencé à jeter des pierres d'une certaine grosseur dans la rivière. Il n'étoit pas à craindre que le courant les fit couler plus bas ; mais à présent ils y jettent aussi les terres qu'ils déblayent pour prendre les fondements. Cette dernière opération condamnée par toutes les lois peut occasionner les plus funestes effets pour le commerce et la navigation de cette place. Ces terres n'étant point retenues par des fascinaes couleront plus bas et combleront successivement la partie des quais faits et à faire jusqu'à la Piperie et même plus bas. D'un autre côté la passe de Chantenay et la queue des Plombs pourront s'exhausser et devenir, par la suite, plus mauvaises qu'elles ne le sont aujourd'hui. Vous avez messieurs la police des quais de cette ville.... » Opposition faite par le seigneur de la Chapelle-Coquerie, la Hunaudaye, Chezine et autres lieux, à ce que la communauté supprime un chemin qui conduit de sa maison à la rivière de Loire. Le même « s'oppose formellement à ce que la communauté de ville dispose en manière quelconque, par concession, vente ou autrement des terrains vagues situés au quartier de Chezine, à vis la construction ou autre formant le chantier d'icelle,... attendu que la propriété desdits terrains et ile de Chezine appartient au sieur requérant.... » 1781. Alignements donnés pour constructions, 1786.

DD. 194. (Liasse.) — 53 pièces papier, 1 plan.

**1688-1776.** — Quai Duguay-Trouin (1). Opposi-

(1) D'abord port Giraud, puis quai Geslin, quai Rivet,

tion par les habitants de la Sauzaye, à l'arrentement d'un emplacement qui « a esté tousjours libre et vacque pour la commodité et descharge de toutes les marchandises et denrées qui arrivent audit lieu, et pour amarrer les barques et bateaux pendant les crues et grandes eaux, pour esvitter le naufrage et perte d'iceux, et le seul lieu où l'on met les meubles des particulliers, lors qu'il arrive quelque incendie audit faubourg de la Sauzaye, comme il est arrivé depuis les 10 à 12 ans, » 1688, 1703. Bannies pour les réparations à faire au port Giraud, 1702. Adjudication des ouvrages à faire au port Giraud, 1713; réception des ouvrages de maçonnerie exécutés pour cette cale. Délibérations pour le prolongement du quai de l'Île-Feydeau, jusqu'au pont de la Poissonnerie, 1742, 1764; pour la cession faite par la ville, par forme d'échange de terrains situés près le port Giraud, 1772; procès-verbaux de visites et estimations de maisons et terrains pour le prolongement du quai, devis de travaux.

DD. 195. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 16 pièces papier, 1 plan.

**1590-1776.** — Quai Flesselles (1). « A messieurs les maire et eschevins de la ville de Nantes. Supplient humblement les marchans bourgeois de ceste ville, comme encores que le port de la Pouterne soit le plus proche et nécessaire pour la descharge des marchandises que aucun aultre, et où il abunde plus grand nombre de vaisseaulx chargés, ce néanlmoigns il se trouve sy incommode, pour le peu de grandeur et longueur d'icelluy, que à peine peult l'on descharger à la foiz troys vaisseaulx ensemble, qui est cause que advenant une tempeste et temps pluvieux, les marchandises le plus souvent se gastent et dépérissent, et sont contrains les mariniers faire grand séjour actendant la descharge des ungs des aultres, en leur ranc ou selon leur arrivée, chose qui apporte grand préjudice au général et particulliers de ceste ville, auquel aisément il peult estre pourveu en accroissant ledict

quai Duquesne. Le quai Duguay-Trouin fut construit en même temps que les autres quais et cales de l'Île-Feydeau, par les actionnaires de ce nouveau quartier, 1721-1730 environ. Mais il ne s'étendait pas à l'est, au-delà de la rue de Clisson, limite du quartier. C'est en 1742 seulement qu'il fut question de le prolonger jusqu'au pont de la Poissonnerie ou d'Aiguillon, alors en bois et qui allait être reconstruit en pierres. Ce prolongement entraîna la suppression du port Giraud, seul point de débarquement, existant sur toute la grève de la Sauzaye.

(1) Quai de la Pouterne, quai des Gardes-Françaises, 1818.

port de longueur compectante. » Cet acte qui n'est pas daté, non plus que le suivant, porte les signatures de 46 ou 47 négociants, parmi lesquels René Moquard, échevin en 1594, Jean Pageot et Jacques Bouriau, consuls en 1595 et 1597, Pierre Bourboulon, juge en 1598, ce qui nous porte à le placer vers 1595. « État et devis du croisement du cail de la Pouterne de ceste ville de Nantes, que messieurs les maire et échevins prétendent fayre audit lieu, » plan. « Bail des réparations du cail et escalliers du port de la Pouterne, port Maillard, arches du Gué-aux-Chevres et du Gué-Robert, » 1670. Devis de divers travaux. Procès-verbaux de visites de terrains, condamnation de maisons situées sur le quai Flesselles, et de reconstruction des cales, 1767-1772. Devis estimatif des réparations à faire aux quais et cales, depuis le pont d'Aiguillon jusqu'à la cale des Capucins, avril 1776.

DD. 196. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 2 de 6, 1 de 4, 53 pièces papier, dont 11 imprimés.

**1632-1731.** — Quais de la Fosse (1). Bannies et devis pour l'adjudication de la « masone requize et nécessaire estre faicte pour l'eslargisement d'un cail, que messieurs les maire et eschevins entendent et veulent faire faire vis-à-vis de la tonnelle dormeau, proche le logis du sieur Pinard, pour la meilleure commodicté de tous les particulliers pour les charges et descharges de toute sorte de marchandises. Lequel cail sera baty amarche en la rivière hors l'enlignement des murailles des cailz ja basty, » 1632. A messieurs les maire et échevins, « supplient humblement et vous remonstrent honorables personnes Pierre Brunetyère, Pierre Audet, Estienne Grilleau, André Hendricx, René Sauvaget et G. Libault, les tous marchans, bourgeois et habitans de la Fosse de Nantes, disant que quelque temps y a que en droit du cail, situé proche la Croix des Capucins, est tombé, qui cause par ce moyen que les eaux qui s'écoullent des rues en la rivière, deffait le pavé et emportent de la terre qui gaste ladicte rivyère, mesme empesche l'abord des batteaulx et la descharge des marchandises, comme estant l'endroit un des plus comode pour l'utilité pu-

(1) D'après divers alignements du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Fosse commençait à la suite du Port-au-Vin, aujourd'hui place du Commerce, et comprenait la rue de la Fosse. Cette longue ligne de quais portait plusieurs noms; quai Dansain, quai du Sanitat, quai d'Estrées, quai Chaurand, quai de la Chaussée de Chezine, quai Durbé, etc.

blique, et à ceste fin qu'il vous plaize Messieurs aiant esgard à ce que dessus, et pour empescher qu'il ne tombe davantage de muraille dudit cail et que la rue ne ce depaveye davantage, que l'endroit dudit cail rompu soit racomodé et ferez bien, » août 1647. Bannies, baux de réparations, devis, procès-verbaux de visites. Alignements des maisons de la Fosse, 1710. Réparations des dommages causés aux quais de la Fosse par le débordement des eaux en février 1711. « Devis des ouvrages de maçonnerie, pierres de tailles, charpenterie, gros fer, remblay et pavé, pour la réparation des calles et quais de la Fosse de Nantes, qui ont été ruinez par le débordement des eaux; la première calle du Port-au-Vin, qui se termine vers la ville, le couronnement du mur étant en parti démoli...; les murs de la seconde et troisième calle, ayant été aussi endommagés seront rétablis; à la calle devant la porte de Saint-Julien, il sera remplacé quelques pierres; il sera fait aussi les réparations nécessaires au couronnement du quai entre la chapelle Saint-Julien et l'Échelle aux Oranges, jusques à la Croix des Capucins; les deux bouts de la calle des Capucins étant démolis, seront rétablis; au de là de la Croix des Capucins joignant l'Échelle Machet, le mur du quai étant tombé en ruines sur la longueur de seize toises, sera refait à neuf (1); les deux bouts de la calle Machet étant démolis seront refaits; à la calle Dansain, le mur étant démoli aux deux bouts et au milieu, sera rétabli; à la calle joignant le quai de la Machine, le couronnement sera rétabli à neuf (2); les brèches et couronnement des murs du quai de la Petite Calle, au-delà de la Machine, seront rétablis; à la Chaussée, au bout du pré à l'Évêque, depuis l'encoignure de l'enclos du Sanitat, allant vers les magasins de Chezine, on rétablira les murs,... » 20 avril 1712. Alignement des maisons pour l'embellissement du quai de la Fosse, 1724. Rétablissement des quais et cales de la Fosse, 1730-1731.

DD. 197. (Liasse.) — 4 pièces parchemin; 1 cahier de 26 f<sup>os</sup>, 2 de 10, 4 de 6, 5 de 4, 79 pièces, 2 plans papier.

**1736-1786.** — Quais de la Fosse. Adjudication de la construction des quais et cales de la Fosse au prix de 19,000<sup>l</sup>, 28 novembre 1736. Devis et estimation de

(1) L'ancienne cale, nommée aussi l'Échelle Machet, était située en face de la petite rue des Capucins.

(2) La Machine était située en face de la rue des Trois-Matelots.

ces travaux. Procédure entre la ville et les propriétaires au sujet des nouveaux quais de la Fosse, 1736-1740. Reconstruction des quais et cales à partir de la rue des Capucins. Construction d'un touc à la maison de la dame veuve Lavigne, à Chezine, 1745-1747. « Devis estimatif des ouvrages de réparations des quais et calles de la Fosse de Nantes, à prendre depuis le pont de l'Île Feydeau, jusqu'au bout du quai d'Estrées vers Chezine, conformément au procès-verbal dressé par MM. les échevins, le 22 juillet 1752; à l'encognure de l'Angleterre, près les commodités, placer deux quartiers de grison, hérissonner le mur de la terrasse de l'Angleterre.... sur la Hollande, à l'encognure du pan coupé, remettre ladite encognure à neuf. Au parapet de la calle de Saint-Julien, à prendre depuis les olivettes de la Hollande, à aller jusqu'au bout des barres de fer qui terminent ledit parapet... » Délibération du 17 novembre 1764, par laquelle le Bureau accorde une somme de 2,000<sup>l</sup> aux sieurs Durbé et Murphy, « pour le prolongement du plafond de la calle du quai d'Estrées qu'ils ont fait reconstruire en conséquence de délibération du 27 mars 1762. » MM. Chaurand et Libault, offrent de faire l'avance, pour un terme limité, de la dépense à faire pour la construction des quais et cales au-devant du terrain dont ils sont propriétaires au quartier de Chezine, 1780. M. Perrée de la Villestreux, offre de faire les avances pour construire un quai avec ses cales, 1784. Requête des juge et consuls pour les réparations à exécuter aux quais et cales de la Fosse, 1786. Notes et renseignements divers.

DD. 198. (Liasse.) — 1 cahier de 18 f<sup>os</sup>, 4 de 4, 47 pièces et 3 plans papier.

**1738-1789.** — Quais de la Fosse. Procès-verbaux de visites des quais, de toisé et d'estimation de terrains; demandes d'alignements, nivellements; permissions de construire et de faire des réparations.

DD. 199. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 2 de 4, 42 pièces, 1 plan papier.

**1693-1790.** — Quai de l'Hôpital. État et devis des réparations à faire au quai qui conduit du pont de la Belle-Croix à l'Hôpital, 1718. Requête au Roi par divers propriétaires de « maisons et magasins avec leurs quais et calles au devant, joignant d'un bout et d'un côté l'Hôpital et de l'autre bout l'étier de l'Île Gloriette, bornés de l'autre côté au nord par la ri-

vière de Loire. Comme les maisons, quais et calles cy devant bâties, se trouvent reculées de l'enlignement des maisons et calles qui sont au dessus et au dessous par l'anticipation qu'a fait la rivière de Loire dans des temps que ce terrain étoit négligé, et que cette anticipation n'a fait qu'élargir le lit de cette rivière, qui est déjà si étendu qu'elle n'est pas navigable, et que dans cet enfoncement depuis le pont de la Belle-Croix jusques au bout dudit étier il n'y a pas une goutte d'eau pendant six ou sept mois, ce qui rend ces maisons peu commodes et font d'ailleurs un très vilain aspect, étant toutes reculées les unes plus les autres moins..... qu'il plaise à V. M. permettre aux suppliants d'avancer leurs maisons quais et calles. » Délibération approbative de la communauté, septembre 1724, arrêt du Conseil du Roi, correspondance du maire, l'intendant, le maréchal d'Estrées. Devis des réparations à faire aux quais depuis l'Hôpital jusqu'à la prairie de la Madeleine, 1728. Procès-verbaux de réparations, visites de maisons, 1773-1790. Procédure pour un hangar touchant l'Hôpital 1693-1696, à laquelle prend part la communauté. Demandes d'alignements.

DD. 200. (Liasse.) — 1 cahier de 74 f<sup>os</sup>, 1 de 42, 1 de 18, 1 de 9, 1 de 7, 1 de 6, 69 pièces papier.

**1699-1782.** — Quai de l'Île Gloriette. Correspondance entre le maire et l'intendant au sujet d'un arrêt du Conseil à obtenir pour la construction de maisons « à l'alignement du quai de l'Île Gloriette. Requête présentée par M. de la Ferronnaye pour obtenir la construction d'une arche ou le comblement du canal de l'Île Gloriette, » 1725. Procès-verbal de visite du pont de l'Île Gloriette, juin 1752. Délibération du 8 août 1753, pour faire travailler aux réparations des deux cales, vis-à-vis la maison de M. Laurencin. Copie de l'accord intervenu en 1699, entre M<sup>me</sup> veuve Constantin, et plusieurs « propriétaires de magasins en l'Isle de Gloriette au delà de l'étier qui sépare ces magasins de ceux de différents propriétaires ». Accord intervenu le 21 décembre 1763, entre divers propriétaires « pour concilier nos intérêts avec ceux du public, l'avantage du commerce et de la navigation, en conséquence des ordres de M<sup>sr</sup> le duc d'Aiguillon, nous nous obligeons, chacun en ce que le fait nous touche, à démolir incessamment à nos frais les murs de séparation et cloture qui empêchent le passage et libre cours du hallage des navires et batteaulx, et

autres opérations du commerce, le long des quais que nous avons fait bâtir chacun vis-à-vis de nos maisons et terrains sur l'Isle Gloriette..... Procès-verbal des réparations nécessaires aux quais et cales de l'Isle Gloriette, 1773. Demandes d'alignements, entre autres, de Dominique Deurbroucq, 1769; Van-den-Driesche, « lesteur et delesteur des vaisseaux de la rivière de Nantes, disant qu'il est propriétaire d'une partie considérable de l'Isle Gloriette, actuellement en prairie et en chantiers, mais dont l'heureuse situation fait désirer depuis longtemps à toute la ville qu'il y soit construit des maisons et magasins. Ce terrain se trouve entre deux bras de la Loire qui le baignent dans sa plus grande face. Il communique d'un bout aux ponts de Nantes, et de l'autre à l'Isle Feydeau et à la Fosse, en sorte qu'il touche aux quartiers les plus commerçants de la ville. Ce terrain, une fois couvert de bâtiments, il en résultera une augmentation d'autant plus avantageuse que l'Hôpital en possède un à côté, encore plus considérable, et sur lequel il sera facile d'exécuter ce que le suppliant projette sur le sien, » sans date. Procédure entre la ville et le sieur Delair de la Brosse, receveur des droits du duc de Penthièvre, amiral, pour un pavage qu'il est condamné à payer. Devis estimatif du quai et des deux cales à construire devant la maison Deurbroucq. Procédure, 1770-1779, entre la ville et le sieur Terrien, relativement à un quai construit sur l'Isle Gloriette, et au pont sur l'étier qui sépare cette Ile du quartier de l'Hôpital.

DD. 201. (Liasse.) — 3 cahiers, 8 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 3 de 4, 32 pièces, 1 plan papier.

**1449-1769.** — Quai Jean-Bart (4). « A mon Seigneur le Cappitaine, et à mes Seigneurs les bourgeois, manans et habitans de la ville de Nantes, humblement vous supplie vostre serviteur Pierre Drouet, comme ainsi soit que eust esté advisé par les manans et habitans en ceste ville de Nantes, remontrer au duc, nostre souverain seigneur, la faulte et difficulté du gouvernement des denrées et marchandises qui avoient acoustumé estre gouvernées et traitées en ceste ville de Nantes et y descendre; et auxi remontrer la perdicion dommaige et despopulation de la dicte ville par deffault de les y faire descendre gouverner et maintenir ainxin que anciennement avoient acoustumé, eust esté com-

(1) Rue d'Erdre, plan Portail, 1739. Quai d'Erdre, plan Cacault, 1756.

mandé audict Drouet faire la poursuyte et diligence de tout ce remontrer au duc, nostre souverain Seigneur, et à son Conseil, en la compagnie du procureur de la ville.... fut ordonné de par le duc, nostre souverain Seigneur, et à son Conseil, et deffendu à ses recepveurs de la Prévosté de ceste dicte ville, de non plus donner congé de descendre nulles marchandises hors de la ville excepté vins et boays, recours au mandement quil a ledit Drouet devers lui. Et, emprès ceste ordonnance faicte, fut advisé par les gens du Conseil du duc et de la ville qu'il estoit chose très nécessaire pour servir aux marchans et marchandises venants en ladicte ville que les caillz du havre d'Erde feussent faiz et le havre nettoyé, et aussi les greniers de nostre souverain seigneur estre baillés à rente pour servir aux marchans et bien publique. Pour lesquels caillz faire, fut ordonné par les dessusdits quilz seroient baillés à feur, à la chandelle, à ceulx qui meilleur marché en vouldroient faire, à ung jour qui fut ordonné ou lieu et place de la Prévosté de Nantes; ouquel lieu et jour se rendirent mes Seigneurs du Conseil du duc et de la Ville. Et pour ce que ledit Drouet estoit pour lors miseur, lui fut commandé mettre la réparation desdits caillz à pris, jouxte ce que il penseroit que on pourroit trouver qui le feist. Lequel Drouet les mist à la chandelle à la somme de 480 livres, auquel n'y eust homme qui myst dessus; et demourèrent en l'estat. Et emprès que la chandelle fut morte, ledit Drouet remonstra tout ce fait au Conseil de nostre dit Seigneur et à plusieurs des gens de la ville, par lesquels fut advisé qu'il estoit bien besoing et mestier que ceste réparation feust faicte. Et le prièrent les gens du Conseil et de la ville qu'il feist le mieulx qu'il porroit. A quoy il a fait tant par son moyen que par celui de ses amys, et tellement que la mise qui en a esté faicte se monte 400 livres et plus, et la recepte qu'il a fait des sergens ne monte que huit vingt six livres (166<sup>l</sup>), 16<sup>l</sup> 8<sup>d</sup>, ainxin que apparestra ledit Drouet par le compte, par lequel y a mis du sien et de ses amys qui lui ont aydé, pour le bien qu'ils veoint qui en estoit à venir, ainxin que dessus la somme de huit vingts livres et plus. Par quoy plaise à mon seigneur le Cappitaine, et à mes seigneurs les bourgeois en prandre et veoir le compte, et contempler ledit Drouet



de l'outre plus qu'il y aura mys, oultre ce qu'il en aura reçu; et de sa payne l'en contanter à vostre bon esgard, et que pour bien faire il n'en soit destruit luy et ses enfans. » Par l'apurement du compte de P. Drouet porté au bas de cette demande, à la date du 14 mars 1449, la mise est de 528<sup>l</sup>, et la recette de 596<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, d'où il suit « que doit encores ledit Drouet, 68<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. » Le même, signe un reçu de 30<sup>l</sup> que lui compta le miseur le 28 juin 1460 « sur ce qu'il me peut debvoir, à cause de la réparation qui a esté faicte ou havre d'Erde, qui m'avoit esté baillée à faire.... » Contestation entre les maire et échevins et divers propriétaires, au sujet de l'exhaussement du pavé « proche le vieil hospital de cette ville, pour évacuer les eaux qui descendent de la rue du Pas-Périlleux, » 1663. Adjudication du rétablissement des quais, cales et parapets de la rivière d'Erdre depuis les ponts de la Casserie jusqu'au rateau d'Erdre, pour 280<sup>l</sup>, septembre 1727. Acquisition par la ville de l'emplacement de maisons situées sur le bord de la rivière d'Erdre entre la cale au devant du Pas-Périlleux, et la cale au devant du porche vis-à-vis la rue de la Casserie, 1742-1743; arrêt du Conseil du Roi en faveur du propriétaire contre la ville. Devis et adjudication pour la construction d'un quai et d'une double cale vis-à-vis les rues de la Barrillerie et du Pas-Périlleux, 1751. Devis pour la construction d'un quai, « depuis la nouvelle chaussée à vis la Messagerie jusqu'aux maisons du sieur Gallonnier, » 1755. Correspondance entre le maire et l'intendant; états de réparations; demandes d'alignements.

DD. 202. (Liasse.) — 10 pièces papier.

**1723-1763.** — Quai Magellan (1). Devis et adjudication des ouvrages de maçonnerie et pierres de taille à faire pour le rétablissement du quai du Port-Fortuneau « à l'amont du pont de la Madeleine au bout de la prairie du même nom, » 1734. Vente le 17 septembre 1746, d'un « journal et demy de terrain, sous préc, dans la prée de la Madeleine près le Fortuneau » faite à la ville de Nantes, au prix de 1500<sup>l</sup>, « pour établir sur ledit terrain un parc au fumier pour les répurgations des rues et utilité publique. » Quai de la Maison-Rouge (2). Lettre

- (1) Quai des Fumiers. Port-Fortuneau.  
(2) Quai Montcalm 1818.

du maire à l'intendant pour le prier d'autoriser la délibération du 1<sup>er</sup> septembre 1723, afin de pouvoir procéder « au bail des réparations nécessaires à la calle du quay de la Maison-Rouge et à la continuation du parapet dudit quay pour en éviter la ruine. » Quai d'Orléans (1). Demande de faire tirer de la pierre « dans un terrain vague situé entre la rivière d'Erdre et le pont de Sauvetout; permission accordée mais avec défense de faire jouer la mine. Autorisation de faire jouer la mine 1745. Demande d'alignement 1763.

DD. 203. (Liasse.) — 5 pièces papier.

**1776-1788.** — Quai de la Piperie. Demandes d'alignements par des propriétaires qui veulent construire sur des terrains situés « à la Piperie, paroisse de Saint-Martin de Chantenay. »

DD. 204. (Liasse.) — 2 pièces parchemin; 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 63 pièces papier.

**1554-1785.** — Quai du Port-Maillard (2.) Quit-tance par Roger Vatier, d'une somme de « quatre escuz sol, pour le desin, devis et portroict du cail ordonné et advisé estre construit au Port-Briand-Maillard, » 4 aout 1554. Lettres patentes du mois de février 1644, signées : Louis; « Les maire et échevins de notre ville de Nantes, nous ont fait remontrer que depuis quelques années, il a esté faict et eslevé un quay le long des murailles de notre dite ville sur le bord de la rivière de Loire, pour la commodité du port appelé le Port-Briand-Maillard, auquel se deschargent plusieurs marchandises, comme vins, bois, chau, tuffeaux et autres matériaux, propres à faire édifices. Lequel port est séparé en deux quaiz par un boulevard qui est au devant de la porte de notre dite ville, qui retient le nom dudit port, en l'un desquelz, qui est au dessoubz de ladite porte, on a cy devant faict dresser un engin dont on s'est servy longues années pour monter les grands bateaux par la grande voye du pont qui est proche les tours de la Poissonnerie de ladite ville, dans lesquelles on a, à cause de ce, estably les bureaux de la recepte de nos debvoirs

(1) Du Peuple et Lamartine en 1818.

(2) La partie la plus à l'Ouest fut nommé quai Lorigo en 1678, en souvenir de M. Lorigo, maire 1666-1668; quai Mellier, 1722, comme hommage à Mellier, maire 1720-1729; quai Liberté; quai Belidor 1806; le tout quai des Jacobins 1818; aujourd'hui quai du Port-Maillard.



sur les marchandises qui se voient par ladite rivière. Mais depuis quelque temps, cet engin ou machine est demeuré inutile, le lieu où elle estoit posée n'ayant pas été accessible, à cause que ledit port a été occupé des fumiers, boues et autres immondices de notre ville; et que par succession de temps, il a été tellement creusé en toute sa largeur, mesmes joignant les murailles d'icelles, qu'il est à présent tout rempli d'eau dont la rapidité ruine les fondementz desdites murailles, pourist et emporte les pillotis, en sorte que pour en éviter la ruine il est nécessaire d'y pourvoir promptement, et de faire réparer et rebastir les quai dudit port, iceux conduisant et continuant au dessoubz de ladite porte le long des murailles de nostredite ville jusques audit pont de la Poissonnerie, tant pour la seureté et commodité de la navigation et conservation desdites murailles que pour la descharge desdites marchandises; l'autre partie dudit Port-Maillard que les exposans entretiennent à leurs fraiz, n'estant pas suffisante pour contenir et recevoir toutes les marchandises qui s'y deschargent; en quoy le public et les particuliers souffrent perte et incommodité. Lesquelles réparacions et bastimens ils ne peuvent faire ny entreprendre n'ayans aucuns deniers entre mains..... » Procès-verbal de l'état de dégradation du Port-Maillard, 1643. Démolition d'une loge sur le Port-Maillard, indemnité accordée, 1647. Procès-verbal « de l'indigence où sont partye des quai et eschalles du Port-Maillard, appelé Lorigo; » adjudication des travaux, 1678. Adjudication pour « nettoyer l'endroit qui est à vis le Port-Lorigo, situé proche et joignant le Port-Maillard et icelluy mettre en estat, en sorte que les batteaux soient à flot pendant les hautes et basses marées dans toute l'étendue d'icelluy et le suivant, » 8 janvier 1688. Devis et adjudication « d'un quay proposé à faire à l'endroit de l'ancien Port-Lorigo » 1720. Lettre de M. de Brou à M. Mellier, maire; Rennes, 28 avril 1722: « C'est pour vous informer que le 26 de ce mois, j'ai envoyé à M. le Garde des sceaux le placet que M. le Chancelier m'avoit renvoyé touchant la demande que vous faites de faire porter votre nom au quai Lorigo; et, j'ai marqué à M. le Garde des sceaux que je ne vois point d'inconvénient à vous accorder votre demande.... » Adjudication du rétablissement des cales du Port-Mellier, mai 1731. Procès-verbaux, réparations, achats de

terrains, projet de quai le long des murs du château, correspondance avec l'intendant. Copie d'une lettre du maréchal de Ségur, ministre de la guerre, au sujet de la construction d'un quai devant le château: « Sur le compte que j'en ai rendu au Roi, S. M. a bien voulu approuver l'alignement que les magistrats de Nantes proposent aujourd'hui de donner au nouveau quai vis-à-vis du château; et elle ordonne que le plantage des pilotis y soit conformé sous l'inspection des officiers du corps royal du Génie, » Versailles, 25 mars 1785.

DD. 205. (Liasse.) — 15 pièces et 3 plans papier.

**1781-1789.** — Quai Saint-Louis. « Ecuyer N.-L.-M. Carré de Lusancay est propriétaire de la maison de la Hautière, paroisse de Chantenay; de cette maison dépend le coteau de Misery, situé entre ladite maison et la rivière de Loire. Par un contrat fait entre ses auteurs et la communauté de ville de Nantes, celle-ci est autorisée à tirer de ce coteau la pierre dont elle a besoin pour les pavés de la ville, moyennant une rente de 36<sup>l</sup> par an. Mais, par cet acte, les auteurs n'ont point aliéné la propriété du sol du coteau ni la faculté d'en disposer. La quantité considérable de pierre tirée jusqu'à ce jour a produit un aplanissement qui permet de tirer quelque usage du terrain. Des constructeurs de navires avoient obtenu de l'Amirauté de cette ville la permission d'y établir des chantiers de construction, et le sieur de Luzancay leur avoit passé ferme des terrains lui appartenant, en leur imposant l'obligation de souffrir tirer et sortir la pierre destinée aux pavés de la ville. Par une notification, lui faite au mois de juillet dernier, il a appris que la communauté de ville a disposé, à titre de vente, au profit du sieur Plumard de Rieux, d'une portion dudit coteau de Misery, celle même employée dans les chantiers de construction, comme faisant partie des atterrissements occasionnés par les travaux faits dans la rivière de Loire. Il est constant que le coteau de Misery ne doit point son existence aux travaux exécutés dans la rivière de Loire; il est également constant que le terrain sur lequel le chantier de construction a été établi n'a jamais fait partie du lit de la rivière, et que c'est le sol du coteau dont la pierre a été détachée et enlevée. Dans cette circonstance, le sieur de Luzancay a été conseillé de dénoncer,

tant à la communauté de ville qu'au sieur Plumard de Rieux, son opposition à toute entreprise contraire à ses intérêts... » Notification en date du 22 août 1781. Délibérations du 21 août 1784, relative aux quais à construire le long du coteau de Misery; du 11 novembre 1786, relative au quai vis à vis de la maison Levesque. Demandes d'alignements; requêtes, lettres de l'intendant.

DD. 206. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 9 pièces papier.

**1782-1792.** — Quai des Tanneurs. Demandes d'alignements; « canal des tanneries, » 1782. Requête des « marchands, maîtres tanneurs, à Nantes, propriétaires des tanneries et blanchisseries sur le bord septentrional de la rivière d'Erdre, au quartier du Bourgneuf paroisse de Saint-Similien » contre l'établissement du nouveau quai. Ils invoquent leurs droits « d'usage et d'accès libre aux eaux de la rivière, chacun vis-à-vis de son terrain, et produisent entre autres trois états de contraintes qui furent décernés en 1734 contre les auteurs des suppliants. On y voit en toutes lettres l'expression : « des maisons ayant le pied dans l'eau, des tanneries et leurs issues au quartier du Bourgneuf ayant le pied dans l'eau;... » 1789. Alignement d'un terrain, régnant le long du nouveau quai de la rivière d'Erdre près l'abreuvoir, 1792.

#### Quartiers nouveaux.

DD. 207. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 31 pièces papier, dont 8 imprimés; 3 cachets.

**1723-1724.** — De Chezine ou d'Estrées. Projet de construction de quais et cales à Chezine. Lettre de M. de Brou, intendant à M. Mellier maire, copie : « J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous avez pris la peine de m'écrire le 24 de ce mois (octobre 1723), au sujet de la construction du quai de Chezine à commencer au bas de celui de la Fosse. Je crois comme vous que cet ouvrage peut être avantageux au public et à la ville; mais, avant de proposer au Conseil de rendre l'arrêt dont vous me parlez, je croirois qu'il conviendrait que la communauté fût l'acquisition des prairies marquées dans le plan, sur l'emplacement desquelles on pourra dans la suite élever des maisons. Car il est constant que sitôt que les particuliers à qui appartiennent ces prairies, seront instruits du dessein que l'on aura de faire

ce quai, ils voudront ou ne point se défaire de leur bien, ou le vendre un prix excessif. J'estimerois donc qu'avant toutes choses, il seroit à propos que vous fissiez sonder par quelqu'un les propriétaires de ces prairies pour les engager à les vendre, sur un pied mesme plus fort qu'elles ne valent à présent, eu esgard au produit qu'elles rapportent, mais qui se trouveroit bien au-dessous de la valeur si l'on faisoit le quai. Lorsque vous aurez scéu le prix que ces particuliers voudront vendre leurs prairies, vous pouvez ensuite proposer à la communauté de les acquérir, dans la veue qu'un jour à venir cela pourroit lui estre utile, lorsqu'on fera un quai, pour aller à ces iles, sans dire que vous avez un plan et un projet tout prest... » M. Mellier à M. de Brou, 7 novembre 1723. « En conséquence de la lettre dont vous m'avez honoré, j'ai fait sonder secrètement, par une personne de confiance, les propriétaires de l'emplacement où l'on se propose de bastir le quai de Chezine. Voici la réponse. Cet emplacement appartient, pour la plus considérable partie, à M. de la Chapelle-Coquerie. Il en retire 290<sup>l</sup> par an de revenu. Il l'avoit acquis en partie par afféagements de feu M. de Beauvau, évêque de Nantes, afin d'empescher qu'estant afféagé par d'autres que par ledit sieur de la Chapelle, ils ne se portassent à y bastir et à nuire par ce moyen à des veues de la maison seigneuriale de Launay-Coquerie (alors sur le lieu même de la place de Launay actuelle), située sur le coteau qui couvre les emplacements du costé du Nord. M. de la Chapelle a donné sa parole d'afféager tous les emplacements en ce qui le concerne, moyennant 1,000<sup>l</sup> de rente, avec permission soit de laisser en plein, ou d'y élever tel édifice que bon semblera à l'afféagiste. Je trouve cette proposition raisonnable, bien que M. de la Chapelle y profitera de 710<sup>l</sup> de revenu d'augmentation, il perd une partie de ses veues. Je crois que l'état de ses affaires en est cause... » Le premier projet, dressé par M. Delafond, se résume ainsi : total pour la construction des quais, y compris 10,000<sup>l</sup> pour l'achat des prairies, 136,000<sup>l</sup>; produit de la vente des terrains 509,000<sup>l</sup>; bénéfice au profit de la ville, 373,000<sup>l</sup>. « Arrêt du Conseil d'Estat du Roy concernant la construction des quais de Chezine, et des maisons, et des magasins qui seront établis sur ledit terrain pour l'utilité du public, de la

navigation, du commerce et de la ville de Nantes. S. M. étant informée par le sieur Feydeau de Brou, conseiller d'État, intendant en Bretagne, que la construction desdits quays sera très utile au public, au commerce, à la navigation et à l'embellissement de la ville de Nantes, et que pour parvenir à ladite construction il convient de faire procéder à l'estimation de la véritable valeur du terrain en entier, pour faire rembourser et indemniser les propriétaires et afféagistes, par la ville et communauté de Nantes, soit en argent effectif, soit en rentes perpétuelles et hypothécaires, selon ce qui sera réglé, après l'estimation du terrain, avec faculté à ladite ville et communauté d'y faire construire des quays, des maisons et magasins, ou d'en disposer à cette fin en faveur du public, afin qu'il ne soit pas privé plus longtemps du secours et des avantages qu'il doit retirer de cette construction de quays, et de celle des maisons et magasins qui seront établis sur ce terrain dont la situation est la plus favorable pour le commerce, attendu que les eaux de la Loire qui passent sous le pont de la Magdelaine, et entre les prairies au Duc et de l'Hôpital, ont leurs cours vers cet endroit... S. M. étant en son Conseil a ordonné et ordonne, ... » 7 mars 1724. Lettre du maire à l'intendant, 16 mars 1724 : « J'ai toujours prévu que MM. de la Compagnie des Indes se porteroient d'eux mêmes à entrer dans la dépense de ce qui les concerne pour les quais de Chezine. Il y a longtemps que je les ai invités d'y penser ; mais je sçavois bien aussi que pour les déterminer, il étoit préalable d'obtenir l'arrêt du Conseil que vous avez pris la peine de faire expédier.... 20 mars : Je ne sçauois vous marquer combien cet arrêt est loué et approuvé sur tout ce qu'il contient. Le principal juge-consul est venu m'en assurer de la part du commerce ; et je ne vois de toutes parts, même du côté de M. le premier président de la Chambre, et autres notables personnes, que des applaudissements sur cette entreprise, et des sentiments de reconnaissance qui vous sont dus... » Correspondance avec divers personnages.

DD. 208. (Liasse.) — 1 cahier de 20 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 2 de 4, 48 pièces papier.

1724-1725. — De Chezine ou d'Estrées. Procès-verbal des dires et raisons des parties intéres-

sées et propriétaires des terrains visés par l'arrêt du Conseil du 7 mars 1724. Estimation par experts des terrains de Chezine. Mémoire des maire et échevins en sollicitation d'un arrêt du Conseil, concernant le mode de remboursement des terrains de Chezine et les prescriptions à imposer pour la construction des maisons. Mémoire de M. Delafond ; états estimatifs de la dépense ; correspondance.

DD. 209. (Liasse.) — 1 cahier de 36 f<sup>os</sup> et 1 pièce parchemin ; 12 exemplaires de l'arrêt imprimés.

1725. — De Chezine ou d'Estrées. Arrêt du Conseil du 29 mai 1725, réglant le mode de remboursement des terrains de M. de la Chapelle-Coquerie, ordonnant l'adjudication des travaux, et enjoignant au sieur Ryan de construire trois maisons suivant les plans de M. Delafond.

DD. 210. (Liasse.) — 37 pièces papier, dont 22 imprimés ; 2 cachets.

1725. — Correspondance pour l'exécution de l'arrêt précédent. Lettre du maire à M. de Brou, « Nantes, 14 juin 1725..... Je fais imprimer l'arrêt ; j'aurai l'honneur de vous l'envoyer pour y mettre d'abord votre attache pure et simple, ne pouvant estre ni publié ni signifié sans cette opération. Il n'y a point d'huissier qui ose l'entreprendre, n'y ayant que les huissiers du Conseil qui puissent signifier pareils arrêts sans commission scellée. Les autres seroient sujets à estre condamnés en cent escuz d'amende, si votre attache n'étoit mise sur l'arrêt avant la signification d'iceluy. Ordonnance fixant au 9 août 1725 à l'Hôtel de Ville l'adjudication des travaux des quais et cales de Chezine.

DD. 211. (Liasse.) — 1 cahier de 14 f<sup>os</sup>, 1 de 12, 1 de 8, 2 de 6, 9 pièces papier ; 1 cachet.

1725. — De Chezine ou d'Estrées. « Devis et conditions que l'entrepreneur des quais et calles de Chezine sera obligé de suivre et d'exécuter sous les ordres de M. Delafond, ingénieur du Roy en chef à Nantes, » 11 août 1725. Adjudication de la construction des quais cales et aqueduc sur les emplacements des quais de Chezine, à Pierre Bontoux, le 11 août 1725, aux prix suivants : « chaque pilotis tout planté et rasé, ou récépé de niveau, de neuf pieds réduits, à 5' 18". Chaque toise cube de

maçonnerie revêtue de pierre de taille, à 110<sup>l</sup>. Chaque toise cube de maçonnerie de pierre froide essemillée dans le parement avec des chaînes de pierre de taille, cordon et tablettes compris, à 55<sup>l</sup> 10<sup>s</sup>. Chaque toise cube de maçonnerie de moellon de pierre froide, pour les contreforts et parties de quais derrière les cales, à 50<sup>l</sup>. Chaque toise carrée de pavé mis en mortier, à 10<sup>l</sup> 14<sup>s</sup>. Chaque solive de bois de chêne mis en œuvre, à 6<sup>l</sup> 2<sup>s</sup>. Chaque quintal de fer, poids de marc, mis en œuvre, à 27<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>. Chaque quintal de plomb mis en œuvre, à 32<sup>l</sup> 4<sup>s</sup>. Chaque livre de clous, à 5<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>... » Correspondance. Mémoire des frais, vacations et avances dues pour l'adjudication; le total s'élève à 349<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>, qui furent payés par l'adjudicataire.

DD. 212. (Liasse.) — 4 pièces et 8 plans papier.

**1724-1726.** — De Chezine ou d'Estrées. Exemple d'un arrêt du Conseil du 29 mai 1725, auquel sont annexés deux plans; 1<sup>o</sup> « Dessin qui sera suivi pour les façades des maisons et magasins qu'on construira sur les emplacements de Chezine à Nantes, relativement à l'arrêt du Conseil et au plan cy joint » gravé, avec les armes de MM. de Brou et Mellier. 2<sup>o</sup> « Plan des emplacements pour les maisons et magasins, quais et calles de Chezine à Nantes, suivant le projet de M. Delafond, ingénieur du Roy en chef dans ladite ville, confirmé par l'arrêt du Conseil cy joint; mis en exécution par les ordres de M. Feydeau de Brou, conseiller d'État, intendant en Bretagne, et par les soins de M. Mellier, général des finances, chevalier de l'ordre de Saint-Lazare, maire et colonel de la milice Bourgeoise de Nantes, 1725. Profil du revêtement des quais. » Lettre du maire à M. de Brou, « Nantes 31 décembre 1725. M. J'ay eu l'honneur de vous envoyer l'arrêt du Conseil rendu le 29 mai dernier concernant la construction des quais, calles, aqueduc, maisons et magasins sur les emplacements du terrain de Chezine. Depuis M. Delafond a jugé nécessaire de faire insérer dans l'imprimé dudit arrêt, que j'ay l'honneur de vous envoyer, le plan qu'il a fait graver des emplacements, profil du revêtement des quais et desseins desdites maisons. C'est le sieur Portail, en cette ville, auquel M. Delafond a fait graver les deux desseins sous ses yeux. Nous n'avons ici aucun graveur capable de tracer ces sortes d'ouvrages d'architecture; et ces

desseins couteront beaucoup moins que s'ils avoient été gravés à Paris... Dans la lettre du 14 février 1726, le maire demande à M. de Brou une somme de 200<sup>l</sup> pour le sieur Portail. Un nota du 19 octobre 1724 mentionne, « que j'ai envoyé à M. de Brou, la carte d'arpentage du terrain de Chezine; la carte des plans de constructions....; la carte de la rivière de Loire et des quais de Chezine, desquelles trois cartes j'ai retenu les copies dans ce présent cahier... » Les copies de la carte d'arpentage et de la rivière de Loire n'existent plus (1).

DD. 213. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 64 pièces papier, dont 20 imprimés; 7 cachets.

**1726-1727.** — De Chezine ou d'Estrées. Adjudications des emplacements de Chezine; bannies, avis pour l'adjudication, mémoires, états estimatifs des ouvrages; correspondance, lettre signée: « Le maréchal duc d'Estrées » à M. Mellier, « Paris, 26 avril 1726,... Je vous suis obligé de l'idée qui vous est venue pour donner mon nom à ce quartier de la ville, je l'approuve fort; mais je crois qu'il convient mieux de l'appeler le Port-d'Estrées, qu'autrement. A l'égard de mes armes, il me paroist qu'il sera aussy plus convenable de les mettre à la façade de la principale maison qui regardera le port, que d'ériger une pyramide pour les y mettre. Je vous remercie de l'attention que vous me marquez à cet égard, je vous prie d'être persuadé de l'amitié et de la passion avec lesquelles je suis, Monsieur, plus qu'homme du monde, très parfaitement à vous. » Adjudication de la jouissance de divers emplacements de Chezine, en attendant les constructions qui doivent s'y élever.

DD. 214. (Liasse.) — 2 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 31 pièces 1 plan papier; 2 cachets.

**1727-1728.** — De Chezine ou d'Estrées. Projet de construction d'un hôtel et de magasins pour la Compagnie des Indes, sur trois des emplacements de Chezine. Lettre du maire au maréchal d'Estrées; Nantes 16 aout 1727, « J'ai l'honneur de vous écrire pour vous informer que le vaisseau la *Danaé* appar-

(1) Voir à la Série II, Plans, l'original du plan de M. Delafond, et un fort beau plan d'élévation des façades. Un plan des chantiers de Chezine, sans date mais postérieur à 1737, porte: « Il devrait se trouver un autre plan dressé en 1724 ou 1725, par M. Delafond, ingénieur, servant de règle à l'arrêt de 1725. »

tenant à la Compagnie des Indes, est arrivé heureusement au port de Lorient, avec une charge considérable de marchandises, dont la plus grande partie a déjà été voiturée aux magasins de la Compagnie à Chezine. Les effets de ce navire qui doivent être incessamment vendus, avec ceux des autres cy-devant arrivés, produiront à ladite Compagnie des sommes plus fortes qu'elle n'en a jamais eu dans aucune de ses ventes précédentes. Dans cette situation permettez moi, Monseigneur, de vous observer derechef qu'on ne trouvera peut-être point une occasion plus favorable pour l'exécution du projet de construction d'un hôtel pour ladite Compagnie sur le port d'Estrées.... » Du même, au même, Nantes, le 7 septembre 1727. « J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 2 de ce mois, le public vous sera très redevable de l'attention que vous voulez bien donner à proposer la construction des magasins pour la Compagnie des Indes.... » Du même au même, 18 septembre 1727. « M. d'Hardencourt a reçu la lettre dont vous l'avez honoré concernant vos commissions... Je ne puis vous faire qu'il m'est venu voir expressément pour me témoigner son inquiétude de la situation où il se trouve d'avoir sous sa direction et sous ses yeux pour plus de douze millions de marchandises qui seroient consommées en moins de trois heures de temps, quelque secours qu'on y put apporter, si le feu venoit à se prendre dans les cuisines ou dans les appartements des directeurs et de leurs commis, qui ne sont que de vrais appentifs, séparés par de légères cloisons de bois; tout est contigu et n'est dans le fond qu'un paquet d'allumettes. Il m'a bien assuré, M<sup>sr</sup>, qu'en conformité de vos avis, il avoit écrit en termes très forts à la Compagnie, sur les inconvénients auxquels elle sera toujours exposée, si elle ne donne les mains promptement à l'expédition de l'arrêt du Conseil que vous avez proposé pour lui procurer trois emplacements le long du port d'Estrées, afin que ladite Compagnie fasse de sa part toutes les représentations convenables à M. le contrôleur général... » Mémoire du sieur Delafond, « touchant les raisons pour lesquelles on propose la construction d'un hôtel et magasins pour la Compagnie des Indes, sur la rivière de Loire à Nantes, » 1727. Bordereau des conditions principales de la vente à faire en exécution de l'arrêt du Conseil du 29 mai 1725,

des emplacements de Chezine, ou port d'Estrées à Nantes. Correspondance avec le maréchal d'Estrées, les directeurs de la Compagnie des Indes, et autres personnages.

DD. 215. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 5 de 4, et 44 pièces papier.

**1726-1729.** — De Chezine ou d'Estrées. Travaux du port d'Estrées, pose de la première pierre. Lettre du maire à M. de Brou; Nantes 30 juillet 1726. « J'allai hier visiter les ouvrages de Chezine; on les a cessés jusqu'à vendredi prochain à cause des grandes marées qui ne permettent pas qu'on y puisse travailler. Il m'a paru que le sieur Ryan, auquel l'arrêt du Conseil a délaissé son terrain continue à se mettre en état de bâtir sa portion, cela produit un très bon effect. Pour ce qui est de l'Isle Feydeau, on ne peut s'empêcher de louer les actionnaires qui font tous leurs efforts pour accélérer. Ils avoient samedi dernier 388 ouvriers et onze machines à battre des pieux... » Procès-verbal de pose de la première pierre aux quais et cales de Chezine, 21 aout 1726. « Environ les sept heures du matin Messire Gérard Mellier, conseiller du Roi..., (accompagné de l'administration nantaise) se sont embarqués avec plusieurs archers de ville, le trompette ordinaire sonnait la marche ordinaire, ayant dans le bateau principal le drapeau de la compagnie colonelle de la Milice Bourgeoise, et se sont transportés proche le lieu où l'on construit les quais et calles de Chezine... Auquel lieu ayant trouvé le sieur Delafond, Pierre Bontoux et le sieur Portail veillant sur lesdits ouvrages, et un nombre d'ouvriers tant sur les échafauts qu'autour des engins et fossés de fondation desdits quais et calles, quantité de gens de tous états. Tous Messieurs sont descendus dans le fossé au lieu choisy pour poser la première pierre de fondation, laquelle y étoit préparée; et la communauté désirant laisser à la postérité un monument de sa reconnaissance envers Monseigneur le Maréchal Duc d'Estrées, Gouverneur de cette ville et château, et lieutenant général pour S. M. dans le comté de Nantes, ayant arrêté que lesdits quais et calles de construction qui forment un port seroient appelés à l'avenir le Port-d'Estrées; elle a fait encastrier dans ladite première pierre, ou paneressse de grison, une lame de bronze sur laquelle est gravée l'inscription dont la teneur

suît : L'AN MDCCXXVI AU MOIS D'AOÛT, FUT FONDÉ LE QUAY DU PORT D'ESTRÉES, ET CETTE PREMIÈRE PIERRE FUT POSÉE AU NOM DE MONSIEUR LE MARÉCHAL DUC D'ESTRÉES, GOUVERNEUR, PAR M<sup>re</sup> GERARD MELLIER, MAIRE DE CETTE VILLE, ET PAR M<sup>r</sup> LORY, SOUMAIRE, ET M<sup>re</sup> SOUCHAY, PONDVY, BRETINEAU, CHARRON, DE TROISVILLE, ÉCHEVINS, ET DE LA BLANCHE COTTINEAU, PROCUREUR-SINDIC. De laquelle inscription lecture ayant été faite à haute et intelligible voix par la trompette ordinaire, après avoir sonné l'appel et fanfares, Messieurs de la communauté ont répété à haute voix : Port-d'Estrées ! A quoy a été répondu par les assistants, en nombre considérable, par des acclamations et par toutes les marques de démonstration de joye convenable à cet égard. Ce fait, Mondit sieur Mellier, maire, ayant reçu, des mains dudit Bontoux, une truelle chargée de mortier, dont le manche étoit décoré des livrées de la ville, a posé ledit mortier pour servir d'assise à ladite première pierre, ce qui a été pratiqué successivement par messieurs les soumaire, echevins et procureur-sindic, lesquels ont mis dans ledit mortier plusieurs jetons de bronze, frappés au coin des armes de la ville et de celles de mondit sieur le maire. Après quoy, ladite première pierre ayant été assise, ledit Bontoux a présenté à mondit sieur Mellier, maire, un marteau, garni des livrées de la ville, avec lequel mondit sieur maire et tous messieurs de la communauté ont frappé successivement plusieurs coups sur ladite pierre ; et ont distribué plusieurs pièces de monnoye courante aux ouvriers employés à ladite construction, au bruit des fanfares du trompette et des acclamations desdits ouvriers et autres assistants. Ensuite tous mesdits sieurs de la communauté, avec lesdits sieurs Delafond et Portail, se sont rendus dans la maison du sieur Witvort, négociant au bas de l'Hermitage, où tous Messieurs ont fait apprester un repas et pris leur refection qui a été suivie de simphonie de basses et dessus de violle, et ensuite d'un bal avec violons et simphonie. Et la nuit étant survenue, ils se sont retirés avec joye et satisfaction... » Lettre du maire à M. de Brou, 26 aout 1726, « Je viens de visiter les ouvrages de construction des ponts de Pirmil, ils avancent plus que nos fonds. Cela n'empêche pas Laillaud de faire travailler, il espère que dans la fin du mois de septembre prochain les deux grandes arches de pierre seront finies... J'ai vu pareillement travailler aux

ouvrages de l'Isle et du pont Feydeau, où l'on avance autant qu'il est possible pour profiter des basses eaux. C'est par la même raison que l'entrepreneur des quaiz et calles de Chezine, maintenant apellés le Port-d'Estrées, fait ses fondations en diligence. On y a même travaillé cette dernière feste, après la messe, et la permission que M. l'Evesque de Nantes m'en avoit accordée. Il y a plus de six cents ouvriers employés dans toutes ces constructions malgré la rareté des espèces... » Demandes de paiemens par M. Delafond. Ordonnance rendue par M. de Brou contre M. Ryan ; discussion de ce dernier avec M. Delafond, au sujet des constructions qu'il fait exécuter. Rétablissement d'un petit pont de bois vis-à-vis des magasins de la Compagnie des Indes. État de la dépense faite pour construire la chaussée de Chezine depuis 1723 jnsqu'en 1728. Correspondance.

DD. 216. (Liasse.) — 1 cahier de 4 fos et 91 pièces papier, dont 1 plan et 20 imprimés ; 7 cachets.

1723-1730. — Réparations de la chaussée de Chézine aux frais de la Compagnie des Indes. Ordonnance de M. Feydeau de Brou, intendant, 19 juillet 1723. « Vu la lettre à nous écrite par M. Fagon, intendant des finances, le 29 janvier de la présente année, touchant le mauvais état de la chaussée qui conduit depuis l'extrémité de l'un des faubourgs de la ville de Nantes, jusques aux magasins de la Compagnie des Indes, à Chezine, et sur la nécessité pressante de faire réparer ladite chaussée, pour laquelle dépense il a été perçu de ceux qui se sont rendus adjudicataires en dernier lieu des marchandises de ladite Compagnie, 10<sup>s</sup> par lot, dont la recette monte à 993<sup>l</sup>, laquelle somme doit être payée sur nos ordonnances à celui qui sera chargé du rétablissement de ladite chaussée... » La « longueur de la chaussée du chemin qui passe derrière la Compagnie des Indes, étoit de 133 toises 1 pied. » Adjudication faite au sieur Taverne des ouvrages pour réparer la chaussée de Chezine, le 5 juin 1730, moyennant la somme de 3,400<sup>l</sup>. Devis estimatifs ; frais divers ; reçus ; bannies pour l'adjudication ; correspondance, au sujet de la perception des 10<sup>s</sup> par lot, dont en définitive la disposition reste à la Compagnie. — Cette réparation n'a pas de rapport avec les travaux des quais du Port-d'Estrées.

DD. 217. (Registre.) — In-f<sup>o</sup>, papier 122 pp.

**1730.** — Mémoire historique concernant les travaux de construction des quais et du Port-d'Estrées.

DD. 218. (Liasse.) — 3 cahiers de 4 f<sup>o</sup>s, 41 pièces papier ; 2 cachets.

**1725-1730.** — De Chezine ou d'Estrées. Réduction des prix de l'adjudication des travaux des quais et cales du Port-d'Estrées, par suite de la diminution du prix des matériaux et des espèces. Correspondance ; devis ; prix anciens et nouveaux ; ordonnances de paiements.

DD. 219. (Liasse.) — 1 cahier de 16 f<sup>o</sup>s, 1 de 8, 3 pièces papier.

**1729-1730.** — De Chezine ou d'Estrées. Contestation entre le sieur Bontoux, adjudicataire des travaux de construction des quais et cales, et les sieurs Portail, architecte, et Leroy ses associés. Le sieur Bontoux, par suite du décès du sieur Moulinau, avait traité avec le sieur Leroy, tuteur de ses enfants, pour avoir les deux tiers de l'entreprise, au préjudice du sieur Portail.

DD. 220. (Liasse.) — 31 pièces papier, dont 23 imprimés.

**1730.** — De Chezine ou d'Estrées. Ordonnance de l'intendant, du 3 juin 1730, prescrivant que « tous les délivres ou décombres des maisons qui seront bâties à neuf ou réparées dans les lieux de la Fosse et de Chezine seront portés au quai du Port-d'Estrées et non ailleurs, pour aider à remplir le dit quai... » Autre ordonnance du même, 22 novembre 1730 portant « défenses à tous capitaines de vaisseaux, maîtres de barques, chalans, gabarres, chaloupes et autres bâtiments de s'amarrer aux organeaux nouvellement placés au quai du Port-d'Estrées..., d'acrocher leurs gaffes aux maçonneries nouvellement faites... »

DD. 221. (Liasse.) — 1 cahier parchemin 8 f<sup>o</sup>s ; 2 cahiers 4 f<sup>o</sup>s, 76 pièces papier, dont 48 imprimés.

**1728-1731.** — De Chezine ou d'Estrées. Usurpation de terrain sur le chemin de Launay, par les directeurs de l'Hôpital du Sanitat. Procès-verbaux ; mai 1728, par lequel les délégués ont « remarqué que lesdits directeurs ont aplany le chemin, qui,

anciennement, étoit, comme il a été reconnu et mesuré en nos présences, savoir du costé de la rivière de douze pieds de large jusqu'au bord de la cuve du fossé, et de l'autre bout du costé de Launay à l'extrémité du bastiment neuf, de neuf pieds de large seulement ; du 11 juin 1728, d'alignement ; « Arrest du Conseil d'État du Roi, qui permet aux administrateurs de l'Hôpital général, dit Sanitat de la ville de Nantes, de prendre l'alignement du chemin de Launay, en sorte que les maisons nouvelles qui y seront construites répondent au point de concours, tant de l'alignement de la Fosse, que de celui de Launay ; le tout avec les prescriptions produites par ledit arrêt, » 19 septembre 1730. Les administrateurs ayant « considéré qu'au moien des quais et du port que l'on construit actuellement dans le quartier d'Estrées, des édifices qu'on se propose d'y élever, et des mesures que viennent de prendre les propriétaires des maisons voisines pour les réédifier sur l'alignement de ce nouveau port, ce quartier d'Estrées seroit le plus bel ornement d'une ville considérable, si du côté de l'Hôpital Général ces emplacements ne restoient pas toujours bornés par un chemin désert, étroit et tortueux, des deux côtez duquel, attendu ces defectuositez, l'on ne pourroit à l'avenir faire que des murs de cloture de jardin, qui rendroient ce chemin dangereux, tant pour ceux qui y occuperoient les maisons que le Sanitat y a fait construire depuis trois ans, que pour ceux qui fréquenteroient l'avenue de Launay, unique promenade de la Fosse... » Correspondance ; extraits des délibérations ; demande d'alignement adressée au Roi par les directeurs du Sanitat (1).

DD. 222. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>o</sup>s, 1 de 8, 1 de 6, 2 de 4, 36 pièces papier ; 5 cachets.

**1730-1731.** — De Chezine ou d'Estrées. Devis et adjudication des ouvrages qui restent à faire au quai d'Estrées, le 12 février 1731. Estimation pour l'achèvement des quais et cales du port d'Estrées, y compris le canal entre les emplacements, 33,098<sup>l</sup>. Estimation pour la construction de deux aqueducs pour le passage de la Chezine sous le quai d'Estrées, 17,946<sup>l</sup>. Correspondance des maire et échevins ; ordonnances de l'intendant.

(1) Voir, au besoin, les plans du n<sup>o</sup> DD. 212.

DD. 223. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 2 de 4, 53 pièces papier ; 7 cachets.

**1722-1748.** — De Chezine ou d'Estrées. Correspondance et contestations entre la ville, le sieur de la Chapelle-Coquerie, les mineurs de Luzançay, la veuve Gabra propriétaires des terrains de Chezine, au sujet des rentes qui leur étaient dues pour la vente des emplacements destinés à bâtir.

DD. 224. (Liasse.) — 3 pièces papier dont 2 plans.

**1741-1781.** — De Chezine ou d'Estrées. Publication de la vente « à titre d'hérédité et propriété incommutable des onze emplacements de maisons situés à Chezine, au derrière des quais d'Estrées, dans la paroisse de Saint-Nicolas de cette ville et de Saint-Martin de Chantenay, près Nantes, contenant trois journaux trois quarts ou environ, bornés d'un bout, du chemin qui conduit de la Fosse à la maison de Launay et autres lieux ; d'autre bout, prés appartenant à la D<sup>lle</sup> V<sup>e</sup> Malachie Ryan, et à ses enfants ou cause ayans, fossez entre deux ; d'un côté, du pré appartenant au sieur de la Chapelle-Coquerie, et terres appartenantes à la veuve Gabra ou cause ayans ; d'autre côté, les quais d'Estrées... » 1744. Plan des Prés l'Évêque. Plan de plusieurs terrains situés aux rives droite et gauche de la Chezine, présenté au Bureau de ville le 14 janvier 1781.

#### Quartier Graslin (1).

DD. 225. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, et 14 pièces parchemin.

**1780-1789.** — Arrêt du Conseil d'État du 24 avril 1781. « Sur la requête présentée au Roi, par les maire, échevins et procureur-syndic de la ville et communauté de Nantes, contenant que la ville de Nantes, placée dans la situation la plus avantageuse pour le commerce qu'accompagne toujours la population, s'est accrue successivement beaucoup plus que ne sembloit le permettre son local borné par

(1) Cette liasse et les six suivantes, relatives au quartier Graslin, ont été achetées chez un brocanteur, en mars 1864, par M. Liennez, précédent archiviste.

Dans son étude intitulée : Graslin et le quartier de Nantes qui porte son nom, publiée en 1860, M. Renoul ne cite aucune des pièces qu'elles contiennent, et qui par conséquent lui étaient inconnues, sauf cependant les brochures et les plans. Le premier arrêt du Conseil, du 24 avril 1781, n'est point non plus cité par lui.

deux rivières et un rocher. Ses limites naturelles ont été franchies, on a bâti sur les grands chemins à des distances assez éloignées de la ville, et même dans une prairie basse, souvent inondée, dont le sol n'a point de solidité, plusieurs jardins de communautés religieuses ont été arrentés en grande partie et couverts de maisons ; il n'est peut-être point cependant de ville en France, où l'on ait autant ménagé le terrain par le besoin qu'on avait de logements et de magasins. Les maisons y sont très élevées, les rues étroites, les places publiques petites ; et, ce qui causera encore plus d'étonnement, c'est que dans tout le quartier du commerce, qui est celui de la richesse, des maisons louées aussi chèrement qu'à Paris, à plusieurs locataires (car le négociant le plus riche n'occupe pas seul une maison), n'ont point de porte cochère, on n'y entre que par des allées que la petitesse des cours, suite de la même économie de terrain, rend très obscures. Cependant, malgré tous les soins pris pour augmenter le nombre des logements et des magasins, le défaut s'en est fait sentir singulièrement dans les dernières années de la paix, de sorte que les loyers y sont montés à des prix qui paraîtraient même excessifs à Paris, et qui n'ont point diminué depuis la guerre. Comme l'on devait s'y attendre, l'extrême besoin que la ville a de s'accroître, surtout dans sa partie industrielle et commerçante ne saurait donc être équivoque, besoin qui ne pourra que se faire sentir plus vivement encore au retour de la paix, que l'endroit où devait naturellement se porter cet accroissement, était le quartier le plus voisin du quai ou port de la Fosse. Mais, comme avant 1766, on ne suivait aucun plan, on n'a ménagé aucune issue charretière dans toute la longueur de ce quai pour la communication des terrains qui sont dans les derrières. Ce ne sont que des ruelles étroites, presque impraticables et même dangereuses, n'ayant que trois, quatre et cinq pieds de large. Cette partie des derrières de la Fosse, qui est aussi longue que le quai, a très peu de profondeur ; elle est bornée par un roc monstrueux qui a arrêté les batisses. Cet obstacle eût été levé facilement dans le principe, on eut pu y pratiquer des pentes douces, et c'étoit la vraie place ou devoit être la ville commerçante, qui eut été bâtie en amphithéâtre sur un fond solide et à la proximité de la rivière.....




Le sieur Graslin a formé le projet de lever tous les obstacles qui s'opposaient à l'accroissement de la ville de Nantes, dans ce quartier... » Autre arrêt du Conseil ordonnant que la sentence de la juridiction des Regaires de la ville de Nantes, du 23 janvier 1779, sera exécutée suivant sa forme et teneur, et en conséquence déclarant roturiers les terrains et emplacements vulgairement appelés de Bouvet, situés à Nantes, et acquis par M. Jean-Joseph-Louis Graslin, les 10 août 1776 et 5 juillet 1777, du sieur Grilleau du Pavillon et de la dame de la Boutinière, sa sœur. Enregistrement de cet arrêt par le Parlement et la Chambre des Comptes de Bretagne, ordonnance des trésoriers de France, généraux des finances de Bretagne. Quittance de 2,950<sup>l</sup> reçues de « MM. les échevins de la ville de Nantes, par les mains et deniers de M. Graslin, pour le droit de marc d'or des lettres de confirmation d'acquisition de trois maisons, et de 1.180<sup>l</sup> pour les 8<sup>s</sup> pour livre dudit droit, » 11 mai 1781. Ventes par M. Graslin, à divers, de terrains de Bouvet, rue Jean-Jacques, rue Crébillon, alors rue Dauphine et rue Bourbon.

DD. 226. (Liasse.) — 1 cahier 16 f<sup>os</sup>, 1 de 13 incomplet, 1 de 8, 1 de 7, 1 de 5, 2 de 4, 9 pièces papier.

**1783-1791.** — Quartier Graslin. Extraits des délibérations de la ville : « de ce qui s'est passé entre les PP. capucins de la Fosse, Messieurs de la communauté et Monsieur Graslin. Brouillons et copies de lettres ou requêtes de ce dernier, mémoires. Un reçu de 6,330<sup>l</sup> signé par Guesdon, à M<sup>me</sup> Graslin, » pour employer au rachat des lods et ventes de la maison de la Prévôté et aux frais du contrat de M. Hervé, Nantes, 27 janvier 1791.

DD. 227. (Liasse.) — 1 cahier de 10 f<sup>os</sup>, 2 de 8, 1 de 6, 1 de 5, 9 de 4, 72 pièces papier; 5 cachets,

**1781-1792.** — Quartier Graslin. Affaire avec les PP. capucins. Inventaire des titres concernant la propriété des terrains appartenant aux capucins. Requête de M. Graslin, « disant qu'il serait très à propos de traiter le plutôt qu'il sera possible avec les PP. capucins, pour l'ouverture de la rue nouvelle qui doit couper un coin de leur verger et un coin de leur bois, » janvier 1783. Traités entre les capucins et la ville, entre ceux-ci et M. Graslin. Lettre des capucins de la Fosse à l'intendant. « ..... Votre Grandeur a bien voulu se donner la peine de déterminer tout à la fois

les retranchements que les supplians devoient souffrir et les indemnités qui leur seroient dues. Ils se flattoient que la communauté de ville de Nantes, se seroit empressée de concourir à la rédaction du traité qui doit faire la loi entre elle et les supplians ; mais, toutes les fois qu'ils ont sollicité MM. les officiers municipaux de Nantes, de conclure ce traité, ils s'en sont toujours excusés et exigé des délais qui ne peuvent être que très préjudiciables aux supplians. En effet, le sieur Graslin, dont le génie fécond enfante sans cesse des projets qu'il a l'art de présenter comme très utiles au public, et qui, d'après ses propres principes, ne sont que des affaires de calcul, prétend aujourd'hui dépouiller les supplians de toutes leurs propriétés. Il vient de faire imprimer et distribuer un libelle, auquel il a attaché un plan, par lequel il dispose de la maison et des jardins des supplians sans leur laisser un pouce de terrain. Les capucins de la Fosse doivent abandonner leur maison et dépendances au sieur Graslin et compagnie, parce que le bien public l'exige et qu'il ne conviendrait pas à des religieux qui doivent fuir le tourbillon du monde d'y former obstacle ; parce que des capucins faits pour habiter d'humbles toits, doivent s'éloigner du séjour du faste et de la vanité, et qu'il seroit ridicule que leurs modestes maisons se trouvassent en face de l'hôtel fastueux des plaisirs mondains..... » Procès-verbal pour parvenir à régler l'indemnité due aux capucins pour le terrain qui leur a été retranché en vue de parvenir à l'agrandissement de la ville sur le terrain Graslin, janvier 1786. Sur une lettre datée de Dinan, le 2 juin 1786, se trouve le cachet du Provincial ; il est rond, mesure 23 millimètres de diamètre, et sur un champ semé d'hermines, représente un personnage debout, coiffé de la barrette, tenant un écusson mi-parti France et Bretagne, à sa gauche, un capucin agenouillé ; légende :  SIGILLUM PROV. FF. M. CAPUC. PROV. BRITAN. Délibération du 17 février 1787, contenant un traité passé entre la communauté et les capucins de la Fosse, pour l'agrandissement et l'embellissement de la ville. Procédure entre les capucins, la ville et M. Graslin. Correspondance, extraits des délibérations, requêtes, observations, notes.

DD. 228. (Liasse.) — 1 cahier de 23 pages, 1 de 10 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 3 de 4, et 23 pièces papier.

**1778-1793.** — Quartier Graslin. Projets de M. Graslin, moyens d'exécution, extraits des registres des

délibérations, traités, requêtes, modifications aux projets, mémoires, notes. Adhésion de la ville à la demande au Conseil du Roi, formée par M. Graslin, « pour obtenir le changement de la qualité noble des terrains de Bouvet, acquis par lui, en qualité roturière. » Proposition par le même, de combler les doutes, avec les remblais pris dans les terrains de Bouvet. « Messieurs les officiers municipaux, gémissent, sans doute, comme tous les bons citoyens, de la manière dont on a bâti la Fosse dans toute sa longueur, sans laisser de distance en distance des rues traversantes spacieuses et commodés. On ne trouve partout que de petites ruelles obscures, sales et même dangereuses, qui ne font que tourner autour des maisons de la Fosse, sans autres issues. Les seules rues charretières et traversantes, sont celles du Bignon-Létard et de la Verrerie, à une très grande distance l'une de l'autre, et qui, d'ailleurs, sont très-étroites et très peu commodés. » Lettre de M. Graslin, au maire, 15 septembre 1780. P. S. « Permettez-moi de vous observer, Monsieur, que si le nom de la place Graslin, étoit conféré par la communauté de ville, comme un témoignage de la satisfaction qu'elle a de mon zèle et de ma bonne volonté, je ne m'y refuserois sûrement pas; mais que si ce n'est qu'une chose demandée par moi, comme toute autre condition du traité, et accordée de même par elle, je ne peux pas en être bien touché : c'est ce qui m'a fait négliger cet article. » Procès-verbal des toisé et estimation des excavations et déblais auxquels la ville est tenue, y compris ceux à exécuter sur l'emplacement de la salle de spectacle, 1784. Délibération concernant les décorations de la maison du sieur Graslin, 1787. Observations sur le traité proposé à la ville de Nantes, par M. Graslin.

DD. 229. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, et 29 pièces papier.

**1782-1795.** — Quartier Graslin. Comptes des recettes et dépenses, y compris les emprunts et dépenses pour la salle de spectacle. Extraits des délibérations. Bordereau des recettes et dépenses faites par la communauté pour l'exécution du projet de M. Graslin. La dépense monte à 351,333<sup>l</sup> 17<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>; la recette, 308,438<sup>l</sup> 2<sup>s</sup>; partant la ville a dépensé 42,895<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> 7<sup>d</sup>. Recettes et dépenses pour la salle de spectacle; recettes, 122,000<sup>l</sup>; la dépense 71,602<sup>l</sup> 9<sup>s</sup>; il reste donc à employer sur les fonds affectés à cette œuvre, 50,397<sup>l</sup> 11<sup>s</sup>. Ce bordereau n'est pas daté, mais il ne peut être

antérieur à 1785. Copie du compte ouvert à la communauté de ville, chez M. Graslin. Certifié véritable, le 10 mars 1791, par sa veuve. Liquidation de cette dernière.

DD. 230. (Liasse.) — 20 pièces papier, dont 11 imprimés.

**1791-1792.** — Quartier Graslin. Revente des terrains des capucins de la Fosse, et dépenses par la municipalité de Nantes. Extrait des délibérations du Conseil général de la commune. Placard : « ceux qui voudront acheter des emplacements sur le terrain du couvent des Grands Capucins, suivant le plan exposé dans la salle de l'Hôtel-de-Ville, sont avertis que la vente s'en fera par partie séparée au plus offrant enchérisseur, le jeudi 1<sup>er</sup> décembre (1791), dans la salle ordinaire de la Police. On invite les connoisseurs, gens de l'art et amateurs, d'examiner ce plan, et de donner leur avis pour la plus grande perfection de l'objet. » Tableau récapitulatif « des reventes par adjudication que la municipalité de Nantes a faite : 1<sup>o</sup> des terrains à bâtir, entourant, à l'est, au nord et au sud la promenade projetée sur ce qui formait ci-devant le monastère des capucins de la Fosse; 2<sup>o</sup> d'un autre terrain à bâtir en forme de trapèze, au nord du premier article, dont il est séparé par une rue projetée, et borné audit côté nord par la rue de Penthievre; 3<sup>o</sup> d'un autre terrain à bâtir, de forme triangulaire, séparé du second article par la rue de Penthievre, borné au nord par la ruelle de la Corderie. Plusieurs parties de ces terrains avaient été cédées à la commune par les capucins, suivant traité en forme de délibération du..... à différentes conditions, entre autres que sur le prix de la revente qu'elle en ferait, il leur seroit compté une somme de 12,000<sup>l</sup>, et que ladite commune leur serviroit, au denier vingt, la rente de la moitié du surplus, laquelle moitié lui resteroit ainsi que l'autre, cette dernière en propriété. La nation étant devenue aux droits de ces religieux, c'est à elle que doivent être comptées les 12,000<sup>l</sup>, ainsi que les intérêts de la moitié du surplus; et voila pourquoi un commissaire du Directoire de district a assisté à celles des adjudications dans lesquelles il s'est trouvé quelques portions de cette partie de terrain, afin que le produit en put être constaté avec lui. Une autre partie dépend des objets que les religieux n'avaient pas compris dans la susdite cession, mais que la municipalité a acquis comme bien national, par adjudication que lui en fit le Directoire de district, le

6 août 1791. Enfin, une dernière partie consiste en quelques portions d'anciennes ruelles supprimées, qui doivent dépendre du patrimoine de la commune, sauf un très-petit morceau de la tenue de la Cagassais, renfermé par une de ces ruelles, au sud de la rue de Penthievre, de la valeur duquel ladite commune fera raison à la succession du feu sieur Graslin. Ces reventes ont été faites au détail, quant aux parties entourant la promenade, d'après le plan des bâtiments à construire, soit par pavillons, soit par quantité de croisées, chacune desquelles y compris ses deux demi-trumeaux, présente sur la promenade une façade de 9 pieds 2 pouces, sauf celle de l'extrémité-occidentale de chaque lisière, qui a 11 pieds 8 pouces.... »

DD. 231. (Liasse.) — 10 brochures, 5 plans papier.

1783-1794. — Quartier Graslin. Mémoires, observations, requêtes, avis, réflexions du sieur Graslin. Pétition de la citoyenne Graslin, pour être déchargée de son obligation solidaire aux dettes de la commune de Nantes. Plan des changements et additions à faire au quartier neuf de Nantes. Plan d'une partie du terrain de M. Graslin, dans lequel sont tracées les rues, conformément à l'arrêt du Conseil, 20 mars 1785.

DD. 232. (Liasse.) — 6 pièces parchemin; 1 cahier 4 f<sup>os</sup>, 38 pièces papier dont 6 plans et 17 imprimés; 1 sceau brisé.

1721-1724. — Ile Feydeau. Arrêt du Conseil d'État du 19 novembre 1721; « ..... nos chers et bien amez les maire et échevins de la ville et communauté de Nantes, nous ont fait exposer que par délibération du 27 septembre dernier, elle auroit offert de prendre à titre d'arrentement le terrain vain et vague de la grève de la Saulzaye dépendant de notre domaine, contenant suivant le toisé qui en a été fait par le sieur Delafond, ingénieur, trois arpens, sept vingtiesmes, à la charge de payer annuellement à notre domaine la somme de 10<sup>l</sup> par an, à condition qu'il seroit permis à ladite communauté d'employer ce terrain aux usages qui seroient les plus convenables au bien du public de ladite ville... » Lettre du maire G. Mellier, en envoyant à l'intendant le 18 septembre la délibération prise la veille..... Rien n'est plus convenable au bien public de cette ville que d'accorder cet arrentement, soit pour y former une promenade entourée d'arbres, soit pour y bâtir des

quais et des magasins. Et enfin, si les États se trouvent un jour en disposition de nous délaissier la statue équestre du Roy, elle y seroit placée avec décence... » Enregistrement, au Parlement de Bretagne, de l'arrêt précédent, 20 décembre 1721; à la Chambre des Comptes, 4 février 1722; au bureau des finances. Procès-verbal des débordements des terrains de la « Grève de la Saulzaye, » par les Commissaires de la Chambre des Comptes, les 17 et 18 juillet 1722; « ladite Grève dans toute son étendue contenoit le nombre de 6,180 toises carrées de 36 pieds chacune, lesquelles composent le nombre de quatre arpens un quart et sept vingtièmes, en ce non compris un terrain, pour former une rue de vingt pieds de large au moins. Brouillon du plan de la grève et du toisé fait par M. Delafond. « Arrêts, ordonnances et délibérations concernant la construction des vingt-quatre maisons régulières, avec une façade uniforme, et des quais d'entrée, d'enceinte, des calles et des rues sur l'emplacement de la grève de la Sauzaye de Nantes, maintenant nommée l'Isle Feydeau..., Nantes, 1724, » petit in-8<sup>o</sup>, 46 pp. 2 ex. Correspondance.

DD. 233. (Liasse.) — 1 cahier 6 f<sup>os</sup>, 1 pièce parchemin; 1 cahier 8 f<sup>os</sup>; 3 de 6, 1 de 4, 57 pièces papier dont 10 imprimés; 1 sceau.

1722-1724. — Ile Feydeau. Projet de constructions sur la grève de la Sauzaye; délibérations de la communauté, mémoires, organisation d'une société d'actionnaires, soumissions. Lettre du maire à l'intendant, 23 juillet 1723. « .... Enfin, après plusieurs conférences cette affaire a eu un heureux succès. Vous trouverez ci-joint l'état de ceux qui ont souscrit pour un emplacement et à la charge de construire des maisons et des quais, le tout à leurs frais. Ils commenceront par une avance en deniers de 160,000<sup>l</sup> en espèces, pour la dépense des quais et calles.... Voilà un des embellissements le plus considérable que l'on pouvoit procurer dans le centre de cette ville. On fait estat que cette dépense reviendra au total à 1,200,000<sup>l</sup> au moins. Il n'en coutera rien au Roy ni à la communauté, et le commerce en retirera beaucoup d'utilité. On manque icy de greniers et de magasins; cet emplacement se trouve favorablement situé pour la charge et décharge des marchandises.... » Le 5 août 1723, .... les actionnaires « s'assemblèrent tous, hier, à

l'Hôtel de Ville. Nous y fusmes enfermez jusqu'à près de neuf heures du soir; et, après un sérieux examen, ils ont tous signé leur soumission sans changer un seul mot à mon projet. Ils m'ont fait remettre ce matin, par le Juge-Consul-en-chef, l'original de la soumission, avec les plans, devis et élévations paraphés. Notre communauté s'assemblera demain pour les accepter, et je ferai diligence pour vous envoyer le tout, avec le projet d'arrêt du Conseil nécessaire à cet égard. On fait estat que cette dépense reviendra à 1,800,000<sup>l</sup>, ils paroissent s'y attendre. Jamais on n'a fait, M., d'entreprise de construction de cette conséquence, ni témoigné une marque semblable de confiance pour un maire, qu'ils ont bien voulu prendre d'un commun avis pour les rapprocher. Je crois que voilà le premier miracle qui se soit opéré à Nantes, de réunir vingt quatre testes au mesme point... » Soumission : « Nous soussignés, après avoir mûrement examiné les plans, profils, devis et élévations dressés par M. Goubert, de lui signés, de la construction des maisons, des quais et calles à faire sur le terrain vain et vague de la grève de la Saulzaye, contenant trois arpens sept vingtièmes, dont il a plu à S. M. d'accorder par arrest du Conseil du 19 novembre 1721, et lettres patentes dûment enrégistrées, la jouissance en faveur de la communauté de cette ville, avec faculté de l'employer aux usages qui seront jugés les plus convenables au bien de ladite ville : promettons et nous obligeons envers Messieurs les maire, échevins et communauté de cette dite ville, chacun pour ce qui nous concerne, de faire construire à nos frais, des deniers qui seront par nous fournis, sans répétition vers ladite communauté, les vingt-quatre maisons, ensemble les quais d'entrées, les quais d'enceinte, les calles et les rues mentionnés ausdits plans, profils, devis et élévations, qui ont été de nous paraphés, aux clauses et conditions qui suivent... » Arrêt du Conseil portant approbation des offres des actionnaires, 30 août 1723. Requête des actionnaires pour obtenir l'afféagement de terrains adjacents. D'après une pièce du 3 février 1724, il y eut un arrêt du Conseil accordant l'afféagement, mais il ne se trouve pas au dossier.

DD. 234. (Liasse.) — 1 cahier de 24 f<sup>os</sup>, 1 de 10, 1 de 6, 3 de 4, 7 pièces papier.

1723-1724. — Ile Feydeau. Contestation entre

les frères Laillaud, entrepreneurs, et le sieur Jouanneaux, échevin, au sujet d'un emplacement sur la grève de la Sauzaye, soumissionné par les premiers, et accordé au second. Requêtes, mémoires. Arrêt du Conseil du 15 novembre 1723, renvoyant l'affaire devant l'intendant qui commit M. Mellier, lequel, moyennant une indemnité de 1,200<sup>l</sup>, maintint M. Jouanneaux dans la possession de son emplacement.

DD. 235. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1724-1726. — Ile Feydeau. Ordonnance de l'intendant, rendue sur la requête des directeurs des ouvrages à faire à l'île Feydeau, « prescrivant que tous les délivres et décombres des maisons de la ville, seront portés à l'arche du moulin Grogard, près la chapelle de Bon-Secours, à la charge par les supplians d'y faire un endroit commode pour les recevoir.... » Requête au même et ordonnance enjoignant aux propriétaires de la Basse-Sauzaye de faire des toucs à leurs maisons. — Jetons. Lettre du maire à l'intendant; 1<sup>er</sup> février 1725, « Les actionnaires paroissent toujours bien disposés à l'exécution de leur entreprise. Plusieurs m'ayant dit que leurs confrères négligent d'assister aux assemblées qu'ils indiquent, pour parvenir à ce qui peut accélérer la construction, ils se sont déterminés, sur mon avis, à faire frapper, de leurs deniers, des jettons d'argent pour distribuer aux présents, avec accroissement pour eux de la portion des absents. Ils sont convenus à Paris, avec M. de Launay, pour la gravure des carrez; d'un côté vos armes, Monsieur, de l'autre le plan de l'isle de votre nom. Ils seront plus forts que ceux de cette ville... » Lettre du 28 août, «... les actionnaires de l'île Feydeau, m'ont requis, Monsieur, de vous supplier de leur part de recevoir une bourse de jetons qu'ils ont fait frapper. Ces jetons doivent vous être adressés de Paris, j'espère que vous voudrez bien accepter ce témoignage de leur souvenir, à l'occasion de cet ouvrage public qui devient considérable par la dépense qu'on continue d'y faire. Il n'y manque qu'un pont de pierres, pour servir de communication de cette île à la Fosse. Je les trouve bien disposez d'en faire la dépense de leurs deniers... »

DD. 236. (Liasse.) — 1 cahier 4 f<sup>os</sup> 1 pièce parchemin, rongés; 1 cahier de 10 f<sup>os</sup>, 2 de 8, 1 de 6, 1 de 4, et 35 pièces papier, dont 6 imprimés; 2 sceaux brisés, 1 cachet.

**1725.** — Ile Feydeau. Requête des actionnaires pour obtenir l'autorisation de construire un pont, de la pointe de l'île au Port-au-Vin; correspondance du maire avec divers personnages; projet d'arrêt; avis favorable de la communauté. « Arrest du Conseil d'État du Roy, qui permet aux Directeurs et intéressez dans la construction sur l'isle Feydeau, de construire à leurs propres coûts et dépens, avec la solidité requise, un pont de pierre suivant le plan, profil et élévation mentionnez audit arrêt; et ce, sans aucune répétition ni vers le public ni vers la ville et communauté de Nantes, » le 29 octobre 1725.

DD. 237 (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 2 de 6, 3 de 4, 52 pièces papier.

**1726-1729.** — Ile Feydeau. Devis et construction du pont Feydeau (aujourd'hui de la Bourse), procès-verbal de M. Gabriel, sur la construction du pont et des quais de l'île; observations de la compagnie des actionnaires sur ce procès-verbal; réponse de Gabriel, répliques de la Compagnie; extraits des registres des délibérations; correspondance. Lettre écrite par M. Gabriel à M. de Brou, le 11 juillet 1728, « Je n'ay d'autre objet, quand je propose d'assurer les fondations du pont Feydeau, que le bien public.... J'ay amplement démontré le risque qu'il y avoit à n'y pas remédier avant que les voutes des arches fussent fermées. J'ay cherché le moyen le moins dispendieux pour les actionnaires... Le Conseil n'a reçu leur proposition que sous la condition expresse d'apporter à cet ouvrage la solidité requise. On ne peut mettre en doute que cette solidité requise n'y est pas. Si mon avis est suspect, qu'on renvoie la question à l'Académie royale d'Architecture que la communauté de Nantes a consulté à différentes fois sur le pont de Pirmil, ou qu'on prenne les avis d'ingénieurs expérimentés dans les ouvrages d'eau, on verra si quelqu'un conseillera de ne pas profiter du moyen d'assurer une fondation incapable de résister comme celle-là au courant d'une grande rivière.... » Projet d'arrêt du Conseil.

DD. 238. (Liasse.) — 1 cahier de 96 f<sup>os</sup>, 1 de 66, 1 de 20, 2 de 14, 3 de 10, 2 de 6, 2 de 4 f<sup>os</sup>, 60 pièces papier.

**1729-1731.** — Ile Feydeau. Procès-verbal de la chute du pont de l'île Feydeau. « L'an 1729, le 4 juillet, environ les cinq heures du soir, Nous François Delmas, sous-maire des ville et communauté de Nantes, ..... transportés au pont de l'isle Feydeau, où étant aurions vu l'arche de la culée attendant à l'isle, entièrement ruinée et abattue dans l'eau, ce qui bouche le passage, et avons remarqué que les deux piles se sont enfoncées dans le lit de la rivière, de manière que les deux arches sont démantibullées, et ne se soutiennent que par les cintres qui sont en partie brisés, en sorte que la navigation en cette partie de la rivière est entièrement fermée... » Enquête contre l'adjudicataire, ses réponses, répliques des actionnaires, procès-verbaux de leurs dires et raisons, nominations d'experts, procès-verbaux de visites et des causes de la chute du pont, mémoires; ordonnances de l'intendant, correspondance.

DD. 239. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 21 pièces papier, dont 13 imprimés.

**1728-1729.** — Ile Feydeau. « Arrest du Conseil d'Etat du Roy, qui ordonne que les actionnaires et intéressez dans la construction de l'isle et du pont Feydeau, seront tenus de faire envelopper les deux piles dudit pont de crèches ou risbermes, et d'en faire encore au devant de chaque culée; et que lesdits actionnaires et intéressez se soumettront à l'entretien, à perpétuité, des quais de ladite Isle Feydeau, 27 décembre 1728. Vu...., les répliques desdits actionnaires du 29 mai 1728, contenant que les bateaux plats et gabarres dont on se sert pour la navigation de la Loire, à l'endroit où sont situés les quais de l'isle Feydeau, interdisent absolument l'usage des risbermes proposées en saillie autour desdits quais; que ledit sieur Gabriel n'a vu nulle part des bâtiments comme ceux qui sont à Nantes la charge et décharge des navires; que le côté de ces bâtiments ou gabarres est à très peu de chose près perpendiculaire, et qu'il est notoire qu'il n'y a eu à Nantes, ni aux environs, aucuns quais garnis de risbermes, dont l'expérience de plusieurs siècles a appris qu'on se passe sans inconvénient... » Réclamations des actionnaires contre l'exécution de cet arrêt.

DD. 240. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 2 de 4, 27 pièces papier.

**1729-1730.** — Ile Feydeau. Adjudication et réception des travaux de déblaiement des ruines du pont Feydeau. Ordonnances de l'intendant, correspondance.

DD. 241. (Liasse.) — 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 15 pièces papier.

**1731-1737.** — Ile Feydeau. Adjudication de la réédification du pont de l'Ile Feydeau, au sieur Louis Laillaud, pour 23,500<sup>l</sup>. Acceptation par l'intendant de la demande faite par les actionnaires « de supprimer la pyramide qui doit être faite sur le pont Feydeau, et de placer les armes qui devaient y être mises dans les clefs des deux têtes de la grande arche du milieu... » Contestations entre les actionnaires et les entrepreneurs. Réception des travaux de reconstruction du pont.

DD. 242. (Liasse.) — 2 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 19 pièces papier.

**1752-1781.** — Ile Feydeau. Poursuites pour dépôt sur la voie publique de matériaux destinés à la construction de la maison des sieurs Geslin et Beauvais-Razeau, sur l'Ile Feydeau, 1752. Requête des sieurs le Roux et Rousseau tendant à pouvoir déposer sur l'Ile Feydeau les matériaux nécessaires aux constructions qu'ils y font élever. « .... Les quais et issues de l'Isle Feydeau, qui est un lieu isolé, appartiennent en commun à tous les propriétaires de l'Isle; ils les ont fait construire à leurs frais, ainsi que les murs d'enceinte, et ce lieu, qui est au milieu de l'eau et forme une petite péninsule, n'a de communication avec la Fosse que par le secours d'un pont que tous les actionnaires y ont fait construire à leurs dépens. Les déboursés qu'il a fallu faire pour le tout montent à 360 et quelques mille livres. Ce lieu fut divisé en vingt quatre emplacements de maisons, chacun eut le sien à l'ancan, et tous eurent un droit égal de déposer sur l'Isle les matériaux nécessaires pour la construction du terraiu qui lui était échu. MM. Valton et Charron, qui bâtirent les premiers, se servirent de tous les endroits de l'Isle qui étoient à leur bienséance, pour déposer leurs matériaux. M. de la Villétreux qui a construit le troisième, non seulement les a imités, mais encore il a renfermé la place de l'éperon de l'Isle dont il a

joui privativement pendant dix années..... Les dépenses dans lesquelles ces premiers bâtiments constituèrent, pour battre et enfoncer les pieux, étoient si couteuses et exigèrent un temps si long, qu'aucun des autres propriétaires n'osa entreprendre d'y bâtir. Aussi dans l'espace de plus de vingt cinq ans, n'y a-t-il eu que deux maisons finies, et deux emplacements commencés. De manière, qu'après tant de dépenses faites pour former cette isle, les emplacements étoient tombés en discrédit; alors on en eut pour 3,000<sup>l</sup>, et peut-être aujourd'hui n'auroient-ils aucune valeur si on n'eut mis en œuvre une manière de bâtir moins couteuse, plus prompte et aussi solide. Ce fut le sieur Rousseau qui commença, ayant jugé qu'un grillage de bois seroit également solide, couteroit peu et seroit promptement fait..., » 15 février 1753. Contestations entre les propriétaires et les fermiers des Domaines. Souscriptions des propriétaires pour l'entretien des quais et cales. Alignements et nivellements pour différentes maisons.

DD. 243. (Liasse.) — 1 cahier 4 f<sup>os</sup>, parchemin; 2 cahiers 4 f<sup>os</sup>, et 22 pièces papier; 4 cachets.

**1720-1783.** — Quartier de la Madeleine. Projet d'arrêt du Conseil tendant à « permettre à la communauté d'acquérir en entier la prairie de la Madeleine, des propriétaires tant ecclésiastiques que laïcs, à la charge de les rembourser suivant l'estimation qui en sera faite, et d'autoriser ensuite ladite communauté à faire tels afféagements, ventes ou arrentements qu'elle avisera avec les particuliers qui désireront construire sur ladite prairie des quais, maisons et magasins selon les alignements qui seront donnés par les commissaires préposés... » 1720. Ordonnance de M. l'intendant, « pour parvenir à la plantation d'arbres, en forme de cours, dans la prairie de la Magdeleine-lez-Nantes, 9 novembre 1725. » Arrêt du Conseil du 20 novembre 1776, faisant défense de construire des maisons sur la prairie de la Madeleine. « Sur la requête présentée au Roi, par les maire, échevins et procureur-syndic de la ville et communauté de Nantes, contenant qu'ils croiroient manquer aux obligations et devoirs qui leur ont été imposés lorsqu'ils ont été appelés par le suffrage de leurs concitoyens à l'administration de la chose publique dans la ville de Nantes, s'ils négligeoient de veiller à prévenir autant qu'il est en eux les accidents que peut occasionner la

construction et batisse des maisons dans le lieu appelé la prairie de la Madeleine, parce qu'il en peut résulter nombre de très grands inconvénients pour la sureté et commodité publique. Cette prairie a été regardée dans tous les temps comme la décharge naturelle des eaux de la Loire dans le temps de ses crues, on a même pratiqué dès la plus grande ancienneté des arches dans la chaussée qui regne le long de cette prairie, afin de faciliter et accélérer l'écoulement des eaux lors des débordements de cette rivière, et l'on n'a permis de bâtir le long de cette chaussée qu'à condition et à la charge de laisser ces arches libres. Cependant ceux qui ont bâti ont tellement exhaussé, par des remblais, le sol au devant de ces arches qu'ils les ont presque encombrées; de sorte qu'il est certain que si l'on continue de bâtir au derrière de ces maisons, il y a tout à craindre que dans les crues et gonflemens, les eaux n'ayant plus d'autres écoulemens que par les ponts, elles ne s'élèvent au dessus de leur ouverture, et que leur poids augmenté par leur volume et rapidité n'en occasionne le renversement... » Requête de Madame veuve Stapleton, comtesse de Treves, pour l'écoulement des eaux stagnantes de la prairie de la Madeleine. Procès-verbal dressé par le procureur du Roi au siège Présidial, 1783.

DD. 244. (Liasse.) — 9 pièces papier, dont 1 imprimé in-4°, 30 pp.

1785-1790. — Quartier de Gigant. « Extrait des registres du Conseil d'État. Sur la requête présentée au Roi, étant en son Conseil, par les sieurs Duparcq, Mellinet et compagnie, négociants à Nantes en Bretagne, contenant que dans la vue de se rendre utiles à leurs concitoyens et à l'État, ils ont formé plusieurs établissemens également avantageux au commerce et à la perception des droits de S. M. L'édifice par eux construit pour servir à l'entrepôt général des cafés produit au moins 200,000<sup>l</sup> par an à la Ferme générale; actuellement ils se proposent de faire, sur l'emplacement du quartier appelé Gigant, différentes constructions qui ajouteront à l'embellissement de leur ville, et qui seront aussi d'une utilité évidente pour le commerce. Ces constructions sont désignées dans un plan général, adopté par les officiers municipaux de la ville de Nantes, et approuvé par le sieur intendant; tous

consentent sous le bon plaisir de S. M., que ledit emplacement du quartier de Gigant, sur lequel ces constructions doivent être faites, soit réuni au plan général de la ville de Nantes, pour ne composer à l'avenir qu'une seule et même enclave.... » Requête des sieurs Duparcq et Mellinet; extraits des registres des délibérations; lettres de l'intendant; mémoire des sieurs Duparcq, Mellinet et compagnie, imprimé à Nantes, 1790.

DD. 245. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 4 pièces papier.

1742-1791. — Quartier des bords de l'Erdre. Mémoire concernant les propriétés en maisons et terrains acquis de divers particuliers par la ville et communauté de Nantes, pour l'exécution des projets d'embellissements et de construction de quais, cales, et ouvertures de rues dans les quartiers du Bois-Tortu, rive droite de l'Erdre, quartier de la Barillerie et rue d'Erdre, rive gauche.

#### Plans de la Ville.

DD. 246. (Liasse.) — 1 cahier 6 f<sup>os</sup> parchemin; 1 cahier 6 f<sup>os</sup>, 9 pièces papier.

1721-1763. — Arrêt du Conseil du 10 février 1721, qui ordonne que par M. de Brou intendant, ou par celui qui sera par lui subdélégué, il sera procédé à l'adjudication au rabais des ouvrages contenus aux plans et devis dressés par le sieur Goubert, ingénieur, le 7 décembre dernier, pour l'augmentation de l'Hôtel de la monnaie de la ville de Nantes, et pour l'établissement dans la place du Bouffay, d'un nouveau corps de garde, d'une chambre pour l'officier de garde, et d'une cohue ou halle au poisson, ou pour tel autre ouvrage qu'elle sera destinée par ladite ville pour le service du public. Projet d'un plan général de la ville par M. Delafond. Lettre du maire au maréchal d'Estrées, le 8 février 1724. « Les divers plans que M. Delafond a été obligé de lever des environs de cette ville, tant pour le nettoisement du port que pour les quais de Chezine, et d'ailleurs son expérience dans sa profession, me persuadent qu'il serait très propre à lever un plan régulier de cette ville et des environs. Je croy M<sup>re</sup> S. V. B. P., qu'il serait à propos de le charger de ce soin, pendant les heures où il sera le moins occupé à Nantes. On pourrait ensuite réduire le plan et le faire graver. Cette ville est assez considérable par sa



situation et son commerce pour mériter cette attention..... La communauté de la ville de Nantes, ayant eu l'honneur de vous proposer il y a quelque temps de faire tirer par M. Delafond, ingénieur, un plan exact de la ville, Votre Grandeur approuva ce projet; et la communauté supplie Monseigneur aujourd'hui d'en ordonner l'exécution. Ce projet n'étant que très bon j'approuve qu'il soit exécuté, qu'il soit remis un plan au greffe de l'Hôtel de ville, pour y avoir recours dans les occasions, et qu'il m'en soit envoyé une copie à Paris le 10 décembre 1724: le marechal duc d'Estrées. » Arrêt du Conseil du Roi, « qui ordonne l'exécution de trois plans dressés le 8 mai 1741, par le sieur Touros, ingénieur du Roi en chef à Nantes, concernant la réduction, alignemens des maisons et élargissemens des rues de la Casserie, depuis la place des Changes jusqu'au carrefour Saint-Nicolas; de la Poissonnerie, depuis ladite place des Changes jusqu'à la porte de la Poissonnerie, et de la rue des Chapeliers, et du Port-Maillard jusqu'à la porte dudit Port; » 23 aout 1741. Autre arrêt en date du 22 septembre 1750, concernant les embellissemens de la ville, par lequel « Sa Majesté « approuve et autorise tant le plan général de Nantes, dressé par le sieur Touros, en date du 1<sup>er</sup> mars 1742 que la délibération des maire et échevins du 11 avril suivant..... (1) » Délibération, pour confier l'exécution du plan général de la ville à MM. Portail, architecte, Suet, dessinateur, Cacault, arpenteur, 29 avril 1754. « .... Le Bureau, après avoir ouy le procureur-syndic, est convenu d'une voix unanime, que cette ville étoit assez considérable pour donner la satisfaction à ses citoyens d'en voir le plan exactement levé et gravé; qu'indépendamment de l'agrément général qui en résulteroit, chaque propriétaire de terrain ou de maison, auroit celui de voir sous ses yeux le bien qui luy appartient, qu'un propriétaire qui souvent ne demeure pas sur les lieux, se voit bien plus en état de disposer avec avantage de son fond. Il a donc arrêté: 1<sup>o</sup> que par les sieurs Portail, architecte de la ville, Suet, dessinateur,

(1) L'original existe en très bon état de conservation: « Plan de la ville et du château de Nantes, avec les alignemens et élargissemens des rues, proposés à faire, levé et fait par ordre de Monseigneur le maréchal de Brancas, chevalier des ordres du Roi et de la Toison d'or, grand d'Espagne de la première classe, gouverneur des ville et château de Nantes, par son très humble et très obéissant serviteur: Touros, chevalier de l'ordre militaire de St Louis, ingénieur ordinaire du Roi en chef, dépendant audit Nantes. A Nantes le 1<sup>er</sup> mars 1742. »

Cacault, arpenteur, il seroit travaillé incessamment à lever avec attention le plan des faubourgs de cette ville, pour joindre au plan qui a été levé par le sieur Touros, ingénieur du Roy, après que la vérification en aura été faite; 2<sup>o</sup> qu'il sera pareillement levé des plans des édifices les plus considérables tant de la ville que des faubourgs, tels que sont les églises de St Pierre, Notre-Dame, l'église des prêtres de l'Oratoire, le collège, le séminaire, les églises, le couvent des Récollets, des Bénédictins de Pirmil, des Capucins de l'Hermitage, l'Hôtel-Dieu, et l'Hôpital-Général dit Sanitat, le Château, l'Hôtel-de-Ville, la Chambre des Comptes, le Présidial avec la tour du Bouffay, l'Hôtel de la Bourse et la Retraite des femmes; que ces édifices seront mis dans la bordure du plan, afin de lui servir d'ornement, de même que deux différentes vues de la ville, dont l'une sera prise à l'Hermitage, et l'autre du château de Rezé, que le tout réuni ensemble sera présenté dans un plan bien lavé pour être arrêté par le Bureau de ville; 3<sup>o</sup> que le plan ainsi disposé et enrichi de tous les ornemens dont on sera convenu, sera remis au S<sup>r</sup> Vatar, ou autre personne intelligente, qui s'obligera de le faire graver à ses frais, sauf à luy d'en faire tirer autant d'exemplaires qu'il jugera convenable pour en disposer à son profit, ainsi que des planches, après qu'il aura rempli les conditions suivantes: la première qu'il fera graver le tout, sur six grandes planches, au moins, par le meilleur graveur de Paris; la 2<sup>e</sup> que des premiers exemplaires qu'il fera tirer il en délivrera à la communauté, cent, dont vingt seront enluminés; la 3<sup>e</sup> qu'il sera tenu de payer aux sieurs Portail, Suet et Cacault, la somme qui sera réglée par le Bureau pour leurs peines et soins; 4<sup>o</sup> que le plan sera dédié à M. le marquis de Brancas; 5<sup>o</sup> que les armes de la ville seront mises à la tête du plan, à droite, celles de M. de Brancas au milieu, et celles du maire à gauche... (1). Par délibération du 10 novembre

(1) Le résultat de ce travail fut le beau plan connu sous le nom de Plan Cacault, si recherché par les connaisseurs et collectionneurs. Il mesure 1<sup>m</sup> 15 de haut sur 1<sup>m</sup> 8 de large, et porte en tête deux forts jolis cartouches. Sur celui de droite, avec les armes de Nantes, est écrit: Plan de la ville de Nantes et de ses faubourgs levé par ordre de MM. les Maire Echevins et Procureur-sindic de ladite ville par le sieur François Cacault, en 1756 et 1757, gravé par Jean Lattré en 1759. Ce cartouche est signé: J. A. Voltaire, invenit et del., J. J. Flippart sculp. Sur le cartouche de gauche, avec les armes du marquis de Brancas est écrit: Dédié et présenté à Monseigneur le marquis de



1757, « le Bureau après avoir accepté le plan de la ville et faubourgs levé par le sr Cacault, pour satisfaire à sa promesse et à son obligation, déclare faire don, sous le bon plaisir du Roy, audit François Cacault, de deux portions de terrain, situées aux costés de la nouvelle place formée au devant de la maison des religieuses Pénitentes, à la charge d'y construire des maisons conformes pour la décoration extérieures aux élévations qui lui seront prescrites, ce que ledit Cacault accepte avec reconnaissance et en récompense dudit plan.... » C'est aujourd'hui la place du Port Communeau.

DD. 247. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 2 de 4, parchemin ; 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, et 12 imprimés, papier.

**1755-1766.** — Plans de la ville. « Arrest du Conseil d'État du Roy, qui ordonne l'exécution du plan dressé par le sieur de Vigny, architecte de S. M., pour l'embellissement et la commodité de la ville de Nantes, » 22 avril 1755. Mémoire concernant les commodités et la décoration de la ville de Nantes, par le sieur de Vigny, architecte du Roy. « Cette ville, outre l'avantage de sa situation naturelle, en a un autre plus grand, en ce qu'elle est à l'embouchure de la Loire, le plus grand fleuve de la France, par les moyens duquel, et de son port peu éloigné de la mer, son commerce se soutient et augmente.... L'objet des grandes difficultés pour donner à cette ville les commodités et les embellissements que l'on trouve dans les moindres villes, est peut-être la cause qu'on les a négligés jusqu'à présent. Les passages par les portes d'entrée, et les rues y sont étroites, incommodes, tortueuses, peu s'enfilent, les ponts y sont aussi trop étroits. Je suis étonné comment les embarras n'y sont pas plus fréquents ; les places des marchés journaliers sont petites ; au lieu de fontaines publiques, on n'y voit que des puits ; nulles promenades proportionnées à une ville si célèbre. Le peuple qui y est nombreux est mal logé et chèrement. Les places qui sont l'ornement des villes, y sont petites et irrégulières ;

Branças, des comtes de Forcalquier, grand d'Espagne de la première classe, gouverneur des ville et château de Nantes, par ses très humbles et très obéissants serviteurs les Maire Echevins et procureurs syndic de ladite ville. J.A. Volaire invenit et del., J. N. Tardieu sculp.

Malheureusement la seconde partie du programme, relative aux vues de divers édifices ne fut pas exécutée. Au bas à droite la géométrie, gracieusement drapée, soutient l'échelle des mesures, sur laquelle de petits amours comptent les proportions. Aux angles de l'encadrement, l'écu de Brancas alternant avec celui des comtes de Toulouse

il n'y a que celle du Bouffay, qui soit passable, encore est-elle hors-d'œuvre. L'étranger qui y vient, à peine peut-il s'y plaire et y trouver ses aises. On peut croire qu'en rémédiant à ces commodités, le commerce y fleuriroit davantage, les citoyens et les étrangers y auroient plus de satisfaction. Pour y parvenir j'ay fait deux plans, l'un de l'état de la ville comme elle est actuellement, l'autre avec les augmentations, embellissements et changements en projets... (1) » Arrêt du Conseil d'État du Roi et lettres patentes sur « icelui, approbatifs du plan général pour la commodité et l'embellissement de la ville de Nantes, de ses ponts, faubourgs et banlieues, des 19 mars et 7 mai 1766, enregistrées au Parlement, à la Chambre des Comptes de la province, et sur le livre des délibérations de la ville et communauté de Nantes... (2).

DD. 248. — (Liasse.) — 1 cahier de 20 f<sup>os</sup>, 1 pièce parchemin ; 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 2 pièces papier.

**1765-1778.** — Plans de la ville. Mémoire de M. Joubert du Collet, maire de Nantes, sur les embellissements exécutés ou en cours d'exécution ; résumé historique 1754-1765. Arrêt du Conseil du 9 juin 1778, pour l'exécution des arrêts des 22 avril 1755, et 19 mars 1766, concernant les embellissements de la ville, suivant les plans de MM. de Vigny et Ceineray, rendu à l'occasion d'une contestation entre la Ville et divers propriétaires.

#### Rues et Places.

DD. 249. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 26 pièces papier.

**1721-1781.** — Rues de l'Abreuvoir et de l'Arche-Sèche. Adjudication des « ouvrages à faire pour le rétablissement du chemin qui conduit du Marchix au pont de Sauvetour, » pour 1,020<sup>l</sup>, le 7 août 1721. Devis, réception de travaux, correspondance du maire avec l'intendant. Procédure entre la communauté et

(1) L'original conservé, porte : « Plan de la ville de Nantes, avec ses changements et ses accroissements, par le sieur de Vigny, architecte du Roy et de la Société de Londres, intendant des bâtiments de Mgr le duc d'Orléans : — Fait par nous, architecte du Roy, à Paris, le 8 avril 1755 : de Vigny. » Le premier plan dressé par de Vigny, de l'état de Nantes, en 1755, n'existe plus.

(2) Le nouveau plan dressé par Ceineray, n'existe qu'à l'état de copie : « Plan de la ville de Nantes, dressé pour sa commodité et son embellissement, celui de ses ponts, faubourgs et banlieues, du 20 février 1761, approuvé par arrêt du Conseil d'État du Roi, du 19 mars 1766, et lettres patentes sur icelui, du 7 mai suivant, par M. Ceineray, architecte-voyer de la commune. Pour copie, à Nantes, le 1<sup>er</sup> germinal, an VIII, P. Fournier, architecte-voyer. »

M<sup>lle</sup> Scheult, veuve et donataire de l'architecte Portail, pour un terrain sur lequel la ville veut faire passer une rue nouvelle (1742), très-probablement la rue de l'Arche-Sèche.

DD. 250. (Liasse.) — 2 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 58 pièces papier.

**1741-1784.** — Rues de la Barillerie, Barrière de Couëron, Beausoleil et Bel-Air. « Avant la réduction des maisons et l'élargissement de la rue Barillière, suivant le plan de M. Touros, ingénieur en chef, à Nantes, du 10 juillet 1742, cette rue avait du côté du carrefour de la Casserie, autour de la maison de la D<sup>lle</sup> Pichaud, 10 pieds sept pouces d'ouverture; par la suppression de 8 pieds à cette maison, la rue Barillière a 18 pieds de large; au milieu elle n'avait qu'environ 14 pieds, aujourd'hui elle a de large 19 pieds. A l'autre bout, du côté de la rivière, où il y avait un porche et une maison qui traversoit et obscurcissoit cette rue, elle n'avait d'ouverture que 12 pieds 6 pouces. Aujourd'hui (1743?), par la suppression du porche et de la maison que la ville a remboursés aux propriétaires, cette rue a au moins de large 30 pieds. Procès-verbaux d'alignements. Devis des ouvrages de maçonnerie et remblais qu'il convient de faire au chemin qui commence près le cimetière de St-Similien passant par Talensac, et finissant à la rencontre du grand chemin de Rennes, praticable, 18 mars 1741. Sera démolie la grande et petite porte qui traverse la rue, avant d'arriver à l'église paroissiale de S-Similien. Cette porte est appuyée d'un côté au jardin du presbytère, et d'autre côté à la maison de M. Fouchard. Après que ladite porte sera démolie entièrement jusqu'au rez-de-chaussée, l'entrepreneur regarnira à pierres, chaux et sable les dégradations que la démolition occasionnera à droite et à gauche. Ensuite on posera les armes de la ville de Nantes, en sculpture et en bosse, avec une inscription au-dessus, pour marquer qu'il y avait cy-devant une porte à ce faubourg.... — Supplie humblement missire Mathurin Gaultier, recteur de la paroisse de Saint-Similien de Nantes, disant, que le chemin qui conduit de l'église de Saint-Similien par Tarensac au chemin de Rennes, qui est le chemin le plus fréquenté, par ceux de la ville en été, est présentement et tous les hivers impraticable, en sorte qu'on n'y peut porter décemment et même sans danger le très SS. Sacrement aux malades de ces quartiers, quoiqu'il n'y ait

pas d'autre chemin, » 28 décembre 1740. Procès-verbal de l'état de la porte, vis-à-vis Saint-Similien, 23 janvier 1741 : « ..... avons remarqué une grande porte de fauxbourg et une autre petite sur la même ligne, lesquelles, ainsi que toute leur construction, nous ont paru menacer une ruine prochaine; à l'endroit nous avons observé que la pierre qui forme la clef de la grande arcade est chargée d'un écusson surmonté d'un casque, mais dont nous n'avons pu distinguer les pièces, les métaux ni les émaux, ayant été totalement dégradé par les injures de l'air; et de l'autre côté vers la ville, est une niche dans laquelle on voit une figure de vierge, avec cette inscription : Notre-Dame de Consolation, priez pour nous... » Adjudications; procès-verbaux d'alignements. Requêtes des propriétaires de maisons situées à Belair, route de Rennes. « Disant que parmi les différents quartiers dont s'accroissent journellement l'ancienne enceinte et faubourgs de cette ville, celui de Belair; mérite, Messieurs, à plus d'un titre, d'être accueilli par vous, et de fixer toute votre attention; puisque, outre le nombre de seize édifices nouvellement construits, et une population considérable qu'on y compte déjà, avec des chantiers et autres établissements utiles, tant au commerce qu'à la navigation et à l'agriculture, il présente encore l'avantage de loger, moyennant un prix modéré, cette partie vraiment précieuse de citoyens que l'on nomme artisans, mais qui peu accommodés de la fortune se trouvent dans l'impuissance de payer le prix exorbitant auquel on n'ignore pas que les loyers ont monté ailleurs, 1784.... »

DD. 251. (Liasse.) 3 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 53 pièces papier.

**1729-1789.** — Rues et places. Rues Belle-Image, Grande et Petite Biesse, Bignon-Lestard (1), Bléterie, Bois-Tortu, Bons-Enfants. Procès-verbaux de visite de maisons; permissions de construire; demandes et réglemens d'alignements.

DD. 252. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 1 de 10, 1 de 6, 6 de 4, 101 pièces et 1 plan papier.

**1648-1789.** — Rues et places. Place du Bouffay. Requête présentée au Bureau par le « possesseur d'une boutique sise contre les murs de la ville, à vys l'é-

(1) La rue du Bignon-Lestard, rue Rubens, aujourd'hui rue Scribe, était une des plus anciennes voies d'accès de la ville du côté de l'ouest. D'après le plan Cacault, elle se continuait jusqu'au pont de Gigant, même jusqu'à la place de Gigant, où se trouvait la croix des Gatineaux.

chelle du Palais, dont il paye à ladite ville 15 livres de rente annuelle et foncière. Laquelle boutique menace ruyne et seroit tombée il y a six ans, et plus, sans qu'il y fût mettre des estays pour la soutenir; mais lesdits estays estans incommodes aux voisins, iceluy, pour assurer le superflue, auroit fait faire un petit fondement de murailles et un cavaireau, et voulant eslargir un petit effumoir pour la commodité de ladite boutique, et refaire de neuf la couverture d'icelle qui est toute crevée, il auroit très humblement supplié le Bureau, lui permettre de faire faire ledit effumoir, et relepant ladite couverture, la mettre de la hauteur du mur de la ville... » 1648. Ordonnance de l'intendant pour procéder « à l'adjudication, au rabais, des ouvrages contenus aux plans et devis dressés par le sieur Goubert, le 7 décembre 1720, pour l'augmentation de l'Hôtel de la monnoye de Nantes, pour l'établissement d'un nouveau corps-de-garde, d'une chambre pour l'officier de garde, d'une cohue ou halle au poisson, ou pour tel autre ouvrage qu'elle sera destiné par ladite ville, pour le service du public, dans la place du Bouffay, le tout jusqu'à la concurrence de 29,775<sup>l</sup>... » 1723. Dépôts de matériaux sur la place du Bouffay, et marché passé pour leur enlèvement. Devis de pavés, 1725. Visites de maisons, alignements. Procès entre la ville et les sieurs Morin et Valin, au sujet de la démolition de plusieurs échoppes ou boutiques, dont le terrain devait entrer dans le périmètre de la place du Bouffay, assignations, mémoires, pièces de procédure, plan, 1780-1789.

DD. 253. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 1 cahier de 4, et 20 pièces papier.

**1762-1790.** — Rues et places. Rues du Bourgneuf et Bouvet. Demandes et réglemens d'alignements. Procès-verbal de descente et visite d'experts, rapporté au nouveau quartier de la Fosse, à l'occasion de l'écroulement de la maison que faisait bâtir le sieur Crosnier, serrurier, sous la direction des sieurs Scheult père et fils. Condamnation de ces derniers, aux réparations envers les voisins.

DD. 254. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 3 de 4, 49 pièces, 10 plans papier.

**1744-1780.** — Rues et places. Place Bretagne. Requête adressée au Bureau, par divers propriétaires, tendant « à ce qu'il plaise au Bureau, faire baisser les terres étrangères qui sont sur la Motte St-Nicolas, au niveau au moins du rez-de-chaussée des nouvelles

maisons, et ensuite faire paver ladite Motte en son entier, afin de l'entretenir et la conserver dans ce niveau, et de faire aussy creuser un puits au milieu de ladite Motte, pour la nécessité du public et le bien des habitants des maisons qui ont été et seront construites sur ladite place, d'autant plus nécessaire en cas d'incendie... » avis favorable, 23 juillet 1744. Suppliques, requêtes, adjudication des travaux; « après que plusieurs particuliers et propriétaires des maisons situées sur la Motte Saint-Nicolas, ont présenté leur requeste à Messieurs les Magistrats de la ville, pour faire aplanir ladite Motte, et qu'il y a mesme nécessité, par les fâcheux accidents arrivés cy devant et depuis peu, mesme plusieurs particuliers estropiés pour leur vie... Supplient très humblement plusieurs particuliers, se plaignant que depuis que la Motte dite de St-Nicolas, appelée place de Bretagne, les terres ayant été baissées, elle est impraticable, comme elle étoit cy devant, les terres regallisant sur le pavé tant par le passage des bestiaux et charrettes que par rapport au marché qui s'y tient journellement,... » vers 1746. Procès-verbal de la translation de la croix de la place Bretagne, faite par le curé de St-Nicolas, le 25 janvier 1752. Demandes et réglemens d'alignements. Demande d'indemnité par la veuve Portail, au sujet d'une maison en construction, commencée par son mari sur un emplacement de la place Bretagne, destiné par la communauté à l'ouverture d'une rue; correspondance et pièces diverses à ce sujet.

DD. 255. (Liasse.) — 2 cahiers, 4 f<sup>os</sup>, 11 pièces papier,

**1742-1778.** — Rues et places. Rue de Briord. Délibération du 11 avril 1742, pour acquérir au prix de 9,000<sup>l</sup>, « sinon à fonds perdus, pour 530<sup>l</sup> de rente viagère, quitte de toutes rentes, taxes, dixième et autres impositions, jusqu'au décès de la dernière des quatre D<sup>mes</sup> Egonneau, propriétaires, passé de quoy ladite rente sera réduite à 275<sup>l</sup> payable à leur neveu et héritier jusqu'à son décès... » Adjudication de la démolition de cette maison pour les matériaux seulement, sur lesquels les enchères sont montées à 215<sup>l</sup>. Requetes, demandes et réglemens d'alignements.

DD. 256. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 34 pièces, 1 plan papier; 1 sceau, 2 cachets.

**1779-1790.** — Rues et places. Rue du Calvaire. Mémoire, 1783; « ... l'allée du Calvaire qui tout natu-

rellement forme une rue d'environ 130 toises de longueur sur 5 toises de largeur, n'a jamais servi que pour l'usage du couvent et pour une corderie que les religieuses afferment 800<sup>l</sup>. . . . La propriété du Chapeau-Rouge, dont l'enclos est borné par la rue du Calvaire dans la longueur de plus de 220 pieds, est la seule propriété privative sur l'allée, le reste l'étant au couvent. . . . Cette affaire regarde actuellement MM. les officiers municipaux, par la disposition du nouveau plan ou cette allée se trouve comprise, et ils ne sauroient mieux faire le bien de la communauté de ville, tout en faisant celui des religieuses, celui du fief et celui du propriétaire du Chapeau-Rouge, qu'en traitant promptement de ladite allée et de la maison du cordier. . . . Mais tous ces avantages ne sont rien en comparaison de celui qui en résulteroit pour la sûreté des habitants, étant de notoriété que cette allée est tous les hivers le rendez-vous des filles publiques, jusqu'à huit heures du soir, parce que les portes restent ouvertes jusqu'à cette heure et quelque fois plus tard ; qu'il s'y assemble des soldats, des matelots, des compagnons, et autres, et que très souvent il y a eu des personnes allant et venant de la place de St-Nicolas à celle de Bretagne, attaquées et quelquefois volées sur le passage devant l'allée du Calvaire, où les malfaiteurs se tenoient cachés. La rue du Calvaire est donc absolument nécessaire et son exécution très-urgente. . . . » Au nombre des avantages, il est dit : « que pour le propriétaire du Chapeau-Rouge, l'usage de la rue est d'autant plus nécessaire, qu'il y a sur ce terrain une salle pour les petits spectacles, en quelque sorte regardée comme un établissement public. . . . » Projet de délibération. « L'an 1786, ce jour.... septembre, les Dames prieure, sous-prieure, procureuse et autres religieuses de la communauté du Calvaire de Nantes, étant assemblées pour les affaires temporelles de leur communauté ; la Dame prieure a représenté qu'il lui a été déclaré de la part de MM. les maire et échevins de cette ville, que cette communauté se proposoit d'exécuter le plan d'une ouverture de rue publique, qui doit occuper non seulement la longueur de l'allée découverte qui conduit de la rue... et petite Motte Saint-Nicolas à leur église et maison conventuelle, mais encore couper des deux côtés de cette allée et aux deux extrémités d'icelle proche l'église et maison conventuelle quelque partie peu étendue du domaine de la communauté. . . . » Procès verbal pour parvenir au toisé, estimation et indemnités dues aux Dames du

Calvaire, relativement à la rue à ouvrir dans leur terrain, 28 novembre 1786. Autorisation, en date du 12 avril 1787, donné par « sœur Françoise-Agathe de Saint-Placide de Joulain du Coudrai, supérieure générale de la congrégation de Notre-Dame du Calvaire, à la R. M. Geneviève Fresneau de la Templierie dite de Sainte-Rosalie, prieure, et aux RR. MM. sous-prieure, doyennes et communauté du Calvaire de Nantes, de traiter avec MM. les officiers municipaux de la susdite ville, de la vente et aliénation d'une partie du terrain dépendant et joignant ladite maison. » A cet acte est apposé le sceau de forme oblongue, sur cire rouge, de 30 mill. sur 36, représentant dans le champ un christ en croix, en bas la vierge le cœur percé d'une épée, la garde à gauche ; légende : NOSTRE DAME DU CALVAIRE. Lettre de la sœur Rosalie, prieure du Calvaire de Nantes, à laquelle est apposé également sur cire rouge le sceau en partie brisé de cette communauté ; croix sans christ, au bas la vierge le cœur percé d'une épée la garde à droite ; légende..... ALVAIRE A NANT... Extraits des registres des délibérations ; lettres de l'intendant qui refuse de donner son consentement au projet ; mémoires ; réfutation de l'avis de l'intendant ; correspondance entre l'administration, les calvairiennes et divers personnages. Offres, par le sieur de Lorme, vérificateur des comptes des domaines du Roi et Perrine Brée du Vivier, son épouse, « gratuitement du terrain nécessaire pour l'emplacement de deux rues de trente pieds de large chacune ; » par le sieur Baconnais, propriétaire du Chapeau-Rouge, « de contribuer pour la somme de 3,000<sup>l</sup>, que je compterai à votre première réquisition, et en cas que la communauté ne pourroit, quant à présent, déboursier le surplus, j'offre encore d'en faire l'avance qui me sera remboursée dans un, deux ou trois ans, avec les intérêts sur le pied de cinq pour cent par an... » Rapport sur la rue Gallilée, « connue cy devant sous le nom d'allée du Calvaire, » 1790.

DD. 257. (Liasse.) — 1 cahier de 14 f<sup>o</sup>s, 1 de 8, 2 de 6, 2 de 4, 25 pièces papier.

1749-1782. — Rues et places. Rues des Capucins et rues voisines. Procès-verbaux d'enquêtes pour l'aplanissement des rues des Capucins, de la Héronnière, des Trois-Matelots, des Gate-Deniers ; audition des propriétaires, lettres de l'intendant, requêtes des propriétaires, mémoires, demandes d'alignements.

DD. 258. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>o</sup>s, 25 pièces papier.

**1744-1787.** — Rues et places. Rues Cardine, des Carmélites, des Carmes. Requêtes, demandes et règlements d'alignements. Démolition de la chapelle de Saint-Gildas, située rue des Carmélites, dépendant de la fabrique de Saint-Denis, 1778. Procès-verbal du toisé des pavés des rues des « RR. PP. Carmes, Change, Casserie et Clavurerie, » 1744. « Supplient humblement les propriétaires de la maison où étoit cy devant le bureau des messageries, disant qu'ils désireraient réduire à une seule ouverture la porte et la fenêtre qui se trouvent dans le mur de façade de leur maison sur la rue des Carmes... » avril 1780.

DD. 259. (Liasse.) — 1 cahier de 16 f<sup>o</sup>s, 1 de 10, 3 de 6, 3 de 4, 31 pièces et 2 plans papier.

**1661-1786.** — Rues et places. Rue et carrefour de la Casserie. Adjudication, « à qui voudroit entreprendre de refaire et restablir les démolitions et ruptures arrivées puy peu en une passée de la rue de la Casserie, conformément au devys dont la teneur ensuit : refera les murailles de ladite voye à pierre froide, chau, sable et symant, reprandra une autre muraille du costé de Saint-Nicollas, osterà neuf vieilles poutres qui sont ausdites voyes, lesquelles sont gastées et pourryes, et en mettra en la place neuf neufves de bon chesne, des longueurs et grosseurs compétantes, et garnir ladite voye de bons madriers de chesne, sur lesdites poutres, les couvrir de terriers et faire de bon pavés dessus ; de plus estayer les autres poutres et refaire les murailles au dessous, fournir par l'adjudicataire de tous atraictz et matériaux requis.. ; » mise à prix 700<sup>l</sup>, adjugée à 382<sup>l</sup>. Arrêt du Conseil d'État du Roi, qui ordonne l'exécution des trois plans dressés le 8 mai 1741, par le sieur Touros, pour l'élargissement des rues de la Casserie, de la Poissonnerie et autres, 23 août 1741. Deux plans l'un signé par Touros. Procès-verbaux de toisé de terrains ; demandes et règlements d'alignements. Poursuites pour maisons menaçant ruine dans la rue de la Casserie, 1779. Enquête pour la démolition d'une maison située « au carrois de la rue de la Casserie, joignant d'un côté la rue Barillet qui conduit à la rivière d'Erdre, et cela par rapport au plan dressé par le sieur Touros, ingénieur du Roi. »

DD. 260. (Liasse.) — 1 cahier 4 f<sup>o</sup>s parchemin ; 32 pièces papier.

**1579-1790.** — Rues et places. Catherinettes, place de la Chambre des Comptes, carrefour du Change, Chapeau-Rouge, Chapeliers, Château. Demandes et règlements d'alignements. Demande d'alignements 1785, pour une maison « à vis l'Hôtel des Régaires, et celle y adjacente vis à vis les douves et Basse-rue du Château, donnant sur trois rues, la rue Basse-du-Château, celle qui conduit du Château aux Jacobins, et la petite rue des Vierges qui longe les Jacobins... » Accord du 13 février 1579, entre MM. de la Ville et Jean Ragaud, pour « couper, abattre et retrancher aux despens de ladite ville le devant d'une petite maison, o ses appartenances, située en la rue du Château, comme l'on va de Saint-Pierre à Sainte-Radegonde, joignant d'un costé à ladicte église Sainte-Radegonde et le pont dudict lieu, ung touc entre deulx, d'autre costé aultre petite maison.... quelles s'adventent plus que ladicte église, et au nyveau d'icelle, pour et affin d'eslargir, dresser et esplanader le chemin à l'endroit d'icelles maisons conduisant en pointe et escoince jusques au nyveau du portal de la court et entrée de la maison de noble homme M<sup>e</sup> Pierre Cornulier, sieur de la Tousche, conseiller du Roi, trésorier de France et général de ses finances en Bretagne... » Requête du curé de Sainte-Radegonde pour obtenir d'ouvrir des jours dans le pignon de son presbytère.

DD. 261. (Liasse.) — 1 cahier de 5 f<sup>o</sup>s, 33 pièces, 5 plans papier.

**1746-1789.** — Rues et places. Cheval-Blanc (1), Contrescarpe, Courtine, de Coutances. « Devis des ouvrages à faire pour la perfection de la rue des Murailles, qui communique du Pont de Sauvetour à la rue Saint-Léonard, appelée rue Bellabre... Devis des ouvrages à faire pour la construction d'une arche de 36 pieds de largeur aux murs de ville, sur la rivière d'Erdre, pour parvenir au projet d'une nouvelle rue qui communiquera de la porte de Sauvetour à la rue Saint-Léonard... » 1753. Adjudication pour 14,000<sup>l</sup>. Visites de maisons, procès-verbaux d'alignements. Dans une demande de 1772 la maison est dite située « rue Basse Motte de Saint-Nicolas », et dans la permission accordée en 1784, « petite mai-

(1) Antérieurement rue Bellabre et rue des Murailles.

son située rue de la Contrescarpe. » Dans une réclamation adressée au siège royal de la police en mai 1769, est désigné : « le chemin qui a été nouvellement ouvert, à la suite de la rue Talensac, pour communiquer à la place Viarmes. »

DD. 262. (Liasse.) — 1 cahier de 20 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 1 de 6, 1 de 5, 2 de 4, 79 pièces et 2 plans papier.

**1770-1789.** — Rues et places. Rue Crébillon. Acquisitions de maisons, indemnités à des propriétaires, prisages, estimations, extraits des registres des délibérations, procès-verbaux d'alignements, ordonnances de l'intendant pour l'ouverture de la rue de communication entre le terrain Graslin et la place de Saint-Nicolas, ou encore entre le quartier de Bouvet et la place Saint-Nicolas. Requête au sujet du pavage, adressée aux officiers municipaux, par divers propriétaires de « maisons en batisse tant dans la grande rue connue aujourd'hui sous le nom de rue de Bourbon, laquelle monte de la place Saint-Nicolas à celle de la Comédie que dans une rue de traverse qui a son arrivée dans ladite grande rue... » 1788.

DD. 263. (Liasse.) — 1 cahier de 14 f<sup>os</sup>, 1 de 7, 2 de 6, 5 de 4, 86 pièces et 1 plan papier.

**1781-1787.** — Rues et places. Rue Crébillon. Expropriations de maisons destinées à être démolies pour l'ouverture des rues nouvelles qui doivent conduire au quartier Graslin. Assignations, pièces de procédure, requêtes, expertises. État des maisons achetées par la Ville pour la formation de la rue qui doit monter depuis le centre de la place Louis XVI (place Royale actuelle), « jusques aux derrières du Sanitat. »

DD. 264. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 21 pièces, 1 plan, papier.

**1740-1791.** — Rues et places. Rues d'Argentré, de l'Épine, de l'Érail, Dos-d'Ane, des États. Demandes et procès-verbaux d'alignements. Mémoire concernant les possessions de divers propriétaires sur la contrescarpe du château; détails historiques sur les époques des constructions et reconstructions du château de Nantes, et du couvent des Jacobins. « Extraits de quelques titres qui sont entre les mains des PP. Jacobins de Nantes, du 1<sup>er</sup> mai 1365, » simple copie sans signature. Délibération, tendant à confirmer la concession

faite au sieur Bascher d'un terrain situé vis-à-vis du Château, 2 juin 1787. Arrêt du Conseil d'État, qui autorise l'échange fait entre la ville de Nantes et les Jacobins d'un terrain situé sur la contrescarpe, pour un terrain vague situé devant le couvent sur le Port-Maillard, et lettres patentes sur arrêt, 9 juin et 28 juillet 1761. Adresse aux maire et échevins par les habitants de la paroisse de Sainte Radégonde, et autres notables, pour les remercier de « la communication qu'il vous a plu établir entre la ville et le quartier de Richebourg, communication sollicitée par plusieurs de vos concitoyens, qui va rendre ce faubourg intéressant et favorisera le commerce; » sans date, vers 1788. Engagement du sieur Marion, « de se rendre adjudicataire de l'église et du presbytère de Sainte Radégonde, afin de disposer d'une partie du terrain pour former une place au devant du Château et élargir la rue, conformément au plan de la ville, 4 septembre 1791. »

DD. 265. (Liasse.) — 1 cahier 10 f<sup>os</sup> et 1 pièce parchemin; 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 5 de 4, 30 pièces papier; 2 sceaux dont 1 brisé, 2 cachets.

**1744-1780.** — Rues et places. Rue de l'Évêché. Cession à la ville du Tribunal des Régaires. Requête aux maire et échevins par les propriétaires d'un terrain vague, pour obtenir « de faire élever l'ancien petit mur qui est à vis l'encognure de celui de l'Évêché, lequel mur ils conduiront sur leur terrain, et de faire faire une porte;... » autorisation accordée 1744. Extrait des registres du Conseil d'État, du 29 mai 1764. « Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par les maire échevins et procureur-syndic de la ville et communauté de Nantes, contenant que par un traité inséré en la délibération arrêtée le 30 décembre 1763, au palais épiscopal, où le Bureau de la ville en corps se seroit transporté, le Sr Evêque de Nantes, désirant entrer dans les projets d'utilité publique, et faciliter l'ouverture d'une nouvelle rue qui corresponde à celle de Saint-Clément pour entrer directement dans la ville sur la place Saint-Pierre, passant sur la place du Cours et traversant le terrain et maison des Régaires, domaine de l'Évêché, auroit cédé, à titre d'échange, à ladite communauté, en pleine propriété et jouissance, avec faculté d'en disposer comme elle aviseroit, l'auberge des Régaires, et les maisons, cours, jardins, ensemble tous les ter-

rains en dépendants... » Les maire, échevins et procureur-syndic, de leur côté, ont cédé et abandonné, sous le bon plaisir du Roy, « en contre-échange audit Sr Evêque et à ses successeurs en pleine propriété, pour dépendre et être uni audit évêché, la tour et les parties de terrain, qui se trouvent du côté de son palais épiscopal, même la portion des Régaires qui se trouve du même côté après l'ouverture de la rue projetée... » Projet d'accord avec l'Evêque. Devis estimatif de la reconstruction de l'auditoire des Régaires, « à vis la maison de M. d'Aux, et à vis la place d'armes, pour la somme de 8,456<sup>1</sup> 6<sup>s</sup>, » sans date ni signature. Démolition des Régaires. Requête adressée au Parlement, le 22 avril 1777, dans laquelle Messire J. A. Frétat de Sarra, évêque de Nantes, expose que par le traité intervenu entre lui et la ville, il avait été convenu qu'après la démolition du Tribunal des Régaires, la ville en ferait rétablir un autre; « mais ils ont vu avec surprise que depuis l'époque de cette démolition la communauté ne se disposoit point à réédifier cet auditoire, et ne leur offroit même pas jusqu'à cette réédification un lieu convenable dans l'Hôtel-de-Ville pour l'exercice de sa juridiction... » Réponses de la communauté; extrait des délibérations; correspondance entre divers personnages et membres du Parlement; extrait des délibérations du Chapitre de l'église de Nantes, qui consent, « que les officiers de la juridiction des Régaires et Messieurs de l'Officialité tiennent leurs audiences et rendent leurs jugements dans l'auditoire de sa juridiction pendant deux ans, » 4 juin 1777. Requête présentée au Roi, afin de faire substituer la qualité roturière à la qualité de noble dont jouissait l'emplacement des Régaires de Nantes; » lettres patentes sur cette requête, juillet 1778.

DD. 266. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 1 de 6, 5 de 4, 92 pièces papier.

**1646-1789.** — Rues et places. Rues Félix, Fosse, Garde-Dieu, Gigant, Gorges. Bannies des réparations du pavage à faire à neuf et à relever depuis la rue des Minimes jusqu'à la rue de Richebourg; arrêtés pris par l'administration. Alignement donné au sieur Minée, chirurgien, pour sa maison, rue Félix, 1731. Procès-verbal des dires et raisons des opposants à la construction de la maison de la dame Fachu, et de ladite dame, juillet 1733. « ... Par arrest du Conseil rendu

en 1724, S. M. auroit accordé au feu sieur Darquistade la permission de renfermer un espèce de terrain vain et vague, situé au joignant et vis-à-vis de sa maison située à la Fosse de cette ville, et ce jusqu'à la concurrence seulement et au niveau de l'alignement de la façade de la nouvelle Bourse construite près dudit lieu, à la charge d'édifier sur ledit terrain et emplacement une facade dans le même ordre d'architecture et en même simétrie, autant qu'il sera possible, que celle de ladite Bourse, en observant l'alignement qui lui seroit donné par le sieur Delafond, ingénieur du Roi. Depuis ce temps-là, ledit sieur Darquistade étant décédé, et sa veuve ayant vendu sa maison, avec une cession de tous ses droits concernant ledit emplacement, à la dame veuve Fachu, celle-ci en qualité d'acquéreur s'est mise en devoir depuis peu de jours d'édifier une maison sur ledit terrain; mais au lieu de se conformer aux alignements qu'elle doit tenir et suivre des deux côtés de ladite maison, l'un desquels donnant sur la Grande Rue et passage ordinaire de la ville à ladite Fosse, et l'autre donnant sur la rue qui passe entre l'Hôtel de ladite Bourse et ladite maison et emplacement, elle prétend prendre et anticiper sur ladite rue conduisant de la ville à la Fosse un pied et demi ou environ au delà de l'alignement de sa maison... (1) ». Ventes de terrains ou emplacements de maisons, alignements, requêtes permissions de construire. Demande d'alignements pour reconstruire la cure de Saint-Léonard, 1768. Adjudication au prix de 424<sup>1</sup> 5<sup>s</sup>, pour « faire bien et debument le nombre de 35 toises de pavé depuis la barrière du Bignon-Estard jusques à la croix qui est advis du Bois de la Touche, depuis ladite croix jusques au pont de Gigant 48 toises, et depuis ledit lieu de Gigant jusques au bout de la muraille de la maison de Launay, 90 toises, le tout sous une toise de large, tant de neuf que relevé... » 18 mai 1679. Demande d'alignement, par le propriétaire « d'une tenue nommée la Gentilhommière, au haut du Bignon-Létard.., proche la manufacture de cotonade. a vis ladite tenue..., au vis à vis du jambage du portail de la tenue des religieuses Carmélites, 1753; autre par les Directeurs des grandes corderies de

(1) Une tradition veut que cette maison, dite maison Darquistade, et qui, sous le numero 23 rue de la Fosse, occupe le fond de la place à côté de la Bourse, ait été construite sur les plans du célèbre architecte nantais Germain Boffrand.



Nantes, lesquels ont dit que leurs dites corderies qui aboutissent près la Croix des Gatineaux, au haut de la rue du Bignon-Letard, sont décloées... » Requête aux maire et échevins pour obtenir de bâtir « par Jacques Malherbe, l'un des habitants, comme ayant été par M<sup>re</sup> le mareschal de la Meilleraye, fait don à Henry le Davoys, Sr de la Fontaine, l'un de ses gardes, des loges et emplacements sys sur la contrescarpe de la Douve, hors la porte de Saint-Nicolas, sur le chemin qui vat de ladite porte sur le Port-au-Vin de la Fosse de Nantes, avecq permission de bastir audit lieu, et mandement à vous mesdits sieurs de laisser ledit le Davoys et ses causes ayans jouir desdites choses, ainsi qu'il est porté par l'acte dudit don du 20 février, 1646.... »

DD. 267. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 1 de 10, 2 de 8, 1 de 6, 3 de 4, 63 pièces dont 10 imprimés, 2 plans papier.

**1721-1784.** — Grande Rue, Basse et Haute. Élargissement de la rue Saint-Saturnin; correspondance avec l'intendant. Arrêts : du Parlement, confirmant une sentence de police « qui ordonne qu'une maison à pan-de-bois, saillie et surplomb, sera démolie, 7 mai 1722; du Conseil, qui ordonne plusieurs réductions des maisons de la rue Saint-Saturnin de Nantes, à l'effet de rendre le passage praticable aux charettes, carrosses et autres voitures sans incommoder les passants, 2 juin 1722; qui ordonne l'exécution du plan dressé le 15 septembre 1740, par le sieur Tourois, ingénieur du Roy à Nantes, approuvé et déposé à l'Hôtel de ville de Nantes, concernant la réduction à faire à quelques maisons et les alignemens et élargissemens de la Grande Rue de ladite ville depuis la place du Puy Lory jusqu'au carrefour de la Casserie, » 6 décembre 1740. Extraits des registres des délibérations, ordonnances de l'intendant, procès-verbaux d'expertises. « Mémoire concernant le passage de la rue Saint-Saturnin de la ville de Nantes. Cette rue est si étroite qu'il n'y a seulement que le passage d'un carrosse, charette ou autre voiture; en sorte que les gens de pied, n'y peuvent passer sans courir des risques lorsqu'il survient des voitures dans cette rue..... » sans date. Requêtes, demandes d'alignemens.

DD. 268. (Liasse.) — 31 pièces papier.

**1731-1789.** — Rues et places. Place Graslin, rues Grétry, de Guérande, des Halles. Alignemens, 1786, « pour la construction d'un hôtel garni sur la place de la nouvelle salle des spectacles, au quartier Graslin à Nantes, » très probablement la belle maison où se trouve l'Hôtel de France; procès-verbaux de l'état des pavés; permissions de nivellement; autorisation à un propriétaire « de faire faire au premier étage de sa maison, qu'il fait construire rue des Halles, un cul de lampe d'environ un pied de saillie, dans la largeur de deux croisées de la facade de sadite maison, » 1745; requête de Madame de Grandville, engagiste des moulins des Halles, condamnée par sentence du 25 mai 1773, « à faire changer, de jour à autre, la poutre qui est au plancher de la chambre principale, occupée par le sieur Mellinet fils, fermier desdits moulins, et à faire relever le plancher de ladite chambre. »

DD. 269. (Liasse.) — 59 pièces papier.

**1727-1789.** — Rues et places. Rues des Hauts-pavés, de l'Hermitage. Procès-verbaux d'alignemens et d'enquête. Requête adressée à l'intendant par les habitants et propriétaires du quartier de l'Hermitage, 1727, tendant à obtenir le pavage et l'aplanissement de cette rue : « disant que depuis environ de vingt-cinq ans, l'on a bâti dans ce quartier une assez grande quantité de maisons, pour y former une rue assez longue et presque bordée de maisons des deux côtés, et qu'on continue actuellement à y bâtir. Mais que quoique cette rue soit un grand passage, et que les bâtimens que l'on va faire dans l'intervalle de la Fosse et Chezine, dont le publicq et les propriétaires recevront de grands avantages, et en seront redevables à Votre Grandeur, chaque particulier n'a pensé qu'à construire sa maison, sans faire attention à la voye publique, comme il arrive toujours dans les nouveaux établissemens qui se font sans dessins ni surveillant. Ce qui fait que cette rue qui monte à l'Hermitage, dont le fond est de roc avec beaucoup de pente, est si inégale qu'elle est impraticable à toutes voitures et très difficile aux gens de pied; et mesme certains particuliers se sont ingérez de batir nuitamment quelques baraques dans l'endroit où il n'y a des maisons que d'un côté, à la faveur



d'une crête de rocher qui rend la rue de beaucoup trop étroite dans cet endroit.... » Protestations contre cette requête et l'ordonnance de l'intendant. Lettre du maréchal d'Estrées sur ce sujet, Nanteuil 17 mai 1727. Liste des maisons situées des deux côtés de la rue de l'Hermitage. D'un côté de cette rue et en tête figure la maison « à côté de la Pierre Nantoise, appartenante aux Demoiselles...., et de l'autre côté à la fin, rocher à la demoiselle Backo, et celui qu'elle a arrenté à M<sup>e</sup> Hauchet, menuisier, à qui est la petite baraque de bois... » Requête adressée au maire, en 1783, par « les propriétaires des maisons situées sur la rue de l'Hermitage et terrains adjacents; disant qu'étant instruits qu'on va repaver la rue de l'Hermitage, que M. l'intendant informé de ce projet et de ce que l'usage de cette rue est presque impraticable pour les charettes et autres voitures, a ordonné au sieur Demolon, votre voyer, de prendre un nivellement qui put la rendre plus viable, que ledit nivellement vous a, Messieurs, été soumis, que vous l'avez adopté et que vous avez consenti de payer les deux tiers des frais que son exécution occasionneroit, toutefois que les propriétaires s'engageroient à y contribuer pour l'autre tiers, et à faire dans ce moment, pour en faciliter le travail, les avances de la totalité, et à supporter toutes les avaries et autres frais qui pourroient survenir de ladite excavation.... » Demandes et procès-verbaux d'alignements.

DD. 270. (Liasse.) — 6 pièces papier.

**1627-1774.** — Rues et places. Rues de la Héronnière, du Jardin des plantes. Procès-verbal de pièces présentées par les Capucins, pour la propriété de leurs couvent, 23 février 1730. « Premièrement le R. P. vicaire a représenté un contrat d'acquêt, en date du 4 décembre 1627, d'une tenue consistant en logis couvert d'ardoise, avec les jardins au derrière, close et fermée de murailles, arbres et affiment y étant, située en la rue appelée la rue de Bourgneuf, à ladite Fosse de Nantes, le tout borné d'un côté la tenue appelée Bouvet, d'autre côté le chemin qui conduit de ladite tenue à la Gages, et au lieu de la Grande Ouche, et les tenues de la Petite Ouche et de la Colinne, d'un bout le jardin de la Héronnière... » Autre acte de reconnaissance, passé le 26 aout 1667, par lequel la dame Catherine Poulain reconnaît que la muraille, entre la maison des

Capucins, et le jardin de Bouvet, qui lui appartient, « est mutuelle et commune, aux termes de l'usage du comté de Nantes.... » Sentence de la juridiction des Regaires du 29 avril 1684 « qui ordonne que la muraille faisant séparation de la tenue de Bouvet d'avec l'allée des PP. Capucins demeurera commune et mutuelle.... Autre contrat d'acquêt, sur parchemin, du 28 février 1628, d'une tenue appelée la Héronnière, autrement la Colinne... contenant un journal et demi de terre ou environ... Contrat d'acquêt du 16 novembre 1701, d'un logis joignant la porte de l'enclos des Capucins.... Vu le procès-verbal ci-dessus, et attendu ce qui résulte des actes, sentences, transactions et autres pièces dont extrait y est rapporté, les soumaire et échevins estiment que le chemin sur lequel est construit le nouvel escalier des Pères Capucins, paroît bien leur appartenir par l'acquisition qu'ils en firent au mois de décembre 1627, dont les débournements font connoître leur propriété; mais, qu'en convenant de bonne foi de la validité de leurs titres à ce sujet, il paroît aussi naturel de penser que lorsqu'ils ont fait travailler au bâtiment de leur église, au bas duquel ils avoient laissé le chemin contentieux, ils se sentoient, dès ce temps là, dans l'obligation de remplacer quelque autre chemin de passage qu'il leur avoit convenu de fermer, pour donner à leur cloture l'étendue qu'elle se trouve avoir actuellement. Au reste la voye qu'ils ont fermé par leur escalier, étoit d'une si grande utilité au public, pour la communication des quartiers du Bignon-Étard, de la Gages et de la Fosse, en cas d'incendie ou d'inondation, que cette seule raison auroit du porter les Pères Capucins à laisser les choses dans l'état où elles se trouvoient depuis leur établissement, d'autant plus que leur nouvel ouvrage, en gênant infiniment le public, ne leur produit d'autre effet que de donner à leur église une entrée plus disgracieuse qu'elle n'étoit auparavant. C'est le sentiment de la communauté qui réserve au surplus à débattre, sy le cas y eschet, la précloture exclusive qu'ils pourroient prétendre des chemins qui les bornent tant du côté de Bouvet que de celui qui conduit de la porte de leur église à la Petite Rue des Capucins... » Procès-verbaux de travaux d'aplanissement de la rue de la Héronnière. Ordre donné par la ville de débayer le chemin « devant la tenue du Chapitre, » qui conduit au nouveau cimetière public, 1774.

DD. 271. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 2 de 4, 48 pièces papier.

**1781-1786.** — Rues et places. Rue Jean-Jacques Rousseau (1). Demande adressée aux maire et échevins, par le sieur Simon, afin d'obtenir la cession d'un terrain vers l'ouest de « la maison qu'il possède à la Fosse, vis-à-vis la chapelle de la Bourse, à côté de celles qui viennent d'être démolies, ayant appris qu'il doit y avoir une rue dans la place de ces maisons. » Autres demandes semblables. Extraits des registres des délibérations municipales. Estimations de maisons et de terrains. Requête de M. et M<sup>me</sup> de Geslin, dans le but d'obtenir un terrain vague « disant qu'ils sont propriétaires d'une maison située à l'entrée de la Fosse, entre la nouvelle rue qui conduit à Bouvet, et celle nommée Sous le Chesne... »  
**1782.** Procédure entre la ville et les propriétaires d'un pavillon situé au haut de la rue nouvelle qui communique du quartier Graslin à la Fosse. Requête du s<sup>r</sup> Simon, en demande d'indemnité : « lorsqu'il fit construire sa maison, à vis la Bourse, régnant d'un bout sur la rue de la Fosse et d'un côté la nouvelle rue de Bouvet, il présenta requête à l'effet d'avoir l'alignement et le nivellement... La rue de Bouvet, actuellement la rue Royale, vient d'être élevée à ce qu'il paroît, au dessus du nivellement donné... »  
**1783.** Demandes d'alignements.

DD. 272. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 25 pièces, 1 plan papier.

**1727-1789.** — Rues et places. Rues de la Juiverie, de Launay, de Lapérouse, place Louis XVI, rue de Lusançay. Demandes et procès-verbaux d'alignements. Arrêt du Conseil d'État « qui permet aux administrateurs de l'Hôpital général, dit Sanitat de la ville de Nantes, de prendre l'alignement du chemin de Launay, en sorte que les maisons nouvelles qui y seront construites répondent au point de concours, tant de l'alignement de la Fosse, que de celui de Launay, le tout avec les précautions prescrites par ledit arrêt, du 19 septembre 1730. » Supplique de la dame veuve de Montaudouin, « disant que le pavé au devant de sa maison située sur la place d'Armes (2), et celui de la rue des

(1) Rue Graslin, rue Royale, rue Nouvelle de Bouvet, rue Dauphine, 1825.

(2) La place d'Armes, de la Liberté, Joséphine, Louis XVI, de la Liberté, aujourd'hui place Louis XVI.

Régaires, n'étant point fait, il lui est impossible ainsi qu'à ses locataires d'habiter sa maison... Comme le passage sous le pérystile se trouve très sombre, et devient par là dangereux dès la brume, en ce qu'il offre aux malfaiteurs des endroits commodes pour se cacher, Madame veuve de Montaudouin de la Clartière, supplie Messieurs les officiers municipaux d'ordonner qu'on place sous la voute de ce passage un reverbère, qui donnera à ses locataires plus de sûreté par un passage qu'ils redoutent », 21 janvier 1785. Toisé et devis du pavé à faire sur la place d'Armes, située entre les Cours de Saint-Pierre et de Saint-André. Requêtes par divers, et par « la Société des Sécherics et le sieur Levêque, propriétaires de la première et seconde maison au bas du coteau de Miséry, quartier de l'Hermitage. »

DD. 273. (Liasse.) — 1 cahier 4 f<sup>os</sup> parchemin ; 2 cahiers 4 f<sup>os</sup> et 36 pièces papier.

**1693-1789.** — Rues et places. Chaussée de la Madeleine. Sentence rendue, le 3 décembre 1693, par laquelle les veuves Terrien et Rousseau, sont condamnées à remettre « les choses en pareil estat qu'elles estoient au commencement, un fossé qu'elles avoient fait creuser à l'opposite de l'arche qui est proche les images de la Belle-Croix de cette ville ; et sur le rebord d'icelluy fossé, y fait enfoncer des pieux et attaché des planches qui estant eslevées de plusieurs pieds du costé vers ladite arche, plus que le terrain, empeschent le passage que les habitants de cette ville et les propriétaires de ladite prée sont en possession d'avoir par dessous ladite arche pour aller venir et faire passer leurs foins et matériaux et marchandises, pour sortir par la Grande Prée, n'ayant pas d'autre passage et sortie commode... » Adjudication des travaux de réparation à faire à la Chaussée de la Madeleine en 1698, pour 1793<sup>1</sup> et 21<sup>1</sup> 16<sup>o</sup> d'augmentation. Permission accordée aux directeurs de l'Hôtel-Dieu, d'élever un mur sur le parapet du pont qui conduit à la chapelle de la Madeleine, 1736. Procès-verbaux d'alignements ; permissions de construire. Poursuites pour la démolition d'une maison, sise Chaussée de la Madeleine, et qui menace ruine, 1785.

DD. 274. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 49 pièces et 1 plan papier.

**1722-1789.** — Rues et places. Rues de la Maison-

Rouge, Malherbe, du Marais, Petite rue du Marais, rue du Marchix et place Sainte-Élisabeth. Procès-verbaux d'alignements; demandes adressées à l'administration pour acquérir des terrains. Homologation d'un traité d'échange entre la communauté de ville et les propriétaires de la Retraite des femmes, 1764. Sentence du siège Présidial, ordonnant « l'examen d'une maison située dans la nouvelle rue pratiquée dans l'emplacement de la maison Secretin, laquelle nouvelle rue communique de la rue Saint-Léonard aux marais, » 1789. Adjudication du pavé « à faire le long des murs du couvent de Sainte-Élisabeth, à aller au ruisseau de la Grande rue du Marchix... » 1722. Correspondance avec l'intendant. Dans un des procès-verbaux d'alignement est citée « la Petite rue du Martrai, » qui semble devoir être le Martray actuel.

DD. 275. (Liasse.) — 42 pièces, 4 plans papier; 1 cachet.

**1744-1789.** — Rues et places. Rues du Martray, Menou, Mercœur, Merle Blanc (1), Miséricorde, de la Monnaie. Aliénations de terrains; procès-verbaux d'alignements. Procès-verbal de l'état du chemin nommé rue de Mercœur 1762. Supplie humblement les frères des Écoles Chrétiennes, « disant qu'ils desireroient faire un corps de logis, sur la rue Mercœur, depuis leur chapelle, jusqu'au bout joignant le terrain de l'Hôpital, pour loger plus commodément leurs pensionnaires... » 1775. Du 14 mai 1778, « Supplie humblement V. et D. Missire René Brelet de la Rivellerie, prestre, docteur en théologie, recteur de la paroisse de Saint-Nicolas, disant que depuis environ quarante ans, il est engagiste de l'ancien fossé de Mercœur, près la Barrière de Couëron, et qu'il fut le premier qui osa entreprendre de changer ce fossé qui ne formoit qu'un cloaque impraticable, en un terrain agréable formant une issue nouvelle à la ville de Nantes, à quoy il n'est parvenu qu'à force de peines et de dépenses. Cette issue, appelée aujourd'hui rue de Mercœur, et qui partage en deux les concessions du suppliant, n'avoit lorsqu'elle fut formée aucune destination fixe, aussi luy laissa-t-on une largeur excessive, dans le dessein, disait-on alors, d'en faire une issue à une grande place ou champ de foire pour y lancer les chevaux à la vise, et cela parce qu'on ne pensoit pas

(1) Aujourd'hui rue Boileau.

dans ce temps qu'elle seroit une rue bordée de maisons... » Demande des propriétaires des maisons cours et jardins de la rue Mercœur, de faire paver à leurs frais devant leurs possessions, « disant que ladite rue est un passage des plus fréquentés, et une communication entre les places de Bretagne et Brancas; que le grand nombre de jardins situés à Gigant, derrière la chapelle de Miséricorde et dans tout le canton, attirent un monde considérable dans ladite rue; que d'un autre côté les bourdiers, métayers et gens de campagne qui ont des possessions dans ce même canton ne cessent de fréquenter ladite rue pour apporter dans le cœur de la ville leurs fruits et légumes... » 1783. Demande d'alignement pour un terrain « près la chapelle de Miséricorde, sur le bord du chemin qui conduit à droite depuis la croix jusqu'à la chapelle... » 1780. Procès-verbal, pour la démolition d'une partie de maison, « nommée la Petite Écurie (Petite Écurie des Ducs,) située rue de la Monnoye de cette ville... » 1751.

DD. 276. (Liasse.) — 25 pièces, 1 plan papier.

**1746-1789.** — Rues et places. Rue Montaudouine, chemin des Moulins (1), rue du Moulin, de la Nation (2), Petite rue Notre-Dame, rue des Olivettes, du Pas-Périlleux. Demandes et procès-verbaux d'alignements. Demande d'indemnité pour cession de terrain par le propriétaire « d'une tenue située au lieu et dans la franchise de la Bastille, paroisse de Saint-Similien, nommée Pousse-Penil, sous le proche fief de la juridiction en pairie des Réguares de Nantes. Cette tenue aboutit à la place de la barrière de Couëron, où se tient le marché des cochons, et borde en partie le chemin des Moulins conduisant au pont de Gigant, faisant la séparation des paroisses de Saint-Similien et de Saint-Nicolas... », avril 1773. « Mémoire, sans date ni signature, mais écrit vers 1760-1773; « les propriétaires de la prée de la Madeleine, près les ponts, représentent très humblement à Messieurs les maire et échevins de la ville et communauté de Nantes, que cette ville est trop petite pour contenir ses habitants, qui se multiplient tous les jours, et les étrangers que son grand commerce y attire,

(1) Rue du Boccage.

(2) Rue des Marins.

ainsi il devient nécessaire d'assigner un endroit pour bâtir des maisons. Le plus convenable qui se présente, pour ne pas dire le seul, est la prairie de la Madeleine, surtout la partie qui se trouve entre le chemin qui traverse la prairie pour aller aux Olivettes, et les ponts de la Madeleine. Déjà les ponts sont presque tous garnis de maisons, et ils ne tarderont pas à l'estre, ces maisons sont affermées d'avance sur les plans et devis, ce qui marque bien le besoin pressant d'habitations.... » Demande tendant à faire remblayer la rue des Olivettes, 1789; « il est sur la prairie de la Madeleine, et au derrière des maisons qui gardent le pont, une rue très large nommée la rue des Olivettes. Elle commence au bout oriental du quay de la Maison-Rouge, à l'endroit de l'abreuvoir et va se rendre en droite ligne, vers midi jusqu'à la Grande Rivière, après avoir passé devant le bout oriental de la rue du Marni, et le bout occidental de celle de la Vierge.... »

DD. 277. (Liasse.) — 1 cahier de 5 f<sup>os</sup>, 2 de 4, 23 pièces, 1 plan papier.

**1729-1790.** — Rues et places. Rues des Pénitentes, Petits-Murs, place du Pilori, rue de la Pèrie, Piron, Poissonnerie, Porche-Corbain. Demandes et procès-verbaux d'alignements; « supplie humblement messire Amaury-Charles Boux de Casson, disant qu'il est propriétaire de l'hôtel anciennement appelé de Cornulier, et actuellement de Casson, situé au vis-à-vis du couvent des Dames Pénitentes de cette ville.... » 1779. Procès-verbal des pavés « du Puy-Lory de cette ville, » 1746. Devis estimatif de remblais à faire dans la rue de la Pèrie, 1784. Acquisition par la ville, et ferme, d'une maison sise rue de la Poissonnerie, 1761. Plan de la maison appartenant à la ville, 1790.

DD. 278. (Liasse.) — 1 cahier de 10 f<sup>os</sup>, 2 de 4, 34 pièces et 1 plan papier.

**1721-1784.** — Rues et places. Rue du Pont de Sauvetout, rue et place du Port-Communeau (1), rue du Port-Maillard. Demandes et procès-verbaux d'alignements. Demande de pavage pour la rue du Pont de Sauvetout. Demande des habitants du quartier de la place d'Aiguillon pour contraindre les propriétaires à faire paver devant leur maison; en

(1) Dite antérieurement place d'Aiguillon.

note: « non délibéré à cause du remblay qu'il est nécessaire de faire pour mettre de niveau et aplanir la place d'Aiguillon. » Le 4 mars 1763, ont comparu les sieurs Minée et Gaye, « maitres en chirurgie à Nantes, prévôt et trésorier en charge de leur communauté, lesquels ont dit que leur dite communauté désireroit d'élever un portail d'entrée à la maison qu'elle fait construire sur un terrain dépendant du bénéfice appelé Galapart, situé dans la rue du Port-Communeau... » Ordonnance de l'intendant du 22 avril 1736, « pour la démolition d'une baraque attenante au mur du logement du sieur de Kermarquer, juge-garde de la monnoye, située rue du Port-Maillard... » Procès-verbal de visite de la « maison et dépendances de la Petite-Écurie, sise rue du Port-Maillard de cette ville, » 10 février 1744.

DD. 279. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 3 de 4, 14 pièces papier.

**1577-1786.** — Rues et places. Place du Port-au-Vin (1), rue Porte-Neuve. « Ce sont les faits, ce sont les moyens que les maire, eschevins, nobles bourgeois, manans et habitans de la ville de Nantes, baillent et fournissent pour empêcher l'entherinement de certaines lettres de Sa Majesté obtenues par Nicodesme Monnier, marchand de vins, afin de se faire bailler et arrenter une partie de la place du Port-au-Vin de cestedite ville, et ce suivant l'ordonnance de Messieurs de la Chambre des Comptes de ce pais, en date du trentiesme jour de janvier 1577.... » Autorisations données à plusieurs marchands à la Fosse « d'exhausser et massonner les quatre magasins et les quatre celiers » qu'ils possèdent sur la douve près la porte de Saint-Nicolas, vers le Port-au-Vin, 1648. Alignement donné pour « un emplacement de terrain vain et vague, situé dans le lieu appelé le Port-au-Vin de Nantes, accordé au sieur Marc de la Brouillère par S. M., 1715. Demande d'alignement pour un « magasin donnant sur la rue des remparts, qui conduit à la place Viarmes, pour aller à la Barrière de Couëron... » 1768.

DD. 280. (Liasse.) — 4 pièces parchemin; 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 31 pièces papier.

**1423-1789.** — Rues et places. Quartier de Richebourg. Autorisation, donnée aux bourgeois de Nantes,

(1) Aujourd'hui place du Commerce.

par le duc Jean V, de « faire avaler une mote de terre qui est près et joignant la douve de notredite ville, du cousté devers Richebourg, vulgairement appelée icelle motte Chasteaugailart, tant pour ce que si elle demouroit en l'estat ou elle est de présent elle seroit moult préjudiciable à notre dite ville, pour ce que si ennemis y survenoient à puissance, que Dieu ne vueille, ilz la pourroient de legier fortifier et emparer, et en icelle se loger pour grever et endomager notredite ville; que aussi mesmes en l'endroit où elle est située convient de nécessité que le grand chemin et pavé soit fait pour yssir et aller de notredite ville et par le boulevart qui est fait de nouvel à la porte Saint Pere et descendre audit lieu de Richebourg, ainsi que toutes ces choses ont été advisées par nostre très cher et très amé frère le comte de Richemont.... Donné en nostre ville de Vennes, le 8 avril 1423, signé : par le duc. » Indemnité de 25 livres accordée à « Ymaine Chauvin, veuve de feu Robert Elmeth, et à ses enfants pour une certaine motte appelée Chasteaugailart, qui naguères estoit eddifiée en vigne, siise près Richebourg... » 1424. Acquisition faite par les maire et échevins d'une corde et demie de terrain, pour élargir l'entrée de Richebourg, au prix de 200<sup>l</sup>, 26 mars 1650. Ordonnance de police, du 26 novembre 1763, pour faire lever et exhausser le pavé de Richebourg. Demandes et procès-verbaux d'alignements.

DD. 281. (Liasse.) — 32 pièces et 1 plan papier.

**1738-1786.** — Rues et places. Rues du Roi-Baco, de la Rosière, route de Rennes, Royale. Procès-verbaux de visites de maisons pour en ordonner la démolition. Procès-verbal de la situation du pavé de la Croix des Gastineaux, 1738. Extrait du procès-verbal du 18 septembre 1764, « de l'estimation des terrains qui sont enfermés dans le nouveau chemin projeté de Nantes à Rennes, rapporté par M. Ceineray qui a fait le plan figuratif... » Mémoires, requêtes, demandes d'alignements.

DD. 282. (Liasse.) — 1 cahier 7 f<sup>o</sup>s, 1 pièce parchemin; 1 cahier de 28 f<sup>o</sup>s, 1 de 14, 1 de 6, 1 de 4, 67 pièces, 1 plan, papier.

**1655-1790.** — Rues et places. Place Royale (1).

(1) Ancienne place Saint-Nicolas, puis Louis XVI, place Égalité 1848, place Royale aujourd'hui.

Copie, en date du 21 janvier 1655, d'une délibération du Bureau, relative à la propriété « d'une place d'armoire sise soubz la voulte du premier pont levys de la porte Saint-Nicolas... » Grosse d'un contrat de vente du 30 avril 1699 « d'une place d'armoire située sous la voute du premier pont-levis de la porte Saint-Nicolas, contenant en largeur six pieds, de hauteur aussy six pieds, et de profondeur un pied et demy; ladite place d'armoire cy-devant vandue du Roy, notre sire et souverain seigneur, à cause de son fief et domaine audit Nantes, y payer chacun an, aux termes de Noël et de Saint-Jean-Baptiste, la somme de six livres tournois par les demies années, faire les autres redevances à la manière accoustumée. Laditte vente faite et accordée entre parties pour et moyennant la somme de 300<sup>l</sup> tournois. » Adjudication, au prix de 2,710<sup>l</sup>, d'une maison située près de la herse de Saint-Nicolas, en 1736, démolie en 1790. Lettre de M. Bertrand de Molleville, intendant, Paris, 28 février 1787. « Je remarque dans la remontrance d'après laquelle vous avez pris votre arrêté, qu'on évalue le produit de la vente projetée comme s'il ne s'agissait que d'enlever les baraques de M<sup>me</sup> du Barry, et que le terrain des douves de Saint-Nicolas jusqu'au pont de Sauvetout fut prêt à recevoir des édifices; mais cette estimation n'est aucunement relative à l'état actuel des lieux. Je vois en effet que les petites maisons acquises de Madame du Barry, forment un cordon qui masque un cavalier de 80 toises de longueur sur 4 de hauteur et 4 d'épaisseur, cubant ensemble 1280 toises, et que ce cavalier est flanqué d'un côté des tours Saint-Nicolas qui donnent 560 toises; ce qui fait en tout 1840 toises : ces masses énormes, d'une maçonnerie très difficile à démolir, ne peuvent être enlevées que par un travail assidu pendant deux ans; de sorte que ce terrain, qui est évalué 8<sup>l</sup> dans la remontrance, seroit à peine vendu 20<sup>l</sup> dans l'état, attendu qu'il ne présente en ce moment que des dépenses effrayantes pour les particuliers, et des jouissances très éloignées. Il en est de même du terrain des douves de Saint-Nicolas se prolongeant sur la rivière d'Erdre; ce n'est actuellement qu'un cloaque infect, bordé d'un côté de trois tours et d'un mur de ville, de manière que ce terrain estimé 3<sup>l</sup> dans la remontrance, ne serait pas vendu 10<sup>l</sup> le pied dans son état actuel, parce qu'on ne pourra y établir aucun édifice qu'après la démolition des

tours et murailles, qu'après la reconstruction du pont de Sauvetout qui menace d'une ruine prochaine, qu'après un remblai considérable et l'établissement d'une rue. Si j'adoptois la vente proposée par votre délibération, loin d'avoir un bénéfice de 192,405<sup>1</sup>, votre communauté seroit obligée de tirer de sa caisse des sommes immenses pour payer M<sup>me</sup> du Barry, et en outre les indemnités des propriétaires particuliers ainsi que celles des locataires que l'on forceroit de déloger avant l'expiration de leurs baux. D'ailleurs, la démolition qui seroit faite dès à présent des maisons acquises de M<sup>me</sup> du Barry, priveroit sans aucune utilité la communauté de ville d'un revenu d'environ 20,000<sup>1</sup>, objet très intéressant pour elle, et porteroit en outre le plus grand préjudice aux habitants de ces maisons qui se trouveroient sans asiles. Mais au moyen des différents travaux dont je viens de vous faire le détail, les terrains dont il s'agit auront acquis toute leur valeur, en sorte que celui qui joint la nouvelle place Louis XVI sera vendu 10 et 12<sup>1</sup>, et celui des Doutes de Saint-Nicolas 4 et 5<sup>1</sup> le pied .. » Aveu rendu à l'évêque de Nantes, en 1745, pour une maison sise place Saint-Nicolas. « État des maisons ou boutiques appartenant à Madame la duchesse de Lauraguais qui seront à supprimer pour exécuter les projets ordonnés par l'arrêt du Conseil du 22 avril 1755, pour l'embellissement et la commodité de la ville de Nantes. » Acquisitions par la communauté, titres de propriétés; extraits des registres des délibérations; demandes pour opérer des reconstructions, des réparations; procès-verbaux d'alignements, de délimitations de terrains et de maisons.

DD. 283. (Liasse.) — 67 pièces papier.

**1678-1739.** — Rues et places. Cour et rue Saint-André; rues Sainte-Catherine, Saint-Clément, Saint-Jacques. Requête des chanoines de Notre-Dame pour « ouvrir une carrière qui s'étend dans le haut du chemin qui conduit à la grosse tour... » Requête des habitants des rue et quartier de Saint-André, à l'intendant, « disants que la rue et place de Saint-André, sont dans un si mauvais état, dans une dégradation si grande qu'on ne peut qu'avec une très grande difficulté et même avec danger administrer les sacrements aux malades dans cette partie, qu'ils causent l'interruption de la route de Chateaubriant, de Nort, et des paroisses circonvoisines... »

Même requête adressée au maire. Acquisition par la ville et démolition de la chapelle de la commanderie de Saint-Jean et Sainte-Catherine, 1736. Demandes et procès-verbaux d'alignements.

DD. 284. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 3 pièces parchemin; 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 57 pièces papier.

**1646-1788.** — Rues et places. Rues Saint-Jean, Saint-Laurent, Saint-Léonard. Demandes et procès-verbaux d'alignements; ventes à la ville, titres de propriété. Délibérations de la ville, autorisant : « le rétablissement, par économie, de la porte située dans la ruelle qui conduit de l'église Saint-Laurent à la sacristie de Saint-Pierre, 1730; le trésorier de l'église de Nantes, à démolir, à ses frais, la tour qui est dans l'angle de son jardin jusqu'au niveau de la Motte Saint-Pierre, et faire combler ladite tour à la hauteur convenable pour pouvoir y faire pratiquer une porte pour descendre de son jardin sur la Motte, parce qu'il disposera à son profit des pierres de démolition, 1759; l'abbé de Regnon, à ouvrir une porte dans le mur de ville, qui borne le jardin de la maison du Doyenné, pour descendre dudit jardin sur le Cours des États, 1772. Requête adressée au maire par le général de la paroisse de Saint-Léonard, disant que depuis longtemps il diffère d'adresser ses représentations au Bureau, afin d'obtenir l'alignement et l'élargissement de la rue Saint-Léonard depuis l'ancienne maison de Retraite des femmes jusqu'à la place d'Aiguillon, servant aujourd'hui de marché public. Le passage continuel des fiacres et autres voitures, des charettes chargées de bois de construction et autres, fers, charbons, celui des chevaux de crocheteurs qui vont et viennent dudit marché, celui des rouliers qui fréquentent les routes de Rennes, Vannes, même celle de Paris, les batisses qui se font continuellement tant auprès de la Chambre des Comptes qu'aux environs, tous ces motifs paroissent exiger que le Bureau s'occupe de rendre ce quartier moins tortueux et plus large, afin d'éviter les dangers toujours renaissans auxquels les gens de pied sont particulièrement exposés.... 1783. »

DD. 285. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 34 pièces papier.

**1721-1786.** — Rues et places. Rue Saint-Nicolas, place Saint-Pierre, rue Saint-Saturnin, place

Saint-Similien, rues Saint-Similien, Saint-Vincent, Sarrazin (1). Demandes et procès-verbaux d'alignements et de visites d'experts. Lettre du maire G. Mellier au maréchal d'Estrées, 1727, « M<sup>re</sup>, l'abbé de la Baste, official, grand vicaire de ce diocèse et chanoine de notre église cathédrale, possède une maison, dans la place Saint-Pierre de cette ville, dont les étages supérieurs ont été construits anciennement avec bois et terrasses, lesquels étant ruinés par vétusté il s'est trouvé dans l'obligation de les faire démolir, et m'a demandé permission de les rebâtir avec bois et terrasses. Je lui ai fait entendre que par rapport aux inconvénients du feu, il n'étoit ni de son intérêt ni de celui du public de faire revivre un aussi mauvais ordre de construction, outre qu'il est prohibé par arrêt du Conseil du 9 décembre 1725. Il m'a répliqué, Monseigneur, qu'il n'étoit point propriétaire de la maison en question qui est attachée à sa prébende dont il n'est qu'usufruitier, et que le clergé avoit des privilèges personnels et réels pour les biens qui en dépendent. Enfin, après plusieurs discussions, je l'ai entièrement fait revenir, il s'est soumis à l'arrêt, il a rebâti en pierres, et je viens de visiter son ouvrage qui m'a paru régulier. J'ai cru, Monseigneur, qu'il étoit à propos d'user de modération, pour parvenir à mes fins sans le menacer de l'autorité; il n'aurait pas manqué dans ce cas de s'adresser à M. le Cardinal de Fleury et de nous jeter dans quelque embarras, au lieu que son exemple servira beaucoup à l'uniformité de cette jurisprudence pour toutes les maisons ecclésiastiques situées à Nantes... » Arrêts du Conseil d'État « qui ordonnent plusieurs réductions de la rue Saint-Saturnin, à l'effet de rendre le passage praticable aux charettes, carrosses et autres voitures sans incommoder les passants, » 1721, 1722.

DD. 286. (Liasse.) — 1 cahier, 4 f<sup>os</sup> parchemin; 1 cahier de 18 f<sup>os</sup>, 1 de 10, 2 de 8, 2 de 6, 6 de 4 f<sup>os</sup>, 103 pièces et 2 plans papier.

**1738-1786.** — Rues et places. Rue de la Sauzaie. Procès-verbaux d'alignements; délibérations de la

(1) Rue St-Nicolas, rue du Bourgmain en 1477, le Puget 1818. La rue St-Saturnin, d'après les arrêts du Conseil, devait être à peu de chose près le carrefour de la Laiterie, et comprenait cette portion de la Basse-Grande-Rue limitée entre la rue du Moulin et les Changes. Rue St-Similien, rue Mignard 1818. Rue St-Vincent, rue Mahly 1818. Rue Sarrazin, rue St-Jacques 1745, et 1818.

communauté de ville; extraits des registres du greffe de la police pour démolitions de maisons menaçant ruines; demandes d'indemnités; arrêt du Conseil du 16 septembre 1776, autorisant la suppression « de la petite rue ou ruelle transversale qui communique du quay à une autre petite rue qui règne au midy, et d'avoir en son lieu et place une nouvelle rue de 15 pieds de large... ; procédure entre la ville et le sieur Riverain, au sujet du terrain qui lui avait été adjugé, et des caves qu'il voulait construire « sous la rue où les voitures passent continuellement, ce seroit exposer la vie des habitants et des voyageurs... La ville de Nantes, par sa situation sur les rivières de Loire et d'Erdre, qui la traversent est très intéressante. Tous les particuliers qui construisent sur les bords ou dans la ville ont la faculté d'y conduire les toucs des latrines de leurs maisons, soit directement soit en prenant attache à ceux déjà construits, lesquels passent dans le milieu des rues, et quelques uns à peu de distance des maisons pour se rendre à la rivière. Tels sont ceux qui sont dans les rues de la Fosse, de Gorges, de Sainte-Catherine, des Changes, du Pilory, des Carmélites, du Cours des États, dont l'un descend à Richebourg et l'autre à Saint-André, du séminaire, etc., qui tous vont se rendre directement à la rivière. Si tous les particuliers voisins desdites rivières avoient anticipé sur la voie publique pour y faire des caves, à l'exemple du sieur Riverain, les rues se seroient trouvées interceptées, et ces canaux souterrains, si commodes pour le public, n'auroient pas lieu » (1).

DD. 287. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 4 de 4, 50 pièces et 9 plans papier.

**1742-1787.** — Rues et places. Rues de la Sine, Sully, Talensac. Demandes et procès-verbaux d'alignements; requêtes adressées au maire et échevins; procédure entre la communauté d'une part, le chapitre de Nantes et la dame Chesnard, veuve Bertrand, d'autre, à l'occasion de dégradations faites par le chapitre à la maison de la dame Bertrand près la Motte-Saint-André, à l'entrée de la rue Saint Clément, rue du Manège (très probablement rue Sully). Procès-verbal d'acceptation des ouvrages exécutés

(1) Les pièces de ce dossier comprennent les rues du vieux quartier de la Sauzaie, qu'il a été impossible de subdiviser par rue en raison de l'absence de renseignements dans les désignations trop vaguement énoncées. A cette époque la rue de Bon-Secours portait aussi le nom de rue de la Poissonnerie.



depuis le cimetière de Saint-Similien jusqu'à la rencontre du chemin de Rennes, 1742. Requête de M. Jean Mérot, écuyer, propriétaire de la tenue de la Tombe-Rouge (sur laquelle a été depuis construit l'abattoir), demandant une portion de terrain provenant du redressement du chemin de Talensac, 1785.

DD. 288. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 4 de 4, 78 pièces et 4 plans papier.

**1668-1788.** — Rues et places. Rues du Tertre (1), Tournefort (2), des Trois-Barils, des Trois-Matelots, des Trois-Pendus (3), de l'Union, des Ursules (4), de Verdun (5), de Vertais. Demandes et procès-verbaux d'alignements, visites de maisons, requêtes. Demande d'alignements pour le terrain « situé sur le Cours des États, joignant la manufacture de fayence, » 1771 (c'est l'emplacement sur lequel a été construit l'Hôtel-d'Aux, aujourd'hui quartier général du 11<sup>e</sup> corps d'armée). Requête adressée à l'intendant par le sieur Crucy, charpentier, exposant les travaux faits par lui de 1753 à 1779, les services qu'il a rendus à la ville, et demandant comme récompense la cession d'un terrain. Ordonnance de l'intendant, septembre 1783, qui condamne, au profit de la ville, les Chartreux et les Ursulines à faire « paver de pierre chacun une moitié du chemin joignant les murailles de leur enclos, pour le public y pouvoir passer commodément tant à pied qu'à cheval, et afin qu'on puisse avec liberté administrer les sacrements aux malades, habitant aux environs, et enlever les corps des décédés, attendu que les habitants du canton et aux environs sont enfermés de toutes parts lors des débordements des eaux. Autorisation donnée par la ville aux religieux jacobins « de parachever à leurs fraitz et despans la fermeture et portal de ladite rue pour empêcher que les salletez et immondices y soient mis, parce qu'ils ne pourront empêcher le passage par ladite rue lorsque le public et le particulier en aura besoin et qu'ils en seront requis par la ville, » 24 juin 1668. Protestations contre cette autorisation, quelques détails sur l'extérieur de l'église des Jacobins.

(1) Dite aussi rue du Petit-Bourgneuf, aujourd'hui rue Le Notre.

(2) Rue Tournefort, par arrêté du 28 novembre 1791, avant rue de Laubépin.

(3) Cette ruelle située à l'est du Jardin des Plantes, n'existe plus.

(4) Rue du Séminaire 1786, Pigale 1818, du Collège-Royal, aujourd'hui du Lycée.

(5) Aujourd'hui rue de la Commune.

DD. 289. (Liasse.) — 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>. 1 de 6, 1 de 4, 40 pièces papier.

**1579-1788.** — Rues et places. Rues de Versailles, de la Verrerie, place Viarmes, rues du Vieil-Hôpital, des Vinaigriers, Saint-Yves. Demandes et procès-verbaux d'alignements. Requête des sieurs Brée et Bodichon, propriétaires et directeurs de la Manufacture Royale des cordages de cette ville, représentant que la rue de la Verrerie, « la plus utile pour le service du commerce dans toute la partie inférieure de la Fosse, est délavée dans presque toute sa longueur... ; la rue du Bignon-Lestard est à peu près dans le même état, notamment entre les deux ruelles des Capucins et de la Cagassaye.... ; enfin la rue des Gâtes-Deniers (aujourd'hui des Cadeniers), n'est plus praticable par ses inégalités et les ravins qui se sont formés.... » sans date, vers 1770. Requête des maire et échevins à l'intendant : « qu'il vous plaise, Monseigneur, voir ci-joints l'extrait des lettres patentes de Louis XIV et Louis XV, 1644 et 1733, l'ordonnance de M. Feydeau de Brou, 7 février 1727, le contrat de vente, fait en 1698, par les commissaires du Roi, à feu Nicolas Gicqueau, auteur de la Delle Viau.... et faisant droit sur le tout, ordonner que ladite Delle fera démolir incessamment et de jour à autre, les clotures et baraques, combler les fossés qu'elle a fait faire, sous les peines portées par l'ordonnance de 1727.... » 8 mai 1736. « Mémoire instructif pour servir à l'obtention des lettres patentes nécessaires à l'effet de transférer à la place Viarmes la foire nantaise, et celle des grands bestiaux qui se sont tenues jusqu'ici sur la place de Bretagne (1). Le roi Charles IX, ayant formé le dessein d'accroître et de fortifier la ville de Nantes du côté du Marchix, on prit tout le terrain qui fut jugé nécessaire pour ces fortifications, et l'on commença à y travailler dès 1573. Six ans après, en 1579, le Roi régla l'indemnité des particuliers dont on avait été obligé de prendre le terrain ; et, cette indemnité fut portée à 33,077<sup>1</sup> 2<sup>e</sup> 8<sup>d</sup> tournois. Par lettres patentes, données cette même année 1579, Henri III ordonna que partie de cette somme seroit remboursée par le receveur du Domaine à Nantes ; et pour le surplus montant à 9,793 écus et demi 5<sup>s</sup>, il fut dit que le Roi en feroit la rente, sur le pied du denier quinze, aux différents particuliers entre lesquels elle fut répartie. Depuis, ce projet de fortifications fut abandonné et le

(1) La translation de ces marchés eut lieu en 1752.



Roi arrenta à divers particuliers ces mêmes terrains qu'on y avoit employés. Par contrat du 30 mai 1698 les commissaires généraux de S. M., pour la vente et revente de ses domaines, arrentèrent au nommé Gicqueau et consorts les jardins et autres terrains qui composent aujourd'hui la place de Viarmes, moyennant 400<sup>l</sup>, et 2<sup>s</sup> pour livre une fois payés.... » Droits d'octrois et droits payés à la seigneurie des Régaires pour entrées. Lettres patentes du 15 juillet 1579; acte de vente de 1698; quittance du garde du trésor royal; extraits des registres des délibérations; acquisitions par la ville.

**Pavage.**

DD. 290. (Liasse.) — 1 cahier de 8, 1 de 6, 1 de 4 f<sup>os</sup>, 8 pièces papier; 1 cachet.

**1569.-1745.** — Carrière de Misery. Ordre de M. de Bouillé, lieutenant général au gouvernement de Bretagne, au sieur de Sanzay, gouverneur et capitaine de Nantes, du 12 août 1569, « étant deue-ment adverty que pour la construction et édification des pontz de pierre qu'il a pleu à S. M. ordonner estre bastiz à Piremil, pour le bien et soulagement de son peuple, il n'y a aucune perrière plus prochaine utile ny commode que celle du Miserie, où desjà vous avez fait commencer la découverte, tirer et tailler la meilleure partie du grison qui a esté employé à la confection des pilliers eslevez audit pont. Et que néantmoins aucuns particuliers, prétendans ladite perrière leur appartenir, veullent empescher la continuation de l'actraict et ouverture d'icelle soubz pretexte de quelque interrest qu'ilz disent y avoir, lequel toutesfoiz ne peult estre tel que le bien public en doibve estre différé, ny autrement dillayé. Parquoy vous mandons et expressément enjoignons par ces présentes, signées de notre main, que nonobstant les arrests ou intimacions qu'on en puisse donner aux ouvriers qui y travaillent et besoinent journellement, vous ayez à les y faire continuer et maintenir, sans aucun trouble... » Délibération de la ville, décembre 1573, à fin de paiement, présentée par la dame de la Hautière, se prétendant propriétaire de la Hautière, et « notamment d'ung rocher appelé le Misserie, des appartenances dudit lieu », où se tire depuis longtemps la pierre employée aux ponts de Pirmil. Procès-verbal des coteaux de Misery, et accord de la communauté de ville avec le propriétaire, 4 juin 1609. Délibérations de la ville, 1744, au sujet

du « décombrement et ouvertures des carrières de l'Hermitage; » adjudication des travaux, devis; procès-verbal de visite; requête d'un batelier pour obtenir le transport des pierres.

DD. 291. (Liasse.) — 11 pièces papier.

**1740-1744.** — Contestation entre la communauté de ville et le sieur de Lusancay, propriétaire de la Hautière, au sujet de l'exploitation de la carrière de Misery. Ordonnance de l'intendant au profit des maire et échevins, août 1744 : « Vu la requête des maire et échevins de Nantes.... Nous, intendant de Bretagne, avons donné la convention faite entre la communauté et le sieur de Lusancay le 10 février 1740, pour résiliée; permettons en conséquence à la communauté de faire tirer du coteau de Misery la pierre dont elle aura besoin pour les pavés de la ville et faubourgs et avenues des grands chemins aux meilleures conditions que faire se pourra, en payant au sieur de Lusancay annuellement la rente de 36<sup>l</sup>, stipulée par le traité fait avec le sieur Ragaut des Perrières, employée dans l'arrêt du Conseil du 18 juillet 1681; défendons auxdites conditions audit sieur de Lusancay, et à tous autres, de l'y troubler, ou ses ouvriers, même de tirer ou faire tirer à l'avenir de la pierre dudit coteau, pour mettre en pavés ou en grisons, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de confiscation d'iceux et des outils des perrayeurs et autres ouvriers, et de 500<sup>l</sup> d'amende au profit des hôpitaux de la ville de Nantes, même de prison.... » Mémoire, requêtes, ordonnances de l'intendant.

DD. 292. (Liasse.) — 1 cahier de 36 f<sup>os</sup>, 1 de 26, 2 de 10, 1 de 4, 17 pièces papier.

**1788-1789.** — Contestation entre la communauté de Nantes et le général de la paroisse de Chantenay, qui prétendait contraindre la ville à ménager un chemin sur la cime du coteau de Misery, et est débouté de ses prétentions. Consultation d'avocat, mémoires, extraits des registres du siège présidial.

DD. 293. (Liasse.) — 4 pièces parchemin; 3 cahiers de 8 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 5 de 4, 20 pièces papier.

**1476-1682.** — Entretien général des pavés. « De par le duc. Il est mandé à Pierre Quiole, receveur et miseur des deniers ordonnés pour la réparation de ceste ville, faire tout incontinent curer et nectoier la petite rue et venelle qui conduit du chasteau de

Nantes, par derrière l'église des Jacobins, à l'aulmosnerie de ceste dicte ville; et icelle rue et venelle bien nectoyer et curer, faire haulcer et paver en manière que les eaux et infections n'y demeurent, et faire faire es deux boutz d'icelle rue et venelle deux barrières et clotures fermantes en faczon que l'on ny puisse porter ne mectre aucuns bourriers ne infections.... A Nantes, par le duc, le 14<sup>e</sup> jour d'auril, l'an 1475, signé : Francoys. » Quittances et mises pour travaux de pavage. « Ensuit le nombre des pavaiges qui ont esté faitz en ceste présente année 1485 : pavé relevé contenant XII taises de long sur taise troys quarts de laise, ou grant chemin qui conduit de la ville à Couairon, entre les terres de la Muce d'une part et d'autre, monte XXI taise à vij<sup>s</sup> vi<sup>d</sup> chacune taise... » États des pavages exécutés; 1507, « Item, onze toises ung quart, tant en long que en large sur le chemin qui conduit du Bignon-Lestart au pont Gigan, entre ung cloux de vigne à Monsieur de Nantes, vis-à-vis de la Tousse d'un costé, et d'autre costé le prainsouer d'Assigné, que tient Georges Poulart... » Quittances de paveurs et de fermiers du pavage pour travaux. État de 1528, ... « plus au Gué-aux-Chèvres, es deux boutz du pont du grand chemin d'Ancenis, et d'un autre petit pont qui conduit au Blotereau, tant en long que large 15 toises.... » Ordonnance du Présidial, 27 janvier 1576 : « Sur la remontrance faicte par Monsieur le Procureur du Roy, que tout alentour de ceste ville les pavez, pons et passaiges sont tellement enfondrez et indigens de réparations qu'il n'y a aucun accès ny moyen d'y passer ny rapasser, signautement les pons des Auges d'Ausanses et autres passaiges; et lesdites ruynes estre arrivées par la négligence des miseurs des deniers de ceste ville, destinez pour la refection et entretenement desdits ponts et passaiges et pavez tant de ceste ville et faux bourgs que des envyrons, requérant estre faict commandement au miseur, commis et recepveurs desdits deniers destinez à ce que dessus, à comparoir par devant Monsieur le Seneschal ou aultres de Messieurs les juges ou conseillers qui seront commis à ceste fin, pour se voir contraindre par toutes voyes deues et raisonnables esdites réparations, et que les deniers à ce que dessus destinez soient arrestez jusques avoir faict faire lesdites réparations.... »

DD. 294. (Liasse.) — 1 cahier 4 f<sup>os</sup>, 1 pièce parchemin; 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 2 de 6, 3 de 4, 78 pièces papier.

**1719-1790.** — Entretien général des pavés. Procès-verbal fait par M. Thevenon, des pavés et réparations exécutés sur les routes de Couëron, Châteaubriant et le long des quais de la Fosse, par l'adjudicataire Lebeau, janvier 1719. Ordonnances de l'intendant; placards et avis d'adjudications par les maire et échevins, correspondance. Contestation entre la communauté et les officiers de la Monnaie de Nantes, au sujet du pavage de la place du Bouffay; arrêt du Conseil d'État en date du 12 novembre 1726, prescrivant que le prix « des ouvrages qui ne pourra excéder la somme de 560<sup>l</sup> sera payé par les propriétaires des maisons, et par ladite ville et communauté par rapport au nombre de toises dudit pavé et à la nature des ouvrages spécifiés au devis, et le surplus par le directeur de la Monnaie, suivant la répartition qui en sera faite par le sieur de Brou. » États des pavés, devis pour entretien et réparations, adjudications, procès-verbaux de toisé, requêtes à la ville, mémoires de travaux. Délibération du 21 février 1778 : « a été représenté que le rocher de l'Hermitage, d'où jusqu'à présent l'on a tiré les pierres employées aux pavés de la ville et des faubourgs, n'en fournit plus d'une qualité aussy dure qu'autrefois, ce qui vient de l'épuisement des bonnes veines; que d'ailleurs le nombre des voitures, charettes et tombereaux s'est considérablement accru dans la ville de Nantes, ce qui doit contribuer au dépérissement plus prompt du pavé; que l'essay qu'on a fait il y a huit ans d'un grès tiré des carrières sur le bord de la Loire, près de Saumur, a eu le plus grand succès puisque les pavés qui en ont été faits à cette époque ne paraissent pas plus usés que le premier jour, tandis que ceux de la pierre de l'Hermitage sont brisés dans les rues passantes dès la première ou seconde année..... Sur quoy le Bureau, délibérant, a arrêté que le sieur Cacault sera envoyé pour visiter les carrières de grès dont il s'agit... » Contestations entre la ville et divers particuliers pour pavages.

DD. 295. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 5, 4 de 4, 55 pièces papier.

**1725-1750.** — Pavage des places publiques, portes, abreuvoirs. Soumissions pour l'entretien des pavés entre et sous les portes de la ville de Nantes;

arrêtés de la communauté pour procéder aux baux; adjudications; « renables des pavés sous les portes et abreuvoirs; » procès-verbaux de l'état des pavés. Adjudication à Pierre Cacault, paveur, de l'entretien et relevé du pavé des places publiques portes et barrières de cette ville, le 26 aout 1739, « de la place de Saint-Pierre, depuis et compris la porte Saint-Pierre vers la ville, jusqu'au bout du pavé en éventail au delà de la barrière du pont Saint-Pierre, le long des murs des Dames Saintes Claires, au devant de l'Hôtel-de-Ville, la place des Jacobins, la place du Puy-Lory, la place du Bouffay, dessous et le long de la cohue au bled, sur les quays et pont d'Erdre, en la rue de Sainte-Catherine, au carroir de Saint-Nicolas, à trois toises ou environ de la barrière de Saint-Nicolas, jusques et compris les recors de l'entrée de la rue Sainte-Catherine, la place de Saint-Nicolas, sur la contrescarpe le long de la motte de Saint-Nicolas, à commencer à quelque distance au delà de la maison du Bon-Pasteur, au bout de la Motte de Saint-Nicolas, depuis la barrière de Sauvetout, jusqu'à l'entrée du Marchix et l'abreuvoir du Marchix, depuis ladite barrière jusques et compris la porte Sauvetout, vers la ville en la rue de la Boucherie, la place du Change, près du Port-Communeau, au devant dudit Port et l'abreuvoir, entre les portes du Port-Maillard et l'abreuvoir dudit Port, sur douze pieds de large, et sur le Port-Lorido, contenant ensemble 2,400 toises ou environ.... à cinq livres la toise de pavé taillé, trois livres dix sols le relevé en bloc, et cinq sols l'entretien..... »

DD. 296. (Liasse.) — 4 pièces imprimées et 2 brochures de 58 pages.

**1721-1724.** — Rétablissement général des pavés de la ville. « Arrest du Conseil d'Estat du Roy, qui ordonne qu'il sera procédé à l'adjudication du rétablissement général des pavez de la ville et fauxbourgs de Nantes, sujets à l'entretien des particuliers..... Il y a peu de villes dont les pavez soient plus mal construits et plus mal entretenus que ceux de la Ville et Fauxbourgs de Nantes, quoiqu'il y ait beaucoup de facilité d'y asseoir du pavé bien conditionné, au moyen des carrières situées aux environs de la ville, et des sables que fournit la rivière de Loire qui coule le long des murs et des quais de ladite ville, qu'on ne peut qu'approuver la résolution prise par les maire et échevins, ac-

tuellement en charge, de pourvoir au bon état du pavé si nécessaire pour l'embellissement de la ville et pour la commodité des voitures et des particuliers qui l'habitent et de ceux que le commerce y attire.... » Ordonnance de M. de Brou, intendant de Bretagne. « État du toisé et de la dépense pour la confection de tout le pavé de la ville de Nantes, en exécution de l'arrêt du Conseil du 22 avril 1721, et de l'ordonnance de M. l'intendant du 12 juillet de ladite année.... » 1724. Noms des rues et places au nombre de 35; maisons et propriétaires dans chaque rue, avec le toisé de la façade, la largeur jusqu'au ruisseau, le produit en toises carrées, le produit en argent, à 11<sup>1</sup> la toise.

DD. 297. (Liasse.) — 1 cahier de VIII et 56 f<sup>os</sup>, 1 de 4. 60 pièces papier; 3 cachets.

**1720-1732.** — Rétablissement général des pavés. Correspondance du maire avec divers personnages, extraits des registres des délibérations de la ville, mémoires, notes. Lettre de M. Charron, d'Orléans, en date du 12 octobre 1720. « Pour ce qui regarde le prix du pavé de Briare, de l'échantillon que vous demandez, il est hors de prix; le millier qui coustoit dix escus autrefois ne se donneroit pas présentement à deux cents livres, et il n'en vient aucun à Orléans, quoyque nous en ayons grand besoin pour réparer nostre ville. Pour le pavé d'Estampes, le millier à prendre sur les lieux couste 80<sup>1</sup>, et la voiture d'Estampes à Orléans cousteroit plus de dix escus le cent, ainsy, Monsieur, vous voyez que cela est exorbitant..... » Lettre du maire de Nantes au maréchal d'Estrées, 12 aout 1721. « M<sup>sr</sup>, je suis maintenant en estat de vous escrire sur les plaintes qu'il m'est revenu qui vous ont esté envoyées par plusieurs corps qui s'opposent formellement à l'arrêt du Conseil du 22 avril dernier..... Il paroist étonnant, M<sup>sr</sup>, que les plaignants aient usé dans cette occasion d'une précipitation qui les a induits en erreur, dont la preuve est aussi infailible que la géométrie pratique dont je me suis servy pour avoir l'honneur de vous en rendre compte. Pour y parvenir, il y a près de deux mois, M<sup>sr</sup>, que j'ay fait travailler avec attention et assiduité à dresser un toisé exact de toutes les rues de cette ville; le procès-verbal est finy depuis deux jours. La récapitulation revient à 9,502 toises 3 pieds, 10 pouces; lesquelles estimées au plus haut prix, à 11<sup>1</sup> la toise, montent à 104,530<sup>1</sup> 14 • 6<sup>d</sup>, sur quoy il

y aura une déduction à faire à l'égard des pierres actuelles qui se trouveront des qualités requises, et des trapes des caves qui ouvrent sur les rues, et l'on pourra trouver rabais au prix d'onze livres par toise si l'on procède à l'adjudication définitive de ce rétablissement. On n'y a pas compris les fauxbourgs, parce que la meilleure partie du pavé doit être entretenue des deniers de la communauté. Cependant les opposants à cet arrêt ont répandu partout qu'il en coûtera des sommes infinies pour l'exécuter, qu'elles excéderont un million, les plus modérés l'ont estimé à 5 ou 600,000<sup>1</sup>. . . . » Du même à M. de Brou, intendant, 5 août 1721, « . . . Plus on envoie de mémoires à la Cour contre cet arrêt, plus il sera facile de les détruire et de faire sentir les suppositions extraordinaires dont ils sont chargés. Il y a quatre factions : 1<sup>o</sup> celle du lieutenant général de police, en ce que le Conseil vous attribue la connaissance de cette matière ; 2<sup>o</sup> le Chapitre de l'église de Nantes, à cause du nombre des maisons qu'il possède, sans oublier leur seigneur Evêque ; 3<sup>o</sup> la Chambre des Comptes, parce que la plupart des membres de cette Compagnie ont les maisons en propriété ; 4<sup>o</sup> le Seneschal de Nantes, à la prière de la Dame de la Gascherie, sa mère, laquelle sous le prétexte de huit à dix toises de pavé neuf à faire, qui la regardent, a fait un bruit enragé sur cet arrêt. Le Chapitre a aussi engagé les curés de la ville à émouvoir leurs paroissiens... » Du même au même, 23 juillet 1723 ; envoi d'une délibération pour obtenir l'autorisation d'imprimer le toisé des rues de la ville, fait par le sieur Goubert, « . . . Nous voyons icy beaucoup de disposition dans les esprits à ne point s'opposer à cet arrêt... Ce toisé est un des plus curieux ouvrages qu'on puisse faire dans ce genre, il n'est point à propos de l'ensevelir dans l'oubly... » Du même à M. de Valincourt, le 2 octobre 1727, « M. Gabriel, en passant à Nantes pour voir nos ouvrages publics, a fort approuvé les dispositions du toisé pour la réfection du pavé des rues de cette ville ; il a pris un imprimé, et je vous avoue, M., que cette affaire est trop utile et d'un trop petit objet de dépense pour chaque propriétaire de maison, pour ne pas mériter d'être conduite à sa fin... » Délibération pour faire exécuter le toisé général des pavés sujets à l'entretien de la communauté, 3 août 1732.

DD. 298. (Liasse.) — 43 pièces papier, dont 11 imprimés.

**1706-1774.** — Pavage. Arrêts et ordonnances

concernant l'établissement, l'entretien et la conservation des pavés des rues, quais, places publiques et faubourgs de Nantes.

#### Voie.

DD. 299. (Liasse.) — 1 pièce parchemin ; 1 cahier de 12 f<sup>os</sup>, 1 de 6, 1 de 4, 19 pièces papier.

**1560-1636.** — Mesures pour la liberté et la sûreté de la circulation. « Deffiance, par l'assemblée des nobles bourgeois à toutes poissonnières et aultres personnes de quelque estat qu'ilz soinct, de vendre ny détailler poissons et aultres marchandises sur le pont de la rotte Challandière, ny mesme sous la porte de la Provosté, ny herse d'icelle, sur peine de la prison, de soixante livres d'amende et de confiscation des marchandises, ad ce que le monde puisse plus facilement passer sur lesdits ponts ... » 11 janvier 1559 (1560, N. S.) Sentences du Sénéchal ordonnant la démolition de loges et cabarets. Requêtes des maire et échevins pour obtenir la démolition de certaines loges et cabarets, et « faire abattre les saillies et avancemens des mesons de ladite ville ». Ordre aux habitants des rues de la Poissonnerie, des Halles, des Carmes, de Verdun, de Saint-Léonard « et aultres de retirer leurs étaux, boutiques et porches dans sabbmedy prochain pour toutes préfixions et delayz, sur peine de trois escuz d'amende, » 16 août 1583. Enquête au sujet de terriers déposés sur la voie publique. « Ordre à ceux qui auroinct mips dans la place publique des Changes deux grandes paires d'armoires, qui y sont demeurées il y a quinze jours ou plus, qui occupent ledit carrouer de les oster ou faire oster dans vingt et quatre heures, » 25 septembre 1631. Arrêt du Parlement de Bretagne, du 13 octobre 1634, qui, pour « remédier aux inconvénients pouvant arriver à cause des trapes accoudouers et balletz avançants sur les pavez des rues en ladicte ville et forsbourgs aux lieux qui incommodent le publicq, » ordonne qu'ils seront bouchés. Délibérations de diverses paroisses, portant qu'il sera envoyé des députés à la plus prochaine assemblée de la communauté pour remontrer les inconvénients de l'exécution de cet arrêt. Procès-verbal de la visite des trappes des caves des maisons de la ville de Nantes, 24 octobre 1636.

DD. 300. (Liasse.) — 56 pièces papier, dont 43 placards ou imprimés.

**1643-1779.** — Ordonnances des intendants et des maires et échevins contre l'encombrement des ponts

et rues de la ville et faubourgs. « Sur les plaintes qui nous ont été faites de la liberté que se donnent les marchands en détail et les poissonnières d'exposer leurs bacs et baquets remplis d'eau et de poisson, sur le pont de bois situé à l'entrée de la porte de la Poissonnerie de cette ville, que cet abus donne lieu à la dégradation et à la pourriture des madriers et des poutres, et cause un préjudice notable au public en rétrécissant le passage des chevaux, carrosses et autres voitures, qui sont obligées d'y passer et repasser incessamment... » 16 février 1720.

DD. 301. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 99 pièces papier, dont 72 placards ou imprimés.

**1696-1785.** — Ordonnances et arrêtés concernant la construction, réparation, démolition des maisons, saillies, avances sur les rues. Lettre du maire au maréchal d'Estrées, 10 décembre 1720 «... J'ay eu l'honneur de vous envoyer un projet d'arrêt du Conseil pour faire demolir les saillies en lanternes qui existent aux anciennes maisons de la Fosse de cette ville, et qui deffigurent les maisons neuves. Depuis j'ay reçu l'arrêt du Conseil expédié à cet égard.... Je puis vous assurer, M<sup>re</sup>, que nos marchands de la Fosse ont beaucoup de joye des dispositions de cet arrêt qui les met en état d'aligner et d'embellir leur demeure. Il y a plus de vingt ans qu'on souhaitoit d'en avoir un pareil, mais personne ne mettoit la main à l'œuvre... » Arrêt du Conseil du Roi, 9 décembre 1725, « portant très expresses inhibicions et défenses à toutes personnes de bâtir à neuf, réparer ou réédifier à l'avenir les maisons de la ville de Nantes, et notamment celles du quartier de la Fosse, autrement qu'avec des maçonneries de pierre de taille, de moellon ou pierre froide, de briques et autres matières non sujettes à s'enflammer. » Du 20 juillet 1728, « qui ordonne que dans six mois du jour de la publication, les propriétaires des emplacements des maisons incendiées, à Nantes, y dénommées, seront tenus d'y faire construire des maisons, et en donneront leur soumission par devant M. l'intendant; sinon, que par mondit s<sup>r</sup> l'intendant il sera procédé à l'adjudication du terrain desdits emplacements, à la charge par lesdits adjudicataires d'y rebatir incessamment... » Du 11 octobre 1729, « portant que toutes personnes qui batiront à neuf, ou réédifieront à l'avenir des maisons dans la ville de Nantes, seront tenues de vouter leurs caves de maçonneries, et que les ouvertures desdites

caves ne pourront anticiper sur les rues que de huit à neuf pouces au plus... » Règlement concernant la réédification des maisons de la ville et faubourgs de Nantes.

DD. 302. (Liasse.) — 34 pièces papier, dont 22 placards ou imprimés, 3 plans.

**1722-1779.** — Ordonnances et arrêtés concernant les promenades. Ordonnance de l'intendant 23 juillet 1723 : « Vu notre ordonnance du 13 mai dernier, par laquelle nous avons fait defenses à toutes personnes d'entreposer ni de laisser aucune pièce de bois plus de 24 heures sur la Motte Saint-Pierre et sur la place Sainte-Catherine, à peine de confiscation desdites pièces de bois au profit de l'Hôtel-Dieu, et de dix livres d'amende pour chaque contravention, enjoignons, ... » Au Bureau de l'Hôtel-de-ville, du 21 novembre 1736, « a été, par le procureur du Roi syndic, remontré que quelque soin qu'on se donne pour garantir des insultes des vagabonds, coureurs de nuit et autres, les ormeaux qu'on a planté sur le quai d'Estrées, au-devant de l'Hôpital-Général dit Sanitat, sur la place de la Hollande, au devant de l'Hôtel de la Bourse, on aura le chagrin (ainsi qu'on l'a eu pour ceux plantés sur la Motte Saint-Pierre) que des personnes qui ne se plaisent qu'à faire le mal les détruiront soit de nuit soit de jour; mais pour arrêter les progrès de ces malfaiteurs, il est à propos de rendre une ordonnance, contre toutes sortes de personnes et surtout les coureurs de nuit... le Bureau, faisant droit... fait défenses à toutes personnes de faire aucun dommage aux caisses et ormeaux.... à peine de 20 livres d'amende pour la première fois, par chacun des arbres ou caisses rompus ou emportés, lesquels seront rétablis aux frais des contrevenans, et en outre à trois mois de prison en cas de récidive... » Projet d'établissement d'un café sur le Cours des États (Cours Saint-Pierre), 1788; « Messieurs, ce qui a pour objet l'intérêt et l'utilité publique a mérité vos attentions et votre protection, ce sont ces deux puissantes considérations, Messieurs, que je prends la liberté et que j'ai l'honneur de vous présenter un projet que j'ai conçu d'établir : 1<sup>o</sup> un petit café sur le Cours des États; 2<sup>o</sup> un cabinet pour les nouvelles publiques des quatre parties du monde et de la province; 3<sup>o</sup> deux cabinets d'aisances, l'un pour les hommes et l'autre pour les dames; 4<sup>o</sup> établissement des chaises.... »

DD. 303. (Liasse.) — 79 pièces papier, dont 72 placards ou imprimés.

**1723-1730.** — Ordonnances de l'intendant sur le curage l'entretien des fossés des grands chemins et les usurpations de terrain. Du 4 septembre 1723, « Sur ce qui nous a été représenté que les propriétaires ou fermiers des terres contigues aux grands chemins, au lieu de curer les fossés et rigolles qui servent à les desseicher y arrêtent souvent les eaux, soit pour les détourner sur leurs champs ou autrement; que ceux qui ont des terres voisines des pavez faits sur lesdits chemins, creusent et enlèvent les terres qui les soutiennent, afin d'y faire des engrais, et même qu'ils y font quelques fois des carrières, et y abattent des arbres qui embarrassent lesdits chemins; qu'au préjudice des réglemens plusieurs particuliers usurpent des terrains sur les grands chemins. . . » Lettre de l'intendant au maire, 11 novembre 1723, « Monsieur, je ne vois aucun inconvénient que votre communauté prenne une délibération pour que tous les propriétaires dont les terrains aboutissent aux grands chemins, qui sont à l'entretien de la communauté, soient obligés d'en faire curer les fossés. . . » Autres ordonnances semblables de 1724, 1725, 1727. Lettre du maire à M. de Valincourt, 15 mars 1727, « J'ay l'honneur de vous envoyer l'ordonnance de M. de Brou, du 7 de l'autre mois, pour remédier aux abus et aux usurpations faites par divers particuliers propriétaires des terres contigues aux grands chemins sujets à l'entretien de cette ville et communauté. . . » Ordonnance du maréchal d'Estrées et de M. de la Tour, sur le même sujet, 1730.

DD. 304. (Liasse.) — 11 pièces papier dont 9 imprimés.

**1705-1780.** — Arrêtés du Conseil du Roi et ordonnances concernant les routes et grands chemins. « Lettre d'un des membres de la commission des grands chemins, à Monsieur de Mon. . . » datée de Nantes le 29 décembre 1764, traitant et répondant à plusieurs objections : « première objection, l'on a ouvert trop de routes à la fois; cinquième objection, l'on a écrasé les paroisses et les corvoyeurs par les frais de garnison; sixième objection, la corvée est un fardeau accablant, et actuellement insupportable pour les gens de la campagne; c'est une taxe du quadruple plus forte que celle de leur capitation, et enfin cette corvée est devenue une charge arbitraire. »

#### Constructions et projets.

DD. 305. (Liasse.) — 2 pièces parchemin; 8 pièces papier.

**1484-1724.** — Cohue au blé. Mandement du duc François II, à Nantes le 14 février 1483 (1484 N. S.), adressé à Maître René Pero, maître des requêtes de son hôtel et prévôt de Nantes; « comme notre délibération et volonté ayt esté et soyt que nostre maison de la cohue au blé de ceste notre ville de Nantes, assise au joignant de la poterne et port de Nantes le long de la muraille, soyt abatue et démolie, et le lieu mis à chemin et voye publicque; et en l'avenir nostre cohue à blé soyt mise et assignée sur le cail d'Erdre, en une place froste et avironnée de vieilles murailles, appelée les greniers d'Erdre, qui est lieu propre et convenable pour ladite cohue, et à y recueillir les marchans et veturiers y aportans blez. Et pour ce, ayons ordonné et commandé aux miseur et contrerolle des euvres et réparacions de notre ville de Nantes, faire reparer deument lesdites veilles murailles, et se besoing est y faire neufve muraille, et sur icelle faire ung comble de maison et grenier, sur les deniers de ladite réparation. Le profit desquels greniers, par louaige ou autrement, avons donné à la réparation de nostre dite ville, et voulu que ledit miseur le receve et en tienne compte, ainsi que des autres deniers establiz à icelle réparation. Ou bas de laquelle sera nostre cohue à blé, à aller à laquelle par ledit nouvel chemin, il est impossible, se une tour qui joint à la muraille de la ville n'estoit abatue, sur laquelle nous est deu, et à nostre recepte de Nantes, cinq solz de rente. Et soit ainsi que ayons esté advertiz que le commandeur de l'opital de Sainte Katherine, de nostre dite ville, met et donne empeschement aux marchans amenans blez en nostre dite ville, de non le mettre et tenir en vente en une maison près ladite église de Sainte Katherine, que lesdits miseur et contrerolle avoient louée pour y tenir la cohue à blé, pendant l'euvre de la cohue, que ayons ordonné estre faite; aussi, donnent empeschement aux gentils hommes qui prennent le devoir de minage sur lesdits blez, qui est tenu de nous, pour le préjudice du flé dudit Hospital; par quoy les marchans sont grandement endommagez, et aussi notre fermier de la cohue, qui en fait grieffve complainte. . . » Prisage et estimation de la tourelle, qui « peut valloir chacun an le nombre de trente soulz de rente, y comprins cinq soulz que les detempteurs d'icelle à présent, dient estre deuz au

duc, » fait au compte de la ville, le 19 février. Reçu de deux écus d'or, le 21 février, « pour le mandement de abatre la cohue à blé et une tour qui est joignant, pour y faire chemyn, ainsi que à plain contient ledit mandement. » Adjudication de réparations à faire à la cohue au blé, « entre les ponts de la Poterne et de la Poissonnerie » et paiement d'une somme de 420<sup>l</sup>, 1723.

DD. 306. (Liasse.) — 1 cahier de 10 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 23 pièces papier.

**1786-1790.** — Halle au blé. « Devis des ouvrages de maçonnerie, charpenterie, couverture, menuiserie, serrurerie qu'il convient de faire pour la construction d'une halle, que MM. les officiers municipaux de la ville et communauté de Nantes veulent faire construire sur un terrain vague, près la tour des Espagnols et à l'endroit de la halle au bled... » L'estimation des ouvrages monte à 132,039<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Souscription patriotique par le commerce de Nantes pour établir une halle. Correspondance à ce sujet; extraits des délibérations. Procès-verbal du renable des boutiques de la halle neuve, rapporté par M. le Cadre, officier municipal, le 31 août 1790 (1).

DD. 307. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 1 cahier de 10 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 1 de 4, 47 pièces papier.

**1676-1785.** — Cohue au poisson, ou Poissonnerie. Procès-verbal du 31 décembre 1676; « Nous maire et eschevins, nous étant transportés en la halle et cohue à vendre poisson..... avons vu qu'icelle cohue contient par le dedans 60 pieds de long et a de largeur....; le pavage de laquelle est entièrement ruyné, et les bancs de boys la pluspart pourrys, et le tout hors d'estat de pouvoir plus servir; et y a en ladite cohue plusieurs trous et breiches qui traversent l'époisseur du pavé et fondement, ce qu'y pourroit ruynier la voute qui supporte ladite cohue, qu'y seroit d'une conséquence considérable; pour à quoy obvier.... » Devis pour le pavage de la cohue au poisson, 1735. Opposition à l'arrêt du Conseil du 23 août 1741, et « au projet des halles et cohues que les maire et échevins se proposent, sous le bon plaisir de Sa Majesté, de faire construire sur les quays de Brancas, pour remplacer les cohues au poisson frais, » 1743. Extraits des registres des délibérations, requêtes. Contestation

(1) L'ancienne halle au blé, au-dessus de laquelle avait été installé la Bibliothèque publique, a été démolie en 1882; c'est aujourd'hui l'Hôtel des Postes et Télégraphes.

entre la communauté de Nantes et les propriétaires de maisons situées à la Sauzaie, que la ville voulait acheter, pour construire la poissonnerie, 1784.

DD. 308. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 1 de 4, 10 pièces parchemin; 1 cahier de 14, 2 de 6, 1 de 4, 17 pièces papier; 5 sceaux, dont 1 brisé.

**1579-1754.** — Halle du Bouffay. Lettres patentes du roi Henri III, par lesquelles il renvoie à ses trésoriers généraux de France et de Bretagne, la requête des maire et échevins de Nantes, tendant à ce qu'il leur soit permis de construire une halle sur la place du Bouffay, 16 mars 1579. Rapport de l'architecte; avis favorable, des trésoriers de France et de Bretagne; de MM. du Présidial; du Chapitre de Saint-Pierre; de plusieurs notables de la ville. Lettres patentes du même prince, à Fontainebleau le 13 mai 1582, autorisant la construction, « en la place du Bouffay d'une halle en appentilz, sans greniers dessus, et y faire des estaulx qu'ilz affermeront au prouffit de ladite ville, avec ce qui deppendra du dedans de ladite halle, en payant à notre recepte ordinaire dudit Nantes, cent solz monnoye de rente, chacun an. Et demourera icelle halle pour la commodité du publicq, ouverte le jour et fermée de nuit, sans que les marchans qui ont accoustume d'estaller aux halles antiennes de ladite ville y puissent vendre en gros ou détail leurs marchandises, sur peine de l'amende et de confiscation d'icelles... » Délibération du 6 juillet 1628, portant qu'il sera fait un devis des travaux à entreprendre pour la construction de la halle du Bouffay, et que ces travaux seront mis en adjudication. Devis, adjudication. Défense du Parlement de continuer les travaux; requête des maire et échevins; arrêt du Parlement enjoignant aux maire et échevins de se pourvoir de lettres confirmatives, et de suspendre provisoirement tout travail. Lettres patentes de Louis XIII, du 6 novembre 1628, confirmatives de celles de 1582, et accordant l'autorisation de construire la halle du Bouffay; enregistrement au Parlement et à la Chambre des Comptes. Travaux d'entretien de la halle du Bouffay. Reconstruction de la halle 1721; Délibération du 26 mai 1734, portant, qu'à la facade de la halle il y a trois écussons l'un chargé des armoiries de la ville, l'autre de celle de M. Mellier et que sur le troisième seront gravées celles de M. Vedier, maire en charge (1).

(1) Cette halle incendiée en 1718, fut reconstruite, puis démolie en 1821.



DD. 309. (Liasse.) 1 cahier 10 f<sup>os</sup>, 9 pièces papier.

**1786-1790.** — Projets de reconstruction du Palais de justice et des prisons. Correspondance. Procès-verbal de visite des prisons de la ville de Nantes, du 12 juillet 1790 : « situation de l'état, de l'étendue et de la consistance de chaque partie desdites prisons, occupée par le concierge, geoliers et domestiques, par les hommes et les femmes, prisonniers, de la salubrité ou insalubrité des logements et cachots, de la bonne ou mauvaise construction des murs; renseignements exacts sur le régime des mêmes prisons, sur la somme assignée par jour à chaque prisonnier, par qui cette somme est payée, de quelle manière les prisonniers sont nourris, couchés, à combien se montent ordinairement les sommes qu'ils reçoivent des charités de la ville, quels traitements leurs sont administrés lorsqu'ils sont malades... L'infirmerie est trop petite, il y a eu jusqu'à cinq malades dans un lit, et on ne peut y aborder que par le pied... La cour des femmes est une horreur, elle est beaucoup trop petite; celles qui sont couchées dans le cachot au fond, qui est fort bas, sont dans l'état le plus misérable... Toutes les maladies attaquent les prisonniers, mais les dominantes dans la prison sont la gale, le scorbut et le cours de ventre... Le domaine fournit par jour, par chaque prisonnier le prix d'une livre et demie de pain, et six deniers en argent, de plus le domaine doit au concierge douze deniers par prisonnier. Sur le sou qui reste au concierge il fournit l'eau trois fois par semaine à discrétion, de la paille une fois par mois à raison de 15 livres par chaque prisonnier.... Il y a année commune 150 prisonniers des deux sexes... Il meurt par approximation un douzième ou un quatorzième des prisonniers par an... »

DD. 310. (Liasse). — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 3 pièces parchemin; 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 3 de 6, 5 de 4, 110 pièces papier, dont 26 imprimés; 2 cachets.

**1628-1724.** — Place du Bouffay et Hôtel des Monnaies. Procès-verbal des logements de la Monnaie, fait le 15 janvier 1649, par un échevin, le procureur-syndic et le greffier de la ville... « Ayant entré dans le logement du sieur Lorigo, juge-garde (1), qui est basti de neuf, et par l'escalier d'iceluy aussy neuf monté sur la muraille de la ville, avons remarqué que au bout des logemens de la Monnoye, vers le logis du

(1) Maire de Nantes en 1666.

concierge de la halle du Bouffay, y a une porte à présent fermée de cleff, qui empesche que l'on puisse aller sur le long des murailles vers les tours de la Prevosté ou porte Poissonnière; et à l'autre bout du logement dudit Lorigo, vers le Port-Maillard, y a aussi une autre porte fermant de cleff qui empesche que l'on puisse entrer dans un corps de garde, et aller plus avant sur ladite muraille, vers les Jacobins. Proche laquelle porte, vers le Port-Maillard, y avons vu des lieux communs esligez sur ung des crenaux de ladite muraille de la ville, par lequel la matière tombe proche et joignant la grande porte qui sert d'entrée au boulevard dudit port, de quoy le publicq peut recevoir grande incommodité; et est requis oster lesdits lieux communs... » Copie des lettres patentes du 6 novembre 1628 (citées DD 308). Copie de la lettre écrite à M<sup>sr</sup> le Garde des sceaux par M. Boucher, général des monnaies de Nantes, le 9 mars 1718 : « Le feu qui s'est épris depuis trois semaines, chez un perruquier qui demouroit dans la halle de cette ville, en a causé l'incendie, de manière qu'il n'y reste que l'emplacement. Ce feu eust aussi bruslé l'Hôtel des Monnoyes, qui y touche, sans que nous avons passé une nuit entière pour tacher de le conserver, comme nous y avons réussi par un grand bonheur. Cet accident doit faire prévoir pour l'avenir; pour y remédier, il n'y a pas de meilleur expédient, M<sup>sr</sup>, qu'en ne permettant plus à la ville d'y bâtir. Cette place ne luy appartient point, comme elle le croit; elle étoit autrefois une dépendance du palais du Bouffay de Nantes, où les Ducs de Bretagne séjournoient, de même que le Roy séjourne au Louvre; par conséquent ce terrain appartient à S. M. par le titre de réunion de cette province à la couronne.... Outre ces raisons de droit, celles de bienséance conviennent pour l'expédient que je propose à V. G., une halle en cet endroit est mal placée, elle n'est même pas nécessaire, elle n'étoit occupée, et ne le seroit encore à l'avenir que par des barbiers, perruquiers, marchands de fayence et de sabots.... Il y a assez à Nantes des deux autres halles servant à la boucherie et savetiers, et d'une troisième qui sert de poissonnerie... Cette monnoye (qui est la première monnoye établie dans l'Europe), selon Aletin le Martyr, Biré et autres auteurs, située dans une ville de commerce, où les matières viennent avec facilité de toutes les parties du monde, ayant un département de 74 lieues de traverse et les ressorts de trois Présidiaux, Nantes, Vannes et Quimper, mérite



par ces raisons et par le beau et grand travail qui s'y fait une considération particulière... » Estimation d'un bâtiment à élever sur la place du Bouffay au lieu de la halle brûlée, pour la Monnaie 14,625<sup>l</sup>; pour la Ville 15,150<sup>l</sup>. Arrêts du Conseil : du 10 février 1721, « pour l'augmentation de l'Hôtel de la Monnoye, et pour l'établissement dans la place du Bouffay, d'un nouveau corps de garde, d'une chambre pour l'officier de garde, et d'une cohue ou halle au poisson, du 20 mai 1722, qui ordonne que des augmentations seront faites par l'entrepreneur à la halle du Bouffay de Nantes et à ladite monnoye pour 1790<sup>l</sup>. du 21 octobre 1724, mêmes motifs, pour 1677<sup>l</sup>. » Correspondance, devis, estimations des travaux, mémoires, requêtes de l'entrepreneur, extraits des registres des délibérations.

DD. 311. (Liasse.) — 17 pièces papier.

**1718-1720.** — Réparations à l'ancienne monnaie, acquisition d'une maison pour construire un moulin; copies de lettres. « Copie de la lettre écrite par M. le Peletier des Forts, de Paris, à M. de Brou, le 9 avril 1720 : Sur le compte que j'ai eu l'honneur de rendre à M<sup>sr</sup> le Régent, en présence de M<sup>r</sup> le controleur général, de l'état où se trouve l'Hôtel de la Monnoye de Nantes, S. A. R. a trouvé bon que vous fisses l'acquisition, au nom du Roy, de la maison qui y est contiguë, pour y établir un second moulin, pourveu qu'elle ne coute que 5,000<sup>l</sup>... Copie de la lettre écrite à M<sup>sr</sup> le Peletier des Forts par le sieur Fachu, directeur de la monnoye de Nantes, le 12 octobre 1720 : « M<sup>sr</sup>, vous avez été ci-devant informé du peu d'étendue de cette monnoye, du besoin indispensable qu'il y a d'y ajouter des ouvriers, et des différentes mesures qu'on a prises pour y parvenir, sans qu'on ait fait autre chose que d'acquérir une maison contiguë, qui reste inutile, jusqu'à ce qu'il y ait des ordres de bâtir. »

DD 312. (Liasse.) — 1 pièce parchemin; 1 cahier de 8 f<sup>os</sup>, 2 de 6, 2 de 4, 19 pièces papier; 2 cachets.

**1641-1723.** Bourse du Commerce. Délibération du 9 juin 1641, le procureur-syndic remontre que « dans la plus part des bonnes villes tant de ce Royaulme, que des pays estrangers où se fait traffiq et commerce de marchandises par mer, il y a des places et lieux avec édifices publicqz, qui sont destinés pour y assembler les marchands à certaines heures du jour, affin de conférer, traicter et négotier de toutes

sortes d'affaires qui concernent leur profession; ce qui leur apporte grande commodité et facilité pour leurs achapts et vantes, payemens et lettres de change, frettemans et charges de vesseaux, cambies, assurances et autres circonstances de leur traffiq et négoce. Et d'autant qu'en ceste ville qui est marchande, et dans une situation avantageuse pour le commerce, il n'y a point de Chambre ou place publique propre pour cest effaict, en quoy les négociants, habitants et forains reçoivent de notables préjudices et incommodités, d'autant que souvent ilz employent plusieurs jours à chercher les personnes avec lesquelles ilz peuvent traicter selon leurs besoins, perdent les occasions des messagers et courriers... D'un commun advys du Bureau, a esté arresté que pour le bien, facilité et utilité du commerce, il sera aux despens de cette communauté basty et construit de neuf, proche la chappelle de Saint-Julien, à l'endroit où est le corps de garde, joignant le grand cail de la Fosse, une Chambre de commerce... » Adjudication de la construction de la Bourse, faite le 24 juillet 1644, au prix de 8,300<sup>l</sup>. Lettre signée : G. de Beauvau, E. de Nantes, 18 août 1641, par laquelle ce prélat, répond à la communauté : « ... je donne très volontiers mon consentement pour la construction de ladite Chambre. » Devis et mémoires des differents travaux. Devis de la maçonnerie : « ... A l'autre bout, sur le quail Saint-Julien, sera posé sur la muraille dudict quail, joignant l'eschelle du présent qui dessant à la rivière, une muraille de grison par le devant de trois pieds de hauteur, au-dessus de tuffeaux, où il sera esligé une porte de quatre pieds de largeur, deux croisées aux costés, entre lesquelles il y aura des pilastres avecq leurs chapiteaux, arquiteave, frize et corniche d'ordre composite; au haut duquel seront les armes, du Roy, de Monseigneur le quardinal, et de la Meilleraye, avecq celles de la Ville et de Monsieur le Maire, et une table de marbre gravé en lettres d'or, avecq ce qu'il plaira à mesdits sieurs le maire et eschevins... » Requête de la communauté au Présidial, pour informer contre les voleurs qui ont dérobé le plomb de la couverture de la Bourse, et contre les détenteurs des piques et mousquets délivrés en 1661, lors de l'entrée du Roi. Arrêt du Présidial autorisant l'information, 1664. Procès-verbaux de visites des bâtiments de la Bourse, constatant leur mauvais état. Lettres à M. de Brou, intendant (copies); 11 mai 1722 : « ... nous ne pouvons nous dispenser de condamner les portes et

fenestres de l'ancien bâtiment, pour éviter les funestes événements dont on est menacé par la ruine prochaine de cet édifice... 23 mai 1723... on a fait abattre l'ancienne Bourse ; les négociants me firent une députation pour empêcher la démolition de cet édifice, mais je leur fis sentir qu'il étoit de leur intérêt de ne pas s'y opposer, attendu que la vie des négociants étoit en risque sous un bâtiment qui menaçoit une prompte ruine... On a pris le parti de tenir la Bourse dans le jeu de boules de Bouvet, à la Fosse, il y a un jeu couvert d'ardoise en forme de halle plus longue d'un tiers que la Bourse, on y a placé un bureau, il y a deux allées d'arbres, on y a fait placer des bancs commodes. Les négociants s'y trouvent à merveille. Ils ont fait marché pour l'usage du tout à 250<sup>l</sup> par an, pendant l'heure de la Bourse... »

DD. 313. (Liasse.) — 1 cahier 14<sup>fs</sup> parchemin ; 2 cahiers 14<sup>fs</sup>, 1 de 12, 2 de 8, 2 de 6, 4 de 4, 64 pièces 1 plan papier, dont 17 imprimés ; 1 cachet.

**1719-1722.** — Seconde Bourse. Études et opérations préliminaires ; projets, devis, adjudication au sieur Laillaud, correspondance, mémoires. Arrêts du Conseil ; 16 octobre 1720, « qui ordonne que la soumission du sieur Rallet, de payer en pure perte en un seul paiement, la somme de 70,000<sup>l</sup>, entre les mains du miseur de la ville et communauté de Nantes, pour la construction d'une Bourse ou place des marchands, à condition que l'on prolongera de neuf années le bail courant des octrois, au même prix, sera bannie et publiée pour être procédé à la réception des enchères de ceux qui voudront faire la condition meilleure... ; 21 avril 1721, qui confirme l'adjudication faite au sieur Rallet de la prorogation de la ferme des octrois pour neuf années, aux clauses et conditions du bail courant, et de payer en outre 70,000<sup>l</sup> pour la réédification de la Bourse... ; du 24 avril 1722, concernant la réédification de la Bourse ou place des marchands de la ville de Nantes.. »

DD. 314. (Liasse.) — 1 cahier de 18<sup>fs</sup>, 1 de 12, 3 de 10, 3 de 8, 2 de 4, 72 pièces papier.

**1722-1723.** — Seconde Bourse. Modifications aux premiers plans et devis. Contestations entre M. Delafond, ingénieur du Roi, chargé de la surveillance des travaux, et l'adjudicataire Laillaud. Le commerce de Nantes, « assure un fonds de 15,000<sup>l</sup> pour les modifications proposées par Laillaud. Soumission de Laillaud, pour les nouveaux plans et devis, moyennant

90,000<sup>l</sup>. Arrêt du Conseil du 12 avril 1723, « concernant la réédification de la Bourse ou place des marchands de la ville de Nantes.... S. M. a approuvé et ratifié la soumission faite le 12 octobre 1722, par Laillaud, de construire la nouvelle Bourse ou place des marchands de la ville de Nantes, chapelle et logemens qui en dépendent, suivant et conformément aux plans devis et élévation qui en ont été dressés par le sieur Lafond, ingénieur du Roy, sur l'emplacement y désigné, moyennant la somme de 90,000<sup>l</sup>, payables dans les termes, et aux clauses et conditions portées par ladite soumission.... » Paiements de travaux, nombreux brouillons de lettres, notes.

DD. 315. (Liasse.) — 1 cahier de 12<sup>fs</sup>, 3 de 8, 8 de 6, 2 de 4, 128 pièces papier, 1 plan.

**1723-1729.** — Seconde Bourse. Construction ; caves, perron, voutes, terrasse, sculptures, toit, chapelle... Nouveaux débats entre M. Delafond et l'adjudicataire Laillaud ; procès-verbal de M. Gabriel, architecte du Roi, correspondance, ordonnances de paiements, extraits des registres des délibérations, notes, pose de la première pierre. État des sommes dues ; il résulte de cet état, que pour achever les bâtiments de la nouvelle Bourse, indépendamment de 63,000<sup>l</sup> déjà payées, il faut encore une somme de 117,874<sup>l</sup> 13<sup>s</sup>, 14 décembre 1728.

DD. 316. (Liasse.) — 1 cahier de 20<sup>fs</sup>, 1 de 10, 1 de 8, 2 de 6, 3 de 4, 66 pièces papier ; 2 cachets.

**1731-1737.** — Seconde Bourse. Construction ; transaction entre la communauté de ville et l'adjudicataire Laillaud, du 27 juin 1731, il est accordé au sieur Laillaud, 140,440<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>, sur lesquelles il a touché 63,000<sup>l</sup>, « restera du après la perfection et le renable rendu de tous les ouvrages, 77,440<sup>l</sup> 5<sup>s</sup>. » Correspondance pour activer l'achèvement de la Bourse. Adjudication de nouveaux ouvrages par augmentation. Ordonnances de l'intendant. Délibération pour placer « en relief dans le frontispice de la porte d'entrée de l'Hôtel de la Bourse, du costé de la place de la Hollande, les armes du Roy, de la province et de la ville ; et les armes de Monseigneur le maréchal duc d'Estrées, de Monseigneur l'intendant et de M. le maire, aussi en relief, dans le frontispice de la porte d'entrée dudit Hôtel, du costé du Port-au-Vin. » Réception « du renable » de la reconstruction de la Bourse par le sieur Laillaud, 1737.

DD. 317. (Liasse.) — 1 cahier de 38 f<sup>os</sup>, 1 de 32, 1 de 24, 1 de 16, 1 de 14, 1 de 8, 3 de 6, 1 de 4, 58 pièces papier ; 5 cachets.

**1729-1731.** — Seconde Bourse. Contestation entre la communauté de ville et le sieur Laillaud, au sujet des retours de quais, des aqueducs et du comble de la Bourse. Procès-verbaux des dires et raisons entre la communauté et le même. Requêtes, lettres à l'intendant, copies de lettres, observations des architectes, devis.

DD. 318. (Liasse.) — 1 cahier de 28 f<sup>os</sup>, 1 de 8, 2 de 6, 87 pièces papier ; 1 cachet.

**1736-1769.** — Seconde Bourse. Dégradations, réparations, démolition. Du 4 décembre 1736, procès-verbal à l'occasion de plusieurs crevasses à la voute de l'Hôtel de la Bourse. Délibération, du 30 février 1737 « de faire boiser le trumeau qui est entre les croisées du bas de la salle pour y mettre le portrait de Louis XIV. » Procès-verbaux de visites des bâtiments de la Bourse, dans lesquels se sont produits de nombreuses lézardes, 1741. Vente des matériaux provenant de la démolition et arrasement de la Bourse, 9 juillet 1767. Produit de la vente de ces matériaux (1).

DD. 319. (Liasse.) — 1 cahier de 4 f<sup>os</sup>, 4 pièces et 4 plans papier.

**1767-1783.** — Construction d'une loge en bois sur la place de la Hollande, pour tenir lieu provisoirement de la Bourse qui va être démolie, 1767. Délibération du 12 mai 1770, qui annule le traité passé entre la communauté et MM. les Juges-Consuls au sujet de la reconstruction de l'Hôtel de la Bourse. Projet de construction d'un Hôtel de la Bourse, sur l'éperon de l'île Feydeau, plans exécutés par le sieur Potain, contrôleur général des bâtiments du Roi, sur l'ordre de M. Case de la Bove, intendant, 1783.

DD. 320. (Liasse.) — 5 cahiers de 6 f<sup>os</sup>, 4 de 4, 58 pièces 1 plan papier.

**1712-1774.** — Motte-Saint-Pierre. Réparations à la brèche faite au bas de la Motte Saint-Pierre, par le débordement de la Loire en 1711. Ajudication de

la clôture de la Motte Saint-Pierre, 1720. Plantation de la Motte-Saint-Pierre, 1725. Adjudication de pavés le long des murs. Extraits des registres des délibérations. Armes de l'intendant et de M. Mellier, maire, sculptées sur le mur, 1728. Travaux d'entretien.

DD. 321. (Liasse.) — 1 cahier de 18 f<sup>os</sup>, 1 de 12, 1 de 5, 3 de 4, 123 pièces papier ; 2 cachets.

**1759-1791.** — Aplaniissement des Mottes Saint-Pierre et Saint-André. Délibération du 29 mai 1759 portant acceptation de la somme de 21,000<sup>l</sup>, prêtée, sans intérêts pendant 18 mois, liste de souscription, reçus de remboursement. Extraits des registres des délibérations, correspondance, lettre du duc d'Aiguillon, requêtes adressées aux maire et échevins, devis des travaux. Arrêt du Conseil du 13 décembre 1763, par lequel S. M. permet à la ville et communauté de Nantes d'emprunter une somme de 300,000<sup>l</sup> à constitution de rente : « Dérogeant S. M., pour ce regard seulement, et sans tirer à conséquence, à l'Édit d'août 1749 : qu'il soit ordonné que lesdits remboursements seront faits par tirage en forme de loterie... » Listes de souscriptions ; « MM. les maire et échevins de la communauté de Nantes, ayant par leur délibération du 25 novembre 1763, arrêté qu'il seroit emprunté pour perfectionner le Cours des États une somme de 36,000<sup>l</sup> en billets de 50<sup>l</sup> chacun, remboursable sans intérêts par lotterie, en six tirages, d'année en année... » Le duc d'Aiguillon souscrit pour 20 actions, et le chapitre de la Cathédrale pour le même nombre. Adjudications des travaux, paiements et ordonnances, comptes des recettes et dépenses, notes.

DD. 322. (Liasse.) — 2 cahiers 4 f<sup>os</sup>, 69 pièces et 2 plans papier.

**1521-1761.** — Puits de la ville. Puits du Bignon-Létard, des Changes, du Marchix, du Pilori, de Saint-Léonard, place Saint-Nicolas, place Saint-Pierre. Réparations. « Je Collas du Boys, baguetier, confesse avoir eu et reçu de Jehan Richerot, naguères miseur de la ville de Nantes, la somme de soixante soulz, monnoye de Bretagne, à moy ordonnée par messieurs de la justice et bourgeois de ladite ville pour le dommaige qui m'ont faict à mon cabaret du Pilory, tant qu'ils ont faict le puy dudit Pilory. De laquelle somme je quicte ledit Richerot, tesmoign cest présentes signées de Guillaume Boureuz, à ma requeste, le XXVII<sup>e</sup> jour de mars l'an mil cinq cens vingt,

(1) Nous connaissons de cette seconde Bourse, une vue, un bois de 130 mill. sur 64, publié par C. Mellinet, dans l'annuaire du commerce 1882-1886, puis sur la couverture. Une autre se trouve à la page 215, du *Corps d'observations de la Société d'Agriculture du Commerce et des Arts établie par les États de Bretagne, années 1757 et 1758 Rennes, Jacques Vatar 1770.*

avant pasques » (1521 n. s.). Marché fait par la ville avec Jean Ory fontainier, le 17 mai 1548, pour « faire et construire ung puits en cestedite ville au carrefour Saint-Pierre; et iceluy faire tellement qu'il y sera trouvé très bonne eau et en grande abondance; et le creuser juc à cinquante six piedz ou plus de profundité, s'il en est besoin; et de largeur sept piedz et demy, ou peu moyns s'il est advisé, et iceluy puiz maczonner de pierre froide bien et compectantement juc à la ras de la terre... pour 50 escuz d'or sol... » Autre marché pour le même prix, du 14 juillet 1555, « croyser ung puix jà encommancé à construyre et bastyr, estant au carrefour Saint-Pierre, et jusques à trante piedz de bas, oultre ce qu'il est à présent croysé, et queque soyt jusques à ce que la source et veyne d'eau vifve, soit trouvée... » Adjudication, pour combler le puits de la place Saint-Pierre, 9 mai 1668, sur la demande des chanoines du chapitre; des ouvrages pour son couronnement, septembre 1722; réparations, entretien, gages du gardien.

DD. 323. (Liasse.) — 1 cahier 4 fos 5 pièces papier.

**1567-1789.** — Projet d'une fontaine publique. Lettre adressée aux maire et échevins, le 6 avril 1567 par « Cardin Valence, fontenyer de Tours: Messeigneurs, j'ay esté adverty que vous estes mal contents et vous plaignez de moy, au moyen que n'ay encores satisfait à la promesse que cy davant vous ay faicte de besongner à voire fontayne, que vous ay promis faire couller en vostre dite ville de Nantes, vous assurant mes seigneurs de ma promesse et parolle ou Dieu aydant ne feray faulte... » Lettres du même de 1568 et 1570; dans la première il demande le remboursement des tuyaux et ciment, qu'il a fait préparer; « mais vous m'avez tousjours repeu d'excuses disant que n'avez aucuns denyers, et que ne pouviez rien faire... » Dans la seconde, il s'excuse à son tour; « ... et vous présente mes excuses suffisantes, qui sont que depuis le temps que suys party de Nantes, j'ay eu tousjours la fiebvre quars et autre maladye, tant qu'il m'a convenu estre toujours prcsque au lict; et tout malade que je soys, il m'a convenu aller, par le commandement du Roy, de la Royne et de monseigneur frère du Roy, aller besongner en ung chasteau nommé Chenonceau.... » Ce projet n'eut pas lieu. Projet de fontaines publiques et d'assurances contre les incendies pour la ville de Nantes, 3 juin 1788. Projet pour « procurer à mes

concitoyens de l'eau toujours douce et claire, malgré les marées et les débordements fréquents auxquels notre rivière est sujette, » présenté aux maire et échevins le 10 décembre 1789, par E. Caillaud aîné.

#### Répurgation.

DD. 324. (Liasse.) — 43 pièces parchemin; 19 pièces papier.

**1488-1599.** — « Ou Conseil de la ville de Nantes, tenu le septiesme jour de novembre l'an (1488), pour ce qu'il est de nécessité faire à présent nectier ceste ville de Nantes, et en oster les sambraiz et terriers qui sont par les rues, il a esté ordonné qu'il sera fait savoir par les parroesses d'environ ceste dicte ville que ung chacun qui a beuffs et charrecte se y rende pour charroier et ostér lesdicts sambraiz et terrier et les mener là part qu'il sera ordonné; et aura chacun charretier pour sa journée la somme de sept soulz seix deniers.... » Marché passé entre le miseur et le charretier Lenain, « par lequel ledit Lenain a promys et s'est obligé, promet et s'oblige, servir pour le faict de ceste ville de Nantes, à nectoyer et mener touz et chascun les bourriers, ordures et immundacions qui seront trouvez par toutes et chascunes les rues de ceste ville, pour les gicter et meptre hors de cestedicte ville es places lieux et endroytz que ledit miseur baillera oudit chartier hors les portes,... deux jours la sepmaine savoir le mardi et vendredi, s'il n'est feste....; et sera tenu et a promis fournir de tumbereau, d'un homme et deux chevaux qui conduiront ledit tumbereau, à ses propres coustz et despens... Et a esté ledict marché faict pour icelluy miseur en poier ledit an audit Lenain le nombre et somme de 50<sup>l</sup> monnoye tournoys... » Le sept février 1519 (1520 n. s.). Autres marchés 1521, 1522, 1523. Ordonnance portant une augmentation de 12<sup>l</sup> par an à Michel Lenain, 26 janvier 1528 (1529 n. s.). Nomination d'un successeur à Lenain le 26 janvier 1528 (1529 n. s.): « ... sur plusieurs plainctes et clameurs qui ont esté faictes à l'endroit dudict Lenain, qu'il s'estoit es temps passé très mal acquité en ladicte charge, et se acquitoit mal contre les accords marchez et promesses par luy faictes à ladicte ville,... a esté faict marché o Micheau Lhostelier, par lequel a promis servir ladicte ville bien et deuement, de nectoyer les bourriers ordures et immundicitez qui se trouveront par chacun

jour sur les pavez et rues de ladite ville, et faire aller par chacun jour sur les pavez ung tumbereau et ung homme à nectoyer lesdictes immundicitez, et aux jours de vigilles et de bonnes festes, et aux jours de sabmediz si mestier est, ledit Micheau baillera et fournira de deux tumbereaux pour nectoyer lesdictes immundicitez, et s'auchunes bestes mortes, comme chiens ou aultres bestes se trouveront par lesdictes rues, ledit Lhostelier les fera mener et conduyre hors ladicte ville... Et pour ce faire s'est ledit miseur obligé poyer la somme de 52<sup>l</sup> tournois, par an... » Ordre du miseur de payer leur salaire à ceux qui ont publié l'ordonnance, enjoignant à tous les habitants « de faire nectoyer et vider de toutes immundicitez, les rues et pavez chacun endroyt soy, en leur faisant commandement de non en l'advenir y mectre ne faire mectre, gecter ne faire gecter, y souffrir ne y tenir lesdictes immundicitez, ne souffrir faire lesdictes immundicitez devant leurs maisons... à touz et chascuns les mendicquans, varletz, chambrières et aultres de non en l'advenir faire leurs neccessitez et immundicitez esdictes rues, et ausdictz gens laiz de non mectre ny souffrir leurs enfans à les y faire... » avec injonction de construire des latrines dans toutes les maisons, 3 juin 1531. Quittances de paiemens faits à Lenain, Lhostelier, et aux sergens chargés de nettoyer et faire nettoier les divers quartiers de la ville. Ordonnances, prescrivant de nettoyer les rues, ou deffendant d'y déposer des ordures et des bourriers.

DD. 325. (Liasse.) — 1 cahier, 8 f<sup>os</sup>, 25 pièces papier, dont 13 imprimés.

**1631-1790.** — Répurgation. Pare aux fumiers. Ordonnances pour nettoyer les rues. Requête du principal et des régens du collège de Saint-Clément qui se plaignent de ce « que devant la porte et principale entrée dudit collège, qui doibt par honneur et pour la santé des enfans et escholliers estre air sain et net, ce que au contraire à l'yssue et au devant de ladicte porte, l'on y void toutes immondicitez, corruptions et vilannies, aultant ou plus que si c'estoit une voyrie et lieu infame, et ce par occasion des souffrances desquelles l'on a laissé et encores laisselon user et joyr par liberté les habitans de la rue Saint-Clément, qui y accumulent toutes choses viles et ordes, et qui en font un lieu public de latrines et privés, causant un air corrompu du tout contraire

pour la santé des enfans... » sans date, vers 1640. Défense de laisser « vaguer aucunes poules, poulets et pigeons à peine de 50<sup>l</sup> d'amende, et permis à toutes personnes de les tuer... » 1722. Arrêt rendu contre « des habitans de la rue Saint-Clément, qui commettent des indécences contraires au respect qu'on doit avoir pour les lieux saints; font leurs ordures et portent leurs immondices le long des murs et sur les marches des portes de l'église, de façon qu'on ne peut y entrer, ni passer par derrière l'église et le long du cimetière, sans se gêner... » 23 mars 1751. Choix de terrains pour jeter les vidanges, et servir de parcs aux fumiers.

DD. 326. (Liasse.) — 2 cahiers de 8 f<sup>os</sup>, 2 de 6, 2 de 4, 48 pièces papier.

**1727-1782.** — Fermes de la répurgation. Adjudication le 27 novembre 1720, pour 800<sup>l</sup> par an, sur la mise à prix de 1,500<sup>l</sup>, « à la charge de fournir nombre suffisant de tombereaux, attelés de chevaux, ensemble de chevaux de charge, de brouettes et hottes, de la quantité nécessaire d'hommes et de paniers qu'il avisera, en sorte que la répurgation des boues et immondices, qui auront été balayés et amassés dans les rues et places publiques de cette ville et faubourgs, soit accomplie; qu'à cet effet les habitans seront tenus chacun endroit soy de faire balayer et mettre tous les matins dans un tas à côté de la porte de leurs maisons, en hivert depuis les huit heures du matin jusqu'à onze heures, en été depuis les sept heures du matin jusqu'à dix heures... » Du 1<sup>er</sup> septembre 1724, au 17 septembre 1729; du 24 juin 1748 au 24 juin 1757, bail imprimé comprenant quatorze articles pour la répurgation, et neuf pour la vidange des latrines. Du 1<sup>er</sup> octobre 1764 au 1<sup>er</sup> octobre 1770... Les adjudicataires « fourniront quatre tombereaux qui contiendront chaque quarante-cinq pieds cubes, et auront cinq pieds six pouces de longueur, trois pieds de largeur réduite, et deux pieds neuf pouces de hauteur, servis chacun par deux valets et attelés de deux bons chevaux. Il sera attaché à chaque tombereau une clochette, aux armes de la ville, et une plaque de tôle sur laquelle lesdites armes seront peintes, ainsi que le nom du quartier à la répurgation duquel chaque tombereau sera destiné... En cas qu'il survienne des neiges et glaces les entrepreneurs feront en sorte de les enlever, de manière que les rues et places publiques soient praticables tant pour les

gens de pied que pour les voitures. 1781-1782, procès-verbaux contre les entrepreneurs. Extraits des registres des délibérations, requêtes, plaintes contre les adjudicataires, correspondance avec l'intendant, règlements de police, notes.

#### Incendies.

DD. 327. (Liasse.) — 1 cahier 6 f<sup>os</sup> et 90 pièces papier, dont 69 imprimés.

**1721-1726.** — Arrêt du Conseil du Roi, du 16 février 1721, concernant l'établissement et l'exercice des pompes destinées à servir en cas d'incendie dans la ville de Nantes, contenant dix articles. « Art. III, chaque propriétaire de maisons de ladite ville et faubourgs, produisant 200<sup>l</sup> de revenu ou au dessus, sera tenu de se munir à ses frais d'un seau de cuir bien conditionné, suivant le modèle qui sera donné, de l'entretenir, de le conserver et de l'apporter au lieu de l'incendie, au premier son du tocsin. . . Art. IV, chacun des corps d'arts et métiers de ladite ville et faubourgs seront pareillement tenus d'avoir à leurs frais six seaux de cuir faits à l'épreuve. . . » Rôle des propriétaires des maisons de la ville et faubourgs de Nantes, divisé par paroisse, qui doivent se munir d'un seau de cuir, 1721. Avis envoyé à chaque habitant. Ordonnance de l'intendant, « par lui rendue au bas d'une copie du rôle arrêté le 28 août 1721, contenant les noms des propriétaires des maisons de la ville de Nantes, qui sont tenus de se munir chacun à leurs frais d'un seau de cuir pour servir en cas d'incendie; » 21 février 1726. « Ordonnance de messieurs les maire et échevins, concernant les seaux de cuir qui doivent être fournis par les particuliers y dénommés, pour remédier aux incendies; » 10 juillet 1726. États, des seaux de cuir remis au greffe, des corps et métiers, des propriétaires qui n'ont pas de seaux. Correspondance avec l'intendant.

DD. 328. (Liasse.) — 12 pièces papier, dont 10 imprimés.

**1721.** — Ordonnance de M. Feydeau de Brou, intendant de Bretagne, « prescrivant aux maitres couvreurs et aux maitres charpentiers de la ville et faubourgs de Nantes, de se rendre au premier son du tocsin, ou sur l'ordre des maires, échevins, juges, commissaires de police et officiers de milice bourgeoise, au lieu de l'incendie avec leurs garçons, et leurs outils, afin de donner aide et secours pour éteindre le feu et

en empêcher la communication. . . » Liste des noms et demeures des maitres couvreurs et maitres charpentiers de la ville et faubourgs de Nantes, pour les avertir en cas d'incendie. Transcription de l'ordonnance ci-dessus, sur les registres des délibérations, 8 janvier 1721. Lettre du maire à M. de Mianne, 11 janvier. . . J'ay lieu, Monsieur d'être content des officiers de milice bourgeoise des onze compagnies de cette ville, qui ont fait, à ma réquisition des visites dans les maisons, pour connoître celles où il y a des appartements sans cheminées, ou dont les cheminées n'ont pas été ramonées dans l'année, suivant les règlements. . . »

DD. 329. (Liasse.) 1 cahier de 4 f<sup>os</sup> et 1 pièce parchemin; 1 cahier de 10 f<sup>os</sup>, 2 de 4, 41 pièces papier, dont 14 imprimés.

**1722-1789.** — Règlements spéciaux concernant le mode de construction des maisons. « Arrest du Conseil d'État du Roy, portant tres expresses inhibitions et défenses à toutes personnes de bâtir à neuf, réparer ou réédifier à l'avenir les maisons de la ville de Nantes, et notamment celles du quartier de la Fosse, autrement qu'avec des maçonneries de pierres de taille, moelon ou pierre froide, de briques et autres matières non sujettes à s'enflammer, parce que l'usage des constructions en bois opère deux maux, l'un la facilité des progrez des incendies qui consomment fort souvent plusieurs quartiers d'une ville, comme on l'a vu malheureusement arriver les années dernières à la ville de Rennes; et l'autre à maintenir le prix des bois de charpente plus haut qu'il ne devrait estre. . . » 9 décembre 1725. Règlements, correspondance, procès-verbaux, poursuites pour cheminées mal construites et présentant des dangers d'incendie. Certificat de l'ingénieur Goubert, préposé aux ouvrages publics à Nantes, concernant la nécessité de défendre, pour l'avenir, les bâtiments en bois et en terrasses.

DD. 330. (Liasse.) — 1 cahier de 6 f<sup>os</sup>, 39 pièces papier, dont 15 imprimés.

**1721-1785.** — « De par le Roy. Audience de police, concernant le règlement que tous les bourgeois et habitants de la ville doivent observer pour prévenir les incendies sur peine d'être condamnés aux amandes spécifiées dans ledit règlement. » 23 janvier 1721. « Liste de Messieurs les maires et échevins tant du Bureau servant que de l'ancien Bureau, année 1721, et état des officiers de milice bourgeoise de la ville et faubourg de Nantes, » pour les avertir en cas d'incen-

die. Lettre de l'intendant à M. Mellier maire de Nantes, « Rennes, 28 janvier 1721. Il a été fait depuis peu un règlement à l'Hostel de ville de Nantes, pour prévenir les accidents du feu, et pour y remédier en cas d'incendie; il me semble que c'est à l'instar des ordonnances que M. le Maréchal d'Estrées a fait venir, à votre prière, de Strasbourg; je vous prie de vouloir bien m'envoyer un exemplaire de chacun de ces règlements, afin que je puisse prendre ce qui conviendra en faveur de la ville de Rennes et des autres villes de la province... » Délibération du 15 novembre 1726 au sujet des indemnités pour frais d'incendies. Autre du 5 janvier 1743, par laquelle il est arrêté : « que les flambeaux, les sceaux de bois et autres ustensiles fournis lors des incendies, sans ordre des officiers du Bureau de ville, ne seront pas payés à commencer de la dernière incendie. Ordonné à tous les habitants de mettre, au premier cri de feu, une chandelle allumée en dehors de leurs fenêtres, dans un fanal, et de l'entretenir jusqu'à deux heures après le feu éteint... » Ordonnance de police du 28 août 1783, « qui enjoint aux propriétaires de maisons de faire placer des poulies aux puits qui se trouvent dans l'enceinte de leurs maisons, et à tous habitants de mettre une chandelle allumée sur l'une des fenêtres de leur appartement, ouvrant vers le lieu d'un incendie, à peine de 10<sup>l</sup> d'amende. » Entretien des puits.

DD. 331. (Liasse.) — 9 pièces papier imprimées.

1720-1785. — Ordonnance de police du 28 novembre 1720 : « attendu le péril imminent qui peut provenir de la fonte des suifs et cires dans les maisons et greniers de cette ville de Nantes, défenses sont faites à tous ciriers et chandeliers de fondre les cires et suifs que dans des par-à-bas et lieux découverts, à peine de cent livres d'amende, et d'être responsables de tous événements... » Arrêts du Parlement de Paris de 1780 et 1781, concernant la fonte des suifs. Audience de police du 12 septembre 1761, où présidait M. Gelée de Prémion, maire, faisant « défenses à tous raffineurs confiseurs et autres, de raffiner aucuns sucres dans l'enceinte de cette ville et faubourg sans y avoir été autorisés, sous peine de cent livres d'amende pour la première fois... » Arrêt de la Cour de Parlement, « prescrivant qu'une ordonnance rendue par les officiers de police de Saint-Dizier, à l'effet de prévenir les incendies, sera exécutée selon sa forme et teneur, » 12 août 1785.

DD. 332. (Liasse.) — 1 cahier de 20 f<sup>os</sup>, 1 de 14, 2 de 4, 2 pièces papier.

1665-1717. — Règlements de la ville de Strasbourg contre les incendies (1). « Ordonnance renouvelée concernant la police des puits communaux de la ville de Strasbourg... » 4 février 1665. « Instruction des quarante hommes ordonnés aux incendies par les vingt tribus de la ville, contenant ce qu'un chacun à à faire en cas d'incendie que la bonté divine veuille détourner. » Extrait du règlement du 4 juin 1688, contenant cent sept articles, concernant les incendies, avec additions de 1693. « Art. III; les cheminées seront élevées en ligne droite cinq pieds au dessus du toit, avec défenses de les faire courbées, couchées ni pliées, ordonne de démolir les étroites, et d'en bâtir de manière que les ramoneurs puissent monter et les nettoyer facilement, à peine de 40<sup>l</sup> d'amende, lesquels ramoneurs jurés visiteront tous les six mois celles qui en auront besoin. Art. XII, le feu doit être couvert, ramassé et renfermé les soirs de manière que les chats ou le vent ne le puissent dissiper, et couvert avec un couvercle de fer, cuivre jaune ou terre. Art. XIII, le feu ne sera porté d'un endroit en l'autre que dans des vaisseaux de terre ou de métal; on n'ira point avec de la chandelle ou flambeaux allumés, autrement qu'enfermés dans une lanterne, dans les greniers à foin, pailles, granges, écuries, dans les endroits où il se trouve des coupeaux, sciure de bois, foin, paille, fagots, résine, térébentine, soufre, poix, beurre, graisse, huile, lard, salpêtre, lin, chanvre, étoupes, charbon, amadou, vieux oing, suif, laine, eau-de-vie, houblon, cuir, graisse, mottes à bruler et autres matières qui prennent feu facilement, sous peine de 20<sup>l</sup> d'amende chaque fois. Les cendres ne seront mises dans aucun réservoir ou vaisseau de bois, mais dans un endroit construit d'une épaisse maçonnerie couverte d'un bon couvercle. Art. XVII, défend d'attacher à la queue des chiens ou des chats de la mèche ou coupeaux allumés, ni éponges allumées aux hirondelles. Art. XXIV, s'il arrive embrasement par négligence de celui qui occupe l'endroit ou de ses domestiques, si le tocsin a sonné, il remboursera à la ville tous frais faits, réparera les pertes des voisins et leurs dommages, et sera condamné en 50<sup>l</sup> d'amende. Si le feu a été éteint sans sonner ni allarmer, l'amende sera de 25 livres.... »

(1) Comme l'apprend la lettre inventoriée DD. 330, ces règlements furent demandés à Strasbourg par le Maréchal d'Estrées.

**Ponts.**DD. 333. (Registre.) — Papier 93 f<sup>os</sup>.

**1711-1752.** — État de la recette et dépenses de fonds ordonnés par l'Arrêt du Conseil du 30 juin 1711, pour les réparations les plus urgentes causées dans la ville de Nantes par le débordement des eaux de la rivière de Loire, et la reconstruction des ponts.

DD. 334. (Liasse.) — 3 cahiers de 4 f<sup>os</sup>, 11 pièces papier.

**1720-1752.** — Bordereaux de recette et de dépense des fonds ordonnés pour la perfection des ponts de Pirmil et autres ouvrages publics de la ville de Nantes; balance du registre des ouvrages des ponts de Nantes. (Ces quelques pièces et notes ont été trouvées entre les feuilles du registre 333).







## CORRECTIONS

Page 7, 2<sup>e</sup> col., dernière ligne: fauxbourgs; *faubourgs*.

- 12, 1<sup>re</sup> col., 27<sup>e</sup> ligne: 1783-1787; *1735-1787*.
- 45,     "   19<sup>e</sup>     "   9 juillet; *2 juillet*.
- 48,     "   BB 33, *BB 38*.
- 72, 2<sup>e</sup> col., 22<sup>e</sup> ligne: Erde; *Erdre*.
- 73,     "   5<sup>e</sup>     "   attérissements; *atterrissements*.
- 74,     "   19<sup>e</sup>     "   attérissements; *atterrissements*.
- 84, 1<sup>re</sup> col., 39<sup>e</sup>     "   1409; *1450*.
- 114,    "   34<sup>e</sup>     "   1428; *1438*.
- 154,    "   10<sup>e</sup>     "   1535-1536; *1635-1636*.
- 158, 2<sup>e</sup> col., 7<sup>e</sup>     "   oure, *oultre*.

Page 171, 1<sup>re</sup> col., avant-dernière ligne: calles; *cales*.

- 206,    "   20<sup>e</sup>    "   après le . ; .
- 228, 2<sup>e</sup> col., av.-dern, note: *la* Houssave; *la Houssaye*.
- 229,    "   44<sup>e</sup> ligne: ogis; *logis*.
- 262, 1<sup>re</sup> col., 11<sup>e</sup>    "   Liasse; *Registre*.
- 274,    "   2<sup>e</sup>     "   1752; *1572*.
- 281,    "   5<sup>e</sup> note: Orssiaco miles; *Orssiaco, miles*
- 296,    "   avant-dern. ligne: oyau; *joyau*.
- 358,    "   après la note 23, en titre:

**Ile Feydeau.**

